
PROPERTY OF
University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

L'HUMANITÉ NOUVELLE

L'Humanité Nouvelle

REVUE INTERNATIONALE

Sciences, Lettres et Arts

IIe ANNÉE — TOME II

(VOLUME III)

PARIS
Librairie C. REINWALD
SCHLEICHER frères, Editeurs
15, rue des Saints-Pères

BRUXELLES
Librairie SPINEUX
62, rue Montagne de la Cour.

1898

2e Année. XII-XIII Juillet 1898.

L'Humanité Nouvelle

REVUE INTERNATIONALE



SCIENCES ET ARTS

Sommaire :

PARIS
Librairie C. Reinwald
Schleicher frères, Editeurs
15, rue des Saints-Pères

BRUXELLES
Librairie Spineux
62, rue Montagne de la Cour

PRIX DU NUMÉRO :

France et Belgique. . . . . . . 1 fr. 25
Étranger . . . . 1 fr. 50

L'Humanité Nouvelle

REVUE INTERNATIONALE

SCIENCES ET ARTS

paraît mensuellement en un volume in-8 d'au moins 128 pages

Rédaction : 3, Boulevard Berthier, Paris (XVII° Arr.) ; le jeudi de 2 à 6 heures.
Administration : Librairie C. Reinwald, Schleicher frères, éditeurs
15, rue des Saints-Pères (Paris, VI° Arr.)

Rédaction pour la Belgique : 1, rue de Lausanne, Bruxelles.

ABONNEMENTS :

	Un an	Six mois
France et Belgique	12 francs	7 francs
Etranger (Union postale) . . .	15 francs	8 francs

Les Abonnements partent de Janvier et de Juillet.

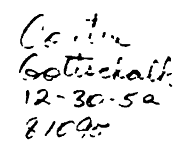
L'Humanité Nouvelle contient des articles de sciences sociales, physique, chimique, naturelles, de philosophie, d'histoire, de critiques sociale, politique, littéraire, artistique, musicale, des nouvelles, des vers, des contes, dus aux meilleurs auteurs de tous les pays. Dans chaque numéro, il y a régulièrement une chronique littéraire, une revue des revues de toutes langues, une revue des livres, une vie littéraire, une vie sociale et politique. Le lecteur pourra ainsi suivre d'une manière exacte et approfondie l'évolution sociale, scientifique et artistique de tous les pays.

PRINCIPAUX COLLABORATEURS :

Henri Albert ; Grant Allen ; Ch. Andler ; J. Baissac ; A.-D. Bancel ; L. Bazalgette ; I. Bloch ; J. Borchardt ; Frédéric Borde ; Brieux ; C. Brunellière ; E. Cammaerts ; E. Carpenter ; M. Charnay ; A. Chirac ; Judith Cladel ; N. Colajanni ; Vte de Colleville ; C. Cornelissen ; J. Coucke ; Benedetto Croce ; Jules Dallemagne ; Victor Dave ; G. De Greef ; Gabriel De La Salle ; Léon Delbos ; Pierre Delsol ; Célestin Demblon ; H. Denis ; Agathon De Potter ; Désiré Descamps ; Jules Destrée ; Ch. Détré ; P. Deutscher ; P. Dorado ; Holger Drachmann ; L. Dumont, ; G. Eekhoud ; Havelock Ellis ; Emilio ; G. Ferrero ; E. Ferri ; H. Fèvre ; André Fontainas ; P. Fort ; Ed. Fuchs ; Henri Galiment ; Patrick Geddes ; G. Geffroy ; Ch. Gide ; Paul Gille ; Urbain Gohier ; J. Grave ; Ladislas Gumplowicz ; A. Hamon ; L. Hennebicq ; Mme A. Henry ; A.-F. Hérold ; Paul-Armand Hirsch ; V. Horta ; Mme J. Hudry-Menos ; Ibsen ; J. Ingegnieros ; Théodore Jean ; J.-P. Jacobsen ; L. Jerrold ; G. Khnopff ; Maxime Kovalewsky ; C. de Kellès ; Kraus ; P. Kropotkine ; Hubert Lagardelle ; Albert Lantoine ; Henry Lucas ; P. Lavroff ; James Leakey ; G. Lejeal ; C. Lemonnier ; Hipp. Lencou ; Ch. Letourneau ; Magalhaes Lima ; A.-N. Loock ; A. Loria ; Ch. Malato ; Marie Mali ; Tom Mann ; Roland de Marès ; R. Mella ; S. Merlino ; J. Mesnil ; Minovici ; Monseur ; Amy-C. Morant ; Eug. Morel ; Charles Morice ; Louis Mullem ; Nadar ; M. Nettlau ; Domela Nieuwenhuis ; Nikitine ; J. Novicow ; E. Nys ; F. Pelloutier ; J. Perry ; Edmond Picard ; M. Pilo ; G. Platon ; Paul Pourot ; Yvanhoe Rambosson ; Elie et Elisée Reclus ; L. Remy ; Mme Elizabeth Renaud ; L. Retté ; Xavier de Ricard ; Jehan Rictus ; Dr J. Rizal ; J.-M. Robertson ; E. de Roberty ; Clémence Royer ; A. Ruijters ; A. Savine ; Savioz ; Robert Scheffer ; Dr E. Segard ; L. de Seilhac ; Bernard Shaw ; Sibiriak ; G. Sorel ; Sorgue ; Robert de Souza ; Fred. Stackelberg ; C.-N. Starcke ; Marie Stromberg ; K. Tarassof ; Tcherkesof ; Eug. Thébault ; Léon Tolstoï ; G. Treille ; Van den Borren ; H. Vandeputte ; H. Vandevelde ; E. Vandervelde ; Van Kol (Rienzi) ; E. Verhaeren ; P. Verheyden ; E. Vinck ; A. Russel Wallace ; Walter-Jourde ; L. Winiarski, Fritz de Zepelin, etc.

La Revue ne publie rien que de l'inédit

L'HUMANITÉ NOUVELLE demeure l'organe des tendances les plus larges et les plus indépendantes en matières scientifiques et artistiques. Les manuscrits non insérés sont rendus.



L'INÉGALITÉ NATURELLE

Tous les hommes naissent naturellement libres et inégaux. Le but du socialisme est de maintenir cette inégalité naturelle et d'en tirer le meilleur parti possible.

Je commence par ces vérités bien connues quoique négligées, parce qu'on entend souvent des gens, ne sachant absolument rien des desseins ou des méthodes du socialisme, affirmer que « les socialistes veulent nous abaisser tous au même niveau égalitaire ». Il est impossible de donner une idée plus fausse et plus grotesque de l'idéal socialiste; cela a cependant été fait si souvent que la plupart des esprits, ne cherchant pas à s'éclairer, l'ont accepté comme un fait reconnu. Il suffit de dire un mensonge assez souvent et assez haut pour que le monde l'accepte comme une vérité familière.

En réalité, le vrai but du socialisme ne peut être mieux exprimé, dans ce cas-ci. que par cette belle phrase de Ruskin : « Pas d'égalité, mais une franche reconnaissance de toute supériorité que nous pouvons rencontrer. »

Notre système social actuel, souvent ridiculement appelé individualiste (ce que précisément il n'est pas), suit une voie absolument opposée. Il s'efforce d'établir une inégalité artificielle entre ceux qui sont réellement et naturellement égaux; d'introduire une égalité artificielle entre ceux qui sont réellement et naturellement inégaux; de s'opposer à la reconnaissance de toute supériorité réelle; d'élever les inférieurs aux dépens des supérieurs. Le socialisme, nous pouvons en être certains, changera tout cela. Il tendra à maintenir les intelligences et les natures morales médiocres dans des places médiocres; il s'efforcera d'empêcher les petits hommes de se faire passer pour de grands hommes; mais d'autre part, il permettra aux facultés extraordinaires de l'esprit et aux qualités morales exceptionnelles de se développer librement; il permettra aux grands hommes de montrer leur grandeur naturelle.

Une comparaison historique aidera à me faire comprendre. Si vous regardez un bas-relief égyptien, vous verrez souvent représentée une



quantité de petits hommes sur un champ de bataille, détalant et fuyant devant un chariot monstrueux tiré par deux chevaux, dans lequel est un homme comparativement gigantesque, à peu près cinq fois aussi grand que les pygmées qu'il poursuit. Ce géant est le Grand Roi; les petites créatures qui fuient devant lui sont ses ennemis; tandis que d'autres hommes également petits qui l'accompagnent et l'assistent sont ses fidèles sujets. Les rois d'Egypte étaient-ils vraiment plusieurs fois aussi grands que les autres Egyptiens? Absolument pas; c'est précisément une manière naïve de l'artiste de vous faire sentir la grandeur du Grand Roi et la profonde différence qui est supposée exister entre lui et la simple humanité ordinaire. C'est une grandeur purement artificielle et conventionnelle, masquant une vraie égalité ou même une infériorité de stature. Les grands rois ne sont pas physiquement plus grands que d'autres hommes; Louis XIV, le grand monarque, était remarquablement petit, de même que Napoléon, qui était d'un esprit plus puissant encore, quoique d'une moralité contestable.

Je pense que ces bas-reliefs égyptiens illustrent d'une manière excellente ce qu'on appelle autour de nous le régime individualiste. Nous aussi, nous vivons dans un monde qui prétend avec conviction que certains hommes de cinq pieds six pouces en ont six, et souvent que des hommes de six pieds n'ont que cinq pieds six pouces. On peut se figurer un hardi novateur, dégoûté de cette absurdité, essayant d'introduire le portrait dans l'art égyptien. « Quoi! » s'écrient les courtisans scandalisés, « voulez-vous ramener l'humanité entière au même niveau monotone? Voulez-vous anéantir la variété et la diversité dans l'art? Prétendez-vous ne pas peindre ou sculpter le Grand Roi lui-même, plus grand que n'importe quel prêtre, scribe ou valet? — Non », répond l'artiste, « je ne veux pas ramener l'humanité entière au même niveau d'infériorité. C'est *vous* qui faites cela, en peignant tous les hommes, excepté le Grand Roi, exactement de la même taille, quoique les uns soient grands et les autres petits, les uns gros et les autres maigres; pour vous cependant, ils sont tous représentés sous la même forme. Ce que *moi* je propose de faire est exactement le contraire : je peindrais chacun de sa vraie grandeur, avec une reproduction exacte des traits qui lui sont propres. Je remarque que le Grand Roi est plus petit de quatre pouces que son premier ministre : et c'est ainsi que je le représenterais. Le premier sommelier est gros, le premier boulanger maigre; je les peindrais donc tels que je les vois. Ramsès est plus grand et plus blond que Sethi, dans mon tableau il sera également plus grand et plus blond. Aucune égalité, mais une franche reconnaissance de toute différence que nous pouvons trouver. » Et je suis persuadé que lorsque l'artiste a fini de parler, une exclamation générale d'horreur monte des courtisans indignés aux oreilles du Grand Roi : « Cet homme est un niveleur, il veut nous rabaisser tous au même niveau égalitaire. »

Notre système existant prend, de même, de petits hommes et les élève à des positions d'une supériorité artificielle, non en raison d'aucun mérite qui leur soit propre, mais simplement et uniquement parce qu'ils sont les fils de leurs pères, ou parce qu'ils ont hérité d'une fortune

amassée par d'autres, ou parce qu'ils ont accaparé pour eux-mêmes la terre et les mines qui sont la propriété commune, ou parce que, tirant parti de la mauvaise organisation sociale, ils ont fait passer dans leurs propres mains des capitaux, des actions, des chemins de fer, du gaz, de l'électricité, de l'approvisionnement d'eau de grandes cités. D'un autre côté, ce qui est encore pire, il prend de grands hommes, des hommes nés naturellement grands et inégaux — des hommes exceptionnellement doués pour la vie publique — de grands penseurs, de grands hommes de science, de grands artistes, de grands inventeurs, de grands chefs d'industrie, de grands créateurs d'œuvres d'art, prose ou vers, peinture ou sculpture — qu'il rapetisse et rétrécit artificiellement, mettant des obstacles dans leur chemin, les empêchant de tirer parti de toute leur somme d'énergie, privant la communauté du bénéfice de leurs facultés exceptionnelles. La fausse inégalité de convention agit ainsi contre la reconnaissance et l'utilisation publiques de la vraie inégalité de nature, et nous prive du bénéfice que nous retirerions d'une vraie reconnaissance de toute supériorité réelle.

Je considère ce second désavantage comme encore plus grave, à la longue, pour le progrès de l'humanité que l'injustice plus frappante de laisser de petits hommes s'emparer d'une portion démesurée des produits de la terre. Naturellement ceci est en soi-même une grande injustice, mais c'est une injustice dont tous ceux qui possèdent un sens moral rudimentaire peuvent immédiatement se rendre compte. Quiconque étant doué de quelque capacité naturelle de raisonnement doit voir au premier coup d'œil, combien il est injuste qu'une personne, ni meilleure, ni plus sage, ni plus capable que les autres, soit dépositaire de lieues carrées de terre pour en disposer à son gré, tandis que d'autres, ni meilleures ni pires, ni plus ni moins intelligentes, sont forcées de se passer de toute parcelle du sol nourricier. Quiconque possédant le moindre sens moral peut comprendre qu'il est injuste qu'une personne accapare le produit du labeur de beaucoup d'individus, non qu'il y ait aucun droit, mais seulement parce que l'organisation sociale défectueuse lui a permis cette spoliation, laissant aux vrais producteurs une misérable subsistance ou même, dans les cas extrêmes (en cas de vieillesse ou de famine), les laissant absolument mourir de faim. Il est évident que les choses, que personne n'a créées, ni aidé à créer, sont la propriété commune de la race humaine; tandis que celles qui ont été créées par les hommes sont, en quelque sorte, la propriété du créateur. Or, la terre n'ayant été créée par personne, il est clair qu'elle ne peut appartenir à personne en particulier; tandis que la plupart des autres produits étant créés par le labeur réuni de tous les hommes, il est évident qu'ils doivent être la propriété commune de tous.

Ceci, je le répète, sont des vérités morales élémentaires que quiconque peut saisir immédiatement, à moins qu'il ne soit absolument dépourvu d'intelligence ou absolument aveuglé par les préjugés de la société. Dans ce dernier cas, j'ajouterai entre parenthèses qu'il les comprend, mais qu'il prétend le contraire pour en faire son profit.

Mais l'aspect opposé de la question n'est pas aussi clair pour tout le monde ; je vais donc m'efforcer de montrer le mal occasionné par notre système actuel de nivellement artificiel, lequel refuse de reconnaître toutes les supériorités réelles et les remplace par les inégalités créées par l'homme.

Dans un monde bien organisé, il est évident que la communauté désire tirer le meilleur parti pour elle-même, de toute distinction ou inégalité naturelle. Certains hommes sont plus grands que d'autres ; elle s'efforcerait d'employer les hommes les plus grands à des travaux où leur stature exceptionnelle leur permettrait de faire des choses que de plus petits hommes ne feraient qu'avec une plus grande difficulté. Certains hommes sont plus forts que d'autres : la communauté s'efforcerait d'employer les hommes les plus forts (dans les mêmes conditions) à des travaux où une force exceptionnelle produirait des résultats exceptionnels pour le bénéfice commun. Certains hommes ont de précieuses et éminentes capacités d'organisation ; elle emploierait évidemment ceux-ci comme organisateurs. Certains hommes ont des facultés inventives ; à ceux-ci seraient données toutes les facilités nécessaires à l'exercice et au développement de leur pouvoir inventif. Certains hommes savent créer de beaux objets d'art, de belles œuvres littéraires ; la communauté emploierait ceux-ci comme peintres et sculpteurs, comme poètes et romanciers. Certains hommes ont un goût inné pour rechercher et illustrer les lois de la nature, ce qui peut ultérieurement seconder les besoins humains et les industries humaines : elle attacherait spécialement ceux-ci à des travaux de découvertes abstraites ou d'inventions mécaniques, en rapport avec le penchant naturel de leurs facultés. Elle reconnaîtrait enfin franchement toute supériorité réelle, de manière à donner à cette supériorité une juste chance de faire son œuvre, physique ou intellectuelle, pour le bénéfice de l'humanité.

Que fait, au contraire, pour nous, le système existant ? Reconnaît-il ouvertement toute supériorité réelle ? Absolument pas. Il élève la médiocrité à des hauteurs artificielles et lui permet de couler, de noyer, d'écraser et d'éclipser toutes les formes de la vraie perfection. Considérons d'abord le sommet, ou à peu près, de notre société artificielle. Voyez notre pairie anglaise. Cette institution est-elle autre chose que l'élévation d'un groupe d'hommes médiocres à un poste qui devrait être occupé par des hommes doués d'une valeur morale, d'une grandeur de caractère, d'une intelligence exceptionnelles et d'une rare capacité législative ? Les pairs ont, par exemple, chacun un vote suspensif dont ils peuvent user comme veto contre la volonté populaire, en proportion environ d'un pair par soixante-dix mille autres citoyens. Quelqu'un croit-il vraiment qu'un pair soit soixante-dix mille fois plus raisonnable, plus instruit, plus capable, plus moral que la plupart des autres hommes ? pas plus qu'il ne peut croire que Ramsès et Amenhotep étaient quatre fois aussi grands que les Egyptiens ordinaires. Quelqu'un pense-t-il vraiment qu'un duc ait plus de valeur qu'une ville de soixante-dix mille habitants ? Quelqu'un s'imagine-t-il vraiment qu'en

vertu des ardentes prières de l'église, offertes chaque semaine, les lords soient réellement doués « de grâce, de sagesse et de jugement » surnaturels ? N'est-ce pas un fait notoire qu'en général ce sont des hommes d'une intelligence terne ou ordinaire, d'une moralité inférieure et aux idées vulgaires ? Ils ont une position élevée grâce au simple hasard de leur naissance ou à un accroissement accidentel de fortune. Ils sont les descendants des anciens accapareurs de terre ou les banquiers, les brasseurs, les spéculateurs financiers modernes. Personne n'allègue pour eux aucune supériorité réelle. Ils sont arrivés à leur position par l'argent et seulement l'argent.

Et le système dont ceci est un exemple est le même dans tous ses points ; il réagit de mille manières déplorables sur l'idéal et la conscience nationaux. Ces pairs, mis par un procédé faussé dans une position fausse, font indirectement un tort infini à la morale, à l'entendement et au progrès de la communauté. Je ne fais pas allusion ici à ces « scandales aristocratiques » ayant trait aux relations des sexes entre eux, que certains journaux présentent bien assaisonnés et bien épicés à leurs lecteurs. Ces faits sont relativement sans importance. La classe aristocratique est souvent, il est vrai, égoïste et barbare dans sa manière de traiter les femmes, et surtout les femmes qu'ils considèrent (en raison d'une autre inégalité artificielle) comme « au-dessous d'eux ». Mais ceci semble peu de chose et, après tout, en ne laissant pas s'éteindre la discussion de la question des sexes, le relâchement des « classes supérieures » a peut-être ses compensations. — Je pense plutôt ici à des résultats moraux beaucoup plus profonds et d'une portée beaucoup plus grande, du faux étendard de la noblesse. L'existence d'une pairie, et le culte servile de son rang, de sa richesse, de ses titres, de ses apanages, donnent lieu à notre vice national de « snobisme », c'est-à-dire cette admiration accordée à des choses sans valeur et non pas à des choses dignes d'être admirées.

Avoir une belle maison, conduire une voiture à deux chevaux, faire peindre ses armoiries sur tout ce qui lui appartient, voir ses domestiques revêtus d'une livrée, enfin atteindre, si possible, à la dignité de chevalier, peut-être de baron, ou même, oh ! rêve inespéré, à la pairie ! tel est l'idéal que poursuit l'homme à l'esprit borné de notre monde actuel. Il ne vise pas aux choses nobles de la vie : à la science, à la culture, à la sensibilité artistique, à l'effort moral, à la récompense des hautes qualités de citoyen ; il tâche au contraire de parvenir à des buts inférieurs, et la plupart de ses concitoyens l'admirent au lieu de le mépriser pour cet effort. Notre inégalité artificielle agit ainsi comme un piège national, en dressant un faux idéal que les esprits vulgaires ne suivent que trop volontiers et qui est contraire à l'idéal plus élevé de la justice distributive et de l'honnête qualité de citoyen. Ces hommes s'efforcent non d'obtenir une récompense proportionnée à leurs efforts, mais de monopoliser dans un but de vulgaire ostentation les produits du travail de centaines d'individus, leurs égaux ou leurs supérieurs qu'ils ont rabaissés sous eux à une infériorité artificielle.

Les inégalités ainsi multipliées ferment la porte de tous côtés à la

reconnaissance et à l'utilisation des supériorités réelles. Les hommes nuls usurpent aux yeux du public les places qui reviennent de droit aux personnes dignes de considération. Des hommes capables de servir le public efficacement et intelligemment en sont empêchés ou retardés par l'intervention de supériorités artificielles. Ce n'est que par un long examen minutieux de la vie qu'on peut apercevoir l'importance de cette calamité nationale. Je pourrais en multiplier les exemples à l'infini. Je me contenterai seulement d'en citer quelques-uns. Considérez la vie de nos hommes vraiment grands — nos penseurs, nos organisateurs, nos hommes de science, nos explorateurs, nos inventeurs, nos poètes, nos hommes de lettres, nos artistes. N'est-ce pas un lieu commun de dire que la plupart d'entre eux ont eu à passer par une première période de luttes, qui en a tué quelques-uns, rendu d'autres infirmes ou fous, découragé, aigri, ou affaibli un grand nombre? Combien d'autres encore, dégoûtés de la lutte, ne cherchèrent-ils pas un refuge dans le suicide ? Ceci peut-il être appelé « une franche reconnaissance de toute supériorité » ? Celle-ci n'a-t-elle pas été retardée ou ne leur a-t-elle pas été totalement refusée, parce que le monde était déjà absorbé dans l'admiration et le reportage des faits et gestes de nullités titrées ou opulentes ? Notre société ne s'occupe-t-elle pas surtout des hommes jouissant de la fortune, du rang et d'une haute position, tandis qu'elle ne se soucie guère de rechercher l'inventeur, l'artiste, le poète, le naturaliste, le philosophe, l'explorateur luttant contre la nécessité et qui sont dix mille fois plus précieux à l'humanité que ces vains pantins ? Et ne serait-on pas débarrassé de tout cela si on pouvait seulement déblayer le terrain propre à une reconnaissance franche de toute supériorité réelle, en abolissant une fois pour toutes les distinctions que nous accordons encore à la médiocrité et à l'infériorité ?

Considérez la question à un autre point de vue. Nous avons de grandes écoles et de grandes universités. Les enfants et les jeunes gens de toutes les classes, les plus capables de recevoir de l'instruction y font-ils leurs études ? Nullement. Il est même loin d'en être ainsi. Les écoles les plus importantes, Eton, Harrow, Winchester; les grandes universités, Oxford et Cambridge, sont presque uniquement fréquentées par les grandes familles aristocratiques ou financières, par les fils de pairs ou de gentilshommes campagnards, de banquiers, de brasseurs, de marchands, d'industriels, à l'exclusion des garçons intelligents et méritoires des autres classes de la population. Quand ces jeunes gens ont fini leurs années d'école ou de collège, ils prennent une profession ou suivent leur vocation. Et comment se comportent-ils ici ? Absolument de même. L'intelligence et la moralité sont-elles les seules recommandations qui leur assureront le succès dans la vie publique ? Nullement. Des hommes médiocres sont placés dans des positions pour lesquelles ils ne conviennent aucunement, et font fort mal, ce que d'autres pourraient faire très bien pour le bénéfice de la communauté, et cela, simplement parce qu'ils sont les fils, les frères, les cousins ou les amis de quelque pair, de quelque propriétaire terrien ou de quelque

riche industriel. Voyez notre armée et notre marine, par exemple, ces organisations destructives assurément inutiles, qu'aucun socialiste ou internationaliste ne peut approuver ; cependant, comme elles existent, elles me serviront d'exemple aussi bien que toute autre organisation de notre Etat mal ordonné. Les postes les plus élevés en sont-ils occupés par les hommes les plus capables, les plus énergiques et les plus braves librement choisis dans toutes les classes de la société, après un examen général attentif ? Nullement. Vous n'avez qu'à parcourir les listes de l'armée et de marine pour vous apercevoir immédiatement qu'un très grand nombre des grades les plus élevés est accordé à des hommes médiocres, qui ont la chance d'être pairs, ou fils, frères et cousins de pairs ; à des baronnets et à des gentilshommes campagnards, ou aux fils, aux frères et aux cousins de gentilshommes campagnards et autres individus de la même espèce. Vous y remarquerez aussi, à chaque instant, les noms biens connus de firmes de brasseurs ou de distillateurs, de grands fabricants de coton de Manchester, ou de banquiers de Londres ; de ceux que la mode d'il y a trente ans désignait complaisamment du nom de « princes marchands ». Ceux-ci usurpent presque toujours les meilleures places, au détriment de toute supériorité réelle d'intelligence et de caractère. La fausse inégalité ne laisse ainsi à la vraie inégalité aucune chance de s'affirmer en faveur de l'intérêt public.

Il en est de même au barreau, en politique, et dans le service gouvernemental. Voyez le grand nombre de juges qui portent des noms d'aristocrates ou de capitalistes bien connus. Voyez le grand nombre de membres du Parlement qui sont d'élégants seigneurs, des fils aînés ou cadets de pairs, des baronnets, des gentilshommes campagnards, de grands banquiers ou de grands brasseurs, et voyez d'autre part, et petit nombre de ses membres, qui, comme Burns, Mabon et Broadhurst d'un côté, Morley, Asquith et Lecky d'un autre, doivent uniquement leur position aux facultés de leur esprit. Combien n'y trouve-t-on pas d'hommes médiocres, totalement insuffisants pour le poste de législateur, mais poussés à la Chambre par la seule puissance de la fausse supériorité que leur donnent leur argent et leur rang, et qui obscurcit les supériorités réelles et naturelles de l'esprit, de l'énergie et du sens moral. Il en est de même aussi dans les emplois civils. Nous ne choisissons pas des hommes pour servir l'Etat, simplement et uniquement parce que ce sont les hommes qui conviennent le mieux à cette fonction : nous les envoyons comme ambassadeurs à Paris, ou nous les employons comme vice-amiraux, ou... comme inspecteurs d'asiles d'aliénés, parce qu'ils sont pairs ou parents de pairs, capitalistes ou parents de capitalistes. Partout, nous permettons à l'inégalité artificielle de réduire l'inégalité naturelle à un niveau inférieur d'inutilité.

Et ce n'est pas tout. La poursuite constante d'un idéal artificiel aveugle les hommes sur l'existence d'un idéal réel. Le pair, ou l'homme opulent usurpe, de mille manières, le crédit, l'honneur, la position qui reviennent de droit à l'homme de mérite, à l'homme énergique, à l'homme de valeur morale, à l'homme d'une grande sensibilité artis-

tique. Je pourrais citer mille exemples, mais je me bornerai à en citer deux : Dans la Société Royale et dans d'autres Sociétés scientifiques même, on a malheureusement laissé pareillement s'introduire de telles considérations. Il existe une certaine médiocrité, sans grandeur, quoique solennelle, un demi-savant de troisième ordre, qui a la chance d'être duc, et croit être homme de science. S'il était un vulgaire citoyen, sorti du peuple, ni ses discours au Parlement, ni ses essais scientifiques, imparfaits et pauvres, ne recevraient rien de plus que le sourire de pitié qu'ils méritent. Mais c'est un duc. Grâce à ce titre, non seulement sa prose ennuyeuse à la Chambre des Lords (la prose d'un esprit supérieur de doctrinaire de troisième ordre) est reproduite de point en point, mais il a même été invité à occuper le siège présidentiel de l'Association britannique pour l'avancement des sciences. Mon second exemple ressemble à celui-ci. Il existe une certaine assemblée appelée la Société des auteurs; on s'imaginerait certainement qu'une pareille assemblée est au-dessus d'une semblable faiblesse. Cette société offre un dîner annuel (chose bizarre pour une société de ce genre, mais cependant bien anglaise). Et ses membres, qui nomment-ils généralement à la présidence ? Meredith, Herbert Spencer, Thomas Hardy, William Watson? Non, aucun de ceux-ci, mais un noble, choisi au hasard, qui a accidentellement publié un petit livre, ou qui a daigné s'intéresser à la littérature ! Et cela parmi des hommes de lettres !

J'ai écrit tout ceci honnêtement et franchement, en dépit de la certitude que j'ai qu'une certaine classe de critiques médiocres s'écriera immédiatement : « Jalousie étroite ! » Rien n'est moins vrai. Les esprits étroits, nés dans une communauté comme la nôtre, n'essaient pas d'en exposer les points faibles ; ils tâchent simplement d'en faire leur profit. Au lieu de déplorer les maux, ils se font les amis des suppôts de l'injustice. Cela ne « rapporte rien », en Angleterre, d'être un ardent réformateur. Cela réussit au contraire de fermer les yeux, de rester muet, de se réconcilier avec les préjudices et les préjugés de la grandeur artificielle, d'observer attentivement dans quelle direction souffle le vent.

Combattre des moulins à vent, au contraire, ne vous rapporte ni argent, ni honneurs, sauf pour ceux qui font peu de cas de leur honneur quand il s'agit de succès et d'avantages mondains. Mon unique intention a été d'examiner la question honnêtement et de sang-froid, et de me demander si ceci est bien la manière dont une nation peut tirer le meilleur parti pour elle-même de l'inégalité naturelle qui règne parmi ses membres.

Dans un monde bien organisé, je m'imagine que les plus grands honneurs et les postes les plus élevés seraient au contraire uniformément réservés aux hommes les meilleurs et les plus compétents. A présent, c'est en grande partie la chance qui règle la récompense. Des hommes qui ne font que peu ou ne font rien pour le bien public, sont néanmoins nés marquis et ducs, avec de vastes propriétés et une large place dans la considération de leurs compatriotes. Des hommes qui ont eu plus de chance que d'autres en brassant la bière ou en distillant le

whiskey; des hommes qui ont inventé une meilleure allumette chimique, ou un savon moins coûteux, ou une espèce plus mauvaise de vernis à soulier; des hommes qui ont falsifié leur café avec succès, ou mis de la farine dans leur cacao, ou mêlé du coton à la laine; des hommes qui ont joué à la bourse et causé la ruine d'autres hommes, qui ont accaparé des mines ou des parts de chemins de fer, de travaux hydrauliques, de compagnies de télégraphes; des fournisseurs de marchandises falsisifiées, ou des spoliateurs de veuves et d'orphelins s'assurent souvent une immense fortune, de grands honneurs et une haute position; dans quelques cas, même, ils deviennent les fondateurs de familles « nobles ». C'est d'ailleurs un jeu de pile ou face de savoir quel résultat les énergies utiles elles-mêmes rapporteront à leur possesseur. L'homme qui invente un nouveau bouchon pour les bouteilles d'eau de Seltz, un nouveau bandage pour les roues de bicyclettes — des choses excellentes dans leur genre — amasse souvent une fortune. La même chose arrive plus souvent encore à l'homme qui achète la patente d'un inventeur à un prix dérisoire. Mais le penseur qui découvre quelque grande vérité de la nature; le travailleur qui invente quelque instrument chirurgical précieux, quelque nouvel anesthésique, quelque instrument scientifique, quelque amélioration d'optique, ne réalise généralement presque rien, et perd même parfois tout ce qu'il possède en essayant de perfectionner et de faire connaître sa découverte. En d'autres mots, la récompense n'est pas proportionnée à la valeur réelle de l'invention ou de la découverte pour l'humanité en général, mais seulement à sa valeur marchande immédiate. Nous pouvons être certains que le socialisme renverserait tout cela. Tout en encourageant autant qu'il est nécessaire l'invention d'allumettes et de bouchons perfectionnés pour les bouteilles d'eau de Seltz, il encouragerait au moins aussi fortement les découvertes astronomiques, physiques, biologiques et sociologiques, les nouvelles créations concernant tous les domaines les plus élevés de la pensée, les nouveaux poèmes, les nouveaux tableaux, les nouvelles idées, les nouvelles philosophies.

Car nous devons nous rappeler que, dans leur genre, les découvertes de lois anciennement établies, telles que la loi de la gravitation universelle, la corrélation et la conservation de la force, le principe de l'évolution organique, etc., sont bien plus importantes pour l'humanité, même au point de vue pratique, que les découvertes ou les inventions secondaires dites pratiques. Elles nous fournissent une connaissance approfondie du travail de la nature, et par suite, un empire plus parfait sur toutes les choses naturelles, qui donnent lieu à des inventions et des applications sans nombre, de la plus grande importance. Il a fallu des générations d'investigateurs de l'électricité pour en arriver aux premières applications pratiques de l'électricité. Et d'une manière générale, on peut dire que certaines branches des sciences, telles que la physique, la mécanique, la chimie, sont souvent trop payées, en raison de leur valeur courante immédiate, tandis que d'autres divisions de la science, telles que l'astronomie, la biologie, la sociologie, ne sont

généralement pas payées, parce qu'elles n'ont que peu de valeur courante immédiate.

« Mais ceci est de l'individualisme ! » diront quelques socialistes sincères, quoique d'un esprit étroit. Soit, si vous le voulez ; mais c'est aussi le meilleur socialisme. Je n'ai jamais été de ceux qui prétendent que le socialisme doit être opposé à l'individualisme. Je crois au contraire que le socialisme encouragera et développera l'individualité. Je suis socialiste précisément *parce que* je suis individualiste. Quels sont en ce moment les meilleurs socialistes, parmi nous ? Les moins individualistes ? Nullement; ce sont justement au contraire ceux qui ont les tendances les plus individualistes et les plus idiosyncrasiques de l'Angleterre. « Le caractère des unités, dit Herbert Spencer, détermine le caractère de l'ensemble. » Tels les socialistes individualistes *sont* eux-mêmes, telle sera la république socialiste qu'ils érigeront. Je suis persuadé qu'un des grands desseins du socialisme sera de chercher à redresser les inégalités naturelles telles que la faiblesse, la mauvaise santé, la perte d'un membre ou d'un organe, le manque d'intelligence ou de sens moral, tout en s'efforçant de développer autant que possible les inégalités supérieures, telles que la force, la santé, la dextérité manuelle, les capacités mentales, les facultés viriles ou féminines, la paternité et la maternité, les qualités artistiques, scientifiques ou littéraires, et à les utiliser autant que possible pour le plus grand bien de la communauté. En un mot, tandis qu'il découragera toutes les fausses inégalités, il encouragera et tirera le meilleur parti des supériorités vraies.

« Mais ceci est remplacer une aristocratie par une autre », objecterez-vous encore. Eh bien, soit ! Je vous ai dit que nous n'étions pas des niveleurs. Nous désirons seulement qu'on apprécie, à leur juste valeur, la vraie force, la vraie noblesse, la vraie bonté et la vraie grandeur de caractère. Nous désirons que la médiocrité soit traitée en médiocrité, tout en lui laissant des chances de faire de son mieux, mais non de supplanter ou d'étouffer le vrai talent et la vraie force, non de mal faire pour nous ce que d'autres peuvent bien faire. Si votre fausse conception était même juste, si nous désirions installer Herbert Spencer dans le palais national de Blenheim, et Hardy ou Burn Jones à Chatsworth ou à Knowsley, je ne crois pas que ce serait aussi mauvais que d'y mettre de simples ducs et des comtes, des filateurs de coton et des propriétaires de mines. Cependant, votre fausse conception n'est *pas* juste. Sous un régime socialiste, je ne crois pas qu'aucun citoyen désire jamais s'entourer d'une pompe égoïste, sotte et anti-sociale ; je suis parfaitement certain qu'aucun autre citoyen ne l'y aiderait et ne l'y soutiendrait. Car une telle pompe ne peut être maintenue que par un seul homme s'arrogeant le produit du labeur de beaucoup d'autres ; ce qui est précisément le mal que le socialisme a pris à tâche d'enrayer. Non, nous n'aurons pas de ducs, ni par la naissance ni par l'intelligence ; nous aurons simplement des conducteurs d'hommes qui ne devront cette position qu'à leur inégalité naturelle.

Ces conducteurs d'hommes, ces penseurs, ces organisateurs et tous

ceux qui possèdent le talent de rendre la vie plus belle et plus digne d'être vécue, soit par la peinture et la plastique, par les représentations animées des scènes de la vie réelle, par la littérature, la poésie, la musique, soit par la beauté personnelle, tous ceux-là recevraient, sans aucun doute, la même espèce de vénération universelle qui fut témoignée en France à Victor Hugo. Ils seront aimés comme le bon Walt Whitman, honorés comme Cimabue, respectés comme Darwin. L'attention ne sera pas détournée de leur personne, pour être reportée, comme dans l'Angleterre actuelle, sur les pairs et les manufacturiers, et, comme dans l'Amérique actuelle, sur les rois de l'argent et les accapareurs de chemins de fer. Ils recevront peut-être même des marques spéciales de la faveur publique, qui leur seront officiellement accordées. De nos jours encore, nous conférons la pairie à des généraux victorieux et nous leur servons des pensions, tandis que nous accordons parfois une maigre rétribution aux auteurs de beaux vers, ou aux révélateurs de grandes vérités scientifiques. Il n'est pas impossible que la République socialiste de l'avenir, tout en n'accordant plus de pensions aux généraux, honorera, modestement, quoique suffisamment, ceux qui produisent ce qu'elle apprécie le plus. Elle ne souhaitera certainement pas que ses poètes, ses peintres, ses philosophes, ses inventeurs manquent de pain et voient leur besogne troublée par des difficultés sordides et misérables. Ces difficultés auront en réalité disparu pour tous, à plus forte raison pour les meilleurs et les plus grands des hommes.

« Alors c'est bien un nivellement que vous désirez ! » Oh, si vous ne voyez ni n'appréciez *aucune* autre distinction dans la vie humaine, que celle qui consiste en vastes maisons, en domestiques galonnés, en chevaux et voitures, en splendeur extérieure, vous ne vous rendez coupable que du matérialisme le plus grossier et le plus sordide, et nous nè nous soucions pas de vous répondre à ce sujet. Il existe d'autres choses que celles-ci, pour lesquelles nous ne souhaitons aucun nivellement, mais un avancement constant vers des distinctions de plus en plus nobles. Le culte du millionnaire n'est pas la voie unique qui fait éviter une uniformité monotone et anti-artistique.

« Mais ceci n'est pas ce que nous attendons d'un avocat du socialisme. Nous attendons de lui une ardente sympathie pour l'injustice de la faim, un amour passionné pour les pauvres et les affligés. » C'est très juste, et vous les obtiendrez au temps voulu. Je ne traite pas ici ce côté de la question. Si je le désirais, je pourrais également traiter ce sujet et dire des choses qui vous surprendraient. Mais mon but, cette fois ci, est simplement de répondre à cette sotte objection que le socialisme réduit tous les hommes au même niveau. Je prétends au contraire que dans toutes les choses dont la supériorité est réelle, le socialisme encouragera et augmentera toute inégalité possible.

GRANT ALLEN.

(*Traduit de l'anglais par* H. RYNENBROECK).

Dans le Jardin d'Hiver

A Stuart Merrill.

(*Le Poète et l'Aimée s'arrêtent devant le vieillard à l'entrée du jardin d'hiver*).

LE POÈTE

Toi, qui sous la neige des hivers anciens
Garde le parc solitaire,
Vieil homme, triste d'être le gardien
Depuis toujours de ce jardin
Où les âmes errent,
Nous sommes deux enfants
Curieux du mystère,
De vivre hors le monde et hors le temps.
Et de souffrir le vieux silence du néant...
Laisse-nous entrer
Dans le Jardin d'hiver où pleure le passé.

LE VIEILLARD

Aux âmes sans espoir, aux cœurs las de remords,
A ceux qui savent que les songes
Ne sont que leurres et mensonges,
Le Parc d'hiver est doux comme la mort.

(*Le Poète et l'Aimée avancent lentement en se tenant par la main.*)

LE POÈTE

Mon amante, ma sœur, mon enfant,
Mainte et mainte fois ta main
S'est meurtrie aux ronces du chemin
Que nous avons suivi par delà les années...
O mon aimée !
Ce fut un jour ardent,
Un soleil dorant toutes choses,
Et nous vîmes sur nos pas surgir des cités,
Des palais, des lys et des roses :
Toute la misère et toute la beauté !

Je me souviens de jours anciens,
De jours printaniers et roses;
Je me souviens d'étranges matins
Où mes lèvres frôlaient des fleurs écloses...

Je me souviens d'une vie lointaine,
D'une vie évanouie...
C'est une chanson incertaine,
Une chanson d'enfance et de folie
Dont je me souviens !
Je me souviens encor d'un été radieux,
D'un ciel immense comme un rêve,
Et de plaines telles des cieux,
Et de mers sans fin vers des grèves
Légendaires roulant des flots impétueux !...
Je me souviens de larges routes
En des pays ensoleillés,
Où des femmes, qui toutes
Etaient la Beauté,
Froissaient des roses sur leurs seins
Et des lys sur leurs lèvres...
Mais où sont les saintes fièvres
Dont je me souviens ?

L'AIMÉE

Las ! le vent d'automne par la plaine
Geint son chant désespéré ;
Roses mortes et lys fanés.....!

« Je t'aime! » — « Tu m'aimes? » — A peine
Eclos les cœurs sont desséchés !...
Et, seul, tout le long du chemin
C'est le vent d'automne qui geint.

LE POÈTE

L'automne roux, l'automne,
Avecque sa chanson des gaules et des joncs,
A pris nos cœurs d'enfant, a soufflé sur nos fronts
L'amer regret de vivre et d'être comme
De frêles nacelles sans avirons
Voguant au hasard des vagues. selon les lunes,
Sur une mer d'ennui, vers un pays de brumes !
Et pourtant je me souviens
De terres à peine entrevues ;
Terres d'angoisse et de chagrin,
Avec des couchants dont les nues
Plânent et saignent sans fin...
Les rêves, comme de vieux palais, s'écroulent
Dans l'océan qui roule
Vers les destinées
Le rude effort sanglant de mille années !

Et pourtant je me souviens
D'une beauté triste et sauvage :
Villes mortes et phares éteints,
Herbes folles en des jardins
Dont les sentiers et les chemins
Sont effacés par les orages...
Ruines en fleurs et fleurs en ruines,
C'est le pays où tout chagrine
Dont je me souviens

L'AIMÉE

Ah ! que tes yeux saignent de vieilles larmes,
Que tes lèvres tremblent de vieux sanglots !
Pleurer, c'est vivre toujours, et le charme
Des larmes vaut les rêves les plus beaux.

LE POÈTE

La vie est une complainte

Qui berce l'âme veule des fous !
On aime, on pleure et puis, de crainte
De s'en aller vers n'importe où,
On veut rouvrir les cicatrices,
Resaigner les vieilles douleurs,
Resonger les rêves tristes
Et repleurer les premiers pleurs...
Vivre hélas ! n'est que l'angoisse
De voir surgir des lendemains
Pareils aux hiers de chagrin...
Et l'on se courbe et l'on se tasse
Infiniment sous le destin !
C'est pourquoi, délaissant la route,
Las de subir l'éternel malheur,
Je veux en ce parc sentir toute
La terre écraser mon vieux cœur.

L'AIMÉE

Tu me disais sur le chemin
Qui mène à ce morne jardin :
« Dans le jardin d'hiver
On songe de beaux songes,
Dans le jardin d'hiver
De merveilleux mensonges
Viendront bercer nos cœurs !
La neige y danse, lente,
La danse du bonheur
Et puis les vents y chantent
La chanson des amantes
Que nul remords tourmente
Qui vont parmi les fleurs... »

Or, les vents en ce jardin
Chantent la mort par les chemins.

LE POÈTE

Oui, la belle et bonne mort !
Reposer sans rêve et sans feinte,
N'être plus et n'avoir crainte
Du terrible et vieux remords
D'avoir été jadis,

D'avoir, comme tant d'autres!
Mal lutté le combat, d'avoir menti
Avec la voix vibrante des apôtres...
La vie est large, au plus, comme un petit cercueil
Et le sommeil est grand comme un beau ciel d'été.

L'AIMÉE

Ecoute-moi. Je veux loin de ce parc en deuil
A jamais m'enfuir, vers où tu as été!
Vois-tu, la Vie est belle et large!
La Vie est comme un vent d'hiver
Sifflant sa chanson tout au large,
Dressant les flots vers le ciel clair!...
Etre! créer! vivre des pensées!
S'en aller droit son bon chemin,
Mais lutter chaque jour; chaque matin
Se dresser menaçant dans la mêlée,
Comme les flots battus toujours rebondissants!
Tendre sans fin vers la joie de vivre
Que savent les enfants,
Qui exaspère et qui enivre
Comme un clairon sonnant la victoire au couchant!

LE POÈTE

Femme tes yeux n'ont pas pleuré;
Femme, tes lèvres sont vierges
Du serment et du baiser....
Tu es lâche comme une qu'épouvante
L'âme de la nuit,
Et je pleure mes rêves enfuis,
Je geins et me lamente
Sur tous nos serments vains,
Sur tout mon cœur jeté à l'aventure
Et que tes maigres mains
Ont souillé de leur caresse impure...

L'AIMEE

Ah! la nuit m'épouvante,
Certes, je m'en vante!
Je veux le grand soleil, je veux la pleine mer,
Je veux souffrir tout ce que j'ai souffert,
Et que la vie torde mon cœur,

Que mes yeux s'aveuglent de pleurs,
Et que toute mon âme s'exaspère...
Qu'importe, si j'espère !

Poète, je sais l'erreur
Des rimes vaines, des faux pleurs,
De toute cette musique qui chante,
Qui berce et qui enchante
Comme un poison merveilleux.
Je veux vivre ! Je veux étreindre
Encore toute la chair heureuse
Dans mes bras. Moi, l'enfant peureuse.
Qu'épouvante la nuit, sans craindre
Les pierres et les ronces du chemin
J'irai toujours, j'irai sans fin
Vers les champs et vers la mer
Car je sais la joie amère
De survivre à son rêve,
De survivre à son cœur;
Je sais que la vie est une drève
Dont chaque fleur est née d'un pleur !

(*Elle quitte le jardin d'hiver. — Le poète s'éloigne lentement en chantant*).

Seigneur, puissant Seigneur, voici mon corps
Mon corps saignant encor des sept coups de la lance
Et lourd de tout le poids des rêves morts !

Il t'a plu que mon cœur soit ainsi qu'un jardin
Où des roses germaient près d'une eau de Jouvence
Et des clartés de beau matin ;

Il t'a plu que je fus celui-là qu'on maudit,
Poète consolant avec des mensonges
Des rythmes, des images et des ris...

Maintenant prends mon cœur qui se lasse et se tasse...
J'ai trop chanté, Seigneur, la merveille des songes
Pour croire en un Ailleurs de clémence et de grâce...

Mais qu'ainsi dominant la tempête sublime
Qui roule sur la plaine et qui dompte mes pieds,
Je sois au moins le Roi, l'oiseau des hautes cimes
L'Invaincu qui se meurt par lui seul contemplé !

ROLAND DE MARÈS

LE GÉNIE

DEVANT LA SCIENCE CONTEMPORAINE

I. — Les conditions du problème

Les définitions du génie, les diverses interprétations qu'on en a données, la manière profuse ou discrète dont il est réparti, l'opposition ou la ratification qu'apporte aux décrets des contemporains la postérité autrement orientée ou mieux renseignée, sont, par elles-mêmes, des questions d'une certaine importance.

Une société qui tient à paraître en bonne posture devant l'avenir ne peut point se désintéresser de si graves objets. Elle se doit à elle-même de bien préciser ce qu'est en réalité le génie ; non seulement pour montrer qu'elle se connaît en la matière — ce dont personne ne doute — mais avant tout afin d'alléger leur tâche aux siècles futurs et les aider à mieux fixer la part de génialité qui lui reviendra quelque jour. Puis il est essentiel qu'une société se trouve, de par l'abondance des compétitions, dans l'obligation de porter très haut la cote du génie ; dans la nécessité d'être amenée à redoubler d'exigence au point de devoir formuler un criterium nouveau, corsé d'articles additionnels absolument inédits; afin qu'il soit indissolublement établi qu'à vouloir s'en tenir aux dimensions et qualités des génies des temps passés — quoique, selon les dires, tout compte fait il n'en resterait pas des tas — notre société contemporaine courait le risque d'être débordée, de s'abîmer dans la confusion d'une pléthore de génies variés, bariolés, multiformes et multicolores.

Mais notre grande confiance dans le discernement et l'équité des temps futurs rendrait-elle cette précaution inutile; ou bien les commodités de l'exécution ne répondraient-elles qu'insuffisamment à l'ardeur de notre tempérament, à notre soif des tâches nobles et difficultueuses : il serait néanmoins indispensable de nous plier aux détails d'une rigoureuse révision ainsi que d'une stricte délimitation de ce qu'il faut entendre définitivement par génie.

Du reste, en y regardant d'un peu près on finit par s'apercevoir que tout n'a pas été dit en cette matière ; on constate même que, défalcation faite des considérations prudentes, il existe, en bon nombre d'entre nous, quantité d'excellentes raisons nous engageant à faire la lumière sur la vraie nature du genie.

Et d'abord le génie, bien que souvent méconnu, ne comporte pas la rareté régulièrement admise. Il est probable que chacun de nous pourrait, sans y mettre trop de complaisance, désigner un homme détenant

à son avis une bonne part du génie de son siècle ; et, comme notre générosité ne s'égare généralement pas sur l'élu du voisin, on prévoit facilement une colonne de génies remarquablement allongée. Puis montrer si bien ce qu'est le génie, en fixer avec une telle netteté l'infaillible recette, implique indiscutablement des aptitudes plus ou moins géniales que seules les circonstances ne servent pas à souhait ; à moins toutefois qu'on ne préfère garder cette haute position d'où l'on domine et juge ceux qu'attirent dans l'arène l'éclat des grandeurs, le prestige de l'auréole géniale. Le parti le plus sage n'est-il pas le sacrifice des honneurs bruyants à l'intime tranquillité de l'esprit et du cœur ; la prudence ne réclame-t-elle pas la réserve, l'éloignement des situations culminantes, des cimes surélevées autour desquelles volontiers s'accumulent les orages et que frappe de préférence la foudre meurtrière? Sans compter que des bruits singuliers circulent sur les procédés dont use volontiers la société pour faire des génies; il paraitrait que tel qui garde devant la foule des attitudes gigantesques serait très petit devant sa seule conscience.

Enfin l'homme modeste et obscur même instruit par une longue et amère communion avec les hommes n'ignore plus que l'exequatur pour la postérité est au prix de toute une existence d'horreur ou d'affolement. Et noblement il se refuse à ces compromis où, en échange d'une survivance désormais inexistante et vide pour nous, on souffre minute par minute l'ardente convoitise d'une gloire qui sans cesse semble vouloir nous échapper.

Ces considérations, chacun l'a compris, étaient indispensables à un double titre ; non seulement il convenait de démontrer le droit d'un chacun de scruter les génies, de les évaluer, de les mesurer à son aune ; mais il importait de fixer brièvement le caractère plus ou moins documentaire et scientifique des études faites antérieurement sur le génie en général, les conditions de sa genèse, ainsi que sur les listes qui en furent successivement dressées.

Et nous parlons maintenant le plus sérieusement du monde ; il va de soi que toute étude critique serait dès l'instant frappée d'un irrémédiable discrédit si, de par les conditions de notre entendement, la perception du mécanisme psychologique propre au génie nous était interdite ; et ce serait se décerner à soi-même un brevet d'extravagante impudence que de prétendre discuter les droits des hommes de génie, si cette discussion impliquait des qualités extraordinaires et comme une sorte de parenté et de parité à la fois, dans le domaine des choses de l'Esprit.

Du reste, nous serions bien près de nous en trouver là si le génie ne nous devenait accessible, intelligible qu'au prix d'une pénétration intime de ce qu'on nomme l'essence géniale, ainsi que d'une mise au point préalable des êtres géniaux ou qualifiés comme tels. Entre eux et nous il ne resterait pour ainsi dire de facteurs différentiels que les circonstances auxquelles il faudrait reporter la différenciation. Or ceci constituerait une sorte d'égalité théorique très suffisante aux hommes qui ne tiennent pour valables et dignes d'égards que les formules, les vérités et les abstractions. Mais heureusement il reste au génie, pour le marquer du sceau ineffaçable, ses découvertes, ses œuvres ; ces docu-

ments taxés d'emblée et de l'avis unanime de manifestations géniales nous exemptent de cette condition embarrassante d'avoir du génie pour comprendre celui-ci ; et c'est des faits que nous partirons régulièrement; de même que ce sera vers eux que nous nous reporterons quand le litige embrouillé ne s'éclaircira pas à la lumière des qualités de l'individu.

Quant à l'objet et au plan de ce travail, ils ont été fixés dès les premières lignes de l'introduction ; il s'agit de grouper et comparer les diverses opinions émises en matière d'appréciation et de formules relatives au génie ; de tirer de ces rapprochements quelques traits généraux bien nets et à l'abri des caprices; des caractères correspondant objectivement à des éléments positifs. En dernier lieu il importe de chercher à traduire en un langage physio-psychologique ces éléments derniers ; nous considérons en effet que toute explication de cette nature inexprimable par une formule physiologique n'est qu'une solution d'attente, une solution transitoire qui laisse toujours à découvrir la solution définitive.

Bien que n'ignorant pas que c'est courir des risques que d'insister sur l'importance des conclusions d'un travail, nous devons cependant souligner en quelque sorte l'étendue et la multiple pénétration des problèmes qui vont forcément se présenter par devers nous ; il est certes curieux de rechercher pour les opposer les unes aux autres les opinions des savants contemporains qui s'appliquèrent à découvrir le mécanisme des conceptions géniales; de tous ceux qui s'enquérant du génie lui-même selon les règles de la science anthropologique, s'efforcèrent d'en dresser la formule psychologique et sociale ; mais l'intérêt de telles recherches et de semblables comparaisons s'élargit démesurément quand tout à coup recherches et comparaisons nous mettent en face des questions les plus importantes des sciences psychiques et morales. Or, on pourra voir que, même sans le secours d'aucune transition les investigations relatives aux génies et à leurs œuvres permettent finalement d'entrevoir ce que nous croyons être la nature, l'essence même de la normale et de l'anormalité dans les opérations de l'esprit. Et nous ajoutons que ces dernières considérations ont largement contribué à nous ramener vers une question apparemment démonétisée, et ce par l'abus sempiternel et le vulgaire resassement d'opinions excessives et outrancières.

II. — Le double courant des opinions contemporaines

On pourrait très justement, sans manquer d'égards à personne, sans trahir la pensée de quiconque, ranger sous deux chefs la plupart des doctrines émises dans ces derniers temps au sujet du génie et de ses conceptions. Le premier de ces groupements comprendrait les partisans de la théorie qui fait du génie une sorte de grandiose et sublime névropathe et qui considère comme une névropathie cette disposition de l'esprit qui enfante les conceptions géniales. L'école qui apparente ainsi le génie et la folie a, malgré les apparences, des origines relati-

vement récentes et il est essentiel de la distinguer de cette tradition léguée de l'antiquité et qui mettait au front du génie une auréole à la fois étrange et mystérieuse.

Il est facile de constater que de tous temps les génies ont passé pour des êtres anormaux, vivant d'une vie indéfinissable, passant au milieu des foules comme absorbés par un monde caché aux regards des profanes; et, selon les cas, les situations, leurs paroles ou leurs actes, les génies ont été rapprochés des divinités, honorés, et parfois invoqués comme si, moins éloignés d'eux, ils les voyaient et les entendaient de plus près; ou, au contraire, chargés de tous les péchés, rendus responsables du malheur des temps, ils furent voués à toutes les malédictions et violemment rejetés dans le domaine des esprits malfaisants ou infernaux. Mais ces légendes et ces superstitions de foule n'étaient et ne pouvaient être que des affirmations d'une sensibilité collective surexcitée par l'adversité ou exaltée par la victoire; grisée par l'éclat de quelque découverte; ou parfois heureuse d'avoir échappé au péril et survécu à l'une ou l'autre grande catastrophe. C'était là les éléments d'une seconde mythologie, faisant pour ainsi dire suite à la première puisqu'elle lui servait de transition entre les cieux et la terre.

Car on ne pourrait se servir de quelques rapprochements, de quelques analogies, voire même de l'identité des termes, pour établir de comparaison entre l'opinion scientifique d'aujourd'hui et la vague et mystique légende de l'antiquité. Certes, à plus d'un endroit de l'histoire du passé, les génies ont été traités d'insensés et de fous; on les trouvera parfois confondus avec les déséquilibrés de toutes marques; mais ces faits-là sont loin de constituer des arguments et ce pour deux raisons essentielles.

La première c'est que, malgré les dires d'Aristote et de quelques sages qui déjà voyaient dans la folie une maladie organique du cerveau, toute l'antiquité a fait de cette folie un état spécial étranger aux conditions habituelles de l'existence régulière ; c'est même de ce caractère particulier au fou, de vivre d'une vie autre, soumise à d'autres influences et soustraite aux forces du moi conscient raisonnant et voulant que dérive son nom d'aliéné; selon les temps et les lieux, on a accusé les diverses puissances dont se trouvaient à ce moment peuplés les cieux et la terre d'avoir pris possession de l'aliéné; mais dans tous les cas on le considérait comme soustrait aux lois habituelles et ne relevant plus que d'un principe inconnu invisible, échappant à toute investigation.

La seconde raison, plus concluante encore, c'est qu'il fallait pour étudier le génie selon la science psychiâtrique que celle-ci fût née et même eût acquit une méthode rigoureuse et positive que seule une autre science plus récente encore, l'anthropologie, pouvait lui fournir.

Car la théorie qui rapproche le génie de la folie est sortie d'une double poussée ; elle a nécessité pour s'affirmer scientifiquement la collaboration de deux ordres d'investigations, de deux méthodes et pour ainsi dire de deux sciences distinctes; elle fut d'abord entrevue et plus ou moins signalée —non sans réserve et timidité — par deux des grands aliénistes du siècle : Moreau de Tours, et Morel l'illustre auteur du *Traité des Dégénérescences de l'espèce humaine*. Mais elle ne parvint à sur-

monter les résistances, à vaincre les répugnances plus ou moins fondées que le jour où Lombroso, armé de la méthode anthropologique — qui venait de lui réussir superbement au sujet du criminel — la proclama comme fondée scientifiquement sur des faits positifs et des données irréfutables. Et malgré les merveilleuses et géniales prévisions des grands aliénistes français, c'est bien du maître italien et de ses travaux qu'il faut dater l'avènement scientifique de la doctrine des rapports du génie et de la folie. Mais cette justice rendue à Lombroso ne nous interdit en aucune façon de scinder en deux l'histoire de cette doctrine et de résumer comme constituant une première étape — les idées des partisans de la thèse dégénérative en une synthèse, qui représenterait la phase, l'âge psychiâtrique. Et c'est de cette manière que nous procéderons dans un chapitre ultérieur où nous ferons l'exposé de cette genèse en deux temps de ce que nous venons d' appeler — nous en dirons alors le motif — la théorie dégénérative. Mais, afin d'achever le cadre et de tracer le plan général, il nous faut, au préalable, caractériser sommairement l'autre groupe d'opinions, le groupe des opinions psychologiques, ainsi dénommé pour des raisons que nous ajournons également jusqu'à l'examen du détail de chacune de ces théories.

Il est clair qu'envisagé schématiquement, le second de nos groupements devrait comprendre toutes les expressions d'une manière de voir opposée au premier, car, du moment où le génie n'a rien de commun avec la folie ou l'anormalité psychique, c'est bien dans la catégorie des manifestations normales de l'esprit qu'il faut le ranger ; et, tout aussi logiquement, c'est aux règles de l'activité normale qu'il faut demander l'explication des œuvres marquées au sceau du génie ; mais une façon aussi large de comprendre les choses nous conduirait trop loin ; force nous est d'élaguer toute une catégorie d'expressions pour ne retenir que les opinions suffisamment motivées et méthodiquement développées. Nous écarterons donc toutes les protestations uniquement protestataires qui se sont élevées contre la doctrine de Lombroso depuis les premiers jours de son apparition. Nous laisserons également de côté les dénégations qui s'attachent exclusivement aux thèses de Lombroso pour les combattre ou les réfuter. Nous ne pourrons même que mentionner les travaux où le principe de Lombroso est pour ainsi dire réfuté par l'absurde, à l'aide d'une démonstration de l'absence de toutes tares chez un certain nombre d'hommes célèbres et universellement réputés. Ce que ces documents contiennent de plus décisif sera résumé brièvement au moment opportun et nous nous bornerons à étudier en détail quelques théories qui, développées en des ouvrages de plus ou moins longue haleine, constituent de réelles études de la question, valant à la fois par l'effort personnel dont elles témoignent et par la réelle originalité qu'elles affirment indiscutablement.

Ce groupe d'opinions pourrait comme tête de liste porter les noms suffisamment connus de Schopenhauer, Nietzsche, Emerson, Carlyle, Schuré, Jolly, Séailles et Tucke ; et ces noms ne figureraient point là, par l'exclusive raison de leur relief, mais pour le motif que les hommes qu'ils désignent ont consacré au sujet qui m'occupe les uns, une étude complète, entièrement vouée à la question, les autres, des développe-

ments disséminés en divers endroits, toutefois n'en formant pas moins un corps de doctrine.

En tête des premiers de ceux qui résumèrent leurs opinions dans un travail systématique quelle qu'en soit la forme, nous trouvons Emerson, Carlyle, Schuré, Jolly, Séailles, Tucke. Le livre d'Emerson en même temps qu'il nous donne une théorie du génie démontrée par les exemples, constitue une œuvre d'un mérite rare, infiniment suggestif et dont la réputation est loin d'égaler le mérite. Pour Emerson le génie est avant tout l'homme de son temps, mais il en est la plus noble expression ; il en symbolise généralement les qualités et les défauts ; il s'élève très haut au dessus de la moyenne, sans rien perdre de ses attaches avec son époque, sa civilisation, sa race.

Dans les *Grands Initiés*, Schuré expose, ainsi que le titre le laisse présumer, une opinion un peu différente, légèrement empreinte de mysticisme ; toutefois cette conception reste moderne par l'esprit même et les procédés. Les génies, bien que doués d'une pénétration supérieure, gardent l'essence humaine et ne dépassent la moyenne que d'une hauteur de tête pourrait-on dire.

Les Héros de Carlyle est un livre fameux que personne n'ignore tout au moins dans son esprit et sa grande allure. Il est merveilleux de pénétration voire même de modernité tout en restant, ainsi que le précédent, comme enveloppé de mysticisme, grandissant démesurément ses modèles, au point de leur faire dépasser la portée même de nos terrestres et limités regards.

Avec MM. Jolly et Séailles nous rentrons dans un domaine d'une réalité et d'une sureté d'assiette moins contestable. Le livre de M. Jolly possède les habituelles qualités de pénétration et de méthode propres à l'auteur, renforcées de toute la volonté de bien penser et de bien dire, qu'inspirait au débutant la circonstance de parler au nom d'un maître vénéré, d'une chose toute aussi vénérée ; car la vénération est la vertu dominante de la psychologie des grands hommes ; c'est elle qui retient l'auteur au seuil de « cette sphère si élevée et si lumineuse » qu'habitent les génies et ne lui permet pas d'aborder la psychologie des individualités supérieures avec la familiarité qu'entraînerait forcément l'usage, à leur égard, des règles et mesures communément utilisées pour étudier et définir les imaginations plates et vulgaires.

Tucke dans un ouvrage intitulé : *Der geniale Mensch* s'est proposé un double but, on devrait même dire s'est assigné une double mission. Il a tenu tout d'abord à concilier sa manière de comprendre le génie avec celle exprimée et défendue par Schopenhauer. Pour Tucke le génie est avant tout un sage, une sorte de prototype moral schématisant en quelque sorte au plus haut point le désintéressement, les vertus altruistes si on veut; cette interprétation impliquerait pour l'auteur d'une manière intégrale et rigoureuse la définition de Schopenhauer qui fait du génie un disciple exclusif de la vérité quand même et toujours. Cette démonstration établie, Tucke, après quelques déductions pratiques, réfute les vues de Lombroso, puis attaque avec la dernière rigueur les doctrines des philosophes de l'égoïsme, Stirner et Nietzsche.

Enfin en tête des auteurs qui ont formulé au sujet du génie des vues

doctrinales plus ou moins développées, sans y consacrer exclusivement un travail méthodique et systématique, nous rencontrons Schopenhauer avec sa théorie du génie, ami de la vérité, puis Stirner et Nietzsche véhéments protagonistes d'une manière de voir toute opposée qui leur fait assimiler le génie à l'égoïsme conçu supérieurement et d'une façon toute personnelle.

Ainsi qu'on peut s'en apercevoir le second groupement des opinions relatives au génie n'a pas la cohésion, l'unité doctrinale du premier; à première vue, il semble même assez disparate et difficile à réunir par des traits communs; cependant une sorte de principe général domine ce second groupe; et ce principe, outre que son importance l'autorise à prétendre au titre de lien doctrinal, se recommande en l'occurrence d'une qualité hautement opportune; dans toutes les théories du second groupe, le génie n'a rien de commun avec l'aliénation mentale; il est exclusivement laissé au groupe des normaux ; ce sont les règles de la normalité qu'il faut lui appliquer; il ressent, pense et agit selon les lois de la physiologie et nullement d'après les règles de la pathologie; ses œuvres résultent d'un mécanisme psychique fonctionnant normalement; et c'est à l'aide des processus de la vie régulière de l'esprit qu'il nous faut les élucider, les comprendre et les expliquer.

Et rien ne légitime mieux cette méthode que certains livres qui marquent en quelque sorte les frontières extrêmes des opinions précédemment groupées. Au premier rang de ces livres figure celui de M. Schuré, situé très proche du pôle mystique; puis l'ouvrage de M. Séailles, orienté visiblement et très intentionnellement vers le pôle habité confusément par la tourbe mêlée des bons et des mauvais, des dignes et des grotesques, des sages et des écervelés, des honnêtes gens et des coquins.

Selon Schuré les grands hommes furent ceux qui, sans dédaigner la connaissance du monde physique, tournèrent leur esprit et leur cœur vers la connaissance de l'âme, « seule divine réalité et la clef de l'univers ». Et c'est par là qu'ils purent atteindre « à ce foyer vivant qu'ils nommaient Dieu » Et pour les comprendre, pour comprendre l'âme contemporaine dont « l'aspiration à la vie spirituelle, au monde invisible refoulée par les théories matérialistes des savants et l'opinion mondaine, a été plus sérieuse et plus réelle » il faut, nous dit l'auteur essayer « de pénétrer par la méditation et l'initiation individuelle dans le Temple des immuables pour nous armer là des principes infrangibles ».

M. Séailles est d'une pensée plus commode à découvrir et d'une expression plus indulgente ; ses procédés moins compliqués ne nous imposent pas l'obligation belliqueuse d'aller nous armer en des Temples encore mal connus, bien que suffisamment indiqués ; on n'a pas à sortir de chez soi. Voici du reste ses propres paroles : « Le génie c'est la vie, chacun la trouve en soi-même, chacun peut l'étudier chez soi. Sans doute, cette vie prend chez les grands hommes plus d'individualité, plus de puissance et aussi plus d'harmonie, mais pour que le génie s'élève de ce qu'il est chez un homme sain et bien doué à ce qu'il est chez les grands hommes, il ne faut qu'un peu plus d'effort, un peu plus de bonheur, et un peu plus de patience.... »

(A suivre.) JULES DALLEMAGNE.



PAGANISME JUIF

On sait quelles sont, *d'après l'enseignement de l'orthodoxie*, les grandes époques de l'histoire biblique. La pensée religieuse apparaît avec Abraham (20 siècles avant J.-C.). Elle reprend à la sortie d'Egypte *après une lacune d'environ cinq cents ans*. Moïse publie la loi (15 siècles avant J.-C.). A sa mort, les *Juges* gouvernent le peuple jusqu'à l'établissement de Saül sacré roi par Samuel (11 siècles avant J.-C.). David, successeur de Saül, et Salomon son fils, portent à son apogée la puissance du peuple hébreu. A la mort de Salomon, les douze tribus se séparent, pour ne jamais se reconstituer, en deux royaumes : au Sud, le royaume de Juda, avec, pour roi, Roboam, fils de Salomon et Jérusalem pour capitale; au Nord, fondé par un aventurier, Jéroboam, le royaume d'Israël ou d'Ephraïm dont le centre fut Samarie. Après deux siècles et demi d'existence, le royaume du Nord, de beaucoup le plus considérable puisqu'il était formé de dix tribus, est détruit par les Assyriens (718 avant J.-C.). Le royaume du Sud ou de Juda sur lequel régnaient les descendants de David succombe, à son tour, sous les coups de Nabuchodonosor (606 avant J.-C.). Alors commence la fameuse période de l'exil et de la captivité de Babylone (606-536 avant J.-C.). Environ cent ans après, Esdras et Néhémie réforment, *toujours d'après l'enseignement de l'orthodoxie*, les abus qui s'étaient glissés dans le culte et assurent le triomphe définitif de Jehova sur les autres dieux.

Quelle fut pendant la période biblique qui va de Moïse à Esdras et à Néhémie la religion des Israélites?

La tradition orthodoxe admet comme des dogmes indiscutables les cinq points suivants :

1° Moïse enseigne aux Hébreux le monothéisme et publie les cinq livres de la loi (Pentateuque).

2° Les Israélites adorent Jehova, le vrai Dieu, tout en lui faisant des infidélités passagères avec les dieux des étrangers.

3° Ce sont ces infidélités qui attirent sur le peuple, pendant plus de neuf siècles, la colère de Jehova, ainsi qu'Esdras et Néhémie le font constater officiellement dans un procès-verbal établi après le retour de la captivité, et signé des principaux d'entre les Israélites.

4° A partir de la seconde moitié du ve siècle avant J.-C., le peuple juif n'adore plus que Jehova exclusivement.

5° Jehova est le nom de Dieu.

Nous nous proposons de démontrer, en invoquant l'autorité de la Bible elle-même, que les Israélites n'ont jamais adoré le vrai Dieu pendant toute la période qui embrasse l'Histoire Sainte et que Jehova est une des nombreuses divinités du Panthéon sémitique ; mais pour l'intelligence de ce qui va suivre, quelques observations préliminaires sont nécessaires sur chacun des cinq points précédents.

1° Si la chronologie des livres de la Bible devait être acceptée sans examen, l'enseignement de l'orthodoxie ne trouverait pas de contradicteurs persévérants encore qu'on éprouve quelque étonnement à ne pas voir la loi de Moïse citée une seule fois dans les livres qui suivent le *Pentateuque* ! Avant le règne du roi Josias et, plus exactement avant l'année 623 (cette date est à retenir), aucun prophète en Israël, aucun nabi, aucun juge, aucun roi, ni David, ni Salomon lui-même, ni le grand-prêtre Samuel enfin, ne font allusion au Pentateuque de Moïse ! Pendant neuf siècles, il n'y a dans les discours des chefs civils et religieux rien qui ressemble à une citation ou à un commentaire de la Loi fondamentale, la loi de Moïse. Le nom même de Moïse n'est pas prononcé une seule fois ni par David, ni par Salomon, ni par Samuel, ni par personne, enfin ! Comment le peuple juif peut-il avoir observé ou connu, pendant ces neuf siècles, une loi que ses conducteurs semblent avoir ignorée ? Que dirait-on de la religion chrétienne et de Jésus lui-même si, pendant neuf cents ans, l'Eglise n'avait pas fait allusion une seule fois à l'enseignement du Christ ! Evidemment il s'élèverait des présomptions qui ressembleraient fort à des certitudes contre l'existence de Jésus, l'authenticité des Evangiles et la bonne foi de l'église elle-même qu'on accuserait d'avoir inventé de toutes pièces une doctrine et, pour lui donner l'autorité qu'on attache aux croyances consacrées par le temps, de l'avoir placée sous le patronage d'un nom légendaire que les générations se seraient transmises pendant neuf cents ans.

Si l'on admet, au contraire, et la preuve en est faite désormais irréfutablement par le génial Reuss (1) que la rédaction du Pentateuque est de date relativement récente et qu'elle commence seulement à l'époque du règne de Josias (621 avant J.-C.), le silence du livre des juges, des livres de Samuel, des Rois et des Prophètes s'explique et se justifie tout naturellement.

2° Un homme qui est arrivé à la conception d'un Dieu unique, spirituel, métaphysique, peut-il faire à ce Dieu des infidélités avec d'autres dieux ? La connaissance du Dieu éternel n'exige-t-elle pas *ipso facto*, que l'on abandonne immédiatement, sans remords et que l'on foule aux pieds tous autres dieux ? En cette matière, toute hésitation serait un hommage rendu à l'idolâtrie et une atteinte mortelle à ses propres convictions monothéistes. Croire en l'Eternel et lui faire des infidélités avec d'autres dieux sont deux choses inconciliables dans la pensée humaine : c'est l'absurde dans sa splendeur. Or, c'est la théorie de toute la Bible, admise par les orthodoxes. Dans la doctrine de l'Eglise, un chrétien serait-il monothéiste s'il élevait aujourd'hui un temple à Jésus, demain un autre à Jupiter, pour revenir le surlendemain au premier et courir ensuite adorer Bouddha ? Le plus insensé des hommes s'empresserait de reconnaître que ce chrétien-là n'est qu'un païen dans l'esprit duquel l'idée monothéiste n'existe pas, même en germe. Pourquoi donc le peuple juif aurait-il fait exception à cette loi de l'absurde ?

Si l'on admet, au contraire, que les livres attribués à Moïse ont commencé d'être rédigés, en réalité, sous le règne du roi Josias, on comprendra aisé-

(1) La Bible, 15 vol. Fischbacher. Paris 1874-1881.

ment que, jusqu'au VIIe siècle du moins avant Jésus-Christ, Jehova étant un dieu du Panthéon sémitique, les juifs aient fait des infidélités fréquentes à ce dieu, leur dieu national, avec les dieux étrangers dont ils reconnaissaient implicitement l'existence du fait de leurs infidélités à Jehova. Et cette reconnaissance même serait, à défaut de toute autre démonstration, une preuve virtuelle qu'ils ignoraient le Pentateuque.

3° Ses infidélités attirent sur le peuple juif, pendant plus de neuf siècles, la colère de Jehova. Cela prouverait bien qu'à l'époque d'Esdras et de Néhémie les juifs n'étaient pas encore arrivés à la conception du Dieu spirituel, bon et miséricordieux. Un dieu colère, jaloux et vengeur, ne peut être qu'un Dieu matériel. Admettrait-on aujourd'hui que philosophes et chrétiens gratifient de tels attributs le Dieu créateur de l'Univers, le Dieu métaphysique et spirituel? Pourquoi ce qui est illogique aujourd'hui ne l'aurait-il pas été autrefois? Il est plus raisonnable d'admettre que les juifs ont ignoré Dieu que de prétendre qu'ils ont vécu dans l'absurde. Et, le fait qu'ils ont donné à Jehova des attributs humains jusqu'à Josias et même jusqu'au temps d'Esdras et de Néhémie n'est-il pas aussi la preuve la plus probante que le Dieu du Pentateuque leur était inconnu, en d'autres termes, que le Pentateuque n'existait pas? Il est absurde encore de supposer que le Dieu spirituel étant connu et affirmé on accole à son nom des attributs anthropomorphiques qui sont la négation même de Dieu.

4° A partir de la seconde moitié du Ve siècle avant Jésus-Christ, le peuple juif n'adore plus que Jehova exclusivement, dit l'enseignement orthodoxe. Il semble donc que la colère de Dieu qui a pesé sur lui pendant dix siècles ait perdu sa raison d'être et que le peuple de Jehova, châtié, mené en captivité pour ses infidélités, va se rassembler en nation et vivre heureux sous la protection du Seigneur. Il n'en est rien. Du jour où les juifs arrivèrent à la connaissance de Dieu et l'adorèrent exclusivement à tous les autres, ils sont dispersés aux quatre vents de la terre! Cette dispersion est un simple fait politique; mais l'enseignement orthodoxe ne s'arrête point à cette contradiction.

5° Jehova est le nom de Dieu. Il serait plus exact de dire : Jehova fut le Dieu *national* du peuple juif ou, plus exactement encore, leur dieu des armées. Ici, nous réclamons toute l'attention du lecteur parce que c'est sur ce nom que repose, en grande partie, la doctrine orthodoxe du monothéisme des Hébreux.

Lorsqu'on ouvre une Bible française, anglaise, allemande ou asiatique, on voit à toutes les pages écrits les mots : Dieu, Seigneur, Eternel... Nul doute, c'est bien du Dieu spirituel qu'il s'agit, du Dieu métaphysique, de Dieu enfin! Or, si l'on ouvre une Bible hébraïque, partout où les traducteurs ont mis Dieu, Seigneur, Eternel... on voit un tétragramme, un mot composé de quatre lettres : I H V H que nous prononçons à tort Jehova et que les juifs prononçaient Jahou. Or, Jahou est une divinité du panthéon sémitique. Les interprètes, il est vrai, donnent à ce tétragramme une autre prononciation, celle de Jahveh qui, en hébreu, signifie « Il est ». Ce tétragramme étant sacré, *ineffable*, les juifs en lisant la Bible ne le prononcent pas et le remplacent *oralement* par le mot *Adonaï* qui signifie : le Seigneur, partout où ils rencontrent ce tétragramme. Si le tétragramme I H V H avait le sens de Seigneur, Dieu, Eternel... il y aurait des présomptions, en effet, que les juifs soient parvenus autrefois à la connaissance du Dieu spirituel. Mais I H V H a-t-il cette signification? ou bien n'est-il pas plutôt une dénomination spéciale à un Dieu du panthéon sémitique? Là est tout le débat et le lecteur tirera ses conclusions de l'étude que nous allons lui soumettre.

*
* *

La révélation d'Abraham sur l'Unité et l'Eternité de Dieu ne semble pas avoir converti les Hébreux à cette grande idée monothéiste. Isaac, Ismaël et Jacob paraissent seuls avoir suivi son enseignement; les autres Abrahmides étaient et demeurèrent idolâtres. Lorsque Jacob s'enfuit de la maison de Laban, emmenant avec lui tout son bétail et les biens qu'il avait acquis, Rachel, sa femme, le suivit, après avoir dérobé les idoles de son père sur lesquelles elle s'assit irrévérencieusement pour les soustraire aux recherches (1). Une autre fois, le petit-fils d'Abraham, avant de monter à Bethel, assembla les siens et leur dit : « Otez les dieux des étrangers qui sont au milieu de vous... Et ils donnèrent à Jacob tous les dieux des étrangers qu'ils avaient... et il les enterra sous un chêne qui était auprès de Sichem (2). » Ce sont là des preuves évidentes d'idolâtrie ; tandis qu'il n'est indiqué nulle part dans cette période de l'histoire que les anciens hébreux se soient convertis au Dieu d'Abraham. Sans doute les premières pages de la Genèse sont imbues du plus pur esprit monothéiste ; mais on verra dans notre ouvrage : *Les dieux d'Israël*, que la composition *d'une grande partie* du Pentateuque est de date relativement récente. Tout ce que nous pouvons établir ici, c'est qu'Abraham et, cinq cents ans plus tard, Moïse, ont prêché et enseigné le vrai Dieu ; quelques esprits d'élite seuls, s'étant convertis à l'idée monothéiste, ont conservé et transmis précieusement à travers les siècles cet héritage religieux. Quant au peuple, il est resté réfractaire à cette idée pendant plus de quinze siècles après la révélation d'Abraham confirmée par celle du Sinaï. Durant tout ce long espace de temps, le monothéisme s'est perdu dans le cœur des masses israélites si, toutefois, il a régné jamais sur elles. Voilà posée la proposition que nous allons examiner.

Si dans la partie historique proprement dite de la Genèse il n'y a pas trace, qu'à part Isaac et Jacob, les premiers Hébreux aient suivi la foi d'Abraham, nous ne connaissons rien non plus de leurs idées religieuses jusqu'à Moïse, puisque la Bible reste muette pendant cinq cents ans. Si les Israélites avaient embrassé la religion d'Abraham, Moïse n'eût pas éprouvé la nécessité de leur révéler une seconde fois l'Eternel ; il eût prêché à des convertis. On ne peut pas admettre qu'il leur ait donné le commandement de n'adorer qu'un seul Dieu s'ils le pratiquaient déjà à son époque. Sa mission, réelle ou non, se comprendrait mieux si l'on retranchait de l'histoire des Hébreux l'histoire d'Abraham (3) ; à moins toutefois de reconnaître avec nous que la révélation du patriarche n'eut pas le don de convertir les Israélites au monothéisme. En tous cas il est bien plus logique d'admettre que Moïse enseigna Dieu parce que le peuple ignorait Dieu. D'ailleurs, la Bible elle-même se charge de confirmer cette opinion. Le peuple était si bien idolâtre que, lorsque Moïse monta sur le mont Sinaï pour recevoir de Dieu les dix commande-

(1) Genèse, 31, 19. 34.
(2) id. 35, 2-4.
(3) Nous démontrerons dans *Les Dieux d'Israël* qu'Abraham ne fut pas un Hébreu, mais un Arabe. Recueillie dans la Bible par les écrivains juifs, son histoire est celle d'un chef commun à toutes les peuplades sémitiques de l'Arabie, de la Mésopotamie et du pays de Chanaan où les Israélites ont dû la trouver toute faite. Quant aux autres personnages, Adam, Noé, ils appartiennent à l'humanité, et, bien que rapportée par la Bible, leur histoire est celle des origines du monde. L'histoire véritable des juifs ne commence qu'avec la sortie d'Egypte.

ments, las d'attendre le retour du prophète, il dit à Aaron : « Viens, fais-nous des dieux qui marchent devant nous (1) ». Et Aaron, le propre frère de Moïse, sans plus tarder et sans soulever aucune protestation, « fabriqua un veau d'or avec les boucles d'oreilles des femmes, des fils et des filles d'Israël » qui attribuèrent à cet étrange Dieu leur délivrance du pays d'Egypte (2).

Qu'est-ce à dire sinon que les Israélites ne connaissent pas alors le Dieu d'Abraham et qu'il ne restait dans leur esprit ni dans leur cœur aucune trace de l'alliance contractée par l'Eternel avec le patriarche? Force nous est donc d'admettre qu'ils n'apprirent qu'*ultérieurement*, c'est-à-dire après l'Exode, pendant leur deuxième séjour en Palestine, la révélation d'Abraham sur l'Unité de Dieu. L'aventure du veau d'or et d'autres analogues qui suivent, constatent en effet que, dès la sortie d'Egypte, les Hébreux sont idolâtres et non monothéistes : « Alors le peuple commença à commettre fornication avec les filles de Moab. Car elles convièrent le peuple aux sacrifices de leurs dieux ; et le peuple y mangea et se prosterna devant leurs dieux (3). »

Les cinq livres de Moïse qui sont pleins de l'idée monothéiste, par le fait des objurgations qu'ils renferment et des défenses qu'ils imposent reconnaissent l'existence actuelle de l'idolâtrie en même temps qu'ils dressent un long réquisitoire contre elle. A quoi bon tant de menaces et tant de mesures contre une pratique qui n'aurait pas été la règle? Si du moins les efforts du législateur avaient abouti à la conversion d'Israël!

Le successeur du grand prophète, Josué, qui ouvre l'époque des « Juges », ne paraît pas avoir eu une notion exacte du Dieu de Moïse. Yahveh (Adonaï) (4) fut rabaissé par lui au rang d'un Dieu national semblable au Kémos des Moabites et au Milcolm des Ammonites. Yahveh-*Dieu* devint Yahveh-*dieu*. Le peuple n'avait rien compris à la nouvelle révélation de Moïse. Il portait devant l'armée la demeure de Yahveh protecteur des combats (5) comme si l'Eternel pouvait être enfermé dans un coffre. Lorsqu'il s'emparait d'une ville, il vouait un certain nombre de ses habitants au *hérem*, c'est-à-dire, à l'extermination en l'honneur de Yahveh. C'est aussi en son honneur qu'on pendait les rois vaincus (6) : comme si l'Eternel pouvait exiger des sacrifices humains.

A côté de ce Dieu ainsi amoindri, adoré surtout par le parti dirigeant, le peuple sacrifiait à d'autres divinités. Ce fait n'est pas douteux pour ceux qui ont lu le passage surprenant où Josué assemblant toutes les tribus d'Israël à Sichem leur tient cet étrange discours : « Craignez Yahveh... et quittez les dieux que vos pères ont servis... Que s'il ne vous plaît pas de servir Yahveh, choisissez aujourd'hui qui vous voulez servir, ou les dieux que vos pères... ont servis, ou les dieux des Amorhéens, au pays desquels vous habitez ; *mais, pour moi et ma maison nous servirons Yahveh* ». (7) Ce passage jette une

(1) Exode, 32, 1.
(2) Id. 32, 2-4.
(3) Nombres 15, 1-2.
(4) Yahveh est le nom de Dieu dans la Bible. On a vu et on verra plus loin que Yahveh qu'on traduit par : l'Eternel, Dieu, le Seigneur, n'est pas réellement le Dieu métaphysique que nous nous imaginons aujourd'hui. Yahveh est le nom spécial d'un des dieux des juifs comme Jupiter est le nom spécial d'une des divinités païennes. C'est pourquoi partout où les traducteurs ont mis l'Eternel, Dieu, le Seigneur, nous mettrons, nous, le nom propre même que la Bible donne à Dieu, c'est-à-dire *Yahveh.*
(5) Josué 3, 3. 6. 17.
(6) id. 8, 29; 10, 26.
(7) id. 24, 14-25.

lumière inattendue sur l'idée que les Hébreux du temps se faisaient relativement à la divinité! Yahveh (I H V H) était leur dieu propre et n'excluait pas l'existence des autres dieux. Il était, aux yeux surtout de l'élite de la nation, le plus grand de tous, mais il était l'un d'eux. Le peuple promit à Josué de se ranger sous la bannière de Yahveh; mais le livre des Juges qui suit nous édifie sur la valeur de ses serments prêtés puisque la génération suivante ne connut point « Yahveh ni les œuvres qu'il avait faites pour Israël... Et ils servirent Bahal et Hasçtaroth.» (1)

Cet aveu de la Bible elle-même concernant l'ignorance où le peuple vivait alors relativement à Yahveh est confirmé amplement par un exploit attribué à la tribu de Dan. Les Danites, après s'être emparés de Laïsch, ayant appris qu'un homme de la tribu d'Ephraïm, nommé Micha, avait dans sa maison un *ephod* (2) et des theraphims (3) enlevèrent ces idoles et tout un appareil de culte idolâtre pour les faire servir à leur usage personnel; ils attachèrent même au service de ce culte, Jonathan, fils de Gerson et petit-fils de Moïse! N'est-ce pas là une preuve que les Israélites ne connaissaient pas ou ne pratiquaient pas le commandement de Moïse relatif aux images taillées? Ce qu'il y a de plus surprenant, c'est que les descendants du prêtre Jonathan remplirent ces fonctions sacerdotales impies « jusqu'à l'époque de la captivité du pays », (4) c'est-à-dire, jusqu'à la destruction du royaume d'Israël.

Avec l'époque de Samuel, une conception nouvelle semble se faire jour dans les idées religieuses. Dans la pensée de ce juge, le dernier, les dieux des peuples voisins n'étaient pas des dieux, mais des idoles vaines. Yahveh (I H V H) seul est dieu. Malheureusement la conception qu'il se fait de Yahveh ne dépassa pas les limites de la nationalité. Dieu n'est pas encore l'Eternel clément et miséricordieux, Père de tous les hommes; sa protection ne s'étend que sur Israël et cette spécialisation fait de lui un dieu jaloux, vindicatif, cruel envers ses propres enfants. C'est le propre des divinités nationales de subir l'attribution de nos instincts mauvais. Lorsque les Philistins rendirent l'arche de Yahveh qu'ils avaient capturée dans une bataille, Yahveh, de retour parmi son peuple, accomplit l'acte le plus inattendu et le plus injuste. A Beth-scemès, le premier village *israélite* qui se trouve sur sa route, les habitants, après lui avoir offert des holocaustes et des sacrifices en signe de joie, furent frappés par lui, c'est-à-dire tués au nombre de soixante-dix, pour avoir simplement « regardé l'arche de Yahveh » (5). Sans doute, il se vengeait sur son propre peuple dont la défaite lui avait valu la prison chez les Philistins. N'est-ce pas là une preuve flagrante que Yahveh était alors le dieu spécial des Israélites et qu'il n'était pas encore parvenu au rang de l'Eternel? S'il n'en était pas ainsi, que signifieraient ces paroles de Samuel : « Si vous retournez de tout votre cœur à Yahveh, ôtez du milieu de vous les dieux des étrangers et Hasçtaroth (Astarté)... Alors les enfants d'Israël ôtèrent les Bahalims et Hasçtaroth et ils ne servirent que Yahveh » (6). Samuel aurait-il conjuré le peuple de revenir à Yahveh (I H V H) si ce peuple n'avait pas quitté Yahveh (I H V H) et d'abandonner les autres dieux si les Israélites n'y étaient pas attachés?

Mais si, dans le domaine des spéculations religieuses, Samuel paraît s'être

(1) Hasçtaroth dont il est ici question n'est autre que Vénus (Astarté).
(2) L'ephod était un vêtement servant à rendre des oracles.
(3) Les théraphims étaient des petites idoles en bois sculpté.
(4) Juges, 8. 14. 30
(5) I. Sam. 6, 19.
(6) I. Sam, 7, 3.

élevé d'un échelon, il n'en conserva pas moins la pratique de certaines actions que le vrai Dieu réprouve. Sur la foi d'un rêve du prophète, Saül fait la guerre aux Amalécites et extermine ses ennemis ; mais Dieu ou plutôt Yahveh (I H V H) avait « dévoué » (c'est-à-dire indiqué pour être mis à mort) leur roi Agag, contre lequel Saül, dans sa clémence, ne peut se résoudre à exécuter le *hérem* (la sentence de mort). Le prophète Samuel, irrité d'une conduite qui n'était pas conforme à ses instructions, ordonne qu'on lui amène Agag qui, plein de confiance, « vint à lui gaîment. Et Agag disait : certainement l'amertume de la mort est passée. Mais Samuel lui dit : Comme ton épée a privé les femmes de leurs enfants, ainsi ta mère entre les femmes, sera privée d'un fils. Et Samuel fit mettre Agag en pièces devant Yahveh à Guilgal » (1). Le prophète Samuel n'avait pas, comme un conquérant victorieux l'excuse d'une haine politique ; c'était donc un véritable sacrifice humain qu'il accomplissait en l'honneur de Yahveh. Et c'est Yahveh qui lui demandait cet holocauste ! Non, à cette époque de l'histoire, le dieu d'Israël n'était pas encore le vrai Dieu (2).

*
* *

Nous voici arrivés au temps de David. Pour caractériser la pensée religieuse de ce prince, qu'il nous suffise ici de rapporter ce trait bizarre de sa vie. Comme on transportait l'arche de Yahveh à Jérusalem, au son des trompettes, des sistres et des timbales, le roi ceint d'un éphod de lin, dansait devant Yahveh; mais comme l'arche de Yahveh entrait dans la ville, Mical, sa femme, qui était fille de Saül, regardant par la fenêtre, vit son royal époux « sautant de toute sa force devant Yahveh et elle le méprisa de tout son cœur... Puis Mical, fille de Saül, vint au devant de lui et lui dit : le roi d'Israël s'est fait beaucoup d'honneur en *se découvrant* devant les yeux des servantes, de ses serviteurs, sans avoir honte, comme ferait un fou ». Cette femme était justement offensée d'avoir vu son mari découvrir sa nudité devant ses servantes ; ses reproches n'avaient rien que de très légitime. Mais quel n'est pas notre étonnement en entendant la réponse du roi : « C'est devant Yahveh, qui m'a choisi plutôt que ton père que j'ai dansé ! Et je me rendrai encore plus vil que je n'ai paru... Qu'importe pourvu que je sois en honneur auprès des servantes dont tu as parlé ! » Voilà donc ramenée à sa juste valeur la piété légendaire de ce roi qui ne craint pas d'offenser le Dieu présent dans l'arche et qui met toute sa gloire à faire apprécier sa nudité par ses servantes ! (3)

(1) I. Sam, 15, 32-35. Une institution dont il est douloureux de constater des exemples à cette époque de l'histoire est celle des sacrifices d'enfants en l'honneur de Yahveh. Qui ne connaît la légende de la fille de Jephté immolée par son père à Yahveh comme Iphigénie fut immolée aux dieux. Si Yahveh était alors le Dieu Eternel que nous connaissons, aurait-il exigé ou toléré même de pareils forfaits ?

(2) Quant au roi Saül, il paraît avoir adoré indistinctement Yahveh et Bahal à en juger par les noms qu'il donna à ses fils : Isbaal, Meribaal, Jonathas.

(3) Voir aussi le passage I. Sam. 19, 13-16 concernant le *teraphin* (Osterwald traduit : *marmouset*) ou idole qui servit à Mical pour détromper les gens que Saül avait envoyés dans l'intention de mettre à mort David. A cette époque, la religion était bien syncrétique. Si l'on veut aussi une preuve que ce roi n'assignait pas à son dieu Yahveh d'autre horizon que celui des frontières de son pays, on la trouvera I. Sam. 26, 19.

Salomon, son fils, est fameux dans l'histoire par le temple qu'il éleva à la gloire de Yahveh. Jusqu'à lui, en effet, le Dieu d'Israël n'avait pas de demeure fixe et son arche se promenait sous les tentes de Jacob. Mais le culte de Yahveh ne gagna pas à cette localisation : contraindre tous les habitants de la Palestine à venir faire leurs dévotions à Jérusalem, c'était amoindrir leur zèle (1). Cependant cette mesure paraît avoir été impuissante à réveiller une ardeur religieuse qui, pour nous, n'existait pas. Si l'on en croit les annalistes de la Bible, tombé lui-même dans l'idolâtrie sous l'influence de ses femmes étrangères, Salomon semble s'être aussi accommodé d'un large syncrétisme puisqu'à côté de Yahveh, le dieu national, il servit Astarté, la *déesse* de Sidon, (Osterwald traduit Hasçtoreth et *dieu* au lieu de déesse tirant profit du fait que la langue hébraïque ne possède pas de mot pour exprimer *déesse*) ; il servit aussi « Milcolm l'idole des Ammonites... et il bâtit un haut lieu à Kémos, l'idole de Moab, sur la montagne devant Jérusalem, et à Moloch l'idole des enfants d'Hammon. Et il en fit de même pour toutes ses femmes qui sacrifiaient à leurs dieux » (2). Quant au peuple, il suivit l'exemple qui lui venait de si haut, ou plutôt, il usa de la tolérance et du syncrétisme religieux de son roi pour continuer à rendre à ces dieux étrangers un culte qu'il n'avait jamais déserté... (3).

A la mort de Salomon, une ère nouvelle de quatre cents ans s'ouvre par le fait du schisme qui a divisé en deux le royaume de David. Roboam régna sur Juda et Jéroboam sur Israël. Mais Jérusalem, dont le temple attirait chaque année les offrandes des Israélites, était située dans le royaume du Sud. Afin de détourner ces présents de leur destination, Jéroboam fit élever à Dan et à Bethel deux veaux d'or qu'il offrit au peuple en adoration : « Et le roi, ayant pris conseil, fit deux veaux d'or et dit au peuple : Ce vous est trop de peine de monter à Jérusalem; voici tes dieux, ô Israël, qui t'ont fait monter hors du pays d'Egypte » (4). L'empressement du peuple à s'assembler et à se prosterner devant ces faux dieux ne témoigne pas d'un zèle excessif pour Yahveh. Pas une voix ne s'éleva en Israël pour protester contre cette idolâtrie. Ne faut-il pas en conclure qu'elle était de règle encore en ce temps-là?

A. F.

(Pour finir.)

(1) Si nous ne savions, d'après les résultats de l'exégèse biblique, que la partie du Deutéronome qui ordonne cette localisation du culte est de date relativement récente, nous dirions que cette mesure de Salomon ne pouvait qu'être préjudiciable aux intérêts de Yahveh. Mais il ne faut pas oublier que nous nous plaçons ici au point de vue de la Bible elle-même et que nous ne tenons, pour le moment, aucun compte de l'exégèse.

(2) I. Rois, 11, 5-8.

(3) I. Rois, 11, 33.

(4) I. Rois, 12, 28-33.

Les Récits de ma Grand'mère

Ma grand'mère Praskovia Pétrovna Petcherskaïa mourut à plus de cent ans.

Sur ses vieux jours, la bonne vieille souilla son âme d'un gros péché; elle se rajeunissait. Elle prétendait toujours n'être qu'à la fin de sa quatre-vingtième année. Elle vécut ainsi vingt-cinq ans.

En réalité, ma grand'mère Praskovia Pétrovna Petcherskaïa était ma bisaïeule. Mais nous l'appelions grand'mère, parce cela faisait plaisir à la chère vieille.

On lui demandait parfois :

— En quelle année êtes-vous née, grand'mère ?

— L'année ? Ah! voilà! c'est que je ne me rappelle pas l'année ! Du reste, tu n'as qu'à faire le compte. Ma mère me mit au monde, le jour même qu'on brûla un prêtre à la Okhta (1). Il avait été amené à Pétersbourg par le prince Doundouk qui, de ce temps, n'avait pas encore embrassé le christianisme, et ce prêtre était, à ce qu'il paraît, le chef de leur religion. Il correspondait à nos évêques, et les kalmouks l'appelaient Tchourlama. Il mourut à Pétersbourg. Or, d'après le rite kalmouk, les restes d'un prêtre doivent être brûlés. On le brûla donc. Tout Pétersbourg se rendit alors à la Okhta. Tout le monde était heureux de voir brûler ce prêtre. Mon père et ma mère y allèrent aussi et ma mère fut si fortement bousculée dans la foule, que, rentrée chez elle, elle accoucha de moi (2). C'est ainsi, Andriouchka.... Savais-tu, mon ami, que j'étais un avorton ?

— Grand'mère, mais cela s'est passé il y a plus de cent ans.

— Cent ans ! Cesse donc ! se fâchait la grand'mère. Tu es encore trop jeune pour te moquer de moi ! Cent ans, que radotes-tu ! Soixante-dix-sept ou soixante-dix-huit ans, cela se peut. Mais toi, tu exagères sans mesure. Cent ans ! Cela n'a pas le sens commun !

Ma grand'mère boudait quelquefois, mais cela ne durait pas longtemps.

(1) Banlieue de Pétersbourg.
(2) Tchourlama fut brûlé au mois de mai 1736.

La bonne vieille avait un excellent cœur, et m'affectionnait beaucoup. J'étais, dès mon enfance, son enfant gâté; aussi, on m'avait surnommé le petit-fils de la grand'mère, et cela lui plaisait infiniment.

Avec l'âge, elle fut atteinte de surdité, et sa vue s'affaiblit : mais elle avait conservé une rare mémoire.

Comme il arrive souvent aux personnes d'un âge avancé, elle ne se souvenait que du temps de sa jeunesse.

Lorsqu'elle se mettait à raconter l'époque du règne d'Elisabeth ou de celui de Catherine, sa mémoire lui fournissait les moindres détails; mais, en revanche, elle ne se rappelait pas l'invasion française quoiqu'elle n'eût quitté Moscou que cinq heures avant l'entrée de Napoléon, et qu'elle eût passé toute une nuit à se signer et à pleurer amèrement, en contemplant des environs de Moscou, la sinistre rougeur du ciel, reflet du glorieux incendie.

— Comment avez-vous pu oublier, grand'mère, que Napoléon vint à Moscou ? lui demandai-je.

— Non, mon cher Andriouchka; je ne m'en souviens pas... je ne m'en souviens pas, mon bon.... J'ai longtemps habité Moscou, mais je ne me rappelle pas avoir connu quelqu'un de ce nom... Qui était-ce donc ? D'après son nom, ce devait être un étranger.

— C'était un Français, grand'mère.

— Un Français ! Non, mon cœur, je ne l'ai pas connu... Du reste, il y avait de mon temps tant de Français à Moscou ! Que faisait-il ? Etait-il maître de danse ou précepteur?

— Il était empereur, grand'mère.

— Empereur ?... comment cela, empereur ? De qui ?

— Empereur des Français, grand'mère.

— Cesse de plaisanter, tu commets un gros péché en te moquant de ta vieille grand'mère. Le bon Dieu ne t'accordera pas de bonheur. Voyez un peu ce qu'il imagine... Il a découvert un empereur des Français, et dire que tu fais des études !... Ce n'est pas bien... Il n'y a, mon cœur, que deux empereurs : le nôtre et celui de Rome. Le sultan turc est aussi considéré comme un empereur, mais pas tout à fait du même rang... Il n'a pas la même importance, car il ne professe pas la religion chrétienne. Les Français, mon cœur, ont un roi : le roi de France et de Navarre... comment s'appelle-t-il, celui d'aujourd'hui ? Louis XVI règne-t-il toujours, ou bien est-ce le Dauphin qui est monté sur le trône ?

— Que dites-vous, grand'mère ? Il y a près de cinquante ans qu'on a tué Louis XVI.

— Je le plains, je le plains sincèrement. C'était un excellent roi. Il était toujours bien disposé pour nous. Mon cousin, le prince Sviblof, était l'attaché de notre résident de Paris, et disait beaucoup de bien de Louis XVI. « Il ne parle jamais de notre impératrice, disait mon cousin, que dans les termes du plus profond respect et de la plus haute estime. » C'est pourquoi je le regrette... Mais il était d'un caractère si pacifique, contre qui a-t-il donc guerroyé? Je suppose que c'est contre le roi d'Espagne.

— Grand'mère, il n'a guerroyé contre personne.
— On l'a tué, as-tu dit ?
— Tué, oui, mais pas à la guerre, sur un échafaud.
— Ecoute, André. Ne serais-tu pas martiniste (1) ? Ce n'est pas bien, mon ami, ce n'est pas bien. Ne serais-tu pas lié avec Lopoukhine ? Prends garde, mon cœur, ne cause pas de chagrin à ta grand'mère. Dieu seul sait ce qui peut arriver ! Il ne faut pas grand'chose pour tomber sous la griffe de Chechkovsky (2) et chez lui, mon pigeonneau, c'est fort heureux si l'on se contente de vous fouetter de verges. Ceci n'est rien. Un pansement, et c'est oublié. Mais parfois... c'est bien pis. Non, André, ne te compromets pas, n'afflige pas ta grand'mère... parle toujours des souverains étrangers avec respect... Vraiment, tu ne fais que dire des choses invraisemblables, comme si le roi de France avait péri sur un échafaud, et comme si l'empereur des Français a été à Moscou... C'est honteux, mon cœur, tout à fait honteux. Tiens, Andriouchka, je viens de me rappeler... tu as tout embrouillé, mon chéri... En effet, un empereur est venu à Moscou, mais ce n'était pas l'empereur des Français, mais celui de Rome ; on l'appelait Joseph... je l'ai vu, mon ami, je l'ai vu... au bal du commandant en chef, à Neskouchnoié, chez le comte Alexis Grigoriévitch Orlof, à Kouskovo, à la fête donnée par Chtchérémétef... je le vois comme s'il était là, devant moi... des traits si fins, si délicats... Il gardait l'incognito le plus strict et ne s'arrêtait que dans les hôtelleries et les auberges. Lorsqu'il vint à Tsarskoé-Sélo, chez notre impératrice, il occupait la maison de bains. L'impératrice avait fait poser à cette maison une enseigne d'hôtellerie : il se laissa prendre à cette apparence, et tout le temps de son séjour, il habita cette maison de bains, mais aussi il conserva son incognito... Il s'appelait le comte de Falkenstein, et toi, tu lui as donné un nom qui n'a pas de sens commun... Napoléon ! qu'est-ce que c'est que Napoléon ? Même les catholiques n'ont pas de saint de ce nom, et notre église orthodoxe encore moins... une sorte de surnom pour les chiens... c'est mal, mon ami ! Sois plus sage, mon bijou... et ne prononce pas de semblables paroles... surtout en présence d'étrangers, ils te blâmeraient... Ce n'est pas bien... non, mon ami...

Bien des épreuves ont marqué la vie de ma grand'mère.

Jusqu'à son mariage, elle habitait Pétersbourg, et elle ne se maria pas bien vieille, à quatorze ans.

Elle avait vécu à la cour des impératrices Elisabeth et Catherine II.

Elle avait demeuré à Moscou pendant l'année de la peste ; à Kazan, avant l'émeute de Pougatchef; à Nijni, à Arkhangel, à Iaroslav, à Kief, et de nouveau, tantôt à Moscou, tantôt à Pétersbourg.

Elle avait vu et entendu bien des choses, mais elle en avait éprouvé encore plus. Il n'y avait pas à se le dissimuler... Dans sa jeunesse, ma grand'mère avait *folichonné*, mais quelle grande dame de ce siècle n'avait pas *folichonné* !

(1) Révolutionnaires russes du début de ce siècle.
(2) Chef de la chancellerie secrète.

C'était la mode de ce temps, mais voici quelque chose de particulier: toute femme, dans le vieux temps comme aujourd'hui, qui avait péché dans sa jeunesse, au jour de sa vieillesse, devenait bigote, et tâchait de racheter par les jeûnes et les messes les écarts du passé...

Ma grand'mère n'était pas sujette à ce travers... Elle avait conservé jusqu'à sa mort le cachet du XVIIIe siècle.

Il lui arrivait de regarder avec tristesse et les larmes aux yeux sa main jaune et desséchée, et de se rappeler avec regret le temps où une jeunesse dorée admirait sa belle main potelée, aussi blanche que la neige... Depuis l'âge de cinquante ans, elle avait cessé de se mirer dans la glace... Cette beauté flétrie avait peur de son image.

Mais, cependant, elle ne fut jamais bigote. Bien au contraire! c'est elle, la première, qui me fit connaître le *Sermon des cinquante*, de Voltaire, *Faublas* et la *Guerre des dieux*.

Pourtant les dernières années de sa vie, ma grand'mère priait le bon Dieu avec une telle ferveur qu'il lui arrivait parfois de tomber en défaillance. Chaque soir, avant de se mettre au lit, elle se prosternait jusqu'à deux cents fois. C'est qu'on avait mis en loterie une propriété de Golovine Vorotinetz et que ma grand'mère, qui avait acheté trois billets, avait grande envie de gagner cette propriété. A cet effet, elle priait avec un tel zèle qu'après sa prière on la mettait au lit sans connaissance.

On tira la loterie. Ma grand'mère ne gagna rien du tout, mais elle ne voulut pas y croire et continua de prier le bon Dieu de lui accorder le superbe Vorotinetz avec ses jardins, ses galeries de tableaux et ses incomparables richesses.

Il s'est écoulé bien du temps depuis que j'ai jeté une poignée de sable jaune et humide sur le cercueil de la bonne vieille femme que j'aimais tendrement. J'étais encore fort jeune, du temps où, assis près du poêle à carreaux de faïence, j'écoutais les récits de ma grand'mère qui avait l'habitude de réchauffer ses vieux os à ce poêle.

Alors, je ne pouvais apprécier ses histoires : j'oubliais les unes, je n'écoutais pas les autres. Mais à présent, que les transports de la jeunesse frivole se sont calmés, et que la barbe commence à grisonner, ma bonne grand'mère, avec ses histoires, me revient à la mémoire, et les personnes du XVIIIe siècle m'apparaissent comme des images connues, familières.

L'éclat de cette existence passée éblouît... Tout y était si majestueux, si somptueux, si large, si enchanteur.

Mais cet éclat n'était que fortuit, n'était qu'extérieur.

En écartant le rideau pompeux qui dérobe le XVIIIe siècle aux regards indiscrets des générations futures, on s'aperçoit de la futilité de ce siècle frivole qui, sautant, dansant, plaisantant et riant, un triolet aux lèvres, fut, à l'improviste, atteint par la mort, et, tout à coup, d'une manière pour lui inattendue, descendit dans la tombe noire et humide.

Quand les récits de ma grand'mère renaissent en ma mémoire, et que devant moi se dressent les images de nos aïeux, depuis longtemps disparus, je crois entendre et les cris effrontés des favoris, et les balbu-

tiements mystérieux des fous, et les discours flatteurs des courtisans, et la voix de la vérité éternellement jeune, sortant de sous les bonnets des bouffons. Il me semble entendre les chuchotements amoureux des petits-maîtres et des petites-maîtresses, les bruyants et robustes baisers des belles filles de serfs, les rugissements des ours, les coups secs des fouets, les hurlements des chiens, et les sons voluptueux de la musique italienne. Je me figure assister à des fêtes fabuleuses, au palais de glace de l'impératrice Anne, aux bals masqués dans les rues de Moscou, au carrousel de Catherine, au bal de Potemkine, aux riantes excursions en Tauride...

Tout, dans ce siècle, était joie, allégresse !... Et pouvait-on ne pas être enthousiaste ! C'était le siècle des preux, le siècle où la jeune Russie avait vaincu deux rois qui étaient de grands capitaines, avait réduit à l'impuissance deux grands Etats, et en avait partagé un troisième avec ses voisins. Poltava, Berlin et Tcherma, Minich en Turquie, Souvarof aux Alpes, Orlof dans l'Archipel, et l'incomparable, le superbe prince de Tauride, créant de rien la nouvelle Russie... quelle figure majestueuse.., que d'éclat, que de gloire !...

Mais avec cette splendeur, cette gloire, marchaient de front, une instruction à peine ébauchée, mais présomptueuse, une servilité mêlée à une arrogance effrontée, des soucis cupides de gain, une injustice éhontée, et un grossier mépris du bas peuple...

Mais que la paix soit avec vous, nos aïeux ! Reposez paisiblement jusqu'à ce que la trompette de l'archange retentisse, reposez jusqu'au jour du jugement. Nous ne tournerons pas vos tombes en ridicule, comme vous l'avez fait de celles de vos aïeux à longues barbes.

I

SERGUEI MIKHAILOVITCH

Comme de mon temps, Andriouchka, la vie était sans façon !... on ne saurait la comparer avec les coutumes d'aujourd'hui...

C'était une existence gaie, joyeuse et abondante...

Tes aïeux ne fatiguaient point leur tête de gentilshommes à étudier toutes sortes de sciences. En revanche, ils dormaient bien les nuits et les après-dîner... Ils ne pensaient pas beaucoup, mon pigeonneau, mais ils mangeaient copieusement; aussi vivaient-ils longtemps et jouissaient-ils d'une parfaite santé. La génération d'aujourd'hui est chétive et peu vivace. Et pourquoi ? Parce qu'aujourd'hui on mange peu, on pense beaucoup... Oui... une pensée profonde vous abîme le sang, mon cœur... C'est ainsi.

Que les hommes étaient forts et vigoureux de mon temps ! Prenons pour exemple le général en chef Mikhaïlo Vassilitch Pilenef. Il était

lieutenant de l'empire à Iaroslav, te le rappelles-tu ? Il te caressait beaucoup... Quand il venait chez nous, il te prenait sur ses genoux et te donnait, pour en jouer, sa tabatière ornée de diamants, un don de la Souveraine... et un jour tu l'as brisée... Ton père lui fit alors présent d'un étalon gris et toi, tu fus fouetté. Non, ce n'est pas cela, mon cœur. Je me suis trompée. C'est ton père qui fût fouetté à cause de la tabatière... Mais, vraiment oui, ce fut Petrouchka et non pas toi : tu n'étais pas encore né à cette époque.

Donc, ce Mikhaïlo Wassilitch était vraiment un homme. Il pouvait s'en vanter. Un bœuf, un vrai bœuf. Il ne s'asseyait que sur le sofa et s'il prenait place dans la salle de bal, il occupait trois chaises. Moins, ce n'était pas possible...

Il était de pure race...

Lorsqu'il mourut, le fabricant de cercueils s'écria : « Un seul cercueil ne suffira pas à ce seigneur. » On dut agrandir les portes du palais de la lieutenance, afin de pouvoir emporter la bière...

Et les hommes d'aujourd'hui ! Un tas d'infirmes qui en sont même désagréables à regarder.

Et quelle simplicité régnait alors, Andriouchka ! Franchement, on peut dire qu'elle était grande...

Citons, par exemple, ce même Mikhaïlo Wassilitch.

En été, il arrivait parfois à la jeunesse, et même aux gens âgés, de se réunir et de passer toute une nuit à faire la fête. Dans le vieux temps, mon cœur, on buvait sec, pas comme aujourd'hui. Après avoir bu toute la nuit, vers le matin, ils parcouraient les rues avec des chants et de la musique, ils se rendaient au palais de la lieutenance et là, ils s'arrêtaient et la musique jouait une polonaise. Ce bruit réveillait naturellement Mikhaïlo Wassilitch qui sortait sur le balcon, sans perruque et en robe de chambre.

— Que faites-vous là, mauvais sujets, s'écriait-il, vous m'avez réveillé tout Iaroslav. Voulez-vous que je vous flanque aux arrêts ?

Ils lui répondaient :

— Nous t'aimons tendrement, sois toujours notre lieutenant ! Tu as allumé nos cœurs ! Sois pour nous un second père.

Mikhaïlo Wassilitch ordonnait au sommelier de porter sur la place un ou deux paniers de liqueurs... Il se joignait lui-même aux bons vivants, s'installait avec eux sur le versant de la montagne qui s'élève au-dessus de la Kotoroste et ils s'amusaient ainsi jusqu'au lendemain.

Il était lieutenant de l'empire et général en chef et il ne dédaignait pas la société des braves gens, comme le fait aujourd'hui un fils de prêtre quelconque arrivé à un grade élevé... une espèce de parvenu... un enfant du peuple. Quel homme incomparable que ce Mikhaïlo Wassilitch !

Essaye, mon bijou, de faire aujourd'hui quelque chose de ce genre. Il est plus que probable qu'on te mettra aux arrêts...

Peut-on comparer le vieux temps à celui d'à présent... Alors, c'était bien plus simple !

Tiens, Serguei Mikhaïlitch Tchouriline ! Un homme supérieur, quoique

fils de soldat. Il était conseiller d'état en exercice, gouverneur de Krasnogorsk en retraite. Il avait le grand-cordon de Sainte-Anne. Par conséquent, c'était un personnage important. Ayant obtenu sa retraite, il s'établit chez nous à Zimogorsk.

Ton grand-père et ses dragons avaient à Zimogorsk leurs quartiers d'hiver. C'est là qu'il mourut; il fut enterré au couvent de l'Annonciation... J'étais déjà veuve et je demeurais chez Vaniouchka, lorsque Serguei Mikhaïlitch vint à Zimogorsk...

C'était un homme excellent, de beaucoup d'esprit. Tout le monde le respectait et le craignait. Tous ceux qui avaient une affaire quelconque, un démêlé de famille ou quelque autre chose, considéraient comme un devoir d'en entretenir Serguei Mikhaïlitch. Celui-ci donnait un conseil. Au besoin, il réconciliait. Il sermonait le coupable et, quelquefois, selon la gravité de la faute et la qualité de celui qui l'avait commise, il le corrigeait de sa canne... Il savait arranger chaque affaire...

Aussi, tout le monde aimait-il Serguei Mikhaïlitch comme un père : on l'appelait : « Grand-père ». Il tutoyait tout le monde et appelait tout le monde : « Mon chien », ce qu'il faisait sans injurier, mais amicalement, comme une sorte de caresse.

Tout le monde lui baisait la main, même les dames et les demoiselles. Quant à lui, il ne baisait la main qu'à l'archevêque et avec les prêtres, ils s'embrassaient simplement.

Dans la noblesse, aucun mariage n'avait lieu sans qu'on consultât Serguei Mikhaïlitch. Les parents n'osaient pas donner un nom de baptême à leurs nouveau-nés sans demander à Serguei Mikhaïlitch de leur choisir un nom. Il aimait à tenir les enfants sur les fonts du baptême. C'était le compère de tous les nobles, de tous les marchands, de tous les prêtres. Et pense un peu, mon bijou, quels désagréments surgirent de cet état de choses. Les filleuls et les filleules de Serguei Mikhaïlitch grandirent et il advint tout d'un coup qu'à Zimogorsk tout mariage entre nobles devint impossible. Tout le monde était uni par alliance spirituelle, tout le monde avait eu le même parrain et, comme de juste, les amoureux ne purent se marier.

J'ai entendu dire qu'aujourd'hui cette loi était abolie, mais de mon temps, elle était rigoureusement appliquée...

Aussi garda-t-on une profonde rancune au cher parrain. On se souvenait de lui en des termes si peu affectueux que, dans l'autre monde, ses oreilles ont dû maintes fois lui tinter. Mais il n'y avait pas de remède. On dût prendre femme dans les gouvernements voisins; pour marier les demoiselles, il fallut les mener à Moscou.

Plus de dix,pourtant,s'éprirent à tel point des filleuls de leur parrain, que de douleur elles prirent le voile. Ce n'étaient que des sottes, mon pigeonneau. A mon avis, c'étaient de vraies imbéciles, comme s'ils ne pouvaient pas s'aimer sans se marier ! N'est-ce pas, mon bijou ?

Un de ces filleuls se noya dans le Volga par amour ou par désespoir, disait-on ; moi, je suppose que c'était par absence de cervelle. Un autre se suicida d'un coup de mousqueton...

Voilà ce que c'est de faire le parrain sans mesure, Andriouchka !...

Aussi, je ne tiens personne sur les fonds baptismaux. Dieu m'en préserve !

Malgré tout cela, Serguei Mikhaïlitch était un homme excellent. De nos jours, mon amour, il est impossible de trouver son semblable... Dans le temps passé, le genre humain était bien supérieur à celui d'à présent. Comment peut-on comparer ? Maintenant, il n'y a aucune prestance ? Il est affreux de voir comme tout le monde est gauche, comme en société chacun s'efface, comme les têtes sont sans cervelle, c'est à se tordre de rire... C'est affreux, positivement affreux... Tout le monde a des allures de roturiers. Vraiment, ils sont ridicules au dernier point !

De notre temps, mon cœur, on ne vivait pas ainsi. Un noble n'aurait jamais fait quelque chose dont il aurait pu rougir. Chacun veillait à son honneur et pour rien au monde on ne se serait lié avec la vile canaille; mais à présent, hélas... un seigneur d'une race illustre et ancienne se comporte en égal d'un manant ou d'un fils de prêtre... C'est un savant, vois-tu, mais, si c'est un savant, que sa science lui reste, personne ne la lui conteste, mais pourquoi ce manant s'insinue-t-il dans la société des gentilshommes ! Est-ce sa place ?...

Crois-moi, mon cœur, si quelqu'un est de naissance roturière, quand il aurait de l'esprit comme quatre, quand il pourrait décrocher les étoiles du firmament, il ne devrait pas tout de même se trouver dans la société des gentilshommes; par cela même, la noblesse s'abaisse, l'aristocratie croule... Saisis-le bien, mon pigeonneau, il est impossible de n'y pas songer. Tout, dans ce bas monde, repose là-dessus.

— Grand'mère, vous disiez vous-même que Serguei Mikhaïlitch était fils de simple soldat, comment se faisait-il que vous lui baisiez la main ?

— Ah ! Andriouchka, Andriouchka ! Comment, mon petit ami, ne me comprends-tu pas ?... C'est tout à fait autre chose. Serguei Mikhaïlitch était conseiller d'état en exercice, il avait été gouverneur, il était décoré du cordon de l'ordre de Sainte-Anne et il possédait deux mille âmes. Ici, c'est une autre position dans le monde. Ceci ne veut rien dire ?

Mentchikof avait vendu des beignets, Chifirof avait été garçon de magasin et Razoumovsky avait été chantre et pourtant quels grands seigneurs ils furent plus tard !... Ici, mon cher, c'est la grâce de Dieu et encore plus la faveur de la cour... celui qu'on a élevé est distingué, quelque obscure que soit son origine, fût-il né du dernier des valets, celui-là ne peut plus retomber dans la boue. Il est pour toujours délivré du péché qui l'avait engendré dans la fange. C'est ainsi..

Quoique Serguei Mikhaïlitch ne fût pas de noble origine, il fit son chemin, il s'enrichit pendant son service, se maria avantageusement et gagna le grade de général Et il arriva à tout cela grâce à son esprit... C'était un homme d'un esprit supérieur : il avait su se faire des protecteurs de tous ceux qui étaient au pouvoir.

A ses débuts, c'est lui qui baisait la main à tout le monde; plus tard, c'était sa main qu'on baisait...

Voilà ce qui s'appelle un esprit fort... Oui, mon cœur, ceci dénote une grande intelligence, bien supérieure à celle des beaux esprits de nos jours...

Aujourd'hui, il y en a qui ne valent pas une obole en cuivre et qui se donnent des airs de grand mérite. On aurait bien fait, mon petit, de les corriger à bons petits coups de verge suivant l'usage du vieux temps... Ils seraient infailliblement revenus sur la bonne voie... C'est écœurant de voir ce qui se passe.

Serguei Mikhaïlitch commença sa brillante carrière lors de son mariage.

Il se maria du temps des troubles de Pougatchef. Il était alors voyévode à Chtchernoresk...

Lorsque les scélérats envahirent la ville, il prit la fuite et se réfugia dans les forêts. Il emportait avec lui la caisse de l'Etat, sauf les monnaies de cuivre. Il y en avait de si lourdes que d'une grivna on aurait pu faire une bonne casserole.

Aujourd'hui, en y songeant, on soupire involontairement: ce genre de monnaie n'existe même plus, il a complètement disparu. Tout est devenu mesquin, mon cœur, tout a baissé. Les hommes d'autrefois étaient vigoureux, de vrais chênes et ceux d'à présent ne sont que de frêles roseaux, c'est cela!

Donc Serguei Mikhaïlitch abandonna la grosse monnaie qui était trop lourde à emporter, enfouit dans la terre le trésor en argent et se cacha dans les bois jusqu'au départ des brigands. Il avait été obligé de quitter la ville, car la troupe, qui était sous ses ordres, était peu nombreuse et peu sûre, tandis que la bande des malfaiteurs était considérable. Pougatchef ne marauda pas longtemps à Chtchernoresk, l'armée de Zaritzine était sur ses talons ; aussi il s'empressa de repasser le Volga. Dès que le scélérat eut quitté Chtchernoresk, Serguei Mikhaïlitch revînt en ville.... Il reprit le pouvoir afin de remettre tout en bon ordre... C'est alors que le cher ami fut fouetté du fouet.

— Comment cela, grand'mère?

— C'est ainsi, mon cœur, on le fustigea pour tout de bon, par méprise... Du temps de ces troubles, le désordre était grand! Et par méprise il en arrive bien d'autres, mon enfant!

Voici de quelle aventure Serguei Mikhaïlitch fut victime.

Il venait de reprendre possession de son voyevodstvo lorsqu'on vit apparaître sur la montagne qui commande la ville de nombreux cavaliers. C'étaient des cosaques. Toute la ville fut en émoi. On pensait que Pougatchef était revenu. Chacun se mit à fuir à toutes jambes et Serguei Mikhaïlitch se cacha dans le potager sous une meule de foin. On le trouva néanmoins et on le traîna devant le chef des cosaques. Or, ce chef se tenait à peine à cheval tant il était ivre. Il demanda à Serguei Mikhaïlitch:

— Au service de qui es-tu ?

Serguei Mikhaïlitch le regarda, vit sa sale figure d'ivrogne et se dit: « Cet animal-là ne peut être qu'un bandit de Pougatchef. Je vais me

jouer de ce coquin ; il est bien capable, pris de vin comme il l'est, de me faire pendre », et il s'écria :

— Je suis au service de notré auguste souverain, Piotre Fédorovitch.

A peine eut-il prononcé ces paroles qu'il fut jeté à terre et fouetté. On lui administra cent cinquante coups de fouet et on le jeta en prison. Les cosaques ne faisaient pas partie de la bande de Pougatchef. Ils appartenaient à l'armée de Zaritzine. Le lendemain, quand leur chef eut cuvé son vin et apprit qu'il avait fustigé le voyévode, il alla à la prison lui présenter ses excuses... Il paraît que c'était son propre oncle qu'il avait fouetté... Ils causèrent de choses et d'autres, et de fil en aiguille il se découvrit que ce cosaque était le propre neveu de Serguei Mikhaïlitch, oui, mon cher, le propre neveu de Mikhaïlitch.

Aussi, plus tard, lorsque Serguei Mikhaïlitch fut attaché aux affaires criminelles et qu'étant gouverneur il devait confirmer une condamnation aux coups de fouets ou de lanières, il diminuait toujours de moitié le nombre des coups et disait à celui qui avait rendu le jugement :

— Cela t'est facile, mon chien, de rendre ce jugement sur le papier : lorsqu'on l'exécutera, ce ne sera pas ton dos qui en supportera les conséquences. Tu ne peux connaître, mon chien, l'effet du fouet. Quant à moi, grâce à mon propre neveu, j'en sais quelque chose... Il aurait mieux valu ne pas être venu au monde.

Il se maria bientôt après cette mésaventure.

Le bruit lui parvînt que non loin de Chtchernoresk, au village de Kneïjoukha, une jeune veuve était dans la détresse.

C'était Maria Seménovna Jilina, de la famille des Boltine. Son mari avait été pendu par les scélérats dans son domaine d'Engalichef, elle eut la chance de leur échapper et de se cacher dans une grange avec ses quatre petits enfants.

Les propriétés de la Jilina n'étaient pas à dédaigner : elles comptaient plus de mille âmes, mais Maria Séménovna n'avait pas d'abri. Pougatchef avait réduit en cendre la maison seigneuriale, et elle craignait de s'établir au milieu des paysans. Le temps des troubles n'était pas encore passé.

Serguei Mikhaïlitch envoya pour la protéger un caporal avec des soldats et lui conseilla de venir habiter la ville.

Maria Sémonovna arriva à Chtchernoresk en jupon de toile et en bonnet de paysanne, au lieu de brocards et de velours. Ses enfants étaient vêtus de chemises en toile grossière.

Serguei Mikhaïlitch mit à sa disposition le meilleur logement de la ville, l'habilla ainsi que ses enfants et les entretint à ses frais jusqu'à ce que l'ordre se fût rétabli dans le pays. Ensuite il l'épousa et vécut en seigneur. Elle avait une bonne fortune et une puissante parenté ; lui, occupait un poste lucratif. Par conséquent ils pouvaient vivre à leur aise.

Ayant quitté le service, Serguei Mikhaïlitch s'établit à Zimogorsk.

Il était alors veuf. Il vivait en garçon, et sa maison était toujours pleine de monde. Chaque jour la table était mise pour les convives attendus et inattendus, car à toute heure Serguei Mikhaïlitch ne pouvait

se passer de société. On l'aimait beaucoup et on le craignait. Du reste, on ne pouvait pas ne pas l'aimer, et on n'aurait su ne pas le craindre. Il avait à Pétersbourg de puissants protecteurs.

Dans sa jeunesse, il avait été fort lié avec les Orloff eux-mêmes. Du temps où ils n'avaient pas encore fait fortune, il courait avec eux et prenait part à leur jeu favori, le pugilat.

La maison qu'habitait Serguei Mikhaïlitch était très spacieuse, dans le genre d'un palais... Comment s'appelle cette rue? Tu dois t'en souvenir, Andriouchka, l'archevêché est encore à côté ; je me rappelle que c'était dans la paroisse de Saint-Tihkone.

— Mais, grand'mère, je n'ai jamais été à Zimogorsk.

— Quelle plaisanterie, mon petit ! Comment tu n'as jamais été à Zimogorsk? Tu as donc oublié que, chez Serguei Mikhaïlitch, le jour de sa fête ou à l'anniversaire de sa naissance, je ne puis te dire au juste, tu dansas la valse cosaque avec Lisette Sovoleva, et que tu lui fis la farce de lui déchirer sa robe ! Séance tenante, mon cher, tu fus fustigé dans la chambre du coin. Comment? Ceci ne te revient pas à la mémoire?

— Mais quand donc ceci s'est-il passé, grand'mère ? Que dites-vous ?

— Il y a longtemps de cela, mon cœur.... je suppose que c'était l'année de l'arrivée du comte Cagliostro à Pétersbourg...

— Mais, grand'mère, il y a plus de cinquante ans de cela, et moi je n'ai pas encore vingt ans.

— Vraiment, mon pigeonneau, s'étonna ma grand'mère, tu as raison !. Alors, sais-tu ?

— Quoi, grand'mère ?

— C'est ton père qui fut fouetté, ce fut lui, Petrouchka... C'est cela, je viens de m'en souvenir. Vraiment, ce fut Petrouchka... Comme ma mémoire devient mauvaise... j'oublie bien des choses... et pourtant je ne suis pas si avancée en âge... Au fait, qu'est-ce que je te racontais, Andriouchka ?

— Vous parliez de Serguei Mikhaïlitch, grand'mère.

— C'est cela, de Serguei Mikhaïlitch. C'était un homme incomparable, supérieur sous tous les rapports. Tout vieux qu'il était, il aimait à faire la cour aux dames. Il n'y voyait pas de mal. Il lançait des regards si provoquants ! Il soupirait si langoureusement !... Vraiment, s'il avait été un peu plus jeune, nous aurions toutes été capables de nous en amouracher à mort. A vrai dire nous avions toutes un faible pour lui... Je vous assure que malgré ses cheveux blancs il avait parmi nous de grands succès... et comme il était bien quand il se mettait à conter fleurette aux dames... Dieu qu'il était bien... incomparable. Il n'aimait pas les demoiselles : « Elles glapissent trop », disait-il. Aussi il préférait les dames, les femmes mariées... Toutes, nous étions toujours prêtes à succomber et à commettre maintes folies... Malheureusement il était par trop vieux... On ne tirait de lui que de belles paroles, et c'était rare, bien rare qu'il se laissa aller à quelque chose de plus grave. Tout de même, en tête à tête, cela va sans dire, il aimait à vous tâter, à vous palper, à vous frôler... Ah ! c'était bien amusant !...

Te le rappelles-tu, mon cœur ? Il se plaisait aussi à voir avancer les

amours de ses amis et leur prêtait son concours. Comme il aimait à causer d'amour ! Ah ! qu'il l'aimait ! Il avait l'habitude de questionner non seulement les messieurs, mais aussi les dames, sans exception sur leurs amours. Il fallait qu'il sache qui *s'éventait*, avec qui, avec quel éventail, de quelle façon et dans quelle direction la belle nymphe tenait son éventail (1). Il interrogeait ainsi les jeunes comme les vieilles, les vieilles filles comme les femmes mariées... S'il rencontrait la supérieure du couvent, il lui demandait aussi avec qui elle s'éventait, et comment? Il connaissait jusqu'au moindre détail toutes les aventures galantes de la haute société...

Cela l'intéressait excessivement, et qu'il était cordial, hospitalier !

Les soirs d'été, après sa sieste de l'après-midi, il revêtait une robe de chambre en damas et sortait dans la rue, paré du grand-cordon et de la plaque de l'ordre de Sainte-Anne. Il s'asseyait sur un banc qui se trouvait près du guichet de la porte de sa maison...

Sa canne était toujours près de lui, car en tout lieu il pouvait avoir besoin de corriger celui qui avait fait quelque sottise. Tu sais toi-même, mon cœur, qu'il est défendu de gràcier un imbécile, même au pied de l'autel.

S'il arrivait à quelqu'un de la noblesse de passer dans la rue en faisant sa promenade, du plus loin qu'il apercevait Serguei Mikhaïlitch, il le saluait et s'approchait de lui le chapeau à la main. Serguei Mikhaïlitch le complimentait avec bienveillance.

— Bonjour, mon chien ! Assieds-toi, causons un brin.

Comme de raison, celui-ci lui baisait la main et prenait place à côté de Serguei Mikhaïlitch... Juge par toi-même, mon cœur, chacun était honoré d'être assis à côté d'un général. Si court que fût ce moment, c'était toujours un honneur.

Les nobles et les jeunes gens envoyaient à cet effet leurs valets au coin de la rue. Dès que ceux-ci avaient vu Serguei Mikhaïlitch sortir de sa maison, ils couraient à toutes jambes l'annoncer à leurs maîtres. Aussitôt que Serguei Mikhaïlitch avait pris place sur son banc, ces messieurs s'empressaient donc à qui mieux mieux de se rendre à la paroisse de Saint-Tikhone. Au coin de la rue, ils sortaient de leur carrosse, et, à pied, en ayant l'air de faire leur promenade, ils se dirigeaient vers la porte du général. Ils tâchaient de se distancer l'un l'autre afin d'arriver avant les grands seigneurs et de s'asseoir, ne fût-ce que pour un instant, à côté de Serguei Mikhaïlitch. Il arrivait, mon cœur, qu'au coin de la rue on se prenait aux cheveux, car chacun voulait être le premier à baiser la main de Serguei Mikhaïlitch. Ils n'osaient pas se quereller en sa présence ; la canne y mettait bon ordre. Serguei Mikhaïlitch offrait sa tabatière à celui qui avait pris place à côté de lui. Celui-ci prenait avec reconnaissance une prise de *violet*.

De mon temps, mon pigeonneau, tout le monde de la bonne

(1) Au XVIIIe siècle on disait *s'éventer* au lieu de faire la cour. L'éventail, ainsi que les mouches collées au visage, jouait un rôle important dans les aventures galantes et faisait l'objet de toute une science.

société prisait; celui qui avait le dégoût du tabac en saupoudrait avec intention son col et ses manchettes et, étant en visite, avait continuellement une tabatière à la main afin d'éviter les quolibets de la société. Car on tournait en ridicule ceux qui ne prisaient pas.

Les dames prisaient aussi, et même les demoiselles portaient des tabatières. C'étaient de petites tabatières qui s'appelaient *voitures de l'amour*, car il était très commode de faire passer à l'aide de ces tabatières les billets doux aux amoureux. Aujourd'hui les tabatières sont délaissées; tout le monde fume, c'est horrible!

Après s'être offert une prise du tabac du général, le petit gentilhomme présentait à Serguei Mikhaïlitch ses compliments dans des termes pleins de tact et avec une politesse recherchée.

— Daignez, Excellence, me faire part de l'état de votre précieuse santé.

— Ça va bien, répondait Serguei Mikhaïlitch, tes viles prières me soutiennent. Et toi, mon chien, comment te traines-tu?

— Je me permettrai de répondre à Votre Excellence qu'une telle attention de sa part comble tous mes espoirs, et m'oblige à un dévouement sans bornes à la personne de Votre Excellence.

— Te voilà lancé, voilà que tu fais marcher ton moulin! Cesse, mon chien, ne me radote pas de sottise à tort et à travers, mais dis-moi en toute franchise avec qui tu t'éventes, et à qui tu jettes de tendres regards.

Le gentilhomme avait à peine le temps de faire part à Serguei Mikhaïlitch de ses amours, car, au détour de la rue apparaissait un autre gentilhomme de grade plus élevé. Il s'approchait, saluait Serguei Mikhaïlitch et lui baisait la main. Sur quoi Serguei Mikhaïlitch lui disait :

— Bonjour, mon chien, bonjour... Assieds-toi, plus près... Et toi, lève-toi, car celui-ci t'est supérieur.

Il ordonnait au premier de s'asseoir sur la borne du trottoir, ou bien il lui faisait apporter un siège de la maison.

De la sorte il arrivait parfois qu'un à un tout le grand monde de Zimogorsk se réunissait au guichet de Serguei Mikhaïlitch : les jeunes, les vieux, les gens mariés, les célibataires, les dames et les demoiselles au grand complet. Le général de division, le commandant et le lieutenant de l'empire et sa femme s'y rendaient aussi. Quelquefois l'archevêque, étant proche voisin, venait à pied. Il était très lié avec Serguei Mikhaïlitch.

On apportait de la maison toutes les chaises, tous les canapés et, au coin de la rue, la police interdisait la circulation aux voitures des manants, vu que la haute société s'amusait.

On servait des boissons chaudes, à chacun selon son goût : du punch, du bischof, du vin chaud, et aux dames du thé, de l'orgeat, des fruits, des bonbons et toutes sortes de liqueurs.

Mon pigeonneau, nous prenions nous aussi des liqueurs, mais en cachette, loin du monde, dans les appartements privés, ou bien chez la femme de ménage, Maria Mikhaïlovna, une négresse convertie au

christianisme, qui chez Serguei Mikhaïlitch veillait au train de la maison. Quoique esclave, c'était une excellente fille.

Si le temps était beau, des tables de jeu étaient dressées et l'on faisait des parties de cartes. Les gens posés et soucieux de leur argent jouaient au lombard et à la mouche. Les jeunes, et ceux qui étaient plus généreux, préféraient la banque et le rocambole. Les dames et les demoiselles de mon temps aimaient aussi le jeu. Il y en avait même qui tenaient la banque... Les toutes jeunes filles jouaient au mariage, au tressette, au bassette et au niktichna.

Si on était en train de s'amuser, Serguei Mikhaïlitch faisait venir la musique et les chantres de l'archevêché.

Il y avait alors à Zimogorsk un théâtre. Le prince Kochavskoï. un propriétaire du pays, avait transformé en acteurs tout un village de près de cent âmes. Il leur fit apprendre la musique, la danse, etc. Ce fut pour lui pendant quinze ans un grand souci, mais tout de même il arriva à son but. Garçons et filles jouaient à la perfection des pièces de différents genres.

Chez Serguei Mikhaïlitch, c'étaient toujours les musiciens du prince Kochavskoi qui jouaient : ils exécutaient d'une façon ravissante les airs et les rondeaux de *Didon*, de l'*Objet gracieux*, de l'*Arbre de Diane*. Les chantres chantaient des cantates religieuses et des chansons petites-russiennes. Il arrivait que l'archevêque lui-même, un bol de punch à la main, prenait part aux chants. On s'amusait à la folie !...

Quelquefois on organisait des danses dans la rue, on se promenait en ordre de polonaise ou bien on dansait le menuet. Le sol n'était guère uni, mais on n'y faisait pas attention. C'était si gai, et l'on riait de si bon cœur !...

Ah ! mon pigeonneau, que la vie était joyeuse dans le vieux temps... tellement que toute comparaison est impossible... on peut le dire sur l'honneur, en vérité on le peut...

Le souper était servi en plein air. Dans la cour de la maison de Serguei Mikhaïlitch, une tente était dressée à cet effet près de la cuisine.

Après souper les personnes d'un âge sérieux restaient sous la tente et buvaient jusqu'au matin, et les jeunes gens se promenaient dans le jardin avec les dames et les demoiselles.

L'immense jardin de Serguei Mikhaïlitch occupait cinq arpents. Il n'était pas d'une grande élégance, mais en revanche il favorisait les amours et les plaisirs : les allées étaient sombres, les arbres très hauts, les espaliers d'acacias et de lilas étaient épais, et derrière ces espaliers, il y avait des cerisiers, des buissons de framboisiers et de groseilliers. Après souper les couples se dispersaient dans le jardin... On entendaient ici des chuchotements, là des soupirs, et partout le doux son des baisers... Il se passait bien des choses, mon pigeonneau...

Ah ! que ne s'est-il pas passé, mon cœur ! Et tout cela est fini, et tout cela n'est plus.

Nos dames et nos demoiselles étaient d'un tempérament bien différent de celles que tu vois aujourd'hui. Celles-ci ne valent pas grand' chose. Les colombes sont devenues par trop sentimentales ; elles

s'efforcent à tel point de passer pour des innocentes que c'en est dégoûtant.

Tout cela, ça n'est qu'affectation et hypocrisie... ma parole ! Je ne m'y laisse pas prendre ! Toi, mon cœur, fais de même. Ce ne sont que des poseuses, rien de plus. Leur prétendue modestie, leur prétendue pudeur me font pouffer de rire. Crois-moi, mon petit, il n'y a pas de femme qui puisse se passer d'un homme pendant vingt-quatre heures. Elles ont parfaitement tort de minauder ainsi et de vouloir paraître inaccessibles... Nous autres, nous l'avions bien compris. Aussi, nous étions plus simples, plus naturelles...

Aujourd'hui !... Elles ne sont pas régénérées, elles sont nos petites-filles, nous leur avons donné le jour !... Pure affectation, hypocrisie !... Elles font de même que nous dans le temps, mais elles le font en cachette... et ceci selon moi est indigne... N'est-ce pas, mon petit ?

Et cette sensibilité d'à présent ?... une absurdité, mon cher, une réelle absurdité. A quoi cela ressemble-t-il ? Celle-là fond en larmes, — on dirait qu'elle pleure la mort d'un être chéri — s'il lui arrive de froisser une fleur ou d'écraser un papillon... Peste ! quelle sensibilité d'âme ! Mais nous autres, c'étaient les hommes qui nous chiffonnaient, qui nous étreignaient, et pourtant, nous ne versions pas de larmes.

Voilà bien une mode ! Ce n'est que de la démence, mon petit...

Au fait, que te racontai-je, Andriouchka ?

— Vous me parliez de votre idole, grand'mère, de Serguei Mikhaïlitch.

— Oui, mon cher, c'est vrai... certainement c'était notre idole, il était l'idole de nos âmes... Dieu qu'il était bien !

— Pourtant, dites, grand'mère, est-il possible que tout le monde sans exception rampât à ses pieds ?

— Ah ! mon cœur ! De quel ton tu le dis ! Il est désagréable de t'entendre parler. Tu es martiniste, je m'en aperçois... Ah ! Andriouchka, Andriouchka ! ne cause pas de chagrin à ta vieille grand'mère, il n'en faut pas beaucoup, mon petit, pour tomber dans les mains de Chechkovsky.

Tu dis *ramper aux pieds !* Peut-on s'exprimer ainsi... C'était du respect... de la vénération... de la considération, de la déférence que nous avions pour Serguei Mikhaïlitch. Aie honte, mon petit... Ce n'est pas bien.

N'oublie pas que Serguei Mikhaïlitch était conseiller d'Etat en exercice, ce qui n'est pas une vétille, mon cœur. Autrefois, les généraux avaient une autre importance qu'aujourd'hui : ils étaient fort rares. Et surtout, pense donc, mon bijou, que Serguei Mikhaïlitch avait une grande fortune, qu'il avait, à la cour même, de puissants protecteurs. Le prince Grigori Orlof lui-même était son ami. Mainte fois les courriers arrivaient de Moldavie chercher pour lui chez Serguei Mikhaïlitch des concombres salés... Et toi, tu dis, *ramper aux pieds*.. C'est honteux, mon amour !

— Mais pourtant, grand'mère, on lui baisait la main comme à un évêque, et il battait tout le monde de sa canne...

— Aussi, mon cher, on ne pouvait que bénéficier de bons rapports avec Serguei Mikhaïlitch. Il avait partout des amis, il pouvait tout ce qu'il voulait. Fallait-il trouver à quelqu'un une place lucrative, avait-on un procès, était-on traîné en justice, Serguei Mikhaïlitch tirait tout le monde d'affaire. Pourvu que l'on sût lui être agréable, il vous repêchait au fond de la mer. Sa protection était toute-puissante. Je te l'assure, rien ne lui était impossible. Il n'avait qu'à écrire un mot pour que tout se fît à ton gré. Que ton affaire fût devant les tribunaux ou au Sénat, peu lui importait, car il avait partout des amis puissants...

Mais aussi si quelqu'un avait encouru son courroux, c'était un homme mort... Il y a eu des exemples...

— Quels exemples, grand'mère ?

— De tous genres, mon cœur,.. il s'ensuivait toujours que c'était celui qui s'avisait de contrecarer Serguei Mikhaïlitch qui venait implorer sa grâce, lui demander aide et protection. Il était vraiment puissant. Je suppose que tu dois te rappeler comme il réduisit au néant Ivan Nikitich Borovkof, quand celui-ci vînt à Zimogorsk recueillir l'héritage de Nastasia Petrovna.

— Comment puis-je m'en souvenir, grand'mère ! Je n'étais pas encore de ce bas monde.

— C'est juste, c'est juste, mon cher, tu as raison... Vois-tu, mon petit, Borovkof aussi n'était pas le premier venu. Il avait quatre cents âmes. Il habitait constamment Pétersbourg. Il avait ses entrées à la cour et même il était invité aux réceptions des dimanches. Et pourtant, lorsqu'il s'avisa de manquer de respect à Serguei Mikhaïlitch, celui-ci le réduisit à l'obéissance servile... Ivan Nikitich fut obligé de ramper à ses pieds afin d'obtenir sa grâce...

Serguei Mikhaïlitch n'était pas rancunier ; il avait un bon cœur et ne se souvenait pas du mal qu'on lui avait fait, il pardonna à Borovkof ses torts et fit donner à son affaire une solution favorable... Voilà..

Au fond, Serguei Mikhaïlitch n'exigeait de chacun que ce qui lui était dû : pourvu qu'on lui témoignât des égards et qu'on lui baisât la main, il se mettait en quatre pour rendre service.

— Qu'a-t-il donc fait à Borovkof ?

— Vois-tu, mon amour, Borovkof Ivan Nikitich était le propre neveu de la veuve du major général, Nastasia Petrovna Sokolova... mais, vois-tu, Andriouchka, je te conterai plutôt quelque chose de cette Nastasia Petrovna. C'était une femme remarquable, mon cœur. Elle a fait beaucoup parler d'elle.., mais ne serait-il pas temps d'aller se coucher, mon ange ! Mes yeux commencent à se fermer. Je te parlerai demain de cette Nastenka... Pour le moment, que Dieu te garde.., va te reposer.., et que le Christ soit avec toi !... Viens que je te bénisse du signe de la croix... que le Seigneur veille sur toi ! Je te souhaite un paisible sommeil .... J'ai encore à faire mes prières... Tais-toi, Andriouchka... Tu seras riche, mon cœur... A forces de ferventes prières, je parviendrai bien à obtenir Vorotinetz...

(*A suivre.*) ANDRÉ PETCHERSKY.

(*Traduit du russe par* A. Poggio et A. Savine.)

LA MORT DES SOCIÉTÉS

NATURE VÉRITABLE DE CE PHÉNOMÈNE

On parle constamment de nations mortes. Les Assyriens, les Egyptiens, les Carthaginois, les Péruviens, les Mexicains n'existent plus. D'autre part, il y a des sociétés en voie de dépérissement dont la disparition est prochaine : les Peaux-Rouges de l'Amérique du Nord, les Maoris de la Nouvelle-Zélande, les Hawaïens des îles Sandwich. Les nations ont donc une durée limitée dans le temps. Elles subissent la loi universelle. Comme toute créature vivante, elles finissent par mourir.

Mais, d'un autre côté, nous savons que plusieurs régions de notre globe étaient habitées par des hommes depuis un nombre de siècles pour ainsi dire incalculable. Les monuments de la civilisation égyptienne remontent à plus de 8.000 ans. Mais, à cette époque ancienne, l'Egypte avait déjà parcouru une longue évolution. Elle était entrée dans l'âge des métaux. Or on a trouvé dans la vallée du Nil des silex éclatés et des silex taillés qui devaient être de beaucoup antérieurs au temps des premiers pharaons. Ces vestiges peuvent remonter à 150 ou 200 siècles.

Parmi les pays que nous avons énumérés plus haut, l'Egypte, la Tunisie (l'antique Carthage), le Pérou et le Mexique ont une population égale, ou parfois même supérieure, à celle qu'ils avaient dans l'antiquité. Rien ne prouve que cette population ira en diminuant. Il est donc presque certain que ces pays seront encore habités par des hommes dans 150 ou 200 siècles. Tant qu'un cataclysme astronomique (fort peu probable) ne se produira pas et tant que les conditions géologiques de notre planète ne se seront pas trop modifiées, il n'y a aucune raison de croire que notre espèce cessera d'exister. Puisque les sociétés humaines dureront donc encore un temps qui échappe à toute prévision, on n'est pas en droit de dire que leurs jours sont limités. Ainsi donc, on peut affirmer également et que les nations meurent et qu'elles ne meurent pas.

Comment sortir de cette contradiction?

Comme toujours, pour comprendre la nature véritable d'un phénomène en sociologie, il faut s'adresser à la science antécédente : la biologie.

Ici aussi, nous observons le même fait : l'immortalité de la substance vivante et la mortalité des individus vivants.

La substance protoplasmique est immortelle. Elle existe depuis une époque dont nous pouvons à peine concevoir l'antiquité. Les plus anciennes couches géologiques connues (et combien que nous ne connaissons pas encore !) portent des traces de créatures autrefois vivantes. Quant à l'avenir, la matière protoplasmique durera encore sur notre planète un espace de temps pour ainsi dire sans limite.

Ce qui meurt en biologie, c'est l'individu. Or l'individu est une *forme* déterminée, un groupement particulier de substances protoplasmiques, rien de plus. Un individu est un ensemble de trajectoires, si l'on peut s'exprimer ainsi. Certains atomes accomplissent, à un moment donné, une série de mouvements dont la résultante apparaît pour notre œil sous l'aspect de Pierre ou de Paul. A un autre moment, ces atomes parcourent des trajectoires différentes et Pierre et Paul cessent d'exister. Mais ces atomes ne se détruisent pas et, après des combinaisons sans nombre, quelques-uns d'entre eux peuvent se retrouver dans la substance de quelque descendant de ce même Pierre et de ce même Paul (1).

Ces faits nous tirent de la contradiction que nous signalions tout à l'heure. Le phénomène social est identique au phénomène biologique. Le protoplasme est immortel, mais les individus meurent; de même les individualités sociales meurent, mais leurs éléments constituants (les hommes qui les composent), leur protoplasme, si l'on peut s'exprimer ainsi, est immortel, parce qu'il se renouvelle constamment. En biologie, comme en sociologie, *mort* signifie la disparition d'une *forme*; dans la première science d'une forme végétale ou animale, dans la seconde d'une forme sociale.

Or l'*individualité* sociale est tout aussi bien un ensemble de trajectoires déterminées que l'individualité biologique.

Considérons d'abord cette dernière. Un ovule vient d'être fécondé. La cellule initiale donne naissance à deux cellules nouvelles, puis à quatre, puis à huit et ainsi de suite. Selon l'espèce à laquelle appartient le germe, ces cellules vont se grouper d'une façon déterminée et produire soit un chêne, soit une huître, soit un homme. Or que signifie *se grouper d'une façon déterminée*? Cela signifie parcourir certaines trajectoires et non certaines autres. Le fait que toute *forme* se réduit

(1) La vie est un échange perpétuel de matière entre l'individu et le milieu. A chaque instant elle suppose donc un changement de forme, si imperceptible qu'il soit. Certaines cellules du corps humain se transforment pendant la vie en substances inorganiques, certaines autres se transforment de cette manière après la mort. Mais il est des cellules qui se conservent sous la forme organique (les zoospermes et les ovules, par exemple) et assurent la descendance de l'individu et l'immortalité de la substance vivante.

à une trajectoire accomplie par des atomes physiques est si facile à comprendre qu'il est à peine nécessaire d'insister davantage là-dessus.

De même l'individualité sociale n'est autre chose que l'exécution par les citoyens d'une série de mouvements déterminés.

Qu'est-ce qui constitue, par exemple, la différence entre un pays constitutionnel et un pays monarchique, entre une démocratie et une aristocratie? Dans un pays constitutionnel, les citoyens vont élire des représentants à un moment donné. Ils accomplissent donc certains mouvements : ils se rendent de leur demeure ou local où s'opère le vote, ils écrivent certains bulletins, les jettent dans une urne, etc. Puis, les députés élus se rendent dans une salle et discutent des lois, etc. Dans les monarchies absolues, les citoyens n'accomplissent pas ces mouvements. Dans une démocratie *tous* les citoyens peuvent accomplir les mouvements électoraux; dans une aristocratie, un petit nombre (c'est-à-dire que le grand nombre exécute d'autres mouvements). La constitution du Colorado, aux Etats-Unis, est différente de celle du Kansas, parce que dans le premier Etat les femmes vont aux urnes et que, dans le second, elles n'y vont pas. Toutes les institutions sociales se ramènent à des mouvements. Ainsi dans certains pays le mariage civil n'existe pas. Alors, pour se marier, il suffit d'aller à l'église ; dans les pays où le mariage civil a été établi il faut aller à la mairie ; les mouvements sont différents.

Non seulement les institutions civiles et politiques se ramènent à des mouvements, mais aussi toute manifestation intellectuelle. Que signifie, par exemple, parler une langue? C'est accomplir un certain ensemble de mouvements des lèvres et de la bouche. Parler une autre langue c'est accomplir des mouvements différents. Pour dire *je vous aime*, il faut faire d'autres mouvements que pour dire *I love you*. En généralisant encore plus, une théologie, une philosophie, une dialectique *sui generis*, se ramènent à des trajectoires, de nature particulière, dans les centres nerveux. Les formes artistiques aboutissent aussi à cette même origine, puisque c'est le sentiment qui guide la main de l'architecte, du peintre et du sculpteur. Pour bâtir le Parthénon d'Athènes, il a fallu accomplir d'autres mouvements que pour édifier la cathédrale d'Amiens.

Eh bien, quand certains mouvements, accomplis à une époque, cessent de l'être à une autre, le type social que formaient ces trajectoires meurt.

Pourquoi dit-on que la nation carthaginoise est morte? Parce que les mouvements, tant de l'ordre politique, que de l'ordre juridique et intellectuel, qui s'accomplissaient à Carthage au deuxième siècle avant notre ère, ne s'accomplissent plus ni en Tunisie, ni ailleurs. Commençons par considérer les plus vulgaires. Les tailleurs de Carthage, lorsqu'ils confectionnaient des vêtements à l'époque d'Annibal, faisaient d'autres mouvements que les tailleurs actuels de Tunis (ce qui revient à dire, en langage usuel, que le costume carthaginois n'existe plus). Quand un Carthaginois se mariait, il accomplissait des cérémonies que n'accomplit plus maintenant un Tunisien quand il se marie. Encore ici

les mouvements se sont transformés. Passons au domaine politique. Dans l'antiquité, certains habitants de Carthage se réunissaient une fois par an dans un lieu déterminé et élisaient des magistrats appelés suffètes, qui, à leur tour, accomplissaient certaines fonctions particulières. Ces mouvements n'ont plus lieu à Tunis; à leur place il s'en accomplit de tout différents. Les ministres de la République française envoient à Tunis un résident qui agit (ce qui veut dire en dernière analyse, qui se meut) autrement que les suffètes.

De même à Carthage, au temps d'Annibal, les mouvements accomplis par les langues des habitants étaient autres que ceux qui s'accomplissent aujourd'hui à Tunis. Les Carthaginois parlaient un dialecte phénicien, les Tunisiens parlent un dialecte arabe. De même enfin, les mouvements nécessaires pour bâtir les temples puniques étaient différents de ceux qu'il faut accomplir pour édifier des mosquées musulmanes. Ainsi toutes les trajectoires, accomplies autrefois par la société carthaginoise, se sont modifiées. Elles ne se retrouvent plus dans la société tunisienne. Nous disons pour cela que Carthage est morte. Mais si toutes les trajectoires sociales s'accomplissaient encore maintenant à Tunis, comme du temps de Scipion, Carthage serait encore vivante.

Bien entendu il ne faut pas l'identité absolue des mouvements. Tout change dans la nature. Mais il faut une ressemblance suffisante, pour qu'il n'y ait pas moyen de s'y tromper. En d'autres termes, si les formes sociales (politiques, juridiques, intellectuelles et artistiques) de l'ancienne nation carthaginoise ne se fussent pas trop modifiées, cette nation existerait encore; mais comme ces formes se sont modifiées entièrement, cette nation est morte.

II

Mais quelle est la mesure du changement nécessaire, pour qu'on soit en droit de déclarer qu'une ancienne forme est morte et qu'une nouvelle a vu le jour? Cette mesure n'existe pas. Elle reste toujours plus ou moins subjective à notre esprit.

Ici nous devons de nouveau chercher notre point d'appui dans la biologie.

Les dromathériums (1) de l'âge secondaire ne sont pas morts. Ils vivent encore dans leurs descendants, c'est-à-dire en nous. L'espèce dromathérium n'a jamais disparu, parce que cet animal n'a jamais cessé d'avoir une progéniture. Mais cette espèce s'est constamment modifiée et ses descendants, actuellement vivants (les hommes), ne ressemblent guère à ce que les dromathériums étaient à l'époque jurassique. Mais à quel moment les protomammifères se sont-ils modifiés suffisamment pour mériter le nom de marsupiaux? A quel moment les

(1) Ernest Haeckel appelle *dromathérium* un animal de la période jurassique qui était un protomammifère et qui est un de nos ancêtres en ligne directe. Voir son *Histoire de la création des Etres organisés*, p. 462. Paris, 1884, Reinwald, éditeur.

catarrhiniens (nous sautons plusieurs degrés de l'arbre généalogique de l'homme) ont-ils mérité de s'appeler anthropoïdes, les anthropoïdes, pithécanthropes, et ceux-ci hommes? Voilà ce qu'il est impossible de déterminer. La nature ne fait pas de sauts. Les êtres organisés forment une échelle ininterrompue de la monère jusqu'à l'homme. Mais c'est nous qui en marquons les degrés. Il a plu à Réaumur de diviser toutes les températures possibles entre la glace fondante et l'eau bouillante en 80 degrés; il a plu à Celsius de les diviser en 100. Mais les divisions de Réaumur, comme celles de Celsius, sont des produits de leur esprit. Elles n'ont pas de réalité objective. De même les 22 degrés, établis par Haeckel entre la monère et l'homme, sont subjectifs à ce naturaliste et nullement correspondants à quelque réalité externe, Haeckel aurait pu tout aussi bien établir 220 ou 2.220 degrés. La limite de l'espèce n'existe pas en dehors de notre esprit. La nature donne une toile sans fin. C'est nous qui la divisons selon nos idées.

Il en est en sociologie exactement comme en biologie.

De même que les dromathériums n'ont jamais cessé d'avoir une progéniture, les anciens Romains, par exemple, n'ont jamais cessé de faire des enfants. Mais les institutions et la culture des Romains se sont modifiées constamment, et la civilisation actuelle de l'Italie ne ressemble plus tout à fait à la civilisation romaine. Rome et l'Italie moderne sont-elles deux nations différentes ou une même nation? Cela dépend du point de vue subjectif. Aux yeux des uns les différences entre l'Italie moderne et la Rome antique peuvent sembler assez considérables pour motiver la séparation; aux yeux des autres, elles peuvent paraître trop faibles pour exclure l'unité. Il n'y a pas plus de criterium scientifique pour scinder les nations que pour scinder les espèces. La limite des nations dans le temps sera toujours impossible à déterminer, parce qu'elle est subjective. Et justement parce que ces limites sont impossibles à poser, on tombe dans la contradiction que nous avons signalée au commencement de ce travail.

Après les Romains parlons des Grecs. Les Hellènes du temps de Périclès et ceux de nos jours forment-ils une seule nation ou deux nations différentes?

C'est aussi une affaire d'appréciation personnelle, dans une très forte mesure.

On pourrait peut-être indiquer un criterium un peu plus objectif en cette matière. Nous l'avons signalé dans notre *Conscience et volonté sociales* : c'est le sentiment. Si une nation *se sent* solidaire de ses ancêtres, on n'est pas en droit de dire qu'il y a organisme nouveau; si la solidarité n'est pas ressentie, c'est que la scission définitive s'est opérée entre le passé et le présent et qu'il s'est formée une nation nouvelle. Certes les Tunisiens modernes ne se sentent pas Carthaginois. Donc Tunis et Carthage font deux nations séparées. Bien certainement ce criterium a une certaine valeur. Cependant il n'est pas absolu. Les hommes peuvent sentir une chose un jour et une autre le lendemain. Ainsi nous voyons poindre au Mexique un certain engouement pour les anciennes races américaines. Les Mexicains qui, à un certain moment,

ont pu se sentir Espagnols et ont pu repousser avec horreur et mépris toute solidarité avec les Aztèques barbares et cruels; les Mexicains pourront, à un autre moment, ne plus se sentir solidaires de l'Espagne, mais des anciens autochtones de l'Amérique précolombienne.

Il faut donc nous résoudre à voir la nature telle qu'elle est, c'est-à-dire comme une arène de tourbillons perpétuels. Il faut renoncer à poser des limites exactes dans la vie des sociétés. Cependant, comme dit très bien M. Vilfredo Pareto, parce qu'il est impossible de dire à quel moment précis commence la vieillesse et finit la jeunesse, il ne s'ensuit pas que ni l'une ni l'autre ne soient des réalités objectives. On ne peut pas déterminer aussi, d'une façon mathématique, à quel jour les anthropoïdes sont devenus des hommes. Cela n'empêche pas, cependant, que nous ne ressemblions plus guère à nos ancêtres simiens. Au bout d'une longue période, les différences morphologiques, en s'accumulant, deviennent absolument incontestables. De même dans les sociétés. Nous pouvons prédire à coup sûr que, dans cinquante ou soixante siècles, il n'y aura plus ni Français, ni Allemands, ni Italiens, ni Russes, mais des nations nouvelles, parce que les différences qui sépareront ces nations de celles de nos jours seront devenues énormes.

III

Abordons maintenant la question à un autre point de vue. Pourquoi les *formes* vivantes ne peuvent-elles pas être éternelles? En d'autres termes, d'où viennent la vieillesse et la mort des individus tant biologiques que sociaux?

Le problème de l'arrêt de croissance et de la décrépitude a toujours beaucoup intéressé les biologistes. Bien entendu, si nous pouvions savoir, d'une façon positive, pourquoi les individus biologiques vieillissent et meurent, nous pourrions comprendre immédiatement pourquoi les sociétés tombent en décadence.

Voyons donc ce que nous apprennent les naturalistes.

M. F Le Dantec a traité récemment la question de la vieillesse dans un petit volume intitulé : *l'Individualité ou l'erreur individualiste* (1). Il y résume les recherches de ses devanciers et les condense sous forme de formules mathématiques fort élégantes. Il met très nettement en évidence que la vie est un ensemble de réactions chimiques, que l'être vivant opère sur les substances fournies par le milieu extérieur. Mais ces réactions ne peuvent pas s'opérer sans laisser un résidu inassimilable dont l'accumulation produirait, à la longue, des troubles dans le fonctionnement normal qui auraient pour résultat la vieillesse d'abord, la mort en dernier lieu.

D'autre part, les cellules vivantes élaborent une série de substances qui servent d'outillage à l'organisme, comme le bois des arbres, les coquilles des mollusques et les os des animaux: « Le corps des verté-

(1) Paris, 1898. Félix Alcan, éditeur.

brés ne peut plus croître, dit M. Y. Delage (1), quand ses cartilages ont été entièrement envahis par l'ossification et l'arrêt du squelette entraîne l'arrêt des muscles dont l'excitation fonctionnelle tomberait vite à zéro s'ils s'accroissaient au delà de ce qu'exigent les segments osseux à mouvoir; il en est de même des autres tissus ».

Un navire, pour flotter sur l'eau, doit contenir un certain poids dans sa quille. S'il est trop peu chargé, il peut chavirer; s'il l'est trop, il peut couler à fond. De même l'organisme vivant, pour prospérer, doit constamment emmagasiner des substances extérieures, mais rejeter aussi au dehors tout son lest inutile. Dès que cette faculté diminue, l'adaptation au milieu devient insuffisante. C'est le commencement de la décomposition. Un degré de plus et l'échange normal entre le dedans et le dehors devient encore moins satisfaisant; alors une rupture d'équilibre se produit. Cette rupture c'est la mort.

L'excès d'ossification, dont parle M. Delage, peut être envisagé comme une accumulation trop grande de résidus, ayant pour résultat une rupture d'équilibre entre l'organisme et le milieu, c'est-à-dire la mort.

On observe aussi des cas d'ossification sociale, s'il est permis de s'exprimer ainsi.

A Florence, par exemple, beaucoup d'édifices privés datent encore du XIVe siècle. Ils sont bâtis d'une façon si admirable et en matériaux si excellents qu'ils pourront subsister encore des centaines d'années. Seulement ils ne correspondent plus aux besoins de notre temps. Mais, comme ils sont très solides et très beaux, on ne se décide pas à les démolir. Alors, dans une certaine mesure, ils deviennent une gêne pour la population. De nos jours, la vie reste un peu archaïque à Florence (2). Cela tient, certainement, en partie, aux édifices du moyen âge. Leur masse semble comme peser sur les Florentins et les empêcher de vivre de la vie contemporaine.

Mais les résidus de l'ordre intellectuel jouent un rôle encore plus important que les ossifications de l'ordre économique et matériel.

Quand une civilisation brillante, prolongée pendant des siècles, a entassé un grand nombre de chefs-d'œuvre dans tous les genres, les hommes sont portés quelquefois à se consacrer trop à l'étude du passé. Cela peut leur laisser trop peu de temps pour les recherches originales et leur enlever le courage de créer des formes artistiques nouvelles. Alors le progrès de la civilisation se ralentit. La société tombe dans une espèce de caducité, justement parce qu'elle est moins imprégnée des idées des vivants que des idées des morts. Il se produit alors comme une inaptitude à s'adapter aux besoins du jour qui amène d'abord un dépérissement mental, puis, à la longue, un dépérissement économique.

Le conservatisme à outrance a pour conséquence inévitable la

(1) *L'Hérédité*, p. 770, Paris 1895. Schleicher frères éditeurs.

(2) Par exemple, il semblerait que le soir, pour respirer de l'air, toute la population devrait se porter sur les charmants quais de l'Arno. Il n'en est rien. Ils deviennent complètement solitaires à partir du coucher du soleil.

décomposition sociale. La vie est une continuelle adaptation au milieu ambiant. Comme ce milieu change constamment, si l'organisme n'est pas assez plastique, s'il ne se modifie pas en même temps que les conditions extérieures, un jour arrive où la concordance entre l'organisme et le milieu n'est plus suffisante ; et, ce jour, la mort se produit.

Mais à quel moment et pour quelles raisons les forces conservatrices l'emportent sur les forces progressives ? Voilà ce qu'il est impossible d'expliquer. Les biologistes disent que l'accumulation des substances inertes produit la vieillesse. C'est parfait. Mais pourquoi l'organisme peut-il se débarrasser complètement de ces substances inertes pendant une période de la vie (la jeunesse) et pourquoi ne peut-il plus s'en débarrasser complètement pendant une autre ? « Pourquoi, dit M. Delage (1), une cellule ne peut-elle recevoir de la force et rendre du travail sans modifier sa substance ou en parcourant, dans ses changements, un cycle fermé qui la ramène exactement au point de départ ? C'est demander en quoi l'organisme vivant diffère de l'appareil mort. *Nous ne pouvons pas aller jusqu'au bout de l'explication de la mort, parce que nous n'allons pas jusqu'au bout de l'explication de la vie.* »

Pourquoi l'empire romain s'est-il dissout, par exemple ?

On dit, entre autres, que les chefs barbares, qui ont dirigé ses destinées à certains moments, étaient d'une grande ignorance. Ils n'étaient pas capables de se former une représentation de l'empire dans son unité intégrale. Par conséquent, ils ne pouvaient pas tenir à le conserver dans cette unité. C'est fort bien. Mais il est clair que les chefs barbares avaient la possibilité d'acquérir cette représentation. Qu'est-ce qui empêchait Clovis d'apprendre la géographie romaine comme Stilicon ?

De plus, quelle nécessité d'un Clovis ? Pourquoi les Romains pouvaient-ils recruter des légions innombrables au temps de Sylla et ne pouvaient-ils plus en recruter du temps d'Honorius ? On dit que les Romains au v[e] siècle de notre ère avaient horreur du métier de soldat. Mais pourquoi n'avaient-ils pas cette horreur au temps de Marius ? Toutes ces questions restent sans réponse. On peut facilement comprendre comment les sociétés s'accroissent et se développent, mais la raison véritable de la vieillesse et de la mort reste, jusqu'à nouvel ordre, aussi inexplicable en sociologie qu'en biologie.

On voit que la mort des sociétés se ramène en définitive à des transformations de types sociaux. Par conséquent, toute mort a pour corollaire une naissance. Un type ancien se déforme, mais par cela même, un type nouveau doit se former.

La Chine paraît une nation vieille par excellence. Cependant elle commence à être envahie par des courants européens. Dans quelques siècles d'ici, elle aura pu avoir abandonné complètement son type antérieur de civilisation pour en adopter un nouveau. Dans ce cas, la

(1) *Op. cit.*, p. 771.

Chine sera redevenue une nation jeune. En un mot, une renaissance se dessine à chaque irruption d'un flot considérable d'idées nouvelles venant du dehors. Si l'empire de Chine était seul sur notre planète, son rajeunissement serait plus difficile. Mais cette société étant entourée d'autres, qui lui ressemblent peu, son rajeunissement peut être accéléré.

Cependant les transformations sociales, si rapides qu'elles soient, ne peuvent pas être soudaines. Elles s'étendent toujours sur plus d'une génération. Les hommes vivants voient seulement de petites modifications partielles, non les transformations générales qui proviennent de la totalisation de ces modifications partielles pendant un long espace de temps. Nous percevons maintenant que les Italiens ne sont pas des Romains ; mais à aucune époque de leur histoire, les Italiens ne se sont aperçus du moment où ils ont cessé d'être des Romains. De là vient que l'opinion qu'on se forme sur la phase dans laquelle se trouve une nation à un moment donné est, en grande partie, subjective. La Restauration nous fait maintenant l'effet d'une période jeune. Mais Chateaubriand et de Sénancour pouvaient voir les choses d'une façon tout autre. On peut considérer aujourd'hui les Italiens comme une nation jeune puisque, depuis 1859, ils ont commencé une existence différente de celle de la période antérieure. Mais, à un autre point de vue, on peut les considérer aussi comme une nation arrivée à un âge fort avancé.

La conclusion est que quand une nation se sent jeune, elle est jeune; quand elle se sent vieille, elle est vieille. Dans ce cas, comme dans tous les autres, les phénomènes sociaux se ramènent à des phénomènes psychiques.

Mais pourquoi une nation se sent-elle jeune à un certain moment et vieille à un certain autre ? Cela dépend de l'ensemble des événements historiques. Si un concours de circonstances heureuses amène une explosion d'idées libérales et progressistes, il se produit une période de renouveau, d'exubérance et de vigueur. Telle a été la situation de l'Europe vers 1860. Dans ces moments fortunés tous les cœurs s'ouvrent à l'espérance. Alors les sociétés se sentent jeunes parce qu'elles le deviennent en réalité, car les transformations sociales sont justement rapides dans les périodes progressistes. Si, au contraire, les conjonctures historiques amènent une recrudescence de courants réactionnaires (comme au jour où nous vivons), les hommes deviennent pessimistes et les nations se sentent vieilles. Tout cela confirme cette vérité banale en biologie comme en sociologie, que l'état d'un organisme dépend du milieu extérieur.

Que demain notre accablant militarisme soit vaincu, que la justice internationale remplace l'odieuse anarchie actuelle, les esprits renaîtront à l'espérance. Tout sentiment de dépression disparaîtra. Les sociétés civilisées se sentiront de nouveau pleines de sève, de jeunesse et d'entrain.

L'étude exacte des faits ouvre donc une grande porte à l'optimisme. Il suffira aux Européens de vouloir être jeunes pour le devenir.

Dans tout cet article, nous avons parlé de la mort naturelle des sociétés. Mais, bien entendu, elles peuvent aussi mourir de mort violente. S'il se produisait quelque cataclysme violent sur notre planète, toutes pourraient avoir ce sort. Mais il n'y pas que des cataclysmes géologiques, il y en a aussi de sociaux. L'histoire donne quelques exemples de sociétés qui ont été détruites jusqu'au dernier homme. Tel a été le cas de quelques tribus de Peaux-Rouges dans l'Amérique du nord, des Tasmaniens en Australie.

Dans les cas de mort violente, il n'y a pas seulement destruction d'un type social, il y a aussi destruction d'un type vivant. C'est alors un phénomène biologique qui vient se combiner avec un phénomène social. C'est pour ainsi dire, comme un mort à deux degrés.

J. NOVICOW.

L'ÉCOLE ET L'APPRENTISSAGE

DE LA DOCILITÉ

On ne juge de la qualité d'un système d'éducation que sur sa conformité plus ou moins grande à l'idéal social dont on voudrait hâter l'avènement. C'est dire qu'un conservateur n'assignera pas à l'Ecole le même but qu'un révolutionnaire. Sans doute, si beaucoup de conservateurs maintiennent l'Ecole telle qu'elle est aujourd'hui, ce n'est pas *pour* rendre la société plus capable de résister, demain encore, à ses « ennemis ». Beaucoup ne sont pas conscients de la relation intime qui existe entre leur intérêts de *classés* et leurs idées sur l'enseignement. Il suffit de ne rien vouloir et l'on est conservateur. Mais cette relation intime n'en existe pas moins.

M. A. Fouillée — très conscient, lui, bien entendu, — dit quelque part, dans son ouvrage intitulé : *L'enseignement au point de vue national* (paru en 1891, Hachette, éditeur) : — « Quelle doit être, par rapport à la population entière « d'une contrée, l'étendue de l'enseignement classique et vraiment libéral, « c'est-à-dire le nombre d'individus auxquels il est nécessaire de le fournir ? — « Ce sont, d'une manière générale, ceux qui, par leur fortune ou par leur pro- « fession feront partie de la classe dirigeante. »

Disons tout de suite que selon M. Fouillée, seul l'enseignement classique peut former des esprits vraiment élevés et désintéressés.

Plus loin, l'auteur ajoute :

« Au point de vue moral et civique, l'instruction primaire doit être aussi « fortement organisée que l'instruction secondaire. Sous ce rapport, en effet, « elle a autant de valeur et d'importance, puisque c'est le peuple qui vote, « qui choisit ses représentants et exerce en somme la souveraineté. Mais, « sous le rapport littéraire, artistique et scientifique, il est clair qu'on ne sau- « rait assimiler l'enseignement primaire au secondaire : à l'école il suffit « d'ouvrir les esprits et de les rendre capables de *recevoir* les meilleures « influences littéraires, artistiques, scientifiques, philosophiques ; au lycée « ou au collège il faut préparer non plus des « récepteurs », mais des produc- « teurs, des initiateurs, des créateurs même. — Si donc vous abaissez le « niveau de l'enseignement secondaire, vous stériliserez la partie productrice « et créatrice de la nation. »

Donc, ce sont les esprits « récepteurs » qui exercent effectivement la souveraineté. Voilà qui explique bien des choses.

M. Fouillée dit ailleurs : « L'idéal de l'éducation féminine, au point de vue « purement intellectuel, littéraire et scientifique, — nous ne disons pas au point « de vue moral, — c'est d'avoir, pour ainsi dire, un grand nombre de pla-

« nètes bien éclairées d'une lumière d'emprunt ; l'idéal de l'éducation virile « serait de faire le plus de soleils possible, petits ou grands. »

Il n'est pas nécessaire, autrement dit, que les femmes aient une vie intellectuelle, car il y a des astres morts qui sont d'excellentes planètes. Non seulement la femme doit suivre son mari, mais elle doit, de plus, le réfleter.

Citons encore le passage suivant :

« Quant à l'économie politique..... elle seule peut empêcher l'enfant, devenu « homme, de se fier aux rêveries des utopistes. » (Par « utopistes » l'auteur entend : socialistes.)

Et voilà pourquoi M. Fouillée trouve si utile l'enseignement des sciences sociales. Le peuple peut jouer au souverain, les jours de vote : c'est toujours la classe dirigeante qui fait les élections.

On voit aussi sur quoi repose la distinction essentielle faite entre l'enseignement primaire et le secondaire. C'est qu'il faut former, d'une part, des dirigeants, et, de l'autre, des « récepteurs », électeurs dociles.

Un autre philosophe dit quelque part : « Si nous développons le sentiment « du beau chez les enfants du peuple, ne prendront-ils pas en dégoût la « réalité ? »

Et pour cette raison, il voudrait qu'on n'accordât pas, dans les écoles primaires, une trop grande importance à l'éducation esthétique.

M. Fouillée ne veut pas que l'enseignement primaire forme des esprits élevés et désintéressés; certains philanthropes craignent que la contemplation du beau n'améliore trop les générations nouvelles ; et tous les dirigeants entendent bien, sans le dire, que la mission de l'Ecole est de maintenir l'Actuel en le *justifiant*.

∴

« Il faut opter, dit Rousseau, entre faire un homme ou un citoyen ; car on « ne peut faire à la fois l'un et l'autre. »

Cette incompatibilité nous paraît manifeste.

Eh bien ! nous voudrions que l'Ecole fît des hommes et non pas des citoyens qui se laisseraient sans résistance ranger dans les compartiments de l'Ordre d'où ils n'auraient bientôt plus la force de sortir. On pourrait dire en gros que le citoyen est celui qui donne à son activité exactement la forme fatidique qu'ont définie ses aînés ; celui qui contient toute sa vie dans l'un des moules déjà faits que la Société lui présente. L'homme libre sera celui qui se contente de sa propre approbation pour suivre l'impulsion spontanée partie du fond de sa sensibilité.

En provoquant l'enthousiasme des enfants nous ne serons pas retenus par la crainte d'en faire des déclassés, des révoltés. Car si une libre adaptation n'est pas possible de l'individu au milieu social où il devra vivre, nous devons davantage craindre de déformer selon des modèles surannés la pensée vivante et fragile des êtres nouveaux, que de préparer la destruction de ces modèles eux-mêmes.

Quant à la distinction que l'on fait entre les trois enseignements primaire, secondaire et supérieur, elle ne s'impose d'aucune façon à notre esprit. Nous n'avons pas non plus pour idéal de faire de la femme la *planète* de l'homme. Avant tout, pensons-nous, l'Ecole devrait s'appliquer à ne pas diminuer la vie intellectuelle et physique de l'enfant. Et si telle méthode d'éducation doit accroître cette vie, la rendre plus profonde et plus heureuse, nous pense-

rons qu'elle est bonne pour le futur paysan comme pour le futur historien, et bonne aussi pour celles qui seront plus tard leurs compagnes. Car la question n'est pas de savoir si la jeune fille peut supporter la fatigue cérébrale aussi bien que le jeune homme. Peut-on instruire les écoliers beaucoup *mieux* qu'on ne le fait aujourd'hui, et, cela, sans produire sur leur santé, — sur la santé des plus faibles, voulons-nous dire, — l'effet pernicieux dons nous avons tous plus ou moins souffert? Voilà qui est certes plus utile à élucider.

Qu'à l'école l'enfant vive dans la joie; qu'il trouve là, dès la première heure, du plaisir à se servir de ses sens et de sa raison. Il faut qu'il soit émerveillé; il faut qu'il le soit chaque jour. — « Le malheur, dit Ruskin, est « fait d'envie : quiconque admire de tout son cœur n'envie pas. Le malheur « est fait de regrets : en admirant on oublie; de rancunes : en admirant on « pardonne; de doutes : en admirant on croit. Le sentiment de l'admira- « tion en même temps qu'il est la dernière et suprême nécessité pour une « vie esthétique, demeure le remède du mal social. »

Oui, l'admiration est bien le grand remède, puisque la révolte contre l'injuste, le faux et le laid est de l'admiration encore.

Mais, dira-t-on, il ne s'agit pas tant d'enthousiasmer la jeunesse que de l'instruire. Oui, nous savons bien : les enfants ne sont pas ici-bas pour s'amuser; ils n'ont pas de temps à perdre; l'atelier et le bureau les attendent. La question est donc de savoir si dans la nature et dans l'héritage de tous ceux qui depuis des siècles ont travaillé, — un peu pour nous, en somme, — si l'éducateur, le frère aîné, trouvera assez de choses belles pour enthousiasmer et *quand même* instruire durant huit ou dix ans les écoliers qu'on lui confie. Où est le cuistre qui à cela répondra non? Aucun n'osera. Eh bien, le fait est qu'en sortant de l'école, le jeune homme et la jeune fille sont fatigués, dégoûtés. M. Rémy de Gourmont disait récemment : « Le « travail intellectuel est imposé à tous sous une forme presque de châti- « ment, pendant six ans, dix ans, quinze ans; les écoles ont des airs d'asiles; « les collèges des aspects de prison : leur temps fini les jeunes gens se « libèrent d'abord de toute inquiétude cérébrale. »

Les plus heureux se disent : « Je vais maintenant penser moi-même. » Quelques-uns regrettent tel de leurs maîtres *parce qu'il ne faisait pas comme les autres*. Mais c'est tout.

Et c'eût été si facile de les émerveiller, ces enfants! Quelles exclamations de joie ils poussent lorsque, dans la salle complètement obscure, le maître produit tout à coup de belles flammes rouges, vertes, bleues ou blanches! N'allons-nous pas tous, certains soirs, regarder les feux d'artifice? Et pourquoi ne pas montrer à des bambins de 9 ou 10 ans de belles lumières? Le lendemain ils reviendraient à l'école avec joie. C'est beau, la lumière, et utile.

— Ah! nous tous qui avons appris à nos jeunes élèves la « règle du participe passé », la « Querelle des Investitures », les « affluents de l'Amazone » ou la « règle de trois », nous devrions aller leur demander pardon; pardon pour le bonheur que nous ne leur avons pas procuré et pour celui que nous leur avons pris.

∴

Pour que les enfants aient la joie, il faut qu'ils aient la santé.

Aujourd'hui les écoles sont des locaux fermés où, dès l'âge de 8 ou 9 ans, restent assis, cinq ou six heures par jour, les mioches de la race. Ils ne

bougent guère, retenus par cet ordre souvent répété : « Restez tranquilles. » Silencieux, ils écoutent un de leurs camarades réciter sa leçon, ou le maître qui explique le nouveau chapitre à apprendre. C'est affreux le silence qui règne dans certaines salles d'école.

Mais soyons justes. A la fin du XIXe siècle tout le monde est libéral ; et depuis bien des années déjà les écoliers ont des récréations : un repos de dix minutes entre deux leçons consécutives ; ou bien, s'il n'y a qu'une récréation au milieu de la matinée, elle est de vingt minutes. Et puis, chaque semaine, il y a deux ou trois après-midi où l'enfant est libre.

Soyons encore plus justes. Les écoliers sont encore assis à la maison, lorsqu'ils préparent leurs *devoirs*, car, à l'époque des « trois-huit » il y a beaucoup de pédagogues qui trouvent qu'un enfant de 11 ans travaille trop peu s'il ne travaille que six heures par jour. Il paraît qu'avec trente heures par semaine, durant huit ou dix ans, on ne peut donner à l'enfant l'instruction qu'il faut pour mériter le baccalauréat. Vous alléguez, Monsieur, que le travail fait en classe n'est pas du travail *personnel*, que ce n'est pas du travail utile ?... Ah ! vous nous en direz tant !

Oui, il y a des pères et des mères qui veillent à ce que leurs enfants n'aillent pas se coucher avant d'avoir achevé toutes leurs *tâches*, à moins que ceux-ci, écoliers trop zélés, ne se fatiguent librement aux stupides besognes qu'on leur a conseillées.

En somme, on peut dire que les petits écoliers modernes, même les plus jeunes, restent assis chaque jour aussi longtemps que des *ronds-de-cuir*. Davantage, car un rond-de-cuir, même en présence de son chef de bureau, peut de temps en temps s'étirer, se lever, faire bruyamment : Hum ! et appliquer une vigoureuse claque sur l'omoplate de son voisin. Tout cela ranime la respiration mourante. Aux écoliers on dit : « Restez tranquilles ! » Et les bons maîtres sont ceux qui savent se faire obéir. Il y a bien chaque semaine, deux maigres leçons de gymnastique ; mais, dans ces leçons encore, le maître, lorsqu'il consent à ne pas parler la langue des caporaux et des lieutenants, dit à ceux qui bougent : « Restez tranquilles ! »

Dans certains pays où l'instruction est obligatoire, les enfants doivent savoir lire et écrire à 7 ans. Et l'on voit parfois dans des coins trop sombres, le dos ployé, les genoux près du menton, de pauvres petits êtres qui lisent d'ineptes histoires, parce que avec plus ou moins de douceur on leur a inculqué le goût de la lecture. Lentement, sans qu'on s'en aperçoive, quelques-uns commencent déjà à mourir, sur des livres. Avec la misère, c'est l'école qui a produit l'anatomie du civilisé moderne.

Herbert Spencer voudrait qu'on fît d'abord de l'enfant un *bel animal*. Rousseau disait déjà : « Qu'il soit toujours en mouvement ; qu'il soit homme par « la vigueur et bientôt il le sera par la raison. » Et tout récemment, Guyau ajoutait : « Ce qu'on peut toujours développer sans inconvénient chez un « enfant, à quelque sexe qu'il appartienne, ce sont les forces du corps, la « santé physique étant, en tout état de cause, un bien désirable. »

Mais les responsables de l'école actuelle sont des libéraux. De temps en temps ils accordent une petite réforme et cette tactique leur permet de répondre à ceux qui protestent : « Vous exagérez ! »

Et puis le malheur est que l'entente se fait sur des termes trop généraux. Par exemple, « être pour le Progrès », cela n'engage à rien. Nous sommes tous pour le Progrès, — dans un sens ou dans l'autre. Ceux qui disent : « Je veux lutter contre le mal » et qui s'en tiennent à cet énoncé noble et fade sont des farceurs. Peut-on prendre au sérieux des pédagogues qui, sans préciser, répètent que l'instruction n'est rien sans l'éducation ?

Eh bien! il ne suffit pas de dire que la santé physique est un bien toujours désirable. Qui voudrait prétendre le contraire? Rousseau, lui, précise; aussi a-t-il beaucoup d'adversaires. Il dit que la lecture est le fléau de l'enfance. Nous sommes absolument de cet avis, mais nous penserions n'avoir rien dit du tout, si nous n'ajoutions pas : Que l'enfant n'apprenne pas à lire avant l'âge de dix ou onze ans. Qu'il attende même parfois une année ou deux de plus. S'il n'est pas de ceux qui seront pris très jeunes par le travail des champs ou de l'usine, ce retard n'aura pour lui qu'un excellent effet.

* * *

D'abord, ne sachant pas lire, l'enfant se portera mieux. Il ne s'accoudera pas, des heures, sur des histoires plus ou moins ineptes. Son besoin d'activité lui conseillera toutes sortes de travaux ou de jeux où il sera en mouvement; car, en somme, lire est la seule occupation où le corps reste complètement immobile. Par les magnifiques journées où nous sentons comme une vie étrangère, plus puissante que la nôtre, nous envahir, le maître dit-il à ses jeunes élèves : « Sortons! Allons courir au soleil, à la campagne? » Non. Au « tableau des leçons », il est indiqué peut-être : *Grammaire*, *Histoire* et l'on ne badine pas avec ceux qui révoquent.

Lequel d'entre nous croit pouvoir donner la leçon de grammaire qui ferait *plus de bien* à des écoliers de douze ou treize ans qu'une promenade d'une heure dans la solitude des champs?

Citons encore Rousseau : « Nos premiers maîtres de philosophie sont nos « pieds, nos mains, nos yeux. Substituer des livres à tout cela, ce n'est pas « nous apprendre à raisonner, c'est nous apprendre à nous servir de la raison « d'autrui; c'est nous apprendre à beaucoup croire et à ne jamais rien « savoir »... « C'est la bonne constitution du corps qui rend les opérations « de l'esprit faciles et sûres. » L'admirable écrivain indique différents jeux où l'enfant apprendrait à se servir de ses sens et de ses membres. Ainsi, il se développerait dans la joie et, insensiblement, des notions fondamentales très précises se formeraient dans son esprit.

Dans les livres, il n'y a que des mots, or «*c'est un très grand inconvénient que l'enfant ait plus de mots que d'idées, qu'il sache dire plus de choses qu'il n'en peut penser*». On prétend que, apprendre des mots par cœur, cela fortifie la mémoire, ce qui est parfaitement faux. Le fait est, que dans ses mouvements, dans ses observations, dans ses inductions, dans les efforts qu'il fait pour résoudre un problème, dans ses erreurs, *l'enfant est lui-même.* Quand il court, c'est avec ses propres jambes, c'est avec ses propres yeux qu'il voit, avec sa propre curiosité qu'il questionne; mais ce n'est d'ordinaire pas, ce n'est presque jamais sa propre pensée qu'il exprime, lorsqu'il prononce une phrase qu'il a lue dans un livre. Dans ses premières leçons de lecture, l'écolier est absolument passif; il est complètement à la merci de celui qui lui enseigne les lettres, puis des mots nouveaux, jamais entendus. Dans les écoles actuelles, en apprenant à lire, l'enfant apprend à imiter docilement. En songeant à l'affreux verbiage que ses maîtres exigent de lui, nous serions presque tentés de dire que le *mot* est un instrument pour grandes personnes; que, trop jeune, l'enfant ne peut pas être impressionné par la riche réalité contenue dans ce signe abstrait. — Donc empêcher l'enfant de parler?

Mais non! mais non! mais non! Qu'il parle, qu'il bavarde, qu'il crie; seulement que son vocabulaire soit le sien, — pauvre et clair.

*
* *

Jadis, dans leur lutte contre le cléricalisme, certains partis politiques mirent dans leurs programmes l'*instruction obligatoire*. Et il y eut bien des hommes qui crurent sincèrement qu'on préparait des citoyens éclairés et libres, en obligeant tous les enfants à savoir lire et écrire *dès l'âge de sept ou huit ans*. On sait aujourd'hui que cette condition n'est pas suffisante. Nous prétendons même qu'elle n'est pas nécessaire. Il ne faut pas confondre ces deux choses très différentes : fortifier son esprit et lire un certain nombre de manuels. Notre but n'est pas de combattre seulement le cléricalisme et de former des électeurs capables de lire quotidiennement un journal politique. Et si l'on nous objecte qu'il est en tous cas excellent de savoir lire et écrire, nous répondrons que nous sommes de cet avis, mais qu'il ne s'ensuit pas que dans les pays, par exemple, où l'enfant doit aller à l'école jusqu'à l'âge de quinze ans, on doit absolument lui apprendre à lire avant sa onzième année.

Qu'enseignera-t-on alors à l'écolier pour commencer?

Pour commencer, il apprendra à marcher, à courir, à sauter. De quotidiennes promenades fortifieront sa santé et l'on imaginera sans peine des jeux attrayants qui le rendront agile. En jouant, il acquerra des notions importantes sur les grandeurs, sur les directions, sur les rapports numériques des choses. Sans ennui, il apprendra à mesurer, à compter, à comparer. Il verra et il entendra mieux; il comparera vite, sans trop d'erreur, deux sons, deux couleurs, deux forces, deux distances. Et ne pourra-t-on pas le préparer insensiblement à comprendre ce qu'on lui dira plus tard sur l'*énergie?* Et puis l'enfant chantera. Et il dessinera.

Voici ce que dit le précepteur d'Emile sur la manière dont il entendra l'enseignement du dessin :

— « Je commencerai par tracer un homme comme les laquais les tracent « contre les murs; une barre pour chaque bras, une barre pour chaque « jambe, et les doigts plus gros que le bras. Bien longtemps après, nous « nous apercevrons l'un ou l'autre de cette disproportion; nous remarque- « rons qu'une jambe a de l'épaisseur; que cette épaisseur n'est pas partout « la même; que le bras a sa longueur déterminée par rapport au corps, etc. « Dans ce progrès, je marcherai tout au plus à côté de lui, ou je le devan- « cerai de si peu qu'il lui sera toujours aisé de m'atteindre et souvent de « me surpasser. »

Dans le passage ci-dessus est déjà indiquée la méthode que nous préconiserons plus loin dans toute sa généralité. Tout à l'heure, nous voulions dire que, bien avant l'âge où il entend un professeur lui répéter chaque semaine: « Voici un théorème tout à fait nouveau pour vous ; je vais le démontrer. » que bien avant, disons-nous, l'enfant pourrait acquérir (et souvent acquiert) des notions importantes de géométrie ou de mécanique. De même ici, nous approuvons le maître qui ne commence pas par dire à son élève : « Copiez cela ! mais qui, pour commencer, lui laisse faire de l'incomplet, de l'imparfait, — librement.

Avant d'apprendre à lire, l'écolier que nous imaginons fera autre chose encore que de la gymnastique et du dessin. Nous voudrions qu'il apprît à se servir d'un couteau, d'une lime et d'autres outils encore; qu'il construisît toutes sortes d'objets en bois, en carton ou en métal. Et il n'y aurait pas d'inconvénient à ce que ces objets fussent utiles. Que l'enfant devienne capable de se passer des autres et capable aussi de les aider quelquefois. Et

puis, n'est-ce pas, il ne s'ennuierait guère en taillant un bateau ou en construisant une balance? Sans doute, on commence à parler un peu partout des travaux manuels et ces travaux figurent dans plus d'un programme d'école. Mais combien plus d'importance n'attache-t-on pas à la grammaire et à l'histoire qu'à ces exercices des mains et des yeux! Que l'enfant développe son corps et ses sens *chaque jour,* et non pas seulement durant une heure ou deux chaque semaine. Quant à la grammaire et à l'histoire, qu'il les ignore encore longtemps. Peut-être n'est-ce que par nos façons de souligner l'importance des choses que nous différons les uns des autres. Que sait aujourd'hui un écolier qui aura demain onze ans? Il sait lire et écrire, ce qui est souvent fort regrettable. Comme la plupart de ses camarades, il calcule assez mal, et encore faut-il que ce soit durant la leçon d'arithmétique. Outre cela, il vous dira que Léonidas est mort aux Thermopyles et il croit bien se rappeler que Copenhague est dans le Danemark, à moins que ce ne soit en Suède. L'écolier de plus tard ignorera ces choses, mais il aura d'autres aptitudes. Pour le moment, nous voulons seulement prétendre qu'il saura comparer deux grandeurs.

Dans les écoles actuelles, avant de se familiariser avec les collections d'unités concrètes, l'enfant apprend les signes conventionnels par lesquels on les représente. On lui enseigne le *chiffre* avant de lui montrer le *nombre.* S'exerce-t-il, durant un an ou deux, à grouper de différentes manières les unités d'une collection ? Sans aucune peine il arriverait à comprendre les vérités fondamentales relatives à l'addition, la soustraction, la multiplication, la division des nombres entiers. Il acquerrait même assez vite quelques notions justes sur la racine carrée. Et il découvrirait bientôt que telle série d'opérations peut être équivalente à telle autre. Or avant qu'il sache ce qu'est une multiplication on lui fait apprendre par cœur le *livret,* c'est-à-dire qu'on exige de lui qu'il puisse dire instantanément le produit de deux nombres quelconques, lorsqu'ils sont tous deux au plus égaux à douze. Des pédagogues nous ont dit qu'à l'âge où l'enfant *doit* savoir diviser il est trop jeune encore pour comprendre la *théorie* de la division Il ne faut pas jouer sur ce mot *théorie.* L'enfant *doit-il savoir ce qu'il fait* quand il divise? Là est la question. On dit qu'il comprendra plus tard. Oui, plus tard, ou jamais. Les programmes supposent toujours que l'écolier connaît et comprend les chapitres étudiés précédemment. Quoi qu'il en soit le résultat est déplorable. Qu'on veuille bien se rappeler ces paroles significatives, entendues cent fois : « Moi, je n'ai jamais rien compris à l'arithmétique » — « Les mathématiques, ce n'est pas pour les jeunes filles » — « Il a la bosse des mathématiques, etc.

La bosse ! parce qu'il savait faire une addition de fractions et extraire une racine carrée. Il est vrai que souvent il faut être fortement constitué pour comprendre *quand même.* L'Ecole est parvenue à sortir, en quelque sorte, la mathématique de la vie, — ou réciproquement. Aujourd'hui, grâce à son enseignement, il faut une aptitude spéciale pour comprendre le nombre, comme si comparer, compter, mesurer, n'étaient pas parmi les opérations fondamentales de l'esprit. Le nombre est en nous, dans les choses, partout; et il n'y a pas à faire du domaine des nombres un univers à part, ouvert à quelques initiés seulement.

A la première page de certains manuels d'arithmétique on peut lire : « Les quatre opérations fondamentales sont : l'addition, la soustraction, la multiplication et la division. » Il y a donc quatre opérations fondamentales ? Il paraît que oui. Vraiment les enfants d'aujourd'hui sont heureux. Ils n'ont pas à refaire tous les tâtonnements qui ont précédé la découverte des méthodes rapides. On leur donne des manuels où il est dit : « *Pour diviser un premier*

nombre par un second, on place le second à la droite du premier, etc., etc. » La règle continue durant quinze ou seize lignes et indique à l'écolier la disposition la plus économique, la plus commode que puisse rêver un employé de banque. Pour chercher le nombre de fois que 37 est contenu dans 200, l'écolier n'a pas le droit de soustraire patiemment 37 de 200 jusqu'à impossibilité. Ce procédé serait enfantin. L'enfant ne doit pas être enfantin. On lui enseigne le procédé le plus perfectionné, le plus récent. Il connaît la division sous sa forme *parfaite*, désormais classique. Il s'habitue d'ailleurs très vite à cette division modèle ; si vite qu'il est complètement ahuri et ne comprend plus rien lorsqu'on modifie un tout petit peu l'*extérieur* de l'opération. Par exemple il ne saura pas diviser *à la manière des Anglais* (!) qui placent le diviseur à la gauche du dividende. Il est vrai que certains petits Anglais seraient très embarrassés de diviser *à la manière française.*

Rousseau disait : « La seule habitude qu'on doit laisser prendre à l'enfant, c'est de n'en contracter aucune ». Mais Rousseau est un écrivain de demain.

Qu'on nous permette d'insister encore sur ce point un peu spécial ; nous pourrons mieux faire comprendre ainsi le reproche que nous faisons à l'Ecole. Considérons ce problème simple, identique à beaucoup de ceux que nous avons tous résolus dans notre enfance :

« 15 mètres de draps coûtent 165 francs. Combien coûteraient 6 mètres? »

Si l'écolier ayant à résoudre ce problème commence par dire : « Je vais calculer le prix de 3 mètres », il y a trois chances sur quatre pour que l'instituteur l'interpelle vivement. Et si le malheureux disait: « Je vais calculer le prix de 30 mètres » le maître resterait complètement ahuri. Car le problème en question est une *règle de trois*. Or pour résoudre *une règle de trois*, il faut toujours *réduire à l'unité* (!) L'élève devait dire : « Je vais calculer le prix d'*un* mètre ». C'est que, avant tout, il faut être *pratique*. La réduction à l'*unité* est possible dans tous les cas, et de la sorte l'enfant, confiant, *passe par un*, machinalement, SANS PENSER. Nous avons fait l'expérience : les trois quarts des bons élèves que nous avons vus ignoraient qu'on pût souvent résoudre une règle de trois sans *passer par un*. Leur maître, par son injonction réitérée, les avait empêchés de comprendre. Il avait immobilisé leurs intelligences.

Un dernier mot là-dessus. Par la forme toujours la même qu'on donne à certains problèmes, par la disposition invariable qu'on adopte pour les calculs qu'ils nécessitent, on habitue l'enfant à reconnaître ces problèmes *à la mine*, de la même façon qu'il reconnaît de loin tel de ses camarades à la couleur de son pardessus. L'écolier sait-il que ce qui caractérise une règle de trois c'est la proportionnalité, directe ou inverse, des grandeurs qui interviennent dans le problème ? Pas souvent. Mais ce qu'il s'imagine presque toujours, c'est que dans toute règle de trois il y a *une barre horizontale* (!). Souvenons-nous. Ne retrouvons-nous pas cette barre au fond de notre mémoire ? Ce souvenir d'enfance ne s'effacera pas de sitôt. Eh ! bien, sachez, monsieur l'instituteur, qu'il y a des règles de trois *sans barre*.

Donc, parce que le maître aura rendu inséparable de telle question fondamentale l'une des multiples formes, — la plus parfaite, monsieur, — sous lesquelles on peut la poser, l'élève ne distinguera jamais ce qui est accidentel de ce qui est essentiel. Ce qui restera *parfait*, ce sera son ignorance, son imbécillité. Aujourd'hui, dans les pays où l'instruction est obligatoire, combien de personnes sont incapables de faire une division ! Celles qui peuvent extraire une racine carrée forment dans la classe des gens instruits une petite caste à part.

*
* *

Nous disions donc que les enfants de plus tard, de bientôt, comprendront beaucoup mieux ce qu'ils font lorsqu'ils effectueront quelque opération sur des nombres. C'est que, longtemps, durant une année ou deux peut-être, en considérant des séries de points noirs ou des collections de petits cailloux, ils se seront familiarisés avec le *nombre*. Ne pourra-t-on pas, par une intervention discrète s'il le faut, leur faire réinventer le *chiffre* ? Et même, de plus, le commencement de la numération décimale ? Ou, mieux encore, ne comprendront-ils pas vite que la huitaine, la neuvaine et la douzaine sont des groupes auxiliaires tout aussi admissibles que la dizaine ? Le maître, par de rares questions, pourra, en les embarrassant, leur montrer en quoi leur ingéniosité fut insuffisante. Et les petits, pas pressés, recommenceront à chercher. Si pour l'enfant, dix-neuf est ceci :

....

et qu'il représente cinq d'une manière analogue, il saura tout de suite voir combien de fois cinq est contenu dans dix-neuf. Mais surtout il comprendra la signification précise du *reste* d'une division lorsqu'il aura devant les yeux le tableau suivant :

..... | ..... | .....

Et il y a des pédagogues qui prétendent qu'il faut faire effectuer à l'enfant des divisions, qu'on lui expliquera quelques années plus tard ! Guyau dit dans son *Education et hérédité* : «.... Toute connaissance est une surchage pour « l'esprit et représente une dépense vaine de force toutes les fois qu'elle « n'est pas bien assimilée ».

Il est vrai que Guyau ajoute, quarante pages plus loin : « Remettre à plus « tard ce qui ne peut être entièrement compris aujourd'hui est un mauvais « calcul : plus tard il y aura tant à apprendre ! et surtout il faut y être pré- « paré ! »

Voilà ce qu'on appelle se contredire formellement. Mais nous nous en tiendrons à la première opinion émise ; car à ce que l'auteur ajoute on peut répondre : Il y a tant de choses utiles et compréhensibles à enseigner dès aujourd'hui ! L'écolier de demain, disions-nous, comprendra mieux parce longtemps les questions se seront posées à lui avant qu'on lui ait donné les *procédés* pour les résoudre ; parce qu'il aura lui-même d'abord imaginé des procédés gauches, *imparfaits* et qu'il les aura parfois lui-même perfectionnés. Si, par exemple, il ne voit pas que, pour commencer, on peut soustraire 70 fois 37 de 2812, pourquoi ne le laisserait-on pas soustraire d'abord 50 fois 37, puis 20 fois ?

Il sera plus intelligent parce qu'on ne lui aura pas dit : Il y a quatre opérations fondamentales, mais que, tout seul, dans un grand nombre de problèmes en apparence très dissemblables, il aura reconnu un très petit nombre de questions toujours les mêmes. Et puis on l'aura laissé libre de former lui-même ses catégories. Si, durant quelques années, il distingue deux sortes de divisions par exemple, ne fera-t-il pas mieux que les petits collégiens d'aujourd'hui qui repètent docilement qu'il y a quatre opérations fondamentales ?

Enfin l'écolier d'aujourd'hui a ce malheur de recevoir des leçons d'arithmétique qui ne sont que des leçons d'arithmétique. Un jour, dans une leçon sur le calcul des intérêts (hélas !) comme nous dictions une courte introduction, nous commençâmes une phrase par ces mots : « L'humanité tout entière... » Aussitôt toute la classe leva la tête et éclata de rire. Si cette

même phrase avait été dictée par le professeur d'histoire, personne n'aurait sourcillé. C'est que ce début, *ce n'était pas de l'arithmétique.* Chaque maître doit avoir son jargon propre. Ces enfants, tout jeunes, aimaient déjà l'*ordre*. C'était navrant. Nous pensons que toute leçon d'arithmétique devrait être en même temps, surtout durant les premières années, une leçon de physique, de géométrie, de mécanique ou d'autre chose encore. Que l'enfant voie le nombre dans les choses avant d'entendre des énoncés abstraits ; et peu à peu, tout naturellement, sans qu'on assène chaque jour à son esprit des vérités nouvelles, ses généralisations gagneront en étendue.

⁂

Oui, aujourd'hui, dans toutes les écoles publiques, les enseignements sont distincts les uns des autres. Voici un *tableau de leçons*. Pour le lundi matin, il y a (élèves de dix à onze ans) : FRANÇAIS — GÉOGRAPHIE — ARITHMÉTIQUE — HISTOIRE. L'autorité a mis de l'ordre dans les choses. On ne peut pas tout faire à la fois, n'est-ce pas ? Donc, dans la leçon de français, on fera exclusivement du *français*. Par contre, *il ne faudra pas faire de français dans la leçon d'histoire*. A l'élève qui, dans la leçon de géographie, demandera : « Comment pourrait-on mesurer la distance qu'il y a entre ces deux villes ? » il faudra répondre : « On vous parlera de cela dans la leçon d'arithmétique. »

L'Ecole dit à l'enfant : « Mon ami, tu ne sais rien. Eh ! bien, nous allons commencer par classer tes connaissances. » Ce n'est pas l'accumulation des faits qui pousse l'enfant à les grouper en catégories. Encore une fois, *avant qu'il sache rien*, on lui présente des compartiments vides et indéformables où il devra ranger, dans celui-ci les *faits historiques*, dans celui-là, les *faits géographiques*, etc.

La GÉOGRAPHIE, l'HISTOIRE ! Il y a des gens qui croient que ça existe ; et ils ignorent la vie, ils ne reconnaissent pas, en eux, autour d'eux, l'effort universel des êtres vers des harmonies d'une heure. Un jour nous avons entendu ce dialogue ineffable de deux enfants de 13 ans : — « C'est amusant l'Afrique, et puis c'est facile. » — « Oui, mais l'Asie, c'est bien ennuyeux. » — « Oh ! oui. » — Eh ! bien, ces enfants avaient raison. L'Asie qu'ils trouvaient dans leur manuel était une liste de noms d'États, de capitales, de rivières, d'animaux sauvages, etc. L'Afrique aussi, bien entendu ; mais que de contrées *sans noms* en Afrique et combien les villes y sont rares ! Le Sahara n'a jamais valu de mauvaises notes à un collégien, tandis que l'Hindoustan !... Soyons sincères : nous gardons tous un peu de reconnaissance à l'Afrique.

Oui, un manuel de géographie est une chose bien inepte. Tous ceux que nous avons vus se composaient d'une courte introduction suivie d'une liste interminable de *noms*. Sans doute des réformes ont été faites et le libéralisme, là encore, a sévi. Mais, presque toujours, si dans la partie la plus considérable du livre on changeait l'ordre des différents chapitres, dans chaque chapitre l'ordre des alinéas, et même dans chaque alinéa l'ordre des phrases, eh bien ! on n'enlèverait rien au livre de sa valeur. Et voilà bien le propre des nomenclatures.

Nous pouvons même ajouter que si on substituait aux noms vrais des fleuves et des montagnes des noms de fantaisie, si l'on peuplait Java de girafes, de lions et de zèbres, au lieu d'y mettre des panthères noires, beaucoup de serpents et quelques rhinocéros et qu'on dotât gratuitement d'une université et d'importantes manufactures de tabacs telle ville célèbre par sa cathédrale, ses fortifications et ses fabriques de dentelles, nous prétendons

qu'alors le manuel aurait pour l'enfant exactement la même utilité. Et voilà l'erreur aussi éducative que la vérité.

Pourquoi M. W. Rosier, dans son ouvrage récent, dont on dit d'ailleurs du bien, apprend-il aux écoliers suisses, — renseignement *unique* sur cette ville — que Frankfort-sur-l'Oder possède trois foires annuelles ? Pourquoi ? Cathédrales, « commerces prospères », fortifications, cotonnades, foires, universités, centaines de mille habitants, manufactures ! Quel horrible chaos cela formerait dans l'esprit des enfants s'ils n'oubliaient pas bien vite toutes ces choses.

*
* *

Ce qui est à déplorer aussi, c'est l'emploi prématuré que l'on fait des cartes de géographie. Pour un enfant trop jeune une carte de l'Europe, par exemple, n'est rien ; ce n'est qu'un dessin colorié. Peut-être bien qu'un écolier de onze ans peut reconnaître dans une carte la représentation en petit de *choses vues*, ou du moins, d'un monde sensible, visible. Mais il faut qu'auparavant on lui ait demandé, en lui montrant le plan de sa rue, par exemple : « Reconnais-tu cela ? » Et que, de même, on ait à plusieurs reprises, reproduit sur le papier les contrées que l'enfant connaît, le ruisseau au bord duquel il a coutume d'aller jouer, le bois qui est près de la ville, la colline. Alors seulement, on pourra lui montrer des cartes plus étendues ; et l'exactitude vérifiable des premières l'obligera à reconnaître dans les autres des choses peut-être encore inconnues, mais très probables.

Que l'éducateur promène ses jeunes bandes. Cela vaudrait mieux que de parler continuellement du « livre de la nature ». L'argent que l'on consacre aujourd'hui aux manuels et aux cahiers permettrait de faire parfois de vrais voyages. Nous sommes bien sûr que plus tard chaque écolier aura vu la mer, la montagne, le glacier, le fleuve. En classe on ne voit l'immensité qu'en petit. Devant le phénomène naturel l'enfant, sans qu'on l'aide beaucoup, fera des observations qu'on utilisera plus tard. Mais d'abord il admirera. Et il se portera bien.

Qu'on lui montre l'action de la terre, des agents physiques sur le mode d'existence des êtres. Et, inversement, la façon dont ceux-ci modifient la terre afin de mieux vivre ; le travail de l'homme ; son effort admirablement intelligent et héroïque. Ce sera à la fois de la géographie, de l'histoire naturelle, de l'histoire, de la physique, de l'astronomie, etc.

*
* *

Si l'on veut enseigner l'histoire, qu'on laisse ignorer totalement les illustres massacreurs, Alexandre, César, etc. Qu'on parle seulement de la brutalité d'une manière générale ; que l'on se contente de mentionner les bêtes féroces et les conquérants. Qu'on fasse admirer le résultat de l'effort pacifique des hommes. Et, plus tard, l'enfant devenu grand haïra la guerre. « Les hommes, « dit Rousseau, ne sont naturellement ni rois, ni grands, ni courtisans, ni « riches. Tous sont nés nus et pauvres, tous sujets aux misères de la vie, « aux chagrins, aux maux, aux besoins, aux douleurs de toute espèce ; enfin « tous sont condamnés à la mort. Voila ce qui est vraiment de l'homme, « voilà de quoi nul mortel n'est exempt. Commencez donc par étudier de la « nature humaine ce qui en est le plus inséparable, ce qui constitue le mieux « l'humanité. »

Si nous demandons qu'on fasse connaître à l'enfant l'homme naturel bien avant de lui parler de l'homme politique, c'est surtout pour qu'il comprenne, au lieu de répéter stupidement ce qu'on lui a dit des triumvirs romains, par exemple. On nous reprochera peut-être de faire des distinctions arbitraires ; on prétendra que la politique est encore un produit de la nature humaine. Nous répondrons : Peut-être bien ; mais le fait est que l'enfant comprend infiniment mieux les raisons que l'homme avait de construire, là, des digues, ici, des ponts, que les mobiles qui poussaient Lycurgue à proposer ses fameuses lois. Or, tous les collégiens de 12 ans savent le nom de Lycurgue et presque aucun ne sait les moyens que l'homme primitif employait pour se procurer la nourriture et le gîte; et tous ignorent aussi comment, peu à peu, les habitations et les instruments ont été perfectionnés.

Très souvent, sans le savoir, l'enfant joue à l'humanité, pour ainsi dire. Il est facile de lui faire trouver en lui-même le *commencement* des actes dont presque toute l'histoire est le récit émouvant. Un jour cet écolier est allé chez un camarade, à l'autre bout de la ville pour échanger des timbres rares contre quelques coquillages; il comprendra donc l'échange, fait historique des plus importants. Mais, soit dit en passant, il sera superflu de lui faire retenir le *nom* des Phéniciens. Il l'apprendra, sans doute, une fois.

De même, il sait la joie de découvrir un cours d'eau dans le voisinage d'un bois frais après une marche fatigante. Cela invite au pique-nique. Aussi aura-t-il au moins une idée juste, quoique très incomplète, lorsqu'on lui parlera d'une rivière qui sollicita jadis l'établissement de telle peuplade nomade. Bref, nous pensons que les faits historiques les plus importants sont ceux que l'enfant comprendrait et retiendrait le mieux ; et que ce sont justement ceux dont on lui parle le moins. On lui parle peu du travail collectif des hommes, de ce qui les rapproche les uns des autres. On insiste beaucoup sur ce qui les sépare. Est-ce déjà pour prévenir un peu l'entente future ?

Non seulement tout collégien de 12 ans sait le nom de Lycurgue, mais il sait aussi celui de Cambyse et bien d'autres noms encore. C'est que, dit-on, il y a des noms qui sont trop *importants* pour que l'enfant les ignore. Charles-Quint est en tous cas de ceux-là; Charlemagne aussi. Et le Bramapoutre ! voilà aussi un fleuve dont il importe de retenir le nom. Un libéral voudra bien laisser ignorer aux écoliers la ville d'Allahabad, mais jamais il ne sacrifiera Bombay, Calcutta et le Bramapoutre.

Le Bramapoutre est important pour ceux qui en comprennent l'importance. Qu'est-ce qui fait comprendre à l'enfant l'importance de ce fleuve ? C'est que, s'il en oublie le nom avant demain, il aura une moins bonne note.

Récemment, lors d'un examen, nous avons entendu un professeur demander à une élève, une jeune bécasse de 17 ans : « Quelle raison la France avait-elle d'intervenir dans cette guerre ? » L'élève resta coite; mais ce qu'il faut souligner c'est que le professeur, s'il avait obtenu la réponse contenue dans le manuel, aurait dit : « C'est bien, *je vois que vous comprenez* ». Il a effectivement dit cela à une autre élève plus studieuse. On n'admet pas que l'enfant dise sincèrement : Je ne sais pas. On veut lui faire croire qu'il sait.

On allègue aussi « les leçons de l'Histoire ».

L'Histoire ne donne pas de leçons aux enfants; seuls les historiens en donnent, — le plus souvent, de détestables.

Tout ce que l'homme a fait pour assurer et embellir son existence, l'enfant le comprendrait. Et c'est ce qu'il y a de plus important dans l'histoire. C'est le progrès qu'il faut raconter aux écoliers et non pas la vie des personnages illustres, monarques, politiciens ou généraux. Ils peuvent ignorer durant bien des années ces êtres décoratifs et malfaisants.

Sans doute la guerre est une chose qu'on peut mentionner, mais aux questions que l'enfant posera très probablement, il suffira de répondre : « Oui, « pendant très longtemps les hommes, au lieu de s'entendre en vue d'un tra- « vail commun, se volaient et se massacraient. Aujourd'hui, nous trouvons « plus intelligent de nous aider les uns les autres. »

Nous osons préférer cette réponse sommaire aux mille passages analogues au suivant, que doivent apprendre *aujourd'hui* encore les petits écoliers : « Après avoir relevé la domination des Perses, un moment ébranlée, Darius reprit les plans de conquête de ses prédécesseurs. Etc., etc. »

Mais alors, dites-vous, on donnera aux écoliers une instruction bien incomplète? Oh! oui, nous l'accordons. Tout, plutôt qu'une instruction *complète*.

Mais si vous prétendez que nous faussons à plaisir les idées de l'enfant et que nous lui inculquons un optimisme aveugle en ne lui parlant pas assez de l'état de guerre où a toujours vécu l'humanité, nous protesterons; car, quoi que vous disiez, tout ce que l'homme a édifié de beau, d'utile et de durable est l'œuvre de la paix; et plutôt que de raconter par le menu les campagnes célèbres, il suffira que nous ajoutions à la fin de nos leçons d'optimisme : « Cette œuvre admirable peut encore être tout à coup sérieusement compro- « mise par des destructions monstrueuses dont seuls quelques misérables « tout-puissants oseraient se rendre responsables. »

D'ailleurs, de quelque manière qu'on enseigne l'histoire, nous trouvons préférable de ne pas l'enseigner du tout durant les premières années d'école.

De l'histoire, de la géographie, des règles de grammaire, des règles d'arithmétique, voilà ce qu'on enseigne pour commencer à presque tous les enfants. C'est-à-dire qu'on commence par leur parler de choses qui, pour eux, sont incontrôlables. On leur débite un certain nombre de *vérités* qu'on les oblige de retenir. Ils doivent écouter; le reste ne les regarde pas. La vérité n'est pas une harmonie de plus en plus riche dans leur cerveau; c'est une chose toute faite qui sort de la bouche du maître. On veut que l'enfant soit docile.

*
* *

L'écolier est absolument docile, disions-nous, dans les leçons de grammaire. Nous lisons dans un programme que nous avons sous les yeux : IIIe Classe (*élèves de 12 à 13 ans*). FRANÇAIS... *Grammaire* : Pluriel des noms composés et de *aïeul*, *ciel*, *œil*, etc...; observations sur les adjectifs *nu*, *demi*, *feu*...; orthographe de *même*, *quelque*, *tout*.

L'orthographe de *même*, *quelque* et *tout* a toujours vivement intéressé les grammairiens retombés en enfance. Ah! quel dégoût nous envahit lorsque nous feuilletons ces programmes!

Donc, chaque année, au printemps, à quatre heures, quand la classe est terminée, des petits écoliers studieux résistent à l'appel troublant de la Vie. Ils rentrent, ils s'asseyent et, penchés sur leurs grammaires, ils s'interrompent de vivre pour écrire : « *Feu ma mère*, *ma feue mere*; *une heure et demie*, *une demi-heure*... etc. »

On sait aujourd'hui que certaines orthographes bizarres s'expliquent uniquement par l'ignorance et la pédanterie de quelques grammairiens du XVIIe siècle. Eh! bien, on raconte que de petits collégiens se sont pendus dans leur chambrette pour avoir échoué à des examens où ils ne surent pas assez bien la grammaire.

(*Pour finir.*) H. ROORDA VAN EYSINGA.

L'ÉLITE ET LA FOULE

Fragment (1).

On a versé des flots d'encre à propos de ce pont-aux-ânes (dans plus d'un sens) de la sociologie moderne, qui consiste à demander si l'individu social, si la personnalité humaine joue, oui ou non, un rôle dans l'évolution historique? Des deux côtés, on ne s'est jamais bien entendu. La palme, cependant, paraît revenir de droit aux partisans de l'affirmative qui jamais ne cessèrent de se battre contre des moulins à vent. Ils ne s'aperçurent pas que leurs adversaires en avaient surtout à l'action sociale de la personnalité omnipotente, de l'individu richement doué, comme on le pensait autrefois, de libre arbitre. Par contre, les partisans de la négative perdaient volontiers de vue les traits communs qui assimilent le phénomène social, l'action simultanée de plusieurs individus, au phénomène mécanique de la composition de plusieurs forces agissant sur le même point avec des directions différentes ou semblables.

Le processus historique se peut à bon droit considérer comme une évolution *impersonnelle*. Non pas dans ce sens absurde du mot « impersonnel » qui élimine, qui chasse de l'histoire l'individu, la personne, mais dans cette autre signification très précise, à savoir, que *toutes* les personnes formant le groupe social (une patrie, par exemple) prennent directement part au processus évolutif; et, par surcroît, *toutes* les personnes entrant dans la composition de *tous* les groupes sociaux (les autres patries, par exemple) en contact avec le premier. De même tous les éléments biologiques prennent part au processus vital. Dans les doux cas, la participation est universelle et constante; mais dans les deux cas aussi, ses degrés sont divers et variables.

(1) Tiré d'une leçon faite en avril 1898 à l'Institut des Hautes Etudes de l'Université Nouvelle de Bruxelles. Cette leçon forme le dernier chapitre du nouveau volume de M. de Roberty : *Les Fondements de l'Ethique* qui doit paraître prochainement chez l'éditeur Felix Alcan.

Prise à la lettre, la théorie qui porte aux nues l'action de la phalange réduite des « héros », pour parler le langage de Carlyle, nous semble complètement fausse. Comme tous les jugements excessifs, elle corrompt et déforme la parcelle de vérité qui lui sert de point de départ. Elle dénature l'évolution qu'elle cherche à expliquer. Accueillie avec faveur par les esprits rares dont elle flattait l'orgueil légitime, elle conquit assez vite de nos jours la vogue. On aperçoit distinctement les traces de son influence dans la religion de l'humanité et le culte des grands hommes, institués par Comte; dans le culte des héros prôné par Carlyle et Emerson; dans les conceptions et les idées de Fichte, de Feuerbach, de Max Stirner; dans le mépris des foules enseigné par Flaubert, Renan et tant d'autres; dans les modernes théories sur l' « élite » sociale; dans les superbes divagations de Nietzsche sur le « surhomme », etc. (1).

Le rôle social joué par l'élite doit, à première vue, nous paraître prépondérant. L'est-il en effet et jusqu'à quel point, c'est ce qu'une sociologie future et mieux documentée que la nôtre nous apprendra sans nul doute. A coup sûr, cependant, ce rôle n'exclut pas la participation directe au processus historique, soit de la non élite en général, de l'énorme *pecus squamosum* qui, si volontiers, se laisse tondre par le groupe sans cesse grandissant des médiocrités habiles; soit de ce qu'on pourrait appeler l'élite à rebours, l'élite renversée, l'élite du crime dont les rangs s'ouvrent avec une facilité étonnante à toutes les catégories de conducteurs de peuples et de foules. La politique, disait déjà Montesquieu, possède, comme la mécanique, ses frottements qui changent ou arrêtent les effets prévus. Or, qu'est-ce que le frottement ou la résistance, sinon une direction mécanique contraire qui toujours arrive à se tailler une large part dans le résultat final (2)?

Les partisans de la théorie « héroïque », se confondent, sur beaucoup de points, avec l'école des sociologues-subjectivistes dont ils ne forment, en vérité, qu'une sorte d'avant-garde. Nous avons dit ailleurs ce que nous pensions de la méthode suivie par cette école. Naïvement, les subjectivistes se glorifient d'avoir épuré ou perfectionné la doctrine reçue par eux des mains du maître; ils croient avoir corrigé une erreur grave du positivisme initial. Ils se flattent de nous avoir ouvert les yeux sur une vérité importante et jusque là ignorée, cette vérité notamment, que les efforts individuels entrent en ligne de compte dans la somme complète des résultats sociaux! Quelques-uns poussent l'ironie plus loin : « Croyez-vous, nous disent-ils, que l'inter-

(1) Cette faveur et cette vogue n'auraient-elles pas dû entacher de suspicion la théorie « héroïque » aux yeux de ses propres adeptes?

(2) La part du lion, d'habitude, comme s'en plaignent les promoteurs aussi bien des progrès moraux et des grandes découvertes sociales que des progrès mécaniques et des grandes découvertes industrielles.

Un publiciste qui s'est honoré par son courage et sa franchise dans les récentes polémiques sur la lamentable affaire Dreyfus, dit très sensément à ce propos : « Il est bon pour une cause d'avoir pour elle l'élite intellectuelle de la France. Ce n'est point toutefois cette élite qui décidera de la victoire. C'est cette pauvre fille de ferme qui m'écrivait hier, à moi, juif, qu'elle avait fait brûler un cierge pour le malheureux capitaine. »

vention de l'individu ne soit pas un processus naturel soumis à des lois pour le moins aussi invariables que celles gouvernant l'action des masses, l'influence des milieux, etc.? » Cette attitude est significative. Une préparation philosophique et sociologique insuffisante peut seule expliquer de pareilles attaques contre un adversaire inexistant, une lutte si chaude en l'honneur d'une pure équivoque.

Les sociologues-subjectivistes, d'ailleurs, manquent absolument d'originalité. Ce n'est pas un reproche que je leur adresse, c'est un fait que je constate. Dans sa *Politique*, œuvre qui détacha de lui ses meilleurs, ses plus fidèles disciples, Comte inaugure déjà la méthode que les néo-subjectivistes revendiquent comme leur apport propre à l'histoire des idées sociales. Il y recommande d'édifier et il y construit un « idéal de vie collective ». Il y est hautement pratique, franchement utilitaire. Il y met au monde cet avorton : une technologie sociale précédant la théorie des sociétés. Je comprends les socialistes et les anarchistes qui font de la politique active, qui tracent des programmes, qui construisent des plans de bonheur. Ils possèdent mes sympathies. Ils font leur devoir, notre devoir à tous. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés en face de l'injustice triomphante, nous ne pouvons pas nous laisser stupidement exploiter par les brutes ignorantes qui nous gouvernent. Les socialistes et les anarchistes sont, à ce point de vue, de précieux auxiliaires du savant dont ils raniment la confiance, dont ils exaltent le courage scientifique. Mais je refuse ma pleine estime au sociologue qui, au-dessus du souci de la pure vérité, mettrait une ambition, une soif quelconque, fût-ce celle du bonheur immédiat et le plus général! Des sophismes pareils asservirent la philosophie au mensonge. Ne leur permettons pas de venir polluer les ondes claires du savoir exact.

Les subjectivistes manifestent une incompréhension profonde du véritable esprit scientifique. Au lieu de chercher à combler le fossé qui sépare la sociologie du reste des sciences, ils s'ingénient, dirait-on, à le creuser, à l'élargir davantage. Ils épousent à cette fin les plus sots préjugés de la foule. Ne s'avisèrent-ils pas, entre autres choses, de vouloir nous persuader que la liberté de conscience, la faculté de posséder une opinion personnelle, ne pouvait exister, à la rigueur, que dans la sphère des recherches sociologiques; ou qu'une telle liberté était un pur non sens dans les mathématiques (où deux et deux font incontestablement quatre), dans la physique, dans la chimie, dans le domaine entier du savoir positif? Selon nous, la véritable absurdité consisterait à accorder la moindre valeur à cette distinction futile qui repose sur une évidente confusion d'idées et de termes. En physique, en chimie, en biologie, la conscience du savant jouit, de nos jours, d'une liberté sans bornes; mais un tel caractère précisément explique qu'on n'aperçoit pas cette liberté, comme on ne se rend pas compte de l'air qu'on respire. Dans les questions sociales (et surtout dans les questions religieuses qui, autrefois relevaient entièrement des problèmes moraux), la liberté de conscience, c'est-à-dire, en somme, le pouvoir de choisir entre telle et telle hypothèse explicative, vient au contraire se heurter contre toutes sortes de préventions et d'idées reçues

ou courantes; et ces chocs répétés contribuent sans cesse au réveil de notre conscience assoupie (1).

La théorie des grands hommes, chère à l'école subjective, a trouvé récemment, dans M. Tarde, un champion moins banal que la plupart de ses défenseurs habituels. Les arguments de ce sociologue ont de la valeur, de la consistance et on éprouve quelque plaisir à les rétorquer contre lui. M. Tarde ne se paie pas de mots dont le sens lui échappe, il va directement aux idées. Selon lui, « l'évolution progressive, qui n'est ni réversible ni semblable d'une civilisation à une autre, s'opère par une suite d'*anomalies* individuelles dont les contraires ne jouent aucun rôle social et ne parviennent jamais à les neutraliser. Et, quand ces anomalies heureuses ont émis des initiatives fécondes, le rayonnement imitatif de celles-ci se répand parmi les individualités dites ordinaires, c'est-à-dire présentant des caractères moins tranchés — non moins précieux ni moins personnels pour cela, — et se conserve grâce, en partie, au balancement symétrique des variétés faibles incarnées dans ces individus. Par la variation dissymétrique se créent les nouveautés, par l'opposition elles se conservent. Le progrès est dû à la rupture intermittente d'un équilibre conservateur » (2).

Voilà qui est fort bien, La doctrine « héroïque » atteint ici une précision de vues dont elle n'est pas coutumière. Mais la controverse n'y pourra que gagner en intérêt. A mon sens, la thèse du progrès *par* les grands hommes est un truisme dont la véritable portée ne fut jamais clairement établie. Cette thèse ne souffre pas l'interprétation exclusive qu'on lui donne d'habitude et qui s'accorde si mal avec la complexité réelle des phénomènes sociaux. Nous en dirons quelques mots plus loin. Mais en admettant même que l'*élite* soit, sinon l'unique, du moins le principal *instrument* du progrès, s'ensuit-il qu'il faille y voir aussi la véritable *cause* des changements sociaux? Car tel est le nœud intime du débat, et l'erreur grave que nous nous permettons de reprocher à tous les adeptes de la théorie subjective. Ils confondent le concept de « moyens » (dû à l'inversion finaliste) avec le concept de « cause ».

Cette méprise possède une longue histoire. Vénérés à l'égal des dieux, les hommes puissants furent tout d'abord tenus pour la cause vraie des mutations ou révolutions historiques qui, plus tard, à tort ou à raison, se certifièrent, dans l'opinion commune, ainsi qu'une « marche vers le mieux ». Ce point acquis, le raisonnement téléologique se déploya avec force et dans toute son ampleur. Le progrès se transforma en un but désirable et désiré entre tous; et sa cause *hypothétique*, l'apparition des hommes providentiels, s'affirma comme l'unique moyen d'atteindre ce but, comme l'instrument merveilleux du progrès. Cet enthymème

(1) Auguste Comte fit sans le vouloir le jeu des pires réactionnaires quand il fulmina contre ce qu'il appelait « l'anarchie mentale », quand il stigmatisa comme une chose profondément irrationnelle, la liberté absolue de conscience et d'opinion en matière sociale. Il se trompa de bonne foi. Il ne vit pas que cette liberté devenue, à la longue, presque illimitée dans les sciences de la nature extérieure, était encore entourée de mille entraves dans les sciences du monde surorganique.

(2) *L'Opposition universelle*, p. 327, Paris, 1897, Alcan, éditeur.

finaliste s'ancra dans les esprits. où il s'étala bientôt ainsi qu'une vérité évidente. On perdit en même temps complètement de vue le caractère incertain et problématique de la prémisse qui lui servait de base. On s'enlisa dans le sophisme le plus vulgaire, la pétition de principe. On s'appuya de la conclusion finaliste (les grands hommes sont l'*instrument* du progrès), pour prouver la prémisse dépouillée de tout caractère téléologique, mais singulièrement douteuse (les grands hommes sont la *cause* du progrès). On aurait pu tout aussi bien retourner l'enthymème et affirmer que le progrès suscite les grands hommes. Ceux-ci seraient devenus alors un but, et le progrès — un moyen sûr de le réaliser. — Et il eût été facile de conclure que le progrès est l'antécédent inéluctable, la cause qui produit les puissantes individualités.

Selon nous, la genèse ou les origines du progrès sont tout autres. L'apparition de certains hommes plus heureusement doués que le reste de leurs semblables est un phénomène *biosocial* dû à l'union des causes multiples et complexes, les unes biologiques, les autres relevant de la sociologie, mais qui, prises dans leur ensemble, ne s'identifient pas avec les causes, également multiples et complexes, de ce qu'on nomme le progrès. Il y a là deux séries de faits entre lesquels aucun rapport causal direct ou immédiat ne se laisse nécessairement apercevoir. J'ajoute, pour plus de clarté, qu'il faut aller chercher les causes intimes de ces faits dans deux domaines distincts de la connaissance, dans le savoir abstrait pour les uns, dans le savoir concret pour les autres. Ces phénomènes d'origine diverse sont sans doute quelque peu concomitants; ils s'accompagnent souvent les uns les autres, ils se servent mutuellement de signes ou de symptômes. Mais cette concomitance est si peu essentielle, si peu nécessaire, qu'on ne saurait, par exemple, sans tomber dans l'illogisme grotesque, affirmer que la force ou l'intensité de l'un de ces phénomènes croît ou décroît en raison directe de la force ou de l'intensité de l'autre. La grandeur de l'individu, le caractère exceptionnel de l'élite — ai-je besoin de le dire ? — sont choses tout à fait relatives. Un homme n'est grand que parce que ses voisins sont petits (et quelquefois seulement, comme on l'a dit, agenouillés), et une élite n'existe que par son contraste avec la vulgarité environnante. On ne m'objectera pas, je l'espère, qu'il s'agit, dans l'espèce, plutôt du *nombre* relatif ou proportionnel des hommes rares que des qualités auxquelles ils doivent d'être rares, c'est-à-dire relativement ou proportionnellement peu nombreux; car j'estime d'une façon médiocre le plaisir d'*acculer* mes contradicteurs. En somme, la théorie « héroïque » ou « aristocratique », même sous la forme plus parfaite qu'elle reçut en ces derniers temps soit des mains de l'auteur des *Lois de l'Imitation*, M. Tarde, soit encore de celles de l'auteur de la *Cité moderne*, M. Izoulet, me semble contenir, à côté de quelques idées justes, mais qui demandent à être éclaircies, une foule d'idées inexactes et de données contraires à l'expérience. Cette conception se rattache visiblement à des préjugés qui datent de loin et auxquels ne put jamais complètement se soustraire Auguste Comte, le grand inspirateur de nos sociologues modernes, inspiré lui-même par les ency-

clopédistes. A beaucoup d'égards, cette théorie n'est qu'une survivance du passé (1).

D'ailleurs, pourquoi ne chercherions-nous pas la cause du progrès dans le progrès lui-même, dans le progrès de nos connaissances d'abord, et ensuite dans le progrès, qui lui est subordonné, des trois autres termes de la série psychosociale : la philosophie, l'art et le travail ou l'industrie ? Venir objecter que toutes ces choses sont une œuvre strictement individuelle ou personnelle, c'est commettre, une seconde fois, l'insconsciente pétition de principe que nous relevâmes plus haut. Car rien n'est moins prouvé, ni plus douteux que cette vaniteuse affirmation. Le « moi » n'est-il pas le produit d' « autrui », et toute la force d' « autrui » ne passe-t-elle pas dans les grands faits sociaux que je viens d'énumérer et qui, seuls, finalement, nous dévoilent cette forme sublime de l'universelle énergie ? Pourquoi l'individu — bien entendu, l'individu social et non l'unité biologique, — ne serait-il pas le produit de la science, de la philosophie, de l'art, de son époque (ou plutôt de l'époque immédiatement antécédente) et de leurs diverses applications ?

Dans cette vue, le progrès se ramènerait à l'évolution du psychisme impersonnel ayant pour *substratum* le groupe collectif total, et non l'une quelconque de ses parties (minorité ou majorité). Les individus, très éminents ou vaguement ordinaires, ne sont-ils pas, en ce sens, les produits du groupe entier ? On l'admet déjà avec facilité pour l'une des deux élites qui fonctionnent régulièrement dans toute société tant soit peu développée ainsi que deux pôles contraires d'une seule et même chaine : pour l'élite de l'ignorance et du crime. Volontiers, et ce n'est d'ailleurs que justice, on fait retomber sur la société entière la responsabilité des lacunes ou des « infirmités intellectuelles et morales des ignorants, des fous, des scélérats ». Pourquoi hésiterait-on à traiter par la même méthode la couche sociale supérieure, l'élite du savoir et de la vertu ? Pourquoi craindre d'attribuer à la société prise dans son ensemble le mérite des « aptitudes éminentes, des dons exceptionnels » de ses plus nobles enfants, de ses grands altruistes, de ses hommes de génie ? L'ignorance et le vice (ou la faiblesse) seraient-ils, par hasard, choses éminemment sociales, et le savoir et la vertu (ou la force) — choses profondément anti-sociales ?

« La question du rôle des grands hommes, dit encore M. Tarde, est d'ordinaire fort mal posée : on demande si c'est par *des causes générales* ou par *des causes individuelles* que les faits sociaux sont produits. Mais, je vous prie, qu'est-ce que les causes générales elles-mêmes, si ce n'est des groupes et des amas de causes individuelles ? Qu'est-ce que « l'esprit d'une époque » ou le « génie d'un peuple », si ce n'est l'ensemble des idées ou des tendances inhérentes à chacun des individus qui vivent à cette époque, qui composent ce peuple ? On doit donc

(1) Interprétée d'un façon littérale, la doctrine de l'élite peut conduire, dans la pratique, à des abus pareils à ceux qui signalèrent l'application étroite, à la politique, des principes du darwinisme. En effet, le savoir et la puissance de l' « élite » ne reposent-ils pas, en définitive, sur l'ignorance et la faiblesse de la grande masse ?

opposer non pas les causes générales aux causes individuelles, mais les causes individuelles isolées, *ut singulae*, aux causes individuelles rassemblées, groupées, agissant en masse. Seulement, en postulant ce groupement, on ne s'aperçoit pas qu'on élude la question majeure et préalable, qui est de savoir comment il s'est formé, comment cette similitude de tant d'individus divers, sous des rapports si particuliers d'idées et de besoins, s'est produite en tel siècle et en telle nation, non ailleurs ni en d'autres temps. Or, ma réponse à cette question montre la part prépondérante et nécessaire qui appartient aux *inventeurs*, aux initiateurs, aux novateurs, — lesquels ne sont pas toujours de grands hommes, il est vrai, mais le sont assez souvent — dans la production de ces similitudes précises, caractéristiques, vraiment sociales, dues à l'imitation... Les grands hommes seraient quelque chose, ils seraient même tout ce qu'ils sont individuellement, sans l'appui et l'écho de la société, quoique, dans ce cas, ils fussent réduits à l'impuissance d'agir(1) ».

Laissons M. Tarde dire que les causes générales sont des groupes ou des amas de causes individuelles. Il ne s'agit pas, dans cette controverse, de la définition du général et du particulier, ni de mettre en doute l'identité essentielle de la cause et de l'effet. Il s'agit de déterminer l'ordre de *succession* de l'identique ; et, dès lors, c'est la question de genèse qui, seule, reste en litige. Est-ce l'individu qui produit la société ou la société qui produit l'individu ?

Opposer les causes individuelles *ut singulæ* aux causes individuelles groupées et agissant en masse, vaut mieux peut-être que d'opposer les *singulæ* aux *singulæ*. Mais cela empêche-t-il le moins du monde d'opposer en outre le psychisme collectif tel quel à ce même psychisme compliqué par, ou fusionné avec, le psychique vital? Ce sera l'opposition très légitime de l'abstrait au concret. Et confondre ces deux aspects ultimes de la réalité constitue, je l'ai dit maintes fois, une faute méthodologique des plus graves.

Enfin la « question majeure et préalable », la question de savoir comment le groupe social s'est formé, comment la similitude de tant d'individus divers s'est produite en tel siècle et en telle nation, reçoit de M. Tarde une réponse qui ne me satisfait guère. Les initiateurs, les novateurs, les inventeurs, tout comme leurs compléments sociaux, les infirmes intellectuels et moraux, demeurent à mes yeux le produit du groupement social, son effet (comme tel, sans doute, ils sont identiques à leur cause, mais ils lui succèdent, ils la suivent, ils ne la précèdent pas). Ils ne sont pas la source ou l'origine de ce groupement. Quelle est donc cette origine? Pour moi, c'est le *contact* social, les milliers et encore les milliers d'actions et de réactions psychiques qui en résultent, — contact *universel*, où les éléments moyens, les cerveaux ordinaires ont, vu leur nombre seul, une part peut-être plus grande que les éléments extrêmes, les cerveaux de l'élite supérieure ou inférieure. Prétendre le contraire, c'est sous-évaluer le rôle infiniment grand, partout dans la nature, de l'infiniment petit. C'est supposer que, parce que l'Océan est

(1) *L'Opposition universelle*, p. 328,329.

composé d'eau, les grands fleuves ont une part prépondérante dans sa formation. C'est encore tomber dans l'erreur du chimiste qui attribuerait un rôle excessif aux gaz détonnants, aux combinaisons rares et précieuses, et qui négligerait l'azote, le carbone, l'oxygène vulgaires; ou du physicien attachant le plus grand prix, dans l'étude de l'électricité, au phénomène de la foudre. La « similitude de tant d'individus divers » est peut-être l'effet de la contagion par l'exemple, de l'imitation (n en serait-elle pas pourtant quelquefois la cause?); mais l'imitation n'est-elle pas une expression immédiate des phénomènes multiples qui se produisent au contact des cerveaux, des individus biologiques? Comment croire que les grands hommes seraient tout ce qu'ils sont, comme individus, sans l'appui et l'écho de la société? Le seul fait, loyalement admis par M. Tarde, qu'ils seraient réduits à l'impuissance d'agir, en ferait de tout petits hommes et des cerveaux au-dessous de l'ordinaire. La société produit les grandes intelligences à côté des moyennes et des petites, comme l'arbre produit des fruits exceptionnellement beaux à côté des exemplaires moins remarquables ou tout à fait manqués.

Dirons-nous donc que les beaux fruits ont produit l'arbre et la similitude merveilleuse de toutes ses parties, des fibres, de l'écorce, des feuilles, etc.?

D'ailleurs, l'efficacité éminente des grands hommes est hors de cause dans ce débat. Le rôle, dans l'organisme, de ce qu'on appelle aujourd'hui ses « éléments », est aussi, certes, très considérable : la santé et la maladie de l'organisme entier dépendent de leur état. Mais leur état ne dépend pas d'eux-mêmes. Il est le produit des processus d'assimilation et de désassimilation, ou de la vie, et non sa cause. Supposer le contraire serait une grosse erreur qui, du reste, comme toutes les erreurs, fut commise; elle fut un progrès sur des erreurs plus grandes attribuant ce rôle générateur aux cellules, aux tissus et même aux organes.

Reconnaissons dans les grands hommes nos chefs naturels, efforçons-nous à les suivre et à les imiter; nous resterons dans les limites de la vérité pratique; mais nous ne conquerrons pas pour cela la moindre parcelle de vérité théorique. La biologie ne se fait pas avec de l'hygiène; ce ne sont pas les exercices ni les soins du corps qui amènent la découverte des vérités enseignées par cette science. Pareillement, la plus haute moralité et la meilleure des politiques ne feront point avancer d'un pas la sociologie. Par contre, les progrès de cette dernière amenderont la moralité et la politique, de même que les progrès de la biologie ont déjà amélioré l'hygiène.

Je suis moins affirmatif par rapport à la thèse qui fait dépendre l'importance du rôle échu à l'élite des conquêtes scientifiques déjà réalisées. J'incline à penser qu'une civilisation florissante ne diminue pas le nombre et n'abaisse pas la qualité des exceptions géniales. Toute haute culture me semble plutôt apte à multiplier ces exceptions sans préjudice de leurs qualités intimes, mais néanmoins au détriment de leur éclat extérieur; car le moins rare est toujours aussi le moins brillant. Cette opinion de Stuart Mill, que la part de l'action personnelle dans la

direction du mouvement social s'amoindrit à mesure que la civilisation progresse, repose sur des apparences peut-être fallacieuses.

Il s'agit d'un grand processus naturel soumis à des lois qui ne sauraient facilement varier d'une époque à l'autre. Pourquoi le rôle de l'individu dans la direction du progrès ne resterait-il pas sensiblement pareil dans les civilisations commençantes et dans les civilisations avancées? Faire « dévier le courant de l'impulsion collective des idées et des desseins » me semble une tâche au-dessus des forces, non seulement de l'individu isolé, mais encore du groupe total, de la collectivité elle-même. Ce n'est pas un paradoxe. Car, dans toute civilisation, la collectivité contemporaine est peu de chose, assurément, en comparaison des collectivités passées.

Sans doute, les conditions de la vie des peuples se modifient et se transforment; mais dans l'ignorance sociologique où nous végétons, nous sommes sans cesse exposés à cruellement nous tromper sur le sens ou la direction de semblables changements. Il peut nous paraître, par exemple, que nous marchons vers le règne des masses, des majorités compactes, des foules démocratiques. Mais s'agit-il d'une force nouvelle, d'une direction devenue tout à coup indépendante et libre, ou seulement de l'ombre de l'apparence, du fantôme d'une telle force? Sous l'enveloppe extérieure qui a varié, le noyau intime ne reste-t-il pas intact? Pour ma part, je le croirais volontiers. Le peuple a conservé à travers les âges, sans l'augmenter d'une façon sensible, le pouvoir redoutable et mystérieux qui lui appartenait déjà aux époques où l'influence du nombre passait, aux yeux de tous, pour égale à zéro. Le plus grand absolutisme, les plus puissantes aristocraties s'inclinaient devant ce maître anonyme. Les despotes à une et à milles têtes flattaient à qui mieux mieux les instincts vils et les goûts de la multitude. Cet accord, cette harmonie secrète, formaient leur principal *instrumentum regni*. Et aujourd'hui que la masse est enfin parvenue à s'investir des signes extérieurs de l'autorité souveraine, son pouvoir rapporté à celui des minorités ou des individus, semble, je le répète, être resté stationnaire. Comment et pourquoi aurait-il grandi si tout ce que les majorités gagnaient en savoir et en puissance était virtuellement perdu par là qu'elles se laissaient devancer, sous le même rapport, par les minorités? Aujourd'hui, comme autrefois, la foule, quand elle secoue sa torpeur, ne le fait que pour suivre docilement les médiocrités qui lui plaisent et la charment parce qu'elles lui fournissent l'occasion de manifester ses propres qualités inférieures.

On a souvent soutenu cette thèse, qu'avec beaucoup d'argent, de l'habileté, en achetant les journaux, en empoisonnant les sources de l'opinion, quelques rares individus pouvaient devenir, de nos jours, les maîtres absolus, les conducteurs irresponsables des troupeaux démocratiques. Les exemples à l'appui n'ont pas manqué : on cite la presse « jaune » en Amérique, dont les exploits ont permis de dire (si injustement) que l'âme des dollars dépensés pour certaines « campagnes » est devenue l'âme du peuple américain; les hauts faits de la presse militariste et antisémite en France (où l'âme des instigateurs de l'odieuse



besogne aurait peine, je pense, à se substituer à l'âme loyale de la nation), etc., etc. Mais il n'en est rien. Le peuple a tout juste gardé son antique pouvoir où le philosophe-ironiste apercevra deux impuissances maîtresses : celles de distinguer ses plus pressants et plus durables intérêts, et celle de choisir, pour atteindre le bien-être rêvé, le chemin le plus direct, la route la plus courte. La multitude a conservé son ignorance sociologique, elle continue à donner un libre cours à ses instincts. Or, en comparaison des tendances de l'élite dont le savoir est plus grand (sauf, hélas ! peut-être le savoir sociologique proprement dit), les penchants de la foule sont vils et misérables.

La foule aime à élever les médiocres sur le pavois (1). Mais il serait injuste de prétendre que ce jeu soit nouveau, ou que le règne des médiocrités ne fasse que commencer. Les changements subis par la mentalité des masses sont parfois plus apparents que réels. Des croyances s'ébranlent, des prestiges s'évanouissent, des préjugés disparaissent; mais d'autres croyances, aussi peu fondées en raison, d'autres prestiges aussi vains, d'autres préjugés aussi absurdes les ont vite remplacés. Et on ne dirige véritablement les foules que par les moyens des idées et des sentiments, des admirations et des répugnances que les foules portent en elles-mêmes. Dans ce sens, le peuple a toujours été son propre maître, et une nouvelle définition des lois promulguées par le législateur s'impose au juriste moderne. Ces lois sont les rapports nécessaires qui dérivent, non pas de la nature des choses, ainsi que l'écrivait Montesquieu, mais des idées, tantôt approximativement justes et tantôt honteusement fausses, que les masses profondes du peuple entretiennent sur la nature des choses.

Le recul du temps entoure les siècles écoulés d'un nimbe de poésie, et le joug de fer des rois, des prêtres des guerriers, des nobles, ces médiocres du passé, ces bas-fonds de l'élite disparue, semble aujourd'hui aux oublieux de l'histoire plus léger, plus supportable que la domination des banquiers, des accapareurs, des exploiteurs de toute sorte et de leurs zélés sous-ordres dans la presse et le Gouvernement. Le peuple, assure-t-on, pouvait, jadis, renverser ses rois et blasphémer ses dieux ; mais il ne peut rien depuis qu'il est la proie de l'argent et de la presse, « pouvoirs collectifs, anonymes, irresponsables, inattaquables, créés par la force des choses. » L'erreur est grande. Le pouvoir des dieux, des rois et des prêtres était tout aussi collectif, anonyme (jusqu'à l'hérédité inconnue et future), irresponsable, inattaquable, et dû à cette force des choses qui, hier, comme de nos jours, n'était que la force des idées et des sentiments de la masse, l'âme instinctive des foules ne se laisse pas facilement entamer ; l'opinion des masses ne se crée pas de toutes pièces ; le peuple se complaît aux mensonges qui conviennent à son inertie cérébrale, qui agréent à sa paresse d'apprendre. Aussi le plus bel éloge qu'on puisse faire des doctrines socialistes et anarchiques consiste à constater la lenteur, les mille difficultés

(1) V. à ce sujet le beau livre de Paul Adam : *Le triomphe des médiocres*, Paris, 1898, Paul Ollendorff, éditeur.

qu'elles éprouvent à largement se diffuser dans les milieux populaires.

D'autre part, l'élite a également conservé son ancienne puissance. Elle ne l'a pas accrue d'une façon notable, mais elle ne l'a pas vue diminuer.

Ce qu'on appelle l'élite, d'ailleurs, se compose de plusieurs couches. Les talents médiocres forment sa large base. Ils prennent immédiatement contact avec l'âme nonchalante des foules qu'ils défendent et protègent de leur mieux contre les entreprises de plus en plus hardies des minorités de moins en moins importantes qui constituent le reste du groupe social. Ils sont le bouclier, le tampon sauveur entre la « vieille coutume » et la « nouveauté » qui cherche à se frayer une route. Il leur arrivera de proposer la France aux Français, la Russie aux Russes, l'Allemagne aux Allemands, et l'empire du monde à celui qui osera en entreprendre la conquête, mais jamais il ne leur viendra à l'esprit de proposer aux hommes — la pure raison ou la science. Les multitudes reconnaissantes de tant d'égards pour leur paresse et leur repos, les sacreront maîtres, chefs, rois, conseils et guides. Elles n'auront pas tort, à un certain point de vue. Car jamais leurs passions et leurs opinions n'auront été mieux exprimées et mises en valeur que par les talents médiocres. Ceux-là furent et resteront toujours la servilité faite homme.

Pour ce qui est des talents exceptionnels et des génies, soit dans le bien, soit dans le mal, loin de constituer la véritable armée du progrès ou de la régression, ils n'en sont pas même les chefs. Tout au plus les éclaireurs et souvent, hélas! les sentinelles perdues ou lâchement sacrifiées. Le psychisme collectif, qui se dégage de l'ensemble du groupe social, agit sur eux avec une force particulière : ils font des découvertes scientifiques, ils tirent du savoir les belles synthèses religieuses et les sublimes philosophies, ils revêtent des formes splendides de l'art, les vérités péniblement acquises, ils sacrifient sans hésiter, dans l'action, à l'idée qui s'empare d'eux et les tourmente, les biens que le vulgaire estime et chérit par-dessus tout. Mais, en définitive, ils ne sont rien et ils ne peuvent rien, — pas même transmettre aux générations futures le vacillant flambeau qu'ils détiennent, — sans l'appui, sans l'aveu, sans l'écho, si passif, si tacite, si réduit fût-il, de la société tout entière. Ils sont les bons semeurs, soit; mais le grain qu'ils font voler aux quatre coins de l'horizon, ils l'ont pris à la terre féconde et, seule, la terre féconde pourra le faire germer, pourra le faire croître, pourra en tirer le nouveau grain qui servira à leurs successeurs.

En somme, et pour conclure ces pages sans doute trop longues, il n'y a encore rien de tel que savoir. Car savoir, c'est pouvoir. Et pouvoir (synonyme strict de devoir), c'est tenir le *droit*, simple mesure sociale, pure expression de la force. Et tenir le *droit*, c'est être *libre*. La liberté, rêve constant de l'individu, reste une chimère cruelle tant qu'on l'envisage comme quelque chose de séparé, de distinct de la

science. C'est la plante, délicate entre toutes, qui ne supporte pas qu'on blesse, si peu que ce fût, sa racine.

Allons vers la liberté, mes frères ; c'est-à-dire, avançons en savoir. La liberté est la raison sociale, le plus beau nom de la science.

Et apprenons tout d'abord que seule, la sociologie, l'éthique, — la morale que les religions et les philosophies les plus anciennes pressentirent d'une façon vague et incomplète, comme elles pressentirent tant de choses — que seul, le savoir social, dis-je, nous enseignera à *bien* nous aimer les uns les autres. L'amour du prochain qu'on l'appelle psychisme collectif ou altruisme, mais c'est le véritable objet de la sociologie.

E. DE ROBERTY.

(*Paris*, *mai* 1898.)

Vie Sociale et Politique

BELGIQUE

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les élections ne se présentent pas en Belgique comme dans la plupart de nos pays occidentaux, où le suffrage universel règne en maître souverain. Aussi le jugement qu'on porte sur elles et sur la force des partis de notre pays, doit-il être basé sur leurs résultats d'après le mode de votation en vigueur.

En France et en Allemagne, un suffrage représente un homme. En Belgique, un même électeur peut posséder une, deux, trois voix, suivant son âge, a quotité qu'il paye comme impôts et sa capacité. Ce système fausse le lrésultat final dès l'origine et permet à une minorité de faire la loi à la majorité, quoique celle-ci soit trois fois plus forte. C'est évidemment la classe ouvrière qui est sacrifiée dans ces élections.

Il s'agissait aux élections générales du 22 mai dernier de renouveler le mandat de la moitié des députés sortants, élus en 1894, soit 75 représentants, dont 39 catholiques et 36 des partis d'opposition.

L'ancienne Chambre se composait de 108 cléricaux, de 12 libéraux et de 30 socialistes. Les présentes élections, comme on le verra plus loin, n'ont guère modifié cette répartition.

Les libéraux et les catholiques se sont disputé le pouvoir pendant plus de 60 ans. Aujourd'hui ils ont un ennemi commun à combattre ; leurs querelles ont cessé et n'existent que pour la forme, depuis que le socialisme les menace tous les deux.

Les libéraux ont été sacrifiés dès la première élection ; la Chambre soumise au renouvellement ne contenait que quelques rares spécimens de cette catégorie disparue et l'élection qui vient d'avoir lieu ne leur a été guère plus favorable. C'est d'eux que se sont détachés un grand nombre de suffrages reportés sur la liste socialiste. Ils n'ont gardé quelque influence que dans les grands centres comme Gand, Anvers, Mons, Bruxelles, et encore ceux-ci leur échappent de plus en plus. C'est la petite bourgeoisie et les employés qui composent leurs bataillons.

Les cléricaux, au contraire, grâce au régime. dont ils dotèrent la Belgique, n'ont jamais eu une majorité si forte qu'actuellement. Ils s'appuient sur le clergé et le fanatisme des paysans. Leurs bataillons commencent quand même à se désagréger. Sous forme de démocratie, — car le masque de démocratie est indispensable à qui veut gagner des partisans et se faire une position politique, — un parti nouveau, le parti des démocrates chrétiens ou *chismocrates* s'est formé. Son chef, l'abbé Daens, qui a été membre de la dernière

législature, a dû, sur l'ordonnance de son évêque, renoncer à se représenter devant ses électeurs. Ses partisans, à la suite de cette retraite forcée, ont mené une campagne vigoureuse même contre ceux qui, catholiques comme eux, se couvrent de la doctrine du Christ pour tenir le peuple en tutelle.

Leurs candidats ont été opposés aux candidats gouvernementaux et un des leurs, M. Ducatillon, a tenu en échec, jusqu'au ballotage, un de nos ministres, M. de Bruyn, qui n'a été réélu que parce qu'il avait supprimé, la veille de l'élection, un arrêté obligeant les vaches à porter un anneau à l'oreille, ce qui avait fortement mécontenté les campagnards. On racontait sous une forme triviale au cultivateur que le gouvernement lui avait donné « une médaille pour son chien, un anneau pour sa vache, une besace pour son fils ». Cette phrase résumait toute la politique agraire du gouvernement.

C'est au pays d'Alost que la lutte fut la plus acharnée. Les démocrates chrétiens avaient opposé leur liste aux candidats sortants, parmi lesquels se trouvait M. Woeste, véritable chef, quoique sans portefeuille, du gouvernement. Sans le départ d'environ 3.000 ouvriers, qui vont faire tous les ans la récolte dans le Nord de la France, ils auraient certainement été élus.

A Gand, où deux ministres MM. Begerem et de Smet de Nayer étaient soumis à la réélection, la liste catholique comprenant leurs noms passe avec une majorité formidable, laissant loin derrière elle le *Cartel*, formé par la coalition des socialistes et progressistes, ainsi que la liste des doctrinaires.

A Saint-Nicolas, M. Van Brussel, un petit cultivateur catholique dissident, est élu contre l'ancienne députation de la même nuance. Cette élection s'est faite à l'étonnement de tous les partis. La Flandre reste donc entièrement acquise au cléricalisme. Les listes d'opposition y recueillent cependant, chaque fois, un nombre plus considérable de suffrages.

La haine implacable des conservateurs poursuit tous les partisans de la démocratie chrétienne. On les met sur le même pied que les socialistes. Mais leur parti grandit ; ils ont fait une trouée dans les cerveaux incultes des paysans de nos Flandres et si leurs succès n'ont pas été plus éclatants, il faut l'attribuer aux basses manœuvres de leurs adversaires.

Comme intrigues courantes, il faut compter celles qu'un de leurs candidats signale dans les termes suivants : « Le clergé avait reçu les ordres les plus sévères de l'évêché pour nous combattre. Aux naïfs il faisait croire que les églises et les couvents allaient être incendiés si nous étions élus. Dans certaines églises, le curé prêchait que les électeurs qui voteraient pour nous seraient damnés. Des électeurs qui étaient des nôtres ne reçurent pas l'absolution avant la Pentecôte. Des prières publiques, même le *Veni Creator* furent chantés dans les écoles, les hospices, les couvents et les oratoires à l'intention du ministre. C'était comme si l'Antéchrist était né. » Voici une appréciation, toute aussi suggestive, d'un autre leader de ce parti. « En fidèles valets du capital, ils ont couru de maison en maison, de personne à personne. Menaces, oppression de conscience, mensonges et calomnies, tout a été mis en œuvre. Les mères et les filles ont été excitées contre les pères et les fils, — on invoquait le ciel et on menaçait de l'enfer. »

Faut-il s'étonner alors que les démocrates chrétiens, aigris par tant de fiel, ripostent en termes violents, excitent comme disent les défenseurs de l'ordre actuel, les pauvres contre les riches, activent en un mot la lutte des classes ?

Où cela conduira-t-il ? La jonction des extrêmes, tout comme celle des centres, est inévitable. Les résultats des dernières élections en sont la démonstration la plus concluante. Cette élection a servi à combattre le prolétariat organisé, le socialisme. Les deux partis, conservateurs de droite et de gau-

che, ont porté tous leur coups sur celui-ci. Le socialisme ne s'en porte d'ailleurs pas plus mal. Le Parti Ouvrier ne perd qu'un siège et gagne un nombre considérable de suffrages. La campagne de propagande, que les élections lui donnent l'occasion de faire, a été admirable, même de l'aveu des adversaires. La foi des propagandistes, dans la justice de la cause qu'ils défendent, leur a fait faire des prodiges. Chaque dimanche, chaque jour presque, ils donnèrent d'innombrables meetings, distribuèrent des manifestes et des brochures. Ce n'était pas pour l'intérêt du mandat qu'ils se sacrifièrent, car dans beaucoup d'arrondissements ils luttèrent sans espoir de réussite, tandis que dans d'autres ils avaient à maintenir les positions acquises. C'était pour la défense des droits outragés, pour l'organisation de la classe ouvrière qu'ils bataillaient. Il fallait profiter de cette fièvre électorale qui envahit les plus rébarbatifs, qui viennent alors aux conférences, où on peut à loisir leur expliquer les principes de solidarité qui doivent animer tout être humain, et leur faire comprendre que leur cause est celle de tous les travailleurs, à quelque opinion qu'ils appartiennent.

Le tableau comparatif suivant permettra au lecteur de juger des progrès faits par les trois partis depuis 1894 :

ARRONDISSEMENTS	SOCIALISTES		LIBÉRAUX		CLÉRICAUX	
	1894	1898	1894	1898	1894	1898
Gand	15502	22647	25164	16519	59491	56099
Alost	2884	17450	—	17987	25962	29472
Audenarde	—	2700	11018	—	18450	18590
Termonde	—	2800	8172	—	25695	20850
Saint-Nicolas	1917	2375	7792	—	32932	19750
Mons	42702	43100	18464	22800	16743	18100
Charleroi	57443	67778	22162	21730	33851	34198
Tournai	3682	6120	22227	22930	24567	24950
Ath	3036	6916	14158	12900	15345	15340
Soignies	16450	21916	14146	15350	18043	16260
Thuin	10536	17900	16201	13700	17610	16000
Liège	61215	62451	28221	25748	30001	37005
Huy	7713	18226	11341	18987	11479	13700
Verviers	16068	18085	10021	13083	18365	21261
Waremme	1530	10097	9348	11343	10079	11350
Hasselt	—	—	4109	—	19161	—
Tongres	—	1800	8212	—	10662	14050
Maeseyck	—	—	2295	—	10454	10709

Il est inutile de rappeler ici l'organisation du prolétariat belge. Constatons cependant que dans les centres, comme au pays de Charleroi, par exemple, où l'organisation ouvrière est puissante, les socialistes ont gagné en quatre ans plus de 10.000 voix, et leurs candidats passent au premier tour, obtenant plus de voix que les deux autres partis réunis. Cette députation compte parmi les plus brillantes du pays ; elle comprend le jeune leader du Parti Ouvrier, M. Emile Vandervelde, qui, avec MM. Furnémont et Jules Destrée, a exercé une grande influence sur l'ancienne législature.

A Mons, les socialistes Léon et Alfred Defuisseaux, Marville, etc., passent également au premier tour, laissant un des leurs, auquel il manquait quelques voix, en ballottage.

Si, à Liège, les socialistes ne sont pas élus au premier tour, comme ils

auraient pu l'espérer, cela provient du vote de la loi flamande, que le gouvernement avait présentée quelques semaines avant l'élection, sachant que cette loi aurait été défavorable aux socialistes, dans cette région foncièrement wallonne. Les défections se sont surtout produites dans la petite bourgeoisie et les candidats, parmi lesquels figurent MM. Anseele, administrateur du *Vooruit*, M. Denis, le célèbre sociologue, et M. Demblon, n'ont reconquis leurs mandats qu'au second tour.

Si à Charleroi, Mons et Liège, les socialistes peuvent compter sur leurs propres forces, pour faire triompher leurs candidats, il n'en est pas de même à Soignies, Thuin et Verviers. Dans ces derniers arrondissements, les socialistes, tout en ayant une forte avance sur les autres partis, doivent leur réélection aux libéraux. A Verviers, ces derniers ont refusé leur appui et fait élire des cléricaux aux lieu et place de la députation socialiste sortante.

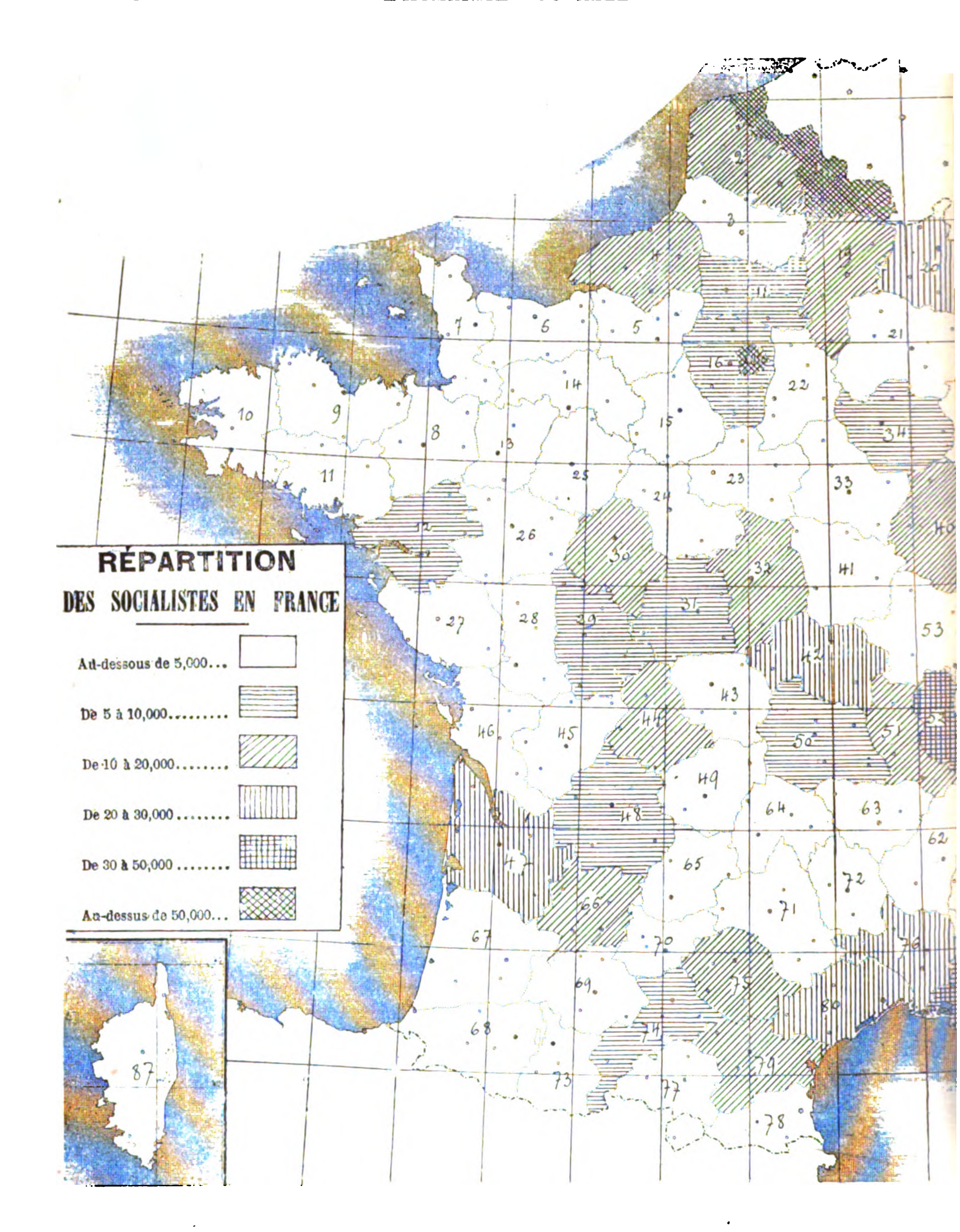
C'est surtout aux ballottages que la concentration capitaliste devient apparente. Les libéraux ont reporté près de 37.000 suffrages sur les cléricaux alors qu'ils n'en accordaient que 28.000 aux socialistes. Le nombre de voix obtenues par les partis mis en ballottage démontre à l'évidence la tendance à la concentration clérico-libérale :

		VERVIERS	LIÈGE	SOIGNIES	THUIN	MONS	TOURNAI	ATH	TOTAL
Socialistes	22 mai.	18,085	62,451	21,916	17,900	43,100	6,418	6,917	176,787
	29 mai.	24,153	72,718	27,327	24,938	45,293	»	»	207,764
Cléricaux	22 mai.	21,261	37,055	16,260	16,000	22,800	21,950	15,389	148,845
	29 mai.	27,655	51,873	25,242	22,699	»	27,787	16,751	172,007
Libéraux	22 mai.	13,308	25,748	15,350	13,700	22,800	22,932	12,939	126,777
	29 mai.	»	»	»	»	35,218	27,467	18,422	149,213

La nouvelle chambre comptera 110 catholiques, 11 libéraux, 29 socialistes.

Que nous reste-t-il à dire ? Les faits démontrent à l'évidence les progrès accomplis par le socialisme. Nous ne parlerons pas ici seulement des progrès électoraux et parlementaires, car, que nous importent ceux-ci ? Que fait un mandat qui se perd, quand la cause est en route vers le triomphe ? Nous préférons voir la classe ouvrière posséder une organisation puissante et forte, de plus en plus nécessaire dans la lutte entre le capital et le travail, lutte de jour en jour plus intense et plus fréquente. Si, par surcroît, les pouvoirs publics pouvaient — quoique leur réelle efficacité soit très contestable avec leur organisation actuelle — apporter par une législation large et sincère un peu de justice aux opprimés, permettre aux générations nouvelles d'acquérir l'instruction sans laquelle aucun progrès durable n'est possible, nous pourrions bientôt voir se lever l'aurore de la fraternité et de la justice dans la solidarité humaine.

PAUL DEUTSCHER.


RÉPARTITION
DES SOCIALISTES EN FRANCE
Au-dessous de 5,000...
De 5 à 10,000........
De 10 à 20,000........
De 20 à 30,000........
De 30 à 50,000........
Au-dessus de 50,000...

1 Nord.
2 Pas-de-Calais.
3 Somme.
4 Seine-Inférieure.
5 Eure.
6 Calvados.
7 Manche.
8 Ille-et-Vilaine.
9 Côtes-du-Nord.
10 Finistère.
11 Morbihan.
12 Loire-Inférieure.
13 Mayenne.
14 Orne.
15 Eure-et-Loir.
16 Seine-et-Oise.
17 Seine.
18 Oise.
19 Aisne.
20 Ardennes.
21 Marne.
22 Seine-et-Marne.
23 Loiret.
24 Loir-et-Cher.
25 Sarthe.
26 Maine-et-Loire.
27 Vendée.
28 Deux-Sèvres.
29 Vienne.
30 Indre-et-Loire.
31 Indre.
32 Cher.
33 Yonne.
34 Aube.
35 Haute-Marne.
36 Meuse.
37 Meurthe-et-Moselle.
38 Vosges.
39 Haute-Savcie.
40 Côte-d'Or.
41 Nièvre.
42 Allier.
43 Creuse.
44 Haute-Vienne.
45 Charente.
46 Charente-Inférieure.
47 Gironde.
48 Dordogne.
49 Corrèze.
50 Puy-de-Dôme.
51 Loire.
52 Rhône.
53 Saône-et-Loire.
54 Jura.
55 Doubs.
56 Belfort.
57 Ain.
58 Haute-Savoie.
59 Savoie.
60 Isère.
61 Drôme.
62 Ardèche.
63 Haute-Loire.
64 Cantal.
65 Lot.
66 Lot-et-Garonne.
67 Landes.
68 Basses-Pyrénées.
69 Gers.
70 Tarn-et-Garonne.
71 Aveyron.
72 Lozère.
73 Hautes-Pyrénées.
74 Haute-Garonne.
75 Tarn.
76 Gard.
77 Ariège.
78 Pyrénées-Orientales.
79 Aude.
80 Hérault.
81 Bouches-du-Rhône.
82 Vaucluse.
83 Var.
84 Alpes-Maritimes.
85 Basses-Alpes.
86 Hautes-Alpes.
87 Corse.

FRANCE

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le 8 mai 1898, les électeurs français étaient appelés à nommer les députés qui, pendant quatre ans — jusqu'en mai 1902 — vont diriger plus ou moins les affaires de France. La France continentale comprenant la Corse et l'Algérie compte environ 10.650.000 électeurs. Il y eut à peu près 8.210.000 votants sur lesquels les journaux ne nous ont permis de classer que 7.870.000. Sur ce nombre, nous avons pu relever :

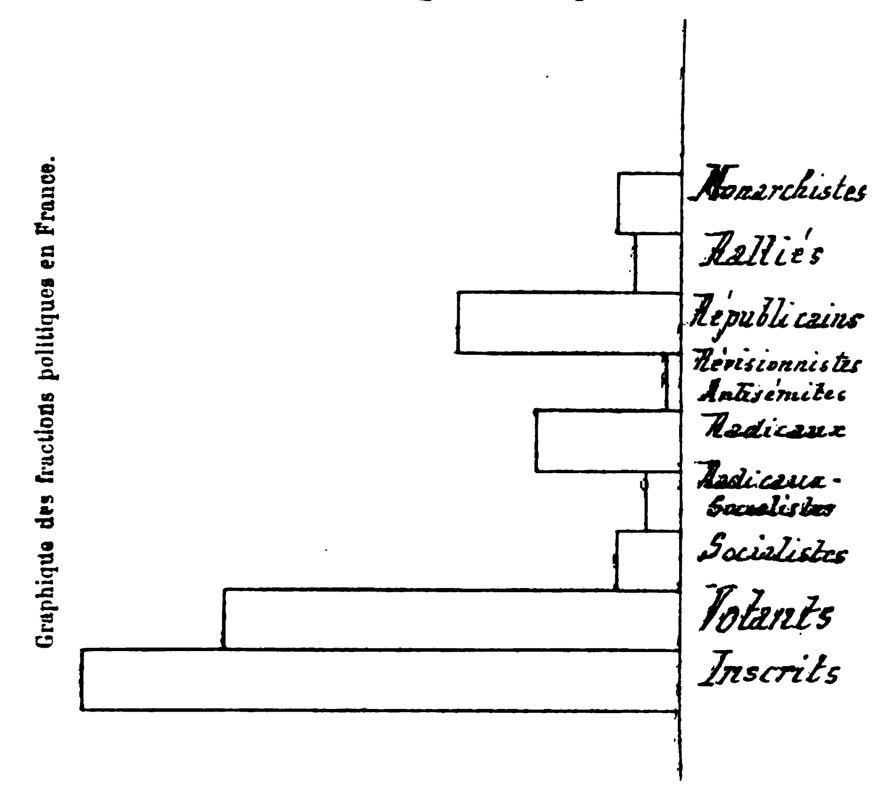
Socialistes	788.000
Radicaux socialistes	488.000
Radicaux	1.883.000
Républicains indépendants, révisionnistes, antisémites, nationalistes	183.000
Républicains progressistes, opportunistes, modérés ou de gouvernement	3.048.000
Ralliés	640.000
Monarchistes, bonapartistes	838.000

Le tableau précédent montre nettement la proportion relative des diverses fractions de l'opinion politique en France. Si l'on applique cette proportion à la totalité des électeurs, on voit que, en France, on peut diviser les 10,650.000 électeurs de la façon suivante :

		0/0 Totalité des électeurs.
Socialistes	1.075.000	10,1
Radicaux socialistes	650.000	6,1
Radicaux	2.565.000	24,1
Revisionnistes, antisémites	245.000	2,3
Républicains	4.120.000	38,7
Ralliés	865 000	8,1
Monarchistes	1 130.000	10,6
Total	10.650.000	100,0

Il importe dès maintenant de noter que tous les chiffres que nous donnons sont très approximatifs et ne doivent jamais être considérés au point de vue de leur valeur absolue. Nous avons obtenu ces nombres en relevant les chiffres publiés par les journaux. Ils ont donné parfois des chiffres erronés, d'autres fois ils oublient de donner tous les votants ou tous les inscrits, ils rapportent inexactement les qualifications des candidats et certains de ceux-ci sont, suivant les journaux, qualifiés socialistes ou radicaux-socialistes; radicaux ou républicains progressistes; ralliés ou monarchistes ou même républicains. Les chiffres,en eux-mêmes, ne peuvent donc avoir qu'une valeur très relative ; mais comme ces causes d'erreur se présentent pour toutes les

fractions de l'opinion, il nous semble que la proportion qui résulte de ces chiffres donne une juste idée de la répartition des partis en France.



La moyenne des abstentions a été pour toute la France de 24,6 0/0. Il y a eu 40 0/0 d'abstentions dans le Var où, tous les candidats étant d'une même opinion, socialistes ou radicaux-socialistes, la lutte était très peu vive ; les Bouches-du-Rhône ont eu 34 0/0 d'abstentions. Dans le Nord, où la lutte fut très rude entre socialistes et ralliés ou monarchistes, il y eut seulement 16,5 0/0 d'abstentions.

Si l'on réunit les suffrages en trois grands groupes : 1° le groupe I (radical, radical-socialiste, socialiste et revisionniste) ; 2° le groupe II (républicain et rallié) ; 3° le groupe III (monarchiste), on constate qu'il y a en France quatre départements (Ille-et-Vilaine, Morbihan, Vendée, Gers) où les monarchistes ont la majorité et trente-huit où celle-ci appartient au groupe I. A l'exception du Midi, les départements côtiers ont une majorité appartenant au groupe II.

Pour la première fois, aux élections de mai 1898, nous avons vu apparaître des candidats antisémites et d'autres nationalistes ; parfois même ces candidats prenaient ces deux qualificatifs. Ils n'ont pas eu grand succès positif sauf en Algérie, où quatre antisémites, et parmi eux M. Edouard Drumont, ont été élus à une très forte majorité. L'Algérie entière est antijuive à ce point que, lors du récent congrès des employés de chemin de fer, les délégués algériens ont fait une motion antijuive qui fut rejetée. Ces nationalistes

ont toutefois des élus notables, MM. Paul Déroulède, Lucien Millevoye, qui rentrent à la Chambre. D'après le *Temps*, il y aurait à la nouvelle Chambre 26 députés qu'on peut ranger dans cette catégorie. Les 4/5 de ce nombre, dit-il, sont des radicaux-socialistes, voire même des socialistes. Si le succés positif de ces antisémites, nationalistes et revisionnistes a été mince, leur succès négatif a été plus considérable. Je veux dire qu'ils ont fait échouer des notabilités diverses. L'affaire Dreyfus-Zola-Esterhazy a été cause de l'échec de certains comme MM. Joseph Reinach, Hubbard, Gérault-Richard, etc. Ce dernier a été l'objet d'une campagne fort vive menée par M. Henri Rochefort et son journal l'*Intransigeant*. Il se vengeait ainsi de la polémique parfois brutale que M. Gérault-Richard avait eue contre lui il y a dix ans, lors du boulangisme. Si deux des plus notoires socialistes, MM. Jules Guesde et Jaurès sont restés sur le carreau, la cause est tout autre. C'est un procédé de polémique plus ou moins mauvais que d'attribuer la défaite de M. Jaurès à son attitude dans l'affaire Dreyfus-Zola-Esterhazy. Depuis 1893, une campagne active était menée contre MM. Guesde et Jaurès dans leurs circonscriptions (Roubaix et Carmaux) par les gros patrons d'usines et propriétaires miniers. Leurs sièges étaient si menacés au vu et au su de tous les socialistes français qu'en le *Labour Leader* du 1er janvier 1898, l'un d'eux émettait des doutes sur leur réélection et croyait à leur échec.

Les capitalistes soit républicains, soit ralliés, soit monarchistes, tenaient essentiellement à ce que ni M. Jaurès ni M. Guesde ne revinssent à la Chambre et ils mirent tout en œuvre pour cela. L'argent ne fut pas ménagé. Les plus indépendants parmi les ouvriers furent peu à peu éliminés et remplacés par des ouvriers soumis, obéissants.

Le socialisme, malgré l'échec de deux de ses leaders et la perte de quelques sièges à Paris — MM. Chauvin, Faberot, Toussaint, Gérault-Richard, Lavy, ne sont pas réélus — gagne beaucoup. Il y a un gain d'au moins 200.000 votants sur les élections de 1893. La *Petite République* estime ce gain à près de 300.000. Si l'on examine la répartition des voix socialistes, on constate que la Seine et le Nord présentent le plus grand nombre de socialistes, ensuite les Bouches-du-Rhône et le Rhône. Les départements dont plus de 20 0/0 des électeurs sont socialistes sont l'Allier, le Cher, l'Hérault (20.8 0/0), l'Aude et le Gard (22 0/0), le Rhône (23 0/0), le Nord (24 0/0, les Ardennes (30 0/0), les Bouches-du-Rhône (31 0/0), le Var (36 0/0) et la Seine (37 0/0). L'examen de la carte ci-jointe où l'on a indiqué la proportion des socialistes montre que les départements les plus socialistes sont les départements les plus industriels. Le même phénomène est bien plus apparent si l'on considère les arrondissements au lieu des départements. Il arrive, en effet, qu'un arrondissement industriel se trouve au milieu d'un département agricole et la vue d'ensemble est différente de ce que l'on obtient en examinant séparément les arrondissements agricoles et industriels. Il ressort de cette étude comparée que les centres industriels, capitalistes, sont les centres du socialisme.

Au point de vue socialiste, ces élections auront une importance considérable. Grand nombre de candidats socialistes ont, dans le secret espoir de recueillir davantage de voix, atténué très fortement les principes du socialisme. Ils ont nié être les adversaires de la propriété individuelle. Ils ont, sous des formes diverses, répété ce que M. Gabriel Deville avait dit à la Chambre en 1897, ce que M. Georges Renard avait écrit dans la *Revue socialiste*, ce contre quoi M. Edouard Vaillant s'était énergiquement prononcé dans la *Petite République*. Ainsi, dans une affiche apposée sur les murs de Paris, sous le titre « Fédération des groupes socialistes de la..... » nous

lisons : « Citoyens, *on nous accuse de vouloir supprimer la propriété individuelle* : Nous voulons, *au contraire*, assurer à tous les citoyens leur part de propriété en laissant à chacun le produit de son travail... » Et cette affiche est signée : « Vu, le candidat (ici était le nom) » ! Voilà ce qu'un socialiste révolutionnaire indépendant a approuvé ! Dans toutes les fractions du socialisme, des candidats ont plus ou moins équivoqué sur la conservation de la propriéte individuelle. Pour avoir des électeurs, les principes socialistes ont été atténués, dénaturés, cachés. La socialisation des moyens de production épouvante encore la masse qui ne sait ce que cela signifie et, sous peine d'échec, un candidat ne doit pas épouvanter les électeurs. Le socialisme a donc perdu en profondeur ce qu'il a gagné en étendue. Le nombre des socialistes conscients, c'est-à-dire connaissant et approuvant l'idéal socialiste — au minimum socialisation des moyens de production — est considérablement moindre que le nombre des électeurs socialistes. La majorité de ceux-ci doit plutôt être rangée dans la catégorie des radicaux-socialistes. Ces derniers ne veulent point que les moyens de production soient propriété commune.

De même à la Chambre, il est certains députés dits socialistes comme MM. Millerand, Viviani, Gras, Rouanet, Pascal-Grousset, etc., que le social-démocrate orthodoxe et *à fortiori*, le communiste anarchiste se refuserait à considérer comme socialiste. Nous connaissons une sociale-démocrate autrichienne qui ne peut se décider, après la lecture des programmes et des déclarations de ces députés, à les considérer comme socialistes. C'est aussi l'opinion des jeunes socialistes du Parti ouvrier français (P. O. F.). Ainsi, dans le Ve arrondissement de Paris, le groupe des étudiants collectivistes et parmi eux M. Jean Longuet, le petit-fils de Karl Marx, a soutenu avec ardeur un ouvrier, candidat du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, combattant avec énergie M. Gras, candidat de l'Union socialiste soutenu par tous les députés socialistes sortants. Même ce groupe collectiviste du P. O. F. a affirmé, par affiches et en réunions publiques, la candidature de classe, répétant que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

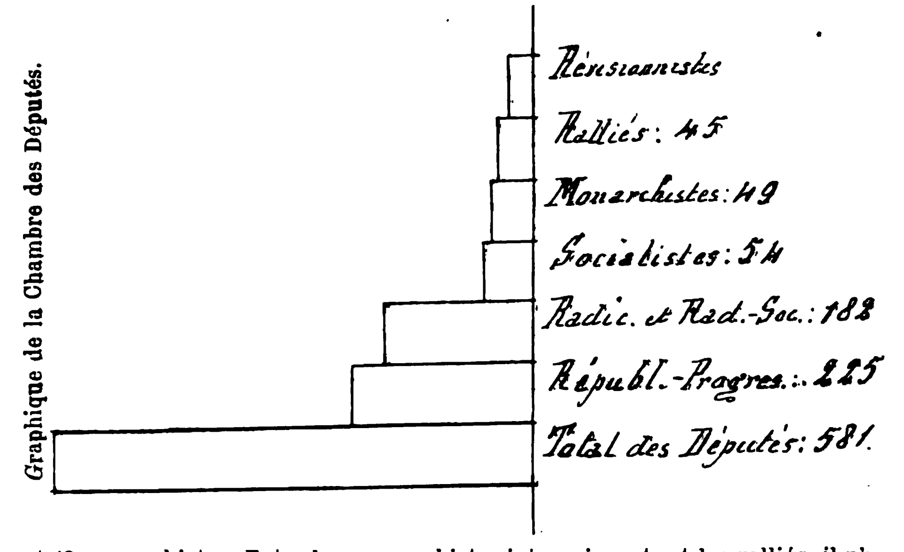
Les élections de 1898 donneront donc un grand essor aux socialistes, car le nombre important des voix montre que l'étiquette socialiste est aimée de la masse, quoiqu'elle ignore ce que cette étiquette couvre ; car, parmi les socialistes conscients, les jeunes ont vu les palinodies et les compromissions *nécessaires* des candidats et il en résulte qu'ils semblent vouloir tourner leurs énergies vers d'autre but que la conquête de sièges électoraux.

A la Chambre, comme groupement socialiste fortement constitué, nous trouverons les adhérents au Comité révolutionnaire central (Blanquistes) et à l'Alliance communiste révolutionnaire. Il y a là MM. Vaillant, Walter, Dejeante, Groussier, Sembat, J. L. Breton, etc. Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire aura comme représentants : MM. Poulain, Renou, Lassalle. Le parti ouvrier français a : MM. Zevaès, Sauvanet, Carnaud, Benezech, Legitimus, etc. Il y a en tout à la Chambre, d'après le ministère de l'Intérieur, 57 socialistes ; d'après le *Temps*, 54 ; d'après la *Petite République*, 46. Nous considérerons comme exacts les chiffres du *Temps*, étant admis que, parmi ces soi-disant socialistes, il en est qui ne sont que des radicaux-socialistes.

Il est très difficile d'établir la limite qui sépare les radicaux-socialistes des radicaux et je crois qu'on la chercherait en vain, car le nom seul est changé. Les radicaux veulent l'impôt sur le revenu, la séparation des églises et de l'Etat, une extension des libertés d'association, de presse et de réunion, etc. Les élections dernières ont prouvé qu'ils sont en progrès et qu'ils gagnent

des sièges et des voix au détriment des républicains opportunistes et progressistes. D'après le ministère de l'Intérieur, il y aurait à la Chambre nouvelle 178 radieaux et radicaux-socialistes; le *Temps* dit, lui, 182. Il y aurait par suite une diminution de 18 sièges sur l'ancienne Chambre, d'après le ministère et 14, d'après le *Temps*. Mais si l'on se souvient qu'il y a 20 révisionnistes antisémites qui sont des radicaux et radicaux-socialistes, on voit qu'en réalité, le groupe radical gagne des voix. Quelques-uns de ces leaders, M. Goblet, entre autres, restent sur le carreau. MM. Brisson, Bourgeois, Alphonse Humbert, Lockroy, C. Pelletan, Mesureur, etc., sont réélus.

Les républicains progressistes, opportunistes ou républicains de gouvernement, c'est-à-dire républicains qui veulent conserver ce qui est et ne pas avancer ou tout au moins progresser avec une lenteur à nulle autre pareille, ont gagné des sièges et des voix sur les ralliés c'est-à-dire monarchistes ralliés à la République, qui eux-mêmes en ont gagné sur les monarchistes intransigeants. On peut compter à la Chambre 225 républicains opportunistes, 45 ralliés



et 49 monarchistes. Entre les monarchistes intransigeants et les ralliés, il n'y a d'autre différence que dans la dénomination. Les aspirations, les désirs sont les mêmes; les ralliés sont des monarchistes honteux qui s'étiquettent républicains pour être élus, mais ils ne demanderaient pas mieux que de ramener la monarchie : ralliés et monarchistes votent de même façon. Peut-être, cependant un petit groupe de ces derniers, sous la direction de M. Paul de Cassagnac, qui reparaît à la Chambre, sera-t-il à ce point intransigeant qu'il votera toujours dans l'opposition. Parmi les candidats, six à notre connaissance se portèrent avec l'étiquette « socialiste chrétien », quatre ou cinq avec l'étiquette « républicain catholique ». Deux prêtres, les abbés Gayraud (Finistère) Lemire (Nord), ont été élus. A Paris, il a été élu 3 conservateurs-monarchistes, MM. Binder, Denys-Cochin, Lerolle; deux ralliés, MM. Prache et Berry. La majorité des députés de la Seine est socialiste, radicale-socialiste et radicale; elle devrait être socialiste, car ce sont les socialistes qui ont le plus de voix. Les trente et un mille monarchistes et ralliés ont 5 sièges, soit une moyenne de 6.000 voix par député élu; les 212.000 électeurs socialistes ont 16 sièges, soit 13.000 voix en moyenne par député élu. Chaque député socia-

liste de la Seine représente environ le double d'électeurs que représente chaque député monarchiste de la Seine. Parmi les députés sortants monarchistes qui ont échoué, nous voyons MM. le duc de La Rochefoucauld, Delafosse, etc. Les députés opportunistes battus ont été MM. Deloncle, Goirand, A. Lebon, Delpeuch, etc., ces deux derniers ministre et sous-secrétaire d'Etat.

La lecture des journaux, soit après le 8 mai, soit après le ballottage (22 mai) était des plus intéressantes pour le spectateur qui ne se passionne point pour les élections. En effet, tous exultaient : M. Henri Rochefort, dans l'*Intransigeant*, célébrait la défaite des « Dreyfusards de marque » et se réjouissait du triomphe de la démocratie. Dans l'*Echo de Paris*, même note à l'exception du chant de triomphe pour la démocratie, car cette feuille est plutôt gouvernementale. *La Lanterne*, sous la plume de M Millerand, la *Petite République* chantent la victoire socialiste, alors que le *Figaro* est tout heureux d'enregistrer la victoire des conservateurs et des catholiques. *La Libre Parole* est enthousiaste de l'élection de M. Drumont, son directeur, contre lequel tout a été mis en œuvre pour le faire échouer. Il paraîtrait que des anarchistes ou plutôt de soi-disant tels auraient reçu de l'argent pour aller à Alger combattre la candidature Drumont. Leur réception fut plutôt fraîche par les électeurs algériens et ils durent rentrer en France, quelques-uns pour aller à l'hôpital, suite des coups reçus. Le bruit a couru que la caisse de MM. de Rothschild fut ouverte, petitement d'ailleurs, pour ces paiements. A Alger, un des protagonistes de l'élection Drumont était M. Daniel Saurin, l'auteur de l'*Ordre par l'anarchie*. Si la *Libre Parole* se réjouissait de l'élection de son directeur, l'*Aurore* n'était pas moins contente de l'échec de quelques candidats nationalistes. Dans cette feuille, M. Clémenceau constatait que les élections étaient l'indice d'un petit pas, d'un tout petit pas, dans la voie du progrès vers l'idéal de liberté, d'égalité, de fraternité et il était plutôt triste de cette désespérante lenteur des masses dans la marche en avant. *Le Gaulois*, *le Temps*, *le Siècle*, *le Journal des Débats*, observaient la progression des socialistes et s'en effrayaient presque, tout en étant satisfaits du nombre des sièges obtenus par les candidats qui leur étaient chers.

En somme, toutes les nuances de l'opinion étaient contentes, résultat charmant. Si, hors de toute passion, on examine la Chambre, il ressort, d'une façon non douteuse, une progression du socialisme, une progression des radicaux. La marche en avant vers la gauche est nette. La droite voit ses forces diminuer sans cesse, depuis 27 ans. La monarchie est morte en France, de même que l'Empire. Il n'y a plus ni roi, ni empereur possible avec les générations actuelles. Nous ne pensons point que les générations futures, faisant un retour en arrière, nous amènent un roi ou un empereur. L'éducation des masses se fait, lentement, trop lentement même, c'est vrai; mais elle se fait indéniablement. Et le peuple français marche indéniablement vers la réalisation d'un idéal de moins en moins de gouvernement, de plus en plus de liberté, d'égalité et de solidarité.

Quant à la prochaine Chambre, il semble difficile qu'elle puisse beaucoup œuvrer. Telle qu'elle paraît être composée, il est probable qu'il n'y aura point de majorité stable. Le groupement radical, radical-socialiste, socialiste joint aux 4/5 des antisémites nationalistes, donne un total de 256 voix. Les républicains opportunistes joints aux ralliés ont 270 sièges. Il n'y a donc qu'une majorité républicaine de 14 voix et encore faut-il comprendre en cette majorité les ralliés qui sont bien peu républicains. Il suffit donc d'un déplacement de 8 voix, pour que la majorité appartienne aux radicaux. Alors intervient le groupe monarchiste qui, avec ses 49 voix, fera pencher la

balance vers la réaction. Il n'y a donc aucune majorité stable, mais une majorité flottante, suivant les circonstances. Les ministères seront à la merci d'une coalition des partis et ceux qui détermineront les chutes des ministères sont, d'une part, les socialistes ; d'autre part, les monarchistes. S'ils seront arbitres de la situation ministérielle, ils ne le seront point de la situation des affaires politiques; car, contre tout progrès, les monarchistes et ralliés feront bloc et emporteront la majorité; contre tout regrès, les socialistes et radicaux socialistes feront bloc et emporteront la majorité. La Chambre nouvelle piétinera donc dans le *statu quo*. Nous assisterons à des coalitions de partis pour renverser les ministères et les suivants seront semblables aux précédents. Le temps n'est pas encore venu où la France sera divisée en deux grands partis politiques. Ce temps viendra, car les élections de 1898 montrent une étape vers ce but qui, sans doute, précédera la réalisation de l'idéal socialiste.

28 *mai* 1898. SPECTATOR.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Qu'est-que l'Art ? par LÉON TOLSTOÏ. — *Les Mauvais Bergers*, par OCTAVE MIRBEAU. — *Devant la vie*, par CHARLES MAX. — *La fièvre*, par LOUIS LUMET. — *Les morfondus* et *Terre promise*, par EUGÈNE MOREL. — *Au Pays des carillons*, par PAUL-AUGUSTE MASSY. — *L'An Rouge*, par FRANÇOIS DE NION. — *Images de Dieu*, par ARTHUR TOISOUL. — *L'Ensorceleuse*, par JEAN RAMEAU. — *La Fille du milliardaire*, par FRANÇOIS MURIER.

Qu'est ce que l'Art? (1). Il est étonnant que cette œuvre admirable, où sont surtout cités des écrivains français, ait été écrite par un Russe, et avec une connaissance aussi profonde de notre littérature. M. Tolstoï a tenu à nous donner ce livre de critique pour affirmer plus nettement encore ses idées d'altruisme que ses romans nous avaient déjà fait connaître ; il a réussi surtout à grandir encore notre admiration pour son génie que consacreront les siècles. Après Cousin, Taine, Spencer, Guyau, Grant Allen et d'autres philosophes nombreux, M. Tolstoï tente de nous donner la définition de l'Art; et il nous coûte d'être forcé de nous restreindre dans le jugement de ce livre, car mains passages retiennent l'attention et valent d'être résumés ou discutés.

Son affirmation qu'un peintre représentant une blessure saignante avec une exactitude parfaite ne fait pas de l'art n'est qu'une réminiscence de Montaigne, lequel Montaigne avait lu Elien et d'autres anciens pour lesquels cette vérité était déjà banale.

— « Dire qu'une œuvre est bonne, dit Tolstoï, et cependant incompréhensible à la majorité des hommes, c'est comme si l'on disait d'un certain aliment qu'il est bon, mais que la plupart des hommes doivent se garder d'en manger ». Qu'est-ce que comprend la majorité des hommes ? Les œuvres qui expriment les sentiments de tous, soit, mais elle ne peut guère apprécier la forme qui assure leur vitalité. L'art a comme représentants auprès des foules Eugène Süe, Alexandre Dumas, Henry Murger, Paul de Koch, M. de Montépin, M. Jules Mary, etc., qui leur inspirent l'horreur du crime, le goût des gestes chevaleresques, l'effroi du policier et le symbole du réséda en pot près de la

(1) Vol. in-18. Traduction T. de Wyzewa, Perrin, éditeur, 3 f. 50. — Autre édition, vol. in-18 de 322 p., traduction E. Halpérine-Kaminsky 2 fr.; Nouvelle collection, P. Ollendorff éditeur, Paris 1898.

fenêtre de l'ouvrière. Les beautés antiques, on les ignore. Le bon père de famille, égaré dans un musée, arrête sa progéniture devant la Vénus de Milo parce que les chroniqueurs de son journal dramatisèrent son exhumation. Selon Tolstoï, « l'Iliade, l'Odyssée, les histoires d'Isaac, de Jacob, et de Joseph, les chants des prophètes hébreux, les psaumes, les paraboles de l'évangile, l'histoire de Cakya-Mouni, les hymnes védiques » peuvent exciter des transports admiratifs parmi tous les hommes. Cette opinion est fausse, selon nous. Ce sont là des œuvres d'une impérissable beauté, certes, mais que leur origine lointaine, leur particularité dans les détails tehniques ne font encore accessibles qu'à un petit nombre. Le cocuage d'Achille, et la probité de Pénélope, femme Ulysse, sembleraient aux autres moins intéressants que le cas du prince de Caraman-Chimay ou la sagesse de leurs épouses attendant, le sexe cacheté, la fin de leurs vingt-huit jours. Les sentiments dignes de les émouvoir leur suffisent dans le style cursif des faits-divers. Ils se rappellent de l'histoire d'Isaac sa placidité d'agneau devant les apprêts du sacrifice, de Jacob qu'il mangea un plat de lentilles et de Joseph qu'il refusa de se dégeler sous l'incandescence de la matrone Putiphar. Dans les existences d'un enseignement profond, les majorités ne savent retenir que l'anecdote.

Si M. Tolstoï répond que c'est faute d'un entraînement préalable que celles-ci ne peuvent savourer la morale de telles œuvres et qu'une éducation spéciale leur est nécessaire, cela ne confirme pas moins cette idée que, actuellement, une élite seule est capable de comprendre l'Art.

Dans un autre ordre d'idées, une génération ne peut guère juger les ouvrages qui lui sont contemporains au point de vue de leur éternité, car elle ne peut se rendre compte très clairement de ce qu'ils comportent de momentané, des détails qui, les marquant d'une date, en affaiblissent la portée. Cependant, prenant comme principe que tout art qui n'a d'autre but que le divertissement est un art inférieur, ou usurpe un titre auquel il n'a même pas droit, M. Tolstoï peut prendre la parole contre les jeunes poètes qui, voulant que la beauté esthétique fût dans l'exception, alambiquèrent leurs sentiments et firent aboutir les lettres françaises au mouvement décadent de ces dernières années. Que de choses justes l'auteur ne dit-il pas sur cette littérature tombée en enfance ! Il dit l'influence néfaste de Baudelaire et de Verlaine, peut-être avec trop de dureté contre ces deux poètes « si imparfaits dans la forme, et si vulgaires et si bas dans le fonds de leurs sujets », car certains fragments de leurs œuvres valent la peine d'être relus. Il va trop loin également dans son désaveu de toutes les productions modernes, lorsqu'il déclare « à peu près incompréhensibles tant pour la forme que pour le fonds », *Là-Bas* de Huysmans et *l'Annonciateur* de Villiers de l'Isle Adam. Paul Adam est placé par lui entre le Sâr Péladan et Jules Bois, ce qui pourrait être d'une ironie très française ; et M. le comte de Montesquiou-Fezensac se trouve parmi les chefs des nouvelles écoles poétiques ! M. Tolstoï aurait dû éviter de citer des noms comme cible à ses anathèmes, car il nous est même difficile à nous de classer les écrivains qui, dans les heures troubles de cette évolution littéraire, voulurent capter notre attention. Mais il s'élève avec raison contre leur ipséisme et leur mépris affecté du public. Car par eux la pose des romantiques et des parnassiens se trouva dépassée. Ceux-ci mangeaient du bourgeois ; en 1860, les coups de gueuloir de Flaubert pouvaient encore effrayer de paisibles boutiquiers ; on les massacrait en effigie. Aujourd'hui on n'en parle plus. Si le bourgeois existe, Monsieur le décadent l'ignore ; le décadent n'a le temps de s'occuper que de sa précieuse personne. M. Tolstoï n'analyse pas ce qui produisit cette veulerie intellectuelle de notre temps. Les jeunes

durent se montrer rebelles à tout enthousiasme devant l'écroulement de tous leurs rêves emportés par le flot de fange que roule notre époque. Ils virent la beauté de la loi du nombre, le suffrage universel érigeant des médiocrités pour incarner des principes qu'illustrèrent les ancêtres mémorables; ils furent forcés au ricanement devant les pleutres qui prêchaient des actes héroïques. Il est à rappeler, en outre, qu'à tout cataclysme un peu violent succèdent un grand apaisement, un absolu besoin de quiétude, et c'est pourquoi nous croyons que la guerre de 1870 fut aussi pour beaucoup dans ce bizarre état d'esprit de nos contemporains. Les jeunes romantiques, après l'épopée napoléonienne, aspiraient après la mort et refusaient l'huile de foie de morue. La tuberculose était bien portée, et Lamartine exprimait l'opinion de presque tous par son fameux vers :

Je te salue, ô Mort, libérateur céleste!

Les décadents, eux, naquirent fatigués. Ce fut toute une génération sans moelle qui professa l'horreur sainte du bruit et la vanité des gestes. Ils ne craignaient pas la mort, mais ils avaient une peur enfantine de la douleur. Pendant l'enfance ça ne se voyait pas. Ils étaient venus au monde comme d'autres avec pas plus de cheveux sur la tête, avaient récité leur *pater*, étudié l'histoire de France, cru à la Patrie; aimant leur cousine et n'ayant commis aucun méfait, ils avaient eu la jeunesse pacifique des bons petits bourgeois auxquels on paye une montre le jour de leur première communion. Pourtant une répulsion se montrait en eux pour les exercices violents, pour tous les sports exigeant quelque force physique. Puis, ayant fait leurs classes (toutes leurs classes) ils ratèrent le baccalauréat, et, — dénouement logique — s'égarèrent dans la littérature. Là, comme ils n'avaient pratiqué dans la gymnastique que l'exercice du poignet, qu'ils étaient à la fois chétifs, myopes et maladroits, ils tombèrent fatalement dans la cave où M. Mallarmé mâchait du chiendent. Et, depuis, compagnons forcés de l'ermite, ils demeurent dans cette ombre, pauvres petits êtres dignes de pitié par leurs voix de castrat et leur crâne fêlé — et leurs vagissements emplissent la littérature. N'ayant que des petits bouts d'idées de bébés à la mamelle, ils les voulurent assembler par des vocables troublants; ils furetèrent dans l'obscurité des langues anciennes, découvrirent des mots sur lesquels une couche d'oubli s'était appesantie, et ils s'en servirent, en ayant bien soin de ne pas les épousseter. Dans cette cave ils devinrent plus pâlots, et ayant oublié la langue de leurs papas, comme une héroïne de Mayne-Reid enlevée par les Peaux-Rouges, ils firent comprendre dans leur balbutiement originel leur mépris des sentiments vulgaires, le peu de distinction des emballements et le ridicule des ataviques croyances.

Ces jeunes phénomènes, ne voyant qu'eux dans la pénombre, se trouvèrent beaux et s'admirèrent, et leur admiration fut partagée par des snobs qui bayèrent devant leurs œuvres comme des ruraux devant un lapin à cinq pattes. Ce fut une exaltation qui toucha à la démence; tous se titrèrent « princes de la littérature moderne » avec la roublardise pourtant, ou la conscience de ne point disputer le sceptre à M. Stéphane Mallarmé.

M. Tolstoï s'étonne que la prose des romanciers nouveaux dénote une telle préoccupation de la femme, qu'ils n'aient su se complaire qu'à la description de scènes orgiaques et d'accouplements compliqués. Cela se comprend facilement. Le stupre est l'obsession des races finissantes; au-dessus des sociétés rongées par l'ennui, au-dessus des mâles fatigués et flirteurs, la femme s'élève, dominatrice. En nous montrant les mœurs des courtisanes

antiques, ils ne ressuscitaient pas seulement le culte de la luxure, ils l'annonçaient. Ces hypophètes se trouvent être des prophètes. Etant trop malingres pour oser s'approcher de la femme et la connaître, ils ne purent la concevoir que dans son rôle de vivandière d'amour. Potaches, ils avaient été Adam avant la création d'Eve; littérateurs, ils furent Caïn et Abel avant la dispute. Malheureusement leur manie est nuisible, ils accélèrent la corruption, procurent un énervement propice aux pensers malsains, donnent la hantise de leur rêve : une femme pâle aux grands yeux, sans seins, avec des fesses énormes, qui drague notre or, notre chair et notre cerveau avec des mains de proie. Ne pouvant comprendre la compagne parce que leur vie de champignon ne l'apprivoisait pas, ils rénovèrent l'adoration de la Pierre Noire et se crurent Elagabale, des Elagabale minuscules, des petits Elagabale qui peinaient à porter des lys et qui buvaient du lait.

Mais la littérature française guérira de ce chancre. Déjà un air plus pur semble pénétrer dans les œuvres nouvelles, les faire frémir pour une existence plus durable.

« Le jour où l'art sera universel, dit Tolstoï — cessant d'être ce qu'il a été dans ces derniers temps, un moyen d'abrutissement et de dépravation pour les hommes — et deviendra ce qu'il était au début et ce qu'il devrait toujours être : un moyen de perfectionnement pour l'humanité, qui l'aidera à réaliser dans le monde l'amour, l'union et le bonheur. »

L'art social est donc un pléonasme ; tout ce qui ne vise point à l'affranchissement intellectuel de l'individu est inférieur et ne peut être que d'un charme momentané.

La littérature qui poursuit l'amélioration du sort des parias est tout autre et n'a qu'un rapport lointain avec l'art social. Cette confusion pouvant être faite, il est utile de la prévenir. Soit! Prêchez aux prolétaires le rapt de toutes les choses enviables ? Mais il faut aussi les décrasser de leur stupidité pour qu'une fois arrivés au pouvoir ils puissent se servir de ces choses autrement que ceux qui les ont précédés. L'humanité est déjà assez féroce pour que la haine ne lui soit pas conseillée seulement comme un stimulant pour de basses revendications; il est préférable l'exhorter à la révolte contre les iniquités qu'à la jalousie de la richesse. Des hommes qui ne songent qu'à voler ne peuvent accomplir un acte de justice. Une révolution qui ne ferait que changer la classe des exploiteurs serait inutile; et l'émancipation morale des individus est, quoi qu'on en dise, un but plus élevé à poursuivre que leur bien être physique. Cet art supérieur pourrait prétendre à l'enseignement de tous, même de la bourgeoisie, car personne n'oserait affirmer que, malgré son ignominie, elle soit moins perfectible que les troupeaux d'esclaves qui se présentent fidèlement pour la défendre quand on les convoque aux abattoirs.

Il y a dans *Les Mauvais Bergers* (1), la pièce de M. Octave Mirbeau qui nous a inspiré les précédentes réflexions, un mot de gréviste, généralement trouvé admirable :

— « Si pauvre qu'il soit, un homme ne vit pas que de pain, il a droit, comme les riches, à de la beauté. »

Quelle beauté ? En vérité le peuple est incapable de s'intéresser à la grandeur d'une conception. Le beau pour lui, c'est la théorie des jouisseurs, le soleil sur la cuirasse des cavaliers et les magistrats aux robes de sang, les sociétés de gymnastique et les jeunes babouins dont la culotte arbore encore un drapeau blanc et qui vont par

(1) Vol. in-18. Fasquelle éditeur, 2 fr.

les rues avec de vrais fusils, sans être tenus en laisse. L'idéal des multitudes se trouve satisfait par les palmes des orphéons revenant des concours, pa les arrivages d'imbéciles glorieux de faire du bruit avec du cuivre et des morceaux de bois percés de trous que l'on charge de couronnes comme s'ils avaient gagné des batailles — il est vrai que pour amuser les oisifs ces derniers sont d'un héroisme aveugle, intéressant à constater comme celui des terre-neuve au cou desquels on attache des médailles. Ces braves gens vont jusqu'à gaspiller les âmes des fleurs pour les narines de pierre de la statue de Strasbourg !

« L'art, nous nous en foutons » formulent avec simplicité les représentants du peuple et les politiciens seulement désireux de lui procurer du pain. Et ils savent que ce mot pourra être répété sans leur causer de préjudice. En effet, connaissant les foules, ils ont soin de ne leur proposer aucun spectacle merveilleux ou de nobles projets, mais ils leur promettent des casernes et la visite du Président de la République dans le courant de leur législature.

M. Mirbeau fit bien d'écrire les *Mauvais Bergers* pour dévoiler la bassesse des fomenteurs de troubles, ne cherchant dans le déchaînement des colères du peuple que l'élévation de leur personnalité. Ce drame vous laboure les entrailles, vous secoue, vous fait vivre des minutes d'inoubliable émotion, et pourtant est-ce que le mal social qu'il prouve n'est pas surtout dans l'*ignorance* du patron comme dans celle des ouvriers ; est-ce que le premier n'est pas *inconsciemment* cruel ; et ne voit-on pas qu'il existe entre les différentes classes un malentendu que peut-être des œuvres de haute éducation, des œuvres d'art véritable pourraient contribuer à dissiper ?

Après les exhortations à la sincérité « condition essentielle de l'Art », le titre du livre de M. Charles Max *Devant la vie* (1) nous devait séduire ; le titre est trompeur malheureusement.

L'auteur est un jeune homme modeste qui « croit être arrivé à la compréhension saine et *entière* des êtres et des choses ». Poussé vers l'industrie, il aurait certainement été l'inventeur d'un rasoir si doux au cuir que le patient se serait laissé aller durant l'opération à un sommeil plein de charme. Echoué dans la littérature, il perd son temps à essayer des passes sur un petit sujet répondant au nom harmonieux d'Harmonine ; il s'écrie :

« Mon amante, nous devons notre Vie en Beauté, notre Vie en joie, notre Vie en amour à ceux qui ne connaissent pas la vie ». Et cette tirade sur la vie revient intarissablement à chaque feuillet comme un refrain dans le ventre d'une serinette. Cette « Vie » avec sa majuscule qui emplit toutes les phrases obsède durant la lecture à vous donner le goût du suicide. Un homme de peine (que nous avons bien rétribué !) a compté jusqu'à 16 fois ce mot dans une page de dix-neuf lignes. Ma vie ! Ta vie ! notre vie ! Leur vie !... Et pour s'entraîner M Charles Max et le petit sujet sèment leur conversation d'impératifs marseillais « Marchons ! marchons ! » ou « œuvrons, œuvrons », mais ainsi que les sergots des revues de fin d'année qui stagnent sur la scène en chantant des couplets d'un esprit savoureux :

Quelqu'un se trouve en détresse !
Courrons ! courrons, le danger presse.

Harmonine, qui marche si facilement sur place (marchons, marchons !) et qui œuvre aussi (œuvrons, œuvrons !) a, sur les lèvres, des phrases qui

(1) Vol.-in 12 carré. Bibliothèque artistique et littéraire. 3 fr.

tirebouchonnent, s'allongent, se tordent comme du gruyère au-dessus d'une soupe à l'oignon.

« Ne suis-je pas assez malheureuse, moi qui suis de celles que plus tard sûrement l'on délaisse, comme mes amies le furent, de récolter si tôt le fruit de cette passion, de ton amour, car je ne te le dis, mais pourtant je crois qu'un peu, tu l'as deviné, peut-être aussi, je t'aime ».

En résumé M. Charles Max voulut exalter la beauté de la vie libre, de l'existence des êtres ayant su se déterger des préjugés et s'élever au-dessus des contingences avilissantes. « Vivons notre vie, dit-il, rendons-la belle *intérieurement* », ce qui est un très beau mot, un noble but et une admirable pensée. Mais les rares passages dignes d'être retenus sont perdus parmi une phraséologie boursouflée qui n'est pas venue à terme. C'est ensuite un mauvais pastiche des *Conversations avec Idea* de M. Louis Lumet. Ce dernier d'ailleurs présente au public le livre de M. Max dans une préface ambitieusement titrée « Etude sur la littérature contemporaine ». En cette préface, écrite avec cette belle verve qui caractérise le talent de M. Lumet, se trouvent congratulés des écrivains, d'idées fort différentes pourtant, M. Bauer ce libre à côté de ce frère ignorantin du nom de Drumont qui a spéculé toute sa vie sur la bassesse et la méchanceté des foules. De même parmi les revues L'*Ardèche littéraire* se trouve citée non loin du *Mercure de France*. Selon nous, M. Lumet voulut surtout profiter de l'occasion pour exprimer sa reconnaissance aux confrères qui lui prouvèrent quelque sympathie. Cette préface n'est qu'un article de digestion.

M. Lumet ne doit point de remerciements, pourtant, aux écrivains qui affermirent sa foi littéraire, car ses livres sont de ceux dont il faut proclamer l'utilité. Son dernier roman *La Fièvre* (1), décèle d'amusante façon la cuisine d'une élection ; des phrases y sont qui semblent se dresser pour siffler et pour mordre, des passages parfaits d'ironie et de cruauté contre les parlementaires et les naïfs qui les élisent.

L'auteur déshabille M. le candidat, et, le flagellant des dures lanières de son verbe, le montre, moralement et physiquement, dans son ignoble nudité. Toutes ces choses avaient été déjà dites, certes, mais il était bon qu'elles fussent répétées avec cette force dans la forme plus durable du roman.

Mais, envisagé aux points de vue de l'intérêt et de la facture, ce roman est d'un mérite plus discutable. Il y a en tête d'un des premiers chapitres une tirade trop longue sur la pérennité de certains types littéraires, et sur la façon défectueuse dont tous les prédécesseurs de M. Lumet dans ce même genre comprirent l'étude de mœurs provinciales. L'auteur ressemble à ces candidats contre lesquels il aiguise ses railleries qui, avant de commencer leurs boniments, prétendent en prouver d'avance la qualité en dénigrant ceux des rivaux. Ce qu'il dit est peut-être juste, pourrait faire le sujet d'un intéressant article, mais ne devait point trouver place dans une œuvre simple et hautaine, écrite pour l'émancipation du peuple. M. Lumet, d'ailleurs, sait peu la *composition* d'un roman : l'art de faire vivre des personnages, de les faire parler d'amener ou de varier les scènes semble lui faire défaut.

En un mot *La Fièvre* vaut surtout par sa portée sociale, et par cette écriture fougueuse, éloquente, pleine de sève, qui fait et fera toujours de l'auteur un polémiste redoutable.

M. Eugène Morel dans La *Terre Promise* (2) (pourquoi ce titre déjà pris par M. Paul Bourget ?) a, comme M. Lumet, la juste prétention de servir la cause

(1) Vol. in-18 P.V. Stock — 3 fr. 50.
(2) Vol. in-18; 3 fr. 50 ; édition de la *Revue Blanche*; Paris 1898.

du peuple. Maints passages admirablement pensés mériteraient en effet d'être cités, comme celui-ci, très court, sur le service militaire :

« Voyez-vous partir les conscrits de France ? Ce sont les amoureux qui partent, belles filles ! Et c'est aussi le temps de s'instruire qui s'en va ; c'est l'énergie des entreprises futures, tout l'espoir ! L'activité de la race part ; c'est sa pensée et sa révolte... on les enfourne. Plein des wagons il y en a. C'est l'avenir de la France, c'est son génie... Qu'en va-t-on faire ? Rien, des tours, des petites histoires. C'est pour passer le temps. Trois ans ! Le meilleur temps. Trois ans ! Les plus utiles. On a reçu la tonsure, enfilé la casaque ; est-on moine ou forçat ? Quelque chose comme ça doublé d'un homme de peine, même on peut parvenir à être domestique. Etre ? Non ; l'on n'est plus. Au cri de : demi-tour ? on a tourné. Marche ! on a avancé. Brute ! imbécile ! feignant ! — l'on a pas répondu..

» On ne fait rien. On ne savait pas la paresse. On l'apprend. Il y en a qui ont de l'argent. On boit. On apprend cela. Et l'on ne fait rien. Des jours, plus d'un millier de jours se sont passés. Et toute la jeunesse, de même, s'est passée. »

L'auteur gâte l'importance de ce roman par un style à phrases brèves, s'essoufflant le long des pages à la recherche de l'originalité. Ses défauts sont rachetés, il est vrai, par son inspiration toute de pitié et d'amour.

Mais dans les *Morfondus*, (1) d'une si pauvre affabulation, ce sont des jeux de mots stupides, des expressions d'une cocasserie voulue spirituelle qui font long feu, et parmi lesquels de trop rares trouvailles où le liseur semble se raccrocher pour avoir le courage de ne pas fermer le livre.

Et d'autres ouvrages sont là, pas utilitaires du tout, offrant le coït bon marché à l'esprit du passant.

Des vers qui évoquent les Flandres, Anvers avec la plainte des steamers, Ostende attirante et nostalgique, Ypres avec ses halles, Gand avec ses vitraux et Bruges aussi, dont Rodenbach sut dire si délicieusement l'attrait vétuste, et qui inspira à M. Paul Auguste Massy une des plus belles pièces de son livre *Au pays des carillons*. Y tinte aussi le vieux beffroi bégayeur d'Arras, la ville si paisible et sommeillante un peu qui demeure fière de son écu griffé des lions, vieillarde encore charmeuse et que l'on aime... La personnalité de l'auteur ne s'affirme pas suffisamment dans une forme neuve. Son style trop nettement descriptif ne donne pas assez la suggestion des villes, et l'on voudrait davantage de ces épithètes abstraites qui en feraient plutôt deviner l'âme. Et pourtant certaines poésies. toutes pénétrées du souffle pur qui fit écrire à Verlaine les adorants cantiques de *Sagesse*, séduisent par leur simplicité tel ce

Requiem

O soleil de Justice ! O Jésus, roi de gloire !
délivrez, par pitié, des feux du Purgatoire,
et donnez le repos en votre Paradis
au très humble et féal imagier qui, jadis,
sculpta, sans les signer peut-être, et fit si belles
avec leurs clochetons et leurs frêles dentelles,
ces stalles où sourit et pleure ingénument
l'histoire de l'Ancien, du Nouveau Testament,
trônes comme en rêvaient les pieux séraphiques
pour les vierges de leurs ineffables triptyques.
Recevez-le, Seigneur, au céleste banquet

(1) Vol. in-18; 3 fr. 50 ; P. Ollendorff éditeur ; Paris 1898.

où prit place, aussitôt qu'il vous eut invoqué,
le larron repentant dont parle le Saint Livre ;
et qu'enfin, ô Jésus ! votre main qui délivre
daigne très tendrement jusqu'à lui se baisser,
le tirer de l'abîme et le récompenser

(*Louvain — Devant les stalles du chœur de Sainte-Gertrude*).

Nous n'aimons pas beaucoup les histoires guerrières par lesquelles se trouve exalté l'assassinat. Elles donnent le goût du meurtre, une idée fausse de l'héroïsme, et réveillent la bête endormie dans l'homme. Il est vrai que dans le temps, peut-être proche, où nos descendants refuseront de servir de cibles pour le jeu cruel de quelques œlohites, ces récits leur seront d'intéressants documents sur notre enfantine férocité. Et plus tard, beaucoup plus tard, nos actes de crabes étonneront, comme nous stupéfie aujourd'hui la passiveté des esclaves qui bâtirent si inutilement les Pyramides pour les momies des pharaons.

Ceci dit les nouvelles de M. François de Nion seront des notes intéressantes à consulter ; elles composent un volume l'*An rouge* (1) embelli d'illustrations, tout plein d'éclairs de sabre, de grands gestes et de grands mots — toute la boucherie ordinaire odorant le sang des bœufs paisibles arrachés aux charrues pour procurer du travail aux sculpteurs funéraires de l'avenir. Pourtant l'armée n'a point toujours un rôle louable, et dans certains épisodes relatifs à la commune, elle se montre dans toute sa saleté morale. M. François de Nion est un narrateur fort impartial qui voulut l'agrément des retraités oisifs avides de belliqueuses équipées et esquissant encore des projets meurtriers sur le sable des jardins. Nous lui reprocherons pourtant l'histoire du gentilhomme polonais tuant lâchement son frère parce que ce dernier est au service de l'Allemagne. C'est un de ces actes glorioleux que M. Prud'homme, sapeur pompier en province et à Paris spectateur fidèle des parades militaires, recommande aux cogitations admiratives de ses rejetons — et dont il importe de montrer au contraire la monstruosité. Ces héroïsmes renouvelés des Romains doivent écœurer quiconque cuirasse son cœur contre la pose imbécile et les inhumaines vertus. Car Brutus, sans être aussi haïssable que Grégoire, le récent assassin, est au moins d'une sottise plus méprisable.

Mélitoéssa est morte de soleil,
Sur le sable d'or de la grève
Aux coquillages éblouissants ;
Elle s'était endormie, et la mer
N'est pas venue la réveiller.
Hélas ! son amant pleurera
Bien des jours et des nuits.
Mélitoéssa est morte de soleil
Tandis que des filles heureuses
Chantaient gaiment au loin,
Et les vagues marines à ses pieds.

M. Toisoul, auteur des *Images de Dieu* (2). est le pasteur dont parle Ronsard.

Flageollant une églogue en un tuyau d'aveine.

(1) Vol. in.-18. Simonis Empis — 3 fr. 50,
(2) Vol. in.-8. Georges Balat, Bruxelles — 2 fr.



Et combien ses accents sont doux ! Théocrite et Anacréon l'inspirèrent. Mais il rappelle peut-être plus encore les épigrammes pleines de délices que nous révéla l'anthologie de Cephalas, celles de Cillactor, d'Agathias, d'Asclépiade (« Par ses charmes Didymé a ravi mon cœur »), Paul le Silentiaire et le petit poème d'Antipater frappé comme une médaille à la gloire de Laïs « dont le tombeau même exhale une odeur de safran ».

Nous n'accusons certes point M. Arthur Toisoul de plagiat, car, pour nous rendre ses impressions avec un tel charme, son âme dut s'épanouir sous la caresse de la mer hellénique dans le parfum des oranges mûres.

Et toutes sont là sur le bord des flots ainsi que de grandes fleurs écloses parmi les sables, Ladaïcée, Edéïa, Chrysé aux yeux de diamant, Uamène, Opsia aux cheveux noirs et Sappho délaissées par le blond Liséos aimé des hommes. Par elles la sérénité de l'amour impudique se perpétue à travers les âges impies oublieux des rhythmes primordiaux. M. Toisoul les fait revivre dans la pureté de ses vers, et elles demeurent dans notre mémoire, divines et lointaines, comme des rires de sources dans la tendresse d'un crépuscule.

« C'était une écriture de femme à la mode avec des lettres hautes d'un centimètre et demi, comme en tracerait une girafe si on l'envoyait à l'école ».

Cette phrase spirituelle est extraite de l'œuvre qu'enfanta récemment M. Jean Rameau : l'*Ensorceleuse* (1). Elle n'ensorcelle pas, elle crispe. Le style évoque l'œil terne du mouton et la rancité d'un beurre trop jaune. Par ci par là suintent des pages certaines idées que la vieillesse fait puruler ainsi que des macchabées; des apophtegmes soulèvent leur linceul de poussière « On voit de vieilles mécaniques se remettre à marcher, quand elles ont de l'huile dans leurs ressorts ».

Ou :

« Celui qui reçoit oublie quelquefois ; celui qui donne jamais. »

C'est bien ! Jean-Jean ! Ce monsieur réhabilite Georges Ohnet. La *dixième* édition de l'*Ensorceleuse* est en vente pour la joie des natures simples et la consécration du goût français.

Se recommande également à la sollicitude du même public le volume de M. François Murier, *La Fille du Milliardaire* (2).

C'est sur la chair des ancêtres intellectuels de MM. Rameau, Murier et autres que Montaigne incrusta cette mémorable pensée : « Il y devroit avoir coërtion des lois contre les escrivains ineptes et inutiles, comme il y a contre les vagabonds et fainéants ».

ALBERT LANTOINE.

(1) Vol. in-8. P. Ollendorff. — 3 fr. 50.
(2) Vol. in-18. P. Ollendorff. — 3 fr. 50.

REVUE DES REVUES

REVUES DE LANGUE FRANÇAISE

Problèmes algériens, par UN ALGÉRIEN (*Revue de Paris*, 15 mars). — Il y a quelque chose de pourri en Algérie, a constaté l'auteur de cet article, qui semble avoir longtemps hésité à percevoir le trouble profond des choses d'Algérie, hypnotisé en quelque sorte par les éloges des Allemands et des Russes sur les merveilleux travaux exécutés par nous dans notre colonie africaine ; et cette constatation faite, il s'est mis en devoir de rechercher ce qu'il y a de pourri. Mais s'il conclut avec De Foucauld, l'homme qui a le mieux connu le juif algérien et marocain, que ces juifs sont sans qualités et sans vertus, s'il déplore le néfaste décret Crémieux, il n'estime pas possible d'enlever d'un trait de plume, aux israélites algériens, les avantages qu'ils ont dû à leur protecteur et coreligionnaire. Ceci ne l'embarrasse pas pour proposer un remède qui est au moins original : c'est tout simplement la suppression de la représentation de l'Algérie au Parlement et l'augmentation des pouvoirs du gouverneur général. L'idée est ingénieuse; on l'abrite sous le nom de Jules Ferry, à peu près aussi populaire que Weyler, l'homme d'une politique analogue pour Cuba. Si l'on désire en effet qu'au lieu d'une colonie utile, la France ait un chancre comme est Cuba pour l'Espagne, le système est fort habilement élucubré. Généralement, on l'emploie un quart ou un tiers de siècle, puis la machine éclate et l'on se trouve empêtré comme nos voisins.

L'Effort de l'Italie, par LÉOPOLD MABILLEAU (*Revue de Paris*, 1er mai). — Le relèvement constaté depuis quelques années en Italie, par les hommes qui se font une spécialité de l'étude des statistiques, a attiré l'attention de M. L. M., qui, plein d'enthousiasme pour les tentatives de M. Luigi Luzzatti, s'est appliqué à les mettre en lumière et à célébrer « l'œuvre du ministère réparateur qui a pacifié l'Italie », après le grand gaspillage, l'épouvantable curée si bien décrite par Xavier Merlino dans son *Italie telle qu'elle est*. Ce tableau que fait M. M. des néfastes résultats de la politique crispinienne paraîtra peut-être un peu pâle et l'on jugera sans doute que l'A. illusionne un peu sur les effets de la coopération et la puissance qu'il lui attribue de « désarmer la Révolution que menace l'ordre social actuel ». Tout au plus cette rosée bienfaisante retardera-t-elle d'un quart ou d'une moitié de siècle les évènements qui changeront la face des choses en Italie. Les palliatifs ne sont pas des remèdes.

Tammany et la mairie de New-York, par M. ACHILLE VIALATTE (*Le Correspondant*, 25 avril). — Après les intéressants articles de M. Johannet, la place était toute indiquée pour l'article de M. V. sur la domination de la singulière fédération de corruptions qu'a été l'organisation de la Société de Tammany. Le pays des milliardaires devait fatalement engendrer un pareil monstre et, après l'avoir engendré le nourrir et le repaître. M. V. raconte avec beaucoup d'humour les histoires les plus réelles en même temps que les plus invraisemblables qu'il emprunte au rapport du comité Texow; le coup du *King* Mac-Nally, le génial escroc, n'est pas une

des moins curieuses, Il se montre d'ailleurs fort sceptique à l'égard des promesses d'irréprochable honnêteté de M. Crokes, le maire actuel de New-Vork, car il ne croit pas que le diable-Tammany devenu vieux se fasse ermite, Tammany demeurant toujours jeune.

A. SAVINE.

L'Evolution de la peine, par le Prof. J. MAKAREWICZ (*Archives d'anthropologie criminelle*, 15 mars). — Très intéressante étude sociologique où l'A., part de ce principe, que les hommes réunis en société ont des intérêts communs et que certains actes les impressionnent à un degré équivalent; entre autres les actes dits « immoraux » ou « antisociaux ». M. M. déduit que la peine n'a pas son origine dans la vengeance personnelle, que la réaction engendrée par un acte considéré comme délictueux, est de nature sociale. La peine appartient donc à la phénoménologie sociale. La vengeance publique est une des formes de la réaction sociale. On la retrouve surtout dans les périodes troublées, révolutionnaires. Ainsi, la Commune décrétant, en 1871, la destruction de la maison de M. Thiers. En résumé, la peine a pour but de faire disparaître tous les êtres nuisibles à la société.

Le Développement physique des délinquants, par le D[r] J. MARTY (*Archives d'anthropologie criminelle*, 15 mars). — Contribution à l'étude des caractères anatomiques et squelettiques des délinquants ; l'A. emploie dans ce travail la comparaison. Il a pris, comme types normaux, les arrivants au corps d'armée et, comme types anormaux, les hommes des bataillons d'Afrique. Ses conclusions sont celles-ci : chez les délinquants, les tempéraments à double cachet prédominent, la taille est un peu inférieure ; le périmètre thoracique moyen est à peu près égal à celui des normaux ; le poids moyen est plus fort ; les constitutions très bonnes et bonnes sont les plus nombreuses. Cette valeur constitutionnelle supérieure, s'explique par ce fait que les jeunes délinquants, faibles et malingres, sont éliminés par la mort avant l'âge du service militaire.

Une erreur judiciaire au Parlement de Bourgogne à la fin du XVIII[e] siècle, par le D[r] CHARTIER (*Archives d'anthropologie criminelle*, 15 mai). — Cet article est particulièrement intéressant, pour connaître la valeur des témoignages basés sur la seule mémoire. En 1780, un nommé frère Jean, victime d'un vol, accusa formellement trois jeunes gens ; il prétendait les avoir reconnus à la voix. Le témoignage de frère Jean ne suffisant pas à la justice, on interrogea 135 témoins. Chose curieuse, les accusés, malgré leur bonne conduite connue des témoins, furent chargés par ceux-ci de tous les défauts. Ils furent condamnés. Quelques années après, les vrais coupables étant découverts, on revisa le procès qui aboutit à la réhabilitation des trois innocents. Malgré les preuves fournies par les coupables eux-mêmes, frère Jean persista dans ses affirmations premières.

Le Thomisme et les resultats de la psychologie expérimentale, par le D[r] V. ERMONI (*Revue néo-scolastique*, mai). — Ecrit dans le but de prouver que la philosophie scolastique est, non seulement d'accord avec la psycho-physiologie, mais encore sa devancière, son ancêtre naturelle. Le D[r] E. paraît être très au courant des travaux de laboratoire; il prétend que le « saint docteur » avait prévu toutes les découvertes de la science psychologique moderne. Il ajoute « dans leurs grandes lignes »; il est heureux que l'A. fasse cette concession ; on aurait quelque peine à se représenter Saint Thomas prévoyant la méthode graphique et le cylindre de Marey. Les résultats de la psychologie expérimentale sont, paraît-il, une accablante conclusion contre le matérialisme parce que : « Si le cerveau était l'organe de la pensée ellemême, comme le prétendent les écoles matérialistes, on devrait remarquer une parfaite correspondance entre toute opération intellectuelle et un phénomène cérébral concomitant. Or, il n'en est rien. Mosso vient de nous dire que nous pouvons produire un acte d'attention, sans que le cerveau subisse un changement appréciable... » Voilà une affirmation qui n'a pas grande valeur, malgré l'autorité de Mosso. Que le changement ne soit pas *appréciable*, cela se conçoit ; mais qu'il n'y ait pas de

changement, c'est là une chose que personne ne pourra prouver. Nombre d'affirmations de l'A. sont de cette force; la dernière vaut la peine d'être citée : « Ils (les scolastiques) ont su, dans une harmonieuse synthèse, unir la psychologie et la physiologie, les deux pôles de la nature humaine. » Sans commentaires.

Le premier congrès de l'enseignement social, par DICK MAY (*Revue des Revues*, 16 juin). — Historique et examen des diverses formes d'enseignement sociologique en France. L'A. déplore — avec raison — la mauvaise organisation des quelques cours existants. Notons que Mlle M. commet quelques oublis; ainsi elle ne cite même pas l'école d'anthropologie qui, pourtant, peut compter comme établissement d'enseignement sociologique. En outre, Mlle M. conçoit le progrès d'une façon étrange; témoin ce passage: « Des deux Universités progressistes par excellence, ni l'Université Libre, ni l'Université nouvelle de Bruxelles, etc... » L'Université Libre présentée comme progressiste, on avouera que cela ne manque pas de saveur.

G. GRESSENT.

S'il y eut du socialisme dans les cahiers et les brochures de 1789, par ANDRÉ LICHTENBERGER (*Revue socialiste*, juin). — Article très bien fait, écrit avec une critique très sûre; l'A. montre que les fragments d'apparence socialiste qu'on trouve dans ces documents, sont inspirés par les traditions et les usages (il aurait même pu ajouter que les plus hardis pamphlétaires sont ceux qui suivent le plus l'enseignement scolastique, relatif à la propriété); la Révolution eut cependant une influence socialiste considérable en bouleversant la propriété et en mettant en évidence la lutte des pauvres contre les riches; — il aurait été utile d'indiquer si, d'après l'A., cette lutte procède de l'esprit ancien, aboutissant aux idées gréco-latines sur la démocratie, ou de l'esprit moderne, aboutissant à la lutte des classes pour le socialisme.

G. SOREL.

INDEX. — *Le Pouls accusateur*, par le Dr PAILHAS (*Archives d'anthropologie criminelle*, 15 mai). De plusieurs expériences faites sur des accusés, le Dr P. conclut que lorsqu'un accusé ment, lorsque *sa parole et son visage* mentent, il est facile de constater la supercherie, en observant le pouls et le cœur *qui ne peuvent pas mentir*. Le Dr P. convient que ce témoignage ne serait pas très exact, étant données les différences d'émotivité cardio-vasculaire des sujets. — *Anatole France, moraliste*, par A. DUMONT (*Revue néo-scolastique*, mai); selon M. D., il y a, dans l'œuvre de M. France, quelque chose de démoniaque, de pervers, de démoralisateur. Chez M. France, parfois, « l'anticléricalisme montre sa face vulgaire trop connue ». Son ironie est inféconde, elle ne peut que créer des ruines; mais ce que l'A. ne peut lui pardonner, c'est qu'il veuille enseigner « sa conception de la vie *douce, facile et indulgente* ». Je souligne : ce reproche dépeint si bien l'état d'âme des sectaires en général et des cléricaux en particulier. — *L'Hygiène coloniale*, par le Dr Treille (*Revue Universitaire*, mars-avril); Résumé du très intéressant cours fait à l'Université nouvelle de Bruxelles. — *Leçon d'ouverture du cours d'Histoire générale des sciences*, par R. PÉTRUCCI (*Revue universitaire*, mars-avril); M. P. expose les vues de Wechniakoff. Il montre l'utilité de ce nouvel enseignement qui permettra de formuler les lois du travail intellectuel. — *Loi naturelle du développement de l'instruction populaire*, par L. GUÉRIN (*Science sociale*, juin); Tableau curieux des résultats obtenus au Canada, par la tradition catholique et l'influence cléricale; prédominance des vieilles méthodes d'enseignement; préjugés du classicisme; très grande difficulté pour faire des réformes; abaissement moral des populations. — *La ligue du coin de terre et du foyer insaisissable*, par L. BANNENX (*Revue sociale catholique*, juin) ; il s'agirait d'assurer à chaque ménage pauvre et *honnête*, cinq ares de terre; cette ligue a commencé à opérer à Bruxelles. — *L'impôt sur le revenu, son inefficacité*, par F. BORDE (*Philosophie de l'avenir*, juin). L'A. montre facilement que l'impôt sur le revenu, prôné par les radicaux, est un pur charlatanisme, sans efficacité sociale, destiné seulement à accroître le budget.

REVUES DE LANGUE ITALIENNE

Le cléricalisme et les jeunes gens, par Paolo Orano (*Pensiero nuovo*, juin). — Le parti clérical, possède une capacité politique traditionnelle et par suite la plus grande puissance de propagande. Il ne s'est cependant assimilé de la civilisation moderne rien de ce qui se révèle nécessaire à la vie sociale, où la lutte se fait aussi en haut, c'est-à-dire l'art de discuter, d'écrire dans les journaux, de soutenir des polémiques, de combattre enfin. Sortis des bas-fonds obscurs de la vie de sacristie et conduits à la lumière du soleil où la vie s'agite flévreuse et agitée, ces apôtres du passé se sentent impuissants et déplacés, étourdis et gauches ; leurs journaux, mal écrits et violents, pleins d'insinuations perfides et d'intolérances étroites, ne sont pas lisibles même par leurs adhérents.

Cela nous montre que le cléricalisme représente un parti plus actif que réel et que le mouvement s'arrête là, en bas, parmi les couches de la société, moralement et intellectuellement négligeables, où l'action des partis révolutionnaires non religieux n'a point de prise sur l'inébranlabilité des traditions profondément enracinées. La propagande irréligieuse est donc faite surtout par les cléricaux, tous vibrants comme ils sont de rancunes, de fureurs, de jalousies, d'avidités.

Le jeune catholique des associations est attiré dans le gouffre des perverses et ténébreuses manipulations sectaires, par une superstition à la fois honteuse et puérile, que le haut clergé a créée, nourrie, et, mieux, exagérée dans son âme ingénue et inculte. L'église romaine ne s'oppose cependant pas à ce que les jeunes intelligences se persuadent de l'importance suprême du problème social aujourd'hui ; mais elle exerce son influence de manière qu'elle a réussi et réussit encore à faire croire que la question économique est un moyen pour atteindre à la grande conclusion religieuse. Aucun Machiavel n'a jamais conçu une méthode plus parfaite de propagande et de succès : il y a des classes qui manquent de travail, qui souffrent des misères horribles et d'autres qui sont dévorées par une corruption et une soif de richesse et de grandeur incroyables. Tout cela est la conséquence de l'irréligion, de l'impiété, de l'athéisme, c'est-à-dire tout cela en est la sanction divine. Voilà la foi des jeunes catholiques, qu'ils travaillent à propager par les comités, les cercles, la politique, l'argent, par les fonctions religieuses, les sermons, les litanies, les vœux. Le prêtre est matérialiste de l'histoire plus que Karl Marx.

Mais le péril énorme auquel le cléricalisme s'expose, c'est de hâter par une victoire éphémère sa ruine définitive : car, s'il résoud le problème économique, il éteindra en même temps la valeur idéale de son apostolat, qui, précisément, dans le malaise économique, trouvait ses conditions favorables d'ignorance et de fanatisme; et, s'il ne le résoud pas, il s'aliénera les sympathies populaires qu'il s'était attirées uniquement par des promesses illusoires de bien-être matériel.

Dans l'une comme dans l'autre alternative de ce dilemme, la société future va se convaincre de la loi inflexible de ses destinées : que le travail est l'unique moyen de développement et de transformation collectifs ; que par lui seul tout s'améliore et acquiert valeur et dignité de vie. C'est le travail, illuminé par la science, ennobli par l'idéal, qui a rendu inutiles et puériles les religions du passé, en substituant dans les consciences, aux paradis inconnaissables des prêtres, les éblouissantes certitudes de l'avenir infiniment progressif.

Nous disons donc à la jeunesse : travaille ! C'est la paresse qui produit les mysticismes trompeurs, les illusions funestes ; travaille ! c'est l'activité infatigable, qui prévient la barbarie des violences fraternelles, la honte et l'esclavage des corps et des consciences.

Pourquoi il n'y a pas de républicains en Angleterre, par le Dr N. Colajanni (*Rivista popolare*, 15 juin). — L'A. compare l'éducation politique des masses et les concepts de liberté et d'autorité des gouvernants italiens et anglais et arrive à la conclusion : que la reine en Angleterre ne garde plus aucun pouvoir réel ; elle n'y représente, dit Bagehot, qu'un rôle théâtral ; Beaconsfield considère la monarchie comme un dogat héréditaire ; la reine n'a pas même le droit absolu de se choisir ses dames du palais. On la respecte, car elle est hautement respectable ; mais en



politique, on la considère comme une poupée constitutionnelle. En Angleterre, l'on jouit de toute la liberté, du plus grand bien-être économique, de la véritable égalité vis-à-vis de la loi Il y a toutes les choses essentielles qu'on demande à la république. Donnez au peuple italien ces choses et il renoncera bien aisément *au nom* qui devrait les désigner. Souvenez-vous-en, messieurs les gouvernants d'Italie : en Angleterre, il n'y a plus de républicains, parce qu'il y a déjà la république.

Les causes psychologiques de l'antisémitisme, par MAX NORDAU (*Germinal*, 15 juin). — Cet article est une réfutation de l'opinion de M. Loria qui voit, dans la jalousie du capital *baptisé* contre le capital *circoncis*! la cause de la persécution des juifs : L'A. accuse M. Loria, comme la plupart des juifs totalement assimilés, de ne connaître même pas le premier mot de la question ; la richesse juive, selon M. N., n'existe point : elle est une maligne invention des antisémites pour justifier *à posteriori* leur hostilité implacable. En fait, le peuple juif est, après tout, le plus pauvre de tous les peuples civilisés, et l'A. le démontre avec l'appui des données de la statistique. Même, les pays où l'antisémitisme est le plus féroce et le plus aveugle sont ceux où les juifs sont le plus misérables : la Russie, la Roumanie, la Galicie. Dans les pays où ils sont quelquefois millionnaires, en Angleterre, en Amérique, en Hollande, l'antisémitisme est presque nul. En France il n'est violent que depuis quelques années, et par des raisons qui n'ont rien à faire avec le *capital circoncis*. En Allemagne, la haine fanatique ne persécute que les juifs prolétaires ou employés, tandis que les capitalistes sont chargés d'honneurs et de titres.

La véritable racine de l'antisémitisme est donc dans des couches psychologiques bien plus profondes : c'est-à-dire dans la néophobie, ou mieux dans l'allophobie, qui nous fait détester et mépriser tout ce qui se différencie de nos habitudes mentales, morales, esthétiques ; c'est la cause de la haine de toute majorité contre toute minorité qui vit en son sein et qui s'en distingue par des marques caractéristiques ; c'est la commodité d'avoir quelqu'un de faible et d'impuissant sur qui décharger les pires instincts ataviques et dont on fait le bouc expiateur de toutes les fautes et de tous les malheurs de la majorité puissante et redoutable.

Cette cause profonde de l'antisémitisme universel ne disparaîtra donc pas, quoi qu'en dise M. Momigliano (qui déjà visait à l'explication de l'A., en attribuant ce mouvement à l'action des classes dominantes, pour détourner sur les juifs toutes les haines et toutes les révoltes des mécontents contre le capitalisme et contre la politique), elle ne disparaîtra donc, dit l'A., que lorsque les juifs auront perdu leur religion, leurs traditions, leurs mœurs anciennes, leur type anthropologique. Mais cela n'aura pas lieu. Et l'unique remède est donc dans le retour de la multitude juive en Palestine, où elle ne serait plus la minorité, mais se trouverait enfin maîtresse et souveraine chez soi.

MARIO PILO.

INDEX. — *La criminalité chez les animaux*, par E. MARCHI (*Archivio di Psichiatria*, XIX, 3) ; nouvelles études personnelles et récentes sur les instincts sociaux, les passions antisociales, l'aliénation mentale, le cannibalisme, la débauche, la folie morale, les caractères dégénératifs et ataviques, les spécialistes du crime, le couple criminel, le criminel fou, l'éducabilité. — *Manifestations artistiques chez une enfant*, par le Dr G. C. FERRARI (*Archivio di Psichiatria*, XIX, 3) ; très intéressante contribution à l'étude de la génialité esthétique en ses degrés embryonnaires. — *L'esthétique naturaliste française : la doctrine de l'Art, chez J. M. Guyau*, par MARIO PILO (*Rivista d'Italia*, 15 mai). — *Politique de travail*, par MAGGIORINO FERRARIS (*Nuova Antologia* (16 juin) : l'article, qui fait suite à « L'ora presente » publié le 16 mai, traite de la genèse, des limites, des explications pratiques, des fins de cette politique où l'on doit puiser la rédemption morale, l'avenir économique, la grandeur de la patrie. — *Les syndicats professionnels et la politique sociale en France*, par GIOVANNI BOGLIETTI (*Nuova Antologia*, 1er mai). Article complémentaire de l'étude sur « Le socialisme en France », publié dans les numéros du 16 juin et du 1er juillet 1897 : l'A., qui exposait alors les luttes et les dissensions qui divisent le socialisme en France et les divers idéals dont s'inspirent la doctrine et la tactique de son état-major, recherche ici les conditions du parti au point de vue des forces populaires et la

consistance et la solidité réelles de l'armée socialiste proprement dite. — *Mastro Giorgio Andreoli*, par GIUSEPPE MAZZATINTI (*Rivista d'Italia*, 15 mai). Erudites et intéressantes notes biographiques sur ce célèbre céramiste de la Renaissance, auquel ses concitoyens, glorieux de ses mérites et de sa célébrité, ont élevé à Gubbio une sorte de monument idéal, en recueillant, comme en des archives pour l'histoire de son œuvre et de l'art continué par ses fils, les reproductions photographiques, les aquarelles ou les gravures sur cuivre, de ses majoliques que l'on conserve dans les plus riches musées de l'Italie et de l'étranger. — *Genèse et évolution du duel*, par GIOVANNI SEPE (*Il pensiero italiano*, mai). Premier article d'une série qui constitue le programme d'une œuvre volumineuse : on y envisage le duel primitif, comme lutte brutale pour la conquête de l'aliment ou pour la possession de la femelle, ou pour la suprématie du troupeau; et le duel postérieur, comme jugement de Dieu et comme preuve judiciaire. — *Enfants normaux et anormaux;* observations pédagogico-psychologiques, par ANGELO SICCHIROLLO (*Il pensiero italiano*, mai). L'A. voudrait qu'on fît à l'école, parmi les jeunes élèves, une vigoureuse sélection, non seulement intellectuelle, mais aussi physiologique et morale; et qu'on donnât une instruction et une éducation spéciales et différentes à chacune des catégories d'élèves qu'il propose.

REVUES DE LANGUE RUSSE

Un grand cœur, Wissarion Grégorievitch Biélinski, par S. A. WENGUEROV (*Russkoié Bogatstvo*, mars, avril, mai). — C'est une étude consacrée à la mémoire du grand critique russe, à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa mort, récemment célébré à Pétersbourg et à Moscou. L'A. s'attache à caractériser l'époque de Biélinski et à montrer l'influence qu'il a exercée sur toute la littérature russe en apportant dans ses critiques une parole passionnée, vibrante de sincérité et ouvrant des horizons nouveaux. Les œuvres de Biélinski, dit-il, furent la base, la source première, la pierre fondamentale, l'incarnation vivante des principes, qui firent que la littérature russe contribua puissamment au développement des sentiments civiques dans la nation. Dans ses écrits se reflétaient à la fois les idées de Botkine, de Stankévitch, de Granowski, de Bakounine, de Herzen, et de cette manière, il se faisait l'interprète du mouvement intellectuel de cette remarquable époque, qui depuis s'affirma de plus en plus. Biélinski se faisait l'écho de ces nouvelles idées avec la fougue qui le caractérisait et qu'il apportait dans tous ses actes. Il exigeait chez les écrivains des tendances bien déterminées et voulait voir dans leurs œuvres le développement d'une idée sociale. L'A., fait observer que tous les écrivains de talent de cette époque suivaient inconsciemment les grandes lignes que leur indiquait Biélinski. Quant à ses propres écrits, chacun était empreint de ses sentiments élevés. Et c'est pourquoi, aujourd'hui encore, ses articles et ses comptes rendus que publiaient les revues de son temps, apparaissent si brûlants et offrent une jouissance réelle à tout esprit qui est préoccupé des questions de la morale, du rôle de la littérature, et qui s'efforce de trouver la solution du véritable problème de l'existence humaine. « Quiconque se trouve en communion avec sa pensée, veut s'élever au-dessus de tout ce qui est puéril et banal, éprouve le besoin de se rapprocher de cette âme pure, de sentir son cœur battre du même rythme que ce grand cœur ».

Dans son étude détaillée, l'A. fait une large part à l'analyse de cette époque avec ses tendances dominantes et à l'appréciation des hommes avec lesquels Biélinski se trouvait en contact. En parlant de ses relations avec Herzen, il dit que tous les deux avaient des conceptions socialistes, bien que leur socialisme n'eût pas un caractère agressif. Biélinski lui-même se déclarait socialiste « *non pas un militant, mais s'intéressant à toutes les questions sociales* ».

L'article du numéro de mai est consacré aux professeurs de l'Université de Moscou dont Biélinski, qui avait rompu avec les anciennes traditions, avait subi l'influence, et à l'analyse de sa première œuvre littéraire, le drame *Dmitri Kalinine*. La création de cette pièce fut provoquée par le besoin de gagner de l'argent pour

vivre indépendamment, à la suite d'un dissentiment que Biélinski, à peine âgé de vingt ans, avait eu avec son père. L'exécution de ce travail fut avancé grâce à l'ennui de se voir enfermé dans l'internat des étudiants à cause de l'épidémie qui alors sévissait dans la ville.

Bien que très faible au point de vue littéraire, ce premier essai qui est une violente protestation contre le servage, révèle déjà le lutteur ardent pour la liberté, la vérité et la justice que fut Biélinski jusqu'à sa fin prématurée.

Biélinski, auteur dramatique, conférence de M. Mikhailovski, faite dans la réunion de « l'Union des littérateurs » du 10 mai (*Russkoié Bogatstvo*, mai). — Deux drames de Biélinski : *Dmitri Kalinine* et *Un oncle quinquagénaire* ou *l'Etrange maladie*. Pour rendre hommage à la mémoire du grand critique, le conférencier croit devoir s'arrêter sur ces deux tragédies pourtant si imparfaites en elles-mêmes. Il fait ce choix parmi les belles œuvres critiques de Biélinski, parce que dans ses essais se reflètent plus puissamment la nature ardente et le tempérament frénétique de leur auteur, haïssant l'esclavage sous quelque forme qu'il apparaisse. *Un oncle quinquagénaire* fut néanmoins joué au théâtre de Moscou en 1839 et une gazette de ce temps en avait donné un long compte rendu, cherchant à excuser et expliquer le médiocre succès obtenu par la pièce. Quant au drame *Dmitri Kalinine*, il ne pouvait être rendu à la publicité vu les termes violents dans lesquels le jeune auteur exprimait son indignation contre le servage ; il n'a vu le jour que trente ans après, lorsque l'émancipation des serfs était réalisée. « Mais il est impossible de ne pas s'enthousiasmer et de ne pas admirer cet auteur de 20 ans qui, à cette époque, encore très lointaine de l'affranchissement des serfs, sentait dans son cœur bouillonner une si terrible indignation contre une injustice séculaire ».

M. M. voit, dans les deux héros de ces drames, malgré leur apparente dissemblance, l'image de l'auteur lui-même, bien que son entourage et les conditions dans lesquelles il se trouvait fussent très différents. Car, dit-il, pareillement à ses héros, lui-même durant sa vie entière avait aussi protesté contre toute sorte d'esclavage, même jusqu'au joug qu'imposent les préjugés et les usages que la société a adoptés. Il cite la plainte de Biélinski dans une de ses lettres à Stankévitch où il se reproche sa sensualité et son amour-propre excessif Ce dernier défaut l'afflige surtout. Selon lui « chacun qui laisse prédominer en lui tel ou tel élément constituant sa nature, un certain pli de son esprit ou une passion quelconque, au préjudice de l'harmonie et de la plénitude dans sa vie, devient un esclave ». Ce n'est point une critique de la passion elle-même que fait Biélinski — ce serait incompatible avec sa nature et ne « siérait pas au *frénétique Wissarion* », — comme l'appelaient ses amis, — c'est le désaveu de toute médiocrité, de l'étroitesse, de l'exclusivité. C'est surtout la condamnation de l'exclusive possession de la personnalité par l'un des éléments qu'elle comporte; et c'est sur la lutte de la personnalité avec ses propres éléments que son deuxième drame est basé. M. M. analyse ensuite cette période dans la vie du critique russe où, sous l'influence de la philosophie de Hegel, il s'était laissé aller jusqu'à la « conciliation avec les choses existantes », jusqu'à la conciliation « avec l'actualité russe ». Et il affirme que même pendant cette période, Biélinski ne demeurait pas esclave de ces idées, ce que démontre sa réplique à Panaeff.

On sait quelle indignation provoqua dans le public s'intéressant à la littérature, l'*Anniversaire de Borodino* de Biélinski, fait dans un esprit réactionnaire. Mais lorsque ses yeux se désillèrent — car il reconnaissait volontiers ses torts, — Biélinski déclara que « la destinée du sujet, de l'individu, de la personnalité importe plus que les destinées de l'univers et que Sa Majesté chinoise », par laquelle il entendait l'*Allgemenheit*, de Hegel. Il écrivit dans une autre lettre : « Je maudis mon aspiration à une conciliation avec l'abominable actualité ! Vive le grand Schiller, ce noble avocat de l'humanité, étoile brillante du salut, libérateur de la société, des préjugés sanguinaires de la tradition. A présent, pour moi, la personnalité de l'être humain est au-dessus de l'histoire, au-dessus de la société, au-dessus de l'humanité elle-même ! »

M. M. conclut que dans ces paroles passionnées, Biélinski a trouvé sa loi : C'est ce Biélinski qui resta le même depuis la création du drame « Dmitri Kalinine » et jusqu'à la dernière ligne qu'il a écrite, jusqu'à son dernier souffle. Le dernier degré dans le développement de Biélinski était cette thèse que *devaient être élaborées des*

conditions sociales contribuant à l'épanouissement de la personnalité et non à la compression de celle-ci.

Et le conférencier finit son exposé par ces paroles : « Tant que je puis percevoir dans l'avenir, cette idée demeurera éternellement. »

INDEX. — *Renan et sa philosophie*, par TROUBETZKOY, conférence au « Musée historique » (*Russkaïa Mysl*, mars). Le conférencier estime que la popularité de Renan et l'importance de chacun de ses ouvrages est en proportion inverse de leur valeur scientifique. Il s'appuie sur les paroles de Renan lui-même qui disait : « Où je suis content de moi-même, il ne se trouve qu'une dizaine de personnes pour m'approuver, mais où ma conscience littéraire se trouble, où ma main tremble, il y a mille personnes qui m'approuvent et qui me prient de continuer. » — *Une lettre d'Elisa Orzeszko*, adressée à la rédaction de la revue *Russkaïa Mysl* (mars). L'éminente romancière polonaise répond à un article de la revue, dans lequel l'auteur rendait hommage à cette femme de lettres qui, la première, dans la littérature polonaise, parla avec sympathie des humbles et défendit la cause des paysans et des juifs, pour lesquels elle demandait une part égale aux jouissances et au bonheur, à celle des autres membres de la famille humaine. Dans sa modestie qui est le propre des grandes âmes, Elisa Orzeszko apporte une rectification à l'article en question en affirmant que, déjà au milieu du XVIe siècle, des tendances démocratiques et humanitaires s'étaient fait jour dans la littérature polonaise. — *La femme diplomate*, princesse Dorothée Liéven, épouse de A. Liéven, ambassadeur russe à Londres de 1812-1834 (*Istoritcheski Wiestnik*, mars). Cette étude historique et biographique est faite d'après les documents des ouvrages anglais et français. La princesse de Liéven, qui était douée de remarquables aptitudes politiques, joua un rôle très significatif dans la diplomatie. C'est elle qui s'occupait de toutes les affaires dont la direction était confiée à son mari qui avait occupé pendant de longues années le poste d'ambassadeur russe à Londres. La princesse entretenait des relations amicales avec plusieurs hommes d'Etat, avec Guizot notamment. Elle avait un salon à Paris où elle resta depuis 1834 jusqu'au jour de sa mort en 1857.

MARIE STROMBERG.

REVUE DES LIVRES

LIVRES DE LANGUE ANGLAISE

The London Year Book, seconde année; vol. in-8 de 228 pages; avec illustrations, 1 shilling: The Grosvenor press, éditeur, Londres, 1898. — Ce volume est un annuaire amusant et plein d'informations pour les lecteurs londonniens ou d'Angleterre; même cet annuaire sera très utile à ceux des étrangers qui ont des rapports avec des personnes résidant à Londres ou qui désireraient voyager en Angleterre. Il contient quelques contes, courts aperçus de caractères londonniens, des chansons, une étude sur la guerre et l'armée anglaise, un article sur Aubrey Beardsley, le jeune artiste qui est mort récemment, etc. Un guide de la littérature de l'année et de la presse, guide très précis, très bien fait, se trouve aussi dans ce volume en même temps qu'un rapide aperçu du théâtre anglais en 1897-98. Cet annuaire est, au point de vue typographique, très soigné; les portraits, les dessins qui l'illustrent sont excellents. *The London Year Book* est donc un livre à la fois utile, intéressant et artistique. Son prix est fort minime, 1 fr. 25. Il y a une édition reliée à 2 s. 6 d le volume. Un index alphabétique complet permet les recherches avec la plus grande facilité.

S. L.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE. — *Altruism*, par ROBERT BLATCHFORD; brochure in-8 de 16 p.; 1 d; Clarion Newspaper C°, éditeur, Londres, 1898; brochure de propagande socialiste. — *The New Religion*, par ROBERT BLATCHFORD; brochure in-8 de 12 pages; 1 d; Clarion Newspaper C°, éditeur, Londres, 1897; brochure de propagande socialiste, préconisant la religion de l'humanité, du peuple : Justice et Liberté, Paix et Culture, Amour et Honneur de l'homme pour l'homme. — *The Tramp and Bob's Fairy*, par NUNQUAM; brochure in-8 de 16 pages; 1 d; Clarion Newspaper C°, éditeur; London, 1898; le « Trimardeur » et la « Fée de Bob », contes de propagande socialiste. — *Real Socialism*: *What socialism is, and what socialism is not*, par ROBERT BLATCHFORD; brochure in-8 de 20 pages; 1 d; Clarion Newspaper C°, éditeur; London, 1898; pour l'A. le principe du socialisme est la nationalisation de tous les moyens de production et de distribution; l'A. est communiste, mais il croit la réalisation du communisme très éloignée et il parle seulement du collectivisme, qu'il résume en ces mots : L'Angleterre à tous les Anglais. Toutes ces petites brochures de R. Blatchford sont en un style très clair, familier et par suite excellentes pour la propagande. — *Vivisection*, par EDWARD CARPENTER; brochure in-18 de 17 pages; William Reeves, éditeur; Londres, 1898; réimpression par « the Humanitarian League » de l'article contre la vivisection, écrit par notre collaborateur E. C. — *Studies in socialism* : n° 1, *Property;* n° 2, *Labor*, the creator of capital; n° 3, *The land, Machinery, inheritance*, par GEORGES PYBURN; brochure de 16, 20 et 21 pages; 0 fr. 25 chaque; J. A. Wayland, éditeur, Girard, Kansas (Etats-Unis), 1897 et 1898; ces petites

brochures de propagande socialiste sont de forme très familière et s'adressent au grand public populaire; elles sont dialoguées et supposent des conversations entre diverses personnes.

LIVRES DE LANGUE ESPAGNOLE

La barbarie gubernamental en Espana. Imprenta de El Despertar. *Gratis.* Brooklyn-New-York, 1897; vol. in-18 de 204 pages. — Deux écrivains libertaires espagnols qui ont signé seulement des initiales R. M. et J. P. ont composé sous ce titre le martyrologe détaillé des victimes du Montjuich. « En face des crimes commis par la bourgeoisie espagnole dans sa soif insatiable de vengeance et d'extermination, disent-ils dans une courte préface, ces pages sont l'expression de la survivance d'un idéal bien cher à des centaines de nos amis qui ne reculent pas devant la prison et la mort et, prisonniers ou libres, maintiennent le droit de penser comme ils veulent et de travailler pour le triomphe de l'anarchie. »

L'ouvrage comprend d'abord un bref historique de la propagande anarchiste, depuis le mouvement de Xérès jusqu'à la bombe lancée sur la procession de la Fête-Dieu à Barcelone. Puis les A. racontent comment fut engagée la procédure instructive contre les auteurs inconnus de cet attentat et donnent un récit circonstancié des audiences du Conseil de guerre. Le chapitre III est ce que les auteurs appellent le contre-procès, c'est-à-dire le récit des résultats de la justice de réaction. » Quiconque, concluent les A., aura examiné sans passion tous les documents que nous avons intercalés dans le texte, dans les notes, en tirera nécessairement cette conclusion que les tortures et les sévices dénoncés sont trop démontrés pour ne pas annuler toute la procédure de ce monstrueux procès ». Le chapitre IV est une analyse condensée des opinions de la presse européenne et américaine. Viennent ensuite des notes plus copieuses encore que les renseignements inclus dans le texte. Le tout constitue une ample mine de documents pour le sociologue, le criminaliste ou l'historien,

A. Savine.

Index bibliographique. — *Entre Campesinos;* brochure in-18 de 40 pages; édition par le groupe anarchiste « Los Acratas » de la célèbre brochure de Malatesta : *Entre Paysans;* terminée par trois pages de chansons; Buenos-Ayres, 1897. — *Declaraciones del anarquista J. Etiévant y consecuencias del estado;* brochure in-18 de 24 pages; édition par le même groupe des déclarations d'Etiévant en 1892; terminée par une page de chansons; Buenos-Ayres, 1897. — *En tiempo de elecciones*, brochure in-18 de 16 pages, éditée par ce même groupe; elle est publiée sans nom d'auteur, mais c'est une réédition de la brochure de Malatesta parue il y a quelques années; Buenos-Ayres, 1897. — *Capacidad Revolucionaria de la Clase obrera;* bonne brochure de propagande, émanant du même groupe; in-18 de 16 pages; Buenos-Ayres, 1897. — *Idilio Diabolico*, par Adolphe Retté; brochure in-8 de 14 pages sans pagination; traduction d'un bel article de Retté paru dans la *Plume;* éditée par le périodique socialiste révolutionnaire *La Montaña* disparue maintenant; Buenos-Ayres, 1897.— *La morale, su proclamacion, su consecuencia;* brochure petit in-18 de 30 pages; propagande du groupe anarchiste argentin anti-autoritaire et à tendances individualistes; contre l'idée de morale qui est contraire à la liberté; plus de phraséologie que d'arguments; Buenos-Ayres, 1897. — *Almanaque de la Questione sociale para 1898;* brochure in-18 de 64 pages avec illustrations et portraits; Libreria Sociologica, éditeur; Buenos-Ayres, 1898; Almanach de propagande pour le communisme anarchique; il y a de courts articles d'Elisée Reclus, de P. Kropotkine, de S. Faure, de José Prat, etc., des chansons en italien, en espagnol, en français. — *Los crimenes de Dios*, par S. Faure, brochure in-18 de 32 pages; Antonini, éditeur, Buenos-Ayres, 1897; traduction castillane, par José Prat, d'une brochure de propagande anarchiste de S. F.; fait partie de la « Biblioteca de propaganda anarquica del Grupo : Los Acratas ». — *Patria*, par A. Hamon; brochure in-18 de 15 pages; J. Costas, éditeur, Buenos-Ayres, 1898; traduction castillane d'une brochure sur la patrie, par A. H; la

fin de la brochure française ne figure pas dans la traduction espagnole, qui fait partie de la « Biblioteca Acrata ». — *A las hijas del Pueblo*, par ANNA MARIA MOZZONI, brochure in-18 de 14 pages ; Biblioteca de la Questione sociale, éditeur, Buenos-Ayres, 1898 ; brochure adressée « aux filles du peuple » pour propager les idées d'émancipation chez les ouvrières, émancipation économique, politique et religieuse ; très utile à la propagande féministe, ce pamphlet est distribué gratuitement. — *La Sociedad, su pasado, su presente, y su porvenir*, par le Dr E. Z. ARANA, brochure in-18 de 35 pages ; Libreria Clasica, éditeur, Rosario de Santa Fé, 1897. Relation d'une conférence par le Dr A. ; forme le n° 1 de la collection éditée par le groupe de propagande communiste anarchiste « Ciencia y progreso ». —*La Mujer y la Familia*, par E. Z. ARANA ; brochure in-18 de 87 pages ; Libreria Clasica, éditeur, Rosario de Santa Fé. 1897 ; fait partie de la même collection que la brochure précédente, n° 2 ; chacune de ces brochures se vend le prix que chacun veut en donner. —*Necesidad de la Accion Politica*, par ADRIAN PATRONI, brochure in-18 de 15 pages ; Buenos-Ayres. 1897 ; brochure de propagande sociale démocrate sous forme de conversation. — *Fin de Fiesta*, par PALMIRO DE LIDIA : brochure in-8 de 16 pages ; New-York, 1898 ; pièce en un acte, représentée le 19 décembre 1897 au Cercle des Travailleurs de New-York ; drame ayant pour but la propagande socialiste ; patrons et grévistes ; ces derniers brûlent l'usine ; le patron les menace de son revolver, tire et tue sa fille qui s'est précipitée entre les grévistes et son père.

LIVRES DE LANGUE FRANÇAISE

Travail et salaires en Angleterre depuis le XVIIe siècle, par THOROLD ROGERS, traduction avec notes par E. CASTELOT ; vol. in-8° de XVI-494 pages ; 7 fr. 50, Guillaumin et Cie, éditeurs ; Paris. 1897. — M. T. R. est un des historiens économistes anglais les plus connus. Son *Histoire de l'Agriculture et des Prix*, renseignée aux sources mêmes, forme un volumineux ouvrage de huit gros volumes difficilement accessible au commun des lecteurs. C'est pour cette raison qu'il en a résumé, extrait tout ce qui concerne l'histoire du travail et des salaires, histoire qu'il possédait mieux que personne, ayant colligé, d'après les plus anciens documents jusqu'à nos jours, des renseignements authentiques sur les salaires payés pendant six siècles, sur le sol de la joyeuse Angleterre. M. C. a donc eu cent fois raison de traduire ce précieux résumé et de signaler en même temps le défaut de la cuirasse : la haine que le radical militant qu'était M. R. porte aux tories et par contre-coup aux fondateurs de l'autocratie foncière actuelle. Il était utile de prévenir le lecteur qu'il pouvait y avoir quelque exagération dans la passion qui pousse l'auteur à célébrer le moyen-âge pour mieux faire ressortir la décadence du travailleur anglais au temps des puritains et à exagérer, s'il est possible, la puissance et la tyrannie des seigneurs enrichis sous Henri VIII, M. R. est un grand admirateur du rôle de l'Eglise d'Angleterre au moyen âge. « Le clergé, dit-il, a été le plus puissant agent de la civilisation. Il a fourni les historiens, les éducateurs des peuples. Il a été leur seul protecteur contre l'arbitraire de la force brutale, l'asile du passé, l'espoir de l'avenir, de même que le clergé sauva les débris de la civilisation, de l'ordre et de la loi, de même il sut affronter l'égoïsme féroce et avilissant de l'aristocratie. C'est par lui que l'Angleterre a été pacifiée et colonisée, que l'agriculture a pu prospérer et que le cultivateur du sol n'a pas été ruiné et foulé aux pieds. »

Une des sources auxquelles M. R. puise le plus volontiers sont les archives des collèges d'Oxford à l'aristocratique université de laquelle M. R. appartenait. L'examen de ces archives lui a permis de se rendre compte de la gestion des grands domaines ruraux au moyen-âge, c'est-à-dire là où le tenancier avait, en somme, la vie la plus facile et la plus heureuse, car on sait que les fermiers des corporations furent presque toujours mieux traités que ceux des seigneurs ecclésiastiques ou laïques, jouissant de baux à cheptel, assez doux. La conception des canonistes qui flétrissaient les cheptels durs, ce qu'on appelait les cheptels de fer, comme usuraires, contribua beaucoup jusqu'au XVIe siècle à atténuer les rigueurs des propriétaires auxquels l'usage laissait en partie le fardeau des épizooties qui furent considérées comme cas de force majeure. Ce ne fut que lors de la Réforme que, sous

prétexte d'affranchir la pensée, on affranchit en réalité le capitalisme du joug de la superstition, c'est-à-dire de l'horreur de l'usure, et les travailleurs anglais retombèrent sous le joug sans tempérament du seigneur fait à l'image du roi-tyran. Ce qui frappe à la lecture du livre de M. R. c'est, tout en tenant compte de sa tendance un peu exagérée peut-être à la généralisation, la situation plus large et plus aisée du travailleur avant la fin du xve siècle. On sait qu'en France M. Léopold Delisle, qui a spécialement étudié la condition de la classe agricole en Normandie, est arrivé à des résultats à peu près équivalents, M. R. ne se sépare de lui que sur l'évaluation de la population. Tandis que M. L. Delisle et avec lui M. Siméon Luce, a donné à la France du Nord une population égale sinon supérieure à la population actuelle, M. R. estime que la population de l'Angleterre était très inférieure à ce qu'elle est aujourd'hui, à ce qu'elle était même il y a une quarantaine d'années. Il observe judicieusement qu'il ne faut pas apprécier la population par les dimensions des églises. Celles-ci sont plus vastes que ne devaient l'exiger les besoins de la population. Elles servaient à d'autres usages qu'à ceux du culte. Comme Victor Hugo l'a rappelé dans de superbes pages de *Notre-Dame de Paris*, l'Eglise est tout au moyen âge, maison communale, halle, marché public, magasins à grains et à laine. Quand on étudie l'histoire de quelqu'une de nos vieilles cathédrales dans les archives, on y trouve sans cesse des actes passés par les notaires dans les diverses chapelles qui formaient tout autant de domaines et de bénéfices.

L'Angleterre n'eut pas, comme la France, le fléau de la guerre à supporter : la longue lutte entre les deux pays ne nuisit qu'à celui sur le sol duquel on se battait, mais la peste de 1348 fut pour elle une terrible épreuve. Les contemporains en ont tracé des tableaux effrayants et dans certaines parties du royaume la mortalité fut, d'après eux, des neuf dixièmes de la population. Froissart qui écrivait vingt ans plus tard, quand la peur ne pouvait plus fausser les appréciations, l'évalue au tiers de la population. Il en résulta une excessive perturbation économique. Le fléau avait détourné de la culture. Il eut d'ailleurs pour conséquence immédiate la raréfaction de la main-d'œuvre et le renchérissement des salaires, à ce point que plus d'un seigneur dut en passer par les conditions de ses tenanciers. Ainsi la peste, qui avait plus particulièrement décimé le prolétariat contribua à émanciper à peu près complètement les serfs dont elle avait respecté la vie. Le pouvoir royal prétendit lutter contre le renchérissement des salaires, mais les plus beaux édits demeurèrent lettre morte : par la reprise du travail et la violence quand on voulut les traquer, les ouvriers restèrent maîtres du champ de bataille. Ils avaient formé des trade-unions qui continuèrent une lutte vigoureuse contre ces seigneurs et facilitèrent le rachat des prestations.

La force brutale revint sur ces rachats. Sous Edouard VI on confisqua les biens des gildes; on confisqua les communaux. Et tandis qu'au xvie siècle les vivres renchérissaient sous des causes que M. R. n'explique pas avec une précision absolue, la main-d'œuvre, ne suivant que de loin le mouvement ascensionnel du prix, la situation du travailleur ne cessa d'empirer.

Les derniers chapitres du livre de M. R., ceux qu'il consacre aux trois derniers siècles, sont beaucoup plus concis. Ici l'A. ne travaille pas sur des données colligées par lui dans les documents originaux, mais d'après les livres. Il s'y montre fervent du trade-unionisme, partisan de l'extension de la petite propriété et très opposé aux idées de Henry Georges. A. SAVINE.

Le Panorama des siècles, par J. WEBER; vol. petit in-18; 207 pages; 65 figures et 4 planches en couleurs; n° 1 des *Livres d'or de la science*; 1 fr.; Schleicher frères, éditeurs, Paris, 1898. — La librairie Reinwald si connue comme éditrice des œuvres de Darwin, de Buchner, de Vogt, de Hæckel, des œuvres de physiologie, d'anthropologie, etc., dirigée maintenant par MM. Schleicher frères, entreprend une grande œuvre d'éducation générale par la publication des *Livres d'or de la science*. Les diverses branches des connaissances humaines seront exposées en une série de volumes formant chacun un tout complet. Tour à tour, histoire, géographie, belles lettres, arts, histoire naturelle, industrie, agronomie, sciences physiques et naturelles, archéologie, sciences sociales, voyages et découvertes défileront devant les yeux. Œuvres de vulgarisation, ces *Livres d'or* donneront au public les notions générales sur tant de matières dont il est amené chaque jour à parler.

Le premier volume de la série est un aperçu d'histoire universelle, une rapide chevauchée à travers l'humanité, depuis le moment où elle sort de l'animalité, il y a quelques centaines de mille ans, jusqu'à nos jours. C'est le recommencement du discours sur l'*Histoire universelle* de Bossuet, mais l'esprit en est tout autre. M. J. Weber a imprégné son petit volume de rationalisme et s'est inspiré de toutes les découvertes scientifiques. Le *Panorama des siècles* est donc une œuvre au courant de la science actuelle; c'est un livre de saine vulgarisation; débarrassé de toute religiosité. Nous lui reprocherons d'avoir, en général, donné trop de place à la France, car, dans l'Histoire universelle, il ne paraît pas que la France tienne une place prépondérante depuis mille ans. L'Angleterre, l'Allemagne ont eu une égale importance; cela ne ressort pas assez. Le style de M. J. W. est coloré, vivant, emporté même parfois, et le lecteur dévore plus qu'il ne lit ces pages où coule le cours des siècles.

Les prochains ouvrages de la série des « Livres d'or » seront les *Races jaunes*, les *Célestes;* la *Photographie de l'invisible;* la *Vie mystérieuse des mers*, etc., etc.

Cette collection compte parmi ses auteurs plusieurs de nos collaborateurs : Elie Reclus, Elisée Reclus, Edmond Picard, Clémence Royer, A. Hamon, F. Pelloutier, J. Hudry Menos, Bancel, Degalvès, etc. Nous ne saurions trop la recommander, pour vulgariser, parmi le grand public, les connaissances humaines telles qu'elles ressortent des découvertes scientifiques les plus récentes. Il n'existe pas encore en langue française de publication semblable; son utilité nous fait vivement désirer qu'elle réussisse. D'ailleurs, son prix modique, le soigné et le luxe même de son impression, de ses illustrations, l'exactitude, la science et la forme littéraire du texte, sont des garants de succès, succès qui sera mérité. S. L.

L'Histoire, par ANDRÉ LEFÈVRE; vol. in-I8 de VIII-693 pages : 6 francs; Schleicher frères, éditeurs; Paris, 1897. — Cet ouvrage fait partie de la Bibliothèque des sciences contemporaines. Il est le vingtième volume de cette série écrite par des savants, comme Letourneau, P. Topinard, Hovelacque, A. Bordier, Corre, etc. Il est digne de ses devanciers, c'est-à-dire que l'*Histoire* est un ouvrage remarquable au point de vue philosophique et scientifique. L'auteur est matérialiste, athée, déterministe; c'est dire l'esprit qui imprègne cette belle œuvre dont l'excellent sous-titre est « Entretiens sur l'évolution historique ». M. Lefèvre a voulu exposer l'Histoire de l'humanité dans le monde entier. Il a voulu refaire encore en un volume, relativement court, le fameux discours sur l'Histoire universelle de Bossuet. Mais il l'a voulu refaire avec les connaissances actuelles et avec la méthode positive. L'auteur a fort bien réalisé ce qu'il voulait faire. L'ouvrage, répétons-le, est remarquable par sa science, sa concision, son exposé clair, précis et intéressant. Le lecteur, en effet, s'intéresse vivement à ce rapide voyage dans les civilisations passées de l'Egypte, de la Chaldée, de la Chine, de la Grèce, de Rome, des Juifs, du moyen âge, des Arabes, des Osmanlis, de la Renaissance, de la Réforme, de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis, de la Révolution française, etc. L'*Histoire* est un livre qu'il appartient à chacun de lire, savant comme ignorant, de relire même, car quoi de plus instructif que de connaître l'évolution des sociétés humaines ?

La *Mission Hourst*, par le lieutenant de vaisseau HOURST; vol in-8 de XII-479 pages; 190 gravures et une carte : 10 fr.; Plon et Nourrit, éditeurs; Paris, 1898. — L'officier de marine Hourst fut chargé par le gouvernement français, d'une exploration dans le Soudan, le pays des Touaregs et sur le Niger. C'est le récit de ce voyage qui constitue ce volume fort bien illustré. M. Hourst est le premier qui ait descendu en canot le Niger *entier*. La narration de l'auteur est vive, attrayante, éclairée par des reproductions de photographies prises au cours du voyage. Il y a d'instructifs détails sur les mœurs des Touaregs; l'auteur s'y est suffisamment appesanti. Par contre, il est bref, trop bref, sur les mœurs des noirs habitants, sur la faune, la flore, la géologie des régions parcourues. La partie anecdotique est certes intéressante, mais cette partie sérieuse qui manque laisse un vide regrettable. L'auteur est un officier; peut-être est-ce là la raison du chauvinisme qu'il étale. Il fait montre aussi de sentiments peu amicaux vis-à-vis des Anglais. Faut-il donc que des Européens, allant civiliser l'Afrique, transportent en ces régions leurs haines nationales sans motifs autres qu'une basse concurrence économique ? M. Hourst est obligé de

constater toutefois que les Anglais du Soudan se montrèrent, à son égard, fort courtois. Quoiqu'il en soit, la *Mission Hourst* est une bonne contribution à la littérature géographique, qui intéresse toujours le public à cause des mille incidents des voyages en régions plus ou moins inconnues.

L'Hérédité normale et pathologique, par CH. DEBIERRE; brochure in-8 de 40 pages ; 1 fr. 25; Masson, éditeur, Paris, 1897. — L'éditeur Masson publie, sous la direction du Dr Critzman, une « suite de monographies cliniques sur les questions nouvelles en médecine, en chirurgie, en biologie ». Ces monographies paraissent en fascicules de 30 à 40 pages, sous le titre général de « l'Œuvre médico-chirurgicale ». L'un de ces fascicules est consacré à l'*Hérédité* et il a pour auteur le savant professeur Debierre. C'est un traité court, précis, clair, de l'hérédité considérée physiologiquement, pathologiquement. En outre, l'auteur examine les théories de l'hérédité et termine par des conclusions frappées au coin de la raison et de l'observation méthodique. Nous n'avions encore lu sur l'hérédité aucune monographie aussi lucidement exposée, aussi rationnellement pensée, aussi logiquement déduite d'observations nombreuses. C'est une œuvre qui doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à ces questions de biologie, de psychologie.

L'Hypnotisme et la suggestion dans leurs rapports avec la médecine légale, par le Dr BERNHEIM; vol in-8 de 103 pages; O.Doin, éditeur ; Paris, 1897. — Cet opuscule est le rapport fait par le professeur B. à la section des maladies nerveuses et mentales du 12e Congrès international de médecine de Moscou. Ce rapport est très bien fait. D'une exposition claire, méthodique, précise, il résume en peu de pages toute la question. Selon l'A., l'hypnotisme n'existe pas et tout est suggestion. L'A. commence par donner une définition et une conception de l'hypnotisme et de la suggestion. Cela posé, il examine les suggestions criminelles expérimentales, la suggestion dans les crimes, etc. Il termine par un aperçu sur la responsabilité morale. Déterministe, il n'ose pas conclure brutalement à l'irresponsabilité, comme nous le fîmes dans *Déterminisme et responsabilité*. Il se contente de dire : « La responsabilité morale est *le plus souvent* impossible à apprécier ». En son for intérieur, M. B. est convaincu qu'elle n'existe pas, le contexte le prouve. Certaines appréciations sur Emile Henry sont très justes, d'autres nous semblent inexactes. Lorsqu'on a lu ce rapport, on se demande comment les hommes osent encore juger et condamner d'autres hommes. C'est un livre que tous les magistrats, les avocats, les criminalistes devraient lire et méditer.

Lettres inédites de Lamennais à Montalembert avec un avant-propos et des notes, par EUG. FORGUES; vol. in-8; XI-402 p.; avec portrait; 6 fr.; Perrin, éditeur, Paris, 1898. — Ces lettres de l'illustre solitaire de La Chenaie embrassent une période de six années (novembre 1830 à juillet 1836). Adressées à son jeune disciple Montalembert, elles sont le journal intime où Lamennais « a enregistré, comme le dit justement M. Forgues, la marche presque quotidienne de ses idées, les élans de sa foi persistante dans l'avenir de l'humanité, les tourments et les mécomptes de son âme à la fois tendre et fière, violente et résignée. » Ces lettres sont admirables et nous ne saurions trop conseiller de les lire. Elles intéressent presque autant qu'un roman et ont le charme des choses vécues.Elles coulent en un style simple,et beau, et clair. Lamennais, plein de sensibilité et en même temps de fierté, fut malheureux. Il souffrit beaucoup moralement, maintes de ses lettres le prouvent; d'ailleurs il était de faible santé, presque toujours maladif. De ces lettres à Montalembert, Lamennais sort plus grand encore qu'il ne semblait l'être. La sincérité, le désintéressement de Lamennais, son amour de l'humanité, sa confiance dans la raison humaine, son esprit d'indépendance apparaissent dans maintes de ses lettres qu'il eût été très regrettable de ne point voir publiées. Il y a encore des lettres de Lamennais que les héritiers des correspondants gardent et ne veulent point livrer à la publicité. Ils ont grandement tort. En ce faisant, ils lèsent l'humanité et ne préservent point l'Eglise qui, lors des affaires de Rome, s'est conduite petitement, bassement vis-à-vis d'un des plus grands hommes de ce siècle.

Un Lamennais inconnu, par AUGUSTE LAVEILLE ; vol. in-18 ; LXV-357 pages ; 3 fr. 50 ; Perrin, éditeur ; Paris, 1898. — Sous ce titre, M. Laveille publie les lettres inédites de Lamennais à Benoit d'Azy, un jeune homme qu'il aimait tendrement. La correspondance va du 26 janvier 1818 au 1er octobre 1836. D'abord quotidienne pour ainsi dire, elle s'espaça peu à peu et devint rare en les dernières années. Denis Benoît restait bourgeois et catholique, Lamennais allait au peuple. Les deux correspondants parlaient une langue différente, ils ne se comprenaient plus. Quelques-unes de ces lettres sont empreintes d'accents passionnés, comme ceux d'amant à une maîtresse. Lamennais était plein d'affectuosité, de tendresse, de sensibilité et il fallait qu'elles se manifestassent. Prêtre, elles ne pouvaient s'exercer que sur des amis et sur l'humanité en général ; en fait elles s'exercèrent ainsi. M. Laveille a fait précéder les lettres à Benoît d'Azy d'une longue introduction et de notes très érudites, très bien faites où, malheureusement, se fait jour un peu d'esprit de parti. M. Laveille a certainement des affinités avec le clergé et, bien qu'il en ait, son antagonisme contre Lamennais renégat éclate en foule de notes. Ces réserves faites, le *Lamennais inconnu* complète *Les lettres inédites de Lamennais à Montalembert*. Il est à souhaiter que le reste de la correspondance du célèbre penseur soit aussi livré à la publicité.

Campagnes d'Afrique, 1835-1848, lettres adressées au maréchal de CASTELLANE ; vol. in-8 de 563 pages ; 7 fr. 50 ; Plon, éditeur, Paris, 1898. — Les deux cent cinquante-trois lettres publiées dans ce volume sont dues aux plus hauts gradés de l'armée française. Elles sont signées des maréchaux Bugeaud, Clauzel, Valée, Canrobert, Forey, Bosquet, des généraux Changarnier, de Lamoricière, Le Flô, de Négrier, etc. Elles narrent les mille détails de la conquête de l'Algérie, rapportent des anecdotes sur les hommes, le plus souvent des officiers généraux. Elles sont bien intéressantes ces lettres ! Très intéressantes, d'aucuns diront même trop intéressantes, car elles pourraient servir à une curieuse étude : « les militaires professionnels peints par eux-mêmes ». En cette étude, ils ne se montreraient point sous un jour trop favorable. Oh ! non, bien au contraire. Et il serait impossible de réfuter les faits, les jugements rapportés, car ils seraient dus aux plus éminents des professionnels militaires. En lisant ces lettres, maintes et maintes fois nous avons noté des faits qui viendraient comme preuves nouvelles, si nous récrivions notre *Psychologie du Militaire professionnel.* Nous conseillons fort au public encore imbu d'admiration pour la gloire militaire et le patriotisme des officiers de lire ces lettres ; il est probable que sa croyance en ces préjugés recevra une atteinte telle qu'elle n'y résistera point. Il y a en ces lettres de nombreux détails intéressants pour l'historien aussi bien que pour le sociologue.

Les affaires de Crète, par VICTOR BÉRARD ; vol. in-12 de 334 pages ; 3 fr. 50 ; Calmann Lévy, éditeur ; Paris, 1898. — M. V. B. expose simplement, en fidèle historien et en habile témoin, la situation de la Crète, l'esprit de ses populations, les conditions historiques et économiques qui ont déterminé la situation actuelle, les procédés de l'Europe, des diplomates et des amiraux vis-à-vis des Crétois. Ce livre d'histoire est un réquisitoire véritable contre l'Europe entière, Allemands, Russes, Anglais, Français. Le plus beau rôle ou plutôt le moins vilain rôle est dévolu aux Anglais. Riche moisson à faire pour l'adepte du matérialisme économique de l'histoire et aussi pour le curieux de dresser l'état psychique spécifique des politiciens et des diplomates. L'A. signale à plusieurs reprises des dépêches officielles publiées dans les « Livres Blancs » avec des suppressions, des corrections ou même pas publiées du tout. Avec raison, il observe qu'il résulte de là l'impossibilité absolue pour la nation de conduire la politique extérieure par la voix de ses députés.

Raphaël Levy, par JOSEPH REINACH ; vol. in-18 de 207 pages ; Delagrave, éditeur ; Paris, 1898. — M. J. R., à propos de l'affaire Dreyfus, a cru bon de publier en volume une étude sur Raphaël Lévy, le juif condamné à Nancy, au XVIIe siècle, pour meurtre d'un enfant, meurtre rituel. Pour l'auteur de ce livre, il s'agit d'une erreur judiciaire et il le note en tête du volume. Sur les 207 pages de l'ouvrage, 64 forment

l'étude proprement dite due à M. J. R.; le reste est composé de documents. Il y a la reproduction de l' « Abrégé du procès fait aux Juifs de Metz », 48 pages; la réponse à ce livre par un oratorien, Richard Simon, 18 pages; le récit rabbinique sur Raphaël Lévy, 58 pages et enfin les arrêts du Conseil d'Etat du Roi. L'étude de M. J. R. n'est qu'un examen de ces diverses pièces. L'A., a sans nul doute le souci de l'impartialité, puisqu'il met les pièces sous les yeux du lecteur. La lecture prouve qu'il s'efforce d'être impartial; nous ne pensons pas qu'il y ait réussi. Il prétend démontrer qu'il y a eu erreur judiciaire dans la condamnation de Raphaël Lévy. Nous n'avons pas eu la même opinion en lisant avec soin et l'étude de M. J. R. et les documents annexés. Nous sommes de l'avis du Dr A. Corre qui, dans la *Société nouvelle*, écrivait que Raphaël Lévy semblait bien avoir commis le crime à lui imputé. Ni Richard Simon au XVIIe siècle, ni M. J. R. ne réfutent certains témoignages, ne prouvent leur inexactitude, leur fausseté. Autant qu'il est possible d'accorder de créance au témoignage humain, le juif condamné avait bien commis le crime pour lequel il était poursuivi. L'abrégé du procès fait aux Juifs de Metz relate avec soin et avec impartialité — ou tout au moins avec apparence d'impartialité ainsi que le constate lui-même M. J. R. — tous les témoignages, les incidents du procès. Dans le récit rabbinique, dans la réponse de l'oratorien, rien ne vient infirmer les principaux témoignages contre Raphaël Lévy. Il y a seulement des détails contredits. Il semble bien que le procès de Lévy fut comme tous les autres procès. Si l'on accepte le principe que des personnes peuvent être condamnées sur témoignages humains, R. Lévy paraît justement condamné. Le livre de M. J. R. est d'une lecture attrayante et c'est un document utile à consulter pour le criminologue. A. HAMON.

Etudes d'economie sociale (*théories de la répartition de la richesse sociale*), par L. WALRAS, 1 vol. in-8 VIII-464 pages, Rouge, éditeurs, Lausanne et Pichon. Paris, 1896. — Les fragments dont se compose ce volume ont été publiés de 1860 à 1896 : Impôt sur le revenu (1861); socialisme et libéralisme (1866-67); théorie générale de la société (1867-68); cadastre et impôt foncier (1873); question sociale; propriété industrielle; théorie mathématique du prix des terres (1880); notices sur Gossen (1885); méthodes de conciliation et de synthèse, théorie de la propriété, problème fiscal (1896). — L'objet principal du livre est d'exposer la convenance du rachat des terres par l'Etat, qui les louerait et remplacerait les impôts par les fermages. L'A. admet que la rente des terres va toujours en croissant, ce qui permet à l'Etat de faire l'opération du rachat : la conclusion est sujette à discussion, d'une manière absolue; mais il y a bien des cas où l'Etat a procédé à une liquidation de la propriété par rachat; cela se fait encore en Prusse. — Les théories juridiques de l'A. sont fort contestables; de ce que la philosophie ancienne a considéré la terre comme étant le patrimoine naturel de tous les hommes, il ne faut pas conclure que de droit naturel l'Etat soit le propriétaire de la terre (p. 218); l'Etat et la collection des gouvernés ne forment pas une seule et même chose. — L'A. se rend bien compte que ses idées se rattachent à celles des physiocrates et à ce que Dupont (de Nemours) appelait une constitution domaniale de finances; comme les physiocrates il mêle le droit naturel et l'économie. Il est singulier qu'il n'ait mentionné, nulle part, les idées de Proudhon sur l'impôt. — A noter pas mal de critiques judicieuses sur la manière dont fonctionnerait l'économie d'un pays régi suivant les idées des social-démocrates; l'A. pense que le système ne marcherait pas du tout (p. 233).

L'année sociologique, publiée sous la direction de E. DURKHEIM, avec la collaboration de SIMMEL, RICHARD, E. LÉVY, BOUGLÉ, HUBERT, LAPIE, MAUSS, A. MILHAUD, MUFFANG, PARODI, SIMIAND, 1 vol. in-8 de VII-563 pages. Alcan éditeur, Paris, 1898. — Cette publication rendra les plus grands services quand elle aura acquis une forme définitive; je crois qu'il y aurait lieu de l'alléger un peu : 1° on a mis en tête un essai de M. Durkheim (*La prohibition de l'inceste et ses origines*) et un autre de M. Simmel (*Comment les formes sociales se maintiennent*), qui n'ont aucun caractère d'actualité; — 2° il y aurait un choix à faire dans les études sur la religion; les questions liturgiques ne rentrent guère dans le cadre sociologique; — 3° il y aurait lieu d'éliminer l'économie politique, d'autant plus que la rédaction ne

comprend aucun spécialiste. — Généralement les analyses sont faites avec beaucoup de soin; cependant on ne peut manquer de regretter l'absence de médiévistes et d'indianistes; l'histoire du christianisme est très faiblement traitée et les rédacteurs ont eu conscience de leur incompétence; consacrer dix lignes à un livre de M. Harnack (p. 266)! Il valait mieux n'en rien dire. — Il y a parfois un peu de désordre dans la classification : pourquoi, par exemple, le livre de M. Stammler (*Wirthschaft und Recht*) est-il dans l'économie et celui de M. Labriola (*Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*) dans les théories sur le droit et la morale? — Enfin il est regrettable que l'on ait écarté l'enseignement public, consacré soit aux sciences sociales, soit aux institutions; en lisant ce volume on ne se douterait pas qu'il y a au Collège de France un cours de législation comparée que pourrait suivre avec profit plus d'un savant allemand, dont les œuvres sont analysées ici.

Le socialisme en Belgique par J. Destrée et E. Vandervelde, vol. in-18 de 515 p. 3 fr. 50, Giard et Brière éditeurs, Paris, 1898. — Ce volume est formé surtout de fragments ayant paru dans divers journaux et recueils; il résulte de là quelques doubles emplois, ainsi le programme collectiviste est développé deux fois et des pages sont reproduites presque intégralement (pp. 259-261 et pp. 293-294). On y trouve un résumé très vivant de l'histoire du socialisme en Belgique de 1885 à 1897, une étude fort bien faite des institutions que le parti ouvrier a réunies, perfectionnées ou créées, une exposition remarquablement claire des théories collectivistes, telles que nos voisins les comprennent, des recherches originales et souvent profondes sur la question agraire et le féminisme. Une bibliographie très soignée de 49 pages, due à M. Deutscher sera très utile aux travailleurs. — Trois caractères particuliers du socialisme belge sont mis en évidence et le distinguent bien du nôtre : 1° la superstition politique est abandonnée; on ne croit pas au salut par l'Etat révolutionnaire; le parti a absorbé les républicains et les révolutionnaires, mais sans perdre son caractère propre; il est resté un vaste groupement économique; nos auteurs insistent beaucoup sur ce point; — 2° le collectivisme n'est pas conçu comme une gigantesque administration bureaucratique et unitaire, mais comme un passage successif des formes de productions actuelles au coopératisme; les Belges se rendent parfaitement compte que cette solution du problème économique est incompatible avec le maintien d'un Etat centralisé; — 3° les socialistes belges se préoccupent, au plus haut degré, des questions morales et de l'éducation intellectuelle du peuple; ils font une active propagande contre le jeu, l'alcoolisme; ils s'efforcent d'éveiller des goûts artistiques dans les masses; ils organisent l'enseignement. La question agraire les préoccupe beaucoup; ils l'abordent scientifiquement, en étudient les faits et ils n'hésitent pas à rejeter les théories quand elles ne sont pas conformes aux faits; c'est ainsi qu'ils rejettent la fameuse *loi de la concentration capitaliste*, qui passe pour un dogme chez nous; grâce au système coopératif, ils peuvent apporter aux paysans autre chose que des promesses et préparer l'avenir. — C'est également dans un esprit très pratique que l'on a posé la question féministe en Belgique; il faut noter que M. Le Jeune, ancien ministre clérical, semble avoir fait œuvre utile en cette matière; c'est lui qui nomma présidente d'un bureau de bienfaisance Mlle Alice Bron (p. 344).

L'état fédératif; législation comparée et sociologie par R. de la Grasserie. 1 vol. in-8 de 247 pages. Fontemoing éditeur. Paris, 1897. — Livre précieux par les documents nombreux mis en œuvre par le savant magistrat de Rennes : les constitutions des divers pays sont analysées, comparées et ramenées à des types; l'A. cherche ensuite à tirer des conclusions pratiques pour la France. Comme beaucoup de bons esprits, l'A. est hautement fédéraliste, encore que les tendances actuelles soient centralisatrices à outrance; il voudrait rendre à la commune une grande autonomie et voit bien que sans cela il n'y a pas de fédéralisme possible; il est partisan du *referendum*, seul moyen pratique trouvé jusqu'ici pour restreindre le despotisme des pouvoirs publics; il pense que la constitution fédérale pourrait rendre les guerres plus difficiles en exigeant l'assentiment des provinces. Ces quelques notes suffisent pour donner une idée de la variété et de l'originalité des vues exposées par l'A.

La guerre des classes peut-elle être évitée et par quels moyens pratiques ? par L. Poinsard. 1 vol. in-18 de 322 pages. Le Soudier éditeur, Paris, 1898. — Le titre est un peu ambitieux, mais le livre est remarquable dans son ensemble par l'abondance des renseignements et par la *franchise*: l'A. entend donner aux patrons des conseils pour perfectionner la hiérarchie sociale, par la création d'une aristocratie ouvrière, capable de les défendre, moyennant de légères concessions et un emploi judicieux de la participation aux bénéfices. Il nous donne des monographies ouvrières intéressantes, qui prouvent ce que prouvent toutes les exceptions ; il nous montre que certains patrons n'ont pas trouvé leurs ouvriers assez dociles et ont renoncé à la participation ; il est très hostile aux syndicats, c'est-à-dire aux seules institutions qui donnent aux travailleurs un sentiment élevé de leur dignité. Il échoue, naturellement, quand il essaie de prouver que les procédés ingénieux de la participation peuvent avoir une portée vraiment générale; il lui faut supposer l'existence de patrons et d'ouvriers théoriques façonnés pour les besoins de la cause. Il semble que, parfois, l'A. sort un peu de son sujet : il ne faut pas assimiler la participation au métayage, et le plan de Turgot dont il parle (p. 136), se rapporte à des forçats et non à des ouvriers, à des gens qu'on tirait des prisons de mendicité pour les employer aux travaux publics, avec discipline militaire.

G. Sorel

L'Espagne Picaresque, par Edouard Diaz; vol. in-18 de VIII-324 pages; 3 fr. 50; A. Charles, éditeur, Paris 1898. — L'Espagne, dans laquelle nous promène agréablement M. D., est celle des gueux, des mendiants et des gitanos. Trimardeur en tournée au delà des monts, il est introduit en Catalogne par un contrebandier de l'Ampurdan qui le présente tout d'abord à ses meilleurs amis, les *carabineros* (douaniers). Le petit volume de M. D. est écrit avec une verve endiablée et l'on y apprend beaucoup plus d'Espagne que dans maints gros bouquins réputés de tels ou tels lourds voyageurs allemands ou dans *l'Espagne* de De Amicis par exemple. A ce titre, c'est un document qui méritait une mention toute spéciale dans l'*Humanité nouvelle* que ce livre d'un observateur réfléchi des causes de l'irrémédiable décadence de l'Espagne.

Monogamie et polygamie, par Bjorstjerne Bjornson, traduction de MM. A. Monnier et G. Montignac, préface de M. Emile Faguet; brochure in-18 de 62 pages; 1 fr.; P. V. Stock, éditeur, Paris 1897. — B. devait écrire ce commentaire de *Un gant*, cette manière de sermon laïque qui est une si vigoureuse défense de la chasteté. Son intransigeance est, on le sait, absolue sur ce point et il fait de la monogamie la plus stricte condition *sine qua non* de toute évolution et de tout progrès. Il plaide donc la cause d'une foule de choses bonnes en soi, les fiançailles précoces, le mariage jeune, sans dot, par affection sincère; il combat le mariage d'argent qu'il qualifie justement de prostitution masculine. Le malheur est que toutes ces excellentes choses sont fort difficiles dans une société comme la nôtre, organisée en dépit du sens commun, ainsi que le reconnaît M. Emile Faguet que nous n'aurions pas cru si révolutionnaire. Bjornson, qui sent d'avance l'importance de ce genre d'objections, conseille pour obtenir quand même ces importants résultats moraux du système qu'il préconise, de sacrifier le luxe. Il a absolument raison, mais ce n'est pas ce que l'on prêche aux femmes de notre temps et j'en sais qui n'ont lu Ibsen et Bjornson que pour y trouver le droit de juger leur Forwald et, ne se trouvant pas suffisamment protégées par lui, d'afficher leur indépendance. Avec les idées qu'il préconise, on pourrait supposer B. un adversaire du divorce. Il n'en est rien. Il est vrai qu'il ne paraît l'admettre qu'autant qu'on tolèrera la polygamie préparatoire et qu'il n'y voit comme causes que l'infidélité, l'inconstance, le caprice, la froideur, la lassitude, le nervosisme, la défiance et les maladies sexuelles. Aussi estime-t-il que la femme, divorcée pour conserver l'estime d'elle-même, mérite plus de considération et de respect que la femme mariée; mais la femme divorcée pour conserver le respect d'elle-même, n'est-elle pas le *rara avis?*

A. Savine.

L'athéisme, poème, par Auguste Haro, vol. in-18; Reinwald-Schleicher, éditeur, Paris, 1898. — C'est une flèche, une toute petite flèche qui ne fera pas grand ma

à l'Olympe et ne l'atteindra probablement pas. Ces jolis vers faciles sont présentés par M. André Lefevre, en une préface écrite avec originalité, mais qui renferme à mon sens trop de tonnerres et de loup-garous, de bonzes et de génies, d'antithèses saisissantes et hasardées nous montrant, par exemple, aux prises le Dieu de la foudre avec celui de je ne sais quelle herbasse. Il y a bien du tintamarre là-dedans et, au risque de passer aux yeux de l'A. pour un descendant de M. Jourdain, je préfère louer la passion, la chaleur, la nervosité batailleuse de M. Lefevre, sans compter sa vertueuse horreur des niaiseries débitées sur les francs-maçons, qu'admirer son plan d'attaque. Les arguments noirs et hérissés nous font augurer un beau combat, une bataille formidable; — point; c'est un air de flûte qu'on nous convie à entendre.

M. H. est impardonnable. Quand on s'en prend à Dieu, il faut l'attaquer en bonne prose philosophique. Si on veut à tout prix se servir de cette langue qui, selon M. H., ne peut être celle des dieux, puisqu'ils n'ont jamais existé, il ne faut tirer que de l'excellence même de sa cause, toute sa force. M. H. étaye sa poésie sur des citations de toutes sortes (il eût été facile d'en faire de diamétralement opposées), cueillies dans les ouvrages de différents auteurs. Nous allons de Voltaire à André Lefevre en passant par le *Libéral de la Marne*. Je n'avais point pensé qu'il fût indispensable d'aller dans la Marne, pour trouver relaté en un article de journal, — d'impartialité non certifiée d'ailleurs, — une histoire de religieuse à l'affût, pour sa communauté, d'un bel héritage. Je n'ai point goûté non plus l'histoire du jeune homme *quelque peu bambocheur*, victime d'un curé peu délicat.

Qu'il y ai des prêtres sans scrupules, cela se conçoit; mais le *bambocheur* fait mauvais effet et l'athéïsme n'implique pas la trivialité. Les grands poètes qui ont attaqué Dieu n'ont pas eu besoin de recourir à des griefs de la valeur de ceux que nous présente le *Libéral de la Marne*, non plus que d'histoires de jeunes gens *bambocheurs*. Que M. H. s'inspire de Lucrèce et même de Richepin, qu'il lise Leconte de Lisle et admire la langue superbe, l'indifférence hautaine du poète-philosophe; il apprendra qu'un athée de génie est suffisamment fort pour se passer d'arguments d'école et de petites histoires de gazettes; qu'on ne fait point la guerre aux dieux avec des vers à l'eau de rose.

Loin de moi l'idée que M. H. n'est point artiste; je le trouve surtout maladroit. Qu'il laisse de côté les philosophes et s'essaie à la comédie. Il réussira. Il a des dons heureux: la facilité et la grâce.

Je ne veux point terminer sans citer quelques vers de lui; je les admire fort :

Pendant longtemps aussi, dans le monde élégant,
Il sera de bon ton, d'être un peu pratiquant,
D'avoir au su de tous, directeur et maîtresse,
D'aller d'un pied léger de l'orgie à la messe,
Et bien des gens, à l'heure du trépas,
Se diront: « Que Dieu soit ou que Dieu ne soit pas,
« Pour éviter... Qui sait?... d'éternelles misères...
« Le plus sûr est d'agir ainsi qu'ont fait nos pères... »

Voilà qui est parfait; n'avoir ni le courage d'être croyant ni celui d'être incrédule. Se servir de la religion, comme font les femmes d'un *en-cas*, bon pour le soleil, bon pour la pluie, et pas trop gênant quand il n'y a ni pluie ni soleil, c'est la conduite de bien des gens. M. H. a raison; c'est une conduite qui mérite tous les mépris.

LAUPTS.

Essai sur la monnaie, le crédit et les banques, par G. DE GREEF, 2 broch. in-8 extraites des *Annales de l'Institut des Sciences Sociales*, Bruxelles 1897 et 1898. — L'A. étudie la circulation métallique, les substituts de la monnaie et les théories monétaires jusqu'aux premières années du XVII[e] siècle : le sujet est loin d'être encore susceptible d'une synthèse définitive faute de matériaux suffisants. — Contre la majorité des économistes, il soutient que la monnaie idéale ou de compte a précédé la monnaie courante (1[re] broch. p. 7). — Je ne crois pas que l'A. ait connu les formes archaïques de la monnaie de banque, que l'on trouve en Catalogne dès le XIII[e] siècle ; la *taula*

municipale non seulement recevait des dépôts, mais encore les exigeait parfois. — Il me semble exagéré d'affirmer qu'au XIII[e] siècle l'Eglise devint moins sévère contre le prêt à intérêt : aux XI[e] et XII[e] siècles les monastères sont les banquiers en Catalogne ; au XIII[e] il semble que l'usure devienne le monopole des Juifs. (Desplanque. *Les infâmes dans l'ancien droit roussillonnais*, p. 20). — La théorie d'Aristote est obscure et a donné lieu à bien des malentendus : je ne crois pas l'interprétation de l'A. inattaquable : Aristote ne dit pas (à mon avis) que les gouvernements peuvent créer ou détruire arbitrairement la monnaie (1[re] broch. p. 42) ; il dit que la richesse qui consiste en prestations évaluées en argent est conventionnelle ; c'est ce que l'histoire de la dépréciation des rentes en France montre fort bien dans le livre de M. d'Avenel. — L'A. accepte et développe la théorie de la lettre de change de M. Leod (1 broch. p. 25), bien qu'il reconnaisse qu'elle est généralement rejetée. — Il trouve dans les changements produits au moyen-age l'illustration de ses théories, sur l'involution et la réapparition des formes (1[re] broch. p. 48). — Il fait bien voir comment la théorie mercantiliste est une survivance d'une pratique jadis justifiée (2[e] broch., p. 15).

L'assurance municipale contre le chomage involontaire, par G. Cornil, 1 vol. in-8 de 191 pages, Moreau imprimeur, Bruxelles 1898. — Parmi les obligations traditionnelles des communes se trouve l'assistance des inoccupés ; cette assistance a pris deux formes très défectueuses : l'aumône et l'atelier de charité. Le moment n'est-il pas venu de recourir à la forme de l'assurance, plus scientifique et plus morale ? Deux tentatives ont été faites en Suisse ; l'une à Saint-Gall avec l'assurance obligatoire a échoué ; l'autre à Berne avec l'assurance facultative réussit convenablement. A Cologne une société philanthropique a fait aussi une expérience intéressante ; mais il ne s'agit que de groupements minuscules. A Bâle, un projet a été fort bien étudié : il est basé sur la division des ouvriers en classes, suivant les probabilités de chômage et sur le concours obligatoire des patrons. L'A. partant des données acquises, propose un projet d'assurance facultative pour Bruxelles.

G. Sorel.

Index bibliographique. — *Le registre de l'Ile d'Elbe. Lettres et ordres inédits de Napoléon I[er]* (28 mai 1814-22 février 1815), publiés par Léon G. Pélissier ; vol. in-18 de XXVI-310 pages ; portrait de Napoléon ; 3 fr. 50. Fontemoing éditeur, Paris, 1897. Recueil de lettres, dont quelques-unes, rares, sont intéressantes pour le public en général, dont toutes sont intéressantes pour l'historien. M. P. a fait précéder cette publication d'une introduction érudite et sagace. Napoléon se montre en ces lettres et ordres très autocrate, possédant la manie de légiférer, ayant un esprit méticuleux, tatillon, bourgeois. — *Napoléon III*, 1808-1873, par Sylvain Blot ; vol. in-18, 370 pages, 5 fr. Société d'éditions scientifiques, éditeur ; Paris, 1898. Récit historique de la vie et du règne de Napoléon III ; livre de parti plus que d'impavide histoire ; l'A. n'accorde pas à Napoléon III le rôle réel qu'il a joué ; il ne rend pas la justice qui est due à ce rêveur altruiste, à ce doux entêté que les circonstances ont conduit à Sedan et à la mort en exil ; l'histoire scientifique, impartiale du second empire est encore à faire. — *Réponse au Père Ollivier*, par Jean de Triac ; brochure in-18 de XI-60 pages, 0 fr. 75 ; Dentu, éditeur, Paris ; l'A. se dit catholique et, au nom de la doctrine de l'Evangile, combat la thèse soutenue par le célèbre dominicain sur la guerre ; M. de T. cite des textes évangéliques, et il ne semble pas douteux qu'il ait raison contre le Père Ollivier ; bonne brochure de propagande pacifique pour les milieux catholiques. — *Questions du jour*, par Eugène de Masquard ; brochure in-18 ; 36 pages ; 0 fr. 50 ; Chamuel, éditeur, Paris, 1898. Pamphlet sur la situation politique et économique actuelle. — *Le dogme et la science*, par Emile Janvion ; brochure in-18 de 60 pages ; 0 fr. 25 ; *Le Libertaire*, éditeur ; Brochure de propagande anticléricale et antireligieuse ; style simple et en même temps coloré, plaisant à tous les lecteurs ; opuscule bien adapté au public auquel il s'adresse. — *Notre cher et vénéré Président* ; brochure in-18 de 31 pages ; 0 fr. 15 ; *Le Libertaire*, éditeur ; pamphlet de propagande relatant le *curriculum vitæ* de M. Félix Faure. — *Les crimes de Dieu*, par Sébastien Faure ; brochure in-18 de 32 pages, 0 fr. 15 ; *Le Libertaire* éditeur ; brochure de propagande contre la religion et le cléricalisme, résumé des conférences faites par S. F. — *Les Anarchistes et l'af-*

faire Dreyfus, par SÉBASTIEN FAURE; brochure in-18 de 32 pages ; 0 fr. 15; *Le Libertaire*, éditeur; exposé des raisons pour lesquelles S. F. et d'autres anarchistes se mêlèrent aux incidents de l'affaire Dreyfus et du procès Zola. — *Réponse à M. Soleilhac*, par LOUIS GUÉTANT, brochure in-8 de 7 pages; P. V. Stock, éditeur, Paris, 1898; réponse à un article de la *Gazette d'Annonay*, sur la brochure : *La Jeunesse*, de M. L. Guétant, sujet: toujours les affaires Dreyfus et Zola. — *Réponse à l'enquête sur le sens énergique chez la jeunesse*, par Robert Eude; brochure in-8 de 8 pages; 0 fr. 15; imprimerie Gounouilhou, Bordeaux, 1898. — *Contribution à la géographie de la Tuberculose, Phtisie pulmonaire en Finlande*, par le docteur ALBERT PALMBERG; brochure in-8 de 34 pages; Helsingfors, 1898; nombreux tableaux graphiques, une carte, statistiques nombreuses ; relation d'une communication faite au Congrès international d'hygiène et de démographie à Madrid, en 1898. — *Nouveau Larousse illustré*, fascicules 55 à 64 ; 0 fr. 50; toujours même soin dans l'exécution de ce dictionnaire encyclopédique; les articles les plus importants sont ceux de Bibliothèque, Bible, Henri Beyle, Beurre, Bicyclette, Bière, etc. — *La Crète ancienne et moderne*, par CHARLES LAROCHE; vol. in-18 de 312 pages; 70 illustrations, 3 fr. 50 ; Société française d'éditions d'art, 1898 ; volume consacré à l'histoire de la Crète jusqu'à nos jours ; œuvre de vulgarisation sans grande valeur avec des gravures dont de trop nombreuses très mauvaises. — *L'Anarchie dans l'Art*, par F. A. BRIDGMAN ; vol. in-18 de 248 pages; 3 fr. 50; couverture en couleur; Société française d'éditions d'art, Paris, 1898; livre traduit de l'anglais ; le traducteur aurait mieux fait de le laisser en cette langue ; l'A. eût mieux fait de ne pas l'écrire; M. B. ignore ce qu'est l'anarchie et on se demande pourquoi il a donné son titre à son livre: œuvre sans valeur; la lire, c'est perdre son temps. — *Code manuel des électeurs et des éligibles*, guide pratique par A. MAUGRAS; vol. in-18 de 346 pages, 3 fr.; Giard et Brière, éditeurs, Paris, 1898; livre formant le volume VI de la « Petite encyclopédie sociale, économique et financière »; recueil fort utile, nécessaire même à tout citoyen francais, car c'est un guide très bien fait pour les élections municipales, départementales, législatives, les élections consulaires, les élections des conseils de prud'hommes, des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures; un index alphabétique très complet permet de trouver, sans délai, la solution de toutes les questions. — *Nos chers souverains*, par PAUL BOSQ; vol. grand in-18 de 272 pages ; illustré de croquis et charges de C. LÉANDRE ; 3 fr. 50 ; F. Juven, éditeur, Paris, 1898 ; l'A. portraicture plus ou moins spirituellement, et en général avec un extrême parti pris et sans charme, un certain nombre d'opportunistes (Rouvier, Constans, Raynal, Develle, etc.), de radicaux (Brisson, Clémenceau, Léon Bourgeois, Goblet, Mesureur, Lockroy, etc.), de parlementaires divers qu'il appelle « la concentration » (De Freycinet, Ribot, Sarrien, etc.), de la droite (De Mun, Buffet, etc.), et enfin du « dernier bateau » (Casimir-Périer, Charles Dupuy, Méline, Jaurès, Cavaignac, J. Guesde, etc); l'A. est un opportuniste, cela ressort du texte de son livre; il est trop spirituel et il s'ensuit que parfois, souvent même, le portrait n'est pas du tout spirituel; *Nos chers souverains* est un recueil d'articles de journaux qui ne vaudrait même pas d'être feuilleté s'il n'y avait les croquis et les charges très spirituels de Léandre.

LIVRES DE LANGUE ITALIENNE

La questione fondiaria nei paesi nuovi, œuvre posthume de UGO RABBENO, premier volume, sur la question foncière dans les grandes colonies australiennes, publié sous la direction de Achille Loria et Carlo Conigliani; 265 pages in-8°; Turin, Bocca frères, éditeurs, 1898. — M. Loria, le savant ami du regretté Rabbeno dont nous parlions page 114 du n° VII, de l'*Humanité nouvelle*, présente dans sa préface le livre au lecteur, et lui en expose l'histoire ; selon le plan de l'A , son œuvre se divise en douze chapitres, dont les six premiers étaient déjà parfaitement rédigés pour l'impression, pendant que les autres demeuraient encore sous la forme incohérente de notes, de documents, d'observations. MM. Loria et Conigliani, exécuteurs testamentaires intellectuels de l'auteur, ont vu qu'il était

préférable de publier, sans délai, les chapitres achevés pendant qu'on travaille à la rédaction de l'autre partie; ces chapitres constituent en fait par eux-mêmes un ensemble complet et harmoniquement ordonné, dont la haute valeur se révèle avec une évidence irrésistible. C'est une page vibrante, dit M. Loria, de cette grandiose épopée sociale qui n'a pas encore trouvé son poète, l'histoire de la conquête bourgeoise de la terre; une page qui trace les procès tortueux et les alternatives agitées du mémorable événement, dont ont jailli des effets plus durables et plus profonds que des batailles les plus célèbres et les plus ensanglantées, ainsi que les influences les plus décisives sur les destinées du travail et sur l'ordonnance générale de la société.

Beaucoup de graves questions, touchant non seulement à la condition économique des pays nouveaux, mais de nos vieilles régions même, sont dans ces pages illustrées et résolues. La doctrine de M. Loria, qui voit dans l'analyse de la propriété du sol, l'instrument de dissection de l'organisme social tout entier, y trouve une démonstration éloquente.

C'est, en conclusion, un livre remarquable, bourré de faits et d'idées; un livre qui honore la science italienne et qui recommande à l'admiration des penseurs le malheureux jeune homme dont la vie entière, toute vouée à la recherche féconde du vrai, a été brusquement brisée avant de toucher à la joie suprême du savant: l'achèvement de son œuvre.

Tel qu'il est, ce volume nous décrit la première période de la colonisation australienne de 1788 à 1830; la colonisation systématique de Watefield, de 1830 à 1860; le monopole pastoral dans cette même période; la législation foncière démocratique en Victoria depuis 1860; la question foncière en ces derniers quarante ans dans la Nouvelle-Galles du Sud; et cette même question, depuis les premières colonies jusqu'à nos jours, dans la Nouvelle-Zélande. Conclusion : la question de la terre demeure encore ouverte en toutes les colonies australiennes et néo-zélandaises.

Alessandro Manzoni, par LUCA BELTRAMI; vol. in-18 de 190 pages avec 9 autographes et 58 illustrations. Hoepli éditeur, Milan 1898. — Alexandre Manzoni représente pour Milan, aux yeux de l'A., la figure la plus lumineuse du siècle. Raconter la vie de Manzoni, c'est donc évoquer toute la vie de Milan et toutes les célébrités qui se groupent autour du grand écrivain comme autour d'un centre d'attraction : rôle à vrai dire bien disproportionné à la dimension de ce petit volume et à sa nature bien plus modeste. L'A , en fait, ne se propose que de résumer, simplement et objectivement, une vie pure et glorieuse d'artiste et de penseur, toute dédiée à l'éducation du peuple et au renouvellement de la littérature. Et, puisqu'il s'agit d'un érudit et d'un artiste tel que L. B., il est superflu d'ajouter qu'il nous a donné un petit livre, qu'on ne saurait désirer ni plus agréable à lire ni plus instructif à consulter.

Elementi di sociologia generale, par le Dr EMILIO MORSELLI, vol. in-18 de 170 pages. Hoepli éditeur, Milan 1898. — Ce modeste manuel ne se propose que l'exposition sommaire des principes de la science sociale, cette science n'étant, à présent, que l'ébauche de ce qu'elle deviendra au bout de son évolution future. Il ne présente pas, par conséquent, des notions dogmatiques arrêtées comme un manuel de physique ou d'algèbre; mais il expose consciencieusement les opinions bien différentes encore des divers maitres de la sociologie du siècle, et les méthodes adoptées et suivies par les principales écoles. Il recherche les origines de la science nouvelle, sa place dans la classification des sciences humaines, ses progrès en France, en Allemagne, en Angleterre et en Italie, ses problèmes et ses théories les plus répandues, ses lois, ses prophéties; et il en tire des conclusions pleines de foi dans son avenir glorieux et dans sa puissance bienfaisante pour l'humanité future.

MARIO PILO.

Abolizione della servitu della gleba nel Vercellese, par ANT. PICCAROLO; broch. in-8 de 54 pages. Gallardi e Ugo, Vercelli, 1896. — Etude très bien faite des transformations qui se produisirent du xe au XIIIe siècles dans les campagnes italiennes l'œuvre de l'émancipation fut surtout politique, la commune cherchant à attirer des

hommes sur son territoire ; lorsque son gouvernement devint démocratique on abolit la servitude rurale en 1236. Nulle part on ne trouve trace d'intentions charitables ou philanthropiques : on peut même noter que les évêques concubinaires du xe siècle avaient affranchi beaucoup d'esclaves et que ceux-ci furent ramenés à la servitude au commencement du xie. G. SOREL.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE. — *Alla citta di Roma* par GEROLAMO ROVETTA ; Treves éditeur, Milan 1898 ; deuxième édition de la puissante comédie en deux actes, où le drame passionnel se développe sur le fond du milieu commercial reproduit avec une évidence sculpturale. — *Delle nevrosi nei militari*, par le Dr PAOLO PUCCI ; vol. in-18 de 253 pages ; Turin, 1897 ; l'A. attribue les progrès inquiétants des névroses au surmenage intellectuel de l'école, qui fait que les jeunes soldats arrivent au régiment incapables de soutenir les fatigues physiques de la vie militaire, et à l'abus de l'alcool, du tabac et du café. — *Le memorie d'un vecchio professore*, œuvre posthume par MICHELE LESSONA ; brochure in-18 ; Voghera éditeur, Rome 1898 ; un livre plein d'esprit et de verve de l'illustre naturaliste et recteur de l'Université de Turin ; de jolies anecdotes et de sages données puisées à une bien longue pratique : de fins croquis à l'aquarelle par G. G. BRUNO illustrent la brochure. — *Manuale di estetico*, par ONOFRIO GRIMALDI, 150 p., Mealli éditeur, Brindisi 1898 ; douze leçons sur le beau et sur l'art, qui révèlent chez l'A. une connaissance approfondie de la matière, et une compétence peu commune. D'autre part, l'A. déclare modestement qu'il n'a pas été poussé à écrire son petit manuel, par le désir de refaire ce qui a déjà été fait, — et très bien fait, comme il l'ajoute —, mais pour porter à la connaissance des jeunes gens l'ensemble de ces problèmes esthétiques que la moderne philosophie scientifique a résolu en partie et que, pour l'autre part elle est en train de résoudre.

LIVRES DE LANGUE PORTUGAISE

Sous le titre général de *O Ideal moderno*. MM. Magalhaës Lima et Teixera Bastos, directeurs de la Bibliothèque populaire d'orientation socialiste de Lisbonne, publient une série de brochures (de 64 pages in-32) très intéressantes pour la plupart et appelées sans aucun doute à amener aux idées avancées nombre de gens pour qui le socialisme, malgré un siècle de critique sociale et de propagande, est demeuré encore comme une espèce d'épouvantail. Toutes les brochures parues jusqu'ici se distinguent par un style simple et élégant, d'où toute prétention à une science profonde et magistrale est bannie, mais qui n'en donnent pas moins, sur toutes les questions traitées, les derniers résultats acquis par l'investigation scientifique. Voici les titres des neuf premiers volumes de la collection : 1. *Paix et arbitrage,* par MAGALHAES LIMA ; 2. *La dissolution du régime capitaliste,* par TEIXERA BASTOS ; 3. *Le Fédéralisme,* par MAGALHAES LIMA ; 4. *Les bourses du travail,* par TEIXERA BASTOS ; 5. *La coopération*, par le professeur JOSÉ DE MACÉDO ; 6. *Les habitations ouvrières,* par TEIXERA BASTOS ; 7. *Les registres de l'état civil* (statistique démographique), par JOSÉ DE SOUSA ; 8. *Les Conseils de prud'hommes,* par TEIXERA BASTOS ; 9. *La journée internationale du Premier mai*, par le même. — D'autres volumes sont en voie de publication, qui traiteront de l'Humanisme, du socialisme, du féminisme, de l'anarchie, etc. Cette collection est appelée à devenir toute une petite bibliothèque de science sociologique, dans laquelle seront étudiés l'un après l'autre, d'après les données positives de l'observation et de l'expérimentation, tous les problèmes et tous les phénomènes sociaux dont la connaissance importe aujourd'hui plus que jamais à tous ceux qui ont à cœur l'amélioration des conditions morales, matérielles, sociales, du plus grand nombre. VICTOR DAVE.

Le Directeur-Gérant : A. HAMON.

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — *Téléphone*

Pour paraître dans les prochains numéros

Les dessous de la Propagande chrétienne au premier siècle, par A. CHIRAC. — *L'Anarchisme et le Mouvement social en Australie*, par J.-A. ANDREWS. — *Objectifs révolutionnaires*, par GABRIEL DE LA SALLE. — *Les doctrines anarchistes et leur rapport avec le Communisme*, par I. BLOCH. — *Le Trade Unionisme et la Coopération*, par TOM MANN. — *La réoccupation de la Terre*, par ALFRED RUSSEL WALLACE. — *Au nom de la loi*, par MACHTÈTE. — *Lettres inédites*, de COLINS. — *La Genèse du Socialiste Anarchiste*, par A. HAMON. — *Maguelonne*, par XAVIER DE RICARD. — *La Mesure du temps*, par F. STACKELBERG. — *L'évolution du Darwinisme sociologique*, par un PROFESSEUR. — *La Ville*, par LUCIEN JEAN. — *Le Socialisme en Argentine*, par J. INGEGNIEROS. — *Expériences communistes*, par LADISLAS GUMPLOWICZ. — *L'harmonie dans la vie*, par PIERRE KROPOTKINE. — *L'amour comme facteur de l'évolution*, par le Dr WOODS HUTCHINSON. — *Le socialisme et le problème monétaire jusqu'à la fin du XVIIe siècle*, par G. DE GREEF. — *Quelques objections au matérialisme économique*, par G. SOREL. — *Déterminisme et responsabilité*, par le Dr LAUPTS. — *Histoire naturelle de Jésus*, par G. LEJEAL. — *Marchands et banquiers au moyen âge*, par E. NYS. — *La question agraire et les systèmes économiques*, par HENRI DAGAN. — *Il y a des sirènes dans la nuit*, par LOUIS LESTELLE. — *La parabole des aveugles*, par EMILE CAMMAERTS. — *A propos du cas Huysmans*, par LOUIS DUMONT. — *L'hyperpositivisme de M. de Roberty*, par O. D'ARAUJO. — *Marie Grubbe*, par J. P. JACOBSEN. — *L'idée du Progrès et l'Anarchisme*, par M. D. — *Le Mouvement insurrectionnel en Macédoine*, par G. CIANCABILLA. — *Récit d'un Communard*, par A. AGRESTI. — *Journée d'un péager*, par NATHANIEL HAWTHORNE. — Etc., etc.

L'HUMANITÉ NOUVELLE forme par an deux beaux volumes de plus de 750 pages chacun, avec un index alphabétique des auteurs et des matières.

L'HUMANITÉ NOUVELLE

REVUE INTERNATIONALE MENSUELLE

		UN AN	SIX MOIS	LE NUMÉRO
Abonnements :	France et Belgique........	**12** fr.	**7** fr.	**1** fr. **25**
	Etranger (Union postale)..	**15** fr.	**8** fr.	**1** fr. **50**

Les abonnements partent de Janvier et de Juillet.

FRANCE

Alger.............. Ruff.
Dijon .... Rey.
Lille .... Talandier.
Lyon............... Monnot et Blanc.
Marseille .... Aubertin.
Montpellier. ...... Kiosque du *Petit Marseillais*.
Nantes.... .... Vier. Velopé. P. Duchesne fils.
Narbonne......... Borda, Kiosque de la Mairie.
Nimes .... Thibaud. Lavagne-Peyrot.
Roanne .... Rimand.
Saint-Denis....... Fouché.
Toulon .... H. Gallien.

BELGIQUE

Concessionnaire général : Librairie Etrangère, Spineux et Ce,
62, rue Montagne-de-la-Cour, **Bruxelles.**

Anvers .... O. Forst. Librair. Néerlendaise.
Bruxelles .... Spineux et Ce. Office de publicité. Castaigne. Ramlot. Rozez.
Gand............... Hoste. Vuylsteke. Verhemeile.
Liège .... J. Billens. Ed. Gnusé. Henry et Ce.
Mons. ... . Leich.
Namur............ Roman.
Tournai........... Vasseur. Delmée.
Verviers..... .... Gilon.

ÉTRANGER

Baltimore .... Witte.
Berlin .... Fisher, verlag.
Boston........... . Koehler.
Bucarest........... Sotschek et Ce.
Budapest.......... Kilian.
Buenos-Ayres..... Libreria Sociologia. Librairie française. Libreria Jacobsen.
Cambridge......... Deighton Bell et Ce.
Chicago............ Brentano.
Constantiuople.... Otto Keil.
Florence........... Bocca fratelli.
Genève .... Stapelmohr.
La Haye... .... Belinfante.
Le Caire.......... Diemer.
Leyde .... Brille.
Leipzig............ Brockhaus.
Lisbonne.......... M. Rodi. Ferin et Ce.
Londres .... David Nutt. E. Pelletier. Sampson Low, Marton et Ce.
Madrid............ Fuentès y Capdeville.
Mexico............ E. Rhuland.
Milan.............. Fratelli Trèves, lib. int.
New-York........ Steiger et Ce.
Oxford............ Parker et Ce.
Porto .... Centro de Publicaçoes.
Philadelphie ..... Blakiston.
Prague .... Grosman a Svoboda. Topic.
Rome............. Loescher.
Rotterdam........ Kramers.
Routschouk ...... Goulapeiff.
Santiago.......... Ivens.
Stockholm........ Samson et Wallin.
Sydney.... ...... Hoyer.
Turin.... .... C. Clausen.
Vienne .... Brockaus.
Zurich .... Meyer et Zeller. Sanftlben, verlag.

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — Téléphone

2e Année. XIV Aout 1898.

L'Humanité Nouvelle

REVUE INTERNATIONALE

SCIENCES ET ARTS

Sommaire :

PARIS
Librairie C. Reinwald
Schleicher frères, Editeurs
15, rue des Saints-Pères

BRUXELLES
Librairie Spineux
62, rue Montagne de la Cour

PRIX DU NUMÉRO :

France et Belgique....... **1 fr. 25**
Étranger............... **1 fr. 50**

L'Humanité Nouvelle

REVUE INTERNATIONALE

SCIENCES ET ARTS

paraît mensuellement en un volume in-8 d'au moins 128 pages

Rédaction : 3, Boulevard Berthier, Paris (XVIIe Arr) ; le jeudi de 2 à 6 heures.
Administration : Librairie C. Reinwald, Schleicher frères, éditeurs
15, rue des Saints-Pères (Paris, VIe Arr.)
Rédaction pour la Belgique : 1, rue de Lausanne, Bruxelles.

ABONNEMENTS :

	Un an	Six mois
France et Belgique	12 francs	7 francs
Etranger (Union postale) . . .	15 francs	8 francs

Les Abonnements partent de Janvier et de Juillet.

L'Humanité Nouvelle contient des articles de sciences sociales, physique, chimique, naturelles, de philosophie, d'histoire, de critiques sociale, politique, littéraire, artistique, musicale, des nouvelles, des vers, des contes, dus aux meilleurs auteurs de tous les pays. Dans chaque numéro, il y a régulièrement une chronique littéraire, une revue des revues de toutes langues, une revue des livres, une vie littéraire, une vie sociale et politique. Le lecteur pourra ainsi suivre d'une manière exacte et approfondie l'évolution sociale, scientifique et artistique de tous les pays.

PRINCIPAUX COLLABORATEURS :

Henri Albert; Grant Allen; Ch. Andler ; J. Baissac ; A.-D. Bancel; L. Bazalgette ; I. Bloch ; J. Borchardt; Frédéric Borde ; Brieux ; C. Brunellière ; E. Cammaerts ; E. Carpenter ; M. Charnay ; A. Chirac ; Judith Cladel ; N. Colajanni ; Vte de Colleville ; C. Cornelissen ; J. Coucke ; Benedetto Croce ; Jules Dallemagne ; Victor Dave ; G. De Greef; Gabriel De La Salle ; Léon Delbos ; Pierre Delsol ; Célestin Demblon ; H. Denis; Agathon De Potter; Désiré Descamps ; Jules Destrée ; Ch. Détré ; P. Deutscher ; P. Dorado ; Holger Drachmann ; L. Dumont, ; G. Eekhoud ; Havelock Ellis ; Emilio ; G. Ferrero ; E. Ferri ; H. Fèvre; André Fontainas ; P. Fort ; Ed. Fuchs ; Henri Galiment ; Patrick Geddes ; G. Geffroy ; Ch. Gide ; Paul Gille ; Urbain Gohier ; J. Grave ; Ladislas Gumplowicz ; A Hamon ; L. Hennebicq ; Mme A. Henry ; A.-F. Hérold; Paul-Armand Hirsch ; V. Horta ; Mme J. Hudry-Menos ; Ibsen ; J. Ingegnieros ; Théodore Jean ; J.-P. Jacobsen ; L. Jerrold ; G. Khnopff ; Maxime Kovalewsky; C. de Kellès-Krauz ; P. Kropotkine ; Hubert Lagardelle ; Albert Lantoine ; Henry Lucas ; P. Lavroff ; James Leakey ; G. Lejeal ; C. Lemonnier ; Hipp. Lencou ; Ch. Letourneau ; Magalhaes Lima ; A.-N. Loock ; A. Loria ; Ch Malato ; Marie Mali ; Tom Mann ; Roland de Marès ; R. Mella ; S. Merlino ; J. Mesnil ; Minovici ; Monseur ; Amy-C. Morant ; Eug. Morel ; Charles Morice ; Louis Mullem ; Nadar ; M. Nettlau ; Domela Nieuwenhuis ; Nikitine ; Gabriel Nissen ; J. Novicow ; E. Nys ; F. Pelloutier ; J. Perry ; Edmond Picard ; M. Pilo ; G. Platon ; Paul Pourot ; Yvanhoe Rambosson ; Elie et Elisée Reclus ; L Remy ; Georges Renard ; Mme Elizabeth Renaud ; L. Retté ; Xavier de Ricard ; Jehan Rictus ; Dr J. Rizal ; J.-M. Robertson ; E. de Roberty ; Clémence Royer ; A. Ruijters ; A. Savine ; Savioz ; Robert Scheffer ; Eugène H. Schmitt ; Dr E. Segard ; L. de Seilhac ; Bernard Shaw ; Sibiriak ; G. Sorel ; Sorgue ; Robert de Souza ; Fred. Stackelberg ; C.-N. Starcke ; Marie Stromberg ; K. Tarassof ; Tcherkesof ; Eug. Thébault ; Léon Tolstoï ; G. Treille ; Van den Borren ; H. Vandeputte ; H. Vandevelde ; E. Vandervelde ; Van Kol (Rienzi) ; E. Verhaeren ; P. Verheyden ; E. Vinck ; A. Russel Wallace ; Walter-Jourde ; L. Winiarski , Fritz de Zepelin, etc.

La Revue ne publie rien que de l'inédit

L'HUMANITÉ NOUVELLE demeure l'organe des tendances les plus larges et les plus indépendantes en matières scientifiques et artistiques. Les manuscrits non insérés sont rendus.

Le Trade-Unionisme

ET LA COOPÉRATION DE L'AVENIR

Les fonctions et la sphère du Trade-Unionisme et de la Coopération sont appréciées de manières différentes par les avocats du socialisme ; c'est pourquoi je me propose d'examiner la nature de ces institutions dans le but d'arriver à une délimitation exacte de leurs mérites et de leur étendue, ce qui d'autre part, nous permettra de comprendre jusqu'à quel point ces associations volontaires sont susceptibles de nous être utiles.

Quand l'attention d'un individu quelconque est tout d'abord arrêtée et dirigée sur la nécessité du respect de soi-même et des égards dûs aux autres, cet individu est susceptible d'être entraîné alternativement, d'une part par des appels à la nécessité d'une action énergique et indépendante par laquelle il réalisera dans toute sa plénitude sa responsabilité individuelle et restera ferme contre toute attaque ; d'autre part à la nécessité de loyauté envers ses compagnons de travail, à la nécessité de délibération intelligente avec les autres, qui seront probablement influencés par sa conduite personnelle, jusqu'à ce qu'il soit amené à ne prendre aucune décision importante sans soumettre préalablement ses idées à ses collègues et sans obtenir leur approbation.

Le Trade-Unionisme, c'est-à-dire la réunion des travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions a toujours fait appel à ces deux tendances et a beaucoup fait pour leur développement.

A une époque de notre histoire où les gages étaient bas et les heures

de travail excessives, quand les patrons exerçaient un pouvoir arbitraire et rejetaient sans pitié toute considération humanitaire, en ce qui concernait ceux qu'ils employaient, les quelques individus vigoureux dans les rangs des travailleurs, doués de courage et d'intelligence, firent appel à leurs compagnons de travail afin d'oser s'organiser pour l'action ; et les luttes du XIX[e] siècle entre patrons et employés seront probablement du plus grand intérêt pour ceux qui étudieront plus tard notre développement économique.

La base d'action était et est encore, pour les personnes directement engagées dans n'importe quel département de l'industrie, de faire entendre leurs propres griefs et de formuler leurs demandes. Quand ceci a été fait d'une manière trop restreinte, par exemple en ne prenant pas en considération la condition de personnes occupant les mêmes emplois ailleurs, il est souvent arrivé que les ouvriers ont été battus, ce qui, après un certain temps, a donné lieu à une extension de l'Union pour incorporer les sections ne s'y rattachant pas auparavant.

De sorte qu'une Union peut maintenant représenter une vingtaine de sections s'occupant de travaux ayant des rapports entre eux.

Ainsi l'Union des mécaniciens qui comprenait les ouvriers en machines à vapeur, les ouvriers mécaniciens et la « Société des charrons » est devenue la « Société réunie des mécaniciens » qui consiste en membres appartenant aux industries suivantes : forgerons, forgerons de navires, forgerons de fer des lignes de pêche, ajusteurs, tourneurs, charrons, dessinateurs mécaniciens, raboteurs, perforeurs, fouleurs et autres ouvriers mécaniciens, finisseurs en bronze et chaudronniers employés dans l'industrie des machines et des constructions de navires, ingénieurs électriciens, menuisiers employés dans la construction des machines pour travailler la soie, le lin, la laine, etc. ; ouvriers en cuves de teinturerie, pour outils de machines d'impression, pilons, etc.

Dans certains cercles, on est persuadé que le travail mécanique réduit tout le travail à un même niveau égalitaire, pour lequel il faut de moins en moins d'adresse. Qu'il y ait une tendance dans cette direction, on ne peut le mettre en doute, mais il n'en est pas moins vrai que le spécialiste expert est de plus en plus demandé dans toutes les branches, et les qualités qu'on exige de ces experts sont d'une nature plus précise qu'auparavant. Personne ne peut nier que le Trade-Unionisme ne soit particulièrement apte à résoudre les difficultés innombrables qui surgissent dans une telle diversité d'occupations, exigeant des conciliations constantes.

Mais considérant le but principal visé par les Unionistes au début, on ne peut dire qu'ils aient essayé en aucune façon de changer la base industrielle de la Société ; ils n'ont pas tenté de changer le capitalisme en quelque autre « issue ». Ils n'ont pas essayé de détruire le système individualiste de la propriété et du contrôle en faveur d'un système coopératif. Ils se sont simplement efforcés d'améliorer les gages et de réduire les heures de travail, prenant également des mesures, à l'aide de fonds accumulés, pour mitiger les tristes effets de la maladie et du manque d'ouvrage, mais ils n'ont encore jamais sérieusement abordé

la question de savoir comment établir un système industriel où il n'y aurait jamais de « manque d'ouvrage. »

Certains socialistes de ma connaissance abondent dans ce sens et déclarent que le Trade-Unionisme, comme institution, est usé ; qu'au point de vue économique ses beaux jours sont passés, et que c'est donc vraiment une perte de temps que de dépenser ses forces pour le soutenir. Ils allèguent que les plus grandes industries sont prêtes maintenant pour la socialisation, et que les autres sont occupées à se développer rapidement dans ce sens. Ceci implique l'idée que les industries seront socialisées sans l'aide du Trade-Unionisme, et qu'une fois socialisées, tout sera pour le mieux.

Qu'est-ce donc alors que la socialisation ? Elle signifie l'accaparement complet par la communauté dans sa capacité collective, de toutes les machines et de tous les matériaux d'exploitation nécessaires pour une industrie donnée ; et la communauté prenant, par l'intermédiaire de ses comités désignés la responsabilité future de cette industrie, dans l'intérêt public. Cela entraîne naturellement l'élimination complète de la classe des capitalistes, en ce qui concerne cette industrie.

Dans tous les cas où les monopoles nationaux et même internationaux existent, comme pour certains minéraux, pour les huiles, le fil à coudre, les usines de fer et de produits chimiques, ainsi que pour les fabriques, les mines et les terres, il n'est pas difficile de concevoir la nationalisation et la socialisation de telles industries, en supposant que nous ayons pour cela l'appui nécessaire de l'opinion publique ; nous ne pouvons nous flatter que cette opinion soit suffisamment développée jusqu'à présent, et même si elle l'était, la plus grande moitié de nos industries ne serait pas encore préparée à la Nationalisation et à la Socialisation.

Par quels moyens devons-nous rendre l'opinion favorable à la possession et au contrôle par l'Etat dans les cas où, en matière économique, les industries sont suffisamment développées, et par quels moyens devons-nous aider au développement plus grand des industries moins avancées ? Je réponds qu'il n'y a pas d'agent plus puissant dans la Grande-Bretagne en ce moment, pour amener un mouvement favorable de l'opinion et faire admettre une telle socialisation, que les Trade-Unions. Car, bien qu'il soit vrai que la majorité des Unions et des membres des Unions n'ait pas jusqu'à présent adopté les principes du Socialisme, il est vrai également que, plus que jamais, des membres isolés approuvent et encouragent le Socialisme d'une manière intelligente, et ceux-ci ont une influence importante dans les rangs de leur association. Et si l'on disait que la valeur de ces membres consiste en ce qu'ils ont virtuellement renoncé à leur Trade-Unionisme pour adopter le socialisme, et qu'ils pourraient indifféremment abandonner leurs Unions ou y rester, je réponds que le fait d'avoir appris la nécessité du socialisme n'exige pas leur séparation de leurs Unions, pas plus qu'il ne prouve l'inutilité de ces Unions ; car si les Unions n'existaient pas aujourd'hui, nous serions plus éloignés du Socialisme que nous ne le sommes, et de plus, l'esprit engendré par les Unions et le changement

même de milieu amené par l'action des Trades-Unions orthodoxes conduisent clairement à l'avancement des opinions, d'une part, et au développement des qualités industrielles pratiques des ouvriers, d'autre part.

Les Unions peuvent encore continuer pendant longtemps l'œuvre qu'elles ont entreprise et peuvent de plus disposer favorablement l'opinion vers la Socialisation entière de l'Industrie.

Tandis que l'œuvre du Trade-Uuionisme se poursuit dans ce sens, que le parti socialiste continue à amasser des forces, un vaste champ est encore laissé libre pour ceux qui veulent encourager l'effort coopératif volontaire. Et comme nous pouvons nous attendre à ce que certaines industries, bien que socialisées, ne soient jamais entièrement nationalisées, mais contrôlées uniquement par les municipalités ; de même il est très possible aussi que l'expérience prouve ultérieurement la nécessité d'une certaine socialisation, sans aucune nationalisation ou municipalisation.

Les vrais principes du bien-être industriel et social sont : qu'aucune section n'exerce de pouvoir monopolisant contre le reste de la communauté, et que toutes contribuent de toute leur énergie au bien-être commun d'une manière approuvée par la communauté en général.

Qu'est-ce que le mouvement coopératif tel que nous l'entendons de nos jours? Quelques socialistes déclareront que c'est une institution qui s'intitule démocratique mais qui est, en réalité, essentiellement ploutocratique, basée sur le dividende et l'intérêt et ne différant matériellement en aucune façon du système capitaliste ordinaire. Je ne puis en parler dans de tels termes. Je sais naturellement qu'un grand nombre d'individus est mêlé au « Distributive Store Movement », sans autre but que celui de réaliser un gain individuel par le dividende sur les marchandises, tandis que d'autres individus se servent de cette institution comme d'une caisse d'épargne où ils obtiennent un intérêt plus élevé qu'ailleurs, avec les mêmes sécurités, et que ceux-ci n'ont probablement jamais pensé sérieusement à la nature de la véritable coopération. Ceci ne change pas le fait que les promoteurs du mouvement ont eu pour but de détruire le système capitaliste industriel pour le remplacer par un système scientifiquement organisé de coopération démocratique, et quoiqu'on ait généralement perdu de vue cet idéal, il est à observer qu'il se trouve aujourd'hui dans ce mouvement coopératif, plusieurs centaines d'hommes et de femmes éminemment intelligents qui travaillent en vue d'atteindre à la vraie coopération où ne se rencontrera plus aucun exploiteur par intérêt, bénéfice ou rente. Si nous considérons le côté productif du mouvement, quoiqu'il soit encore nécessaire d'admettre le système du paiement de l'intérêt, on peut dire néanmoins qu'on en arrive graduellement, par un progrès constant à remplacer la propriété et le contrôle du capitaliste par la propriété et le contrôle démocratiques. Au lieu de se reposer sur l'organisateur capitaliste, les ouvriers et ouvrières ont acquis eux-mêmes la capacité nécessaire au contrôle complet des établissements industriels dans lesquels ils travaillent, et ils parviennent à en éloigner graduellement

les financiers capitalistes. Quoi qu'on puisse dire, il faut admettre que ce système est absolument conforme aux intérêts des travailleurs et absolument opposé au capitalisme. Dans environ 130 établissements productifs de ce pays, ce principe de coopération est appliqué avec succès, et à mon avis, le moment est arrivé où les socialistes de ce pays doivent forcément faire partie de l'une ou l'autre forme de coopération industrielle.

Actuellement, la grande majorité des socialistes achète ses objets de nécessité personnels et domestiques dans les établissements ordinairement ploutocratiques et antisocialistes. Au moins trois shillings par livre servent à enrichir les adversaires du socialisme, et si la moitié de cette somme était détournée de ce but en faveur du socialisme, pour être employée à la propagande ou à toute autre œuvre déterminée l'organisation du mouvement ne serait plus entravée par la pénurie des ressources. Et jugez quel immense commerce productif pourrait être entrepris à l'aide d'un tel système coopératif ou socialiste. On serait au-dessous de la vérité en estimant le nombre des familles socialistes de ce pays à 100.000, chacune dépensant hebdomadairement 25 shillings environ, dont une moitié servirait à acheter les marchandises produites dans le pays même. Rien ne peut assurément empêcher que tous les articles d'habillement, tous les produits alimentaires en général, tous les meubles et ustensiles ne soient fabriqués dans des conditions de coopération, ce qui non-seulement suppléerait aux besoins financiers du mouvement, mais aiderait au développement d'un marché socialiste toujours plus considérable qui supplanterait celui des capitalistes.

L'extrait suivant est tiré d'un journal lu au Congrès coopératif de cette annee à Woolwich, par Mr. A. Williams :

« La Belgique possède environ 500 sociétés coopératives qui, pour la plupart, paraissent être des sociétés de consommateurs. Les statistiques que j'ai vues de 32 de ces Sociétés en évaluent le nombre des membres à 19.000 environ, et le produit des ventes à 91.000 livres sterlings par an. La pharmacie coopérative de Bruxelles compte à elle seule 12.000 membres et rapporte à peu près 12.000 livres par an. Les Sociétés les plus intéressantes sont les grandes boulangeries socialistes qui sont la propriété d'immenses Sociétés coopératives d'ouvriers de tous métiers, existant dans les principaux centres industriels. Même ceux qui en désapprouvent le principe, s'accordent à dire qu'elles sont bien administrées. Quelques-unes d'entre elles ont de 6.000 à 8 000 membres : une seule de ces boulangeries, à Bruxelles, cuit 115.000 pains par semaines, et fait à peu près 250.000 francs de bénéfice par an. Il y a aussi un restaurant coopératif, institution connue également à Paris. Le parti socialiste considère surtout ces sociétés comme un moyen d'organisation et d'instruction des classes ouvrières, en vue d'une émancipation politique et économique, et de production de capitaux pour les nécessités politiques. On ne paie aucun intérêt sur le capital : une grande partie des bénéfices est consacrée à la propagande, mais une part est aussi payée aux consommateurs sous formes de bons échangeables pour

des pains. Grâce à ces bénéfices, le parti possède une presse, des bâtisses et les moyens de lutter aux élections et d'avoir des membres à la Chambre. »

Les Sociétés coopératives de production ont encore rendu de grands services, surtout dans les Midlands, en servant de refuge aux hommes qui se sont mis au premier rang dans le mouvement ouvrier, et qui sont boycottés par les capitalistes. Mainte et mainte fois, de bons ouvriers ont trouvé du travail dans un de ces établissements tandis que si ces refuges n'avaient pas existé, le « parti du travail » du district aurait perdu son avocat, et d'innombrables souffrances se seraient abattues sur sa famille. L'organisateur de la Trade-Union et l'agitateur socialiste sont souvent réduits à la misère s'ils n'ont ce moyen d'y échapper. L'existence de ces refuges sympathiques au mouvement avancé et aux hommes qui s'en occupent est en elle-même un frein pour les patrons.

Mais, quoique le mouvement soit précieux à ces divers points de vue, ce ne sont après tout que des avantages secondaires; le résultat important, c'est que les ouvriers eux-mêmes deviennent entièrement responsables dans la surveillance de l'intérêt industriel, qu'ils sont assujettis à des règles de discipline érigées par eux seuls, et libérés du cauchemar de l'exploiteur capitaliste. Ils démentent l'opinion qui prétend que les ouvriers doivent toujours dépendre de quelqu'un placé en dehors de leurs rangs et agissant comme organisateur. Naturellement, leur action est encore restreinte par le système capitaliste et ils ne peuvent jouir des pleins effets de la vraie coopération; mais chaque fabrique, chaque atelier ou moulin nouveaux, organisés d'après les principes coopératifs, facilitent en tous cas, aux autres le succès final, sinon immédiat.

Puisque nous sommes d'accord sur ce point que le but des socialistes et des coopérateurs est la socialisation de l'industrie, devons-nous nous inquiéter beaucoup des moyens spéciaux employés pour arriver à cette socialisation? Et pendant que nous y travaillons avec énergie par l'intermédiaire de nos associations municipales et parlementaires, ne devrions-nous pas aussi être prêts à agir par l'intermédiaire d'associations volontaires? Déjà les chaussures, les habillements de toutes espèces, l'ameublement, les poteries, les quincailleries, etc., sont produits dans différents districts et les sociétés productrices s'unissent peu à peu pour se prêter une assistance mutuelle.

Quel obstacle pourrait empêcher la croissance continue et relativement rapide de ce mouvement? Le principal élément de succès est un marché assuré; ceci peut être obtenu si les socialistes et les travailleurs en général consentent à faire leurs approvisionnements aux sources coopératives ; et aussitôt que l'expérience aura démontré qu'il serait à souhaiter que toute industrie fût municipalisée et nationalisée, le fait qu'elle est déjà virtuellement socialisée rendra l'opération très facile.

Je m'attends à voir des coopérations volontaires, distributives et

productives se développer sur une grande échelle, et j'espère les voir se développer pour les raisons suivantes :

1° Parce que c'est un des meilleurs moyens de permettre aux travailleurs d'acquérir l'expérience industrielle nécessaire pour les rendre capables de diriger eux-mêmes leurs propres affaires ;

2° Parce que dans la lutte entre l'individualisme et le socialisme, un grand nombre d'ouvriers sont victimes des contrôleurs capitalistes des factoreries, etc., et que des établissements coopératifs démocratiquement contrôlés leur offrent un asile sûr en dehors de la charité et du patronage ;

3° Parce que tout l'ouvrage fait dans des conditions de coopération est autant de gagné sur le contrôle de la ploutocratie et signifie par conséquent un avancement certain vers la complète socialisation de l'industrie.

Pour en revenir au mouvement Trade-Unioniste, afin de juger de son étendue possible, nous devons bien nous dire que ce ne sera pas avant longtemps que les conditions de socialisation générale de la société ne se réaliseront. Durant toute cette période, le Trade-Unionisme est absolument nécessaire. La faiblesse du mouvement d'Union, observée jusqu'à présent, est due à sa division et à son isolement ; jamais encore nous n'avons eu un vrai mouvement national et encore moins international.

Les mineurs présentent peut-être ce qui se rapproche le plus d'un mouvement national, mais encore nous voyons le pays de Galles se tenir à part ; il en est de même en Angleterre, où l'Union des mineurs du Northumberland, jusqu'à présent, refuse de se joindre à la Fédération nationale. Tandis que certaines parties de l'Ecosse travaillent de concert avec la Fédération des mineurs de Grande-Bretagne, d'autres ne le font pas, de sorte que jusqu'à présent ces différentes Unions n'ont pas su se fédérer en vue d'avantage communs, bien que des conférences internationales des mineurs soient tenues maintenant à intervalles réguliers, dans le but d'arriver à une entente générale.

Mais qu'est-ce que ce programme des mineurs, tel qu'il est généralement présenté par leur avocat habituel ? Les plus audacieux parmi les chefs n'osent pas exiger plus que la nationalisation des mines et des chemins de fer, la journée de huit heures, et un salaire suffisant. Et le salaire qu'ils ont obtenu après des milliers de sollicitations n'est pas plus de vingt-cinq francs par semaine, tandis que la journée de huit heures n'est pas encore obtenue et que la nationalisation des mines et des chemins de fer est encore maintenue à l'arrière-plan, étant proposée d'une façon si timide qu'elle prouve combien peu on espère dans le succès d'une telle demande.

Est-ce le Trade-Unionisme qu'il faut accuser ? Aucunement. C'est simplement la timidité et le sectionalisme qui amènent cet état de choses. Au lieu d'avoir tiré tout le parti possible du Trade-Unionisme, nous ne l'avons jamais parfaitement appliqué. Ce qui est maintenant d'une impérieuse nécessité, c'est la complète nationalisation de chaque métier. Puis on en arriverait à une entente effective entre toutes les



Unions, d'après une base nationale et,autant que possible aussi, d'après une base internationale.

Ecarter le Trade-Unionisme comme force, serait tout à fait insensé ; ne pas le mettre en pratique sur une grande échelle, serait négliger un des meilleurs moyens de renverser le système existant et de rendre possible l'avènement d'un système meilleur.

Au Congrès international des ouvriers socialistes et faisant partie des Trade-Unions, réuni à Londres en 1896, le sujet du Trade-Unionisme fut traité par la Commission économique et industrielle. Le rapport de cette Commission, accepté par le Congrès, contient le paragraphe suivant qui est très important :

« Les luttes des Trade-Unions des ouvriers sont indispensables pour résister à la tyrannie économique du capital et améliorer aussi la condition actuelle de l'ouvrier. Sans les Trade-Unions on ne peut s'attendre à obtenir aucun salaire suffisant et aucune diminution de la journée de travail. Toutefois, par ces efforts, l'exploitation du labeur sera seulement diminuée,non abolie.L'exploitation du travail ne pourra être absolument supprimée que lorsque la Société aura le contrôle de tous les moyens de production, y compris la terre, et des moyens de distribution.

Toutefois, ceci demande en premier lieu un système de mesures législatives. Pour exécuter entièrement ces mesures, la classe ouvrière devrait être la puissance politique dominante, ce qui dépend du degré de perfection qu'elle aura atteint dans son organisation. »

Les Trade-Unions aident donc à consolider le pouvoir politique des classes ouvrières, en raison de leurs efforts d'organisation. L'organisation de la classe ouvrière est incomplète aussi longtemps qu'elle ne reste que politique.

Un essai fut tenté dernièrement (août 1896) pour former une fédération internationale de toutes les organisations se rapportant aux industries des navires, des docks et des cours d'eaux, c'est-à-dire comprenant tous les marins et tous les ouvriers employés dans les docks. Ces différentes unions restant isolées, un grand nombre des améliorations obtenues en 1889 et 1890 furent perdues, les patrons étant mieux organisés que leurs ouvriers ; et après avoir tenté de combattre la « Shipping Federation » dans un ou deux ports seulement, ceux qui étaient en cause ont compris la nécessité d'une action sur une beaucoup plus grande échelle. Cette « International Federation of Ship, Dock and River Workers » comprend déjà tous les ports anglais et beaucoup de ports du Continent, de l'Amérique, du Canada et de l'Australie, et servira à obtenir de meilleures conditions au point de vue des heures de travail et du salaire. Sa force sera sans doute souvent employée également à exercer une pression sur le Parlement. Si elle réussit, elle sera imitée par les ouvriers des autres métiers, et nous aurons alors tout l'agencement nécessaire à une grève générale si celle-ci était désirable à un moment donné. Quoi que nous entreprenions dans notre pays, il est clair que quelques-uns des pays continentaux savent fort bien quels sont les avantages qu'on peut obtenir grâce à une grève générale. En Belgique, une grève nationale très imparfaitement organisée, a réussi

à forcer le Gouvernement à accorder le suffrage universel. La Suède et l'Autriche emploient les mêmes moyens et elles réussiront fort probablement ; et, si dans notre pays nous désirons obtenir des avantages généraux d'un caractère économique ou politique, il serait bon d'être suffisamment préparé à une grève générale.

En ce qui concerne le développement probable du mouvement du travail et du socialisme dans ce pays, je suis d'avis que nous pouvons nous attendre à ce que, d'ici à dix ans, le Trade-Unionisme soit deux fois plus puissant, au point de vue du nombre, qu'à présent, et vingt fois plus puissant en influence ; c'est-à-dire que, dans ce laps de temps, le nombre augmenterait d'un million trois quarts de la population mâle adulte au double de ce nombre. Ceci aurait comme conséquence une influence économique et politique énorme, étant donné naturellerellement que le mouvement soit sagement et courageusement dirigé.

Les coopérateurs, à la fois productifs et distributifs, multiplieront certainement, et un mouvement socialiste coopératif existera fort probablement dans ce pays. Comment les Trade-Unionistes seront amenés en contact direct, de manière à faire partie du mouvement de coopération dans ses phases diverses,est une question que je n'ai pas à élucider.

Dans le mouvement de co-société productive, les Trade-Unionistes exercent déjà une influence bienfaisante. En politique, ils se détachent du simple libéralisme et du torysme, et, comme soutiens de l'action parlementaire, ils deviendront de plus en plus les protecteurs du parti socialiste.

Ce parti aura certainement ses représentants au Parlement après les prochaines élections générales, et gagnera déjà probablement plusieurs sièges aux élections particulières précédant les élections générales.

Les Trade-Councils du pays sont aptes à devenir de plus en plus actifs, et, étant composés d'éléments très divers, depuis le grand et sec tory jusqu'au socialiste révolutionnaire, avec une grande supériorité pour les socialistes, au point de vue du déploiement d'énergie, ces institutions feront également partie des forces démocratiques croissantes, travaillant à la socialisation de l'industrie.

L'Amérique se rallie rapidement au mouvement du Trade-Unionisme et du Socialisme, et chaque victoire obtenue par elle stimulera nos compagnons, de sorte que nous pouvons compter que les dix années qui vont suivre seront excessivement intéressantes. Après ce laps de temps, nous aurons sans doute obtenu la journée de six heures ; nous aurons élevé l'âge auquel les enfants peuvent commencer leur apprentissage à 16 ans ; nous aurons supprimé les industries sédentaires et créé des moyens grâce auxquels nul ne vivra plus dans la paresse. Nous aurons nationalisé les mines et les chemins de fer, municipalisé la totalité des intérêts qui subviennent directement aux besoins généraux d'une population ordinaire, nous aurons posé de solides fondements pour l'érection d'une république industrielle, où la pauvreté sera inconnue, où l'éducation universelle atteindra un niveau beaucoup plus élévé qu'actuellement, et où les loisirs et une culture intelligente deviendront le partage de tous. TOM MANN.

(*Traduit de l'anglais par Henriette Rynenbroeck*).

Il y a des sirènes dans la nuit

I

Jadis, j'avais rêvé d'engloutir ma douleur
Dans des parterres d'eaux et des étangs de fleurs ;
Mais dans les parfums blonds dont je me suis grisé,
J'ai cru que je sentais l'odeur de ton baiser.
Et j'ai vu, dans l'azur infini des flots bleus
Sommeiller ton regard et puis s'ouvrir tes yeux !
— Je rêvais d'engloutir mon amour dans la mort :
Avec toi, je sentais que j'y souffrais encor !

. . . .

Alors, pour engloutir ces flots où je te vois,
Ces murmures de brise où j'entendais ta voix,
Pour engloutir la mer avec tes yeux d'azur
Et noyer le soleil avec ta chevelure,
J'ai rêvé d'une nuit dont le suaire immense
Ensevelit le monde éclos en ma souffrance !

. . . .

II

Quand je cueille des fleurs, aux pétales des roses
S'éveillent des baisers où tes lèvres éclosent
Et je ne puis jamais respirer des calices
Sans que dans leurs parfums ton souvenir fleurisse !
— Chaque fois que je passe en l'odeur des jardins,
Une sirène dans les fleurs me tend ses seins !

III

Alors des doux étangs je me suis approché
Pour que mon cœur sur leur repos pût se pencher
Et que leur bleu sommeil fût ma tombe azurée,
Quand j'ai senti tes yeux qui s'y venaient mirer!
— Dans l'onde où je rêvais d'ensevelir ma peine,
Les flots chantaient encore aux yeux clairs des sirènes;
Et moi, qui m'en allais vers ces horizons bleus,
Je croyais boire encore au ruisseau de tes yeux!

. . . .

Mais les étangs de rêve où chante ton regard
Evoquent pour jamais ces douloureux départs
Dont frissonnent toujours éperdûment nos âmes,
Dans les barques de songe où des sanglots de rames
Frôlent le lac muet de nos cœurs frémissants,
Et meurtrissent les flots de leurs gouttes de sang!

IV

O, puisqu'en les jardins de roses où je passe
L'âme des fleurs est triste et les roses sont lasses,
Puisque, dans les étangs où mon rêve se mire
J'entends encore au fond des eaux des cœurs gémir,
Puisqu'enfin c'est le Ciel et toute la Nature
Que je sens ruisseler au sang de ma blessure.
O nuit, je viens noyer dans ton âme profonde
Mes rêves d'azur clair et mes tristesses blondes,
Tandis que l'horizon s'effeuille sous tes voiles
En pétales de brume, en pétales d'étoiles!

V

....Il me semble ce soir que la nuit est plus douce.
L'heure semble dormir comme en des lits de mousse.
Et les étoiles sont si tendres et si pâles
Qu'elles vont m'emporter et que j'aurai moins mal,
Là-bas, quand je verrai, dans l'ombre agenouillé,
Le Néant sur la nuit entrouvrir ses paliers!
— Etoiles, vous prendrez ma douleur avec vous
Parce que ma souffrance est tombée à genoux
Et qu'elle a peur encor d'éveiller des échos
Dans les jardins d'oublis et les lacs de repos
Si la nuit ne vient pas s'écrouler à mes pieds
Quand vous m'aurez sous vos pleurs d'or crucifié!

VI

. . . .

.....Mais voici que la nuit embaume ; et l'on dirait
Que le silence va chanter dans la forêt.
Les feuillages se sont là bas entrecroisés,
Et l'on entend dans leur mystère des baisers.....
— O ! je sens dans la brise odorante qui passe
Un souffle qui me frôle et des bras qui m'enlacent.
Je sens des seins, dans la nuit douce, qui se penchent.
Un frisson a passé dans l'entrelacs des branches.
— Et voici que dans l'ombre où s'étouffent les bruits,
J'entends encore une sirène dans la nuit !

. . . .

Rien ne consolera mon cœur brisé d'amour.
Rien n'empêchera plus que je souffre toujours
Et que tu sois ainsi toujours dans ma Pensée,
Pour l'avoir, un matin de printemps, traversée,
O ! toi qui secouas de tes robes de femme
Des bouquets de chimère en l'avril de mon âme !
Et tu m'apparaîtras toujours sur mon chemin
Quand je voudrai mourir et tuer mon destin !
— Quel palais merveilleux endormirait ma peine
Dont tu ne serais pas toujours la blonde reine ?
— Tu feras, si tu veux, un bouquet de mes pleurs,
Pour que ta main, parfois, en jouant, les effleure,
Et que si tes doigts fins l'effeuillent à plaisir,
Mon sang soit tes rubis et mes pleurs tes saphyrs !
Mais j'enguirlanderai toujours autour de toi
Les grands sanglots de ma tristesse dans ta joie.

. . . .

Or, ce soir, il me semble, en respirant les cieux
Qu'à l'horizon tu viens d'épandre tes cheveux.
Et tandis que des mains invisibles les peignent,
On croirait dans la nuit que les étoiles saignent !

LOUIS LESTELLE.

Octobre 1897.

Nouvelle éthique Sociale

DANS L'ÉDUCATION

(*FIN*) (1)

III

Puisqu'il existe une morale scientifique indépendante, relative, progressive et cependant stable, car elle est immanente à la société, nous allons voir quel rôle elle doit jouer dans l'éducation, en remplaçant les morales anciennes, surnaturelles ou métaphysiques, qui ne sont plus *morales*, parce qu'il n'y a plus d'adaptation possible entre les actes qu'elles commandent et le nouvel idéal social qui s'impose comme but à attteindre à la conscience de notre époque.

Dans la race humaine, les jeunes naissent plus incapables que dans les autres espèces de se défendre promptement contre les dangers extérieurs, leur période de croissance étant plus longue, ce qui augmente les devoirs de leurs parents à leur égard. Aussi ces derniers en sont-ils venus à s'unir d'une façon plus ou moins permanente dans l'intérêt de leur progéniture. Si l'éducation n'intervenait pas, durant cette longue période de dépendance, chaque enfant aurait à refaire la route par laquelle l'humanité s'est élevée lentement de l'animalité à la civilisation de nos jours et le progrès eût été infinitésimal.

« Si chaque génération subsiste, c'est parce que les générations antérieures ont veillé à la conservation des jeunes. Plus l'évolution de la conduite qui sert de défense à la vie individuelle est développée et suppose une haute organisation et plus la conduite relative à l'élevage des petits, doit être elle-même développée (2) ». Notre conduite

(1) Voir *Humanité nouvelle*, t. 1, mai-juin 1898, p. 597, vol. II.
(2) Les Bases de la morale évolutive (Data of Ethics), Herbert Spencer.

relative à l'élevage des petits — de tous ceux de la communauté — a-t-elle atteint le degré d'évolution de la conduite qui sert de défense à la vie individuelle ? — Non, il est certain qu'il s'en faut de beaucoup.

Je ne sépare pas, du reste, l'éducation de l'instruction proprement dite, car, dans une société où les actes s'adaptent à une fin déterminée, il ne peut y avoir scission entre elles. La scission que nous constatons de nos jours, est le fait d'une époque transitoire et chaotique, de la lutte entamée entre la science qui travaille à établir son empire définitif et la religion qui ne veut pas abdiquer, bien que caduque. Dans le passé, cette rupture n'existait pas, l'éducation étant guidée par la morale religieuse, et elle disparaîtra dans l'avenir, parce que l'éducation sera guidée par la morale scientifique.

Il nous faut examiner toutefois en quoi est fondée la présente opposition de tant de parents à laisser élever leurs enfants sans religion, comme l'on dit, et pourquoi l'on voit tant de non-croyants faire donner aux leurs un enseignement religieux. Leur opposition est irraisonnée, la plupart du temps, quand elle n'est pas intéressée, ou bien elle raisonne à faux; toutefois ils agissent, conduits par un obscur instinct qui les avertit que tout moyen doit s'adapter à un but et que, lorsqu'aucun idéal n'est proposé à l'activité de l'individu, il y a dans le système préconisé un vice secret. Car personne ne soutiendra que passer des examens successifs ou faire un apprentissage, puisse être regardé comme un idéal à la mesure d'une créature intelligente ; c'est simplement un moyen mécanique pour arriver à gagner sa vie. Aussi, je comprends qu'il y ait des parents qui s'attachent instinctivement aux méthodes d'éducation religieuse, effrayés devant un nouveau système éducatif sans idéal, à l'essai duquel ils ne veulent pas sacrifier leurs enfants.

L'éducation religieuse est logique en ce qu'elle a un but, si dépassé soit-il, et qu'elle y adapte des moyens, tandis que l'éducation sécularisée, sur laquelle on fonda des espérances illimitées, n'est pas encore logique. Et il s'est produit en France un recul à son égard. Ceux mêmes qui l'instaurèrent, laissent échapper des signes de découragement. Seule une connaissance plus approfondie du processus de formation des organismes sociaux, leur signalerait quelle faute ils commirent au début et comment ils peuvent la réparer.

L'instruction, si élémentaire qu'elle soit, est un moyen de comparaison et d'analyse ; elle est donc scientifique et une morale s'en dégage, qui, si peu élaborée qu'elle paraisse, produit une inquiétude, une expansion, qui se retourne contre les individus qui l'éprouvent, parce que le but vers lequel cette expansion les pousse ou ne leur est pas montré ou leur est interdit. Peine inutile, il est vrai, car la vie, malgré les obstacles qu'on lui oppose, se propage néanmoins et l'évolution des organismes sociaux, se poursuit dans le temps en dépit d'arrêts et de reculs apparents.

A l'heure qu'il est cependant, les enfants grandissent dans le désarroi général des esprits et des consciences, les méthodes scientifiques d'éducation s'interdisant de marcher au but vers lequel leur nature

même les entraîne, et l'éducation religieuse ou guidée par la morale classique faisant de ceux qui bénéficient de son enseignement des êtres inconséquents et doubles, puisqu'ils seraient terrassés dans la lutte moderne, s'ils mettaient en pratique cet enseignement.

« Il est peu de désastre plus grand que la décadence et la mort d'un système régulateur, devenu insuffisant désormais, alors qu'un autre système plus propre à régler les mœurs, n'est pas encore prêt à le remplacer. La plupart de ceux qui rejettent la croyance commune, paraissent admettre que l'on peut impunément se passer de l'action directrice qu'elle exerçait et laisser vacant le rôle qu'elle jouait... Le changement que promet ou menace de produire parmi nous cet état désiré ou craint, fait de rapides progrès ; ceux qui croient possible ou nécessaire de remplir ce vide, sont donc appelés à faire quelque chose en conformité avec leur foi. » (1).

Si la religion a accrédité l'idée qu'une morale scientifique était un non-sens, une science de seconde main a soutenu que la science ne pouvait être morale. Il est vrai que le role des *sciences* est d'enregistrer et de coordonner les faits, la *science* toutefois pose, comme nous l'avons vu, les bases d'une morale indépendante et progressive qui servira à l'avenir de guide à l'individu et à la société, « l'idéal moral des sociétés ne pouvant dépasser les prévisions scientifiques » (2) ; c'est-à-dire qu'il ne peut échapper aux conditions sociales qui l'élaborent. C'est pourquoi la morale scientifique a toujours existé, bien que sous des noms divers. Elle ordonna toujours l'union des hommes entre eux, avec une persistance, une tenacité dont le sociologue découvre la raison d'être dans la nécessité imposée aux organismes de coopérer à leur commun bien-être, puisqu'il y va de leur existence même.

« Bouddhistes, juifs, stoïciens, épicuriens, chrétiens, mahométans, hédonistes, eudémonistes, scolastiques, a écrit M. de Roberty (3), tous s'inclinent également devant le grand fait de l'union, de la solidarité des hommes... Toujours et partout la vertu se ramène à l'observance du lien social qui sert de règle à l'intérêt personnel, à l'égoïsme bien entendu, et qui s'offre comme le seul fondement stable de l'éducation. Théologiens et philosophes, tout autant que les moralistes, viennent donc se ranger parmi les précurseurs plus ou moins immédiats de la théorie sociologique en morale ».

Ces précurseurs eurent ainsi, comme les sociologues, pour but d'adapter les actes individuels à un idéal de solidarité et ils y tâchèrent; si leur adaptation fut imparfaite, cela provenait de ce que « le jeu de nos facultés est intimement lié à la perfection de l'instrument (4) ». La morale scientifique et indépendante, plus parfaite que la morale du passé, affinera nos sentiments de justice et de solidarité déjà existants, produits eux-mêmes d'une incommensurable évolution à travers

(1) Les Bases de la morale évolutive. — Herbert Spencer.
(2) Introduction à la Sociologie. — G. De Greef.
(3) Le Psychisme social. — E. de Roberty.
(4) Introduction à la Sociologie. — G. De Greef.

laquelle l'être humain, parti de l'animalité, est devenu l'individu social qu'il est aujourd'hui.

De l'étude de tous les phénomènes biologiques et sociaux, la nécessité de la solidarité se dégage donc toujours plus impérieuse, plus complèxe aussi. Et c'est à rendre ce besoin plus conscient, plus actif que doit travailler l'éducation.

Elle y travaillera en enseignant à l'enfant, en la mesure de son développement et à même des faits qu'il peut contrôler, combien il est dépendant de tous ceux qui l'entourent et en quelle proportion il leur est redevable de son propre bien-être. Il ne sera plus recommandé aux tout petits de réfréner un égoïsme perturbateur d'harmonie, parce qu'un Dieu les voit ou un bon ange, ou bien que le diable les guette, mais parce que leur conduite les prive des marques d'affection ou de l'aide de leurs proches. Plus âgés, lorsqu'ils étudieront les diverses découvertes scientifiques, on leur fera comprendre par quelle somme de travail intellectuel et manuel, leur bien-être le plus élémentaire est produit et maintenu, jusqu'au jour où la science sociale les initiera à l'évolution solidaire des organismes sociaux et où on leur dira qu'il existe une Ethique sociale « fonction du superorganisme social qui a pour objet, grâce aux progrès successifs de la science, de régler d'une façon de plus en plus rationnelle et cohérente, les devoirs réciproques des individus et des sociétés, par la seule contrainte de la conscience et sous la seule sanction des maux que la méconnaissance et l'inéxécution de ces devoirs, entraîne nécessairement non seulement dans le présent, mais pour l'avenir. » (1).

Ces paroles de M. De Greef ne sont-elles pas d'une morale supérieure à celle prêchée par la morale religieuse, qne la crainte ou l'intérêt dénature ?

IV

Notre époque, en laïcisant l'enseignement, n'a donc accompli qu'une partie de sa tache ; l'autre reste à faire, qui consistera à donner à l'éducation une pensée directrice que lui a brusquement enlevée sa rupture d'avec la religion. L'éducation ne peut trouver une pensée directrice que dans la ferme résolution d'adapter les moyens que lui donne la science à la vie sociale elle-même. A cette condition seulement, elle sera morale.

L'humanité du passé, qui s'efforça d'atteindre individuellement, au moyen de connaissances qu'elle crut surnaturelles, à un au-delà hypothétique, réussit à discipliner les violences primitives par la crainte de peines et l'espoir de récompenses ultra-terrestres. L'humanité de demain s'efforcera d'atteindre par des efforts socialisés à un mieux progressif qui permettra à tous de jouir d'une vie physique, intellectuelle et morale, en rapport avec les progrès matériels, réalisés par la science. Elle fera son devoir de la solidarité, non pour obéir à des

(1) Introduction à la Sociologie. — G. De Greef.

ordres d'autorités externes, dieux, rois, codes ou gendarmes, mais par un désir légitime de s'accroître et de se conserver. Ce désir devenu une volonté éclairée, un devoir, est la seule *loi* écrite au cœur de l'homme, suivant une formule chère à la religion et à la métaphysique, — la seule aussi qui, le prenant tel qu'il est, travaille du dedans au dehors, pour le faire évoluer en des formes sociales et morales, de plus en plus parfaites, ainsi que travaille la vie dans tous les organismes.

La tâche est grande de pénétrer les éducateurs de cette vérité là, et il faut à ceux-ci de la loyauté et du courage, pour ne pas fausser les moyens scientifiques, lorsque d'en expliquer la valeur et le but vers lequel ils convergent naturellement peut nuire à leurs intérêts immédiats.

L'éducation de notre époque manque de loyauté et de courage ; de là viennent les reproches qui l'assaillent de toutes parts, en France surtout, où, par le fait de sa plus grande rupture d'avec la religion, elle se trouve plus démasquée qu'ailleurs. Elle ne satisfait personne. Pour les esprits indépendants — rares encore, il est vrai — elle est trop timide et imparfaitement organisée pour remplir le rôle scientifique qu'elle se targue d'assumer. Pour les rétrogrades de toute catégorie, elle est destructive d'autorité — oh ! combien peu ! — et d'idéal. L'effort fut grand néanmoins qui la mit en cette posture tant décriée et l'acte de volonté décisif. Une évolution prochaine poursuivra l'œuvre commencée.

Cette évolution accomplie, le moyen qu'est la science de faire connaître à l'enfant l'interdépendance des organismes et des individus qui les composent, cessera d'être l'instrument plutôt nuisible qu'il est aujourd'hui pour tant d'êtres — nuisance transitoire et dont les éducateurs sont seuls responsables. Même en leurs signes les plus simples, l'instruction et l'éducation nous offriront un tout cohérent, car elles seront morales, ayant pour but de guider l'enfant vers le mieux entrevu par la conscience sociale, vers un idéal aussi progressif que la morale qui conduit à lui.

L'incohérence est si grande en matière d'éducation que n'osant pas, ne pouvant pas revenir au naïf anthropomorphisme d'antan, on cherche à remplacer l'hypothèse divine par le Dieu-Patrie, que l'on propose à la vénération fanatique de l'enfant et dont les casernes sont les temples sans doute ! Nous n'aurions pas gagné au change, si cette nouvelle entité n'était pas destinée à se dissoudre à son tour et à se fondre dans celle d'humanité qui, par son amplitude même, est appelée à rétablir la position juste de la partie dans le tout, de l'individu dans la Société.

L'Entité Patrie est déjà entrée d'ailleurs dans sa période de désagrégation ; il n'en reste que la façade flambante de drapeaux, de panoplies et de lampions. Il n'existe de patrie, au sens agressif de ce mot, ni pour les savants, ni pour les financiers, ni pour les prolétaires. De plus, la majorité des éducateurs, parents, professeurs, chefs économiques ou politiques enseignent ouvertement ou à mots couverts, par leurs actes toujours, dont l'influence est très puissante sur la mentalité de l'enfant dans le développement duquel l'imitation joue un si grand

rôle, que le plus important est de faire, comme on dit, son chemin dans le monde, sans attaquer le Dieu du moment, mais en l'ignorant, à moins que l'intérêt immédiat ne force à se courber devant lui. Ces éducateurs là sont les gens pratiques, si estimés dans la société que l'enfant en grandissant est presque obligé de les prendre pour modèles afin d'arriver au succès et à la fortune, mesure courante de la valeur individuelle.

Et ainsi se perpétue la lutte à outrance pour la vie, qui se manifeste d'autant plus intense, nous le savons maintenant, que les organismes sont plus inférieurs et moins capables d'adapter parfaitement leurs actes à un but déterminé.

Il était donc juste de dire que notre conduite relative à l'élevage des petits ne suppose pas une haute organisation, et cependant on formerait une imposante bibliothèque avec tous les livres d'éducation écrits en ce siècle seulement. Malheureusement, on s'est longtemps entêté à élever les enfants, non d'après la marche qu'indique elle-même la nature en le formant, mais d'après des systèmes religieux et métaphysiques bâtis de toutes pièces pour l'occasion. L'objet y faisait perdre de vue le sujet.

Il ne pouvait guère en être autrement d'ailleurs avant que la physiologie cérébrale et sa corollaire, la psychologie, eussent fait, grâce aux travaux de la biologie, de si remarquables progrès en ce siècle.

V

Dans le premier âge l'éducation physique, l'éducation intellectuelle et l'éducation morale sont unies naturellement. A mesure que l'enfant grandit l'éducation physique se spécialise, pour ainsi dire, afin de mieux soutenir et porter les deux autres ; elles doivent rester reliées entre elles si l'on veut que l'éducation soit complète et prépare réellement l'enfant à la vie. Mais, pour que cette éducation puisse devenir ce qu'exigent d'elles les conditions mêmes de socialisation croissante des divers appareils sociaux, il faut que l'éducation s'adapte toujours mieux à la vie.

Peu de parents sont en état d'y veiller et seul un instinct vaguement éduqué les guide dans leur conduite envers leurs enfants ; car de toutes les fonctions sociales, il n'en est aucune pour laquelle, hommes et femmes soient aussi peu préparés que pour celle, importante entre toutes, d'éducateurs des enfants qu'ils mettent au monde. La mère ignore quels sont les organes du corps de son enfant qui influeront le plus sur son développement général. Elle assiste, mal renseignée, à l'éclosion de cet organisme ; même dans les classes instruites elle ne sait ni en comprendre, ni en favoriser les phases, et l'instruction qu'elle reçut avant son mariage ne la mit jamais en contact avec la réalité dont elle n'aperçoit que la surface et les apparences, tandis que la femme des classes pauvres entre, par contre, en contact avec cette vie et ses réalités d'une façon forcément si brutale que toute l'expan-

sion dont elle est capable en est souvent arrêtée et qu'elle ne soupçonne pas la valeur de ses expériences.

Les mères ne sont, à l'ordinaire, guidées que par l'obscur instinct de leur maternité — instinct qui a veillé sur l'Humanité-Enfant, et lui a permis d'échapper tant bien que mal aux dangers qui menaçaient son enfance, mais qui ne suffit plus pour préserver l'Humanité-Adulte des dangers que lui crée sa complexe activité.

Aussi la science de l'éducation doit-elle se renouveler complètement et ne plus être la pédagogie traditionnelle. Il faut qu'elle se mette elle-même à l'école des sciences biologiques, physiologiques, psychologiques et sociologiques pour être à la hauteur des exigences de l'heure, car la méthode prophylactique doit prendre de plus en plus le pas sur la méthode thérapeutique dans l'éducation individuelle et sociale. C'est avec un tact et un respect profond de toutes les forces potentielles de l'être humain que l'on doit s'occuper d'éducation. L'enfant est la matière malléable dans le temps sinon toujours dans l'espace, dont se font les sociétés et les civilisations ; et l'on reste stupéfait qu'il ait été fait si peu encore pour préparer au physique et au moral des générations à la mesure des conditions modernes. L'excuse des collectivités fut jusqu'ici leur ignorance ; mais cette ignorance ne pourra plus désormais être alléguée et la morale scientifique va leur imposer des responsabilités et des devoirs plus impérieux et plus précis que ne furent ceux de la morale classique, religieuse ou métaphysique.

Cette ignorance fut cause que la pédagogie classique, inspirée par la religion, sépara l'être humain en deux parties très distinctes : le corps et l'esprit. Au corps les soins de la première enfance, les soins médicaux, la nourriture, le vêtement, une hygiène sommaire ; à l'esprit, des soins aussi minutieux que les premiers le sont peu. Tant que les rapports sociaux furent lents, le contre-coup des événements extérieurs moins rapide, plus amorti et, par suite, l'ébranlement nerveux moins violent et répété. Tant que la concurrence resta modérée et restreint le champ des connaissances, la nature physique et morale de l'enfant résista.

De nos jours, il en va tout autrement et il faudra que les éducateurs se mettent en face des responsabilités que leur créent des conditions sociales nouvelles si l'on veut lutter contre la décadence des races.

Vis à vis de l'enfant, on procède la plupart du temps, comme si l'on croyait encore à l'antique mythe de la création de l'homme par lequel un Dieu aurait insufflé l'esprit dans la forme que ses mains venaient de pétrir. Il n'y a pas toutefois d'esprit sans corps bien qu'il existe de la matière sans intelligence ; il faut donc puisqu'il n'y a pas d'esprit sans corps, que la science de l'éducation étudie quel est le développement normal des fonctions et des besoins corporels afin qu'ils servent de base à l'esprit, cette conscience que prend tout organisme par le jeu même de ses fonctions et de ses besoins, et qu'un équilibre des forces s'établisse entre eux.

Là nécessité de cet équilibre est l'un des principes fondamentaux de la morale scientifique, puisque c'est par le moyen de cet équilibre que

la vie, sans perte de temps ni d'énergie, pourra tendre à plus de vie et y parvenir. Il n'y a qu'ébauches imparfaites et chaos là où les forces inorganiques ou organiques ne se font pas équilibre les unes aux autres. Et en posant ce principe, nous voici revenus à notre point de départ, à la base de la morale scientifique indépendante progressive, et stable néanmoins, parce qu'elle est immanente à tout organisme.

VI

Nous n'avons pu en cette introduction que tracer la préface à un plan d'éducation où la science et la vie seraient indissolublement liées par la morale scientifique qui se dégage de la science elle-même. En des études ultérieures nous dirons quel doit être, selon nous le plan de cette éducation au frontispice de laquelle il faudra écrire les mots : *Vérité, Liberté, Solidarité. La Vérité* rend libre ; le mensonge ne fait que des esclaves. *La Solidarité* contient la liberté individuelle dans les bornes du respect que celle-ci doit à la Liberté d'autrui.

La Vérité mettra l'enfant en face des faits et, sans l'exposer inutilement, lui permettra d'éprouver dès l'entrée dans la vie la valeur de l'expérience. « La force de la vérité, a dit Guyau, consiste dans une solidarité de toutes choses ». Elle l'introduira de plein pied dans la nature. Il faut beaucoup de tact, il est vrai, pour adapter nos paroles à son développement progressif. Mais il s'agit de préparer le jeune individu à vivre, à utiliser par la suite toutes ses forces physiques et intellectuelles ; celles-là servant de racines à celles-ci. Aussi ne tiendra-t-on plus, dans un avenir lointain encore sans doute, les fonctions physiques pour dégradantes ; on n'en taira plus l'importance à l'enfant ; on ne le laissera plus entrer sans conseil dans sa vie d'adolescent. De même qu'on a à lui appendre que les organes de nutrition sont l'appareil élémentaire qui détermina l'échange des denrées et produisit par la suite les rapports économiques qui sont le lien primordial de notre vie collective, il faut aussi lui dire dans quel but la nature lui donne des organes de reproduction, comme elle en donne aux plantes et aux animaux. C'est la scission que le Christianisme, par horreur des excès du paganisme et hygiène sociale, imposa entre le corps et l'esprit, qui fait tenir pour honteuses les fonctions génésiques, d'où un cortège de vices et de maux infinis.

L'instinct sexuel est à la base de toute solidarité, partant de toute morale. « La sexualité, dit Guyau, a une importance capitale dans la vie sociale ». Au lieu d'obliger l'amour à avoir honte de ce qui fait sa force et sa beauté, éduquons-le, et nous le verrons s'épandre en modalités infinies, depuis le simple désir physique jusqu'à la sympathie la plus désintéressée. Et la race humaine deviendra plus saine et plus vigoureuse. La science sera donc libératrice et morale. Elle nous fera respecter la vie.

Pour ce qui est de la Liberté dans l'éducation, autant je répudie toute compression de l'individualité, autant je crois nécessaire que l'en-

fant sente que le travail est indispensable à son bonheur, que ce soit en une application manuelle, intellectuelle ou morale. Il ne faut pas qu'il le croie soumis à son bon plaisir, mais bien lié au travail de tous ceux qui l'entourent.

Le travail est trop l'expression même de la vie, il est trop essentiel à l'équilibre individuel et social, il fut trop méprisé jusqu'ici — une réprobation, une punition — trop exploité par les plus forts pour qu'on ne fasse pas comprendre dès le début à l'enfant sa valeur régulatrice. Il doit avoir sa place marquée dans une petite vie, au même degré que le temps consacré aux jeux, bien qu'en s'inspirant d'une hygiène très renseignée. Notre rôle est de servir de guides aux derniers venus dans le champ de l'activité humaine ; nous ne pouvons les laisser vaguer au hasard, mais en ne leur faisant sentir l'influence de notre expérience que par notre approbation ou notre désapprobation. Si nous sommes à la hauteur de notre tâche, elles suffiront.

Quant aux récompenses et aux châtiments, ils sont le reliquat d'une croyance à un paradis et à un enfer ; ils ont pour mobiles l'intérêt et la peur. Ils n'ont aucune valeur morale et éducatrice. Si le sujet jouit d'une constitution bien équilibrée, il souffrira, lorsqu'il agira mal, de causer une peine à ceux qui sont justes et bons à son égard ; et quand son égoïsme lèsera ses frères et sœurs ou ses camarades, il sentira en les éloignant de lui que la satisfaction immédiate, au préjudice de la satisfaction des autres, ne rend pas heureux longtemps, qu'il vaut donc mieux faire des concessions afin d'être en harmonie avec ceux qui nous entourent. Et les éducateurs ne négligeront aucune occasion de le faire réfléchir sur cet enseignement donné par les faits. Pour ce qui est des êtres incapables de toute application et réfractaires à toute influence, ils sont du ressort du médecin.

Telle est donc en ses grandes lignes le rôle de la *Nouvelle Ethique sociale* dans l'éducation. Elle adaptera la science à la vie et ainsi rétablira l'unité entre le corps et l'esprit, et, de cette union, naîtra naturellement l'unité de la morale dans les rapports sociaux, tant sexuels qu'économiques et politiques.

J. HUDRY-MENOS.

LE GROS LOT

(*Suite et fin*). (1)

ACTE IV

Trois ans après — c'est le soir — un cabinet fort élégant encombré de livres et de bibelots, éclairé à la lumière électrique. Fenêtre à gauche. Au fond, porte menant à la salle à manger. Porte à droite vers l'antichambre — Meubles opulents.

Haller, en habit, se tient assis devant son bureau-ministre chargé de livres reliés richement. Kristine est assise sur une chaise près de lui ; elle est vêtue en bourgeoise ou plutôt en négociante cossue, elle est coiffée d'un chapeau.

KRISTINE. — C'est si dur, si difficile pour moi qui ai tant de péchés sur la conscience.

HALLER. — Rassurez-vous Kristine, ne vous tourmentez pas ainsi à cause du passé,

KRISTINE. — Oh si, si !

HALLER. — Ce n'est pas chose si certaine, que l'on doive être déclaré responsable de tout ce qu'on a fait de mal en ce monde.

Et ce que vous avez fait, après tout, est-ce vraiment si infâme? J'ai parcouru certains pays où cela n'est même pas tenu pour une faute.

KRISTINE. — Pourquoi parlez-vous ainsi, c'est bien inutile, allez ! La vie plane au-dessus de nous tous, et je suis maintenant le bon chemin. Vous y viendrez aussi, j'en suis sûre. Tôt ou tard l'inquiétude, le remords arrivent.

(1) Voir *Humanité nouvelle*, T. I ; Mai-Juin 1898, p. 543 ; Vol. II.

Haller. — C'est bien Kristine ! (*silence*) Je suis heureux de voir que votre commerce marche bien, et j'ai appris avec plaisir que la jeune fille qui vous aide au magasin travaille très bien.

Kristine. — Le succès est venu parce que je deviens meilleure, que j'ai changé d'existence.

Haller. — Cela est possible. Nous sommes très satisfait de ce que vous nous fournissez.

Kristine. — Ah ! c'est que nous ne mettons pas d'eau dans notre lait, nous !

(*Haller s'est levé et il parle par la porte de la salle à manger à son valet de chambre*).

Haller. — Je ne vous retiens pas. J'attends quelqu'un qui m'a annoncé sa visite pour 10 heures précises, et voici l'heure.

Le domestique (*entrant*). — La personne qu'attend monsieur vient d'arriver, elle ne veut pas entrer avant que monsieur soit seul.

Kristine. — Adieu donc et encore une fois grand merci ! (*ils se serrent la main*). Et n'oubliez pas que dans les circonstances importantes de la vie, on ne doit prendre conseil ni de la fortune, ni de la pauvreté, mais écouter seulement la voix intérieure.

Haller. — Je vous comprends ! Revenez me voir quand vous aurez besoin de moi.

Kristine. — Merci ! (*arrivée à la porte elle se retourne*), Ah ! J'ai laissé la bourse (*la prenant sur la table*). La voici... Adieu !

(*Elle sort par la porte de l'antichambre.*)

Haller (*Au valet de chambre.*) — Vous aurez soin de tenir tout préparé pour cinq heures. Six à sept personnes viendront ici après la matinée.

Le valet de chambre. — Tout sera prêt.

Haller. — Faites entrer cet homme ; il a attendu dans l'escalier de service ?

Le valet de chambre. — Oui, Monsieur (*Il sort*). *Haller s'approche du foyer et tisonne le feu. Entre, un instant après, Ole Edvard par la salle à manger.*

Haller (*Exclamation*). — Ole Edvard ! C'est vous qui m'avez écrit ?

Ole Edvard. — Oui, c'est moi ! (*Il regarde tristement le luxe de l'appartement*). Je ferais peut-être aussi bien de m'en aller !

Haller (*souriant*). — L'élégance de mon intérieur vous offusque ! Tout est bien changé depuis que nous nous sommes vus, n'est-ce pas ?

Ole Edvard (*soudainement*). — Voulez-vous nous revenir ?

HALLER (*plaisantant*). — Nous voilà déjà à la grande affaire ! Asseyez-vous donc d'abord.

OLE EDVARD. — Non : je dois partir de suite. (*Parlant vite*). Nuit et jour, ces derniers temps, j'ai ressenti un besoin terrible de venir vous voir. — Vous m'avez appris à rire de l'opinion publique, et à ne me soucier que du sentiment des grands hommes. Je suis donc venu pour dire : Je ne crois pas que vous nous ayez trahi, vulgairement trahi... Cependant... Cependant que sais-je moi ? (*Les yeux étincelants*). Tenez, tuez-moi ! je ne me défendrai même pas. Mais revenez avec nous ! (*Il s'appuie contre la table*).

HALLER. — Asseyez-vous donc !

OLE EDVARD. — Non ! Depuis des années, quand je suis seul ou avec les compagnons, je ne pense qu'à vous. — Vous fûtes mon Dieu, car en me donnant la foi dans la justice que nous pouvons rendre nous-même, vous m'avez rendu fier d'exister (*Il s'assied et se relève aussitôt*). Ah ! revenez-nous avant qu'il soit trop tard, Haller, c'est seulement pour vous dire cela que je suis ici.

HALLER. — Avant de poursuivre cet entretien je dois vous dire tout d'abord que je n'ai point de regret de ne plus me trouver en communauté de sentiments avec vous autres. Si j'avais encore mes opinions d'autrefois, croyez bien que je serais auprès de vous comme jadis...

OLE EDVARD (*interrompant*). — Je savais bien que j'aurais mieux fait de ne pas venir.

(*Il se dirige vers le fond.*)

HALLER. — Ne pouvons-nous causer ?

OLE EDVARD (*dédaigneux*). — Causer ?

HALLER. — Oui ! C'est encore ce qu'on a trouvé de mieux pour se rapprocher les uns des autres.

OLE EDVARD. — Je ne tiens à me rapprocher de vous qu'à une seule condition.

HALLER. — Que j'agisse contrairement à ce qui me paraît équitable ; c'est la condition que vous exigez de moi, n'est-ce pas ? afin que je revienne vers vous, comme vous dites.

Je ne pense plus comme vous et j'en suis plus heureux, plus gai et sans rides au front, sachez-le.

OLE EDVARD. — Gai ! Ah gai !

HALLER. — Je veux dire : plus en harmonie avec mon *moi* ! Maintenant je juge plus sainement les autres hommes, j'aime mon prochain avec moins d'effort. Autrefois je n'écoutais qu'un son, aujourd'hui c'est tout un orchestre que j'entends.

Et puis, en comprenant combien il est difficile de se connaître

et de se diriger soi-même, on n'ose plus guère se mêler d'arranger les affaires des autres.

Venez me voir, Ole Edvard, venez causer avec moi, lire aussi. Vous le voyez, j'ai un certain nombre d'ouvrages, ils sont à votre disposition.

OLE EDVARD (*méprisant*). — Lire !

HALLER. — Oh ! je n'ai point l'intention de violenter vos opinions. Votre foi n'en sera que plus forte et vos vues plus larges, j'en suis sûr. (*Amicalement*) Peut-être est-ce vous qui parviendrez à modifier mes sentiments. Je suis vraiment si las de penser que tous les hommes, comme toutes les doctrines, se valent, et qu'ils ont tous autant raison les uns que les autres.

OLE EDVARD (*furieux*). — Ce n'est pas vrai. Ils n'ont pas tous raison.

Il brise entre ses mains le coupe-papier qu'il tient. D'un regard gêné, il examine alors les morceaux qu'il tient dans chaque main Haller souriant offre un nouveau coupe-papier à l'ouvrier.

OLE EDVARD. — Cessez donc de vous moquer de moi !

HALLER. — Je ne me moque point. Peut-être nous est-il difficile de nous comprendre, nous sommes devenus si différents.

OLE EDVARD. — Je n'ai pas changé.

HALLER (*d'un ton sec*). — C'est moi, c'est moi qui me suis modifié (*Silence*). Cependant si un jour j'avais la conviction que je puis vraiment être utile à votre bonheur, si je comprenais que mon devoir est d'aller vers vous, rien au monde ne saurait me retenir ! Peut être cela arrivera-t-il quand mon âme sera purifiée !

OLE EDVARD (*irrité*). — Pourvu que vous ne perdiez pas la foi, pendant la purification.

HALLER. — Je le crains moi-même.

OLE EDVARD (*railleur*). — C'est votre or qui doit vous purifier?

HALLER (*d'abord irrité puis tranquillement*). — Oui, l'argent m'a déjà été fort utile. Il m'a rendu moins irritable, plus patient, autrefois je ne vous aurais pas écouté aussi tranquillement, car votre intention est de me blesser.

OLE EDVARD. — Non ! non ! (*Il va vers lui et lui serre la main*).

HALLER. — Merci d'être venu — Je ne doute pas de vos bonnes intentions (*Doucement*) : Etes-vous heureux Ole Edvard ? Ne désirez vous rien ?

OLE EDVARD (*abandonne la main de Haller et le regarde froidement*). — C'est vrai, vous êtes un homme charitable ! Merci. — Je vous tiens quitte de votre aumône.

HALLER. — Vous ne m'avez pas compris.

OLE EDVARD. — Vous vous êtes, sans doute, fait aussi l'aumône à vous même.

HALLER. — Vous ne voulez pas me comprendre et peut-être ne le pouvez-vous pas.

OLE EDVARD (*se dirige vers la porte et se retourne*). — Grâce à *toi* je souffre vraiment. Mais veille à ce que les compagnons ne te rencontrent pas, car ils ne te feront pas grâce. Tu ne nous tromperas plus.

HALLER (*furieux*). — Des menaces !

OLE EDVARD (*vivement*). — Vous avez encore un instant pour vous décider. Venez ! Dans une minute il sera trop tard. (*Il sort rapidement par le fond*).

HALLER (*s'assied et dit doucement*). — Ilka ! Ah ! Ilka !

(*On entend une voiture.*) — Les voici !

(*Haller joyeux se lève vite. Au même instant un domestique ouvre la porte à Mlle Ilka, Mme Borch, le docteur Adolf, Wanke et Borch. Haller s'avance à leur rencontre.*

ILKA. — J'ai donné des ordres pour que ma voiture revienne me prendre dans une heure. Vous ne m'écoutez pas ?

HALLER (*la regardant amoureusement*). — C'est bien !

ILKA. — Comment ! mais vous auriez dû répondre, c'est fort ennuyeux.

HALLER. — En effet, je suis confus. Veuillez passer, Madame.

(*Il fait entrer les dames.*)

ADOLF. — Vous êtes-vous beaucoup amusée, Mademoiselle ?

ILKA. — Oui beaucoup ! cela m'intéresse toujours beaucoup, le théâtre.

WANKE. — Il est terrible cet acteur dans Othello. Vous l'avez vu, Haller ?

HALLER. — Mon Dieu, il joue de son mieux.

WANKE. — Vous voulez dire qu'il gagne son pain à la sueur de son front, il a travaillé comme un nègre aujourd'hui. — Votre critique est bienveillante,

BORCH. — Oh ! la critique de Haller est toujours bienveillante.

ADOLF. — Vous souvenez-vous, Haller ? A Naples l'hiver dernier, cette représentation d'Othello dans un petit théâtre. Vous y êtes ? — Le deuxième acte venait de finir, lorsque deux ou trois jeunes gens entrèrent dans la salle, l'un d'eux s'écria : Mesdames et Messieurs, vous le savez, c'est la fête de la Reine. *Vive la Reine* !

Et tous de répondre : Evviva la Regina !

Le jeune homme alors : Voulez-vous nous permettre d'emmener

l'orchestre pour aller au château saluer la reine, car on ne nous y laissera parvenir que précédés de musiciens.

Vous rappelez-vous alors l'enthousiasme du public, et comment nous aussi, musique en tête, sommes allés avec tous crier : Evviva la Regina, et nous sommes revenus ensuite au théâtre assister aux tortures du jaloux Othello !

WANKE (*ironiquement*). — Je vous engage à renouveler l'aventure, ici, dans notre bonne ville !

(*Conversation générale.*)

Ilka assise avec Haller sur le devant de la scène.

ILKA. — Votre installation est fort confortable.

HALLER. — N'est-ce pas ?

ILKA. — Pourquoi ne m'avez-vous jamais invitée à venir vous voir ?

HALLER (*souriant tendrement*). — Ne vous l'ai-je pas demandé bien souvent, au contraire ?

ILKA. — Il ne faut pas me regarder ainsi.

HALLER (*se détourne brusquement et s'adressant d'une voix forte à Mme Borch*). — Vous êtes-vous beaucoup intéressée à la représentation ?

Mme BORCH (*en sursaut*). — Dieu ! que vous m'avez fait peur !

WANKE. — Ça, c'est l'habitude de Haller. Il demeure muet pendant une grande heure, puis, tout à coup... pan ! Il vous tire un coup de canon.

ILKA (*à voix basse à Haller qui, de nouveau, s'est tourné vers elle, oublieux des autres*). — Comme vous aviez l'air absorbé au théâtre, avec cet étrange sourire aux lèvres. Vons n'avez point ri quand il fallait rire, non plus été sérieux une seule fois. Non, toujours ce sourire singulier ! Comme maintenant, du reste.

HALLER (*avec émotion*). — Je vous adore, Ilka !

ILKA. — Je ne sais plus si je vous aime, quand vous souriez ainsi.

HALLER. — Cela ne vous fâche pas, ce que je vous ai dit ?

ILKA (*bas*). — Oh ! non.

HALLER. — Croyez-vous pas que maintenant...

ILKA (*courbant la tête*). — Si.

Mme BORCH (*répondant brusquement à la question posée il y a un instant par Haller*). — Beaucoup, Monsieur Haller, beaucoup.

HALLER (*sursautant*). — Hein ! Vous dites, Madame ? (*Ils rient et causent.*)

LE DOMESTIQUE (*ouvrant les portes de la salle à manger*). — Monsieur est servi.

HALLER. — A table, alors. (*Il offre le bras à Ilka*).

(*Tous se lèvent et marchent par deux vers la salle à manger.*

A ce moment une explosion se fait entendre. Les vitres vibrent et se brisent pour la plupart. Cris d'effroi parmi les invités qui demeurent immobiles d'épouvante au milieu de la scène; Haller court à la fenêtre et l'ouvre. Tous se précipitent pour voir).

ADOLF. — Ils auront fait sauter la banque nationale?

Mme BORCH. — Comment, la banque est dans cette rue?

BORCH. — Oui, presque au coin, là, à droite!

Mme BORCH. — J'ai cru que c'était nous qui sautions. Le parquet oscillait. Oh! que j'ai eu peur; je ne m'en rends vraiment compte que maintenant. (*Elle pleure*).

BORCH. — Ne pleure pas, c'est passé maintenant; et puisque ce n'était pas ici...

WANKE (*se tâtant*). — Dieu soit loué! Nous ne sommes pas parmi les victimes.

(*On entend maintenant le trot de la cavalerie, des commandements militaires, des cris*).

UNE VOIX DANS LA RUE. — Fermez les fenêtres, ou l'on tire!

(*Tous s'éloignent des fenêtres*).

ADOLF. — Allons donc manger. Ici nous ne craignons rien. Les émeutiers n'attaqueront jamais leur ancien frère, quand bien même il posséderait du Mouton-Rothschild 1874. (*Sourires*).

Mme BORCH. — Vous êtes très pâle, vous aussi, M. Haller.

HALLER (*sans entendre*). — Peut-être serait-il plus prudent d'emmener ces dames.

WANKE — Les ex-compagnons ne sont-ils pas aussi galants qu'on pourrait le croire?

Mme BORCH. — Pensez-vous qu'il y ait quelque danger? Oh, Ilka, si ton oncle vivait encore, ils n'eussent jamais osé tenter pareil coup.

ADOLF (*à Haller, qui de nouveau s'est approché des fenêtres*). — Peut-être est-ce vous qui, d'ici, êtes le dieu de toute cette machine là...

WANKE. — Vous n'avez peut-être qu'à appuyer sur un bouton.

ADOLF. — Voyons! où est-il le bouton? Montrez-nous-le!

BORCH (*avec reproche*). — Pourquoi plaisantez-vous ainsi M. Haller qui a été si gracieux pour nous aujourd'hui?

HALLER (*riant*). — Il est bien inutile de prendre ma défense, mon cher Borch!

(*Rire général. On entend des coups de fusil, les cris se rapprochent*).

HALLER. — Mesdames, je vous en prie...

ADOLF. — Oui, je crois qu'il vaut mieux s'en aller. Haller va recevoir la visite de nouveaux hôtes.

WANKE. — Oui, et des hôtes qui non seulement mangeront le dîner, mais qui ne seraient pas fâchés de nous manger nous-mêmes. Sommes-nous bons à manger, Haller, qu'en pensez-vous?

(*Le domestique entre accompagnant un agent de police*).

LE DOMESTIQUE (*à l'agent*). — Voici M. Haller.

L'AGENT. — Je le connais. (*Il remet à Haller une carte.*)

HALLER (*après avoir lu*). — C'est un officier de police qui dit avoir l'honneur de connaître personnellement Mlle Ilka. Il a vu sa voiture à la porte et il me conseille de congédier mes invités. Il nous invite tous à sortir par les derrières, la grande rue étant barrée.

BORCH (*à l'agent*). — En somme, qu'est-il arrivé ?

L'AGENT. — Nous étions prévenus qu'il se passerait quelque chose cette nuit et, sans savoir quoi, nous nous sommes tenus sur nos gardes. Ils sont pris.

BORCH. — Mais la bombe?

L'AGENT. — Oui, ils sont arrivés à la placer. A part cela, c'est fini, nous les tenons.

HALLER (*criant, au domestique*). — Apportez les manteaux. (*A l'agent*). C'est la banque nationale qui a sauté?

L'AGENT. — Oui, M. Haller.

ADOLF (*plaisantant en regardant Haller*). — Parbleu ! cela faisait partie d'un projet ancien.

L'AGENT. — *J'en ignore*.

Mme BORCH. — Beaucoup de morts?

L'AGENT. — *J'en ignore*. Mais ils sont sûrement bien pincés.

HALLER. — Vous saluerez et remercierez de ma part. (*L'agent se retire, le valet de chambre apporte les manteaux, tous les revêtent pour sortir.*)

WANKE. — Lequel des deux partis doit-il saluer?

HALLER (*riant*). — C'est le lieutenant de police qu'il doit saluer, mon très spirituel ami ! (*Des coups de feu retentissent, suivis de cris de douleur, devant la maison. Les invités vont aux fenêtres*).

UNE VOIX DANS LA RUE. — Eloignez-vous des fenêtres, N... de D... où l'on tire.

ADOLF. — Vive la révolution et le Mouton-Rothschild.

WANKE. — Dieu sait qui le boira !

(*Bruit dans l'antichambre. Le valet de chambre va vers l'entrée*).

LE DOMESTIQUE. — Ils entrent dans l'antichambre avec des blessés.

(*On voit des ouvriers par la porte*).

ILKA. — Il faut apporter les blessés ici, ne pas les laisser dans l'escalier.

ADOLF. — Allons, venez, Mademoiselle ! Les nouveaux invités commencent à arriver.

UN OUVRIER (*sur la porte*). — Pouvons-nous déposer celui-ci sur ce fauteuil, il faut qu'il reste couché. L'autre, le soldat, est déjà mort.

ADOLF (*prend la main d'Ilka et entraîne la jeune femme vers le fond*). — Venez donc !

(*Borch emmène sa femme vers le fond. Haller s'approche de l'entrée, il reconnaît Ole Edvard, qui, à moitié évanoui, est porté par quelques hommes. Nombreux assistants. Le bruit de la rue s'éloigne*).

HALLER. — Vous, Ole Edvard ! Vous !

OLE EDVARD, *ouvre les yeux, regarde fixement Haller et s'écrie joyeusement*. — Haller, c'est toi ! Tu viens vers nous. Alors la victoire est à nous !

(*Il s'évanouit*).

HALLER. — Portons-le dans ma chambre.

(*Haller et plusieurs hommes transportent Ole Edvard dans la chambre. Ilka les suit. Adolf la cherche*).

LE DOMESTIQUE (*aux invités*). — Je vais vous conduire, Messieurs. Il faut passer par l'escalier de service.

(*Tous les invités sortent par le fond. Entrent quelques gens déguenillés*).

UN D'ENTRE EUX. — Asseyons-nous ici. (*Il s'assied*).

UN AUTRE. — Entrons plutôt là, la table est toute mise, messeigneurs !

TOUS (*rires et cris*). — Oui, oui, c'est cela !

UN AGENT (*entrant*). — Non, non, pas de ça, vous autres.

UN D'ENTRE EUX. — Vous avez peut-être le ventre aussi creux que nous, vous.

UN AUTRE (*à l'agent*). — Madame veut-elle accepter mon bras ?

L'AGENT (*s'approche de la fenêtre et siffle*). — Tâchez de filer, hein ! (*Ils s'en vont, criant et riant*).

(*Peu après du fond on entend crier le Dr Adolf*).

— Mlle Ilka ! (*Il se montre au fond*). Mlle Ilka ! (*Il ressort très vite*).

(*Haller arrive, regarde autour de lui, va vers le fond, où il rencontre Ilka qui vient d'entrer en courant*).

HALLER (*lui prend la main. Avec feu*). — J'étais sûr que tu reviendrais quand les autres seraient loin, j'en étais sûr.

Ilka (*s'éloignant de Haller*). — Oui, il le *fallait*, une force m'attirait!

Haller (*tendrement*). — C'est la première fois que je t'ai, seule, ici, chez moi. Oh! que je suis heureux et timide aussi.

Ilka (*s'assied*). — Je me suis cachée pour que les autres ne me vissent pas revenir.

Haller. — Oh merci!

Ilka. — Tu le connaissais donc beaucoup l'ouvrier qu'on vient d'apporter blessé?

Haller. — Beaucoup; il s'appelle Ole Edvard.

Ilka. — Comme il avait foi en toi!

Haller. — Autrefois, oui!

Ilka. — Quand il est revenu à lui, c'est son Haller d'autrefois qu'il a cru revoir.

Haller. — Il est heureux, ce pauvre diable, il est de ceux qui conservent toujours la foi. C'est un fanatique!

Ilka. — Sont-ils si heureux que cela, les fanatiques?

Haller. — Tout est bien simple pour ceux-là, ils n'ont qu'une unique pensée. (*Il caresse les cheveux d'Ilka*).

Ilka. — Moi aussi je n'ai qu'une unique pensée.

Haller. — A quoi penses-tu donc ainsi, ma belle?

Ilka. — A toi.

Haller (*se penchant sur elle*). — Et que penses-tu de moi? (*Il cherche à saisir sa main*).

Ilka (*se levant. Avec feu*). — Ah! nous parlons pour ne rien dire de ce que nous avons dans le cœur.

Haller (*avec force*). — Mais je ne pense qu'à toi.

Ilka. — Moi qu'à toi. Mais ce que tous les deux nous avons au fond de l'âme, nous le taisons.

Haller. — Ilka, Ilka, pourquoi cette tristesse? Regrettes-tu d'être revenue. Oh! ton chagrin me désole,

Ilka. — Tu le sais bien, ce dont je souffre!

Haller. — Non!

Ilka. — Si!

Haller. — Dis-le donc, viens à mon aide.

Ilka. — Tu le sais, je le comprends bien au changement de ta voix. Tu as honte! Et tu mens quand tu me dis le contraire.

Haller (*avec force se levant et marchant vers elle*). — Ilka!

Ilka (*joyeusement*). — Tiens, la voilà! La voilà revenue, ta voix d'autrefois!

Haller. — D'autrefois?

Ilka (*triste*). — Oui, la voix que tu avais autrefois, avant de devenir riche.

HALLER (*réfléchissant, puis, doucement*). — C'est étrange!

ILKA (*faiblement*). — Oui ! Hélas ! je n'ai plus peur de toi, maintenant.

HALLER (*s'assied près d'elle et l'attire auprès de lui*). — Qu'ai-je donc fait de mal en devenant riche ? Ai-je perdu ta confiance ? Ai-je trahi, pour avoir changé d'opinions ? Est-ce donc autre chose qu'ouvrir les yeux, apprendre à voir que ce qui est rare est bon dans ce monde. — N'est-ce pas ainsi que je t'ai vue, appréciée à ta valeur. Autrefois je ne le pouvais pas, puisque je n'avais pas l'âme à moi ! Savais-je jadis ce qu'était la joie de caresser ton visage ? — Cette joie, tiens, qui amène des larmes dans mes yeux.

ILKA (*avec mépris*). — Des larmes dans tes yeux ! (*un silence*).

Il vaut mieux que je parte avant que tu pleures.

HALLER. — Ah, tu veux me quitter ? Me laisser seul maintenant ?

ILKA. — Puisque tu vas pleurer ! Ah, prends-y garde, je n'aurai plus que de la pitié pour toi !

HALLER (*d'une voix altérée*). — De la pitié ?

ILKA — Tu ne *peux* plus me haïr. Tu ne *peux* plus m'effrayer. Tu ne *peux* plus me blesser comme la première fois.

HALLER (*doucement*). — Pourquoi me rappeler cela. Tu le sens bien, chaque jour m'éloigne de ce grossier passé. M'aimerais-tu donc s'il n'en était pas ainsi, Ilka ? Sois juste pour moi, je le mérite, car je m'efforce moi-même de devenir juste.

ILKA. — Etre juste ! Mots lamentables. D'autres peuvent l'être, justes, aussi bien que toi, que m'importe! Tu as changé d'opinions, changes en encore si bon te semble. Peuh ! Ce n'est pas cela ! (*Silence. Peu après*): Mais... mais n'entends-tu donc pas qu'ils t'appellent là-bas. Chaque coup de fusil de ce soir criait : Haller ! Haller. Lui, le blessé pâle, n'as-tu pas compris qu'il t'appelait aussi ! (*Avec énergie*): Il te faut venir ! Commander aux hommes, terroriser la foule ; seul, tu le peux ! Ne sais-tu pas que ta voix seule peut *provoquer l'émeute ou l'arrêter*, que tu peux seul faire naître l'effroi dans les cœurs, toi si terrible que tu me parais la *terreur* elle-même personnifiée !

(*Dans une sorte d'extase, elle tient ses bras élevés vers le ciel, Haller s'approche d'elle*).

ILKA (*moins exaltée, plus solennelle*). — Tu le vois, c'est le *flambeau* que soutiennent mes mains ; que la lumière ne s'en éteigne jamais. (*Avec douleur*): Oh ! que je souffe! que je souffre ! Viens à moi, je t'aime! Viens à moi, que je puisse haïr les hommes ; viens à moi que je puisse mourir pour toi ; viens à moi... je t'appartiens !

Haller. — Ilka, mon cher amour, oh je ne t'avais pas comprise, ma chérie, ma bien-aimée.

Ilka (*avec une joyeuse expansion*). — Ah, tu veux bien ? Partons donc. Cette nuit même !

Haller. — Partir ! Où aller ?

Ilka. — Chez toi !

Haller. — Chez moi ?

Ilka. — Oui, retourner à ta maison d'autrefois, là où tu restas toujours *le même*. Mais pour Dieu n'apportons point d'or avec nous. Donnons tout ce que nous possédons.

Haller (*sans comprendre*). — Tout donner ; redevenir pauvre. Tout notre argent ?

Ilka. — Oui, Haller. Vite. Hâtons-nous !

Haller. — Oh, moi qui ait tant souffert de la misère !

Ilka (*suppliant*). — Ne me fais pas attendre.

Haller (*suppliant*). — Dis-moi que ce n'est pas vrai, que demain tu penseras autrement.

Ilka (*faiblement*). — Je te vois comme dans un nuage... Ton visage s'éloigne,.. peu à peu de mes yeux.

Haller. — Mais ma bien aimée je ne pense pas ainsi.

Ilka. — C'est ainsi qu'il faut penser.

Haller (*exclamation*). — Du tout! (*Fortement*) Comment peux-tu vouloir que je redevienne un misérable ?

Ilka (*criant*). — Haller !

Haller (*criant aussi*). — Non !

Ilka (*énergiquement*). — Alors tout est fini entre nous, oui entre nous... deux !

(*Elle sort rapidement par la porte du fond près de laquelle elle se tenait*).

Haller. — Ilka ! (*Il marche quelques pas, comme pour la suivre, puis s'arrête, rentre dans la pièce, s'approche de la fenêtre et regarde au dehors, à mi-voix*).

— Et il pleut, il pleut sur elle.

Redevenu maître de lui, il éteint la lumière électrique, puis soudain la rallume ; alors il court au milieu de la scène, et, étreignant sa tête entre ses mains, il sanglote).

Rideau.

ACTE V

Quelques années plus tard. — Dans un cimetière au-dessus de la ville, la partie réservée aux pauvres. — Après-midi d'été. — Le soleil se couche. — Dans le lointain des cris, des hourras nourris.

Haller est assis près d'un tombeau en marbre blanc. — Il paraît âgé et fatigué. — Le fossoyeur arrange le monument.

LE FOSSOYEUR. — J'aurais soin de la tombe de Madame votre mère et grand'merci de votre large offrande pour les pauvres. — Ah ! c'est le baume de la misère !

Il y a déjà longtemps qu'elle est morte, votre mère ?

HALLER. — Oui, des années !

LE FOSSOYEUR. — Nous avons *tous* eu une mère ! *Tous* nous avons dû la perdre — Est-ce là une consolation ? Dieu le sait !

HALLER. — Comme il fait bon et comme on est tranquille ici !

LE FOSSOYEUR. — Tranquille, oui ! Le monument élevé à votre mère fait très bien de ce côté, de l'autre il y en a naturellement d'aussi beaux.

HALLER. — C'est un métier bien tranquille, celui que vous exercez !

LE FOSSOYEUR. — Oui, oui. Tous ceux qui sont ici sont bien tranquilles.

HALLER (*souriant*). — Tranquilles ! Ah ! Il me semble que depuis des années, je ne me suis trouvé en repos comme ce soir. Comme il fait doux et bon ici ! Mais pour vous qui êtes accoutumé à la paix, cela vous paraît sans doute naturel. Peut-être êtes-vous aussi las que nous de votre existence accoutumée ?

LE FOSSOYEUR. — Oui, je suis parfois bien fatigué.

HALLER. — Aujourd'hui je suis las, sans doute, mais délicieusement las !

LE FOSSOYEUR. — Vous travaillez beaucoup ?

HALLER. — Ces dernières années, j'ai fait grande besogne, mais c'est fini maintenant !

LE FOSSOYEUR. — Vous faites tant de bien ! Tout le pays le sait. Mon Dieu ! il y a beaucoup de façons de faire le bien. Tenez là-bas, dans le parc de l'Eldorado, les révolutionnaires discutent, prêchent, crient ; on les entend d'ici ; eux aussi s'imaginent travailler pour le bien du peuple. Peut-être le font-ils à leur manière. Vous avez la vôtre, et moi aussi j'ai la mienne.

HALLER (*plaisantant*). — La vôtre c'est de nous enterrer ? Mais

admirez donc ce superbe coucher de soleil. Il me semble n'avoir jamais vu le soleil se coucher ainsi! Jaune et rouge !

LE FOSSOYEUR. — Oui, oui, j'ai ma manière aussi... Je me promène et cause un peu avec les personnes qui se tiennent auprès des tombeaux. On trouve que je cause un peu trop. Sans doute le trouvez-vous aussi, mais c'est intentionnellement que je le fais. En m'entendant parler, on pense : Ah ! si ce vieil idiot pouvait se taire ! Cela agace, mais cela soulage aussi. Je continue ma conversation. On pense alors : Peut-on ainsi troubler la douleur ! Ferais-je jamais pareille chose ? non, je suis trop bien élevé ! — Et tout cela détourne la pensée, rend le courage, car on s'en estime davantage et tout est relatif en cette existence.

HALLER (*souriant*). — Mais c'est très profond ce que vous venez de dire là.

LE FOSSOYEUR. — Alors j'ai réussi à vous mettre de bonne humeur ?

HALLER. — J'étais déjà d'excellente humeur. Jamais je n'ai passé une heure plus douce qu'en ce cimetière.

LE FOSSOYEUR. — Alors je continue ma promenade. (*Il prend sa bêche*) Vous voyez, c'est ma bêche !

HALLER (*plaisantant*). — Je voudrais qu'elle fût à moi.

LE FOSSOYEUR. — Comment donc ?

HALLER. — Moi aussi je voudrais être fossoyeur. Ne faut-il pas gagner son pain ?

LE FOSSOYEUR. — Achetez-vous une bêche.

HALLER (*riant*). — Je ne suis pas assez riche !

LE FOSSOYEUR. — Pensez-vous donc que je ne connaisse pas votre fortune, M. Haller !

HALLER. — Oui, pas assez riche !

LE FOSSOYEUR. — Un millionnaire que chaque enfant connaît.

HALLER. — Il est joli, le millionnaire !

LE FOSSOYEUR. — Pourquoi vous moquez-vous ?

HALLER (*riant trop fortement*). — Ha ! Ha ! C'est pourtant vrai, je ne suis pas assez riche pour m'offrir une malheureuse bêche !

LE FOSSOYEUR (*riant*). — Mais vous êtes trop gai, maintenant, vous ! (*Il s'apprête à partir*).

HALLER. — Allons, bonsoir fossoyeur ! Merci de votre compagnie. Je reviendrai bientôt. On est si bien ici !

LE FOSSOYEUR. — En conscience, je ne puis vraiment pas vous dire : Au plaisir de vous revoir au cimetière.

HALLER. — Non. Ah ! Ah ! Pourvu que vous le pensiez. (*Le fossoyeur s'en va. — Toujours souriant Haller continue d'arranger le monument et regarde en bas de la scène vers la ville. — Ilka*

arrive, suivie d'un domestique en livrée ; elle est en costume de promenade).

Haller (*Heureux en la voyant*). — Ilka ! Ilka! Toi ici, qu'elle étrange chose?

Ilka. — Monsieur Haller!

Haller (*sans prendre garde au ton réservé de Ilka*). — Oh ! nous revoir aujourd'hui !... Jamais je n'eus l'âme plus heureuse!

Ilka. — Parce que tu me retrouves ?

Haller. — Ilka, il n'y a plus d'or dans ma ceinture!! Oui, j'ai tout donné, tout, jusqu'à mon dernier sou.

Ilka. — Ah! Pourquoi donc ?

Haller (*un peu troublé*). — Pourquoi? Ne te souviens-tu pas?

Ilka (*lentement*). — Que nous étions des êtres à part ? bien au-dessus des vulgaires mortels? que nous n'obéissions qu'à nos propres lois ? Oui, je me le rappelle ! Heureusement, je me suis aperçu à temps que rien de tout cela n'était exact, et j'ai aussitôt arrangé ma vie en conséquence. Je préfère être l'esclave de la société que de vivre hors du monde. Cela est plus convenable (*S'interrompant*). Quel est donc ce tombeau ?

Haller (*hésitant*). — Celui de ma mère.

Ilka (*avec un vague sourire*). — Il est somptueux!

Haller. — Oui, et moi aussi j'ai souri quelque peu, en le payant de ma dernière couronne.

Ilka (*irritée*). — Ta dernière couronne ! Es-tu donc vraiment pauvre !

Haller. — Ilka, lorsque tu m'as dit de donner tout mon bien, je n'ai pas cru devoir le faire. Je craignais de n'obéir qu'à ton désir. Mais maintenant que volontairement j'ai tout donné, je voulais aller vers toi, car tout cela n'en est pas moins ton œuvre.

Ilka. — Comment donc ?

Haller. — Tu pouvais croire que je manquais de courage. Et cette pensée me désolait. Puis je craignais moi-même de ne pas avoir assez d'énergie pour agir ainsi.

Ilka. — Tu as donc beaucoup obtenu de toi-même ?

Haller. — Non !

Ilka (*nettement*). — Tu as eu beaucoup de satisfaction intime ? veux-je dire.

Haller. — Je n'ai pas encore eu le temps de m'en rendre compte...

Ilka (*l'interrompant*). — En allant porter des fleurs au tombeau de mon oncle, je suis passée par ici. Maintenant, adieu! (*Elle se dispose à partir*).

Haller. — Un instant encore, Ilka !

Ilka. — Que me veux-tu ?

Haller. — Je ne sais... Mais je suis si las. J'ai tant travaillé pendant ces dernières années. J'ai tant fait...

Ilka. — Tant fait de bien. Oui, je sais, j'ai beaucoup entendu parler de ta philanthropie.

Haller. — Si j'ai fait la charité n'est-ce pas grâce à toi ?

Ilka. — Grâce à moi, vraiment ! Je ne suis cependant pas très charitable, moi ! Je donne rarement. Je suis membre de quelques œuvres, voilà tout ! (*Elle veut partir*).

Haller (*plus maître de lui, il montre le monument*). — Tu as souri en m'entendant dire que j'avais élevé ce monument à la mémoire de ma mère ; le marbre n'a d'autre but, penses-tu, que de faire oublier les cruautés de ma jeunesse. La pierre que le poète jette dans une grande porte avant de se sauver...

Ilka (*rit froidement*). — Oui, quelque chose d'approchant.

Haller (*la regarde, il frissonne*). — Ah ! Quand je considère tes yeux devenus maintenant si cruels, je suis pris d'effroi. (*Plus calme*). Alors tu crois simplement que je me suis dépouillé de mon bien, parce que je sentais qu'il ne m'appartenait pas. (*Soudain et avec force*). Pourquoi m'as-tu quitté ?

Ilka *rit*.

Haller. — Tu me dois une réponse ?

Ilka. — Je ne te dois absolument rien. (*D'un ton ironique*). Ah ! Tu aurais dû conserver soigneusement ton argent !

Haller. — Et pourquoi ?

Ilka. — Parce qu'il t'est nécessaire maintenant (*Avec mépris*). Oui, maintenant que tu es devenu un pauvre homme aimable et bien élevé, un anneau de la chaîne mondaine, le fils d'une mère morte, un être vulgaire responsable de ses fautes comme tout le monde.

Haller. — Un pauvre homme aimable et bien élevé ?...

Ilka. — Tu n'es que cela maintenant !

Haller. — Et autrefois ?

Ilka. — Autrefois, tu aurais pu devenir un homme fort. Oui, un homme entre mille ! Si tu avais su te libérer de ton or, non pour faire le bonheur des autres, mais parce que cet or t'enchaînait ; non pour le prochain, mais pour toi seul !

Alors dans le bien ou dans le mal tu aurais pu être vraiment grand, à cette tâche seule un homme mérite d'être aidé...

(*Haller la regarde comme pour l'interroger*)

Et je t'aurais aimé.

Haller *tend les mains vers elle*. — Ilka !

Ilka (*froidement*). — Je ne suis pas une femme faite pour consoler.

HALLER (*d'une voix brisée*). — Tu ne m'aimes donc plus ?

ILKA. — Non. Adieu !

HALLER. — Un instant encore, Ilka !

ILKA. — Non, il faut que je rentre, c'est l'heure du thé !

HALLER (*suppliant*). — Laisse-moi prendre ta main, sentir encore la chaleur de ta chair !

ILKA. — Non, je suis gantée pour toujours ! (*Elle arrange ses gants de façon à couvrir le bras*).

(*On entend au loin les cris violents de la réunion populaire*).

HALLER (*égaré*). — Lève tes bras vers le ciel. Haut ! Haut ! Comme autrefois.

Ilka obéit inconsciemment.

HALLER (*avec violence*). — Où est donc le flambeau? Tu ne l'as plus? Et tu t'imagines que moi non plus je ne possède plus la foi. Tu crois que tout est mort en moi de ce que tu aimais, que je suis irrémédiablement perdu, que je ne puis plus agir ?

Viens ! Suis-moi, tu vas voir ! Entends-tu ces cris là-bas ? Ne veux-tu pas venir avec moi... toi qui est si noble et si belle maintenant. (*Il saisit sa main*).

ILKA. — Mais... Il faudrait.

HALLER (*avec force*). — Viens donc ! ! (*Ils sortent la main dans la main.*)

CHANGEMENT DE DÉCOR

La scène représente le parc de l'Eldorado. Une grande place avec des arbres, lanternes, réverbères. Grande réunion populaire. Le président du meeting est debout, sur une voiture, renversée au pied d'une statue.

A droite, tribune improvisée pour les orateurs.

A gauche, un peu plus haut, une délégation de la Chambre des Députés.

UN ORATEUR RÉVOLUTIONNAIRE. — Et voilà pourquoi nous nous refusons à toute conciliation.

(*Acclamations*)

L'ORATEUR. — Les délégués de la Chambre nous exhortent à aimer notre pays. Saluez compagnons, et répondez que dans ce pays nous avons faim. Ils nous invitent à nous montrer reconnaissants à la société actuelle. Dites-leur donc, que dans cette société *nous avons faim.*

Enfin, ils déclarent que nous devons respecter leur idéal. Saluez de nouveau, compagnons, et affirmez que c'est nous qui le possédons, le véritable idéal : celui de la justice pour tous les hommes.

Voilà pourquoi je conclus ! Pas de conciliation possible !

PLUSIEURS VOIX. — A bas la Chambre ! A bas les députés !

L'ORATEUR. — Oui, pas de conciliation, avant que l'honnêteté soit rétablie dans les affaires publiques ; *avant que le ventre n'ait restitué*. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, tout doit s'arrêter.

On m'objectera que la réalisation de ce desideratum est difficile. C'est possible ! Mais rien ne sera fait avant que l'ordre soit établi là-haut ! Ce doit être là notre unique pensée, car cette seule chose est nécessaire, et c'est à nous, *le peuple*, qu'il appartient de trouver une solution.

Voilà pourquoi je conclus : pas de conciliation !

Du sang, ou la justice pour tous !

(*Acclamations unanimes, cris*).

LE PRÉSIDENT. — Est-il bien utile d'employer des termes aussi violents !

L'ORATEUR. — Sur l'invitation des délégués de la Chambre, nous sommes venus ici pour exprimer nettement nos sentiments.

Notre opinion est telle que je viens de l'exprimer. Nous n'en montrerions pas toute l'énergie, si nous usions de vocables plus modérés.

LA FOULE. — Oui, oui, c'est cela !

ILKA (*qui, au commencement de la scène, est arrivée avec Haller*). — Que de monde ! Ces voix font le bruit monotone d'une chute d'eau.

HALLER (*joyeusement*). — Oui, oui, ils sont très nombreux !

UN OUVRIER. — Nous réclamons un jour de jeûne par semaine, pour les prêtres, pour les députés, pour les millionnaires et pour les généraux ; en un mot, pour tous ceux qui barbotent dans l'assiette au beurre.

(*Rires et acclamations*).

UN DÉLÉGUÉ DE LA CHAMBRE. — Je rapporterai fidèlement votre réponse aux députés régulièrement élus par le pays. Et ils sauront y donner la leur conformément aux lois, aux justes lois existantes.

DES CRIS. — A bas la Chambre des députés ! A bas le ventre !

HJORTH. — Pstt !

L'ORATEUR RÉVOLUTIONNAIRE. — Il est préférable que nous la portions nous-même, notre réponse. Mais comme il sera sans doute

difficile de la faire passer par la porte trop étroite pour nous laisser entrer tous, il faudra bien démolir la maison.

(*Cris : Oui, oui ! – Les délégués se préparent à partir*).

UN DÉLÉGUÉ (*avec force*). — Faites place aux représentants du peuple !

L'ORATEUR REVOLUTIONNAIRE (*réclamant l'attention*). — Et nous ! Nous sommes le peuple lui-même qui vous demande comment vont ses propres affaires ! Les députés tremblent. Le gouvernement n'existe pas. La moitié de l'armée nous est acquise. Bientôt le peuple tout entier refusera de payer les impôts qui ne servent qu'à enrichir des voleurs ! Aucune force, aucun homme à nous opposer.

UN DÉLÉGUÉ DE LA CHAMBRE (*froidement*). — Eh bien, et vous ? Avez-vous un homme ? Vous vous avancez sans guide, sans chef. Où est-il donc votre homme ?

L'ORATEUR RÉVOLUTIONNAIRE. — Nous ! nous avons la force et nous avons le droit ! (*Cris : Oui, oui.*)

ILKA (*à Haller qui est très nerveux*). — Tu veux parler ?

HALLER. — Oui, je brûle d'entendre ma voix résonner dans le silence.

ILKA. — Que diras-tu ?

HALLER. — Je ne sais. (*Il lève le bras pour attirer l'attention du président*). Monsieur le Président ! !

DES VOIX. — Qui demande la parole ?

AUTRES VOIX. — Haller ! C'est Haller !

UNE VOIX. — Celui qui nous a trahi.

TOUS (*criant*). — A bas Haller ! Nous ne voulons pas l'entendre ! A bas ! Qu'il aille au diable !

LE DÉLÉGUÉ DE LA CHAMBRE. — Laissez-le parler ! Avez-vous donc peur d'entendre un honnête homme ?

L'ORATEUR RÉVOLUTIONNAIRE (*avec mépris*). — Oui, laissons-le parler. Faisons l'aumône à ce pauvre diable. Il a fait tant de bien. (*Rires, puis silence*).

HALLER (*se dresse et dit avec force*). — Je...

OLE EDVARD (*qui, en entendant Haller demander la parole, s'est placé au pied d'un réverbère*). — A toi ! (*Il vise, et de son revolver tire un coup sur Haller qui tombe ; les ouvriers se courbent sur lui pour l'examiner*).

UNE VOIX. — Il est mort !

LE PRÉSIDENT. — Enlevez ce cadavre.

ILKA (*murmurant*). — Oh ! Ils l'ont tué !

HJORTH (*qui s'est approché du corps*). — Il ne lui servira pas beaucoup son argent !

ILKA. — Son argent. Ne savez-vous donc pas ?... (*Elle s'interrompt, puis méprisante*) Allons-nous en (*Avec égarement*) : Viens, Haller ! (*Elle s'arrête, puis avec une réelle douleur*) Ah ! il ne peut plus venir, il est mort ! ! (*Elle se jette sur le corps*) Haller ! (*Elle se relève, puis avec dignité*) : Place, donc ! (*Des hommes portent le cadavre ; Ilka marche à côté de lui et tient la main de son amant*). OLE EDVARD, *maigre, les yeux brillants, fixe le convoi.*

STORM (*apparaissant subitement sur la scène*). Il n'était pas assez fort pour le porter.

HJORTH. — Pour porter quoi ?

STORM. — Oui ! pour porter tout l'or qui était filé dans la trame.

La réunion continue. On entend comme dans un écho, les paroles de l'orateur : Et voilà pourquoi je conclus que la conciliation n'est pas possible: *tandis que la foule l'applaudit frénétiquement.*

RIDEAU.

GUNNAR HEIBERG.

Traduit du norwégien,
par le vicomte DE COLLEVILLE *et* FRITZ DE ZEPELIN.

(*Fin.*)

La Morale et le Socialisme (1)

En 1848, l'Assemblée nationale française, rejetant une proposition de Proudhon, relative à l'impôt sur le revenu, déclarait que le projet constituait une atteinte odieuse aux principes de la morale publique, « qu'il faisait appel aux plus mauvaises passions ». L'histoire nous montre toujours les privilégiés s'insurgeant, au nom de la morale, contre les hommes généreux qui montrent à l'humanité indécise les voies de la vérité, de la justice et du progrès. Et ce qu'il y a de plus triste, c'est que leurs discours sont écoutés, leurs raisons sont acceptées, tant est incertaine et élastique la morale humaine !

Nous voyons, encore de nos jours, des hommes placés aux points de vue les plus opposés, les factions qui se disputent le pouvoir, les conservateurs et les tribuns, invoquer tous la moralité et la justice : nul ne pourrait dire en quoi consistent la moralité et la justice; mais chacun est persuadé qu'elles sont de son côté. Il est impossible d'ouvrir un journal, de feuilleter un livre, d'assister à une représentation dramatique, de causer avec un citoyen de n'importe quelle classe, sans être frappé des graves discordances qui existent entre les règles qui gouvernent la conduite des hommes.

Notons, d'abord, la contradiction si fréquente qui se produit entre la morale professée et la morale pratiquée. Beaucoup prêchent le devoir du travail et vivent dans l'oisiveté ; prêchent la probité et pratiquent l'art d'écorcher son voisin; prêchent l'amour libre et l'égalité des sexes, mais sont des maris jaloux et des tyrans domestiques. Des moralistes rigides vivent au milieu des vices ; des philanthropes prêtent à usure; des hommes d'ordre violent systématiquement la loi ; des athées recommandent la religion pour les multitudes; on rencontre de ces gens à chaque pas. On sait que les plus *honnêtes* commerçants trompent le public sur les prix, sur la quantité ou sur la qualité des marchandises; que bien des *gentilshommes* d'une délicatesse scrupuleuse dans leurs relations avec des personnes de leur classe, trompent d'un

(1). Extrait du dernier chapitre du livre *Pro et contro il socialismo*, publié à Milan (Trèves, frères, éditeurs). L'auteur a résumé ce livre et la brochure l'*Utopia collettivista*, dans un volume qui va paraître en français sous le titre : *Formes et essence du socialisme*.

cœur léger une fille pauvre et l'abandonnent ensuite, sans avoir souci des misères de l'enfant non plus que de celles de la mère. Il y a des incorruptibles qui corrompent les autres; des patriotes purs qui ne font que mentir dans leurs relations politiques et diplomatiques; des pères sévères qui enseignent à leurs fils la véracité, la chasteté et autres vertus, sans s'astreindre eux-mêmes à en pratiquer aucune. Il y a plus encore; dans le même temps qu'on apprend aux jeunes gens et aux jeunes filles les préceptes d'une morale rigide et austère, on leur fait comprendre aussi qu'il ne faut pas négliger ses intérêts personnels. qu'il faut se créer une position, faire un *bon* mariage, saisir aux cheveux la fortune au moment opportun, alors même qu'on ferait un accroc au code moral.

Il ne s'agit pas ici d'un accident dans l'application de principes reconnus, mais bien d'une *seconde morale*, de la morale de l'intérêt, qui se fait une place à côté de la morale proprement dite ou *morale du devoir*. Cette morale de l'intérêt est plus en honneur qu'on ne pense; elle est peut-être la vraie morale de notre temps, tandis que l'autre est une morale d'apparat ou du moins ne se manifeste que dans de grandes occasions. Non seulement cette morale de l'intérêt est inculquée par les parents aux enfants, suggérée à l'oreille des amis, mais la voix publique proclame *imbécile* l'homme qui subordonne l'intérêt au devoir. Celui qui consacre sa vie à un noble idéal, non seulement voyage de prison en prison, mais encore sert de cible aux railleries des gens comme il faut, qui le traitent d'ambitieux, de mauvais sujet et même d'homme de sang.

Les gens d'aujourd'hui, — qui en cela ne valent pas moins, mais ne valent pas non plus mieux que ceux d'hier, — rampent aux pieds des puissants; insultent les vaincus; imposent le devoir de la vengeance, tout en vantant la vertu du pardon; méprisent le travail manuel; envient l'oisiveté des riches; excusent et parfois louent le séducteur, mais condamnent la fille séduite et font retomber sur les enfants la honte qui devrait (si honte il y a) frapper leurs parents; admirent le criminel, mais réclament la punition exemplaire du crime.

La superficialité, l'incohérence, l'incertitude de nos règles morales sont vraiment merveilleuses. Dans le cercle de la famille, l'homme s'arroge des privilèges et un droit de domination sur la femme. Dans les affaires, usures, contrats léonins, coalitions, fraudes et rapines passent pour des actions licites. Dans la politique intérieure, on ne voit que corruption violente. Dans la politique internationale, les peuples forts et les mieux armés attaquent les faibles (ou du moins ceux qu'ils croient faibles), les dépouillent, les trompent, les corrompent et les exterminent, au nom de la civilisation, soit pour tirer de la guerre des avantages matériels, soit pour satisfaire une lubie de gloire militaire.

Il en est de même entre individus. Tous ont sur les lèvres la maxime évangélique : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît. » Mais le plus grand nombre des hommes réclament la liberté illimitée pour eux et n'en accordent que le moins possible aux autres, sont très jaloux de leurs droits et peu soucieux de ceux d'autrui. Chacun

déclame contre la violence, mais peu se privent de la pratiquer. Il va de soi qu'on ne manque pas de prétextes pour justifier les pires opérations. L'usurier Foucault, dans la *Débâcle*, se vante d'avoir fourni aux soldats prussiens de la viande pourrie, provenant d'animaux morts de maladie, et il croit avoir fait un acte patriotique. Nous avons des arguments pour justifier les plus grandes injustices que nous sommes amenés à commettre : « Je lui fais ce qu'il m'a fait ou ce qu'il me ferait », ou bien : « Si je ne le fais pas, un autre le fera » ; ou bien encore : « Comme homme, je devrais agir autrement, mais comme fonctionnaire public.. » La même personne se conduit de manières très opposées, suivant qu'elle agit comme père de famille, comme homme d'affaires, comme citoyen ou comme membre d'un parti politique, d'une classe, d'un groupe professionnel. La conduite est parfois si contradictoire que nous nous écrions étonnés : « On dirait un autre homme ! » Ce n'est pas l'homme qui change, mais c'est la morale. Il n'y a pas une morale, il y en a plusieurs ; il y en a autant qu'il y a de rangs, de conditions parmi les hommes ; chacun tient comme licite pour soi des choses qu'il réprouve chez les autres.

Tous les hommes professent, à peu près, les mêmes principes généraux de conduite ; mais chacun soumet sa conduite à des principes particuliers souvent opposés aux principes généraux. Le magistrat s'en réfère surtout aux textes de la loi ; le fonctionnaire et le militaire s'en réfèrent purement et simplement aux instructions de leurs chefs ; le politicien au mot d'ordre de son *leader* et aux intérêts du parti. Il arrive que pour obéir à la loi, au supérieur et en général à l'intérêt du groupe auquel ils appartiennent, le magistrat, le militaire, l'employé, le politicien, le commerçant, le professionniste, sont obligés de transiger avec leur propre conscience. Ils disent alors : « Comme homme, je le déplore, mais, comme magistrat, j'exécute la loi » ; ou bien « l'ordre est injuste, mais je dois obéir » ; ou bien « certaines intrigues me répugnent, mais je suis obligé d'y recourir comme homme politique ». Avec l'exercice, cette subordination de la conscience à un intérêt particulier et à une morale toute spéciale devient une habitude et dépasse les limites dans lesquelles la conduite correspond aux nécessités de la division du travail. La lettre de la loi prévaut contre l'esprit, le fonctionnaire se croit personnellement enchaîné par la volonté et les intérêts de ses supérieurs. La soumission des fonctionnaires au gouvernement est compensée par leur toute puissance à l'égard des sujets. Le magistrat, le policier, etc., contractent l'habitude de disposer du bien et de la liberté des citoyens comme de choses leur appartenant. Le magistrat croit voir un criminel dans tout individu qu'on traduit devant lui. Le soldat placé devant une foule de concitoyens se sent amené à tirer comme s'il était devant l'ennemi. Les militaires, comme les magistrats, sont les instruments dociles de toutes les tyrannies ; la seule différence qui existe entre eux, c'est que les premiers ont servi à en fonder quelques-unes.

Les employés sont esclaves du règlement. Celui-ci a été fait en prévision de certains cas déterminés ; dans le cas actuel, son application

peut heurter la logique, le sens commun, la conscience morale de l'individu. Qu'importe ? L'administrateur fera taire la logique, le sens commun, la conscience, pour obéir au règlement. Les prescriptions de pure forme seront exécutées de préférence aux autres. Dans toute l'organisation de l'Etat, la lettre tue l'esprit, la forme étouffe la substance, le bavardage fait taire l'intérêt public. Çà et là un employé résiste à la routine, un homme de bon sens se révolte contre le formalisme bureaucratique ; mais ces tentatives sont facilement réprimées. La pression des organes gouvernementaux triomphe de la résistance des fonctionnaires isolés et des citoyens. Certains actes arbitraires que les gouvernements imposent aux fonctionnaires publics, mettent à une dure épreuve la conscience de ceux-ci ; elle sort rarement intacte de cette épreuve. Grâce à la division du travail, le fonctionnaire se soustrait à la responsabilité de ses actes, rejetant celle-ci sur la loi ou sur ses chefs ; à cela s'ajoute l'intérêt spécial du fonctionnaire, qui ne comprend son existence que dans sa carrière ; la balance penche donc facilement de ce côté. Rares sont ceux qui résistent et qui, placés entre leur conscience et l'obligation de leurs fonctions, optent pour la première. De là résulte un phénomène étrange : consultés l'un après l'autre, les fonctionnaires d'un gouvernement peuvent lui être opposés et cependant collaborer tous à son maintien ; il arrive que chaque fonctionnaire du gouvernement, chaque membre de la société, croyant remplir son devoir, tous concourent cependant à commettre de graves injustices et que tous en subissent. Une lutte continuelle s'établit dans la conscience de tous les hommes. De l'ouvrier, qui souffre plus du sentiment de son oppression que de la faim et de l'excès de fatigue, et qui, à chaque instant, est obligé de choisir entre sa propre dignité, entre ses idées de justice et les exigences de la vie, entre la solidarité qui l'unit à ses camarades et son affection pour sa famille ; jusqu'à l'homme de lettres qui est obligé de vendre sa plume, au juge qui doit appliquer des lois injustes, aux capitalistes, aux policiers, aux chefs du gouvernement, contraints, eux aussi, de faire des choses que leur conscience réprouve ; tous les membres des sociétés contemporaines sont en proie à un indescriptible malaise moral, plus ou moins grand suivant leur degré de sensibilité. Et ceux qui sont inaccessibles aux remords, dit M. Léon Tolstoï, ressentent au moins la peur. Tous agissent contre leurs vrais intérêts et contre les meilleurs sentiments de leur cœur.

Personne n'a aussi bien que M. Tolstoï décrit ce curieux phénomène sociologique. Le propriétaire d'un grand domaine, qui rapporte trois cent mille roubles par an, — raconte l'écrivain russe (1), — voulant augmenter d'une trentaine de mille les revenus, qu'il dépense dans les cercles aristocratiques et les lieux de plaisir de Moscou, Pétersbourg, Nice et Paris, usurpe la propriété d'un bois, dont il avait l'usage en commun avec les paysans de la localité. Les autorités inférieures et supérieures, bien que persuadées du bon droit des paysans, repoussent leurs réclamations ; quand ceux-ci, forts de leurs droits séculaires,

(1) *Le salut est en vous.* Perrin éditeur, Paris.

chassent de la forêt les ouvriers de l'usurpateur, alors intervient le gouvernement. A la requête du propriétaire, des troupes viennent sur les lieux. Alors, de deux choses l'une : ou bien les paysans se soumettent, ou bien ils manifestent quelque velléité de résistance. Dans le second cas, ou même si, à l'arrivée des soldats, les paysans asssemblés ne se dispersent pas à la première sommation, les soldats font feu sur la population désarmée et arrêtent un certain nombre de personnes au hasard ; celles-ci sont parfois condamnées à mort. Dans l'autre cas, lorsque les paysans se soumettent de suite, le commandant fait le tour des maisons du village et fait arrêter, sur les indications du propriétaire, ceux qui sont considérés comme les meneurs, ou bien un homme et une femme par maison, ou les plus respectés, les anciens de l'endroit ; et ensuite, sur la place publique, devant la population terrifiée, il leur fait donner le *knout*.

Il y a là, observe M. Tolstoï, une injustice manifeste, reconnue par tout le monde, même par ceux qui y participent personnellement. Gouverneur, commandant, soldats, aucun des auteurs de ce triste drame (sauf le propriétaire) n'a intérêt à faire du mal aux paysans ; les soldats ont même un intérêt contraire, parce que leurs frères ou leurs parents peuvent subir à leur tour un traitement analogue. On ne peut pas dire que tous ces hommes soient pervers ; car dans leur vie privée ils se montrent humains, quelquefois généreux et sont capables de bonnes actions. Ces individus ne se contentent pas d'accomplir ce qu'on leur impose, ils font du zèle ; leur tenue ne traduit pas la moindre émotion douloureuse. Les soldats, durant leur voyage, sont gais ; le commandant, le gouverneur, les officiers, fument, boivent dans le train, causent de choses insignifiantes et font la cour aux jolies femmes. Comment se fait-il que tous agissent aussi manifestement contre leurs convictions et beaucoup contre leurs intérêts ?

On dit ordinairement qu'ils pensent contribuer au maintien de l'ordre public. Mais d'une part, beaucoup d'entre eux ne se préoccupent pas assez de l'ordre public pour sacrifier leur repos et leurs intérêts à la défense de l'Etat ; et quelques-uns ne laisseront pas échapper l'occasion de s'approprier tout ce qui peut accroître leur bien-être au détriment de l'Etat. D'autre part, comment ne se demandent-ils pas si l'injustice manifeste peut servir à maintenir l'ordre, et si l'ordre fondé sur l'injustice et sur l'oppression du plus grand nombre mérite d'être maintenu ? La vérité, dit M. Tolstoï, est que ces individus ne sentent pas la responsabilité de leur conduite, mais se renvoient cette responsabilité de l'un à l'autre. Grâce à la division des fonctions, qui fractionne et dissimule la responsabilité, ces individus deviennent des personnages de convention, perdant conscience de leur individualité ; ils se croient investis d'une mission qui les rend supérieurs aux autres hommes, qui les affranchit de la morale commune et qui les oblige à réciter les rôles qui leur sont attribués dans la pièce à jouer.

Nous revenons donc à ce que nous disions plus haut, la morale de la société actuelle est incertaine et contradictoire. Les contrastes entre la conduite privée et la conduite publique, entre les sentiments et les

institutions, et entre les différentes morales adoptées par les différents agrégats sociaux, sont choquants au plus haut degré.

Quel sera le remède ? Ici les opinions diffèrent. « Réformez l'homme pour réformer la société », disent les uns ; les autres répondent : « Réformez la société pour réformer l'homme ». Qui a raison ? Sans doute les uns et les autres. La réforme des mœurs est gênée par les lois et par la constitution sociale, et réciproquement. Il faut agir en même temps sur l'homme et sur la société. M. Tolstoï nous a décrit, avec une clarté parfaite, les injustices dont les hommes sont, tour à tour, acteurs et victimes ; mais il n'a pas assez montré la puissance de la coercition qu'exerce sur chacun de nous l'organisation sociale. Il est très vrai que nous agissons, continuellement et à quelque classe que nous appartenions, en opposition avec ce que nous dicte notre conscience ; mais il est vrai aussi que nous ne pourrions, quelle que fût notre bonne volonté, agir autrement. Le capitaliste, le marchand, le politicien qui seraient tourmentés par trop de scrupules de conscience, non seulement encourraient la réprobation de leurs classes, mais encore serviraient mal leurs intérêts ; ils seraient obligés de se retirer et de laisser la place à d'autres.

Théoriquement, un propriétaire peut renoncer à ses fermages et se réduire à la misère ; le soldat peut refuser le service et se faire condamner comme déserteur ; l'ouvrier peut se révolter contre le patron et quitter l'usine. Mais les contradictions ne cessent point pour cela, car le système qui les produit ne cesse pas. Jamais on ne manquera de propriétaires, de soldats, d'ouvriers, non plus que d'espions, de policiers, de souteneurs et de prostituées dans la société actuelle. La solution du problème social ne peut résulter exclusivement d'un changement spontané, intime, dans la conscience et la conduite de l'individu. Le changement des sentiments et de la moralité individuelle est nécessaire, mais il doit être accompagné d'un changement correspondant dans la constitution sociale.

M. Tolstoï recommande de ne pas faire ce qu'on trouve mauvais, de ne pas agir comme la société actuelle qui trouve insensés ses propres actes. Ces paroles sont admirables, d'autant plus qu'elles sont en accord avec la vie de l'auteur. Peut-être son exemple, plus encore que sa doctrine, a permis à M. Tolstoï de trouver des disciples et des imitateurs, surtout dans son propre pays ; là se comptent par milliers les hommes qui ont renoncé aux privilèges de la naissance et de la richesse, aux profits matériels que peuvent procurer l'intelligence et l'instruction, et qui sont allés au milieu du peuple vivre de sa vie, pour soigner ses plaies physiques et morales.

Mais après avoir rendu hommage à l'élévation de la doctrine et reconnu sa force impulsive, il nous faut déclarer que cette doctrine n'est pas capable de changer l'état de choses actuel, à moins que tous ne se mettent à la suivre, et c'est une hypothèse invraisemblable. M. Rod fait observer même que les plus fervents admirateurs de M. Tolstoï en Occident n'ont pas changé leur manière de vivre.

Faut-il conclure, avec M. Rod, que les principes de M. Tolstoï sont

vrais, mais sont trop élevés, qu'il faut les diluer, les adoucir, les atténuer, pour les rendre assimilables, en petites parties seulement, à l'humanité contemporaine? Faut-il croire que des principes vrais théoriquement modifieront seulement d'une manière très faible, dans la pratique, notre moralité? Une telle manière de concevoir la morale comme une chose absolue, qui existe pour soi-même dans un monde supérieur, sinon étranger à la vie, — le dualisme que l'on arrive à admettre entre la morale professée et la morale pratiquée, entre l'idéal et le réel en morale, — est une des erreurs invétérées de l'esprit humain. Nous devons nous débarrasser de cette illusion. Aucune vérité réellement vraie n'est inapplicable; une vérité qui ne peut se mettre en pratique, en tout ou en partie, n'est pas complétement vraie et contient une part d'erreur.

Dans le cas actuel, l'erreur consiste à croire que les mœurs, les sentiments, se modifient par eux-mêmes, et qu'une fois modifiés, ils modifient les institutions. L'erreur contraire consiste à croire que les changements apportés aux institutions, aux structures sociales, créent nécessairement dans l'homme de nouveaux sentiments, de nouvelles mœurs. Ce sont là deux vérités partielles qui se complètent et se corrigent réciproquement. La réforme ne doit avoir pour objet ni exclusivement les sentiments, ni exclusivement les conditions de vie et les relations sociales; elle doit embrasser la conscience et la vie, les lois et les mœurs, l'individu et la société.

Le changement doit porter sur la forme et sur le fond. Sans un changement dans les principes et dans les sentiments, aucun changement dans les institutions ne serait efficace. A quoi servirait d'avoir changé l'étiquette du système économique, l'enseigne extérieure des usines, des boutiques, des propriétés, d'avoir écrit *Association des travailleurs*, ou *Coopérative communale*, là où était écrit *Propriété d'un tel* ou *Société anonyme*, s'il y avait toujours des ouvriers cherchant volontairement un patron pour organiser leur travail, pour leur assurer un salaire, pour prendre à sa charge les risques de l'entreprise et s'en réserver les gains? A quoi servirait d'avoir proclamé le principe « à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses forces », si quelques hommes prétendaient avoir des besoins supérieurs à ceux des autres, sans éprouver le besoin et sans avoir la volonté de travailler comme les autres; en d'autres termes s'il leur plaisait de vivre au dépens des autres? Ou encore, si entre association et association, entre commune et commune, il surgissait des rivalités et des luttes, sinon sanglantes, du moins économiques, et si l'un cherchait à profiter du besoin, du malheur ou de l'ignorance de l'autre et à améliorer sa position au détriment d'autrui? Si les hommes continuaient à être moralement ce qu'ils sont aujourd'hui, les inégalités des conditions reparaîtraient bientôt dans la société, et, avec elles, « la force qui se fait nommer droit », inséparable compagne et fidèle servante du monopole.

Réciproquement, on ne peut obtenir le relèvement moral de l'homme tant que dure la lutte brutale pour l'existence entre les hommes; de plus aucun principe ne peut opérer sans revêtir des formes concrètes;

et les principes essentiels du socialisme n'échappent point à cette règle. L'abolition des monopoles et du salariat, la solidarité et l'appui mutuel, ne doivent pas seulement être proclamés, il faut aussi les actualiser dans des institutions vivantes.

La morale peut et doit donner les principes fondamentaux du nouvel organisme social; mais les organismes pratiques de la société future dépendent de l'économie, de la politique, du droit, de la sociologie. Ces sciences, bien entendu, doivent puiser dans la morale leurs principes directeurs : récemment on a cherché à les en rendre indépendantes, on sait avec quel succès? L'économie, non contente de séparer les phénomènes économiques et moraux pour la facilité de l'observation, avait éliminé réellement l'élément moral dans l'appréciation des faits économiques ; mais elle a été obligée depuis de refaire ses théories. De même, on a voulu soumettre les phenomènes politiques à des formules arithmétiques, comme si les hommes étaient des nombres et si la société était la somme de ces nombres ; le calcul n'était pas d'accord avec l'expérience ; la souveraineté populaire restait un mythe ; le gouvernement de la majorité se transformait en tyrannie d'une minorité ; la division des pouvoirs se transformait en une coalition dirigée contre les gouvernés ; la loi en arbitraire et la justice en violence. Le droit aussi proclama qu'il était indépendant de la morale ; le droit de propriété, l'obligation des contrats, l'égalité légale étaient transformés, de même que les notions de crime, en concepts juridiques abstraits. Alors furent consacrées, consommées, au nom du droit, les plus grandes injustices. De même, la nouvelle école du droit pénal peut imputer son insuccès relatif à l'absence d'une bonne théorie morale. Comment peut-on comparer le criminel avec l'homme honnête ou normal, sans avoir une prénotion de la moralité ou de la normalité de la conduite, et surtout en soutenant (avec M. Ferri) que la responsabilité morale diffère totalement de la responsabilité sociale ou en niant en fait la première ? Nous sommes arrivés à rejeter tellement l'idée de responsabilité qu'il nous semble tout naturel d'assimiler le héros, le malfaiteur, le fou et le dégénéré ; et qui s'entend traiter par un écrivain, de dégénéré et de fou, ne sait s'il doit se fâcher ou remercier.

Nous revenons donc, encore une fois, à ce que nous avons déjà dit, c'est-à-dire à l'incertitude de nos règles morales et à la nécessité de développer, non seulement de nouveaux sentiments, mais aussi de nouveaux principes de conduite, qui puissent éclairer la marche de la science et la vie. Entre les moralistes de profession règne aussi la discorde. L'un déclare que la lutte pour l'existence est la loi suprême de l'univers et par suite de la société ; un autre soutient que la violence est un mal, alors même qu'elle est employée à repousser la violence et à défendre son existence. Celui-ci dit que tout est licite : « Faites ce que vous voudrez ». Celui-là nie la volonté et la responsabilité de l'individu, fait de l'homme un automate, dominé par des forces irrésistibles, qui gouvernent, avec une égale précision et une égale rigueur, le monde physique et le monde moral. Et chose plus étrange encore, les mêmes personnes professent des doctrines opposées, sans s'apercevoir des

contradictions. M. Tolstoï, qui veut cependant défendre la liberté individuelle, dit : « Le cheval attelé avec d'autres chevaux à une voiture n'est pas libre de ne pas marcher devant la voiture.S'il ne marche pas, la voiture le poussera et il sera bien forcé de marcher. Mais, bien que sa liberté soit ainsi limitée, il est libre de choisir entre tirer et être poussé. Il en est de même pour l'homme ».

Ainsi les hommes — et même tous les hommes unis ensemble,— n'exercent pas la moindre action sur le monde extérieur; ne peuvent ni modifier le milieu dans lequel ils se trouvent,ni établir une forme de coopération capable de faire tourner à leur commun avantage ces forces naturelles, qui souvent les gènent ; ou du moins ce pouvoir humain, qui est cependant aussi une force naturelle,est passé sous silence ! La liberté de l'homme est limitée à vouloir ou ne pas vouloir traîner la voiture à laquelle il est attelé. Si c'est là ce que pense, ou du moins ce que dit,un homme tel que M. Tolstoï, dont les idées morales sont si élevées, que ne diront pas les autres ? que ne diront pas les partisans de « la conception matérialiste de l'histoire ? » ou ceux qui suivent,exagèrent et travestissent les doctrines darwinienne, spencérienne et marxiste ? Déjà quelques-uns se sont emparés de la négation du libre-arbitre pour demander l'extermination des délinquants, des fous, des malades. D'autres appliquent cette théorie aux délits politiques et la traduisent ainsi : « Si vous êtes honnête, vous êtes d'autant plus dangereux et vous devez être supprimé ». Ces moralistes paradoxaux, — qui du reste n'ont rien inventé, car leur théorie n'a été que trop celle de tous les tyrans, — invoquent le principe de la lutte pour l'existence, pour justifier et encourager les résistances insensées que les classes dirigeantes opposent au socialisme et à la systématisation des rapports sociaux. D'autres ont dit : « Si tous les hommes, bons et mauvais,ceux qui commandent, ceux qui exécutent et ceux qui se soumettent, sont irresponsables, autant vaut frapper l'un que l'autre. Dieu choisira les siens ! »

Quand on a nié la liberté, nié le devoir, nié la responsabilité morale, proclamé l'existence de lois économiques et historiques fatales et immuables, les notions de bien ou de mal, de licite ou d'illicite, deviennent singulièrement confuses. « Pourquoi ne pas voler, ont dit quelques-uns ? Pourquoi garder la parole donnée ? Pourquoi ne pas vivre des profits de la prostitution ? Pourquoi ne pas faire le mouchard ? » — Et pendant que ces doutes tourmentent les esprits incultes, mais sincères, des travailleurs, les classes dirigeantes, corrompues et affaiblies par le pressentiment de leur ruine prochaine, invoquent le secours de la religion : elles n'ont plus la foi, mais elles voudraient que les multitudes continuassent à croire.

Vain espoir ! Le christianisme se meurt, frappé non point par la science, mais par la morale nouvelle. Le socialisme est son véritable ennemi, bien plus que l'athéisme. Contre la science, l'Eglise peut encore se défendre ; mais elle ne peut se défendre contre la conscience que les multitudes sont en train d'acquérir de leurs droits et de leurs destinées sur la terre. L'Eglise chrétienne en général, celle de Rome en particulier, ne peut revivre ; car. si ses dogmes répugnent à la raison, sa morale répugne à la conscience de l'homme moderne. Ses com-

plaisances pour les maîtres, ses tergiversations, ses hypocrisies et ses contradictions sont plus révoltantes que la croyance à l'Homme-Dieu, à la Vierge-Mère, aux sept jours de la création et à la fabrication de la première femme avec une côte enlevée à Adam endormi.

Le christianisme d'aujourd'hui ne ressemble guère au christianisme primitif, qui proscrivait la propriété individuelle, qui ordonnait d'éviter toute participation, à la guerre, qui défendait de prononcer des condamnations, de rechercher les dignités et même de recourir aux tribunaux. On ne saurait donc, en parlant du christianisme contemporain, dire avec Balzac qu'il est « un système de répression de tous les instincts mauvais », ni avec M. de Molinari qu'il est « l'assureur de la justice ».

La morale chrétienne postérieure qui proclamait le droit des « supérieurs » dans les rapports publics et privés, — qui enseignait la résignation aux opprimés, et les invitait à confier leurs espérances à une justice posthume et toute inspirée de l'esprit de vengeance (1) ; — cette morale en vertu de laquelle, comme dit Giusti : « le vieux à ses derniers jours paie aux moines la dette de ses péchés, laisse ses enfants pauvres et met pieusement ses rentes entre les mains de Dieu » ; — cette morale qui avait fini par engendrer l'idée que l'on pouvait commettre toute scélératesse sauf à laver la faute avec une bonne confession, avec des messes pour les âmes du purgatoire ou même avec un simple repentir au moment de la mort; cette morale est celle dont la perte est pleurée à chaudes larmes par des philosophes *positivistes* !

Et cependant on devrait comprendre qu'il est inutile de vouloir galvaniser un cadavre et qu'il faut constituer l'éthique sur des bases indépendantes et positives.

L'éthique a été, non seulement négligée, mais encore presque méprisée dans ces dernières années. D'un côté, elle a souffert d'avoir été trop fortement soudée à la religion, d'un autre côté, elle paraissait réfractaire à la méthode positive, — beaucoup de faits intimes de la conscience échappant à l'analogie la plus soigneuse et tous ayant pour caractère essentiel de ne pouvoir fournir des nombres, des séries statistiques, de ne pouvoir être exprimés par des diagrammes. La récente négation du libre arbitre paraissait conduire même à la négation de l'éthique ; et celle-ci paraissait inutile depuis la vogue du fatalisme économique et historique. Il en est résulté que la vieille morale est morte sans qu'une autre soit venue au jour. Nous avons perdu notre croyance dans la morale absolue et immuable, dans les principes éternels, dans les distinctions de la vertu et des péchés suivant la nature et contre la nature, dans l'impératif catégorique ; et nous tous, — sans distinction de parti, de classe ou d'école, — nous tâtonnons dans le vide, nous hésitons entre le vice et la vertu, entre le crime et l'héroïsme, nous appuyant sur des traditions et des usages à moitié morts et seulement soutenus, au milieu de la misère actuelle, par la vague intuition d'une morale qui va naître

S. MERLINO.

(1) Lire dans la *Cité de Dieu*, ce que Saint Augustin dit du paradis, dans lequel les justes éprouvent la joie suprême de voir leurs ennemis brûler et se désespérer dans le feu éternel (Cité par Nietzsche dans la *Phénoménologie de l'éthique*).



LE CHANT D'ATTENTE (1)

Cachons l'épée parmi les fleurs,
Comme les fils héroïques d'Athènes
Qui surent briser les fers
Que le tyran forgea pour leur patrie :
A la mort ils volèrent joyeux,
Le front ceint de guirlandes,
Ils eurent le mépris de la vie
Et le tyran tomba à leurs pieds.

Cachons l'épée parmi les fleurs,
Et, patients, attendons l'aurore,
Où nous entendrons le clairon
De nouveau donner le signal de la lutte;
Où, élevant sa voix sublime,
La liberté enflammera nos cœurs;
Où la patrie douloureuse nous appellera
Pour que nous volions la sauver.

Cachons l'épée parmi les fleurs :
Oui, l'heure désirée viendra,
L'heure attendue dans la douleur et dans la honte,
Où, nue, elle brillera de nouveau.
Alors saisissons la glaive :
Que le myrte qui ceignait le front tombe
Et d'un fer rouge marquons
Celui qui se refusera à servir la patrie.

Cachons l'épée parmi les fleurs,
Et jurons par la hautaine mémoire
Des héros, honneur et gloire de Cuba,
Radieux fanal des hommes libres,
De donner notre vie pour la mère commune,
De ferrailler sans repos de l'épée
Et de briser son joug honteux
En conquérant un renom immortel

FRANCISCO SELLEN.

(*Traduit de l'espagnol par* A. SAVINE.)

(1) Un des poètes les plus goûtés de la jeunesse cubaine, Francisco Sellen, a publié à New-York en 1890, alors que Jose Marti commençait sa campagne de prosélytisme pour l'indépendance de Cuba, un recueil de *Poesias* dans lequel nous glanons ces vers révolutionnaires. L'œuvre principale de Francisco Sellen, qui a momentanément renoncé à la poésie pour prendre part à l'insurrection, est un poème dramatique *Hatuey* consacré à la mémoire du dernier cacique indien de Yumuri, massacré à Matanzas par les Espagnols, au XVIe siècle.

Lâchetés intellectuelles

A PROPOS DU CAS HUYSMANS

Ceux qui se trouvent blasés sur le charme des historiettes et que les petits jeux de phrases et les harmonies des mots ne suffisent pas à séduire; ceux qui veulent, derrière les pages du livre nouveau, trouver un homme, ont rarement la joie de rencontrer une personnalité pareille à celle de J. K. Huysmans.

Parmi les miniaturistes et petits chanteurs de romances qui, dans la littérature présente, enluminent quelques culs-de-lampe du vieux poème écrit par les prédécesseurs, où rythment trois mesures de variation sur un très vieux thème, il apparaît comme l'historien véridique de quelques crises d'âme de ce temps. A ce moment du siècle où l'on est très veule, il présente un caractère et chacun de ses livres nous donne quelques lueurs sur les mouvements moraux qui agitent toute une génération à laquelle de concert avec quelques autres, il impose sa marque.

Cette *Cathédrale*, qu'il vient de publier et où devait nécessairement aboutir le navrement de des Esseintes et les ardeurs du Durtal de *Là Bas* et de *En route*, est certes un de ces livres qui remuent profondément les cœurs. Il ose donner une solution assurément sincère à de passionnants problèmes, cependant il le faut haïr. Il doit nous être particulièrement douloureux, parce qu'il manifeste chez un homme que nous avions de l'orgueil à compter parmi nos pères un recul apeuré, enfin évident, vers la vieille chanson décevante qui, depuis tant de siècles, servit de berceau à nos lâchetés et d'ornements à des lois douloureuses, à de serviles mensonges, parce qu'il est le manuel le plus admirable de cette couardise qui s'étiquette néo-catholicisme et sous le patronage de la mystique, agenouille l'effort intellectuel de ce temps devant la tyrannie du Saint-Père.

Pour nous qu'agite l'unique désir de vivre en homme libre, voici une chagrinante constatation qu'il nous faut faire; il y a depuis ces dernières années, parmi la jeunesse pensante, une tendance déplorable à revenir vers les vieux autels, et au fond tout ce néo-mysticisme chré-

tien n'est en somme que la manifestation la plus courageuse de la veulerie qui semble s'emparer de nous.

Depuis que nous sommes las des vieux contrats et des vieilles règles, depuis que très platoniquement, nous nous demandons chaque matin, si l'heure enfin n'est pas venue, nous avons eu le temps de laisser développer dans nos cœurs, le germe fatal de la résignation. En vérité peut-on s'étonner que quelques-uns, lassés d'attendre, séduits par les paisibles tendresses qui bercent les âmes sous les voutes des cloîtres, en soient venus à fredonner, tout bas d'abord, le vieil hymne chrétien! Puis leur voix s'est enflée et l'humble prière est devenue l'éclatante chanson du Te Deum ou du Dies Iræ. Néo-catholiques, ils seront demain catholiques, tout simplement.

C'est de ceux-là que Huysmans s'est fait le prophète. Et nulle conversion ne peut être plus glorieuse pour l'Église, car certes, il fut un magnifique négateur, un grand destructeur d'illusions et de mensonges, poète exaspéré et nostalgique qui donna la formule à nos tristesses, à ces désenchantements qui sont aussi féconds pour les forts, qu'ils sont dangereux pour les débiles et les malades. Le grand malheur c'est que s'il n'est pas nullement préoccupé de pédagogie, mais seulement de l'expression d'art, il n'en est pas moins un de ces maîtres qui traînent derrière eux toute une jeunesse et son acte d'humilité agenouille, sous la voûte sacrée, bien des disciples qui, l'ayant suivi dans sa destruction exaspérée, veulent aussi l'accompagner vers l'espoir, l'illusoire espoir dont cet affamé de bonheur et de justice et de bonté veut bercer ses jours derniers.

Mais c'est surtout comme manifestation que le cas Huysmans est inquiétant. Si puissant que soit un artiste sur des âmes, il n'en demeure pas moins le porte-parole inconscient de certains groupes humains, et dans le cas présent, Huysmans semble n'avoir fait que donner la formule des agitations et des désirs d'une importante fraction de la jeunesse intellectuelle.

Après les grands jours de colère, les déclamations paroxisées et le bouillonnement de la révolte une accalmie est tombée sur les cœurs. Les tâteurs de pouls de la Société s'en vont depuis longtemps répétant, les uns navrés, les autres vaguement heureux : « L'heure est venue; vous vous réveillerez demain au fracas de la fusillade, la jeunesse s'agite, le peuple renie ses dieux, la vieille morale se meurt, de vastes crevasses ébranlent les murs de l'antique édifice, prenez garde à demain ».

N'ayez crainte, gens d'ordre et de finance, qui, les soirs tragiques voyez passer pas vos hôtels, le fantôme rouge, il y a vingt ans qu'elle est mourante la société et je commence à croire qu'elle aura encore de beaux jours.

Quand M. Thiers, le sanglant parlementaire, faisait tomber les derniers communards sous les balles de Versailles, on disait : « C'est partie remise; nous verrons demain. Demain viendra. » Demain n'est pas encore venu et tant qu'il y aura de la jeunesse pour remplir les cha-

pelles du catholicisme, demain, le clair demain que nous avons rêvé, ne pourra venir.

Certes, il y en eût parmi ceux qui pensent qui n'abandonnèrent jamais le jardin des prières et continuèrent aux heures de tristesse à réciter les oraisons de leur enfance ; on ne peut s'étonner de voir Rodenbach, le poète des béguinages, signaler avec joie à propos de cette *Cathédrale* et dans le *Figaro*, l'acte d'humilité qui ramène les hommes vers la vieille croyance ; mais que d'autres qui, ayant voulu vivre en hommes libres, reviennent à présent reprendre de plein gré leur servage moral ; c'est ce qui nous doit affliger.

On ne peut en concevoir pourtant un profond étonnement ; il faut un cœur durement trempé pour vivre vraiment en homme libre et parmi les négations. Or nos maîtres, qui nous ont appris à détruire, ne nous ont pas encore offert l'axiome qui sera demain notre règle et notre foi. Nous avions de commodes certitudes, de parfaits critères acceptés par tous, une table des valeurs sanctionnée par des siècles d'usage ; ils nous l'ont enlevée et nous les en devons bénir, mais peut-être ne nous ont-ils pas suffisamment prévenus que le sentier, qu'ils suivaient, était douloureux.

On s'est trop empressé de crier que le travail de destruction était terminé, il faut encore de la vaillance pour stationner dans l'atmosphère glacée des pensées négatives que nous ont dictées ces austères démolisseurs d'Outre-Rhin. Quelques-uns ont été transis, leur cœur s'est glacé sous le souffle du néant et c'est alors que le chant berceur de la mystique a saisi leur âme (il est si doux de se reposer dans la bonté du Seigneur) ; le prestige de l'art chrétien aidant, ils sont revenus murmurer la bonne chanson à l'ombre amie des églises. Sachons les comprendre et les combattre.

Cependant la jeunesse d'à présent devrait être avertie que cette réaction catholique ne pourra mettre un terme à ses inquiétudes. Voici plus de 1.800 ans que les sociétés humaines souffrent de cette morale menteuse et servile qui nous maintient le cœur parmi les platitudes d'une résignation lâche ; et ceux qui veulent vivre suivant la logique de leur être, vivre comme leur instinct leur commande de vivre, ne pouvaient que se féliciter de l'œuvre inconsciente de ceux qui s'intitulent libres-penseurs et se recommandent de Voltaire.

Je sais bien que ces pauvres gens n'ont eu garde d'aborder la grande tâche et se sont contentés très médiocrement de toucher de leurs mains grossières à la gracieuse légende du Dieu de Nazareth, qu'ils n'ont attaqué que le dogme et que les longs siècles d'hérédité chrétienne continuent à peser sur leur tête. Mais ils ont néanmoins travaillé, car le mensonge de leur règle humanitaire et la poltronnerie d'un athéisme qui admet le code du Christ sont bien insuffisants à remplacer le bel édifice de la religion catholique ; ils ont semé l'immoralité et tout doucement l'immoralité mènera à l'immoralisme, l'attitude expectative que nous devons prendre.

Qu'importe quelques désordres, assurément regrettables, pourvu que l'heure de l'affranchissement approche et que nous puissions espérer de voir supprimer un jour le budget de la gendarmerie.

En réalité nous n'avons à ce sujet pas trop nous à plaindre, car dans le monde moral ce désarroi que je crois fécond règne douloureusement.

L'empire de vanité de la raison raisonnante nous a fait ce malaise moral qui nous poigne l'âme et qui, s'il jette les plus faibles vers les voies fleuries où marche Huysmans, prépare les plus forts au dur sentier que nous indiquèrent les cœurs hardis qui n'ont point reculé devant le labeur écrasant de toute une morale à refaire.

L'inquiétude et la lassitude d'une jeunesse mal renseignée sur ses aspirations, la déconsidération de la loi, le scepticisme utilitaire de ceux qui ont pour rôle de la garder et qui, n'y croyant plus l'affirment encore par lâcheté ou cupidité, la souffrance inquiète de toutes les classes, l'ennui qui ronge les privilégiés, la misère et la haine qui remuent les pauvres, enfin l'éclosion d'une philosophie qui dit non à la vie et à l'instinct, le règne d'un pessimisme stérile qui, sans doute, nous séduisit un temps par la beauté de sa culture tragique, mais qu'aujourd'hui nous devons repousser avec vaillance ; autant de manifestations de ce désordre que nous devons mettre notre gloire à poursuivre jusqu'au bout.

Ces germes morbides sont demeurés cachés dans la société européenne depuis le jour où les esclaves chrétiens imposèrent leur morale servile par la puissance de leur nombre toujours croissant. Ils se sont développés et portent leurs fruits.

Cette morale de mort, la morale chrétienne, se peut tolérer quand l'humanité accepte le dogme dicté par le pape de Rome, si pour elle « l'impuissance qui ne peut réagir est bonté ; la bassesse appeurée, humilité ; la soumission à ceux qu'on hait, obéissance ; la passivité des faibles, la lâcheté, patience » ; si elle croit de bonne foi qu'il n'est rien de plus raisonnable que de placer son espoir de vivre dans la mort, si elle est convaincue qu'il n'y a rien de plus bas comme l'instinct libre et l'éclosion de l'individualité puissante, si l'obéissance à la loi lui paraît la vertu suprême, si elle consent à ne point raisonner cette loi mais à l'accepter respectueusement telle que ses ancêtres la lui dictèrent ; elle se pourra contenter de ce beau régime. Mais il faudra alors que nulle discordance ne vienne troubler l'ordre admirable établi par les prêtres ; il faudra que nulle défaillance, nul doute ne viennent secouer les âmes.

Durant de longs siècles il en fut ainsi. La table des valeurs établie par les gens des catacombes parut admirable à tout le peuple ; il se contenta de cette longue agonie dans l'espoir de vivre enfin après la mort ; les pauvres se résignèrent à recevoir les coups des maîtres brutaux dans l'agréable perspective de les voir brûler un jour dans les feux de l'Enfer. Et l'existence ainsi fut supportable, une solide paix morale régna par le monde. Et quand la douleur devenait trop forte, on allait se consoler dans les églises au son du plein chant, la vieille chanson, la vieille et douce chanson.

Mais l'antique esprit d'affranchissement et de révolte ne faisait que dormir au fond du cœur des hommes ; quelques-uns prirent conscience d'eux-mêmes et de leurs pensées. Et voici que l'on se mit à douter du

dogme. Le vieux Satan se réveilla, l'esprit de négation se répandit par le monde, on déserta les églises, on oublia le nom du Christ et l'on chercha des dieux nouveaux. Alors il se trouva que la morale des esclaves ne fut plus en harmonie avec la croyance des hommes, car maintenant ils se crurent des hommes. Cependant ils n'osèrent pas la nier, ils conservèrent le critérium établi ; ils eurent peur de se demander si le mal n'est peut-être pas préférable au bien, si la vérité est toujours supérieure à l'erreur ; si tous ces mots qui servent à gouverner notre vie ne peuvent peut-être pas être remplacés par d'autres plus utiles, plus bienfaisants. Les plus hardis s'arrêtèrent d'abord à la pitié et Schopenhaner aussi, dans son œuvre négative, fut consoler son cœur auprès de cette suprême tentatrice qui pensa séduire Zarathustra. C'étaient peut-être les résonnaucces de la vieille chanson qui trouvaient de l'écho dans son cœur.

Il fallait l'intrépidité passionnée d'un Nietzsche pour nettoyer l'âme de l'immoraliste de toutes les scories qu'y ont déposé le passé chrétien, pour lui faire connaître la nécessité d'un principe moral tout à fait nouveau, pour oser dire oui à l'instinct.

Et cependant n'est-il pas certain que ceux qui, ne croyant plus au dogme, admettent encore la morale artificielle qu'il impose, font un marché de dupe ? Que le catholique combatte « ses instincts mauvais », c'est-à-dire tous ceux qui rendent la vie belle et luxuriante, et la font digne d'être vécue, c'est fort naturel, mais que l'incroyant fasse de même, que le penseur indépendant soit gouverné par ces hérédités chrétiennes, que redevenu maître de lui-même, il ajoute encore foi à une règle dictée par les autres, que le pessimisme chrétien le gouverne, qu'il admire ses vertus illusoires, c'est une de ces anomalies qui ne sont explicables que par la peur de l'inconnu et la survivance en nos cœurs des cœurs ancestraux.

Mais quelles que soient les lâchetés présentes, l'édifice est ébranlé ; la race de ceux qui ne croient plus dans le dogme s'étant perpétuée pendant près d'un siècle, les générations actuelles commencent à ne plus admettre la vieille hiérarchie des vérités. Les adolescents se sont mis à demander la raison de leurs actes et le pourquoi de leur conduite à l'égard d'eux-mêmes et à l'égard des autres, et quelques-uns ont aperçu ces derniers temps les principes d'une régénération singulière.

Ils se sont livrés à un travail douloureux et passionné. D'abord ils ont cherché à dépouiller leur cœur de tous les débris qu'y avaient déposés les aïeux, les prêtres et les éducateurs. Dans l'obscur jardin de leur âme, embroussaillé et bondé de plantes étrangères transplantées par des mains maladroites, ils ont cherché les fleurs génuines. Les ayant trouvées, ils les ont voulu cultiver avec ardeur ; mais ils étaient inexpérimentés ; et, pauvres jardiniers, ils ont senti le besoin d'un maître ; ils l'ont appelé de toute leur force et tout leur cœur. Ils l'ont cherché parmi les floraisons confuses de la littérature contemporaine, aussi bien que dans les légendes intellectuelles de l'humanité ; ils ne l'ont point découvert.

Les documents ne manquent pas pour pronostiquer un tel état d'âme.

Les appels à l'énergie que lancent quelques-uns des derniers venus de la littérature contemporaine, l'enquête de *L'Effort* qui, dégagée du snobisme inévitable à de telles manifestations, présente un sens précieux et jusqu'à l'éclosion de ce naturisme, qui apparaît au travers des déclarations ambiguës et des phrases vides de ses défenseurs comme un appel « au dieu qui sait danser », n'ont point d'autre signification. Ce sont les tentatives vers le vrai chemin que poursuivent ces cœurs inquiets. Encore que la plupart d'entre eux ne soient que de pauvres gens préoccupés avant tout de petits jeux littéraires et de gloires monéables, ils travaillent à la morale nouvelle et continuent noblement l'émeute contre l'esprit chrétien. Pourquoi faut-il que, parmi ces révoltés, ils s'en trouvent tout à coup de si nombreux qui ne peuvent se résigner à cet « en attendant » douloureux !

Ah ! nier, nier toujours, courir vainement après l'affirmation souveraine ! Ils s'impatientent de cette destruction continue qu'on leur donne comme rôle ; le désespoir les emporte. Alors, un soir de sécheresse, angoissés par le besoin d'un appui, d'un maître, d'un dieu, ils retournent dans l'atmosphère benoîte et tendre des temples de l'ancien Christ; ils font appel à la mère Marie et la vieille chanson recommence de chanter dans leur cœur. Elle était douce après les durs combats ; les cœurs humiliés qui, dans les temples, se consolèrent par le moyen de ces strophes harmonieuses, l'ont ornée de mille légendes ; les artistes pieux ont fait à cette vierge secourable et trompeuse la plus merveilleuse couronne d'émotion et de joyaux que puisse imaginer l'esthétique humaine ; les mystiques l'ont agrandie de tous les élans d'amour qu'ils surent extraire de leur cœur ; et la tendresse des foules agenouillées, les prières des humbles moniales, vêtues de bure, les cris passionnés d'une Sainte-Thérèse et les hymnes qui s'élèvent chaque jour des innombrables carmels répandus par le monde ont augmenté la vieille foi de tant de touchante beauté que nul esprit noble n'y peut rester tout à fait insensible. Ils trouvèrent dans l'amour divin de quoi attirer puissamment la flamme du cœur humain et l'obéissance à la loi leur fut un thème de mélancolie splendide et de tendresse surhumaine. Ah ! que n'ont-ils apporté une telle passion à dire oui à la souffrance vitale !

O les enluminures de missel ! les vitraux éclatants, les splendeurs des cathédrales ! O les vers de Verlaine ! les douceurs apitoyées des mystiques ! O l'aimable leurre de la bonne chanson ! pourquoi, puisque des âmes que secoue le désir d'enthousiasme trouvent à se satisfaire par le moyen de l'antique loi, pourquoi chercher des splendeurs nouvelles et lointaines ? pourquoi ne pas saisir ce bonheur aisé que nous fournirent les ancêtres : ayons du moins de la résignation !

Ainsi songeaient ceux qui, ayant d'abord voulu vivre en hommes libres, sont revenus meurtris vers l'ancienne loi n'ayant trouvé chez les négateurs que de la sécheresse douloureuse. Pauvres gens ! pouvaient-ils retrouver la tranquillité, la paix spirituelle de l'humble moine qui ne sait pas. Trop de négations ont passé par leurs cœurs et Satan rit derrière l'autel. Ils ne seront pas consolés.

Quel est le critérium nouveau ? nul encore ne le peut dire. L'idéal chrétien n'est pas remplacé; les négateurs nous ont laissé une morale sans base, nous ont dicté des commandements dont nous ne percevons plus la raison et que très souvent nous sommes enclins à ne point suivre.

Peu importe ; leur œuvre est salutaire, il faut détruire d'abord, c'est ce que l'ont doit crier à tout le monde.

Le long travail qui élabore la règle nouvelle s'opérera malgré tout; mais ces timides retours vers l'ancienne prière retardent le marche de l'idée et la date de l'affranchissement.

Il est certainement permis de construire des républiques idéales et de s'échauffer l'imagination au contact du doux rêve d'altruisme qui fut celui de tous les esprits généreux ; mais sachons bien que ce sont des rêves, n'oublions pas que les programmes sociaux et les programmes moraux sont vanités et petits jeux d'idéologie. Les lois mystérieuses de cet inconscient qui nous opprime et nous gouverne nous dicteront seules la règle nouvelle et la loi de vivre.

Notre rôle est d'attendre demain avec tranquillité, immoralistes sincères, patients et passionnés. Et puisqu'il faut vivre en bonne harmonie les uns avec les autres, puisqu'il est impossible de nous affranchir de l'engagement social, nous pouvons *en attendant* nous résigner à « sacrifier aux dieux de l'Empire ».

LOUIS DUMONT.

L'ANARCHISME

ET

Le Mouvement social en Australie

L'état sociologique de l'Australie depuis sa première colonisation a été déterminé surtout par ces circonstances : l'uniforme bénignité du climat; l'absence d'animaux dangereux et d'indigènes nombreux, puissants et hostiles, qui entravent la colonisation dans d'autres pays; le droit de propriété sur le sol entier affirmé par l'Etat, — représenté par l'Angleterre, — avant qu'une population immigrante quelconque ne s'y fût installée; le système de colonisation par les convicts poursuivi pendant un demi-siècle par le gouvernement anglais; la découverte de l'or et le mouvement révolutionnaire de 1848.

D'ordinaire, dans tous les autres pays, la population s'est établie dans une région non peuplée et non gouvernée; les immigrants ont acquis par la prise de possession certains droits de propriété confirmés et respectés par le gouvernement qui les a suivis. En Australie, tout le sol appartenant d'abord strictement au gouvernement, les premiers arrivants n'ont pu s'établir qu'en achetant le droit à la terre ou en l'obtenant de l'influence soudoyée des bureaucrates.

Dans ces circonstances, certains Anglais, qui avaient conçu l'idée de refaire leur fortune en Australie et de s'y constituer en aristocratie terrienne, obtinrent une loi qui interdisait la vente du sol au-dessous d'un prix assez élevé pour devenir prohibitif à l'égard du commun des mortels. C'est qu'ils avaient besoin d'esclaves pour travailler leurs terres et que, naturellement, tant que les immigrés pouvaient acquérir le sol à bas prix, ils préféraient leur indépendance. Le mobile de cette loi fut avoué ouvertement. Une autre loi défendit aux propriétaires de payer les travailleurs agricoles à un tarif plus élevé que celui qu'elle fixait. Mais les tyrans qui dictaient cette législation criminelle ne voulaient eux-mêmes pas payer le sol le prix absurde qu'ils avaient décrété. Alors ils inventèrent un système de licences qui leur permirent d'abord le droit de pâturage sur des régions immenses et furent transformées ensuite en baux de fermage. Ils avaient même espéré obtenir

l'investissement de ces terres en seigneuries. Le système de concession du travail des forçats leur donna un nombre d'esclaves suffisant et aida à la dégradation de la classe travailleuse.

Après la découverte des champs d'or, l'existence d'une classe nouvelle obligea de rendre plus facile l'acquisition du sol arable sous certaines restrictions à la concentration de la propriété terrienne. Et on put, dès lors, après quelques mois de délai et certaines dépenses préalables, acquérir à bail une ferme qui le plus souvent avait une étendue d'un demi-kilomètre carré, sous certaines obligations et moyennant payement au gouvernement d'un franc par an et par arpent pendant vingt ans. Ce terme écoulé, le bail se transformait en droit de propriété.

Cependant la grande masse du peuple demeurait toujours fatalement exclue de la propriété du sol

Il en résulta que la population s'entassa dans les villes et surtout dans les grandes cités à un degré de concentration inouïe. Dans les campagnes on ne vécut pas de la terre, mais de l'argent que fournissait la terre : on n'élevait, on ne cultivait que pour vendre les produits et non pour jouir de ces produits en nature. De la sorte, les fermiers achètent, pour la plupart, les fruits et les légumes de leur consommation ou bien ils n'en consomment pas. Les légumes sont d'ordinaire une culture réservée aux Chinois près des villes, sauf dans la banlieue de Melbourne, où il existe beaucoup de maraîchers qui cultivent des légumes pour presque toute l'Australie. Sydney reçoit presque tous ses légumes de Melbourne.

La capitalisation du sol est ainsi extrême : il n'y a point de paysan propriétaire dans le continent australien. Moissons et tontes sont l'œuvre de travailleurs nomades qui n'habitent pas les campagnes, mais les villes, et qui parcourent les régions pastorales et agricoles, pendant la saison, franchissant à pied dans la poussière des routes, des centaines de kilomètres pour chercher du travail et campant la nuit en plein air.

Cette organisation de la propriété et du travail imposa dès le début la nécessité d'une certaine communauté de nourriture entre les habitants des campagnes d'une part, et les voyageurs de l'autre, et entre les voyageurs eux-mêmes. Il fallait bien d'abord que les habitants des campagnes rendissent possible cette circulation des travailleurs jusqu'à leurs champs et à leurs hangars de tonte ; plus tard la nécessité de cette communauté de nourriture s'imposa pour d'autres raisons, car des milliers d'hommes qui voyagent constitueraient, unis sous l'impulsion de la faim et même individuellement, quand toute l'herbe des plaines est séchée et facilement inflammable, un danger assez sérieux.

Mais de la part des travailleurs nomades, ce fut un communisme véritable que leur façon de vivre pendant la durée du travail ne servit qu'à développer.

Les tondeurs surtout, qui, pendant la saison de travail, se logent sur le lieu de la tonte dans une cabane, où trois rangées de lits s'étagent ordinairement l'une au-dessus de l'autre comme dans un navire, et qui pourvoient eux-mêmes à leur nourriture, à l'encontre des autres ouvriers agricoles qui sont fournis de vivres au compte des proprié-

taires, les tondeurs, dis-je, vivent en commun d'après une organisation propre. Ils ne se mettent jamais à table sans regarder au dehors, s'il y a des voyageurs en vue et à portée de la voix. Avant chaque repas, un tondeur sort de la cabane et clame à pleine gorge les mots : « *Any travellers about? Come on, mates, and have (breakfast, dinner, supper). — Y a-t-il des voyageurs près d'ici? Venez, copains, prenez votre part du (déjeuner, dîner, souper)!* »

Les tondeurs unionistes considèrent cette hospitalité comme l'essence même de leur union : ne pas l'exercer est considéré comme la caractéristique des non-unionistes ou pour mieux dire des contre-unionistes qu'ils appellent de l'épithète *scobs* (gales).

On peut donc indiquer une distinction première entre les travailleurs des campagnes et ceux des villes et elle se reproduit dans leurs façons d'envisager le mouvement social. Les tondeurs ont un profond sentiment de solidarité et sont sincèrement révolutionnaires. Les ouvriers d'industrie ont peu de solidarité et ne conçoivent guère le socialisme que comme un moyen de conquérir personnellement le pouvoir.

A Victoria, les éléments sont historiquement plus nombreux et jusqu'à un certain point différent, jusqu'à la divergence absolue, de ceux qui ont opéré dans le reste de l'Australie.

Tout d'abord, la colonisation ne commença à Victoria, d'une façon pratique, qu'au moment de la découverte de l'or. Ce pays n'a jamais connu le travail des *convicts* qui ailleurs dégrada le prolétaire. Sur les champs d'or, les conditions de la vie étaient forcément égalitaires et la population qui s'y aggloméra se composait principalement des émigrés de 1848 qui, de tous les pays de l'Europe, y avaient cherché refuge, et de ceux qui, profondément remués par les idées de cette époque, avaient conçu l'espérance de fonder en terre australienne une communauté libre et égalitaire. Aussi les Victoriens furent-ils dès le début inspirés par la fierté d'être les membres d'une communauté sociologiquement plus digne que le reste du monde, sentiment que l'on rencontre toujours dans les pays où s'est accomplie une grande révolution, tant que les abus n'ont ni corrompu ni anéanti l'essor que le triomphe révolutionnaire a donné à l'esprit social du peuple.

Ce sentiment moral a eu son baptême de sang : dans les premières années des champs d'or, les mineurs se sont révoltés contre les exactions du gouvernement en levant l'étendard de la République australienne. Depuis, à part quelques aventuriers, dont l'état d'esprit fut celui des panamistes, les gouvernants de Victoria conçurent l'Etat comme la représentation de l'intérêt social de la communauté, tandis que dans le reste de l'Australie orientale — les autres régions n'ont pas encore une population considérable, — l'Etat n'était, pour le peuple comme pour les dirigeants, que le gouvernement, le pouvoir suprême et absolu sur les habitants.

Ainsi, à Victoria, l'idée socialiste a toujours été un élément de la politique pratique.

Les théories républicaines, agraires et collectivistes ont toujours constitué une partie intégrante des idées du peuple victorien et de sa

vie intellectuelle. Il y a douze ans que, de ces aspirations, de ces instincts, de ces pensées, se dégagea à Melbourne l'idée anarchiste.

Plusieurs d'entre nous, membres de l'association des Sécularistes qui discuta aussi bien les problèmes sociaux que ceux de la philosophie athée, sentîmes vaguement que les solutions sociales proposées jusque-là étaient insuffisantes. J'étais employé de l'Etat et je savais par expérience personnelle quels sont les maux inhérents à toute ingérence de l'Etat; je fus donc de ceux qui ne pouvaient accepter comme bon aucun système étatiste. J'avais d'ailleurs aperçu déjà que le mal économique avait des bases plus profondes que les réformistes de toute nuance ne l'avaient soupçonné et qu'au lieu de demander la régénération sociale à un système compliqué, il ne s'agissait que de dégager une inconnue d'une simplicité extrême, mais je n'avais pas su dégager cette inconnue. Un de nos amis, David A. Andrade, reçut par hasard avec quelques publications sécularistes américaines un exemplaire du journal *Liberty*, publié alors à Boston (Etats-Unis) par B. R. Tucker. Il en demanda d'autres et les étudia. Enfin, lui et l'Américain Frédéric P. Upham firent adhésion aux idées que préconisait *Liberty* et fondèrent aussitôt *The Melbourne Anarchist's Club*. D'abord ils se réunirent toutes les semaines dans les locaux de l'Association séculariste et, après quelque temps, le nombre des adhérents ayant crû, le Club loua un local à lui, 9, Alexandra Theâtre. Dans ce local, les anarchistes trouvèrent installé un club communiste, fondé récemment d'après les anciennes idées du communisme autoritaire par des ouvriers qui bientôt acceptèrent les nouvelles doctrines à l'égard de l'autorité et adhérèrent au club anarchiste. Ce ne fut qu'après cette fusion, c'est-à-dire dans les premiers mois de 1886, que je connus le club. J'y vins sans avoir de l'anarchisme une conception autre que celle de ses adversaires et sans autre pensée que de m'amuser. A la fin de la séance, je fis mon adhésion et je déclarai que depuis longtemps j'étais anarchiste sans le savoir.

Les idées anti-autoritaristes prirent sur nos esprits pendant quelque temps tant d'empire que nous en oubliâmes la question économique proprement dite; mais, au cours de nos discussions, celle-ci se reposa à nouveau et nous découvrîmes que loyers, intérêt de l'argent, bénéfice commercial étaient autant d'impôts levés par des particuliers et participant de la nature de l'autorité. Nous les condamnâmes, mais cette condamnation ne suffisait point pour indiquer la forme d'une société économiquement libre. La plupart d'entre nous acceptèrent provisoirement les idées proudhoniennes émises par certains collaborateurs de *Liberty*; certains préférèrent la prise au tas, mais il n'y eut pas encore chez nous l'énonciation d'un principe positif que l'on opposa à celui des individualistes, — l'idée que les objets qu'un individu crée par son énergie personnelle deviennent pour ainsi dire une partie de son identité, d'où l'inviolabilité de la propriété dans ses produits et la consommation mesurée selon les œuvres parurent découler forcément.

Comment effectuer cette répartition absolument basée sur les œuvres de chacun? Serait-ce selon les produits actuellement réalisés, ou selon les énergies employées à l'œuvre de production? A première vue, le

premier principe de répartition fut admis; on qualifia la répartition selon la durée de travail de socialiste, d'autoritaire et de spoliatrice. Mais, après quelques mois, l'opinion prévalut parmi la plupart des membres du Club que le principe admis par nous était erroné, parce que l'échange de produits différents, en prenant pour unité de valeur la production moyenne de chaque catégorie, ne serait pas identique à l'échange des parties aliquotes égales des énergies des contre-échangeurs. Ces membres voulurent adopter l'idée d'une répartition selon la durée du travail, modifiée en raison de l'inégalité des périodes d'apprentissage nécessaires pour apprendre les différents métiers et des conséquences inégales de ceux-ci sur les énergies et sur la santé.

Une autre question non moins difficile à résoudre, c'était celle de la réalisation de la transformation sociale. L'idée révolutionnaire séduisait les anciens communistes, mais les individualistes, pour la plupart, pensèrent que, par la nature même des choses, la violence serait autoritaire. Ils préconisèrent donc par aversion de l'autorité une évolution économique par la coopération, évolution qui amènerait la déchéance naturelle de l'autorité, désormais sans raison d'existence.

Avant que ces questions n'aient créé des clans bien définis, un journal mensuel, *Honesty*, fut fondé. Le premier numéro en parut en avril 1887. David A. Andrade en était le directeur. Les principaux rédacteurs étaient Andrade, D. W. Brookhouse et J. Donovan. Andrade était l'agitateur, l'esprit de critique; Donovan, le théoricien abstrait, Brookhouse fit une exposition générale en un seul article très long qui occupa plusieurs numéros successifs. Je fais quelques emprunts à leurs articles qui indiquent l'état de développement du mouvement au moment où ils furent écrits.

» Une grande partie de la classe ouvrière, disait Brookhouse (1), sait qu'elle ne bénéficie, d'après les évaluations les plus favorables, que d'un tiers du produit de son travail et l'on recherche l'explication fondamentale de cet état de choses. On la trouvera, je le crois, dans les maux du gouvernement, ou plutôt tout gouvernement étant par essence mauvais, dans le gouvernement même. » Et Brookhouse citait les lois qui régissent le sol, la matière financière, le commerce, les majorités, les opinions, etc. Il indiquait et développait l'idée d'un mouvement coopératif exclusif de tout profit, ayant pour base l'échange des produits moyennant des « bons de travail ». Il recommandait la petite propriété terrienne ou la propriété terrienne collective des groupements coopératifs pour les terrains qu'ils peuvent cultiver.

Andrade écrivait en faisant la critique d'un article paru dans le grand journal de Victoria, *The Age* : « L'écrivain n'a pas tout à fait tort quand il écrit : « *L'émancipation du travail ne se fera pas par la négation des droits de la propriété.* » Les anarchistes le reconnaissent bien; ce qu'ils combattent, ce sont les abus de la propriété, la fonction artificielle que lui donne l'existence de l'Etat organisé et grâce à laquelle

(1) *Honesty*, avril 1887.

elle déshérite et exploite le travailleur au profit de celui qui ne travaille pas (1). »

Et ailleurs il écrivait (2) :

« Nous devons découvrir nous-mêmes la source des maux de notre société... Cette source, c'est l'Etat... L'Etat est la négation de la liberté et la source des maux pour lesquels la liberté est le remède unique... C'est l'Etat qui rend possible le monopole du sol... C'est l'Etat qui dégrade l'homme, développe les mauvais éléments qu'il peut y avoir dans son caractère et étouffe ses plus nobles sentiments. Il force le capitaliste à opprimer sans remords le travailleur. Il appauvrit le déshérité et, après l'avoir appauvri, il le rend vicieux et criminel. Il n'est de crime ou de vice affligeant l'humanité qu'on ne puisse faire remonter à une responsabilité statale. Et qu'est-ce que l'Etat?... L'Etat est simplement une poignée d'hommes que nous élevons à une situation de pouvoir et de privilège inexprimable... Ils ne protègent pas nos possessions, mais empêchent le plus grand nombre de posséder quoi que ce soit, afin que le plus petit nombre puisse tout posséder. Lorsque nous réussirons à nous passer d'eux nous serons libres ! »

Peut-être aurait-il été bon d'ajouter pour le lecteur non anarchiste, que, pour Andrade, l'Etat signifiait non seulement l'institution centralisatrice qui fait la loi à une société entière, mais toute agression quelconque qu'un homme ou des hommes exercent contre d'autres hommes. Andrade confondait cette agression avec l'Etat politique : il finit par oublier presque que l'autorité pouvait exister sans cette institution. Pour tout le parti, l'Etat personnifia l'idée gouvernementale sous toutes ses formes.

Dans le compte rendu d'une discussion entre Donovan et un autoritaire, compte rendu inséré dans le premier numéro de l'*Honesty,* je trouve cette expression de Donovan : « Je qualifie d'anarchie, par opposition à gouvernement, la négation du droit d'un individu quelconque à en piller un autre. » Il ajoute dans un autre passage de la même discussion : « La suppression du système de lutte pour la subsistance serait, sous quelque forme que ce soit, immorale. Ce serait enlever coercitivement à autrui la liberté et le droit de veiller à son propre bien-être. Quel mobile aurait l'industrie quand on saurait qu'on peut obtenir tout ce que l'on veut sans effort et simplement en faisant une demande à un fonds commun. »

C'est là l'idée que la plupart d'entre nous avait conçue à l'égard du communisme. Un article de R. Beattie, le principal défenseur du communisme, indique, dans les numéros d'octobre et de novembre 1887, que jusque-là pour les communistes eux-mêmes, il ne s'est agi que de la vie solitaire et nullement d'un principe abstrait sur la question de propriété. Il admet le système de paiements basés sur la durée du travail. « Une société communiste, dit-il expressément, pourrait adopter un système de paiement de la valeur en heures. »

Sur cette question du communisme, Andrade écrit naïvement : « A

(1) *Honesty*, octobre 1887.
(2) *Honesty*, novembre 1887.

chacun selon ses besoins, cela sonne bien, mais c'est injuste pour le producteur qui a peu de besoins et une grande activité de production (1). Ces expressions sont presque identiques à celles dont s'était servi un autoritaire à l'égard du « que chacun fasse ce qu'il veut », auquel Andrade avait répondu que si *chacun* faisait ce qu'il voulait, personne, évidemment, ne ferait ce qu'il ne voudrait pas; mais à l'égard de communisme, la valeur du raisonnement lui parut inverse. Pourquoi ce producteur exercerait-il une activité, alors qu'il n'aurait pas besoin d'en consommer les produits, sinon parce qu'il se sentirait un besoin d'activité? Autrement, étant libre, il n'agirait pas et si *chacun* signifie *chacun*, *besoin* signifie également *besoin* et pas seulement besoin de consommation. C'est là ce que je répondis vainement.

Je devins communiste, mais dans le sens du communisme anarchique moderne dont j'avais formulé la théorie quelques semaines avant. J'avais été destitué de mes fonctions officielles pour le crime d'avoir réclamé le traitement fixé par la loi et j'avais accepté un emploi chez un avocat à Dunolly, petite ville à 125 milles de distance. Mon patron gagnait 60 à 70.000 francs par an, mais il était toujours sans le sou. Inutile de présenter sa signature à la Banque et cependant, bien que l'avenir fût toujours incertain, il arrivait toujours à trouver ce qu'il lui fallait car, boutiquiers et gens d'affaires, qui savaient parfaitement à quoi s'en tenir sur son compte, versaient toujours en échange de ces bons, les sommes qui y étaient inscrites. Moi-même j'avais d'ailleurs, tant que j'étais son employé, un crédit illimité qui m'était très commode à cause des longues et fréquentes absences de mon patron. Cette situation me fit réfléchir et cette question se posa à mon esprit : « A quoi bon une monnaie quelconque, à quoi bon même, le certificat de crédit pour la production imaginé par les économistes de notre parti ? Ceux qui vivent dans l'entourage de tel ou tel, ceux auprès de qui il se fournit de la plus grande partie au moins de ce dont il a besoin, savent bien, me dis-je, à quoi il s'occupe : ils savent aussi, pour la plupart, ses besoins ordinaires. Pourquoi ne pourrait-on administrer les choses sans échange formel ? Si quelqu'un demandait trop à autrui, il ne pourrait l'obtenir et s'il répartissait ses demandes entre plusieurs, il est certain qu'au fur et mesure, chacun de ceux à qui il s'adresserait, songerait à lui pour trouver auprès de lui quelque aide pour eux ou leurs associés. On pourrait peut-être tenir des livres pour se renseigner soi-même et pour ménager ses relations avec autrui. »

Je revins dans la suite à Melbourne où la question économique s'imposa à mon attention par les divergences entre les partisans du bon de travail, valeur en production, et du bon de travail, valeur en heures. Je m'étais mis à travailler à résoudre la question de principe qui se révélait à moi et, après une analyse spéciale, j'en vins à cette conclusion que l'idée du droit fixe et exclusif d'un individu à telle ou telle chose ou à telle ou telle mesure de choses n'était qu'un reste de la superstition autoritaire.

Andrade avait émis cette idée, mais pour le sol seulement, en ces

(1) Novembre 1888.

termes : « Le seul titre au sol en est l'usage. Tout individu a le droit de se servir de la terre sans paiement à un autre individu ; son droit de possession s'étend seulement à ce dont il se sert et expire lorsqu'il cesse de s'en servir (1). »

Voici comment j'exprimai pour la première fois mes conclusions anti-propriétaristes, dans un manifeste que je publiai en septembre ou octobre 1888 : « Le seul titre à n'importe quoi est l'usage. Un homme n'a de droit sur ce qu'il produit lui-même que tant qu'il le détient pour un but d'utilité ; lorsqu'il a cessé d'en être ainsi, il ne peut avoir que le droit à un équivalent. Les produits qui ne sont pas destinés à la consommation personnelle du producteur sont — sauf en tant qu'ils lui ont coûté du travail — sociologiquement assimilables à la terre ou à des matières premières quelconques et devraient être traités comme tels. Toute tentative qui a pour but d'empêcher leur accessibilité à ceux qui en ont besoin et qui veulent donner l'équivalent du travail y incorporé, c'est ou le vol ou le monopole ».

Cette négation du droit de propriété sur les produits du travail fut bientôt suivie par la négation du droit de propriété sur l'équivalent du travail de production. Bref, j'en vins à qualifier la propriété, « une loi écrite ou non écrite réglementant la possession et l'utilisation soit des choses soit des mesures fixes de la richesse sociale. »

D'autre part, j'avais adhéré à l'idée révolutionnaire, ce qui mit Andrade dans une fureur sans bornes et le fit me désigner des épithètes de « boucher sanguinaire et communiste voleur ». Les haines du parti, conçues la plupart par des individualistes, c'est-à-dire des partisans de la propriété et par des anti-révolutionnaires qui nous accusèrent amèrement d'avoir trahi le principe anarchiste, ne tardèrent pas à désagréger le club. Et le groupe directeur étant désorganisé par la pauvreté de ses adhérents, *Honesty* succomba après un numéro qu'Andrade publia à son propre compte (février 1889). Durant les derniers mois de son existence, *Honesty* était composé et tiré par les compagnons. Aucun n'était imprimeur de son métier et, ce qui n'est pas sans intérêt, il fut mieux imprimé qu'il ne l'avait été auparavant.

Presque en même temps que l'*Honesty*, on avait fondé à Hamilton, près de Newcastle, dans la région des plus importants charbonnages de la Nouvelle Galles du Sud, un organe hebdomadaire socialiste-républicain sous le titre de *The Australian Radical* (*le Radical australien*). Vers la fin de 1888, ce journal adopta les idées énoncées dans *Honesty*, mais sans représenter un parti anarchiste local.

En raison de ses attaques contre la société actuelle, il circulait surtout parmi les socialistes et les radicaux libres de toute attache ; ses colonnes nous étaient ouvertes, et le parti anarchiste communiste de Melbourne l'adopta pour organe.

En même temps nous fondâmes une association sous le nom de *The Socialist League* (*la ligue socialiste*). C'était là un nouveau départ dans le mouvement anarchiste. Le socialisme avait été considéré jusque-là comme l'antithéisme. de l'anarchisme. Pour la première fois,

(1) *Honesty*, mai 1888.

nous organisâmes un mouvement d'ensemble contre la société existante et parvînmes à associer nos efforts dans le but de la combattre avec ceux qui ne partageraient pas nos propres théories.

Un peu après la fondation de l'*Honesty*, il se créa à Sydney la *Ligue socialiste australienne* (*The Australian Socialist league*) ouverte à toutes les nuances d'opinions favorables à une transformation radicale de la société. Parmi ses membres, il y avait deux ou trois anarchistes individualistes. D'abord nous voulûmes former une branche de cette Ligue, mais ensuite nous abandonnâmes l'idée d'une organisation formelle. En fait notre ligue consistait en certaines réunions habituelles pour discuter la question sociale, aux frais desquelles il était pourvu par des collectes. Après quelques mois, les socialistes autoritaires dont le nombre, restreint d'abord, avait grandi au fur et à mesure de notre activité propagandiste — car beaucoup de gens qui n'avaient pu s'accommoder de nos principes étaient venus à nous convaincus du mal être des institutions actuelles — les socialistes autoritaires, dis-je, voulurent ériger ce groupement libre en association corporative avec des statuts, etc., y compris une plate-forme étatiste. Un ambitieux y poussait. Cela s'accomplit et les anarchistes demeurèrent à l'écart. C'est à ce moment que plusieurs d'entre nous parvinrent à rejeter définitivement l'idée de l'association corporative que nous assimilions à l'Etat.

Les nécessités de la vie individuelle avaient dès lors presque désagrégé matériellement le parti. Nous étions dispersés par les campagnes et dans les autres colonies jusqu'en Nouvelle-Zélande. La mort du *Radical* au début de 1890 acheva de désorganiser le mouvement. L'idée anarchiste communiste ne fut plus agitée à Melbourne. Plusieurs socialistes devinrent cependant, peu après, des individualistes et plus tard des anarchistes communistes. Le parti individualiste se réorganisa un peu, mais les crises économiques de 1892-1893 donnèrent à toute son organisation le coup de grâce et, depuis, ni les individualistes ni les communistes n'ont constitué un parti organisé.

A Victoria, il est temps de le dire, les socialistes autoritaires n'ont jamais pu former un parti réel, toutes les tentatives pour un groupement de ce genre ayant avorté dès le début. A l'époque dont je parle, le mouvement ouvrier s'était tout à fait abâtardi sauf parmi les travailleurs des campagnes ; les unions de métier n'étaient que des sociétés fermées dont les bureaucrates officiels avaient le plus sauvage mépris pour les sans-travail. Cependant nos agitations avaient donné un nouvel essor aux jeunes unionistes, essor que les crises ont développé les années suivantes et aujourd'hui l'unionisme préconise officiellement l'idée socialiste. Bien qu'il ne possède aucune organisation régulière, le mouvement socialiste est aujourd'hui très fort et plein d'énergie vitale. Il partage avec l'individualisme spencérien associé au mouvement agraire dont le but est l'établissement de l'impôt unique, les esprits de la plupart de notre jeune génération. Les idées anarchistes ont leurs adhérents et leurs sympathiques, en nombre inconnu mais suffisant pour assurer la permanence du parti, éparpillé çà et là

par le pays, mais relativement dans une proportion plus grande dans les classes des fonctionnaires et des professions libérales que parmi les ouvrierspropremenet dits.

A l'époque de la mort du *Radical*, l'idée anarchiste n'avait pas encore pris racine dans la Nouvelle Galles du Sud. A part Winspear, le gérant du *Radical*, les deux ou trois individualistes en vue étaient plutôt spencériens qu'anarchistes. A Sydney les socialistes mêmes — ceci est important pour le côté historique — étaient presque tous étrangers, allemands, chartistes anglais ou de Victoria (Australie) ; le seul agitateur de quelque notoriété, né sur le sol de la colonie, était d'extraction suisse. Les anarchistes contemporains de Victoria étaient au contraire en grande partie — y compris les fondateurs de sectes — nés sur le sol victorien. Maintenant encore le mouvement anarchiste, en effet, demeure à Sydney un mouvement étranger, ce qui ne l'empêche pas de se développer dans l'intérieur. Les anarchistes de Sydney sont pour la plupart des Français de naissance ou tout au moins d'extraction. Le mouvement anarchiste du Queensland, qui est dû à des agitations créées dans la Nouvelle Galles du Sud, s'étend cependant principalement, je crois, parmi les Queenslandais de race queenslandaise, et c'est là une résultante naturelle des conditions préalables de l'évolution historique.

Ainsi l'histoire de l'anarchisme, pour la Nouvelle Galles du Sud, est plutôt celle d'une agitation que d'un parti. Cependant l'idée anarchiste y a un point de départ indépendant. Vers la fin de 1890, Joseph Schellenberg, un Bavarois, qui habitait le pays depuis dix-sept ans, se rendit compte des désordres qu'engendrait au sein de la Ligue socialiste de Sydney son organisation autoritaire. Il n'avait à cette époque pas une plus intime connaissance de l'anarchie que celle qui résulte des mots *société sans autorité* et il se mit à se faire une théorie. A ce moment le hasard nous mit en présence. J'étais venu à Sydney pour y chercher des moyens d'existence. Nous unîmes tout aussitôt nos efforts pour propager l'anarchisme communiste révolutionnaire (avril 1891).

En 1890, les tondeurs avaient fondé au Queensland un organe socialiste, *The Worker* (*Le Travailleur*). Cet organe était très lu à Sydney. La grande grève intercoloniale venait de marquer cette année en éveillant les esprits des unionistes de métier : ils avaient créé à Sydney un organe spécial de la grève qui devint plus tard *The Australian Workman* (*l'Ouvrier australien*). Peu après, les tondeurs de la Nouvelle Galles du Sud fondèrent un organe local *The Worker* de Sydney, — le *Worker* du Queensland qui paraissait à Brisbane demeurant désormais strictement réservé aux affaires de la colonie où il était publié, mais continuant à être lu aussi bien à Sydney qu'à Melbourne. Les deux *Workers* prêchaient également l'esprit de solidarité, mais ils étaient, à part cela, bien différents. Le *Worker* du Queensland était nettement socialiste étatiste, révolutionnaire jusqu'à un certain point. Celui de Sydney favorisait l'impôt unique, la coopération industrielle et la conception spencérienne de l'Etat. *Le Workman* fut d'abord

socialiste, plus tard anarchiste, mais c'était là le fait personnel du rédacteur. Il redevint socialiste et enfin simple organe du travail. Tous ces journaux aidèrent à discuter publiquement l'idée anarchiste comme le firent aussi plusieurs journaux capitalistes; car la presse dans la Nouvelle Galles du Sud et surtout à Sydney n'étant ni aussi centralisée ni aussi despotiquement assise par sa richesse et par son énorme public que la presse de Victoria et de Melbourne, il y a plus de concurrence et une moins stricte exclusion des idées nouvelles. A l'intérieur les journaux sont plus indépendants que ceux de Victoria : la population en a un plus grand besoin, les distances étant plus considérables et les journaux métropolitains n'ayant pas dans les campagnes la zone d'extension qu'ont ceux de Melbourne. En outre la concentration de la propriété terrienne est plus grande dant la Nouvelle Galles du Sud où l'agriculture a fait peu de progrès quantitatif et où une grande partie des fermiers sont les tenanciers des squatters qui détiennent chacun dix à cent lieues carrées comme je l'ai déjà expliqué, et, tout au contraire, les journaux victoriens trouvent leurs abonnés parmi les sélectors, fermiers propriétaires ou tenanciers à bail du gouvernement, qui sont appelés à devenir les propriétaires de leurs champs. La presse des campagnes est donc dans la Nouvelle Galles du Sud généralement plus avancée que celle de Victoria. Plusieurs journaux s'avouent socialistes; autant combattent en faveur de l'impôt unique avec le système spencérien et la coopération industrielle volontaire. En 1893-1894, j'ai discuté l'idée anarchiste dans une demi-douzaine de ces journaux. En outre, nous avions notre propre presse.

En 1891, Schellenberg et moi, nous gravâmes sur du bois avec nos canifs les caractères de trois petits manifestes que nous tirâmes à l'aide d'un bloc de bois recouvert de drap, en nous servant, comme encre d'imprimerie, de lait concentré mélangé avec de la teinture violette. En novembre 1891, nous fîmes paraître le premier numéro d'un journal *Anarchy*, au moyen de deux mille caractères mobiles que nous avions taillés dans le bois. Plus tard, j'acquis des caractères métalliques jusqu'à concurrence d'un poids de 5 livres 3 onces anglaises et nous continuâmes à effectuer nos tirages par le même procédé. Enfin, en 1894, je trouvai le moyen d'acheter 50 à 60 livres anglaises de caractères. Une partie fut confisquée par le gouvernement et l'autre partie demeura en possession d'un camarade qui publie encore des manifestes (1).

Pendant cette période, le développement de l'anarchisme a été plutôt quantitatif que qualitatif, excepté cependant un changement de vues sur la propagande. C'est sur la question de l'excitation directe de l'esprit de révolte qu'il porte. Autrefois nous faisions appel à cet esprit; aujourd'hui nous pensons qu'une agitation de ce genre pourrait

(1) Il y a eu des persécutions surtout dans la Nouvelle Galles du Sud en 1893-1894, mais comme rien ne les provoquait, elles appartiennent plutôt à l'histoire pathologique des gouvernants qu'à l'histoire du mouvement social. Il y a eu aussi des émeutes de temps à autre parmi les tondeurs de la Nouvelle Galles du Sud et du Queensland, mais plus violentes que révolutionnaires.

bien avoir pour résultat une révolution étatiste et qu'il vaut mieux agiter simplement pour l'acceptation logique de nos principes.

Dans le Queensland la presse des campagnes est, comme dans la Nouvelle Galles du Sud, très radicale et beaucoup plus avancée, parce que la décentralisation y est plus complète et la concentration de la grande propriété terrienne plus parfaite. Il n'y a pas là une très grande population ni une cité qui contienne la moitié des habitants, mais une demi-douzaine de villes d'une densité presque égale. Les terrains que possèdent les squatters sont considérables. Il y a beaucoup de mines et très peu d'agriculture. Deux ou trois journaux sont ouvertement favorables à l'anarchie, bien qu'ils ne soient pas des organes anarchistes. Les idées se sont infiltrées dans ce pays en raison de la libre circulation d'idées et de population qui se pratique entre le Queensland et la Nouvelle-Galles du Sud.

Dans le Sud-Australien, qui a eu un passé différent de celui des autres colonies, puisqu'il fut colonisé par une compagnie particulière, il existe maintenant quantité d'anarchistes allemands, mais il n'y a pas encore eu une agitation en langue anglaise. Sociologiquement, cette colonie est plus assimilable à Victoria qu'à la Nouvelle Galles du Sud ou au Queensland. Elle a été le pays natal du mouvement australien en faveur de l'impôt unique.

L'Australie occidentale qui n'a que depuis peu d'années la majeure partie de sa population, n'a pas encore de mouvement social caractérisé. En Nouvelle-Zélande où il existe une forte tendance socialiste, l'idée anarchiste a été agitée par des compagnons venus de Melbourne et de Sydney, et comme une population considérable a pénétré d'Australie jusque dans le Sud africain, il se peut bien qu'elle y ait porté les germes d'un mouvement anarchiste. En Tasmanie il y a un mouvement démocratique et, je le crois, une forte tendance — générale ou non — vers le socialisme autoritaire.

J. A. ANDREWS.

LETTRES DE COLINS
A CAPO DE FEUILLIDE (1)

I

Saint-Mandé, 14 mars 1855.

Monsieur,

Hier, après avoir reçu votre premier article sur mon ouvrage et me trouvant alité, j'ai envoyé ma fille chez mon ami M. de Girardin, pour le remercier et le prier de vous transmettre mes remerciements. Je lui ai écrit : qu'après le premier article, si même vous m'arrachiez les yeux dans ceux qui doivent suivre, je vous en remercierais encore, parce que je saurais que vous le faites consciencieusement et par amour pour la vérité. J'ajoutais que toutes les fois que je ne serais pas compris par un homme de votre mérite, ce serait ma faute et non la vôtre.

Je vois, Monsieur, par votre second article qui m'arrive ce matin, que je suis bien coupable, car souvent je n'ai pas été compris. Dans le premier ouvrage que je publierai, j'insérerai vos remarquables et très brillants articles, et j'y répondrai en détail. Ici, je serai très bref, pour ne point abuser de la permission toute exceptionnelle, que me donne M. de Girardin, de répondre quelques mots à vos critiques.

Le DROIT, s'il existe en réalité, est exclusivement relatif aux indivi-

(1) Capo de Feuillide avait été chargé, par Emile de Girardin, de faire, pour le journal *la Presse*, un compte rendu du premier ouvrage de Colins : *Qu'est-ce que la science sociale* ?

Ce compte rendu a paru dans *la Presse* des 13-17 mars 1855.

Il en a été reproduit d'assez longs extraits dans la *Philosophie de l'avenir* (*). Mais la réponse de Colins à Capo de Feuillide n'a jamais été imprimée, que je sache. Elle se trouve dans les quatre lettres qu'on va lire.

Je les ai fait suivre d'une cinquième, fort intéressante, adressée également à Capo de Feuillide, mais beaucoup plus tard, à une époque où il était converti ou à peu près au socialisme rationnel.

AGATHON DE POTTER.

(*) Voyez *Un peu d'histoire du socialisme rationnel*, d'Octave Berger, dans les numéros d'octobre et décembre 1896 et février 1897.

dualités RÉELLES. Les sociétés, l'humanité même, ne sont individualités que FIGURÉMENT. Le droit n'est donc relatif qu'aux individualités RÉELLES.

Mais l'application du droit aux individus ne peut appartenir absolument, abstraction faite de cette vie, qu'à l'éternelle justice; relativement, et par rapport à cette vie, qu'à la société : à la société nécessairement régie par la force, en époque d'ignorance sur la réalité du droit; à la société nécessairement régie par l'éternelle raison, quand cette ignorance est anéantie.

Vous me reprochez d'avoir dit : *Le droit de la société passe avant le droit d'une partie de l'humanité.*

Cela signifie, me parait-il : que si ne pas comprimer l'examen, en tant que la compression de l'examen est possible, doit causer l'anarchie permanente conduisant à la MORT SOCIALE; le droit, la raison de la société est de comprimer l'examen, pour ne point laisser périr l'humanité, ENSEMBLE DES INDIVIDUS C'est bien là, si je ne me trompe, RAPPORTER LE DROIT AUX INDIVIDUS.

Vous concluez de ma proposition, en disant : *ainsi le droit est social et non humain, collectif et non individuel, et la société doit pouvoir vivre aux dépens de tel ou tel individu.*

Non, Monsieur; le droit est social parce qu'il est humain; il est collectif, c'est-à-dire social parce qu'il se rapporte, non pas à un individu, quant à l'application sociale, mais à l'ensemble des individus. Oui, Monsieur, la société, synonyme d'humanité, doit pouvoir vivre aux dépens de tel ou tel individu, quand le sacrifice d'une partie des individus est ABSOLUMENT NÉCESSAIRE à l'existence de l'humanité. Si l'humanité se trouvait embarquée sur un navire, croyez-vous qu'elle n'aurait pas le droit de manger le quart, la moitié, les trois quarts de ses membres, tous même moins un couple, pour pouvoir arriver au port?

Vous ajoutez, toujours en parlant de ma proposition :

VOILA OÙ CELA NOUS MÈNE!...

Vous voyez, Monsieur, que votre point de départ critique n'étant pas celui sur lequel je m'appuie, en un mot, que le *point de départ ne nous étant point* COMMUN, les conclusions que vous en tirez ne peuvent m'atteindre. Je répète d'ailleurs que, dès que je ne me suis pas fait comprendre, ce doit être de ma faute. J'espère être plus intelligible une autre fois, et ce sera, Monsieur, un service que vous m'aurez rendu.

Vous dites : « *Que l'homme se soit fait lui-même, ce qui suppose qu'il s'est donné l'être avant d'être ; ou, qu'il ait été fait, ce qui suppose un créateur, l'homme n'en est pas moins, d'après M. Colins lui-même.* UN ÊTRE RÉEL, etc. »

Erreur, Monsieur : la première de ces suppositions est évidemment absurde, la seconde est la négation de l'homme réel. Quant à l'homme réel, pour qu'il puisse exister vis-à-vis de la raison, il faut : qu'il ne se soit pas fait lui-même d'une part; et d'une autre, qu'il ne soit pas une créature. Quant à l'existence de l'homme RÉEL, je ne l'ai admise que comme HYPOTHÈSE NÉCESSAIRE pour n'être point absurde en prétendant raisonner plus qu'illusoirement; et, pour que cette HYPOTHÈSE puisse

devant la raison être admise comme RÉALITÉ, il faut prouver d'une manière rationnellement incontestable, que l'âme est immatérielle, éternelle. absolue. J'ai promis de le faire; j'ai dit que toute la question religieuse, philosophique, sociale, politique, etc., ne pouvait, en présence de l'incompressibilité de l'examen, recevoir de solution que par cette démonstration. C'est là ce que, préalablement, il faudrait m'accorder ou me nier.

Vous dites encore : « *C'est donc bien l'homme qui fait l'humanité, qui fait la société, et non la société qui fait l'humanité, qui fait l'homme.* »

Tout cela, monsieur, est erroné. L'homme, tant qu'il reste isolé, n'est qu'un homme en germe, incapable de verbe, sans lequel verbe l'homme ne peut exister dans le temps. C'est le contact inévitable et constant de au moins deux êtres humains, c'est la SOCIÉTÉ qui développe le verbe, qui rend l'homme capable d'exister dans le temps. Sans l'humanité composée d'au moins deux individus, la société n'existerait pas; sans la société, composée d'au moins deux individus, l'humanité, développée dans le temps par le verbe, n'existerait pas également. *L'humanité et la société se développent simultanément* : pour les deux, il n'y a ni avant, ni après, ni aîné, ni cadet.

Le panthéisme est la négation des individualités RÉELLES ; le communisme absolu est l'absence de toute propriété individuelle. J'affirme la réalité des individualités, et l'absolue nécessité des propriétés individuelles. Puis, vous m'accusez de panthéisme et de communisme. En vérité, monsieur, je suis bien coupable, de m'être aussi mal expliqué vis-à-vis d'un homme aussi instruit que vous !

Je termine ici mes observations sur votre second article et je répète :

Sous peine de non existence d'ordre moral, TOUT CE QUI EST, A ÉTÉ ET SERA, *individuellement et socialement, est* ABSOLUMENT BIEN.

Tant que le droit est exclusivement relatif à la force, à cause de l'ignorance sociale sur la réalité du droit, tant que le despotisme est nécessaire à l'existence de l'humanité, LE DESPOTISME EST DE DROIT.

C'est seulement lorsque la raison domine la force, par l'anéantissement de l'ignorance sociale sur la réalité du droit, que tous les individus *sans en excepter un seul*, ont des DROITS ÉGAUX vis-à-vis de la société, vis-à-vis de l'humanité.

COLINS.

II

Saint-Mandé, 15 mars 1855.

Monsieur,

Je reçois votre troisième article ; j'y réponds immédiatement.

Avant de commencer néanmoins, permettez-moi de vous citer un passage de Voltaire : « *Ce n'est point, dit-il, la logique qui manque aux hommes, c'est le point de départ.* » Hélas ! c'est encore ce qui nous manque.

D'abord, laissons de côté toutes les philosophies de l'Inde, de l'Egypte, de la Grèce, de Rome, d'Angleterre, d'Allemagne, de France, ramassis de folies, puisque, pas deux d'entre elles ne s'accordent; ramassis de folies, qu'il est impossible d'étudier sérieusement, soit sans devenir fou, soit sans se mépriser profondément.

Dès lors, ne plaidons que devant la raison et non devant Charenton, en présupposant, je le répète, que la raison existe en réalité, ce qui, je le répète encore, reste à prouver, non pour moi qui le sais, mais pour la prétendue science actuelle qui le nie.

Ensuite, n'oublions jamais que, pour raisonner dans le but de s'entendre et de ne point parler pour ne rien dire, il faut UN POINT DE DÉPART COMMUN. Je vois que, malheureusement, il n'y en a pas entre nous. Et voilà pourquoi je n'ai pas été compris par vous, sans qu'il y ait de votre faute et sans qu'il y ait de la mienne.

Vous parlez de droit. Pour que le droit existe en réalité, il faut qu'il ait une sanction autre que la force, une sanction relative au lien des actions d'une vie à une autre. Si vous ne l'accordez pas, il n'y a entre nous AUCUN POINT DE DÉPART COMMUN. Alors, nous parlons pour ne rien dire.

Pour que le lien religieux existe en réalité, il faut que la liberté existe en réalité; pour que la liberté existe en réalité, il faut que des individualités réelles existent, qu'elles soient absolues, INDÉPENDANTES.

Devant la raison, cette indépendance est incompatible, d'une part, avec l'anthropomorphisme; d'une autre, avec le matérialisme. Vous défendez l'anthropomorphisme. Il n'y a, dès lors, AUCUN POINT DE DÉPART COMMUN entre nous. Nous parlons pour ne rien dire.

Vous parlez de vérité. Avant d'en parler, il faut savoir ce que l'on entend par vérité. Et, comme la vérité, si elle existe, ne peut se prouver que par le raisonnement réel et non illusoire, avant de parler de vérité, il faut donc savoir si nous sommes capables de causer plus *qu'illusoirement*. Devant la raison, si l'anthropomorphisme ou le panthéisme sont réels, votre raisonnement est illusoire; vous soutenez qu'anthropomorphisme et raisonnement réel sont compatibles. Nous n'avons pas LE MÊME POINT DE DÉPART; nous parlons pour ne rien dire.

J'ai affirmé que, sur tout globe possible, l'humanité naît nécessairement ignorante, relativement à la RÉALITÉ du droit et relativement à ce que, SOCIALEMENT, le droit ordonne. Devant la raison, c'est incontestable, à moins d'une révélation sur-rationnelle. Vous prétendez que les humanités, quelles qu'elles soient, ne naissent point ignorantes; vous acceptez les révélations surrationnelles. Nous n'avons pas LE MÊME POINT DE DÉPART; nous parlons pour ne rien dire.

J'ai affirmé qu'en dehors du lien religieux, socialement accepté comme vrai, soit, par une foi COMMUNE, nécessairement basée sur une inquisition; soit, par la science COMMUNE exclusivement basée sur une démonstration rationnellement incontestable: « Vertu n'est qu'hypocrisie; dévouement, que sottise; sacrifice, que folie; que Curtius est un niais, Socrate un radoteur (1); le conseillé Molé une dupe; que la vic-

(1) Je cite votre phrase parce que Socrate a dit formellement que hors la religion, l'homme probe est un imbécile.



toire est la justice ». Vous, monsieur, vous prétendez qu'en dehors du lien religieux, socialement accepté comme vrai, il est raisonnable de se dévouer, de se sacrifier. Nous n'avons pas LE MÊME POINT DE DÉPART : nous parlons pour ne rien dire. Maintenant, puisque vous aimez les autorités, abstraction faite de la raison, je vous préviens que Socrate, Platon, Aristote, Voltaire, Rousseau, etc., etc., sont de mon avis. « L'athée, dit Voltaire, fourbe, ingrat, calomniateur, brigand, sanguinaire, RAISONNE ET AGIT CONSÉQUEMMENT, s'il est sûr de l'impunité de la part des hommes. Car, s'il n'y a pas de Dieu, ce monstre est son Dieu à lui-même. Il s'immole tout ce qu'il désire ou tout ce qui lui fait obstacle. » Or l'athéisme proprement dit n'est autre que la négation de la sanction religieuse.

Vous parlez de *conscience humaine* (1) comme devant remplacer la sanction religieuse. La conscience indépendante de la foi COMMUNE ou de la science COMMUNE, c'est le sentiment individuel. A cet égard, écoutez LAMENNAIS : « Le sentiment du vrai et du faux, du bien et du mal, varie, dit-il, selon les circonstances, les intérêts, les passions. » En dehors d'une foi commune ou de la science commune, c'est évident devant la raison. Vous le niez ; vous prétendez que l'ordre peut se baser sur les sentiments individuels, en dehors d'une soumission soit à la foi, soit à la science, droit social, droit humain, que vous voulez subordonner au sentiment de chacun. Nous n'avons pas LE MÊME POINT DE DÉPART : nous parlons pour ne rien dire.

Vous affirmez que « Tibère, Domitien, Caligula, Commode, Héliogabale, ces monstres, ces rois, ces empereurs, ces puissants, ces riches, ces cochers, ces délateurs, ces empoisonneurs, toute cette engeance des palais, des festins, des thermes, des temples, des cirques dont Juvénal, Tacite, Suétone, Martial, Lucien, Athénée, nous ont conservé les crimes, les folies, les débauches, les appétits de sang et d'or, n'étaient pas NÉCESSAIRES SOCIALEMENT. »

Je vous réponds :

Tant que l'ignorance sur la réalité du droit n'est point socialement anéantie, le despotisme est NÉCESSAIRE à l'existence de l'humanité, et le despotisme engendre NÉCESSAIREMENT Tibère, Domitien, Caligula, etc. Il y a plus : tous les maux causés par Tibère, etc., etc., ont été soufferts justement ou il n'y a pas d'ordre moral, synonyme d'absence d'injustice. Vous, Monsieur, vous soutenez que l'ordre moral peut exister, avec le seul mal souffert par un cheveu arraché, sans que ce mal soit une expiation. Nous n'avons pas LE MÊME POINT DE DÉPART : nous parlons pour ne rien dire.

Vous affirmez que *le droit social tue le libre arbitre qui est la liberté de chaque individu.*

Le libre arbitre est exclusivement relatif à l'existence des individualités RÉELLES ; et celles-ci, devant la raison, sont incompatibles avec l'anthropomorphisme que vous admettez. Donc, vous niez le libre arbitre.

(1) Cette expression est essentiellement panthéiste.

Le droit social RÉEL est exclusivement relatif à l'existence de *l'ordre*, VIE SOCIALE. Pour que le droit social puisse exister en RÉALITÉ et soit autre que la force brutale, la force de la nécessité, il faut que le libre arbitre existe et vous le niez implicitement. Pour vous et vis-à-vis de la raison, libre arbitre et droit social sont dès lors impossibles. Nous n'avons pas LE MÊME POINT DE DÉPART : nous parlons pour ne rien dire.

Vous dites encore : *dans fatalité des événements, il n'y a pas liberté d'actions.*

Comment! lorsque l'immatérialité, l'éternité, l'individualité RÉELLE des âmes est démontrée, il n'y a pas raisonnement réel, liberté réelle des actions? C'est sous l'anthropomorphisme chrétien, que vous admettez de préférence à tout autre, que la liberté des actions est illusoire. Nous n'avons pas LE MÊME POINT DE DÉPART ; nous parlons pour ne rien dire.

Comment! lorsque le raisonnement est démontré RÉEL, lorsque la raison prouve que toute action commise contrairement à la conscience, à la raison, est punie nécessairement, soit dans cette vie, soit dans une autre; lorsque la raison vous dit que tout mal souffert dans cette vie, sans avoir été mérité dans cette même vie, est la punition d'une faute commise dans une vie antérieure; lorsque l'anthropomorphisme est démontré n'être que la personnification de l'éternelle justice, l'expression FIGURÉE providence n'a point pour valeur PROPRE : *l'Éternelle harmonie entre la liberté des actions et la fatalité des événements ?* C'est cependant évident vis-à-vis de la raison et c'est ce que vous niez. Vous voyez, Monsieur, que nous n'avons pas LE MÊME POINT DE DÉPART, et que nous parlons pour ne rien dire.

Vous me reprochez d'avoir dit : « *les hommes... existent-ils en réalité ? Question à résoudre.* »

Pour moi, Monsieur, cette question est résolue et je le prouverai si vous voulez m'aider à publier mes preuves. Mais, en disant pour les autres : *question à résoudre*, j'ai été fort modeste. Car, la prétendue science actuelle, en établissant la série continue des êtres comme *vérité*, nie formellement l'existence réelle de l'humanité. Et vous, Monsieur, en disant la *conscience humaine*, vous affirmez le panthéisme. Dès lors, vous ne mettez point en doute l'existence de l'humanité, vous la niez absolument. Nous n'avons pas LE MÊME POINT DE DÉPART : nous parlons pour ne rien dire.

Vous m'accusez d'être CHRÉTIEN, avec le Christ de moins. C'est un singulier christianisme que celui qui nie l'anthropomorphisme! Vous dites ensuite : que je suis *manichéen* parce que je reconnais la *liberté des actions* et la *fatalité des événements*. Pour prouver votre assertion vous ajoutez que *la* LIBERTÉ *est le bien*, *et que* LA FATALITÉ *est le mal*. La liberté, Monsieur, n'est pas le bien, elle est la possibilité de choisir entre le bien et le mal, entre la tendance de raison et la tendance de passion. La fatalité des événements, dès que la liberté des actions est démontrée, n'est point le mal; au contraire, son harmonie avec la liberté des actions constitue le BIEN ABSOLU, l'ORDRE MORAL.

Je vous prie en grâce, Monsieur, de ne pas voir, dans cette lettre, un simple exercice de gymnastique intellectuelle, mais bien le noble désir de voir deux personnes qui, comme nous, sont au sommet de l'instruction, ne point se trouver sans point de départ commun. S'il ne peut rien y avoir de commun entre nous, que sera-ce pour ceux qui sont au-dessous de nous dans la hiérarchie des développements de l'intelligence? Il n'y aura de possible alors qu'une continuelle anarchie, car, en présence de l'incompressibilité de l'examen, le despotisme ne peut plus être que base très éphémère d'ordre social. Une continuelle anarchie, c'est la mort de l'humanité.

(*Pour finir.*) COLINS.

La Conquête du Pouvoir public

ET LES ÉLECTIONS EN ALLEMAGNE

Les élections pour le Reichstag allemand sont terminées et avec elles les réflexions faites dans la presse des divers partis.

Pour montrer quelle importance les social-démocrates allemands pouvaient attacher à ces élections et combien d'excellents résultats ils attendaient de la campagne électorale de 1898, — année prévue déjà comme celle du grand bouleversement (Kladderadatsch), de la révolution générale dans le régime parlementaire,— j'invite le lecteur à vouloir bien se transporter un moment au congrès de la social-démocratie allemande tenu à Erfurt, du 14 au 20 octobre 1891.

M. Auguste Bébel, membre du « Reichstag » et connu dans tout son parti comme le chef par excellence de la social-démocratie allemande, a la parole comme rapporteur sur l'action parlementaire et sur la tactique :

«... Quand nous voyons quelle révolution colossale a eu lieu en ce temps-ci sur le terrain économique et politique, comment nos adversaires sont tout à fait réduits au désespoir et ne savent plus comment se tirer d'affaire ; quand nous voyons comment tous les événements se sont développés peu à peu, à ce point, que nul homme raisonnable ne peut douter qu'il est impossible que les choses marchent encore longtemps ainsi et que pour cette raison, la catastrophe n'est qu'une question de temps ; alors il n'est pas seulement naturel, mais il est forcé que l'on en vienne à des vues telles que je les ai et à les exprimer. Je ne cache pas que je me suis réjoui énormément lorsque, récemment, mon ami Frédéric Engels, dans sa récente lettre parue dans le *Socialiste* et publiée aussi dans notre presse, prévoit un bouleversement complet des choses vers l'an 1898. Vollmar a cru pouvoir se moquer de cette opinion ; pour moi,au contraire, j'ai répondu à Engels : Mon vieil ami, toi et moi, nous sommes les seuls « jeunes » dans notre parti!... (Voir le compte rendu officiel du congrès d'Erfurt, p. 282).

En se rappelant, en cette année 1898, ces paroles prononcées il y a sept ans, et en les comparant avec les résultats des dernières élections en Allemagne, on s'imaginera aisément que les résultats auront déçus nombre de partisans de M. Bébel.

Tandis que le « Reichstag » sortant comptait 48 social-démocrates, le parlement actuel en compte 56. Un accroissementde *huit* sièges ne

peut pas avoir beaucoup d'influence dans une assemblée composée de 397 membres. Il est vrai que le nombre des voix recueillies par les candidats social-démocrates s'est augmenté considérablement. Il est monté de :

763.128 en 1887
à 1.427.298 en 1890
à 1.786.738 en 1893

et au nombre rond de 2.125.000 dans les élections dernières.

Les social-démocrates, tout en étant déjà le parti numériquement le plus fort, du moins d'après le nombre des électeurs et non d'après celui des députés élus, a encore acquis de grands renforts.

Cependant tout cela ne peut pas détruire le fait que, dans leur ensemble, les élections restent une déception. Le parti a gagné dans quelques circonscriptions habitées par une population rurale, même dans le Mecklembourg et particulièrement dans la Prusse Orientale, dominée par les hobereaux. Mais d'autre part ses candidats ont été vaincus dans des circonscriptions tout à fait industrielles et importantes comme Dortmund en Westphalie, Plauen en Saxe et Reichenbach en Silésie, ainsi que dans quelques grandes villes comme Kiel, Stettin, Berlin (ici les social-démocrates perdirent deux sièges dans les II[e] et V[e] circonscriptions) et München (1[re] circonscription).

Bien que les journaux social-démocrates allemands se réjouissent de l'accroissement des voix, ils ne nient pas les difficultés de la situation et la *Neue Zeit*, leur revue scientifique hebdomadaire, dans son numéro du 9 juillet, commence ainsi un article sur les ballotages.

« Le résultat des ballotages a assuré en réalité la résurrection du Reichstag actuel ; un petit affaiblissement des partis du Cartel en faveur du centre et de la gauche, particulièrement de la social-démocratie, n'a pas d'importance au moins dans un sens pratique ; les Ultramontains restent le « parti gouvernant » et peuvent le devenir encore dans une mesure plus grande. Le pire est passé, mais le mauvais commence ; il ne sert à rien de se laisser tromper : la période nationale ultramontaine sera au moins aussi détestable et nuisible que le fut, dans son temps, la période nationale libérale ».

En vérité, il n'y a pas eu seulement que les social-démocrates dont le nombre des députés ait augmenté ; le centre aussi est sorti de la lutte électorale renforcé de six combattants et cette fraction catholique du Reichstag ne compte pas actuellement moins de 400 membres.

A mon avis, dans les causes de ce phénomène, il s'agit ici de quelque chose de plus important que de la géométrie, appliquée par le gouvernement en Allemagne (comme en France et comme partout ailleurs), dans l'arrangement des circonscriptions. Il s'agit aussi d'une chose plus importante que de la tactique, si nuisible pour les social-démocrates, d'après laquelle, dans la période des ballotages, tous les partis bourgeois, même les plus avancés, marchent ensemble contre les « ennemis de l'ordre social ». Celui qui connaît un peu, par une expérience de plusieurs années, le développement du mouvement ouvrier international, peut s'apercevoir que nous nous trouvons ici devant la défaite

de la tactique parlementaire dans la lutte des classes et peut prévoir que *la conquête du pouvoir public par le prolétariat organisé* se manifestera dans l'avenir, encore plus clairement qu'à présent, comme une duperie et une utopie misérable.

J'ajouterai que, selon mon opinion, cette défaite est liée étroitement à celle de cette thèse marxiste attaquée d'abord par des anarchistes et dans ces derniers temps, aussi par des disciples même de Karl Marx (voir l'article d'Emile Vandervelde dans la *Revue Socialiste*, mars 1898 et celui de Ed. Bernstein dans le *Neue Zeit*, nº 18, du 29 janvier 1898); thèse qui est : *le capital se concentre entre les mains d'un nombre toujours décroissant de grands capitalistes.*

En même temps que tombe cette erreur de Marx c'est-à-dire cette erreur de la soi-disant *expropriation de la grande majorité des capitalistes par une petite minorité d'entre eux, et la disparition par conséquent dans les diverses branches de la production des petites et moyennes exploitations*, tombe aussi la possibilité de la conquête du pouvoir public par la grande masse prolétarisée, par les petits paysans et la petite bourgeoisie appauvrie et par la masse des ouvriers.

Ayant devant les yeux ce fait, maintenant incontestable, que les classes moyennes ne disparaissent pas, comme l'ont cru les social-démocrates, mais, au contraire, qu'elles s'accroissent plutôt; ce fait que dans notre société capitaliste « les classes moyennes périssantes » (die versinkenden Mittelschichten), dont parle le programme de la social-démocratie allemande semblent avoir une vie tenace et que seulement leur force se déplace d'une sphère à une autre, nous croyons que le problème à résoudre par le prolétariat organisé sera avant tout celui-ci : *Sera-t-il jamais possible, même sans tenir compte des manipulations électorales du gouvernement et en considérant seulement le côté arithmétique de la question, que le prolétariat puisse conquérir le pouvoir public par le bulletin de vote?* Je ne veux pas dire que dans le « Reichstag » allemand, ainsi que dans la Chambre des députés en France ou dans le Parlement de tout autre pays moderne, le nombre des social-démocrates ne puisse pas augmenter.

Non! la question que je pose est celle de savoir s'il est même possible de trouver la majorité, que rêvent les social-démocrates. La grande masse du prolétariat, la majorité de ces pauvres travailleurs, courbés sous un travail abrutissant du matin jusqu'au soir, ne peuvent pas trouver d'amélioration décisive de leur sort par la voie de la législation. *Ce qu'il leur faut, c'est l'abolition du salariat.* De ce côté-ci le parti petit-bourgeois réformateur de la social-démocratie trouvera donc des déceptions et une opposition toujours croissante.

D'autre part, ce parti ne pourra jamais gagner pour son programme les hobereaux, les grands propriétaires conservateurs et leur suite, pas plus que la grande masse des fonctionnaires satisfaits. En même temps il est certain que, dans l'avenir, les cléricaux, par leur influence économique et morale, domineront dans la campagne, partout où la situation de la population rurale ne sera pas devenue réellement insupportable.

Or, si l'aristocratie des ouvriers, la petite bourgeoisie (petits com-

merçants, petits patrons, fonctionnaires subalternes) et les petits paysans,tous ceux dans le camp anti-clérical qui souffrent dans l'ordre social actuel, mais qui peuvent être secourus au moins momentanément par des mesures législatives ; si, dis-je, ils n'ont pas une très grande majorité, alors, la lutte parlementaire est perdue pour la social-démocratie qui nous a promis toujours de bouleverser les bases économiques de la société capitaliste, après avoir conquis le pouvoir public.

Je fais abstraction ici du fait qu'on n'a pas du tout « le pouvoir public » de l'Etat en ayant même la majorité dans le parlement actuel.On n'a même pas le pouvoir *législatif* ; sans parler du pouvoir *exécutif* et *juridique*.

On ne l'a pas en Allemagne aussi bien qu'en France, ou dans n'importe quel autre pays. Dans une société capitaliste, le Parlement sera capitaliste, c'est-à-dire favorisera les intérêts de la grande bourgeoisie, ou il ne sera pas. Aussi,pour ma part, je ne crois pas du tout à une tendance de se servir de leur pouvoir pour révolutionner la structure économique de la société. Pour moi, je n'y crois pas du tout. Une fois arrivés au pouvoir, ils agiraient comme ont agi auparavant tous les gouvernants, ils seraient conservateurs ou même réactionnaires. Seulement ils élaboreraient leur système de socialisme d'Etat.

Mais, il s'agit ici de cette question,que la conquête du pouvoir public par un parti de réformateurs social-démocrates devient une absurdité, déjà par la raison que les éléments de recrutement de la majorité exigée n'existent pas. L'avenir nous apprendra, comme je le crois, que c'est là une réalité inévitable ; et les résultats des élections en Allemagne nous montrent déjà le prologue de la défaite totale de la tactique, appliquée par la social-démocratie en Allemagne comme en France et dans tous nos pays modernes.

Car s'il n'en était pas ainsi, *l'accroissement non seulement des voix, mais aussi et surtout du nombre des députés élus devrait être bien plus considérable qu'il n'a été en réalité.*

La cessation du mouvement et la réaction qui suivra peut déjà être prévue. Les social-démocrates ne pourront se sauver qu'en abandonnant, encore plus qu'ils ne l'ont déjà fait, leurs tendances socialistes, et en formant un seul parti réformateur avec les éléments démocrates des partis bourgeois les plus avancés, aussi bien des cléricaux du centre que des radicaux (les Freisinnigen).

La croyance à la possibilité de la conquête du pouvoir public par le prolétarias tendant à l'organisation d'une société communiste a échoué misérablement.

Le communisme, n'ayant rien à attendre de la lutte électorale, se préparera de plus en plus à la lutte économique dans la société elle-même, dans la réalité vivante.

CHRISTIAN CORNELISSEN.

Les Émeutes de la faim en Italie

LEURS CAUSES ET LEURS CONSÉQUENCES.

Les événements, qui se sont déroulés en Italie pendant les mois d'avril et de mai, ont attiré sur notre pays l'attention des étrangers ; ils ont jugé les causes des émeutes et leur importance, mais leurs opinions ne répondent pas en général à la réalité des faits. Cette observation n'est pas dictée par un esprit... chauviniste, et le reproche serait d'ailleurs injuste, parce que les Italiens, même ceux qui sont intelligents et spirituels, n'ont, presque tous, sur la véritable condition du pays que des notions bien imprécises ; ils se bornent à adopter les jugements passionnés des partis politiques.

Les émeutes de la faim ont été l'occasion d'un nombre infini de publications spéciales, elles ont contraint plusieurs conservateurs à des confessions pénibles sur les responsabilités des classes dirigeantes ; elles seront l'aliment de polémiques et de discours politiques encore pendant quelques mois ; mais rien de plus.

Les Italiens savent oublier bien rapidement ; les leçons, qui se dégagent de l'observation sérieuse des événements, sont toujours comprises par peu de gens et ne servent jamais à personne.

Tout le monde, en Italie saura vous dire que dans ces dernières années se sont produits des faits bien étranges : les émeutes de Sicile, la guerre d'Afrique, le Panama parlementaire et financier. Mais personne, sauf quelque penseur solitaire, ne saura les considérer comme l'expression normale de la condition sociale du pays. La majorité des Italiens croit que les faits ont été l'incident singulier d'un moment, le déraillement d'un quart d'heure. Les causes, selon les conservateurs, sont la propagande des partis révolutionnaires et l'esprit de révolte des citoyens, quelque complot antipatriotique, etc.. Pour la majorité du pays, victime

de la misère et de l'ignorance, en proie à des sentiments flottants, sans idées claires et définies, la faute sera la misère aiguë et imprévue du moment ou la politique gouvernementale du parti au pouvoir.

Rechercher les causes des émeutes, exposer leur importance, leurs conséquences immédiates et médiates; et cela de la manière la moins passionnée possible, sans le pessimisme des espérances déçues, sans haine contre la férocité de la répression, sans écrire de parti pris l'apologie d'aucune personne ou d'aucune fraction, voilà ce que je me propose.

*
* *

Je me rappelle que peu de temps après avoir écouté à l'école et lu dans les livres l'histoire dramatisée de la lutte pour l'indépendance italienne, histoire dans laquelle le dévouement désintéressé du roi et des patriotes se manifestait à toute occasion, autant dans les défaites que dans les victoires, j'ai eu la chance de lire *L'Italie telle qu'elle est* par S. Merlino. Ce livre expose au grand jour la véritable conduite des patriotes aussitôt après 1860; tandis qu'il est répandu en Italie, seulement parmi les amis politiques de l'auteur et quelque étudiant de sciences sociales, il est assez connu en France, aussi puis-je me borner à le rappeler aux lecteurs de l'*Humanité Nouvelle*. Corruption, tripotages sur les biens domaniaux, sur la Régie de tabac, sur la construction de voies ferrées, sur le cours forcé de la monnaie, etc., sont plus que prouvés dans l'ouvrage de Xavier Merlino; après la conquête de la patrie, l'ignoble curée.

Pour confirmer cette démonstration de Merlino, je pourrai transcrire l'opinion de presque tous ceux qui se sont sérieusement occupés des conditions sociales de l'Italie; je me bornerai à celle de M. Alfredo Niceforo qui, dans son *Italia Barbara contemporanea* (1), écrivait: « Les patriotes se transformèrent en horde et s'attaquèrent aux entrailles de la nation, qu'ils avaient créée; ils se ruèrent avec avidité à la conquête des meilleures places, de la banque la plus riche, de la décoration la plus éblouissante.... Eux et leurs coteries mirent avec désinvolture la main sur les deniers publics, se saisirent de la direction de l'Etat auquel la récente révolution venait de donner un nouveau lustre, tous, pour êtres maîtres, pour devenir riches, pour s'élever aux plus hautes situations (page 306)...... On a vu des patriotes franchir d'un saut la grammaire et la syntaxe et donner l'assaut victorieusement aux chaires universitaires, qu'ils ne méritaient pas, aux hautes places dans l'administration, saisir les rênes du gouvernement; si les patriotes étaient vieux, ils poussaient leurs fils, légitimes ou non, les neveux, les clients. » (page 309). Et on verra bientôt comment les tripotages et la corruption sont restés des habitudes de la vie sociale italienne; les scandales qui ont éclaté dans ces dernières années en

(1) Remo Sandron, éditeur, Palermo 1898.

Italie l'ont bien montré. Cette épouvantable curée se produisait aussitôt après la guerre pour l'indépendance du pays, quand il aurait été nécessaire de réparer tous les maux, qui avaient rendu insupportable la domination étrangère en Italie, et de développer la richesse nationale du pays. La misère des citoyens, la violence des gouvernants, le grand mouvement d'idées apporté par la Révolution française, la répercussion des révolutions politiques de 1848 dans les autres pays d'Europe, avaient délivré l'Italie de l'oppression étrangère pour la faire retomber sous l'exploitation et l'oppression des parasites du pays.

Si quelqu'un trouvait exagérée et pessimiste l'exposition que j'ai faite de la politique gouvernementale en Italie, depuis la révolution politique jusqu'à nos jours, il n'a qu'à suivre l'exposé de ces chiffres que j'ai puisés dans l'*Annuario Statistico Italiano* 1897, publié par le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du commerce. Mieux que tout autre moyen ils serviront à établir l'action funeste des classes dirigeantes en Italie.

Dépenses ordinaires et extraordinaires.

Dans l'exercice financier de 1871 à 1895-96	Budget de la guerre..........	6.087.621.594 fr.
	Budget de la marine (1).......	1.513.982.257 fr.
		7.601.603.851 fr.
Dans l'exercice financier de 1873 à 1895-96	Budget de l'agricultnre d. o...	88.717.700 fr.
	Budget de l'industrie, commerce et statistique d. o...	40.425.526 fr.
Dans l'exercice financier de 1871 à 1895-96	Dépenses extraordinaires pour l'agriculture, l'industrie et le commerce.	39.450.342 fr.
		168.593.568 fr.

C'est-à-dire que dans la vie sociale d'Italie les gouvernants se sont préoccupés 45 fois plus de se pourvoir d'une forte armée et d'une puissante marine, que de l'industrie, de l'agriculture et du commerce nationaux.

Poursuivons : dans l'exercice financier de 1882 à 1895-96, on a dépensé 303.950.926 fr., pour la colonie d'Afrique, qui, loin d'être utile, n'a au contraire cessé de coûter au pays énormément d'argent et de sang.

Pour l'hygiène publique intérieure et maritime, dans l'exercice financier de 1873 à 1895-96, on a dépensé 35,140.501 fr. tandis qu'en Italie sont encore très répandus la variole, *il morbillo*, la scarlatine, la fièvre milliaire, la fièvre typhoïde, la diphtérie, la malaria, la tuberculose, la pellagra et les maladies intestinales, maladies qui, avant tout, demandent toutes une application rigoureuse des règles de l'hygiène. Mais, qui la vie des ouvriers peut-elle intéresser ? !...

Encore :

(1) Il ne s'agit que des dépenses ordinaires, parce que dans l'*Annuario* les dépenses extraordinaires sont additionnées à celles de la marine marchande.

Liste civile (apanage du Roi) dans l'exercice financier de 1873 à 1895-96....	354.609.166 fr.
Pour l'agriculture, l'industrie le commerce et la statistique (dépenses ordinaires et extraordinaires) pendant la même période....	167.677.629 fr.

C'est-à-dire qu'en Italie la seule personne du Roi vaut plus de deux fois... l'agriculture, l'industrie et le commerce nationaux.

Et on pourrait continuer encore longtemps à exposer des chiffres comparatifs, mais la place, dont nous disposons nous contraint à limiter nos comparaisons.

Exercice financier 1895-96.

Instruction et beaux arts : dépenses	ord.......	38.735.809 fr.
	extraord..	635.226 fr.
Agriculture, dépenses ord....		4.803.081 fr.
Industrie commerce et statistique, dépenses ord.		1.832.870 fr.
Dépenses extraordinaires pour l'agriculture, l'industrie et le commerce....		1.585.677 fr.
Hygiène publique intérieure et maritime....		1.287.892 fr.
Guerre	d. o....	331.129.799 fr.
	d. e....	21.282.549 fr.
Marine. d. o....		98.543.603 fr.
Magistrature. d. o....		27.601.727 fr.
Justice. d. o....		5.599.021 fr.
Représentation à l'étranger. d. o....		8.798.195 fr.
Sécurité publique	d. o....	14 019.666 fr.
	d. e....	792.782 fr.
Prisons	d. o....	28.213.622 fr.
	d. e....	669.627 fr.
Administration	d. o....	39.678.946 fr.
	d. e....	5.540.759 fr.
Liste civile....		15.050.000 fr.
Frais pour la perception des impôts....		152.373.739 fr.

Les conclusions qu'on peut déduire de ces chiffres sont trop claires pour que je doive y insister ; et leur importance sera accrue par ces deux tableaux comparatifs, que je transcris d'un article de Grégorio Agnini, paru dans l'*Avanti* ! (Rome, 8 juillet) :

Le budget de l'Etat absorbe :

En Angleterre, le 7 0/0 du revenu général....

En Prusse, le 9 0/0 du revenu général....

En Autriche, le 11 0/0 du revenu général....

En Italie, le 21 0/0 du revenu général....

Les dépenses militaires absorbent :

En Autriche, le 24 0/0 des entrées générales....

En Allemagne, le 32 0/0 des entrées générales....

En Italie, le 48 0/0 des entrées générales.

Si on ajoute à tout cela le budget général plusieurs fois en déficit, une fiscalité excessive — (on a calculé que les diverses taxes payées par chaque citoyen se montent à 82 francs, somme énorme pour un pays tel que l'Italie), — on aura à peu près le tableau général de la politique gouvernementale de ces derniers 40 ans.

On conçoit aisément que la conséquence directe de ces tripotages permanents, de cette corruption et de cette politique en général devait être un arrêt de développement dans la vie économique du pays, une civilisation arriérée, un fort malaise moral et, pour les travailleurs, des conditions sociales de plus en plus misérables. Ce sont ces faits qui sont les causes des troubles permanents en Italie, troubles qui, à la première occasion, ont déjà éclaté et qui peuvent éclater encore, même si la réaction ne cesse un seul instant de sévir. L'enchérissement du pain, un trouble moral quelconque, une crise instantanément plus aiguë, une occasion quelconque suffiront pour faire descendre dans la rue des foules d'affamés et faire éclater des conflits entre le peuple et les troupes.

J'essayerai de démontrer brièvement et sans laisser ombre de doute les quatre conditicns que j'ai exposées et que je crois propres à l'Italie contemporaine.

Pour définir l'état de l'industrie italienne ce tableau comparatif suffirait:

	Italie	France Chevaux-vapeur	Belgique
Machines fixes et locomobiles : chaufferies industrielles	(1893) 156.680	(1894) 1.082.940	(1894) 452.426

De manière que « la puissance des machines fixes et locomobiles de la France est sextuple de celle dont dispose l'Italie » et que la petite Belgique a une puissance « triple de l'Italie » (1) ; et si on faisait le rapport de la superficie de l'Italie et de la Belgique, la proportion serait beaucoup plus élevée.

La production des mines est en décroissance :

	Mines en exercice	Valeur de la production
1871	498	41.920.532
1892	1.101	74.301.819
1893	913	57.906.180
1894	881	52.042.605
1895	713	39.103.279

Les salaires des mineurs nous exposent combien leur sort est malheureux :

Salaires

	Mines de soufre de Sicile			Mines de soufre de la Romagne	
	Piqueurs à la pièce	Piqueurs à la journée		Piqueurs	Chargeurs
1871	3,50	2,78	1871	2,89	2,74
1881	4,00	3,20	1881	2,64	2,45
1891	3,35	2,70	1890	1,98	2,03
1895	2,60	1,66	1895	1,65	1.74

(1) Virgilii, *Statistica*, pag. 189 ; Hoepli éditeur, 1898, Milano.

Cela va sans dire que l'importation des marchandises est toujours supérieure à l'exportation : je crois inutile d'en transcrire ici les chiffres généraux. Mais ce qui est plus important encore et qui sert à confirmer ce fait que l'industrie est en Italie très peu développée, c'est le rapport entre l'importation et l'exportation de certaines marchandises. Si la place ne me faisait défaut, je voudrais reporter ici tous les chiffres de l'importation et de l'exportation de machines, des machineries et des chaudières de 1871 à 1896, je dois me borner à quelques chiffres.

Machines, machineries et chaudières.

		Quintaux	Différence			*Quintaux*	Différence
1871	Imp	94 526	79 110	1885	Imp.	372.827	365.180
	Exp.	15.416			Exp.	7.647	
1875	Imp.	139.081	137.572	1890	Imp.	316.513	304.623
	Exp.	1.509			Exp.	11.890	
1880	Imp.	245.284	239.698	1896	Imp.	309.572	282.196
	Exp.	5.586			Exp.	27.376	

Bien qu'on observe un accroissement progressif dans l'exportation, la différence entre l'importation et l'exportation est toujours énorme.

L'Italie a une forte production de vers à soie. Eh bien, tandis que l'importation de la soie teinte et en fil pour coudre est en presque continuel accroissement, l'exportation décroît avec des variations peu sensibles.

Soie teinte et en fil pour coudre
Kilogrammes

Importation	1871	26.222	Exportation	1871	41.228
	1896	376.696		1896	9.756

Et si ces chiffres ne suffisent pas, pour en apporter encore d'autres, il n'y a que l'embarras du choix ; par exemple :

Ventes judiciaires d'immeubles		Faillites déclarées	
		1875	609
		1880	749
1881	3.966	1885	1.106
		1890	1.912
1895	5.464	1895	2.351

Regardons maintenant l'agriculture : elle est primitive. Toutes les applications de la science à la culture des champs se réduisent chez nous à l'exercice de quelques *sportmen*; on ne sait pas chez nous obtenir le maximum de production avec le minimum de dépenses au moyen de la culture rationnelle. On suit encore les moyens traditionnels de culture, de telle sorte que « avec le système rural généralement employé, on fait subir aux terrains une continuelle diminution de fertilité. » (*Avanti!* 21 juin 1898). Il suffira de nommer les *latifonds*

siciliens, les rizières de la Lombardie et de l'Emilie, les marais de la Toscane, la campagne autour de Rome (l'*Agro Romano*) pour rappeler combien de terrains pourraient être rationnellement cultivés. Le professeur Virgilii calcule à 1.000.000 d'hectares, sur 4.647.451 maintenant improductifs, les terrains qui pourraient être cultivés.

Juraschek résume l'état de notre agriculture dans le tableau suivant :

sur 1.000 hectares.

Terrains improductifs	Terrains cultivés			
	bois	prairies	céréales	vignes
131	157	250	399	63

et cet autre tableau comparatif, que j'emprunte à Virgilii, peut servir pour mieux le définir :

Froment

Production moyenne par hectare :

Italie	10	hectolitres
Autriche	15	»
France	16	»
Hongrie	17	»
Allemagne	18	»
Suède	19	»
Grande-Bretagne	26	»
Danemark	26	»
Hollande	27	»

Il sera, je crois, inutile d'ajouter que l'importation du froment est constamment supérieure à l'exportation, d'un chiffre qui va du minimum de 136.961 tonneaux en 1877 au maximum de 1.011.115 tonneaux en 1887. Et vous savez dans quel état se trouve en Italie l'enseignement professionnel de l'agriculture? Dans l'année scolaire 1895-1896 il y avait deux écoles supérieures d'agriculture avec 301 étudiants, et 33 écoles spéciales et pratiques avec 1093 élèves et auditeurs.

Le gouvernement, très naturellement conséquent à sa fonction, ne se soucie pas de ces conditions de l'agriculture, pour laquelle, il dépense chaque année une toute petite somme. Il a bien autre chose à faire : conquérir au prix de l'argent et du sang du peuple des terrains incultivables en Afrique ; assurer aux grands propriétaires des gros revenus avec le droit de douane sur l'importation du blé ; favoriser l'émigration des ouvriers en Amérique, où ils sont presque toujours exposés à la misère la plus atroce ; organiser l'armée pour la répression des émeutes de la faim. On a calculé (je cite des journaux bourgeois italiens) à 15 millions les frais pour la répression des dernières émeutes. Il y a de quoi énorgueillir tous les patriotes italiens.

Cet arrêt de développement dans la vie économique de l'Italie, plus ou moins grave selon les diverses régions, est à mon avis suffisamment

démontré. Il est bien naturel que l'état général de notre civilisation ne soit pas trop avancé; je n'entends pas et je ne peux pas faire ici le tableau, quoique résumé, de l'état actuel de la civilisation italienne; je veux seulement ajouter aux deux indications — la politique gouvernementale et la vie économique — que j'ai déjà exposées, quelque autre fait, qui permettra de se former une idée générale, assez juste, de la civilisation italienne. Les termes de comparaison seront l'instruction publique et la criminalité.

De 1872 à 1895, la population s'est accrue de 6.423.711 habitants; nous avons depuis plusieurs années la loi de l'instruction obligatoire; eh bien, le nombre des illettrés est toujours très élevé. Pour en saisir l'importance, il faut le voir comparé à celui des autres nations.

J'ai trouvé à ce propos deux échelles de graduation, l'une du professeur Virgilii, que je crois faite sur des recensements qui ne sont pas récents, l'autre reproduite par Niceforo du *Report of the commissionner of education* du *Bureau of education of Washington* (1896).

Nombre des illettrés sur 100 habitants

Selon le professeur Virgilii		Selon Niceforo	
Suisse	2.1	Danemark	0.49
Grande-Bretagne	19	Allemagne	2.49
Danemark	20	Angleterre	3.49
Belgique	26.9	France	3.50
France	37 8	Russie	36 (?)
Autriche	40.1	Pologne	39.82
Hongrie	45.5	Portugal	67.35
Italie	67.3		
Espagne	68.1		
Portugal	79.2		
Roumanie	87.3		

L'Annuario statistico italiano (1897) donne ces chiffres :

Recensement du 31 décembre 1871	Recensement du 31 décembre 1881.
Illettrés pour 100 habitants	Illettrés pour 100 habitants
72.96	67.26

De ces chiffres, il résulte que l'Italie non seulement est un des pays où il y a le plus d'illettrés, mais encore que ce nombre décroît avec une lenteur épouvantable en comparaison des autres pays. Et cela est bien naturel; on ne se soucie pas trop — et pour cause — de répandre l'instruction. Il suffirait de rappeler le rapport entre le budget de la guerre et celui de l'instruction publique, mais nous aimons mieux ajouter deux autres faits.

Le professeur Virgilii donne cette proportion du nombre des élèves dans les écoles élémentaires pour 100 habitants.

	Ecoles publiques et privées		Ecoles publiques seules	
Italie	1894	8.22	1894	7.57
Belgique	1872	11.96	1892	10.34
France	1892	13.08	1892	10.08
Prusse	1891	16.97	1891	16.63
Angleterre et Galles	—	—	1892	17.03

Dans l'Amérique du Nord les élèves représentent 43 0[0 de la population.

Quant aux écoles du soir et des jours de fête, instituées pour les adultes, leur nombre et celui des élèves diminuent : dans les écoles, du soir, du maximum de 11.633 salles et 455.687 élèves dans l'année scolaire 1878-1879, nous sommes arrivés, avec une régression continuelle à 2.840 salles et 102.988 élèves en 1894-1895; dans les écoles des jours de fête, du maximum de 6.652 salles et 189.763 élèves en 1884-1885, nous sommes progressivement descendus à 1.924 salles et 51.394 élèves au courant de l'année 1894-1895.

Comme on voit nous progressons, mais... en arrière.

La criminalité chez nous est en croissance : de 526.300 crimes dénoncés en 1887, nous sommes arrivés à 726.029 en 1895. Mais ce qui est plus grave, c'est que presque toutes les formes de la criminalité — des vols aux délits de violence — s'accroissent elles aussi progressivement.

Crimes dénoncés

	Fraudes dans le commerce, dans l'industrie et crimes prévus par le Code de commerce.	Fausse-monnaie et faux	Vols	Escroqueries et autres fraudes
1880	1.028	12.886	89.774	14.277
1895	4.659	15.605	116.780	19.158

Misère et immoralité! La même progression peut s'observer dans les crimes de violence et contre l'organisation et les défenseurs de l'Etat (de ces derniers nous aurons occasion de parler bientôt).

Et malgré les immenses sommes affectées à la justice et à la magistrature (nous les avons relatés ci-dessus) une grande partie des crimes dénoncés ne sont pas jugés. En 1895, sur 726.029 dénoncés, on en a jugés 493.018, un peu plus que les deux tiers. Peut-être la besogne est trop rude pour nos juges!

Selon le professeur Virgilii dans l'échelle comparative de la criminalité en Italie, en Espagne, en France et en Allemagne, l'Italie tient la première place, viennent ensuite l'Espagne, la France et l'Allemagne.

Et nous allons civiliser l'Afrique!

Un véritable malaise moral domine les Italiens. La révolution politique avait promis la liberté et en place de cela on poursuit pour crime de pensée. Elle avait promis le bien-être et on fusille les affamés! Combien de fois nous avons écouté des vieux ouvriers dire qu'on était beaucoup mieux autrefois! Ils ont tort à mon avis; mais allez-vous leur expliquer que l'état général de la civilisation est meilleur que celui du passé, allez-vous leur exposer la philosophie sur l'éclaircissement des idées, sur les besoins qui se sont accrus? Ils ne vous comprendront pas; ils ont besoin de pain et de liberté.

Les scandales parlementaires et judiciaires (acquittement systématique des gros bonnets du crime) des dernières années, les divers Panamas italiens (*Banca Romana*, *Tiberina*, *Mobiliare*, *Immobiliare*, *Favilla*, *Cavallini*, etc.) ont montré au grand jour quelle épouvantable

pourriture se cachait sous le masque de l'honnêteté et de la justice bourgeoises; la criminelle guerre d'Afrique, le monstrueux Crispi, la réaction féroce et presque permanente de ces dernières années ont tout à fait détrompé le peuple et les plus intelligents parmi les bourgeois sur le rôle du gouvernement et des classes dirigeantes. Le marquis de Viti di Marco, conservateur et professeur de l'Université de Rome, définit les classes dirigeantes italiennes comme « une organisation inintelligente de petits et secondaires intérêts, qui ont mis la constitution politique en opposition avec l'intérêt de la majorité. » (1) L'ex-député Morini, conservateur, déplorait dans son livre *La Corruzione elettorale*, que le nombre des délits commis par les sénateurs est supérieur à la moyenne de la criminalité en général.

Naturellement les crimes de révolte s'accroissent tous les ans : de 3.033 en 1880, ils sont arrivés à 14.415 en 1895. Les déserteurs sont très nombreux : en 1894 sur 349.906 citoyens sujets à la conscription, 21.368 ont été déclarés déserteurs.

Un autre symptôme du malaise moral, c'est que les crimes commis par les fonctionnaires sont représentés par un chiffre bien élevé : ils étaient 1.490 en 1880, et ils ont atteint le chiffre de 2.119 en 1895. La gravité de ce fait est encore plus grande si on pense que ce nombre représente presque uniquement les crimes de prévarication, etc. parce que, en Italie, il est d'habitude de subir comme une chose normale et légale, toutes les arrestations et les perquisitions arbitraires, toutes les violences des policiers, à la condition qu'elles n'aient pas de conséquences bien graves et qu'elles ne provoquent pas de scandale. Dernièrement l'opinion publique avait imposé des poursuites contre les policiers qui avaient assassiné dans la prison de Rome l'anarchiste Frezzi et dans la prison de Gènes, le citoyen Forno. Eh bien, pendant ces derniers jours de réaction, le gouvernement, qui d'ailleurs n'a jamais réprimé l'arbitraire de ses agents, a fait acquitter ces assassins. A Rome l'anarchiste Melinelli et un autre camarade ont résisté, comme c'était leur droit selon le code criminel, à une arrestation sans mandat et le tribunal correctionnel, en violation de la prescription formelle de la loi, les a condamnés.

Un dernier fait et j'ai fini : les crimes contre la sûreté de l'Etat et l'ordre public — crimes politiques — sont en Italie aussi nombreux que dans les pays où il n'y a pas de régime constitutionnel : ils étaient 708 en 1890, 622 en 1891, 856 en 1892, 938 en 1893, 1.670 en 1894, 958 en 1895!

Pour établir combien est misérable la condition des ouvriers italiens, je me servirai de deux faits : l'émigration et le rapport entre les salaires et les prix des marchandises en Italie et en France. Malheureusement, tandis que les chiffres concernant l'émigration sont complets, il m'a été difficile, de trouver, dans l'*Annuario statistico Italiano*, des chiffres d'une valeur absolue pour la deuxième démonstration.

L'*Annuario statistico Italiano*, dans la statistique de l'émigration, donne les chiffres des individus qui émigrent à l'étranger, afin de

(1) *Giornale degli Economisti*. Juin. Rome.

trouver du travail, pour un temps défini (émigration temporaire) ou sans l'intention de retourner en leur patrie (émigration permanente). Cette statistique est basée sur le nombre des passeports pour pauvres délivrés par le gouvernement, et de ce fait elle néglige complètement l'émigration clandestine. Le nombre des émigrations temporaires et permanentes (pour raison de travail), pris ensemble, était en 1876 de 108.771 et a atteint 306.127 en 1896; le nombre des émigrants pendant ces 20 années est de 4.013.255.

	Emigration permanente			Emigration temporaire	
1876	19.756		1876	89.015	
		somme des 20 ans			somme des 20 ans
1896	182.265	1.940.341	1896	123.862	2.072.914

Et il va de soi qu'ils n'étaient pas trop heureux en Italie, s'ils ont préféré s'en aller vers d'autres rivages, vers l'inconnu.

Et il ne s'agit pas seulement de l'émigration des jeunes gens; celle de familles entières est démontrée par le nombre des enfants de moins de 14 ans, qui ont émigré.

	Emigration permanente			Emigration temporaire	
	des jeunes gens de moins de 14 ans				
1876	4.426		1876	3.352	
		somme des 20 ans			somme des 20 ans
1896	39.411	395.064	1896	10.764	137.715

Et tout le monde en France connaît, par les dernières révélations de quotidiens et par les études de M. Paolucci di Calboli, à quelle épouvantable exploitation sont soumis les enfants italiens à l'étranger.

Pour la gravité sociale de l'émigration dépose le nombre des agriculteurs émigrés :

1878	35.273	Somme des 18 ans. 1.647.880
1896	129.059	

Et le nombre des ouvriers de campagne — *terrainoli*, *braccianti* — (métiers en quelque manière attenants à l'agriculture).

1878	15.373	Somme des 18 ans. 725.300.
1896	54.886	

Et l'Italie est un pays essentiellement agricole.

Le nombre de gens qui, exercant des professions libérales, ont émigré, peut encore confirmer la crise que l'Italie traverse dans ces derniers temps : de 967 en 1878 le nombre a monté à 2.123 en 1896; il s'est élevé à 25.519 pendant la période de 18 ans.

Selon le professeur Virgilii dans l'échelle de l'émigration pour les

pays hors d'Europe, l'Irlande tient la première place ; viennent ensuite l'Italie, l'Ecosse, l'Angleterre et Galles, la Norvége, la Suède, l'Autriche et Hongrie, la Suisse et l'Allemagne.

Regardons maintenant le rapport entre les salaires des ouvriers italiens et ceux des ouvriers français : je ne peux exposer que bien peu de chiffres, parce que, si pour la France il y a la publication : *Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, je ne connais pour l'Italie aucune publication de ce genre. J'exposerai la moyenne des salaires de certaines mines et établissements, salaires que j'ai trouvé rapportés dans l'*Annuario Statistico Italiano*.

Salaires par journée de travail.

Mines		Fabriques de papier.			
France	Italie	France		Italie	
Ouvriers	Ouvriers	Ouvriers	Ouvrières	Ouvriers	Ouvrières
4,55	2,50	3,55	1,70	2,70	1,67

Industries textiles proprement dites.
Travail des tissus et étoffes.

France		Italie	
Ouvriers	Ouvrières	Ouvriers	Ouvrières
3,525	2	2,993	1,415

Si nous comparons maintenant le prix des marchandises de première nécessité en France et en Italie (1), nous verrons qu'il est plus élevé en Italie qu'en France.

Année 1895.

Froment au quintal		Maïs au quintal	
France	Italie	France	Italie
18 fr. 62	20,77	16 fr. 27	16,99

Pain au kilog.						Viande de bœuf au kilog.	
1re qualité		2e qualité		3e qualité			
France	Italie	France	Italie	France	Italie	France	Italie
0,30	0,383	0,26	0,316	0,23	—	1,63	1,928 (2).

Donc les ouvriers italiens sont payés à des salaires inférieurs et payent plus cher les marchandises de première nécessité que les ouvriers français.

Naturellement l'organisation syndicale en Italie est peu développée ; elle existe seulement dans le Nord ; on la chercherait vainement dans le Midi.

Le chômage, l'insuffisance des salaires, le prix élevé des marchandises contraignent les ouvriers italiens ou à émigrer à l'étranger ou à

(1) Pour la France, je relate les chiffres parus dans le *Bulletin de l'Office du Travail* (1897), page 158 ; pour l'Italie ceux de l'*Annuario statistico Italiano*.

(2) C'est la moyenne du prix auquel on vend la viande de bœuf à Carmagnola, Milan, Padoue, Rome, Naples et Palerme.

se révolter ou à mourir de *morte bianca*, c'est-à-dire de lente inanition. Cette dernière affirmation a été démontrée par le Dr Badaloni, député socialiste et par M. Alfredo Niceforo; celui-ci cite, comme preuves de ses affirmations, les observations cliniques des professeurs Celli et Baccelli.

Pour nous résumer : la politique gouvernementale des années qui ont suivi l'indépendance nationale, un arrêt de développement dans la vie économique du pays, un état arriéré de la civilisation, un fort malaise moral, la misérable condition des ouvriers, voici les causes permanentes des troubles en Italie.

Presque tous ceux qui se sont occupés de rechercher les causes des dernières émeutes sont arrivés à reconnaître cette mauvaise condition dans la vie sociale italienne. Les lecteurs de l'*Humanité Nouvelle* connaissent déjà, par l'article sur *la situation économique de l'Europe au début de* 1898, l'opinion de M. Chirac. MM. Ugo Pisa dans *La Nuova Antologia*, L. Lucchini, conseiller de la cour de cassation, de Viti De Marco dans *Il Giornale degli Economisti*, parmi les conservateurs; MM. Ciccotti, Colajanni, Cabrini, Badaloni, De Marinis etc.; parmi les partis plus ou moins révolutionnaires, ont esquissé l'état misérable de notre pays. Nous ne connaissons dans cette unanimité de jugement que deux exceptions: M. Gabriele D'Annunzio et un crispinien ; deux seules nous avons dit, parce qu'il ne faut pas discuter sérieusement avec la presse conservatrice italienne — *la stampa della porça* —, qui prêche la réaction à outrance.

M. Gabriele D'Annunzio, l'exquis styliste, s'indigne dans une revue américaine contre la stupidité de la foule, qui a osé se révolter à cause de la faim. C'est une simple question de jugement. Je crois que le peuple a, avant tout, le droit à la vie ; M. D'Annunzio, à ce qu'il semble, pense le contraire. Il n'y aurait rien d'extraordinaire dans son opinion, s'il n'avait inventé, pour justifier sa haine aristocratique, des faits qui ne sont jamais arrivés, c'est-à-dire : que le peuple à Florence aurait détruit des monuments d'art, et que les femmes à Messine auraient coupé les jambes des chevaux pour s'en faire un repas.

Ma foi ! je suis forcé d'avouer que notre illustre romancier a une imagination bien extraordinaire !

Le crispinien, un monsieur qui se cache dans la *Rivista Politica e Letteraria* de Rome sous le symbolique « XXX », essaye de démontrer que tous les maux de l'Italie proviennent du fait que M. Crispi, le grand patriote, n'était pas au pouvoir. L'explication est bien curieuse, et je la cite simplement comme une des choses... étranges de notre pays. A mon avis, il est bien difficile d'admettre que M. Crispi eût pu surpasser M. Di Rudini dans la réaction ; peut-être avec sa politique mégalomane aurait-il précipité les événements.

Un troisième, M. Guglielmo Ferrero, dans le numéro de juin de la *Revue des Revues*, après avoir reconnu « que les troubles récents ont été la conséquence d'une crise économique très grave, qui tourmente depuis longtemps le pays », expose parmi beaucoup de paradoxes, qui noient les quelques vérités qui se trouvent dans son article, l'étrange affirmation que « aucun peuple d'Europe n'est aussi civilisé et en

même temps aussi pauvre que l'Italie. » L'Italie est certainement bien pauvre, mais elle est aussi du nombre des nations les moins civilisées. Après les chiffres que j'ai exposés je crois inutile d'insister pour réfuter cette affirmation de M. Ferrero ; je rappelle seulement que si dans l'Italie septentrionale la population est au moins quelque peu développée (quelque peu seulement, je le répète, car les apparences sont trompeuses), toute l'Italie méridionale et insulaire vit dans un état presque barbare. MM. Merlino et Niceforo, entre autres, l'ont démontré sans laisser de doutes.

(Pour finir.) NINO SAMAJA.

Vie Sociale et Politique

RUSSIE

Ce qui actuellement préoccupe le plus la population et la presse russes, ce sont les conséquences de la mauvaise récolte de l'annee dernière et les espoirs qu'on peut fonder sur la récolte prochaine. Quelle qu'elle soit, d'ailleurs, elle ne pourra jamais effacer les traces de la disette de l'année précédente. A cette heure un grand nombre de paysans ont été obligés de vendre leur bétail faute de pouvoir les nourrir; ils ont été forcés de se priver ainsi de toute possibilité de continuer à cultiver leurs terres. Dans beaucoup de localités les paysans ont manqué de blé pour ensemencer leurs champs; ils n'ont rien à attendre non plus de la récolte de cet été.

Dès le mois d'août de l'année 1897, le manque de pain s'est fait sentir dans les campagnes et la misère est allée croissant pendant tout l'hiver. Récemment encore un journal russe racontait que dans certains endroits les enfants mendient en foule, courant après les trains de chemins de fer. Des maladies causées par le manque de nourriture sont venues se joindre à la famine surtout en hiver, où elles étaient provoquées en même temps par les habitations froides et humides. Dans beaucoup de localités le typhus a pris une grande extension et s'est vu favorisé par l'insuffisance des soins médicaux. D'ailleurs le peu de mesures prises, surtout des mesures gouvernementales, apparaissait partout. Les faits suivants montrent clairement combien peu le gouvernement songe à satisfaire les besoins des différentes régions. Les subsides accordés aux paysans en cas de disette émanent d'une part des institutions locales (zemstvos) et, d'autre part, du gouvernement central qui possède à cet effet les fonds spéciaux et auquel les zemstvos s'adressent lorsqu'ils ne peuvent pourvoir eux-mêmes aux exigences de leur région. Eh bien, toutes les fois qu'ils le font ils n'obtiennent jamais la totalité de la somme demandée, quelle que soit la modération qu'ils mettent à la fixer. A mesure que la demande franchit les divers organes admi-

nistratifs, pour arriver enfin au ministre de l'Intérieur, le chiffre en est diminué, les autorités le jugeant toujours exagéré. Voici, par exemple, ce qui s'est passé dans le gouvernement de Kalouga. La section statistique du zemstvo de ce gouvernement a fixé à un minimum de 2 millions de roubles les secours nécessaires à la population La réunion extraordinaire des membres du zemstvo a décidé de ne demander au gouvernement qu'un subside d'un million. Ensuite, la conférence des présidents des zemstvos des districts a réduit cette requête à 761. 400 roubles (224.000 pour la consommation et 537. 400 pour l'ensemencement). Puis le gouverneur a cru de son devoir de diminuer encore et de n'autoriser qu'un secours de 300.000 roubles. Le ministre, à son tour, n'a pas voulu satisfaire entièrement même cette demande et n'accorda qu'un crédit de 150.000 roubles, promettant le reste pour une date ultérieure. De cette façon, le gouvernement de Kalouga dut se contenter, pour parer à des nécessités qui s'élevaient à 2.000.000 de roubles, d'une somme de 150.000 roubles et de la promesse d'une somme analogue pour l'avenir.

La presse russe, la presse indépendante du moins, ne cesse de montrer l'insuffisance des mesures prises et de faire appel au gouvernement et à l'initiative privée. Par contre, les journaux réactionnaires s'y opposent de toutes leurs forces. Faire appel au gouvernement constitue à leurs yeux un acte de socialisme : « c'est, disent-ils, demander qu'on nourrisse le peuple, et proclamer son droit au pain » ; c'est attaquer les bases mêmes de la société en général et de l'Etat russe en particulier.

Le gouvernement, de son côté, ne voit pas d'un très bon œil l'empressement que met la meilleure partie de la presse à demander aide et assistance en faveur de la population des campagnes. Ce zèle a tous les inconvénients possibles. Il tend à montrer au public que la population russe ne jouit pas d'un bien-être idéal ; que le gouvernement a une part de responsabilité dans ses malheurs ; que trop peu a été fait par lui pour les soulager. D'autre part — ce qui n'est pas moins suspect — en faisant appel à l'initiative privée, on crée des habitudes dangereuses. Aussi le gouvernement prend-il ses mesures.

Il a fait paraître récemment une circulaire dans laquelle il s'efforce de diminuer l'importance du fléau et d'exagérer les mesures officielles prises pour le combattre. « Dans ces derniers temps, on a vu paraître dans les journaux, dit la circulaire, des correspondances envoyées des localités ayant souffert de la disette de l'année dernière, correspondances dans lesquelles la situation de la population est représentée comme extrêmement misérable et même comme désespérée, par suite de l'absence des secours organisés. Les renseignements donnés par les correspondants exagèrent le fléau dans la plupart des cas et sont loin d'être conformes à la réalité. Les renseignement officiels nous montre qu'il n'y a eu dans les régions atteintes, en aucun cas, refus de secours, sans parler de famine, d'épidémie, du typhus ou d'autres maladies résultant du manque de nourriture. Parmi les faits avancés dans la presse, et qui ont pu être vérifiés, les uns n'ont pas été confirmés du tout et les autres ne sortent pas des limites des phénomènes habituels de la misère, tel qu'il peut s'en rencontrer dans les conditions d'existence de la population rurale comme de toute autre... » La circulaire passe ensuite à l'énumération des mesures prises par le gouvernement. Et voici la conclusion « Grâce aux dispositions adoptées

pour soulager la population, elle n'éprouvera pas, comme on peut le voir dès maintenant, de trop grandes difficultés à se nourrir et à ensemencer les champs au printemps. »

Cependant, le gouvernement est bien forcé de reconnaître qu'il y a, dans l'organisation des secours, une large place à l'initiative privée. Il a cru devoir s'assurer au moins de la façon dont ces secours sont organisés et de veiller aux personnes qui s'en occupent. Il tenait par dessus tout à éviter que des éléments révolutionnaires ne viennent se mêler à la population des campagnes, que des étudiants ne pénètrent auprès des paysans, malgré toute l'utilité qu'il y aurait à disposer du plus grand nombre possible d'étudiants en médecine par exemple. Une nouvelle circulaire, adressée aux gouverneurs des provinces, leur prescrit de ne pas autoriser « des étudiants et autres gens semblables » à venir aux secours des paysans et à se mettre en contact avec eux.

De cette façon, le gouvernement se crut protégé contre la propagande directe dans le peuple. Il restait à empêcher les classes instruites de la société de discuter trop librement les questions économiques soulevées par la famine actuelle.

Sous ce rapport, une institution surtout attirait l'attention du gouvernement, c'est la « Société économique libre », siégeant à Pétersbourg, société peu suspecte et comptant parmi ses membres le ministre des Finances. Jusqu'à présent le gouvernement s'était toujours montré bienveilllant pour elle, mais maintenant elle semble avoir perdu sa confiance et a été l'objet de toute une série de mesures. D'abord, toutes les rédactions ont reçu une circulaire, les invitant, vu les modifications qui doivent avoir lieu dans l'organisation de la Société économique libre, à ne pas parler des bruits qui courent sur ces modifications, et à ne pas rendre compte des séances de la Société, des conférences qui y sont faites et des débats qu'elles soulèvent. Quelque temps après, le conseil de la Société recevait une lettre du ministre de l'Agriculture, dans laquelle il prescrivait que : 1° les séances dans lesquelles il est question de la famine ne devaient pas être publiques ; 2° que même des invités étrangers à la société ne pouvaient y être admis ; 3° que les délégués de la Société ne seraient pas envoyés dans les localités atteintes sans une autorisation du ministre de l'Intérieur. Le Conseil de la Société a répondu en invoquant ses statuts, qui lui permettait d'agir comme il avait fait jusqu'à présent. Mais le caractère suspect de la Société a désormais été établi, et à toutes ses séances, on a vu assister des agents de police. Que deviendra la « Société économique libre » transformée, on ne sait pas encore. Dans tous les cas, pour le moment, le gouvernement a fait tout ce qu'il a pu pour soustraire à la discussion publique les questions soulevées par la situation économique actuelle. Le bruit court que ces questions seront désormais traitées dans un comité *secret*, spécialement créé par le gouvernement à cet effet. Même une société aussi bien intentionnée que la « Société économique libre » a paru être un danger au gouvernement !

J. M..... EFF.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Les Tentatives passionnées, par PAUL ADAM. — *Les Liens Factices*, par HENRY FÈVRE. — *L'Envers d'une courtisane*, par LOUIS DE ROBERT. — *Les Florifères*, par CAMILLE PERT. — *Voici des ailes* ! par MAURICE LEBLANC. — *Les Aubes*, par EMILE VERHAEREN. — *La Nuit*, par IVAN GILKIN. — *La Cithare*, par VALÈRE GILLE. — *Vers les lointains*, par AUGUSTE VIERSET. — *Poèmes confiants*, par HENRI VAN DE PUTTE. — *Les Maîtres chanteurs de Nuremberg*, par MAURICE KUFFERATH. — *Le Caprice des Heures*, par FRANZ MAHUTTE.

Je voudrais, à propos des *Tentatives passionnées* (1), pouvoir parler longuement de Paul Adam qui apparaît décidément comme l'écrivain le plus caractéristique de notre époque. Il a su se garder des influences mesquines des écoles et des cénacles; il a, dès le début, trouvé sa propre voie et, sans faiblesse, sans jamais céder au goût du jour, auquel tant d'écrivains sacrifient leur génie, il accomplit son œuvre, il poursuit ses vastes études de l'âme humaine, créant des types, montrant l'éternel humain évoluant selon les mœurs, poussant audacieusement au grand jour les idées généreuses. Un régénérateur? Un apôtre ? Un révolutionnaire? Non, sans doute, encore que la chose pourrait être discutée, mais un homme; certainement, un homme chez qui les qualités et les défauts de l'espèce humaine sont poussés à l'excessif, un homme qui méprise tout ce qui est moyen, convenable, médiocre, un homme de notre temps que la fièvre de vie consume et qui observe passionnément les convulsions de son époque. En somme, un admirable artiste, un formidable remueur d'idées. Et quelle œuvre jusqu'ici! *Soi*, la puissance intime, le désespérant *Vice filial*, la *Parade amoureuse*, la *Force du Mal*, le *Mystère des foules*, où sont dites la vanité des politiciens et la lamentable misère morale des masses éternellement dupées, l'orgueil-

(1) Ollendorff, éditeur, 520 pages, 3 fr. 50.

leuse *Bataille d'Uhde*, d'autres encore, *En Décor*, l'*année de Clarisse*, les *Images sentimentales*, toute une œuvre puissante, vivante, émouvante, amère, dont pas une page n'a vieilli, depuis qu'elle fut écrite!...

Oh! celui-ci du moins, avec Anatole France et Octave Mirbeau, console de la littérature facile et vaine des romanciers du boulevard, fait oublier l'œuvre néfaste des gens académiquement graves qui pontifient dans les salons dits littéraires, exploiteurs de vices convenables et admis, souteneurs de tous les préjugés officiels!

Que dire en détail de ces *Tentatives passionnées* dont il faudrait pouvoir citer tous les contes, *Au Seuil de la vie*, la mélancolique histoire de la princesse Bertha, Les *Femmes et le Feu*, l'étrange *Péril de l'Or*. Il convient pourtant de signaler particulièrement la *Doctoresse*, le plus farouchement beau, le plus simplement humain. C'est la femme nouvelle qui arrive dans un village où règne l'abominable misère des agglomérations ouvrières. Le travail ne nourrit même pas l'ouvrier et dans les taudis végètent les femmes et les enfants, tous les petits misérables dont l'autorité s'emparera plus tard pour en faire des tueurs et des bandits, *gibier de caserne et gibier de bagne*. Humanitaire, la doctoresse devient l'avorteuse et, la marmaille étant moins encombrante, le village prospère; ceux qui restent mangent à leur faim. Seulement, l'autorité s'inquiète, toujours soucieuse du problème de la dépopulation qui la mettrait en infériorité le jour de la grande tuerie. La chair à canon allant manquer, la rousse est mise en mouvement et la noble avorteuse arrêtée, jetée en prison. La misère revient au village, « les adolescentes craintives pour une maternité sans espoir, mentirent aux amoureux, jouèrent le sentiment... Le droit de propriété s'affirma sur la femme, comme sur une génisse. » Toutes les misères et tous les vices! Alors aux jours d'émeutes, l'avorteuse ayant fini sa peine, revient au village et les colères populaires se tournent contre elles. La foule imbécile la lapide, car « la méchante, disent les femmes, nous a dégoûtées de la douleur, elle nous a privées de la résignation! »...

Tous ces contes, ainsi, expriment tellement une haute idée humanitaire, et c'est précisément cet enseignement d'une morale supérieure, exprimée en images simples et fortes qui fait que Paul Adam est le premier parmi les écrivains d'aujourd'hui.

Je reprocherai à M. Henry Fèvre d'avoir manqué dans les *Liens factices* (1) de cette belle audace qui caractérise Paul Adam. C'est le roman d'un jeune homme un peu déclassé, un peu bohème, se demandant s'il ne vaudrait pas mieux se faire sauter la cervelle que de continuer à végéter. Il se souvient de son père, un M. Devergne, qui ne l'a jamais reconnu et qui, après avoir lâché la mère du jeune homme, s'est marié en province, est devenu ce qu'on appelle une personnalité industrielle. Paulin, le jeune homme malheureux, se décide à faire un éclat. Il tombe chez son père, mais n'ose faire un éclat. M. Devergne a besoin d'un secrétaire, Paulin lui plaît. Il le prend. Le jeune homme devient de la famille. Il fait la connaissance et tombe évidemment amoureux de la fille légitime de son père. C'est ici que je reproche à l'auteur d'avoir manqué d'audace. L'inceste s'imposait, mais pour sauver la morale, M. Fèvre a permis à la mère de la jeune fille de tromper ce bon M. Devergne. Le reste se devine. Après un peu de chantage et l'explication nécessaire, Paulin épouse la fille de Mme Devergne, la femme de son père.

(1) E. Fasquelle, éditeur, 280 pages, 3 fr. 50.

Le sujet, bien traité et habilement mené, comportait pourtant plus de révolte. L'auteur, même dans le titre, fut d'intention audacieuse, on peut regretter que les convenances et les préjugés l'aient parfois arrêté!

Chose à remarquer, cette littérature à la mode, qui n'admet pas ce que j'appellerai l'immoralité logique, tolère et même se complait volontiers dans le monde spécial, où sous prétexte d'amour, on sacrifie à tous les vices. Non pas que le monde des filles soit honteux, mais on a fini par l'admettre comme un mal nécessaire et l'on ne s'imagine pas bien la société actuelle sans grues. Quelques-unes de celles-ci valent pourtant mieux, malgré leur vénalité, que la réputation que les snobs leur font dans les salons honnêtes. Le nouveau roman de M. Louis de Robert, l'*Envers d'une courtisane* (1) en est une preuve. C'est l'histoire un peu sentimentale et suffisamment renouvelée de la *Dame aux Camélias*, d'une fille de joie qui aime son amant et qui est adorée, elle, par un bon jeune homme qui a lu trop de romans. Quand son amant la quitte, elle s'empoisonne plutôt que de céder à l'autre, à celui qui l'aime et qui, ainsi, ne l'ayant pas possédée, gardera pur le rêve de cette fille vraiment mignonne et qui passe dans la vie comme une chose exquise, trop frêle pour la grande lutte des passions. Ce livre, sous forme de récit, est fort bien écrit en phrases courtes et précises qui marquent un grand progrès chez l'auteur, depuis *Un Tendre*.

Les *Florifères* (2) de Camille Pert justifient leur succès dans le monde où, depuis quelques années, la mode exige que les belles dames se fassent opérer de façon à sauver leur beauté, en les préservant de la maternité. Plus de danger, ma chère! Cette mode a valu une triste célébrité à quelques médecins mondains. Les belles dames, pourtant, n'ont pas l'excuse des misérables qui se faisaient avorter par la doctoresse de Paul Adam. Elles sont les fleurs inféeondes qu'on rencontre au bal, au bois, aux premières, partout où l'on s'amuse, partout où l'on jouit. Ce sont les détraquées, les dégénérées, les femmes si peu femmes! Et toutes s'étiolent, finissent mal, meurent pour avoir voulu vivre sans la douleur sainte.

Livre curieux, certes, et d'où se dégage une belle leçon. Il montre vers quels abîmes roule la société actuelle, il fait mieux comprendre la honte de cette décadence des races latines qui se précipite chaque jour, qui finit en un bourbier sans nom. Nous perdons la notion exacte de la nature, nous avons une vie si parfaitement artificielle que la nature même s'éteint en nous et que bientôt tout principe de vie sera étouffé.

Vous parlerai-je du roman cycliste de M. Maurice Leblanc : *Voici des ailes?* C'est bien le plus mauvais livre de la saison, si ce n'est pas le plus ridicule. Deux ménages s'en vont, à bécane, faire leur petit tour de France. En route, il se trouve que le mari du ménage A s'éprend et est aimé par la femme du ménage B, tandis que le mari du ménage B s'éprend et est aimé de la femme du ménage A. Un simple échange, quoi! compliqué par de la psychologie abracadabrante. On se demande comment l'auteur a pu arriver au bout de ses 220 pages sans ramasser une « pelle ». Cette littérature, habillée d'un style ampoulé où les mots techniques du bécanisme se détachent comme des trouvailles, donne

(1) Ollendorff, 325 pages, 3 fr. 50.
(2) Simonis Empis, 3 fr. 50.

une jolie idée du niveau intellectuel des nouvelles générations boulevardières.

Heureusement qu'à côté de cette génération là, il y a la jeunesse qui travaille, qui pense et qui agit?

Puisque nous voici à la veille du fameux prix quinquennal de littérature que tous les littérateurs belges de langue française sont appelés à se disputer, il conviendrait peut être d'examiner quelques-uns des récents ouvrages publiés en Belgique.

Et tout d'abord, il faut constater un louable effort des écrivains belges pour se débarrasser de cette fameuse parisianisation qui a si longtemps pesé sur eux et qui était le principal obstacle à l'éclosion d'une littérature vraiment nationale. Alors, en effet, qu'une admirable renaissance se manifestait dans la peinture et la sculpture, les littérateurs belges se traînaient lamentablement à la suite des faiseurs à la mode de Paris, négligeant et méprisant même le caractère national si heureusement doué pourtant. Il y a quelques années, une scission se produisit dans le groupe de la *Jeune Belgique*. Les Maeterlinck, les Rodenbach, les Verhaeren, les Eekhoud se séparèrent violemment des parnassiens timides et dociles qu'étaient et que sont encore MM. Giraud, Gilkin et Valère Gille et ce groupe nouveau essaya précisément d'exprimer le génie de la race, d'être des créateurs et non des fervents de chapelle.

On sait l'admirable poète qu'est Emile Verhaeren qui domine certainement toute la génération actuelle et qui sera la base même du monument littéraire que les générations à venir éleveront en Belgique. En plus du beau génie mystique de Rodenbach, il possède la puissance de vision et d'expression; en plus de la puissance, brutale souvent, d'Eekhoud, il possède la grâce parfaite des images et l'harmonie des impressions.

Les *Aubes*, qu'il vient de publier, sont comme l'espoir certain d'un devenir meilleur. Ce livre couronne dignement et logiquement toute l'œuvre du poëte.

Jadis, Verhaeren nous a dit l'âme même de la vieille terre de Flandre. Il nous a fait connaître en ses *Flamandes*, l'esprit des vieux maîtres, la saine robustesse des gens que Teniers aimait à peindre. Et après les turandailles, les amours rouges et les grandes beuveries, il a chanté l'âme mystique des *Moines*, il a pénétré jusqu'au plus profond des cloîtres, sachant, mieux que n'importe qui, exprimer la mysticité naïve et primitivement belle du peuple pour cette Vierge et ce Jésus qui symbolisent toute joie et tout pardon.

Mais l'esprit du temps, au détour du chemin, s'est emparé de Verhaeren. Les misères réelles lui sont apparues et il a souffert tout ce dont souffrent les hommes d'aujourd'hui. Avec des cris, avec des injures, avec des râles, les poings tendus en gestes désespérés, il a chanté la faim et la ruine, le feu dévastateur et les moissons perdues; les *Villages illusoires*, misère des champs, les *Villes tentaculaires*, misère citadine, villes maudites des hommes de malheur, et c'est dans toute une belle et saine révolte, le *Passeur d'eau*, qui domine, cet admirable poème où l'on voit le passeur d'eau luttant contre les flots, les yeux fixés sur celle qui l'appelle là-bas, sur l'autre rive. Il lutte, il lutte... les rames cassent et, même, malgré tout, quand il s'aperçoit qu'il a à peine quitté la rive, il garde, pour Dieu sait quand! le rameau vert de l'espoir entre les dents

On a reproché à M. Verhaeren son vers souvent tourmenté, sa phrase

convulsive comme un sanglot, mais c'est là la forme qui convenait à ces rêves inquiets et cette forme n'a pu choquer que les poètes impersonnels qui continuent à parcourir les chemins battus, qui ne veulent absolument pas s'affranchir des vieilles traditions parnassiennes.

On sait ce qu'il advint de cette pauvre *Jeune Belgique* : le petit public de fidèles malgré tout, qui la faisait végéter encore en ces dernières années, a fini par l'abandonner à son tour, de sorte que MM. Giraud et Gilkin ont dû cesser la publication de cette revuette où chaque semaine, ils bavaient à tour de rôle sur les audacieux qui avaient osé entreprendre une œuvre en dehors de leur chapelle. Afin de survivre un peu à leur revue, les trois chefs de la *Jeune* ont réuni tous leurs vers en volume. Certes, MM. Giraud, Gilkin et Gille ont du talent, mais un talent honnêtement moyen. Leurs vers sont harmonieux, adroitement ciselés, corrects, corrects surtout, d'une correction désespérante. On ne comprend pas bien que de vrais poètes aient eu cette médiocre ambition de faire du Banville et du Baudelaire après Banville, après Baudelaire. Dans la *Nuit* de M. Gilkin, le respect absolu de la forme domine tout ; et il en arrive ainsi à écrire, en un rythme parfait, des mots jolis qui n'expriment rien, qui ne disent aucun sentiment vraiment humain. C'est souvent de la pauvre rhétorique, c'est parfois l'effort malheureux des impuissants qui s'acharnent au jeu des phrases subtiles de paroles harmonieuses.

M. Valère Gille, lui, dans la *Cithare* n'a pas ce souci constant de paraître profond. Il est franchement mièvre et sa qualité maîtresse, la tendresse, une jolie petite tendresse fort enlarmée, s'accommode assez bien de la musique régulière du vers parnassien.

Mais on est en droit de se demander ce qui, en somme, de ces trois poètes, survivra de ce mouvement d'il y a dix à quinze ans? Ils sont rares ceux qui sont restés fidèles aux théories d'art de la *Jeune Belgique*, car nulle part le vers libre n'a plus vite et mieux conquis les poëtes qu'en Belgique.

Parmi ces rares fidèles de la tradition parnassienne, il faut citer M. Auguste Vierset qui vient de publier un volume de poésies, *Vers les Lointains*, qui prouve une connaissance parfaite du métier et une grande habileté d'écriture; mais qui, précisément, présente, pour nous, quelques-uns de ces défauts inhérents à toute littérature parnassienne : le rêve, parfois, s'étiole dans le souci des rimes et des mots.

Le mouvement se dirige vers ailleurs. Chacun cherche sa voie et les écrivains nouveaux semblent vraiment soucieux de personnalité. Il y a là parmi les derniers nouveaux venus un petit groupe dont l'œuvre est mince encore, mais qu'il sera intéressant de suivre : ce sont MM. Ruyters, H. Van de Putte, Georges Rency, etc. Ils se qualifient naturistes, sacrifiant quelque peu à la mode nouvelle de l'absurde M. Saint Georges de Bouhélier, mais leur naturisme est assez inoffensif en ce sens qu'il ne risque guère de nous ramener au naturalisme. M. Van de Putte a publié au cours de cette saison une plaquette de vers, *Poèmes confiants*. Il fera mieux sans doute, il a fait mieux, dans l'*Homme jeune* par exemple et dans *Heures harmonieuses*. Pour juger ces hommes nouveaux, il faut attendre l'œuvre définitive qu'ils nous donneront bientôt peut-être, et il est absurde de leur dresser des couronnes déjà, comme on le fait en certains endroits, et il est absurde aussi de les railler systématiquement comme on le fait ailleurs.

Je regrette de n'avoir pas à parler ici d'un livre nouveau de Georges

Eekhoud, de ce puissant écrivain de *Kees Dowik* et de la *Carthage nouvelle* qui est peut-être l'originalité la plus vivante et la plus sincère qui soit actuellement en Belgique. M. Eekhoud s'est quelque peu retiré sous sa tente, aigri par l'obstination stupide du public belge à ne pas vouloir connaître ses écrivains nationaux.

Je veux signaler aussi, quoique sortant quelque peu du domaine purement littéraire, le dernier livre de M. Maurice Kufferath, les *Maîtres chanteurs de Nuremberg*. Wagnérien de la première heure, Maurice Kufferath a entrepris de reconstituer autant que possible « l'histoire intérieure et morale » des principales œuvres de Wagner. Il a ainsi voulu surprendre l'âme même du grand maître allemand dont il raconte minutieusement l'évolution.

Enfin, pour clore cette revue forcément incomplète des derniers livres belges, citons le *Caprice des heures*, un recueil de chronique de M. Franz Mahutte qui a certainement fait mieux. M. Mahutte est un écrivain ne touchant de près ni de loin à aucune école littéraire. C'est un peu l'écrivain du terroir comme il en existait jadis en Belgique, c'est-à-dire rebelle à tout grand mouvement d'idées et se contentant de noter la vie sans chercher à l'approfondir. Il a publié jadis un volume *Gens de province* où il y avait d'excellentes pages et un roman, *Sans horizon* qui est l'histoire d'un jeune homme trop peu constipé. Mais M. Mahutte est un homme du métier, certainement supérieur à tous ces amateurs qui forment la majorité dans le monde des lettres belges et qui sont cause précisément de l'indifférence du public. Les écrivains belges se plaignent toujours du peu de vente de leurs livres et beaucoup reprochent au gouvernement de ne pas protéger suffisamment la littérature nationale. De là, l'institution de tous ces prix officiels qui ont rarement été accordés à ces écrivains de talent. L'Etat d'ailleurs ne devrait jamais pouvoir intervenir dans des questions d'art et de littérature, car on sait le goût déplorable et les préjugés qui guident le choix des juges officiels. Le jour où les écrivains belges abandonneront l'amateurisme qui court les revues et les salons dits littéraires, le jour où ils témoigneront sérieusement être des professionnels, des producteurs consciencieux, le public viendra à eux et la littérature nationale belge existera.

Le chemin est frayé par les Lemonnier, les Verhaeren, les Eehkoud. Aux jeunes à marcher de l'avant.

ROLAND DE MARÈS.

REVUE DES REVUES

REVUES DE LANGUE ALLEMANDE

La conception matérialiste de l'histoire et l'idéalisme pratique par SADI GUNTER (*Neue Zeit* n° 41, a XVI). — L'auteur s'en prend à M. Stammler auquel il reproche d'avoir insuffisamment compris la doctrine marxiste. C'est un accident qui arrive certainement encore à beaucoup de gens. On peut craindre seulement qu'un nombre assez important de marxistes n'échappent pas aux erreurs que l'A. relève chez M. Stammler. La chose s'explique assez bien. M. Gunter s'appuie en effet presque sûr des textes puisés dans Marx bien plutôt que sur les opinions de ses disciples. Quoi qu'il en soit, il nous convie non seulement à ne pas nous laisser entraîner à trop d'idéalisme, mais encore à nous garder soigneusement d'un matérialisme dogmatique. Rien n'est plus différent, à son sens, du matérialisme méca nique, que le matérialisme historique. Ce qui distingue ce dernier c'est qu'il ne manque pas de poser l'homme comme conscient; l'homme qui agit sur la nature est un être conscient, mais l'effet de ces actions conscientes est assez inconscient ou plutôt imprévu. L'A. tient à nous faire observer à ce propos que Marx avait découvert « l'hétérogonie des fins » bien avant Wundt. C'est le point caractéristique du matérialisme historique, beaucoup de socialistes qui se réclament de l'Ecole y mettent moins de finesse. Notons encore que le matérialisme historique n'est qu'une méthode, un fil conducteur et non un dogme. et qu'on ne peut valablement reprocher au matérialisme historique de détruire « l'idéalisme pratique ». Il lui donne au contraire une force nouvelle éclaircissant le but poursuivi. En donnant ainsi plus de précision à cette fin, le système pousse les individus à agir avec plus de force et d'énergie, les invite à chercher les moyens et à les découvrir. Cette sphère de découverte est plus obscure que celle du but idéal ; le matérialisme travaille bien à l'éclairer, mais l'œuvre est difficile.

LÉON RÉMY.

Le socialisme et les Eglises par FRANZ LUTGENAU (*Sozialistische Monatshefte*, avril). — M. F. Lütgenau démontre que les églises protestantes tirent toute leur force — et leur seule force — du soutien qu'elles reçoivent de l'Etat, ce dont nous nous étions bien un peu doutés. et qu'elles cesseront d'être une puissance dès que l'Etat cessera de les supporter. Il en est de même des églises catholiques. Mais l'Eglise catholique, plus intelligente en cela que les églises protestantes, saura se plier aux conditions nouvelles de l'évolution sociale et, par cela même, assure dès

maintenant, au moins pour une certaine durée de temps, son existence dans la société démocratique de l'avenir. L'*Osservatore romano* a donné récemment une série d'articles sur le catholicisme et le socialisme, où il prétend que l'église peut marcher d'accord indifféremment avec la monarchie ou avec la république, et la *Civilta cattolica* s'occupe depuis plusieurs années déjà de la question sociale et des principaux représentants du socialisme international, qu'elle traite avec respect, presque avec estime.

La théorie et la pratique de la question sociale par P. KAMPFMEYER (*Sozialistische Monatshefte* avril). — M. Paul Kampfmeyer reprend sa polémique sur la théorie et la pratique de la question sociale et répond aux objections que lui ont faites le Dr Conrad Schmidt et M. Emile Lang. Si l'on suit attentivement l'évolution nouvelle des doctrines socialistes et anarchistes, il lui semble qu'un rapprochement, depuis longtemps dans les esprits, se prépara aussi dans la pratique. Dans les feuilles ou revues italiennes (d'avant la dernière révolte), S. Merlino, « l'anarchiste convaincu et passionné », élève la voix en faveur de la participation des socialistes aux luttes électorales et parlementaires, et dans les revues allemandes, c'est le « marxiste » Bernstein qui s'occupe à porter des coups assez rudes au « marxisme ».

Le Socialisme en Russie par NICOLAS KOLOSSOW (*Sozialistiche Monatshefte*, mai). — C'est un excellent résumé des progrès accomplis depuis 15 ou 20 ans par le socialisme en Russie... L'histoire des grèves, principalement depuis 1878 jusqu'à 1890, prouve à toute évidence que le travailleur russe comprend aujourd'hui que la lutte politique doit être subordonnée à la lutte économique et que ce n'est que par sa victoire sur ce dernier terrain qu'il arrivera à son émancipation complète. M. Kolossow décrit aussi les difficultés inouïes que les socialistes ont à surmonter pour tenir tête à l'arbitraire du gouvernement et de l'administration

Eléonora Marx par WILHEM LIEBKNECHT (*Socialistiche Monatshefte*, mai). — M. W. Liebknecht rend un hommage ému — et j'ajoute absolument mérité, — à la mémoire d'Eléonore Marx et il termine en disant que, bien que le mystère qui enveloppe la mort fatale de cette excellente et digne femme ne soit pas encore dévoilé, ses amis ont le devoir, et pour elle et pour la cause qu'elle a servie, de faire connaître à ce sujet *la vérité toute entière*. C'est aussi notre avis.

Les anarchistes et les élections par M. ALBERT WEIDNER (*Sozialistische Monatshefte* juin). — M. Albert Weidner étudie l'évolution, au moins partielle, qui a lieu chez les anarchistes dans la question de la participation aux luttes électorales. Il confesse cependant que la très grande majorité des libertaires allemands continue, comme par le passé, à s'abstenir complètement de toute immixtion quelconque dans les batailles de la politique. MM. Adolphe Marreck et Ladislás Gumplowicz, que la tactique nouvelle préconisée par S. Merlino semble avoir guéris de leurs *erreurs* passées, n'ont pas jusqu'ici trouvé de nombreux imitateurs.

Souvenirs d'un vieux communiste, par FRÉDÉRIC LESSNER (*Deutsche Worte*, mai). — Un des vétérans du socialisme international, le brave Frédéric Lessner, termine dans ce numéro ses *Souvenirs d'un vieux communiste*. Il publie une lettre inédite de Karl Marx qu'il aurait mieux fait, à un certain point de vue, de garder en portefeuille, mais que nous ne sommes pas fâchés. quant à nous, d'avoir lue. Elle montre que Marx ne badinait pas avec les délégués qu'il envoyait aux Congrès internationaux de l'Internationale. Lessner était au Congrès de Bruxelles de 1868. Marx lui écrivait pour lui dicter péremptoirement ses ordres. « Vous ne permettrez pas que le Congrès siège après cette semaine... Si les Belges et les Français mettent encore une fois une masse de nouvelles histoires à l'ordre du jour, vous leur ferez comprendre que cela ne va pas, pour les raisons suivantes (il y en a une demi-douzaine)... L'histoire de la guerre intéresse naturellement le public. Là de grosses déclamations et des phrases ampoulées ne font pas de mal. La résolution à formuler sur cette question est simplement celle-ci : que la classe ouvrière n'est pas suffisamment organisée pour qu'elle puisse, par son intervention, faire pencher la balance, mais que le Congrès, au nom des travailleurs, proteste contre la guerre

et en dénonce les auteurs. qu'une guerre entre la France et l'Allemagne est une guerre civile, ruineuse pour les deux pays, ruineuse du reste pour toute l'Europe. La remarque, que cette guerre ne peut profiter qu'à la Russie, sera sans doute difficilement admirée par ces Messieurs de France et de Belgique... ...Si on parle du crédit mutuel, Eccarius aura tout simplement à déclarer que les ouvriers d'Angleterre, d'Allemagne et des Etats-Unis n'ont que faire des dogmes proudhoniens et qu'ils considèrent cette question comme secondaire... » Vous voyez bien que Marx n'était pas autoritaire et despotique, comme les gens mal avisés le prétendent quelquefois !

VICTOR DAVE.

INDEX. — *Ce qui poussa Eléonor Marx à la mort*, par E. BERNSTEIN (*Neue Zeit*. N° 42 a. XVI); B. publie toute une série de lettres écrites par Eléonor Marx à un de ses amis d'enfance. Elles jettent un peu de clarté sur les causes de sa mort. Le Dr Aveling n'est pas plus épargné par l'auteur qu'il ne l'avait été par Liebkneckt dans un des derniers numéros des *Sozialistiche Monatshefte* ou dans l'*Humanité Nouvelle* (n° 11) — *La doctrine anarchiste dans l'antiquité* par le professeur Dr GEORG ADLER (*Die Zeit* N° 195, 25 juin 1898) : Dans un assez long article l'auteur passe en revue les différentes nuances de l'anarchisme qu'il a pu rencontrer chez les philosophes de l'antiquité. Il rappelle Zenon et Aristippe et leur peu de sympathie pour l'Etat et la théorie de « l'Etat de nature » se rencontre chez Dicéarque, chez les cyniques surtout : l'A. s'étend en particulier sur les conceptions anarchistes de Zénon qui s'opposent diamétralement au communisme platonicien. — *Sophie Kovalewskaya* par Mme ELLEN KEY (*Sozialistiche Monatshefte*, avril) ; notice très intéressante sur cette femme savante qui enseigna avec tant d'éclat les mathématiques supérieures à l'Université de Stockholm et que la mort faucha dans toute la fleur de sa jeunesse. — *Michel Bakounine en Russie* (1848-49) par M. NETTLAU, (*Sozialistiche Monatshefte* avril) ; détails intéressants extraits d'une magnifique biographie de Michel Bakounine, dont il sera reparlé longuement dans l'*Humanité Nouvelle*. — *La loi d'airain des salaires* par CONRAD SCHMIDT (*Sozialistiche Monatshefte* juin); l'A., démontre encore une fois après plusieurs autres que cette fameuse loi d'airain formulée par Lassalle, et longtemps défendue par les social-démocrates, ne repose sur aucune donnée scientifique sérieuse. — *La nourriture et le vêtement des pauvres dans les écoles helvétiques* par H. SCHMIDT (*Deutsche Worte* juin) ; l'A.. professeur à Lyss (Suisse) examine avec soin cette question de la nourriture et du vêtement des enfants pauvres ; il montre à l'aide de statistiques officielles combien l'amélioration des conditions matérielles de la vie des enfants exerce une influence heureuse sur leur développement moral et intellectuel.

REVUES DE LANGUE ANGLAISE

Les poursuites intentées au sujet de la publication de l'ouvrage du Dr Havelock Ellis intitulé « Studies in the Psychology of Sex, I. Sexual Inversion ». (*The Adult*, juillet; *University magazine and Free Review*, juillet, août; *The Reformer*, 15 juillet; *Saturday Review*, 25 juin.) — Le premier volume et le seul qui ait paru jusqu'ici de la série entreprise par le Dr Havelock Ellis sur la *Psychologie du Sexe*, volume consacré à l'étude de l'*inversion sexuelle* (voir *Humanité nouvelle*, p. 516, t. I, vol. II), vient d'être l'objet de poursuites judiciaires intentées à Londres sous le prétexte que l'ouvrage est une *publication obscène*. Voici le récit de ces poursuites, dont j'emprunte le détail aux revues mentionnées ci-dessus ainsi qu'à divers journaux de Londres.

Le 31 mai dernier, M. George Bedborough, secrétaire de la *Legitimation League* dont l'organe est *The Adult*, dirigé par Henry Seymour, envoya un mot à ce dernier pour lui faire savoir qu'il venait d'être arrêté sous l'inculpation d'avoir mis en vente le livre de Havelock Ellis, qu'il avait passé en jugement le même jour à la cour de police de Bow Street et que sir John Bridge, le magistrat, avait refusé de le mettre en liberté, moyennant cautionnement. Le lendemain, M. Bedborough fut transféré à la prison de Holloway. Après trois jours de détention, on le remit cependant en liberté moyennant une caution de 25.000 francs garantie par deux de ses amis. L'in-

culpé passa de nouveau en jugement devant le même tribunal le 7, le 13, et finalement le 21 juin, jour où la première étape des poursuites se termina par son renvoi devant la Cour centrale criminelle, qui jugera l'affaire définitivement.

Les poursuites intentées contre M. Bedborough offrent plusieurs particularités au point de vue judiciaire. En premier lieu, M. Bedborough, secrétaire de la « Legitimation league » n'est pas l'éditeur du volume incriminé, qui a été publié par l'University Press à Watford, près Londres, et imprimé par A. Bonner à Londres Or, ni l'University Press, ni l'imprimeur, ni le Dr Ellis, n'ont été poursuivis, bien que ce dernier ait fait savoir à la Cour, par son avoué, qu'il acceptait l'entière responsabilité de l'ouvrage.

M. Bedborough est poursuivi pour avoir vendu des exemplaires de l'ouvrage « avec l'intention de corrompre la moralité des sujets de Sa Majesté ». Or, le livre. en question a été mis en vente et édité d'une façon absolument normale, au prix de 12 fr. 50. Sans doute quelques maisons n'en ont pas accepté le dépôt, telles que celle de W. H. Smith (Bibliothèque dans les gares des chemins de fer) qui refuse du reste l'*University Magazine* et *s'est illustré jadis en refusant de vendre les œuvres d'Huxley et de Herbert Spencer*. Enfin, il est à remarquer que le détective en bourgeois qui se présenta chez M. Bedborough acheta un exemplaire du livre du Dr Ellis et que c'est à la suite de cet achat que la police, perquisitionnant chez M. Bedborough, saisit non seulement l'ouvrage en question mais aussi les volumes suivants :

Pseudo-Philosophy, par H. D. Cecil; *The Saxon and the Celt*. par J. M. Robertson; *Montaigne and Shakspere*, du même auteur; *The Dynamics of Religion*, par M. W. Wiseman; *The Blight of Respectability*, par Geoffrey Mortimer.

Devant la Cour de Bow Street, je relève parmi les témoignages à charge, les suivants :

Un jeune homme de 18 ans raconta qu'ayant demandé un exemplaire de *The Blight of respectability* (2 sh.6), il reçut par erreur un exemplaire du livre du Dr Ellis (10 sh.)— le Conseil de M. Bedborough déclare que ce témoignage n'a aucun rapport à l'affaire, et l'erreur fut du reste immédiatement réparée —; la production de livres d'images, déclarées être indécentes par la partie plaignante, qui furent saisies parmi les effets personnels de M. Bedborough et que ce dernier n'avait aucunement l'intention de mettre en vente; enfin la production de plusieurs exemplaires de la revue *the Adult*, organe de la Legitimation League, regardés comme indécents, et qui, eux non plus, n'avaient manifestement pas de rapport à l'accusation dirigée contre M. Bedborough. Il est à noter, enfin, que le volume incriminé, comme on a pu le constater, est un ouvrage de science pure, écrit avec une haute impartialité, et que l'affirmation faite par la police devant la cour que l'auteur y « préconisait certaines pratiques sexuelles » est manifestement mensongère.

Il ressort, en somme, de l'affaire que l'attaque est dirigée en réalité contre la Legitimation League en particulier, dont l'objet, comme on le sait, est d'arriver à modifier la loi anglaise sur la légitimité, qui refuse au père d'un enfant illégitime le droit de le reconnaître en aucun cas, et en général contre toute discussion libre et ouverte, même entre savants, d'aucune question sexuelle.

L'opinion éclairée s'est émue, on l'apprendra sans surprise, de cet attentat à la liberté de la presse et de la parole. Plusieurs articles de protestation ont paru; un comité pour la « Défense de la liberté de la presse », s'est formé. Parmi ces articles, je citerai : Danger Ahead, *University Magazine*, août; articles dans *The New Age* et dans *Reynold's Newspaper* (Londres) — dont je n'ai pu me procurer les dates; « Saint Propriety », (propriety signifie convenance); *Saturday Review*, qui grâce à la publicité de cet organe hebdomadaire universellement connu aura du retentissement; « Le cas Bedborough », *The Reformer*; plusieurs articles dans *The Adult*. Tous ces articles font ressortir ce que les poursuites intentées à M. Bedborough ont à la fois d'injustifié et d'inintelligent. L'*University Magazine* rapporte, entre autres, ce détail caractéristique. Dès l'annonce publique des poursuites, la maison d'édition du livre du Dr Ellis reçut, pour le volume, des centaines de demandes émanant en grande partie de collèges comme Eton, Rugby, et Harrow, et d'écoles de filles. Elle n'y a pas satisfait, naturellement, et a arrêté la vente du livre pendant les poursuites. Mais les exemplaires déjà déposés chez les libraires ont dû s'enlever dans quelques jours. D'ailleurs l'ouvrage du Dr Ellis est peu attrayant, au

point de vue de l'excitation maladive qui y peut chercher la perversité enfantine. Le Dr de Villiers a écrit au Home Secretary afin d'appeler son attention sur ces conséquences des poursuites intentées à M. Bedborough.

Le comité pour la défense de la liberté de la presse est présidé par Henry Seymour. Parmi ceux qui ont signé la protestation, je relève les noms de Robert Buchanan, Walter Crane, George Bernard Shaw, J. M. Robertson, Edward Carpenter, Mlle Edith Lanchester. Le but immédiat de ce comité est de ressembler des fonds afin de soutenir les frais considérables qu'entraînera le procès. Mme Gladys Dawson, Bedford Hotel, Covent Garden, W. C. recueille les souscriptions.

LAURENCE JERROLD.

REVUES DE LANGUES ESPAGNOLE ET CATALANE

Le mouvement historique en Espagne par RAFAEL ALTAMIRA (*Boletin de la Institucion libre de Ensenanza* 30 juin 1898). — Le professeur de l'Université d'Oviedo constate l'abondance de la littérature historique en Espagne en même temps que l'éloignement des historiens pour les synthèses et les thèses sociologiques. Tous sont au contraire des analystes se limitant à des faits précis, laissant au lecteur le soin de tirer des conclusions de l'exposition qu'ils en font, attitude sage tant que l'état des connaissances historiques ne permettra pas d'établir une doctrine. Cependant M. A. reconnaît une tendance, un parti pris chez ces chercheurs, et signale parmi eux trois courants : 1° le courant patriotique, 2° le courant catholique, 3° le courant juridique. Le courant patriotique peut se subdiviser dit-il en deux dérivations : la dérivation unitaire, la dérivation régionaliste. Il est né du désir de faire réaction contre les erreurs et les légèretés des historiens nationaux et étrangers qui ont méconnu le rôle et la place de l'Espagne dans la civilisation mondiale. MM. Juan Valera et Menendez Pelayo sont les chefs de départ de cette école. M. Fernandez Vallin qui a tracé un magistral tableau de *La culture scientifique espagnole au XVIe siècle* s'y rattache et aussi M. Felipe Pedrell, le maestro catalan qui, sous le titre de *Hispaniae schola musica sacra* a publié une vaste collection de documents musicaux du XVe XVIe XVIIe et XVIIIe siècle, complétée par son *Théâtre lyrique espagnol antérieur au* XIXe *siècle* qui contient de véritables trouvailles. M. A. signale de même les travaux de M. Fernandez Duco sur la *flotte espagnole* qui explique le rôle joué par l'Espagne au XVe et au XVIe siècle.

La protection et les progrès de notre industrie navale par J. SANCHEZ DE TOCA (*Revista contemporanea* 30 mai 1898). — Dès le XVe siècle la législation maritime espagnole était complète et le système de protection des rois catholiques pour encourager les constructeurs de navires de plus de 600 tonneaux fut continué par leurs successeurs. Par contre, il est vrai il était interdit de vendre ou d'engager à l'étranger les navires nationaux. Le célèbre Sébastian del Cosco fut poursuivi de ce chef et reçut des lettres de rémission très curieuses. La science de l'ingénieur était alors très avancée dans la Péninsule et les ouvrages des constructeurs espagnols firent autorité aussi longtemps que régna la maison d'Autriche. Malheureusement l'état du Trésor rendait cette législation si sage absolument fictive, car la seule protection effective d'une marine de commerce est l'existence d'une marine militaire et celle-ci ne fut créée qu'au XVIIIe siècle. Quand Philippe II voulut lancer sur l'Angleterre l'*Invincible Armada* ce fut dans la flotte marchande et dans les chantiers de constructions privés qu'on en puisa les éléments. L'Angleterre en était d'ailleurs à cette époque au même point et Elisabeth dut réclamer l'aide des marchands de Londres et des autres ports de la Grande-Bretagne pour organiser sa flotte de défense. En 1611, l'on déplorait ce système de réquisition des navires qu'on indiquait comme ruineux pour les armateurs. « Ainsi, disait-on, de toutes les manières ce royaume voit démolir sa marine et dépérir ses hommes de mer si utiles et si précieux. »

Enfin le pouvoir royal se décida à armer une flotte comme le réclamaient les hommes de mer. Le 21 février 1714 une ordonnance royale régla l'organisation des arsenaux et chantiers de construction. Dès lors, en peu d'années, une foule de cons-

tructeurs donna à l'Espagne une flotte superbe et le contre-coup de cette activité se répercuta sur l'industrie des Provinces basques productrices du fer qui, du marché espagnol où les constructeurs la firent connaître, alla prendre un rang sur les marchés portugais, français et anglais; et jusqu'en Amérique on trouva des ancres et des armes à feu dont les matières premières sortaient du port de Bilbao. Par malheur pour l'Espagne sa marine de commerce ruinée au début du XVIIe siècle ne s'était pas reconstituée et à ces navires superbes et trop dorés il manquait des équipages expérimentés, des artilleurs et des manouvriers. C'était là la supériorité des Anglais et ce fut le secret de leurs triomphes sur mer à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle. La vapeur acheva la décadence de la marine espagnole, malgré la la loi protectrice de 1837 qui autorisait l'introduction sans droits d'entrée en Espagne des machines nécessaires pour la transformation de la marine. Ce fut bien pis quand aux navires de bois succédèrent les vaisseaux protégés, les cuirassés de fer et d'acier. Comme l'Espagne n'essaya pas de créer chez elle l'industrie du fer et d'acier et demeura dès lors tributaire de l'étranger, l'Angleterre put jouer du libre échange et absorber toute l'industrie navale.

Contribution à l'étude de la prochaine transformation des Etats européens néo-latins par Joaquim Casas-Carbo (*Catalonia*, 30 juin 1898). — M. J. Casas-Carbo a lu le livre de M. Demolins et en a tiré cette conclusion que l'unité française non seulement n'est pas faite après tant de siècles mais est en train de se défaire au profit des autonomies régionales que la centralisation n'a pu étouffer. Si l'on appliquait les mêmes procédés d'études aux autres pays néo-latins, pense M. C., on trouverait les symptômes de mouvements analogues et devant ces nationalités qui risquent de disparaître si l'on n'a recours au remède du fédéralisme, peut-être les Etats-Unis de l'Europe néo-latine auraient quelques chances d'être la formule de l'avenir. L'Espagne, estime-t-il, après la terrible épreuve qu'elle traverse, est peut-être l'Etat le plus près d'entrer dans la voie des transformations et le catalanisme lui en marque le chemin. Si l'hégémonie castillane n'est pas ruinée par la guerre actuelle, elle en sera du moins bien affaiblie. Dans les provinces basques, en Andalousie, il existe, des mouvements analogues et tôt ou tard, après la débacle actuelle, il faudra tenir compte des revendications des provines et préparer la reconstitution économique, morale, intellectuelle et politique de l'Etat espagnol sur la base du régime autonomiste fédéraliste. Telle est la conclusion de M. C. dans une étude qui mérite l'attention. A. Savine.

REVUES DE LANGUE FRANÇAISE

Notre décadence économique, par Paul Louis (*Revue Socialiste*, juillet). — Article intéressant, mais parfois superficiel, sur les causes qui empêchent la France de participer au relèvement qui se manifeste presque partout, l'A. attaque le régime protectionniste, mais il ne précise pas assez ses griefs. Il attache trop d'importance à la décadence de la marine marchande, qui tombe pour des causes spéciales ; il est fort porté à des solutions étatistes, admire l'exploitation des chemins de fer par l'Etat et regrette qu'on n'ait pas achevé le plan Freycinet. Il paraît ignorer que si l'outillage des transports intérieurs est défectueux, cela tient à l'incapacité de l'Etat, qui a gaspillé d'immenses ressources au gré des politiciens.

Sur la propriété et les Pères de l'Eglise, par Chr. Cornelissen (*Revue Socialiste*, juillet) — L'A. rappelle la doctrine de Saint Thomas, qui est, encore aujourd'hui, celle des meilleurs théologiens ; peut-être s'exagère-t-il l'importance historique des subtilités métaphysiques ; il ne semble pas avoir bien démêlé le vrai sens du texte de Saint-Ambroise et du pape Grégoire le Grand : ces écrivains expliquent des passages de l'Ancien Testament, dans lesquels, suivant les idées juives, la charité est considérée au point de vue juridique.

Les petites institutions mutuelles de prévoyance contre la mortalité des animaux de fermes (*Musée social*, 25 juin). — Nous voyons ici des petits groupes, organisés

librement, réussir à résoudre des problémes devant lesquels ont échoué les sociétés capitalistes; les formes de ces mutualités sont très variées et s'adaptent aux circonstances locales. On a surtout utilisé la loi de 1884 sur les syndicats, qui ne s'applique certainement pas à ces affaires ; mais le gouvernement est aussi tolérant pour les propriétaires que sévère pour les ouvriers. Dans deux départements le Conseil général a créé des caisses administratives, qui ne sont pas à imiter.

Salaires, prix et profits, par K. Marx (*Devenir social.* juin et juillet).— Ce fragment, écrit en 1865, vient d'être réédité en Angleterre ; l'A cherche à prouver que la théorie du fonds des salaires est funeste et que les salaires peuvent augmenter sans que les marchandises renchérissent. Dans la *Misère de la philosophie* il avait donné les conclusions de Ricardo, d'après lequel le prix de certaines marchandises peut même s'abaisser. Ici il considére tous les produits en bloc sans distinguer les diverses compositions du capital qui sert à les produire ; de plus il complète la théorie ricardienne de la valeur. C'est cette dernière question qui offre le plus grand intérêt : 1° on voit qu'en 1865 Marx avait à peu près complètement arrêté la rédaction des premiers chapitres du *Capital*, car son exposé est presque reproduit textuellement dans le livre définitif : toutefois le texte de 1867 est peut-être moins clair que celui de 1865, ce qui montre que l'A. avait réfléchi aux difficultés du problème et essayé d'approfondir la théorie; — 2° en 1865, il n'avait pas encore abandonné la conception ricardienne et identifiait la valeur et le prix moyen ; dans le *Capital* les notes renvoient souvent au troisième volume pour l'explication de la différence qui existe entre ces deux notions; il est donc problable qu'en 1865 Marx n'avait pas étudié la question traitée dans le troisième volume; — 3° le texte de 1865 montre, plus clairement encore que celui de 1867, que la théorie de la valeur n'est pas démontrée (au sens scientifique et actuel du mot) ; on n'a qu'une explication métaphysique assez analogue à celles que l'on trouve dans la philosophie hégélienne de la nature ; il s'agit d'une relation entre quantités et la démonstration devrait pouvoir se mettre sous une forme mathématique ; j'ai indiqué récemment comment on pourrait le faire (*Giornale degli économisti*, juillet 1898), et j'ai dit aussi pourquoi la solution mathématique ne convient pas au système de Marx.

G. Sorel.

Qu'est-ce que l'esprit français? (*Revue des Revues*, 1er juillet). Enquête ouverte par la *Revue des Revues*, qui adressa à de nombreux écrivains le questionnaire suivant :

I. — *La France peut-elle prétendre à un esprit particulier dans les lettres, en un mot à un genre d'esprit francais, qui ne serait pas celui des autres peuples ?*

II. — *Si oui, y a-t-il des côtés saisissables et définissables de cet esprit et à quoi se réduisent-ils ?*

III. — *Un é ranger peut-il, dans ce dernier cas, s'approprier totalement ces particularités purement francaises jusqu'à devenir un savant, un romancier ou un poète purement francais ?*

On a généralement, répondu à cette enquête des choses peu claires. Cependant on arrive à démêler dans ces vagues affirmations que l'esprit français a pour caractéristiques la clarté, la précision, la simplicité, la méthode. C'est l'analyse qu'en donne M. Arthur Desjardins. Mais M. Urbain Gohier fait remarquer que « ces qualités illustrent sans doute aussi les chefs-d'œuvre étrangers que nous ignorons. C'est par elle qu'une œuvre passe au rang de chef-d'œuvre, aussi bien ailleurs que chez nous. M. Gohier dit aussi, répondant aux nombreux Français qui s'attribuent, non seulement des qualités distinctives mais d'innombrables supériorités: « Etant les premiers soldats du monde, les premiers contribuables du monde, les premiers jobards du monde, les Français ont le droit évident de revendiquer aussi la primauté intellectuelle L'esprit français ne peut être que le premier du monde. Et ces axiomes nationaux, n'exigent nulle démonstration, ne souffrent nulle discussion » Il dit encore: « *C'est par leur caractère d'humanité génerale que ces grands écrivains français sont grands.* »

L'enquête est close par une intéressante étude, où M. Jean Finot analyse, sans vanité nationaliste, les caractères généraux de l'*esprit français*. Il examine les conditions d'éclosion des périodes littéraires, l'emprunt et l'assimilation, et l'échange d'âme et d'idées qui va grandissant entre les nations.

Notons que E. Alfred Binet avait indiqué un moyen d'enquête scientifique : « Présenter à vos correspondants, à ceux surtout dont le jugement vous inspire le plus de confiance, deux espèces d'extraits : des passages tirés des auteurs qui sont censés représenter l'esprit français, et d'autres passages provenant d'étrangers ou de provinciaux. On serait appelé à distinguer ces deux genres de citation, et à dire à quel signe l'esprit français se reconnaît ».

Les lois scélérates, par UN JURISTE. (*Revue blanche*, 1er juillet). — Il est d'un bon enseignement de revoir à distance le spectacle des époques laides et des lâchetés officielles. Les hommes sensés qui liront attentivement, dans dix ans, l'histoire de ce temps-ci, y puiseront, nous l'espérons, un mépris salutaire. En attendant, il faut lire l'histoire de ces *lois scélérates*. Le samedi 9 décembre 1893, la bombe jetée par Vaillant affola les députés qui, le lundi 9, votèrent sans discussion la loi sur la presse. Une suspension de séance d'une *demi-heure*, demandée par des représentants qui voulaient — si peu! — réfléchir, fut refusée. Remarquons que la loi fut votée au Sénat sur le rapport de M. Trarieux, et que l'ironie des choses suspend aujourd'hui sur la tête de ce législateur l'arme qu'il aiguisa.

L'application des lois d'exception, par EMILE POUGET. (*Revue Blanche*, juillet). — Ces lois, dont les gens mêmes qui les avaient votées disaient : on ne les appliquera pas, ce n'est qu'un épouvantail — ces lois ont été appliquées et de la façon la plus absurde : de pauvres diables, coupables d'avoir chanté des chansons de révolte dans des soirées familiales, d'être *imbus d'idées fausses sur tout ce qui touche à l'organisation de la famille et de la société*, furent envoyés au bagne. Et chaque année un bon parlementaire fait une proposition d'amnistie — sans insister d'ailleurs, pour ne pas créer de conflit politique. LUCIEN JEAN.

INDEX. — *L'esprit frondeur en Bretagne au* XVIIIe *siècle*, par CH. DE CALAN. (*Science sociale*, juillet). Article bien informé qui résume les luttes engagées entre le duc d'Aiguillon et le parlement de Rennes, l'A. a peut-être un peu abusé des caractères ataviques. — *Les révoltes et la réaction en Italie*, par A. ZERBOGLIO (*Devenir social*, juin). L'A nous donne l'opinion des *officiels* de la Sociale-démocratie italienne, sur les troubles de Milan, « *ou au milieu de nuées de criminels*, il y eut certainement des cœurs généreux »; le socialisme n'a eu qu'une influence indirecte en mettant en relief la mauvaise administration. — *Les élections de* 1898 par A. VERHAEGEN, (*Revue sociale catholique*, juillet). Les catholiques, bien qu ayant conservé la majorité, sont inquiets du progrès du socialisme en Belgique; l'A. propose à ses amis de renoncer à leur organisation unitaire et de s'occuper davantage des intérêts matériels des électeurs. — *L'Esthétique de la langue française. Les déformations verbales considérées comme force créatrice* par M. REMY DE GOURMONT. (*Revue blanche*, 15 juin, *Mercure de France*, juillet); M. R. de Gourmont montre la langue s'enrichissant de créations populaires spontanées, tandis que l'alourdissent et l'enlaidissent les néologismes scientifiques, forgés de latin et de grec non assimilés. — *Le Péril*, par URBAIN GOHIER (*Revue blanche*, 1er juin); M. Gohier évoque avec une intensité tragique la bassesse, l'avilissement de notre époque et le péril militaire, une nation incapable de se créer une conscience, et se jetant, comme une femme dans les bras des brutes qui savent donner l'illusion de la force. — *L'Armée de Condé* par URBAIN GOHIER (*Revue Blanche*, 1er juillet). M. Gohier a relevé les rôles d'une partie de l'armée de Condé. C'est, comme il le dit, « un document tout sec qui rend inutile un long commentaire. » On y voit en effet fort clairement qu'il existe une *caste* militaire et que les grands-parents des gens de l'état-major actuel, sous la haute direction de Frédéric Guillaume, conquirent sur l'ennemi (les Français) d'inamovibles situations pour eux et leur descendance. — *M. T. Cicero et la démocratie agraire*, par R. DREYFUS. (*Revue Blanche*, juin). Etude curieuse où l'orateur nous apparaît comme une sorte de Waldeck-Rousseau ou de Deschanel, aux périodes sonores, conservateur sans générosité, combattant la démocratie sous couleur de libéralisme — et somme toute, s'enrichissant fort.— *La parade littéraire*, par M. LE BLOND, (*La plume*, juillet). M. Le Blond a écrit sur Francis Jammes un article de laide méchanceté. M. Jammes, qui écrit des vers délicieux, vient de publier un

livre qui, paraît-il, a du succès. C'est évidemment pour cela qu'il a été choisi pour subir la mauvaise humeur des écrivains naturistes, aigris par de retentissants échecs. M. Le Blond et ses amis ont beaucoup de talent — trop peut-être — mais plus encore d'impatience.

REVUES DE LANGUE HOLLANDAISE

Socialisme et féminisme, par MME CORNELIE HUYGENS (*De Nieuwe Tijd*, (juin). — Mme Cornélie Huygens, dans un article très bien pensé, intitulé : *Socialisme et Féminisme*, examine la question de l'émancipation de la femme au point de vue de la lutte de classes et n'a pas de peine à démontrer que les partisans du « féminisme », du prétendu « droit » de la femme, comme opposé au « masculinisme » ou « droit » de l'homme, sont tout simplement des ignorants qui n'entendent rien aux phénomènes divers qui marquent l'évolution de la vie économique contemporaine.

VICTOR DAVE.

REVUES DE LANGUE ITALIENNE

Vie nouvelle, par E. T. MONETA. (*Vita Internazionale*, 20 mai). — L'A. déplore les inutiles massacres et les vastes émeutes éclatant à Milan au moment où l'on croyait à un apaisement, à la paix sociale et à la coopération harmonieuse de toutes les forces pour le bien-être commun. On a assisté au déchaînement des pires instincts ataviques soigneusement entretenus à l'école par la glorification des faits d'armes, des violences guerrières. Les scandales parlementaires et financiers ont beaucoup contribué à cette soudaine explosion de folie collective. M. M. estime qu'il est nécessaire maintenant de combattre : d'une part, la révolution armée et violente et d'étudier positivement et expérimentalement les problèmes sociaux; de l'autre, rappeler l'Etat à ses devoirs de soutien intelligent de l'ordre social.

Le probleme économique de l'heure présente, par FILIPPO BEROALDO (*Rivista politica e letteraria*, juin et juillet). — L'auteur passe en revue les causes du mal être dont la nation italienne est affligée, et constate qu'il est de nature presque exclusivement économique, produit par un système fiscal excessif, et par une direction erronée de l'action de l'État sur l'économie publique. Sur cela, il note la presque unanimité de jugements d'une partie de la presse, des économistes, des politiciens, et même de quelques-uns des membres du gouvernement. Mais on n'est pas également d'accord sur les remèdes. Pour sa part, l'A. n'admet pas la tendance à forcer l'Etat à élargir et étendre les travaux publics dans toutes les directions et à tout prix : remède efficace en des moments très graves, mais en dernière analyse trompeurs et périlleux. Ce n'est pas là la meilleure manière de donner du travail aux inoccupés; le travail fourni par l'Etat est bientôt épuisé; et on en est de rechef au même point; il peut arriver que l'on tombe plus bas encore, étant donné que pour chercher des travaux nouveaux, l'on aboutit fatalement à en ordonner qui deviennent de moins en moins productifs et utiles. L'auteur voit dans l'émigration un remède bien meilleur pour l'Italie, qui a environ un million de sans travail et par conséquent de dégoûtés, d'ennemis de l'actuelle constitution politique ; c'est une notable force inactive, qui constitue un dommage économique et un danger social. Chez nous, il n'y a pas d'initiative privée : l'Etat n'a donc autre chose à faire que favoriser l'émigration, la protéger, la dresser au bien de la mère patrie. En fait de politique commerciale, l'A. voudrait qu'on se gardât aussi bien des protectionnistes à outrance que de ceux qui rêvent une Italie exclusivement agricole et libre-échangiste. Il faut tenir compte non seulement de nos conditions réelles, mais aussi de celles des autres pays pour voir ce qu'ils peuvent nous donner et ce dont nous avons à craindre. Ensuite, le crédit qui est un des facteurs principaux de l'économie nationale, se trouve chez nous maigre, difficile, désordonné, en conditions pathologiques : il n'est pas facile d'y découvrir un remède, de le fortifier et de le bien distribuer : car les perturbations du crédit sont la conséquence de nombreuses

causes, immédiates et médiates, que l'on ne pourra pas écarter. La réforme tributaire, enfin, ne doit pas consister exclusivement en des réductions d'impôts ou dans une différente distribution, mais aussi dans les plus grandes économies dans la bureaucratie. L'Italie ne sera pas une nation grande et puissante politiquement, tant qu'elle ne sera pas grande et puissante au point de vue économique.

Les récentes émeutes en Italie, par DE VITI DE MARCO, professeur d'économie polititique à l'Université de Rome (*Giornale degli Economisti*, juin) — Cet article est une analyse des événements très graves auxquels nous avons assisté en ces derniers mois ; il démontre la parfaite légitimité de la propagande socialiste, catholique, républicaine, libérale qui a précédé les désordres, et contre laquelle le gouvernement n'a jamais su rien opposer de meilleur que la répression brutale. Il note que les procès, qui ont succédé aux révoltes, n'ont conduit qu'à constater l'absence de toute pensée d'organisation, de toute direction disciplinée, de toute conspiration préalable dans ces manifestations subversives : cela prouve qu'un mécontentement général était ancien et profond, et qu'il était suffisant d'un prétexte quelconque, pour qu'il éclatât. Notre bourgeoisie, dit l'auteur, est, dans son ensemble, complètement dépourvue de toute foi, en dehors de ses intérêts égoïstes : la monarchie, le pape, la république lui sont indifférents, pourvu qu'on ne touche pas au système économique ; c'est ainsi que la lutte économique a dégénéré — par suite de l'intervention illégitime de l'Etat à l'avantage exclusif des capitalistes — en lutte politique, et que les cléricaux mêmes, autrefois si cordialement détestés et méprisés, ont conquis de larges sympathies dans le peuple, rien que parce qu'ils sont adversaires du gouvernement. En Italie, où la monarchie a des racines profondes dans le sentiment populaire, mais où le militarisme ne jouit point des sympathies générales, le sentiment anti-militaire s'est peu à peu transformé en anti-monarchique. Un antagonisme latent ou déclaré, conséquence de vieilles rancunes, de différence de civilisation et de psychologie, d'intérêts divergents, couve entre le Nord et le Sud de la Péninsule : la distribution inégale des impôts, les chemins de fer, les ponts, et les autres œuvres publiques improductives, le protectionisme outré, le fiscalisme aveugle, ont ruiné les provinces méridionales, déjà bien pauvres, beaucoup plus que les septentrionales ; mais la masse du peuple n'a pas agi par conscience de cet état de choses ; elle ne voit rien, au moins dans le Sud, au delà de sa petite vie locale, de son commun des agents immédiats de sa spoliation, tandis que c'est à l'organisation sectaire, où nous sommes arrivés, d'une petite oligarchie qui, maîtresse du parlement et, de tous les pouvoirs, envahit tout, opprime corrompt, que sont dus tous nos maux : le peuple ne réclame, vraiment, aucune réforme politique, mais simplement le droit de vivre de son travail : il est las des persécutions fiscales, et de la corruption parlementaire et bureaucratique qui lui ronge toutes ses forces. Et ce n'est pas la réaction, la limitation des libertés, la centralisation toujours plus étroite, qui pourront guérir tous ces maux chroniques et purulents ; mais, tout au contraire, la proclamation des plus larges autonomies locales, l'institution du *referendum*, la pleine liberté et responsabilité des administrateurs provinciaux et municipaux. L'heure que nous traversons marquera sans doute une époque mémorable de notre histoire : Nos conditions d'aujourd'hui présentent une étrange ressemblance avec celles de l'Angleterre au commencement du siècle ; mais là elles ont été radicalement changées par les réformes libérales. Ainsi, deux voies nous sont ouvertes, deux alternatives, deux directions politiques sont seulement possibles : il n'y a qu'à choisir.

Le collage, par CLAUDIO TREVES (*Vita internazionale*, 20 juillet). — Chaque année augmente le nombre des unions libres ; le faux-ménage est devenu une véritable institution à côté du mariage légal ; l'auteur voit les causes du progrès du *collage*, dans le mépris que l'art contemporain a pour le mariage, et dans la propagande qu'il fait d'une morale libertaire et sans préjugés ; d'autre part, le mariage légitime, indissoluble, enchaîne trop les époux non seulement l'un à l'autre, mais à tout le monde économique et social de leurs familles et de leurs relations ; et souvent les circonstances s'y opposent sans remède, ou par des liens légaux précédents, ou par des raisons inéluctables d'intérêt ; enfin, tandis que le mariage a presque toujours

pour but de faire des enfants, le collage les exclut presque toujours de son programme. Mais, enfin, hors de ses origines, le collage n'est pas trop différent du vrai mariage : le peuple envisage ces unions avec une indulgence qui touche à la sympathie, surtout lorsque leur durée leur donne la sanction de la vraie intimité des âmes et tous les caractères de l'indissolubilité spontanée et affectueuse ; au cas contraire, les collés ont au moins l'avantage de pouvoir se séparer au grand soulagement de l'un ou de l'autre ou de tous les deux, ce qui, dans le mariage, n'est pas si facile et aisé. L'auteur se demande enfin si cette forme d'union libre, dont la pratique devient tous les jours plus fréquente, est le signe d'une réelle évolution des institutions sexuelles et familiales vers cette liberté fondamentale dans laquelle beaucoup voient l'espérance de l'avenir ; et il répond résolument que non : il est rare, en fait, qu'on le contracte comme simple et hardie affirmation d'un plus large idéal de liberté dans les relations amoureuses; la plupart prennent le collage comme un expédient provisoire, en attendant que les circonstances leur permettent le mariage régulier et avantageux à tous les points de vue ; si souvent le collage devient définitif, on ne le doit qu'à l'intimité, à l'affection née postérieurement entre des bons camarades, et qui ne leur permet plus de se séparer sans trop de déchirements de leurs cœurs.

Le collage n'est donc pas une révolte contre les institutions matrimoniales, mais un état passager imposé par des difficultés extérieures à l'union légitime : ce qui ne lui ôte cependant pas son caractère de fait social de la plus grande importance, surtout dans les pays où la population tend plutôt à diminuer qu'à croître.

MARIO PILO.

INDEX. — *Le jeu dans la vie*, par ADOLFO ZERBOGLIO (*Pensiero Italiano*, juin) : l'auteur ébauche les premières lignes directrices d'une étude complète des jeux, qui serait une page très intéressante de psychologie et de sociologie : il a un examen très rapide du jeu dans la vie des animaux, dans l'évolution des races et dans celle de l'individu. — *Genèse et évolution du duel*, par GIOVANNI SEPE (*Pensiero italiano*, juin). Fin de l'article que j'ai signalé dans le dernier n° de L'*Humanité Nouvelle* : ici l'on parle du duel chevaleresque et de ses lois intrinsèques et extrinsèques ou positives et pénales, et des réformes juridiques et morales qui pourront le combattre. — *Les femmes dans la science*, par PAOLO MANTEGAZZA (*Nuova Antologia*, 16 juillet), à propos du livre anonyme de Rabière : M. M. constate que presque toutes les femmes dont M. Rabière fait l'énumération, ne sont que des nullités ou des pauvres médiocrités; et, exception faite de quelque femme géniale isolée, il conclut que le champ où la femme peut atteindre la hauteur à laquelle elle peut justement aspirer, c'est de collaborer patiemment et amoureusement aux recherches de l'homme.

REVUE DES LIVRES

LIVRES DE LANGUE ALLEMANDE

Die sociale Frage im Lichte der philosophie, par le Dr Ludwig Stein, vol. in-8 de xx-791 pages; Ferdinand Enke éditeur, Stuttgart, 1897. — Ce livre est un recueil des leçons professés par l'auteur, d'abord au « Polytechnicum » fédéral de Zurich, puis à l'université de Berne. M. Stein explique dans sa préface qu'il a dù autant que possible éviter d'employer une langue trop philosophique parce que ses auditeurs appartenaient à toutes les facultés. C'est de la même façon qu'il justifie aussi le tour singulièrement oratoire de plusieurs de ses pages.

Après avoir exposé,dans une première portion de son œuvre, comment il croyait qu'un philosophe put traiter la question sociale, quelle était la morale qu'il comptait suivre, après avoir examiné l'état actuel des recherches sociologiques, M Stein aborde son sujet. Il se propose d'étudier d'abord l'origine des hommes en commun, puis l'évolution suivie par les organismes sociaux, enfin et en dernier lieu, l'état actuel de la question sociale. La première partie de l'ouvrage est consacrée au passage des formes présociales aux formes sociales.

L'auteur fait une distinction entre les éléments dont la nature est stable, et ceux dont la nature et instable. Il compte au nombre des formes stables, la famille, la propriété et en particulier la propriété foncière, ce qu'il appelle la société, c'est-à-dire la vie en commun et l'action en commun, enfin l'Etat. Il range au rang des formes instables, le langage, le droit, la religion (traditions mythologiques et historiques), puis la technique et l'art, la morale et la philosophie. Le caractère instable de ces formes réside dans leur confusion originelle, et dans les échanges perpétuels auxquels elles se livrent même encore de nos jours.

La deuxième partie contient une histoire critique de la philosophie sociale. Elle part des Grecs pour arriver à nos jours. L'auteur y étudie le passage de la préhistoire à l'histoire. La poitique devient, paraît-il, une science, et l'on ne se contente plus d'envisager la société humaine comme le résultat d'un processus purement mécanique et inconscient.

La troisième partie comprend d'abord une statique sociale. L'auteur y passe en revue les problèmes qui l'occupent à leur état de fixité dans la société actuelle. Il n'y néglige pas les formes nouvelles et très variées de l'association et de la coopération dans toutes leurs nuances, les unions internationales, les sociétés par action les trusts et syndicats industriels, les unions religieuses et artistiques, les partis, etc. Il passe ensuite à la dynamique sociale et cherche à ramener les faits actuels à leurs raisons tant historiques qu'ontologiques. Il termine par un ensemble de projets de réformes qu'il lui paraît utile et même nécessaire de formuler.

L'ouvrage a un volume très considérable et contient une foule de références, de renvois, de notes, etc. La lecture n'en est pas très aisée : c'est que malgré les intentions de l'auteur, il lui a été impossible de se débarrasser complètement d'un vocabulaire philosophique très considérable. Le malheur, c'est que ces termes abstraits, quoique clairs et précis jusqu'à un certain point dans les domaines où on les a empruntés, sont loin de dissiper les obscurités dans la sphère où on les transporte. Au contraire, ils exigent du lecteur beaucoup de peine. Elle n'est pas toujours récompensée.

M. Stein, semble-t-il en effet, a peur de prendre trop facilement une position claire et décisive. Après avoir établi le pour, il a soin d'appuyer le contre, et sa solution consiste généralement en une sorte de synthèse assez osée entre les propositions socialistes qui peuvent paraître hardies et les thèses bourgeoises qui ne le sont pas moins. Il lui est difficile de ne pas mécontenter tout le monde. Du moins est-ce la crainte que nous avons.

Il est clair que la lecture d'un pareil ouvrage n'est pas sans profit. Il a été très laborieusement construit, mais peut-être aurait-il gagné à ne pas embrasser tous les domaines de l'activité sociale. Il est assez difficile de traiter en quelques lignes les questions les plus controversées, les résultats les plus contestés et d'arriver à une solution personnelle un peu malgré tout.

La plupart des morceaux de rhétorique que l'auteur a intercalé dans son texte, n'ajoutent rien à la clarté de l'exposition ou de la discussion. Bien au contraire, la méthode proprement dite suivie par l'auteur peut sembler excellente, mais nous ne pensons pas qu'il ait pu l'appliquer dans toute sa rigueur; il est facile d'en comprendre le pourquoi, la place lui manquait pour s'en servir avec exactitude, elle eut pu être fort bonne dans une encyclopédie.

M. Stein voudra bien nous pardonner la rigueur de toutes ces critiques. Mais nous n'avons pu nous empêcher de les présenter en pensant à l'ouvrage excellent que ses recherches lui auraient permis de faire s'il n'avait cédé à la tentation de renfermer en un seul volume (grand in-8 et de 791 pages, il est vrai) tout ce qu'un philosophe historien pouvait rassembler sur la question sociale.

LÉON RÉMY.

Satan Lachte, par LUDWIG JACOBOWSKI. Un vol. in-18, 122 p. ; 1 m 60 pf. ; Heinrich Meyer, éditeur. — Un charmant petit livre, révélant une âme peu robuste, mais gracieuse et aimable. Le Satan du premier conte, ce n'est qu'un beau jeune homme aux yeux noirs, un peu Espagnol, aux regards étincelants, par qui Eve, cette petite coquette, se laisse séduire volontiers. En outre, il y a encore beaucoup de choses jolies et touchantes dans cet opuscule. Il y a un vieux mendiant aveugle, adorant la voix douce d'une jeune fille, qui, en se promenant avec son fiancé, n'oublie jamais de lui donner son aumône. Il y a un roi en manteau d'hermine, roi garçon tout jeune, tout naïf, qui ne veut pas croire que les rois meurent comme les autres hommes. Il y a une silhouette de vie médiévale : un savant médecin de famille patricienne, à travers la vie duquel glisse l'ombre d'une belle jeune paria, sœur de brigand. Et puis, il y a Socrate, pauvre Socrate, pauvre professeur agrégé de la philosophie grecque, spirituel mais laid, aux conversations érudites duquel la Belle Aspasie, veuve de Periclès, préfère les épaules larges d'un marchand de bétail, bête mais beau... Somme toute : un livre qui plaira beaucoup aux femmes, tout en ne déplaisant pas entièrement aux hommes.

Bartel Turaser, drame, par PHILIPP LANGMANN. — Un drame de la vie ouvrière autrichienne écrit par un jeune poète qui la connaît bien. Cette œuvre rappelle beaucoup les *Tisserands* de Hauptmann : mais tandis que le grand maître silésien nous montre une tourbe désorganisée, désespérée, désorientée, capable seulement d'une explosion de fureur aveugle — les teinturiers et les teinturières en grève, dans le drame de Langmann, sont des socialistes, conscients du but à atteindre. Ils peuvent être vaincus pour l'instant, mais ils ne peuvent pas être anéantis, eux, les partisans de l'idée à laquelle appartient l'avenir. Dans toute la misère et l'humiliation qui semblent les accabler, ce sont bien les contemporains de ces braves ouvriers-députés qui, le 16 novembre 1897, ont su exprimer la colère

populaire d'une façon que l'histoire n'oubliera plus. Il est vrai que Langmann ne flatte pas les ouvriers; c'est par la vérité navrante de son image qu'il nous les fait aimer. Comme il a saisi l'âme du peuple autrichien, peuple plus passionné, plus impulsif, plus incliné à la violence spontanée que les Allemands du Nord, et pourtant capable de tant d'émotions tendres ! Et cette ouvrière qui, en pleine grève, montre plus d'énergie, plus de passion de lutte que les hommes, — ah ! comme cela est autrichien ! « *Bartel Turaser* », est une œuvre bonne et forte qui a parfaitement mérité son succès sur les scènes de Vienne et de Berlin.

Triumph des Lebens, par Julius Hart. Un vol., 223 p. ; Eugen Diederichs éditeur. Leipzig, 1898. — Les investigateurs futurs de la littérature allemande du XIX[e] siècle seront obligés de pélériner à Friedrichshagen. En effet, cette pittoresque bourgade près de Berlin, située entre les eaux miroitantes du Müggelsée et la sombre forêt des Pinastres, a été, pendant des années, le centre du mouvement littéraire moderne. Et c'était la demeure des frères Heinrich et Julius Hart, qui fut le centre de ce centre. Ce qui, à part leur technique plus ou moins réaliste, unissait tous ces poètes, venus des quatre coins du royaume de Prusse, c'est que leur art n'était que la fleur de leur pensée. Les systèmes de philosophie ancienne et nouvelle, les doctrines biologiques de Darwin et Hæckel, les diverses théories socialistes et individualistes furent étudiées à Friedrichshagen d'une façon sérieuse et profonde. Heinrich Hart, ce cosmopolite de la pensée, qui se proposa un jour d'accomplir une « Epopée de l'Humanité » (Lied der Menschheit) en vingt-quatre rhapsodies (il n'en a terminé jusqu'ici que les deux premières, mais celles-ci sont d'une admirable beauté); Julius Hart, auteur d'une *Histoire de la Littérature du monde* ; Bruno Wille, instituteur des enfants de libre-penseurs, organisateur d'un théâtre libre pour les ouvriers de Berlin, auteur de la *Philosophie de la Délivrance par le moyen pur* — ce sont échantillons des poètes penseurs de Friedrichshagen. C'est dans ce milieu que le jeune Gerhart Hauptmann trouva la devise : « On peut tirer de l'art bien autre chose que son plaisir ! » Mais il ne faut point se méprendre sur les poètes de Friedrichshagen, s'ils ne font pas « de l'art pour l'art », si leur cœur bat pour un peuple entier, voire même l'humanité entière, d'autant plus ils sont capables d'un lyrisme qui provient du cœur et qui parle au cœur. Et comme poète lyrique, c'est Julius Hart qui tient le premier rang dans ce groupe.

Le volume présent donne une image d'une riche évolution psychique. Nous voyons le jeune poète, fils de l'extrême Ouest (en effet, son berceau n'était pas loin de la frontière hollandaise) quitter les landes brumeuses et taciturnes de la Westphalie pour immigrer à Berlin, la « ville allemande », dont la vie turbulente l'étourdit, dont la misère l'effraye, en même temps que sa grandeur l'éblouit. Puis, il y a des chants d'amour d'une beauté ravissante. Mais Julius Hart, ce n'est pas un décadent quelconque qui perd sa personnalité en des ivresses érotiques, en s'agenouillant devant la « terrible déesse » qui le tue en le caressant. Non, l'homme amant des poèmes de Julius Hart, c'est *l'homme-protecteur*, à la fois fort, prudent et courageux, dont la tendresse mâle couvre comme un bouclier d'airain la femme aimée, pauvre enfant tremblante, terrifiée par les mille périls de la vie. Partout dans ce livre d'un cosmopolite, nous ressentons l'âme germanique, l'âme d'un peuple qui a non seulement un passé long et glorieux, mais qui a gardé assez de force vitale pour les luttes futures et pour un avenir qui, finalement, couronneront ses efforts par la liberté et le bonheur social. Ainsi, Julius Hart a raison de terminer son livre avec ces mots fiers : « Ecoutez, hommes ! Ce n'est qu'à des *hommes* que je parle, ravi de mon extase ! »

Ladislas Gumplowicz.

LIVRES DE LANGUE ANGLAISE

Labour in the longest reign par Sidney Webb; brochure in-18 de 62 pages, 1 fr. 25; Grant Richards, éditeur; London, 1898. — Parmi toutes les publications qui parurent pour célébrer ou commenter le règne de Victoria à propos de son second jubilé l'année dernière, la brochure de M. Webb est une des rares qui aient été consacrées à ce qui semblerait pourtant devoir être regardé comme le problème le plus important qui se soit présenté pendant ce règne, problème du reste que le monarque en

question paraît envisager avec tranquillité. M. Webb fait un court exposé de l'état de ce problème qui est celui du travail, au bout de soixante ans d'un règne glorieux. Je passe tout de suite à ses conclusions auxquelles on ne pourra certes par reprocher le manque de modération. Cependant, l'auteur ne peut s'empêcher de constater que si la proportion des travailleurs dont le revenu est inférieur au « salaire de vie » (living wage) est moindre en 1897 qu'en 1837, le chiffre absolu de ceux-ci a par contre augmenté; que si ensuite les richesses se sont accrues en général, la limite inverse, celle de la misère, s'est plutôt abaissée. M. Webb voit spécialement dans le système du *sweating* et du travail à domicile, la cause de cet état de choses et c'est le mouvement à la fois collectiviste et coopératif qui lui paraît devoir y remédier. Pour ce qui est du détail de son exposé, M. Webb divise sa brochure en quatre parties. La première traite de la question des *salaires*. M. Webb constate que les salaires pour la main-d'œuvre exigeant un degré supérieur de connaissances ont augmenté de 50 0/0 depuis 1837. Il fait ressortir en outre les progrès accomplis dans l'organisation ouvrière chez les mineurs et les employés de fabrique dans le Nord. Mais d'autre part, il est à remarquer que, si les salaires de cette catégorie, même en tenant compte de l'élévation du prix des loyers (celui des denrées a diminué), ont augmenté, les revenus de toute une classe ouvrière se sont abaissés. A Londres notamment, le chiffre de la population (1 million) dont les revenus ne dépassent pas 25 francs par semaine (le living wage) est plus considérable qu'il y a 60 ans; il en est de même de la proportion de ceux (un tiers actuellement) qui gagnent un salaire bien moindre. Quant à la *régularité du travail* (2me partie), M. Webb conclut d'après des statistiques et des tableaux que le nombre des sans-travail n'est pas plus grand proportionnellement aujourd'hui qu'en 1837. La troisième partie traite de la question des *heures de travail*. S'il est vrai que, depuis 1837, le chiffre des heures de travail par semaine a été réduit de 20 0/0 pour certaines catégories (industries de filature par exemple), il n'en est pas moins vrai, dit M. Webb, qu'il n'a nullement diminué dans beaucoup d'autres cas (employés de chemins de fer, conducteurs de tramways par exemple qui font une journée normale de 12 heures, de même que les employés de magasin, les garçons de café, les infirmiers, les ouvriers des hauts fourneaux et ceux des acieries, les boulangers, toutes les catégories ouvrières en somme, à qui la protection d'une puissante Trade Union fait défaut.) Dans la quatrième partie de la brochure, M. Webb traite de la question des *habitations ouvrières*. M. Webb cite l'opinion de lord Shaftesbury dont l'expérience s'étend précisément sur une période de 60 ans et qui déclare qu'à Londres la surpopulation des quartiers ouvriers est pire qu'en 1837.

Les chiffres que fournit en outre M. Webb manquent de clarté. Je ne citerai que ceux qu'il donne pour l'Ecosse, les statistiques relatives à l'Angleterre étant vagues et incomplètes. En Ecosse, en 1861, 35 0/0 du chiffre total de familles habitant le pays n'occupaient chacune qu'une chambre. Aujourd'hui ce chiffre s'est réduit à 22 0/0, progrès peu notable. D'autre part la proportion à Glasgow est encore de 33 0/0. Le petit livre de M. Sidney Webb sera utile plutôt parce qu'il sera lu du public que pour ce qu'il apporte de renseignements nouveaux.

LAURENCE JERROLD.

LIVRES DE LANGUE ESPAGNOLE

Los problemas del trabajo y el socialismo, par MANUEL GIL MAESTRE. Un vol. in-18 de IV-212 pages; 1 franc. Luis Tasso, éditeur; Barcelone, 1897. — M. Manuel Gil Maestre est l'ancien chef de la sûreté de Barcelone qui, il y a quelques quinze ans, nettoya la capitale de la Catalogne de la tourbe de malfaiteurs qui la déshonoraient. Son livre n'est cependant pas l'œuvre d'un homme de police, mais celle d'un esprit éclairé qui fait de visibles efforts pour comprendre ceux-là mêmes dont les théories et les doctrines heurtent le plus son esprit fonctionnariste. « Selon les solutions qui prévaudront, dit-il quelque part, la tempête qui s'élabore dans l'atmosphère sociale pourra se répandre en une pluie bienfaisante qui purifiera l'eau et fécondera la terre ou en une tourmente dévastatrice qui ne laissera derrière elle que ruines et tristesses. Il est du devoir de tous, et c'est un devoir impérieux, de travailler à la conjurer. » C'est dans cette intention que l'auteur a étudié non pas

tous les phénomènes du travail, mais ceux-là surtout qui caractérisent les luttes actuelles et pour la solution desquels les socialistes ont apporté des données nouvelles, c'est-à-dire tout ce qui concerne la condition et la vie des classes travailleuses, le machinisme et son action sur le travail, le travail féminin, le travail puéril, la durée de la journée de travail, le repos hebdomadaire, les salaires, les coalitions et les grèves. On le voit, le champ d'études est vaste. M. G. M. le parcourt rapidement en compilateur diligent et avec un vif désir de faire apprécier la contribution qu'il reconnaît devoir aux études des socialistes. Malheureusement les idées de M. G. M. le retiennent dans un proche voisinage du socialisme d'Etat de feu Canovas del Castillo. En terminant ce compte rendu, il me sera permis de regretter les fautes d'impression qui défigurent dans cet ouvrage un trop grand nombre de noms propres généralement français, anglais ou allemands.

A. Savine.

LIVRES DE LANGUE FRANÇAISE

Atlas Larousse illustré, première partie; vol. in-folio de 158 pages, 17 cartes, 463 reproductions photographiques; Larousse éditeur, Paris, 1898. — Est-ce un atlas? Oui, puisqu'il y a des cartes et pourtant ce n'est pas un atlas puisqu'il y a un texte long, décrivant la France et formant un tout complet. Ce texte descriptif est accompagné de reproductions photographiques de sites, de villes, de monuments. Cette première partie de cet *Atlas* est consacré à la France et à ses colonies. Il est fort bien édité sur beau papier; cartes et photographies sont très bien venues. C'est donc avec grand intérêt qu'on le feuillette et qu'on admire sites et monuments en regardant leurs photographies. Le texte est bref, sans intention littéraire, énumération parfois sèche comme celle des guides. On ne le lit pas, on le consulte. Nous reprocherons à cet *Atlas* de ne pas contenir assez de cartes, ni assez de plans des principales villes de France. C'est là le point faible de cet atlas qui plaira toutefois et qu'il sera intéressant de posséder pour apprendre, en le feuilletant, à connaître la France et ses habitants.

Mémoires du général Baron de Marbot; 3 volumes grand in-16 de 390, 495 et 446 pages; 3 fr. 50 chaque volume; Plon, éditeur, Paris, 1898. — Les *Mémoires* de Marbot publiés en 1891 ont eu un tel succès que la maison Plon vient d'en publier une édition populaire à 3 fr. 50 le volume. La lecture de ces volumes explique le succès de cet ouvrage attachant, attrayant comme un roman, sauf la fin du 3e volume. Le style est d'une grande simplicité; mais la composition l'est peut être moins. Il semblerait qu'il y eût infiniment d'art dans cette composition pour montrer l'auteur toujours sous un jour favorable, pour corser les incidents, les anecdotes et accroître ainsi l'intérêt pour le grand public. Quoi qu'il en soit les *Mémoires* de M. sont un ouvrage à consulter non seulement pour les historiens, mais encore pour ceux qui veulent connaître l'état d'âme des généraux, maréchaux et autres officiers de l'Empire. Les conflits d'intérêt, de préséance, les haines particulières se montrent sans fard et plusieurs défaites en furent le fruit. Moisson ample en ces *Mémoires* pour ceux qui prétendent que l'amour de la patrie est le moindre des soucis des professionnels militaires.

Le premier volume prend Marbot en 1782, date de sa naissance et va jusqu'en 1807; on assiste au siège de Gênes, aux batailles d'Austerlitz, d'Eylau, etc., le deuxième nous conduit en Espagne, Portugal, en Autriche et va jusqu'en 1811; le troisième se termine à Waterloo après nous avoir conté la fameuse retraite de Russie pendant laquelle M. était à l'arrière-garde. Une table des noms cités termine cet ouvrage où sont particulièrement portraicturés et biographiés Augereau, Bernadotte, Bessières, Davout, Gouvion Saint-Cyr, Lannes, Masséna, Murat, Ney, Oudinot, Soult, etc.

Histoire du Trade Unionisme, par Sidney et Béatrice Webb: vol. in-8, de IV-613 pages; une carte; 10 fr., V. Giard et Brière, éditeurs; Paris, 1897. — M. et Mme W. sont des sociologues très connus outre-Manche et des socialistes non moins célèbres. Ils se sont, tous deux, adonnés à l'étude spéciale de questions relatives aux

ouvriers. Ainsi M. W. publia un *Socialism in England* qui est fort bien fait; ainsi Mme W., alors Béatrice Potter collabora à l'œuvre énorme de M. Booth sur la situation des ouvriers londoniens. Le Trade-Unionisme devait donc appeler l'attention de ces sociologues qui résolurent d'écrire son histoire. Ils le firent avec la plus grande compétence et écrivirent un ouvrage qui valut d'être traduit en français. Nous reprocherons à la traduction d'être un peu lourde, parfois peu claire, obligeant à relire bien que les idées soient simples. Exprimées clairement, elles eussent été immédiatement saisies. Le lecteur appréciera l'érudition de l'œuvre de M. et Mme W. en voyant une bibliographie de 53 pages. L'esprit critique des A. est non moins développé que leur érudition de sorte que nous pouvons dire que cet ouvrage est très bon et très bien fait. Il contient 8 chapitres depuis les origines du Trade-Unionisme jusqu'en 1894; l'histoire du Trade-Unionisme proprement dit commence à 1799, au XIX° siècle. Il y a six appendices avec de nombreuses statistiques du plus grand intérêt pour l'historien du prolétariat, pour l'économiste. Le récit des faits historiques, au cours du volume, rend cet ouvrage précieux pour le psychologue et le criminologue qui trouveront là mine où puiser des illustrations.

Société, Etat, Patrie, par P. FABREGUETTES; 2 vol. in-8 de XIV-664, 807 pages; 15 francs; A. Chevalier-Marescq, éditeur, Paris 1897 et 1898. — Cet ouvrage porte en sous-titres : Etudes historiques, politiques, philosophiques, sociales et juridiques. Et, en effet, c'est bien un recueil d'études de tous ces genres. L'A. est conseiller à la Cour de Cassation, aussi affectionne-t-il les questions juridiques; aussi donne-t-il à son gros ouvrage l'allure d'un code plus ou moins commenté. L'œuvre est divisée en *Livres*; il y en a cinq. Chaque *livre* est fractionné en *Partie*; chaque *Partie* en *Titres*: chaque *Titre* en *Chapitres* ; chaque *Chapitre* en *Sections*.

Toutes ces divisions n'éclaircissent point l'œuvre de M. F. ; elles l'obscurcissent au contraire. Il y a de tout, absolument de tout en ce livre. On en jugera par les titres de quelques chapitres : Astronomie, Géologie, Physique, Chimie, unité des forces, indestructibilité de la matière, paléontologie, Darwin, la Matière, la Vie, l'anthropologie, l'outil, le langage, l'évolution mentale, l'instinct, l'intelligence, l'homme primitif; Religion, Mœurs, Mariage, Propriété, etc., chez les primitifs; races, peuples, patrie; l'esprit de la science et Dieu; la morale positiviste, évolutionniste; la vraie morale ; la responsabilité humaine, l'aliénation mentale, la dégénérescence, la divisibilité de la raison humaine, le somnambulisme, l'hynotisme, la psychologie physiologique, l'anthropologie criminelle, le déterminisme et la fausse science, la sociologie et sa méthode, la philosophie de l'histoire, le progrès social, le socialisme ; de l'antiquité à la Révolution de 1789; la Révolution, les libertés, le droit et la démocratie (évolutionnistes, individualistes, anarchistes, théocrates, utilitaires, etc.); la souveraineté du peuple et de l'Etat: de l'état moderne (fonctionnarisme, impôts, etc.); l'Anarchie, son organisation en France, mesures législatives et internationales contre l'anarchie, etc. ; délits politiques; gouvernement représentatif; suffrage universel; Referendum; la Constitution de 1875 et le régime parlementaire actuel ; le problème économique et social, la propriété, le droit au travail, le socialisme, les Syndicats, les Bourses du Travail, la durée du travail, le collectivisme, la solidarité, l'armée, la patrie, etc., etc.

On le voit, M. F. a parlé de tout et encore de tout. Il y a un nombre infini de notes en ces quinze cents pages. Une quantité considérable de livres, d'articles parus dans les revues sont cités. M. F. est un érudit qui a tout lu, tout analysé. C'est l'impression qui se dégage dès l'abord qu'on parcourt ces gros volumes. Mais cette érudition est-elle d'un très bon aloi? Nous en doutons. L'A. cite souvent de seconde main sans avoir vérifié et il se trompe. En ce fouillis énorme, il nous eût été impossible de vérifier tout. Mais il est certaines parties que nous connaissons très bien où nous avons relevé de graves erreurs de fait, des erreurs matérielles. Ainsi p. 352 du T. I, il affirme que Santiago Salvador, l'auteur de l'attentat du Liceo à Barcelone, a reçu surtout son impulsion de la lecture de la brochure de Malatesta, *Entre Paysans*. M. F. n'a pas lu cet opuscule, car sa lecture lui aurait prouvé que Malatesta ne pousse point au crime politique. A la page 101 du T. II, M. F. défigure les titres des ouvrages sur l'anarchie et altère les noms de leurs auteurs. Le livre de Dubois : *Le Peril Anarchiste*, il l'appelle « le droit pénal anarchiste ». Il attribue les *Paroles d'un Révolté* à Elisée Reclus, l'*Anarchie* à Grave alors que ces

œuvres sont de Pierre Kropotkine. La *Psychologie de l'Anarchiste socialiste*, il la dénomme : « Physiologie de l'anarchiste social ». M. F. est coutumier du fait, car p. 713, il écrit « Le biribi » de M. G. Darien au lieu de *Biribi*; « les Réflexions d'un réserviste » de M. Chateauvieux au lieu de *Casque et Sabre*; le Militaire Professionnel » de M. Hamon au lieu de *Psychologie du Militaire professionnel*.

L'A. cite comme étant de Bakounine une étude : Les principes de la Révolution. Dans un livre très bien fait, *Bibliographie de l'Anarchie*, par M. Nettlau, nous avons cherché en vain cet ouvrage de Bakounine. Nous doutons qu'il existe et nous en doutons d'autant plus que M. F. renvoie à ce travail de Bakounine au sujet d'un livre de J. Grave. Voici d'ailleurs comment il s'exprime :

« Voici maintenant le début d'un livre de Jean Grave (1)... » Et en note on lit : Citer du Grave et renvoyer à du Bakounine! Avouons que cela n'indique pas chez l'A. un esprit d'ordre. Mais il y a d'autres faits qui prouvent le manque de méthode et de précision qui a présidé à la facture de cet ouvrage. A la page 101, en note, on lit en effet :

« Bakounine, dans ses œuvres, surtout dans l'*Etat* — (le titre exact est *Dieu et l'Etat*) — mélange les préceptes de Proudhon et les théories de Stirner, de Kropotkine (*L'Appui Mutuel*, *La Conquête du pain*); d'Elisée Reclus (*Les Paroles d'un Révolté*), de Charmy — (c'est Charnay) — (*le Catéchisme d'un soldat*); de Grave (*La Société Mourante*, *l'individu dans la société*...); d'Henry Mackay (*Anarchistes*); d'Hamon (*Physiologie de l'anarchiste social*). »

Voyez-vous Bakounine, qui mourut en 1876, occupé à mélanger les préceptes et théories de Kropotkine dont les premiers articles anarchistes datent de 1879, la *Conquête du Pain* est de 1892; de Charnay dont le *Catéchisme du soldat* parut en 1893; de Grave dont la *Société Mourante* est de 1892, de Mackay dont *Anarchistes* parut en 1891 (édition allemande), de Hamon dont la *Psychologie de l'anarchiste socialiste* parut en 1895!! Vraiment M. F. abuse de ses lecteurs en voulant leur faire avaler des bourdes aussi grosses. *Ab uno disce omnes*, aussi pensons-nous que l'érudition de M. F. laisse fort à désirer. Nous ne parlons pas des assertions erronées, des affirmations fausses, des interprétations et des déductions inexactes lorsqu'il traite de l'anarchisme, du socialisme marxiste, du collectivisme, du crime politique, de la responsabilité, du déterminisme, etc. L'ouvrage est un tissu compact d'erreurs, d'inexactitudes qui se présentent sous une apparence scientifique. C'est un livre qui, au poids du papier, au nombre des lignes a une grande valeur. Mais relativement à la précision des documents cités, à la largeur et la hauteur de vue des considérations générales, des déductions, *Société*, *Etat*, *Patrie* est sans valeur. Des quinze cents pages qui le forment, il n'y en a que cinquante à peine qui valent d'être lues et conservées.

A. HAMON.

Introduction à l'histoire littéraire, par P. LACOMBE, 1 vol. in-8 de VIII-410 pages. Hachette éditeur, Paris, 1898. — Ce livre est la suite et l'application d'un ouvrage très important publié en 1893 sous le titre *L'histoire considérée comme science*; c'est sur la psychologie du sentiment et sur la classification des besoins que l'A. fonde toute sa théorie. La psychologie est encore peu avancée; aussi ne saurait-on trop admirer l'originalité, la sagacité et la sûreté avec lesquelles les problèmes sont traités. L'homme recherche les émotions; l'œuvre littéraire a pour objet de provoquer des émotions désintéressées. Deux grandes classes d'esprits, les subjectifs et les objectifs : les premiers se montrent au public (lyrisme); les seconds font parler des personnages (drame); entre ces deux genres se dresse le genre épique, qui comprend le roman. L'éloquence rentre dans le lyrisme. La poésie est basée sur un sentiment de dépression jugé agréable par l'auditeur, tandis que l'éloquence correspond à l'exaltation. — Les théories sur la race, le génie national, le génie du siècle sont rejetées; l'A. nous montre, par d'excellents exemples, comment il est possible d'arriver à des causes historiques probables. A la conception du *milieu* est consacré un chapitre d'une richesse d'observations incroyables. — La psychologie de l'artiste fait l'objet d'une étude approfondie dans laquelle l'A. part du paradoxe de Diderot; en corrigeant et complétant les idées du célèbre critique, il

(1) Bakounine, *Les principes de la Révolution* ».

arrive à montrer le caractère de la sensibilité de l'artiste. Dans ces études, la mémoire, les abstractions, les combinaisons, la mise en forme artistique des émotions sont étudiées de main de maître. — Le progrès en littérature et la hiérarchie de formes ont donné lieu à beaucoup de discussions vagues ; l'A. propose de prendre pour base d'appréciation la richesse psychologique des œuvres où une époque a excellé; le XVIIIe siècle (par ses romans) est aussi un progrès sur le XVIIe (avec son théâtre (p. 243) ; le dramaturge et le romancier l'emportant sur les lyriques par la variété, par la continuité de l'action et par l'invention des caractères (p. 319). — L'A. combat avec force les préjugés de certains littérateurs qui veulent se faire apôtres et moralistes ; pas plus que la religion, la littérature n'a de quoi fournir une conception de la vie (p. 353). — Le livre se termine par une dissertation sur le style : le style artistique a pour objet d'ajouter l'émotion à l'expression froide d'une idée (p. 358) ; à noter de fines observations sur les figures et sur leur mauvais emploi dans nos classiques.

G. SOREL.

Les scrupules de Paule, par HENRY MAISONNEUVE ; vol. in-18 ; 3 fr. 50 ; Plon éditeur. Paris, 1898. — Tiens ! un roman honnête ! On en fait donc encore ? Et moi qui pensais que la mode n'en voulait plus depuis que les pensionnats eux-mêmes ont lâché ce pauvre M. Georges Ohnet !

Paule est une gentille petite fille, oh mais là, gentille tout plein ! Elle aime son cousin évidemment, mais son papa l'oblige à épouser un riche monsieur quelconque. Elle pleure, la pauvre petite Paule, et le riche Monsieur quelconque, au lieu de la consoler, la trompe avec une fille de campagne. Paule a bien aussi envie de tromper le riche Monsieur quelconque, mais elle a un enfant et des scrupules ; alors elle se résigne à rester honnête... en attendant une occasion favorable. Mais voilà que, comme pour la punir de deux ou trois actions coupables, sa petite fille meurt et le cousin pauvre qu'elle aimait jadis, revient riche. Le monsieur quelconque, qui est toujours le mari, est près de se repentir et demande pardon à sa femme de l'avoir délaissée, mais elle le repousse. Alors, de désespoir, il fait seller un cheval et court la campagne comme un fou, ce qui fait qu'il revient avec une fluxion de poitrine dont il ne tarde pas à mourir, après avoir fait jurer à sa femme de ne jamais se remarier. En voilà un égoïste ! Aussi Paule, malgré son serment, épouse-t-elle bientôt l'autre, le cousin pauvre qu'elle a toujours aimé et qui maintenant est devenu, lui aussi, un monsieur riche quelconque. Oh ! ma tête ! ma tête !

Histoires sur tous les tons, par DENIS ROCHE ; vol. in-8 ; 3 fr. 50 ; Flammarion, éditeur, Paris, 1898. — Un recueil de nouvelles d'un « débutant » comme l'auteur se qualifie lui-même dans une préface où il engage les gens à lire son livre s'ils « n'ont rien de mieux à faire ». Or, ayant parcouru quelques-uns de ces contes, le *Vice de Mlle Sidonie*, l'histoire d'une vieille fille qui n'avait jamais fait le moindre bruit dans son quartier ; *Alphonsine*, le *Curé... confessé* et le *Petit couteau de bois*, tous d'une banalité désespérante, je me suis aperçu qu'il ne me serait pas difficile d'avoir mieux à faire que de continuer cette lecture.

ROLAND DE MARÊS.

Le socialisme en danger, par F. DOMELA NIEUWENHUIS, préface de ELISÉE RECLUS ; vol. in-18 de XII-322 pages, 3 fr. 50 ; P. V. Stock, éditeur ; Paris 1897. — M. F. D. N. a été amené à rechercher quels dangers menaçaient le socialisme par une étude sur les courants de la démocratie sociale en Allemagne qui l'a conduit à cette constatation qu'après le congrès d'Erfurt, l'évolution socialiste, arrêtée dans son essor, avait dérivé à droite, se réduisant à se confondre avec les revendications, anodines au point de vue de résultats, du radicalisme allemand. Dès lors, il s'est demandé si la crise du socialisme allemand était limité à la sociale-démocratie ou si c'était une crise générale ne connaissant pas de frontières. La question devait être résolue par la position même et la timidité du congrès de Zurich de 1893, qui a eu soin d'en esquiver la solution par un de ces compromis qui sont la victoire des tendances parlementaires, est l'indice, aux yeux de M. Domela Nieuwenhuis, de la déviation de l'action socialiste en prétendue action parlementaire. Le danger ainsi constaté — car M. Domela Nieuwenhuis ne croit pas à l'efficacité de l'action parlementaire —

est-il mortel, s'est demandé l'auteur et il a conclu après enquête que, si délétère que soit la tactique dans les errements de laquelle les socialistes parlementaires français ont suivi les social-democrates, la régression de cette école, plus préoccupée de commander et de discipliner que d'agir et de penser, était amplement compensée par le large développement du socialisme libertaire qui travaille,en dehors du fétichisme qui asservit les marxistes à des recueils de formules, à fonder une société d'égaux conformément à la tradition babouviste.

Les inquisiteurs d'Espagne : Montjuich, Cuba, Philippines. par F. TARRIDA DEL MARMOL; vol. in-18 de XII-346 pages, 3 fr. 50; P. V. Stock, éditeur; Paris 1897. — M. T. del M., un Cubain d'origine, devenu directeur de l'Académie polytechnique de Barcelone, que ses opinions révolutionnaires ont contraint, après un emprisonnement à la citadelle de Montjuich, de chercher un asile à l'étranger, a jugé utile de démasquer ce qu'il appelle les nouveaux inquisiteurs, d'abord dans une série d'articles en une revue, ensuite dans le recueil de ces articles dont le titre précède. De là, du décousu et un trop réel manque de proportion et d'équilibre dans les parties de ce livre; de là aussi, des contradictions qu'il eût été facile d'accorder avec un tant soit peu d'attention. En voici un exemple: p. 3, M. del Marmol énonce cette opinion que l'attentat de la rue de Cambios Nuevos a eu pour objet *de venger les victimes des autorités espagnoles après l'attentat du théâtre del Liceo*; p. 20, M. del Marmol attribue l'attentat de la rue Cambios Nuevos à « *l'inspiration policière* »; rappelant que les bombes n'ont pas frappé la tête du cortège où se trouvaient les autorités religieuses et militaires, mais le peuple qui formait la queue de la procession. Enfin, p. 96, M. del Marmol voit dans le même attentat « *le dessein arrêté de frapper également prêtres et officiers* ».

Malgré ce manque de coordination des matériaux de son ouvrage. M. T. del Marmol semble avoir fait œuvre utile en révélant tout ce qu'il avait vu et entendu de monstrueux pendant sa captivité et en fournissant aux curieux un résumé rapide et bien fait de l'anarchisme en Espagne depuis 1892. Peut être eût-il été utile de bien expliquer, s'adressant à des lecteurs français, ce qu'il y avait eu jadis de vrai et de faux dans les procès dits de la *Mano negra* et de leur exposer moins succinctement le très curieux état social de l'Andalousie que tant de Français traversent, chaque année, sans se douter qu'ils foulent une terre encore quasi-féodale. Mais M. del M. serait fondé à répondre à cette critique que son résumé de l'histoire de l'anarchisme n'est qu'une introduction à son ouvrage actuel et qu'il était, en conséquence, obligé d'aller vite et non de tout dire.

Son plan, en effet, s'est cantonné dans la démonstration des procédés néo-inquisitoriaux de la justice militaire espagnole en Catalogne, à Cuba et aux Philippines. Que le procédé de gouvernement par la terreur soit le même dans ces trois colonies de la Castille, et je ne dis pas colonie par inadvertance, car la Catalogne est peut-être moins castillane encore que Cuba, cela n'est pas contestable. Ce qui n'est pas démontré, c'est le rôle considérable attribué par lui au cléricalisme dans la répression, dans la péninsule et à Cuba. M. Tarrida del Marmol l'affirme, mais ne le démontre pas ou plutôt il ne le démontre *par les effets* que pour les Philippines et les *effets* ne sont pas les *causes*. Pour Cuba, il y a certitude absolue qu'il s'agit de tout autre chose que d'une question religieuse; quant à l'anarchisme, la répression est avant tout *bourgeoise*, mais le canovisme s'est servi de l'anarchisme, comme d'un prétexte pour frapper des ennemis dont il voulait se débarrasser. M. Tarrida del Marmol a constaté lui-même que, parmi les arrêtés, il s'est trouvé à côté de républicains de diverses nuances, de socialistes, de libres penseurs avérés, un ancien carliste dont la fidélité au trône et à l'autel n'était pas discutable. L'opinion de M. T. del M. peut être fondée en ce sens que la puissance religieuse a pu être mise au service de l'organisation politico-capitaliste; quelques indications, avancées çà et là, permettraient aux esprits conjecturaux de l'augurer, mais il a négligé d'en faire la démonstration. L'excellente préface de M. Charles Malato, qui précède l'ouvrage, a eu la prudence de s'en tenir à ce qui est parfaitement, irréfutablement démontré : l'ignominie des bourreaux qui ont remis en vigueur, à Montjuich, sur des malheureux emprisonnés sur le seul soupçon d'anarchisme, les procédures inouies, dénoncées par Molas et par Nogues, le courage des victimes qui ont voulu, avant de succomber sous les balles des pelotons d'exécution, clouer au pilori les

noms de Enrique Marzo, Narciso Portas et Alfredo Penas que la bourgeoisie espagnole considère par contre comme des sauveurs.

Le choc, par NONCE CASANOVA; vol. in-18 de VI-270 pages, 3 fr. 50; Société libre d'édition des gens de Lettres; Paris 1898. — M. C. est un artiste d'une imagination fougueuse, poète de la chair et de la caresse, avec quelques réminiscences fâcheuses de ce dilettante malfaisant qu'on appelle Catulle Mendès. *Le Choc*, un premier roman, avec des inexpériences de début, annonce cependant quelqu'un qui se fera sûrement un jour sa place au soleil de la publicité. Les personnages sont vivants malgré leur banalité trop vide, relevée seulement par le piment de quelques scènes chaudes d'un XVIII° siècle pas mal libertin dans un milieu très actuel, et même très dernier bateau. En somme, un nom à retenir sur ce volume dont le titre s'oubliera sous celui d'œuvres plus fortes.

A. SAVINE.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE. — *Paris Hachette*, 1898; vol. petit in-8 de LX-1500 pages avec plans, cartes, portraits, etc., 3 fr. 75; Hachette éditeur; manuel pratique de la vie quotidienne à Paris, petit dictionnaire guide; foule de renseignements les plus divers : biographies, statistiques, pouvoirs publics, enseignement, beaux-arts, commerce et industrie, Paris charitable, Paris élégant, etc, etc.; les recherches sont très aisées, grâce à une table alphabétique bien faite; très utile annuaire. — *Le procès Zola* devant la Cour d'assise de la Seine et la Cour de cassation (7-23 février, 31 mars 2 avril 1898); compte rendu sténographique in-extenso et documents annexés; 2 volumes in-8 de 551 et de 546 pages, 7 fr., P. V. Stock éditeur; Paris, 1898; les documents annexes dont il est question sont : la déclaration du comte Casella, les rapports des commandants B. d'Ormescheville (affaire Dreyfus) et Ravary (affaire Walsin Esterhazy), des fac-similés du bordereau et des lettres de MM. Dreyfus et Esterhazy et du diagramme de M. Bertillon; la typographie de ces volumes est soignée; ce sont des documents qui seront très utiles à consulter par les historiens futurs; cette édition est dite du *Siècle*, journal dans lequel le compte rendu sténographique a été publié au jour le jour. Il existe de ce même procès une autre édition, celle dite de *L'Aurore*; un seul volume in-18 de 590 et 461 pages, mal imprimé et sur papier à chandelle; cette édition est donnée gratuitement aux abonnés de l'*Aurore*; le procès devant la Cour de cassation n'y figure point de même qu'aucun document annexe. — *Après le procès*, réponse à quelques intellectuels, par FERDINAND BRUNETIÈRE; brochure in-18 de 95 pages; 0 fr. 75; Perrin éditeur; Paris, 1898; réimpression avec notes d'un article de la *Revue des Deux Mondes* sur l'affaire Zola-Dreyfus; il y a quelques vérités et arguments sérieux dans cet opuscule contre les « intellectuels » qui ont pris part à la lutte pour ou contre Dreyfus. — *Avant le Procès*, par E. DUCLAUX, brochure in-18 de 35 pages; 0 fr. 50; P. V. Stock, éditeur; Paris, 1898; réimpression d'un article de M. D. paru dans la *Revue du Palais*, pour répondre à M. Brunetière (*Après le procès*); il y a en cet opuscule des arguments valables qui infirment partiellement la thèse de M. Brunetière; dans son ensemble toutefois, cet opuscule est moins bon que celui de M. B. — *Le solécisme du bordereau et les lettres de Dreyfus*, par JACQUES DE BIEZ; brochure in-18 de 60 pages, 0 fr. 50; A. Pierret éditeur; toujours l'affaire Dreyfus; opuscule pour démontrer que dans le bordereau, il y a une faute de français qui se représente dans les lettres de Dreyfus. — *Le prolétariat juif*, lettre des ouvriers juifs de Paris au parti socialiste français, brochure in-18 de 21 pages, 0 fr. 25; imprimerie J. Allemane; lettre signée Karpel et Dinner reproche au parti socialiste et surtout aux élus leur attitude pas assez franche, pas assez énergique contre l'antisémitisme; elle signale l'existence d'un nombreux prolétariat juif et demande l'aide des socialistes français pour déjudaïser et déchristianiser les peuples, et pour jeter dans les masses juives la semence de l'avenir. — *Le féminisme*, par KAETHE SCHIRMACHER, brochure in-16, 74 pages; 1 fr; A Colin, éditeur; Paris 1898; rapide et intéressant aperçu sur le féminisme aux Etats-Unis, en France, dans la Grande-Bretagne, en Suède, en Russie; des chiffres, des faits, peu d'impressions personnelles; par suite cet opuscule objectif et, de ce chef, il acquiert une valeur documentaire très notable: cette brochure est un peu courte; la question du féminisme est assez importante pour valoir un ouvrage plus développé. — *M. Brunetière et l'individualisme*, par A.

DARLU, brochure in-18, de 78 pages, 1 fr.; A. Colin, éditeur, Paris, 1898; reproduction d'un article de la *Revue de Métaphysique et de morale*, écrit à propos de l'article: « Après le procès » dont nous parlons ci-dessus; l'A. défend l'individualisme. — *L'Architecture religieuse*, par E. BENOIT-LÉVY; brochure in-18 de 62 pages; Société française d'édition d'art, Paris, 1898; cette publication, sous le patronage de la Société populaire des Beaux-Arts, forme le n° 1 de la Petite Bibliothèque de vulgarisation artistique; 61 illustrations. — *La peinture industrielle chez les Grecs*, par E. POTTIER; brochure in-18 de 61 pages; 35 figures; Société française d'édition d'Art, Paris 1898; fait partie de la Petite Bibliothèque de vulgarisation artistique.

LIVRES DE LANGUE ITALIENNE

L'evoluzione sociale in rapporto alla proprieta fondiaria in Sicilia, par A. BATTAGLIA, 1 vol. in-8 de 420 pages, Reber, éditeur, Palerme, 1895. — Ce livre est indispensable pour qui veut étudier sérieusement la question sicilienne; l'A. connaissait parfaitement l'histoire de son pays; il avait été avocat, fonctionnaire et professeur d'économie: ses monographies sont pleines de renseignements techniques. Le malheur de la Sicile provient de la liquidation du régime féodal, faite tout à l'avantage des grands propriétaires; durant les bonnes années il s'est établi une hiérarchie de parasites qui vit des extorsions arrachées au paysan; celui-ci ne peut plus vivre sans voler. L'A. voudrait rendre au *latifundium* son caractère de propriété commune; constituer le domaine communal par tous les pacages existants et un tiers des anciens fiefs (à titre de rachat des anciens droits d'usage); — la sous-location serait interdite sur les propriétés privées; — les débiteurs pourraient se libérer en abandonnant une partie de leurs terres. Toutes ces propositions de réforme sont fondées sur une investigation historique sérieuse et elles sont, par suite, d'une application pratique.

Filippo Buonarroti. Notizie storiche sul communismo, par ROMANO CATANIA; vol. in-12 de 148 pages, Reber, éditeur, Palerme, 1898. — L'idée de rapprocher le socialisme moderne des idées communistes antérieures est excellente et ne peut être que féconde; mais il ne faudrait pas abuser des rapprochements; il me semble, par exemple, que l'A. confond trop facilement les anarchistes contemporains avec les hommes qu'on appelait de ce nom sous la Révolution (p. 48), et qu'il faut beaucoup de bonne volonté pour trouver la théorie historique de la lutte de classe dans l'œuvre de Buonarotti (p. 107). Les faits ne sont pas toujours assez contrôlés : les *Souvenirs* de Nodier n'ont aucune autorité. — Il faut noter que les babouvistes ne voulurent pas déclarer que la révolution attendue devait faire disparaître la distinction des gouvernants et gouvernés et qu'ils croyaient qu'un gouvernement fort est conciliable avec l'égalité : en restant fidèle à ces principes, Buonarotti se mettait en contradiction avec les principes prolétariens modernes.

Dello stato presento del diretto internazionale e del sui futuri progressi, par ED. CIMBALI, broch. de 28 pages. Bocca frères; Rome, 1897. — Leçon inaugurale à l'Université de Macerata; l'auteur estime que le droit international est encore barbare et il pose deux postulats : les Etats légitimes sont des *personnes* et les Etats légitimes sont ceux qui sont fondés sur le consentement général. Il est clair que ces principes conduisent à une conception juridique très éloignée de ce qui existe aujourd'hui; mais il faudrait prouver que ces deux principes ne dérivent pas d'une hypothèse sur ce que devait être le droit international. A signaler à la page 6 une singulière méprise : M. J. Roche transformé en général!

G. SOREL.

Le teorie sociologiche di Roberto Ardigo, par A. GROPPALI; brochure 67 p. Bocca éditeur, Turin 1898. — Bien que rédigé en un style excessivement enthousiaste cet opuscule du jeune sociologue de Crémone expose fidèlement les principes démophilosophiques de l'éminent maître italien, sans oublier toutefois d'en relever,

les défauts et les insuffisances, ainsi que la forme lourdement métaphysique dont il revêt les concepts tout à fait positifs et originaux de sa pensée. C'est précisément en cette forme sans images et sans beauté artistique, que je trouve la raison du fait dont M. G. se plaint si vivement, à savoir que son maître ait été connu et apprécié à l'étranger, bien plus et plutôt qu'en Italie. En effet, nous autres Italiens, nous sommes avant tout et surtout un peuple d'esthètes et d'artistes, et la substance chez nous ne peut être appréciée qu'à travers la forme.

Le amicizie di collegio, par OBICI et MARCHESINI; vol. in-18 de XLIV-310 pages; Société éditrice Dante Alighieri, Rome 1898. — Il s'agit de recherches et d'enquêtes sur les premières manifestations de l'amour sexuel chez les jeunes filles et les garçons des collèges. E. Morselli, dans une docte préface, étudie la psychophysiologie et la psychopathologie de l'amour, l'homosexualité de l'âge de la puberté comme perversion transitoire de l'instinct, les « flammes » de collège comme survivance atavique de la *philia* (amitié-amour) antique. Et les auteurs, ensuite, définissent ces « flammes », étudient les lettres « enflammées » dont ils ont recueilli bon nombre, distinguent les éléments de l'amitié et ceux de l'amour dans ces passionnées relations homosexuelles. Ils y discernent les données platoniques, prévalentes, et les désirs sensuels qui quelquefois s'y mêlent par exception. Enfin ils en tirent les conclusions pédagogiques et morales que leur étude consciencieuse et approfondie leur suggère.

Genio e degenerazione, par CESARE LOMBROSO : vol. in-18 de 318 pages; Remo Sandron éditeur, Palerme 1898. — Nouvelles études et nouvelles batailles de l'illustre psychiâtre de Turin, autour de son sujet favori. Son livre, plein de documents nouveaux et d'interprétations géniales, comme tous ses frères aînés, sent comme eux le désordre et le déséquilibre d'une compilation hâtive; mais il est tout de même absolument à lire. L'A. y expose en résumé sa théorie bien connue sur la nature dégénérative du génie et celles de Myers, de Roncovoni, de Arndt, de Del Greco ; il y range parmi les génies aliénés, comme tant de nouvelles conquêtes en faveur de sa thèse, Beccaria, Léopardi, Alfiéri, Tasso, Byron, Rossetti Zola (!) Poë, Quincey, et autres ; il y décèle la marque de la folie dans les œuvres des génies, et de la génialité dans celles des fous. Enfin, il réfute les objections de ses critiques les plus récents, Max Nordau, Mario Pilo, G. Segré, Renier, Tanzi, Mantegazza, Toulouse, Morselli, Flechsig et Reforgiato. Pour mon compte, je suis un fervent admirateur de Lombroso, j'admets volontiers tous les faits qu'il a si patiemment accumulés et savamment interprétés, mais j'insiste en mon opinion que, si le génie est presque toujours un déséquilibre profond des fonctions psychiques, il n'est pourtant pas, lui, un phénomène dégénératif : la contradiction entre les termes mêmes, n'est que trop évidente. C'est une question de mots plutôt que de science, car l'on devrait au moins dire : « dégénérescence progressive », ce qui serait ridicule.

MARIO PILO.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE. — *La riforma dell' educazione*, par ANGELO MOSSO, Milan, Trèves, éditeurs. L'A. réclame pour l'éducation physique de la jeunesse la part qui lui a été usurpée par le surmenage intellectuel; toutes ses sympathies sont pour la méthode de gymnastique suédoise; contrairement aux idées du ministre Baccelli, il n'aime point les exercices militaires chez les écoliers. — L'*Argentina*, par le comte ANGELO DE GUBERNATIS, Florence, Seeber, éditeur; gros volume de souvenirs et de lettres de voyage sur l'Amérique latine, où l'artiste donne la main au savant pour nous faire connaître intimement ces pays lointains, leurs habitants, leur vie, leurs sentiments, leurs idées. — *Il vecchio*, par UGO OJETTI, Milan, Galli, éditeur, roman de profonde psychologie sénile. — *Cornelio Tacito, nella storia della coltura*, discours d'ouverture de l'année académique à l'Institut supérieur et de perfectionnement de Florence par le Prof. FELICE RAMORINO, 111 pages, Hœpli, éditeur, Milan 1898. — *Costumi ed usanze della universita italiane*, par E. PASCAL, autre discours d'ouverture, à Pavie : 65 pages, Hœpli éditeur, Milan, 1898.

Le Directeur-Gérant : A. HAMON.

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — *Téléphone*

Pour paraitre dans les prochains numér

Les dessous de la Propagande chrétienne au pre A. Chirac. — *Objectifs révolutionnaires,* par Gar — *Les doctrines anarchistes et leurs rappor* ... *ni-nisme,* par I. Bloch. — *La réoccupation d* ... red Russel Wallace. — *Au nom de la loi* ... — *La Genèse du Socialiste Anarchiste,* par ... *uelonne,* par Xavier de Ricard. — *L'évolu* ... *ne sociologique,* par C. Fages. — *La Ville* ... *Le Socialisme en Argentine,* par J. Ingegnieros. ... *ommunistes,* par Ladislas Gumplowicz. — *L'ha* ... par Pierre Kropotkine. — *L'amour comme facte* ... par le Dr Woods Hutchinson. — *Le socialisme et* ... *taire jusqu'à la fin du XVII*e *siècle,* par G. de Gr... *objections au matérialisme économique,* par G. Sorel ... *nisme et responsabilité,* par le Dr Laupts. — *Histoire* ... *Jésus,* par G. Lejeal. — *Marchands et banquiers au m* ... par E. Nys. — *La question agraire et les systèmes écono*... par Henri Dagan. — *La parabole des aveugles,* par Emile ... maerts. — *L'hyperpositivisme de M. de Roberty,* par O. d'Arau... — *Marie Grubbe,* par J. P. Jacobsen. — *L'idée du Progrès et l'Anarchisme,* par M. D. — *Le Mouvement insurrectionnel en Macédoine,* par G. Ciancabilla. — *Récit d'un Communard,* par A. Agresti. — *Journée d'un péager,* par Nathaniel Hawthorne. — *Le Socialisme des paysans en Hongrie,* par Eugène-Henri Schmitt. — *Giovanni Bovio et son œuvre,* par P. Mazzini. — *Les élections au Reichstag Allemand,* par Simon Katzenstein. — *La Tristesse d'Ulad,* par Fiona Mac Leod. — Etc., etc.

L'HUMANITÉ NOUVELLE forme par an deux beaux volumes de plus de 750 pages chacun, avec un index alphabétique des auteurs et des matières.

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — Télépho:e

2e Année. XV Septembre 1898.

L'Humanité Nouvelle

REVUE INTERNATIONALE

SCIENCES ET ARTS

Sommaire :

PARIS
Librairie C. Reinwald
SCHLEICHER frères, Editeurs
15, rue des Saints-Pères

BRUXELLES
Librairie Spineux
62, rue Montagne de la Cour

PRIX DU NUMÉRO :

France et Belgique....... 1 fr. 25
Étranger............ 1 fr. 50

RELIGION ET MORALE

(*FIN*) (1).

Ainsi donc ma réponse à votre première question : « *Qu'entendez-vous par le terme religion* » sera : la religion est un certain rapport établi par l'homme avec l'univers éternel et infini ou avec son principe et sa cause première.

Cette première réponse implique la réponse à faire à la seconde de vos deux questions : si la religion est le rapport établi entre l'homme et l'univers, et qui détermine le sens de sa vie, la morale est ce qui montre et éclaire l'activité de l'homme, et qui découle naturellement de tel ou tel rapport respectif de l'homme et de l'univers. Or, de même que nous connaissons seulement deux ou trois conceptions fondamentales du rapport dans lequel l'homme se trouve avec l'univers ou avec son principe, — deux, si nous considérons le rapport païen et social comme une extension du rapport personnel et trois, si nous le considérons comme distinct — de même, il ne saurait y avoir que deux ou trois morales : la morale primitive, sauvage, personnelle ; la morale païenne, familiale, sociale ou étatiste ; et, en troisième lieu, la morale chrétienne ou divine qui enseigne la dépendance de l'homme dans ses rapports avec l'univers ou avec Dieu et ce qui est de Dieu.

De la première conception découlent les morales communes à toutes les religions païennes, lesquelles ont pour but l'effort vers le bien de l'individu, et qui, par conséquent, déterminent toutes les conditions propres à procurer le maximum de bien possible et indiquent les moyens de l'acquérir. De cette conception découlent la morale d'Epicure sous son expression la plus basse ; la morale mahométane qui promet le bien-être à l'individu dans ce monde et dans l'autre ; la morale chrétienne

(1) Voir l'*Humanité nouvelle* : T. I, mars 1898, p. 257. Vol. II.

enseignée par l'Eglise, dont la fin poursuivie est le salut, c'est-à-dire le bien individuel, avant tout dans l'autre monde ; et la morale mondaine utilitaire qui poursuit le bien de l'individu, mais seulement dans ce monde-ci. C'est de cette conception qui assigne pour but à la vie de chacun d'arriver au bien et d'être libéré de la souffrance que découlent la morale bouddhiste sous sa forme rudimentaire et la doctrine des pessimistes.

De la seconde conception, la païenne, qui assigne pour but à la vie le bien d'un certain groupe d'individus, découlent les morales qui exigent de l'homme obéissance au groupe et qui font de la prospérité de ce groupe le but de la vie. D'après cette morale, la jouissance individuelle n'est admise que dans la mesure où elle est aussi le partage de toute l'association qui forme la base religieuse de la vie. C'est de cette conception que découlent soit les morales bien connues de l'antiquité gréco-romaine en vertu desquelles l'individu se sacrifiait toujours à la société ; soit la morale chinoise ; soit la morale juive qui enseigne que le bien du Peuple Elu prime le bien individuel ; soit enfin la morale officielle de l'Etat, appuyée par l'Eglise, qui exige le sacrifice de l'individu au bien de l'Etat. C'est d'elle que découle encore la morale de la majorité des femmes qui sacrifient leur personne pour le bien de leur famille, surtout de leurs enfants.

L'histoire ancienne tout entière, en partie aussi celle du moyen-âge et celle des temps modernes est pleine de hauts faits accomplis au nom de cette morale à la fois familiale et sociale, de cette morale d'Etat. Et à l'heure actuelle, la majorité de ceux qui croient pratiquer la morale chrétienne, parce qu'ils professent le christianisme, se conforment en fait à cette morale païenne qu'on présente comme un idéal à la jeune génération.

De la troisième conception, — la conception chrétienne, qui consiste en ce que l'homme reconnaît être un instrument au service d'une volonté suprême dont il doit réaliser les plans — découlent les morales qui, correspondant à cette conception de la vie, expliquent la dépendance où est l'homme vis-à-vis de cette volonté suprême et en déterminent les exigences. C'est la source des morales les plus élevées que l'homme connaisse : les morales pythagoricienne, stoïcienne, bouddhique, brahmanique, taoïque, sous leurs formes les plus hautes, et la morale chrétienne au sens véritable du mot, celle qui demande le renoncement à toute volonté propre et à tout bien, non seulement au bien personnel mais encore à celui de la famille, de la société, de l'Etat et cela au nom de l'accomplissement de la volonté de Celui qui nous a fait vivre, de cette volonté dont nous avons pris conscience lorsqu'elle s'est dévoilée à nous.

C'est d'une de ces trois conceptions que découle la véritable moralité de chaque homme, sa moralité telle qu'elle est réellement, sans égard aux déclarations théoriques et aux professions qu'il peut faire et à l'opinion qu'il veut donner de soi-même.

Ainsi un homme qui s'en tient à la première conception aura beau dire qu'il considère comme moral de vivre pour la famille, la société

ou l'Etat, pour l'humanité ou pour accomplir la volonté de Dieu, il pourra dissimuler assez habilement pour tromper son monde, mais le vrai mobile de son activité restera toujours le bien de sa propre personne; en sorte que lorsqu'il y aura nécessité de faire un choix, ce n'est pas sa personne qu'il sacrifiera à la famille, à l'Etat, à l'accomplissement de la volonté divine, mais c'est tout cela qu'il sacrifiera à lui-même, parce que, trouvant le sens de la vie uniquement dans le bien personnel, il ne peut agir autrement, tant qu'il n'aura pas changé de conception au sujet du rapport où il est avec l'univers.

De même celui qui conçoit son rapport avec l'univers comme consistant à servir la famille (ce qui se rencontre surtout chez les femmes) ou à servir la race, le peuple, l'Etat (les hommes politiques pendant la lutte et ceux qui appartiennent à une nationalité opprimée en sont des exemples) aura beau dire qu'il est chrétien, sa morale sera toujours non pas la morale chrétienne, mais une morale spéciale à l'usage de l'Etat, du peuple ou de la famille. Et lorsqu'un choix s'imposera entre le bien de la famille, de la société et le sien propre, ou entre le bien social et l'accomplissement de la volonté de Dieu, il choisira forcément de travailler au bien du groupe d'individus pour lequel, suivant sa conception, il existe, parce que c'est seulement dans ce service rendu qu'il trouve le sens de sa vie. Et de même, on aura beau chercher à persuader un homme qui considère que son rapport avec l'univers consiste à accomplir la volonté de Celui qui l'a envoyé, de l'obligation où il est, pour se conformer soit à des exigences personnelles ou de famille, soit à ce que demande le bien du peuple ou de l'Etat, d'aller à l'encontre de cette volonté suprême dont il est conscient grâce à la faculté de comprendre et d'aimer inhérente à sa nature, — cet homme sacrifiera toujours et sa propre personne, et la famille, et la patrie, et l'humanité s'il le faut, pour ne pas s'écarter de la volonté de Celui qui l'a envoyé. Car c'est seulement dans l'accomplissement de cette volonté qu'il trouve le sens de sa vie.

La morale ne peut être indépendante de la religion puisque non seulement elle est une conséquence de la religion (c'est-à-dire du rapport dans lequel l'homme reconnaît être avec l'univers), mais qu'elle se trouve d'ores et déjà *impliquée* (1) dans la religion. Toute religion est une réponse à la question : Quel est le sens de ma vie ? Et la réponse religieuse implique toujours une certaine somme d'exigences morales qui peuvent parfois naître seulement après que le sens de la vie est devenu apparent et qui peuvent parfois exister antérieurement.

A la question: « *Quel est le sens de la vie* », on peut répondre : c'est le bien personnel ; use donc de tous les biens auxquels tu peux prétendre. Ou bien : c'est le bien d'une certaine communauté ; sers donc cette communauté de toutes tes forces. Ou bien encore : c'est l'accomplissement de la volonté de Celui qui t'a envoyé ; applique donc toutes tes forces à connaître cette volonté et à l'exécuter.

A cette même question, on peut aussi répondre : le sens de ta vie,

(1). Ce mot est en français dans le texte. (*Trad.*).

c'est de te satisfaire par la jouissance puisque jouir est la vraie destination de l'homme. Ou bien : c'est de servir cette communauté dont tu te considères comme membre, puisque c'est là ta destination. Ou enfin : le sens de ta vie, c'est de servir Dieu, puisque c'est là ta destination.

La morale est comprise dans l'explication que la religion donne de la vie et par conséquent ne peut absolument pas être séparée de la religion. Cette vérité ressort avec une évidence particulière des tentatives faites par des philosophes non chrétiens pour tirer de leur philosophie une doctrine morale supérieure. Ces philosophes voient que la morale chrétienne est indispensable, qu'on ne saurait vivre sans elle ; bien plus, ils voient qu'elle subsiste et ils voudraient trouver le moyen de la relier à leur philosophie exclusive du christianisme : ils voudraient même présenter la chose de telle façon que l'on puisse croire que la morale chrétienne sort naturellement de leur philosophie païenne et mondaine. C'est ce qu'ils essaient de faire ; mais ces tentatives démontrent plus clairement que n'importe quoi, non pas seulement l'état d'indépendance, mais aussi l'état de complète contradiction où sont, l'une à l'égard de l'autre, la morale chrétienne et la philosophie mondaine du bien personnel ou de la délivrance de la souffrance personnelle. L'éthique chrétienne, celle qui découle de la conception religieuse que nous avons du monde, exige non seulement le sacrifice de l'individu à un groupe d'individus, mais même la renonciation à toute individualité ou groupe d'individualités, pour le service de Dieu ; tandis que la philosophie païenne poursuit les moyens d'acquisition du maximum de bien au profit de l'individu ou d'un ensemble d'individus : par conséquent la contradiction est inévitable. Pour la dissimuler il n'est qu'un moyen : échafauder suppositions sur abstractions et ne pas sortir du domaine nuageux de la métaphysique. Depuis la Renaissance, c'est la manière de procéder préférée des philosophes. C'est à ce fait particulier, c'est-à-dire à l'impossibilité de concilier la philosophie fondée sur des bases païennes avec les exigences de la morale chrétienne, dont l'existence antérieure est reconnue, qu'il faut aussi attribuer l'abstraction affreuse, l'obscurité, l'inintelligibilité et la méconnaissance de la vie, caractéristiques de la nouvelle philosophie. A l'exception de Spinoza dont la philosophie, bien qu'on ne le compte pas au nombre des chrétiens, part de principes véritablement chrétiens, à l'exception de Kant, ce génie, qui a construit son éthique sans la faire dépendre de sa métaphysique, tous les autres philosophes, voire même le brillant Schopenhauer, ont évidemment cherché à établir un lien artificiel entre leur éthique et leur métaphysique.

On sent que l'éthique chrétienne est quelque chose d'antérieur, quelque chose de parfaitement solide et d'indépendant qui est debout à côté de la philosophie, qui n'a pas besoin des appuis fictifs dont on étaie celle-ci. Et on sent que la philosophie imagine pour la circonstance des thèses qui, soi-disant, lui épargneraient toute contradiction avec l'éthique, les lieraient mutuellement, et donneraient à l'éthique l'apparence d'être issue de la philosophie. Mais toutes ces thèses de circonstance semblent justifier l'éthique chrétienne seulement tant qu'on les examine d'une façon abstraite. Sitôt qu'on en fait l'application aux questions de

vie pratique, ce n'est pas seulement un désaccord, c'est une contradiction flagrante qui apparaît dans toute son intensité, entre les fondements philosophiques et ce que nous tenons pour la morale.

Le malheureux Nietzsche nous fournit un exemple particulièrement précieux de cette contradiction. Il est irréfutable, quand il dit que toutes les règles de la morale, considérées au point de vue de la philosophie non chrétienne de ce temps-ci, ne sont que mensonge et hypocrisie et qu'il est beaucoup plus avantageux, plus agréable et plus intelligent pour un homme de fonder une societé d' « *Uebermenschen* », d'être l'un d'entre eux, que d'appartenir à la foule qui doit leur servir de marchepied.

Aucune des théories philosophiques dont les matériaux sont empruntés à une conception religieuse et païenne à la fois ne peut prouver à l'homme qu'il est plus raisonnable, plus avantageux pour lui de vivre non pas en vue de son bien personnel ou dans l'intérêt de celui de sa famille, de sa société, ce qui est à ses efforts un but désirable, concevable et possible, mais pour le bien d'autrui, c'est-à-dire pour un but qui n'éveille pas son désir, qu'il ne comprend pas et qui est hors de portée étant données les misérables ressources dont il dispose. Basée sur une conception de la vie dont le résumé est le bien personnel, la philosophie ne sera jamais en mesure de prouver à un homme intelligent, pour lequel la mort, il le sait, peut venir à chaque instant, qu'il lui est bon, qu'il est de son devoir de renoncer à ce qui est si indubitablement, si évidemment pour son bien, à ce qui est si désirable, et cela non pas même pour le bien d'un homme (car il ne pourra jamais connaître les suites de son sacrifice), mais parce que tel est le devoir, parce qu'il est bon qu'il en soit ainsi, parce que l'impératif catégorique l'exige.

Du point de vue de la philosophie païenne, c'est là quelque chose d'impossible à prouver. Pour prouver que tous les hommes sont égaux, qu'il vaut mieux consacrer sa vie au service du prochain que de se faire servir par lui sans égard aux vies que l'on foulera aux pieds, — il faut donner du rapport de l'homme et de l'univers une définition autre que celle de la philosophie païenne : il faut comprendre que la position de l'homme est telle qu'il n'a pas autre chose à faire, car la raison d'être de sa vie, c'est l'accomplissement de la volonté de Celui qui l'a envoyé. Or cette volonté consiste en ce que l'homme doit consacrer sa vie au service des hommes. La religion peut seule opérer cette transformation de la conception que l'homme se fait du rapport où il est vis-à-vis de l'univers.

Il n'en va pas autrement des essais de ramener la morale chrétienne aux thèses fondamentales de la science païenne et des tentatives pour l'en faire sortir. Aucun sophisme, aucune subtilité de pensée ne prévaudront contre le fait, si simple et si clair, que voici : la théorie de l'évolution, base de toute la science contemporaine, est fondée sur une loi générale, éternelle, immuable, la loi de la lutte pour l'existence et de la survivance des plus aptes ; et, par conséquent, chaque homme doit dans son intérêt propre, ou dans celui de la société dont il est membre,

être l'un de ces plus aptes et faire d'eux sa société, afin que ce ne soit ni lui ni son groupe qui périssent, mais d'autres moins aptes à la lutte.

Effrayés par les conséquences logiques de cette loi et par son application à la vie, certains naturalistes cherchent à donner le change par un flot de paroles : tous leurs efforts montrent avec une évidence plus grande encore l'irréfutabilité de cette loi qui régit le monde organique et par conséquent l'homme considéré comme un animal.

Précisément au moment où j'étais en train d'écrire ces lignes, il a paru une traduction russe d'un article de M. Huxley qui est la reproduction d'un discours sur l'*Evolution et l'Ethique* prononcé dans je ne sais plus trop quelle société anglaise.

Comme l'ont fait ses prédécesseurs qui, il y a quelques années, ont écrit sur le même sujet avec un égal insuccès, (notre célèbre Beketov par exemple et bien d'autres), le savant professeur s'efforce dans cet article de prouver que la lutte pour l'existence ne viole pas la morale et que, tout en acceptant cette loi comme loi fondamentale de la vie, la morale peut subsister et même aller en se perfectionnant. L'article de M. Huxley est rempli de plaisanteries, de citations, de vers et de considérations générales sur la religion et la philosophie des anciens. Aussi est-il si entortillé et si embrouillé que c'est avec la plus grande peine que j'ai pu en dégager la pensée fondamentale. Cette pensée est la suivante : la loi de l'évolution est contraire à la morale ; la Grèce, comme l'Inde, le savait. Et la philosophie des Grecs, comme celle des Hindous, les amenait à la doctrine du renoncement à soi-même. Cette doctrine n'est pas la vraie. Mais voici quelle serait la vraie doctrine d'après l'auteur de l'article :

Il existe une loi, nommée par Huxley loi *cosmique*, qui veut que tous les êtres soient en lutte les uns avec les autres et que les plus aptes seuls (*the fittest*) survivent. L'homme lui-même est soumis à cette loi grâce à laquelle seulement il est devenu ce qu'il est. Mais cette loi va directement contre la morale. Comment donc les réconcilier ? Voici : le progrès social est là qui s'efforce d'enrayer l'action de la loi *cosmique* et de lui substituer celle de la loi *éthique* qui tend non pas à la survivance du plus apte (*the fittest*), mais à la survivance du meilleur (*the best*) au sens éthique du mot. D'où provient ce processus éthique ? C'est ce que M. Huxley n'explique pas, bien que dans sa note 19 il lui assigne pour base ce fait que les hommes aiment, comme les animaux, à vivre en société et répriment les mouvements de leur nature nuisibles à la société, tandis que les membres de celle-ci, de leur côté, répriment par la force les actes contraires au bien de la société. Ce processus qui amène les hommes à réfréner leurs passions dans un intérêt de conservation de l'association à laquelle ils appartiennent, cette peur d'être punis pour infraction à ses règles, semblent à M. Huxley constituer la loi éthique elle-même dont il lui faut démontrer l'existence.

Avec beaucoup d'ingénuité, M. Huxley pense évidemment que — malgré tout ce que comporte la société anglaise d'aujourd'hui, malgré l'Irlande, la misère du peuple et le luxe insensé des riches, malgré le

commerce de l'opium et celui de l'eau-de-vie, malgré les exécutions, malgré le massacre et la disparition de peuples entiers dans l'intérêt de la politique et du commerce, malgré la débauche et l'hypocrisie qui la couvre — un anglais qui n'enfreint pas les prescriptions de police est un homme moral et que la loi éthique le dirige. M. Huxley oublie que les qualités sociales nécessaires pour qu'une société ne se désagrège pas, peuvent être très utiles à cette société, mais de la façon dont le sont les qualités propres aux membres d'une bande de brigands pour leur bande, ou, allant plus loin, de la façon dont, dans notre société, les bourreaux, les geôliers, les juges, les soldats, les imposteurs ecclésiastiques et d'autres encore ont leur utilité. Et il oublie que ces qualités-là n'ont rien de commun avec la morale.

La morale se comporte comme un végétal qui se développe et croît d'une façon constante. Aussi ne pas enfreindre les règles d'un certain ordre social, en assurer le maintien par la potence ou la hache (dont M. Huxley parle comme d'armes morales), ce n'est point seulement ne pas affermir la morale, c'est la violer. A l'inverse, on ne pourra pas dire de toutes les infractions à l'ordre de choses établi — et il ne s'agit pas seulement de celles que le Christ et ses disciples ont commises contre l'ordre suivi dans les provinces romaines, mais des infractions à l'ordre établi actuel, commises par celui qui refuse de concourir à l'œuvre de la justice, au service militaire, au paiement de l'impôt, qui sert à préparer la guerre — on n'en pourra pas dire qu'elles sont contraires à la morale, car elles constituent la condition *sine qua non* de sa manifestation.

Le cannibale qui cesse de manger son semblable viole par cela même l'ordre établi dans la société dont il est membre. En sorte que si, d'une part, des actes qui violent l'ordre social établi peuvent être immoraux, il n'en est pas moins hors de doute, d'autre part, que tout acte véritablement moral, tout acte qui fait faire à la morale un pas en avant, consiste toujours en une transgression de l'ordre social. Et, par conséquent, si nous supposions la promulgation, au sein d'une société, d'une loi en vertu de laquelle chacun devrait sacrifier ses propres intérêts au maintien de la société dans son intégrité, cette loi ne serait pas une loi conforme à l'éthique, mais bien plutôt une loi contraire à toute éthique : cette même loi de la lutte pour l'existence, dissimulée, à l'état latent. C'est toujours la même lutte, mais avec d'autres combattants : aux unités qui combattaient ensemble ont succédé des groupes d'unités. Ce n'est point une lutte qui cesse, mais le bras prend son élan pour que le coup porté soit plus fort.

Si la loi de la lutte pour l'existence et de la survivance des plus aptes (*the fittest*) est la loi éternelle de tout ce qui vit — et elle l'est de toute nécessité pour l'homme en tant qu'animal — des considérations embrouillées sur le progrès social, source prétendue d'une loi éthique qui, véritable *deus ex machina*, surgit on ne sait d'où quand le besoin s'en fait sentir, ne peuvent y contrevenir.

Si le progrès social, comme l'affirme M. Huxley, groupe les hommes, c'est entre les familles, les races, les Etats que se manifestera ce même

principe de survivance et de lutte. Cette lutte n'en sera pas plus morale : elle sera même plus dure et plus immorale que la lutte entre les personnes. C'est bien ce que nous voyons dans la réalité.

Admettons même une chose impossible : dans quelque mille ans l'humanité dans son ensemble, par le seul effet du progrès social, ne formerait plus qu'un grand tout, un seul peuple, un seul Etat. Eh bien ! dans ce cas-là — sans même parler de la lutte qui, anéantie entre les Etats et les peuples, ne subsistant plus qu'entre l'humanité et le règne animal, n'en demeurerait pas moins pour cela une lutte, c'est-à-dire un acte radicalement incompatible avec la morale chrétienne — dans ce cas-là, dis-je, la lutte, sous une forme différente il est vrai, continuerait, nullement diminuée, entre les individus au sein de leur groupe, et entre les individus groupés en familles, en races, en nationalités. C'est ce que nous voyons dans tous les cas où les unités sont groupées en familles, en races, en Etats. Luttes et querelles existent au sein de la famille comme avec les étrangers : elles n'en sont souvent que plus fréquentes et plus cruelles.

Il en va de même au sein de l'Etat : les formes de la lutte sont modifiées, mais la lutte qui se poursuit dans son sein est bien la même qu'entre ceux qui vivent hors de l'Etat. Ici on tue avec des flèches et des couteaux, là par la famine. Que si, au sein de la famille, dans l'Etat, les faibles sont parfois sauvés, ce n'est point par un effet du groupement en famille ou en Etat, mais parce qu'il y a chez certains hommes de l'amour et du renoncement. Et si, alors qu'en dehors de la famille de deux enfants le *fittest* seul survit, au sein de la famille, quand la mère est bonne, les deux restent en vie, ce n'est point là un effet du groupement en famille, mais cela vient de ce qu'il y a chez la mère de l'amour et du renoncement. Ni l'amour, ni le renoncement ne sauraient être un résultat du progrès social.

Affirmer que le progrès social est une cause de moralité, cela revient à affirmer que construire des poêles, c'est produire de la chaleur. La chaleur vient du soleil et les poêles n'en produisent que lorsqu'on y a mis du bois, c'est-à-dire un produit du soleil. De même la morale vient de la religion. Les institutions sociales sont susceptibles d'avoir une action morale seulement lorsqu'on y a fait entrer les résultats de l'action religieuse sur l'humanité, c'est-à-dire le principe moral.

On peut chauffer le poêle, et il donnera de la chaleur, ou le laisser sans combustible, et il restera froid. Il en est de même des institutions sociales qui peuvent comporter des principes moraux et alors agir moralement sur la société, ou n'en point comporter et demeurer dans ce cas sans aucune action morale sur elle.

La morale chrétienne ne peut être basée sur une conception païenne ou sociale de la vie. Elle ne peut être déduite ni de la philosophie, ni de la science non chrétienne. Elle ne peut même être conciliée avec elle. C'est ce qu'ont toujours compris la science et la philosophie lorsqu'elles ont été sérieuses, conséquentes et dignes : « Nos thèses ne s'accordent pas avec la morale, tant pis pour elle ! » En s'exprimant ainsi et en poursuivant leurs recherches, la science et la philosophie sont parfaitement justifiées.

On écrit, on propage des traités d'éthique sans base religieuse, voire même des catéchismes laïques, et on peut croire que l'humanité se laisse guider par eux. Ce n'est là qu'une apparence : en réalité les hommes ne se laissent pas guider par ces manuels, mais par la religion qu'ils ont eue et qu'ils conservent toujours. Traités et catéchismes, en effet, ne font que reproduire, en les contrefaisant, des enseignements qui découlent naturellement de la religion. Ces prescriptions de la morale laïque sans la base de la morale religieuse me font penser à un homme qui, ignorant la musique, prendrait la place du chef d'orchestre et se mettrait à gesticuler devant les musiciens en train d'exécuter une tâche qui leur est familière. Grâce à la force acquise, grâce aussi aux notions inculquées aux musiciens par le chef d'orchestre précédent, le morceau, il est vrai, continuerait un peu de temps encore. Mais évidemment le mouvement d'un petit bâton aux mains d'un profane en musique ne saurait être qu'inutile, et finirait même certainement par embrouiller les musiciens et désorganiser l'orchestre.

La même confusion commence à se produire aussi dans les esprits de nos contemporains. C'est la conséquence des tentatives qu'ils subissent de la part de leurs directeurs intellectuels soucieux d'enseigner aux hommes une morale non fondée sur la religion supérieure qui commence à être adoptée — elle l'est déjà en partie — par l'humanité chrétienne.

Il serait certainement désirable d'avoir une doctrine morale pure de toute superstition. Mais le fait est que la morale n'est que la conséquence d'un certain rapport établi entre l'homme et l'univers, ou entre l'homme et Dieu. Si donc la manière dont ce rapport est établi s'exprime en des formes qui nous paraissent superstitieuses, il faut pour couper court à cet état de choses s'efforcer de donner à ce rapport une expression plus raisonnable, plus claire et plus exacte ; ou même, le rapport antérieur devenu insuffisant une fois détruit, il faut le remplacer par un autre, plus élevé, plus clair, plus raisonnable. Mais ce qu'il ne faut faire en aucune façon, c'est inventer une morale dite laïque, irréligieuse, fondée sur des sophismes ou même sans fondement quelconque.

Tenter de fonder une morale à côté de la religion, c'est procéder comme les enfants : désireux de transplanter une plante qui leur plaît, ils en arrachent la racine inutile et déplaisante à leurs yeux, puis mettent la plante en terre, sans racine.

Sans base religieuse, il n'y a pas de morale véritable et sincère, absolument comme sans racine, il ne peut y avoir de vraie plante.

Je donne donc à vos deux questions les réponses suivantes :

La religion est un certain rapport établi par l'homme entre sa propre personne finie et l'univers infini ou le principe de cet univers infini.

La morale est la règle constante, applicable à la vie, qui découle de ce rapport.

LEON TOLSTOI.

28 octobre 1893, Iasnaia Poliana. Traduit du russe par Charles Salomon.



MARIE GRUBBE [1]

Au mois de janvier de l'année seize cent-soixante-quatre, Ulrik Frederik fut nommé gouverneur de Norvège et, dans les premiers jours d'avril, il partit pour aller rejoindre son poste.

Marie Grubbe l'accompagnait.

Les derniers événements n'avaient en rien changé les rapports des deux époux ; l'un et l'autre avaient seulement fait la définitive constatation de l'absence de toute sympathie et de tout amour réciproques et cette constatationse traduisit par les manières exagérément cérémonieuses qu'il employèrent vis-à-vis l'un de l'autre.

Pendant toute la première année et même pendant les premiers dix-huit mois de leur installation à Aggershus, telle fut leur vie et Marie ne souhaitait aucun changement; il n'en était cependant pas de même pour Ulrik Frederik qui était redevenu amoureux de sa femme.

Par une après-midi d'hiver, à l'approche du crépuscule, Marie Grubbe était assise dans une petite pièce qui portait le nom de « l'oratoire » suivant une très ancienne appellation.

Au dehors le froid était vif et penétrant, le vent soufflait, le ciel était gris et sombre. Les lourds flocons de neige se collaient

(1) Fragment du chapitre XII de *Marie Grubbe*. qui va paraître sous peu (Sten Byelke et Sébastien Voirol, traducteurs). Marie Grubbe est avec *Niels Lyhne* (vol. in-8 ; Maisonneuve, éditeur, Sten Byelke et Voirol traducteurs), l'œuvre maitresse du maître styliste Jacobsen et nous ne doutons pas qu'elle ne trouve auprès du public français le même accueil que son aînée.

dans les angles des petits vitraux verdâtres qu'ils couvraient à moitié.

Des rafales de vent chargées de pluie glacée tourbillonnaient entre les hautes murailles, puis devenant comme aveugles et folles se jetaient avec fracas contre les fenêtres et les portes pour enfin s'enlever furieusement dans les airs avec un bruit rauque pareil à des hurlements de chien.

En lourdes avalanches d'autres rafales dégringolaient des toits et venaient s'aplatir sur les pavés et sur les murs avec un clapotis de vague avant de disparaître brusquement. Des rafales encore s'engouffraient en rugissant dans la cheminée; sous elles les flammes se courbaient avec angoisse et la fumée blanchâtre qui s'exhalait des braises se repliait pleine d'effroi, pareille à des crêtes de vagues, devant la cheminée ; la fumée semblait prête à envahir la chambre, mais, l'instant d'après, mince colonne bleue, légèrement elle tourbillonnait dans la cheminée, et les flammes s'élançaient sur ses traces et semblaient lui crier l'appel des poignées de crépitantes étincelles qu'elles faisaient jaillir.

Ensuite le feu se mit à brûler tranquillement, se couchant en un voluptueux murmure sur les cendres et les braises ; pénétrant la moelle la plus intime du blanc bouleau, joyeusement il palpitait, ronronnant comme un chat, rougeoyant, enveloppant de langues ardentes et satisfaites les nœuds noircis des bûches brûlantes.

Brillante et rouge, l'âme du feu envahissait, gaiement familière, la petite pièce tout entière. En un éventail de lumière, elle jouait sur le parquet, chassant devant elle l'ombre douce du crépuscule, la forçant à se cacher un peu partout, dans l'obscurité tremblante des pieds des chaises sculptées, des reliefs, des minces moulures, des panneaux et jusque sous le grand bahut où l'ombre se glissait à plat ventre.

Brusquement la cheminée aspira toute la lumière et toute la chaleur et avec fracas l'obscurité victorieusement envahit de nouveau le plancher, s'étendant sur chaque lame du parquet jusqu'au foyer; mais bientôt la flamme renaquit, s'allongeant de nouveau sur le plancher et les ombres du crépuscule s'enfuirent de tous côtés, la lueur du foyer les poursuivant le long des murs, contre les portes jusqu'au-dessus de l'étincelant loquet de cuivre jaune ; nulle part l'ombre n'était en lieu sûr, là elle s'accrochait au mur et au plafond, pareille à un chat qui grimpe à un arbre et la lumière bondissait à terre en sauts capricieux comme un chien au pied de l'arbre.

L'ombre ne pouvait trouver nul refuge. Même parmi les verres

et les coupes placés bien haut sur le bahut,car les verres rouge-rubis, les gobelets bleus et les coupes vertes allumaient en chœur leurs phares multicolores guidant la lumière dans sa route.

Au dehors, le vent se faisait plus violent tandis que la nuit devenait plus noire et, dans la petite pièce, le foyer lançait de vives étincelles joyeuses. — Marie Grubbe chantait. — Tantôt c'était un chant avec des paroles dont elle se souvenait, tantôt elle ne faisait que fredonner l'air de sa chanson ; sa main était posée sur son luth dont elle ne jouait pas, de temps à autre seulement pinçant les cordes qui rendaient des sons argentins aux longs échos.

C'était une familière chanson mélancolique, une de ces douillettes chansons qui rendent plus intime la chambre où l'on se trouve et dont la mélodie doucement ondulante semble se chanter elle-même dans sa lenteur mélancolique, tout en faisant sonner la voix en une intime satisfaction de puissance et de plénitude.

Marie était assise dans la pleine lumière du foyer, enveloppée de la joyeuse clarté rougeoyante et elle chantait, pleine d'un si doux abandon qu'elle semblait goûter les tendres caresses de sa voix.

La petite porte s'ouvrit laissant apparaître la haute silhouette d'Ulrik Fréderik.

Marie s'arrêta de chanter.

— « Ah ! ma Dame », s'écria Ulrik Frédérik, avec dans la voix un doux accent de reproche et s'avançant vers elle avec un geste de prière, « oh ! si j'avais su que ma présence pouvait vous gêner... »

— « Non, certes, je chantais seulement pour tenir mes rêves éveillés.

— « Etaient-ce de doux rêves ? » questionna-t-il en se penchant sur les hauts chenêts pour se réchauffer les mains contre les boules de cuivre rouges et brillantes.

— « Des rêves de jeunesse »... répondit Marie en laissant courir sa main sur les cordes du luth.

— « Ah ! la vieillesse est toujours la même ! » fit-il en souriant.

Marie resta un instant silencieuse ; soudain elle reprit.

— « On peut être encore jeune et avoir cependant de bien vieux rêves. »

— « Quelle agréable odeur de musc on respire ici ! — Mais est-ce que par hasard mon humble personne aurait une place parmi ces vieux rêves, ma Dame ? à moins que la question ne soit trop risquée ! »



— « Hélas, non ! »

— « Il fut pourtant un temps... »

— « Un temps parmi tous les temps... »

— « Oui, ma Dame, il fut un temps parmi tous les temps, un temps d'une miraculeuse beauté où je vous étais particulièrement, très particulièrement cher. Vous rappelez-vous seulement cette heure de crépuscule, huit jours environ après notre mariage.. il faisait vent, la neige tombait...

— « Tout comme à présent. »

— « Vous étiez assise au coin du feu. »

— « Tout comme à présent. »

— « Oui, et j'étais couché à vos pieds et vos mains adorées jouaient dans mes cheveux.

— « Oui, alors vous m'aimiez ! »

— « Oh ! mais, comme à présent — et vous, vous vous penchiez sur moi, vous pleuriez et les larmes coulaient sur vos joues, vous m'embrassiez et vous me regardiez avec émotion et tendresse, comme si, au fond de votre cœur, vous priiez pour moi et tout d'un coup... vous en souvient-il ? vous m'avez mordu dans le cou. »

— « Oui, oh ! mon Dieu, que je vous aimais mon cher époux ! Quand j'entendais vos éperons sonner dans l'escalier, mon sang tout entier bourdonnait à mes oreilles, un tremblement m'agitait de la tête aux pieds et mes mains devenaient plus froides que la glace... puis vous entriez et vous me pressiez dans vos bras... »

— « De grâce, ma Dame ! »

— « Oh ! ce ne sont que les souvenirs inanimés d'un amour éteint, il y a longtemps déjà. »

— « Hélas ! éteint ! ma Dame ! Oh ! Non ! il flamboie plus ardent que jamais ! »

— « Non ! la cendre froide de trop de jours le recouvre ! »

— « Non ! il renaît de sa cendre comme l'oiseau Phénix, plus beau et plus brûlant que jamais ! N'est-ce pas vrai, dites ?

— « Non, l'amour est comme une fleur délicate ; si le froid d'une glaciale nuit a desséché son cœur, il meurt tout entier, comme la plante, du sommet de sa tige à l'extrémité de sa racine. ».

— « Mais non, l'amour est comme cette plante qu'on appelle « rose de Jéricho » ; vienne la sécheresse, elle se fane et se contracte ; mais qu'arrive la féconde rosée d'une douce nuit vivifiante, de nouveau ses feuilles s'épanouissent et la rose redevient plus belle et plus fraîche que jamais ».

— « Peut-être existe-t-il, oui, peut-être existe-il plusieurs sortes d'amour ».

— « Certainement et notre amour était précisément de ceux-là ».

— « Que le vôtre ait été ainsi, c'est possible, puisque vous le dites, mais le mien, jamais le mien ne fut semblable au vôtre. »

— « Alors vous ne m'avez jamais aimé? »

— « Comment? je ne vous ai jamais aimé? je vais vous dire quel était mon amour... c'était au château de Frederiksborg... »

— « Oh! ma Dame, vous êtes sans pitié!... »

— « Mais non, je vous assure que non. — C'était à Frederiksborg et vous ne savez pas combien j'ai souffert lorsque j'ai vu que notre amour n'était plus celui des premiers jours. Ah! comme une mère qui veille sur son enfant malade, attentive au moindre geste, ainsi j'épiais votre amour, pleine d'une tremblante angoisse. Lorsque dans la froideur de vos regards, je m'aperçus de sa pâleur et que je sentis dans vos baisers la faiblesse de son pouls, alors, il me sembla que j'allais mourir de chagrin et de douleur.

Durant de longues nuits, je pleurai sur mon amour, pour lui, je priai comme pour un enfant idole de mon cœur que la mort serait venue me prendre, de jours en jours plus pressante. Au milieu de ma douleur, je cherchai assistance et secours, je cherchai un remède pour votre amour malade et les secrets breuvages qu'on me disait être des philtres, dans votre boisson du matin, comme dans votre vin du soir, je les mélangeais avec mes espérances chancelantes. J'exposai l'étoffe qui devait couvrir votre poitrine aux rayons de trois lunes croissantes après avoir récité sur elle les prières nuptiales; et sur le bois de votre lit je traçai avec mon propre sang treize cœurs en forme de croix, et tout cela, ce fut en vain, mon cher époux, car votre amour était mortellement atteint. — Voilà la façon dont vous fûtes aimé! »

— « Oh! non, Marie, mon amour n'est pas mort, il est ressuscité! Ecoutez-moi, mon cœur, écoutez-moi, car j'ai été frappé de cécité, un vent néfaste de folie avait passé sur moi, mais à cette heure, Marie, je me prosterne à vos genoux et voyez, j'implore votre amour comme autrefois. Ah! mon amour fut comme un enfant à l'humeur capricieuse, mais aujourd'hui il a grandi, il est devenu un homme. Oh! laissez vous aller sans crainte dans les bras de mon amour; sur la croix et sur mon honneur d'homme, je vous jure que jamais plus ils ne se rouvriront pour vous laisser partir! »

— « Taisez-vous, taisez-vous, à quoi cela servirait-il? »

— « Oh! Marie, croyez-moi! »

— « Au nom de Dieu qui s'est fait homme, je vous crois, dans mon âme il n'y a pas de doute, je vous crois en toute sincérité,

je crois que votre amour est robuste et puissant; mais le « mien »! Oh! celui-là vous l'avez étouffé de vos propres mains, c'est un cadavre, et si fort que votre cœur l'appelle, jamais plus il ne s'éveillera! »

— « Oh! si, Marie! parmi vous autres femmes, je sais qu'il en est qui, lorsque même l'homme qu'elles aiment les repousse du pied, reviennent malgré tout, reviennent éternellement car leur amour est invulnérable aux plus terribles blessures. »

— « Ceci est vrai, mon cher époux, et « moi », « moi » je suis une de ces femmes dont vous parlez, cela sachez-le; mais sachez aussi que « vous », vous n'êtes point un des hommes dont vous parlez. »

J. P. JACOBSEN.

Traduction du danois par Sten Byelke *et* Sébastien Voirol.

La Parabole des Aveugles

Au Louvre. (*Vieux Breughel*).

Et les bons aveugles vont
à la queu, leu leu
se jeter dans la rivière
à la queu, leu leu
et se broyer sur les pierres
Du fond.

Quand on leur a dit : « Passez bien sur le pont »,
ils ont répondu : « Mais nous le voyons ! »

. . . .

C'est avec une telle conviction
qu'ils vont
à la queu, leu leu
que le premier entraîne le second
à la quen, leu leu
et que bientôt la filière
entière
tombe dans la rivière
et se casse la tête aux pierres
du fond
profond !

Hélas ! alors les voyants pleurent,
car ils savent que c'est l'imbécile leurre
qui conduit la file innombrable
à la queu, leu leu
se broyer en hurlements épouvantables
à la queu, leu leu
contre les pierres
au fond de la rivière !

Je sais qu'il est de blancs aveugles mystiques
dont des pupilles ont chaviré
en contemplations extatiques
vers leur sublime intimité ;
mais je sais aussi qu'il est des orbites
vides.

Donc les voyants pleurent car les malheureux,
les malheureux aveugles sans yeux
à la queu, leu leu
font toujours ce grotesque saut-périlleux.
à la queu, leu leu
pour aller s'éventrer
aux pointes des pierres
au fond de la rivière.

(Septembre 96).

EMILE CAMMAERTS.

Les Emeutes de la faim en Italie

LEURS CAUSES ET LEURS CONSÉQUENCES

(*Suite et fin*). (1)

Le tableau social de l'Italie que j'ai essayé d'esquisser fait aisément comprendre comment le mécontentement populaire pouvait ou mieux devait à la première occasion éclater en révolte. Et les précédents ne manquaient pas.

Presque chaque année, en hiver ou au printemps, des foules affamées d'ouvriers et de paysans, en plusieurs villes d'Italie — plus souvent dans le midi où la misère est plus grande — criaient dans la rue leur épouvantable misère. Des manifestations, quelquefois violentes, se formaient au cri de : *pain et travail*. Quelques boulangeries saccagées, l'intervention des troupes, des morts, des blessés : c'était tout. Au temps de la moisson, les ouvriers trouvaient du travail ; les juges, quelques mois après les troubles, condamnaient à plusieurs années de réclusion, les blessés dans la répression et les révolutionnaires du pays dans lequel l'émeute avait éclaté.

Je ne veux pas rappeler ici en ordre chronologique toutes les émeutes de la faim en Italie ; je cite en passant les troubles de Sicile, dont l'importance était bien grave.

Ces émeutes de la faim étaient l'indice du mécontentement populaire, de la mauvaise condition économique du pays, l'avortissement de troubles bien plus graves ; et les gouvernants, et la majorité des bourgeois italiens, sans se soucier de l'avenir, répondaient par des lois d'exception et par l'état de siège, par la répression *manu militari* et

(1) Voir l'*Humanité Nouvelle*, T. II, p. 211 ; août 1898, n° XIV, vol. III.

par plusieurs siècles de réclusion. C'est bien vrai que certains bourgeois prédisaient des maux bien plus graves pour l'avenir, MM. Franchetti, Sonnino, Villari, par exemple ; mais certains d'entre eux (Sonnino et Villari), une fois au pouvoir oubliaient bien naturellement leurs sinistres prévisions.

Pour satisfaire sa curiosité sur les émeutes, la bourgeoisie italienne avait créé le type d'excitateur des émeutes (*il sobillatore*) et envoyé à la relégation et aux cellules les révolutionnaires du pays; comme si la faute de la misère devait être imputée à leur propagande.

Nous n'avons certainement pas l'intention de reprocher aux gouvernants et aux grands propriétaires italiens leur imprévoyance ; nous aurions été bien heureux si les derniers événements avaient eu — comme ils le pouvaient — une issue meilleure. Nous constatons des faits, pour nous expliquer les événements d'avril-mai dernier, qui ont éclaté en des circonstances que je vais exposer.

L'hiver dernier, le pain coûtait très cher en Italie ; dans certaines villes il se vendait jusqu'à 50 et 60 centimes le kilog. Les ouvriers vivaient dans la misère la plus affreuse, à cause du chômage forcé, qui chaque hiver règne habituellement en Italie; et le gouvernement, tandis que le peuple ne pouvait se nourrir parce que le pain coûtait trop cher, continuait à percevoir le droit de douane de 7 fr. 50 pour tout quintal de froment importé dans le royaume. Des symptômes de mécontentement commençaient à se produire ; les députés social-démocrates, comme d'habitude, demandèrent à la Chambre, par la voix du député Agnini, d'abolir ou au moins de réduire le droit de douane sur l'importation du blé. Mais tout naturellement, le gouvernement, ne se soucia pas de discuter la proposition de loi des socialistes. Il avait bien autre chose à faire : assurer aux grands propriétaires leurs revenus, augmentés grâce à la politique protectioniste. Alors le peuple a compris qu'il n'avait rien à attendre du gouvernement — les anarchistes le prêchaient depuis longtemps — et le besoin de vivre l'a contraint à des manifestations violentes.

« Le 12 janvier à Ancône, la première ville qui s'insurgea (j'emprunte la description à l'*Ouvrier des deux mondes*, juillet), hommes, femmes et enfants réclament des vivres. Non satisfaits des promesses qu'on leur prodigue, ils commencent par briser les vitres de la maison communale. On dissout par la force la manifestation; mais les manifestants, divisés en trois groupes, quittent la place du Municipe et, chemin faisant, brisent les fenêtres des magasins et de quelques maisons de la place Cavour et des rues principales. Un groupe, sorti de la ville, assaille la demeure du marchand de grains Domenico Gagliardi. L'hôtel est envahi, pillé et l'on se prépare à l'incendier, quand arrive une troupe de cavalerie qui disperse la foule. D'autres manifestants essayent de mettre le feu à la villa de Benedetto Terni, autre marchand de grains. Des voitures de farines rencontrées par les émeutiers sur la voie de Molini de Charavialle sont saccagées.

« A Alcara de Fusi, les paysans réclament les terres du domaine communal, s'en emparent et s'y établissent. La force seule peut les

déloger. A Canicatti, 3,000 paysans manifestent devant la municipalité contre la taxe, puis, après avoir envahi la maison communale, parcourent les rues du pays. A Falconara, trois cents des manifestants d'Ancône tentent d'envahir le magasin de grains de Benedetto Terni. Repoussés par la cavalerie, ils se dispersent dans la campagne. A Florence, démonstration des ouvriers sans travail. A Forli, des chômeurs, n'ayant pu réussir dans une entrevue avec le préfet, se répandent dans la ville. Ils tentent de se réunir sur la grande place, mais sont dispersés par la troupe. A peine les ouvriers de l'usine à gaz et de la fabrique Bonavita et Garini ont-ils appris que les manifestants sont malmenés et arrêtés qu'ils font cause commune avec eux, abandonnent le travail et viennent manifester devant la préfecture. A Gallipoli, 600 personnes brisent les reverbères et incendient le Cercle communal. A Ginosa, les paysans réclament du pain, du travail et le partage des terres communales. Ils obligent le syndic à demander télégraphiquement au roi et au ministre di Rudini la dissolution du Conseil municipal et la distribution des terres.

« A Macerata, une troupe d'ouvriers se dirige vers la place Victor-Emmanuel, grossie, chemin faisant, des ouvriers employés à la construction de la caserne des carabiniers. A Montescaglioso, 700 paysans prennent d'assaut la municipalité. Ne réussissant pas à s'emparer des archives, ils se tournent contre les locaux de la préture et y mettent le feu. Après quoi ils envahissent l'office du receveur des impôts et l'incendient.

« A Santeramo, 500 paysans manifestent devant l'administration communale, rossent l'assesseur Tritta et le conseiller d'Ambrosio et réclament la solution de la question des domaines communaux, pendante depuis deux années. A Siculiana, 2,000 paysans demandent du pain et du travail. Ils envahissent la maison communale, saccagent le sécrétariat et enduisent les meubles de pétrole. Assaillis par la troupe, ils blessent un délégué et trois agents. Les carabiniers tirent des coups de fusils en l'air. Dans une collision avec les gardes particuliers du baron Agnello, un ouvrier est tué ; la foule dépose son cadavre ensanglanté devant la maison du baron. A Sinigaglia, une bande de plusieurs centaines de personnes, parmi lesquelles un très grand nombre de femmes, parcourt la ville en protestant contre les accapareurs de grains. Cette bande assaille plusieurs charrettes de grains rangées devant la station du chemin de fer, puis se porte sur les magasins du prince Ruspoli. Plusieurs autres magasins sont saccagés. A Soliera, la municipalité ayant fait suspendre des travaux qui employaient 400 ouvriers, ceux-ci protestent et crient aux carabiniers envoyés pour les disperser : « Arrêtez-nous ! Au moins, en prison, nous mangerons. »

« A Troina (Sicile) les paysans se rencontrent avec la troupe ; résultat : 6 morts et plus de 30 blessés. La municipalité avait emmagasiné une grande quantité de froment et n'en avait fait distribuer qu'une très petite quantité. A Voltri les ouvriers, pressés par la faim, réclament tumultueusement du pain et du travail, et en échange reçoivent des coups de fusil. A Castelfiorentino, les terrassiers et les maçons par

courent les rues, réclamant la diminution du prix du pain. En guise de secours, on accorde à chacun d'eux, deux bons de la *Congrégation de Charité*. »

Tout de suite, après ces faits, par un décret royal, le gouvernement réduisait, jusqu'au 31mai, le droit de douane de 7 fr. 50 à 5 fr. par quintal. Dans le même temps la municipalité des villes, où avaient éclaté les émeutes, avait réellement réduit le prix du pain au moyen des boulangeries municipales. C'était la confirmation au grand jour de la vérité de la propagande anarchiste, laquelle avait toujours démontré que le peuple n'a et ne pourra jamais avcir que la liberté et le bien-être qu'il saura conquérir, en l'arrachant de vive force aux bourgeois et au gouvernement. Et le gouvernement rendait plus éclatante cette vérité en poursuivant pour association de malfaiteurs — l'injure de l'accusation était sa vengeance — les rédacteurs du journal anarchiste *L'Agitazione*, qui avait toujours prêché cette tactique populaire.

Cette réduction temporaire du droit de douane ne devait pas réussir à soulager pour beaucoup de temps la misère du peuple et à apaiser son mécontentement, parce que la réduction était insuffisante ; d'ailleurs d'autres faits s'étaient produits.

La réduction du droit de douane de 7 fr.50 à 5 francs jusqu'au 31 mai n'était utile qu'aux spéculateurs, qui, profitant de la réduction, importaient dans le royaume du blé que, joint à celui qu'ils avaient déjà, ils se proposaient de garder jusqu'au 1er juin pour réaliser par quintal, outre leurs gains habituels, les 2 fr. 50 de la réduction. La guerre hispano-américaine devait, comme conséquence immédiate, rehausser le prix du pain. Le chômage forcé, qui dans les années précédentes finissait avec l'hiver, continuait cette année même au printemps. Dans ces circonstances les tentatives des municipalités pour remédier au mal devaient fatalement échouer ; la faim aiguë était permanente et le peuple alors, pour la seconde fois dans la même année, a préféré à la mort par inanition, les balles des fusils, à la liberté de mourir de faim, le pain et le logement assurés, dans les prisons. Faenza dans la Romagne s'insurgeait la première ; après ce fut Bari et Foggia, et ensuite presque toutes les villes d'Italie.

Dans le même temps à Turin la cour fêtait le cinquantième anniversaire de la constitution, presque toujours violée par le gouvernement ; et tandis que les rues d'Italie étaient encore rouges du sang des affamés, à Turin, parmi les banquets et les danses, notre roi et nos députés s'amusaient. Danses funèbres !

Nonobstant la repression immédiate et féroce, les émeutes continuèrent presque deux semaines, et elles eurent leur couronnement dans la révolte de Milan. Dans cette ville, la plus industrielle d'Italie, la révolte ne fut pas causée directement par la misère, mais elle fut la protestation violente contre toute la politique gouvernementale de ces dernières années, qui ne faisait que supprimer les libertés politiques et affamer le pays, la protestation indignée contre la répression féroce des émeutes de la faim ; elle fut en somme une révolte spontanée sans

chefs ni plans préconçus, un véritable indice du mécontentement populaire contre l'exploitation farouche et la tyrannie gouvernementale. La révolte de Milan fut occasionnée par l'arrestation d'un ouvrier qui distribuait des placards socialistes, et dura pendant quatre jours.

Les faits sont trop récents et trop connus pour qu'on ait à s'arrêter à les décrire dans leurs détails ; il nous suffit de constater que, pendant tous les troubles de cette année, le peuple n'a pas borné son action à crier sa faim et à s'enfuir après les premières décharges des fusils ; il a essayé de résister aux troupes ; en quelques lieux il a réussi à se pourvoir de quelques armes. Il a démontré clairement que seule l'inaction des partis et l'inégalité des conditions de lutte entre le peuple et les troupes ont empêché que les troubles eussent une meilleure issue et se transformassent en véritable révolution.

Et c'est un progrès : de la passivité à l'égard de la répression, on est arrivé à l'action dans des conditions inégales ; certainement à la prochaine occasion la lutte sera couronnée de succès.

Dans les mouvements révolutionnaires le triomphe de la répression ne signifie autre chose que : la partie est remise à bientôt.

***

Aussitôt que les premières émeutes éclatèrent, à la fin du mois d'avril, le ministre de l'Intérieur — le marquis di Rudini — rappela sous les armes plusieurs classes congédiées et ordonna aux préfets du royaume de réprimer avec les troupes les émeutes, parce que « user de la force est (pour le gouvernement) non seulement légitime, mais encore un devoir. » Son ordre a été scrupuleusement suivi.

Ecoutez : j'emprunte aux journaux italiens, qui pendant les jours des émeutes devaient veiller avec soin à n'être pas saisis, quelques incidents de la répression :

« Sesto Fiorentino.— Pecchioli, rédacteur au *Fieramosca* a raconté s'être trouvé présent, quand le frère d'un certain Parigi, un des tués dans le massacre de jeudi, racontait à une centaine de personnes, rassemblées à la municipalité, l'épisode suivant : aussitôt que fut répandue dans le pays la nouvelle que parmi les blessés se trouvait Parigi, sa vieille mère accourut à la place de la Municipalité pour avoir des renseignements. Eh bien ! non seulement on n'a pas voulu la laisser passer, mais encore un gendarme la frappa avec le sabre et lui cracha à la figure. » (*Avanti* ! Rome 10 mai 1898).

« Milan.—Le 8 mai à 11 heures, comme dans le *Corso S. Gottardo* il y avait de nouveau du monde, le colonel Parvopassu du 57e de ligne, ayant probablement jugé dangereux de nouveaux rassemblements, d'où partaient des cris et d'où quelques pierres furent lancées contre les soldats, ordonna le feu. D'abord, on a tiré un coup de canon à blanc et TOUT DE SUITE après un coup de mitraille, qui laissa sur le terrain 4 morts et 15 blessés. » (*Il Resto del Carlino*, Bologne 10 mai 1898). Le colonel Parvopassu, peu de temps après, a présidé plusieurs fois le conseil de guerre de Milan ! Le professeur Ciccotti parle dans sa brochure *La*

Sommossa di Milano d'un enfant qui, des toits, avait lancé des tuiles contre les troupes — c'est sur les toits qu'on a le mieux résisté — et qui, chassé par les gendarmes, fut lâchement tué, pendant qu'il essayait de se cacher derrière une cheminée.

Et on pourrait poursuivre pendant des pages et des pages.

Selon les calculs officiels, les tués dans les émeutes arrivent à 400 ; mais probablement ce chiffre est inférieur à la réalité.

En même temps que la répression sanglante on organisa la réaction : on proclama l'état de siège en 25 provinces, on arrêta des milliers de citoyens, on supprima tous les journaux politiques non-conservateurs et les organes du mouvement ouvrier ; on prononça la dissolution de toutes les associations politiques et ouvrières, même les coopératives, dont on saisit l'argent ; on vota des nouvelle lois d'exception.

A représenter la vie politique italienne ne restent maintenant que les tartarinades du général Pelloux, les condamnations des conseils de guerre, la lâcheté des journaux conservateurs.

Il sera bon de s'arrêter quelque peu à décrire cette période de réaction.

Les conseils de guerre administrent la justice d'une manière merveilleuse. Les mêmes officiers, qui ont exécuté la répression, se sont divisés les charges de juges et de défenseurs. Ces derniers, ignorants du droit, ont tout intérêt à plaider seulement *pro forma* et ils le font presque toujours. S'ils veulent accomplir avec conscience leur tâche, ils seront punis par leurs supérieurs : cela est arrivé à 3 officiers qui, défendant les journalistes de Milan, ont prononcé de dangereuses vérités sur les causes des émeutes et sur la réaction. Un autre officier défenseur de 4 ouvriers — toujours à Milan — accusés de rebellion par deux mouchards, s'apprêtait à discuter la moralité des témoins d'accusation ; mais il a du se taire par ordre du président du tribunal, son supérieur dans l'armée.

Et ils s'amusent aussi aux dépens des accusés, nos juges militaires, avant de prononcer les condamnations à des siècles de cellule. Dans le procès de l'avocat Bernardi et co-accusés de Figline — au conseil de guerre de Florence — un témoin à décharge fut prié par l'accusé Bernardi de dire s'il le croyait capable de faire ce qu'on lui imputait : excitation à la guerre civile. Le président ne posa pas la question et dit :

— Voulez-vous, Bernardi, que je réponde pour lui ?... Non.

Si ces procès ne coûtaient pas la liberté de centaines d'ouvriers et la faim et les chagrins de leurs familles, ils seraient simplement ridicules !

Le parlement — après avoir accepté un ministère présidé par le général Pelloux, qui selon la volonté du roi doit accomplir la même besogne que le ministère di Rudini qui n'avait plus — c'est la prose habituelle — la confiance du Parlement et avait donné sa démission — a voté ces lois d'exception : la faculté pour le gouvernement demilitariser les employés des chemins de fer, de dissoudre toutes les associations non-conservatrices, de proclamer quand il veut l'état de siège, d'envoyer au *domicilio coatto* (relégation) les révolutionnaires et même les adversaires, dans le champ de la légalité, de sa politique.

Dans ses origines le *domicilio coatto* impliquait simplement le domicile obligatoire dans une ville du royaume. Il était sans doute injuste, parce qu'il était appliqué non comme châtiment de quelque crime commis, mais à ceux qui avaient déjà expié un certain nombre de crimes. C'était le *bis in idem* dans la législation pénale. Mais comme les lois ne sont jamais appliquées que dans l'intérêt des gouvernants, on a interné les *coatti* dans des îles, où ils restent plusieurs années sans travail, séparés de tout contact avec le monde civilisé. En 1894, 5.043 citoyens étaient renfermés dans des îles, bien qu'ils aient droit à toute leur liberté. Pour définir dans quelles conditions les *coatti* sont contraints de vivre, il suffira de rappeler que les directeurs des colonies *coattive*, et M. Beltrami-Scalia, ancien directeur général des prisons, ont appelé le *domicilio coatto* « l'école du crime ».

C'est là-bas que M. Crispi a envoyé les anarchistes et les révolutionnaires italiens en 1894! Mais cela ne suffisait pas à nos gouvernants et maintenant on envoie les *coatti* à Assab (Afrique), où le climat torride et une répression féroce arriveront à les supprimer. Le manque de contrôle, l'immense éloignement assurent le silence sur les assassinats commis par les geoliers; et on a déjà commencé. C'est une dépêche officielle qui nous le dit: « La première expédition de *coatti* (200) s'étant révoltée à son arrivée à Assab, les troupes ont dompté la révolte. » Combien de morts?

Il faut avoir vu les expéditions des *coatti*, qu'on tient individuellement en respect avec des menottes et qui sont liés l'un à l'autre au moyen de longues chaînes, pour comprendre qu'on a lâchement assassiné des gens qui ne pouvaient répondre, même avec les mains, aux balles des fusils.

D'un autre côté le ministre de l'Instruction publique se charge de châtier les professeurs qui manifestent leurs opinions politiques hétérodoxes; les professeurs Luzzatto, Ciccotti, Panebianco et autres ont été suspendus de leur enseignement.

Du restant de la triste besogne notre magistrature se charge. Elle condamne tout révolutionnaire pour excitation à la haine de classe ou pour association de malfaiteurs; elle suit servilement la volonté du gouvernement. Les lecteurs se rappellent certainement l'absolution des policiers qui ont tué dans les prisons les citoyens Frezzi et Forno.

En résumé, c'est la terreur blanche; l'Italie est l'heureux royaume des policiers, maîtres sans contrôle de la vie et de la liberté des citoyens.

Mais en même temps que le gouvernement se livrait à cette répression sanglante et à cette réaction féroce, il a dû suspendre le droit de douane sur l'importation du blé, jusqu'à la fin de juin, c'est-à-dire jusqu'au temps de la moisson, où presque tout le monde travaille; et, de leur côté, les municipalités ont fait réellement rabaisser le prix du pain. Cela seulement après les émeutes, sous la poussée de l'action populaire; et c'est ce que put constater la presse révolutionnaire avant qu'elle ne fut supprimée.

*
* *

On comprend aisément que la répression et la réaction n'ont pas supprimé les causes du malaise et des troubles; très probablement elles les auront rendues bien plus graves. Dans le même temps, parmi le peuple, a grandi la conscience de ses maux et de leurs causes. Les derniers événements ont rendu plus profond l'abîme qui sépare le peuple et les institutions dominantes. Les affamés et les fusillés ne peuvent concevoir que de la haine pour leurs bourreaux ; ils ne peuvent qu'essayer de se rendre libres de leur domination. Des idées nouvelles se développent dans la conscience populaire; les derniers événements ont montré au grand jour que l'action parlementaire, quelquefois pâle réflexion des mouvements populaires, est toujours absolument inefficace, que le peuple ne peut et ne doit compter que dans sa force et ne se confier qu'à ses propres initiatives. Et la force populaire peut être très redoutable, si le peuple sait se pourvoir des moyens indispensables au combat ; à Milan, les ouvriers ont pu résister quatre jours aux troupes, bien qu'ils fussent dépourvus d'armes. Les toits étaient leurs retranchements ; les tuiles, leurs projectiles. En des conditions meilleures, à qui serait restée la victoire ? Le doute n'est pas possible.

Qui attend des conservateurs italiens une nouvelle nuit du 4 août, sans qu'elle soit précédée par un nouveau 14 juillet, ignore l'histoire de tout nouveau progrès dans la voie de la civilisation, ignore dans ce cas particulier l'inconscience aveugle des conservateurs italiens.

Qui croit que les troubles et la répression peuvent continuer à être la providentielle saignée pour rétablir l'équilibre dans le fonctionnement de la vie sociale italienne, oublie que, comme dans le corps humain, aussi dans les sociétés, les saignées continuelles peuvent être la cause de la mort. Il est vrai que notre peuple n'a ni l'organisation pour résister systématiquement à l'exploitation et à l'oppression, ni la conscience assez claire du but qu'il doit poursuivre ; mais il a le besoin de s'insurger.

Organiser le peuple, former en lui la conscience de ses besoins, l'habituer à lutter, à exercer systématiquement sa force et ses initiatives, et intervenir aux premiers troubles pour les transformer en un véritable mouvement révolutionnaire, voilà l'action que devraient exercer les partis révolutionnaires. Ils ne peuvent se borner, sous peine de devenir des rhétoriciens, à prêcher les incommensurables délices de leur idéal. Qu'est-ce qu'ont fait les révolutionnaires italiens ou soi-disant tels, pendant les derniers événements? Malheureusement rien! Malheureusement, j'ai dit, parce que leur action aurait pu donner une meilleure issue au soulèvement spontané de tout un peuple. Je m'arrête à discuter leur conduite, parce que, peut-être, ils seront appelés, dans un avenir prochain, à exercer un rôle important. Et pour mieux comprendre leur action, j'exposerai la tactique qu'ils ont suivi dans la période de calme, l'influence et l'action qu'ils ont exercées pendant les émeutes.

Il y a en Italie trois partis qui s'intitulent révolutionnaires : le parti républicain, le parti social-démocrate et le parti anarchiste.

Le parti républicain peut être mis hors de question. Bien qu'il ait un passé glorieux, puisqu'il a aidé à fonder l'unité italienne, il ne donne maintenant plus signe de vie qne par la commémoration de ses morts et l'élection d'un petit nombre de députés (les uns groupent sur leurs noms les voix de tous les adversaires du gouvernement : de Andréis à Ravenna, Taroni à Lugo ; les autres sont nommés en raison de leur valeur personnelle, Barzilai à Rome, avocat de tous les procès sensationnels). Jusqu'à ces derniers jours, il n'a fait qu'*adorer* la république de l'avenir. Dans les périodes d'action révolutionnaire de la vie sociale italienne (les émeutes de Sicile 1893-94, la défaite d'Adoua 1896 et les dernières émeutes), ils n'ont rien tenté pour essayer d'établir la République. Ce sont simplement des *intentionnistes*.

Les social-démocrates, eux, ont toujours borné leur action à la propagande électorale au profit de laquelle ils utilisaient leur influence dans les associations ouvrières. Ils disaient au peuple : « Veux-tu que les taxes diminuent ? Veux-tu une plus grande liberté, la cessation de la guerre d'Afrique ? — Elis les candidats de la social-démocratie. »

Ainsi la seule action nécessaire leur paraît être la conquête du pouvoir politique par le bulletin de vote.

Alors qu'en Italie tout le monde se plaignait du renchérissement du pain et du chômage, ils limitèrent leur action à *déposer un projet de loi* pour la suppression des droits de douanes sur les blés. Inutile de dire que ce projet n'a pas même été pris en considération. En Italie, comme ailleurs, le gouvernement n'accorde de bon gré que ce qu'on lui arrache par la force.

Bref, le parti social démocrate joue dans sa vie parlementaire un rôle ridicule de Cassandre.

Sa tactique en face des forces gouvernementales organisées a toujours été la reculade. La police empêchait-elle un meeting public, on essayait de le tenir privé ; empêchait-elle aussi le meeting privé, ils se bornaient à faire prononcer par un de leurs députés un discours à la Chambre sur l'inéluctabilité du socialisme. Une petite minorité qui tenta de faire pratiquer au parti une tactique plus virile ne réussit pas à vaincre l'opposition des parlementaristes à outrance.

C'est parce qu'ils attendaient, et qu'ils attendent encore peut-être, de conquérir les pouvoirs politiques avec le bulletin de vote, qu'ils n'ont pas compris toute l'importance des dernières émeutes, que le parti s'est abtenu d'y participer et que plusieurs social-démocrates les ont désavouées.

Le parti social-démocrate qui était le plus fort, le plus nombreux, le mieux organisé, aurait pu essayer de donner une bonne issue à la révolte de tout le peuple italien.

Au lieu de cela, le parti social-démocrate italien a *prêché le calme*. A Milan, les députés Turati et Rondani ont invité le peuple à ne faire

aucune manifestation. A Turin, la section du parti, dans un placard « *Aux ouvriers et aux socialistes du Piémont* » (1), a cru devoir renouveler sa pleine confiance dans la conquête des pouvoirs publics et conseiller le calme,alors que dans les autres villes d'Italie, le peuple luttait contre la troupe. A Minervino Murge, à Naples et dans plusieurs autres villes du midi de l'Italie, les *social-démocrates ont défendu les boulangeries contre les attaques des affamés*. A Foggia, d'après une note du *Corriere della sera*, qui n'a pas été démentie à ce que je sache, certains social-démocrates auraient offert *leur aide* au commandant des troupes *pour maintenir l'ordre*. La *Vigilia*, organe de la social-démocratie des Pouilles, déclarait que les émeutes de Bari étaient l'œuvre d'émeutiers de profession (?!) La *Battaglia*, de Palerme, ecrivait que les social-démocrates de la ville *étaient disposés à* S'UNIR A LA POLICE *pour réprimer les émeutes*, parce qu'ils croyaient qu'elles étaient provoquées par les crispiniens (??!!) Ce sont là les seuls faits que ma mémoire me permette de citer. Mais on pourrait, avec la collection des journaux de la social-démocratie, dresser contre ce parti un formidable réquisitoire, rien qu'en citant les sophismes qu'il a trouvés pour excuser son inaction et blanchir son drapeau rouge de tout reproche de violence.

Avec l'influence dont il dispose dans les associations ouvrières, le parti social-démocrate aurait pu faire déclarer la grève générale, spé-

(1) Voici la traduction *littérale* du placard répandu en Piémont (ET REPRODUIT PAR TOUTE LA PRESSE CONSERVATRICE), aussitôt que furent connus les troubles de Milan :

« Ouvriers et socialistes du Piémont!

C'est le cœur déchiré que nous apprenons la nouvelle douloureuse d'une lutte meurtrière : on combat dans la capitale de la Lombardie, sans but défini et sans autre résultat que de favoriser une réaction cléricale. Aussi avons-nous le devoir d'adresser à tous quelques mots de bon sens et de calme.

Nous opposons maintenant comme toujours aux doutes et aux équivoques de l'heure présente et aux responsabilités que d'aucuns voudraient rejeter sur le parti socialiste, notre foi en la doctrine et en la tactique du parti : *l'évolution*, grâce à laquelle le prolétariat organisé en parti économique de classe conquerra le pouvoir public au moyen du suffrage libre et pacifique. Toute déviation à ce principe est une trahison au parti et à l'idée et *aucun socialiste ne peut avoir conçu un projet aussi fou*.

Au nom de l'intérêt suprême du parti et de l'idée, nous vous adressons un appel chaleureux pour vous prier de vous abstenir de toute manifestation publique qui, mal comprise, ne pourrait actuellement que favoriser l'action même en Piémont.

ABSTENTION ABSOLUE DE TOUTE MANIFESTATION.

Notre force, en ce moment, consiste à montrer que nous savons résister à toutes les provocations perfides et intéressées qui peuvent se produire.

Turin et le Piémont ,qui sont à l'avant-garde du progrès civil et par suite de la pensée et de l'organisation socialiste, doivent donner et donneront cette preuve de sens et de maturité politique.

Nofri Quirino, *député*. — Oddino Morgari, *député* (Morgari, après, a protesté, parce qu'on avait mis sa signature sans lui en demander l'autorisation) — Claudio Treves, *conseiller national*. — Casalini Giulio. — Chiappori Corlo. — Ottone Domenico. — Daghetto P. G. — Sambucco Carlo. — Giacotino Agostino, *membres du Comité régional Piémontais*. — Bufarale Tommaso *du Comité de la section turinaise*. »

cialement celle des chemins de fer, dont le syndicat est rempli de membres du parti. Le président de ce syndicat, Nofri, député social-démocrate, a signé le manifeste de Turin *prêchant le calme*.

Certes, personne ne peut affirmer aujourd'hui que la participation du parti social-démocrate italien aux émeutes de la faim aurait transformé ces émeutes en mouvement révolutionnaire et assuré la victoire du peuple, mais aucun social-démocrate ne peut affirmer non plus que l'action du parti ne les aurait pas transformées en mouvement révolutionnaire ; et pour n'avoir pas eu le courage de hasarder l'aventure, le parti s'est exposé à ses propres yeux à des remords, à des reproches de la part des vrais révolutionnaires (1).

Il existe à côté de ce *parti du calme* un autre groupement d'énergies, le parti anarchiste. Les camarades italiens, férocement traqués depuis vingt ans par le gouvernement, ont tenté cependant tout ce qu'il était possible pour donner au mouvement populaire et ouvrier un caractère nettement révolutionnaire. D'abord par une propagande de tous les jours. Depuis la chute du ministère Crispi (commencement de 1896) la répression contre eux s'était un peu apaisée, ils avaient pu se réorganiser.

Aux social-démocrates, ils disaient que la conquête des pouvoirs publics était une illusion dangereuse, parce que la bourgeoisie possède, outre les pouvoirs publics, des moyens de défense autrement puissants dont elle est disposée à user ; que cette conquête, si elle était possible, serait inefficace parce que, si les socialistes arrivaient au pouvoir, ou bien ils resteraient dans la légalité, et alors ils ne pourraient réaliser l'idéal socialiste avec les formes légales bourgeoises, sanction écrite des privilèges bourgeois, ou bien ils seraient obligés de légiférer révolutionnairement et qu'alors il était inutile, pour agir révolutionnaire-

(1) Je viens de lire « La Sommossa di Milano » par le professeur Ciccotti (Geneve-Tip. Operaia, 1898) et « Le Parti socialiste italien et la Révolte de Milan » par le député social-démocrate Gerolamo Gatti (*Revue socialiste*, 15 juin 1898), et tous les deux déclarent ouvertement que le parti social-démocrate italien a *toujours* exercé une *action pacificatrice* dans tous les événements d'Italie. Le député Gatti ne pourrait pas être plus clair :

« Non seulement la révolte de Milan ne se relie pas à l'action du parti socialiste comme l'effet à la cause, mais encore elle a éclaté *malgré l'existence du parti socialiste et contre son gré*. Ce parti, en effet, parmi ses fonctions sociales, a celle de rendre toujours moins fréquentes les secousses, d'être comme une sorte de paratonnerre social contre les coups de tonnerre de la révolte. »

. . . .

« *Les socialistes* (c'est-à-dire les social-démocrates) visent à un système unique et clair de vie sociale à réaliser par des méthodes bien précises, sous l'égide d'une discipline qui rende pour ainsi dire impossible la révolte. »

« C'est ainsi qu'on eut depuis ce spectacle : des populations socialistes, ayant non seulement gravi pendant ce terrible hiver le calvaire du renchérissement du pain et du manque de travail, mais encore traversé la mer périlleuse de grèves prolongées, sans que le calme fût troublé (Molinella, Ferrare, Mantouan). »

« Quand le parti socialiste sera plus fort a Milan, ces révoltes ne seront plus possibles. Son énergie disciplinatrice aura le dessus. »

C'est entendu : le peuple doit endurer pacifiquement la faim en attendant la période... électorale ; *et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.*

ment, de se traîner dans la voie de la légalité, puisqu'il faudrait toujours, en définitive, faire appel à l'action populaire directe. Ils faisaient ressortir encore le danger de ne rappeler au peuple ses conditions d'existence qu'en période électorale, ce qui l'empêchait d'acquérir la force et la conscience nécessaires pour défendre ses intérêts. Ils insistaient sur le sacrifice fait dans ces élections des idées d'émancipation totale au profit des petites réformes de la bourgeoisie radicale ; sur le danger de répandre dans le peuple la confiance dans l'action de l'Etat.

A cette tactique, ils opposaient la tactique anarchiste : l'action directe du peuple qui n'aura jamais que la liberté qu'il saura se conquérir par l'exercice normal de son initiative. Dans ce but, les anarchistes prêchaient l'organisation libre du peuple et essayaient de la pratiquer.

Et parce que dans la vie sociale, les causes de la misère et de l'oppression sont enchaînées et enchevêtrées les unes dans les autres, ils disaient au peuple qu'il était nécessaire de pratiquer une lutte constante et de tous les côtés contre la société bourgeoise capitaliste ; qu'il fallait qu'il pratiquât l'instruction mutuelle, la lutte par les moyens économiques (syndicats, grèves, boycottage, sabottage) pour la défense de ses droits de classe ouvrière, la lutte par l'action politique, c'est-à-dire l'agitation et, à l'occasion, la révolte, pour conquérir les libertés de la presse, de réunion, d'association, malheureusement supprimées en Italie.

L'épreuve des faits a donné raison aux anarchistes. Sous la pression de l'agitation populaire, le ministère di Rudini a dû retirer de la discussion du Parlement un projet de loi condamnant tous les révolutionnaires à la déportation. Le même ministère di Rudini, qui avait refusé de prendre en considération la proposition de loi des social-démocrates pour l'abolition ou la diminution des droits de douane sur les blés, a été contraint par les émeutes de la faim d'Ancône — où il y a un fort mouvement anarchiste — à abaisser ces droits de 7 fr. 50 à 5 francs par quintal. En même temps les municipalités qui, jusque-là, ne s'étaient guère souciées de la misère de leurs administrés, faisaient abaisser le prix du pain.

Non contents d'avoir prêché depuis deux ans les moyens efficaces pour soulager la misère, les anarchistes, dans les dernières émeutes, se sont battus contre la troupe aux côtés des affamés. De sorte que s'il y avait eu des émeutes à Palerme et que la police eût accepté le concours des social-democrates, ceux-ci auraient pu ajouter à leurs remords celui d'avoir tué des camarades de lutte. Car il y a eu dans différentes villes des anarchistes tués sur les barricades. Ceux qui sont poursuivis par les conseils de guerre acceptent presque tous la responsabilité de leurs actes. Le seul reproche qu'on puisse faire aux anarchistes, c'est d'avoir perdu dans le passé un temps précieux dans des querelles de tactique et des spéculations idéalistes, au lieu d'exercer parmi le peuple une action utile et pratique.

Maintenant la répression n'a pas supprimé ces trois partis ; elle

pourra tout au plus empêcher, pour quelque temps, la manifestation ouverte de leur activité. Nous craignons fort que la leçon qui se dégage des derniers événements et que nous avons essayé d'esquisser ne servira à personne et qu'elle sera tout au plus la cause de la croissance ou de la diminution du nombre des adhérents à l'un ou à l'autre de ces trois partis. C'est-à-dire que seulement quelques militants, dans les partis soi-disant révolutionnaires, pourront suivre franchement la tactique révolutionnaire des anarchistes. Rien de plus, parce que, à ce que nous sommes autorisés à croire d'après les déclarations des personnalités les plus en vue des partis républicains et social-democrates, il y aura peu de nouveau dans leur action et dans leur tactique.

Les républicains, nonobstant leur immense désir d'une république... future et bien qu'ils soient les plus intéressés à renverser avec un mouvement révolutionnaire la monarchie et tous les parasites de notre pays, commenceront à nouveau — aussitôt que la période aiguë de la terreur blanche sera finie — à comparer la politique du gouvernement suisse avec celle du gouvernement italien, à élire quelque député républicain (chose bien facile en cette période, dans laquelle tous les électeurs, qui n'approuvent pas la politique gouvernementale, uniront leur voix sur le nom de quelque victime de la réaction), à magnifier les actes de leurs chefs déjà morts. La prévision semblera trop pessimiste, mais nous autorisent à la poser toute l'action passée du parti républicain et le fait qu'il borne sa critique à la seule forme de gouvernement. Ce qui est certain, c'est que s'il veut exercer une action efficace dans la vie politique italienne, il devra refaire de fond en comble toute son organisation et sa propagande.

Le parti social-démocrate ne changera en rien sa tactique; l'*Avanti!* organe quotidien du parti, l'a clairement déclaré. La répression actuelle sera peut-être l'occasion pour rendre toujours plus *légale*, et s'il est possible moins révolutionnaire, sa tactique; M. Edmondo De Amicis, le député élu récemment à Turin, a déclaré au procès Turati-De Andreis, les députés condamnés par le conseil de guerre de Milan, que « si certains socialistes ignorants ou illusionnés ont participé aux émeutes, ils ont trahi, ils n'ont pas suivi le programme du parti; ils se sont révoltés, ils n'ont pas obéi à leurs chefs. » (*Avanti*! du 28 juillet 1898).

Cette déclaration ne pourrait être ni moins révolutionnaire, ni moins claire.

La seule espérance qui reste à l'égard du parti social-démocrate, c'est que la forte minorité sincèrement révolutionnaire (quelque chose comme les *allemanistes* français), qui a toujours suivi sans protester la tactique des social-démocrates, se décide à séparer nettement son action de celle de la majorité du parti.

L'action ouverte du parti anarchiste, en Italie, a été complètement supprimée; mais le mouvement n'est pas mort. Les camarades ont repris le travail de l'organisation interrompue dans les premiers jours de la répression. Après la suppression de leurs journaux et les saisies de leurs correspondances, même privées, les compagnons ont organisé un service de correspondance clandestine; ils viennent de lancer un

nouveau manifeste au peuple sur les derniers événements, et ils comptent publier souvent des brochures clandestines de propagande et d'agitation. Pour ce que je connais, ils continueront à vivre parmi le peuple, à interpréter ses revendications, à former sa conscience et sa force au moyen de l'organisation et de l 'agitation populaire. Le mouvement anarchiste sortira plus fort et plus répandu de cette période de réaction.

Les anarchistes italiens seront appelés à jouer un rôle important dans de prochains événements et nous espérons que, par leur action, les prochains troubles ne seront plus un simple massacre du peuple, mais un véritable combat, qui aura des chances de victoire.

Maintenant, on publie, à l'étranger, trois journaux anarchistes en langue italienne : *La questione sociale* de Patersons est l'organe du mouvement anarchiste des émigrés italiens dans l'Amérique du Nord. Ce mouvement est assez fort et augmentera tous les jours sa vitalité, parce qu'il a sa base dans le mouvement ouvrier et dans les organisations économiques. Les camarades émigrés dans l'Amérique du Nord pourront aider, comme ils l'ont fait par le passé, la propagande en Italie.

L'Avvenire, de Buenos-Aires, essaye maintenant d'organiser les anarchistes italiens émigrés dans l'Amérique du Sud ; nous n'avons pas assez de renseignements sur ce mouvement anarchiste pour formuler nos prévisions et nos espérances à son égard ; mais nous craignons que les conditions du milieu ambiant, presque incivilisé, et la condition toujours précaire des émigrés en ces pays, empêchera encore son normal développement.

L'Agitatore, à Neuchâtel (Suisse), rédigé par quelques camarades proscrits après les derniers événements, ne représente pas, à notre avis, les idées et la tactique de la généralité des camarades italiens. Du reste, il ne peut exercer une action puissante parmi les anarchistes italiens, parce que son introduction est interdite à la frontière. Sur la vitalité de ce journal et sur l'influence qu'il exerce, nous ne pouvons dire rien de précis, parce qu'il paraît seulement depuis un peu plus qu'un mois.

Comme on voit, nos prévisions ne sont pas trop optimistes : l'impuissance des républicains, l'influence légalitaire des social-démocrates et leur inaction, déclarée d'avance, dans tout mouvement révolutionnaire, l'influence des anarchistes — d'ailleurs jamais très grande — empêchée en grande partie par la réaction continuelle organisée contre eux par le gouvernement, devraient nous faire presque désespérer de l'avenir. Mais les événements s'accompliront tout de même ; l'actuelle réaction n'a fait que les précipiter. La révolution saura, comme dans le passé, créer ses hommes.

* * *

Des symptômes d'un prochain changement radical des conditions sociales de l'Italie se manifestent déjà. Les plus intelligents des bour-

geois prévoient, déjà dans un avenir prochain, des troubles bien plus graves que les derniers ; quelques-uns se placent ouvertement contre le système de gouvernement actuel et la réaction ; une crainte de l'avenir s'empare de plusieurs, crainte qui se manifeste avec des protestations un peu tardives — après les applaudissements a l'armée meurtrière — contre la férocité de la réaction. Et après un mouvement révolutionnaire victorieux, qu'est-ce que c'est que nous aurons? Le fédéralisme comme contraste à la centralisation dominante ? La république en place de la monarchie ? L'exploitation modernement et farouchement bourgeoise en place de la famine permanente. Les prophéties n'ont aucun intérêt, ni aucune valeur.

Ce qui est certain, c'est que le peuple, qui aura débarrassé l'Italie du parasitisme et de la tyrannie, qui la tuent, saura se conquérir et garder plus de liberté et moins de misère ; qu'il pourra marcher mieux et plus vite à sa complète émancipation.

Notre pays se trouve maintenant vis-à-vis de ce dilemme : ou se délivrer avec la force de tous les maux qui l'oppriment et sortir d'un mouvement révolutionnaire mieux entraîné vers la civilisation, ou se pourrir dans le calme morne, c'est-à-dire, le suicide.

Mais parce que les suicides des nations rentrent dans la catégorie des faits réellement impossibles, il est juste d'espérer que la vie et la liberté de tant d'ouvriers n'auront pas été dépensées vainement.

(Juillet-Août 1898.)

NINO SAMAJA.



La Mesure du Temps

I

Dans le tourbillon des siècles qui fuient et s'entrechoquent en emportant dans leur course vagabonde les humanités fugitives, il est difficile à l'observateur scrupuleux de tirer de l'enchevêtrement des éléments et des phénomènes une conclusion victorieuse.

A cette fin de notre XIXe siècle d'ère chrétienne qui agonise, tout semble cependant annoncer aux habitants de notre planète une prochaine et décisive étape dans la voie infinie de l'affranchissement intellectuel et matériel.

Malgré l'éclipse qui s'est produite sur la France, cette terre radieuse des initiatives hardies, la longue nuit du Moyen-Age, qui couvrait de ses voiles opaques dix siècles d'ignorance et d'oppresssion, tend à se dissiper de plus en plus sous l'effort combiné de la Science et des iconoclastes.

La Renaissance a, par ses héros et martyrs, posé le premier jalon de la conquête du ciel en assignant à la Terre sa véritable place dans l'Univers. L'Encyclopédie, la Révolution française, les soulèvements prolétariens de 1831, 1848 et 1871, l'anthropologie et les sciences exactes ont à leur tour ouvert la voie à la conquête définitive de la Terre par l'homme, en déchirant les ténèbres qui, jusque-là, cachaient pour lui son origine purement terrestre et en prouvant d'une façon péremptoire que la Terre, qui nous porte tous à travers les espaces incommensurables, est assez riche du travail humain pour assurer à chacun, lorsqu'elle sera devenue le patrimoine commun du genre humain, la vie et le bien-être.

De cette double conquête du ciel et de la terre, ou, pour mieux préciser, de nos connaissances actuelles sur la partie de l'univers explorée

par le télescope, sur l'origine de l'homme et les trésors que recèle notre planète, découle, par voie de déduction logique, l'effondrement de toutes les bases vermoulues sur lesquelles s'étaie la monstrueuse organisation sociale que nous ont léguée l'antiquité et le Moyen-Age. L'anthropomorphisme dieu, renversé de son trône céleste, entraîne dans sa chute la malfaisante entité Etat. La morale spiritualiste, faite d'humiliations, d'abnégations et de sacrifices avec sa sanction chimérique de récompenses et de châtiments, croule de toutes parts sous la poussée des sciences exactes et des transformations économiques. Il en est de même de l'antique et sanglant principe de propriété avec son néfaste *jus utendi et abutendi*.

A l'heure actuelle, heure décisive dans l'évolution de notre humanité, tous les principes, mirages trompeurs, tels que religion, Etat, propriété, morale, famille, tant polygame que monogame, polyandre que monoandre et l'idée de patrie, qui pendant des siècles et des siècles bernaient le bégaiement confus de l'enfance de notre espèce, s'évaporent dans les consciences affranchies pour laisser seule debout, devant nos yeux dessillés par la science, l'autorité, hideusement nue, sous son triple aspect d'oppression mentale, de contrainte morale et d'esclavage économique. La science ayant fait son œuvre, c'est aux révolutionnaires conscients à déblayer le terrain des excroissances vénéneuses du passé pour adapter l'édifice de l'avenir, qui doit abriter les destinées de l'humanité nouvelle, aux exigences de son évolution rapide et de plus en plus consciente.

Qu'il s'agisse d'une distance évaluée à plusieurs millions de rayons de l'orbite terrestre ou d'un milliardième de millimètre, que notre pensée essaye de saisir ce qui a pu se passer dans le monde sidéral il y a des milliards de siècles ou de préciser une sensation quelconque éprouvée dans une fraction de seconde, il ressort de toute évidence, que nous proportionnons la notion de l'espace et du temps, qui n'ont pas de valeur intrinsèque, aux dimensions de notre propre corps, à ceux des êtres et objets qui nous entourent ainsi qu'à leur durée respective. Devant l'Univers, illimité dans l'espace et le temps, au substratum identique et aux manifestations temporaires et variables à l'infini, il n'y a ni grand ni petit. L'absence de tout privilège constitue le vrai enseignement de la Nature, révélée par la Science et qui doit inspirer nos actes.

II

Dans la transformation prochaine des conditions d'existence que subiront nos civilisations occidentales déclinantes, il ne doit pas y avoir d'usages ou d'habitudes que n'atteigne le souffle du renouveau. Il faudra labourer profond et mettre hardiment la pioche de la Révolution à l'arbre séculaire du privilège et de l'ignorance. Il n'y a pas d'usage, si insignifiant paraîtrait-il, à respecter, il n'y a qu'un travail de déblaiement et d'assainissement à accomplir.

Notre mesure du temps, notre calendrier ainsi que ses principaux



concurrents et prédécesseurs, le Chinois, le Juif et les Musulmans, tous en désaccord complet avec les données scientifiques contemporaines et qui ne servent qu'à perpétuer les us et les mœurs du passé, sont à détruire de fond en comble.

Le ca.endrier chinois avec ses mois lunaires, son jour de l'an variant de date d'année en année, ses cycles de soixante ans et son ère qui remonte à 2637 avant J.-C. est archaïque et incohérent comme les calendriers musulmans et le juif, qui sont également à mois lunaires de 29 et 30 jours et dont le 1er de l'an, par conséquent, varie aussi de date d'une année à l'autre. Ces calendriers orientaux sont tous au même titre impropres à une mesure rigoureuse du temps et aux calculs astronomiques exacts.

Les peuples occidentaux, européens et américains, qui se targuent d'une civilisation supérieure, ont eux aussi une mesure du temps absolument défectueuse. Nos calendriers chrétiens, le Grégorien et le Russe ou Julien n'offrent que peu de différences essentielles. Le Julien retarde de douze jours — à partir du 13 mars 1900,il retardera de treize jours — sur le Grégorien et tous les deux conservent encore l'empreinte de leur origine romaine. Le Julien n'est en usage qu'en Russie, en Grèce et dans les pays de religion orthodoxe, le Grégorien dans tous les autres pays d'Europe, d'Amérique, dans les colonies européennes, telles que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, etc., etc. et depuis 1873 au Japon. Le calendrier Grégorien étant le véritable calendrier de la « civilisation occidentale », c'est lui que nous voulons soumettre à une analyse sommaire pour faire ressortir tout ce qu'il a de défectueux, de puéril, d'incohérent et de profondément réactionnaire.

L'année du calendrier Grégorien commence le 1er janvier, c'est-à-dire dix à onze jours après le solstice d'hiver. Le choix du 1er janvier, pour date initiale de l'année, surprend au double point de vue de la légende chrétienne et de la vérité astronomique.

La légende chrétienne fixe la naissance de son dieu au 25 décembre et le fait circoncire le 1er janvier. Il est au moins étrange qu'au lieu de faire partir son ère de la date de la naissance de son héros, elle ait choisi le jour de sa circoncision, par laquelle il fut incorporé au rite judaïque contre lequel il s'éleva et lutta jusqu'à la mort. Quant au point de vue astronomique, le moindre des soucis chrétiens, la date du 1er janvier, pour date initiale de l'année, ne correspond absolument à rien. Astronomiquement, on ne saurait faire partir l'année que du commencement d'une des quatre saisons, soit des solstice de l'hiver ou de l'été ou soit encore des équinoxes du printemps ou de l'automne.

La division de la semaine en sept jours, sans doute, parce que Dieu, d'après la légende biblique, créa le monde en six jours et se reposa le septième, n'est pas plus heureuse que le choix du 1er janvier pour jour de l'an. Un de ses principaux inconvénients résulte de ce fait, que l'année qui est de 365 ou 366 jours n'est pas divisible par le chiffre 7, ce qui fait qu'à date égale les jours de la semaine varient d'une année à l'autre. Exemple : le 6 février qui tombe en 1898 un dimanche était un samedi en 1897 et un jeudi en 1896.

La dénomination des jours de la semaine est d'un cocasse fini. C'est une véritable salade, non plus franco-russe, mais pagano-chrétienne, Dimanche, de *dominus*, est consacré au seigneur, lundi à la lune, mardi au dieu Mars, mercredi au dieu Mercure, jeudi à Jupiter, vendredi à Vénus et samedi à Saturne. Les dieux païens étant sans doute par trop avantagés dans cette distribution, le christianisme a pris sa revanche en échelonnant tous les jours de l'année depuis le 1er janvier jusqu'à la Saint-Sylvestre d'une kyrielle de saints et de saintes dont la seule nomenclature répand une odeur de sacristie qui soulève le cœur.

L'inégale longueur des mois aux noms aussi mythologiques qu'irrationnels achève de rendre notre calendrier absolument indigeste.

Que les 9e, 10e, 11e et 12e mois de son année se nomment les 7e, 8e, 9e et 10e n'est qu'un incident sans importance en comparaison des embarras créés pour le calcul et les affaires de toute sorte par ses mois à longueur variable.

A toutes ces raisons qui suffisent et au-delà à remplacer le calendrier grégorien par un calendrier qui s'inspirerait des données scientifiques, s'ajoute l'intérêt supérieur de la déchristianisation, qui nous commande sa suppression comme une nécessité de premier ordre. Michelet a dit, avec raison, que l'almanach, qui passe par toutes les mains, est un livre de haute importance et d'un enseignement durable. Un groupe de proscrits de la Commune a également exprimé une pensée profonde dans un manifeste publié à Londres en 1874, où il est dit qu'une société agonisant et dont l'assainissement social exige la disparition, doit être frappée non seulement dans ses représentants et ses institutions, mais aussi dans ses symboles. Ce n'est que lorsque tout ce qui rappelle le christianisme ressemblera aux cendres des autodafés qu'il alluma à l'époque de son apogée, que la conscience humaine sera soulagée et la voie du progrès ouverte.

III

Il est difficile, pour ne pas dire de toute impossibilité, de déterminer le point de départ d'une ère nouvelle basée sur un phénomène astronomique ou un fait historique. Ce point de départ précis n'existe pas scientifiquement, et force nous sera faite de compter l'ère d'une date conventionnelle, consacrée par l'usage ou établie par le consentement de tous.

Il paraîtrait logique de dater l'ère de la naissance de notre planète, c'est-à-dire du moment précis où elle a conquis son autonomie, en se dégageant, anneau incandescent et lumineux, de l'équateur de la lentille solaire. Mais non seulement, nous ignorons le nombre des millions de siècles qui se sont écoulés depuis la genèse de la Terre jusqu'à ce jour, mais il est encore scientifiquement certain que le processus de sa génèse a duré des millions et des millions d'années.

Ce qui est vrai pour la naissance de la Terre l'est également pour

l'époque, relativement rapprochée de nous, où l'humanité a fait son apparition sur la surface de notre planète.

La Terre a mis des millions d'années pour se séparer du Soleil, l'humanité des milliers de siècles pour se dégager de l'animalité. L'origine animale de l'humanité se soustrait pour les mêmes raisons que l'origine astronomique de notre planète à toute évaluation précise en années.

Il en est également ainsi au point de vue historique. Il n'y a pas plus de dates déterminantes que d'hommes remplissant le rôle de messie, les événements se dégageant par le concours de tous à travers une lente évolution et un inextricable enchaînement de circonstances impossible à préciser. C'est à l'époque de la Renaissance, comme nous l'avons dit plus haut, que l'humanité pensante a posé le premier jalon de la conquête scientifique du ciel, mais dans quelle année et à qui la devons-nous? Certainement aux Copernic, Kepler, Galilée et à leurs centaines de collaborateurs anonymes que l'histoire, cette aristocrate, passe sous silence, mais encore et surtout à l'ensemble des événements et au travail accumulé des générations qui les ont précédés. Il en sera fatalement de même dans l'avenir de toute impossibilité de fixer une date initiale pour l'avènement d'une ère nouvelle. Cette date ne pourrait être que conventionnelle et n'avoir qu'une valeur relative par le consentement de tous.

Nous n'avons pas, dans cette étude, simple ébauche sur ce que devrait être le calendrier, à faire connaître notre préférence personnelle pour une date initiale d'une ère nouvelle. Cette date étant scientifiquement indéterminable, la question nous paraît secondaire. En tous cas, il y a dans le passé plus d'une date historique marquant une étape autrement décisive dans l'évolution progressiste de l'humanité, que la naissance problématique du peu intéressant personnage auquel la légende attribue la paternité de la doctrine chrétienne. Le 1er vendémiaire, an I, 22 septembre 1792, par exemple, que le grand matérialiste allemand Buchner appelle le point lumineux de l'histoire et qui consacra, par la proclamation de la République en France, la chute de la royauté, l'action justicière de la plèbe révoltée de septembre et l'introduction du divorce, cette première atteinte portée à l'odieuse et tyrannique institution du mariage, est incontestablement une date qui éclipse toutes les autres par son rayonnement philosophique et humanitaire.

*
* *

Le calendrier, pour être la mesure exacte du temps, doit s'inspirer des données scientifiques et être basé sur le système de division décimale, seul logique, extrêmement maniable, et offrant une étonnante facilité pour les calculs astronomiques.

L'unité de la mesure du temps est incontestablement, pour la planète que nous habitons, le jour, c'est-à-dire le temps que met la Terre pour accomplir une rotation diurne autour de son axe.

Actuellement, nous comptons le jour, dont la longueur exacte est de 23 h. 56 m. 4 s., de minuit à minuit et nous divisons l'intervalle qui sépare un minuit de l'autre en 24 parties égales.

Minuit, l'heure où la nature est plongée dans l'obscurité et le plus profond sommeil, comme point de départ du jour, nous paraît aussi contradictoire et irrationnel que toutes les habitudes et tous les arrangements sociaux qui ont survécu à l'enfance de l'humanité, de l'humanité prisonnière du mythe et de la légende.

Raisonnablement, il ne saurait y avoir qu'un point de départ du jour : le lever moyen du soleil qui coïncide avec le réveil de la nature, c'est-à-dire 6 heures du matin, d'après la division du temps, actuellement en usage.

Au lieu de compter les jours de minuit à minuit en divisant les 24 heures qui séparent un minuit de l'autre en deux fractions de 12 heures et en subdivisant l'heure en 60 minutes et la minute en 60 secondes, il serait logique et absolument conforme à l'ordre naturel des choses de commencer le jour avec le lever moyen du soleil et d'appliquer la division décimale aux heures. Au lieu de calculer les dates de minuit à minuit, elles se compteraient d'un lever moyen du soleil à l'autre. Le temps qui sépare un lever moyen du soleil de l'autre serait divisé soit en 100, en 10, ou en 20 heures qui se suivraient sans interruption.

Nous opinons pour la journée de 20 heures avec l'heure divisée en 100 minutes et la minute en 100 secondes.

Cette nouvelle division du temps mise en parallèle avec celle en usage présenterait le tableau suivant :

Heure nouvelle.	*Heure actuelle.*
0 h.	6 h. *matin.*
0 h. 50 minutes.	6 h. 36
1 h.	7 h. 12
2 h.	8 h. 24
3 h.	9 h. 36
4 h.	10 h. 48
5 h.	12 h. ou *midi*
6 h.	1 h. 12 *soir.*
7 h.	2 h. 24
8 h.	3 h. 36
9 h.	4 h. 48
10 h.	6 h.
11 h.	7 h. 12
12 h.	8 h. 24
13 h.	9 h. 36
14 h.	10 h. 48
15 h.	12 h. ou *minuit.*
16 h.	1 h. 12 *matin.*
17 h.	2 h. 24
18 h.	3 h. 36
19 h.	4 h. 48
20 h. ou 0 h.	6 h.

Le jour de 20 heures comporte encore un autre avantage et non des moindres. Il permet et appelle la division décimale de la circonférence terrestre. Actuellement nos traités de géographie divisent le globe en 360 longitudes ou méridiens, lignes idéales passant par les deux pôles et perpendiculaires à l'équateur, et en 360 petits cercles parallèles à l'équateur tracés de là jusqu'aux pôles, qui sont les latitudes. Les circonférences se trouvent ainsi divisées en 360 divisions appelées degrés. Avec la division actuelle, le quart du méridien terrestre, qui est de 10.000.000 de mètres — (au juste d'après les mesures géodésiques modernes de 10.002.008) — est divisé en 90 latitudes dont chacune a en moyenne 111 kilomètres — (au juste 111 kil. 707 mètres aux pôles et 110 kil. 563 mètres à l'équateur).

Avec la division qu'appelle le jour de 20 heures, les circonférences terrestres seraient traversées par 400 méridiens, le quart du méridien par 100 latitudes, dont chacune aurait en moyenne 100 kilomètres. Il est inutile d'insister, la journée de 20 heures plaide pour elle-même.

En outre, le système des fuseaux, adopté dans un grand nombre de pays, s'adapterait encore mieux à la division de la circonférence terrestre par 400 méridiens, le méridien décimal étant égal à 5 minutes, 10 méridiens à 50 minutes, 20 méridiens à 1 heure. Au lieu de n'avoir que 24 heures légales comme aujourd'hui, ce qui fait que les localités qui se trouvent à égale distance entre deux fuseaux, peuvent avancer ou retarder jusqu'à 30 minutes (heure actuelle) sur l'heure vraie, — (plus exactement sur le temps moyen civil), — Avec le jour divisé en 20 heures, la circonférence terrestre en 400 méridiens, il pourrait y avoir 40 fuseaux de 10 méridiens de 50 minutes décimales chacun. Avec un pareil arrangement, l'heure locale ne varierait de l'heure vraie — (plus exactement du temps moyen civil) — qu'au maximum d'un quart d'heure, c'est-à-dire de 25 minutes décimales, ce qui ne fait que 18 minutes de l'heure actuelle.

Astronomiquement l'année ne saurait commencer que par le premier jour d'une des quatre saisons, soit aux solstices d'hiver ou d'été, soit aux équinoxes du printemps ou de l'automne. Il est aussi exact de la dater du 20 mars ou du 22 septembre, que du 21 décembre ou du 21 juin.

A défaut de précision astronomique sur ce point, la géologie nous semble fournir une indication. L'immense majorité des continents et des terres habitées de notre globe se trouvent dans l'hémisphère nord et parmi ceux qui sont au sud de l'équateur, seuls la Nouvelle-Zélande, l'extrême sud de l'Australie, de l'Afrique et de l'Amérique du Sud ont des saisons tant soit peu marquées.

L'équinoxe du printemps, le 20 mars, est donc tout désigné pour premier jour de l'an, car il coïncide, pour la presque unanimité des habitants de notre planète, avec le renouveau de la nature.

L'application du système métrique à la division du jour entraîne, pour l'année, la même division décimale.

Le calendrier républicain de la Convention avec ses mois de 30 jours, ses semaines de 10, ses 5 jours complémentaires pour les années ordinaires et ses 6 pour les bissextiles, nous est un précieux enseignement.

La division de l'année en 12 mois avec 30 jours chacun et 5 ou 6 jours complémentaires au bout de l'année, est seule conforme aux possibilités du système métrique et s'impose comme une nécessité inéluctable. Quant à la division du mois en trois semaines de 10 jours chacune, elle trahit par trop l'arrière-pensée bourgeoise des conventionnels, pour que nous puissions y souscrire.

Seule la semaine de cinq jours, dont nous sommes les partisans résolus, pour avoir le même caractère décimal que celle de dix, n'en a pas les inconvénients. Comme avec la semaine de dix jours et contrairement à celle en usage, les jours fériés ou de repos reviennent avec la semaine de cinq jours toujours à date fixe, tous les 5, 10, 15, 20, 25 et 30 du mois. En outre le mois de 30 jours ainsi que l'année ordinaire de 365, sont parfaitement divisibles par le chiffre 5. C'est un avantage que ne donne qu'incomplètement la semaine de 10 jours et pas du tout notre semaine actuelle.

A tous ces avantages de division facile du mois et de l'année, la semaine de cinq jours, en ajoute un autre bien plus grand et plus décisif, en ne consacrant au labeur et au travail que quatre jours consécutifs au lieu de neuf ou six.

La semaine de cinq jours sera la semaine du Prolétariat affranchi.

FRÉDÉRIC STACKELBERG.

PAGANISME JUIF

FIN (1)

Nous pourrions suivre un à un les rois qui régnèrent dans le royaume du Nord et prouver leur idolâtrie par des citations de la Bible elle-même (2). Mais voici un tableau d'ensemble que le livre des rois se charge de nous exposer et qui nous édifiera suffisamment sur ce point : « Car il était arrivé que les enfants d'Israël avaient péché contre Yahveh, *leur* Dieu... et qu'ils avaient révéré d'autres dieux... Et ils s'étaient dressé des statues, et ils avaient planté des bocages sur toutes les hautes collines et sous tout arbre feuillu (3)... Et ils avaient servi les dieux infâmes (4)... ils firent des images de fonte, savoir : deux veaux... et ils se prosternèrent devant toute l'armée des cieux (5) et ils servirent Bahal. Ils firent aussi passer leurs fils et leurs filles par le feu, ils s'adonnèrent aux divinations et aux enchantements pour faire ce qui déplaît à Yahveh, afin de l'irriter. » (6) Ce qui revient à dire que, durant toute son existence, le royaume du Nord n'a point abandonné l'idolâtrie et qu'il ne s'est pas, une fois, converti au monothéisme.

Quant au royaume de Juda, fidèle un instant à Yahveh, il ne tarda pas, lui aussi, à revenir à ses dieux les plus aimés. « Et Juda aussi fit ce qui est

(1) Voir *Humanité nouvelle*, T. II, juillet 1898, p. 25 ; vol. 3.

(2) Il est trois versets, dans l'ancien Testament, qui reviennent à propos de presque tous les rois en guise d'oraison funèbre : « Et il fit ce qui était mauvais devant Yahveh... car il suivit le train de Jeroboam et le péché par lequel il avait fait pécher Israël pour irriter Yahveh par leurs idoles. — Et il dressa un autel à Bahal dans un temple de Bahal. » On les trouvera cités à propos de Homri I Rois 16, 25-26 ; d'Achab, son fils, I Rois 16, 30-32 ; d'Achazia, I Rois 22, 53, 54 ; de Joram, II Rois 3, 2-3 : de Jéhu, II Rois 10, 29, etc.

(3) Allusion au culte d'Aschera (Vénus) qui se pratiquait sous les arbres.

(4) Allusion au culte de Bahal-Pehor, le Priape des sémites chananéens.

(5) Allusion au culte du Soleil, de la Lune et des astres.

(6) II Rois 17, 7-17. Comparez : Ezéchiel 16, 7 et s. ; 23, 1, et s.

mauvais devant Yahveh ; et par les péchés qu'ils commirent, ils émurent sa jalousie plus que leurs pères n'avaient fait dans tout ce qu'ils avaient fait, etc., etc. » (1)

Le roi Achaz, malgré les remontrances d'Isaïe et de Michée, « marcha sur les traces des rois d'Israël et même il fit passer son fils par le feu », c'est-à-dire, il le sacrifia à Moloch « et il fit des encensements dans les hauts lieux, sur les coteaux et sous tout arbre feuillu » ; en d'autres termes, il rendit un culte à Bahal et à Vénus-Aschéra. Et ce n'est pas ici le cas d'attribuer cette accusation à un annalyste malveillant, puisqu'un fait historique confirme l'idolâtrie de ce prince. Ayant fait alliance avec les Assyriens pour se défendre contre le roi de Syrie, il fit élever, pour complaire à son allié, dans le temple même de Jérusalem, un autel semblable à celui de Damas et y sacrifia aux divinités adorées dans cette ville (2).

Il est vrai qu'un roi de Juda, Ezéchias, abolit les cultes étrangers ; mais voici que son fils Manassé n'a rien de plus pressé que de rétablir ce que son père avait aboli et d'offrir un de ses enfants en holocauste à la divinité.

Il serait fastidieux d'énumérer ici d'autres cas semblables. La Bible en est remplie. Cependant les orthodoxes ne se lassent pas de répéter que ces cas d'idolâtrie sont l'exception et l'adoration d'un seul Dieu la règle. Eh bien, voici une preuve indiscutable fournie par le Livre des Rois contre cette assertion que les lecteurs superficiels de l'Ancien Testament ont transformée en un préjugé invétéré (3).

Il s'agit du mémorable événement qui se passa sous le roi Josias, en 622 avant Jésus-Christ. La dix-huitième année du règne de ce prince, dit le second livre des Rois (4e livre de Samuel) chapitre 22, comme on faisait des réparations dans le temple de Jérusalem, le grand prêtre Hilkija découvrit, enfoui dans un coin, le *Livre de la Loi*! Il est reconnu aujourd'hui par tous les exégètes *unanimement* que ce livre de la loi n'est autre que le cinquième livre du Pentateuque, c'est-à-dire le Deutéronome (4). D'après la Bible, le Deutéronome avait donc été perdu puisqu'il était retrouvé. Mais ce livre retrouvé était-il bien le Deutéronome. L'Ancien Testament le reconnaît lui-même puisqu'il dit que Josias en ayant pris connaissance : « Allez, dit-il, consultez Yahveh... touchant les paroles de ce livre ; car la colère de Yahveh qui s'est allumée contre nous est grande, parce que nos pères n'ont point obéi aux paroles de ce livre, pour faire tout ce qui nous y est prescrit » (5). Il ne faut pas oublier que les lois fondamentales des Israélites sont écrites dans le Deutéronome. Or, il ressort de ce dernier passage cité : 1° que le Deutéronome était perdu depuis longtemps ; 2° que c'est bien l'original et l'*unique exemplaire* de ce livre, que l'on venait de retrouver puisque, après l'avoir lu, Josias pense à toutes les iniquités que les générations précédentes ont commises dans l'ignorance où elles étaient des prescriptions de Moïse ; 3° que la nation, avant lui, n'ayant pas connu ce livre, était idolâtre. Comment, en effet, pouvait-elle suivre les prescriptions d'un livre dont elle ignorait l'existence (6) ? Ce fait donne le plus formel démenti à ceux qui soutiennent que le

(1) I Rois 14, 22-24.
(2) II Rois 16, 5 etc. II chron. 28, 2-23.
(3) On verra dans notre ouvrage : *Les dieux d'Israël*, l'origine et les causes de ces préjugés.
(4) Exactement : depuis le chap. v au chap. XXVIII, moins le chap. XXVII.
(5) II Rois 22, 13.
(6) Nous ne voulons pas dire que Moïse n'est pas l'auteur du Décalogue. Nous soutenons seulement que le Décalogue fut perdu dès les temps anciens et que les Israélites n'en ont pas suivi les prescriptions, ne le connaissant pas.



Deutéronome où il est dit : « Tu n'auras point d'autres dieux devant ma face », fut le livre fondamental du peuple hébreu puisque le peuple l'ignorait:

Comment l'aurais-je fait si je n'étais pas né?

Au surplus, voici une plus ample confirmation de notre thèse. « Alors, le roi (Josias), continue le livre des Rois, envoya et fit assembler vers lui tous les anciens de Juda et de Jérusalem. — Et le roi monta à la maison de Yahveh, et tous les hommes de Juda et tous les habitants de Jérusalem étaient avec lui; les sacrificateurs y étaient aussi et les prophètes, et tout le peuple, depuis le plus petit jusqu'au plus grand, et ils entendirent lire toutes les paroles du livre de l'Alliance, qui avait été trouvé dans la maison de Yahveh. — Et le roi se tint auprès de la colonne et il traita alliance devant Yahveh, promettant qu'ils suivraient Yahveh et qu'ils garderaient ses commandements, ses témoignages et ses statuts, de tout leur cœur et de toute leur âme, pour mettre en effet les paroles de cette alliance, qui sont écrites dans ce livre ; et tout le peuple adhéra à cette alliance (1). » Qu'est-ce à dire sinon que tous « les anciens de Juda et de Jérusalem » et toute la nation ignoraient les prescriptions de ce livre de l'alliance, autrement dit, le Deutéronome? On ne fait alliance ou bien que si l'on est en guerre, ou bien si l'on se découvre un adversaire ou un ami avec qui on désire vivre en bons termes. Ici, la Bible est formelle : les Israélites ignoraient l'existence de Yahveh puisqu'ils le découvrent ce jour-là et font alliance avec lui immédiatement. Ou, pour être plus exact, ils ignorent le Deutéronome où Yahveh prescrit qu'il ne faut pas adorer d'autres dieux, puisqu'ils jurent de n'adorer désormais que lui. Mais voici, comme si la Bible elle-même voulait donner une confirmation à notre thèse, que cette alliance va être suivie d'une sanction. Pour plaire à Yahveh et témoigner de la sincérité des sentiments qui l'animent, Josias extermina ceux qui faisaient des encensements à Bahal, au soleil, à la lune et à toute l'armée des cieux... Il démolit les maisons des prostituées qui étaient dans la maison de Yahveh et dans lesquelles les femmes travaillaient à faire des tentes pour le bocage (d'Aschéra-Astarté)... Il ôta aussi de l'entrée de la maison de Yahveh, les chevaux que les rois de Juda avaient consacrés au soleil... Le roi démolit aussi les autels... que les rois de Juda avaient faits... dans les parvis de la maison de Yahveh ; il les brisa et les ôta de là, et il en répandit la poudre au torrent de Cédron... (2). » Qu'est-ce à dire encore sinon que toutes ces abominations existaient de son temps et que le temple de Jérusalem était rempli d'objets propres à rappeler un culte idolâtre bien loin d'être le sanctuaire du monothéisme. On n'abolit que ce qui existe ; on n'extermine que ceux qui sont vivants. Ce n'est pas les restes d'un vieux culte oublié que Josias brûla dans la vallée de Cédron, mais bien réellement les emblèmes d'une religion vivante, puisque le livre des Rois exalte ce prince d'avoir accompli une si belle action : « Avant lui, il ne s'est point trouve de roi semblable à lui, qui se fût tourné vers Yahveh de tout son cœur, de toute son âme et de toute sa force, selon toute la loi de Moïse, et après lui il ne s'en est point levé qui lui ait été semblable (3). »

Le livre des Rois a raison. Lorsque Jérémie menacera, plus tard, de la colère de Yahveh, les Israélites réfugiés avec lui sur la terre d'exil (4), parce qu'ils rendaient un culte à la déesse Aschéra (Vénus), les femmes d'Israël,

(1) II Rois 23, 13.
(2) II Rois 23, 5-15.
(3) II Rois 23-25.
(4) L'Egypte.

unissant leurs doléances et leurs plaintes à celles de leurs époux, lui répondront avec une colère hautaine : « Pour ce qui est de la parole que tu nous a dite au nom de Yahveh, nous ne t'écouterons point, mais nous ferons certainement tout ce que nous avons dit, en faisant des encensements à la reine des cieux et en lui faisant des aspersions comme *nous et nos pères, nos rois et les principaux d'entre nous avons fait dans les villes de Juda et dans les rues de Jérusalem*; et nous avons alors été rassasiés de pain, nous avons été à notre aise et nous n'avons point eu de mal. *Mais depuis le temps que nous avons cessé de faire des encensements à la reine des cieux* et de lui faire des aspersions, nous avons manqué de tout et nous avons été consumés par l'épée et par la famine (1). »

Ainsi, à l'époque de Jérémie, c'est-à-dire huit siècles après Moïse, aux temps les plus malheureux de l'histoire des juifs, pendant et après la captivité, les faux dieux feront encore à Yahveh la plus redoutable concurrence. Lorsqu'on vient annoncer à Esdras que, malgré tous les bienfaits dont Yahveh a comblé les juifs, les principaux d'entre eux, les sacrificateurs et les lévites ont uni leurs fils et leurs filles aux ennemis d'Israël, le prophète hébreu, déchirant son manteau, s'agenouille, étend les mains et s'écrie : « Mon Dieu! j'ai honte et je suis trop confus pour oser élever, ô mon Dieu, ma face vers toi ; car nos iniquités sont multipliées par-dessus la tête et nos crimes sont si grands qu'ils atteignent jusqu'aux cieux. » (2) C'est qu'on ne s'alliait point aux idolâtres sans sacrifier à leurs dieux. Néhémie qui vécut dans ces temps de malheurs et d'épreuves, reconnaît explicitement que, jusqu'à lui, le peuple hébreu s'est constamment détourné de Yahveh : « Ni nos rois, dit-il, ni les principaux d'entre nous, ni nos sacrificateurs, ni nos pères, n'ont point mis en effet ta loi et n'ont point été attentifs à tes commandements; car ils ne t'ont point servi durant leur règne ni pendant les grands biens que tu leur as faits. » (3) Il reproche aux Israëlites de n'avoir invoqué Yahveh que dans les temps de crise et de danger : « Mais dès qu'ils avaient du repos, ils retournaient à faire le mal en ta présence (4). » Il faut lire au chapitre IX du livre de Néhémie et dans Ezéchiel et dans les prophètes, l'énumération des bienfaits que Yahveh avait répandus sur Israël, et des infidélités qui suivirent régulièrement ces bienfaits. Mais huit siècles d'exhortations, de prières et de miracles ont lassé enfin la patience de Yahveh, et voici que Jérusalem est prise et le temple démoli et le peuple dispersé à jamais. Yahveh parlera encore une dernière fois aux juifs par la voix d'Ezéchiel et de Jérémie, mais pour leur rappeler sa sollicitude et leurs trahisons. Il éclatera en imprécations amères et leur fera des reproches sanglants. Il comparera Jérusalem à une femme pauvre et nue qu'il a comblée de richesses et couverte de son amour, et qui s'est prostituée à des étrangers, non pour de l'argent, mais pour le plaisir de briser le cœur de son amant :

« Et je passai auprès de toi et je te regardai, et voici : tu étais en âge d'être aimée et j'étendis le pan de ma robe sur toi, et je couvris ta nudité, puis je te jurai et j'entrai en alliance avec toi...

« Et je te vêtis de broderie et je te chaussai de peaux de couleur d'hyacinthe, et je te ceignis de fin lin et je te couvris de soie...

« Mais tu t'es confiée en ta beauté et tu t'es prostituée à cause de ta renommée, et tu as poussé tes prostitutions jusqu'à te livrer à tout passant...

(1) Jérémie 44, 16-18.
(2) Esdras, 9, 6.
(3) Néhémie, IX, 34-35.
(4) Néhémie, IX, 28.

« Et tu as pris les bagues magnifiques faites de mon or et de mon argent que je t'avais données et tu t'en es fait des images d'hommes et tu t'es prostituée avec elles... (1)

« Est-ce peu de chose que tu aies immolé mes fils et que tu les aies livrés pour les faire passer par le feu (2)?

« Et après toutes ces abominations et tes prostitutions, tu ne t'es point ressouvenue du temps de ta jeunesse, quand tu étais toute nue...

« Tu as bâti un haut lieu à chaque bout de chemin, tu as rendu ta beauté abominable, et tu t'es prostituée à tout passant, et tu as multiplié tes prostitutions...

« Oh ! que ton cœur est lâche d'avoir fait toutes ces choses-là qui sont les actions d'une maîtresse prostituée (3) ! »

Ne croirait-on pas entendre le cri du poète :

> Ce beau corps, jusqu'au jour, où s'est-il étendu?...
> Va-t-en, retire-toi, spectre de ma maîtresse,
> Rentre dans ton tombeau, si tu t'en es levé;
> Laisse-moi pour toujours oublier ma jeunesse,
> Et, quand je pense à toi, croire que j'ai rêvé ! (4)

Mais les reproches que Yahveh fait à Jérusalem sont plus sanglants encore que les regrets amoureux du poète :

« On donne un salaire à toutes les personnes infâmes; mais toi, tu as donné à tous ceux qui t'aimaient les présents que ton mari t'avaient faits ; et tu leur as fait des présents afin que, de toutes parts, ils vinssent vers toi pour tes prostitutions (5). »

Quand un amant en est arrivé à tenir de pareils propos à sa maîtresse, il est bien près ou de la réconciliation et du pardon ou d'une rupture définitive, irrémédiable. Mais la longanimité de Yahveh avait été soumise à l'épreuve pendant des siècles nombreux et toujours les juifs s'étaient détournés de lui :

« Je vous ai envoyé tous mes serviteurs les prophètes, me levant matin, et les envoyant pour vous dire : Ne commettez point maintenant cette chose abominable et que je déteste :

« Mais ils n'ont point écouté et ils n'ont point prêté l'oreille pour se détourner de leur malice et pour ne faire plus d'encensements à d'autres dieux (6). »

Combien toutes ces plaintes respirent encore de tendresse et de regrets ! Cependant, moins indulgent que le poète, Yahveh ne pardonnera plus parce que son peuple n'a que trop donné la mesure de son amour et de sa fidélité. Et, comme il lui a répété, pendant des siècles, en matière d'avertissement, qu'il était, lui, le Dieu cruel, le Dieu jaloux, sur le point de l'abandonner, il lui ménage la plus terrible des vengeances.

« Voici, dira-t-il à Jérusalem, sa maîtresse, je vais assembler tous ceux qui t'ont aimée, avec qui tu as satisfait ta passion et que tu as aimés, et que tu as haïs ; oui, je les assemblerai de toutes parts contre toi, et je découvrirai ta nudité devant eux, tellement qu'ils verront ta honte...

(1) Preuve évidente d'un culte phallique chez les juifs.
(2) Allusion aux sacrifices humains.
(3) Ezéchiel XVI, 1-30.
(4) A. de Musset. La nuit d'octobre.
(5) Ezéchiel XVI, 33.
(6) Jérémie, XLIV. 4-5.

« Et on fera monter contre toi une assemblée de gens qui t'assommeront de pierres et te transperceront de leurs épées...

« Et je contenterai ma colère sur toi, tellement que ma jalousie se détournera de toi; et je serai en repos et ne me courroucerai plus (1). »

Désormais, le charme est rompu de l'alliance de Yahveh avec le peuple de Moïse. Jérusalem détruite, le temple de Salomon ruiné, les juifs iront de captivité en captivité, pleurant et se lamentant, mais toujours infidèles à Yahveh jusqu'au jour où Jésus, nouveau et dernier prophète en Israël, aura, par le miracle de sa vie et de sa mort, ramené à Dieu, définitivement, le peuple d'Israël.

*
* *

En résumé, à l'époque des grands prophètes, c'est-à-dire au huitième siècle (cette date est donnée par les écrivains orthodoxes), la religion d'Israël est une religion polythéiste. La tradition et l'enseignement prétendent que le monothéisme, jusqu'à cette époque-là, fut la règle et l'idolâtrie l'exception. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de cette opinion. Les citations que nous venons de faire des prophètes eux-mêmes donnent, pour l'instant, le plus formel démenti à cette assertion. L'état de choses polythéiste existait encore au temps des prophètes; on pourra s'en convaincre si on lit attentivement Jérémie, Ezéchiel et les autres, sans préjugés et sans arrière pensée d'orthodoxie. Au surplus, voici qui convaincra les plus incrédules et qui dissipera tous les doutes. Lorsque les Assyriens envahirent la Palestine, Jérémie, s'exila en Egypte avec un certain nombre de ses compatriotes. Là, comme les Israélites se plaignaient de la dureté de leur sort, Jérémie les apostropha et leur dit qu'ils n'avaient que ce qu'ils méritaient. « Avez-vous oublié les crimes de vos pères, et les crimes des rois de Juda, et les crimes des femmes de chacun d'eux, et *vos propres crimes*, et les crimes que vos femmes ont commis dans le pays de Juda et dans les rues de Jérusalem ? Yahveh ne s'est-il pas souvenu des encensements que vous avez faits dans les villes de Juda et dans les rues de Jérusalem *Vous et vos pères, vos rois et les principaux d'entre vous, et le peuple du pays*, et cela ne lui est-il pas revenu en mémoire ? Tellement que Yahveh ne l'a pu supporter davantage, à cause de la malice de vos actions, et à cause des abominations que vous avez commises ; en sorte que votre pays a été réduit en désert, en désolation et en malédiction, sans que personne y habite, comme il paraît aujourd'hui : Parce que *vous avez fait* ces encensements et que *vous avez* péché contre Yahveh, que *vous n'avez* point écouté la voix de Yahveh, et *n'avez point marché dans sa loi*, ni dans ses ordonnances, ni dans ses témoignages à cause de cela ce mal vous est arrivé, comme il paraît aujourd'hui » (2) :

Que signifient ces paroles sinon que les Israélites étaient idolâtres même à l'époque de Jérémie et « qu'ils ont péché contre Yahveh et qu'ils n'ont point écouté la voix de Yahveh » c'est-à-dire, qu'ils ne l'ont pas adoré ? Cela est si vrai que Yahveh (Adonaï), pour les punir, a « réduit en désert leur pays, en désolation et en malédiction, sans que personne y habite comme il paraît aujourd'hui. » Yahveh ne punit pas l'idolâtrie des pères sur les fils ; il s'agit de l'idolâtrie des contemporains mêmes de Jérémie. Si les Israélites avaient obéi aux exhortations des prophètes qui les conviaient au monothéisme,

(1) Ezéchiel XVI, 37, 40, 42.
(2) Jérémie 44, 9, 21-23.



Yahveh aurait-t-il exercé sur eux la plus terrible des vengeances en les vouant désormais à la servitude et à la dispersion (1) ?

Donc, voilà établi le polythéisme des Juifs à l'époque de la captivité, c'est-à-dire, à peu près au temps où les livres de l'Ancien Testament se ferment. *Cet état de choses n'était ni récent, ni la suite d'une corruption du culte monothéiste de Moïse. C'était l'état ordinaire d'après ce qu'on a pu voir par tout ce qui précède, état qui durait depuis les origines, autrement dit, depuis la sortie d'Egypte* (2). Entre ces deux dates extrêmes de l'Histoire sainte, les Israélites ne nous apparaissent que comme des idolâtres (3).

* * *

Quelles furent les divinités d'Israël durant cette longue période de temps ? L'imagination des sémites n'a guère peuplé l'Olympe d'une théorie de dieux. La théogonie des Hébreux est simple comme fut celle des Chaldéens auxquels ils l'empruntèrent au temps où il vécurent parmi eux. A tout bien considérer, on peut dire que leurs dieux furent, au fond, le Soleil, la Lune et les étoiles adorés soit sous leurs propres noms,soit sous des appellations, des titres d'honneur qui devinrent eux-mêmes, dans la suite, des noms de divinités nouvelles, tant il est vrai que les mots ont une étrange influence dans la marche des idées. Bahal, Moloch (Mele kh), Adon, signifient Maître Seigneur, Roi. C'est ainsi qu'on désigna d'abord le Soleil, roi de la création. Plus tard, le sens primitif changeant d'objet, le peuple, sous ces mêmes dénominations adorera d'autres dieux

(1) Nous nous plaçons au point de vue de ceux qui diraient avec Bossuet : « Celui qui règne dans les cieux et de qui relèvent tous les empires... » sans considérer les lois inéluctables de l'histoire qui font et défont les Etats.

(2) Nous avons dit que nous retranchons de l'histoire des Israélites toute la partie de la Bible qui précède la sortie d'Egypte. La Génèse est composée de faits qui appartiennent aux origines de tous les peuples sémitiques. Les Juifs les ayant recueillies dans la Bible, on s'est habitué à les considérer comme faisant partie de leur patrimoine national. Si Yahveh est le vrai Dieu, il ne l'est guère, pour les Israélites depuis le temps d'Abraham, mais depuis Moïse seulement ; les rapports de Yahveh et des Israélites ne commencent qu'au moment de la sortie d'Egypte : « Est-ce à moi, maison d'Israël, s'écrie Yahveh par la bouche d'Amos, que vous avez offert des sacrifices et des gâteaux au désert pendant quarante ans ? Au contraire, vous avez porté le tabernacle de votre Moloch et Kijim,vos images et l'étoile de vos Dieux que vous vous êtes faits. » Amos, 5, 25 26. Yahveh est plus explicite encore lorsqu'il dit catégoriquement à deux reprises par la bouche d'Osée : « Et moi, je suis Yahveh ton Dieu, dès le pays d'Egypte. » Osée 12, 10 ; 13, 4. On le voit, les prophètes eux-mêmes reconnaissent que l'histoire religieuse des Israélites ne commence qu'à la sortie d'Egypte.

(3) Depuis la captivité jusqu'à Jésus-Christ, les juifs ne semblent pas avoir montré, plus qu'avant, un attachement exclusif et fidèle à Yahveh. Si l'on en croit l'historien Josèphe qui n'est cependant pas suspect de partialité, un certain Onias, surnommé Menelaus, Grand Sacrificateur, s'étant vu frustrer dans ses droits par son frère Jésus ou Jason, s'en alla trouver avec ses partisans, Antiochus, roi de Syrie : « Ils dirent à ce prince qu'ils étaient résolus de renoncer aux coutumes de leur pays pour embrasser sa religion et la manière de vivre des Grecs, et lui demandèrent de leur permettre de bâtir un lieu d'exercices dans Jérusalem. Il le leur accorda, et alors ils couvrirent les marques de la circoncision pour ne pouvoir être distingués des Grecs, lors même qu'en courant et en luttant ils seraient nus, et abandonnant ainsi toutes les lois de leurs pères, ils ne différaient en rien des nations étrangères. » Josephe : *Hist. des Juifs.* L. XXII. ch. VI. La foi pouvait-elle être bien solide et sincère qui permettait à tout un parti de changer de religion pour une question d'intérêt ?

C'est parce que le culte de l'astre du jour était pratiqué parmi les Israélites que le Deutéronome s'élève contre une pareille idolâtrie, et punit de mort ceux qui sont soupçonnés de cette abomination : « De peur qu'élevant les yeux vers les cieux, et qu'ayant vu le soleil, la lune et les étoiles, toute l'armée des cieux, tu ne sois poussé à te prosterner devant eux.. » (1). C'est là une défense qui fait supposer l'existence d'une pratique. Une loi ne défend pas les actions qu'il est impossible de commettre. Si un législateur religieux venait à surgir aujourd'hui dans le monde, il pourrait s'élever contre le culte du Christ et de la Vierge Marie, mais il ne songera jamais à prohiber le culte du Soleil que personne n'adore parmi les chrétiens.

Nous avons vu que cette idolâtrie régnait encore du temps du roi Josias (huit siècles après Moïse) : « Il extermina aussi ceux qui faisaient des encensements à Bahal, au Soleil, à la Lune... Il ôta aussi de l'entrée de la maison de Yahveh les chevaux que les rois de Juda avaient consacrés au Soleil... et il brûla les chariots du Soleil » (2). On connaît le célèbre plaidoyer où Job cherchant la cause des malheurs qui l'accablent, se défend d'avoir adoré les astres : « Je n'ai point regardé le soleil lorsqu'il brille, ni la lune lorsqu'elle éclaire... Et si mon cœur a été séduit en secret, et si ma main a touché ma bouche pour les adorer.. » (3). Mais la date de l'existence de Job est contestée ; on pourrait objecter qu'il vivait à une époque très reculée ; que les Israélites, de son temps, avaient, peut être, en effet adoré le soleil, mais que ce culte ne subsista pas. La réforme de Josias prouve qu'il était encore pratiqué en 622. Esaïe qui vécut au huitième siècle, en reconnaît l'existence, à son époque, puisque, quand Yahveh (Adonaï) fera, dit-il, les compte des iniquités de Jacob. « les pierres de l'autel seront broyées et pilées... et les autels des Hammanim n'existeront plus » (4). Au sixième siècle encore, Ezéchiel va s'écrier lui aussi en prophétisant les malheurs d'Israël : « Vos autels seront désolés et vos Hammanims n'existeront plus » (5). Pourquoi toutes ces menaces si le culte solaire n'était pas vivant en ce temps-là encore ?

Adoré pour lui-même, le Soleil fut adoré aussi sous forme d'idoles et sous d'autres noms. Bahal, Molock (Melekh), Adon, qui étaient les noms abstraits sous lesquels on l'invoque d'abord, finirent par devenir des mots concrets et par désigner un être. Et c'est parce que le nom de Bahal prédomina à la fin dans la théogonie que tous les dieux du panthéon judéo-phénicien furent englobés dans une même appellation : les *bahalims*.

Il est incontestable, bien que l'on ignore sous quelle forme le Bahal-dieu était invoqué, qu'il fut la principale divinité phénicienne.

Quoique placé au-dessous de lui, et cité moins souvent, Moloch nous est plus connu, grâce à une pratique barbare, commune à toute l'antiquité, et à laquelle nos ancêtres n'ont point échappé ; nous voulons parler des sacrifices humains (6). Nous savons soit par les rabbins, soit par les écrivains

(1) Deuter. 4, 19.
(2) 2 Rois 23. 5-11.
(3) Job 31, 26-27.
(4) Es. 27, 9. Les traducteurs mettent *statues* au lieu de Hammanim (solaria). D'après le rabbin Aben Ezra (in Esaï 17-8) les Hammanim étaient des maisons voutées, en forme de chariots, faits en l'honneur du soleil.
(5) Ezech. 6-4.
(6) Les Israélites ont sacrifié des enfants à Moloch ; il serait puéril de le nier. On a longtemps discuté et l'on discute encore sur l'expression de la Bible *faire passer par le feu*. On a conclu de ces mots qu'il s'agit d'une simple lustration, d'une purification. Il faut avoir le courage de le dire, le crime de nos pères n'étant pas le nôtre, pas plus que les Français ou les Allemands d'aujourd'hui ne sont solidaires



grecs que l'idole de Moloch était une statue à tête de bœuf, aux bras étendus et creusés en dedans. Derrière elle étaient bâties sept chapelles. Celui qui offrait à ce Dieu un oiseau entrait dans la première ; celui qui offrait un agneau, dans le deuxième ; dans la troisième pénétrait celui qui faisait l'offrande d'un mouton ; dans la quatrième celui qui offrait un veau ; dans la cinquième celui qui offrait un bouveau ; dans le sixième celui qui offrait un bœuf; enfin dans le septième celui qui offrait son propre fils (1). Celui-là avait l'insigne privilège de baiser l'idole (2).

Le soleil fut adoré aussi indirectement sous le nom d'Adon (d'où Adonaï : mon Seigneur) qu'Ezéchiel appelle Thammouz : « Il m'amena donc à la porte de la maison de Yahveh qui est vers l'Aquilon, et voici il y avait là des femmes assises qui pleuraient Thammouz » (3). Saint-Jérôme raconte (in Ezech). qu'Adonis était l'amant de Vénus, qu'il fut tué par un sanglier au mois de juin, mais qu'il ressuscita bientôt après. En ce mois de juin, les femmes le pleuraient comme mort et aussitôt après comme ressuscité. Cette fable provient de la légende babylonnienne de la renaissance du soleil en été après sa mort en hiver, et, ce nom de Thammouz, les Israëlites l'ont donné à leur mois de juin.

On sait que les Egyptiens, sous le nom d'Osiris, adoraient le Soleil. Osiris était représenté sous la forme d'un bœuf ou d'un taureau dont *membrum virile est erectum* afin de marquer la vertu génératrice de cet astre, dit Plutarque (4). C'est ce même taureau (et non pas le veau comme l'on traduit d'ordinaire) que les Israélites ont adoré dans le désert (5). Qu'on nous permette, à ce propos, de présenter ici une observation relativement à un fait dont l'importance paraît avoir échappé à la sagacité de tous les exégètes.

des crimes des Gaulois et des Germains qui, eux aussi, ont connu les sacrifices humains. Eh bien, si les textes sont ambigus parfois, il en est qu'on a oublié de citer et qui sont d'une clarté malheureusement évidente. Voici ce que Yahveh, par la bouche d'Ezechiel, dit à Jérusalem ici personnifiée : « Tu as pris tes fils et tes filles que tu m'avais enfantés, et tu les leur as sacrifiés (aux idoles) pour être *consumés*. Est-ce peu de chose... que tu aies *immolé* mes fils et que tu les aies livrés pour les faire passer par le feu ? » Ezech. 16, 20-21 traduction Osterwald. — Ceux qui prendraient acte de notre aveu dans le but de conclure qu'aujourd'hui, en souvenir des sacrifices humains, les juifs tuent des enfants pour mêler leur sang aux pains azymes, se tromperaient grossièrement. Les ancêtres des chrétiens ont connu les sacrifices humains ; les Gaulois et les Germains les ont pratiqués. Cette coutume barbare a heureusement disparu chez tous les peuples avec la civilisation. La preuve que l'accusation portée contre les juifs est dénuée de raison, n'est plus à faire. Tous les esprits qui ne puisent pas leurs inspirations dans la haine des partis ou dans les bas instincts religieux, ont fait depuis longtemps justice de cette indigne calomnie. On voit, par l'étude qui précède, un peu hardie, peut-être, mais consciencieuse certes, que l'auteur s'est mis au-dessus de tous les préjugés et de toutes les idées reçues parmi les siens. Dans un examen approfondi qu'il a fait de la loi mosaïque et des mœurs touchant cette question, si un doute même vague lui était resté à cet égard, il n'eût pas craint de le signaler, comme il ne craint pas de rompre en visière à toutes les traditions qu'on nous a léguées intangibles et sacrées.

(1) Diodore de Sicile. Comp. Rabbi Siméon, Comment. sur Jérémie Ch. 7

(2) Osée 13, 2.

(3) Ezech 8, 14.

(4) Isis et Osiris ch. 27.

(5) On a soutenu qu'on doit plutôt rapprocher le Veau d'or des Israëlites du taureau des Assyriens. Pour nous, l'un et l'autre rapprochement sont légitimes puisqu'il est dit (Josué 24-14) : « Quittez les Dieux que vos pères ont servis au delà du fleuve (en Mésopotamie) et en Egypte » ; ce qui revient à dire que les taureaux assyriens aussi bien que le bœuf Apis étaient les simulacres du soleil.

Pour préciser les idées, rapportons d'abord l'histoire. On sait que dès leur sortie d'Egypte, les Israélites « voyant que Moïse tardait à descendre de la montagne, s'assemblèrent autour d'Aaron et lui dirent : « Viens, fais-nous des dieux qui marchent devant nous»... Et aussitôt tout le peuple mit en pièces les bagues d'or qui étaient à leurs oreilles, et ils les appportèrent à Aaron; — qui les ayant reçues de leurs mains, forma l'or avec un burin, après qu'il en eut fait un veau de fonte. Alors ils dirent : Ce sont ici tes dieux, ô Israël, qui t'ont fait monter hors du pays d'Egypte. — Ce que Aaron ayant vu, il bâtit un autel devant ce veau, et il cria disant : *Demain il y aura une fête solennelle à Yahveh* » (1). Aaron bâtit donc un autel devant ce veau (simulacre du soleil) et il crie : Demain il y aura une fête solennelle à Yahveh. Qu'est-ce que cela veut dire ? Ce rapprochement n'aurait pas de sens dans l'hypothèse que Jahveh est le nom du Dieu véritable, de l'Eternel. C'est comme si un historien racontait que les Français, après avoir inauguré le 13 juillet une statue à la République, se sont écriés en se séparant : « Demain 14 juillet, il y aura une fête solennelle en l'honneur du roi de France. » Une pareille relation serait tout simplement absurde puisque les Français sont en République. Ce rapprochement d'un verset à l'autre entre Yahveh et le veau d'or marquerait donc qu'à l'époque d'Aaron, Yahveh était le nom du simulacre du Soleil, et, dans cette opinion, les versets 4 et 5 s'expliqueraient tout naturellement, ayant dans ce cas-ci seulement un sens possible. Yahveh est donc un nom d'origine solaire (2) Que l'on remarque bien, à l'appui de notre thèse que les faits sont suffisamment suggestifs. Voici comment les choses se passent. Les Israélites viennent de sortir d'Egypte; ils fabriquent un veau d'or à l'instar du bœuf Apis qui est, lui, le simulacre du Soleil ; ils attribuent à ce veau leur délivrance du pays d'Egypte en s'écriant : « Demain il y aura une fête solennelle à Yahveh », autrement dit : à Yahveh dont ce veau est le simulacre. Rapprochant le bœuf Osiris du veau d'or, on est tout naturellement porté à conclure après cette exclamation d'Aaron : « demain il y aura une fête solennelle à Yahveh », premièrement, que le nom de Yahveh s'applique au veau d'or; en second lieu — et c'est là notre thèse — que le mot Yahveh est une dénomination du soleil. Que les Israélites, en adorant le veau, aient eu conscience ou non qu'ils adoraient le soleil, là n'est pas la question ; pour nous, il est une conviction qui se dégage de tout cela, c'est que le mot Yahveh a une origine solaire. Il est possible que, dans la suite par un phénomène d'abstraction, Yahveh-Taureau fut devenu Yahveh-Dieu ; mais il faut considérer que Yahveh ayant été à un moment donné Yahveh-Taureau a dû, avant cet avatar, être certainement Yahveh-Soleil. Le verset 5 est inexplicable dans une autre hypothèse (3).

On étonnerait probablement bien des lecteurs si on leur disait que la déesse Vénus, si célèbre en Grèce et dont le culte a été général dans toute l'antiquité païenne, a occupé également dans la nation sainte une place prépondérante. Hâtons-nous d'ajouter que leur ignorance sur ce point serait on ne peut plus légitime. Un lecteur même très attentif de la Bible traduite en une langue profane, aurait bien de la peine a reconnaître la déesse Vénus dans une confusion de mots et de genres qui ne rendent nullement le texte ori-

(1) Exode 32, 1-7.

(2) Nous savons bien que l'on a enseigné que Yahveh a été adoré sous le simulacre du veau d'or ; mais nul, à notre connaissance, n'a signalé cette antinomie des versets 4 et 5 qui donne, grâce à notre conclusion, une puissante sanction à la théorie Yahveh-Yahou-Soleil.

(3) Cette question très importante de Yahveh sera très longuement traitée dans : Les dieux d'Israël.

ginal. Ainsi, les noms d'Ashéra (Ashéroth), d'Ashtoreth ou d'Ashtaroth qui devraient se traduire par Astarté (Vénus) ont été rendus dans la traduction de la Vulgate par le mot *bocage* (1), lorsqu'ils n'ont pas été trancrits tels quels. Le genre même a été modifié puisque, au lieu de traduire Ashtoreth, *déesse* des Sidoniens, les traducteurs profanes ont rendu par Ashtoreth *dieu* des Sidoniens (2), tirant parti, ainsi que nous l'avons dit, du fait que le dialecte hébreu n'a pas de mot pour désigner les divinités féminines. Cependant, il est reconnu unanimement qu'Ashéra, de quelque nom qu'on l'appelle, n'est autre que la Vénus syrienne dont parle Lucien (3). Son culte fut introduit en Judée par Jézabel, fille d'Ethbahal, roi de Sidon, qui épousa Achab, roi d'Israël. Cette Sidonienne apporta ses dieux avec elle et l'histoire raconte que son mari, pour lui complaire, dressa une Ashéra, laquelle n'est autre qu'Astarté, la grande déesse des Sidoniens.

Cette opinion est celle du rabbin Abravanel qui soutient qu'Ashéra était une déesse et que cette déesse était bien Astarté : « Je vous ai déjà dit mon sentiment, c'est que Bahal qu'ils ont adoré est le Soleil, qu'ils appelaient Moloch, c'est-à-dire Roi, parce qu'il était roi sur tous les enfants d'orgueil, et Ashéra à laquelle ils servaient aussi était la Lune, qui était appelée la Reine des cieux, comme l'Ecriture appelle le Soleil le roi Moloch ; ainsi elle appelle la Lune, Reine du ciel. Et comme le Soleil à l'égard de la Lune est appelé Bahal, parce qu'au regard de la Lune il est comme un Seigneur et un mari qui communique à sa femme sa gloire et sa splendeur, ainsi la Lune est appelée Ashéra, qui est un nom du genre féminin, comme si elle était la fiancée du Soleil, laquelle il aime et il désire (4). » Ainsi donc Ashéra était la déesse de la Lune ; mais elle était aussi la déesse Vénus. Cette double qualité qui lui avait été contestée par Movers, ne lui est plus refusée aujourd'hui (5).

Le culte de Vénus s'est, de tout temps, distingué par un caractère licencieux ; mais la description des pratiques dont il a été l'objet ne devant pas rentrer dans le cadre étroit et spécial de cette étude-introduction qui n'admet point les détails croustilleux, nous nous contenterons seulement de signaler ici l'existence des *Kédeshoths* ou prostituées remplissant les fonctions de prêtresses de Vénus et de Priape ; des Succoth-Benoth ou tentes des filles dans lesquelles Astarté présidait à la génération ; enfin le culte obscène de Bahal-Péhor et celui du Phallus qui a été et qui est encore dans certains pays (le Japon) une des aberrations de l'humanité.

Le culte de Vénus, de Bahal-Péhor et des Succoth-Benoth se pratiquait sur des hauteurs que la Bible appelle des hauts-lieux. Ce mot revient dans l'Ancien Testament aussi souvent que Bahal ou Bahalim, c'est-à-dire un nombre infini de fois.

A côté du Soleil (Bahal ou Moloch) et de la Lune (Ashéra-Vénus), les Israé-

(1) Juges 3,7 ; 6, 25, 28 ; 1 Rois 18, 19 ; 2 Rois 21,7 etc. De pareilles infidélités de traduction font écrire des phrases comme celle-ci : il posa aussi l'*image du bocage*, 2 Rois 21,7, qui n'a aucun sens, au lieu de mettre l'image ou l'idole d'Ashéra ; ou bien encore : ils *servirent* aux Bahalims et *aux bocages*. Juges 3,7 (Vulgate).

(2) 1 Rois 11, 5 (Osterwald).

(3) De dea Syria.

(4) Commentaire sur Jérémie, 44, 18.

(5) Dans l'origine, cette déesse représentait sans doute la Lune ; mais plus tard, par l'influence d'autres cultes voisins, on lui donna aussi les emblèmes et les attributions de... Vénus. La jeunesse des deux sexes lui sacrifiait son innocence et le salaire de leur infamie appartenait au trésor du temple... Plusieurs rois de Juda avaient toléré ce culte à Jérusalem. » Munk, Palestine, Liv. II, ch. II.

lites ont connu aussi le culte des astres, bien que ces derniers soient rarement mentionnés sous leurs noms dans la Bible. Amos 5, 26, fait probablement allusion à Saturne lorsqu'il parle de *Kaïvan* (la Vulgate traduit *imaginem*), car, en assyrien, Kaïvan est identifié à Saturne. Esaïe 65, 11 mentionne Jupiter sous le nom de *Gad* (la Vulgate traduit *fortuna*) qui signifie bonheur et, chez les Arabes, est le nom de Jupiter. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de doute que l'expression : l'armée des cieux, qui revient si souvent dans la Bible, ne fasse une allusion directe aux astres du firmament.

*
* *

Dans cette énumération des dieux, Yahveh mérite une mention toute spéciale, puisqu'enfin il est devenu définitivement le dieu des Israélites. On peut dire qu'il a passé par trois phases successives très caractéristiques : Dans la première, il est le dieu d'Abraham (1) et de Moïse, c'est-à-dire le Dieu métaphysique que nous connaissons aujourd'hui. La notion de ce Dieu s'étant perdue dans l'esprit des nations, Yahveh, par suite de son alliance avec les Hébreux, se nationalisa. C'est de ce Yahveh-là qu'il est question dans l'histoire des Israélites, l'histoire nationale, c'est-à-dire celle qui va de la sortie d'Egypte à la fin de la captivité de Babylone. A cette époque-là seulement apparaît la troisième phase de Yahveh, celle où, après avoir vaincu tous les autres dieux, il redevient le seul maître du monde, aux yeux des juifs. Cependant, même alors, si les esprits cultivés, dénationalisant Yahveh, l'ont considéré comme le Dieu métaphysique, il n'est pas probable que la masse de la nation soit arrivée à cette haute conception. Pour elle, Yahveh est devenu le seul dieu vraiment existant, mais il est resté, malgré tout, le dieu national ; l'alliance subsiste toujours et Yahveh continue d'être l'ami des Israélites et l'ennemi des autres peuples ; il ne reconnaît pas tous ses enfants ; il n'a qu'un fils et ce fils est Israël. Le vrai Dieu n'a donc pas encore conquis le monde.

Cette longue nationalisation de Yahveh a été la cause principale de son impuissance à devenir l'Etre Suprême. Son particularisme lui-même procède d'une autre cause supérieure qui n'a pas peu contribué à le tenir éloigné du reste des hommes ; c'est que le dieu d'Israël a un nom patronymique, un nom de famille, en quelque sorte ; en un mot, il a un nom : *il s'appelle* ; il s'appelle Yahveh. « Pourquoi donner un nom propre à celui qui n'a pas de congénère, qui est seul de son espèce ? (2) » C'est parce qu'il eut un nom propre que Yahveh demeura particulier aux juifs ; il leur appartint au même titre que Milcolm aux Ammonites, leurs voisins, et Kamos au peuple de Moab. Jusqu'au VIIIe siècle, jusqu'à l'apparition des grands prophètes en Israël (3), l'élite même de la nation (le peuple étant resté polythéiste jusque bien après la captivité), tout en reconnaissant Yahveh, ne nie pas l'existence des autres dieux. C'est ce qu'on pourrait exprimer d'un mot nouveau forgé

(1) Nous réservons la question de savoir si Abraham l'a connu sous ce nom ou bien seulement sous le nom d'El-Schaddaï.

(2) Renan. *Hist. du peuple d'Israel*, t. I, p. 82.

(3) Nous verrons ailleurs qu'il faudra reporter bien plus bas encore les écrits des prophètes monothéistes. On place d'ordinaire leur apparition vers le VIIIe siècle ; mais les derniers résultats de l'exégèse font dater leurs écrits des siècles suivants. De sorte que ce ne serait même pas huit siècles av. J.-C. que le monothéisme se serait propagé en Israël, mais vers les IVe, IIIe et surtout le IIe siècle av. J.-C.

par Max Müller en disant que les Israélites étaient « hénothéistes » (1) par opposition à monothéistes.

Voici quelques explications à propos de ces observations d'ensemble.

On a vu plus haut la scène mémorable où Josué, assemblant le peuple à Sichem, lui demande de se choisir un dieu. Optez, choisissez, lui dit-il, « que s'il ne vous plaît pas de servir Yahveh, choisissez aujourd'hui qui vous voulez servir, ou les dieux que vos pères, qui étaient au delà du fleuve, ont servis, ou les dieux des Amorrhéens, au pays desquels vous habitez ; *mais pour moi et ma maison nous servirons Yahveh* (2). » Lorsque Jephté veut démontrer aux messagers du roi des Ammonites la légitimité de ses conquêtes, quel argument emploie-t-il ? « Si *votre dieu* Kamos, leur dit-il, vous avait mis en possession de quelque pays, ne vous en croiriez-vous pas légitimement possesseurs ? De même donc, nous demeurons possesseurs de tout l'héritage dont Yahveh *notre dieu* a chassé devant nous les habitants (3). » Lorsque Ochosiaz, roi d'Israël, tomba malade « il envoya des députés auxquels il dit : Allez, consultez Bahal-Zebub, dieu de Hékron, si je relèverai de cette maladie (4). » Et le prophète Elie de leur dire : « Est-ce qu'il n'y a pas de dieu en Israël pour que vous alliez consulter Bahal-Zebub, le dieu de Hékron ? (5) » Le prophète et le roi croient donc à l'existence des autres dieux. Elie est outré qu'on aille consulter une divinité étrangère, voilà tout ; mais il admet qu'elle existe. Yahveh n'est donc pas le seul dieu au regard des Israélites : il est leur dieu. D'ailleurs, la Bible entière témoigne que Yahveh fit avec eux une alliance qu'il renouvela même à plusieurs reprises. Le peuple d'Israël est le peuple de Yahveh, sa propriété (6), son héritage (7) ; Yahveh en est le maître, il en est le roi (8) ; le peuple d'Israël lui est consacré (9) ; il lui est défendu même de traiter alliance avec les autres peuples (10).

A peine est-il nécessaire de lire attentivement l'Ancien testament pour subir l'impression que Yahveh a traité spontanément alliance avec Israël. Il le considère comme sa créature, son enfant qu'il a nourri et élevé (11). Israël est son peuple élu, son peuple particulier (12). On est donc tout naturellement porté à se demander comment ce Yahveh Adonaï qui se choisit une nation parmi les nations peut être réellement le vrai Dieu. L'Eternel n'aime-t-il pas tous ses enfants d'un même amour ? Peut-il manifester une prédilection à l'égard d'un de ses fils, fût-il le premier né ? S'il est vrai qu'un père aime davantage l'enfant dont l'éducation lui a coûté le plus de peine, les nombreuses idolâtries des juifs ne justifieraient pas cette préférence de la part de Dieu, puisque les autres hommes, les non-juifs, ignoraient l'existence même de l'Eternel en ce temps-là. On n'a pas assez réfléchi à cette ques-

(1) *Hénothéisme* : culte d'un seul dieu chez un peuple, chaque peuple pouvant avoir le sien, par opposition à monothéisme qui exprime qu'il n'y a qu'un seul Dieu. Diction de Littré, suppl.

(2) Josué, 24, 15.

(3) Juges, 11, 24.

(4) 2 Rois, I, 2.

(5) 2 Rois, 1, 3.

(6) Juges, 5, 11 ; Ex. 15, 16 ; 19, 5 et s ; 6, 7 ; Nomb. 16, 41 ; Deut. 7, 6 ; 14,2 ; 26, 18, etc.

(7) Ex. 31, 9 ; 1 Sam. 10, 1 ; 2 Sam. 14, 16 ; 20, 19 ; 21,3 ; Mich. 7, 14, 18, etc.

(8) Deut. 33, 5 ; Juges 8, 23 ; 1 Sam. 8, 5-7, etc.

(9) Ex. 19, 4-6 ; 22, 31, etc.

(10) Ex. 23, 32 ; 34, 11 et s. ; Deut. 7, 1 et s., etc.

(11) Deut. 32, 18 ; Osée, 8, 14 et s.

(12) Jérém. 30, 10 ; 46, 27 et s., etc,

tion : Comment un dieu qui se proclame le dieu particulier des Israélites, c'est-à-dire d'une seule nation, peut-il être le Dieu de l'Univers ?

Ceci nous amène naturellement à l'examen de la fameuse profession de foi israélite ainsi conçue : « Ecoute, Israël, Yahveh (Adonaï) notre Dieu, Yahveh (Adonaï) est Un » qui paraît poser comme un principe indiscutable le monothéisme le plus pur parmi les juifs. Nous ne nous proposons pas de traiter ici cette question du *schéma* qui trouvera ailleurs son développement (1). Qu'il nous suffise seulement de rappeler que c'est abusivement qu'on traduit le schéma du Deutéronome par ces mots : « Ecoute, Israël, l'Eternel notre Dieu, l'Eternel est un ». Il y a dans le texte non pas l'*Eternel*, mais un tétragramme composé des lettres I H V H qui doit se lire *Yahveh* (ou Yahou) et que les Israélites lisent Adonaï (notre Seigneur) par respect pour Dieu, le nom de Dieu étant ineffable depuis qu'ils sont parvenus au monothéisme. On n'a pas remarqué non plus le particularisme qu'implique cette formule du schéma : « Ecoute, Israël, Yahveh *notre Dieu* ». Le Moabite aussi a dû dire : « Ecoute, Moab, Kamos *notre Dieu* ». L'adjectif *possessif notre* rapproché du nom propre au dieu des juifs donne à la formule entière une portée spéciale et particulière que ne doit pas avoir une profession de foi universaliste. Un législateur religieux monothéiste et moderne n'inventerait plus une pareille formule; il dirait : « Ecoutez *tous*, Dieu est Dieu, Dieu est Un. » Si l'on découvrait, sur une des pierres enfouies sous l'Acropole d'Athènes une inscription ainsi conçue : « Ecoute, Athénien, Jupiter notre Dieu, Jupiter est Un », nous n'en conclurions nullement au monothéisme des Grecs, nous dirions que les Grecs croyaient que Jupiter est Un, Unique ; qu'il ne partageait sa puissance avec aucun autre dieu. Mais nous savons qu'au-dessous de lui il y avait tout un panthéon de divinités qui lui étaient subordonnées. Jupiter est un nom propre, de même Yahveh est un nom propre, comme on a pu le voir par l'étude qui précède. Jupiter est, aux yeux des Grecs, le plus grand des dieux, le dieu suprême. De même Yahveh est le plus grand des dieux aux yeux des anciens Israélites, le dieu suprême : « Qui est comme toi parmi les dieux, ô Yahveh ? (2) » dit un vieux cantique (3). Au surplus, les exemples que nous avons rapportés plus haut confirment pleinement ce point de vue que les Israélites reconnaissaient l'existence des dieux de leurs voisins. D'ailleurs, comment pourrait-on nier qu'ils les ont reconnus puisque l'on ne nie pas qu'ils les ont adorés. Très tard, il est vrai, le Deutéronome datant tout au plus de l'époque de Josias (622 av. J.-C.), ils attribuèrent à Yahveh une supériorité incontestée sur les autres, mais il est douteux qu'ils aient élevé leur foi jusqu'à une conception plus métaphysique de Dieu.

C'est à cette époque que les exégètes placent l'apparition de l'interprétation métaphysique du mot *Yahveh* : *Celui qui est*; d'où la traduction de ce vocable par *l'Eternel*. Mais il faut admettre avec les savants Dilmann, Hävernick, Œhler et Schultz que le passage Exode 3, 13-15 : « Je suis celui qui suis » signifie que celui qui parle ainsi est le Dieu des pères ; qu'il est et restera toujours fidèle à l'alliance jurée aux ancêtres ; que sa *fidélité* est immuable. *Je suis celui qui suis* signifie : je suis celui qui ne change pas

(1) *Les dieux d'Israel.*

(2) Osterwald traduit : *parmi les forts.* Cette erreur de traduction, celle de Yahveh par le mot Eternel et quelques autres que nous relèverons ailleurs, déroutent le lecteur ou plutôt lui présentent la Bible sous un aspect qu'elle n'aurait pas si les traducteurs n'avaient pas été guidés par un trop grand scrupule d'orthodoxie.

(2) Exode 15, 11.

dans ses affections, qui est constant dans son amour, et non pas l'*Eternel*. Cette interprétation est conforme à tout l'esprit de l'Ancien Testament où Yahveh rappelle à tout moment au peuple les alliances qu'il fit avec lui. De nombreux passages témoignent que cette signification est la vraie, car nulle part dans la Bible les Israélites ne se sont livrés à des spéculations métaphysiques sur Dieu. Ils n'ont attaché d'importance qu'à son immuable fidélité (1).

D'autres auteurs ont rapproché Yahveh dont le tétragramme I H V H doit se lire, d'après eux, *Yahou*, du Ya-hou, le dieu Lumière des Assyriens. Cette explication ne tend à rien moins qu'à faire supposer que les Israélites adorèrent à l'origine le Soleil sous le nom de Yahveh (Yahou). Si nous ne craignions de nous aventurer beaucoup sur ce terrain brûlant, nous dirions que les prophètes ont, peut-être, décrété que le tétragramme sacré I H V H serait ineffable, afin de faire oublier à la nation l'origine solaire du nom divin.

Cette conception d'un dieu national s'allie intimement avec la conception anthropomorphique de la divinité. Le Dieu métaphysique n'a pas de forme ; il ne peut pas non plus participer de nos sentiments et de nos passions. Tous les dieux nationaux, au contraire, ont une forme : ils pensent, agissent et partagent toutes les affections des hommes qui les ont faits à leur image. C'était le cas des dieux de la Grèce et de Rome, par exemple. Eh bien, la Bible qui passe pour être toute spiritualiste fourmille d'exemples anthropomorphiques. Yahveh lutte corps à corps avec Jacob (2) ; il attaque Moïse qu'il surprend dans la nuit pour le tuer (3) ; il jure en levant la main (4). Pour obtenir ses faveurs, on lui offre des sacrifices, c'est-à-dire des aliments préparés sur la table même de l'autel. Ces sacrifices sont appelés l'aliment de Dieu (5) ; ils affectent agréablement son odorat (6). Pour aider à sa digestion, on lui offre à boire (7). Ainsi, on lui attribue les membres et les fonctions du corps humain ; il crie (8), il siffle (9), il rit (10) ; il dort et il se réveille (11). Yahveh est jaloux, colère, vindicatif, orgueilleux ; il prête des serments, il se venge. On va même jusqu'à lui attribuer les imperfections morales les plus dégradantes, puisqu'il conseille à Moïse et aux Israélites de faire main basse sur l'argenterie des Egyptiens avant de s'enfuir au désert : « Chaque femme demandera à sa voisine et à l'hôtesse de sa maison des vaisseaux d'argent et des vaisseaux d'or et des vêtements que vous mettrez sur vos fils et sur vos filles, ainsi vous dépouillerez les Egyptiens (12). »

(1) Ex. 34, 5 et s ; Deut. 7, 9 ; 32, 3 ; Es. 30, 29 : 26, 4 ; Os. 12, 5-7, etc.
(2) Gen. 32, 24 et s.
(3) Ex. 4, 24.
(4) Ex. 6, 8.
(5) Levit. 3, 11, 16 ; 21, 6, 8, 17, etc.
(6) Gen. 8, 21.
(7) Os. 9, 4 ; Nomb. 15, 5 et s. ; 28, 7 et s.
(8) Es. 42, 13 et s.
(9) Es. 5, 26 ; 7, 18.
(10) Ps. 2, 4 ; 59, 9.
(11) Ps. 44, 24 ; 78, 65.
(12) Ex. 3, 22 ; 11, 2 et s ; 12, 35 et s. — C'est pour réagir contre ces anthropomorphismes que les prophètes des siècles récents, s'élevant à des conceptions plus pures, ont éprouvé la nécessité de déclarer que Yahveh n'a rien de terrestre, qu'il n'est pas un homme, qu'il n'a pas des yeux de chair, qu'il ne dort, ni ne boit, ni ne mange et que les cieux ne sauraient le contenir. Mais il ne faut pas oublier que les grands prophètes ne font leur apparition que très tard dans l'histoire des Israélites. On discute encore la date de leur existence et quelques-uns les font descendre entre le IV et le II siècle av. J. C.

∴

Ayant démontré que le polythéisme régnait en Israël et que le culte de Yahveh n'y rappelait que de très loin le culte d'un Dieu métaphysique, nous avons réservé, pour en parler ici, succinctement, la question de savoir si, en admettant que Yahveh ait été considéré en réalité comme étant le véritable Dieu, son culte a été la règle et le polythéisme l'exception comme on le prétend d'ordinaire.

Tous les orthodoxes soutiennent que les Israélites ont adoré en principe le Yahveh-Dieu, mais qu'ils lui ont été infidèles passagèrement; que le fond de leur croyance était le monothéisme (hénothéisme serait plus exact), malgré leurs nombreuses incursions dans l'idolâtrie. Empruntant une figure que les prophètes emploient souvent, ils diraient volontiers que la nation juive, mariée à Yahveh, fit à son époux des infidélités fréquentes avec des amants; mais que Yahveh n'en restait pas moins son époux. Qui ne voit que cette idée qu'on se fait de Dieu ne tend à rien moins qu'à le mettre au rang des autres divinités, ou plutôt à le supposer fait de la même essence qu'elles, tout en le considérant comme leur étant supérieur? Une femme ne fait des infidélités à son mari, à son homme, comme on dit dans le peuple, qu'avec un autre homme. Le mari est supérieur à l'amant par ses droits, c'est vrai; mais il est un homme comme l'amant. Si la femme, prise d'une soudaine piété religieuse s'enfermait dans un cloître pour vivre en esprit avec Jésus-Christ, le mari pourrait-il lui reprocher de lui être *infidèle*? Non, parce que le mari et Jésus-Christ sont d'essence différente, l'un d'essence humaine et l'autre d'essence divine. Simple figure de rhétorique, dira-t-on. Oui, mais une pareille comparaison ne pouvait être employée que par des hommes dont les croyances justifient notre théorie de la religion juive hénothéiste-anthropomorphe. Viendrait-il aujourd'hui, au plus profane des israélites ou des chrétiens, l'idée d'en faire une semblable ?

Il est une autre objection beaucoup plus sérieuse, quoique subtile, que nous rappellerons à ceux qui prétendent que le monothéisme fut la règle et l'idolâtrie, l'exception. La conception du Dieu métaphysique, du Dieu Eternel, ne peut se concilier avec le culte d'aucune autre divinité, ni en fait, ni en pensée. Celui qui a eu, ne fût-ce qu'une seconde, la perception de Dieu, doit forcément rejeter la pluralité des dieux. Du moment que l'on conçoit le Dieu Créateur de toutes choses, le Maître de l'Univers, l'Etre par excellence, on ne peut plus, le voudrait-on, placer à côté de lui, ni même au-dessous de lui, d'autres dieux. Le Dieu métaphysique exclut tout partage de sa puissance. Il est, et lui seul est (1). Lui reconnaître des égaux ou des subalternes, c'est avouer qu'on ne le connaît pas, qu'on ne le comprend pas. Quand on l'a deviné, trouvé, il ne peut plus venir à la pensée de lui donner des confrères, des alliés ou des ennemis. On se représente un général d'armée parce que l'on voit, au-dessous de lui, des officiers et des soldats et, dans le camp ennemi, un autre général d'armée. Eh bien, Dieu n'est pas un général, il n'a pas d'officiers sous ses ordres, ni des ennemis dans le camp adverse. Si on le conçoit ainsi, on ne l'a jamais connu; bien plus, le fait d'admettre qu'on peut lui faire des infidélités, qu'on peut déserter dans le camp d'un dieu ennemi, prouve qu'on reconnaît l'existence de ce dieu. On est donc déjà poly-

(1) On verra avec quelle vigueur Mahomet parle de ce Dieu. Ni l'Ancien Testament, ni le Nouveau n'ont rien qui approche de la prédication monothéiste du prophète de la Mecque.



théiste. Et si nous ne savions par la Bible que les Israélites ont reconnu, même s'ils ne les avaient pas adorés, l'existence des autres dieux, ce fait-là, à lui seul, suffirait pour nous convaincre pertinemment qu'ils n'ont pas eu la notion de l'Etre Suprême.

*
* *

En résumé, on peut admirer la conception monothéiste de Moïse et les efforts qu'il déploya pour la faire partager à son peuple; mais on ne peut pas affirmer que celui-ci se soit converti à cette idée. Les Israélites ne comprirent rien à la révélation du mont Sinaï. A ce Dieu que Moïse leur enseigna et qui n'avait pas de nom, ils donnèrent un nom, parce qu'ils ne concevaient pas l'Etre par lui-même. Que quelques esprits d'élite aient conservé et transmis l'héritage de Moïse, cela ne fait pas de doute; mais la nation était et demeura polythéiste durant tout le cours de l'histoire sainte. Si le nom de Yahveh justifie l'étymologie qu'on lui a donné ; « Je suis *Celui qui est* », le Dieu qui est derrière ce nom ne fut point adoré, ni connu. Le Yahveh de la Bible est un dieu humain, si l'on peut s'exprimer ainsi, et les nombreux anthropomorphismes de l'Ancien Testament suffiraient à justifier amplement cette manière de voir. Sans doute, les prophètes des siècles récents, au contact du mazdéisme, s'élevèrent à des notions plus élevées de la divinité, mais leur conception ne dépassa pas les limites des spéculations et de l'étude; ou plutôt, les efforts qu'ils déployèrent à leur tour pour acclimater ces idées dans le peuple, n'aboutirent pas. On pourrait comparer ces prophètes aux philosophes de l'antique Grèce ou de l'école des Stoïciens qui rêvèrent parfois d'un Dieu unique; mais ce Dieu ne sortit jamais du domaine des spéculations métaphysiques pour régner sur les masses. Socrate, Platon, Sénèque eurent une notion très claire de l'unité de Dieu, mais les Grecs et les Romains n'en continuèrent pas moins d'adorer leurs divinités. Ainsi firent les Juifs, avec cette circonstance aggravante que leurs prophètes leur avaient indiqué et prêché la voie du monothéisme, dans laquelle il répugnait toujours au peuple de s'engager. De plus, parmi tous leurs dieux, Yahveh n'eût jamais dans leur culte, ni dans leur cœur une place prépondérante ou spéciale. Il fut un de leurs dieux, le moins écouté, le moins aimé, peut-être, parce qu'il se présentait comme redoutable, terrible et vindicatif. En quoi, ils ont paru suivre la nature humaine, car on n'aime pas ce que l'on craint. La cause des succès de Jésus ne réside-t-elle pas dans l'attribution à la divinité des sentiments d'amour, de charité et d'indulgence? On n'adore pas une divinité, parce qu'on lui rend des hommages. Les véritables dieux de la Grèce, les plus aimés, ne furent ni Jupiter tonnant, ni Neptune, ni Minerve, mais Apollon, Vénus, Cérès. On adore ce que l'on aime et si Yahveh ne parvint jamais à se faire adorer, c'est parce qu'il ne sut jamais se faire aimer. Il donna, sans doute, à Israël des preuves de l'alliance qu'il avait jurée à Abraham; mais il paraissait, à l'entendre, qu'il eût mis toute sa gloire à tenir la promesse jurée et non à témoigner sa sollicitude et son amour aux Juifs. D'ailleurs, il leur rappelait trop souvent les biens dont il les avait comblés et les fatiguait de ses plaintes et de ses murmures incessants. Les hommes sont ainsi faits qu'ils ne souffrent pas aisément qu'on leur reproche leur ingratitude et qu'on les rappelle à tout moment au sentiment de la reconnaissance. Une pareille conduite les éloigne de leur devoir, loin de les y ramener; en tout cas, elle diminue leur crime et elle ôte à la valeur du bienfait. Si les Hébreux ne vinrent pas à Yahveh, c'est aux prophètes mêmes qu'il faut s'en

prendre, à tout bien considérer. On ne trouve nulle part chez eux une parole venant du cœur, un mot de pitié et d'espérance. Ils ont mené le peuple par la terreur et par la crainte de Yahveh, jamais ils ne lui ont prêché le Dieu clément et miséricordieux. Qu'on lise d'un bout à l'autre l'Ancien Testament et l'on éprouvera cette impression pénible que ce livre a été fait pour un peuple dans l'enfance par des maîtres et quelquefois — qu'on nous passe l'expression — par des pions têtus et hargneux qui ignoraient qu'on prend une nation comme on prendrait un enfant, par le cœur et non par le cerveau. Aucun des prophètes ou, plus exactement, aucun des nabî qui vécurent après Moïse, n'apporta de Dieu cette conception idéale et immatérielle qui fera le mérite de Jésus et de Mahomet (1). Les nabî enveloppèrent Yahveh dans des langes étroits; ils lui prêtèrent leur philosophie égotiste; ils le pétrirent non pas à l'usage de l'humanité, mais à l'usage de leur nation. Ils n'élevèrent pas leur conception jusqu'à Dieu; mais ils abaissèrent Dieu jusqu'à leur conception. Ils le firent descendre de son trône céleste et lui donnèrent pour royaume le petit pays qu'arrose le Jourdain. Yahveh fut un Dieu national, jaloux, cruel, incarnant en quelque sorte les défauts et les qualités du peuple hébreu. Les derniers prophètes ne lui donnèrent pas, il est vrai, une forme, mais une intelligence humaine. Ils avaient transformé l'anthropomorphisme physique des païens en un anthropomorphisme moral. C'était un progrès. Mais plus tard, après la conquête romaine, sous l'influence de l'esprit philosophique judéo-païen, ce Dieu qui ne manquait pas d'ampleur, devint petit et méconnaissable au milieu des ergoteries où l'égarèrent les pharisiens, les esséniens, les sadducéens, les thérapeutes et vingt autres sectes qui s'anathématisaient les unes les autres dans les synagogues et sur les places publiques.

∴

Cependant, ces disputes mêmes ne devaient pas demeurer stériles, car un homme s'est rencontré qui a essayé un moment de dégager Dieu des mains qui le profanaient en le mêlant aux théogonies des païens. A l'époque de Jésus, en effet, les Juifs n'étaient pas encore convertis au monothéisme pur, puisque le nouveau prophète se donna pour mission dans les premiers temps, d'annoncer le règne de Dieu (2). Ce n'est que vers cette époque seulement et après l'hérésie soulevée par le Christ qu'Israël, dont l'esprit d'opposition a été la marque dominante de son génie, s'est pris d'un beau zèle pour le Dieu de Moïse. N'est-il pas remarquable, en effet, que depuis Jésus seulement, il ne s'est plus élevé parmi les Juifs quelque nouveau prophète pour les détourner des idoles et les ramener à l'Eternel? Il semble que la lutte engagée par eux contre la religion nouvelle ait plus fait pour le triomphe de l'idée de Moïse que toutes les exhortations et tous les anathèmes des prophètes. Il a suffi qu'un homme, né parmi eux, prétendit à la divinité pour qu'aussitôt, ce peuple qui n'avait eu que des dieux, les rejetât de son sein. Rien n'est plus tenace que la tradition; les hommes la suivent par habitude et par lâcheté; elle paraît d'autant plus indéracinable qu'elle se perd dans le vague et la nuit des temps; mais comme le chêne de la fable dont un orage brise le tronc séculaire, elle se rompt brusquement au vent d'une idée nouvelle. Les

(1) Il faut faire exception pour Amos et Osée, dont l'influence pourtant paraît avoir été fort restreinte, mais qui préparèrent les voies à Jésus-Christ.
(2) Saint Mathieu, IV, 23 et les quatre Evangiles, *passim*.

hommages exclusifs et ardents qu'Israël rendit désormais à Yahveh, témoignèrent moins de son amour pour Dieu que de sa haine pour l'esprit nouveau apporté par le Christ. Tant il est vrai que les hommes réfractaires au progrès s'attachent avec plus de passion aux anciennes croyances, peut-être dans la secrète pensée de combattre les idées nouvelles avec un acharnement que le succès justifie souvent. L'esprit de parti et d'opposition est plus fort que la tradition elle-même et, comme il était nécessaire, dans cette lutte contre Jésus, d'opposer Dieu à Dieu, c'est-à-dire à cet homme fait de chair et d'os qu'on voulait élever au rang de Dieu, on reprit l'antique Yahveh et on s'en servit comme d'un palladium et d'une arme contre le Christ. D'ailleurs, la dispersion des Israélites et les persécutions que leur fit subir le christianisme triomphant, obligèrent les juifs de se compter autour de Dieu le Père que le Fils devait supplanter.

Le monothéisme que ni Moïse, ni les prophètes n'avaient pu faire adopter au peuple hébreu à l'exclusion des autres dieux, la haine du Christ et l'opposition à l'esprit nouveau l'établirent définitivement en Israël. Depuis l'époque de Jésus seulement, Yahveh est devenu le véritable et le seul Dieu des juifs. De sorte qu'on peut arriver à cette conclusion que Jésus-Christ et non Moïse, est le véritable auteur de l'établissement du monothéisme parmi les Hébreux. Cependant, comme le fils de Marie lui-même n'eut jamais pu prévoir que la négation de sa divinite dût ramener les Juifs au Dieu de Moïse qu'ils avaient oublié et qu'il venait rétablir, on ne peut pas lui faire gloire d'une réforme qui se fit contre lui. Mais on reste confondu à la pensée que les meilleures et les plus louables intentions des hommes ne produisent leur effet que par les pires instincts des masses. Ce que ne peuvent la raison, ni la logique, la jalousie et la haine l'obtiennent par des contraires. L'histoire est remplie d'évènements incohérents en apparence et de solutions inexpliquées parce que l'on prend pour norme la raison et le bon sens pour guide. On ne tient pas compte des passions de l'esprit qui sont fécondes en solutions inespérées.

Quoi qu'il en soit, les Juifs doivent à Jésus d'avoir, depuis bientôt dix-neuf cents ans cette foi monothéiste qu'ils n'ont adoptée définitivement que quinze siècles après qu'elle leur fut apportée par Moïse. Ceux des Israélites qui trouvent dans le culte d'un seul Dieu la vérité et le bonheur religieux, loin de mépriser le Christ, devraient l'estimer comme le dernier et le plus grand des prophètes hébreux, puisqu'il réussit dans l'œuvre où tous les autres avaient échoué. Et s'ils objectent que cette œuvre se fit contre lui-même, ne craindraient-ils pas d'entendre la voix de Yahveh qui parla à Moïse derrière un buisson ardent, leur crier à juste raison : Qui vous a faits juges de mes desseins ? Je vous ai envoyé Abraham et Moïse et vous ne les avez point écoutés. Je me suis révélé à vous par des miracles sans nombre et vous n'avez pas cru en moi. C'est moi l'Eternel qui vous ai délivré du pays d'Egypte et vous en avez rendu grâce à des veaux d'or que vous avez dressés au pied du Mont Sinaï. Je vous ai délivré des Chananéens et vous avez commis fornication avec les filles de Moab et vous avez sacrifié à leurs dieux et vous vous êtes prosternés devant leurs dieux. Vous avez dressé des autels à Hasçthoreth, dieu des Sidoniens, à Milcolm, l'idole des Ammonites, vous avez bâti des hauts lieux à Kemos, l'idole des Moabites, sur la montagne qui est vis-à-vis de Jérusalem, vous avez dressé des veaux d'or à Dan et à Béthel et vous avez élevé des autels à Bahal et bâti des bocages dans le temple même de Salomon. Pendant quinze cents ans, vous avez mis à l'épreuve ma longanimité. Ni la voix d'Esaïe, ni les plaintes d'Ezéchiel n'ont eu la faveur de vous ramener à moi. Alors, j'ai conçu le dessein de susciter parmi vous

un homme qui se dirait mon Fils ; vous l'avez rejeté de votre sein et vous l'avez lapidé et vous l'avez mis en croix; mais le sacrifice qu'il a fait de sa vie n'a pas été inutile, puisque sa mort m'a ramené enfin et pour toujours le peuple d'Abraham avec qui je fis alliance. S'll m'a plu à moi, devant votre obstination à adorer les idoles, de prendre cette voie pour vous convertir et d'employer ce nouveau miracle pour vous faire tomber les écailles des yeux, dites-moi qui vous a faits juges de mes desseins ?

Si Jésus a opéré un miracle, c'est donc bien celui d'avoir ramené les Juifs au monothéisme et d'avoir établi entre Yahveh et son peuple la réconciliation finale. Qu'importe que cette conversion se soit faite contre lui, puisqu'enfin elle s'est faite et qu'il en est la cause déterminante. De lui, date la victoire définitive de Yahveh sur la nation qu'il avait élue, entre autres, et l'amour d'Israël pour le Dieu d'Abraham. C'est à ce titre qu'on peut dire de Jésus qu'il appartient plus aux juifs qu'aux chrétiens et qu'il mérite davantage d'être vénéré par ceux-là qu'adoré par ces derniers; car avec le christianisme, nous allons assister à un phénomène curieux dans l'histoire, d'un prophète venu pour accomplir la loi de Dieu et qui va supplanter Dieu dans les âmes.

ALBERT FUA.

A l'Espagne

Ecoute, Espagne, la voix d'un fils
Qui te parle dans une langue qui n'est pas le castillan :
Je parle dans la langue que m'a donnée
La terre âpre :
Dans cette langue, bien peu t'ont parlé ;
Dans l'autre, trop.

Ils t'ont trop parlé des Sagontins
Et de ceux qui meurent pour la patrie :
Tes gloires et tes souvenirs,
Ce ne sont que des souvenirs et des gloires de mort ;
Tu as vécu triste.

Je veux te parler bien autrement.
Pourquoi verser un sang inutile ?
Dans les veines le sang c'est la vie,
La vie pour ceux d'aujourd'hui et pour ceux qui viendront :
Le sang versé ne vit plus.

Tu as trop pensé à ton honneur
Et trop peu à ta vie :
Tragique tu conduisais tes fils à la mort,
Tu te repaissais d'honneurs mortels
Et tes fêtes c'étaient des funérailles,
O triste Espagne !

J'ai vu partir les barques pleines
De tes fils que tu conduisais à la mort
Souriants ils marchaient droit au hasard

Et tu chantais au bord de la mer
Comme une folle.

Où sont tes barques ? Où sont tes fils ?
Demande-le au Ponant, à la vague farouche :
Tu as tout perdu, tu n'as plus personne.
Espagne, Espagne, reviens à toi.
Pleure, pleure un pleur de mère.

Sauve-toi, oh ! sauve-toi de tant de maux ;
Que les larmes te rendent féconde, joyeuse, vivante ;
Pense à la vie qui règne autour de toi :
Lève le front,
Souris aux sept couleurs qui brillent dans les nuages.

Où es-tu, Espagne ? Je ne te vois nulle part.
N'entends-tu pas ma voix qui tonne ?
N'entends-tu pas cette voix qui te parle dans le péril ?
As-tu désappris à entendre tes fils ?
Adieu, Espagne !

JOAN MARAGALL

6 Juillet 1898.

Traduit du Catalan par A. SAVINE.

La Journée d'un péager

ESQUISSE DE VIE TRANSITOIRE.

J'imagine que pour quelqu'un dont l'instinct l'incite plutôt à considérer le courant de la vie qu'à se plonger dans ses vagues tumultueuses, une retraite assez désirable serait un bureau de péage à côté de quelque chemin passant très encombré du pays. Pendant la jeunesse, peut-être, il est bon pour l'observateur de parcourir la terre — de laisser la trace de ses pas en long et en large, — de se mêler à l'action d'innombrables vicissitudes — et, finalement, en quelque solitude calme, de nourrir un esprit méditatif de tout ce qu'il a vu et ressenti. Mais il y a des natures trop indolentes, ou trop sensibles, pour endurer la poussière, le soleil, la pluie, le tumulte des éléments moraux et physiques, ce à quoi tous les voyageurs du monde s'exposent. Pour un tel homme, quel plaisant miracle, si la vie était faite de telle sorte qu'elle se déroulât dans toute sa longueur près du seuil de son propre ermitage, et si le vaste globe, peut-on dire, accomplissait ses révolutions, changeant ses mille scènes devant ses yeux sans l'entraîner dans le tourbillon de sa course. S'il existe un mortel qui soit favorisé d'un sort analogue à celui-là, ce doit être le péager. Ainsi, du moins, je me le suis souvent figuré, tout en badaudant, assis sur un banc à la porte d'un petit édifice carré, qui s'élève entre deux rives au milieu d'un long pont. En dessous de la charpente reflue et flue un bras de la mer ; tandis qu'au-dessus, comme le sang vital par une grande artère, la circulation du nord et de l'est est continûment palpitante. Assis sur le banc précité, je m'amuse à une conception, illustrée par de nombreux croquis au crayon d'après nature, de la journée du péager.

Dans le matin, — aurore d'été, trouble, grise, mouillée de rosée — le distant roulement de lourdes roues commence à se mêler au sommeil de mon vieil ami, avec des craquements de plus en plus rudes à travers la brume de ses rêves, et graduellement les remplaçant par des réalités. A peine conscient de la transformation du sommeil en veille, il se trouve partiellement habillé et ouvrant toutes grandes les barrières de péage pour laisser passer un odorant chargement de foin. Les charpentes gémissent sous la lente révolution des roues ; un vigoureux *yeoman* marche fièrement à côté des bœufs, et, regardant du sommet de la charge, à la lueur de la lanterne à demi éteinte sur le bureau de péage, on peut voir le visage assoupi de son camarade, qui s'est payé un somme long de quelque dix milles. Le droit est acquitté — crac, crac, de nouveau les roues vont, et l'immense monceau de foin s'évanouit dans le brouillard matinal. Jusqu'à présent, la nature n'est qu'à moitié réveillée, et les objets familiers apparaissent visionnaires. Mais là, se précipitant de la rive avec un retentissant tonnerre de roues et un confus claquement de sabots, arrive l'inlassable malle, qui s'est hâtée vers son but de la toujours même allure à corps perdu, turbulente, à travers toute la quiétude de la nuit. Le pont résonne d'un grondement ininterrompu tandis que le coche continue de rouler sans un arrêt, ne permettant au péager qu'une entrevision des passagers endormis, qui maintenant étirent leurs membres torpides, et hument un cordial dans l'air salé. Le matin leur envoie son souffle et rougit, et ils oublient toute la fatigue pénible de l'obscurité. Et voyez maintenant le jour ardent, en son char éclatant, qui brille obliquement sur les vagues, sans dédaigner de jeter un tribut de ses rayons d'or au petit ermitage du péager. Le vieux regarde vers l'est et (car c'est un moraliste) établit un rapprochement entre la voiture publique et le soleil.

Tandis que le monde est en train de se réveiller, nous pouvons jeter un léger coup d'œil sur l'endroit où nous prenons nos croquis. Il est situé au-dessus d'un large cours d'eau ; ce n'est pas un morceau de terre, mais cela se trouve au milieu des eaux, qui courent avec un murmure parmi les poutres massives en dessous Sur la porte est un carton usé par les intempéries avec les taxes du péage, en lettres à ce point effacées que la dorure du soleil peut à peine les rendre lisibles. Sous la fenêtre est un banc de bois, sur lequel une longue succession de voyageurs fatigués se sont reposés. Regardant à l'intérieur, nous apercevons les murs blanchis à la chaux couverts de lithographies variées, d'annonces de diverses provenances et de l'immense affiche de représentation d'un cirque ambulant. Et là est assis notre bon vieux péa-

ger, glorifié par les premiers rayons du soleil. C'est un homme, à en juger d'après son aspect extérieur, d'âme tranquille, et d'un esprit méditatif, pénétrant, et pourtant simple, qui de la sagesse que le monde qui passe répand le long de la route, a fait une raisonnable provision.

Maintenant le soleil sourit sur le paysage, et la terre renvoie un sourire au ciel. Fréquents, à présent, sont les voyageurs. L'oreille expérimentée du péager peut distinguer le poids de chaque véhicule, le nombre de ses roues, et combien de chevaux frappent la résonnante charpente de leur piétinement ferré. Voici que, dans une solide chaise familiale, sortie de bonne heure pour prendre avantage de la route encore fraîche de rosée, arrivent un gentleman et sa femme, avec leur petite fille aux joues roses assise joyeusement entre eux deux. Au fond de la chaise est empilée une variété de cartons et de sacs de nuit, et sous l'essieu se balance une malle en cuir, poussiéreuse du voyage de la veille. Après cela apparaît une carriole à quatre roues, peuplée d'une bonne demi-douzaine de jolies filles, toutes tirées par un unique cheval, et conduites par un seul gentleman. Pauvre homme, menacé d'être, pendant tout un jour d'été, en butte aux plaisanteries et aux méchancetés des espiègles demoiselles ! Tout roide, dans une *désobligeante* arrive un homme mince, au visage morose, qui, tout en payant le passage, tend une carte imprimée pour être fixée au mur. Il se fait que le voyageur à la face de vinaigre est un fabricant de pickles. Maintenant s'avance lentement sur le plancher du pont un cavalier tout de noir habillé, au front pensif, comme quelqu'un qui, n'importe où son coursier le portera, voyagera toujours dans une brume de songeries. C'est un prêcheur de campagne, allant travailler à un meeting ajourné. L'objet suivant qui se dirige vers la ville est la charrette d'un boucher, avec un dais en arc de coton blanc comme neige. Derrière s'en vient un *sauceman*, conduisant un chariot rempli de pommes de terre nouvelles, des épis de blé vert, des betteraves, des carottes, des navets et des courges d'été ; et puis deux vieilles commères ridées, flétries, avec des airs de sorcières, dans une antédiluvienne chaise, tirée par un cheval de précédentes générations, et allant colporter un lot d'airelles. Voyez là, un homme faisant rouler une brouettée de homards. Et maintenant une charrette à lait s'avance, vive et retentissante, avec une couverture de toile verte, et convoyant les contributions de tout un troupeau de vaches, en de larges cruches de fer blanc. Mais laissons-les tous acquitter le péage et passer. Voici venir un spectacle qui fait sourire bienveillamment le vieux péager, comme si les voya-

geurs apportaient avec eux le soleil et prodiguaient tout le long de la route sa joyeuse influence.

C'est une barouche du style le plus nouveau, dont les panneaux vernis réfléchissent l'entier panorama mouvant du paysage et montrent un portrait, aussi, de notre ami, avec sa figure élargie de telle sorte que son méditatif sourire est transformé en grotesque grimace. A l'intérieur, est assis un jeune homme, frais comme un matin d'été, et à côté de lui une jeune dame en blanc, avec des gants blancs à ses mains sveltes, et un voile blanc retombant sur son visage. Mais il me semble que ses joues rougissantes brûlent à travers la neige du voile. Une autre jeune dame en robe blanche est assise en face. Et qui sont-ils ceux-là, sur qui la poussière de la terre semble ne s'être jamais fixée, non plus que sur tout ce qui leur appartient? Deux amoureux que le prêtre a bénis, par ce matin béni, et qu'il a mis en route, avec l'une des demoiselles d'honneur, pour le voyage de noces. Acceptez ma bénédiction aussi, les bienheureux! que le ciel ne vous soit point contraire, et que les nuages ne vous mouillent pas de leur pluie froide et triste ! Que le soleil brûlant n'allume pas la fièvre en vos cœurs ! que l'entier pèlerinage de votre vie soit aussi rempli de félicité que ce voyage du premier jour et sa fin égayée d'aussi claires attentes que celles qui consacrent votre nuit de noces !

Ils passent, et avant que la réflexion de leur joie se soit évanouie de sa face, un autre spectacle projette une ombre mélancolique sur l'esprit de l'observateur. Dans une voiture fermée est assise une frêle créature, soigneusement emmitouflée et frissonnante même à la douce exhalaison de l'été. Elle est appuyée contre un jeune homme, dont le bras l'entoure, comme pour défendre son trésor contre quelque ennemi. Qu'un certain nombre de semaines se passe, et, quand il s'efforcera d'embrasser la bien-aimée, il ne pressera que désolation contre son cœur.

Et maintenant le matin a rassemblé ses perles de rosée et s'envole. Le soleil roule flamboyant dans le ciel et ne peut trouver un nuage pour se rafraîchir la face. Les chevaux avancent péniblement le long du pont et soulèvent leurs flancs luisants en courtes et rapides palpitations, quand les rênes sont attachées au bureau de péage. Luisants, aussi, sont les visages des voyageurs. Leurs habits sont couverts d'une épaisse couche de poussière, leurs favoris et leurs cheveux paraissent blancs, ils ont la gorge suffoquée par l'atmosphère poussiéreuse qu'ils ont laissée derrière eux. Pas un souffle d'air sur la route. La nature n'ose pas respirer, de crainte d'avaler tout un étouffant nuage de poussière. « Qu'il fait chaud ! quelle poussière ! » s'écrient les pauvres pèlerins, tout en essuyant leurs fronts souillés et sollicitant la brise

douteuse que la rivière porte le long de son cours. « Terriblement chaud ! Affreuse poussière ! » répond avec sympathie le péager. Ils repartent, pour passer à travers la féroce fournaise, tandis que lui rentre dans son frais ermitage, qu'il asperge d'un seau d'eau salée de la rivière, là en dessous. Il se dit en lui-même que le soleil n'est pas si furieux ici qu'autre part, et que la fraîcheur ne l'oublie point en ces jours suffocants. Oui, mon vieil ami ; et la quiétude du cœur rend tempéré un jour caniculaire. Il entend un pas fatigué et aperçoit un voyageur avec un paquet et un bâton, qui s'assied sur le banc hospitalier et enlève le chapeau de son front moite. Le péager offre une tasse d'eau froide et découvrant que son hôte est un homme de sens commun, il l'engage dans une avantageuse conversation, énonçant les maximes d'une philosophie qu'il a trouvée dans son âme sans savoir comment elle y est venue. Et tandis que le voyageur se dispose à reprendre sa route, il lui donne un remède souverain pour les cloques aux pieds.

Maintenant arrive midi, celle de toutes les heures qui ressemble le plus à minuit ; car chacune a son calme et son repos. Bientôt cependant le monde recommence à tourner sur son axe et l'on croit voir la période la plus mouvementée de la journée, lorsqu'un accident interrompt la marche des choses sublunaires. Le pont étant levé pour permettre le passage d'un schooner, chargé de bois de forêts de l'Est, celui-ci demeure comme collé immuablement, juste en travers. Pendant ce temps, des deux côtés du vide, une foule d'impatients voyageurs s'agite et s'échauffe. Voici deux matelots dans un gig, la tête rejetée en arrière, tous deux poussant la fumée de leurs cigares, et criant toutes sortes de jurons de gaillard d'avant ; là, dans une élégante chaise, une lady et un gentleman superbement habillés, lui venant de l'établi d'un tailleur, elle de l'arrière-boutique d'une modiste — les aristocrates d'une après-midi d'été. Et qu'y a-t-il de plus hautain chez nous, si ce n'est l'éphémère aristocratie d'un jour d'été ? Ici est un colporteur d'ustensiles en fer blanc, dont la marchandise éblouit tous les spectateurs, comme un météore voyageur ou un soleil opposé et, de l'autre côté, un vendeur de bière de sapin. dont la vive liqueur est enfermée dans plusieurs douzaines de cruchons en grés. Voici venir un groupe d'amazones, en habits verts, et de messieurs les escortant ; et puis un troupeau de moutons pour le marché, frappant le pont du multiple piétinement de leurs petits sabots. Ici un Français avec un orgue à son épaule ; et là un joaillier suisse ambulant. De ce côté, annoncé par une explosion de clairons et de bugles, apparaît un train de fourgons convoyant toutes les bêtes féroces d'un cirque : et de l'autre une compagnie de soldats d'été, marchant de village en village pour

une campagne de fête, accompagnée par la « fanfare ». Maintenant contemplez la scène et elle présente un emblème de la mystérieuse confusion, de l'énigme, en apparence insoluble, dans laquelle les individualités du vaste monde lui-même semblent souvent être impliquées. Quel miracle remettra toutes choses en place ?

Mais voyez ! Le schooner a poussé sa volumineuse carcasse à travers l'ouverture ; le pont descend ; chevaux et piétons passent et le laissent vide d'un bout à l'autre bout. « Et ainsi, pense le péager, l'ai-je observé pour tous les obstacles, lors même que l'univers semblait arrêté. » Le sage vieux !

Au loin du côté de l'Ouest maintenant, le soleil rougeoyant projette une large nappe de splendeur à travers la rivière, et pour les yeux des distants bateliers flambloie clairement dans les charpentes du pont. Des flâneurs arrivent de la ville pour humer la fraîcheur de la brise. Un ou deux laissent filer de longues lignes et retirent tressautants des carrelets, des petites morues ou peut-être une anguille. D'autres, et de jolies filles parmi eux, avec l'éclat de la journée chaude encore sur leurs joues, se penchent par-dessus le garde-fou et regardent les paquets d'algues qui flottent avec le courant de la marée. Les chevaux à présent piétinent lourdement le long du pont et songent avec ardeur à l'écurie. Repose-toi, repose-toi, lassitude du monde ! car la révolution de travail et de plaisir de demain sera aussi fatigante qu'elle l'a été aujourd'hui ; et pourtant tous deux te rapprocheront d'une journée de marche de l'éternité. Maintenant le vieux péager regarde du côté de la mer et discerne le phare allumé sur une île lointaine, et les étoiles, aussi, allumées dans le ciel, comme à très peu de distance au-delà ; et mêlant des rêveries célestes à des remembrances terrestres, l'entière procession de voyageurs mortels, tout le poussiéreux pèlerinage dont il a été témoin, apparaît comme une fugitive vision de fantômes, sur qui méditera son âme pensive.

NATHANIEL HAWTHORNE

Traduit de l'anglais, par GEORGES KHNOPFF.

L'ÉCOLE ET L'APPRENTISSAGE

DE LA DOCILITÉ

(*FIN*) (1)

Continuons à énumérer nos griefs.

Depuis sa première leçon jusqu'au jour où il sort de l'école, l'enfant doit, chaque semaine, réciter par cœur un morceau en vers ou en prose. Ainsi il apprend à mal parler, car « il n'est pas possible que quand la mémoire « vacille, la langue ne balbutie pas. » (Rousseau). Naturellement beaucoup d'écoliers, — la plupart — soit par timidité, soit parce qu'ils ne comprennent rien à ce qu'ils récitent, débitent ces morceaux d'une voix tout à fait monotone. Le maître leur dit alors *d'y mettre du sentiment*. Et il leur montre comment on fait semblant d'être ému. Ceux qui ne savent pas ont une note moins bonne que les autres.

Enfin, parce que leur langue maternelle n'est pas, pour ces écoliers, un instrument d'expression, parce qu'ils ne parlent pas seulement lorsqu'ils veulent exprimer ce qu'ils voient, ce qu'ils sentent, ce qu'ils pensent, mais qu'on leur présente le FRANÇAIS comme une chose *à part* isolée, ainsi qu'on leur présente l'ARITHMÉTIQUE, l'ÉCRITURE, la GÉOGRAPHIE, pour cette raison, après de nombreuses années d'études, ils parlent le plus souvent très mal; ils ne savent pas choisir parmi les formes verbales qu'on leur a enseignées *à l'écart* celles qui s'adapteraient exactement aux choses. Ou bien, au contraire, sans songer aux choses, quelques-uns devenus très habiles dans le maniement de cette langue dont on leur a montré toutes les finesses, parlent trop bien et beaucoup, pour rien, pour le plaisir.

Bien avant que l'enfant apprenne quoi que ce soit en matière d'histoire, bien avant qu'il apprenne le nom des premières capitales du monde, avant qu'on lui enseigne l'alphabet ou les quatres *règles*, qu'il s'amuse à observer, à mesurer ou à construire *des choses*. Un des dangers, dit M. Fouillée, que

(1) Voir *L'Humanité Nouvelle*, T. II, juillet 1898, p. 59; vol. 3.

l'enseignement élémentaire des sciences doit éviter c'est d'être trop *matériel*. « Quand vous lui parlerez (à l'enfant) de devoir, d'honneur, de patrie, que pourra se représenter matériellement son imagination ? » Le fait est que « l'honneur de l'armée » par exemple, le laissera plutôt indifférent ; et il se pourrait bien qu'à l'âge de douze ou même de quinze ans, il ne fût pas un de ces ardents patriotes comme on en rencontre dans les Parlements. Mais encore une fois, nous ne tenons pas à ce que l'enfant soit si tôt *un citoyen*.

Sans doute la biologie, la physique, la mécanique sont de grands mots et l'on peut sourire de cette idée qu'il faut, déjà à l'âge de dix ans, que l'enfant étudie la *science*. Seulement toute la question est de savoir si les petits écoliers à qui l'on raconte d'anciennes histoires de brigands, d'ailleurs très patriotiques, à qui l'on confie gravement que *chou*, *genou* et *pou*, font au pluriel *choux*, *genoux* et *poux*, avec un *x*, tandis que *sapajou* se contente d'un *s*, et à qui l'on fait effectuer quotidiennement quelque multiplication ou quelque division ; il s'agit de savoir si ces enfants se développeraient moins et s'ils seraient moins intéressés lorsque leur maitre leur dirait : « Nous allons distribuer et enfouir ces vingt graines de pois dans ces vingt pots pleins de terre. Chaque jour nous en découvrirons une pour voir ce qui se passe ». Il s'agit de savoir si, sans que le maître intervienne ostensiblement, sans qu'il formule aucune loi générale, l'écolier, en collaboration avec ses camarades, ne pourrait pas acquérir peu à peu des notions justes sur les conditions d'équilibre d'un corps, sur les leviers, sur les masses, sur les chocs, sur les miroirs et sur mille autres choses importantes et qu'il trouverait amusantes ; si dans ses promenades, il ne pourrait rien apprendre de précis sur la vie des plantes et des bêtes ; si, enfin, le maître ne pourrait pas embusquer, en quelque sorte, sur le passage de ses jeunes élèves des occasions pour eux de s'instruire en s'émerveillant.

Combien d'expériences simples on peut imaginer, qui rendraient manifeste et qui préciseraient l'influence sur le développement de la plante de ces divers facteurs : la lumière, l'humidité, la chaleur, la faim. Bien souvent l'expérience serait superflue ; l'observation suffirait. L'étude de la physique, disions-nous, sera aussi un véritable amusement. Avant de parler aux enfants de la pression atmosphérique et du baromètre, qu'on fasse avec eux l'expérience de Pascal et de Toricelli. Ils trouveront des explications originales, dont facilement, si cela est nécessaire, on leur montrera les défauts.

Que longtemps ils jouent à l'inventeur ; et si, pendant des années, ils n'ont rien fait de plus que de s'étonner, de s'émerveiller, d'observer des phénomènes et d'en provoquer, ils auront fait de la vraie science, car il suffira ensuite de quelques rappels discrets du maître pour éveiller toutes ces images emmagasinées dans leur mémoire ; et, au moment de formuler quelque loi générale, ils sauront du moins *ce qui précède la loi*. Dans ces énoncés abstraits et économiques, ils retrouveront toute leur vie antérieure.

Enfin comme ces enfants n'auront pas étudié la science dans les livres, mais devant les choses, parfois dans certains ateliers et chez certains artisans, ils connaîtront aussi l'industrie humaine, ils sauront que la science est utile et la vérité bienfaisante. Certes la science *pure* est une chose bien noble, mais la vie est une chose très noble aussi, or, la vie, c'est la recherche du mieux-être.

Dans les premières leçons d'algèbre, au moment de résoudre les premières équations simples, dit-on aux élèves que deux quantités égales restent égales entre elles si on les augmente ou qu'on les diminue d'autant ? Nous voulons le croire. Mais l'énoncé qu'on adopte et que chacun devra connaître, est différent. On enseigne que « en passant d'un membre de l'égalité dans l'autre, un terme

change de signe. » Voilà ce que l'élève devra savoir. S'il peut répéter ce *théorème*, le maître sera content. On choisit, pour le faire retenir à l'enfant, l'énoncé qui est le plus éloigné, pour ainsi dire, de la réalité tangible, sensible, évidente. Et ici encore, l'avantage est, qu'avec de tels énoncés, on peut faire de l'algèbre machinalement, sans penser, sans comprendre.

De même, on ne dit pas volontiers à l'élève : « Voici deux séries équivalentes d'opérations ». On aime mieux dire : « Voici une identité ». Cela revient, bien entendu, au même ; mais rappeler à l'enfant qu'on peut souvent arriver au même résultat en effectuant sur les quantités deux ensembles différents d'opérations, cela n'est plus très *scientifique*, cela devient de la simple évidence. Pour comprendre cela, la logique de tous les jours suffit. Dans les leçons de mathématiques, on ne veut se servir que de la logique des dimanches, laquelle n'est pas à la portée de chacun.

Guyau, qui fait la même confusion que M. Fouillée, entre l'enseignement des sciences, tel qu'il se donne d'ordinaire et l'enseignement des sciences, tel qu'il pourrait être, dit dans son *Education et Hérédité* : « « Les mathématiques avec leur rigueur et leur précision apparente peuvent apprendre à cacher la faiblesse des raisons sous la force du raisonnement ; elles... détruisent « cet esprit de finesse » qui est le sens droit de la vie... »

L'opposition absolue que l'on fait entre l'*esprit géométrique* et l'*esprit de finesse* est ridicule.

On croit que pour résoudre un problème d'arithmétique, il suffit de *raisonner*. Pas du tout, Il faut souvent imaginer, voir, être ingénieux, spirituel même, en quelque sorte. L'élève aura peut-être à reconnaître l'incompatibilité des conditions que doivent remplir les inconnues, ou bien l'insuffisance de ces conditions, ce qui lui montrera la part d'indéterminé que contient le problème. Ainsi il apprendra à distinguer les cas où il doit s'abstenir de ceux où il peut se prononcer en toute certitude. Pour lui, une certaine évidence sera de l'évidence de mauvais aloi. Il saura distinguer une raison nécessaire d'une raison suffisante et il ne jugera pas avec trop de promptitude les êtres et les choses. Parfois aussi l'élève découvrira que l'une des conditions est superflue, étrangère au problème. — Ou encore, lorsqu'on lui proposera quatre ou cinq problèmes, en apparence différents, il aura à reconnaître leur parfaite analogie. Peut-être parviendra-t-il à *généraliser*, à formuler le problème abstrait qui les comprend tous. Et il aura alors conscience de son propre progrès, lorsque le maître lui dira : « Il y a deux ans, vous trouviez difficile cette question. Aujourd'hui, vous êtes sûr d'avance, de pouvoir résoudre toutes celles qui rentrent dans la catégorie que vous venez de définir. Voilà l'avantage de l'abstrait ».

Ou bien, au contraire, on pourra demander à l'enfant, d'interpréter pittoresquement, de particulariser tel problème abstrait d'algèbre, etc., etc. Tout cela exige dans bien des cas de l'ingéniosité et de l'imagination. L'énoncé trouvé sera plus ou moins gracieux, il sera peut-être inexact ; et à cet exercice, la langue de l'enfant gagnera en souplesse et en précision.

Qu'on prenne une dizaine de problèmes seulement qui seront considérés de bien des façons, à propos desquels on parlera de bien des choses plutôt que d'en résoudre mille au galop. Entre autres choses, l'écolier verra que ceux qui se posent brutalement dans la réalité, sont souvent bien plus complexes que ceux qu'on imagine simplement pour le plaisir de les résoudre. Et ainsi les mathématiques ne détruiront pas en lui *l'esprit de finesse* ; il définira lui-même leur portée ; il saura dans quels cas il pourra être mathématicien et dans quels cas il ne devra pas l'être. Et cela sera à tous les points de vue excellent.

M. Fouillée, dans son ouvrage déjà cité, dit que l'algèbre est « la rhétorique des nombres ». Cela prouve simplement que l'honorable philosophe est plus fort en rhétorique qu'en algèbre. On pourra parler des mathématiques avec moins de dédain. Sans doute, c'est dans leur domaine que l'esprit de l'homme fait la plus admirable économie d'efforts. Qu'on montre à propos des mathématiques, la solidarité de plus en plus étroite des intelligences. Tel procédé général condamne définitivement les artifices plus au moins ingénieux qui précédèrent et supprime l'effort pénible de celui qui cherchait seul. C'est la disparition de la propriété privée et la socialisation des instruments de calcul. On va vers l'abstrait, le général, vers ce qui appartient à tous. Et ce communisme sans conditions permet à chacun de poursuivre avec infiniment plus de succès qu'avant les buts particuliers qu'il se propose.

Nous pensons qu'en parlant de la sorte des mathématiques, on pourra émouvoir l'enfant d'une émotion aussi noble qu'en lui présentant les plus beaux héros de Corneille.

Résumons. — Jusqu'à l'âge où il sortira de l'école, l'enfant développera son corps par des promenades et des jeux quotidiens ; il deviendra plus fort, plus agile, plus adroit. Chaque jour il fera quelque travail manuel et il apprendra ainsi à se servir de ses yeux et de ses mains. Il dessinera et ses dessins représenteront des scènes qu'il aura imaginées, ou bien ce seront des ornements tracés sur des objets qu'il aura construits lui-même ; ou encore ce seront les cartes très imparfaites des contrées qu'il connaîtra. Il apprendra à connaître la vie des bêtes et des plantes cependant que peu à peu on lui fera découvrir l'arithmétique, la géométrie, la physique, la cosmographie, bref, la terre et toutes les choses qu'on y voit. Le maître, si possible, n'interviendra que pour préparer les circonstances où l'enfant fera ses observations ; ou bien, pour montrer à celui-ci, par quelque question embarrassante, qu'il s'égare. Il ne donnera donc pas à ses élèves, chaque jour, quatre ou cinq leçons proprement dites ; mais il attirera parfois leur attention sur les énoncés de plus en plus généraux qu'eux-mêmes auront formulés. Ce seront les jalons divisant le chemin déjà parcouru. Souvent, pour répondre à la curiosité de l'écolier le maître dira : « Voici ce que l'homme a fait pour diminuer sa peine et assurer son existence ». Et cela constituera chaque fois une leçon d'histoire.

Nous disions que l'écolier n'apprendrait pas à lire avant l'âge de onze ans. Très probablement le maître n'aura guère à enseigner la lecture puisque, en jouant ensemble, ses élèves seront parvenus bientôt à déchiffrer avec facilité les mots rencontrés çà et là. Disons plutôt que le maître, averti, viendra à l'aide de l'écolier en retard sur ses camarades ; mais que son intervention, — justement parce qu'elle serait plus ou moins nécessaire — nous paraîtrait hâtive s'il n'attendait pas que l'enfant eût onze ou douze ans.

Quant à l'enseignement des langues modernes, nous reconnaissons qu'il n'y aurait pas d'inconvénient à ce que les petits écoliers apprissent l'anglais, l'allemand ou l'italien, par exemple avec des camarades étrangers.

Deux mots encore au sujet de la lecture. Lorsque tous les élèves sauront lire, ils ne faudra pas s'empresser de prendre des manuels *pour rattraper le temps perdu*. Le temps n'aura pas été perdu du tout. Qu'avant l'âge de quinze ans les écoliers lisent ensemble une dizaine de livres, en présence de leur maître, cela suffira. Que celui-ci leur conseille entre autres un ouvrage ou deux d'histoire naturelle, *contenant des affirmations facilement contrôlables* ; et que, après certains chapitres, le contrôle se fasse. Sans doute, le plus souvent, la vérification sera satisfaisante et il sera bon de faire sentir à l'enfant ce qu'il y a de beau dans *le livre* qui permet la communion plus

rapide des intelligences et le secours mutuel de tous ceux qui cherchent. Mais il sera bon aussi qu'une erreur une fois soit découverte dans la page imdrimée, car il faut comprendre que CE QUI EST ECRIT doit être soumis à notre libre examen.

Ainsi, par sa santé physique et intellectuelle, l'enfant sera armé contre le livre, contre le *mot*.

— « Peut-être, mais à l'âge de quinze ans, au moment où quelques-uns d'entre eux quitteront l'école pour n'y plus rentrer, vos écoliers ne sauront guère l'orthographe.

— A ceux qui partiront nous n'aurons du moins pas donné le dégoût de la lecture ; ils continueront à lire, et leur orthographe deviendra bien vite supportable. D'ailleurs, au siècle prochain, l'opinion publique sera douce à ceux qui ignoreront la règle du participe ; tout le fait prévoir. Mais, surtout, il vaut mieux jouir d'une bonne santé et d'un esprit libre que de savoir les quelques règles et les quelques noms que se rappellent tant bien que mal les écoliers actuels de quinze ans. Et, enfin, dans les pays où les législateurs s'occupent avec tant de bienveillance du travail des enfants, les apprentis, dans les deux ou trois années qui suivront leur sortie de l'école, ne disposeront-ils pas d'une heure, chaque jour, pour retourner vers leurs anciens camarades et participer à leurs travaux ?

Quant à ceux que rien n'obligera à interrompre leurs études.... Mais, décidément, ces catégories sont bien conventionnelles ! Est-il certain que dans cinquante ans on pourra faire une distinction aisée entre les jeunes gens qui « font des études » et les autres ? Les conditions de la vie sociale changent si vite ! Quoi qu'il en soit, les écoliers que nous imaginons — tout aussi bien, en tous cas, que ceux d'aujourd'hui — pourront en sept, huit ou neuf ans, acquérir les connaissances spéciales nécessaires à un médecin ou à un ingénieur, par exemple. Eh ! bien, alors? Ils sauront être des spécialistes, mais, en même temps, ils seront autre chose. Etudier les sciences mathématiques ou naturelles ? Cela leur sera plus facile qu'aux potaches d'aujourd'hui : ils n'auront qu'à *continuer*.

— « Oui, mais la littérature, l'histoire, la philosophie ?

— « Eh bien ! ils commenceront, voilà tout. »

M. Fouillée, dans son ouvrage déjà cité, dit que « la vraie raison pour laquelle on doit l'enseigner (la littérature) avant tout le reste, c'est qu'elle est une sorte de philosophie libre et vivante ». Le fait est qu'alors l'enfant commence par se faire une philosophie d'après des philosophies. Si nous craignons de lui remettre trop tôt des livres, c'est qu'ils ne lui apprendraient « qu'à parler de ce qu'il ne sait pas » ; et « c'est un très grand inconvénient qu'il ait plus de mots que d'idées, qu'il sache dire plus de choses qu'il n'en peut penser. »

Commencer à quinze ans l'étude de la littérature, de la linguistique, ou de l'histoire, c'est trop tard ? Nous ne pouvons comprendre pourquoi. Quant à un enseignement *distinct* de philosophie, il faut, pour le juger nécessaire, avoir une bien mauvaise opinion des autres enseignements. « Ouvrir, dit M. Fouillée, un grain de blé qui germe, le détruire en somme, ce n'est pas saisir en soi la grande loi de la vie, le secret de la germination universelle. » Nous ne sommes pas pour qu'on détruise les grains de blé qui germent ; mais nous ne pensons pas non plus que l'enfant saisira « la grande loi de la vie » dans les manuels de philosophie. M. Fouillée dit ailleurs : « Quelles sont maintenant les sciences nécessaires ? — Il y a des sciences vraiment explicatives et d'autres qui ne le sont pas ou ne le sont que très imparfaitement. Ainsi les mathématiques et la mécanique sont parfaitement explicatives. »

Elles « donnent le sentiment de la nécessité. »... « Avec la chimie nous commençons à n'avoir plus d'explication..... Les sciences naturelles sont encore beaucoup moins explicatives. » Aussi, de ces dernières, M. Fouillée fait-il très peu de cas. Donc, l'important n'est pas que l'enfant observe lui-même, qu'il fasse lui-même des inductions et des hypothèses, ou, plus simplement, qu'il se contente d'admirer et de s'étonner : avant tout le lycéen de dix-sept ou dix-huit ans doit avoir une « Explication du Monde » ; et son professeur de philosophie se charge de la lui fournir.

M. Fouillée, que nous avons combattu à plus d'une reprise dans le présent article, dit des choses excellentes lorsqu'il attaque l'enseignement des sciences tel qu'on l'entend aujourd'hui. Son seul tort est de confondre l'actuel avec le possible.

Ainsi, dans son ouvrage sur l'*Enseignement au point de vue national* lorsqu'il dit : « Nous avons montré plus haut que l'enseignement scientifique est inévitablement (!) passif » ; il fait, bien entendu, allusion à une démonstration qu'il n'a pas faite et que, d'ailleurs, personne ne saurait faire. Mais lorsque l'auteur dit : « S'il est bon pour mon éducation intellectuelle d'apprendre les formules Az^2O, Az^2O^2, Az^2O^3, Az^2O^4, Az^2O^5, c'est seulement comme exemple de la merveilleuse structure des atomes, de leurs combinaisons régulières et de leurs mariages », alors, disons-nous, on ne peut qu'approuver complètement. Ailleurs, M. Fouillée ajoute : « De théorème en théorème c'est toujours la même chose. Et si, en chimie, après avoir étudié le soufre, on étudie l'iode, y aura-t-il progrès intellectuel ? »

Ici nous devons être encore en partie de son avis. Le fait est qu'un cours de géométrie est presque toujours une série fastidieuse de théorèmes et de démonstrations ; et le plus souvent, dans un cours de chimie, les chlorures, les nitrates, les sulfates et les carbonates se suivent avec une monotonie affreuse. Et le même reproche peut encore être fait à la grande majorité des cours de minéralogie, de botanique, de zoologie, comme à ceux de littérature, du reste.

M. Fouillée, dans sa critique de l'enseignement actuel, dit encore excellemment : « Nous prenons ici sur le fait la transformation de la méthode inductive et expérimentale en méthode déductive et dogmatique de l'enseignement des sciences ».

Seulement nous ne comprenons pas que quelqu'un qui s'exprime de la sorte ait un si profond dédain pour les sciences non explicatives, la chimie et la botanique, par exemple.

Oui, on enseigne à l'enfant un certain nombre de vérités qu'il aura à répéter et qu'il doit donc retenir jusqu'au jour de l'examen. Aussi ignore-t-il presque toujours *ce qui précède la vérité* ; il ne sait pas comment l'esprit humain procède avant d'acquérir des notions nouvelles ; il ne connaît pas l'émotion de celui qui s'étonne, qui s'émerveille et qui généralise.

Il est bon qu'un négociant sache, dans certains cas, que Bombay est dans l'Inde anglaise ; un pharmacien doit savoir que le sulfate de plomb est un sel insoluble dans l'eau ; de même qu'un employé de banque doit pouvoir calculer rapidement l'intérêt de 750 francs prêté à 4 pour cent pendant quatre mois. Mais bien peu de gens osent dire qu'il ne faut pas obliger l'enfant à retenir ces indications et ces procédés. Même ceux qui veulent simplifier les programmes exigent de l'enfant qu'il retienne les noms et les particularités que leur maître leur enseigne. Ils ajoutent, pour s'excuser : « Ces choses sont trop *importantes* pour que l'enfant les ignore. »

Il ne s'agit pas ici d'une question de plus ou de moins. Le mal est que l'on enseigne des faits *isolés*. « Qu'un homme, dit M. Fouillée, se donne de bonne

heure dans la vie la tâche de vérifier une théorie comme celle de l'évolution les faits viendront bientôt s'amasser, s'attacher à l'idée « comme des grappes à leur tige ». La relation de ces faits, à la théorie, leur donnera une fixité inébranlable..... Cependant le même théoricien peut avoir pour les faits sans liaison une mémoire très faible... » Nous ne demandons pas, que très jeune, l'enfant ait de vastes théories; nous voulons seulement que les faits qu'on lui enseigne soient reliés à quelque chose; et il en sera ainsi si on les lui laisse lui-même découvrir. Qu'on rende l'écolier attentif aux relations qu'il y a entre les faits plutôt qu'à ces faits eux-mêmes. Enfin, tant que les *grappes*, trop mal attachées *à la tige*, tombent d'elles-mêmes, qu'on les laisse tomber. « Les faits et les idées n'ont une influence réelle et utile sur l'esprit, que si, à mesure qu'ils se produisent, l'esprit les systématise et les coordonne avec d'autres faits et d'autres idées; sinon ils resteront inertes et seront comme s'ils n'existaient pas. » (Guyau).

Enseigner à l'enfant des notions indépendantes, isolées, c'est l'habituer à être superficiel; car il ne pourra comprendre l'importance d'un fait que par ses relations avec beaucoup d'autres faits.

Il vaut mieux connaître une dizaine d'exemples qui montrent comment la plante se transforme pour *s'adapter* à de nouvelles conditions d'existence, que de savoir tous les noms contenus dans un manuel de botanique.

Il vaut mieux avoir bien compris ce que sont des conditions équivalentes ou deux ensembles d'opérations équivalents que d'avoir résolu mille équations à une ou plusieurs inconnues. Or ceci ne suppose pas cela. Et réciproquement.

Il vaut mieux aussi commencer à soupçonner la solidarité qu'il y a entre les différentes sciences, entre les différentes industries et entre tous les hommes que de savoir en détail les vicissitudes de la guerre de Sept ans, par exemple.

Et de même encore, il vaut mieux avoir constaté qu'une réaction chimique est, en général, une source d'énergie, et avoir réfléchi, d'autre part, sur la constance des rapports dans lesquels les corps se combinent, que de pouvoir donner une indication sur n'importe quel chlorure ou n'importe quel sulfate.

Avec quatre fois moins de leçons, on pourrait, en supprimant les monstrueuses niaiseries qui figurent dans les programmes, donner à l'écolier une instruction assez développée pour qu'il puisse dès lors s'instruire tout seul. Mais nous reconnaissons que cette instruction serait *incomplète*.

Car il existe aujourd'hui des gens qui ont une instruction *complète*. On rencontre des écoliers qui à l'âge de quinze ans « savent leur histoire sur le bout du doigt. »

Une époque viendra où l'on n'entendra jamais des élèves ou des maîtres dire : « Je sais mon histoire. — Je sais ma géographie. » De telles paroles suffisent pour juger tout un système d'éducation. Elles supposent d'une manière absolue que, pour celui qui les prononce, l'histoire, comme la géographie, est un ensemble *limité et complet* de faits, d'idées et de noms *définitifs*.

Elles supposent aussi que ceci est *de la géographie* et non pas *de l'histoire*, tandis que cela est *de l'histoire* et pas autre chose. Or, ceci n'est pas seulement de la géographie, c'est encore de l'économie politique, de l'histoire, de la physique, de la psychologie, de la sociologie; c'est un moment du progrès, de l'évolution; c'est de l'humanité, c'est de la vie. L'écolier est un spécialiste de huit à neuf heures du matin; de neuf à dix il est un spécialiste encore, mais dans un autre domaine. Et cela continue ainsi jusqu'à

quatre heures du soir avec un intervalle de deux heures pour le repas. On dit qu'il faut de l'ordre dans le travail. Mais, répétons-le, l'enfant qui arrive à l'école ne sait en somme rien du tout ; et l'on a tort de grouper en catégories fort contestables ses connaissances futures. Comme on ne le laisse pas libre de former lui-même des groupements provisoires avec les notions qu'il acquiert chaque jour, on supprime tout lien possible entre son activité intellectuelle et les choses, les mots, que sa mémoire doit conserver.

Ce n'est pas lui qui cherche et qui trouve ; et la vérité n'est pas pour son esprit une sérénité après des tâtonnements et des émerveillements. C'est en dehors de l'École que l'enfant pense.

Qu'on dise à l'écolier :

« Sois attentif aux changements d'aspect de la terre et de toutes les choses que tu rencontres. — Vois comment l'homme tire parti pour son bien-être des vérités qu'il découvre. — Compare les grandeurs entre elles. »

Ce sera, pour commencer, une classification suffisante de ses études. Plus tard on pourra lui dire encore :

« Vois comment ton esprit procède pour découvrir plus rapidement des rapports nouveaux entre les choses. »

Il est temps d'effacer vigoureusement les frontières indéformables que nos prédécesseurs, des spécialistes, ont tracées autour de tous les domaines de la connaissance. Oh ! n'avoir dans notre esprit plus rien de rigide qui en gêne l'incessante transformation !

Si les élèves deviennent bien vite de détestables petits spécialistes, c'est qu'ils ne font qu'imiter leurs maîtres. La division du travail, dites-vous, est une chose de plus en plus nécessaire ? Imaginez une vie d'homme, une vie complète, riche, harmonieuse ; partagez-la en un très grand nombre de moments très courts, enfin distribuez ces *moments* à tous les citoyens du pays et dites-leur : « Toi, Jules, tu vas vivre ce moment-ci ; puis quand tu auras fini, tu le revivras ; et puis tu recommenceras encore ; et tu feras cela jusqu'au soir, jusqu'à la fin de l'année, jusqu'à la mort. — Toi, Paul, tu feras la même chose avec le moment que nous t'avons donné. » Dites la même chose à chacun ; vous aurez opéré *la division du travail*. Pour nous rassurer on nous dit que la *Société* est un organisme aussi et que celui-là, du moins, a une vie riche, harmonieuse, complète. L'avenir dira jusqu'à quel point nous devons nous sacrifier à cet être improbable.

Ce qui, à l'école, est déplorable aussi, c'est que le maître est pressé ; il doit, dans le temps voulu, faire « tout son programme ». Or, il est écrit que dans le courant de sa douzième année l'enfant devra s'ingurgiter telle dose de grammaire, telle dose d'arithmétique ; trois cents pages d'histoire et... l'Asie. Les hommes compétents qui ont rédigé ces programmes ont-ils fait le calcul ? Quelles sont les expériences qui leur ont prouvé qu'un organisme normal peut s'assimiler, durant sa douzième année de vie, cette quantité exacte de nourriture ? Et puis à quoi reconnaîtra-t-on qu'un organisme est normal ? *On n'a pas songé à ces choses-là.* Calmement, on a dit : l'histoire romaine convient d'une manière toute spéciale aux écoliers de douze ans et celle du moyen-âge s'adresse admirablement à ceux de leurs camarades qui ont une année de plus.

Par le fait des programmes on enseigne à l'enfant certaines choses bien avant qu'il puisse les comprendre. Plus tard le maître s'en aperçoit et il voudrait revenir en arrière ; mais lorsqu'il aborde ces questions qu'il a déjà traitées ses élèves ne l'écoutent plus. Ils sont heureux de pouvoir dire : » Oh ! cela, nous le savons ! » C'est trop tard ; ce qu'ils entendent n'a plus le

charme du nouveau ; ils conserveront les idées fausses qu'ils se sont formées prématurément.

D'ailleurs, le plus souvent, on ne reprend plus ce qui a été étudié dans l'une des classes inférieures. Nous nous rappelons un ancien camarade d'école à qui l'on avait dit que *moins par moins égale plus*. Or, dans la première leçon sur les nombres négatifs le maître avait, en guise d'explication, comparé ces nombres à des dettes, à du passif, tandis que les positifs, devaient représenter l'actif. Aussi notre malheureux camarade se demandait-il, bouleversé par tout cet incompréhensible : « Alors, si je multiplie ma dette de vingt francs par ta dette de douze francs, je possèderai une fortune réelle de deux cent quarante francs ? » Mais ce qu'il y avait de consolant dans cette conclusion si bien déduite ne le satisfaisait quand même pas. Nous ne savons pas ce que le pauvre diable est devenu. Inutile de dire que nous ne comprenions guère mieux que lui. A tous les collégiens de treize ans on enseigne que *moins par moins égale plus*. Quelques-uns commencent par ne pas comprendre durant plusieurs années ; les autres ne comprennent jamais.

Les programmes ont un autre effet encore : ils avilissent ceux qui enseignent.

On raconte que dans certains bureaux les employés accrochent un de leurs chapeaux, un *double*, à quelque patère pour faire croire au directeur qui va passer qu'ils viennent à l'heure exacte et qu'ils sont bien là. Nous aussi, instituteurs, nous connaissons *le coup du chapeau*. Nous enseignons telles règles *importantes* jusqu'à ce que presque chaque élève les ait dans la mémoire. Devant l'inspecteur ou lors de l'enquête toujours possible les écoliers débiteront ces phrases entendues cent fois et l'on croira à la présence réelle de l'esprit.

Le fait est que ceux qui dispensent le blâme et l'éloge n'admettent pas qu'un bambin de douze ans ait l'air de *ne pas savoir* et reste silencieux lorsqu'on lui demande quelle est la plus haute montagne de l'Asie. Aussi le maître enseigne-t-il à ses élèves des choses *répétables*. Oui, ce qu'on appelle aujourd'hui une instruction *complète* est un certain nombre de connaissances répétables, — mais oubliables. Quand tolèrera-t-on d'un enfant qu'il ait l'air de ce qu'il est réellement ? Quand lui permettra-t-on de dire : Je ne sais pas ?

Pour cela il faudrait que celui qui enseigne fût libre, ce qui serait d'ailleurs sans inconvénient, car si l'on n'a pas confiance en lui pourquoi lui confie-t-on le soin d'instruire des enfants ? La liberté du maître est implicitement contenue dans ce que nous avons dit plus haut contre l'instruction livresque. La liberté de l'écolier aussi. Car si le but de l'école n'est pas de fournir aux enfants un certain nombre de procédés et de renseignements utiles plus tard et qui seraient les mêmes pour tous, — les mêmes, puisque indispensables à chacun, — si l'on ne doit désirer rien d'autre que de développer le corps de l'écolier, ses sens et son intelligence, alors disons-nous, on peut permettre à celui-ci de choisir jusqu'à un certain point la forme de son travail. Telle remarque utile peut être faite à propos de choses très différentes ; et il n'y a pas qu'un exercice manuel qui développe la dextérité des doigts. Sans doute le maître devra veiller à ce que l'enfant ne néglige pas le développement de certaines de ses facultés et qu'il ne se spécialise pas trop tôt ; mais pour cela il n'y aura qu'à rendre aussi attrayantes que possible les occupations délaissées. Et puis certaines choses se feront en commun ; les jeux et les promenades, par exemple. Chacun profitera des promenades, des découvertes qu'on y fait et de l'air pur qu'on y respire. De même tous les élèves

chercheront ensemble à résoudre quelques-unes des questions proposées par le maître. Et puis encore une fois, soit que l'enfant construise une balance ordinaire, soit qu'il étudie le grand chêne de la forêt voisine, l'activité de son esprit peut être intégrale. Nous voulons dire qu'à propos du chêne comme à propos de la balance, on pourra lui faire penser les mêmes choses universelles, lui faire découvrir la même beauté émouvante dans le petit appareil de cuivre et dans l'arbre gigantesque. Enfin au point de vue de l'industrie humaine la balance et le chêne sont bien en quelque sorte équivalents : tous deux peuvent être le prétexte d'une même leçon d'histoire.

Que l'enfant choisisse librement son travail, disions-nous. Quel que soit son choix, n'aura-t-on pas l'occasion de lui faire soupçonner la profonde solidarité qu'il y a entre toutes les sciences, entre toutes les industries, entre tous les êtres? Quelle que soit la chose qu'il juge, ne pourra-t-on pas toujours le rendre attentif à la tendance généralisatrice de son esprit? Et, à propos de tout, ne pourra-t-on pas lui indiquer toutes les chances d'erreur qu'on doit écarter d'abord, lorsqu'on veut découvrir quelque relation nouvelle entre les choses ? Or le véritable ignorant n'est pas celui qui confond Racine et Corneille, mais bien celui qui ignore la probité intellectuelle du chercheur.

Et l'écolier saura ce qu'il fait lorqu'il appliquera tel procédé élégant de calcul ; ce procédé sera le dernier perfectionnement qu'il aura apporté lui-même aux moyens maladroits et grossiers qu'il employait d'abord. Il se dira que des perfectionnements ultérieurs sont sans doute encore possibles. Il comprendra, ayant assisté à l'activité spontanée de son propre esprit.

Toutes ces choses, aujourd'hui mortes, que l'école montre à l'enfant : chefs-d'œuvre, souvenirs du passé, règles, classifications, furent vivantes une fois. Le savant qui, le premier, adopta cette classification était poussé par le besoin de mettre un peu d'ordre dans ses connaissances et dans ses recherches. Telle règle, aujourd'hui classique, ne fut formulée qu'après de nombreux tâtonnements. On pourrait retrouver de l'histoire, dans ce chef-d'œuvre. Et chacune de ces choses, à forme définitive, signifie le terminus provisoire d'une longue évolution de l'esprit humain vers le mieux-être. A l'école on coupe toute communication entre elles et leurs causes profondes, leurs raisons d'être profondément humaines que l'enfant pourrait retrouver en lui. Alors tout cela se détache crûment sur du vide ; cela sort du temps, de l'espace, de la vie ; cela devient, définitif, immuable, parfait. C'est digne d'être un MODELE.

Depuis des siècles ces paroles s'échangent entre le Pédagogue et l'enfant :

(L'enfant arrive, bruyant, avec sa curiosité irrespectueuse).

— *Le Pédagogue*. « Que demande l'enfant ? C'est à moi qu'il doit s'adresser Je suis le Pédagogue. Approche mon ami... »

— *L'enfant* « ... »

— *Le P.* « Tais-toi, ne touche pas ça. Je devine ce que tu désires : tu voudrais voir le Beau. J'ai tout préparé pour toi : Tiens, regarde dans cette petite boîte. Tu y verras le Beau... Mais que fais-tu ? Ne regarde pas par la fenêtre. Approche... Eh ! bien, qu'en dis-tu ?... C'est joli, n'est-ce pas?... »

— *L'enfant* « ... »

— *Le P.* Tais-toi. Ne dis rien. Je sais ce qu'il te faut. Tu voudrais connaître le Vrai. Bien, bien. J'ai aussi préparé cela. Tiens, prends ce petit livre : le vrai y est écrit. »

— *L'enfant* « ... Monsieur... »

— *Le P.* « Tais-toi, oui, je comprends : cela ne te suffit pas. Je t'enseigne-

rai encore le Bien, car l'instruction n'est rien sans l'éducation. Voici les commandements.

« Tu connais maintenant le Beau. Les hommes l'admirent depuis plus de deux mille ans. C'est le Beau classique. Ton père en a toujours été content. Admire-le, sinon tu auras une mauvaise note. Dans ce petit livre tu trouveras le Vrai : les Anciens qui avaient plus d'expérience que toi l'ont démontré. Enfin tu connais aussi le Bien. Il est écrit en lettres d'or dans le cœur de l'homme, mais pour plus de sûreté, nous l'avons formulé dans des codes dont il suffit d'apprendre par cœur tous les articles. Tu vois que c'est trés commode : tu n'auras à t'occuper de rien. »

Depuis des siècles le Cuistre s'interpose entre l'univers et l'enfant pour que celui-ci ne soit pas *le jouet d'une dangereuse illusion*.

Depuis des siècles le bureaucrate dit à la vie : « Confie-moi les êtres nouveaux. J'ai tout prévu, tu peux te retirer ».

A l'univers réel, l'école substitue le monde formel et vide qu'elle a fabriqué avec des mots. Elle enseigne des règles, des classifications ; elle montre des chefs-d'œuvre, des modèles, formes depuis longtemps refroidies, que la vie anima une heure. On peut dire que la Paléontologie est la seule science que l'Ecole ait jamais enseignée.

L'Ecole ne montre à l'enfant que de l'immobile, de l'achevé, où il ne saura pas voir le terminus d'un mouvement ; du *parfait* où il ne reconnaîtra pas l'empreinte, plus ou moins durable, d'un effort.

Tout est provisoire, tout devient, tout se perfectionne, tout vit. L'Ecole montre à l'enfant ce qui est définitif, ce qui est arrêté, ce qui est parfait, ce qui est mort. Elle lui fournit le MODÈLE et lui défend d'être lui-même ; il ne doit pas présenter d'œuvres inachevées et enfantines ; il n'a pas le droit à l'erreur.

La notion vide, purement verbale, du PARFAIT infeste tout l'esprit de l'Ecole.

Le parfait immobilise. On n'imagine pas celui qui, ayant contemplé l'absolu (en langage biblique : la face du Seigneur) pourrait encore créer ou entreprendre quelque chose. Cette contemplation le fascinerait, lui ôterait la pensée, l'anéantirait. Dieu, c'est la mort.

L'Ecole ne veut pas que l'enfant soit l'enfant. Elle veut qu'il parle le jargon du spécialiste et qu'il soit la caricature de l'homme. De même que de petits êtres de dix ou douze ans, apprennent au collège l'ignoble parodie de l'amour, on enseigne à tous les écoliers l'affreuse parodie de la pensée.

Que désormais la vérité ne soit plus cette chose définitive et respectable qui tombe de la bouche des maîtres et que chaque génération de pions transmet à la suivante. Que l'enfant ait sa vérité, grossière et pauvre ; puis qu'il la modifie et l'enrichisse lui-même Qu'il soit actif. Qu'on ne place pas sous ses yeux de l'immobile, mais qu'on lui montre des œuvres inachevées, où il reste quelque chose à faire. Le travail est contagieux. Les enfants ne comprennent pas les *chefs d'œuvre* ; ils ne savent pas y découvrir la vie puissante dont ils sont l'empreinte.

Ils peuvent s'intéresser durant des heures au tableau qu'un paysagiste, assis au bord de la route, vient de commencer : mais ils ne jetteront qu'un coup d'œil distrait à l'œuvre *parfaite* lorsqu'elle sera accrochée au mur, dans quelque salon.

Les œuvres *immortelles* passeront aussi ; les vérités passeront aussi ; ce qui demeure, ce que l'homme retrouvera toujours en lui-même c'est le besoin de l'harmonie, c'est la recherche du mieux être, c'est la vie. Ce

que l'enfant doit aimer et comprendre, c'est la pensée agissante, émue et mobile, c'est ce qui précède la formule, la règle ou le tableau.

Donc, qu'on ne promène pas l'enfant dans les galeries du Vrai et du Beau pour en proposer les œuvres à sa docile imitation ; mais qu'il refasse plutôt le travail de l'humanité. Sans doute il n'y a pas à lui faire recommencer tout les errements de nos ancêtres ; nous reconnaissons volontiers que le temps manque pour cela. Et d'autres raisons encore doivent l'interdire. Mais qu'il refasse lui-même le Progrès tel qu'il aurait pu se faire si les circonstances avaient été plus favorables, pour ainsi dire ; que l'histoire de son esprit soit l'histoire de l'esprit humain infiniment accélérée. Le vertige du Progrès dont il se griserait parfois ne lui serait d'aucune façon funeste ; il aurait confiance dans la force qui chaque jour développe en lui des aptitudes nouvelles: il aimerait la vie. Oui, que l'école lui donne l'élan pour la vie. Ses propres tâtonnements, ses essais, ses erreurs et ses réussites lui feraient aimer plus tard les hommes dont il reconnaîtrait l'effort semblable et parallèle au sien.

Que l'enfant comprenne, par sa propre vie, la vie des autres ; qu'il sente en lui quelque chose qui le prédisposait à chercher ce que les autres ont cherché, et, aussi, une force qui le rendrait peut-être capable de créer ce qu'ils ont créé. Et ainsi les hommes ne seraient pas pour lui des étrangers. Comprendre, aimer ce n'est pas un devoir, c'est un signe de vie.

Que désormais on ne dise plus à l'enfant : — « Tu dois comprendre cela, car cela est dans le programme ; tu dois retenir ces choses, car elles sont importantes. » Qu'il comprenne d'abord, le plus possible, et qu'il puisse dire ensuite libre et clairvoyant, quel sera son programme. Qu'il juge de l'importance des choses par la place qu'elles occupent dans sa pensée et par l'ébranlement qu'elles produisent en lui.

Que l'enfant soit respecté comme s'il était assez fort pour se défendre ; que ses paroles expriment ses propres idées et ses propres sentiments. Ce n'est pas la déformation de tous les êtres selon un même système qui produira l'harmonie sociale : ils sont naturellement unis les uns aux autres par ce qu'il y a de plus profond en eux. Dans la diversité des développements libres la vie se chargera de faire l'unité.

ROORDA VAN EYSINGA.

LETTRES DE COLINS
A CAPO DE FEUILLIDE

FIN (1).

III

Saint-Mandé, 17 mars 1855.

Monsieur,

Je reçois votre quatrième article sur mon ouvrage; il paraît même qu'il y en aura encore un. Je ne puis que vous remercier d'avoir consacré un aussi long travail pour en rendre compte. Permettez-moi de vous dire cependant que si j'avais écrit : « La démonstration de la religion, une fois socialement faite, proclamée et acceptée, quiconque examinera ou protestera sera réputé fou, et, dans un Charenton quelconque, livré aux douches et cousu dans une camisole de force... », c'est moi, Monsieur, qui mériterais la douche si j'avais écrit cette folie. J'ai dit que, lorsque la religion est démontrée d'une manière aussi incontestable que UN est UN, quiconque dira que *un* c'est *deux* sera un fou dont on aura pitié. J'ai dit aussi que la FOI, socialement, avait la seule FORCE pour base; que la science ne s'appuyait point sur une inquisition; mais que sa base était une démonstration rationnellement incontestable (2).

(1) Voir l'*Humanité nouvelle*, T. II ; Août 1898, p. 200. Vol. III.

(2) Le christianisme condamne ou condamnait au bûcher; et l'Académie des sciences ne condamne qu'au ridicule. On ne revient pas de la mort; et quand on a dit deux et deux font cinq, il est toujours possible de revenir du ridicule, en reconnaissant que deux et deux font quatre.

COLINS. T. IV, p. CCCXX.

Est-ce là être renfermé, livré aux douches, et cousu dans une camisole de force ?

Quand on cite, Monsieur, il faut indiquer la page et le volume pour que l'on puisse vérifier. Je vous mets au défi de citer la page où se trouve le passage que vous guillemettez comme étant de moi.

Qu'en partant d'hypothèses absurdes, *l'anthropomorphisme et le matérialisme*, vous arriviez à des conclusions anarchiques, vous en êtes le maître. Il est évident que, d'après de pareils points de départ, il n'y a plus de science réelle possible ; et qu'en présence de l'examen, la négation de possibilité de science RÉELLE, de science IMMUABLE est anarchique par essence.

Vous dites : *Pour les spéculations qui s'appliquent à l'âme, la science ne peut se fonder que sur des hypothèses, car l'essence et la nature des âmes nous sont scientifiquement inconnues.*

Et vous en concluez que la science réelle s'exerce exclusivement sur la matière, UNITÉ ABSOLUE, dites-vous. C'est du matérialisme pur. Voltaire, anthropomorphiste et matérialiste COMME VOUS, convenait de l'ignorance sociale sur la réalité des âmes ; mais il avouait : *qu'il n'y avait pas de morale possible sans cette connaissance.*

Pascal avait dit : « *l'âme est jetée dans le corps pour y faire un séjour de peu de durée.* » Là-dessus, Voltaire s'écrie : « *Pour dire* L'AME EST JETÉE, *il faudrait être sûr qu'elle est* SUBSTANCE *et non* QUALITÉ. *C'est ce que personne n'a recherché et c'est* PAR OÙ IL FAUDRAIT COMMENCER *en* MÉTAPHYSIQUE *et* EN MORALE. »

Ainsi, de l'aveu de Voltaire, pas de morale possible avant de savoir si les âmes sont SUBSTANCES ou QUALITÉS. Or, vous niez la possibilité de cette connaissance, vous niez donc que la morale puisse avoir une base rationnelle ; et, en présence de l'incompressibilité de l'examen, nier que la morale puisse avoir une base rationnelle est anarchique au suprême degré. De plus, l'impossibilité de sortir de l'anarchie est un paupérisme moral perpétuel. Vous voyez, Monsieur, que c'est vous, et non pas moi, qui condamnez la société à un paupérisme moral perpétuel.

Vous dites que j'ai tout emprunté à Pythagore, Kapila, Cicéron et autres panthéistes de même espèce. S'il y avait eu du bon, scientifiquement démontré, chez eux, je l'aurais cité pour leur en faire honneur. Mais vous voyez que, selon Voltaire lui-même, tous n'ont fait que bavarder sur les âmes ; et que pas un n'a démontré si elles étaient SUBSTANCES ou QUALITÉS. J'ai prouvé que cette démonstration était devenue nécessaire à l'existence de *l'ordre*, VIE HUMANITAIRE ; et vous n'avez pas renversé une seule de mes preuves. J'ai affirmé ensuite que je démontrerais que les âmes sont SUBSTANCES et non QUALITÉS. Vous auriez dû, me paraît-il, me prouver : ou que cette démonstration n'est point devenue nécessaire à l'existence de l'humanité ; ou, si vous la reconnaissez nécessaire, vous devriez m'aider à publier mes preuves.

Du reste, vous avez pour point de départ : la création, le péché originel biblique et l'enfer éternel. Ces points de départ ne sont point les miens ; et je conçois que nos conclusions ne peuvent pas être les mêmes.

J'espère, Monsieur, que dans votre dernier article, vous critiquerez

ce que je dis de la nécessité d'anéantir le paupérisme matériel et des moyens que je donne de l'anéantir. Puisque vous croyez que la communauté d'idées sur la réalité du lien religieux n'est point nécessaire à l'existence de l'ordre, vous avez pu examiner ce que je dis à cet égard, sans faire attention à ce que j'affirme de la nécessité de cette communauté d'idées sur le lien religieux. Si donc vous ne parlez nullement de la nécessité d'anéantir le paupérisme matériel et des moyens que je donne de l'anéantir, j'en conclurai que, sur ces deux points, vous pensez absolument comme moi : QUI NE DIT MOT, CONSENT. J'avoue, Monsieur, que je serais très flatté de votre approbation à cet égard. Car la question religieuse peut seulement se discuter avec une utilité actuelle, lorsque la nécessité sociale aura rendu absolument nécessaire la solution rationnellement incontestable de cette même question ; et, si j'en parle aujourd'hui, c'est uniquement pour l'avenir. Je sais que les cataractes générales de l'anthropomorphisme et du panthéisme ne permettent point de voir la vérité où elle se trouve. Quand ces cataractes seront abaissées, l'excessivement petit nombre des malheureux qui ne reconnaîtront point que *un* est *un*, ne seront nullement, pour ce seul malheur, cousus dans une camisole de force.

COLINS.

IV

Saint-Mandé, 18 mars 1855.

Monsieur,

Je reçois votre cinquième et dernier article sur mon ouvrage, et je renouvelle mes remerciements à M. de Girardin et à vous d'avoir bien voulu me consacrer plus de vingt colonnes dans le journal le plus répandu de l'Europe. Cette bonté exige que je sois d'autant plus bref dans les réponses que l'on veut bien me permettre exceptionnellement.

Après avoir lu mes réponses à M. de Feuillide, M. de Girardin, qui m'avait promis de les insérer dans son journal, a dit que, *dans mon propre intérêt*, il ne les insérerait pas. Ceux qui ont lu mon ouvrage savent combien j'ai confiance dans la bonne foi de mon ami, M. de Girardin ; mais ils savent aussi que nous sommes généralement aux antipodes de la pensée. Moi je pense que la publication de mes réponses m'eût été utile, et surtout à la science.

Vous m'accusez de conduire à l'automatisme rationnel. Singulier automatisme que celui de la liberté ! Y a-t-il automatisme rationnel à l'Académie des sciences parce qu'elle dit : *vous êtes fou*, à quiconque affirme que deux et deux font cinq ? Vous m'accusez de conduire à l'anéantissement des individus, des âmes et de la raison. Y a-t-il *anéantissement* des individus, de l'âme et de la raison, en prouvant que les individualités, les âmes et la raison, EXISTENT EN RÉALITÉ et non illusoirement ? Dans ce cas, je suis coupable.

Relativement à la propriété collective du sol, vous avez la bonté de

m'accorder beaucoup plus qu'il ne m'en faut, pour persuader que ce que j'en ai dit en vrai. Merci, Monsieur. *Vous ne contestez rien de ce principe, vous n'infirmez rien de ses conséquences*. IL VOUS LES FAUT. Prenez-les, Monsieur ; et que le bon Dieu personnel vous soit en aide.

Vous croyez à la paix perpétuelle, au sein des nationalités. Je vous fais mon compliment. J'ai dit que les nationalités ne pouvaient être anéanties que par la communauté d'idées sur la réalité du droit ; et que le bonheur procuré à une société, forte par la connaissance de la réalité du droit et l'entrée du sol à la propriété collective fondrait toutes les nationalités dans l'unité rationnelle. Vous voyez encore que nous n'avons pas le même point de départ.

— « Si, dites-vous, on laissait, pendant un quart de siècle, les nations « s'entre-déchirer, ce ne seraient point les nationalités qui auraient « besoin de disparaître, ce serait par l'anéantissement des peuples que « la paix, c'est-à-dire la CONCORDE, se serait faite. »

— Je dis précisément la même chose. Merci, Monsieur. Vous ajoutez :

— « Et si les enseignements de l'union universelle ne sont pas ré- « pandus à l'heure où ces choses arriveront, ce ne sera pas l'unité qui « sera fondée, ce sera la guerre qui recommencera. »

— Après qu'il n'y aura plus personne ? Ce sera difficile !

Vous dites qu'en Russie le système de la collectivité de la terre est en pleine efflorescence.

Merci, Monsieur, de la base que vous donnez à vos critiques. Vous affirmez que j'anéantis l'excitation au travail. Ah Monsieur ! vous m'avez lu avec des lunettes ayant un verre d'anthropomorphisme et un autre verre de panthéisme.

Vous voulez que le devoir ait une sanction. Merci, Monsieur, c'est précisément parce que, devant la raison, l'anthropomorphisme et le panthéisme n'ont pas de sanction que je vous promets la réalité de la sanction inévitable. Auriez-vous fait tous vos articles pour me donner raison en faisant semblant de me combattre ? Je suis forcé de le croire malgré moi. Car je prouve que l'essence de l'homme est le travail; que le travail est son devoir et sa noblesse; que l'éternelle sanction protège le devoir ; et, vous voulez que cela conduise au lazzaronisme ? En vérité ! Monsieur, vous cachez mal la protection que vous m'accordez. Puis, pour ne point dire que vous êtes en tout de mon avis, vous comparez les dots sociales reçues par CHACUN à la charité du mauvais riche envers Lazare. Je vous remercie, Monsieur ; mais vous ne masquez point assez votre bonne volonté à mon égard. Chacun verra que l'acquit d'une dette est encore moins de l'aumône que la pitié n'est de l'amour. Pour continuer à masquer la protection que vous m'accordez, vous comparez la société rationnelle aux sociétés orientales où la prétendue science est panthéiste, où les prétendus savants, pour éviter l'anarchie, imposent aux peuples l'anthropomorphisme, et abrutissent les masses à ce point que celles-ci vont se faire écraser sous les chars des idoles. Hélas ! Monsieur, vous auriez pu m'être utile de cette manière en 1455, quinze ans après la naissance de la presse. Mais en 1855 ! Vous avez manqué votre but.

J'écris en lisant votre dernier article. Pour le coup, Monsieur, vous me protégez trop ouvertement.

« Pour arriver à la science sociale, dites-vous, il faut commencer..... par la connaissance de l'homme tout entier. »

Et mon livre a exclusivement pour but de rendre cette connaissance rationnellement incontestable. Merci de nouveau. Mais vos vingt colonnes auraient pu se borner à dire : *M. Colins a raison depuis la première ligne jusqu'à la dernière.* Il est vrai que cela n'aurait pas produit le même effet sur les imbéciles ; et vous savez qu'en époque d'ignorance, ils sont toujours en immense majorité. Pardon, Monsieur, c'est moi qui suis un imbécile, et vous avez raison.

Maintenant qu'il est bien reconnu que nous sommes d'accord, j'ai une grâce à vous demander. Si j'ai le bonheur de publier une seconde édition de mon ouvrage, ainsi que vous m'en donnez l'augure, dans ce cas, ayez la bonté de personnifier en vous tous les préjugés de l'époque, et faites tous vos efforts pour prouver : 1° Que le lien religieux n'est point exclusivement la base sociale ; 2° qu'en présence de l'incompressibilité de l'examen, il n'est point absolument nécessaire qu'il y ait communauté d'idées sur la réalité du lien religieux ; 3° que le paupérisme ne va pas croissant comme la richesse, tant que le sol n'est point entré à la propriété collective ; 4° qu'en présence de l'incompressibilité de l'examen, la paupérisme ne doit point être anéanti, sous peine de mort sociale. Malgré votre immense habileté, il vous sera impossible de donner de bonnes raisons pour prouver que deux et deux font cinq. Et les mauvaises raisons que vous donnerez contribueront à établir la société rationnelle qui, en présence de l'ignorance sociale et de l'incompressibilité de l'examen, peut seule sauver l'humanité.

Je termine en vous priant d'accepter l'expression de ma vive reconnaissance.

COLINS.

V

2 janvier 1859.

Mon cher enfant,

Une bonne année, la guérison de votre patte, et une place pour elle au Conseil d'Etat. A elle seule, elle vaudra tout autant que la tête de bien d'autres. Là-dessus, je souhaite que le bon Dieu vous ait en sa sainte et digne garde et je continue.

Vous m'avez dit, lundi passé, que la notion du capital ne vous était pas bien familière. Il faut qu'elle vous le devienne pour la 5e (*aux doctrinaires*) ; et si cette lettre ne suffit pas, dites-le-moi, je dois vous rendre cette notion plus familière que votre *pater noster*. Je vais prendre la chose *ab ovo ;* soyez tranquille, je passerai vite au poulet.

Ici, je voudrais avoir une écriture *vinçardière* pour que vous puissiez me lire comme de l'imprimé ; mais un grain de bonne volonté,

mêlé à une once de sur-attention, y suppléeront. Ce sera, à l'intellectuel, les pastilles de Vichy qui vous feront digérer ma lettre.

Je commence, militairement, par le *garde à vous!*

La matière, *mater modificationis*, est tout ce qui impressionne notre sensibilité. — La sensibilité est elle-même matérielle, si elle est un résultat du fonctionnement de la matière. — La sensibilité est un fonctionnement de la matière si elle est répandue sur toute la série des phénomènes. — Dans ce cas, la matière éternelle étant soumise à des lois éternelles, la liberté est un phénomène, une apparence, une ombre de réalité. — Pour que la liberté puisse exister, il faut que les sensibilités soient des immatérialités. — Pour que les sensibilités soient des immatérialités, il faut que la série des phénomènes puisse être brisée, d'une manière absolue, tellement qu'il y ait : d'un côté, immatérialité unie à une portion de matière ; de l'autre côté, exclusivement matière, malgré toute apparence de sensibilité. — Alors, la liberté est possible pour le premier côté de la série ; et, là où la liberté est possible, il y a humanité, intellectualité. — Du côté où il n'y a pas humanité, il n'y a que des êtres apparents, des êtres figurément dits, des choses proprement dites ; du côté où il y a humanité, les êtres sont réels par les immatérialités qu'ils recouvrent ; ce ne sont pas des choses, si ce n'est d'une manière figurément dite. — Ainsi, d'un côté, possibilité de liberté ; de l'autre, nécessairement, fatalité ou absence de possibilité de liberté.

Tout cela est clair, précis, incontestable comme DÉFINITION ; tout cela doit être prouvé comme RÉALITÉ et la preuve doit indiquer un phénomène qui puisse distinguer le côté intellectuel ou humanitaire. du côté purement matériel ou fatal : le verbe par exemple.

Résumons :

La matière est le règne de la fatalité. — *L'immatière*, l'immatérialité est le règne des sensibilités. Ce règne n'est accessible à la démonstration qu'uni à des portions de matière. — L'intellectuel, ou l'humanité, union des immatérialités à des portions de matérialité, c'est le règne de la possibilité de liberté.

Si, au sein de la matière, tout est nécessaire, tout est *fonctionnement* ; au sein de l'intellectualité, au sein de l'humanité, tout est capable de liberté et le *travail est l'expression de la liberté*. Il n'y a donc travail *réel* qu'au sein de l'humanité; de l'autre côté de cette ligne, il n'y a que fonctionnement.

Au sein de la société, le matériel prend le nom de *capital*, c'est l'opposé de l'*intellectuel*. — Pour bien connaître le capital, il faut donc pouvoir distinguer le matériel de l'intellectuel, les êtres réels des êtres figurément dits, les hommes des choses. Jusque-là il est impossible de parler du *capital* autrement que les aveugles parlent des couleurs. — Supposons cette distinction faite et que le verbe soit la caractéristique séparant l'intellectuel du matériel, séparant l'homme des choses proprement dites.

Dès lors, étudions le capital. Une partie du capital, du matériel, existe *primitivement*, indépendamment du travail, quoiqu'il y appar-

tienne *secondairement* par le travail de l'appropriation. — Le reste du capital est le résultat du travail sur le sol.

Ainsi, le capital, la richesse, a pour source le travail et le sol. — Le travail est la force active, le sol est la force passive. — Lorsque deux forces concourent à un même but, il faut, sous peine d'impossibilité de résultat, que l'une des forces soit subordonnée à l'autre. — Il faut donc que le travail soit subordonné au capital, ou que le capital soit subordonné au travail. — Mais le travail, expression de liberté, ne peut être subordonné au capital, expression de fatalité, sans cesser d'être travail ou liberté; et le capital ne peut être subordonné à la liberté, négation de fatalité, sans cesser d'être capital, sans cesser d'être fatalité.

. C'est que, dans les expressions : domination du capital sur le travail ou domination du travail sur le capital, il y a logomachies ou ellipses. La domination ne peut exister qu'au sein de l'humanité; au sein de la fatalité, la domination est absurde. La domination est exclusive au règne de la liberté. La domination du capital sur le travail signifie : la domination des travailleurs possédant le capital sur les travailleurs privés de capital ou du capital nécessaire pour n'être point dominés, et la domination du travail sur le capital signifie : la domination des travailleurs, la domination de l'humanité sur la richesse, ce qui existe lorsque chaque travailleur possède *nécessairement* et *toujours* assez de capital, assez de richesse, pour n'être jamais dominé par les possesseurs de richesse.

La domination du capital sur le travail constitue l'esclavage social; la domination du travail sur le capital constitue la liberté sociale.

Voyons quand et comment l'esclavage social est nécessaire et possible; quand et comment l'esclavage social est nécessaire et impossible; quand et comment la liberté sociale est nécessaire et possible.

L'esclavage social ou la domination du capital est nécessaire tant qu'il est impossible de distinguer, d'une manière absolue, le matériel de l'intellectuel. Alors, le fort doit donner la règle; la force doit la sanctionner et la faiblesse doit accepter la règle et la sanction. L'esclavage social est alors possible : 1° par le monopole de l'éducation et de l'instruction, conduisant au monopole de la propriété, le tout sous la protection d'une inquisition comprimant l'examen social; 2° par l'établissement du paupérisme, comprimant l'examen individuel, sous la nécessité d'un travail incessant.

Et comment peut s'établir, nécessairement et exclusivement, le paupérisme ou la domination du capital sur le travail ?

La domination du capital sur le travail étant la domination des travailleurs possédant le capital sur les travailleurs privés du capital ou du capital nécessaire pour n'être point dominés, il est évident qu'en aliénant à des individus le sol et les capitaux produits par les générations passées, la plus grande partie possible des travailleurs sera privée du capital nécessaire pour n'être point dominée.

Le résultat de cette aliénation est de mettre le prix du travail ou le salaire au minimum possible des circonstances et le prix du capital ou

l'intérêt au maximum possible aussi des circonstances. Le résultat de cette aliénation est encore le suivant : le prix des objets de consommation est nécessairement relatif à deux éléments : 1° au travail; 2° au capital ou à la matière, seuls éléments qui constituent chaque objet. Eh bien ! dans le prix de chaque objet, la partie relative au travail est au plus bas possible des circonstances, et la partie relative au capital, au plus haut possible des circonstances, de manière que, plus le prix de l'objet est à bon marché, moins le prolétaire est dans la possibilité de l'acheter. Le résultat de cette aliénation est encore que le paupérisme croît, en intensité, sur une ligne parallèle à l'accroissement des richesses, et cette trinité d'oppression constitue évidemment l'esclavage de la plus grande quantité possible des individus (1).

L'esclavage social ou la domination du capital reste nécessaire aussi longtemps que la distinction, d'une manière absolue, entre l'intellectuel et le matériel, reste impossible et l'esclavage social ou la domination du capital devient impossible lorsque l'incompressibilité de l'examen vient rendre impossible la soumission sociale à une règle exclusivement formulée et sanctionnée par la seule force.

La liberté sociale ou la domination du travail sur le capital devient nécessaire quand l'esclavage social ou la domination du capital sur le travail devient incompatible avec l'existence de l'ordre, vie sociale. La liberté sociale devient alors possible par la distinction, d'une manière absolue, entre l'intellectuel et le matériel ; distinction dont la déduction est la réalité de la sanction ultra-vitale, sanction seule supérieure à toute force, et par l'entrée, à la propriété collective, du sol et des capitaux acquis par les générations passées. Par cette entrée, le prix du travail ou le salaire s'élève au maximum possible des circonstances et le prix du capital ou l'intérêt s'abaisse au minimum possible des circonstances. Par cette entrée, le prix relatif au travail, dans chaque objet, est au maximum possible des circonstances, et le prix relatif au capital est au minimum aussi des circonstances, ce qui rend le travailleur d'autant plus capable d'acheter un objet, que le prix de cet objet est plus élevé. Par cette entrée enfin, la richesse de chacun augmente proportionnellement à l'augmentation de la richesse générale. Cette trinité d'avantages constitue évidemment la liberté sociale ou la domination du travail sur le capital.

Je vous écris tout ceci, mon cher enfant, non pour que vous le mettiez dans votre 5° (*aux doctrinaires*) ; mais pour que vous ayez les idées claires sur la domination du capital et sur la domination du travail. Après cela, vous arrangerez le tout comme il vous plaira, selon les

(1) Voyez à cet égard : *Science sociale* T. V., depuis la page 277 jusqu'à la page 492, et surtout : les théories générales de l'impôt, de l'organisation de la propriété et des associations particulières ; 2° *Qu'est-ce que la science sociale*, l'introduction et surtout ce que disent Malthus et Rossi. T. 1, p. 2 à 54, p. 345 à 375. — La lettre à l'archevêque de Paris, T. II. Puis la page 326 spécialement. Pour les prix, v. id. T. III, p. 78, 79, 180, 284, 285, 286. — Dans l'*Economie politique*, les études *sol*, *propriété* qui doivent être lues attentivement. Et surtout SCIENCE SOCIALE. T. V, p. 501 à 507.



hommes, les temps et les circonstances; c'est votre affaire et vous ferez cela beaucoup mieux que je ne pourrais vous l'indiquer. Que rien ne soit obscur pour vous; que tout vous soit familier, voilà ce que je désire.

J'ai commencé cette lettre à huit heures, il est midi moins vingt, et j'ai fait peu de ratures. Je vous dis cela non pour me vanter, mais pour vous prouver combien l'on énonce aisément ce que l'on conçoit clairement.

Maintenant j'ai un plaisir à vous demander. J'ai besoin de cette lettre ou *de sa copie* pour placer, ce qui est purement doctrine, dans l'ouvrage auquel je travaille actuellement, et je n'ai ni le temps, ni le courage de la copier. Si vous, vous aviez le courage de m'en donner une copie, je crois que vous feriez un travail utile.

Je vais déjeuner. A vous de tout mon cœur.

COLINS.

P. S. — Apportez-moi samedi, je vous prie, l'ouvrage de M. Flourens. J'ai réfléchi que c'est pour moi une obligation de le lire.

C...

Vie Sociale et Politique

FRANCE

L'ANTISÉMITISME

et les Droits de l'Homme

Pour M. Georges Clémenceau.

Ne serait-ce pas imiter l'attitude coutumière à l'autruche devant le danger, que continuer plus longtemps à nier l'existence de la question juive!

Dans toute l'Europe : en Autriche, en Allemagne, en Russie elle occupe les esprits ; chez nous en France, elle passionne l'opinion et, en Algérie, elle est déjà à l'état aigu; enfin le fait d'avoir pu réunir un groupe déjà nombreux de députés au Parlement ne commande-t-il pas qu'on s'y arrête.

La naissance et le développement rapide de l'antisémitisme en France sont attribués par les superficiels à la seule énergie d'un polémiste passionné, M. Edouard Drumont. Tournant contre celui-ci toutes leurs forces, comme aussi toutes leurs colères, ses adversaires viennent de le rendre populaire et d'en faire un législateur.

Cependant une idée ne se répand dans un pays tout entier, une pensée ne pénètre dans tous les cœurs, une parole ne trouve d'écho dans toutes les âmes, qu'autant qu'elle traduit un sentiment réel, qu'elle exprime sinon une vérité, du moins un état d'esprit général, ne faut-il pas en convenir?

Edouard Drumont eut sans doute un rôle actif et efficace, mais fit-il autre chose que se rendre un compte exact des sentiments intimes de beaucoup de nos concitoyens à l'égard des juifs et de s'efforcer ensuite de vulgariser ces idées dans tout le pays, par une même méthode, qu'en homme averti des choses de l'histoire, il savait avoir réussi jadis contre les Jésuites.

Sous la Restauration, en effet, lorsque les écrivains commencèrent, sous les auspices d'hommes considérables, à s'attaquer à cet ordre redoutable; ils

le firent avec un acharnement continu et singulièrement tenace. Si bien que le peuple déjà prévenu ne vit plus que Jésuites de robe courte ou longue derrière tous les abus du pouvoir, et la haine contre les disciples de Loyola devint rapidement si puissante que Charles X lui-même dut se disposer à les sacrifier.

C'est par d'analogues procédés que la *Libre Parole* combattit les Juifs ! Et si des esprits élevés, d'abord intéressés par la lecture de la *France Juive* se détournèrent un instant, découragés par certaines exagérations de la feuille devenue populaire, le public, au contraire, lisant peu les ouvrages à prix élevé, le public, c'est-à-dire le nombre et la force électorale, se laissa plus aisément pénétrer par l'anecdote, par le fait divers, par la plaisanterie quotidiennement antisémite, et s'il fit au journal, à son directeur et à ses collaborateurs un accueil de plus en plus bienveillant, cela, n'atteste-t-il pas surtout que la terre où l'on jetait cette semence était disposée à la recevoir et et à la faire fructifier.

L'antisémitisme récemment encore nié à la tribune française existe donc ; et, il faut le reconnaître, ses progrès même paraissent devenir à ce point inquiétants que des journaux se sont fondés, qu'une ligue s'est formée uniquement pour en combattre les effets.

Il importe d'examiner les moyens par lesquels on s'efforce d'entraver sa marche, j'entends les arguments principaux déjà mis en avant pour arrêter son développement dans les âmes. De ces arguments nous retiendrons celui qui a le mieux porté, nous l'examinerons à loisir en toute impartialité et ce sera le fond même de cet article.

Tout d'abord, profitant des sentiments catholiques professés par Edouard Drumont, on voulut voir dans l'antisémitisme une nouvelle et hypocrite forme du cléricalisme. Le souvenir de la Saint-Barthélemy fut mis à contribution, le spectre de Coligny évoqué ; l'Inquisition, Rome et les Jésuites apparurent tour à tour en des diatribes enflammées où les tendances moyen-âgeuses des rédacteurs de la *Libre-Parole* furent flétries.

Cette première escarmouche eut peu de succès : l'évolution du clergé vers l'opportunisme allié à la Haute Banque, le désaveu donné par le pape et l'épiscopat à une doctrine jugée contraire à l'enseignement évangélique, l'attitude hostile de la droite étaient en effet trop connus. De plus la foule voyant des hommes comme Henri Rochefort, Maurice Barrès, Chirac, Cluseret, et les libres-penseurs d'Algérie donner leur adhésion à l'antisémitisme, se prit à réfléchir et constatant que les Allemands, les Russes, les Turcs, peuples fermés au catholicisme romain, étaient eux aussi hostiles aux Juifs, elle se montra peu convaincue du bien fondé de l'accusation.

Ce fut alors une tactique plus habile et momentanément plus heureuse en ses effets qui fut tentée.

Au nom des immortels principes, au nom des droits imprescriptibles de l'homme et du citoyen, les défenseurs les plus autorisés des idées de la révolution s'élevèrent avec une énergique indignation contre l'agitation anti-juive.

L'antisémitisme n'était-il par un soufflet appliqué sur la face auguste de la grande révolution !

Eh quoi ! L'égalité et la fraternité, bases premières de l'actuelle société pouvaient donc être encore menacées !

N'était-ce pas là une honte pour la France républicaine, un recul de la pensée humaine ? Et que semblables théories haineuses pussent trouver écho dans l'âme des démocrates cent ans après les temps héroïques, n'était-ce pas un témoignage de la pire décadence ?

La patrie, la République, n'étaient-elles pas compromises ?

Cette fois les *intellectuels* se montrèrent impressionnés, et ils proclamèrent la nécessité impérieuse de former une ligue pour la défense des droits de l'homme menacés ; le peuple lui-même s'émut, et les antisémites durent baisser le front devant l'orage.

Le terrain de combat était trouvé, sur ce point se livrerait la prochaine et décisive bataille.

En prévision de cette imminente journée, voyons donc si la fameuse plateforme est aussi solidement établie qu'elle paraît à ceux qui mènent la bataille au nom des immortels principes.

C'est en pleine monarchie que l'assemblée constituante dans les séances mémorables des 20-21 et 26 août 1789 votait la déclaration des droits de l'homme en 17 articles dont les principaux proclamaient la liberté individuelle, l'inviolabilité de la propriété, l'égalité devant la loi, l'admissibilité de tous aux fonctions publiques, l'égale répartition des impôts, la liberté de penser, de parler et d'écrire.

Cependant c'est au nom même de ces droits et pour leur sauvegarde que plus tard, sous la République, étaient mis hors la loi les aristocrates et les prêtres.

On leur reprochait, en effet, ainsi qu'au Roi déchu, d'être de connivence avec l'étranger, d'être des sans patrie dont la fortune avait été acquise au détriment du peuple. Pour ces crimes, ils perdirent la vie et tous leurs biens firent retour à la nation. « *Je suis inflexible pour les oppresseurs parce que je suis compatissant pour les opprimés* » disait Robespierre.

Ce fut donc pour la défense supérieure de la liberté, de l'égalité et de l'inviolabilité de la propriété que s'accomplirent les massacres de la Terreur et la vente des biens nationaux.

C'est là une théorie honorée, je dirais presque sanctifiée par les plus grands historiens de ce temps et M. G. Clémenceau, un de nos plus éminents penseurs, en s'en proclamant l'ardent défenseur a jeté l'anathème à ceux qui n'accepteraient pas le bloc entier de la Révolution.

C'est donc un fait indiscutablement établi que le citoyen a le droit absolu, que dis-je, le devoir rigoureux de mettre hors la loi l'aristocrate, je veux dire celui qui l'exploite et qui, par sa connivence avec l'étranger, peut amener la ruine des intérêts privés et publics.

Mais où se trouve-t-il l'aristocrate? Où est-il l'exploiteur de l'actuelle société? Croyez-vous vraiment que ce soit toujours le marquis et le curé?

Ah ! ceux-là qui continueraient à aiguiller les haines populaires sur le *ci-devant* et sur le *prêtre*, penseraient-ils de bonne foi être les continuateurs des redoutables grands hommes de la fin du siècle dernier ?

Non, n'est-ce pas? La noblesse n'a plus de privilèges, elle n'existe plus ! Si on relevait sur les registres de 1789, la liste des nobles, on retrouverait leurs descendants plutôt parmi les humbles artisans ou les petits employés d'aujourd'hui, que parmi ceux qui occupent les hôtels blasonnés du faubourg Saint-Germain.

Quant au prêtre, ce pâle fonctionnaire concordataire! il s'est incliné avec une humilité trop servile devant tous les régimes successifs pour que son caractère n'en ait pas sensiblement souffert et pour que son influence ait pu subsister ; aussi pour l'ouvrier le moins clairvoyant *Le cléricalisme voilà l'ennemi* du grand tribun ne fut qu'un leurre destiné à éloigner l'échéance de la question sociale.

S'acharner donc à tuer une noblesse depuis longtemps morte, à détruire un clergé devenu simple rouage administratif, serait défoncer des portes bien

largement ouvertes, et imiter de pauvre façon les gestes des grands ancêtres, n'est-il pas vrai?

Si donc, nous sommes d'accord sur ce point, c'est que l'aristocratie dans le sens d'exploitation du peuple s'est déplacée.

L'antisémite, lui, va se charger d'expliquer au peuple ce qu'elle est devenue.

Il fera voir les Juifs rués depuis cent ans à la curée de la France et se substituant à la noblesse et à la bourgeoisie. Il prouvera que, sans avoir travaillé, ils détiennent actuellement la plus grande part de la fortune territoriale et qu'avec leurs complices, les judaïsants, maîtres du marché des valeurs, ils commandent aux parlementaires corrompus.

Disant ensuite leur connivence avec l'étranger, il montrera la guerre, amenée ou retardée au gré d'un groupe d'internationalistes banquiers, grands feudataires conduisant les rois et mieux encore le Président de notre étrange république.

Il dénoncera enfin, la campagne de Tunisie, celle de Madagascar, les massacres d'Arménie, la guerre de Grèce, celle de Cuba, tout ce sang répandu pour la hausse de bons plus ou moins ottomans, pour le triomphe et l'enrichissement de quelques agioteurs cosmopolites.

Et cependant si par la tribune, par le livre, par la presse, à travers les violences des polémiques, ces idées parviennent à se faire jour et à pénétrer dans les masses profondes de la démocratie, que croyez-vous qu'il arrivera?

Je ne sais, mais le peuple pourrait bien s'expliquer alors pourquoi d'instinct il a marché d'abord avec les antisémites, voir en eux les libérateurs, les héritiers de la tradition révolutionnaire, les véritables défenseurs des droits de l'homme et du citoyen, et rejeter comme les alliés de son ennemi toujours renaissant, ceux qui lui prêchèrent la tolérance et le modérantisme.

En vérité, je vous le dis, la plate-forme n'est pas aussi solidement établie qu'on pourrait croire!!

VTE DE COLLEVILLE.

CONGRÈS OUVRIERS. — GRÈVES. — Ve CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL.

Le Congrès de Toulouse (1897) avait désigné la ville de Grenoble pour la réunion des congrès ouvriers en 1898. La Bourse du Travail de cette ville ayant fait connaître aux organisations ouvrières qu'il lui était impossible de maintenir cet engagement, c'est la ville de Rennes qui a été désignée pour offrir l'hospitalité à ces prochains congrès.

Le VIIe congrès de la Fédération des Bourses du Travail de France et des Colonies aura donc lieu à Rennes du 21 au 24 septembre prochain.

Voici un extrait de l'appel qui a été lancé à cette occasion, par le Comité Fédéral des Bourse du Travail, d'accord avec la commission organisatrice de la Bourse du Travail de Rennes.

« Vous savez, par l'impulsion qu'elles ont donnée aux branches de l'organisation « corporative (Union de métiers similaires et Unions de syndicats divers) l'impor- « tance des assises annuelles du travail.

« Incomparables sont les avantages qui en résultent, soit pour le perfectionne- « ment de nos associations, soit pour l'élucidation des problèmes économiques et « moraux soulevés par l'agitation sociale du siècle qui va prendre fin.

« Comme, en outre, le prolétariat, malgré sa force apparente, n'a pas encore atteint « le degré de développement nécessaire pour réaliser l'affranchissement intégral « auquel il aspire. il est plus que jamais utile pour les Travailleurs de s'unir, d'ap- « prendre les uns des autres la part qu'ils ont apportée à l'œuvre commune, les con- « séquences qui en sont résultées, les fruits nouveaux qu'ils espèrent recueillir, et « de se mettre ainsi en mesure d'achever la culture intellectuelle indispensable à la « solution du problème économique.

« Spécialement, les Bourses du Travail et les Unions de syndicats qui se sont donné « la haute et noble mission d'enseigner les Travailleurs, de leur faire toucher du « doigt leurs véritables intérêts et leur indiquer comment ces intérêts pourront être « satisfaits, les Bourses du Travail et les Unions de Syndicats ont pour devoir d'ap- « porter dans les Congrès le fruit de leur expérience.

« Nous sommes donc convaincus que chacun de vous tiendra à honneur d'être « représenté en septembre prochain au VII° Congrès ».

Vive l'émancipation des Travailleurs par les Travailleurs eux-mêmes !

Voici l'ordre du jour tel qu'il a été provisoirement fixé.

1. — Rapport moral et financier du Comité fédéral.

a) Obligation pour les Bourses et Unions de Syndicats fédérés de régler les cotisations et le produit de la vente de l'*Ouvrier des Deux-Mondes* au plus tard, le 20 du mois qui clot chaque trimestre.

b) Propagande faite par le Comité fédéral.

c) Souscription par toutes les organisations fédérées d'un minimum d'exemplaires du *Bulletin officiel.* — Fixation de ce minimum.

2. — Rapport moral des organisations fédérées.

a) Historique et mode de fonctionnement ; méthode de propagande adoptée. (Résultats obtenus).

b) Nombre et effectif des syndicats de travailleurs agricoles créés.

c) Propagande faite, et moyens de propagande à employer pour grouper les marins, pêcheurs et ouvriers des ports,

3. — La confédération général du travail.

a) Examen des conclusions formulées par le rapport du Comité fédéral. — Présentation au congrès corporatif des décisions prises.

4. — Organisation du secours de voyage (*viaticum*) pour tout syndiqué adhérent à une Bourse de Travail ou à une Union de Syndicats fédérés.

5. — Nombre d'exemplaires du compte-rendu du Congrès, souscrits par chaque organisation représentée au Congrès.

(Le compte-rendu sera publié par l'*Ouvrier des Deux-Mondes*, en un numéro de 48 pages qui coûtera 45 centimes.)

Pour la Fédération des Bourses du Travail : Pour la Bourse du Travail de Rennes :

Le Secrétaire fédéral, FERNAND PELLOUTIER.

Le Secrétaire général, PIERRE BOURGES.

La semaine suivante du 26 septembre au 1er octobre se tiendra, dans la même ville, le X° Congrès National corporatif, IV° de la Confédération Générale du Travail.

La Commission organisatrice a envoyé l'adresse suivante à tous les syndicats, groupes corporatifs et fédérations de métiers, en les engageant à se faire représenter au Congrès.

« Camarades : A l'heure où le prolétariat doit plus que jamais lutter pour son indépendance, nous avons la conviction que toutes les organisations ouvrières se feront un devoir d'assister au Congrès national corporatif organisé en cette ville.

Les exploités du travail savent que, de ces discussions ouvrières seules, peut résulter l'amélioration du sort des mercenaires du capitalisme.

La bourgeoisie, qui a profité de toutes les luttes depuis 1789, entend ne faire aucune part au véritable producteur de cette fortune accumulée à ses dépens.

Pour cela, elle fera tout pour étouffer ses réclamations si vous ne savez vous mettre en garde! Et puis l'armée et la magistrature ne sont-elles pas là pour la faire triompher?

La situation présente vous indique tout votre devoir!

Vive le travail émancipé!

Vive le prolétariat libre! »

Sur la demande des organisations, on a adopté l'ordre du jour dont la teneur suit :

QUESTION PRÉJUDICIELLE

Les votes sur les questions de principe auront lieu en tenant compte de l'importance numérique des Syndicats. (Proposition du Syndicat national des chemins de fer.)

Ordre du jour.

1. — Constitution de la Confédération générale du Travail (des Bourses du Travail, des Fédérations locales, Union de Syndicats, des syndicats isolés, des Fédérations nationales d'industrie, des Syndicats nationaux). — (Proposition des travailleurs municipaux de Paris).

2. — L'alcoolisme, ses causes et ses effets. (proposition de l'Union des Syndicats du département de la Seine).

3. — Etude des modifications à apporter au système des adjudications des travaux de l'Etat, des départements, des communes; établissement de la régie ou tout au moins introduction dans le cahier des charges de clauses destinées à protéger les conditions du travail (proposition de la Fédération du Livre).

4. — La marque du connaissement sur les travaux exécutés par les ouvriers syndiqués (proposition de la Typographie parisienne).

5. — Le travail des femmes dans l'industrie (proposition des Cordonniers de Fougères).

6. — La qnestion de l'apprentissage (propositions diverses).

7. — Organisation en 1899 d'un Congrès national de la Prud'homie (propositions diverses).

8. — Extension de la juridiction des Conseils de Prud'hommes: examiner les meilleurs moyens propres à obtenir ce résultat (proposition de la Fédération du Livre).

10. — Création d'inspecteurs ouvriers du travail pris parmi les ouvriers appartenant aux Chambres Syndicales (propositions diverses).

11. — Limitation des heures de la journée de travail à huit heures avec minimum de salaire (propositions diverses).

12. — Limitation de la charge traînée par homme, dans une voiture à bras (proposition du Syndicat des cochers livreurs de Paris).

13. — Repos hebdomadaire (propositions diverses).

14. — Voies et moyens pour assurer la vitalité des cours professionnels (proposition de la Fédération du bâtiment).

15. — Création de boulangeries municipales (propositions diverses).

16. — Quels ont été depuis le Congrès de Toulouse les effets du boycottage et du sabottage (proposition des ouvriers et ouvrières en cuirs d'Amiens).

17. — Engagements à prendre par les Syndicats pour l'apparition du journal l'*Eveil*, organe du prolétariat (Proposition du Conseil national).

18. — Projet de loi pour assurer une retraite à tous les travailleurs des deux sexes (proposition du Conseil national.)

19. — Suppression des bureaux de placement (propositions diverses).
20. — Ses appels pour secours de grèves devront parvenir aux syndicats par l'intermédiaire de la Confédération (proposition du Syndicat national des Chemins de fer de la France et des Colonies).

Pour la Confédération générale du Travail : Pour la Commission d'organisation :

Le Secrétaire général,
A. LAGAILSE.

Le Secrétaire général,
P. BOURGES.

Il est peu probable que le Congrès pourra épuiser un ordre du jour aussi chargé ; d'autre part, il aurait été préférable de sérier les questions avec un peu plus d'ordre.

En même temps et parallèlement doit se tenir à Rennes un Congrès des ouvriers de la métallurgie et un Congrès des ouvriers du bâtiment.

*
* *

GRÈVES — *L'office du travail* signale 32 grèves et 3,847 grévistes durant le le mois de juillet, 9 ont eu pour cause une demande d'augmentation de salaire ; 9 une réduction de salaire ; 5 la demande de renvoi de contremaître ; 4 la réglementation du travail ; 1 demande de suppression du travail aux pièces.

Ces grèves se répartissent ainsi :

14 dans l'industrie textile ; 3 dans le bâtiment ; 2 dans le travail des cuirs ; 2 dans les métaux et une seule parmi les ardoisiers, briquetiers, cartonniers, déchargeurs de navires, mineurs, moissonneurs, pêcheurs, raffineurs et typographes.

Elles se sont produites dans 21 départements. On en compte 6 dans le Nord, 4 dans la Seine, 2 dans les Bouches-du-Rhône, 2 dans la Loire et la Loire-Inférieure.

Ces grèves se sont terminées par 4 réussites, 11 transactions et 13 échecs.

A signaler spécialement la grève des tisseuses et fileuses de Rouen. Depuis le 13 juillet, 300 femmes ont refusé, avec une rare énergie, de reprendre le travail en subissant une réduction de salaire.

*
* *

Ve *Congrès socialiste international.* — On se rappelle que le Congrès international tenu à Londres en juillet et août 1896 avait désigné une ville d'Allemagne pour la réunion du prochain Congrès en 1899. Devant les difficultés de tout ordre et dans la crainte de ne pas assurer aux délégués une entière sécurité par suite des nouvelles mesures prises par le Gouvernement allemand contre les socialistes, MM. W. Liebknecht et P. Singer ont adressé aux différents présidents des deux sections (1) françaises au Congrès de Londres la lettre suivante :

Berlin, 30 juillet.

Chers camarades.

A la dernière séance du Congrès socialiste international de Londres en 1896, il avait été décidé que le prochain congrès se tiendrait, en 1899, dans une ville d'Al-

(1) Voir A. Hamon, *Le socialisme et le Congrès de Londres.*

[illegible] qu'en cas d'empêchement politique en Allemagne, il aurait lieu à Paris [illegible].

Nous avons fait l'enquête nécessaire ; deux villes dans l'Allemagne du Sud nous [illegible] présenter le plus de garanties pour la liberté du Congrès et la sécurité [illegible]. Jusqu'au dernier instant nous avions voulu espérer que notre pays [illegible] avoir l'honneur d'abriter le cinquième Congrès international des prolétaires [illegible] socialistes amis du monde entier. Mais étant donnée la situation présente de [illegible], force nous est de renoncer à cette espérance et à cet honneur. Les pro[illegible] victoires mêmes du socialisme ont terrifié à ce point les classes dirigeantes [illegible] qu'une nouvelle chasse aux socialistes vient de commencer.

Dans ces circonstances, le Comité exécutif (*Vorstand*) de notre Parti a été una[illegible] à reconnaître l'impossibilité de tenir en Allemagne le prochain Congrès, parce qu'il n'est pas en notre pouvoir d'y assurer les conditions nécessaires à la liberté du Congrès et à la sécurité de ses membres.

A notre grand regret, nous nous trouvons contraints de laisser l'honneur du prochain Congrès international à *nos frères de France*. Nous ajoutons que nous sommes prêts, comme c'est notre devoir, à vous donner notre collaboration et que vous pouvez compter sur notre aide et notre appui fraternels.

La conférence préparatoire, qui doit précéder le Congrès pourra être fixée à l'année prochaine. A cette conférence, les camarades chargés de préparer le Congrès s'entendront sur toutes les mesures et les arrangements à prendre.

Salutations fraternelles à vous et aux autres amis.

Tout à vous,

W. LIEBKNECHT, PAUL SINGER.

Le Congrès de Londres a décidé que seuls feraient partie du prochain Congrès international socialiste les délégués qui reconnaîtraient la nécessité de la conquête des pouvoirs publics et du parlementarisme (voir A. Hamon, *Le socialisme et le Congrès de Londres*, p. 275).

Les socialistes non inféodés à la sociale démocratie refusent de reconnaître cette nécessité et par suite sont exclus du Congrès. Ainsi le parti ouvrier socialiste révolutionnaire (fraction allemaniste) a mis à l'étude dans ses groupes, un projet de Congrès international qui se tiendrait à Paris en 1900. A ce Congrès seraient admis les socialistes de toutes les écoles, sans aucune exclusion. Si cette initiative se réalise, il est probable que nous aurons deux Congrès socialistes internationaux à Paris en 1900. D'autre part, dans certains milieux, on a envisagé la convocation d'une grande conférence des libertaires et des communistes anarchistes.

P. DELESALLE.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Le Mendiant ingrat, par LÉON BLOY. — *Le Réveil de l'âme*, par J. DE TALLENAY. — *A Mi-côte*, par J. ESQUIROL. — *La Vierge de Babylone*, par PROSPER CASTANIER. — *Madeleine*, par GEORGES RENCY. — *Les Nuits de quinze ans, par* FRANCIS DE CROISSET. — *Le Jour qu'on aime*, par GEORGES PIOCH. — *Chansons de chez nous*, par THÉODORE BOTREL. — *Le Triomphe des médiocres*, par PAUL ADAM.

M. Léon Bloy fut de tous les temps. Tous ceux qui surent depuis la naissance de l'homme rester dans l'ombre en faisant le mal, les empoisonneurs, les coupe-jarrets, les incendiaires, tous les larbins que les rois employaient pour faire de leur histoire une tragédie, possédèrent l'âme de cet homme. Son intransigeance religieuse le dote surtout d'ancêtres dans les pays latins: la pestilentielle Italie du moyen-âge est pleine de Léon Bloy ; l'Espagne le connut valet du grand Inquisiteur, effrayant sous la cagoule et mettant le feu aux bûchers, car il ne fut jamais, au cours des âges, qu'un tortionnaire domestiqué. Sa prose n'est pas une mer orgueilleuse dans le tumulte de la tempête, c'est un marécage à la surface duquel crèvent des bulles d'air méphitique.

M. Léon Bloy fortifie ses phrases de versets bibliques avec la prétention d'être comparé aux prophètes de l'Ecriture dont les gestes traçaient des sillages de feu et dont les vociférations remuaient comme un tonnerre la fange des villes. En vérité, il n'est que la vieille femme pateline, accroupie aux seuils des lieux saints, qui vous salit d'insultes quand l'aumône lui paraît insuffisante ou qu'on se bouche le nez en la lui faisant. Voilà des ans et des ans que cette ivrognesse geignarde joue la même comédie en empoisonnant de son haleine tous les gens dont la richesse lui fait envie : Vallès, les Goncourt, About, Renan, Leconte de Lisle, Flaubert, etc., etc. Victor Hugo même dut suffoquer à son approche. La complicité des multitudes l'encourage, il est vrai. On fait cercle pour entendre les épithètes ordurières qui lui gonflent les bajoues, pour voir toute la sanie qui sort de sa bouche ouverte comme un abcès. Etre le témoin d'une bassesse outrageante pour quelqu'un, cela plaît à la foule lâche qui récompense l'acteur par son approbation ricaneuse. La

société se grandit et se tranquillise par l'exaltation du Mal, par le respect de ses prostitués et l'acclamation de ses généraux. On procède à l'éducation des enfants en leur enseignant la haine, en les conduisant aux kermesses devant le « Massacre des Innocents », où leurs petits bras s'exercent déjà au jeu de la vie. M. Léon Bloy, dans ce milieu, ne pouvait que ramasser des admirations. Pour certains, la valeur de l'écrivain excuse ce sentiment. On oublie que la valeur dans les actions mauvaises n'existe pas. L'excellente perpétration d'un crime n'est point une circonstance atténuante pour son auteur, l'intelligence dans l'exécutiou d'un rapt ne rend point ce rapt louable. C'est là le raisonnement des critiques excusant, par le génie de Napoléon, les monstruosités qu'il osa commettre.

A un autre point de vue, M. Léon Bloy est-il à ce point parfait dans le genre que son tempérament de gadouard lui fit choisir ? Il a surtout ce qu'un mot populacier exprime si bien « de la gueule ». Quand il n'insulte pas, l'accouplement bizarre de qualificatifs cache mal la pénurie de ses idées. En exemple :

« Guiches a toujours l'air d'avoir été rossé avec ses propres échalas par un métayer sans douceur. »

Pour lui, Léopold Lacour a « des idées de gardien de phare ». Il appelle Carnot « le morose figurant du Guignol des potentats » ; Tristan Corbière « un requin au bordel ».

Son livre déborde de lamentations vers ceux qui le laissent dans le dénument : « Je fus déçu par tant de gens pour qui je n'eusse point hésité à me sacrifier. » Toujours la soularde au nez et aux yeux rouges qui ne sait que mendier en se plaignant du mauvais cœur des gens pendant que ses gosses crèvent dans son taudis. M. Bloy veut nous émotionner aussi par l'agonie de ses petits mourant de froid et de misère, avec une inconscience qui révolte et déconcerte — ce misérable ne comprenant pas que du moment qu'il a commis le crime de mettre des êtres au monde, il leur doit tout le sang de ses veines et que, dans ce cas, plutôt que de déposer ses excréments aux portes des riches, il eût mieux fait d'aller vider leurs latrines. Mais ce livre est « la confession d'un écrivain fier qui ne voulait pas se prostituer » ! Il incrimine le dégoût de l'Eglise qui l'abandonne sur son fumier comme elle a laissé Verlaine à son ruisseau et qui se trouvait assez pourvue de pédérastes sans accueillir Jules Barbey d'Aurevilly. Combien l'amitié de ce d'Aurevilly fut profitable à ceux qui le connurent ! C'était le principal sujet de conversation de Ch. Buet qui sut en tirer un livre ; Péladan en obtint la préface de son *Vice suprême* ; Coppée et Bourget se glorifient toujours de lui avoir servi de proie facile. M. Bloy voulut surtout imiter la pose stupide de son maître. Est-ce que l'essai de réhabilitation de Bazaine par Léon Bloy n'est pas un plagiat déguisé du paradoxal article de l'auteur des *Diaboliques* piédestalant Louis XI entre ses compères Olivier le Daim et Tristan l'Hermite ? En outre, avoir connu cet écrivain lui vaut une attestation de commissaire pour favoriser sa mendicité. La plupart de ses demandes sont pommadées de la petite recommandation « je fus l'ami de d'Aurevilly. » Le pou n'a pas encore quitté ce cadavre. Et sous prétexte de vendre des lettres du mort « un trésor qu'il voudrait voir tomber dans de nobles mains », il va tendre son chapeau chez M. de Montesquiou-Fézensac, déjà amadoué par une épître congratulatoire où on lui parle de « son renom d'esprit rare ». Repoussé de ce côté il va *offrir* à Zola « de sauver la précieuse collection »... les soixante lettres « qui lui sont aussi chères que son âme ». Et à la fin du livre qui est énorme, le bon chrétien

oublie toutes ces attestations et avoue que ces lettres engagées à un marchand d'autographes, sont « pour la plupart très médiocres. »

M. Zola, bien entendu, n'avait même pas reçu l'homme qui, depuis dix ou quinze ans, l'attendait au coin de toutes les ruelles pour lui jeter des immondices (Voir *les Propos d'un entrepreneur de démolitions* et *le Pal*). Et ici une remarque est à faire. M. Léon Bloy, en intitulant ses confessions *Le Mendiant ingrat* (1), semble avoir été au-devant de toutes les critiques par l'aveu cynique de sa platitude. Mais cela n'est pas. En effet, l'ingratitude peut être explicable ; on peut ne plus se sentir lié par les services d'un individu quand on s'aperçoit par la suite de la vilenie de cet individu ; il peut même y avoir quelque beauté à s'affranchir de ce servage moral devant l'esprit simpliste des foules exigeant la sotte qualité de la reconnaissance. Mais le titre du volume devait être *Le Mendiant lâche*, car M. Bloy va présenter sa sébile devant des gens qu'il a jadis voulu entraîner dans son purin (voir la lettre à Emile Zola), en les priant d'oublier ses méfaits ou du moins de ne pas y attacher d'importance, se tenant en même temps l'échine courbée, le derrière tendu aux coups de pieds.

L'auteur, avec la complicité hypocritement obtenue des Livres saints, exalte la grandeur du mendiant, et l'idée neuve pourrait séduire de jeunes imaginations. Or, le respect ne doit aller ni vers les parasites, ni vers les insulteurs, car la fierté est la plus belle vertu du pauvre, et parce qu'il est plus difficile de pouvoir aimer que de savoir haïr. Le temps est passé des poétaillons aubadant des virelais mélancolieux aux châtelaines les récompensant par les os de leur table ; certains osent exprimer leur envie des pensions dévolues pour leur servage aux confrères des siècles passés, alors que l'indépendance est peut-être la première condition d'existence pour un écrivain conscient de sa mission.

Cette digression nous fut surtout inspirée par les lettres que M. Bloy raconte avoir reçues de débutants le prenant comme conseiller. Avec eux, l'ivrognesse devient la vieille pierreuse qui offre son amour tout de suite et qui les « dessalera » eux et leur porte-monnaie. Adroitement, ses réponses sont parsemées de quelques épithètes malsonnantes qu'il voudrait nous faire prendre pour des accès de franchise, tout en sachant fort bien que son correspondant les interprétera ainsi que des boutades donnant la note attendue de son esprit atrabilaire. Assez souvent, au cours des pages, il se fait aussi l'interprète de sa femme qui éructe des choses gélatineuses ; des prophéties absconses de démonomane mêlées à des lapalissades de somnambule de maison roulante.

« 1[er] juillet : Le Prince Ourousof m'a envoyé quelque argent. Lettre pour le féliciter. »

C'est de l'aplomb comme en eut cet autre gentilhomme, Rodolphe Salis, nous disant un jour qu'il n'hésiterait pas à faire de son *Chat noir* un organe quotidien si Léon Bloy était resté son collaborateur. En effet, ce couple eût inévitablement racolé les badauds friands des luttes d'escarpes, des scènes de ménagerie, des courses de soixante-douze heures, l'excellent public de « Cannibales », qui jeta des fleurs à Yousouf dans le prostibule des Folies-Bergères et dont les cris de mort, récemment, ennoblirent encore le plus grand citoyen de notre époque.

Dieu est seul épargné par M. Léon Bloy ; son âme, pour un court instant dégorgée de pus, s'aromatise de louanges vers Celui qui créa le morpion, l'hyène, la vipère, la mouche charbonneuse, le crapaud, le vautour, la punaise

(1) Vol. in-8° de 432 p., 10 fr. ; Edmond Deman, éditeur, Bruxelles, 1898.

et l'acarus de la gale et qui sut un jour les réunir en un seul être pour l'édification des catholiques et la gloire des lettres françaises.

Après notre halte forcée chez M. Léon Bloy, le livre de M. de Tallenay nous est une délicieuse oasis. Aujourd'hui, parmi le tas nauséeux de productions dévolu à notre débonnaireté, nous avons le bonheur, — si rare! — de trouver une œuvre qui réclame notre admiration absolue; c'est une joie d'autant plus profonde pour nous, de crier notre sentiment, que l'auteur nous était inconnu.

Le titre du roman de M. de Tallenay, *Le Réveil de l'âme* (1), avec cette épigraphe explicative « Visions à l'abbaye de Villers » n'était même point pour nous séduire; la lecture fut un enchantement. Les mesquines remarques que nous pourrions faire sur certains points du volume ne seraient que de minuscules taches d'encre sur un chef-d'œuvre. Un d'Annunzio sachant penser, tel est l'auteur qui vient de se révéler un des plus parfaits romanciers de notre temps, tant par la souplesse et la netteté de l'écriture que par la grande expérience montrée dans la complication, graduellement émouvante, des événements. Le drame d'ardente passion se marie au décor, à l'hiver, à la destruction d'un cloître qui livre peu à peu ses secrets, à la souffrance des arbres. Au fond, des moines processionnent, remontés de la tombe avec leur chair, avec leurs lèvres qui bégayèrent d'amour, avec leurs yeux où se figèrent des visions horribles, avec leurs mains qui connurent le meurtre, tandis qu'au premier plan deux pauvres femmes souffrent de la torture d'aimer, et avec une telle intensité qu'on se sent mordu d'angoisse et que les larmes vous brûlent les yeux. Un rhythme de paroles sacrées s'harmonise à la tristesse des soirs. Jamais un écrivain n'a donné l'embryon du caractère de Mlle Ariani; il ne remonte d'aucune littérature, il arrive à la vie d'un seul coup — et définitif! —Et le beau vieillard assez grand pour supporter sa peine sans vouloir la faire partager et qui garde son âme tellement au-dessus de la trahison que le ridicule ne peut l'atteindre. Il n'a pas la rigueur castillane de Ruy Gomez, ni la colère de Mithridate, ni la jalousie d'Arnolfe, ni le désespoir du héros de C. Delavigne dans l'*Ecole des Vieillards*; il ne rappelle pas l'amère supplication de l'Ode anacréontique : « Ne me fuis pas, ô jeune fille, par dédain pour mes cheveux blancs et ne méprise point mon amour parce que tu as la couleur de la rose! Les lys sont si beaux mêlés aux roses! » Non; sur lui les années ont passé sans effriter sa bonté; et il subit la vie qui donne tort aux vieillards, regardant avec une mélancolie fataliste le pâle soleil d'amour qui le réchauffait encore, s'en aller doucement, doucement, pour le triomphe des matins. Parfois, un peu de ciel bleu succède aux orages, un peu de joie éclaire les personnages, un rayon caresse les ruines du cloître, jusqu'à ce que les larmes des vieilles pierres retombent encore sur les feuilles mortes. Ces personnages, pris dans l'existence moderne dont la sensibilité trop forte a empêché le bonheur, et qui marchent vers l'avenir comme des possédés, ont la grandeur des héros tragiques fouettés par les serpents des Euménides. Et ce livre n'est point seulement admirable par de telles qualités, mais par les idées qu'il sait exposer au lecteur, par la force de ses déductions destructives de ces préjugés où se réfugie la lâcheté des hommes n'osant se décrasser de leur hypocrisie, et demeurer héroïquement avec leur âme à nu devant les flagellations de la vie, avec leur âme saignante, mais belle de la beauté des choses douloureuses!

(1) Vol. in-18, avec une préface de Charles Morice; Ollendorff, éditeur; 3 fr. 50.

« Une œuvre est égale au volume de pensée qu'elle déplace dans l'âme humaine », dit M. de Tallenay. Un romancier ne doit pas, en effet, se contenter, comme nous l'avons dit si souvent déjà, d'être un clown de cirque ou un chatouilleur d'épidermes. C'est pourtant le rôle que veut lui assigner M. Lacombe dans son *Introduction à l'histoire générale* (1), livre plein d'aperçus lumineux qu'il serait intéressant de discuter et où les exigences de notre tâche ne nous permettent de glaner qu'un des principaux concepts. « L'auteur est enclin à se tromper, dit-il, en se croyant fait pour répandre des idées... La littérature n'est faite que pour propager des sentiments. » M. Lacombe prétend que l'écrivain qui a la prétention d'être un éducateur empiète sur le rôle du savant ; selon nous, au contraire, il est l'aide nécessaire de ce dernier qui ne peut être qu'un propagateur de faits dont la portée, sous tous les rapports, a besoin d'être commentée pour les foules instinctivement émues devant la révélation des mystères. Et pourtant, M. Lacombe est forcé d'avouer que le littérateur exerce « une influence plus effective que le moraliste », mais il faut que cette influence s'exerce « à son insu », car la thèse voulue d'un ouvrage en diminue forcément l'intérêt, qualité qui prime toutes les autres et la seule qui prouve un artiste. Il est indiscutable que la plupart des œuvres à tendance moralisatrice qui nous furent divulguées semblent donner raison à l'auteur de l'*Introduction à l'Histoire générale*, mais cette imperfection n'est imputable, selon nous, qu'à l'infériorité des écrivains et non au mauvais choix du genre. Le roman, dont nous avons précédemment dit l'excellence, est une preuve de la possibilité d'unir de hauts pensers à une trame puissamment captivante.

Le but utilitaire d'un livre peut excuser un peu sa pauvreté d'exécution ; nous souhaiterions à M. Esquirol, l'auteur de *A Mi-Côte* (2), cette circonstance atténuante. C'est l'histoire d'un jeune homme qui se croit une vocation religieuse, jeune benêt ranci dans la vie familiale, ne sachant au long des pages que montrer son incroyable suffisance et son indécrottable naïveté.

— « En route il avait acheté le *Figaro* qui contenait justement ce jour-là une de ces abracadabrantes histoires sans paroles dont l'inégalable Caran d'Ache a le secret. Georges en riait tout seul, mais tellement, qu'il était obligé de se mordre les lèvres pour ne pas pouffer bruyamment. »

— « Une envie folle d'éclater de rire l'envahissait peu à peu. A la fin, il n'y résista plus et, se tenant les côtes, il se renversa contre le mur pour pouffer plus à son aise. »

— « Mais à ce mot de plaisanterie sur le modèle des statues *pour familles*, Chandier ne put se retenir et partit d'un immense éclat de rire. Georges l'imita. »

— « S'étendant tout au long pour être plus à l'aise, Georges s'abandonna aux trépidations d'une délicieuse hilarité. «

Etait-il bien intéressant de nous raconter tout le temps les accès de bonne humeur de cette jeune tourte (nous en avons omis beaucoup) qui semble n'avoir jamais rien vu, et dont le morceau d'existence livré à l'appétit intellectuel des lecteurs ne mérite guère leur attention. M. Huysmans, qui alla jusqu'à collauder M. Esquirol en un article de l'*Echo de Paris*, nous semble avoir fait une concession, indigne de son caractère, aux lois de l'aveugle confraternité. La dédicace, à lui faite, ne nécessitait pas un tel accès de reconnaissance. Les écrivains dont les œuvres ont consacré le renom devraient pourtant avoir la conscience de ne point abuser de leur autorité près du public

(1) Vol. in-18. Hachette, éditeur, 7 fr. 50.
(2) Vol. in-18. P. V. Stock, 3 fr. 50.

qui les aime, et céder moins que tout autre aux besoins de la camaraderie; d'ailleurs leur réputation en pourrait souffrir.

Si nous disons cela à propos de M. Huysmans, recommandant la lecture de *A Mi-Côte*, que devons-nous penser de M. Fouquier ayant l'audace ou la légèreté de parler élogieusement de la *Vierge de Babylone* (1) de M. Prosper Castanier! La couverture où un modèle féminin, coiffé à la mode de Montmartre, prospecte des seins savoureux, est le seul attrait de ce livre. L'auteur qui est un érudit familier du père Oppert et de l'abbé Vigouroux, a voulu nous faire jouir de ses parfaites connaissances rétrospectives sous la forme attrayante du roman. Son erreur fut de croire que le cadre importe surtout dans une telle œuvre, et qu'il est toujours facile d'y faire évoluer des personnages. En réalité, ceux qu'inventa M. Castanier, et que fit mouvoir son style diarrhéïque, évoquent les reconstitutions historiques figées sur les tentures de baraques foraines par des artistes du grotesque. Le roi Balthazar est par exemple doté d'une candeur tellement stupide, d'un caractère tellement insane, que ses os ont dû tressaillir dans sa tombe comme ceux des héros que les légendes nous montrent réveillés par les profanations de leur mémoire. La fin du roman nous a fait tomber dans un tel abîme d'idiotisme que nous avons marché à quatre pattes en poussant des hurlements. Le public, qui ignore la *Salammbô* de Flaubert, ne peut que se délecter à ces évocations simplistes de civilisations disparues; M. Castanier a déjà fait l'*Orgie romaine* que nous ne connaissons pas (hélas!), et il prépare la *Courtisane de Memphis*; qu'on se le dise! Mais que le roman que nous venons de mettre en pièces, n'afflige pas les écrivains qui auraient rêvé de faire revivre, eux aussi, la glorieuse ville du passé; ils peuvent encore parfaire d'éblouissants tableaux, brosser des cieux de pourpre et recréer des scènes triomphales entre ces murailles de merveilles au bas desquelles M. Prosper Castanier a eu l'impertinence malpropre de déposer sa prose.

On pourra reprendre également, sans crainte de plagiat, la thèse exposée par M. Georges Rency dans son livre *Madeleine* (2), car le sujet, traitant de la situation d'une femme unie à un homme dont le tempérament ne se prête point à la fidélité, est fort suffisamment développé. Le mari est d'une invraisemblance choquante avec son carnet de confessions où il se soulage comme un potache en mal d'amour :

— « Demain! C'est pour demain! Nada! Elle est belle et vierge. Demain, elle me fera le don de son corps! Il me semble que toute la force des mondes se meut dans mon être. Douce amoureuse, je t'ai conquise; tu seras nue pour moi, qui te posséderai! — Je l'aime... Je ne vois plus devant ma vie que ses grands yeux exotiques et que sa bouche pathétique... »

Tout aussi faux est le caractère de la femme qui, dans la réalité, saurait peut être s'accommoder des défaillances charnelles de son mari, mais qui ne pardonnerait pas le goujatisme d'un être bien élevé, paraît-il, qui, parti en voyage sous un prétexte subit, sans lui dire adieu, la laisse huit jours sans daigner lui adresser quelques mots.

Le style est trop chargé d'épithètes et d'expressions poétiques peut-être agréables, mais qui affadissent ce problème si cruel de l'existence contemporaine, envisagé dans ce livre avec une subtile intuition des douleurs morales et une grande inexpérience de la vie.

(1) Vol. in-18. — A. Charles, éditeur, 3 fr. 50.
(2) Vol. in-18. — Balat, éditeur, Bruxelles, 3 fr. 50.

Nos soupeurs ingénus diront : « Goûtons le nu.
« Quand à notre habit noir un bras câlin s'enlace,
« Pour si poudré qu'il soit, il est le bienvenu,
« Pour si blasé qu'on soit, jamais on ne s'en lasse. »
Mais nous, les raffinés, savourons les délices
Du demi-nu qui donne un mystère à la peau.
Je veux aimer d'amour celle de mes lectrices
Qui garde dans l'oubli ses gants et son chapeau.

. . . .

Ça s'intitule les *Nuits de quinze ans* (1), avec une image sur la couverture représentant une phtisique pas assez vêtue qui va se trouver mal dans les bras d'un jeune lutteur. A quinze ans, certains nous dévoilent la fraîcheur de leur âme éclosant dans la bonté de la nature amie, d'attendrissantes façons d'adapter leurs sentiments aux joies des êtres et des choses. M. Francis de Croisset avait déjà à cet âge passé le moment d'être chaste; ses vers ne célèbrent que la femelle que nous avons possédée tous dans notre lit à une place et dont nos doigts savaient si bien représenter le sexe! Les poèmes célébrant les charnalités ne s'admettent qu'avec des expressions paroxystes, infiniment douces ou cinglantes comme des verges, des poèmes qui souillent les vierges, qui enivrent comme des boissons, qui suggèrent des actes infâmes. Il faut un tel souffle pour glorifier la luxure : la déesse immortelle qui a rongé Babylone, Ninive, Thèbes, Ecbatane et Rome et qui donne aux races à l'agonie l'ardente saveur de vivre avec l'horreur de l'enfant! La muse de M. Croisset a pris la virginité de nos grands-pères comme elle a pris la nôtre, et des alexandrins ni agréables, ni désagréables — médiocres — nous apprennent qu'elle a agi de même avec l'auteur.

M. Georges Pioch qui a commis lui aussi un livre de poésies *Le jour qu'on aime* (2) doit avoir une trop grande facilité d'exécution l'empêchant de bien connaître en quoi consiste la beauté d'un vers. Aux fleurs artificielles, sans attrait qu'il nous offre, nous préférons les ajoncs et les genêts qui poussent à foison dans l'œuvre de M. Théodore Botrel, *Chansons de chez nous* (3). Edmond de Goncourt, sans s'apercevoir qu'il humiliait ceux qu'il aimait, prétendait que toute l'humanité, à *l'exception des Parisiens*, était de l'histoire naturelle et ne l'intéressait pas. Et pourtant est-ce que l'existence si bellement simple d'un de ces Bretons, d'un de ces hommes voués à des gestes héroïques n'est pas d'un intérêt et d'un enseignement plus profonds que nos gesticulations de pantins! Après les chaudes régions où nous promena le caprice des romanciers, il est doux de se reposer devant les agaceries de la mer, sous le ciel de Bretagne et la rude caresse des bises. Dans les si curieuses chansons de M. Botrel passent les personnages de légendes vivant dans les brumes et dans l'imagination des femmes dont la pensée sans cesse s'oriente vers la mort. La vieille Armorique demeure toujours telle qu'autrefois, charmeuse ainsi que les choses fanées, avec toutes les croyances qu'entretient dans les âmes pures la terreur de l'Océan bien-aimé, la bête fabuleuse qui dévore les hommes et qui donne la vie!

M. Paul Adam va nous conduire par des voies agréables au terme de cette chronique. Il nous est doux, en effet, de pouvoir applaudir à la fauchaison des mauvaises herbes, à l'iconoclastie des grands hommes en stuc, à la démolition de maléfiques citadelles — par un noble artisan comme l'auteur du

(1) Vol. in-18. — P. Ollendorff, éditeur, 3 fr. 50.
(2) Vol. in-18. Mercure de France éditeur, 3 fr. 50.
(3) Vol. in-18. G. Ondet, éditeur, 3 fr. 50.

Triomphe des médiocres (1). Gustave Flaubert qui fut, sans qu'on s'en doute, un des plus grands penseurs de son temps, écrivait des phrases telles : « Tous les drapeaux ont été tellement souillés de sang et de merde qu'il est temps de n'en plus avoir du tout. A bas les mots! Plus de symboles ou de fétiches! La grande moralité de ce règne-ci sera de prouver que le suffrage universel est aussi bête que le droit divin, quoiqu'un peu moins odieux. » Flaubert avait raison. Le bulletin de vote sera longtemps le moyen d'élévation des médiocres. L'électeur, soupçonnant la valeur de son acte, voulut penser et enrichit les journaux qui lui donnaient sa pâtée spirituelle. Il s'est contenté et se contentera jusqu'à la fin de ce régime des grands mots, à lui servis et qui le gavent comme un dindon. La médiocrité est une mare qui déborde et qui nous envahit de plus en plus sous le pullulement des feuilles publiques.

Combien de philosophes, voyant l'humanité à travers leurs rêves, ont sangloté en disant les mots de lumière pour la tirer de son abjection! Les tours de Babel sont restées inachevées; les Titans sont tombés des montagnes aux ricanements des avortons, et Prométhée enchaîné sent chaque jour sur sa face les crachats de la multitude. Or chaque jour notre conviction se consolide de l'inutilité du sacrifice pour les animaux inférieurs. Il ne faut plus livrer son cœur à la voracité des corbeaux et tenter de ravir le feu du ciel pour ceux qui se plaisent à stagner dans les ténèbres. A quoi bon aimer? A quoi bon prêcher! A quoi bon lutter encore puisque les âmes des laquais sont comme les grains de sable de la mer, et que la Bêtise humaine est infinie? La splendeur d'une élite s'impose (et ce vœu étonnera à ce moment d'agenouillement devant le peuple), d'une élite aussi éloignée de la turpitude des puissants que de l'ignominie des parias. Et de la forteresse inexpugnable bâtie avec l'orgueil de nos pensées, nous pourrons alors, sans nous avilir à d'impurs contacts, crier nos dégouts et nos joies et notre sérénité d'êtres libres! Si nos accents provoquent des velléités d'indépendance, jettent des lueurs dans la cave de certains cerveaux, tant mieux! que les autres crèvent dans leur servitude, qu'ils s'accroupissent dans leur saleté en offrant les reins aux coups des garde-chiourmes! Car prendre part aux batailles journalières est désormais impossible; il est nécessaire pour ne point mourir de honte d'élever son esprit au-dessus de cette engeance, de ne plus entendre les bandes de gueux que l'imminence d'une guerre ferait pisser au lit et qui, par leurs exigences patriotiques, en sont arrivés à faire donner à la France des leçons d'humanitarisme et de grandeur morale par la patrie des moujicks! Encore une fois, seule importe auprès des masses, une conduite hautainement désintéressée, et c'est pourquoi les anarchistes de notre époque pourront être, devant l'Histoire, les derniers représentants de l'abnégation française. Dans le *Triomphe des médiocres*, vous détruisez gaillardement les plaisirs et les errements du peuple et vous vous moquez, avec décence, de sa promptitude à ratifier aveuglément par des acclamations le choix de ses dignes représentants. Diagoras fut banni d'Athènes et sa tête mise à prix, sous prétexte qu'il avait divulgué les mystères d'Eleusis; Alcibiade se disculpa mal de l'accusalion d'avoir mutilé les statues de Minerve. Or, la République athénienne n'avait que quarante mille esclaves; la nôtre en compte plusieurs millions qui tiennent à leurs jouets. Peut-être feriez-vous bien de vous méfier.

Mais pourquoi, M. Paul Adam, en êtes-vous encore à essayer la justification des politiciens utiles, selon vous, pour entraîner le pays « dans ses am-

(1) Vol. in-18. Ollendorff, éditeur, 3 fr. 50.

bitions »? Mais ces ambitions sont uniquement de manger les viandes et de boire les vins des bourgeois! Et la révolution des mâchoires ne capte pas notre sympathie. On sent que vous fûtes sur le point de mériter certains applaudissements. Cependant l'illusion ne doit pas vous être permise; vous avez déjà, dans un but ambitieux, encensé la valetaille et connu les déboires des réunions électorales, mais l'amour de cette populace vous possédait peu. Vous êtes, en effet, essentiellement aristocrate (ce dont nous vous félicitons); et votre tempérament d'écrivain ne vous poussait guère à célébrer les sueurs plébéiennes; vous étiez beaucoup plus à l'aise dans le symbolisme, et les rites des Théogonies lointaines ou de Pythonisses moyenâgeuses captivaient surtout votre esprit épris de raretés. Certaines pages du *Triomphe des médiocres*, (livre dont il serait superflu de vanter la langue et l'érudition), prouvent encore votre orientation vers la cohorte des électeurs. Vous donnez à M. Edmond Lepelletier de « l'excellent encyclopédiste »! Vous plaçez dans la composition de votre *centurie*, proposée par vous au remplacement des chambres, De Mun! Drumont! et ce qui est pis, Millevoye qui, il y a trois ans environ, durant un dîner chez une dame fort connue, osa laisser tomber ces mots prophétiques : « Je sens très bien que je finirai par jeter la France sur l'Allemagne! » Vous affectez un mépris pour M. Wilson, en le croyant indigne du voisinage des élus de Paris! Tout cela prouve que la foule, dont vous avez recherché les suffrages, vous fait parfois subir son influence. Et surtout pourquoi, après les récents événements, avoir à la fois grossi et diminué votre recueil par vos panégyriques de Rochefort? Vous exaltez ses actes d'après les souvenirs qu'il publia, alors que sa mauvaise foi quotidienne est un critérium de la valeur de ses récits; à la fin de votre article paru dans le *Journal*, après le retour du proscrit, vous avez, il est vrai, flétri la conduite du vieillard, mais sans vouloir admettre que toute la vie de ce Léon Bloy de la politique avait toujours été aussi honteuse. Votre reconnaissance de certaine défense de *Chair molle* est trop durable. Cette phrase sur cet homme demeure en votre livre : « Il est celui qui incarne l'âme vraie de Paris, l'âme gouailleuse et indépendante, pas trop logique, ni savante, mais franche devant ses instincts *et son obscure passion de justice* ». En réalité, Rochefort ne fut et n'est que le grand meneur de la voyoucratie. Tous ceux dont l'âme fut belle ou le génie indiscutable sentirent l'attaque visqueuse de cet être. Le plus grand poète de tous les âges fut épargné par lui, parce que Victor Hugo qui avait toujours eu pitié des crapauds, pouvait lui être utile. Dans notre démocratie, quiconque veut sortir de la médiocrité attire sur lui l'hostilité des multitudes et un homme est là qui, derrière les colonnes de l'*Intransigeant*, se charge de couper les jarrets à l'imprudent. En un mot, M. le marquis de Rochefort est le mouchard et le spadassin de la plèbe.

Et de toute son œuvre et de cet amas de déjections qu'il a accumulées depuis près d'un demi-siècle, que restera-t-il? Rien! Rien! Rien! Son nom demeurera comme ces noms que garde l'histoire et qui font une ombre aux statues! Peut-être montrera-t-on sa sépulture à la curiosité maladive d'étrangers, ainsi qu'au bord d'Herculanum, le guide montre une sorte de citerne en disant : « Là fut l'égoût où se déversaient toutes les immondices de la ville! »

ALBERT LANTOINE.

REVUE DES REVUES

REVUES DE LANGUE ALLEMANDE

Le Marx de la grande propriété foncière par le prof. Ludvig Gumplowicz (*Die Zukunft*, n° 42). — L'auteur examine le livre du Dr Franz Oppenheimer (*Grossgrundeigenthum und sociale Frage, Versuch einer neuen Grundlegung der Gesellchaftwissenschafft*, vita. Deutsches verlagshaus. Berlin 1898.) Il l'a lu avec une grande admiration, semble-t-il, ou avec assez de complaisance puisqu'il fait de M. Oppenheimer un second Marx, celui qui complète le premier. Il est assez difficile d'apprécier avec beaucoup d'exactitude les services rendus par le docteur.

Il parait que tout le mérite de M. Oppenheimer réside surtout en ceci qu'il arrive à cette conclusion ; « La grande propriété foncière, voilà l'ennemi ! » Pourquoi ? la raison en est simple. La grande propriété foncière dépeuple les campagnes. Le paysan vit à la ville et tombe dans les griffes du grand industriel qui l'exploite fortement. Le remède dirait, M. Oppenheimer, consisterait à exproprier la grande propriété foncière. Cela aurait pour résultat que le paysan resterait chez lui, ne serait par suite plus exploité par le grand industriel ; il ne le serait plus non plus par le grand propriétaire foncier qui aurait disparu. Quelque chose comme un âge d'or refleurirait ; en effet on pourrait voir alors deux patrons courir après un ouvrier, tandis que maintenant on voit deux ouvriers courir après un seul patron. On pense bien que l'on ne peut se borner à supprimer les grands seigneurs fonciers. Il faut établir à leur place des espèces de coopératives agricoles restaurant ainsi les anciennes associations germaniques. Voilà comment et pourquoi M. le docteur Oppenheimer est un second Marx. M. Gumplowicz raille le Dr Oppenheimer en lui reprochant de traiter la société comme s'il s'agissait d'un de ses malades. Il n'a aucune confiance dans la mesure proposée bien qu'il avoue qu'on puisse en tenter l'expérience. Il profite de l'occasion pour affirmer que l'humanité n'est pas malade, la question sociale a toujours existé ; quant à espérer que l'on puisse beaucoup agir sur les masses en les éclairant, il ne faudrait pas trop y compter. Si l'on éclaire la foule qui ne sait pas, on risque d'éclairer aussi la masse des habiles. On a souvent reproché à M. Gumplowicz de nier le progrès. On se trompait. Il l'a constaté dans beaucoup de domaines, dans l'art bien humain d'exploiter ses semblables. Il ne nie le progrès qu'en morale. C'est pour cela qu'on lui en veut, surtout les « jeunes » dont les conceptions supposent toutes le progrès moral. Qu'ils réalisent leurs ambitions ; ce ne sera peut-être pas un mal.

Les organisations des ouvriers russes, par NICOLAI KOLOSSOW (*Die neue Zeit*, n° 45). — L'auteur s'attache à donner un certain nombre de renseignements sur les formes d'organisations de la classe ouvrière en Russie. Il commence son exposé par des remarques sur la distribution variable de l'industrie dans le pays. Tandis que dans certaines villes la grande industrie existe presque seule ; dans d'autres on rencontre à côté d'elle une quantité encore considérable de petits manufacturiers et d'artisans. Enfin, dans certaines parties de l'empire, on ne trouve exclusivement que des petits producteurs. Cette situation a naturellement sa repercussion sur le mouvement ouvrier russe. On peut y distinguer deux courants : l'un qui représente plus particulièrement les intérêts des ouvriers des manufactures et l'autre qui correspond à ceux des ouvriers des fabriques. L'auteur explique quelles difficultés l'ouvrier doit surmonter pour se défendre. S'il s'agit de grève, par exemple, le travailleur peut d'abord tomber sous le coup de la loi qui punit de deux à huit mois de prison toute tentative de rupture du contrat de travail. Au point de vue de la loi pure, les grèves qui ne sont pas accompagnées de rupture de contrat de travail ne sont pas punissables, seulement on peut agir sur les grévistes administrativement et par mesure de sûreté générale. L'auteur cite en outre un exemple d'un ministre M. Witte, qui, lors d'une grève de tisserands en 1896, interdit aux fabricants de faire aucune concession aux ouvriers. — Il donne ensuite la liste de la plupart des grèves qui ont eu lieu dans ces dernières années. Il insiste surtout sur la grande grève de Saint-Petersbourg et, à ce propos, il explique le fonctionnement des groupes de propagande et de lutte, fondés chez les ouvriers. Ils se distinguent d'abord des groupes ouvriers d'occident en ce qu'ils ne comprennent pas la masse des travailleurs, mais seulement l'élite de cette population. Ces groupes renferment en outre des ouvriers de différentes professions. Ils cherchent à organiser la lutte contre le capitalisme et à défendre la classe ouvrière contre les attaques du gouvernement Ces organisations permettent d'exécuter tout le travail qui doit rester secret et qui prépare les actes faits au grand jour. L'auteur donne ensuite des renseignements sur l'organisation des ouvriers juifs en Russie, sur les syndicats ouvriers proprement dits qui commencent à naître en assez grand nombre, sur les revendications purement corporatives formulées par ces organisations, sur les tentatives faites en vue de fédérer ces syndicats, sur les caisses de secours, etc.

LEON REMY

Die sozialdemokratie in Ostpreussen, par OTTO BRAUN (*Sozialistische Monatshefte*, juillet). — A partir de ce n°, la revue commence une série d'articles sur le mouvement progressif de la social-démocratie allemande dans les diverses parties de l'empire, et le travail de M. Braun sur le socialisme dans la Prusse orientale constitue une première contribution à cette étude d'ensemble. Les élections générales de juin dernier ont donné une augmentation du nombre de votants de 19 p. 100 dans tout l'Empire, et de 9? p. 100 dans la Prusse orientale, jusqu'à ce jour l'une des plus solides forteresses du parti conservateur. En effet, dans cette province reculée, le nombre de suffrages socialistes s'est élevé de 23 336 en 1893 à 44.000 en 1898 et, fait remarquable, ce sont surtout les campagnes qui ont donné cette énorme augmentation. L'auteur prétend que si les autorités n'avaient pas eu partout recours à des actes effrontés, inouïs, de pression et de corruption, le résultat eût été plus brillant encore ! — Nous voulons volontiers l'admettre, mais avec tout cela le paysan de cette contrée désolée gagne un salaire annuel de 250 à 300 marks, et la plus grande partie lui en est même payée en nature ! On ne se figure pas ce que les propriétaires terriens exigent en retour de cette maigre pitance de leurs bêtes de somme d'ouvriers, toujours comme autrefois pitoyables serfs de la glèbe. En été, la durée de la journée de travail va de cinq heures du matin jusqu'au coucher du soleil : en hiver, depuis qu'il fait jour jusqu'au soir, tant qu'on y voit... au dehors. Dans les prescriptions réglementaires qui accompagnent les contrats de louage, écrits en style militaire comme avec un sabre, on trouve des énormités comme celles-ci : le travail du dimanche chez les paysans du voisinage est interdit sous peine de 15 marks d'amende ; les ouvriers, dont la conduite doit toujours être paisible et convenable, ont le devoir d'obéir en toutes choses à leurs maîtres ou à leurs préposés ; toutes infractions sont punies d'amendes variées ; il est interdit de fréquenter les débits de boissons du village, les contrevenants sont

soumis à l'amende, et en cas de récidive répétée, congédiés purement et simplement ; il est désirable (on sait ce que cela veut dire en Prusse) que les ouvriers et leur famille fréquentent régulièrement l'Eglise et qu'ils aillent à confesse, au moins une fois l'an. Et maintenant que ces misérables esclaves ont déposé dans les urnes tant de bulletins de vote socialistes, cette situation lamentable va-t-elle se transformer ? L'auteur, hélas ! semble se bercer de ce doux espoir...

Die sozialdemokratie in Oberschlesien, par AUGUST WINTER ; (*Sozialistische Monatshefte*; juillet). — Dans la Silésie supérieure aussi le résultat des élections a été remarquable De 1893 à 1898 le nombre des votes socialistes s'est élevé de 4,969 à 25,785, une augmentation générale de 419 p. 100, alors que de 1890 à 1893, cette augmentation n'avait été que de 27 p. 100. Cet accroissement est dû en grande partie à un changement complet dans les méthodes d'agitation électorale. Jusque dans ces derniers temps, le parti socialiste polonais prétendait que la propagande devait se faire dans cette partie du pays par des agitateurs polonais, de même que les candidats au Reichstag devaient être, non pas Allemands, mais Polonais. Liebknecht notamment, a longtemps partagé cette manière de voir. Mais au congrès de Hambourg, une autre tactique prévalut et c'est le parti social-démocratique purement allemand qui, depuis, a pris en mains, dans cette région, l'organisation sévère et disciplinée des masses électorales. Le résultat matériel est certes considérable ; mais le résultat moral, qu'en fait-on ? On craint de voir revenir sur l'eau « la question polonaise » et les social-démocrates allemands ne veulent pas en entendre parler.

Die sozialdemokratie in Sachsen, par EMIL EICHHORN ; (*Sozialistische Monatshefte*. juillet). — On sait que la Saxe est le berceau du mouvement social-démocratique en Allemagne, et le développement rapide du parti y est dû surtout à cette circonstance favorable que la Saxe est avant tout une région industrielle. Le premier député socialiste que la Saxe envoya au Reichstag fut élu dans le district de Glaugau-Meerane ou 80 p. 100 de la population est aujourd'hui composée d'ouvriers industriels contre 10 p. 100 seulement d'agriculteurs.

Des 23 circonscriptions électorales composant le pays, il n'y en a du reste que 5 ou 6 où la population agricole est encore quelque peu prédominante. Il est naturel que, dans ces conditions, les social-démocrates, avec leur forte organisation centralisée, presque militaire, devaient battre les partis bourgeois. Cette année, le nombre des suffrages socialistes s'est accru de 29.000 et, dans les 23 circonscriptions, les social-démocrates comptent 11 députés. Malgré cela, dans deux circonscriptions le député socialiste sortant a été battu, et dans cinq autres, le nombre des électeurs social-démocratiques a sensiblement diminué. D'où cela vient-il ? D'un excès de confiance, prétend l'auteur, et aussi d'un relâchement dans l'organisation. Mais la situation générale n'en est pas moins bonne : il suffit, pour la maintenir et l'améliorer encore, de ne pas s'endormir sur ses lauriers. Mais ce ne sont, hélas ! que des lauriers social-démocratiques ; à quand les rouges lauriers du socialisme révolutionnaire ?

VICTOR DAVE.

INDEX : *L'insurrection en Italie*, par Césare Lombroso ; (*Die Zukunft*, n° 40). L'auteur s'y montre assez libéral et reconnaît, en concluant, que le Gouvernement n'a plus l'affection du peuple, il n'apporte aucun fait particulièrement intéressant. — *Le socialisme en France*, par A. Hamon ; (*Die Gesellschaft*, n°s 14 et 15.) Etude documentaire et objective sur la situation du socialisme en France ; les forces, les tendances, les programmes des divers partis.

REVUES DE LANGUE ANGLAISE

Les Mines d'or de l'Alaska. Rapport officiel dressé par S. C. DUNHAM, pour le compte du Bureau du travail du gouvernement des Etats-Unis à Washington. (*Bulletin of Labor Department*, mai 1898). — M. Dunham, chargé d'une mission aux

mines d'or de l'Alaska, par le Department of Labour du gouvernement américain, partit de Washington, le 31 juillet 1897. Il termina son rapport à la date du 8 janvier 1898. Ce document nous donne donc des renseignements tout récents et officiels, d'ailleurs excessivement complets et détaillés, sur cette région minière, nouvel Eldorado où les voyageurs ont afflué par milliers depuis le mois de juillet 1897, ainsi que sur les ressources générales du pays.

C'est le 15 juillet 1897 que le vaisseau « Excelsior » entra à San Francisco ayant à bord quelques mineurs venant de la rivière du Yukon. Dès leur arrivée, le bruit se répandait qu'ils rapportaient de fabuleuses richesses extraites des mines qu'ils avaient exploitées dans la région du Klondike. Huit jours plus tard plusieurs milliers de mineurs, alléchés par les récits répandus dans tous les journaux des Etats-Unis, se mettaient en route pour l'Alaska. Ce fut un exode comme on n'en avait pas vu depuis 1849, l'année où partirent en masse les mineurs qui peuplèrent la Californie. Le Bureau du travail s'émut justement de cet état de choses et envoya M. Dunham en mission. Le rapport publié par ce dernier est donc un document d'une importance capitale au point de vue économique et industriel.

Il existe quatre itinéraires pour gagner la région minière de la vallée du Yukon. Ce sont : 1° celui de Stikeen. L'on débarque sur la côte à Wrangell, dans le golfe d'Alaska, au sud et un peu à l'est de Dawson City. De Wrangell on remonte la rivière Stikeen pendant environ 240 kil. jusqu'à la ville Telegraph. Le trajet coûte 50 francs par tête. De Telegraph, la route va par terre jusqu'au lac Teslin (195 kil.). La traversée du lac, en long, 168 kil., se fait en barque. mais il faut construire soi-même son canot. Le bois d'ailleurs est abondant, mais il n'y a ni docks, ni scieries, pour la construction. L'on descend ensuite la rivière Teslin, puis celle de Lewes, sur une longueur totale de 936 kil., pour aboutir à Dawson-City. Cet itinéraire est peu usité. 2° L'itinéraire Dalton part de l'embouchure du Chilkat, dans le canal ou la baie de Lynn à l'ouest de Wrangell, et remonte ce fleuve pendant environ 120 kil., jusqu'à la passe de Chilkat, traverse des prairies sur une longueur de 520 kil., pour atteindre Fort Selkirk à 320 kil., par la rivière Yukon, de Dawson City. Beaucoup considèrent cette route comme la plus pratique pour la construction d'une voie ferrée. 3° La route de Skagway. Ce fleuve se jette dans le Lynn Canal à l'est du Chilkat. Cet itinéraire est celui que suivent en général les mineurs du Canada. L'itinéraire remonte le Skagway pendant 32 kil., puis traverse des fondrières et des prairies pendant 40 kil.. jusqu'au lac Bennett pour rejoindre la route suivante. 4° L'itinéraire du Chilkoot ou de Dyea. C'est le plus fréquenté actuellement. Le départ a lieu de Dyea, qui se trouve situé un peu au nord du Lynn Canal, et doit s'effectuer dans la seconde moitié de mars ou pendant le mois d'avril. C'est cette route que suivit l'expédition Dunham. Le récit du voyage de Dyea jusqu'à Dawson est fait jour par jour, M. Dunham partit accompagné de quatre Indiens le 23 août, et arriva au lac Bennett le 29 où il se fit construire une barque. De là l'expédition gagna Dawson par une série de lacs et de rivières, le Yukon en dernier lieu. Elle arriva à Dawson, le 23 septembre. Le journal du voyage de Dyea à Dawson est extrêmement intéressant et donne une foule de renseignements curieux.

M. Dunham décrit ensuite dans son rapport la région minière du Klondike. Le Klondike est un affluent du Yukon qui prend sa source sur le versant nord d'une haute chaîne de montagnes qui le sépare d'un autre affluent du Yukon, le Stewart, au sud. Le Klondike est une rivière peu profonde, mais d'un courant très rapide; ses eaux sont très poissonneuses. La première découverte importante d'or dans la région du Klondike fut faite par un nommé Cormack, établi depuis douze ans sur le Yukon, où il faisait du commerce avec les Indiens. Le 22 juin 1896, Cormack, accompagné d'un nommé Cooper, partit pour une saison de pêche au confluent du Klondike et du Yukon. Ayant découvert des veines aurifères, il délimita, le 27 août 1896, deux claims, les premiers exploités dans la région pour l'extraction de l'or. Le 3 novembre de la même année, de plus importantes veines aurifères furent découvertes. C'est de cette dernière découverte que date la renommée du Klondike.

Les mineurs affluèrent dans la région. Bientôt des veines furent exploitées qui donnèrent jusqu'à 110 francs par « pan ». Quelques claims produisirent jusqu'à 32.500 francs en une journée. Au commencement de juin 1897, la région exploitée par 600 hommes, pendant 5 mois, avait produit environ 10 millions d'or. L'exploitation pendant l'été qui suivit produisit encore une quinzaine de millions. Ces veines furent

exploitées dans la crique Bonanza, affluent de gauche du Klondike, qui se jette dans ce dernier tout près du confluent du Yukon. La région ainsi exploitée occupait une étendue d'environ 32 kil. La crique Eldorado, affluent de la Bonanza, fut également explorée et exploitée sur une longueur d'une douzaine de kilomètres. Tout ceci à la date du 30 septembre 1897.

La méthode d'exploitation des mineurs dans le Klondike est décrite avec détail dans le rapport Dunham. Le sol dans la région est recouvert d'une couche de mousse de 15 pouces environ et est gelé jusqu'au niveau du roc à une profondeur de 3 à 5 mètres, quelquefois 10 mètres. La chaleur solaire, qui atteint pourtant 40° à l'ombre en été, ne fond jamais le sol tant qu'il reste recouvert de mousse. Au-dessous de la mousse, se trouve une couche de terre végétale, nommée muck par les mineurs; elle a une profondeur variant de 2 à 20 pieds.

Le travail de l'extraction du gravier gelé, qui contient l'or et se trouve au-dessous de cette seconde couche végétale, entre elle et le roc, se fait de la manière suivante. Après avoir enlevé la mousse, l'on creuse jusqu'au niveau du gravier. Ce gravier, à l'état gelé, résiste à tout effort et émousse les piques en quelques minutes. On a donc recours au feu pour dégeler le gravier. A cette fin, l'on construit un feu de bois au fond du puits qui dégèle le gravier jusqu'à une profondeur d'environ 2 pieds. L'on extrait le gravier ainsi dégelé, et l'on recommence jusqu'à ce que le niveau du roc soit atteint. Alors commence une troisième opération. Le mineur bâtit un nouveau genre de feu au fond du puits, contre un des côtés de ce dernier. Le feu est recouvert d'un toit de branches en pente de 45° appuyé au bord du puits et sur le roc au fond. Ce feu brûle toute la nuit. Le lendemain matin l'on extrait les cendres mélangées de gravier, et l'on recommence l'opération. Le puits s'élargit ainsi. Lorsqu'il a atteint une largeur de 10 mètres environ, on le continue dans un sens en lui gardant cette même largeur uniforme. Au printemps, le gravier retiré est passé au crible pour l'extraction de l'or. Les feux continuels que les mineurs sont obligés d'entretenir sont une source de dépenses considérables. Actuellement tout le bois autour de Bonanza et d'Eldorado est épuisé, et il faudra dorénavant en faire venir d'autres régions, ce qui augmentera la dépense.

Le rapport donne des renseignements détaillés sur les divers claims de Bonanza et d'Eldorado. Dans cette première région, le prix le plus élevé atteint par la vente d'un claim a été de 275.000 francs. C'est dans l'Eldorado Creek que le plus gros lingot d'or de toute la région du Yukon fut découvert. Ce lingot pesait environ 34 1/4 onces et fut évalué à 2.915 francs.

La production de l'or, pour toute la région du Klondike, a atteint pendant la saison 1896-1897 le chiffre énorme de 15 millions de francs. Mais il faut tenir compte en revanche des dépenses très considérables qu'entraînent non seulement les opérations minières, mais aussi les frais de la vie journalière. Les prix de transports sont très élevés. C'est ainsi que le prix de transport du matériel des cribles de Dawson City au claim 36 de l'Eldorado est de 400 francs les mille pieds cubiques, la distance n'étant que de 25 kilomètres. Ce matériel à Dawson même coûte 750 francs les 1.000 pieds. Le transport des provisions de Dawson à ce même claim coûte 1 fr. 75 la livre en été et 0 fr. 40 en hiver.

Le voyage à pied de Dawson jusqu'aux mines est, dit M. Dunham, un véritable supplice. La route n'est qu'un sentier qui traverse d'abord une haute montagne pendant 4 kilomètres, puis franchit le Klondike au moyen d'un gué et suit la vallée de la Bonanza pendant 4 ou 5 kilomètres. Ensuite le sentier monte et descend des collines de 2 ou 300 pieds. Au fond de la vallée, le terrain est un bourbier dans lequel on s'enlise. Il est indispensable de porter des bottes de caoutchouc, bien qu'elles gênent la marche. Sur les côtés le sol est plus dur, mais rocailleux et couvert de pierres, qui rendent l'ascension extrêmement pénible. De plus, l'infortuné voyageur est la proie de nuées de moustiques. La traversée de la Bonanza est, dit M. Dunham, infiniment plus pénible que celle de la passe de Chilkoot, qui est déjà une torture. Le voyage peut se faire à cheval, mais le prix de location d'une monture à Dawson est de 300 francs par jour.

Dans la région de la Bonanza, il existe un certain nombre d'habitations en bois, près de l'embouchure de l'Eldorado, très bien construites et bien situées et très saines. A ce point de vue, la vie du mineur n'offre pas de désagrément.

Le salaire du mineur à gages a été évalué à 75 francs par jour. Mais il faut tenir

compte de ce qu'il est payé à raison de 7 fr. 50 l'heure et qu'il y a un chômage forcé considérable. Il y a une saison morte de deux ou trois mois. Du 1er décembre au 1er février, il n'y a qu'une moyenne de 6 heures de jour solaire, et la température descend jusqu'à 55 degrés centigrades au dessous de zéro.

D'autre part, le prix de l'équipement complet du mineur pour une année est, à Dawson, de 3 000 francs, mais atteint souvent 5.000 francs, lorsque les magasins d'approvisionnements en gros ont épuisé leurs stocks.

Bien plus, le 23 septembre dernier, il y eut une tentative d'association de la part des propriétaires de mines en vue de réduire le prix du salaire à 5 francs l'heure. Cependant une association d'ouvriers se fonda qui réussit à maintenir, pour le moment, le prix de 7 fr. 50.

Pour ce qui est de la saison 1897-1898, l'on estime la production de l'or, dans la région du Klondike, diversement à 75 millions de francs, à 50 millions et à 40 millions. D'après les derniers renseignements (15 déc. 1897) il y a 1.500 mineurs, propriétaires et salariés, employés dans le Bonanza et l'Eldorado, et 1.500 autres dans les autres régions minières du Klondike.

Le rapport Dunham donne d'utiles renseignements au sujet de la ville Dawson City, située au confluent du Klondike et du Yukon.

Vers le 1er septembre 1896, Joseph Ladue, de la maison Harper et Ladue, propriétaire d'une scierie à Sixty Mile sur le Yukon en amont du confluent du Klondike, établit ses factoreries à l'endroit où est situé actuellement Dawson, 80 kilomètres environ à l'est de la frontière qui sépare l'Alaska du territoire Nord-Ouest. Ladue bâtit la première maison de ce qui est aujourd'hui Dawson City. Au 1er janvier 1897, il n'y avait encore que trois ou quatre habitations. Au 1er juin suivant, la population de Dawson atteignait 600 hommes habitant en général sous la tente. Il n'y avait encore qu'une douzaine de maisons en bois dont trois tripots et débits d'alcool. L'un de ceux-ci faisait jusqu'à 5.000 francs de bénéfices bruts par jour.

C'est le 2 juin 1897 que le premier paquebot ayant remonté le Yukon, *la Bella*, arriva à Dawson, expédié par l'Alaska Company. Cette compagnie ouvrit des magasins d'approvisionnement et le premier jour de vente encaissa 30.000 francs. Le 8 du même mois, arriva un paquebot de l'American transportation and trading Company, qui ouvrit également des magasins. Cependant, on continuait de bâtir à Dawson, et le 1er octobre 1897, la ville comptait environ cinq cents maisons. La ville actuelle s'étend le long du Yukon sur un espace de 3 kilomètres environ jusqu'à une côte qui continue une chaîne élevée de montagnes et descend en pente jusqu'au fleuve. Les magasins de la compagnie mentionnée en second lieu se trouvent en face du fleuve dans la principale rue de Dawson, où sont situés également une quinzaine de débits de spiritueux et de maisons de jeu. Dans la partie élevée de la ville se trouvent les bâtiments occupés par la police à cheval. Le quartier le plus salubre de Dawson est la côte surplombant la ville et la rivière. Mais la plupart des habitations de mineurs se trouvent sur le terrain plat entre la rue principale de la ville et la montagne. Cette région est un banc de « muck » (terre végétale) submergé d'eaux stagnantes à une hauteur de un pied pendant l'été. Rien n'ayant été tenté en fait de drainage, les cas de fièvres typhoïde et paludéenne y sont fréquents. Il y a eu des cas également, parmi les nouveaux venus, de dysenterie, dus à l'eau du Yukon, fortement imprégnée de substances minérales. Sur l'autre rive du Klondike, en une région bornée par cette rivière, par le Yukon et par la montagne, se trouve « la ville des punaises », ainsi nommée, sans doute, à cause des Indiens qui y habitent. C'est là pourtant un des quartiers les plus salubres de la colonie.

Les maisons de Dawson sont presque entièrement construites de troncs d'arbre. La cabane type a 14 pieds sur 16, et est bâtie avec 28 à 40 troncs d'arbre. Les murs ont 8 pieds et sont surmontés d'un toit en mansarde. Le toit est recouvert de mousse et de terre. On perce une fenêtre au midi. Le plancher est en bois et est généralement acheté dans les magasins d'approvisionnement. Ces cabanes sont relativement confortables. Le coût de la construction est très élevé. Le prix d'un tronc d'arbre amené sur les lieux de construction revient à 50 fr. La mousse coûte de 125 fr. à 150 fr. pour une cabane. Pour ce qui est des salaires et du prix de la main-d'œuvre, voici quelques chiffres tirés du rapport Dunham: Aux scieries — contremaître, 60 fr. par jour ; mécanicien, 60 fr, ; scieur de long, 50 fr.; ouvrier ordinaire 50 fr.; charpentiers 75 fr.; ouvriers en tout genre 50 fr. (jusqu'au 1er août 1897, 75 fr.

pour ces derniers). Le prix de la construction d'une cabane à une pièce atteint de 3.500 à 5.000 fr. Un bâtiment à deux étages revient à près de 60.000 fr. ou 100000 fr.

Voici quelques autres prix : poêle 200 fr.; bouillotte 25 fr. La main-d'œuvre pour l'étamage revient à 75 fr. par jour (10 heures). Pour ferrer un cheval 100 fr. Prix d'une pique 40 fr. Salaires des cuisiniers. 50 fr. par jour. Garçons de bars, de 75 à 100 fr. par jour. Même salaire pour les caissiers des maisons de jeu. Prix des boissons : whisky, bière, eau de seltz, 2 fr. 50, le verre ; cigares 2 fr. 50 pièce; champagne, deux ou trois onces d'or (170 et 255 fr), la bouteille. Employés de banque et de magasin, comptables : 625 fr. par mois. Coiffeur : barbe 2 fr. 50 ; coupe des cheveux 5 fr. ; bain 7 fr. 50. Médecins (il y en a 4 ou 6), une once d'or (85 fr.) la visite; visite à domicile, de 500 fr. à 2.500 fr.

L'approvisionnement de Dawson City est entre les mains presque exclusivement des deux grandes compagnies que j'ai déjà mentionnées.

Le rapport reproduit une commande faite à l'Alaska Company, d'approvisionnements pour un mineur pendant un an. Cette commande se chiffre à 2.750 fr.. Pour les denrées alimentaires, les prix de ces compagnies ne sont pas, à en croire le rapport, exagéré, étant donnés les frais et les difficultés de transport. Il en est autrement, par exemple, des vêtements et des étoffes. Les vêtements coûtent 200 pour 100 plus cher qu'aux Etats-Unis; les souliers 150 p. 100; les tissus de 200 à 500 p. 100; les médicaments de 300 à 1000 p. 100. Une couverture de lit coûte 125 fr. Il n'y a pas d'article à un prix moindre que 1 fr. 25; les bénéfices réalisés par les vendeurs de menus articles, en particulier la bijouterie commune, sont par conséquent énormes.

Dans les restaurants, le prix d'un repas est de 7 fr. 50 (pain, beurre, café, lard et haricot, blé en conserves). Un bifteck coûte 12 fr., deux œufs sur le plat 7 fr. 50. Au 1er octobre dernier, il ne restait plus qu'un restaurant, les trois autres ayant fermé faute de provisions. Au 10 octobre, jour où ce restaurant ferma également ses portes, le prix d'un repas s'était élevé à 17 fr. 50. Pendant quelques jours après le 10 octobre un restaurateur vendit de la soupe aux haricots à 7 fr. 50 la tasse, mais dut cesser, ses provisions de haricots ayant été épuisées.

La monnaie courante est la poussière d'or, évalué à 85 fr. l'once. L'argent monnayé et le papier ne restent pas dans la circulation, sitôt apportés à Dawson; ils sont employés pour effectuer les paiements au dehors.

La population de Dawson, était en août 1897 de 3.000 âmes. Vers le milieu du mois suivant les vivres commencèrent à manquer.

Le 26 septembre, l'annonce ayant été faite par un agent de l'Alaska Company qu'aucune barque ne pourrait remonter le fleuve à cause de la baisse des eaux, une panique s'ensuivit. Il fallait attendre jusqu'au mois de juin suivant. Or, les vivres ne pouvaient durer jusque-là, et des centaines de mineurs arrivaient à Dawson également dépourvus de provisions. Il arriva cependant encore une barque avant le 22 octobre, jour où le Yukon commença à charrier. Les représentants du gouvernement canadien (chef de la police à cheval, douanier, commissaire pour l'or) organisèrent le 30 septembre une expédition aux fins de transporter jusqu'à Fort-Yukon, en aval de Dawson, tous les habitants de Dawson qui manquaient de vivres. Le paquebot *Bella* partit le 1er octobre pour Fort-Yukon à 616 kil. environ de Dawson, voyage périlleux étant donnée la saison. M. Dunham s'embarqua sur le *Bella* et visita ainsi les autres colonies minières de l'Alaska. Il donne sur chacune des renseignements détaillés et précieux. A la fin de son rapport il entre dans de longues et minutieuses considérations sur l'avenir industriel de l'Alaska, après avoir examiné et évalué en détail les ressources naturelles du pays. Le rapport est accompagné d'une série très complète de cartes et de plans.

LAWRENCE JERROLD.

INDEX.— *Vingt-cinq ans dans l'Est de Londres*, par CANON BARNETT (*Contemporary Review*, août), Description des changements sociaux apportés dans les pauvres quartiers de Londres par les sociétés comme celles de « Elementary, Education », « the Dock Strike » etc. — *La récente enquête sur l'usure*, (*Nineteenth Century*). L'auteur préconise, contre l'usure, l'organisation du crédit coopératif et demande que l'on confère aux tribunaux le pouvoir de contrôler les contrats usuriers. — *La réforme pénitentiaire*. (*North American Review*). Intéressant article en lequel

l'auteur exprime le désir que l'on traite les forçats comme des hommes normaux. — *Pauvreté et faim en Italie* (*North american Review*). Etude où l'on fait ressortir ce fait que, chaque année, cent milles personnes meurent de faim. — *Philanthropie payante*. (*Arena*). Contribution à la description de l'hôtel fondé pour loger et nourrir 1.500 travailleurs, où les pensionnaires pourront trouver une installation confortable et une bonne table pour 3 fr. par jour.

REVUES DE LANGUE FRANÇAISE

La Caste pas H. DELONCLE (*Revue Universitaire* n° 1-2, 3-4, 5-6). — La caste, qu'on ne trouve maintenant encore que chez les Hindous, a existé à l'origine chez presque tous les peuples. On peut la définir par la *tribu se protégeant* contre l'extinction de la race ou contre les éléments externes qui doivent l'annihiler ou l'absorber. Elle n'a jamais été, comme tout porte à le croire, un système de propagande religieuse, ni une conception politique. Par l'uniformité de ses besoins, la caste est surtout une société de consommation qui pourrait également produire en l'assimilant les procédés de fabrication usités en Europe. Chez elle point de préjugés, car de tout temps elle a envisagé son rôle véritablement sociologique : améliorer la race et non la refaire, être non-seulement préservatrice, mais également régénératrice. Dans nos pays européens nous rencontrons encore la caste parmi les tribus tziganes et bohémiennes, qui, lorsqu'elles sont mêlées à d'autres peuples, conservent le lien du sang et s'allient exclusivement entre elles.

L'hérédité basée sur les phénomènes de la fécondation, par J. DE RECHTER (*Revue Universitaire* n° 1-2). — En posant cette question soumise à tant de controverses, l'enfant tient-il à la fois du père et de la mère, l'A. s'efforce d'établir scientifiquement, en tenant compte, des progrès récents de la biologie que « l'enfant est issu d'une cellule d'origine double, l'œuf fécondé ; que dans son essence il dérive à la fois du père et de la mère ; que comme colonie cellulaire formée aux dépens de la cellule œuf fusionnée avec le spermatozoïde, il continue en fait la vie de ces deux antécédents. »

Biens communaux, par G. DEFNET (*Avenir social* n° 4,1898). — De nombreuses communes belges possèdent encore des terres communales, vestiges de l'ancienne propriété communautaire. Celle-ci se disloque de plus en plus par l'aliénation qu'en font les communes. Les habitants qui ont le droit d'user d'une parcelle des 200.000 hectares de terres communales qui existent encore, vivent presque tous dans l'aisance. L'A. voudrait voir le gouvernement défendre l'aliénation de ces terres et reconstituer le domaine communal qui assure des moyens d'existence aux plus pauvres de la population.

A propos du Manifeste du parti communiste, par EMILE VANDERVELDE. (*Annales de l'Institut des sciences sociales* n° 2-1898.) — Les principes que renferme le manifeste communiste écrit en 1848 par Marx et Engels sont-ils restés invariables et peuvent-ils encore s'appliquer à la Société, qui subit une constante évolution? L'A, qui ne considère pas le manifeste comme un catéchisme, soumet à l'analyse critique trois des thèses qu'il contient, et prouve, avec des citations de faits et de chiffres à l'appui, que les appréciations de Marx et d'Engels ne sont plus exactes, dans une certaine mesure, pour la loi d'airain des salaires, pour la loi de concentration capitaliste et pour la loi de corrélation de la puissance économique et politique.

Essais sur la monnaie, le crédit et les banques par GUILLAUME DEGREEF, *Annales de l'Institut des Sciences sociales* n° 3-1898). — L'Angleterre, à laquelle l'A consacre cette étude, qui a pour sous-titre *l'évolution pratique et doctrinale aux* XVI° et XVII° siècles, a toujours occupé une place prépondérante dans l'économie du monde. Le phénomène monétaire y a suivi toute l'évolution du commerce et de l'industrie, se perfectionnant au fur et à mesure du progrès. M. Degreef passe successivement en revue les théories émises par les penseurs, politiques et philosophes de ce pays

tels que Petty, Kind, Locke, Hume, etc. qui tous se sont occupés à rendre stable et à perfectionner l'instrument monnaie. Aucun d'eux, n'a considéré cet instrument comme étant parfait, car tous ont cherché que la monnaie devienne un instrument de circulation qui porte en lui-même sa valeur.

PAUL DEUTSCHER.

Le Congrès international d'hygiène et de démographie de Madrid, par P. BROUSSE (*Revue socialiste*, juin, juillet, août). — Ce Congrès n'a fait avancer aucune question ; la question des ordures ménagères a été renvoyée à 1900. Le problème de l'alimentation a été mal traité ; à l'heure actuelle on ne peut plus parler de sources sans définir l'espèce des sources qu'on a en vue ; on n'a point abordé la vraie question de l'avenir, l'alimentation par les lacs. L'auteur paraît se faire de grandes illusions sur les travaux entrepris pour l'épuration des eaux d'égoût : il y a là ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas.

Législation et jurisprudence en France, par le MUSÉE SOCIAL (*circulaire* du 25 juillet). — Recueil très utile pour l'année 1897. Parmi les jugements importants à relever, il faut citer les deux suivants : 1° Un ouvrier peut être congédié par son patron sans indemnité, s'il a fait *dans l'atelier* de la propagande syndicale malgré ses chefs (Cassation, 19 juin) ; 2° des ouvriers en grève se livrent à des *manœuvres frauduleuses* s'ils remettent de l'argent à des ouvriers embauchés par le patron, en vue de leur faire rompre leurs engagements. (Cassation, 29 juin). A signaler une petite incorrection, l'arrêt de cassation du 19 juin est rapporté deux fois (p. 54 col. 2 et p. 545 col. 1.)

G. SOREL.

INDEX. — *La question des sucres*, par OUDIN (*Science sociale*, août). La supériorité des sucreries allemandes paraît tenir à la meilleure nature des betteraves et à la constitution des sociétés qui comprennent beaucoup de propriétaires-cultivateurs parmi leurs actionnaires. Les différences dues aux prix du charbon, de la main d'œuvre et des transpotrs sont sans importance. — *Justice et Charité*, par G. AMBON (*Journal des Economistes*, août). L'auteur, disciple de Bastiat, veut prouver que les principes de l'économie politique et du Code civil se retrouvent dans les récits évangéliques : Il ne semble pas familier avec les textes bibliques. — *Le mouvement féministe aux Etats-Unis*, par HANSON-ROBINSON (*Revue politique et Parlementaire*), août). Résumé très clair de l'histoire de ce mouvement qui est lié d'une manière stricte à toutes les idées moralisatrices introduites aux Etats-Unis, notamment à la propagande anti-esclavagiste d'autrefois, à la lutte contre l'alcoolisme d'aujourd'hui.

REVUES DE LANGUE ITALIENNE

Les idées philosophiques au Japon, par GIOELE SOLARI (*Il pensiero italiano*, juillet-août). — L'auteur résume les intéressantes révélations faites par le délégué du Gouvernement Japonais, Hetsusiro Inouyé, professeur de philosophie de l'Université de Tokio, au dernier Congrès des Orientalistes, sur le développement des idées philosophiques au Japon avant l'introduction de la civilisation européenne. La première impulsion à la pensée philosophique est venue aux Japonais du dehors, de la Chine et de l'Inde en particulier ; mais il est hors de doute que le Confucianisme et le Boudhisme, en pénétrant au Japon, y ont subi des modifications profondes, y ont pris un cachet original et tout à fait national ; l'A. démontre en fait que les premiers philosophes de ce pays se sont formés à l'étude des doctrines de Shushi et de Oyòméi : tous les deux, bien que par des méthodes et en des directions différentes, commentateurs de Confucius et des textes classiques chinois ; mais que les penseurs japonais ne se sont point maintenus longuement dans cette voie, puisqu'ils ont bientôt acquis, sur la vie et le monde, des idées propres et originales, bien que celles-ci ne soient souvent que le développement plus avancé des idées chinoises. Sokò, Jinsaï Yekken, Soraï et Chùsaï peuvent déjà être considérés comme de véritables philosophes japonais, quoique aucun d'eux n'ait osé désavouer Confucius, qu'on

prend plutôt comme modèle que comme objet de critique et de négation. L'influence chinoise apparaît surtout dans l'importance donnée à la moralité par tous les philosophes japonais, si bien qu'elle se constitue condition première de toutes les sciences. De même que chez les anciens philosophes grecs, chez les penseurs du Japon la théorie ne se sépare jamais de la pratique; l'une se coordonne et s'allie à l'autre, *sage* est synonyme, comme chez Confucius, de *philosophe*. Si les efforts faits par les Shintoïstes pour détourner le mouvement philosophique japonais de l'imitation chinoise, n'ont pas été tout à fait sans conséquences dans le champ des idées, ils ont néanmoins bien peu influé sur la vie pratique du pays, qui s'est constamment modelée sur le Confucianisme. L'influence même des Bouddhistes, remarquable pendant quelque temps, n'a pas été constante, s'étant graduellement bornée au domaine religieux, et ne s'étant peu ou point manifestée dans la vie politique et sociale.

Lorsque, dans la seconde moitié de notre siècle, le Japon s'ouvrit aux influences de la civilisation européenne, l'ancienne direction de la philosophie en fut secouée, et le mouvement régulier de la pensée brusquement interrompu. Les diverses tendances européennes pénétrèrent dans le Japon, en y déterminant une période de transition, dans laquelle les différents éléments non encore composés en système nouveau et national, attendent toujours l'esprit supérieur qui les unifiera : ce qui aura lieu, espère-t-on, dans un avenir relativement proche.

La question sociale dans la morale et dans le droit, par GIOVANNI MARCHESINI (*Il pensiero italiano*, juillet-août). — Lorsqu'on affirme que le facteur économique contient en *soi* tous les autres facteurs de la vie sociale, et que l'on néglige ainsi le facteur éthique, que M. Marchesini démontre comme étant essentiel à la nature civilisée de l'homme actuel, on tombe, dit-il, dans une erreur de méthode et de substance, comparable à celle d'un anatomiste qui croirait avoir présenté le tableau complet des organes du corps humain, en ayant oublié le tissu nerveux. La synthèse des faits sociaux dans le fait économique, qui n'en est qu'une partie, est une simplification artificielle qui sent la métaphysique, et s'éloigne d'autant de la science sérieuse et positive. Le problème social ne se borne donc pas à déterminer l'action isolée du facteur économique, et à tirer de là le programme des réformes exclusivement économiques; mais il consiste plutôt à trouver avant tout par la méthode positive les rapports existants entre les divers facteurs de la vie sociale (y compris l'économique) et à les ordonner de manière que leur action complexe réponde aux idéalités supérieures de l'éthique et du droit, c'est-à-dire aux exigences de la civilisation comprise comme un mouvement continu de spiritualisation humaine progressive. La thèse de l'auteur est sans doute juste et profonde, bien que, à vrai dire non absolument originale; mais je ne trouve pas légitime qu'il en tire l'occasion de combattre ce qu'il croit le programme économiquement exclusif et matérialiste du socialisme contemporain, et d'affirmer que celui-ci, n'atteignant pas aux sources véritables du bonheur et ne comprenant point le sens concret de la liberté et l'intégrité de la personne humaine, ne peut formuler un idéal vraiment positif de civilisation. Le jeune professeur de l'Université de Ferrare semble reconnaître, au fond, que l'altruisme auquel le socialisme se conforme est bien le fondement éthique de ses théorèmes; que c'est bien un principe moral, que l'imposition du travail comme un devoir à tous; que la base même de l'organisation sociale, sur laquelle le socialisme s'appuie, répond à une haute finalité bienfaisante; que le socialisme se propose de corriger la valeur éthique des institutions les plus importantes, comme l'Etat, la famille, la religion, la patrie; qu'il a ses bases dans la science même, et qu'il représente enfin la revendication d'un droit humain, et l'abolition de privilèges que l'expérience démontre fatales. Mais l'auteur se retranche derrière de si nombreuses réserves et d'objections sur chacun de ces points, que son article finit par en être une complète négation : le peuple, selon lui, n'est pas capable d'entendre en leur élevée idéalité les principes socialistes; il les accueille, en les assimilant, à sa nature grossière, à ses passions ataviques; la liberté en son cerveau dégénère en licence; le droit, en violation du devoir; le bonheur ne sort pas des horizons de la vie matérielle; la patrie n'a plus aucun pouvoir sur son âme; l'Etat s'efface à ses yeux, et il se sent seul et sans frein. Pourra-t-on dire au peuple que si le but du socialisme est révolutionnaire, les moyens ne le sont cependant pas : que les réformes radicales auxquelles il vise se doivent obtenir par évolution, non par révolte : mais

le peuple n'y comprendra rien ; ces abstractions théoriques échappent à son intelligence, et puisqu'il ne possède pas encore ce sens historique qui permet l'attente pacifique, aisément il aura recours à la violence : ce qui n'est conforme ni à l'esprit de la morale, ni à la sainteté du droit.

M. Marchesini arrive enfin à la conclusion que la croisade actuelle contre le capital devait, à bon compte, se tourner contre les diverses formes d'injustice et d'immoralité, qui troublent l'équilibre des classes sociales et atteignent toutes les branches de la vie collective, aussi bien celles où le socialisme est puissant que celle où il est presque inconnu et objet de division. MARIO PILO.

INDEX. — *L'évolution du fédéralisme en Suisse* par ARTURO LABRIOLA (*Rivista popolare*, 30 juillet). Un procès de lente unification s'avance en Suisse malgré toutes les résistances de la tradition ; les mêmes causes générales qui ont fait l'unité des autres pays civilisés, menacent l'autonomie des libres cantons ; la formation d'une bourgeoisie industrielle assez forte, fait passer la Suisse aux conditions d'existence d'un état centralisateur, où vont fleurir, comme partout, la corruption et la fraude. — *Giulia Beccaria, mère d'Alessandro Manzoni*, essai de critique psychologique, par L. M. CAPPELLI (*Pensiero italiano*, juillet-août). Remarquable contribution à l'étude de la pathologie du génie : la mère de Manzoni est évidemment, selon l'auteur, une femme anormale affectée par une de ces psychoses dégénératrices qui peuvent revêtir les caractères spéciaux déterminants du génie. — *L'armée et la théorie du militarisme*, par le capitaine FABIO RANZI (*Rivista d'Italia*, juillet). Réfutation des conférences de G. Ferrero contre le militarisme, à l'aide de quelques bonnes raisons et de beaucoup de rhétorique ; l'auteur se demande enfin à quoi servent des livres de ce genre, et se répond qu'ils sont très pernicieux pour l'état moral de l'armée, sans être le moindrement utiles à la propagande pour la paix. — *De quelques aspects et effets du socialisme en Italie*, par ETTORE CICCOTTI (*Germinal*, 15 août) : Contre ces superficiels et inconscients qui accusent de nos troubles récents « quelque bourgeois mécontent ou quelque professeur manqué », M. Ciccotti oppose que, si quelque chose peut atténuer les rancunes qui couvent entre les classes sociales, c'est précisément le fait de ces éléments de la bourgeoisie, de ces travailleurs intellectuels qui, en épousant la cause du prolétariat et de la justice, se font, malgré les douleurs et les dommages, apôtres d'une meilleure organisation sociale. — *La liberté et la science*, par JULES DESTRÉE (*La rivista moderna di cultura*, juillet). Dans le premier numéro de cette nouvelle revue, qui se propose la glorification et diffusion de la culture intégrale par la pénétration de la science dans la littérature, dans l'Etat et dans la vie, M. Destrée expose le programme, l'histoire et le fonctionnement de l'Université nouvelle de Bruxelles, de son Institut des Hautes études, de ses publications, de l'extension universitaire, et de toutes ses autres créations à l'avantage de la vraie culture moderne.

REVUES DE LANGUE NÉERLANDAISE

Over de Elven (A propos des Elfes), par le D[r] KNAPPERT, (*De Tijdspiegel*, août 1898). étude très intéressante de folk-lorisme. On sait que dans les fraîches clairières des bois épais, sur les collines diaprées de verdure et de fleurs, dans les mystérieuses profondeurs des mers, sur le fond vaseux des grands viviers et sur les bords fleuris des sources et des puits, dans les replis tourmentés de la terre, de même qu'au foyer domestique, dans les castels enchantés ou sur les monts maudits, demeuraient autrefois, sur tout l'immense domaine occupé par les Germains, les Celtes et les Slaves, une multitude d'êtres surnaturels, formant un monde à part entre les esprits inférieurs et les dieux et auxquels on a donné le nom d'elfes — *albæ nymfæ* (*diabolicæ*), *orcades*, *montium deæ*,... L'auteur passe en revue toutes les croyances auxquelles l'existence de ces êtres, tour à tour bons ou mauvais, bienfaisants ou nuisibles, a donné naissance et il retrouve quantité de traditions et de coutumes du paganisme le plus primitif dans les faits et gestes de ces blanches et poétiques apparitions qui, aujourd'hui encore, continuent de peupler beaucoup de nos campagnes.

Over maleische poezie (De la poésie malaise) par M. SLOT (*De Tijdspiegel*, août 1898). — L'auteur regrette que si peu de personnes se donnent la peine d'étudier la

langue et la littérature malaises, même parmi ses compatriotes, dit-il, qui habitent l'Inde ; ils sont rares, ceux qui savent parler cette langue, essentiellement douce et harmonieuse et possédant une littérature très variée et trés riche. La poésie malaise surtout mériterait d'être mieux connue : les *pantoen*, les *sjaïr*, les *goerindam*, les *matsnoewi* sont les genres les plus cultivés. Les *pantoen* sont des petits poèmes d'une ou plusieurs strophes de quatre vers chacune. Les Malais, quand ils sont en société, aiment improviser des vers; ils font alors des *pantoen*, dont les sujets sont d'une variété inépuisable. Mais leurs poésies les plus remarquables sont les *sjaïr*, généralement des chants d'amour et de volupté d'une tendresse et d'un charme infinis. La plupart des *sjaïr* (chacun d'eux comptant de 5 à 7000 vers) sont manuscrits; très peu sont imprimés. M. Roorda van Eysinga, un socialiste distingué mort il y a quelques années, le Dr. W. R. van Hoevell et M. Slot en ont traduit quelques-uns en vers néerlandais. M. Slot donne une belle version de la première partie du *sjaïr* « Bida Sari », récit touchant d'un enfant royal abandonné et recueilli par Lela Djaunhara·

VICTOR DAVE.

Le crédit populaire, par L. VAN ZANTEN (*Tijdspiegel* n° 6-1898). — La Banque des Pays-Bas n'est instituée actuellement, que pour l'escompte d'effets d'une grande importance. Il faudrait à côté de cet établissement en créer un nouveau, qui aurait pour but de faciliter le crédit aux petits commerçants, industriels, agriculteurs, etc., et non créer exclusivement des banques agricoles comme le proposait la commission spécialement nommée pour examiner les moyens à venir en aide à l'agriculture. Le crédit manque à tous ceux qui n'ont pas assez de capitaux, et pour qu'il soit efficace et rende de réels services, il faudrait créer des comptoirs locaux, auxquels la Banque ou la Caisse d'épargne postale avanceraient les fonds nécessaires. Il ne faut pas que ces institutions aient un caractère philanthropique quelconque.

La fatigue et le sommeil chez les plantes et les animaux, par SNYDERS. (*Tijdspiegel*, n° 7 — 1898). — L'A. résume les différentes théories qui ont été émises sur ce sujet. La fatigue provient de l'épuisement cérébral et musculaire. Elle se produit par l'empoisonnement du sang par les matières consommées, qui devront être balayées de l'organisme par une plus forte circulation du sang. C'est le sommeil, qui par un repos à peu près complet, contribue à nous donner la vigueur que notre sang avait perdu par suite du travail. Chez la plante la fatigue est identique, mais se manifeste d'une autre façon. On l'a observé chez les plantes qui ferment leurs fleurs ou détournent leurs feuilles à certaines heures du jour et de la nuit. Le sommeil hivernal qui se produit chez certains animaux, et à peu près chez toutes les plantes, est un autre exemple. Dans cette attachante étude, l'auteur examine encore pour le règne végétal, le sommeil des graines, et celui des uni et monocellulaires pour le règne animal.

PAUL DEUTSCHER.

REVUE DES LIVRES

LIVRES DE LANGUE ALLEMANDE

Erlœsungen, par RICHARD DEHMEL. Seconde édition, Schuster et Lœffler, éditeurs. Berlin, 1898. — Voilà le plus puissant génie lyrique de l'Allemagne contemporaine qui a refondu les poèmes de sa jeunesse. Il y a dans ce volume des poèmes que l'auteur a remaniés pour la troisième ou quatrième fois. Car Dehmel, lui aussi, est un poète-penseur. Et il est plus encore. C'est un homme-centaure qui nous donne le spectacle magnifique d'une intelligence puissante qui dompte et qui domine des passions d'une violence inouïe. C'est dans le *Spreewald*, ce labyrinthe des îles garnies de bois, et habitées par des paysans slaves dont la langue est éteinte dans le reste du pays, que Dehmel est né, fils d'un forestier royal. Est-ce que cette origine de race mixte (il se nomme lui-même un « bâtard du sang celto-germanique et slavo-germanique ») a contribué à engendrer chez lui des passions contradictoires? N'importe: tout en étant « bataille et champ de bataille de ses vertus », comme a dit Nietzsche, Dehmel n'a pas succombé à ces conflits internes ; il en tiré le matériel pour la formation d'une personnalité forte et harmonique. Il a rejeté loin de soi la croyance de ses ancêtres ; mais au lieu de tomber dans le scepticisme, il s'est créé aussitôt une foi nouvelle, la croyance dans l'évolution progressive de l'humanité, dans la divinité de l'homme. Et comme c'est à l'amour que nous devons le renouveau éternel de cette race divine, l'amour lui-même devient un mystère divin et saint. Dans le volume présent, le lecteur de la première édition trouvera nombre de petits changements, révélant un sentiment de forme d'une subtilité raffinée: en outre, il y a une série de poèmes nouveaux, tandis que d'autres ont été rejetés, étant tombés en disgrâce auprès de leur auteur. Il y a dans ce livre des scènes de la misère ouvrière, peintes avec un réalisme impitoyable (« Trop étroit », « Dans un coupé de quatrième classe »), auprès d'un magnifique tableau mythologique comme « Prométhée », auprès de chants d'amour, tantôt passionnés, tantôt doux : de rêves atroces et de fantaisies sereines, de délicieuses petites impressions de paysage, de sentences, de plaisanteries bouffonnes mais aimables. Il serait plus facile d'indiquer ce qui ne se trouve pas dans les poésies de cet esprit si universel, qui peut bien risquer de plonger dans les abîmes les plus obscurs, sûr qu'il saura toujours retrouver son propre chemin. Dehmel a bien pu penser, avec Dante : « Demandez à celui qui, en chantant, s'est frayé un chemin à travers l'enfer, quel paradis il a trouvé à la fin!

LADISLAS GUMPLOWICZ.

LIVRES DE LANGUE ANGLAISE

Responsible or irresponsible par le Dr HENRY SMITH; brochure in-18 de 92 pages; Watts et Cie éditeurs à Londres, 1898. — Le titre de la brochure du Dr Smith est un peu de nature à décevoir le lecteur. Ce n'est pas de la lourde question de la responsabilité philosophique ou générale qu'elle traite, mais d'un côté seulement de la question. D'ailleurs les sous-titres même de M. Smith — « criminalité ou maladie mentale? Plaidoyer pour les condamnés injustement; des causes du crime » — promettent plus qu'ils ne tiennent. L'auteur n'envisage pas, en effet, au point de vue général le problème de la distinction à établir (s'il y a lieu d'en établir) entre la criminalité et la maladie mentale. Il traite encore moins des causes du crime et du problème de la responsabilité. L'objet que poursuit M. Smith est purement pratique et du reste très utile. Il veut élargir la conception très étroite que se fait la loi anglaise de l'irresponsabilité chez les criminels atteints de maladie mentale, en employant ces termes dans le sens usuel — sans se prévaloir de théories philosophiques nouvelles, même acceptées, — pour donner plus de portée aux mots criminalité et maladie mentale. Voici en quelques mots la réforme que souhaite le Dr Smith: La loi anglaise, du moins d'après l'interprétation que lui ont donnée les juges anglais, qui, comme on sait, font souvent en pratique œuvre de législateurs, reconnait actuellement en somme comme criminels non responsables seulement ceux qui, lorsqu'ils commirent leur crime, étaient inconscients, soit de l'acte qu'ils accomplissaient, soit de la valeur morale attribuée à cet acte par la société. M. Smith voudrait que la loi reconnût qu'un criminel peut non seulement avoir été conscient de l'acte qu'il accomplissait, mais s'être également rendu très bien compte que cet acte était criminel, tout en étant irresponsable parce que l'impulsion provenant de sa maladie mentale et le poussant malgré lui à cet acte n'avait pu être vaincue par sa volonté consciente. M. Smith s'étend surtout sur le cas de la Kleptomanie, et cite également celui des alcooliques incorrigibles que les magistrats s'obstinent à envoyer en prison vingt fois par an parce qu'ils n'ont pas le pouvoir de les faire enfermer dans des asiles pour alcooliques. Il est évident qu'au point de vue pratique la brochure du Dr Smith pourra être d'une incontestable utilité si elle parvient à élargir la conception étroite de la responsabilité adoptée par la loi anglaise. Cependant il est bon d'un autre côté de faire remarquer qu'il paraît régner une certaine confusion dans les idées de l'auteur et que sa thèse, en tant que thèse, est étrangement incomplète. En premier lieu, il faut de la hardiesse pour tracer une ligne de démarcation où commence la maladie mentale. Il en faut bien davantage encore pour délimiter la responsabilité. Dans la conception de la responsabilité que se fait le Dr Smith l'hérédité et le milieu n'entrent pas évidemment en ligne de compte. Et pourtant il fait, en passant, allusion au cas d'un enfant fils d'alcooliques que, d'autre part, on aurait dressé à croire que le vol est légitime, et demande si celui-là sera condamné comme responsable. Cet exemple, bien que ce soit le seul de ce genre que cite M. Smith, eut dû suffire à éveiller en son esprit tout un monde d'idées qu'il parait vouloir ignorer, de peur, dit-il quelque part, de tomber dans la sentimentalité.

The new Trinity or the mount called Superstition, par AUDEN AMYAND; brochure in-18 de 32 pages; 0 fr. 90; Watts et Cie éditeurs; Londres 1898. — *The faith of a Physician*, brochure in-18 de 35 pages; 0 fr. 60; Watts et Cie éditeurs; Londres 1898. — Deux étranges brochures que nous envoie la maison d'édition Watts. Toutes deux, dont l'une est anonyme et l'autre est signée sans doute d'un pseudonyme, mais qui ne paraissent pas être du même auteur, traitent cependant d'un même sujet presque du même point de vue. Ce point de vue c'est le doute; le problème, c'est celui de la foi, de cette foi qui semble pour un heureux faire dix martyrs. Bien qu'il soit assez difficile de lire ces deux brochures dans l'esprit où elles ont été écrites, il n'est pas difficile d'y distinguer un accent sincère et simple de douleur, de naiveté dans la souffrance. L'un et l'autre de ces croyants qui disent leur vie ont cru, ont douté, ont souffert. A vrai dire nous ne comprenons plus guère de telles souffrances. La douleur un peu inutile du croyant qui ne croit plus apparait cependant vraiment dans ces deux récits. L'un est celui d'un médecin qui s'est aperçu, vers la

quarantaine, il y a de cela dix ans, que ce n'est pas la foi, qu'il avait gardée intacte depuis l'enfance, qui le sauvera, mais que ce sont des œuvres. Il se rallie à cette nouvelle foi après avoir souffert de l'anéantissement de l'ancienne croyance enfantine et parait s'en satisfaire. Si ce petit livre n'avait l'accent évident de la sincérité, il serait à peine croyable qu'un homme de science fût parvenu à la quarantaine sans que sa foi dans le paradis et l'enfer se fût ébranlée. L'autre brochure est moins intéressante parcequ'elle est plus prétentieuse. Au milieu du doute qui le torture l'auteur voit en vision Dieu qui expose à peu de chose près le dogme du théisme, puis une nouvelle trinité, celle de la raison, de la conscience et de l'amour. On lui montre encore Darwin et Huxley au paradis poursuivant leurs recherches et leurs études.

LAWRENCE JERROLD.

LIVRES DE LANGUE FRANCAISE

Les Ba-Ronga, par HENRI A. JUNOD; vol. in-8 de 517 pages avec cartes et figures Bulletin de la Société neuchateloise de géographie, tome X, Neuchatel, 1898. — M. H. A. J., missionnaire protestant à Lourenço Marques a utilisé son séjour dans la baie de Delagoa, pour étudier les indigènes, leurs mœurs, leur langue, leur religion, etc. Le résultat de ces études, il l'a fait connaitre en 1896 dans la *Grammaire Ronga*, en 1897 dans les *Chants et les contes de Ba Ronga* (ces 2 volumes parus chez l'éditeur G. Bridel à Lausanne). L'A. complète ces études par cette monographie etnographique que la Société neuchateloise de géographie édite en son bulletin. C'est une monographie très bien faite, minutieusement écrite, après avoir été minutieusement observée. Mœurs, droit coutumier, vie nationale, industrie, traditions, superstitions et religion, tout est analysé, décrit avec soin. Même la religion de l'observateur n'est point telle qu'il altère les caractères des indigènes dans un but de propagande de sa foi. Seulement dans les dernières pages, se perçoit le pasteur évangélisant des infidèles. Ses conclusions s'en ressentent et par cela même ne doivent être acceptées que sous bénéfice d'une critique serrée. Pour M. J. les noirs sont une race inférieure faite pour servir. Il faut les traiter avec bonté, avec amour, mais ce sont des frères inférieurs. « Le christianisme, dit-il, seul fera du Noir un serviteur content de son sort, car seul il peut l'amener à une soumission libre et volontaire en présence des desseins de la providence divine! » Habile alliance des intérêts divins et des intérêts capitalistes. Le Noir fait pour servir, c'est le Noir exploité toujours. Il est à craindre pour les capitalistes que le Noir en juge autrement. Ces 6 dernières pages de conclusions étant supprimées du volume, l'œuvre de M. J. reste une très utile et très intéressante contribution à la géographie de l'Afrique, à l'ethnographie, à la sociologie.

Chez les Hova, par JEAN CAROL; vol. in-8 de 432 pages; 7 fr. 50; P. Ollendorff éditeur, Paris, 1898. — M. J. C. fut à Madagascar, y séjourna, y observa les habitants, les militaires français et spécialement les professionnels; et en ce volume, il fait profiter le public du fruit de ses observations. Nous ne saurions trop conseiller de lire ce volume à tous ceux qui admirent les conquêtes coloniales et le mode de civiliser les indigènes qu'emploient les Européens. Les agissements des professionnels militaires y sont relatés avec une précision bien attristante pour les officiers. Prépotence, infatuation, cruauté, insensibilité s'y étalent en toute candeur, à peine soulignés par l'A. qui a finement observé et sait que le fait brutal fait souvent plus penser que toutes les dissertations possibles. Les Hova ne sont pas des sauvages, à peine même des barbares. Ils s'assimileront très aisément à la civilisation européenne, à nos sciences, à notre industrie, mais il ne faut pas les brutaliser, les fusiller sans rime, ni raison, les battre, etc. Quels civilisateurs sont Messieurs les militaires! Pour mieux civiliser un pays, ils le ruinent et tuent ses habitants. Ils procèdent maintenant à Madagascar, comme ils procédaient en Algérie, il y a une cinquantaine d'années (voir *Campagnes d Afrique*, *Le Maréchal Canrobert*). M. J. C. donne d'intéressants détails sur les mœurs, coutumes et traditions des Hova; il analyse l'ame houve avec délicatesse, précision et impartialité. Un beau et bon livre, utile à tous.

Du Tonkin au Havre, par JEAN D'ALBREY; vol. in-18 de 307 pages, 3 fr. 50; Plon, Nourrit et Cie, éditeurs, Paris, 1898. — Revenant du Tonkin en France, l'A. plutôt que de revenir par Suez et Marseille, a fait retour par Hong-Kong, le Japon, les Etats-Unis du Nord Amérique. Chemin faisant, cet ingénieur visite Canton, Macao, quelques villes du Japon, Honolulu, San Francisco, Los Angelès, La Nouvelle-Orléans, Washington, Niagara, New-York. Sur chacune des contrées qu'il vit, des villes qu'il visita, M. J. d'A. rapporte de curieux renseignements, des observations piquantes et précises. Tout épris de modernisme, il célèbre avec raison l'esprit d'initiative des Anglo-Saxons, leur amour du progrès, leur philonéisme. Narrant des faits probants à cet égard, il en profite pour dauber justement sur ses compatriotes routiniers. La lecture d'un livre comme celui-ci fait regretter que tous les Français adultes ne puissent, pendant un an ou deux, quitter leur pays et aller sous d'autres cieux pour revenir ensuite l'esprit plus large, plus ouvert. L'A. s'élève (p. 108, 109) contre cette prétention que la mer donne par son étendue l'idée de l'infini. « Et bien au contraire, dit-il, sa forme sphérique est celle qui se prête le moins à cette illusion ». A vrai dire, la mer ne donne pas l'*idée* de l'infini, mais elle en donne l'*image*. Cela est absolument certain. L'assertion de M. J. d'A. prouve seulement qu'à lui-même, la mer ne donne pas cette image. Suivant les individus, l'infini a une image différente ou même n'a pas d'image du tout et est un pur concept abstrait.

Le Mariage, sa genèse, son évolution, par L. TILLIER; vol. in-8 de 318 pages, 7 fr. 50; Société d'éditions scientifiques, Paris, 1898. — C'est là une œuvre de science, traitée scientifiquement par un savant. Comme point de départ, l'A. prend le mariage dans la série zoologique et le conduit jusqu'à la forme de nos sociétés contemporaines. En une introduction, M. L. T. examine et analyse les travaux sur le mariage de MM. Bachofen, Starcke, Letourneau, Lubbock, Spencer, Lewis Morgan, Lacombe. Remarquons qu'il garde le silence sur l'ouvrage de Westermarck: l'*Origine du mariage*. Le livre de M. T. est en deux parties. La première avec 6 chapitres étudie le mariage au point de vue du nombre des individus composant l'association, au point de vue des modes suivant lesquels l'homme se procure son épouse ou ses épouses, au point de vue des interdictions d'union, de la durée des unions, des conditions du contrat. La deuxième partie examine l'association sexuelle chez les mammifères, la forme primitive et les formes futures du mariage chez l'homme. Nous préférons la seconde partie à la première. M. L. T. indique comment s'est formée selon lui la notion de l'inceste (p. 111-113); nous n'avons pas été convaincu par sa démonstration. L'idée de l'immoralité de l'inceste n'est pas due au seul fait que les hommes se sont aperçus de la nuisance des rapprochements sexuels dans le jeune âge. Le principe de la propriété, le désir de s'enrichir sont très probablement des facteurs de la genèse de l'idée d'inceste. M. T. dans son dernier chapitre (p. 297) est amené à parler du socialisme et il le fait d'une manière telle qu'on voit aisément qu'il ignore complètement les systèmes sociaux qui constituent le socialisme. Il écrit en effet : « Si le principe du socialisme, c'*est-à-dire du plus de réglementation possible*, a le dessus... ». M. T. ignore que ce n'est pas là du tout le principe du socialisme; il n'a pour s'en assurer qu'à lire les œuvres des théoriciens du socialisme, qu'ils s'appellent Bebel, Kropotkine, Lafargue, Malato, Engels ou Jean Grave. Selon l'A. l'humanité semble marcher vers un stade dans lequel les hommes et femmes ne s'accoupleront plus en dehors du mariage; celui-ci sera monogame; il se conclura à l'âge où la puberté sera complète entre des êtres déjà unis par l'amour et durera autant que la vie des époux.

A. HAMON.

Les prisons de Paris, par GEO BONNERON, un vol. in-8°, 391 pages. Firmin Didot et Cie, éditeurs, Paris 1898. — Sous le titre *Les prisons de Paris*, M. B. étudie avec impartialité notre régime pénitentiaire. Il n'a entrepris ni l'apologie ni le dénigrement systématique de ce régime ; il n'a été guidé, dit-il, que par le souci de la vérité, de la description scrupuleusement exacte. En conscience, nous pensons qu'il a réussi. En effet, son livre est un des plus curieux, des plus intéressants et des plus documentés que nous connaissions sur ce sujet. Au reste, un rapide aperçu des matières traitées convaincra notre lecteur. Le livre de M. B. n'est pas un livre

aride, ennuyeux à lire ; il est illustré de nombreuses gravures qui aident à l'intelligence du texte et rendent assez bien la physionomie des locaux que M. B. a parcourus. Le régime pénitentiaire a évolué depuis le siècle dernier, les châtiments corporels ne sont plus mis en pratique, on a recours à d'autres moyens au nombre desquels se comptent : le système de la détention en commun ; le système de détention individuelle ou régime cellulaire. Ce dernier est dû à J. Bentham ; il est réservé aux criminels endurcis, de haute envergure. Il est facultatif pour les condamnés à plus d'un an et un jour et les condamnés ne peuvent y être contraints pendant plus de neuf mois. Afin de prévenir les cas de folie et de suicide qui résultaient de l'isolement, on a procuré du travail aux détenus. D'ailleurs, le travail est obligatoire dans toutes les prisons, on a trouvé là un facteur de moralisation. Malheureusement, ce travail crée une concurrence fâcheuse aux industriels libres, car le taux des salaires des prisons est de beaucoup moins élevé que dans l'industrie libre. Notons ici que M. B. a enregistré les doléances des industriels, c'est un garant de son impartialité. Il étudie ensuite : Le personnel et les règlements ; le régime, la nourriture et l'hygiène ; les cultes et l'enseignement. Le chapitre consacré au Dépôt est particulièrement intéressant. Il est rempli de détails inconnus et de renseignements dont les prévenus tireraient bon parti. Ainsi, nous apprenons que la mensuration est facultative pour les prévenus. Nous tenons de source certaine qu'il n'en fut jamais parlé aux prévenus politiques ; il est à supposer qu'ils auraient préféré ne pas figurer dans la collection du service anthropométrique ; il est vrai qu'ils peuvent obtenir la destruction de leur dossier ! Il convient de remercier M. B. d'avoir donné ces utiles indications.

Une description pittoresque de toutes les prisons. suit Mazas, la Conciergerie, la Santé, etc., nous sont montrées dans leurs plus petits détails. Aussi Sainte-Pélagie et ses hôtes célèbres...

En résumé, les *Prisons de Paris* constituent un livre attachant qu'il sera bon de de consulter ; c'est un recueil qui sera utile au criminaliste peu au courant des mœurs des prisons et du régime pénitentiaire.

G. GRESSENT.

Le socialisme utopique, par ANDRÉ LICHTENBERGER ; vol. in-12 de 276 pages ; 3 fr. 50 ; Félix Alcan, éditeur ; Paris, 1898. — Sous ce titre, l'A. a réuni dix monographies consacrées à des écrivains anglais et français du XVIIIe siècle. La philosophie sentimentale de l'époque vit une véritable efflorescence d'un socialisme humanitaire qui, pour n'avoir pas l'allure scientifique du socialisme actuel, a, en partie au moins des origines analogues. M. A. L. a esquissé les physionomies et analysé les théories de quelques-uns des plus singuliers parmi ces précurseurs inconnus ou oubliés. Mrs Afra Behn et Gueudeville, devanciers de Rousseau ; Linguet, ancêtre de Karl Marx ; le général Caffarelli du Falga, émule et contemporain de Saint-Simon, etc., sont des figures curieuses qui ont une valeur pittoresque et historique indéniable. En somme une utile contribution à la littérature socialiste.

Voyage au pays des Fjords, par ANTOINE SALLÈS ; vol. in-18 de 304 pages avec une carte et 28 phototypies, 4 fr. ; Plon, Nourrit et Cie, éditeurs, Paris, 1898, — Ce volume est d'une lecture attrayante, mais le profit qui subsiste de sa lecture est mince : le plus intéressant est certes les phototypies. Disons toutefois que l'A. est allé jusqu'au cap Nord, etc : ignorant la langue, passant rapidement dans ces régions, M. S. ne pouvait observer avec fruit ni les mœurs, ni les coutumes, etc : il ne pouvait donc en parler avec compétence et seulement des notations superficielles lui étaient possibles. Ce que ce livre nous fait connaître, ce sont les merveilles naturelles du nord scandinave. C'est déjà beaucoup et cela incite à y voyager.

Le Totemisme, par M. J. G. FRAZER ; vol. in-12 de 139 pages ; 2 fr. 50 ; Schleicher frères éditeurs, Paris, 1898. — MM. A. Dirr et A. Van Gennep ont traduit de l'anglais ce petit volume d'ethnographie comparée écrit par un « Fellow of Trinity College, Cambridge and of the middle temple, Barrister at Law ». L'A. de cet ouvrage avait été chargé par l'*Encyclopædia Britannica* d'y écrire l'article sur le Totemisme et c'est en faisant cet article qu'il recueillit tant de matériaux qu'il a jugé bon d'en former un court volume. L'œuvre est aride, de lecture ardue, mais elle est étudiée à

fond et constitue ce qui, croyons-nous, a été publié de plus complet sur ce sujet en langue française. Après avoir défini le mot « totem » et montré les trois sortes de *totem* (totem de clan, totem sexuel, totem individuel) l'A. les examine en détail, leur côté religieux et social. Il termine par la répartition géographique du totemisme. Cette savante étude s'adresse à un public restreint, celui des ethnographes, mais elle lui sera extrêmement utile.

Psychologie du peuple français, par ALFRED FOUILLÉE; vol. in-8 de IV-391 pages, 7 fr. 50; Félix Alcan éditeur; Paris, 1898. — L'A. examine d'abord les diverses bases des caractères nationaux, la part légitime qu'il faut faire aux races, l'importance des facteurs psychologiques et sociologiques. Abordant ensuite l'étude du caractère français, il en recherche les origines dans le caractère gaulois et dans l'influence romaine. Puis il en suit les diverses manifestations dans la langue, la religion, la philosophie, la littérature et les arts. Il contrôle ses propres observations et déductions par le jugement des étrangers sur la France, qui offre un grand intérêt. M. F. étudie ensuite la dépopulation et l'alcoolisme et leur influence sur le caractère national. Nous croyons que ces deux chapitres sont les plus faibles de tout l'ouvrage de M. F. L'A., soit par timidité, soit que cela lui ait échappé, ne voit point l'influence prépondérante des facteurs économiques dans ces deux fléaux, Les remèdes qu'il propose sont bien anodins et ne remédieront certes à rien. L'alcoolisme et la dépopulation ne cesseront que lorsque seront disparues les causes économiques qui les ont engendrés et les engendrent quotidiennement. Nous préférons de beaucoup tout le reste de l'œuvre de M. F. où l'on trouve un raisonnement convaincant, une logique serrée, une connaissance approfondie des matières traitées. Les doctrines préconisées par M. Vacher de Lapouge, en France, Ammon en Allemagne, etc., sont victorieusement combattues par M. F. qui se refuse à admettre la supériorité des races dolichocépales sur les races brachycéphales, M. F. est Breton et probablement brachycéphale; ou tout au moins tend vers la brachycéphalie. Si l'on voulait voir là la cause de sa réputation, de la supériorité des dolichoïdes, on pourrait de même voir en la dolichocéphalie de ceux qui la soutiennent, la cause de cette thèse. Il semble difficile après cette *Psychologie* que l'on puisse encore scientifiquement, c'est-à-dire avec faits bien observés et déductions logiques, soutenir la supériorité des dolichoïdes et dolichocéphales au point de vue du caractère, seul point où ils seraient supérieurs aux brachycéphales, selon M. Vacher de Lapouge. En terminant, l'auteur se demande ce qu'il faut penser de la prétendue fin de race des Français, et par quels moyens ils doivent lutter contre leurs défauts pour développer leurs qualités. Ce livre est la première étude systématique du caractère français national tentée par un philosophe, avec l'aide de la physiologie et de l'ethnographie. A ce titre, il se recommande tout naturellement aux moralistes, aux hommes politiques et aux historiens.

Quelques salons de Paris au XVIII *siècle*, par MARY SUMMER, vol. in-8 de 271 pages, 10 portraits; Société française d'éditions d'art, Paris, 1898. — Mme M. S., en un style coulant et aisé, fait revivre devant son lecteur charmé les salons de la marquise de Lambert, de Mme Du Chatelet, du prince de Conti, du baron d'Holbach, de Mme Doublet de Persan, de Mme Necker, de Mlle de Lespinasse, de Mme de Montesson, de la comtesse de Beauharnais, de Mesdames de Sainte-Amaranthe. Pour chaque salon, Mme M. S. indique les ouvrages où elle a puisé les éléments de cette revue. Il semble probable que ces salons ont été écrits pour des revues, car l'A. se répète presque en les mêmes termes deux ou trois fois. L'étude de ces milieux mondains, littéraires et philosophiques, est superficielle. Ce sont des études pour le grand public; elles l'intéresseront sans doute beaucoup, mais serviront peu aux travailleurs. On lira ce livre, on ne le consultera pas. Relevons au passage une erreur : Mme M. S. attribue, p. 84, au baron d'Holbach, le livre du curé Meslier. Les travaux des érudits ont prouvé maintenant l'existence de cet excellent curé athée et socialiste dès la fin du XVIIe siècle.

Le Psychisme social, par E. DE ROBERTY; vol. in-18 de 218 pages; 2 fr. 50; Félix

Alcan, éditeur; Paris, 1897. — Ce deuxième essai sur la morale considérée comme sociologie élémentaire est le cours fait en avril 1897 à l'Université Nouvelle de Bruxelles. Nous n'avons pas en cette analyse à rappeler la renommée dont jouit le philosophe de Roberty. Il est de même inutile de répéter à nouveau des éloges sur la science que ce collaborateur de l'*Humanité Nouvelle* montre en toutes ses œuvres. Nous observerons seulement que la terminologie spéciale à M. de R. et son exposé d'une concise abstraction rendent très ardue la lecture de ce nouveau livre. Il est divisé en sept chapitres : Morale embryonnaire, l'héritage du passé, erreurs et vérités confondues, la vie et la socialité, la lutte pour l'existence, la morale et la nature, l'altruisme et l'individu. Le *Psychisme social* ne peut se lire que lentement; il faut le méditer pour en saisir la vérité et la beauté. S. L.

Au Canada, par Georges Kaiser; vol. in-8°, 424 p. Imprimerie Lesigne. 1897, Bruxelles. — Simple narration d'un voyage que fit l'A, dans le pays d'outre-Atlantique pour une exploration industrielle et commerciale. Son carnet, tenu au jour le jour, rempli de remarques judicieuses, dénote un tempérament artiste et fait durant de longues pages oublier le but mercantile que l'écrivain s'était proposé. Le départ d'Anvers, la traversée sur le bateau, l'arrivée à New-York, le mouvement de cette ville, les observations toujours simples et logiques sur les mœurs, les habitudes, les occupations des habitants, tout cela intéresse et tient en haleine le lecteur. Successivement, défilent Boston, Montréal, Toronto, Québec, Ottawa, etc., etc., tous les grands centres du Canada, qui ont été visités par l'A. et qui tous lui ont laissé une impression durable, que fréquemment partage le lecteur. Ici est décrite la vie en chemin de fer, qui vous transporte durant plusieurs jours à travers ces solitudes où de loin en loin, un peuple encore primitif regarde avec épouvante les progrès de la civilisation ; plus loin ce sont les grands lacs, les chutes d'eau, les produits du sol; les montagnes rocheuses qui empoignent par leur solitude, et le charme se manifeste partout pour l'observateur.

Le but commercial et industriel se montre dans l'analyse minutieuse des richesses minérales qui abondent sur cette terre encore vierge sur de vastes étendues, d'où quelques grands centres seuls déversent leurs produits fabriqués avec la plus grande intensité mécanique, sur tout ce continent. Les pêcheries qui se trouvent le long de la côte, qui encadre des deux côtés ce pays, sont considérées comme les plus riches du monde, et font naître toute une catégorie d'industries secondaires, où les financiers et les agioteurs trouvent une riche pâture. Il en est de même des forêts séculaires, qui serviront un beau jour à procurer des dividendes à quelques capitalistes, au lieu de servir, comme don de la nature, au bien-être de tous les hommes.

Ce sont encore, pour finir, des observations minutieuses sur les coutumes des Canadiens, les mêmes détails des choses de là-bas, que nous conte M. K.. Son livre aura l'avantage de faire connaître à ceux qu'un pareil voyage tenterait, le charme à la fois poétique de la nature et la puissance du génie de l'homme au sein de la société moderne. Paul Deutscher.

Principes d'économie politique, par Charles Gide ; 6e édition refondue et augmentée vol. in-12; 640 p.; 6 fr.; L. Larose, éditeur, Paris, 1898. — Tous ceux qui s'intéressent aux questions économiques connaissent les *Principes d'économie politique* de l'éminent professeur à la Faculté de droit de l'Université de Montpellier. La remarquable impartialité de l'A., sa rigoureuse documentation, la clarté de son style, ainsi que ses idées, le plus souvent en opposition avec celles des champions de l'économie politique libérale, l'ont déjà fait suffisamment connaître pour que nous n'ayons pas à insister sur le caractère particulier de l'œuvre en elle-même. Le livre III, relatif à la répartition des richesses, a été en grande partie refait, surtout en ce qui concerne l'intérêt et le profit. A relever une petite exagération (p. 487, note 1) d'après laquelle tous les coopératistes admettent la légitimité de la propriété privée du capital. M. Gide ne contestera sûrement pas à bon nombre de collectivistes et même à une quantité respectable de communistes-libertaires, la qualité ou le titre de coopérateurs; et il admettra certainement avec nous que, — collectivistes ou communistes-libertaires *coopérateurs*, — nous ne sommes pas *précisément* décidés à légitimer *aucune* des formes de la propriété privée. Dans l'avant-propos, l'A. paraît se réjouir des succès de l'école solidariste et, avec une bonhomie et une modestie charmantes,

il remercie pour leur collaboration tous les critiques de ses précédentes éditions, même « ceux qui n'avaient pas pour dessein de lui être agréables » et il « ose espérer que ce « traité gagnera en valeur au fur et à mesure que cette coopération internationale « ira grandissant et que la part personnelle de l'auteur ira diminuant ». Ce livre restera et sera même classique, quoiqu'il soit loin de recommander les principes de l'économie politique classique.

La question agraire et le socialisme, par HUBERT LAGARDELLE; broch. in-8; 15 p., Giard et Brière, éditeurs, Paris, 1898. — Le point de vue de l'A. est le collectivisme orthodoxe. Au moment où les social-démocrates flagornent à qui mieux mieux les paysans, cette brochure est, en même temps qu'un acte de vitalité, un acte de courage et d'honnêteté. Les socialistes parlementaires étatistes promettent leur appui à la petite propriété paysanne; l'A. pense, au contraire, que le parti socialiste, « qui ne peut assister les paysans comme *producteurs*, doit s'occuper d'eux comme *consommateurs et citoyens*. Il n'a qu'à se conformer à son rôle; élever le niveau de la vie, le *standard of life* ». Bien que la méthode préconisée par l'A., pour atteindre ce but, ne soit pas la nôtre et que nous ayons des réserves à formuler sur son efficacité; nous n'en saluons pas moins, avec joie, l'attitude franchement socialiste de l'A., dans une question aussi capitale que celle de la petite propriété paysanne.

A.-D. BANCEL.

L'Individu et la Société, par JEAN GRAVE; vol. in-18°, de 307 p.; 3 fr. 50; P.-V. Stock, éditeur, Paris 1897. — Le nouveau livre du philosophe communiste anarchiste démontre une fois de plus qu'il n'y a pas de vérité absolue pour l'esprit humain; en effet dans toute la partie doctrinale de son œuvre il semble à la fois qu'il a raison et qu'on peut soutenir la thèse contraire. Montaigne a parfaitement expliqué ce cas dans l'un de ses chapitres les plus intéressants; Rabelais l'a fait également dans la fameuse consultation de Panurge au sujet de son mariage. Cela vient de ce que J. G. a soulevé l'une des questions les plus préoccupantes et les plus controversées: celle des rapports de l'individu et de la société.

Certes, l'individu et la Société sont antagoniques; leur lutte est éternelle : elle fut, elle est et elle sera. Le jour où elle aura disparu l'humanité n'existera plus et si une autre espèce vivant collectivement lui a succédé, la même lutte existera car elle est une des conditions de la vie.

Chaque action développe sa réaction, chaque force la force contraire et le mouvement en résulte; celui-ci n'est d'ailleurs que la recherche d'un équilibre qui ne pourrait être obtenu que dans la mort, si celle-ci pouvait être absolue au lieu d'être la simple disparition d'une forme, lorsque d'autres formes naissent et se développent pour disparaître à leur tour et cela éternellement.

Nous ne disons pas d'ailleurs que J. G. pousse la théorie de l'autonomie de l'individu à l'absolu; il s'élève, au contraire, avec raison, contre les théoriciens qui ne tiennent pas compte des contingences et prétendent que l'individu est tout et qu'il doit marcher sur les cadavres de ses concurrents si cela lui est utile; il se préoccupe des vagues humanités en dépit de ceux qu'il appelle avec bonté et sans malice des intellectuels.

Nous l'approuvons tout à fait quand il combat les prétentions des Trissotins du jour qui s'imaginent qu'on doit les adorer parce qu'ils ont fait de mauvais vers ou de mauvais romans qu'eux seuls sont capables de lire. Avec lui, nous n'admettons, d'ailleurs, pas davantage, la formation d'une aristocratie intellectuelle se substituant à celle de l'argent, comme celle-ci s'est substituée à l'aristocratie militaire.

Combien nous l'approuvons aussi quand il dit que le respect de la propriété des autres n'est pas difficile à déraciner, mais bien celui de sa propriété à soi qu'on veut imposer à ses semblables.

Cette parole extrêmement juste s'applique à toutes les entités qu'on veut faire adorer aux hommes; à la Religion, à la famille, à la morale, au patriotisme, à la loi, à l'autorité, etc. Tous ceux qui sont un tant soit peu privilégiés, prêchent la nécessité pour les autres de ces belles choses dont ils font complètement fi pour eux-mêmes.

Demandez au bourgeois sceptique et corrompu, qui ne croit à rien, néglige ses enfants, possède des maîtresses en ville et à la campagne, trompe en affaires, vend

des armes aux ennemis de son pays, transgresse les lois, etc., s'il entend la plaisanterie lorsque les pauvres serfs du salariat se permettent d'émettre des doutes sur la religion, la propriété, la famille, le patriotisme et autres matières sacro-saintes, qui ont servi à bâtir notre société.

J. G. prend à parti tous les faux Dieux anciens et modernes qu'on impose aux masses laborieuses pour les faire rester tranquilles pendant qu'elles suent et qu'elles peinent. Quelle logique serrée! Comme il démolit les sophismes des parasites et de leurs défenseurs! Comme il emporte les toiles d'araignées ourdies pour attraper les pauvres moucherons! Cet élève de Proudhon, moins acerbe, moins virulent que son maître, est tout aussi pensant; mais comme lui, comme Kropotkine, sa critique de l'ordre établi est bien supérieure à ses conceptions de l'ordre futur.

Nous sommes également bien d'accord avec lui quand il montre les déceptions qui attendent ceux qui considèrent la Révolution sociale comme une sorte de Millenium, donnant du jour au lendemain toute satisfaction à nos *desiderata*.

Certes il restera beaucoup à faire au lendemain de la Révolution en admettant qu'elle résulte prochainement d'un grand fait économique ou politique.

J. G. affirme qu'il faudra bien deux ou trois générations pour accomplir les transformations désirées par le communisme anarchique. C'est fort possible, mais en admettant qu'une période d'application de cette doctrine suive celle de l'application du collectivisme, qui doit succéder au régime capitaliste, ce sera une épisode dans la vie de l'humanité qui doit fatalement se transformer sans cesse. Nous voyons bien que le mouvement nous mène vers de nouvelles destinées, mais loin de pouvoir deviner l'avenir lointain dans les brumes qui l'enveloppent, nous n'arrivons pas même à prévoir les évènements de demain.

Nous pensons que J. G. se fait lui-même des illusions quand il nous développe son idéal; combien peu d'ailleurs, même en période socialiste, arriveront à ce qu'il subsiste quelque chose d'eux après leur mort. Sans doute, c'est une satisfaction pour des militants du talent de G. de penser que « leur souvenir surnagera d'autant plus longtemps que leur action aura été plus profonde. » Pline le jeune avait déjà eu la même pensée dans une de ses lettres, mais la foule anonyme ne l'aura pas malgré ses luttes, malgré ses labeurs, malgré son utilité pour le bien de tous; sans doute elle sera plus heureuse dans la société future, mais elle restera toujours l'instrument ignoré et obscur de la vie et de la transformation éternelle.

J. G. attaque la métaphysique, mais n'en fait-il pas lui-même d'un bout à l'autre de son remarquable livre? Tant il est vrai que l'imagination travaille aussi bien chez les matérialistes que chez les spiritualistes.

Napoléon Ier prétendait que les soldats qui n'avaient point d'imagination étaient des brutes; cet aphorisme doit être généralisé. Si l'imagination nous égare parfois, elle éclaire souvent la route de la vérité.

CH. BRUNELLIÈRE.

Fleuve de sang, par J.-B. MARCAGGI; vol. in-18; 3 fr. 50; Perrin, éditeur; Paris 1898. — Aimez-vous les bandits, les coups de feu dans la montagne, les histoires terribles? Si oui, voici une vendetta corse, une vendetta très authentique dont les éléments, paraît-il, ont été trouvés dans les archives d'Ajaccio. C'est bien possible, mais cela n'ajoute certainement rien à la valeur de cette œuvre d'une parfaite et absolue médiocrité. C'est même très bien dans le genre médiocre avec des phrases suffisamment dramatiques, des situations suffisamment compliquées. Puis il y a les bandits, en somme, et que voulez-vous de plus que le beau, l'honnête, le terrible bandit qui, au fond, est un brave sentimental cherchant à épater.

Et cela s'édite, mon Dieu! et cela se lit et cela se vend, peut-être!

Au pays de Cocagne, mœurs napolitaines, par Mme MATILDE SERAO; vol. in-18; 3 fr. 50; Plon éditeur; Paris 1898. — C'est la traduction d'une œuvre célèbre de l'unique femme de lettres, digne de ce nom, que l'Italie possède à l'heure actuelle. Le pays de Cocagne, c'est Naples avec ses palais, ses bouges, ses maisons de jeu, ses femmes et ses souteneurs : tous les bas-fonds des villes de luxe et de luxure. Dans un avertissement, les éditeurs rappellent que Paul Bourget a appelé ce livre : l'Assommoir napolitain. C'est assez exact encore que *Pays de Cocagne* ne puisse être comparé comme puissance d'être et d'action à l'œuvre de Zola. Cela parait, en

somme, une ville un peu factice. Ce qui fait précisément la réalité, la diversité des passions, bonnes et mauvaises, manque ici et on dirait un peu des gens souffrant tous du même mal, une race entière frappée de la même misère morale.

Au reste, un livre à lire, et qui vaut surtout par le cadre. Il prouve que le naturalisme de Zola a produits d'excellents écrivains hors de France.

R. DE MARÈS.

L'Hérésiarque, par HENRI MAZEL; vol. in-18; 3 fr. 50; Mercure de France, éditeur; Paris 1898. — Drame qui força son auteur à un énorme travail de documentation et d'écriture, mais pour un si maigre résultat! Des longueurs y entretiennent l'ennui; le dénouement fait songer à un puéril roman de chevalerie comme nos bisaïeules en lurent quand elles étaient jeunes filles. Pourtant il est juste de signaler de beaux passages d'éloquence, le caractère très bien déduit de l'hérésiarque, et surtout l'admirable scène du concile, la seule vraiment *vivante* dans tout ce drame.

Le Tournoiement, par PAUL REY; brochure de 36 pages; 0 fr. 50; Bibliothèque occitane éditeur; Paris 1898. — Petite brochure également bénisseuse pour un tas de poètes qui hurlent de se trouver ensemble, mais réunis là pour la très grande gloire du Midi, père de Mistral et sauveur de la France. Quelques nordiques y sont aussi congratulés, mais simplement pour aider à faire passer avec plus de pudeur les admirations de clocher. — C'est une théorie d'art plutôt confuse, exposée en une langue qui a au moins le mérite de n'être point banale.

Don Juan au Cloître, par LORIOT-LECAUDEY et de BUSSY; grand in-18 Jésus; 2 fr.; P. V. Stock éditeur; Paris 1898. — Après le poème de M. Haraucourt, voici un nouveau Don Juan. Quand n'entendrons-nous plus parler de ce garçon coiffeur de légende! — A côté de tirades passables, beaucoup de vers médiocres et moins que médiocres. Joué, mais non lu, ce poème, où quelques scènes émouvantes, aurait quelque chance d'être accepté.

Histoire de M. Aristide Truffaut, artiste découpeur, par EDMOND GLESENER; vol. in-16; 2 fr.; Mercure de France, éditeur; Paris 1898. — Pour passer une heure ou deux d'agréable façon s'offre à nous l'*Histoire de M. Aristide Truffaut*. C'est la vie d'un quelconque bourgeois de province qui est pris de la douce manie de découper dans du bois des objets généralement laids dont il gratifie tous ses amis après en avoir inondé sa propre maison. Et ce sont les tribulations du pauvre homme, tout à la joie d'être un *artiste* au point d'en perdre le boire et le manger, que nous narre, d'une manière assez divertissante, le volume de M. Glesener.

L'Amie suprême, par VICTOR DEBAY; vol. in-18; 3 fr. 50; Victor-Havard, éditeur; Paris 1898. — L'A. doit être un musicolâtre enragé. Il le prouve par la manière érudite dont il nous présente l'*Amie suprême*, la divine musique qui adoucit les mœurs... et les cœurs désabusés. Sa figure de femme artiste cherchant un refuge dans l'Art contre les déboires de l'amour est intéressante mais combien plus nous apparaît sympathique le graveur Steinbaun, le vieil humanitaire, ennemi de la guerre, déserteur par générosité d'âme, afin de ne pas verser le sang de ses semblables, et qui promène sa haute et calme personne, sa loyale nature à travers tous les épisodes du roman. Livre intéressant mais dont les caractères en général sont peut-être poussés à l'exagération.

Coins d'âme, par JULES SOUGNIEZ; vol. in-18°; 3 fr. 50; Victor-Havard, éditeur; Paris 1898. — Tel est le joli titre du volume de M. J. S. Trois nouvelles le composent d'une psychologie très différente. Une d'elles, *Martyre*, est d'une note bien touchante. C'est toujours le même intérieur d'ouvriers pauvres, dont le mari s'adonne à la boisson, et la même victime résignée et fataliste, produit de la misère sociale, qu'est la femme. — Mais si le sujet a tenté déjà bien des auteurs, M. J. S. a réussi à nous évoquer cruellement ce milieu de peines et de souffrances, et cette nouvelle est la meilleure de son bon livre.

ALBERT LANTOINE.

LIVRES DE LANGUE ITALIENNE

Fallimento, par Enrico Insabato; vol. in-18 de 114 pages; 1 fr. Luigi Beltrami éditeur, Bologne, 1898. — Ce livre que nous croyons d'un très jeune auteur n'est qu'un « abattage » des ex-camarades socialistes italiens de M. Insabato. Il prétend nous dévoiler les petites misères des comités révolutionnaires d'Italie, tableau sûrement exagéré pour rendre plus intéressant ce roman qui n'a, du reste, qu'une valeur assez médiocre.

Nous n'applaudissons pas à l'apparition de ce mince volume, trouvant fort regrettables ces petites haines de sectes, alors que la cause dans ce pays réclame, aujourd'hui plus que jamais, la solidarité de tous. B. A. L.

Le contraddizioni di Giacomo Leopardi, par Vincenzo Reforgiato, 95 pages, Galati éditeur; Catania 1898. — Belle brochure à propos du centenaire du poète-philosophe pessimiste, où l'A. réfute avec des arguments dignes de considération l'application faite, par le prof. Mariano Patrizi, de la théorie lombrosienne du génie au grand malheureux de Recanati; le génie est, selon M. Reforgiato, dans le champ intellectuel ce qu'est l'héroïsme, dans le champ moral, c'est-à-dire une énorme quantité d'énergie accumulée : « Approchons-nous, dit-il, avec révérence de ce magnifique parmi les miracles de la nature; et ne nous laissons pas tromper par les analogies phénoménales qu'il peut présenter avec les états morbides de l'esprit humain ! »

Il romanzo dei socialisti : L'atteso, par Gino Trespioli; Parme, Pellegrini, éditeur. — C'est le premier roman d'un cycle dont le deuxième aura pour titre « *L'ultima lotta* » et le dernier « *Il trionfo* »; l'A. y raconte, dans un style ému, sinon toujours pur et correct, l'histoire imaginaire de la conquête socialiste des pouvoirs publics, et la proclamation imminente de la République sociale. Dans la préface, il nous donne le programme des deux autres romans futurs, et fait en attendant l'autocritique de son premier livre, avec beaucoup de sincérité et d'esprit.

L'Italia barbara contemporanea par Alfredo Nicéforo; vol. in-18 de 322 pages; Sandron éditeur, Palerme, 1898. — L'A. de *Il gergo nei normali, nei degenerati é nei crimineli*, de *La delinquenza in Sardegna*, *Criminali e degenerati del l'Inferno dantesco* répond par ce livre à la foule de protestations soulevées par ses études précédentes sur l'Italie méridionale et insulaire. Il répond en expliquant le sens relatif du mot « barbare », dont il qualifie ces régions où lui-même est né, comme exprimant un état d'évolution sociale arriéré par rapport à celui des régions septentrionales de la péninsule, et à la civilisation des autres nations plus avancées de l'Europe contemporaine : état d'antériorité plutôt que d'infériorité absolue, et qui a bien, avec ses défauts, aussi sa beauté, sa poésie, sa fierté, ses traits nobles et sympathiques. L'A. étudie en douze chapitres bien bourrés de chiffres et de faits, la vie sociale du Sud-Italie et le gouvernement qui lui conviendrait, tout différent de celui qui convient au Nord; le crime barbare, le brigandage, la « *mafia* », la « *camorra* »; la diffusion de la culture, l'analphabétisme, les écoles, le jeu du « *lotto* »; la prolificité désordonnée des pays moins civilisés; la mortalité et le suicide; la vie économique, l'industrie, l'agriculture extensive et intensive, le crédit, toujours comparés statistiquement entre le Sud et le Nord; la Sardaigne et la dégénération somatique et psychique de son peuple; la Sicile, le féodalisme et l'orientalisme de ses mœurs; le Napolitain, et son arrêt de développement social; les deux Italies anthropologiques et psychologiques, et l'idée fédérative qui en résulte, plus rationnelle que l'unitaire; enfin la décadence de l'Italie actuelle, la classe dirigeante et sa cécité égoïste, la bureaucratie et le militarisme, les classes pauvres, l'avenir, pour lequel on ne peut espérer qu'en des hommes nouveaux qui sachent créer une Italie tout-à-fait nouvelle.

Mario Pilo.

Le Directeur-Gérant : A. Hamon.

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — *Téléphone*.



Pour paraitre dans les prochains numéros

Les dessous de la Propagande chrétienne au premier siècle, par A. CHIRAC. — *Objectifs révolutionnaires,* par GABRIEL DE LA SALLE. — *Les doctrines anarchistes et leurs rapports avec le Communisme,* par I. BLOCH. — *La réoccupation de la Terre*, par ALFRED RUSSEL WALLACE. — *Au nom de la loi,* par MACHTÈTE. — *La Genèse du Socialiste Anarchiste*, par A. HAMON. — *Maguelonne*, par XAVIER DE RICARD. — *L'évolution du Darwinisme sociologique,* par C. FAGES. — *La Ville,* par LUCIEN JEAN. — *Le Socialisme en Argentine,* par J. INGEGNIEROS. — *Expériences communistes,* par LADISLAS GUMPLOWICZ. — *L'harmonie dans la vie,* par PIERRE-KROPOTKINE. — *L'amour comme facteur de l'évolution,* par le Dr WOODS HUTCHINSON. — *Le socialisme et le problème monétaire jusqu'à la fin du XVIIe siècle,* par G. DE GREEF. — *Quelques objections au matérialisme économique,* par G. SOREL. — *Déterminisme et responsabilité,* par le Dr LAUPTS. — *Histoire naturelle de Jésus,* par G. LEJEAL. — — *La question agraire et les systèmes économiques,* par HENRI DAGAN. — *L'hyperpositivisme de M. de Roberty,* par O. D'ARAUJO. — *L'idée du Progrès et l'Anarchisme,* par M. D. — *Le Mouvement insurrectionnel en Macédoine,* par G. CIANCABILLA. — *Récit d'un Communard,* par A. AGRESTI. — *Le Socialisme des paysans en Hongrie,* par EUGÈNE-HENRI SCHMITT. — *Giovanni Bovio et son œuvre,* par P. MAZZINI. — *Une visite au sanctuaire d'Olympie,* par LÉON HENNEBICQ. — *La danseuse*, par HERMANN BANG. — *Passions d'Artistes,* par HERMANN BANG. — *Michel Bakounine*, par VICTOR DAVE. — *Le Bête*, par J.-J. BARONIAU. — Etc., etc.

L'HUMANITÉ NOUVELLE forme par an deux beaux volumes de près de 750 pages chacun, avec un index alphabétique des auteurs et des matières.

L'HUMANITÉ NOUVELLE

REVUE INTERNATIONALE MENSUELLE

		UN AN	SIX MOIS	LE NUMÉRO
Abonnements :	France et Belgique........	12 fr.	7 fr.	1 fr. 25
	Etranger (Union postale) .	15 fr.	8 fr.	1 fr. 50

Les abonnements partent de Janvier et de Juillet.

On trouve l'HUMANITÉ NOUVELLE dans toutes les Librairies de Paris, des départements et de la Belgique. A l'Etranger elle se trouve chez :

Aix-la-Chapelle
Barth. R.
Alexandrie
Stivala.
Amsterdam
Feikema Caarelsen et Cie.
Meulenhoff.
Meyer.
Nilsson et Lamm.
Athènes
Beck.
Bâle
Librairie Georg.
Barcelone
Mlle E. Piaget.
Verdaguer.
Berlin
Asher et Cie.
Friedlænder et fils.
Libr. Hirschwald.
Prausnitz.
Berne
Jent et Reinert.
Koerber.
Schmid Francke et Cie.
Bologne
Virano.
Zanichelli.
Bonn-sur-Rhin
Friedrich Cohen.
Boston
Little Brown et Cie.
Brunswick
Vieweg et fils.
Bucarest
Nerly.
Sococu et Cie.
Buda-Pesth
Killian.
Revai frères.
Caire (Le)
Mme Barbier.
Diémer.
Cincinnatti
Wilde et Cie.
Coïmbra
Franca Amado.
Melchiadès et Cie
Colmar
Barth.
Prudhomme.
Constantinople
Baudin.
Heydrich.
Keil.
Saratian.
Vafiadis.
Copenhague
Host et fils.
Tillgés Boghandel.
Hagerup.
Cracovie
Gebethner et Cie.
Francfort-sur-M.
Keller.
Fribourg
Veith.
Galatz
Nebuncli et fils.
Gênes
Beuf.
Donath.
Genève
Alioth.
Beroud et Jeheber.
Burkhardt.
Dürr.
Eggimann et Cie.
Georg et Küudig.
Jullien.
Robert H.
Stapelmohr.
Glascow
Bauermeister.
Greifswald
Bamberg.
Groningue
Noordhoff.
Hambourg
Brockhaus.
Rudolphi.
Heidelberg
Gross.
Helsingfors
Wasénius.
Jassy
Barasch.
Iliescu et Grossu.
Saraga frères.
Kieff
Idzikowski.
Kissingen
Weinberger.
La Haye
Belinfante frères.
Van Stockum et fils.
Lausanne
Benda.
Duvoisin.
Payot.
Rouge.
Leipzig
Brockhaus.
Hinrichs'sche Buch.
Haessel.
Hiersemann.
Hermann.
Kœhler.
Thomas.
Twietmeyer.
Leyde
Brill.
Lisbonne
Ferin et Cie.
Ferreira.
Gomès.
Monteiro et Cie.
Rodrigues.
Londres
Asher et Cie.
Dulau et Cie.
Grevel et Cie.
Kegan Paul, Trench, Trübner et Cie.
Nutt.
Quaritch.
Sampson Low et Cie.
Siegle.
Thacker et Cie
Williams et Norgate.
Madrid
Barrias.
Capdeville.
Fernando Fé.
Heriz.
Murillo.
Romo y Fussel.
J. Ruiz Cie.
Mayence
Lesimple.
Messine
Principato G.
Metz
Even frères.
Scriba.
Milan
Bocca frères.
Hœpli.
Monte-Carlo
Heuchy Wandenberg.
Montreux
Monnerat.
Moscou
Tastevin.
Mulhouse
Bahy, Ch.
Seiffer Vve.
Stuckelberger.
Munich
Ackermann.
Haas.
Riedel.
Naples
Prass.
Marghieri.
Neuchâtel
Berthoud.
Delachaux et Niestlé.
New-York
Dyrsen et Pfeiffer.
J. Jacobs.
Lemcke et Buechner.
Schmidt et Cie.
Stéchert.
E.-B. Wilson.
Odessa
G. Rousseau.
Mosketti.
Stadelmeyer.
Ouro-Preto
Numan et Cie.
Oxford
Parker et Cie.
Padoue
Drucker frères.
Palerme
Reber.
Saudron.
Philippopoli
Cravareff frères.
Pise
Spoerri.
Porto
Magalhaès et Moniz.
Martin.
Posen
Leitgeber et Cie.
Prague
Topic.
Rivnac.
Québec
Pruneau et Kirouac.
Réval
Klüge et Strœhm.
Riga
Kymmel.
Stieda.
Rio-de-Janeiro
Briguiet et Cie.
Rome
Bocca frères.
Loescher et Cie.
Lux.
Modes et Mendel.
Molino.
Spithœver.
Rosario-de-Santa-Fé
Zacutti.
Rotterdam
Kramers et fils.
Saarbruck
Klingebeil.
Saint-Pétersbourg
Eggers et Cie.
Librairie des Novosti.
Ricker.
Schmitzdorff.
M. O. Wolff.
Santiago
Roberto Miranda.
Sienne
Torrini.
Stockholm
Fritze.
Loostrœm et Cie.
Norstedt et Sœner.
Samson et Wallin.
Strasbourg
Derivaux.
d'Oleire.
G. Rettig.
Staat.
Singer.
Treuttel et Würtz
Trübner
Thorn
Zablocki.
Trèves
Lintz.
Turin
Bocca frères.
Bréro.
Casanova.
Clausen.
Lattès et Cie.
Rosenberg et Sellier.
Stréglio.
Utrecht
Beijers.
Varsovie
Gebethner et Wolff.
Hœsick.
Orgelbrand.
Wende et Cie.
Venise
Debon.
Ongania.
Vérone
Drucker frères.
Vevey
Schlesinger.
Vienne
Braumüller et fils.
Brockhaus.
Frick.
Gerold et Cie.
Wiesbaden
Bergmann.
Wurzbourg
Stahel.
Zurich
Meyer et Zeller.
Ebell.

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — *Téléphone.*

Van Offen

2e Année. XVI Octobre 1898.

L'Humanité Nouvelle

REVUE INTERNATIONALE

SCIENCES ET ARTS

Sommaire :

PARIS
Librairie C. Reinwald
SCHLEICHER frères, Editeurs
15, rue des Saints-Pères

BRUXELLES
Librairie Spineux
62, rue Montagne de la Cour

PRIX DU NUMÉRO :

France et Belgique. . . . . . . 1 fr. 25
Étranger . . . . 1 fr. 50

La Réoccupation de la Terre

Nous approchons maintenant de la fin d'un siècle qui a de beaucoup surpassé tous les siècles précédents au point de vue du développement du pouvoir de l'homme sur les forces naturelles, et, comme conséquence, de l'accroissement énorme de la production de la richesse. La proportion de cet accroissement peut être jugée par ce fait que, il y a quinze ans, la puissance effective de la vapeur en Angleterre représentait environ dix fois la puissance de travail de toute la population laborieuse. Elle est certainement maintenant beaucoup plus grande, et par l'usage des machines économisant le travail, cette quantité énorme de pouvoir mécanique a sans doute acquis une force productrice dix fois plus grande, de manière que notre peuple accomplit maintenant une centaine de fois autant de travail productif que pendant les siècles précédents, quand la force de la vapeur et les machines étaient à peine utilisées. Cependant, malgré cette force centuplée, employée à produire la nourriture, l'habillement et les autres commodités nécessaires à la satisfaction de tous les besoins de la nature humaine, au bien-être et aux jouissances de la vie, que voyons-nous ? Un nombre immense de gens souffrant de misère et de besoins inavoués dans toutes nos grandes villes et dans les villages de la campagne entourés de chasses réservées et de champs en friche ; un nombre toujours plus grand d'êtres mourant de réelles privations ; la folie et le suicide croissant plus rapidement que la population ; et, d'après une autorité très compétente, un aumônier de prison qui a étudié les statistiques du crime pendant trente ans, un accroissement également considérable du crime et de la population des prisons.

Pour confirmer et illustrer ces faits terribles, nous avons les rapports annuels du « Registrar général », montrant que, pendant les 40 dernières années, il y a eu un accroissement continuel dans la proportion des décès se produisant dans les hospices, les hôpitaux, les asiles et autres institutions de charité publique, s'élevant de 10 p. 100 des décès totaux (à Londres), dans les 5 années 1856-1860, à 26 p. 100, en 1880-90;

et un accroissement semblable, bien qu'un peu moins rapide peut être, constaté dans tout le royaume.

Coïncidant avec tous ces faits et les expliquant dans une certaine mesure, il faut signaler la dépopulation constante des districts ruraux, et l'accroissement des populations des villes, dus certainement en grande partie, et je crois même entièrement, à la monopolisation de la terre entre les mains des propriétaires fonciers, coutume qui a toujours défendu et défend encore aux travailleurs le libre usage de leur sol natal à des conditions avantageuses. Il en est résulté un manque toujours croissant d'occupation permanente; le mouvement en masse d'un grand nombre de cultivateurs ruraux accompagnés de leurs familles vers les villes; l'accroissement de la pauvreté, de la famine, du suicide, de la folie et du crime : des millions d'acres de terre laissés en friche, et le cri de la décadence de l'agriculture qui s'élève d'autant plus haut maintenant que les poches des propriétaires eux-mêmes, ont à en souffrir. J'ai traité plus ou moins complètement ailleurs de la plupart des aspects du « problème de la pauvreté » ci-dessus mentionnés, comme l'ont fait beaucoup d'écrivains socialistes ,bien connus. Mon but actuel est de suggérer un remède pratique immédiat à quelques-uns des défauts les plus notoires du présent état de choses, en retirant du marché du travail, l'excédent des travailleurs et en les rendant, tout à fait indépendants, à la terre. Ceci une fois effectué, tous les autres travailleurs du royaume en bénéficieront et le mouvement vers une organisation meilleure de la société, sera avancé par un exemple pratique de la perte énorme résultant du système capitaliste et compétitif qui prévaut actuellement.

Le problème de l'inoccupation générale est bien présenté par M. J. A. Hobson dans la *Contemporary Review* d'avril 1896 : « La Pauvreté diminue-t-elle? » Il dit : « Comment se fait-il, avec une si immense et si productive surface bonne pour la culture du blé, que, dans les bonnes années, des récoltes entières sont laissées à pourrir sur le sol, et que des milliers de travailleurs anglais, des millions de paysans russes, ne peuvent se procurer assez de pain pour se nourrir? Comment se fait-il qu'avec tant de fabriques de coton dans le Lancashire que l'on ne peut garder ensemble en activité pendant longtemps, des milliers de gens de Manchester ne peuvent avoir une chemise décente sur le dos? Comment se fait-il qu'avec une abondance croissante de mines et de mineurs, des milliards de gens ont froid par manque de combustible ? ». Et pas un de nos professeurs autorisés d'économie politique, pas un de nos législateurs les plus expérimentés, ne peut donner une réponse claire à ces questions, si ce n'est en de vagues allusions aux lois immuables de l'offre et de la demande, et par l'affirmation complètement fausse que les choses ne vont pas aussi mal qu'autrefois et qu'elles s'amélioreront d'elles-mêmes avec le temps. M. H. V. Mills vit son attention dirigée vers ce sujet par un exemple particulier du même phénomène. Il trouva à Liverpool, porte à porte, un boulanger, un cordonnier et un tailleur, tous sans ouvrage, tous manquant de pain, des vêtements et des souliers qu'ils pouvaient fabriquer, tous ayant la volonté et le

désir ardent de travailler, et cependant tous forcés de rester oisifs et à moitié mourants de faim. Son livre a paru depuis plusieurs années; il contient un remède pratique et efficace à cet état de choses; cependant aucune tentative n'a été faite pour soumettre son plan à une loyale épreuve. Voyons si nous pouvons jeter un peu de lumière sur le problème et aider ainsi à l'imposer à l'attention de ceux qui ont le pouvoir, mais qui croient que tout essai de réforme serait inutile.

La réponse à la question si bien posée par M. Hobbs et que M. Stead, dans la *Review of Reviews*, considère comme étant le problème moderne du Sphinx qui demanderait un nouvel Oedipe pour le résoudre, est cependant parfaitement simple. La chose sous sa forme la plus claire est celle-ci : L'inoccupation existe et doit s'étendre, parce que, *dans les conditions de la société moderne, la production sous toutes ses formes est dirigée, non pas dans le but de subvenir aux besoins des producteurs, mais seulement dans le but de créer la richesse pour le patron capitaliste.*

A vrai dire, je crois que cette proposition contient le principe absolu de toute la question et indique les vraies et les seules lignes à suivre pour atteindre le remède complet. Mais, pour beaucoup, ce sera une vérité dure, c'est pourquoi, nous l'examinons un peu en détail.

Le capitaliste filateur de coton, fabricant de drap ou de chaussures, propriétaire des mines de charbon ou maître de forges ne se soucie pas du tout de savoir *qui* achète ses marchandises ou *qui* les emploie, du moment qu'il peut en retirer un bon prix pour lui-même. Le coton, les chaussures, le charbon, ou le fer, peuvent être exportés dans les Indes ou en Australie, en Amérique ou à Tombouctou, tandis que des millions d'êtres sont insuffisamment vêtus ou chauffés aux lieux mêmes où les choses sont produites.

Les gens même qui les fabriquent peuvent manquer de tout, à cause de gages insuffisants ou d'emplois irréguliers; cependant les protecteurs du système actuel ne veulent pas admettre qu'il y ait là quelque chose d'essentiellement inique. Le taux peu élevé des salaires et l'irrégularité du travail, sont, nous disent-ils, dus à des causes générales sur lesquelles ils n'ont aucune action, telles que la concurrence étrangère, les marchés insuffisants, etc., qui font tort aux capitalistes autant qu'aux travailleurs. L'ouvrier sans travail existe, disent-ils, à cause des améliorations dans les machines et les procédés mécaniques, dans tous les pays civilisés, qui économisent le travail, et permettent ainsi de produire à meilleur compte. L'excédent de la masse des travailleurs, par conséquent, n'est pas nécessaire, et la partie qui n'en peut être utilisée pour satisfaire au luxe des riches, doit être soutenue par la charité ou mourir de faim.

Ceci est le dernier mot des capitalistes et de la majorité des politiciens. Mais bien que les capitalistes et les hommes politiques soient satisfaits de laisser les choses suivre leur cours, avec une richesse et un luxe toujours croissant, d'une part, une misère et un mécontentement grandissants sans cesse de l'autre, les penseurs, hommes et femmes, du monde entier, ne *sont pas* satisfaits, et ne *veulent pas* être

satisfaits, sans une solution complète du problème, en la découverte de laquelle ils ont une entière confiance, bien qu'ils ne soient pas encore capables de l'apercevoir clairement.

Les gouvernements, dans les temps modernes, ont vécu sur ce principe qu'ils n'ont absolument rien à voir avec l'occupation ou le manque d'occupation du peuple, avec le taux plus ou moins élevé des salaires, avec le luxe ou la famine, excepté en tant que cette dernière calamité puisse être prévenue par les exécuteurs de la loi sur le paupérisme.

Un grand changement s'est pourtant produit dans ces dernières années. Le gouvernement local et le gouvernement impérial ont admis en même temps le principe d'un salaire raisonnable assurant la subsistance, et agissent ainsi en opposition flagrante avec les règles de la vieille économie politique.

J'observe également que maintenant, les achats de fournitures du Gouvernement, faits autrefois à l'étranger, parce qu'ils pouvaient être obtenus un tantième pour cent meilleur marché que dans le pays même, sont abandonnés, bien que, il y a trois ou quatre ans seulement, ce système fût soutenu comme étant d'accord avec les vrais principes économiques, et aussi parce qu'on affirmait qu'il était du *devoir* du Gouvernement d'acheter au meilleur marché possible dans l'intérêt du contribuable. Je mentionne seulement ces faits pour montrer que des idées nouvelles pénètrent dans la société moderne, et obligent les gouvernements, quelle que soit leur répugnance, à les mettre en pratique. Nous pouvons par conséquent espérer obliger nos législateurs à reconnaître qu'il est de leur devoir également, de pourvoir aux conditions nécessaires pour permettre à ceux qui sont dans l'inaction et le dénùment, non pas par leur faute, mais à cause de notre système de concurrence et de monopolisation, de se soutenir par leur propre travail.

Jusqu'à présent, ils nous ont dit que cela ne pouvait être fait, que cela désorganiserait la société, que cela ferait du tort à d'autres travailleurs. C'est pour cela que nous devons leur montrer *comment* cela peut être fait, et insister pour que, tout au moins, l'expérience soit tentée. Je vais développer maintenant mes idées sur la manière dont ce grand résultat peut être obtenu, et les raisons qui, je crois, démontreront que la méthode doit réussir.

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'organisation de communautés, ou de sociétés en général, dans un but de production, excepté, quand, par hasard, cela rentrait dans l'intérêt des patrons capitalistes ou des grands propriétaires terriens. Il en est résulté le terrible bourbier social dans lequel nous nous trouvons maintenant. Mais il est certain qu'une organisation dans l'intérêt des producteurs qui constituent la masse de la communauté est possible ; et, comme dans les conditions existantes, les millions d'individus totalement privés de terre ou de capital ne peuvent s'organiser eux-mêmes, il serait du devoir de l'Etat, par l'intermédiaire des autorités locales, d'entreprendre cette organisation ; et, si elle est entreprise sur ce principe que tout produit doit servir tout d'abord à la consommation des producteurs eux-mêmes, et

seulement, quand les besoins immédiats sont satisfaits, à l'échange pour procurer le superflu, une telle organisation ne peut manquer de réussir.

Ma confiance en son succès est fondée sur trois considérations, que je veux énumérer brièvement.

La première est l'énorme pouvoir producteur résultant de l'aide des machines modernes qui économisent le travail. M. Edward Atkinson, qui fait autorité en Amérique par ses travaux de statistique sur la production et le commerce, a calculé que le travail de deux hommes, pendant une année, dans les Etats d'Amérique où croît le blé, produit, prêtes à la consommation, 1.000 tonnes de farine, les tonnes comprises ; et cette quantité produira du pain pour 1.000 personnes pendant un an. Comme nous pouvons faire croître plus de boisseaux de froment par acre qu'en Amérique, nous pouvons aussi produire le pain pour 1.000 personnes par le travail de 4 ou 5 hommes seulement, en y comprenant les opérations de la cuisson. De plus, il nous dit qu'avec les meilleures machines, un ouvrier peut produire le tissu de coton pour 250 personnes, les étoffes de laine pour 300, les chaussures pour 1.000.Et comme les autres objets de nécessité n'exigent qu'une quantité également modérée de travail, nous voyons combien facilement une communauté de travailleurs pourrait pourvoir tout au moins aux premières nécessités de la vie, en ne dépensant qu'une faible portion de son pouvoir producteur total.

La considération suivante est que, dans les colonies de travail de la Hollande, les inoccupés *sont* organisés de manière à produire tout ce qu'ils consomment, ou une valeur équivalente,sans l'usage de machines économisant le travail. Ils n'en ont pas pour la raison, a dit le directeur à M. Mills, que cela amènerait la difficulté de trouver du travail pour tous les gens de la colonie et les rendrait moins faciles à diriger. La difficulté, dans ce cas, semble être de se tenir en garde contre la possibilité d'un trop grand succès !!

La troisième considération qui désigne le succès comme certain, est la perte énorme démontrable dans le système capitaliste et compétitif actuel ; et les économies énormes correspondantes dans une communauté où toute la production serait destinée en premier lieu à la consommation des producteurs mêmes.Cette économie sera prouvée quand nous considérerons l'organisation d'une telle communauté.

Une étude attentive de tout le problème par des experts déterminera la dimension minimum d'une colonie calculée pour assurer la production la plus économique de toutes les choses de première nécessité. Supposons qu'elle soit d'environ 5.000 personnes, comprenant hommes, femmes et enfants, ce qui est l'estimation de M. Mills. Il faudra assez de terre pour faire croître tous les genres de production nécessaires, végétales et animales, — soit 2 ou 3 mille acres, — et un administrateur expérimenté sera engagé pour surveiller chaque branche particulière d'industrie. Non seulement le pain, les légumes, les viandes et les fruits de toutes espèces seront produits sur les lieux, mais toutes les industries nécessaires fonctionneront, aidées par la vapeur, l'eau

ou la force du vent, suivant qu'on le trouve plus facile ou plus économique. Pour fournir des vêtements, des outils, des meubles, des ustensiles et les commodités de tous genres pour 5.000 personnes, des ateliers et des fabriques de dimensions appropriées seront installés, et des ouvriers adroits dans chaque métier seront choisis parmi les inoccupés ou occupés partiellement. Un village, avec des cottages séparés ou des logements pour des familles où des gens seuls, avec une cuisine centrale, et des salles à manger pour tous ceux qui désirent en user, formerait une partie essentielle de la colonie.

Le village serait bâti en un endroit élevé, mais pourtant central, de manière que tout le contenu des égoûts soit entraîné par son propre poids vers les parties plus basses et plus éloignées du pays, tandis que tout le rebut solide et les matières d'engrais resteraient aux parties plus élevées. En cela résiderait la première grande économie à la fois en richesse et en santé. Chaque particule du drainage ou de l'engrais serait immédiatement rendue à la terre, où, sous l'action bienfaisante de la chimie naturelle, elle serait de nouveau convertie en nourriture salutaire et en autres produits.

Une autre économie considérable, mais difficile à évaluer, résulterait de ce que toute la population pourrait être employée à rentrer les récoltes, au moment de la maturité, dans le moins de temps possible, plus rapidement qu'aujourd'hui. Qui n'a vu, pendant les saisons humides, le foin couché dans les champs pendant des semaines, jusqu'à détérioration considérable ou même perte complète ; des tas de blé qui germaient et se gâtaient ; les fruits pourrissant sur le sol ; les récoltes en croissance étouffées par les mauvaises herbes ; le tout en amenant une perte annuelle de plusieurs millions, et le tout dû au système capitaliste qui a conduit à la surpopulation des villes et à la dépopulation des districts ruraux. Mais ceci n'est seulement qu'une partie de la perte résultant du défaut de travail au moment opportun. Les chimistes savent que, même dans les bonnes saisons, une partie considérable des qualités nutritives du foin est perdue, si la coupe de l'herbe est différée de quelques jours seulement, par suite du temps incertain, de la nécessité d'autres travaux ou du manque d'ouvriers.

Le moment opportun est celui où le foin est en fleur. Chaque jour de retard le détériore ; et dans nos colonies indépendantes, toute la population pourrait être appelée à prêter l'assistance requise par le fermier en chef, pour faire les foins dans les meilleures conditions possibles. Un seul beau jour mis à profit, avec l'aide de machines et d'un labeur acharné, épargnerait souvent des centaines de livres sterling à la colonie. Ce serait le même cas pour le blé et autres récoltes, ainsi que pour les fruits et les légumes.

Dans une telle colonie, l'éducation pourrait être faite d'une manière rationnelle, impossible dans les conditions présentes de la société, où les moyens d'éducation industrielle doivent être organisés spécialement. Les travaux d'école ordinaires occuperaient trois ou quatre heures par jour ; le restant de la journée de travail serait consacré aux formes variées des ouvrages industriels.

On enseignerait à chaque enfant à aider dans les opérations agricoles les plus simples, telles que le sarclage, la récolte des fruits, etc., et de plus chacun apprendrait au moins deux métiers, plus ou moins opposés, l'un étant facile et sédentaire, l'autre plus actif et fatigant, et exécuté, au moins en partie, en plein air. Par ce moyen, non seulement une variété d'occupation agréable et saine serait rendue possible pour chaque travailleur, mais la communauté en bénéficierait, étant capable de concentrer un grand nombre d'ouvriers adroits sur n'importe quel travail urgent, tel que les constructions ou la manœuvre des machines.

Mais peut-être la plus grande économie dériverait-elle de ce qu'une telle communauté serait entièrement libérée de droits d'entrée, de profits d'intermédiaires, et de la nécessité des annonces.

La somme totale de cette sorte de gaspillage dans le système actuel est vraiment effrayante et peut être mieux constatée en considérant la différence entre le prix de revient et le prix de vente au détail de certains articles typiques. Le prix du blé est maintenant de 22 à 24 shellings les 8 boisseaux, quantité qui donne environ 600 livres anglaises de pain. Dans notre communauté, le travail de la fabrication de la farine serait regagné par la valeur de la recoupe et du son, tandis que la fabrication du pain emploierait 2 ou 3 hommes ou femmes. Le prix de leur pain de 4 livres, en admettant que les travailleurs reçussent les gages actuels, serait d'environ 2 pence, tandis qu'il en coûte maintenant 3 1/2 ou 4 soit une économie d'au moins 40 à 50 p. 100. De même, le meilleur beurre de Cork se vend en gros 8 pence la livre, le fabricant actuel ne touchant probablement pas plus de 7 pence tandis que le consommateur au détail, doit payer le double : il y aurait à faire ici une économie d'au-moins 50 p. 100. Le lait est vendu en gros par les fermiers à environ 7 pence le gallon (environ 5 pintes), tandis qu'on le détaille à 16 pence le gallon — une économie de plus de 60 p. 100. Sur la viande, on pourrait réaliser probablement la même économie que sur le pain ; sur les légumes et les fruits, beaucoup plus encore ; sur le charbon acheté en gros à la fosse, si l'on compare avec le taux auquel il est vendu par quintal ou par quantité moindre encore aux pauvres des grandes villes, une économie également grande pourrait être faite. Et ajoutez-y encore l'économie résultant de la cuisine faite en commun pour un grand nombre, de la fraîcheur et de la bonne qualité de tous les aliments et des produits manufacturés ; et de plus, l'économie de travail due aux perfectionnements dans la distribution du gaz et de l'eau, dans l'utilisation des déchets, dans le chauffage et la ventilation, ce qui peut être aisément obtenu pour une grande communauté vivant dans un ensemble de bâtiments formant un tout bien aménagé.

Prenant en considération toutes ces économies variées, on reste probablement bien en-dessous de la vérité, en disant que notre système actuel de production, sur une grande échelle, pour le seul bénéfice des capitalistes et des propriétaires, double le prix de tous les articles pour le consommateur ; c'est-à-dire que les frais de distribution sont égaux



et souvent même beaucoup plus grands que les frais de production. Et on considère cela comme un système économique! Un système trop parfait et presque trop sacré pour être touché par les mains sacrilèges du réformateur! Nous devons continuer à dépenser une livre pour obtenir la valeur d'une livre de marchandises du producteur au consommateur; de même que, dans le système de la Loi sur les pauvres, cela coûte un shilling de donner à un homme affamé pour un shilling de nourriture et d'abri.

Mais il y a une autre économie que je n'ai pas encore mentionnée jusqu'ici, et qui est peut-être beaucoup plus grande en valeur réelle et en importance que tout le reste, c'est l'économie, pour le producteur, de temps, de travail, de santé et le large accroissement de ses moyens de récréation et de bonheur. Les ouvriers agricoles ont souvent maintenant à parcourir 1 ou 3 milles pour se rendre à leur ouvrage ; ceux qui travaillent dans les moulins, y compris les femmes et les enfants, parcourent de longues distances par tous les temps, pour être aux portes du moulin à 6 heures du matin; des millions de travailleurs suivent le cours d'une lente et certaine destruction dans des ateliers insalubres, ou sont employés à des occupations dangereuses ou malsaines, dont beaucoup, comme la fabrication des plaques d'annonces en fer émaillé, par exemple, sont tout à fait inutiles pour les besoins d'une communauté bien organisée, tandis que, dans tous les cas, ce serait seulement une question de dépense que d'épargner aux travailleurs ce qui pourrait altérer leur santé. Dans notre communauté indépendante, toutes ces sources de perte et de misère seraient évitées. Tout ouvrage serait à proximité du travailleur. Aucun travail faisant un tort permanent à la santé ne serait autorisé; tandis que les alternances de travail actif et travail sédentaire, en même temps que ce fait que chacun travaillerait pour soi-même, pour sa famille et pour une communauté dont il formerait partie intégrante, sur un pied d'égalité avec tous ses compagnons, donnerait au travail un nouvel intérêt, comparable à celui de tout jardinier cultivant des légumes pour sa propre table et de tout ouvrier fabriquant quelque objet utile pour sa propre maison. De plus, tout en vivant à la campagne, et jouissant de tous les avantages et des plaisirs de la vie des champs, une communauté de 5000 personnes posséderait en elle-même les moyens de créer la plupart des distractions et des jouissances de la ville, telles que musique, théâtres, clubs, salles de lecture, et toute autre forme salutaire de relations sociales.

Toutes ces économies, la santé et le confort pour un grand nombre d'individus, sont-ils de moindre importance pour la nation que la richesse croissante d'un ou deux capitalistes? Des milliers ou des millions d'êtres doivent-ils voir abréger leur vie, et, pendant ces courtes vies, avoir un minimum de confort et de plaisirs pour que quelques-uns soient démesurément riches? J'en appelle sérieusement à tous ceux qui ont à cœur le bien-être de l'humanité, pour qu'ils considèrent à quel prix inutile pour les travailleurs, la richesse tant vantée de la nation est maintenant acquise.

Il ne siérait pas d'entrer ici dans des détails minutieux sur l'établis-

sement de telles communautés, mais quelques mots, quant aux voies et moyens, peuvent être utiles.

Il a été calculé que le capital nécessaire pour acheter la terre et établir une telle colonie, ne dépasserait pas deux années du revenu de la mendicité, dans un pays où il y aurait un nombre correspondant de pauvres. Mais il n'y a vraiment aucune nécessité d'acheter la terre. On pourrait la prendre où il est nécessaire, à une bonne estimation, et la payer au moyen d'une rente à termes, pareille à celle par laquelle les tenanciers irlandais sont parvenus à acheter leurs fermes; mais, dans ce cas, le comité serait l'acheteur, et non pas un individu, et après la première année, ou peut-être après deux ans, cette rente serait facilement payable par la colonie. Le capital nécessaire pour les constructions, les machines et la subsistance partielle pendant un an, serait fourni, moitié par le comté ou l'union et moitié par le gouvernement, sans intérêts, mais devant être remboursé dans l'avenir, par des paiements à terme, soit au bout de cinq ou de dix ans. Ce serait réellement l'avantage de la société en général de *donner* ce capital, puisque cela conduirait inévitablement à l'abolition de l'oisiveté et du paupérisme, et l'économie ainsi réalisée paierait plus que la mise de fonds initiale.

Dans chaque colonie croîtrait ou serait fabriquée une grande quantité de produits en surplus, qui seraient vendus pour acheter les substances alimentaires qui ne peuvent être obtenues sur place, telles que le thé, le café, les épices, etc., et aussi les matières brutes, telles que le fer et le charbon. Les choses, ainsi produites pour la vente, varieraient d'après les facilités de la production et les besoins locaux. Dans certaines colonies, ce serait le froment ou l'orge ; dans d'autres, le beurre et le fromage ; dans d'autres encore, le lin, les légumes, les fruits, la volaille; dans d'autres peut-être, le cuir ou la laine. Et comme *tous* les produits de notre sol, excepté le lait, sont importés sur une grande échelle, il y aurait un vaste champ pour la production d'articles pour la vente, ce qui n'affecterait en rien les prix, ni interviendrait dans le travail extérieur.

Tout d'abord, naturellement, de telles colonies devraient être organisées, et tout le travail accompli d'après des règles générales et une discipline semblable à celle qui est établie dans toute ferme ou factorerie, mais sans aucune entrave inutile à la liberté, en dehors des heures de travail. Des comptes seraient strictement tenus et vérifiés et tous les bénéfices serviraient à accroître le bien-être des colons de diverses manières et à payer des suppléments de gages qui seraient dépénsés ou économisés, comme il plairait à celui qui les reçoit. En donnant des raisons suffisantes, chacun serait libre de quitter la colonie ; mais dans des conditions d'existence aussi favorables, il est probable que bien peu agiraient ainsi. Personne, apparemment, ne quitte la colonie hollandaise de Frederiksoord.

Mais le temps s'écoulant, et une génération de travailleurs grandissant dans la colonie même, un système de gouvernement autonome pourrait être étali ; et dans ce but, je crois que la méthode de M. Bellamy est la seule qui puisse obtenir un succès permanent. Elle repose

sur ce principe que, dans une communauté industrielle, ne sont capables de gouverner que ceux qui ont, pendant de nombreuses années, fait partie intégrante de cette communauté, qui ont passé par tous les grades d'ouvriers ou de surveillants et qui ont acquis une connaissance intime et pratique de ses besoins, de ses capacités et de ses possibilités de perfectionnement. Des hommes, qui ont eux-mêmes joui des avantages du système, qui ont souffert de telle ou telle restriction peu judicieuse ou d'un manque d'organisation, et qui ont presque atteint l'âge de la retraite du travail laborieux, seraient libres de jalousies mesquines à l'égard de leurs compagnons, et n'auraient pas d'autre but à atteindre que le succès de la colonie et le bonheur de tous ses habitants. D'après ce principe, ceux qui auraient travaillé dans la colonie pendant au moins 15 ou 20 ans et qui auraient atteint un grade au-dessus de celui de simple ouvrier, formeraient le corps gouvernant, désignant les surveillants des divers départements et faisant tels règlements généraux nécessaires pour assurer la prospérité de la commune et le bonheur de tous ses membres.

Et je demanderai maintenant quelle raison valable peut être donnée contre l'essai de cette grande expérience dans chaque comté de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, de manière à incorporer simultanément la plus grande partie des inoccupés, ainsi que tous les pauvres, qui sont capables de travail ? La seule vraie objection, au point de vue du capitaliste, que je puisse imaginer, est que ces colonies, dans lesquelles la totalité de la production serait utilisée par les producteurs eux-mêmes, y compris naturellement leurs malades et leurs vieillards, seraient si attrayantes qu'elles attireraient à elles un grand nombre de travailleurs de toutes espèces, et diminueraient ainsi le contingent de travail du capitaliste. Ceci, je crois arriverait inévitablement après quelques années, mais à mon point de vue, et à celui probablement de la plupart des travailleurs, cette circonstance fournirait l'argument le plus concluant en faveur du système. Car cela montrerait qu'avec une organisation convenable du travail, la production capitaliste est inutile ; cela fournirait une preuve pratique que les travailleurs peuvent produire avec succès sans l'intervention des patrons capitalistes, et s'il en est ainsi, on peut difficilement soutenir que l'oisiveté et le paupérisme doivent être maintenus pour le bénéfice des capitalistes.

Se rapportant à cette idée, je citerai un passage des écrits de ce remarquable observateur et penseur, feu Richard Jeffrey. Il dit : « Je crois sincèrement que la terre en un an peut produire assez de nourriture pour trente ans. Pourquoi alors en manquons-nous ? Pourquoi des gens meurent-ils de faim ou mènent-ils une existence si misérable ? Pourquoi des millions et des millions doivent-ils peiner du matin au soir pour gagner une simple croûte de pain ? A cause du manque absolu d'une organisation par laquelle un tel labeur produirait ses effets, du manque absolu de répartition, du manque absolu de l'idée même que de telles choses seraient possibles. Non, même mentionner de telles choses, dire qu'elles sont possibles, est criminel pour beaucoup. L'aberration pourrait difficilement aller plus loin. »

Ceci fut écrit il y a bon nombre d'années. Maintenant, nous qui soutenons de telles opinions, nous sommes considérés, non plus comme des criminels, mais comme des utopistes : et on admet même que nous aurions parfois de bonnes idées, si seulement nous étions plus pratiques. Mais certainement rien ne peut être plus pratique que la proposition faite ici, puisque l'expérience a déjà été tentée en Hollande et a réussi. Pour produire de vrais effets cependant, elle doit être mise en pratique sur une grande échelle, et ceci ne peut être fait que par les autorités locales, à qui doivent être donnés tous les pouvoirs nécessaires, avec l'assistance financière du Gouvernement.

Aussitôt que des colonies de travail de cette espèce auront fonctionné pendant quelques années, il est tout à fait certain que les conseils de districts ne maintiendront pas plus longtemps le vieux système, ruineux et dégradant des maisons de travail (Union Workhouses), mais obtiendront de la terre, dans le voisinage des asiles existants, si c'est possible, et établiront des colonies de travail du même type. Les effets du nouveau système deviendront bientôt palpables dans tout le royaume par la diminution notable des pauvres et l'absence presque complète des inoccupés. L'opinion publique sera alors tout à fait en faveur du nouveau système, et des lois seront demandées et rapidement obtenues, permettant à toute réunion de personnes, qui désirent en s'associant volontairement former une telle communauté, d'obtenir le terrain nécessaire, dans n'importe quelle partie du comté, en location permanente, et à un taux agricole raisonnable.

De nombreuses colonies indépendantes coopératives étant ainsi établies dans tout le pays, leur jonction par des lignes de tramways, où il est nécessaire, et les arrangements qu'elles pourraient prendre bientôt pour s'aider mutuellement et faire des échanges de produits, pour user en commun des moulins ou d'autres outillages coûteux, en même temps que la saine émulation qui en résulterait inévitablement, accroîtraient encore les avantages qu'on pourrait en retirer. Et ces avantages s'étendraient à chaque membre de la communauté. Car, non seulement le retrait de tout le surplus de travail représenté maintenant par les inoccupés, ou partiellement inoccupés, causerait sans nul doute une grande augmentaiion du taux des gages dans tous les départements de l'industrie ; mais les conditions supérieures d'existence et la délivrance des soucis, inséparables maintenant du travail au service des capitalistes, attireraient de plus en plus les travailleurs vers ces communautés, et obligeraient ainsi les capitalistes à offrir des salaires de plus en plus élevés, pour obtenir les services des ouvriers. Il en résulterait que le capitaliste industriel devrait se contenter d'un profit suffisant pour le payer de son travail comme organisateur et surveillant, s'il ne veut perdre son capital. Les profits nets de toute entreprise industrielle seraient alors distribués comme salaires aux diverses classes de travailleurs, et le travail recevrait, pour la première fois, son entière et juste récompense.

ALFRED RUSSEL WALLACE

Traduit de l'anglais, par J. Rynenbroeck.

Maguelone détruite

GESTE DRAMATIQUE (VIIIe siècle)

ARGUMENT

Maguelone n'est plus qu'une église ruinée, à 15 kilomètres de Montpellier sur un plateau circulaire — île autrefois — relié au littoral par un cordon de plage sablonneuse qui sépare les étangs et la mer : d'origine certainement très ancienne, colonie focéenne, peut-être fénicienne ; plus tard cité gallo-romaine ; oppidum au IVe siècle : évéché et comté au VIe siècle, Maguelone était au VIIIe siècle, une ville notable, *urbs insignis*, habitée par de mauvaises gens, ajoute la légende ecclésiastique, *habitata malignis gentibus*. Il faut entendre par là, que lorsque les Arabes eurent conquis l'Espagne et la Septimanie, ils avaient élu Maguelone comme port de refuge, d'où ils entretenaient un commerce très actif avec les autres ports de la Méditerranée occidentale, et ceux aussi de l'Afrique et du Levant. La mer alors affluait par un *grau* dans les étangs qui, plus profonds qu'aujourd'hui, offraient une rade sûre où les navires, d'un faible tirant d'eau — plutôt barques que navires — venaient s'abriter contre les coups de vent et les lames du large et contre les poursuites ou les surprises de l'ennemi. Comme la domination musulmane était, en général, peu tracassière, qu'elle laissait aux peuples le libre usage de leurs lois, respectait leurs mœurs et jusqu'à leurs cultes, se contentant d'en interdire les manifestations extérieures, la population indigène vivait pacifiquement, dans l'égalité d'une mutuelle tolérance, avec toutes les colonies de races et de croyances diverses que les invasions, les guerres et le trafic avaient établies à Maguelone. Un même sentiment, d'ailleurs, un même intérêt les unissaient

encore de sympathies : la haine commune de la barbarie franke qui les menaçait toutes à la fois de la même tyrannie politique et religieuse. Ce fut cette *scélératesse* qui, selon la même légende, causa la ruine de Maguelone : *unde ruit quod scelerata fuit* et ce fut encore aux Franks, depuis Clovis constants exécuteurs des vengeances et des convoitises de l'Eglise, que fut dévolue la mission de châtier Maguelone. Le prétexte de combattre les Sarrasins et de les rejeter au-delà des Pyrénées rassembla, une fois de plus, en 737, les hordes austrasiennes. Après une course de « dégâts », — d'Avignon à travers toute la Septimanie, — Charles Martel vint les heurter contre Narbonne, qui les arrêta et d'où elles refluèrent furieusement par le même chemin qu'elles avaient descendu. Maguelone se trouvait sur leur passage : elles l'assaillirent, la saccagèrent, en comblèrent le port des ruines de ses monuments, et achevèrent le massacre et le pillage par l'incendie.

Autour de cet épisode, j'ai essayé de grouper, en une action dont les éléments et les personnages ont été fournis, indiqués ou suggérés par l'histoire, la tradition et la légende, les antagonismes et les luttes des différentes races, que heurta les uns contre les autres, sur la terre latine du Midi, la querelle de Mahomet et de Jésus. J'ai choisi la forme dramatique comme la plus propre à rendre la vision que je m'en faisais. Mais je m'empresse de prévenir que cette « geste dialoguée » ne prétend à aucune exhibition scénique. On s'en convaincra d'ailleurs à la lecture de ce fragment, qui forme le troisième tableau de la première partie.

Mais, pour l'intelligence de ces pages, un exposé de la donnée de l'œuvre est nécessaire.

Au moment de l'invasion sarrazine, Maguelone et son territoire étaient gouvernés par des comtes, au nom des rois goths, dont le dernier, Roderic, fut défait et tué à Xérès de la Frontière, sur les bords du Guadaleté. On ne sait ni la date précise à laquelle les Arabes s'emparèrent de Maguelone ni sous quel comte. J'ai profité de cette lacune, et supposé un comte Amicus dont le nom d'ailleurs m'a été fourni par l'histoire : il est cité en effet dans un document de la fin du VIII[e] siècle : quelques historiens le croient fils du comte Aigulfe, et, partant, frère de Benoit d'Aniane, fondateur de l'ordre des bénédictins. Ce que l'on sait de lui est donc peu de chose, et ce peu de chose est bien incertain.

Sous le régime des Wisigoths, qui se romanisèrent rapidement, tous les comtes n'étaient point de race germanique : j'étais, ainsi, autorisé à faire du comte Amicus le descendant d'une famille qui unissait la double illustration du vieux sang indigène et du sang latin. Le personnage que j'ai inventé est une hypothèse très justifiée historiquement.

Quand le drame commence, le comte est mort depuis quinze ans, et il y a seize ou dix-sept ans que les Sarrasins occupent Maguelone. La fidélité du comte Amicus aux souvenirs de la culture antique l'avait rendu cher au peuple de la Septimanie, pour lequel il représentait les fastes d'un passé regretté, dont il s'était efforcé d'arrêter ou, du moins, de ralentir le déclin. Il haïssait les Franks, féroces clients de l'Eglise dont ils exécutaient implacablement les haines et les colères contre le

peu de témoignages qui subsistaient encore de cette civilisation, où s'était épanouie l'âme collective de toutes les races,que Rome avait appelées successivement à la communion de sa destinée. Et il rêvait la coalition, possible encore, des peuples méditerranéens chez qui de plus profondes affinités de sang, une plus ancienne intimité de relations et de voisinages étaient encore entretenues par l'identité des climats et des milieux. Aussi lorsque surgirent, du Sud, les Sarrazins, au lieu de les repousser en ennemis,il lesaccueillit comme les auxiliaires qu'il attendait pour réunir ces peuples en un nouvel empire qui refoulerait vers le nord la constante imminence de la Barbarie Franke.

Mais, à Maguelone — comme dans tout le midi — l'Eglise conspirait pour les Franks : indignés de subir l'égalité des autres cultes. l'évêque Epœphaniuset son clergé abhorraient le comteAmicus pour le pacteconsenti avec les Sarrazins et surtout pour avoir, par sa dévotion au passé, surexcité l'imagination populaire au désir et déjà presque à l'attente d'une revanche latine. Dès lors, ayant médité d'effrayer les esprits par quelque terrible avertissement, une nuit, ils avaient surpris le comte Amicus, l'avaient foudroyé d'un poison subtil et, pour discréditer la leçonde toute sa vie par le désaveu de l'heure suprême, avaient imposé à son cadavre, frauduleusement revêtu de l'habit monastique, le simulacre de l'apostasie et de la pénitence. Mais le crime bientôt découvert avait accru jusqu'à lapiété la vénération du peuple pour la mémoire du comte, et cette vénération s'était toute reportée sur sa fille Polymnia,en laquelle il revivaittout entier avec ses regrets et ses espérances.

Ce n'était, à la mort de son père, qu'une enfant de cinq ans à peine ; mais un rhéteur grec que les troubles civils avaient chassé de Byzance et qui, d'abord hôte du comte, était devenu son ami et son conseiller, l'éleva dans la religion des arts et des lettres antiques, développant et précisant encore le rêve héréditaire qu'elle apportait dans l'âme, en naissant. Pendant quinze ans, jusqu'au moment des événements qui ouvrent ce drame, elle avait vécu solitaire en son opulente villa où, continuant la piété familiale, elle recueillait les livres, les marbres, les moindres objets et jusqu'aux fragments qu'elle pouvait sauver de la dévastation catholique — qui n'épargnait même point les sépultures. Merveilleusement belle,d'une beauté de déesse ou de muse réalisée dans la gloire de la chair,il semblait que l'âme latine,évoquée par sa fervente contemplation de toutes les ruines qui l'entouraient, se fût incorporée en elle pour resplendir une dernière fois sur le monde dans l'explosion d'une inoubliable apothéose. Les peuples, épris d'une adoration presque superstitieuse, l'admiraient comme une sorte de Messagère mystérieuse, dont le sillage de météore à travers les ténèbres d'angoisses où ils agonisaient, leur frayait une voie de salut inespéré vers quelque nouvelle et magnifique aurore.

Cette beauté était encore pour les catholiques un nouveau motif de haine et de scandale : elle les indignait comme un défi à leur contemption de la matière, et pour les séductions, par lesquelles elle induisait et entraînait les âmes aux perversités de son rêve. Polymnia leur ap-

paraissait formidable de tous les sortilèges où l'auraient instruite les démons que Jésus avait expulsés du ciel et qui, maintenant, erraient sur la terre, toujours en quête de complices pour leurs œuvres malignes contre l'Eglise.

Les deux premiers tableaux exposent l'antécédence de tous ces faits; ils montrent Polymnia se concertant, à la nouvelle de l'approche des Franks, avec son vieux précepteur Arborius et méditant d'aller se mêler aux défenseurs de Maguelone. Elle s'y détermine quand le nouveau chef des Arabes à Maguelone se révèle comme un ancien esclave favori du comte Amicus; Servianus, ayant sauvé son maître d'un premier complot de l'évêque, le comte l'avait affranchi; et, disparu depuis cette époque, Servianus, à la suite d'aventures dont il fait le récit à Polymnia, était devenu wali sous le nom d'Ameng-Bey.

Polymnia abandonne donc sa villa et, suivie de ses serviteurs, elle entre dans Maguelone à côté d'Ameng-Bey. Une immense joie d'enthousiasme soulève toute la population à sa rencontre : tous, pêle-mêle, indigènes latins et latinisés, Arabes, Syriens, Berbères acclament en Polymnia et Ameng-Bey le symbole de leur alliance contre l'ennemi commun; l'évêque, son clergé et ses matriculaires pressentent avec rage la résistance qui va se serrer autour de la païenne et de l'ancien affranchi : mais ils dissimulent de peur d'ameuter contre eux l'élan populaire qui entraîne même de leurs fidèles, et ils se préparent aux trahisons que permettront les événements.

Quand commence le troisième tableau, Polymnia et Ameng-Bey ont fait leur entrée dans Maguelone. — Non loin du port, quelques habitants sont réunis au bord de la mer, à l'ombre de quelques pins, d'où ils dominent la route qui, le long de la mer, conduit à la ville. —Divers d'origines et de croyances, sous l'impression des événements, ils échangent leurs idées, leurs visions et leurs chimères.

Ceux-ci sont encore déterminément païens ou du moins se sentent émus de compassion et de tendresse pour les dieux déchus, contemporains de la gloire de leur race, déchue avec eux. Ceux-là mêlent à un christianisme indécis de vagues réminiscences des cultes et des philosophies antiques ; les autres sont des chrétiens mais interprétant, chacun selon la secte à laquelle il appartient, l'histoire, la parole et la personnalité de Jésus, en associant à l'évangile des rêveries apocalyptiques sur la rénovation de l'homme et du monde — au scandale de quelques catholiques, impatients de la perversité des hérésies qui osent encore résister aux décrets de l'Eglise signifiés par tant de conciles et déjà sanctionnés, en plus d'une occasion, par les châtiments de ce monde — en attendant ceux de l'autre.

Je souhaiterais avoir suggéré, en ce tableau, une vision aussi exacte que possible de l'anarchie féconde en laquelle s'agitaient et évoluaient les âmes avant que l'Eglise catholique ne vînt enfin les immobiliser et les stériliser dans la stagnation de la discipline et de l'unité.

L. Xavier de Ricard.

TROISIÈME TABLEAU

PERSONNAGES

BRENNIAT.	LICNOS.
COPILLUS.	CASTRICUS.
EBURIUS.	ECFRID.
THREPTION.	PHTONGUS.
MARITUMNUS.	SATURIO.

Sur un fond de ciel intensivement bleu, un groupe de pins maritimes se détache du plateau d'une dune au bas de laquelle, à droite, vient déferler la mer.

Les interlocuteurs de cette scène sont les uns étendus, les autres assis sur le sol, ceux-ci debout, ceux-là appuyés au tronc des pins.

Scène unique.

BRENNIAT. COPILLUS. EBURIUS. THREPTION. MARITUMNUS. LICNOS. CASTRICUS. ECFRID. PHTONGUS. SATURIO.

BRENNIAT (*il est assis, adossé au tronc d'un arbre*).

Il n'est que vrai de dire que les damnés ont encore plus de joie que les vivants. Lorsque Saint-Pierre, accompagné de Saint Michel, descendit en enfer, il fut si ému de compassion par les prières et les tortures des réprouvés qu'il leur promit d'intercéder auprès de Dieu, pour qu'il suspendît leurs peines, depuis la deuxième heure du samedi jusqu'à la prime du lundi. Et Dieu, dit-on, le lui accorda. Que n'avons nous eu, les vivants, un si puissant intermédiaire ! Dieu nous eut été sans doute aussi miséricordieux, et nous connaîtrions quelque relâche aux labeurs et fatigues que nous subissons en pénitence de fautes oubliées — involontaires ou incomprises. Et pourtant, n'est-ce pas lui, l'éternel Prescient, qui nous les a imposées, ces fautes, comme il nous en impose le châtiment... Par quelles voies obliques marche donc sa justice ?

COPILLUS.

Ami ! — En l'autre monde non plus qu'en celui-ci les peines et les récompenses ne sont éternelles. Les sages d'autrefois ont pensé que, si l'enfer est une réalité, il faut l'entendre de cette vie même : — oui, le corps et l'âme souffrent ensemble leur enfer durant l'accident de leur jonction passagère. Quand leur union est

dissoute, les atomes indestructibles, dont le corps est composé, se dispersent, et, s'agrégeant, selon leurs affinités, à d'autres atomes errants qu'ils rencontrent, combinent avec eux des formes éphémères où viennent s'enfermer — oublieuses de leurs incarnations antérieures — les âmes désincarnées qui ont accompli, dans les régions au-delà de la vie, l'évolution des épreuves prescrites.

EBURIUS.

Alors à t'entendre, le sacrifice du Christ a été inutile ; or, s'il n'est pas venu nous racheter, c'est qu'il n'y a pas eu, non plus, de péché originel ? Et du même coup, tu nies et le paradis terrestre, et la création et le créateur lui-même !

THREPTION.

Sans doute, les Ecritures sont une des révélations de Dieu : elles furent un des actes par lesquels il se communiqua à notre infimité : comme le Christ lui-même, en qui sont associés par parts égales, l'humain et le divin, elles participent des deux natures ; elles proposent à l'homme la vérité sous la matérialité du symbole. Mais Dieu n'a délégué d'autorité spéciale à personne pour se substituer à lui et les interpréter en son nom. Il est écrit au contraire : — « J'ai livré le monde à leurs discussions » — Donc Dieu ne permet pas seulement de discuter son œuvre : il nous convie à le faire ; il nous l'ordonne. Les seules âmes, qui ne trouveront pas de pitié, sont les âmes paresseuses qui se seront démis de la liberté qu'il leur avait accordée, et ne l'auront pas cherché lui même dans toute la sincérité de leur cœur. Mais toutes les rigueurs de sa justice sont réservées aux âmes orgueilleuses qui, ayant impatiemment supporté les opinions d autrui, auront tenté de faire prévaloir la leur par la contrainte, la ruse ou la violence. — Chacun a le devoir de se faire son Christ ; tous ces Christs rassemblés, tous également justifiés devant Dieu, formeront le seul vrai Christ, qui, ainsi ne sera achevé qu'à la fin des temps. — Dieu, contenant tout en son infini et en son éternité, est en tout ce qui existe comme en tout ce que nous pensons. Nous sommes corporellement, une partie de son corps, et, spirituellement, une partie de son esprit : nous ne pouvons le percevoir que par fragments : la place que chacun de ces fragments occupe dans l'ineffable étendue de la vérité, cela, nous ne pouvons le percevoir, ni, — davantage — les lentes dégradations par lesquelles s'harmonisent, en l'unité du Tout, toutes les contradictions apparentes de nos opinions. — Distingues-tu en un

incendie la flamme de chaque parcelle de matière qu'il consume; et, dans l'Océan qui les mêle et les baratte tumultueusement en son immensité, chacune des gouttes d'eau qu'y déversent les fleuves de la terre et les pluies du ciel ?

MARITUMNUS.

Chacune de tes paroles est un blasphème contre l'unité de la foi, rendue visible en l'unité de l'Eglise.

LICNOS

Threption a pourtant raison : — de quoi t'autorises-tu pour prétendre que Dieu ait voulu imposer d'emblée l'unité de la foi, et qu'il ait précisément choisi ton Eglise pour la figurer et la réaliser ? — Si tel eut été son dessein, crois-tu qu'il n'aurait pas manifesté sa volonté et son choix par de si incontestables témoignages qu'ils eussent obligé toutes les âmes à les reconnaitre? Puisqu'il ne lui a pas plu de nous imposer la contrainte de l'évidence, puisqu'au contraire il nous permet tous les doutes par l'incertitude où il nous laisse en cette matière, n'en dois-tu pas conclure qu'il veut que nous cherchions nous-mêmes la vérité, et que nous n'arrivions à lui que par l'effort et le mérite de notre liberté? Lors donc que ton Eglise prétend à l'indiscutable et souveraine domination, elle ne tente rien moins que de suppléer Dieu ; — et, du même coup, par cette témérité de son orgueil, elle se dresse en rebellion contre lui... — Elle seule est l'hérétique et la réprouvée !

PLUSIEURS

Assurément.

CASTRICUS

Oui — elle est bien, en vérité, l'image d'un Dieu — mais du dieu malfaisant, artificieux créateur des apparences, qui réside dans les ténèbres ; et, ayant envahi le royaume de la lumière, à égaré les âmes en un crépuscule où les meilleures cherchent à tâtons une issue vers le vrai Dieu : mais les promesses ne seront pas trompeuses. La perversité de ton Eglise ne triomphera pas; et le crépuscule ira s'éclaircissant de plus en plus en aurore, jusqu'à se dissoudre enfin dans le rayonnement d'un Midi qui ne déclinera vers aucun soir.

ECFRID.

Vraiment, cette terre latine est maudite avec la race qu'elle a enfantée ; il semble qu'elles aient été l'une et l'autre exclues, pour quelque monstrueux péché irrachetable, du bénéfice des souffrances et de la mort expiatrice offertes à Dieu, pour notre salut par la divine chair du fils de Marie. Depuis plus de sept siècles qu'elle a commencé à purifier le monde, l'adorable évidence de la Rédemption n'a pu encore ouvrir vos cœurs à l'extase de la céleste vérité : les démons des anciens cultes n'errent pas seulement autour de vous dans les embûches de cette nature coupable qu'ils ont pervertie de toutes les tentations pour vous perdre ; leur plus précieux refuge, dans lequel ils se sentent le mieux assurés, est encore en vous mêmes. Ils vous remplissent et vous possèdent, ils agissent manifestement dans vos gestes : on surprend, au fond de vos prunelles, leurs regards mêlés aux vôtres, et vos paroles sont tout insidieuses de la magie de leurs incantations. — On dirait que le Seigneur Dieu vous a mystérieusement élus pour quelque terrible exemple qu'il réserve jusqu'au temps où il lui conviendra d'achever d'une preuve suprême la démonstration de sa justice !

BRENNIAT.

Fils d'étranger, né en de pâles climats sans jour et sans nuit, où, dit-on, sous l'oblique rayon d'un soleil qui n'émerge jamais au-dessus des brumes de l'horizon, des steppes de neiges éternelles reflètent pour toute lumière, une blême lueur désolée, — si diffuse qu'elle ne fait même pas d'ombre, et dans laquelle, errent, avec le vague des spectres, en nuées tumultueuses pleines de plaintes et de clameurs fauves, de chocs d'armes et de brocs heurtés, des mêlées de dieux tristes et furieux enivrés de meurtres et d'hydromel, — peux-tu comprendre le charme des beaux rêves et des aimables entretiens auxquels, du temps que nos dieux étaient tout-puissants, nous conviait la radieuse clémence de l'éther — où les sphères évoluent en une musique perceptible à l'ouïe seule de l'âme, — et la bienveillance d'une nature en laquelle la splendeur des choses concordait si équitablement à la sérénité de l'esprit, que toutes les sensations et toutes les pensées s'accordaient comme les vers d'un beau poème, pour la joyeuse harmonie de la vie ? Crois-moi donc : ne prends point parti contre les dieux avec le Galiléen. Comme les luttes des terrestres, celles des célestes ont leurs vicissitudes : une succession de revanches alternera leur défaites et leurs victoires jusqu'au temps fixé où les âmes se reposeront enfin dans la réconciliation des Dieux.

Le génie de Rome avait prévu cette pacification des Immortels; et, en témoignage, il avait édifié un Panthéon où, de toutes les Races et de tous les Lieux, ils étaient admis confraternellement dans la même Assemblée. Le Dieu jaloux des Juifs refusa de siéger parmi des égaux; il voulait dominer sur les autres Dieux comme l'Eglise de Rome prétend dominer sur les autres Eglises. Mais la Destinée sera plus forte que Jésus et son apôtre; et leur orgueil ne troublera pas le monde, éternellement. Ils viendront les temps annoncés, que les Paradis perdus des anciennes légendes ont figuré, autrefois, en visions prophétiques, près desquelles la realité du Paradis futur sera la Lumière flamboyante d'un Midi d'été, en comparaison d'un ténébreux crépuscule d'hiver. La contrainte et la force seront abolies; la justice résultera spontanément de l'entente des Libertés et la Loi se stérilisera, inutile comme un arbre qui ne peut plus porter de fruit. Tous les bonheurs et tous les biens accumulés des joies nouvelles, que nous ne pouvons prévoir et que nous sommes même incapables de désirer, formeront le trésor, sans cesse renouvelé, de la joie, des biens et des bonheurs communs; — chacun y puisera à son gré, sans crainte de le diminuer pour tous. L'égalité et la concorde des Dieux seront le symbole et la consécration de la concorde de tous les hommes dans l'inaltérable égalité.

MARITUMNUS

Tu mêles imprudemment l'erreur à la vérité : — oui! les temps de la justice viendront, et ce sera quand le Christ, en accomplissement de sa mission, aura restauré dans toutes les âmes l'unité divine, que les anciens démons, qui usurpèrent l'adoration des hommes, avaient morcellée en cultes infâmes pour faire écouler plus aisément, par tous ces ruisseaux, torrents et fossés, le fleuve divisé de l'humanité, vers le gouffre de l'éternelle perdition. Et ces temps seront ceux du Christ triomphateur. Il viendra en personne sous la même chair qu'il voulut revêtir, quand il parut en Galilée. Il convoquera autour de lui tout le peuple des croyants et des fidèles qui auront vaillamment combattu dans ses milices; et, en récompense, il les rassasiera de tous les délices de la chair et du siècle pendant un nouveau Paradis terrestre qui durera mille ans. Et ce règne temporel du Fils de l'homme ne sera que le prélude du Royaume céleste, qu'annonceront les trompettes des anges aux assises du Jugement dernier : — Après quoi, il n'y aura plus de temps, ni d'espace, car tout sera consommé dans l'esprit.

PHTONGUS

Pourquoi reléguer en des visions chimériques et attendre de la bienveillance tardive de Dieu, la réalisation de la justice et du bonheur universels, que nous pouvons nous-mêmes accomplir ici-bas? J'ai peu de confiance dans les Dieux, — s'ils existent. Je me demande pourquoi, ayant pu créer une humanité parfaite en un monde équitable, ils nous auraient imposé tant d'épreuves, en rédemption d'un péché dont il était loisible à leur bonté de nous épargner la tentation. Je leur pardonnerais malaisément de nous avoir dressé cette embûche, si je croyais qu'ils fussent autre chose que des images, devant lesquelles l'humanité s'immobilise à se contempler et à s'adorer elle-même. Pernicieuse idolâtrie ! par laquelle elle se déprave en une telle apathie qu'elle perd jusqu'au désir même de l'action. Cette lâcheté la maintient dans la servitude des avares, des orgueilleux et des méchants qui, ayant rompu à leur profit l'égalité primitive, sont encore tout épouvantés de ce qu'elle a laissé de regrets et de rêves dans le cœur des hommes, et chaque jour, ils s'encouragent, avec une avidité et une irritation croissantes à absorber, entre eux, la jouissance de tous les biens que la nature avait destinés pour être équitablement répartis entre tous. — Eh bien ! Si nous savions unir, en une seule force, toutes nos volontés, nous aurions vite fait de supprimer les méchants, les orgueilleux et les avares, et nous pourrions alors organiser nous-mêmes notre paradis sur la terre.

BRENNIAT

Ami! — Si tu réussissais à supprimer les méchants, les avares et les orgueilleux, tu serais étonné de voir renaître le même orgueil, la même avarice et la même méchanceté chez ceux-là mêmes qui, peut-être, auraient été les plus violents à les combattre. Ils s'empresseraient à réédifier l'iniquité détruite pour s'y installer en maîtres, pires que les anciens, et le premier usage de leur autorité serait de punir en toi le complice d'une révolte, dont ils redouteraient pour eux maintenant le souvenir, comme une menace et comme un exemple !

SATURIO

Nous ne sommes, nous autres, que des paysans, des matelots et des pêcheurs. Notre pensée ne monte pas assez haut pour surprendre ce qui se passe chez les célestes. Mais, rustiquant dans

les plaines, dans les bois et dans les combes, errant à travers la solitude des mers diverses, de pays en pays, nous voyons et nous entendons des choses que vous ne voyez, ni n'entendez, vous qui vivez enclos dans les cités. — Or, nous vous le disons : les anciens Dieux ne sont pas morts. — (*Marque d'assentiment chez quelques personnages*). Ils se sont faits petits et humbles et ils sont devenus défiants. Déshabitués de l'adoration des foules, le tumulte des villes les effarouche, et ils n'osent s'y risquer que secrètement, par crainte de leurs persécuteurs, qui y sont maitres. Mais, à qui les aime un peu, et. en souvenir de la piété des aïeux, leur offre aux lieux et aux anniversaires consacrés, un gâteau de farine, un rayon de miel, un vase de lait, — un rien ! — ils lui deviennent aisément familiers et ils ne se cachent plus de lui; il les rencontre assemblés en conseil sur les herbes des landes, à l'ombre d'un buisson de chênes-verts ou de garrics, ou, vers le crépuscule du soir, groupés en quelque rocheuse pinède, contemplant la nuit éparse s'amasser à l'horizon et éteindre peu à peu le bleu doré de cette mer magnifique sur laquelle, jadis, ils triomphaient dans toutes les joies et les splendeurs de la Lumière. Celui-là discernera dans le murmure des sources le chuchottement assoupi de leurs voix, et le souffle aérien, si affaibli qu'il semble à peine un soupir lointain qui s'efface, de la flûte divine où, du temps du grand Pan, chantait la grande âme mystérieuse des bois et des eaux. — Dans les sentiers, le long des lisières et des talus, il se sentira frôlé de leur invisible passage ; il les surprendra jouant silencieusement, comme des enfants apeurés, dans les roseaux tremblants, le long des rivières, ou comme des ombres qui seraient blanches, nageant au fil du courant dans les frissons du clair de lune. si légers, si impalpables, que les feuilles de nymphéas, lorsqu'ils s'y posent, ne s'en émeuvent pas plus que du poids d'une libellule !

COPILLUS

Aussi, un de leurs lieux préférés est le bois de chênes funéraires que Polymnia a consacré à son père près de sa villa, sur le chemin qui mène au Mont-Clos. Et au-dessus du rocher dans lequel a été creusée la crypte où il est enseveli, elle a fait ériger un autel qu'une inscription mystérieuse voue à la fois aux mânes du Comte et à la revanche des Olympiens. La lutte des Dieux et du Christ et le triomphe final des Dieux y sont, dit-on, figurés sur chacun des quatre côtés de l'autel, par un bas-relief représentant une des saisons de l'année. Et ce cycle commence par l'automne

qui symbolise l'époque crépusculaire où nous sommes, pendant laquelle nous voyons chaque jour les Dieux décliner davantage vers la nuit prochaine où ils vont s'abîmer. Et cette nuit, ce sera l'hiver et ce sera la saison du Christ ! Après avoir triomphé des joies de la Lumière et aboli l'homme ancien, il aura fait de l'homme nouveau un pleureur désolé, grelottant de froid et de désespoir, sous l'épouvante des ténèbres croissantes. Mais peu à peu, l'évolution fatidique des temps ramènera de l'Orient, avec le soleil du printemps, les deux ressuscités ; la nature et l'homme se renouvelleront dans l'allégresse de la lumière retrouvée et, degré par degré, les Dieux reconquerront tout le ciel jusqu'au jour immuable où, parvenus au zénith de l'été, ils épandront sur le monde une félicité qui ne tarira plus !

EBURIUS.

Insensés, qui semblez vous réjouir de ce scandale, ne prévoyez-vous pas que le châtiment en est proche?

PHTONGUS

Et l'on dit que la crypte, où repose le comte Amicus, s'étend au loin sous la terre et qu'elle est décorée à la fois comme un temple et comme un musée. Polymnia n'y a pas seulement entassé d'incalcutables trésors d'or et d'argent, de pierres précieuses et d'objets où la valeur de la matière est encore surpassée par celle du travail, mais tout ce qu'elle a pu soustraire aux dévastations chrétiennes des pierres sacrées des temples et des statues des Dieux.

SATURIO

Celui que Polymnia estime le plus cher de tous ces trésors, c'est la bibliothèque où elle tient cachés, à l'abri des moines, de l'évêque et de ses matriculaires, tous les livres qu'une longue succession d'aïeux illustres avaient amassés dans sa maison, jusqu'à son père. Et l'on dit que cette bibliothèque sans rivale dans le monde, sinon dans l'empire d'Orient et chez les Khalifes, est l'égale de celle que les chrétiens ont naguère incendiée dans Alexandrie. Chaque jour, elle y ajoute encore quelque nouvel ouvrage qu'elle fait venir de Byzance, à grands frais.

LICNOS

Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elle va souvent s'y enfermer avec son professeur Arborius, évoquant, — car elle sait l'art des incantations qui forcent les morts à reparaître, — l'âme de son père pour qu'elle vienne les aider, l'un et l'autre, à commenter à leur juste sens et à comprendre les vérités oubliées et les visions prophétiques qui demeurent scellées aux ignorants et aux profanes — que nous sommes devenus hélas! — sous le verbe délaissé des sages d'autrefois.

ECFRID

Comment, avec tous ces trésors impies qui défient le Christ, ce tombeau, recéleur de toutes les perversités, a-t-il pu jusqu'ici échapper à la justice indignée des Fidèles?

BRENNIAT

Tu parles encore une fois en étranger; tu ne connais pas le pouvoir de Polymnia! Excepté quelques misérables fanatiques que leur mendicité et leur paresse ont mis à la solde de l'évêque, personne n'oserait profaner les cendres du comte Amicus et outrager sa fille en la piété de ses souvenirs et de ses regrets. Elle est le dernier rayon qui nous illumine encore du passé radieux qui disparaît à l'Occident et notre dernière sauvegarde contre la barbarie qui envahit le monde.

EBURIUS (*bas à Ecfrid*).

Ami, maintenant que Polymnia et son armée d'esclaves ont quitté sa villa pour entrer à Maguelone, et que la menace des Franks qui s'approchent a fait refluer tous les paysans dans la cité, le tombeau du comte Amicus se trouve abandonné sans défenseurs... La Vengeance de Dieu est parfois tardive; mais elle ne manque jamais — attends et silence!

SATURIO

C'est précisément pour sa vénération reconnaissante envers les dieux que nous aimons Polymnia : ils ont été les protecteurs et les bienfaiteurs de notre race, ils lui ont jadis donné le monde

dans cette espérance de concilier par elle tous les peuples dans un latium universel; et de les faire tous les uns après les autres fraterniser dans le pacte de la paix romaine. Si cette promesse qu'ils avaient faite aux âmes latines n'a pu s'accomplir jusqu'au bout, c'est aux races nouvelles venues, et à leurs Dieux barbares que l'humanité devra s'en prendre de leur œuvre interrompue et brisée : — car ce n'est que frauduleusement que le Christ en a repris le rêve, — pour l'ajourner hors de cette terre et de cette vie, en des temps qui ne viendront pas.

MARITUMNUS

Tu avoues toi-même l'impuissance de tes Dieux, en reconnaissant que d'autres dieux, plus forts qu'eux, ont pu ruiner leur œuvre et convaincre d'imposture leur promesse.

PHTONGUS

Va! ne te vante pas tant de la victoire de ton Nazaréen : elle sera de peu de durée. La méchanceté et la jalousie de ses fidèles soulèveront un jour contre lui l'imprécation du genre humain. — Toi qui oses parler d'imposture, montre-nous ce que valent les promesses chrétiennes. Vous avez annoncé l'esclavage aboli; la charité et l'amour entre tous les hommes, le pardon des injures; la pitié à la femme adultère et à la prostituée; la rémission des péchés par la contrition de l'aveu... Vous avez séduit les simples et les angoissés, affamés d'espérances, à l'illusion du royaume céleste où, devant le Christ assis à la droite du père, doivent comparaître, dans une égale nudité dépouillée de toute parure d'orgueil et de mensonge, le pauvre à côté du riche, l'ignorant à côté du savant, le pénitent à côté du saint... Mais quels exemples avez-vous donnés en témoignage de la sincérité de vos paroles?... Regardez vos églises entre lesquelles se déchire chaque jour en plus de lambeaux, la belle tunique de charité dont vous deviez envelopper le monde. — Vous nous avez montré l'Evangile et vous avez dit : « Voilà la vérité et voilà le salut! » Et chaque mot, chaque syllabe de cette bonne nouvelle anime vos églises les unes contre les autres à de telles fureurs de haines qu'il ne leur suffit plus de se combattre par les armes spirituelles, qui n'affligent, ne blessent et ne navrent que les âmes; voici que maintenant elles ont saisi les armes temporelles : il faut que, dès cette vie, elles puissent, dans le spectacle immédiat des chairs douloureuses et suppliciées, savourer la vision anticipée des tortures éternelles,

auxquelles elles se vouent les unes les autres par de mutuels anathèmes.

MARITUMNUS

Entendre de telles paroles, sans pouvoir les punir!... O Christ! voilà pourtant à quelle abominable servitude la tyrannie de Mahomet a réduit, ici, tes fidèles!

CASTRICUS

Appelles-tu donc tyrannie l'obligation de subir l'égalité avec les autres cultes, et servitude l'impossibilité d'asservir, en effet, les autres?

BRENNIAT

Toi qui raillais tout à l'heure l'impuissance des Dieux anciens, constate à ton tour celle du tien. Le Prophète lui a déjà enlevé une partie du monde; si le fils du charpentier galiléen était le fils du seul vrai Dieu, maître du ciel et de la terre, est-ce que son père eût permis qu'il fût vaincu par un gardien de chameaux? Et qui sait quand et comment se terminera ce duel entre Jésus et Mahomet, et si celui-ci n'achèvera pas de déposséder son rival du reste d'empire qu'il occupe encore?

ECFRID

Attends la fin, blasphémateur! — Les Franks de Karl Martel vont répondre à ton doute.

EBURIUS

Eh! n'y ont-ils pas déjà répondu par la victoire de Poitiers? — L'épée de Karl Martel a fait reculer d'épouvante l'Islam devant lui et voici qu'elle vient aujourd'hui le chercher ici pour le repousser au delà de la mer, jusqu'en ces déserts d'où il est monté contre nous comme une nuée de sauterelles dévorantes.

LICNOS

Les Franks! toujours les Franks, et toujours Karl-Martel! — Ne veux-tu donc pas te souvenir qu'avant eux et sans leur secours.

les Aquitains du duc Eudes infligèrent à l'Islam une première et terrible défaite auprès des murs de Toulouse; et depuis, sur ce champ de bataille que les Arabes ont, en souvenir de ce désastre, surnommé le Plateau des Martyrs, — chaque jour, on entend un muezzin invisible annoncer les heures de la prière aux cent mille et cent mille Sarrazins, qui y sont tombés autour du Wali El-Zama.

COPILLUS

Eh oui! nous le savons : le Christ est l'ami des barbares, il les a répandus comme un incendie sur le monde romain pour qu'ils achèvent de consumer les ruines qu'y avaient entassées ses sectateurs, ses moines et ses évêques. — Mais l'incendie passera! et, quand même il aura réussi à raser la surface de la terre, il n'aura pu pourtant la dessécher si profondément qu'après le labeur occulte d'un long sommeil sous les cendres, la civilisation latine ne rejaillisse des racines et des germes épargnés; — et les âmes, longtemps asphyxiées des âcres senteurs de la fumée qui les avait enfouies vivantes en pleines ténèbres, renaîtront peu à peu à la vie, en l'atmosphère rassainie de ce renouveau.

THREPTION

Mais voyez! tous les chemins fourmillent d'une foule pressée, qui se dirige de tous côtés vers le port de Maguelone. — Que se passe-t-il donc?

CASTRICUS

Ne sais-tu pas que c'est aujourd'hui que Xénaïas le Syrien, dont le navire est arrivé hier, va débarquer les marchandises qu'il a apportées d'Alexandrie, de Smyrne, de Damas et de Byzance?

PHTONGUS

Et, dit-on, de toutes ces marchandises les plus rares et les plus précieuses sont cinq femmes, de races lointaines presque inconnues, qu'il va vendre au marché d'esclaves : — parmi elles se trouve la Reine d'un pays, situé encore par de là la région des Sères.

SATURIO

Oui, sans doute, c'est cela déjà qui attire toute cette affluence :

mais c'est encore autre chose, — vous savez combien Polymnia est curieuse d'interroger et d'apprendre. Or, Xenaïas a annoncé qu'elle lui avait promis de venir avec Ameng-Bey, visiter toutes ses marchandises et surtout ses esclaves. Il espère qu'elle achètera celles-ci, et se prépare à lui en demander un bon prix.

BRENNIAT

Eh bien! faisons comme la foule : allons voir les esclaves de Xenaïas et Polymnia.

(*Il se lève et tous s'en vont par la gauche en causant, sauf* EBURIUS, MARITUMNUS et ECFRID *qui restent les derniers*).

EBURIUS A ECFRID

Viens avec nous : nous trouverons là-bas le moine grec, Colarbase, que les iconoclastes ont chassé de Byzance et qui a été recueilli par la sainte hospitalité de notre évêque Epœphanius. Il doit se rencontrer au port, avec le chef des matriculaires, le frère Agathangelus et quelques religieuses passionnées de la gloire de Dieu, pour une expédition sacrée depuis longtemps méditée et ajournée jusqu'à ce jour. Ton zèle te rendrait digne d'être des nôtres.

ECFRID

De quoi s'agit-il?

MARITUMNUS

Laisse-les passer devant. Eburius et moi, nous te conterons cela en chemin.

L. XAVIER DE RICARD.

L'AIDE MUTUELLE

Dans la Cité Médiévale

La sociabilité et le besoin d'aide et de secours mutuels sont tellement inhérents à la nature humaine, qu'en vain nous parcourons les différentes époques de l'histoire pour y découvrir des hommes vivant en petites familles isolées et se disputant les moyens de subsistance. Les investigations modernes prouvent, au contraire, que, dès le commencement même de leur existence préhistorique, les hommes avaient l'habitude de se réunir en *gentes*, clans, tribus, maintenus ensemble par une idée de descendance commune et par la vénération d'ancêtres communs, et que, durant des milliers et des milliers d'années, cette organisation les a liés entre eux sans être imposée par une autorité quelconque. Elle eût une influence profonde sur le développement ultérieur de l'humanité. Lorsque les liens de descendance commune furent disjoints par les grandes migrations, et que le développement de familles séparées au sein du clan eût détruit l'ancienne unité de ce clan, une nouvelle forme d'union, territoriale en son principe, — la communauté du village, — naquit par le génie social de l'homme. A son tour, cette institution put tenir les hommes ensemble pendant plusieurs siècles, leur permettant de développer davantage leurs institutions sociales et de traverser les plus sombres périodes de l'histoire sans être dispersés en agrégations séparées de familles et d'individus. Telles furent les idées développées dans les deux essais précédents sur *Le secours mutuel parmi les sauvages et les barbares* parus dans la *Société nouvelle* (1). Suivons maintenant l'évolution ultérieure de cette

(1) *L'Appui mutuel chez les sauvages* (*Société nouvelle*, janvier 1893); *L'Appui mutuel chez les barbares* (*Société nouvelle*, janvier 1894). Voir aussi *La lutte pour la vie et l'appui mutuel*. Aperçus généraux : *Les invertébrés*, *les Oiseaux* (*Société nouvelle*, janvier 1892); *les Oiseaux* (suite), *les Mammifères*, *la Lutte pour l'existence* (*Société nouvelle*, juin 1892).

même tendance toujours vivace de secours mutuel. Prenons les communautés villageoises des prétendus barbares à l'époque où ceux-ci provoquèrent un nouvel élan de civilisation après la chute de l'empire romain; étudions les aspects nouveaux que prirent les besoins sociaux des masses au moyen-âge, spécialement dans les Gildes et les cités médiévales.

Loin d'être ces animaux hostiles auxquels on les a souvent comparés, les barbares des premiers siècles de notre ère (de même que tant de Mongols, d'Africains, d'Arabes, etc., qui continuent encore la même époque de barbarie) préféraient invariablement la paix à la guerre. A l'exception d'un petit nombre de tribus, refoulées pendant les grandes migrations dans des déserts ou sur des plateaux stériles et qui se voyaient donc périodiquement forcées de piller leurs voisins mieux favorisés, hormis ceux-là, la grande masse des Teutons, des Saxons, des Slavons, etc., retournaient à la bêche ou à leurs troupeaux, après s'être fixés en leur séjour nouvellement conquis. Les premiers codes barbares nous représentent déjà une société de paisibles communautés agraires et non pas des hordes d'hommes guerroyant les uns contre les autres. Ces barbares couvrirent le pays de villages et de fermes (1), ils défrichèrent les forêts, jetèrent des ponts sur les torrents, colonisèrent la contrée sauvage et auparavant inhabitée; ils abandonnèrent la vie guerrière incertaine aux petites bandes, confréries ou *scholæ* rassemblées autour de chefs temporaires, qui offraient leur esprit aventurier, leurs armes et leur science de la guerre pour la protection des populations, désireuses avant tout d'être laissées en paix. Ces bandes de guerriers allaient et venaient, continuaient leurs querelles de famille, mais la grande masse ne cessait de cultiver la terre et ne s'occupait que faiblement de ses soi-disant dominateurs, aussi longtemps que ceux-ci ne touchaient point à l'indépendance des communautés villageoises (2). Les nouveaux occupants de l'Europe firent naître le système d'assolement de culture du sol en vigueur chez des nations entières; ils développèrent leurs systèmes de compensation pour les torts causés, en remplacement de la revanche sanglante en usage dans l'ancienne tribu; ils apprirent les premiers rudiments de l'industrie et en fortifiant leurs villages au moyen de murs de palissades, en érigeant des tours et des fortins, dans lesquels ils pouvaient se réfugier en cas d'une nouvelle invasion, ils abandonnèrent bientôt la tâche de défendre ces tours et ces fortins à ceux qui se faisaient de la guerre une spécialité.

L'amour de la paix chez les barbares, et non point leurs instincts belliqueux supposés, devint donc la source de leur sujétion subséquente aux chefs militaires. Il est évident que la façon de vivre même des bandes armées leur procurait plus de facilités de s'enrichir que n'en

(1) W. ARNOLD, dans ses *Wanderungen und Aussiedelungen der deutschen Stämme*, p. 431, prétend même que l'on doit aux VIe, VIIe, VIIIe, IXe siècles la moitié du terrain arable dans le centre de l'Allemagne. (NITSCH). *Geschichte des deutschen Volkes*, Leipzig, 1883, vol. 1) partage la même opinion.

(2) LÉO et BOTTA, *Histoire d'Italie*, 1844, t. I, p. 37.

trouvaient les cultivateurs dans leurs communautés agricoles. Actuellement même, nous voyons des individus armés s'assembler pour abattre à coups de fusil les Matabélés, et pour leur voler leur bétail, quoique les Matabélés ne désirent que la paix et soient prêts à ne la vendre que chèrement. Les *scholæ* anciennes n'étaient certainement pas plus scrupuleuses que les *scholæ* modernes. C'est de cette façon que l'on s'appropriait des troupeaux de bétail, du fer (qui était énormément cher en ce temps-là) (1) et des esclaves; et malgré que l'on détruisait la plus grande partie du butin sur place, dans les fêtes glorieuses dont la poésie épique s'occupe tant, — une partie des richesses volées servait encore à l'enrichissement ultérieur. Il y avait du terrain inculte en abondance, et il ne manquait pas d'hommes prêts à le cultiver, s'ils pouvaient seulement obtenir le bétail et les instruments nécessaires. Des villages entiers, ruinés par les épidémies, par la peste, les incendies ou les violences de nouveaux immigrants, étaient souvent abandonnés par leurs habitants, qui cherchaient ailleurs un séjour nouveau. Cela se fait encore en Russie dans des circonstances semblables. Et si l'un des chefs (*hirdmans*) de la confrérie armée offrait aux paysans quelque bétail pour recommencer, quelque fer pour en façonner une charrue, si pas la charrue même, sa protection contre de nouvelles invasions et un nombre d'années exemptes de toute obligation avant l'amortissement de la dette contractée, ils s'établissaient sur le terrain. Et lorsque après une lutte très dure contre les mauvaises récoltes, les inondations et la peste, ces pionniers commençaient à payer leurs dettes, ils tombaient dans des obligations serviles envers le protecteur du territoire. De cette façon les richesses s'accumulaient évidemment, et le pouvoir suit toujours la richesse (2). Et cependant, plus nous pénétrons dans la vie de ces âges, les VI[e] et VII[e] siècle de notre ère, plus nous voyons que, pour constituer l'autorité des minorités, on fit appel à un élément autre que la richesse et la force militaire. Cet élément fut celui de la loi et du droit. Ce fut le désir des masses de maintenir la paix et d'établir ce qu'elles croyaient être la justice qui donna aux chefs des *scholæ* — rois, ducs, *knyazes* et consorts — la puissance qu'ils acquirent deux ou trois cents ans après. La même idée de justice, conçue comme une vengeance du mal causé, et qui s'était développée dans la tribu, traversa

(1) L'amende infligée pour le vol d'un simple couteau était de 15 *solidi*, et des parties en fer d'un moulin, 45 *solidi*. (Voir à ce sujet LAMPRECHT, *Wirthschaft und Recht der Franken* dans le *Historisches Taschenbuch* de RAUMER, 1883, p. 52). Selon la loi des Ripuaires, l'épée, la lance et l'armure en fer d'un guerrier avaient la valeur d'au moins vingt-quatre vaches, ou de deux ans de travail d'un homme libre. Une cuirasse seule valait, dans la loi salique, (DESMICHELS, cité par MICHELET) autant que trente-six boisseaux de froment.

(2) La richesse principale des chefs consistait longtemps en leurs domaines personnels, peuplés en partie par des prisonniers esclaves, mais en grande partie de la façon que nous venons d'exposer. Voir sur l'origine de la propriété : INAMA STERNEGG, *Die Ausbildung der groszen Grundherrschaften in Deutschland* dans *Forschungen*, de SCHMOLLER, t. I, 1878; F. DAHN, *Urgeschichte der Germanischen und Romanischen Völker*, Berlin, 1881 ; MAURER, *Dorfverfussüng* ; GUIZOT, *Essais sur l'Histoire de France*; MAINE, *Village community*; BOTTA, *Histoire d'Italie* ; VINOGRADOFF, SEEBOHM, J.-K. GREEN, etc.

maintenant comme un fil rouge l'histoire des institutions ultérieures ; et davantage même que les causes militaires ou économiques, elle devint la base sur laquelle était fondée l'autorité des rois et des seigneurs féodaux.

En fait, l'une des préoccupations principales de la communauté villageoise barbare fut toujours — il en est encore de même chez nos barbares contemporains — de terminer les différends qui provenaient de la conception générale de la justice (1). Lorsqu'une querelle éclatait, la communauté intervenait promptement, et après que l'assemblée populaire avait entendu la cause, elle fixait le montant de l'amende (*wergeld*) à payer à la personne offensée ou à sa famille, aussi bien que le *fred*, c'est-à-dire l'amende pour rupture de la paix, à payer à la communauté. De cette façon, les querelles intérieures étaient aisément apaisées. Mais lorsque des luttes éclataient entre deux tribus différentes, ou entre deux confédérations de tribus, malgré toutes les mesures prises pour les prévenir (2), la difficulté consistait à trouver un arbitre ou juge dont la décision pût être acceptée par les deux parties à la fois, aussi bien en raison de son impartialité que pour sa connaissance de la loi ancienne. La difficulté était d'autant plus grande que les lois usuelles des différentes tribus et confédérations variaient quant à la compensation due en des cas divers. On prit donc l'habitude de choisir le juge parmi les familles ou les tribus connues pour l'observance de l'ancienne loi dans toute sa pureté et réputées pour la conservation des chants, poèmes et *sagas*, par lesquels la loi se perpétuait dans la mémoire ; car retenir la loi de cette façon devint une sorte d'art, de secret, soigneusement transmis de génération en génération dans certaines familles. Ainsi en Islande, et en d'autres pays scandinaves, à chaque *allthing* ou assemblée générale, il était d'usage qu'un *lövsögmathr* récitât par cœur la loi entière, pour l'enseignement de l'assemblée ; et l'on sait qu'en Irlande une classe d'hommes spéciaux étaient renommés pour leur connaissance des anciennes traditions et jouissaient à ce titre d'une grande réputation comme juges (3). De même, lorsque les annales russes nous apprennent que certaines tribus du nord-ouest de la Russie, pour enrayer les désordres croissants provenant des animosités entre les différents clans, appelèrent des *varingiar* normands aux fonctions de juges et commandants des *scholæ* guerrières ; lorsque, durant les deux siècles suivants, nous voyons les *knyazes* ou ducs toujours élus dans la même famille normande, nous ne pouvons méconnaître que les Slavons attribuaient aux Normands une connaissance de la loi ancienne, supérieure et reconnue bonne par les différentes familles slaves.

Dans ce cas, la possession des runes, employées pour la transmission des anciennes coutumes, était un avantage certain en faveur des Normands ; mais, en d'autres cas, il paraît, selon quelques indications, que

(1) Pour plus de détails à ce sujet, voir la *Société nouvelle*, janvier 1894.

(2) Voir SIR HENRY MAINE, *International Law*, London, 1888.

(3) Chez les Ossètes, les arbitres des trois villages *anciens* jouissaient d'une réputation spéciale (M. KOWALEVSKY *La Coutume moderne et l'ancienne Loi*, Moscou, 1886, II, 217, — en russe.)

la branche *aînée* de la tribu, celle que l'on supposait être la branche mère, était requise de donner le juge ou plutôt l'arbitre, et l'on se confiait à ses décisions que l'on croyait justes (1); tandis qu'à une époque ultérieure nous remarquons une tendance distincte à prendre les juges parmi le clergé chrétien, qui observait encore, en ce temps-là, ce principe aujourd'hui oublié du christianisme, que les représailles ne constituent pas un acte de justice. Les églises chrétiennes servaient alors d'asiles à ceux qui fuyaient les vengeances sanglantes, et les membres du clergé fonctionnaient volontiers comme arbitres en cas de violences, combattant toujours l'ancien principe des tribus : vie pour vie et blessure pour blessure. En somme, plus nous pénétrons l'histoire de ces institutions primitives, moins nous trouvons un fondement pour la théorie militaire de l'origine de l'autorité. Ce pouvoir, qui plus tard devint une source d'oppression, semble même, au contraire, avoir trouvé son origine dans les penchants pacifiques des foules.

Dans tous ces cas le *fred*, qui égalait généralement la moitié de la compensation, revenait à l'assemblée générale, et, depuis des temps immémoriaux, il était destiné à des travaux d'utilité et de défense communes. Il a encore la même destination — la construction de tours — chez les Kabyles et chez certaines tribus mongoles; nous savons du reste avec certitude que plusieurs siècles après même, à Pskov et dans plusieurs villes françaises et allemandes, les amendes judiciaires étaient employées à restaurer les remparts (2). Il était donc tout naturel de remettre les amendes au juge, qui à son tour était obligé à la fois de maintenir la *schola* d'hommes armés à laquelle était confiée la défense du territoire et d'exécuter les sentences. Cela devint une coutume générale aux VIII[e] et IX[e] siècles, même lorsque le juge était un évêque élu. Il se forma donc là un germe de la combinaison de ce que nous appellerions actuellement le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif. Mais les attributions du duc ou du roi étaient strictement limitées à ces fonctions. Il ne gouvernait pas, — le pouvoir suprême appartenant encore à l'assemblée du peuple, — il n'était pas même commandant des milices populaires; quand le peuple prenait les armes, il marchait sous les ordres d'un commandant distinct, également élu, qui n'était pas le subordonné mais l'égal du roi (3). Le roi n'était seigneur que dans son domaine particulier. En fait, dans la langue barbare le mot *konung*, *koning* ou *cyning*, synonyme du latin *rex*, n'avait d'autre signification que celle de chef, de capitaine d'une troupe

(1) Il est permis de penser que cette conception (en rapport avec la conception féodale de soumission au seigneur) eut une part importante dans la vie de cette période: mais on n'a pas fait d'investigations à ce sujet.

(2). Dans la charte de Saint-Quentin de 1002, il était spécialement stipulé que la rançon à payer pour des maisons dont la démolition était ordonnée par le tribunal, en punition du crime du propriétaire, serait affectée à la construction des remparts. L'*Ungeld* avait la même destination dans les villes allemandes. A Pskov, la cathédrale était la banque des amendes et ce fonds servait à la construction des remparts.

(3) SOHM : *Frankische Rechts und Gerichtsverfassung*, p. 23; et NITSCH : *Geschichte des Deutschen Volkes*, p. 78.

d'hommes. Le commandant d'une flottille de barques, ou même d'une simple barque de pirates, était également *konung* et jusqu'à ce jour, le commandant de la pêche en Norwège est appelé *Not-kong* (roi des filets) (1). La vénération attachée plus tard à la personnalité d'un roi n'existait pas encore, et tandis que la trahison envers la nation était punie de mort, le fait d'avoir tué un roi pouvait être racheté par le payement d'une compensation ou amende : un roi était simplement taxé un certain nombre de fois de plus qu'un homme libre (2). Et lorsque le roi Knu (ou Canut) eut tué un homme appartenant à sa propre *schola*, la saga le représente convoquant ses compagnons d'armes à un *thing* où il se mit à genoux en demandant pardon. On lui pardonna, mais non avant qu'il eût consenti à payer neuf fois l'amende ordinaire, dont un tiers revenait à lui-même pour la perte d'un de ses hommes, un tiers aux parents de l'homme tué et un tiers (le *fred*) à la *schola* (3). En réalité, il fallut qu'un changement complet fût accompli dans les idées courantes, sous la double influence de l'Eglise et des partisans de la loi romaine, avant qu'une idée de sainteté ne commençât à s'attacher à la personnalité du roi.

Cependant, le but de cette étude n'est pas de suivre l'évolution de l'autorité se développant graduellement des éléments que nous venons d'indiquer. Des historiens tels que M. et Mme Green pour l'Angleterre, Augustin Thierry, Michelet et Luchaire pour la France, Kaufmann, Janssen, W. Arnold et même Nitsch pour l'Allemagne, Léo et Botta pour l'Italie, Byelaeff, Kostomaroff et leurs successeurs pour la Russie, et bien d'autres encore ont suffisamment exposé cette histoire. Ils ont montré comment les populations, une fois libres, consentirent d'abord simplement à « nourrir » une certaine partie de leurs défenseurs militaires et devinrent progressivement les serfs de ces protecteurs ; comment la soumission à l'Eglise ou au seigneur devint une dure nécessité pour l'homme libre ; comment tout château seigneurial ou épiscopal devint un nid de brigands — comment, en un mot, la féodalité fut imposée — et comment les croisades, en libérant les serfs qui avaient pris la croix, donnèrent la première impulsion à l'émancipation populaire. Il est inutile de répéter tout cela ici même, notre but étant de suivre le génie constructif des foules dans les institutions d'aide mutuelle.

A une époque où les derniers vestiges de la liberté barbare semblaient

(1) Voir à ce sujet les excellentes remarques d'Augustin Thierry dans ses *Lettres sur l'histoire de France* (7e). Les traductions barbares de certaines parties de la Bible sont extrêmement instructives sur ce point.

(2) Trente-six fois plus qu'un noble, selon la loi anglo-saxonne. Dans le code de Rothari, le meurtre d'un roi est cependant puni de mort, mais (sans tenir compte de l'influence romaine) cette nouvelle disposition fut introduite en 646 dans la loi lombarde — ainsi que le font remarquer Léo et Botta — pour préserver le roi de la revanche sanglante. A cette époque, le roi étant l'exécuteur de ses propres sentences (de même que la tribu auparavant), il devait être protégé par une disposition spéciale, d'autant plus qu'avant Rothari, plusieurs rois lombards avaient été tués l'un après l'autre. (LÉO et BOTTA, *loc. cit.* l. 66-90.)

(3) KAUFMANN, *Deutsche Geschichte*, t. I (*Die Germanen der Urzeit*), p. 133.

disparaître et où l'Europe, tombée sous la domination de milliers de souverains minuscules, marchait vers la constitution de théocraties et d'Etats despotiques, semblables à ceux qui suivirent l'époque barbare, dans les civilisations antérieures, la vie prit une direction nouvelle. Elle suivit des voies semblables à celles qu'elle avait prises dans les cités de la Grèce antique. Avec une unanimité qui semble presque incompréhensible et qui, pendant longtemps, ne fut pas comprise par les historiens, les agglomérations urbaines aussi bien que les bourgs les plus infimes commencèrent à secouer le joug de leurs seigneurs laïcs et religieux. Le village fortifié se dressa en face du château seigneurial, le défia d'abord, puis l'attaqua et le détruisit enfin. Le mouvement s'étendit de bourg en bourg, gagnant chaque ville de l'Europe. Et,en moins de cent ans, des cités libres avaient paru sur les côtes de la Méditerranée, de la Mer du Nord, de la Baltique, de l'Océan Atlantique, et dans les fjords de la Scandinavie, au pied des Apennins, des Alpes, de la Forêt-Noire, des Grampians, des monts Carpathes, dans les plaines de la Russie, de la Hongrie, de la France et de l'Espagne. Partout la même révolte se produisit, avec les mêmes symptômes sous les mêmes aspects, en passant par les mêmes phases. et conduisant aux mêmes résultats. Partout où les hommes avaient trouvé ou croyaient trouver quelque protection derrière les murs de leurs villes, ils instituaient leurs « conjurations », leurs « confraternités », leurs « amitiés » unies dans une commune idée et marchant hardiment vers une existence nouvelle de soutien mutuel et de liberté. Ils réussirent si bien qu'en trois ou quatre cents ans ils avaient changé toute la face de l'Europe. Ils avaient couvert le pays de beaux monuments somptueux, exprimant le génie de la libre union d'hommes libres, œuvres depuis lors inégalées comme beauté et comme expression ; et ils léguèrent aux générations suivantes tous les arts, toutes les industries dont notre civilisation actuelle, avec tous ses perfectionnements et ses promesses d'avenir, n'est qu'un développement. Et lorsque maintenant nous recherchons les forces qui ont produit ces grands résultats, nous les trouvons, non dans le génie d'hommes individuels, non dans la puissante organisation de vastes Etats, ni dans les capacités politiques de leurs gouvernements, mais dans le même courant d'aide et de secours mutuels que nous avons vu à l'œuvre dans la communauté villageoise, et qui fut vivifié et renforcé au moyen âge par une nouvelle force d'union, inspirée par les mêmes tendances, mais façonnée d'après un modèle nouveau — par les Gildes.

Chacun sait aujourd'hui que la féodalité n'impliquait pas une dissolution de la communauté villageoise. Malgré que le seigneur fût parvenu à imposer aux paysans un labeur servile et se fût arrogé tels droits qui n'appartenaient d'abord qu'aux communautés villageoises elles-mêmes (taxes, mainmorte, redevances pour héritages et mariages), les campagnards avaient néanmoins maintenu les deux droits fondamentaux de leur communauté : la possession en commun du sol et la juridiction exercée par eux-mêmes. Anciennement, lorsqu'un roi déléguait son

lieutenant (*vogt*) à quelque village, les paysans recevaient l'envoyé tenant d'une main des fleurs et de l'autre des armes, et lui demandaient quelle loi il entendait appliquer : celle qu'il trouverait dans le village même ou celle qu'il apportait avec lui. Et, dans le premier cas, ils lui remettaient des fleurs et l'acceptaient, tandis que dans le second cas ils le combattaient (1). Au moyen-âge, ils acceptaient l'officier du roi ou du seigneur lorsqu'ils ne savaient pas le refuser; mais ils maintenaient la juridiction de l'assemblée populaire et nommaient eux-mêmes six, sept ou douze juges, qui officiaient comme arbitres et juges avec l'envoyé du seigneur, en présence de l'assemblée populaire. Dans la plupart des cas, il ne restait à l'envoyé du roi que de confirmer la sentence et de lever le *fred* coutumier. Ce droit précieux d'exercer ellesmêmes la juridiction, ce qui équivalait en ce temps à exercer ellesmêmes l'administration et la législation, avait été maintenu par les masses populaires à travers toutes les luttes ; et même les légistes qui entouraient Charlemagne ne purent l'abolir : ils furent obligés de le confirmer.

A cette même époque, dans toutes les matières concernant le domaine de la communauté, l'assemblée populaire restait suprême et — Maurer l'a bien démontré — exigeait souvent la soumission du seigneur même en toute matière concernant le sol. La féodalité ne put jamais briser cette résistance : la communauté villageoise gardait tous ses droits sur son territoire ; et lorsqu'au IXe et au Xe siècles les invasions des Normands, des Arabes et des Ugriens avaient démontré que les *schola* militaires ne valaient pas beaucoup pour la protection du pays, un mouvement général se propagea dans toute l'Europe pour fortifier les villages par des murs en pierre et par des citadelles. Des milliers de centres fortifiés furent alors bâtis par l'énergie des communautés villageoises. Et une fois leurs murs élevés, une fois un intérêt commun créé au dedans de ce nouveau sanctuaire, la ville fortifiée, elles comprennent bientôt que dorénavant elles pourraient résister aussi bien aux empiétements des ennemis intérieurs, des seigneurs, qu'aux invasions des étrangers. Une vie nouvelle de liberté se développa dans les enceintes fortifiées. La cité médiévale était née (2).

(1) Dr F. DAHN, *Urgeschichte der Germanischen Volker*, Berlin, 1881 t. I, 96.

(2) Si j'expose ici les idées depuis longtemps défendues par MAURER (*Geschichte der Städteverfassung in Deutschland*, Erlangen, 1869), c'est parce qu'il a pleinement prouvé l'évolution ininterrompue de la communauté villageoise à la cité medievale, et que ses considérations seules peuvent expliquer l'universalité du mouvement communal. Savigny et Eichhorn et leurs partisans ont certainement prouvé que les traditions de la municipia romaine n'avaient jamais totalement disparu. Mais ils ne tinrent pas compte de ce que les barbares traversèrent une période de communauté villageoise avant d'avoir des villes. Le fait est que chaque fois que l'humanité prit un nouvel élan de civilisation, en Grèce, à Rome ou dans l'Europe centrale, elle traversa les mêmes phases, — la tribu, la communauté villageoise, la ville libre, l'Etat, — chacune des phases étant une conséquence naturelle de la phase précédente. Sans doute, l'expérience de chaque civilisation précédente ne fut jamais perdue. La Grèce (influencée elle-même par les civilisations orientales) influença Rome, et Rome à son tour exerça une influence sur notre civilisation, mais chacune d'elles eût le même point de départ : la tribu. Et de même que nous

Aucune période de l'histoire ne saurait mieux mettre en évidence les forces créatrices des masses populaires que le x[e] et le xi[e] siècles, où les marchés et les villages fortifiés, semblables à autant « d'oasis parmi la forêt féodale », commencèrent à se délivrer du joug seigneurial et élaborèrent lentement l'organisation future de la cité ; mais malheureusement les renseignements historiques relatifs à cette période sont particulièrement rares; nous connaissons bien les résultats, mais il ne nous est parvenu que peu de chose quant aux moyens par lesquels ces résultats furent atteints. Sous la protection de leur murs, les assemblées populaires urbaines — ou entièrement indépendantes, ou dirigées par les principales familles nobles ou marchandes — conquirent et maintinrent le droit d'élire le *defensor* militaire, qui était en même temps juge suprême de la ville, ou tout au moins de choisir parmi les candidats pour cette fonction. En Italie, les jeunes communes renvoyaient continuellement leurs *defensors* ou *domini* et combattaient ceux qui refusaient de s'en aller. La même chose se passa en Orient. En Bohême, riches et pauvres (*Bohemicœ gentis magni et parvi nobiles et ignobiles*) prenaient également part à l'élection (1), tandis que les *vyeches* (assemblées populaires) des villes russes choisissaient régulièrement leurs ducs, — mais toujours dans la même famille des Rurik, — traitaient avec eux et renvoyaient le *knyaz* lorsqu'il avait provoqué le mécontentement (2).

Vers la même époque il existait dans la plupart des villes de l'Europe occidentale et méridionale une tendance à prendre pour *defensor* un évêque élu par la ville même : et tant d'évêques se distinguèrent en défendant leurs libertés, que nombre d'eux furent considérés, après leur mort, comme des saints et des patrons spéciaux dans certaines villes. Saint Uthelred de Winchester, saint Ulrik d'Augsburg, saint Wolfgang de Ratisbonne, Saint Héribert de Cologne, saint Adalbert de Prague et ainsi de suite, de même que plusieurs abbés et moines, devinrent autant de patrons de ces villes pour avoir défendu les droits populaires (3). Et sous les nouveaux *defensors*, soit laïcs, soit religieux les citoyens acquirent pour les assemblées populaires le droit d'auto-juridiction et d'administration (4).

ne pouvons pas dire que nos Etats sont des *continuations* de l'Etat romain, de même nous ne pouvons pas affirmer que les cités médiévales furent des continuations des cités romaines. Elles furent la conséquence de la communauté villageoise barbare, modifiée jusqu'à un certain point par les traditions des villes romaines.

(1) M. KOVALEVSKY. *Modern Customs and Ancient Laws of Russia*, (*Ilchester Lectures*, London, 1891, 1, 4).

(2) Un grand nombre de recherches ont dû être faites avant que ce caractère de ce qu'on appelle la *période udyelnyi* ne fût exactement établi par les ouvrages de BYELAEFF (*Récits de l'histoire Russe*), KOSTOMAROFF (*Les origines de l'autocratie en Russie*), et particulièrement par ceux du professeur SERGIEVICH (*Le Vyeche et le Prince*). Le lecteur trouvera quelques renseignements relatifs à cette période dans l'ouvrage cité de M. KOVALEWSKY, dans celui de RAMBAUD (*Histoire de Russie*), et, de l'auteur, dans un court aperçu dans l'article « Russia », paru dans la dernière édition de *Chambers's Encyclopedia*.

(3) FERRARI. *Histoire des révolutions d'Italie*, 1, 257 ; KALLSEN, *Die Deutschen Stædte im Mittelalter*, v. 1. Halle, 1891.

(4) Voir les excellentes remarques de G.-L. GOMME quant à l'assemblée populaire

Tout le processus de la délivrance progressive se fit par une série d'actes obscurs de dévouement à la cause commune, accomplis par des hommes sortis de la foule, par des héros inconnus dont les noms mêmes n'ont pas été conservés par l'histoire. L'admirable mouvement même de la trêve de Dieu (*trenga Dei*), par lequel les masses populaires tentèrent de limiter les interminables discordes entre les familles nobles, naquit dans les jeunes cités, les évêques et les citoyens essayant d'étendre aux nobles la paix que les villes avaient établie à l'intérieur de leurs boulevards (1). A cette époque déjà, les villes commerciales de l'Italie, et surtout Amalfi, qui avait ses consuls élus depuis 844 et remplaçait bien souvent ses doges au x° siècle (2), développèrent la loi coutumière maritime et commerciale, qui plus tard devint un modèle pour toute l'Europe ; Ravenne élabora son organisation professionelle, et Milan, qui avait fait sa première révolution en 980, devint un grand centre commercial, ses métiers jouissant d'une complète indépendance dès le XI° siècle (3). Il en est de même pour Bruges et pour Gand, de même aussi pour mainte ville en France, où le *Malh* ou *forum* était devenu une institution entièrement indépendante (4). Et dans cette période déjà commença l'œuvre de décoration artistique des villes par des travaux d'architecture que nous admirons encore, et qui témoigne hautement du mouvement intellectuel de ces âges. « Les basiliques furent alors renouvelées dans presque tout l'univers », écrivit Raoul Glaber dans sa chronique, et quelques-uns des plus beaux monuments de l'architecture médiévale datent de cette période : l'admirable église ancienne de Brême fut bâtie au XI° siècle, Saint-Marc de Venise fut achevé en 1071 et le splendide dôme de Pise en 1064. En réalité, le mouvement intellectuel que l'on nomma la Renaissance du XII° siècle (5) et le Rationalisme du XII° siècle — le précurseur de la réforme (6) — datent de cette même époque, où la plupart des villes étaient encore de simples agglomérations de petites communautés villageoises entourées de murs. (*A finir.*) PIERRE KROPOTKINE.

de Londres (*The Littérature of Local Institutions*, London, 86, p. 76). Il faut remarquer cependant que dans les villes royales les assemblées du peuple ne jourent jamais de l'indépendance qu'elles eurent ailleurs. Il est même certain que Moscou et Paris furent choisies par les rois et l'Eglise comme berceaux de la future autorité royale dans l'Etat, précisément parce qu'elles ne possédaient pas par tradition ces assemblées populaires habituées à agir en maîtres souverains en toutes choses.

(1) A. LUCHAIRE, *Les communes françaises*, et KLUCKOHN, *Geschichte des Gottesfrieden*, 1857. L. SEMICHON (*La Paix et la Trêve de Dieu*, 2 vol., Paris 1869) a essayé de représenter le mouvement communal comme issu de ce mouvement là. En réalité, la *trenga Dei*, comme la ligue formée sous Louis le Gros pour enrayer les pillages des nobles et les invasions normandes à la fois, fut un véritable mouvement *populaire*. Le seul historien qui fasse mention de cette ligue, c'est-à-dire Vitalis, la décrit comme « une communauté populaire ». (*Considérations sur l'Histoire de France*, dans le 4° vol. des œuvres d'AUG. THIERRY, Paris, 1868, p. 191 et notes.)

(2) FERRARI, I, 152, 263, etc.

(3) PERRENS, *Histoire de Florence*, I, 188 : FERRARI, *loc. cit.* I, 283.

(4) AUG. THIERRY, *Essai sur l'Histoire du tiers Etat*, Paris, 1876, p. 414, note.

(5) F. ROCQUAIN, « La Renaissance au XII° siècle », dans ses *Etudes sur l'histoire de France*, Paris, 1875, pp. 55-77,

(6) N. KOSTOMAROFF, « Les Rationalistes du XII° siècle », dans ses *Monographies et Recherches* (en russe).

HERMAN BANG[1]

La tâche du critique, qui veut populariser en France une littérature étrangère ou qui prétend faire connaître plus amplement des écrivains à peu près ignorés, n'est point facile.

Si nous avons à parler de Byron, de Gœthe, de Dante ou de Calderon, nous pourrons aisément glisser sur les minces détails biographiques, d'un mot rappeler une anecdote et aller ensuite directement à l'œuvre. Chaque lecteur, en effet, est plus ou moins documenté sur ce qui touche à la vie et aux ouvrages de ces écrivains.

Mais le nom de Bang, au contraire, n'évoquera aucune idée chez le grand public, et, pour faire éclater aux yeux de tous ce qu'il y a d'individuel, de dominant, de vraiment typique en cet artiste, nous devrons, avant tout, mettre en relief le milieu où il s'est développé, conter ensuite sa vie, exposer enfin, dans un sommaire, toute la quintessence de chacun de ses livres.

Herman Bang naquit le 20 avril 1858 dans une petite ville du Jytland. La noblesse de sa famille, qu'il se plaît à invoquer à Paris, est fort discutée en Danemark. Le plus connu des ancêtres de Bang fut son grand-père, médecin de grand talent et très honnête homme. A la mort de ce grand-père, le jeune Bang fut livré à lui-même avec deux mille francs pour toute fortune.

Il voulut tout d'abord s'adonner à l'art dramatique, mais il

(1) Cette étude sera comprise dans *La véritable Scandinavie*, par le vicomte de Colleville et Fritz de Zepelin (en préparation).

n'avait aucun talent comme comédien et son extérieur lui était défavorable. Après quelques essais malheureux, en province et en Finlande, il comprit que cette carrière lui était fermée. Mais comme il s'agissait de gagner sa vie d'une façon immédiate, Bang entra dans un journal récemment fondé, qui fit faillite peu après. C'était de critique dramatique que le débutant s'occupait dans cette feuille; quand le journal eut fait faillite, Bang entra comme rédacteur au journal conservateur qui combattit le plus cruellement le mouvement littéraire moderne en Danemark.

Depuis, Herman Bang a tout tenté; il a fait du reportage et des articles sensationnels, il a publié un certain nombre de romans, entrepris de nombreuses conférences et dirigé une sorte de Folies-Bergère littéraire, en Norvège; il a même été éditeur.

L'art de la réclame n'a pas de secrets pour Bang et il a su faire parler de lui avec un talent consommé.

Il affectait à cette époque, vers 1880, de laisser ses cheveux descendre jusqu'aux yeux, ainsi qu'une femme, se poudrant et se serrant en ses habits, comme s'il eût porté corset. Pendant dix années, ces façons douteuses procurèrent au jeune écrivain toutes les joies de la notoriété, mais Bang, très intelligent même dans ses excentricités voulues, comprit combien puérile était cette manière de fixer l'attention en France. Lorsque, l'an dernier, il vint à Paris, ce fut un homme de lettres, grave, vêtu comme tout le monde, coiffé correctement, sobre et de mœurs moins singulières: c'était le gentilhomme de lettres le descendant d'une grande famille qui condescend à faire de l'art, en un mot : M. le comte Herman Bang.

A part ces petits travers. Bang est un homme d'une réelle et haute intelligence et un romancier de valeur.

A vingt et un ans, il lança un grand roman : *Races sans espoir*. Un peu touffu, à vrai dire, cet ouvrage de 600 pages contient déjà, à l'état embryonnaire, tout le talent que nous allons voir s'épanouir sous l'influence du travail et avec l'aide du temps.

Races sans espoir, ce livre dans lequel on voulut voir l'histoire de la propre jeunesse de l'écrivain, fut, rare bonne fortune, interdit par un policier trop zélé; du jour au lendemain était née à Copenhague une réputation littéraire : Herman Bang était célèbre.

Ce livre rappelle la manière un peu démodée de ces écrivains qui, comme Musset, trempaient la plume dans leur propre sang; mais, romancier d'analyse, Bang est vite devenu peintre de mœurs.

Parmi les romans et les nombreuses nouvelles qui sont les œu-

vres de la première manière de Bang, il importe de citer : *Phèdre* (1), histoire d'une grande dame morphinomane, passionnément amoureuse de son beau-fils, un jouvenceau timide ; *Tine* (2), sombre et admirable tableau de la guerre dano-allemande ; *Stuc*, portrait très exact du Copenhague actuel, assurément réussi, mais qui ne saurait avoir de charme pour les étrangers.

A vrai dire, ces deux derniers romans forment transition entre la nouvelle et l'ancienne méthode du romancier; l'analyse psychologique quintessenciée qui caractérise les premiers romans de Bang est remplacée par des peintures prises sur le vif.

Ce sont maintenant des études d'ensemble où une ville, une amille sont représentées ; et, au lieu de nous exposer, comme auparavant, la raison qui fait agir tel individu, l'auteur nous montre cet individu lui-même : une phase de l'existence de cet être se déroule devant nos yeux.

Mais là où l'artiste nous paraît avoir atteint la perfection, c'est dans les nouvelles offertes au public dans trois recueils successifs, sous les titres suivants : *Nouvelles excentriques*, *Existences tranquilles* et *Sous le joug*.

La plus remarquable de ces nouvelles, *Au bord de la route* (3), est mise en parallèle avec les meilleurs romans de J.-P. Jacobsen.

Pour qualifier cette œuvre originale, sans précédent dans la moderne littérature danoise, nous dirons qu'elle est sobrement réaliste et que le désenchantement de l'auteur y paraît sans déclamation et sans phrases.

L'*action* est des plus simples. Dans une petite ville de province, une fillette, Tinka, épouse Bai, le chef d'une petite gare. C'est une enfant, toute nourrie de romans ; *elle songe*, à côté de son mari, gros et bon enfant, quelque peu matérialiste. Puis, au bout de quelques années, Tinka fait la rencontre d'un jeune campagnard qui l'aime silencieusement, et elle trouve dans une passion sincère la délicatesse et le raffinement qu'elle rêvait. Tous deux se comprennent mais, dès le premier aveu, ils se séparent héroïquement. *Lui*, pour obéir à Tinka, s'exile en Hollande, et *Elle* achève de traîner sa chaîne, vit pauvrement sa vie de chaque jour avec un unique souvenir.

Elle meurt enfin, non de chagrin, comme une héroïne de George Sand, mais de phtisie.

Le mari, après un temps honorable donné aux larmes, se trouve

(1) Sous presse, traduction de MM. de Colleville et de Zépelin.
(2) Savine, éditeur, Paris, 1895.
(3) *Revue des Revues* (1896-97), traduction, et *Indépendance belge*, 1898; traduction Vicomte de Colleville et F. de Zepelin.

aux prises avec sa nature toute matérielle et ne peut résister au besoin de se rendre à Copenhague. Là, dans une série de fêtes gaiement décrites, il s'aperçoit rageusement qu'il a vieilli, que les jeunes gens se moquent de lui et que les filles n'ont pas un regard pour lui. Il regagne donc sa gare, pour se remarier.

Tout cela est profondément humain et décrit avec la plus extrême simplicité. On se demande comment, avec des procédés aussi peu compliqués, on peut obtenir un aussi puissant effet.

Dans l'œuvre de Bang, le théâtre tient aussi une place assez importante ; l'écrivain nous a autorisés à traduire seulement deux petits drames : *Frères* (théâtre de l'Œuvre, 1894) et *Quand l'amour meurt*.

VICOMTE DE COLLEVILLE et FRITZ DE ZEPELIN.

A propos du Désarmement

Le 24 août 1898, le comte Mouraview, ministre du Tsar, remettait à tous les représentants des puissances étrangères accrédités à Saint-Pétersbourg, la communication suivante :

Le maintien de la paix générale et une réduction possible des armements excessifs qui pèsent sur toutes les nations, se présentent dans la situation actuelle du monde entier, comme l'idéal auquel devraient tendre les efforts de tous les gouvernements.

Les vues humanitaires et magnanimes de Sa Majesté l'empereur, mon auguste Maître, y sont entièrement acquises, dans la conviction que ce but élevé répond aux intérêts les plus essentiels et aux vœux légitimes de toutes les puissances; le gouvernement impérial croit que le moment présent serait très favorable à la recherche, dans la voie de la discussion internationale, des moyens les plus efficaces à assurer à tous les peuples les bienfaits d'une paix réelle et durable et à mettre avant tout un terme au développement progressif des armements actuels.

Au cours des vingt dernières années, les aspirations à un apaisement général se sont particulièrement affirmées dans la conscience des nations civilisées. La conservation de la paix a été posée comme le but de la politique internationale. C'est en son nom que les grands Etats ont conclu entre eux de puissantes alliances; c'est pour mieux garantir la paix qu'ils ont développé, dans des proportions inconnues jusqu'ici, leurs forces militaires et continuent encore à les accroître sans reculer devant aucun sacrifice.

Tous ces efforts pourtant n'ont pu aboutir encore aux résultats bienfaisants de la pacification souhaitée. Les charges financières, suivant une marche ascendante, atteignent la prospérité publique dans sa source. Les forces intellectuelles et physiques des peuples, le travail et le capital, sont en majeure partie détournés de leur application naturelle et consumés improductivement. Des centaines de millions sont employés à acquérir des engins de destruction effroyables qui, considérés aujourd'hui comme le dernier mot de la science, sont destinés demain à perdre toute valeur à la suite de quelque nouvelle découverte dans ce domaine. La culture nationale, le progrès économique et la production des richesses se trouvent paraly-

sés ou faussés dans leur développement; aussi, à mesure qu'ils s'accroissent, les armements de chaque puissance répondent-ils de moins en moins au but que les gouvernements s'étaient proposés.

Les crises économiques, dues en grande partie au régime des armements à outrance et au danger continuel qui git dans cet amoncellement du matériel de guerre, transforment la paix armée de nos jours en un fardeau écrasant que les peuples ont de plus en plus de peine à porter. Il paraît évident dès lors que, si cette situation se prolongeait, elle conduirait fatalement à ce cataclysme même qu'on tient à écarter et dont les horreurs font frémir à l'avance toute pensée humaine. Mettre un terme à ces armements incessants et rechercher les moyens de prévenir des calamités qui menacent le monde entier, tel est le devoir suprême qui s'impose aujourd'hui à tous les Etats.

Pénétrée de ce sentiment, Sa Majesté a daigné m'ordonner de proposer à tous les gouvernements dont les représentants sont accrédités près la cour impériale la réunion d'une conférence qui aurait à s'occuper de ce grave problème.

Cette conférence serait. Dieu aidant, d'un heureux présage pour le siècle qui va s'ouvrir; elle rassemblerait dans un puissant faisceau les efforts de tous les Etats qui cherchent sincèrement à faire triompher la grande conception de la paix universelle sur les éléments de trouble et de discorde.

Elle cimenterait en même temps leurs accords par une consécration solidaire des principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples.

Quelques jours après, le *Messager officiel* de l'Empire russe publiait cette note que, le 29 août, toute la presse du monde reproduisait.

*
* *

Ce fut avec stupéfaction, voire même avec quelque peu d'effarement, que le public accueillit cette circulaire, commentée partout.

La plupart des gazettes s'accordèrent pour célébrer le Tsar et son projet qui « faisait la joie et l'espérance du monde », comme l'écrivaient sous une forme ou sur une autre la *Libre Parole*, l'*Eclair*, le *Radical*, le *Journal*, etc. La personne du Tsar fut glorifiée en terme dithyrambiques. Il fut sacré Nicolas le Grand.

En ce concert de louanges détonnèrent les feuilles anglaises, nord-américaines, japonaises qui se montrèrent très froides, et considérèrent la proposition russe comme une utopie, un pur rêve sans résultats pratiques possibles.

D'ailleurs ce fut là l'opinion qui se manifesta le plus généralement. Quasi tous les journaux émirent des craintes sur le résultat pacifique de la conférence projetée, si même elle se réunissait, ce qui n'était rien moins que certain au dire du *Times*. Partout, on doute. En France, ce sont le *Figaro*, la *Fronde*, l'*Eclair*, le *Soleil*, l'*Echo de Paris*, etc. En Grande-Bretagne, ce sont le *Daily Mail*, le *Daily Telegraph*, le *Daily Graphic*, le *Morning Post*, le *Leeds Mercury*, le *Scotsman*, etc. En Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Suisse, la même opinion se fait jour. La *Post*, le *Berliner Tagblatt*, le *Fremdemblatt*, la *Neue Freie Presse*, la *Kolnischer Zeitung*, le *Neues Wiener Tagblatt*, le *Journal de Genève*, les *Basler Nachrichten*, etc., sont grands admirateurs de la note du Tsar que M. de Molinari déclare paraître rédigée par un disciple de Cobden. Elles admirent mais ne croient point au désarmement. En Italie, la presse entière, officieuse ou non, se réjouit. Elle est enchantée et adhère pleinement à la proposition de l'Empereur de Russie, ne doutant point du résultat pacifique de la Conférence. Ainsi s'expriment le *Secolo*, le *Messaggero*, l'*Osservatore Romano*, etc.; l'*Italia* fait exception. elle doute quelque peu. Le Pape approuve et joint la puissance de sa parole à

celle du Tsar. En Espagne, c'est avec faveur que les journaux accueillent la proposition russe, espérant, comme on le lit dans *El Imparcial*, *El Heraldo*, qu'il en ressortira quelque bien pour leur patrie dans les tristes conjonctures où elle se trouve par suite de sa défaite dans la guerre hispano-américaine. Toutefois *El Globo* n'a aucune confiance et croit au maintien du *statu quo*, c'est-à-dire de la paix armée. En Suède, on est pleinement favorable. En Danemark, les résultats paraissent peu certains ; opinion que l'on trouve en Belgique où, cependant, le projet de Nicolas II est fort admiré par le *Journal de Bruxelles*, le *Patriote*, l'*Indépendance Belge*, la *Réforme*, etc. En Russie tous les journaux louent le projet et son auteur, leur Maître.

En France, l'enthousiasme de la première heure se calma vite. Les gazettes soulevèrent, avec plus ou moins de netteté, la question d'Alsace-Lorraine ouverte depuis 1871. Le *Petit Journal* et L'*Aurore*, sous la signature de M. Clémenceau, le *Gaulois* et l'*Eclair* sous la signature de M. Millerand, M. A. Naquet, M. de Marcère, etc., — la presque totalité de la presse française en un mot — observèrent qu'il fallait régler la question d'Alsace-Lorraine et la régler « conformément à l'équité et au droit imprescriptible des peuples ». Dans les feuilles, ce ne fut qu'épilogues sur « la consécration solidaire des principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats » — termes même de la note — aboutissant toujours à la nécessité, pour la Conférence, de rendre l'Alsace-Lorraine à la France. Elles ne le disaient point nettement ; elles le laissaient entendre, mais déclaraient franchement que la France n'acceptait pas le fait accompli en 1871.

Outre-Rhin, l'opinion des journalistes était tout aussi catégorique, mais en sens contraire. La base de la Conférence prochaine ne peut être que le maintien du *statu quo* territorial. Voilà ce qu'affirment toutes les gazettes allemandes. Ce *statu quo*, c'est l'Alsace-Lorraine restant territoire de l'Empire d'Allemagne.

Donc, au seuil même de la Conférence, la question d'Alsace-Lorraine se dresse menaçante. Pour décider le désarmement, il semble bien inévitable de la résoudre préalablement. C'est là une terrible pierre d'achoppement. Aussi, est-ce justement, que, dans cette assemblée diplomatique réunie pour décider de la paix, MM. Clémenceau, Drumont, Naquet, etc., ont vu des menaces de guerre.

*
* *

Ainsi que le constate la circulaire de Nicolas II, l'Europe entière est dans un état de paix armée qui la ruine. Un coup d'œil jeté sur le tableau statistique ci-joint et sur les graphiques I et II, fait voir quelle forte proportion des recettes budgétaires est absorbée par les dépenses pour la guerre. C'est en tous les pays une lente succion de tous les produits de l'énergie humaine appliquée à une seule fin : la préparation à la guerre. Depuis 1870, au dire de l'*Economiste Européen*, la politique de paix armée a coûté 45 milliards de francs !

C'est en France, comme le montre le graphique II, que les dépenses pour l'entretien des armées sont proportionnellement les plus fortes. Cependant, c'est la France qui paraît souffrir le moins de cet état de choses, j'entends au point de vue économique. Il semble que ses richesses lui permettraient de continuer longtemps le maintien d'une paix armée si coûteuse.

Les dépenses militaires auxquelles s'est livré l'Italie ont créé une situation budgétaire déplorable (1), encore qu'elle les ait réduites. Son intérêt direct

(1) Cf. Les Emeutes de la faim, par Nino Samaja, L'*Humanité Nouvelle*. T. II, p. 211,273 ; 1898, vol. 3.



TABLEAU COMPARATIF DES *populations, des armées et des budgets généraux, de la Guerre, de la Marine.*

Pays	Population	Superficie en kilomètres carrés	Budgets totaux en francs [1]	Budget de la Guerre	Budget de la Marine	Budget de la Guerre et de la Marine. Valeur p. 0/0 du Budget total.	Dépenses pour la Guerre, sans la Marine, par habitant en francs	Armées de terre	
								Officiers	Ss-Officiers et Hommes
France	38.342.948	518.830	3.385.367.481	622.551.397	258.167.273	26.0	16.25	29 000	573.720
Allemagne	52.250 894	540.521	1.568.147.830[2]	676.881 478	107.800.507	50.0[2]	13.00	22.687	557.283
Autriche-Hongrie	41.384 956	625.337	3.245.494.193	441.619.257	35 203.150	14.7	10 60	25.176	334.717
Belgique	6.410.783	29.457	367.174.364	52.545.871	—	14.3	8 20	3.421	47.849
Bulgarie	3 154.375	99.872	90.957.609	22.474.671	—	24 7	7.10	2.000	87.000
Danemark	2.172.380	38.279	93.712.491	14.656.873	9.524.069	26.8	6.70	751	10.006
Espagne	17.365.632	507 045	757.765.658	140.225.381	23 433.941	21.4	8.10	9.315	70 829
États-Unis d'Amérique	62.981.000	9.212.300	2.240.462.425	241.683.235	178.505.640	18.8	3.80	2.131	25.706
Grande-Bretagne	37.879.285	314.628	2.441.108.925	461.500 000	493.100.000	39 0	12 15	10.113	219 199
Grèce	2.187.038	64.668	90.923.540	15.999.586	5.640.476	23.7	7 30	1.880	23 453
Italie	31.102.833	286.588	1.712 571.166	269.475.843	99.336.646	21.5	8.60	11 [illegible]38	220 460
Japon	11.000.000	417.000	760.946.430	177.874.160	184.940.780	47.6	4 00	—	281 771
Pays-Bas	4.7.5.646	32.811	285.141.968	49 846.303	33.103 971	29 0	10.35	1.882	26.972
Portugal	5.049.729	94.849	247.159.315	26.108.380	18.695.390	18.1	5.10	—	25.658
Roumanie	5.376.000	127 [illegible]84	209 928.000	42.409 160	—	20.2	7.65	3.080	44.000
Russie	100.187.479	5.427.590	5.139.435.418	1.137 519.976	239.608.700	26.6	11.35	25.279	1.284.578
Serbie	2.314.153	48 555	63.355.607	14 115.393	—	22.2	6.10	970	21.200
Suède et Norwège	4.919.000	442.818	155.306.090	36 123.209	9.794.357	29.5	7.35	—	38.802
Suisse	2.917.754	41.346	76.402.631[3]	23.012.361	—	30.1	7.80	—	—
Turquie[4]	4.600.000	166.000	—	—	—	—	—	—	180 000
Total			22.734.352.474	4 453.622.534	1.696.254 900			151.953	4.026.203

(1) Il s'agit, ou de l'exercice 1896, ou de l'exercice 1896-97, ou de l'exercice 1897.

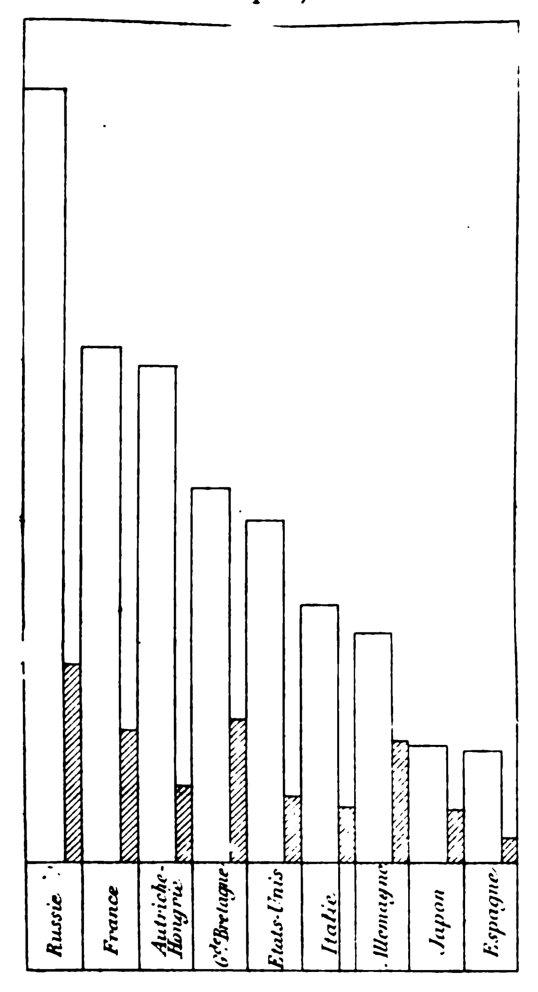
(2) Il ne s'agit là que du budget de l'empire. Si l'on y ajoute les budgets des États qui le composent, on a un total de 4.832.416.400 francs. Les budgets de la Guerre et de la Marine représentent alors 16.2 0/0 du budget total. En 1898 le budget de la guerre s'élevait à 631.838.126 et celui de la marine à 113.945.109.

(3) Exercice 1895.

(4) Les possessions immédiates en Europe sont seules comprises dans la superficie et la population. Il n'y a pas de budget en Turquie.

et même urgent est que cet état de paix armée cesse, afin de pouvoir diminuer son effectif de paix et restreindre ses dépenses militaires. Elle est donc nécessairement favorable au désarmement.

Graphique I ; Comparaison des budgets généraux et budgets de la guerre et de la marine réunis pour les principales puissances. (*Les petites colonnes avec hachures représentent les budgets de la guerre et de la marine. Pour l'Allemagne, le budget général est celui de l'Empire.*)



Graphique II ; Dépenses pour la guerre par tête d'habitant.



La Grande-Bretagne, très riche (1), supporte très allégrement les énormes dépenses qu'elle fait pour sa flotte. D'ailleurs, à cause de ses colonies éparses sur la terre entière et de son commerce répandu en tous les pays, elle est obligée de maintenir sa flotte sur un tel pied. Le désarmement, s'il concer-

(1) Cf. La situation économique de l'Europe, par A. Chirac, L'*Humanité Nouvelle*, T. I, p. 605 ; 1898, vol. 2.

nait l'armée de mer, lui serait désavantageux ainsi que la presse anglaise le constata fort bien. Si le désarmement ne regarde que l'armée de terre, la Grande-Bretagne y est indifférente. Même, cela lui est plutôt favorable car elle peut espérer que cette diminution des armées affaiblira la Russie vis-à-vis de la Chine. Il est vrai que, d'autre part, elle peut craindre que des nations comme la France et l'Allemagne, débarrassées du souci de la guerre, ne consacrent leurs efforts à la colonisation, au commerce d'outre-mer.

L'Allemagne est en pleine voie de croissance industrielle et commerciale. Sans trop de souffrances, elle peut supporter l'état actuel de paix armée que, pour une part, elle a contribué à créer en exigeant, en 1871, la cession de l'Alsace-Lorraine. Riche, et en voie de le devenir encore plus, il lui est indifférent de faire des dépenses pour le maintien de ses forces militaires. Toutefois, très bien nantie, les mains pleines, son intérêt direct est à la paix désarmée de façon à faire progresser son industrie et son commerce. Elle ne désire point la guerre; elle ne veut plus de conquêtes; il lui suffit de garder ce qu'elle a. Un désarmement général, sur la base du *statu quo* territorial, la satisferait complètement et lui permettrait de disposer des sommes qu'elle consacre actuellement à son armée. Elle pourrait les affecter, soit à sa marine, soit à l'expansion de son commerce ou de son industrie. L'Allemagne, réserves faites du *statu quo* territorial, est donc favorable à la proposition du Tsar parce qu'elle sert ses intérêts.

La Russie est à l'aurore d'une période de développement industriel et commercial. Elle possède un immense territoire, une population considérable. Elle a besoin de toutes ses ressources pour les consacrer au développement de son industrie, de son commerce, de ses voies de transport. Elles sont énormes, ces ressources; mais une minime partie seulement est exploitée. Pour l'accroître, elle a besoin de la paix désarmée, d'argent. Moins elle dépensera pour ses armées, plus elle pourra disposer pour ses réseaux de voie ferrée. La Russie a donc intérêt au désarmement.

L'Autriche-Hongrie, encore que sa situation financière soit supérieure à celle de l'Italie, n'a pas des finances très florissantes. Elle préférerait par suite réduire ses dépenses militaires; d'autant qu'elle n'a aucune espérance de reprise territoriale, aucune possibilité de conquête. En effet, elle ne peut prétendre à reprendre la Vénétie; elle a acquiescé aux fruits de Sadowa. Vers le Sud, seulement elle pourrait s'accroître au détriment de l'Empire Ottoman. Mais cet accroissement est rendu difficile, voire même impossible, par la diversité des races peuplant déjà l'empire austro-hongrois, et encore par la diversité des races peuplant les provinces qui pourraient être incorporées. Le réveil des nationalités serbe, bulgare, monténégrine, macédonienne, grecque, rend très improbable l'augmentation de l'Empire. L'intérêt de l'Autriche-Hongrie est donc indéniablement de désarmer.

Les puissances danubiennes et balkaniques (Roumanie, Serbie, Bulgarie, Turquie), et la Grèce ont de si petites armées, des dépenses militaires si faibles que le désarmement ne les toucherait guère, tout en leur étant plutôt avantageux. La Suisse, la Belgique, la Hollande, le Portugal, la Suède et Norwège sont tout acquis au désarmement bien qu'il les atteigne peu, étant données leurs minimes dépenses réelles et relatives pour la guerre. Tout en n'acquiesçant point à la conquête du Sleswig, le Danemark subira le désarmement. L'Espagne, ayant perdu ses colonies dans la dernière guerre, n'a aucune possibilité de conquérir des territoires. Le désarmement ne peut que lui être avantageux en lui faisant restreindre ses dépenses militaires.

Les Etats-Unis de l'Amérique du Nord ne sont point atteints par le maintien du *statu quo* ou par le désarmement. Ils ne sont pas actuellement une

puissance militaire. Leur extension industrielle et commerciale s'accomplit progressivement sans qu'ils aient besoin d'armée. Vis-à-vis de l'Europe, les Etats-Unis sont sensiblement dans les mêmes conditions que la Grande-Bretagne vis-à-vis des puissances continentales. Ils sont en compétition directe avec les nations européennes en Extrême-Orient. Si toutes désarment, le rapport des forces respectives ne changera pas. Et les Etats-Unis, qui ont une armée très faible, seront en bonne situation pour la lutte industrielle et commerciale. Par contre, la paix armée se continuant obligera les Etats-Unis à devenir une nation militaire, car ils sont entrés dans le concert européen par suite de leur victoire sur les Espagnols. Il leur faudra donc augmenter et leur armée de terre et leur armée de mer. Le désarmement général leur épargnerait ces dépenses et, à ce point de vue, il les avantagerait. D'autre part, les nations européennes disposant des ressources qu'elles consacrent à la guerre pour l'extension de leur commerce d'outre-mer, il en résulterait pour les Etats-Unis une intensité plus grande de la concurrence. En somme. l'intérêt des Etats-Unis est quasi indifférent vis-à-vis du désarmement.

Le Japon, civilisé à la mode européenne, a vaincu la Chine. Depuis cette époque, il faut tenir compte de son influence dans la politique universelle. En Extrême-Orient, le Japon se heurte à la Russie, à la Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, à l'Allemagne, à la France. Plus l'armée de ces pays sera réduite, plus le Japon pourra lutter avantageusement en Chine pour la prééminence. Commercialement et industriellement, il lui sera plus facile de triompher sur le marché chinois. Il est donc plutôt porté au désarmement, mais il s'efforcera sans doute, avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, de le restreindre aux armées de terre.

Les Etats du Sud-Amérique et de l'Amérique-Centrale n'ont pas encore adopté le système de la paix armée. L'Australie n'est point infestée par le militarisme. Ces puissances n'ont, dans le développement des affaires européennes, qu'une influence minime. Nous n'avons donc pas à nous en occuper.

Du rapide examen précédent, il résulte, pensons-nous : 1° la Russie et la Triplice (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie). ont plus ou moins intérêt au désarmement; 2° la Grande-Bretagne, les Etats-Unis du Nord Amérique, le Japon y ont à peu près autant d'avantages que de désavantages s'il reste cantonné aux forces terrestres et y ont des inconvénients s'il s'étend aux forces maritimes ; 3° la France ne voulant pas acquiescer à la perte de l'Alsace-Lorraine, espérant ou paraissant espérer toujours la reprendre, n'a pas intérêt au désarmement.

*
* *

Dans la Conférence, qui se réunira sans doute au commencement de 1899, la France réclamera le règlement préalable de la question d'Alsace-Lorraine. Elle élevera des objections au désarmement et elle sera seule à les élever. Elle apparaîtra comme le trouble-fête de l'Europe. Elle se trouvera par suite en une position fausse, isolée vis-à-vis de l'Europe continentale qui se dressera contre elle, vis-à-vis des puissances maritimes qui regarderont avec le secret espoir de profiter des circonstances quelles qu'elles soient.

Etant donnée cette situation si grave, comment se fait-il que le Tsar, allié de la France, ait lancé la circulaire pour le désarmement ?

Aucuns ont pensé qu'il avait préalablement conféré de ce projet avec les puissances amies et ils entendaient désigner ainsi la France, voire l'Allemagne. D'autres émirent des doutes sur la consultation de la France, avant

toute publicité. M. Clémenceau était de ceux-là, alors que M. Millerand ne doutait même pas que Nicolas II eût agi sans prévenir son alliée la République française. M. Naquet posait ce dilemme : Ou la France était au courant du projet et l'approuvait ou elle n'était pas prévenue. Dans le premier cas, elle abandonnait toute revendication de droit; elle reconnaissait la justice de la conquête de 1871. Alors, écrivait-il, la France est absolument domestiquée. L'Europe continentale marchait d'accord. La Conférence était faite contre la Grande-Bretagne. Dans le second cas, le Tsar était tout de même un étrange allié, agissant sans s'occuper des intérêts de ses co-associés. M. Drumont songeait à des dessous diplomatiques dans cet acte d'apparence si nette. Pour lui, Nicolas II n'avait été que l'agent inconscient ou conscient de Guillaume II. L'Allemagne s'était servi de la Russie pour faire présenter le projet de désarmement. Cela était d'autant plus plausible que : 1° au dire du *Daily Chronicle*, l'empereur d'Allemagne était dans l'intention de faire cette proposition lors de son séjour à Jérusalem; 2° il y a quelques années, le bruit avait couru que Guillaume II allait prendre l'initiative du désarmement; 3° la presse allemande voyait en la Conférence une occasion de resserrer l'union du Tsar et de Guillaume II, afin que « des efforts loyaux pussent triompher en commun des oppositions à ce projet » — L'opposition de la France!

L'analyse de la situation mondiale fait ressortir combien le projet de désarmement est une menace pour la paix générale. Il semble avoir été lancé contre la France pour l'acculer ou à l'acquiescement de la conquête de l'Alsace-Lorraine ou à la guerre. Il paraîtra étrange que l'auteur de cette proposition si dangereuse — au moins en apparence — soit le Tsar, l'allié de la France. Un membre de la Triplice n'eût pas agi autrement.

Quoi qu'il en soit des causes qui ont fait agir le Tsar, on se trouve en présence d'un fait qu'il faut accepter : une Conférence va très probablement se réunir pour rechercher les moyens de maintenir la paix générale et de réduire les armements excessifs.

Quel sera le résultat de cette conférence? Quelle attitude y auront les diverses puissances? Quels sont les moyens pour réaliser le désarmement? Quels en seront les effets économiques et moraux? Ce sont là autant de questions qu'il est intéressant d'élucider autant que faire se peut.

*
* *

Les délégués de la Russie, de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de l'Italie et de toutes les petites puissances soutiendront, conformément à l'intérêt de leurs nations, la nécessité urgente d'une diminution des armées, d'une réduction des armements. Seuls les délégués français émettront des objections et, *conformément à l'intérêt de la France* (1), réclameront la solution préalable de la question d'Alsace-Lorraine.

(1) Lorsque nous parlons en ces lignes de l'intérêt des nations, nous entendons parler de l'intérêt des classes dirigeantes de ces nations. Dans chaque pays, la majorité de la population a un intérêt certain, immédiat à la paix. Paysan, ouvrier, petit commerçant, industriel — à peu d'exception près — médecin, avocat, fonctionnaires de tous ordres ont partout intérêt à la paix, car la guerre n'est pour eux que causes de souffrances, de ruines.

L'Alsace-Lorraine est-elle autant désirée par les Français que le disent les journaux? Nous ne le pensons point. Depuis 1871, vingt-sept ans se sont écoulés; de nouvelles générations sont arrivées à l'âge d'homme. Elles ont à peine ou même n'ont pas connu ces provinces comme territoire français. Elles ne se soucient point de les voir retourner à la France. L'opinion générale parmi les hommes de moins de 40 ans, littérateurs, artistes, savants, ouvriers, paysans, commerçants, etc., — il

De ce sujet très brûlant, la guerre pourrait bien résulter. En effet, l'Allemagne se refusera à admettre d'autre solution que le maintien du *statu quo* territorial. Donc, la Conférence, avant même qu'elle ait à examiner le désarmement, se trouvera en présence de deux puissances absolument antagonistes, maintenant des droits contraires nettement caractérisés. Une rupture de la Conférence peut immédiatement en résulter et la guerre s'en suivre.

Dans cette guerre possible, la France serait seule contre toute l'Europe coalisée. En apparence, ce serait la France qui aurait les torts, ayant empêché d'aboutir la Conférence s'opposant au désarmement. La guerre serait très courte, et se terminerait par l'écrasement de la France. Il ne peut en être autrement puisqu'elle serait seule contre toute l'Europe coalisée... à moins — ce qui est toujours possible — que des inventions d'engins de guerre (par exemple l'aérostat dirigeable, torpilleur aérien), faites et exécutées pendant la guerre, ne permissent le rétablissement de ses affaires et la victoire.

D'aucuns, parmi les socialistes, croient qu'une guerre déchaînerait en Europe la révolution sociale. Il est peu probable qu'il en soit ainsi dans les conditions où aurait lieu cette guerre. La défaite de la France entraînerait sa disparition comme nation délibérante dans le concert européen. La prééminence appartiendrait sans conteste aux puissances autocratiques comme la Russie ou tendant à l'être comme l'Allemagne, car la Grande-Bretagne, en présence de la Russie et de l'Allemagne unies et victorieuses, serait en mauvaise posture. Ce serait en Europe, par conséquent, une réaction générale s'efforçant d'affaiblir, de détruire toutes les tendances des peuples vers leur émancipation économique (socialisme) et politique (anarchie). La défaite de la France serait un retard dans la marche du progrès humain, une calamité pour le monde entier.

Mais écartons cette hypothèse d'une rupture de la Conférence. Il est probable que l'antagonisme de la France et de l'Allemagne ne s'affirmera pas sous une forme brutale, sans espoir d'entente. Admettons donc que les autres puissances cherchent un terrain de conciliation, sauvegardant l'honneur et les intérêts des parties en cause.

Ce terrain, quel peut-il être? La neutralisation de l'Alsace-Lorraine, devenue territoire libre tout en restant de l'union douanière allemande. Cette solution agréerait certainement aux habitants de l'Alsace-Lorraine. Leurs charges budgétaires diminueraient. Restant dans l'union douanière avec l'Allemagne, les industriels et commerçants alsaciens-lorrains continueraient à avoir l'Allemagne entière comme marché; il n'en serait plus de même, étant donné le protectionnisme actuel, si l'Alsace-Lorraine, devenant indépendante, sortait de l'union douanière allemande. Ouvriers et paysans ne seraient ni mieux, ni plus mal. Donc cette solution agréerait aux Alsaciens-Lorrains. Il

faut avoir le courage de le dire et de le répéter — est que la guerre doit-être évitée, que la reconquête possible, probable même — si l'on veut — de l'Alsace-Lorraine, n'équivaut point les désastres d'une guerre. Ces hommes, en majorité, n'éprouvent aucun désir d'aller se faire tuer pour que Metz et Strasbourg soient villes françaises.

Si l'on invitait tous les Français à voter, *au scrutin secret*, pour le désarmement avec abandon définitif de l'Alsace-Lorraine ou pour la guerre avec la conquête *probable, même certaine*, je suis convaincu qu'une écrasante majorité serait acquise au désarmement. Si, au contraire, le *scrutin était public*, la majorité serait très faible, peut-être même se transformerait-elle en une minorité pour le désarmement. Dans le conditionnement des faits, un nouveau facteur serait intervenu : le respect humain. Par crainte d'avoir peur de la guerre, beaucoup voteraient contre le désarmement tant que l'Alsace-Lorraine ne serait pas rendue à la France.

nous semble difficile que les Français et leur gouvernement ne se rallient point à une telle combinaison qui permettrait honorablement le désarmement. En Allemagne, l'accueil de cette proposition serait sans doute moins favorable. Le parti militaire — et il est puissant — s'y opposerait avec énergie; car ce serait l'abandon de la conquête faite il y a un quart de siècle, ce serait la négation de ce qu'il avait soutenu : la nécessité pour la défense nationale de l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Guillaume II, s'il veut vraiment le désarmement sur terre pour disposer de ressources afin d'accroître la marine et de concurrencier la Grande-Bretagne, serait évidemment favorable à cette solution. Au contraire, la classe bourgeoise des industriels et des commerçants allemands fera quelque opposition, l'Alsace-Lorraine restant dans l'union douanière. En effet, cela les constituerait en un état d'une légère infériorité vis-à-vis du commerce et de l'industrie alsacien-lorrains, puisque ceux-ci bénéficieraient de la nationalité allemande sans en avoir toutes les charges. Quant aux ouvriers et aux paysans allemands, leur situation ne changerait point, quel que soit le sort fait à cette combinaison. Si, à la Conférence. l'Allemagne s'élève contre la neutralisation de l'Alsace-Lorraine, elle le fera sans grande énergie, pour ne pas paraître céder, mais son opposition ne sera certes point sérieuse; elle ne sera surtout pas absolue.

Est-il une autre solution? La consultation des Alsaciens-Lorrains, par referendum, pour savoir s'ils veulent rester allemands ou redevenir français. Il se peut que cette solution soit proposée par une des petites puissances assistant à la Conférence, voire par la France se souvenant de ce qui s'est passé pour Nice et la Savoie. Nous ne pensons pas que les grandes puissances autocratiques ou tendant à l'être (Russie, Allemagne, Autriche-Hongrie) acceptent une telle idée. Ce serait, en effet, reconnaître aux peuples le droit de se posséder soi-même, de se gouverner soi-même. Nicolas II, Guillaume II ne peuvent l'admettre. Ils ne le voudront pas davantage et ils repousseront ce système.

Mais fût-il accepté, il y aurait encore des questions de détail très graves. Les Alsaciens-Lorrains de naissance seraient-ils seuls votants? Les Allemands immigrés, domiciliés sur le sol d'Alsace-Lorraine voteraient-ils ? Le vote serait-il public ou secret? Selon la solution de ces questions, varierait le résultat du referendum. Avec vote secret et vote de tous les domiciliés sur le sol alsacien-lorrain, la majorité se prononcerait pour rester allemande. C'est là l'intérêt de presque tous les industriels alsaciens-lorrains. Ils ont pour marché l'Allemagne entière. En devenant françaises, leurs manufactures se voient fermer en partie cet écoulement de leurs produits à cause du régime protecteur. La conséquence serait une ruine plus ou moins grande des usiniers. En outre, beaucoup ont établi des usines sur le territoire français. tout proche des frontières, ayant ainsi des manufactures des deux côtés de la frontière, en France et en Alsace-Lorraine. Le retour de celle-ci à la France inutiliserait une grande partie de ces usines doubles. La fermeture s'en imposerait, d'où perturbation profonde parmi la population ouvrière soit alsacienne-lorraine, soit française. Pour toutes ces raisons, nous pensons que le referendum, avec vote secret, des habitants de l'Alsace-Lorraine aboutirait au maintien en Allemagne de cette province.

La Conférence devra, avant de discuter le désarmement, résoudre la question d'Alsace-Lorraine. Elle ne peut aboutir à la paix que dans ce cas-là seulement. Deux solutions s'offrent : la neutralisation de l'Alsace-Lorraine; sa consultation par referendum. Il est probable que la Conférence choisira la première solution.

⁂

Quoi qu'il en soit du système adopté, il en résultera, par une Conférence internationale, l'examen d'une conquête territoriale vingt-huit ans après qu'elle a eu lieu. C'est la négation pure et simple du droit de conquête affirmé par toutes les puissances. Pour que les puissances dans une conférence infirment ce droit de conquête, il faut que les conditions économiques exigent de toute nécessité ce désarmement. Après le règlement de la question d'Alsace-Lorraine, les Espagnols pourraient demander un semblable règlement pour Porto-Rico, Cuba, les Philippines. Le Danemark pourrait remettre en cause le Sleswig. La question d'Orient serait évidemment soulevée et sa solution — le droit de conquête étant infirmé — pourrait bien donner lieu à de longues et graves discussions aboutissant peut-être à une rupture, à une guerre européenne. Celle-ci, déterminée par d'autres causes que dans le cas où il en résulterait une de la question d'Alsace-Lorraine, aurait sans doute une autre fin. Les conditions en effet seraient autres et l'Europe se trouverait partagée en deux camps de force à peu près équivalente.

Mais en outre, si le droit de conquête n'existe pas — et la neutralisation de l'Alsace-Lorraine montrerait cette non existence —, le temps ne peut intervenir pour le créer. Alors on pourrait voir les Polonais revendiquer l'érection en Etat neutre des trois Polognes allemande, autrichienne, russe ; les Tchèques demander leur autonomie, etc., etc.

Cette révision des conquêtes par une conférence internationale ouvre donc logiquement la voie à toutes les revendications des nationalités conquises, fût-ce même il y a des siècles. Mais s'il y a des revendications, les puissances conférencières n'en tiendront nul compte, cela est certain. D'ailleurs, elles ne pourront agir ainsi que contrairement à la logique, en vertu du principe, que le plus fort est le maître d'agir comme bon lui semble.

⁂

La Conférence a délibéré. Toutes les questions préalablement soulevées ont été ou écartées ou résolues à la satisfaction de tous. Supposons l'accord maintenu entre toutes les puissances qui vont aborder le fonds même des questions à résoudre d'après la note du Tsar, c'est-à-dire le désarmement et les voies et moyens pour l'exécuter.

La réduction des armées aura-t-elle lieu aussi bien dans l'armée de mer que dans l'armée de terre ? C'est surtout la Grande-Bretagne que cette réduction atteindrait, à cause de ses colonies éparses dans le monde entier, de son commerce s'exerçant partout. Elle opposera, à tout désarmement maritime un *non possumus* absolu. Les raisons ne lui manqueront point pour justifier cette opposition formelle. La flotte de guerre est le nécessaire soutien de la flotte commerciale, l'appui obligatoire des colonies. La Grande-Bretagne, dans la société actuelle, perd toute puissance si sa flotte est réduite, et à cela elle ne peut consentir. De plus, on peut, en cas de besoin, reconstituer une armée de terre en deux ans, trois ans, même en quelques mois. Une armée de mer exige 18 ans, 15 ans pour être créée à cause des navires, de construction si lente. A aucun prix la Grande-Bretagne ne voudra désarmer. Si les autres nations délibérantes exigent, d'un commun accord, ce désarmement maritime, ce sera la guerre de l'Europe contre la Grande-Bretagne. Elle ne sera sans doute point isolée et saura se ménager des alliances Si elle était cependant seule contre tous ce serait son écrasement certain — sauf toutefois la possibilité d'inventions de nouveaux engins de guerre. Il résulterait de cette défaite, une réaction générale dans toute l'Europe, une tendance à reculer, ou tout au moins un arrêt dans le développement de l'émancipation politique et économique des hommes. La Grande-Bretagne

est, en effet, en Europe la puissance actuellement la plus évoluée au point de vue politique. Sa disparition, comme nation délibérante dans le concert européen, causerait un préjudice considérable au progrès humain.

Mais il semble improbable que cette éventualité se présente car l'intérêt de plusieurs des grandes nations qui assisteront à la Conférence est de posséder des flottes plus ou moins fortes. L'Allemagne désire vivement devenir une puissance maritime et coloniale ; elle veut accroître considérablement sa flotte. Elle appuiera donc la Grande-Bretagne dans l'intention de reporter sur la marine les crédits dont elle n'aurait plus besoin pour l'armée de terre. La France, soucieuse de ses nombreuses colonies, penchera plutôt pour le maintien de l'armement maritime.

Les Etats-Unis du Nord Amérique veulent devenir une puissance maritime et à leur tour essaimer en des colonies. Ils appuieront donc la Grande-Bretagne aidés en cela par le Japon. Il n'y aura guère que la Russie qui soutiendra la nécessité du désarmement maritime. En lutte avec le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande pour la prééminence en Chine, en toute l'Asie même, la Russie a besoin d'une Grande-Bretagne affaiblie, incapable de lui tenir tête en Extrême-Orient.

Les autres puissances délibérantes, à l'exception de deux ou trois, sont plutôt indifférentes à ce désarmement maritime, car ce qu'elle désirent par dessus tout c'est qu'une guerre ne vienne point troubler la quiétude de l'Europe. Et une guerre en Europe ne peut, sauf de rares exceptions, se faire que sur le continent, avec des armées de terre. Les flottes ne jouent en un conflit européen qu'un rôle très effacé. Peu importe donc que les nations restent armées sur mer. Il est probable que pour éviter une rupture et une guerre, la Conférence décidera que le désarmement n'atteint point les forces maritimes.

* * *

Jusqu'ici nous supposons l'œuvre pacificatrice menée à bonne fin par la Conférence malgré les oppositions nombreuses, malgré les embûches dressées. En effet le désarmement va préjudicier foule d'intérêts de classes, de familles, d'individus. Tous se lèveront, unis pour résister à l'œuvre de paix. Toute la gent militaire professionnelle, en tous les pays, — et elle est nombreuse et elle est puissante en Allemagne, en Russie — manœuvrera pour s'opposer au désarmement qui l'inutiliserait, la déclasserait. L'état de paix diminuerait de beaucoup l'importance du personnel diplomatique dans le monde entier. Aussi diplomates et leurs familles useront de leur influence, de leurs relations pour résister au désarmement. Et cela leur sera d'autant plus facile, que ce seront des leurs qui feront partie de la Conférence. A ces efforts se joindront ceux de certains industriels, grands fabricants de canons, d'obus, d'explosifs tels que les Krupp, les Armstrong, les Schneider. Un désarmement général, en effet, bouleverserait leur industrie. Ils devraient la transformer sans être certains de retirer de cette transformation autant de bénéfice qu'ils en font maintenant. Les financiers, lanceurs d'emprunts d'Etat, comme les Rothschild, les Bleichroeder, etc., ont intérêt au maintien de la paix armée. Cet état oblige à des dépenses considérables et fait s'endetter les nations. Par suite, il sert directement les intérêts des grands capitalistes. La guerre à l'état latent, c'est-à-dire le *statu quo* actuel, c'est de nouveaux emprunts se succédant sans cesse ; c'est de nouveaux armements nécessaires remplaçant les anciens, inutiles avant d'avoir servi ; c'est une source ininterrompue de profits énormes, d'agiotages considérables. « La guerre est le temps de semence et de moissons des capitalistes », a dit

Paul Leroy-Beaulieu. Tous ces intérêts des militaires professionnels, des gros industriels, des diplomates, des grands financiers se solidariseront pour s'opposer à la réussite de la Conférence. Cette union d'intérêts communs se fera d'autant plus aisément que tous font partie de classes et de castes alliées entre elles par des liens de famille, des relations mondaines.

*
* *

La Conférence rencontrera donc sur son chemin des difficultés de toute sorte : sourdes menées, opposition plus ou moins ouverte, mauvaise volonté de tous les dirigeants. Tout sera prétexte pour en provoquer la rupture.

Supposons cependant qu'elle a passé victorieusement le cap difficile des questions préalables (Alsace-Lorraine, question d'Orient) et du désarmement maritime. Tous les délégués sont d'accord : le principe du désarmement est hors de discussion ; il est convenu. Mais dans quelle proportion ce désarmement ?

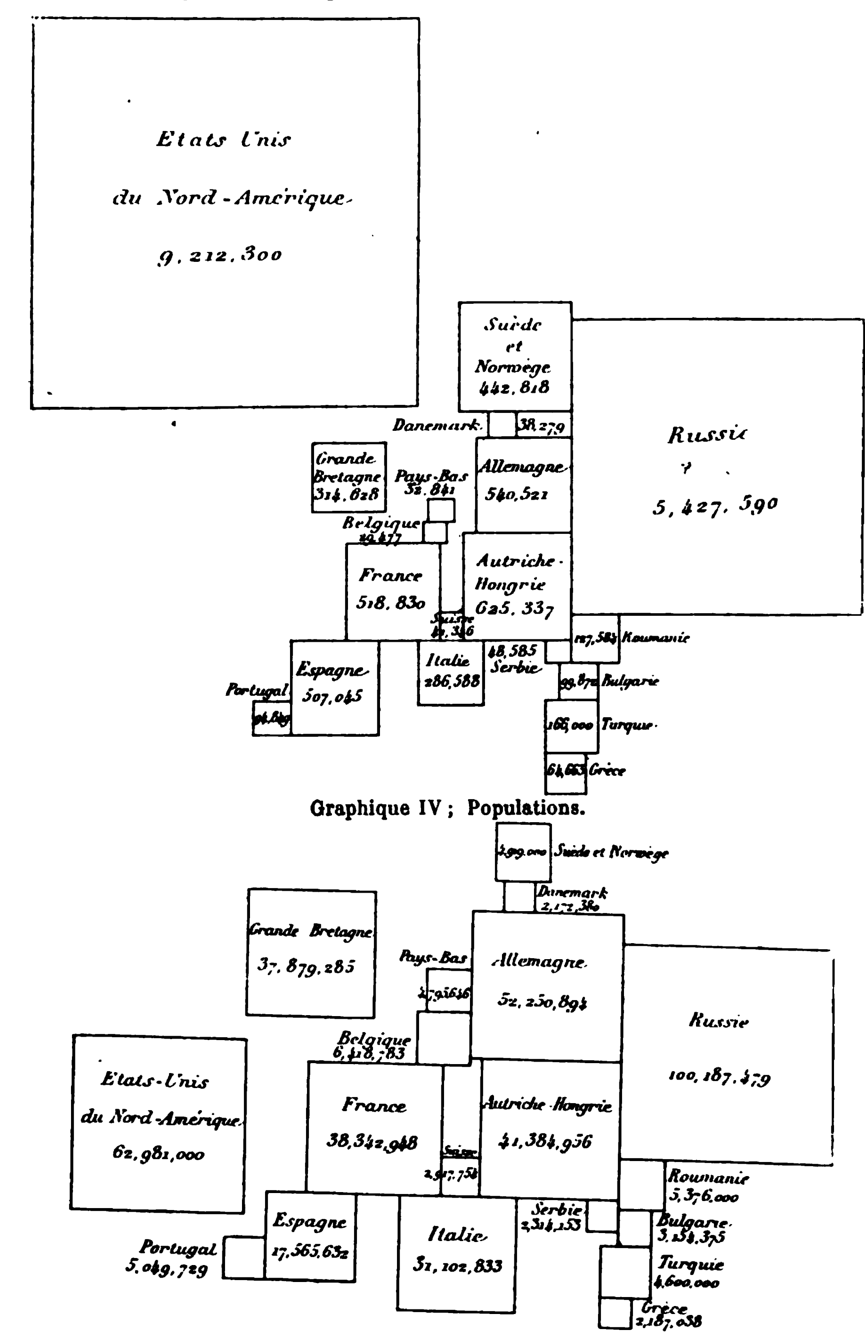
Il n'est point question du désarmement complet, de la suppression de toutes les armées permanentes. Cela est impossible dans une société de forme capitaliste comme la société contemporaine. L'ordre capitaliste a au moins besoin d'un noyau d'armée autour duquel se grouperait la nation armée, au cas où les antagonismes nécessaires en la société capitaliste se résolveraient en des luttes violentes. La guerre économique par voie industrielle et commerciale appelle la guerre militaire. Les capitalistes ont aussi absolument besoin d'une armée policière, apte à maintenir l'ordre actuel et à imposer, par la force, la paix aux prolétaires peu satisfaits du sort qui leur est échu. Ce besoin d'une armée de police a été avoué maintes fois par les dirigeants eux-mêmes. Les faits l'ont trop souvent prouvé. Il ne s'agit donc pas du désarmement général, mais du désarmement partiel. Dans quelle mesure va-t-il s'exécuter ? Comment va-t-on y procéder ? Tiendra-t-on compte de la superficie, de la population des pays ; de la nature du sol et de la disposition des frontières ; de la valeur en courage, en vigueur et en science militaire des soldats de chaque pays ?

Il semble fort difficile, et même impossible, de tenir compte de la valeur des militaires professionnels, de la nature et de la disposition des frontières.

On sera donc amené à ne tenir compte que de la population et de la superficie des pays appelés à désarmer. Les graphiques III et IV donnent les rapports respectifs, pour les nations européennes, des populations et des superficies territoriales. Ce sera, sans doute, proportionnellement à la population — la superficie suit sensiblement le même rapport que la population — que s'effectuera le désarmement.

Mais dans le dénombrement de la population fera-t-on entrer la population des colonies? La Russie sera-t-elle estimée comme ayant 140.000.000 ou comme ayant 100.000.000 d'habitants ? Jugera-t-on que la Grande-Bretagne a 38.000.000 d'habitants ou 346.000.000 y compris les Hindous, les Australiens, les Néo-Zelandais, les Canadiens, etc.? Suivant la réponse, la proportion des troupes varierait considérablement. Ainsi, pour la France, si l'on tenait compte de la population coloniale, l'armée doublerait en nombre, alors que celle de l'Allemagne, ne serait accrue que d'une façon insensible. Il n'est pas douteux que les puissances coloniales ne fassent ressortir l'impossibilité, pour elles, de laisser leurs colonies désarmées. Au Congo, au Soudan, dans les Indes, etc., les Européens sont en contact avec des peuplades sauvages, des peuples barbares. Il leur faut nécessairement des troupes pour se protéger ! Par suite, la Conférence sera obligée, tout en admettant le principe de la proportionnalité des armées aux populations, de faire des exceptions, en autorisant les

Graphique III; Superficies territoriales en kilomètres carrés.



pays à avoir des armées coloniales. Il est probable qu'elle décidera en même temps que ces armées devront rester toujours dans les colonies et ne pas dépasser, en nombre, une certaine quantité.

Supposons qu'il en soit ainsi. Tous les pays ont leurs armées réduites suivant une même proportion ; ils se trouvent par suite tous vis-à-vis les uns des autres dans le même rapport qu'aujourd'hui. La guerre serait donc tout aussi probable. Je dirai même qu'elle serait plus probable, car, alors, la guerre serait le heurt de quelques centaines de mille hommes tandis qu'actuellement ce serait le heurt de quelques millions d'hommes. Cette dernière quantité, par son énormité, par l'inconnu qui en résulte, étonne et, par suite, maintient la paix. La lutte de quelques centaines de mille hommes, c'est chose connue et chose facile. La guerre éclaterait donc plus aisément puisque la crainte de l'inconnu ne serait plus là pour arrêter les dirigeants. A côté des armées réduites, il faut, par conséquent, un tribunal d'arbitrage, une sorte de conseil amphyctionique aux décisions duquel toutes les nations devraient obéir. Ce serait ce conseil qui jugerait souverainement les différents entre pays. La création de ce tribunal d'arbitrage s'impose, autrement la mesure du désarmement partiel n'empêchera nullement la guerre ; elle la précipiterait au contraire. Naturellement, il faut, dans la société capitaliste actuelle, une sanction aux décisions de ce conseil amphyctionique. Cette sanction ne pourrait être que les forces militaires des nations confédérées obligeant, en cas de refus, à l'exécution des décisions prises. Aussi la conséquence de la création de ce tribunal d'arbitrage est la formation d'une confédération des Etats européens. C'est l'embryon des Etats-Unis d'Europe. Je ne sais si cela sourira fort aux rois et aux empereurs. J'en doute, à vrai dire. Aussi, il se pourrait bien que la création de ce conseil d'arbitrage fût très laborieuse. Pourtant elle est nécessaire, inévitable, car sans ce tribunal, le désarmement est un leurre, une duperie.

*
* *

Et les armements? Va-t-on les continuer comme dans l'état de paix armée? Obus, canons, explosifs vont-ils toujours s'entasser dans les arsenaux en vue des conflits futurs ? Certainement non, car alors à quoi bon la diminution des armées. Dans quelle mesure les armements seront-ils réduits ? A combien de canons, à combien de fusils chaque nation aura-t-elle droit ? De quelque quantité d'approvisionnement par canon et fusil pourra-t-elle disposer ? A loisir, les délégués pourront discuter ; l'accord ne sera pas facile. Il le sera d'autant moins que toutes ces décisions sont à la discrétion d'une invention nouvelle. L'invention d'un engin perfectionné, par exemple du ballon vraiment dirigeable et pouvant servir de torpilleur aérien, inutilise tous les règlements de la Conférence. Une puissance, en effet, peut avoir de ces engins nouveaux sans contrevenir aux décisions prises, la Conférence ne pouvant prévoir toutes les inventions de l'esprit humain.

Qui surveillera l'exécution des arrêts de la Conférence ? La surveillance est relativement aisée pour la quantité d'hommes composant les armées ; elle l'est beaucoup moins pour la quantité d'armes dont chaque pays pourra disposer.

Chaque pays a des forteresses, des forts, des camps retranchés ? Seront-ils détruits par ordre ou chaque nation sera-t-elle libre de les garder ou de les démanteler ? Chaque nation pourrait, en effet, continuer en secret ses armements et, à un moment donné, tenter une guerre de conquête, en Europe même. Il faudra donc, de toute nécessité, que la Conférence ordonne le démantèlement

des forteresses, une surveillance pour l'exécution des conventions arrêtées.

L'armée, autorisée par l'accord international, comment sera-t-elle composée ? Faisons l'hypothèse que la France ait alors droit à 50.000 hommes, non compris l'armée coloniale. Comment se recrutent ces hommes? Ils peuvent être tous des engagés pour un temps plus ou moins long ; c'est l'armée professionnelle. Tous les hommes valides peuvent être soldats et appelés suivant un roulement tel que tout le contingent annuel (environ 300.000 hommes) passe dans l'année sous les drapeaux.

Il me paraît difficile qu'un pays démocratique, comme la France, ait recours à l'armée professionnelle. Ce serait un regrès, un retour aux us d'antan, très préjudiciable aux intérêts de la démocratie. L'armée professionnelle ne tarderait pas à être, en effet, une armée de prétoriens, apte à un coup d'Etat et à toutes les mesures de coercition. Dans les pays où gouverne plus ou moins le parlementarisme et où le service personnel obligatoire est entré dans les mœurs, il sera difficile, sinon impossible, de revenir aux armées professionnelles. Seule en Europe, la Russie pourrait reprendre ce système, excellent pour renforcer son autocratie. En Grande-Bretagne, l'armée est composée de mercenaires et continuerait sans doute à l'être, sans qu'il en résulte des inconvénients pour la démocratie, à cause même du peu de considération dont jouissent les militaires en les Iles Britanniques.

L'armée coloniale sera, je pense, recrutée au moyen d'engagements volontaires, suscités par une haute solde. Mais sera-ce chaque nation ou la Conférence qui fixera le mode de recrutement ?

*
* *

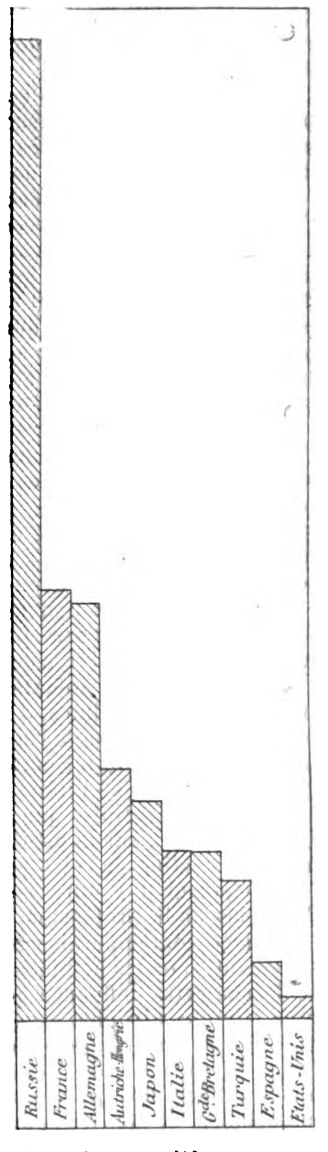
La Conférence est enfin arrivée heureusement au terme de ses travaux. Quelles seront alors les conséquences économiques et morales de cet état de désarmement !

Nous supposerons qu'après le désarmement, l'effectif des armées, y compris les armées coloniales sera le cinquième de l'effectif actuel. Les dépenses se trouveront par suite réduites dans les proportions des 4/5. Il résultera de là que chaque année, en Europe, 4.000.000.000 de francs environ qui servaient à la guerre pourront servir à la paix. Répartie sur les budgets de l'Instruction publique, des Travaux publics, des Postes et télégraphes, cette somme considérable aurait une action notable pour la propulsion du progrès humain. Il vaudrait mieux continuer à réclamer ces milliards aux contribuables que de réduire le budget, la réduction proportionnelle par tête serait en effet très minime, 15 fr. environ en France, 11 fr. en Allemagne (voir le tableau statistique et le graphique II).

La réduction de l'effectif des armées jettera dans la masse ouvrière et paysanne de l'Europe, plus de trois millions de travailleurs. Chaque année, environ un million et demi d'hommes, au lieu d'être appelés sous les drapeaux, continueront à rester dans leurs foyers. Pour vivre, tous devront travailler. Cette masse d'hommes agissant sur le marché du travail le déprimera. Les salaires baisseront ou tendront à baisser. Des conflits entre patrons et ouvriers surgiront fatalement plus ou moins graves. Ils seront plutôt plus graves, car, parallèlement à ce surcroît de travailleurs, il y aura une diminution de consommation. Soldats, tous ces hommes consommaient sans produire ; rendus au travail, ils consommeront moins car, si les besoins restent les mêmes ou sont accrus, les moyens de les satisfaire sont réduits. La production augmentera donc, puisque plus de producteurs, moins de consommation. Il y aura une surproduction momentanée et, comme résultat,

peu après le chômage ; les conflits entre travailleurs et capitalistes croîtront en intensité sur tout le continent européen. La Grande-Bretagne sera à l'abri de ces luttes ouvrières, car la diminution de l'effectif des armées ne l'atteint que fort peu. Elle subirait seulement le contre-coup de ces perturbations continentales par suite de l'intensité plus grande de la concurrence sur les marchés asiatique et africain. A toutes ces causes de troubles viendra s'adjoindre la transformation des manufactures d'armes, devenue en partie inutiles, et la nécessité pour les ouvriers d'icelles de changer de travail.

Graphique V ; Etat comparé des forces des armées sur le pied de paix.



Le monde paysan sera non moins perturbé. Le commerce et l'industrie des chevaux, ceux des fourrages seront modifiés, diminués quelque peu. Les travailleurs de la campagne seront bien plus nombreux ; les salaires subiront une dépression notable d'où émigration plus active vers les villes et aggravation dans celles-ci des conditions du marché du travail. Dans le milieu paysan, il résultera partout du désarmement un trouble local considérable, ainsi que dans le petit commerce. La suppression des nombreuses villes de garnison entraînera des changements profonds dans le commerce local;de la boucherie, des produits alimentaires, des fourrages. Les cafés, les brasseries, les lupanars des petites villes ne subiront pas un moindre trouble, car ils n'auront plus ni soldats, ni sous-officiers, ni officiers pour les faire vivre. Il est probable que la consommation des alcools diminuera légèrement. Le paysan, en effet, ne va à l'auberge, au café que le dimanche ou les jours de marché ; le paysan devenu soldat y va toutes les fois qu'il a de l'argent.

Le désarmement aura encore une conséquence économique importante. Il inutilisera les quatre cinquièmes des militaires professionnels, c'est-à-dire environ cent vingt mille officiers de toutes armes (voir le Tableau statistique comparatif). Seront-ils purement et simplement renvoyés, à charge par eux de trouver les moyens de vivre s'ils ne les ont ? Seront-ils mis en demi-solde ? Auront-ils, leur vie durant, leur solde entière ? Les écoles spéciales militaires recevront, chaque année, un cinquième seulement du nombre des jeunes gens de la bourgeoisie ou de la noblesse, qu'elles reçoivent actuellement. Le reste devra donc rechercher une autre profession. Les uns se feront fonctionnaires. D'autres, ceux qui seraient entrés dans les armes spéciales, recoureront aux professions d'ingénieurs. D'autres deviendront des employés d'industrie, de commerce, très disciplinés, excellents dans les positions secon-

daires. Un petit nombre entrera dans les professions libérales. Les fils de familles riches, qui, par snobisme, entraient dans l'armée, seront obligés de rester civils et, comme tels, ils continueront à faire ce qu'ils faisaient étant militaires, c'est-à-dire qu'ils continueront à manger leur fortune. Quoi qu'il en soit, des proportions diverses dans lesquelles les professionnels militaires inutilisés envahiront les professions civiles, il n'en peut résulter qu'un accroissement de l'acuité de la lutte pour la vie.

Tous ces troubles économiques, retentissant dans toutes les classes sociales et particulièrement dans la classe prolétarienne, auront probablement une très grande intensité. Selon certains, cette perturbation sera telle qu'elle aboutira à la Révolution.

Les conséquences morales et sociales du désarmement seront non moins importantes que les conséquences économiques. Le trouble sera profond dans la noblesse et la très riche bourgeoisie. Volontiers militaires professionnels, les jeunes gens de ces castes devront, pour la plupart, y renoncer. Comme l'entrée dans les écoles sera rendue plus difficile par le petit nombre d'admissions, il sera nécessaire de travailler davantage pour y être reçu. Aussi la jeunesse très riche abandonnera toute idée de revêtir l'uniforme qui, par suite, tombera peu à peu en discrédit, les hautes classes ne le recherchant plus. Alors, il arrivera ce qui est en Grande-Bretagne où le militaire ne revêt l'uniforme que pour les exercices et dans les cérémonies officielles. Il résultera de ces conditions que, chez la femme, l'amour de la livrée militaire s'affaiblira insensiblement. Progressivement se formera un nouvel état d'esprit dans la haute et moyenne bourgeoisie. Les exemples des « hautes » classes sont imités par les classes « inférieures ». Ce même état d'esprit se développera dans la petite bourgeoisie urbaine ou rurale, dans le prolétariat des villes et des campagnes. On verra moins souvent des soldats, puisqu'il y en aura moins, puisque les professionnels seront amenés à se revêtir le moins possible de leur uniforme. Très probablement, ce nouvel état d'esprit poussera à la modification du code militaire, cette survivance des siècles passés, et même à la démilitarisation des soldats.

Cet état psychique nouveau sera beaucoup aidé dans sa formation par le fait que personne ne sera plus déformé par un séjour de deux ou trois ans à la caserne, sous la livrée de soldat. L'armée actuelle est, *dans tous les pays*, pour ceux qui sont soldats occasionnels, une école de démoralisation, de crime. Nous l'écrivîmes, il y a cinq ans, dans la *Psychologie du militaire professionnel* et nous le répétons encore : le militarisme est l'école du crime. La profession militaire détermine, chez ceux qui l'exercent, une déformation mentale génitrice de crimes. La réduction considérable de ces professionnels ne pourra qu'assainir, que moraliser l'humanité, en diminuant beaucoup le nombre de ceux sur la mentalité desquels la profession agira. Après le désarmement, l'action de cette profession sera donc moindre et en quantité et en qualité puisqu'il y aura moins de soldats et que les mœurs modifieront l'exercice de la profession.

L'armée contemporaine est aussi école de discipline, d'obéissance. Insensiblement, tous les hommes, passant un, deux ou trois ans sous les drapeaux, subissent cette influence de l'obéissance passive. Elle crée des individus sans dignité, atrophie les individualités ou, par réaction, provoque parfois une révolte désordonnée. Ces phénomènes, n'ayant plus de causes, cesseront d'être. Si l'armée est toute entière professionnelle, ce sera un tout petit nombre d'hommes qui seront déformés et alors le phénomène perd de son importance. Si tous les hommes sont alternativement soldats, le court séjour de quelques mois sous les drapeaux ne suffira pas pour habituer les hommes

à l'obéissance passive, à l'absence de dignité personnelle. Les quelques avantages qui résultent de la profession militaire — diffusion de l'instruction, fusion d'éléments ethniques disparates, homogénisation des individus — subsisteront avec ce système de tous les hommes passant successivement à la caserne quelques mois. Les individus changeraient de milieu et les horizons s'élargiraient. Les nombreux inconvénients du militarisme — expansion de l'alcoolisme, de la syphilis, de la paresse; destruction de l'individualité; accroissement de la servilité et de la prépotence, etc., — seraient supprimés.

En somme, le désarmement partiel de l'Europe la démilitariserait et diminuerait, chez tous les hommes, l'esprit d'obéissance, le respect de l'autorité. Il permettrait un plus libre développement des individus. Ce qu'il importe d'éviter, et cela est possible par une active propagande de tous les démocrates, c'est qu'il se forme, en chaque pays, une armée complètement professionnelle. Là est le danger et pour la paix future, et pour la marche de l'humanité vers un mieux être atteignant sans cesse un plus grand nombre d'individus. Il est à craindre que les populations, heureuses d'être débarrassées du service militaire, ne songent pas qu'elles se forgeraient des chaînes en acceptant la création d'armées réduites, purement professionnelles, d'armées policières. Il appartient aux socialistes de tous les pays, d'appeler l'attention publique sur cette grave éventualité. Comme des armées réduites professionnelles accroîtraient aussi les chances de guerre, il appartient aux sociétés pacifiques d'éveiller l'attention des peuples à ce sujet. Tous doivent provoquer par dés brochures, des placards, des journaux, des conférences, une agitation qui enlève aux membres de la Conférence ou aux gouvernements toute velleité de créer une armée professionnelle, une armée de mercenaires, de prétoriens. Cette agitation aurait encore pour résultat d'inciter la Conférence à aboutir au désarmement. La pression de l'opinion publique aiderait à vaincre les oppositions sourdes ou franches que les intérêts lésés par le désarmement susciteront contre lui. Ce désarmement est, en effet, souhaitable, quelques importantes que soient les perturbations économiques qui en seront la conséquence inéluctable. Il sera un pas de plus dans la voie du progrès indéfini dans laquelle l'humanité marche lentement, trop lentement même.

*
* *

Si la Conférence n'aboutit point, si les individus et les familles intéressés au *statu quo* triomphent grâce à leurs richesses, à leurs relations, à leur puissance de dirigeants, la circulaire du Tsar n'en aura pas moins eu une grande influence. Elle a provoqué une immense émotion, un bruit énorme.

On en a parlé partout, on en parle et on en parlera longtemps encore même si c'est à un échec qu'elle aboutit. Or, ce qu'on discute est envisagé comme de possible réalisation. Du temps seulement et cette réalisation survient. L'idée a insensiblement, inconsciemment même, pénétré dans tous les cerveaux. Et ainsi l'acte retentissant du Tsar aura plus révolutionné notre actuelle société capitaliste que maintes actions de révolutionnaires notoires.

A. HAMON.

ESSAIS

SUR

LA MONNAIE, LE CRÉDIT ET LES BANQUES

ORIGINES SOCIALISTES DU PROBLÈME AVANT LE XVIIIe SIÈCLE

Le socialisme est une réaction de la collectivité contre l'égoïsme des individus, des groupes d'individus ou des classes. C'est une réaction de la société et pas seulement de l'Etat en tant que gouvernement, car celui-ci peut être également égoïste de même qu'il peut être socialiste, c'est-à-dire représenter l'intérêt général en opposition avec les intérêts particuliers; l'Etat-gouvernement peut, en effet, réagir et historiquement il a souvent réagi contre le particularisme; alors il agit en tant qu'organe spécial de la société et à son service, et non comme société. Voilà la fonction négative et constante du socialisme. Quant à sa fonction positive, elle ne peut être définie qu'en dégageant de son évolution historique et progressive les tendances constantes et nécessaires. Nous verrons que le socialisme tend essentiellement avant tout à maintenir, à rétablir ou à fortifier l'égalité économique, par celle-ci à garantir la vie familiale, le développement esthétique, moral, juridique de la société et, comme couronnement, « son self government » politique; par cela même il tend à protéger et à accroître la liberté individuelle compromise par l'hypertrophie individualiste.

Le socialisme historique peut donc être et a été effectivement hiérar-

chique, autoritaire, hostile à la famille, à l'art, parfois immoral et injuste, il peut même être et a été inégalitaire; de même il a été religieux et métaphysique et qui plus est rétrograde. Seulement sa tendance constante sera inverse; il poursuivra en somme le bonheur de l'individu en assurant celui de la société, tout à fait comme l'individualisme, avec Bentham et J. Stuart Mill par exemple, aboutit au bonheur social en poursuivant le simple intérêt particulier. La seule chose interdite au socialisme, c'est d'être égoïste.

Finalement, individualisme et socialisme se fondent dans la Sociologie positive.

La fonction, non seulement historique et locale, mais permanente et universelle du socialisme peut encore être définie : le maintien et le développement continus dans des sociétés progressivement considérables, complexes et différenciées, des liens de coordination des sociétés primitives plus petites, plus simples, plus homogènes, liens qui, sans une réaction inconsciente ou consciente de la collectivité, tendraient à évoluer d'une façon incohérente et destructive du corps social.

Il se comprend, dès lors, aisément que le socialisme contemporain, aussi bien pratique que théorique, a ses origines les plus profondes jusque dans les formes communautaires les plus antiques, de même qu'il est en germe dans les sociétés rudimentaires encore actuellement existantes.

La question de savoir si le mot socialisme doit être attribué à P. Leroux, à R. Owen ou à L. Reybaud a surtout une importance psycho-sociologique; il indique le passage d'une activité et d'une psychicité inconscientes et obscures à une politique et à une systématisation doctrinale conscientes et méthodiques des moyens et des fins en correspondance avec la fonction nécessaire, constante et légitime du socialisme.

Dans *Political Economy* (T. II, ch. I, Section 2). J. S. Mill avait déjà signalé que « le mot fut inventé par les communistes anglais »; d'après Kirkup (*History of Socialism*) le mot était « Coined » forgé en Angleterre en 1835, et « dès octobre 1836 les termes *Socialiste* et *Socialisme* étaient d'usage fréquent dans *The New Moral World* dirigé par Robert Owen et ses disciples. Dans *History of coopération* (vol. 1 p. 210, édit. 1875), Holyoake indique que « le mot *Socialisme* fut d'abord introduit lors de la formation de la « *Society of All Classes of All Nations* », dont les membres arrivèrent bientôt à être connus comme *socialistes* ».

L. Reybaud ne fit usage du mot qu'en août 1836 dans la *Revue des Deux Mondes*; ce ne fut que dans la préface de la 7e édition de ses *Etudes sur les Réformateurs*, en 1864 qu'il en réclama la paternité; la 1re édition datait de 1840.

Quant à P. Leroux, il prétend avoir créé le mot *en France* vers 1833 (*Grève de Samarez*, p. 255 et 365), mais il ne fournit aucun titre justificatif à l'appui de son allégation.

Il est fort possible que soit en France, soit en Angleterre, le véritable père ait été cet auteur le plus fécond en travaux et inventions de tous genres, un anonyme, une cellule inconsciente de la collectivité mise

en vibration par un milieu d'excitation favorable à l'éclosion de semblable mouvement; motus, mot, à la fois idée et symbole (1).

Ce qui est essentiel maintenant à considérer et ce qui n'a pas jusqu'ici été observé, du moins à ma connaissance, c'est que le mot *individualisme* est contemporain de celui de *socialisme* ainsi qu'on peut le constater par l'examen des dictionnaires tant anglais que français. Si donc, l'interprétation qu'il convient de donner à la formation des mots et surtout des mots généraux et abstraits, si leur naissance correspond à un état de conscience plus élevé et plus étendu, basé sur des groupements et des classifications scientifiques des phénomènes, il faudrait légitimement en conclure que les expressions socialisme et individualisme, s'évoquant l'une l'autre, conformément à la grande loi de l'association des idées, des sentiments et des émotions, caractérisèrent en tant que néologismes, l'avènement d'un stade sociologique où, après une longue confusion de fait et même doctrinale entre l'individu et le corps social ou l'Etat, ces deux agrégats organiques arrivèrent à une conscience claire de leur réalité propre et distincte et tout d'abord en s'opposant l'un à l'autre comme antagonistes. C'est ainsi que vers 1830, après l'expérience antique de la subordination de l'individu à l'Etat despotique et après celle beaucoup plus courte, mais non moins probante d'un droit métaphysique et supérieur de l'homme sur la société, les deux doctrines et les deux politiques arrivèrent à se rencontrer face à face et à se heurter parfois avec une violence formidable préparatoire à des relations plus régulières et plus pacifiques d'où devait naître bientôt la science sociale positive ou sociologie, dans laquelle commencent dès à présent à se fondre et à se concilier les deux principes unilatéraux et absolus dont aucun ne pouvait prévaloir à certains moments dans la conscience collective sans évoquer immédiatement son rival ou plutôt son complément.

Le socialisme et l'individualisme sont éternels, seulement la Sociologie les dépouille de leur caractère absolu; elle prétend délimiter leurs domaines propres et leurs territoires communs dont les frontières, bien que nécessaires et constantes, sont toujours variables suivant les temps et les lieux. L'apparition de ces néologismes d'une façon à peu près synchronique dans les deux pays qui, à ce moment, étaient à la tête de l'évolution sociale, la France et l'Angleterre, avait cependant encore une autre signification grave et que nous tenons à signaler parce qu'elle sera précisément confirmée par les données de la présente étude. Tandis que jusque vers 1830, la lutte s'agite surtout entre l'Individu et l'Etat, ce dernier en tant que *pouvoir* se confondant généralement avec la société dont il n'est qu'un organe spécial, à partir de l'apparition du mot *socialisme* ou *socialism*, on comprend que l'Etat au sens ancien est simplement une forme historique de la Société. Dès lors aussi, il devient possible à la Sociologie positive de tenter de constituer la science nouvelle en se bornant à l'étude des rapports entre

(1) Sur la priorité de l'emploi du mot *Socialisme*, lire *Revue Socialiste*, 1895, et sur le même objet ainsi que sa définition, *Socialism*, par Robert Flint, London, 1895.

les individus et les groupes sociaux, et entre groupes sociaux et autres groupes sociaux, que ces groupes soient des sociétés particulières ou générales, des associations contractuelles ou des Etats plus ou moins despotiques, peu importe. L'individu, abstraction faite de la société n'existe pas; la société, abstraction faite des individus, pas davantage; à plus forte raison, l'Etat fonction spéciale de la société. M. Herbert Spencer, en opposant l'Etat à l'individu et en sacrifiant le premier au second, n'a pas atteint le socialisme ni relevé l'individualisme, il a simplement prouvé qu'il n'était pas entièrement sorti de l'ancienne ornière métaphysique où il reste embourbé avec sa thèse et son antithèse également absolues et purement imaginaires.

En dehors de leur masse et de leur complexité, les sociétés peuvent se distinguer en coordonnées et non coordonnées ou insuffisamment coordonnées; les sociétés coordonnées peuvent à leur tour se classer en *autoritairement* et en *contractuellement* coordonnées (1). L'erreur de M. H. Spencer consiste d'abord à confondre la société avec l'État, ensuite à ne se représenter ce dernier que comme puissance coercitive; il arrive ainsi à voir dans l'individualisme le plus radical la formule même de la liberté; celle-ci donc, ainsi que sa conception de la justice sont purement négatives; nous verrons plus tard qu'il en est de même de son économie sociale spécialement en ce qui concerne la théorie monétaire. En réalité la coordination sociale est toujours corrélative à la liberté individuelle, l'esclavage est en rapport avec l'absence plus ou moins complète ou avec la nature despotique de la coordination, l'Etat n'est pas nécessairement un maître, mais il peut être un agent, un fonctionnaire, un serviteur indispensable aux relations entre les individus, les groupes d'individus, les sociétés, les groupes de sociétés. C'est, du reste, une erreur complète de s'imaginer l'histoire comme divisée en deux périodes nettement tranchées, l'une, la période ancienne, où l'individu est sacrifié à l'Etat, l'autre, la période moderne et surtout idéale où l'Etat n'existe que dans l'intérêt et pour le bonheur de l'individu; ce finalisme sociologique est purement métaphysique; l'Etat n'est pas plus fait pour l'individu ou celui-ci pour l'Etat que le cerveau n'est fait pour l'homme ou l'homme pour avoir un cerveau. C'est pourquoi nous croyons qu'il faut négliger désormais cette oiseuse controverse entre l'individualisme et le socialisme; cependant comme

(1) Un grand nombre d'écrivains qui ont bien voulu s'occuper de mon *contractualismo* social paraissent m'avoir mal compris en m'attribuant une doctrine assez analogue à celle de Rousseau; la faute en est sans doute à l'obscurité dans la façon dont j'ai exposé ma pensée. Je ne considère pas du tout que la formation des sociétés soit basée sur le contrat, mais au contraire, tantôt sur un consensus purement réflexe, déterminé par l'action du milieu tant physique qu'humain, tantôt sur un consensus véritablement conscient et à ce titre contractuel; je considère cependant ce dernier comme exceptionnel, en ce sens que même là où il apparaît, il finit par se transformer en activité purement automatique. Ce que je persiste à croire, c'est que dans les sociétés progressives les formes d'origine contractuelle et librement débattues, tendent à prendre une importance de plus en plus considérable tout en se transformant à leur tour en activité réflexe à mesure qu'elles s'intègrent organiquement dans le corps social.

historiquement ils ont été à tort envisagés comme antithétiques et comme du reste le socilaisme à ses divers stades présente des caractères qui lui sont propres, nous croyons qu'il est préférable de conserver à la science sociale contemporaine purement positive, et spécialement à sa philosophie générale le titre de sociologie tout en reconnaissant que le socialisme scientifique dans ses formes dernières les plus élevées se réclame des mêmes méthodes et tend à aboutir aux mêmes conclusions.

Dans les sociétés anciennes, nous constatons en fait l'existence de communautés, dout quelques-unes plus ou moins égalitaires, un plus grand nombre inégalitaires et despotiques où en apparence l'intérêt et le droit de l'individu étaient sacrifiés à ceux de la collectivité, mais où cependant la contrainte sociale exercée soit par tout le groupe comme dans les premières, soit par une partie du groupe ou même un individu sur la masse comme dans les secondes, peut être tout aussi bien interprétée comme favorable à la conservation et au bonheur même de l'individu par le fait même qu'elle assurait ceux du groupe et de l'espèce.

En somme cette prétendue antinomie entre l'individu et l'Etat ne fit jamais partie intégrante de la pensée antique; c'est nous, modernes, qui l'avons imaginée, pour les besoins d'une thèse historique momentanée. Dans la réalité, au contraire, dès l'aurore de la civilisation européenne, en Grèce, nous observons, comme ailleurs, la confusion primitive de l'individuel et du collectif et nullement leur opposition.

La maison, l'οικος, est une collectivité; la cité est une grande maison. « Les affaires des particuliers, dit Xénophon dans ses *Memorabilia* III, IV, VI et dans l'*Economie* chap. XX, ne diffèrent que par le nombre des affaires publiques; tous les autres points se ressemblent; l'essentiel c'est que les unes et les autres ne se peuvent traiter que par des hommes. Or, quand on sait bien employer les hommes, on dirige également bien les affaires publiques et les affaires privées. » Grande est l'erreur de ceux qui n'ont vu dans cette appréciation qu'une fausse confusion doctrinale; cette conception correspond, en effet, à une période historique vraie.

Au point de vue spécial de la monnaie, les formes communautaires primitives se rattachent à l'évolution des modes de circulation des hommes et de leurs moyens d'existence lesquels, à leur tour, déterminent directement les formes de la production.

Dans l'âge des productions spontanées où presque toute la statique et la dynamique économiques et générales des sociétés s'expliquent par la diversité des milieux et l'action prépondérante de ces derniers sur les agrégats humains, les populations qui s'adonnent à la cueillette, à la pêche, à la chasse, plus tard même celles qui vivent à l'état pastoral et nomade n'ont pas de monnaie métallique et même elles n'ont aucune monnaie si leur organisation, comme il est très fréquent, est communiste ou patriarcale. Quand parfois elles se servent d'une espèce de monnaie, c'est, comme nous le voyons encore aujourd'hui, dans leurs

relations avec d'autres groupes sociaux. C'est là un phénomène excessivement important au point de vue de l'interprétation future de la fonction monétaire ; l'usage de la monnaie correspond à une nécessité externe et nullement interne ; tel est du moins son point de départ.

Ainsi, pendant trois cents ans, la vie économique de Rome a été entretenue sans le concours d'aucune monnaie. La plus ancienne monnaie semble avoir été une monnaie de cuir qui rappelle la période chasseresse primitive ; il en fut de même à Sparte, à Carthage, en Chine, au Japon, en Russie jusqu'à Pierre-le-Grand, etc., etc. Quant à l'origine de ces monnaies de cuir, elle se rattache à l'habitude générale existante en Sibérie et dans l'Amérique septentrionale de découper des échantillons de fourrures en vue de faciliter les transactions. Ainsi, l'échantillon ou quantité déterminée de la substance, était un véritable étalon de valeur. J'ai déjà indiqué ailleurs que toute marchandise ne devient mesure de la valeur qu'après avoir fonctionné comme étalon ; de même, elle ne devient le médium des échanges qu'après avoir été adoptée, consciemment ou non, comme mesure de la valeur, et à la condition qu'elle soit suffisamment à la fois abondante, précieuse, divisible, reconnaissable, etc., etc., c'est-à-dire qu'elle réunisse la plupart des conditions nécessaires pour faire l'objet de cette sélection. L'ordre historique et logique de l'évolution monétaire est en réalité le contre-pied de celui que supposèrent les économistes ; la fonction de médium fut en outre préparée par celle de thésaurisation et d'usage industriel.

Quand à la période de chasse succéda peu à peu l'état pastoral, ce ne furent plus les fourrures ou les échantillons de fourrures, mais les animaux domestiques eux-mêmes qui furent utilisés comme mesure et instrument des échanges encore une fois après avoir passé par les fonctions préliminaires ; réductibles à une quantité déterminée de substance, ils servent d'étalon de valeur et de dénominateur commun, c'est-à-dire de mesure uniforme. Avec le développement de la population bovine, ovine, porcine, etc., ils deviennent les intermédiaires même des échanges. Cette dernière fonction, ils l'usurpent d'autant plus facilement qu'ils présentent de grands avantages au point de vue de la conservation, de l'accumulation, de la mutation et de la circulation ; la nouvelle fonction ne leur est départie qu'après mûre expérience à cet égard. Ils constituaient une monnaie d'un transport aisé et même automotrice ; leur valeur était relativement stable et généralement appréciée : ils représentèrent la richesse par excellence, le capital qu'on pouvait thésauriser et qui produisait même des fruits naturels, un croît un accroissement ; *pecunia* en latin dérive de *pecus* et en grec τοκος ; intérêt signifie tout d'abord le croît naturel du bétail ; les bœufs et les moutons servaient de monnaie du temps des Homérides. Cette dérivation à la fois étymologique et sociale se rencontre dans toutes les langues aussi bien greco-latines que teutoniques et scandinaves. Le bétail se comptait par têtes, *capita*, d'où capital, cheptel, en anglais *cattle*, bétail.

Naturellement, dans les sociétés prédatrices et guerrières, lorsqu'il

y eut des esclaves, ceux-ci et même parfois les femmes et les enfants, assimilés aux animaux domestiqués, servirent de mesure de la valeur et d'instrument des échanges ; eux aussi formèrent des capitaux productifs non seulement de fruits naturels, mais aussi et dans une mesure plus large que les bœufs et les chevaux, de bénéfices réalisés sur leur travail.

Avec la constitution d'un Etat agricole plus sédentaire, les produits liquides et solides, tels que le blé et l'huile, servirent d'étalon, de mesure et d'intermédiaire pour les échanges, d'autant mieux qu'ils étaient aussi aisément conservables et transportables que le bétail et qu'ils avaient l'avantage d'être divisibles en multiples et en sous-multiples d'une quantité déterminée dont la valeur elle-même était au moins aussi fixe que celle des animaux domestiqués. Du reste, toutes ces formes monétaires successives vécurent d'abord côte à côte avant de se superposer les unes aux autres et surtout avant de s'exclure.

Cette évolution monétaire, en facilitant et en développant les échanges, favorise non seulement la formation des capitaux mobiliers, mais également, ce qui est non moins important, la transition des formes communautaires et primitives de la propriété immobilière, formes dominantes chez les populations frugivores, chasseresses, pastorales, vers les formes de propriété privée ou quiritaire, dont, comme ce dernier mot l'indique, les éléments sociaux militaires et conquérants furent en général les premiers bénéficiaires ou titulaires. Nous savons aujourd'hui, à n'en pas douter, que ces formes communautaires de hordes, de clans, de tribus et finalement de familles ont préexisté aussi bien dans l'Egypte, dans l'Inde, dans la Chine qu'en Grèce et ailleurs, aux formes de propriété individuelle, précédées généralement elles-mêmes d'un stade de simple possession.

Ainsi, longtemps même pendant la période agricole sédentaire, la monnaie ne servit qu'aux relations avec l'extérieur; le groupe lui-même restait communiste soit égalitaire, soit, ce qui est le plus fréquent, inégalitaire sous une autorité et avec une hiérarchie plus ou moins despotiques et fixes. Ces sociétés se ressemblent en ce qu'elles sont communistes, mais les unes représentent un communisme autoritaire, les autres un communiste égalitaire, ces dernières sont ou tendent à devenir l'exception. On comprend d'après cela que très naturellement les premières conceptions non seulement sociales en général, mais socialistes, durent être en général plutôt autoritaires et hiérarchiques que libertaires et égalitaires ; il en fut ainsi spécialement pour les croyances et les théories économiques.

En réalité, l'organisme communiste ne se brise complètement que, lorsqu'avec le stade industriel suscité par une circulation plus intense et plus étendue des hommes et des choses, s'ouvre l'ère de la monnaie métallique. Avec l'avènement de celle-ci, il n'y a plus de communautés égalitaires ni même despotiques possibles ; entre le communisme et la monnaie métallique il n'y eût et il n'y aura jamais de conciliation dans

l'histoire. Cet antagonisme irréductible entre deux absolus contradictoires se projeta dès l'origine dans les croyances et dans les doctrines sociales. Le socialisme n'eut jamais d'illusion à cet égard et M. Solvay l'a parfaitement compris, en considérant le problème monétaire comme fondamental; l'impôt même progressif sur le revenu ou sur les successions ou toutes les autres mesures même les plus radicales de même nature qui ont été ou sont encore préconisées pour modérer l'inégalité économique et introduire un peu plus de justice dans la répartition ne sont que des palliatifs ; pomper l'eau d'un navire qui porte une brèche dans ses flancs est bien, mais il faut boucher le trou, voilà le problème. C'est pourquoi le socialisme dans ses formes primitives fut logiquement et naturellement communiste et dès lors hostile à l'argent et à plus forte raison à l'intérêt de l'argent; sous ce rapport sa perspicacité et ses protestations furent constantes et tous ses progrès consisteront dans le développement des institutions qui peuvent et doivent le conduire à la réalisation de ce but par l'économie progressive, comme je l'ai déjà indiqué, de l'espace, du temps, du risque et du poids mort dans la circulation des biens économiques. Or, ceci ne peut être l'œuvre que du perfectionnement successif des institutions organiques et régulatrices du marché non seulement national et international, mais mondial, et ainsi la solution du problème monétaire et du crédit se rattache au progrès général de l'ensemble de la civilisation et de l'humanité.

Le communisme absolu et la monnaie, même la monnaie amétallique s'excluent. Seulement, nous observons aussi que, historiquement, des formes communautaires ont existé soit au-dessous, soit à côté, soit au-dessus des formes de possession ou d'appropriation privées corrélatives à la période monétaire ; et que, de même, des structures exclusives de toute monnaie, et quant à ce par conséquent communistes ont vécu soit à côté, soit au-dessous, soit même au-dessus des formes d'appropriation privée. C'est ainsi qu'une société communiste peut se servir de monnaie pour ses relations extérieures, car du moment qu'elle échange avec le dehors, elle dépend par le fait même d'un organisme plus vaste et plus complexe auquel elle est en partie subordonnée. En sens inverse, une société où dominent la propriété privée et la monnaie peut commercer avec d'autres populations, par exemple, sauvages, sans monnaie, en pratiquant notamment le troc comme le font de grands négociants européens avec certaines populations de l'Afrique. Ces distinctions elles-mêmes auront leur reflet jusque dans les utopies communistes, comme on le voit chez Thomas More. L'absolu n'est jamais qu'un concept idéal abstrait de la réalité ; communisme et individualisme se conciliant dans la pratique ; ce sont deux forces en apparence divergentes qui se ramènent comme résultat à une direction intermédiaire unique. Ce relativisme de l'histoire se manifestera surtout naturellement bien plus dans l'évolution des faits et des institutions monétaires et du crédit que dans le domaine des idées et des théories ; ce sera précisément le rôle de la sociologie d'assurer de plus en plus la prédominance de la considération des relations et des lois

des phénomènes sur celle de leur aspect unilatéral et absolu. A ce dernier point de vue, la loi des trois états d'A. Comte reste vraie comme loi progressive des méthodes. Il appartient à la sociologie positive de réduire de plus en plus le divorce existant entre l'idée et le fait, entre le noumène et le phénomène à des proportions plus modestes et plus exactes.

Il y a des relations même entre institutions et doctrines qui semblent et même qui croient et veulent s'exclure ; une vie commune s'impose à elles malgré tout, de la guerre se forme un droit de la paix ; de la possession et de la propriété privée, de la division du travail, la coopération, l'association ; de la monnaie métallique, les substituts de celle-ci et finalement l'économie de la monnaie ; les progrès de l'individualisme provoquent l'avènement et le retour du socialisme, de même que le Christianisme communiste aboutit à la propriété féodale et cette dernière à la propriété du Code civil ; aussi socialisme et individualisme sont indéfinissables par eux-mêmes, ce sont comme le fini et l'infini, des concepts complémentaires l'un de l'autre, inconcevables sans que l'un évoque immédiatement l'autre et se résolvant dans la science sociale positive en relativités et en équilibrations successives et variables dont la sociologie abstraite a précisément pour mission de dégager les lois constantes et nécessaires, statiques et dynamiques.

Ainsi, à côté de l'évolution doctrinale que l'on peut désigner sous le nom de classique et orthodoxe et qui, cependant, surtout dans l'antiquité et même jusqu'à la Révolution française est loin d'être individualiste, il faut, pour être complet, rappeler la protestation constante des écoles socialistes contre la monnaie et l'intérêt de l'argent et englober parmi les représentants de cette protestation, les premiers fondateurs de la science sociale qui, ne perdant jamais de vue l'intérêt général de la société et de l'Etat, et à raison même de la subordination dans la période antique de l'individu à celui-ci, condamnèrent l'argent et l'intérêt de l'argent comme destructifs de l'égalité entre citoyens.

Les écoles socialistes primitives sont, en général, communistes plus ou moins absolues ; dès lors, logiquement, toutes condamnent expressément l'usage et l'intérêt de la monnaie. Tel furent le communisme cénobitique des pythagoriciens et celui tout à fait laïque et politique de Platon. Elles sont autoritaires et hiérarchiques dans leurs plans de structure sociale ; leur idéal paraît souvent rétrograde, mais il l'est plus en apparence qu'en réalité ; en ramenant sans cesse l'attention sur les formes sociales antérieures, elles signalent les dangers d'une déviation complète, du reste impossible au sens absolu, de la grande voie historique.

D'après M. R. Pohlman (1), la légende communiste de Platon et d'Éphore sur les Scythes et sur Sparte n'aurait été qu'un rêve, une

(1) Geschichte des antiken Kommunismus und des Socialismus. Munchen 1893 et spécialement chap. VII, liv. 1er. L'Etat social de la légende et le droit naturel communiste.

transfiguration idéale de la réalité ; tel aurait été aussi l'état d'âme de Virgile, continuateur des écrivains grecs des VIe et Ve siècles qui fesaient remonter au temps de Chronos l'existence de la cité parfaite. Cette légende correspondait cependant, pensons-nous, à une certaine réalité, mais certains aspects particuliers étaient hativement généralisés au détriment des autres comme le firent également les utopistes des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles dans leurs descriptions du *bon sauvage*. En outre, les réformateurs sociaux de l'antiquité étaient surtout dominés par la considération de l'ordre statique des phénomènes sociaux au détriment de leur dynamique évolutive, et cet ordre étant naturellement plus apparent dans les sociétés simples quoique parfois très vastes, comme la Perse, le caractère apparent de leurs doctrines était surtout conservateur et même rétrograde.

D'après Guiraud (1), dès l'époque homérique, la propriété privée semble constituée en Grèce au profit de la communauté de famille; celle-ci paraît analogue à la zadruga slave ; c'est le γένος, famille de 50 à 70 parents sous un chef à peu près absolu, mais en fait simple gérant et représentant du groupe ; son fils aîné ou son frère lui succèdent dans cette fonction.

Dans la suite, la propriété familiale se dissout sous l'influence évidente de la division du travail, du progrès industriel et des échanges; elle devient divisable, aliénable, transmissible par testament; cette évolution est économique et coutumière avant d'être juridique ; la loi n'intervient que pour la consacrer. Dès le VIIe siècle probablement, la vente est licite en Attique et avec elle la vente à réméré, forme primitive du crédit, dont il est question dans les poésies de Solon comme déja existante. Au VIIe siècle, le créancier peut prendre ses sûretés sur la personne ou sur les biens de son débiteur, ou sur les deux à la fois. Quant au testament, il est introduit par une loi de Solon et seulement d'abord en cas d'inexistence d'enfants, afin de pouvoir se donner un continuateur, un fils. Sparte plus lente, à cause de sa constitution essentiellement foncière, n'opère cette évolution qu'au commencement du IVe siècle.

Avec la dissolution de la propriété familiale et la division des propriétés un lien de coordination supérieur s'impose ; l'unification politique s'opère ; les anciens petits rois deviennent les eupatrides. Solon met provisoirement fin à une crise sociale intense par ses mesures en faveur des débiteurs, par sa réforme monétaire et par une constitution politique transactionnelle. Celle-ci a toujours pour base la richesse et, avant tout, la possession de la terre. De son temps, la médimne de blé vaut une drachme; on capitalise à raison d'un revenu de 12 p. 100.

C'est seulement en 478 que, par la réforme d'Aristote, au point de vue de la capacité politique, la fortune mobilière est assimilée à la richesse immobilière ; le règne véritable de la bourgeoisie commence et avec elle celui de la monnaie métallique. Dès la fin du VIIe siècle, on avait commencé à frapper des monnaies sur le type de celle d'Égine;

(1) *La propriété foncière en Grèce jusqu'à la conquète romaine.* Paris, 1893.

à partir d'Aristide, le revenu est estimé en or, de même le capital imposable.

Aux ve et ive siècles, toutes les restrictions au droit de propriété du père de famille ont à peu près disparu ; les substitutions mêmes sont inconnues ou interdites ; chacun s'est clôturé ou on en a le droit.

Maintenant, juridiquement, pour être propriétaire, il faut être citoyen ; autrefois pour être citoyen, il fallait être propriétaire. Ce droit lui-même s'élargit en faveur des étrangers moyennant certaines conditions ; on vit naître une espèce de naturalisation héréditaire.

A côté de la propriété privée persiste cependant une propriété collective : biens de la cité ou de ses subdivisions ; tribus, dèmes, phratries ; biens des dieux et des associations. Ils consistent en maisons, forêts, pâturages, champs cultivés. L'existence de ces communaux est formellement renseignée par Aristote.

Suivant M. Guiraud, depuis Solon, c'est-à-dire depuis l'introduction du nouveau mode d'aliénation représenté par le testament, le progrès du morcellement du sol n'avait pas cessé et on était arrivé ainsi au régime de la petite propriété, régime constaté par les documents des ve et ive siècles. L'auteur, à l'appui de sa thèse, a relevé seize documents relatifs à des fonds de terre donnés en hypothèques. De ces fonds :

5 sont	estimés	à moins de 500	drachmes ou	490	francs
3 —	—	de 500 à 1.000	—		
3 —	—	— 1.000 à 2.000	—		
1 est	—	à 3.000	—		
1 —	—	— 4.500	—		
2 sont	—	— 1 talent	ou	5.894	francs
1 est	—	— 8.000 drachmes	ou	7.854	—

Cela prouve que la petite propriété surtout était obérée mais non, semble-t-il, qu'elle fût en voie de développement. Le phénomène était analogue à celui qui se passe sous nos yeux en Belgique et ailleurs ; les petites *exploitations* abondaient, mais la grande propriété se constituait au détriment de la petite, comme le prouvent les renseignements que nous possédons. C'est ainsi, qu'entre autres, un certain Phénippe possédait une terre de plus de sept kilomètres de tour. Cette évolution s'était manifestée dès avant Solon dont les mesures empiriques ne furent qu'un palliatif momentané.

A la fin du ive siècle, sur 21.000 citoyens, 12.000 possèdent moins de 2.000 drachmes en capital, soit 1.960 francs ; comment donc la petite propriété aurait-elle pu se former ou plutôt se reformer?

Ce qui est vrai, c'est qu'aux ve et ive siècles et plus tard, l'économie grecque en général et spécialement l'économie athénienne est une *économie monnayée*, comme dit M. Pohlmann ; le capital agricole n'est plus qu'une part de la fortune publique ; même le riche Nicias n'est pas propriétaire foncier ; toute sa fortune est dans les mines de Laurion. Mais il n'en résulte pas que la propriété foncière fût tombée aux mains

de petits propriétaires; la conclusion vraie est que la propriété foncière s'était concentrée en même temps que s'était concentrée la richesse mobilière. Cette double évolution était en parallélisme aussi avec celle de l'industrie. Celle-ci était devenue capitaliste, l'industrie du tissage, par exemple, où le travail s'opérait maintenant par masse. dans de grands ateliers, en vue de l'exportation dans trois parties du monde, alors que se formait un prolétariat de salariés ou de chômeurs déguenillés dont les politiciens maintenant, accaparaient aussi les suffrages.

D'un côté, il y avait la culture maraîchère intensive, les petits jardins avec quelques débris de petite propriété rurale soumis à une culture empirique et primitive, transmise jusqu'à nous dans des conditions identiques; de l'autre, la culture industrielle en grand du vin, de l'huile, etc., culture déjà scientifique pour laquelle des capitaux étaient indispensables et que venait compléter l'industrie du transport par terre et surtout par mer, car c'étaient aussi avant tout des denrées d'exportation.

C'est précisément par une espèce de dérision de la loi et de la nature, quand le sol devient divisible et cessible, c'est-à-dire mobile et circulable, qu'il tend à se fixer et à se concentrer.

Sous ce régime capitaliste monétaire, la liberté du prêt à intérêt devient une nécessité; cette nécessité est en corrélation même avec son taux élevé. L'or devient la grande puissance, le Dieu Plutus devant qui tout s'incline; χρηματα χρη ματ'άνήρ, l'or fait l'homme. L'intérêt τοκος est conçu comme enfanté par la force génératrice du capital; c'est le capital et spécialement l'or, son symbole, qui est productif, c'est lui qui crée une plus-value. quoi donc de plus naturel, de plus légitime qu'une part de cette plus-value soit attribuée au prêteur?

L'individualisme, avec la lutte des classes, l'emporte à un certain moment; c'est ce qu'a très bien observé Mommsen et après lui M. Pohlman quand ils disent, contrairement à un préjugé à peu près général sur la cité antique, que la Grèce a sacrifié le tout à la partie, la communauté au citoyen; seulement cette appréciation s'étend uniquement à la période capitaliste et cette évolution aboutit ainsi à la dissolution de l'Etat et de la communauté. Cette œuvre de dissolution passant des faits aux idées et aux passions est très apparente dans la série des comédies d'Aristophane où toutes les anciennes institutions de coordination de la cité antique sont battues en brèche au nom même du conservatisme : l'Etat, la famille, la justice, la religion, le régime économique, etc , etc.

Dans les sciences morales et politiques, le principe des sophistes : « l'homme est la mesure de toutes choses », devient dominant; Alcibiade représente le vrai type de ce moment historique. De là précisément et nécessairement la réaction socialiste inexplicable autrement et analogue à celle de la fin du XVIIIe et surtout de notre XIXe siècle, réaction légitime et indispensable contre le droit individualiste de la Révolution française et contre l'économie orthodoxe. Le socialisme apparaît et apparaîtra toujours dans les mêmes circonstances, aussi longtemps que les processus individuels et collectifs ne seront pas soumis

à un développement méthodique et scientifique qui assure la constance et la continuité de leur indispensable équilibre.

Notons maintenant que l'antique servage de la glèbe continuait à subsister en Crète et en Laconie; que même les affranchis obligés d'avoir un patron ne pouvaient disposer de leurs biens qu'avec son autorisation et que celui-ci héritait à défaut d'enfant; que la vieille propriété familiale continuait à persister chez certaines populations, par exemple chez les Locriens où, encore au IVe siècle, il était défendu de vendre les biens patrimoniaux, si ce n'est en cas de nécessité absolue constatée par les magistrats; que l'Empire Perse avec ses vieilles institutions et malgré ses revers semblait assis sur des bases inébranlables; que des populations nombreuses dont avait parlé Hérodote semblaient heureuses dans leur simplicité primitive; en fallait-il davantage pour tourner les regards des critiques et des réformateurs socialistes vers des formes évidemment inapplicables aux sociétés plus complexes, mais qui étaient cependant la vivante critique de la désorganisation existante et le miroir d'une égalité sociale perdue?

Sparte surtout, plus rapprochée, Sparte en apparence si stable et si puissante, était l'idéal vers lequel un retour semblait le plus naturel et le plus pratique. L'Etat spartiate n'était-il pas socialiste? Là le lot primitivement assigné en patrimoine ne continuait-il pas à rester inaliénable? L'Etat y est propriétaire de la terre; d'abord des 9.000 lots attribués aux Spartiates; il veille à ce que les familles sans enfants adoptent les fils d'autres familles et que les orphelines riches épousent des citoyens pauvres; ainsi est maintenue l'égalité entre l'élément conquérant. L'Etat est ensuite propriétaire des 30.000 lots concédés aux Périèques, c'est-à-dire à l'ancienne population soumise; il en perçoit la rente. Enfin, l'Etat a des domaines publics à lui spécialement réservés et cultivés comme ceux de la classe militaire par des Hilotes; ces esclaves de la terre sont eux-mêmes propriété de l'Etat. Voilà la solution de la question de la terre.

La circulation de la monnaie d'or et d'argent est interdite surtout entre Spartiates. On ne frappa de monnaies à Sparte qu'après Alexandre et l'usage des métaux précieux resta prohibé au moins pendant quatre siècles, bien qu'il y eût un trésor administré par les Ephores et contenant de fortes sommes en or et en argent, surtout en vue des nécessités politiques extérieures. La seule monnaie en circulation est de fer, très lourde. C'est ce qui explique notamment que la transformation des redevances en nature en impôt ne se fit que très tard et incomplètement, à la différence d'Athènes. L'État restait essentiellement agricole; le commerce était nul.

Des partages de terres avaient eu lieu lors de la conquête, sous Lycurgue et après les guerres de Messénie; le problème de la population dans ses rapports avec les subsistances était ainsi également résolu par l'Etat. Nombre d'institutions évidemment socialistes se rattachaient à ces formes communautaires fondamentales.

Le socialisme grec s'y rattachera étroitement. Cependant l'événement devait prouver que ces formes étaient usées et avaient fait leur

temps ; ce qui devait être éternel, c'est l'esprit égalitaire qui les avait vivifiées et dont la lumière devait se projeter d'âge en âge avec un éclat parfois obscurci, mais finalement vainqueur au moment où il se confondit avec la clarté croissante de la science sociale positive.

On sait comment le régime économique de Sparte s'effondra et avec lui sa puissance politique : l'inégalité des charges familiales engendrait toujours à nouveau l'inégalité et puis, ces familles militaires aristocratiques qui constituaient la base de sa domination, s'éteignaient rapidement surtout par la guerre, c'est-à-dire par l'exercice même de leur fonction sociale ; certaines d'entre elles finissaient par n'être plus représentées que par des femmes. Au temps d'Aristote, les deux cinquièmes de terres sont entre les mains de celles-ci. De plus, avant Aristote et après Lysandre, l'Ephore Epitadros était parvenu à faire passer dans la législation la liberté de donner et de disposer par testament; l'interdiction de vendre était maintenue mais continuellement éludée par des ventes déguisées. Le capitalisme était en effet vainqueur et poursuivait en Laconie l'œuvre déjà accomplie ailleurs : la concentration de la terre et celle des richesses mobilières. « Les uns, dit Aristote, possèdent des biens immenses, les autres n'ont presque rien et le sol est entre les mains de quelques individus. » Cette situation aboutit aux tentatives agraires d'Agis III et de Cléomènes, à la destruction des riches par les pauvres sous les tyrans comme Nabis et à l'avortement de la vaine tentative de constitution politique par la ligue achéenne et son chef Philopœmen, finalement à la conquête romaine dont Philippe et Alexandre avaient ouvert les voies et prouvé l'inéluctable solution.

(*A suivre*). GUILLAUME DE GREEF.

PASSIONS D'ARTISTES

Pour PIERRE QUILLARD.
Hommage des traducteurs.

C'était pendant le soir d'une fin d'automne.

La neige déjà couronnait les montagnes, aux pieds desquelles les bergers menaient les troupeaux à la vallée. Par delà les cimes le ciel transparent d'azur étincelait d'étoiles.

Sur la terrasse du château, où agonisaient les dernières roses sans parfum, tandis que le ruisseau murmurait dans son cours vers le vallon, la grande cantatrice enveloppée de sa mante, me disait alors son unique amour.

— Oui, j'ai aimé ! et au seul souvenir d'un homme, dont je n'ai même pas connu le nom et auquel j'ai parlé une seule fois, je tressaille encore !

Oui, je suis profondément émotionnée à ce souvenir, après quinze années écoulées...

Oh ! si je pouvais vous le peindre, cet homme, tel que pour la première fois je le vis, à l'entrée du jardin anglais de Munich.

Il était grand, jeune et son visage était celui du Saint-Georges florentin. Son air avait quelque chose à la fois de beau, de mutin et de haineux, aussi de profondément attristé. J'ai revu ces traits au Vatican et de nouveau je les ai retrouvés à l'Ermitage de Pétersbourg, où on avait orné de feuilles de vigne un buste de l'Antinous.

Pour regarder cet homme les *Miss* se penchaient hors de leur

landau et les femmes de Munich, devisant joyeusement, s'arrêtaient soudain.

Mais lui ne voyait que moi et à l'entrée du jardin il demeurait comme pétrifié, les yeux pleins de haine.

Moi aussi je frémissais de fureur, quand, en entr'ouvrant la grille, je l'apercevais là, si grand dans son immobilité, me regardant de ses yeux verts.

Et quand je m'étais assise sur le banc accoutumé, je laissais, pendant des heures, mon regard contempler ce visage, que la colère pâlissait.

Et jamais il ne fut dit davantage que ce qu'exprimèrent nos yeux à la fois de haine et d'amour.

Pendant une année nous nous rencontrâmes ainsi, oui, toute une année, mon ami ! J'avais alors seize ans et lui vingt peut-être et jamais entre nous une parole ne fut prononcée, ni un salut échangé. Il n'y eut d'ivresse que pour nos yeux...

Quand nous cessâmes de nous voir, je croyais encore que l'amour et la haine étaient deux sentiments identiques.

Mon amie se tut et dans le soir on entendit seulement le murmure du ruisseau et le tintement des sonnettes du troupeau. Elle continua :

— Plus tard nous nous revîmes dans une ville, où je chantais, C'était dans le Nord de l'Europe. Epais maintenant et lourd, il se trouvait parmi les exécutants de l'orchestre.

Je le fis prier de me venir voir, ajoutant que j'étais une vieille camarade, et, aussi émue qu'autrefois à Munich devant la porte du jardin anglais, je me trouvai devant lui.

— Comment êtes-vous ici ? lui dis-je, sans pouvoir trouver d'autres paroles.

— Je suis ici, me répondit-il d'un air inquiet en considérant timidement mes diamants de Pétersbourg et le royal manteau, dont m'avait fait présent les Magnats de Pest. Et c'était en *lui* ce même sentiment de timidité inquiète, que j'avais moi-même senti en le revoyant.

Nous ne nous aimions plus !

Cependant même alors — et mon amie étreignait de ses mains, son manteau, qu'elle froissait convulsivement — j'aurais tout donné pour un seul instant me retrouver sur le banc du jardin de Munich, toute ma vie pour un seul jour me rapprocher de lui, de lui mon Saint-Georges florentin...

Doucement le ruisseau murmurait, La neige couronnait d'étranges lueurs les montagnes ; sans parfum les roses d'automne mouraient sous nos yeux.

Et les yeux perdus au loin — vers la vallée — tous les deux silencieux nous revînmes trouver les hôtes du château.

II

Nous étions dans la grande salle persane du château et Vasili avait fait épandre dans les brûle-parfums des aromates russes.

— Je venais d'arriver dans le Caucase, me dit mon amie, et nous n'étions parvenus là qu'en traversant les neiges éternelles, sous les menaces de la mort. Les masses sinistres des avalanches s'étaient souvent dressées devant nos chevaux cabrés.

Enveloppés dans leurs peaux de bique, les princes du Caucase accoururent assister au concert. Sur la table, à l'entrée, ils déposaient vingt roubles et ils témoignaient leur approbation en frappant le parquet de leurs lourds bâtons.

Le concert terminé, ils me prièrent de chanter encore le lendemain, et pendant dix journées les roubles de nouveau sortirent de leurs poches et chaque soir je dus chanter pour les princes du Caucase.

Lui, un Arménien de vingt ans, aux yeux brillants et fiers, se tenait au milieu d'eux.

Quand il fixait les hommes, son regard était celui d'un jeune roi ; mais quand ses yeux s'arrêtaient sur moi, ils étaient doux comme ceux d'un chevreuil.

Quand fut finie la dixième soirée, lui seul me supplia de chanter encore:

— Encore Signora ? implora-t-il, — et je fis simplement de la tête un signe négatif, car il fallait partir.

Arrivée à mon traineau, j'y trouvais le prince tout pâle. Il se courba et, tirant rapidement du fourreau son épée damasquinée, il la brisa sur son genou.

Puis, comme il demeurait dans la neige à genoux, sous mes pieds il plaça les morceaux de cette épée brisée...

Mon amie se tut et, de sa main fatiguée, elle me désigna dans la salle persane le trophée brisé de cet amour.

III

Dans le cabinet de travail, autour de l'abbé, l'unique maître du piano, qui doucement sommeille, sont réunis l'héritier de *Rubinsten*, le célèbre virtuose ; Maria Wilt, la prima dona, l'hôtesse, le prince russe et *Lui*, qui fut l'ami cher au roi de Bavière.

Tous, à voix basses, parlent de bonheur et de gloire. Ils célè-

brent les châteaux normands,les opulentes fortunes recueillies en Amérique, les voyages en Australie, où sous la pâle lune les nuits sont les plus merveilleuses du monde, du Caucase enfin, où les lèvres des femmes sont d'une nuance grenat foncé.

Maria Wilt dit ses préférences pour la vie dans un château. L'ami du roi de Bavière, longuement s'étend sur la séduction mystique des cloîtres et la majesté des offices célébrés au Vatican.

Soudain le maître-abbé s'éveille et, vivement, la maîtresse de la maison, avec un rire un peu nerveux, l'interroge :

— Maitre, expliquez-nous, où dans la vie on rencontre le bonheur ?

— Le bonheur ! répondit le maître, en scrutant l'horizon, si comme si ce mot évoquait à ses yeux mille apparitions surnaturelles. Et alors un sourire illuminant ce visage, dont la laideur depuis deux âges d'homme réflétait le génie :

— Le bonheur, c'est d'être jeune et d'aimer...!

Mais à ces mots un glacial silence enveloppa toute la salle.

HERMAN BANG.

(*Traduit du danois, avec l'autorisation de l'auteur*, par le Vicomte DE COLLEVILLE et FRITZ DE ZEPELIN.)

Stéphane Mallarmé

Un homme délicieux vient de disparaître sans bruit, parmi les parfums de cette fin d'été ainsi que les vieillards aux gestes surannés et embellis de jabots qui, dans la vulgarité des époques neuves, surent mourir avec délicatesse.

La mort de M. Mallarmé, en effet, troubla peu les lettres françaises parce que le genre auquel il s'était surtout attaché était un genre secondaire et de peu d'éclat. Nul pourtant n'avait avant lui fignolé des charades avec une telle sureté d'exécution.

A la dernière page des journaux de voyage, le touriste qu'a altéré la chaleur des climats subis avec M. Boussenard se repose à l'oasis des anagrammes ; grâce aussi aux hebdomadaires de famille le père ouvre le cerveau de sa progéniture par ces exercices instructifs, innocents et peu coûteux. Mais de ces feuilletonnistes du jeu d'esprit n'était point M. Mallarmé. Par lui, mon un, mon deux et mon entier furent élevés aux splendeurs de l'Art. Il écrivit pour les esthètes, pour les gens d'esprit supérieur ayant gardé de leurs années de collège quelques notions de mythologie et de littérature et n'ignorant point le nom de Wagner. Cette joie lui était réservée de n'être pas compris par les anciens élèves d'écoles primaires, et même par les Œdipes du Café du Mans qui ont pourtant conquis une renommée bien française.

La muse de M. Mallarmé, par contre, ne fut pas très prolifique ; ses casse-tête chinois lui brisaient la tête, à lui le premier, et à défaut d'autres, on rééditait souvent les mêmes. MM. Deman, Vanier

E. Dujardin, Perrin, à tour de rôle, les mettaient en circulation, jamais en vain. Le succès tenait à la perpétuelle nouveauté des solutions possibles. Dans une même pièce les *voyants* s'intéressaient à un combat de nègres durant la nuit, à un vol de chauves-souris parmi les catacombes, à l'intérieur d'une mine de charbon où des ouvriers travaillent dans l'ombre, les lampes éteintes à cause du grisou. La qualité était encore plus appréciable que la quantité.

« M. Stephane Mallarmé est l'esprit le plus lucide de ce temps ». — Achille Delaroche.

Les puissants inventeurs qui créèrent les jeux de patience contre la coriacité du temps, le « solitaire » par exemple, qui consiste à boucher avec des pions les trous d'une planchette, en poursuivent la contrefaçon ; ces gens, bénis par les serfs de bureau à l'intelligence desquels leurs produits rendent l'acuité après leur journalière absorption de nombres, envoient devant les tribunaux ceux qui s'essaient à leur rôle pacificateur.

M. Mallarmé, lui, n'a jamais pris de brevet.

Et non seulement M. Mallarmé ne prenait pas de brevet, mais il encourageait ses imitateurs. Il initiait à l'art logogriphique de petits jeunes gens sans position (même avec des diplômes, on arrive à vivre si difficilement aujourd'hui !). C'était menteur comme l'annonce des marchands de chromes en les quotidiens : « travail lucratif et facile à faire chez soi. » Car ça ne rapportait pas beaucoup, dans le début surtout ; quant à la « facilité », elle était subordonnée aux visites de l'inspiration dans le plafond des encéphales. M. Mallarmé avec des gestes séducteurs donnait sa leçon :

. . . .

Sur les crédences, au salon vide nul ptyx,
Aboli bibelon d'inanité sonore
(Car le maître est allé puiser des pleurs au Styx
Avec ce seul objet dont le néant s'honore).

. . . .

On voyait les oreilles bouger, cupides des sons mélodieux et les bouches sucer du miel. Pas un bruit. Une admiration gelait les faces. Les élèves se confisaient dans le sirop.

Cet exemple est un fragment d'un de ces sonnets qu'aucune inscription ne dépare et qui pourraient être intitulés comme le chef-d'œuvre du romantique grotesque Xavier Forneret « *Sans Titre*, par un homme noir blanc de visage ».

Les œuvres de M. Mallarmé sont semblables aux liqueurs exquises qui ne sont telles qu'à petites doses et qui troublent facile-

ment le cerveau. C'est pourquoi nous ne donnons également qu'un morceau de la leçon de prose, sur la malheureuse Pénultième. M. Mallarmé lit :

«... J'allai murmurant avec l'intonation susceptible de condoléance : « La Pénultième est morte, elle est morte, bien morte, « la désespérée Pénultième », croyant par là satisfaire l'inquiétude, et non sans le secret espoir de l'ensevelir en l'amplification de la psalmodie quand, effroi ! — d'une magie aisément déductible et nerveuse — je sentis que j'avais, ma main réfléchie par un vitrage de boutique y faisant le geste d'une caresse qui descend sur quelque chose, la voix même (la première, qui indubitablement avait été l'unique)... »

L'auteur est arrêté par les sanglots de l'assistance.

La Pénultième est morte ! bien morte ! M. Henri de Régnier, toujours distingué, se mouche pour cacher son affliction. M. Viélé-Griffin arrose de ses pleurs le ruban rouge de sa redingote. L'émotion est générale : M. Fort gémit en ratissant son crâne avec ses ongles, M. Paul Valéry fait peine à voir, M. Gide a une crise de nerfs, et on est forcé d'emporter M. Mockel évanoui.

Mais quel détestable hasard avait conduit M. Fouquier ce jour-là devant la porte de M. Mallarmé ? Ce vieillard toujours en quête de mots d'esprit pour solidifier ses chroniques était venu coller son oreille à la serrure. Or, rien ne résiste aux profanes, et les plus admirables choses ne peuvent échapper à leurs jugements. M. Henri Fouquier n'eut rien de plus pressé que d'annoncer dans son prochain article. « La mort de l'Anté-Pénultième de M. Stéphane Mallarmé ». Heureusement, M. Raoul Ponchon, au nom des esthètes navrés, incrimina avec netteté l'ignorance du chroniqueur :

Ce n'est pas l'Anté-pénultième
Dont nous déplorons le trépas
Mais la Pénultième elle-même,
Nestor, ne vous y trompez pas.

Il faut être de Saint-Domingue,
Et dans un crâne déprimé
Avoir la cervelle en meringue,
Pour être aussi mal informé.

Comme si l'Anté-pénultième
Pouvait mourir. Ah ! sachez-le :
Elle pourrait choir du septième
Sans se faire le moindre bleu.

Ne dites donc plus qu'elle est morte,
C'est trop ridicule, et vous vous
Feriez huer de belle sorte
Par le plus fermé des Papous.

Celle qui est morte et bien morte,
Par exemple, croyez-le bien,
C'est la Pénultième. Elle est morte,
Et personne n'y pourrait rien...

. . . .
. . . .

Avant de passer dans la section des auteurs de charades, M. Mallarmé avait été une des gloires les plus pures de la section parnassienne. C'est pourquoi, se souvenant parfois de sa maîtrise de jadis, il sertissait avec une sorte de pudeur de courts poèmes, trop rares. Il travaillait d'ailleurs, dans sa nouvelle partie, en écrivain resté fidèle aux règles de l'art poétique.

Les petits, au contraire, n'ayant pas eu une suffisante instruction première, combinèrent leurs charades avec moins de soin, dans une langue plus lâche. Les sujets traités pourtant les prouvèrent bons élèves. On s'attentivait à des intérieurs de cavernes où il fallait chercher le brigand comme dans les réclames — devinettes offertes sur la voie publique. Quelques personnes mal élevées prétendaient ne rien voir, alors que tout s'y trouvait, ainsi que dans le chaos. Des discussions s'allumaient, sans parvenir à éclairer les œuvres; les critiques les passèrent au crible de leurs jugements sans les clarifier. C'était d'un noir très bon teint.

Des années vécurent. Certains provinciaux avaient été séduits. Leurs charades, non rejetées comme les autres à la fin des journaux, splendirent à toutes les pages de revues. Des messieurs prévenus, des dames payées, des jeunes filles complaisantes, des vieillards désabusés s'extasièrent en écarquillant les yeux comme dans une cave, quand la bougie s'éteint. On causa d'eux. La légende les dotait de faces glabres, de corps maigres et de grosses têtes d'hydrocéphales, mais on les assurait pas méchants.

Depuis quelque temps un revirement se produisait. Les rébus semblaient n'être plus faits seulement pour la joie d'une élite; des commerçants, — des officiers même! — ingurgitant au café un peu de littérature en devinaient presque le sens. Le nègre se dessinait dans les combats! Que signifiaient ces lueurs sournoises? La nostalgie du soleil et le désir de plaire aux électeurs possédaient les jeunes; ils continuaient de donner du « cher maître » à M. Stéphane Mallarmé, mais ils le lâchaient traîtreusement. Par respect humain — histoire d'y mettre des formes — ils mariaient encore quelques épithètes qui s'entendaient mal, ou encourageaient l'amour hors nature de certains mots. Mais mon un, mon deux et mon entier devenaient prolixes sous la clarté des cieux,

et ils en arrivaient à être démasqués par les fameux Œdipes, ceux du café du Mans !

« Cher maître ! » oui ! « cher maître ! » Le cher maître fut plein d'amertume, mais toujours amène n en laissa rien paraître. Cette défection le navrait, non tant à cause de l'ingratitude ou de l'erreur de ses disciples que parce que son métier allait retomber au niveau du *Journal des Voyages*. L'art de la charade allait donc mourir avec lui ? Et il songeait aux arts précieux que favorisèrent des époques de soie et que les exigences de la vie moderne avaient anéantis. On ne savait plus, par exemple, culotter les pipes comme nos sages aïeux qui en faisaient des panoplies. Toutes les choses de charme s'abîmaient sous la rudesse du temps ! Et M. Mallarmé se lamentait dans son cœur.

Ainsi les Esthètes, nouveaux fils de Laïus, précipitèrent dans la mort ce sphinx fin de siècle qui, aux portes de Thèbes, proposait des énigmes avec l'impassibilité de Sapeck.

ALBERT LANTOINE.

Les Élections en Allemagne

Les dernières élections au Reichstag ont été grosses de surprises par le peu d'importance des modifications qu'elles ont amenées. On escomptait, d'une part, un grand succès de la « Politique d'Alliance » Miquel-Posadowsky et des partis inféodés à la Ligue Agraire ; d'autre part, un renforcement de la « bourgeoisie libérale » et un affaiblissement de la réaction extrême ; presque partout enfin une grave atteinte portée au Centre et une puissante poussée en avant de la Social-démocratie, tant pour les voix que pour les sièges. Le 16 juin et le ballotage de la semaine suivante ont infligé un démenti aux optimistes et aux pessimistes, car tout le résultat a consisté dans le maintien — à peine modifié — de la situation existante.

Le *Vorwärtz* a commis une forte exagération lorsqu'il a présenté le 16 juin 1898 comme un moment tournant dans le développement politique de l'Allemagne. Le véritable point tournant, il faut le chercher dans les dernières années, qui, sur le terrain économique et politique, ont préparé la voie à l'union des grands industriels protectionnistes et des agrariens, en vue des futurs traités de commerce, et aussi aux négociations Miquel-Lieber, dont l'issue a été la désertion — à grandes phrases — du Centre, dans les questions des projets sur la marine et de la politique gouvernementale. A une telle situation politique, les élections au Reichstag ont à peine changé quelque chose ; mais surtout elles ont démontré qu'il n'y a pas, pour la social-démocratie, de moment tournant, mais bien un accroissement de forces conforme à la ligne normale de son développement. Il n'est pas douteux que le résultat des élections porte en germe une nouvelle formation des partis, de première importance. Malgré tout, son effet immédiat n'en sera pas moins d'être faible. De cela nous répond facilement la sagesse toute bureaucratique de nos gouvernants et de leurs tenants politiques et sociaux.

Le résultat général des élections au Reichstag se résume par une légère

orientation à gauche et par une décomposition croissante des vieux partis bourgeois. Ceux-ci, par l'effacement de leurs caractères spécifiques, préparent entre eux, devant l'imminence du danger socialiste, une coalition toujours plus étroite, c'est-à-dire leur absorption graduelle dans le marais orinaire et final « d'une seule masse réactionnaire » : la Saxe nous en a déjà fourni un exemple. Comme résultat apparent : les conservateurs (Deutsch-konservativen) comptent 54 sièges (après en avoir occupé 70 à la suite des élections de 1893, et 59 à la fin de la législature) ; le Parti de l'Empire (Reichspartei) 20 (au lieu de 28-25) ; les Conservateurs indépendants (Konservativen Wilden) y compris la Ligue Agraire (Bund der Landwirthe) et Stœker (Christlich sozial) 13 (au lieu de 3-5); les Antisémites 12 (au lieu de 16); les Nationaux-Libéraux (National-Liberale) 47 (au lieu de 53-50); les Libéraux-Indépendants (Liberale Wilde) 4 (au lieu de 0-2) ; le Parti Liberal (Freisinnige Volkspartei) 29 (au lieu de 23-28) ; le Parti du Peuple de l'Allemagne du Sud (Deutsche Volkspartei) 8 (au lieu de 11-12) ; le Centre (Zentrum) 102 (au lieu de 96-92); les Polonais (Polen) 14 (au lieu de 19-20); les Alsaciens (Elsässer) 10 (au lieu de 8-9) ; les Helfes (Welfen) 9 (au lieu de 7); les Danois (Dänen) 1 (au lieu de 1) ; les Lithuaniens (Litthuaer 1 (-) ; la Ligue des Paysans (Bayerischer Bauernbund) 5 (au lieu de 4); les Social-démocrates 56 (au lieu de 44-48). Les changements qui se sont effectués sont les suivants, en prenant pour terme de comparaison, les chiffres de 1893 — les seuls comparables.

Ont gagné :	1. Cons.	2. Natl.	3. Lib.	4. Centre	5. Petits Partis.	6. Ant.	7. Sozd.	Gains
1. Conserv., Parti de l'E. Ligue agraire	—	3	5	—	3	2	—	13
2. Nationaux-libéraux.	5	—	3	1	2	1	2	14
3. Assoc. Lib. et Lib. Indépend.	8	5	—	—	—	—	7	20
4. Centre.	2	1	—	—	3	—	3	9
5. Polon. Welfes, Alsaciens, Lithuan, Ligue des Paysans.	3	3	1	2	—	—	—	9
6. Antis., Soc. Chrét. Ligue agraire.	—	3	—	—	—	—	—	3
7. Social-Démocrates.	7	9	5	—	—	3	—	24
Pertes............	25	21	14	3	8	6	12	92
Gains.............	13	14	20	9	9	3	24	92
Résultats..........	—12	—10	+6	+6	+1	—3	+12	

Il suit de là que les « partis nationaux » ont perdu 25 sièges, les autres partis bourgeois 13, que les social-démocrates en ont gagné 12. Les gains des socialistes s'accroîtront encore, par suite de l'invalidation inévitable des mandats bourgeois obtenus grâce à d'innombrables irrégularités, à la pression électorale, à la force ou à la corruption, ou par suite des vacances qui ne manqueront pas de se produire au cours de la législature. C'est un tout autre résultat que l'on obtient si l'on se pose la question plus importante, bien que secondaire au point de vue parlementaire, de la proportionnalité des voix exprimées. La réponse à cette question est encore plus difficile à donner qu'une classification des députés. En outre, on n'a pas encore le relevé officiel des chiffres, ce qui rendra nécessaire quelques modifications aux nombres qui servent de base à nos appréciations. Toutefois nos erreurs seront pour la plupart éliminées par le fait même de la fusion de tous les groupes de mêmes affinités.

Le nombre des électeurs atteint environ 11.100.000 contre 10.623.000 en 1893, 10.146.000 en 1890, et 7.656.300 en 1871. Le nombre des voix valablement exprimées est d'environ 7.600.000, c'est-à-dire à peu près 68 0/0 des électeurs inscrits, contre 7.674.000 (72,2 0/0) dans les élections précédentes, et presque 51 0/0 en 1871.

Le total des voix se répartit de la façon suivante :

	1898 Contre			1893 Contre			1890 Contre		
	Voix	pCt.	pCt.	Voix	pCt.	pCt.	Voix	pCt.	pCt.
Social-Democratie	2.105.300		27,2	1.787.000	23.3		1.427.000	19,7	
Parti du peuple de l'Allemagne du Sud	103.500	1,4		167.000			147 000		
Parti libéral	553 700	7,1	11,0	666.000	14.2		1.110.000	18,0	
Association libérale	194.900	2,5		258.000			»		
Centre	1.454.300	18,8		1.468.500	19,1		342.000	18,6	
Polonais	244.800	3,1		229.500	3,0		247.000	3,4	
Welfes	105.200	1,4		102.000	1,3		113.000	1,6	
Alsaciens	107.400	1,4		115.000	1,5		101.000	1,4	
Nationaux-libéraux	975.500	12,7		337.000	13,0		1.178 000	16,3	
Parti de l'Empire	331.500	4,3	30,0	438.000	5,7	32,2	482.000	6,7	35,4
Conservateurs	873.000	11,3		1.038.000	13,5		895.000	12,4	
Antisémites	242.000	3,1		264.000	3,4		47 500	0,7	
Ligue des paysans bav.	140.300	1,8		71.000	10,9		—		
Ligue agraire	121.400	1,6		—			—		
Nationaux-sociaux	13.200	1,3		—			—		

Le reste se distribue entre les petits groupes des Danois (en 1893, 15.400 voix) et des Lithuaniens, des Indépendants (Wilde, tels que M. Von Egidy) et sous la rubrique « incertains et inclassables » (autrefois environ 50.000 voix).

Les voix socialistes ont, comparativement aux élections précédentes, augmenté d'environ 308.000, alors qu'en 1890 l'accroissement avait été de presque 677.000, ce qui nous donne le rapport suivant : 17,3 0/0 pour 1888 ; 47,4 0/0 pour 1890. Cela correspond au 27,2 0/0 des voix exprimées et à peu près au 18,4 0/0 des électeurs inscrits, contre 19,2 — 13,8 aux élections précédentes et 19,7 — 13,8 à celles de 1890. Ce sont là d'importants progrès dont

la portée est d'autant plus grande qu'ils se poursuivent avec assez de continuité et de régularité. Et contre cela ne peuvent rien toutes les tentatives faites par nos ennemis pour dissimuler, sous le chiffre des abstentions, leur défaite. C'est un fait d'une vérité générale que le sentiment du devoir politique — et par conséquent la participation aux élections — est bien plus développé chez les ouvriers en possession de leur conscience de classe, que dans les milieux bourgeois. Bien qu'il ne soit pas rare de trouver dans les circonscriptions rurales, à peu près unanimité — parfois même unanimité absolue — dans le vote, et presque toujours en faveur de nos adversaires. Mais si l'on songe, d'une part, avec quelle facilité il est loisible à un tenant de l'ordre actuel d'exprimer sa voix et, d'autre part, avec quels obstacles sont souvent aux prises nos électeurs, on verra combien c'est un moyen d'argumentation singulièrement faible, que celui qui consiste, pour les partis au pouvoir, de tirer à soi la masse des indifférents, réserve de poltrons qui sûrement ne sauveront pas l'ordre social contre les « barbares modernes ». En outre, il y a des centaines de mille de travailleurs à qui la fixation à un jour de semaine de la consultation électorale rend, surtout en été, — que l'on songe aux maçons, aux couvreurs, aux ouvriers agricoles volants, etc. — l'exercice de leurs droits électoraux difficile, très souvent même absolument impossible. Nombreux sont aussi ceux qui, avec ou sans motif, n'osant pas voter pour un social-démocrate, restent étrangers à l'élection ou votent sous la pression de nos ennemis. D'autres, — et il en est beaucoup — qui n'ont pas encore lutté pour la social-démocratie, donnent toujours leur voix aux vieux partis. Souvent aussi il en est qui ont contre le bulletin de vote une défiance excessive, et qui restent chez eux « parce que cela ne sert à rien », « parce que s'ils font ainsi, c'est que ça leur plaît », etc. Enfin, il n'est hélas ! que trop vrai, que si les ennemis s'affirment, la social-démocratie est loin, au jour du scrutin, de porter jusqu'au dernier de ses hommes à l'urne. Il est encore beaucoup trop fréquent de voir, non pas naturellement des socialistes convaincus, mais des électeurs qui se trouvent par leur situation politique et sociale dans notre direction, se dérober — sous divers prétextes, soit que la « circonscription soit sûre », soit « qu'il y aura ballotage » — à leur devoir, et cela surtout s'il y a une faible participation générale au vote et un médiocre élan électoral. Qu'un vif mouvement électoral vînt à se produire, et que le droit de suffrage fût vraiment libre et universel, et nous compterions à notre actif des centaines de mille voix en plus, et environ un tiers du total des suffrages exprimés. Et l'expédient rêvé par nos réactionnaires, l'introduction du vote obligatoire, pourrait peut-être au début être favorable à nos ennemis, mais il aurait pour résultat final de nous faciliter l'ébranlement des masses et de remplacer en fin de compte leur oppression par nos idées.

La social-démocratie avait obtenu, en 1893, 32 mandats (elle en avait 35 à la fin de la Législature). Elle en a maintenant gagné 24 (21) et perdu 12 (13). Des 24 circonscriptions conquises, 8 ont déjà appartenu avant au parti ; des 13 perdues, 10 avaient été gagnées avant ou après 1893 : Mittweida-Limbach depuis 1890, Kiel depuis 1893. Au total il y a 16 circonscriptions qui ont une fois appartenu aux socialistes et qui maintenant leur ont été enlevées. En comparaison avec 1890, nous nous sommes maintenus dans 30 circonscriptions, nous en avons gagné 25 et perdu 5. Comparativement avec 1877, c'est-à-dire les premières élections après l'unification du parti, et les dernières avant les persécutions socialistes et les lois d'exception (avec 493.000 voix, 9,1 0[0 des suffrages exprimés et 5, 5 0[0 des électeurs inscrits), nous avons conservé 11 sièges, perdu 1 (Solingen !) et gagné 45. Si l'on con-

sidère la dispersion du parti dans les diverses régions de l'Empire, nous nous sommes pour la première fois affirmés dans toutes les circonscriptions. Le nombre des collèges, où nous avons été vainqueurs au premier tour, et où nous avons obtenu plus du 50 0|0 des voix, atteint 32 (1890, 18 et 1877, 10), et, dans plus de 120, nos candidats ont eu, soit au ballottage, soit dans des alliances, plus du 25 0|0 des voix exprimées.

Relativement au nombre des voix exprimées les fractions les plus fortes doivent être (nous indiquons entre parenthèses par le signe + le nombre que chaque fraction a en plus et par le signe -- le nombre qu'elle a en moins) : les social-démocrates 108 (— 52), le parti du peuple de l'Allemagne du Sud 6 (+ 2), le parti libéral du peuple 26 (+ 3), l'Association Libérale 12 (—), les nationaux libéraux 61 (— 13), le parti de l'Empire 12 (+ 8), les Conservateurs avec les Indépendants (Wilde) et la Ligue agraire environ 52 (+ 15), les Antisémites 16 (— 4), la Ligue des Paysans bavarois 7 (— 2), le Centre 69 (+ 34), les Welfes ( ), les Alsaciens 5 (+ 4), les Polonais 10 (+ 4), les Danois 1 (—). Les Nationaux-Libéraux auront un député de plus. Ces chiffres sont seulement approchants, l'attribution des voix et des députés étant sur beaucoup de points incertaine.

Les chiffres que nous avons cités prouvent un développement régulier de nos conditions politiques : une croissance de la montée démocratique et une décomposition sociale irrésistible, toujours plus accusée, si l'on compare la situation actuelle des partis bourgeois à celle qu'ils occupaient aux élections précédentes. Les partis de droite (Conservateurs et Nationaux libéraux), depuis « l'élévation nationale » de 1887, le dernier haut fait de la tyrannie bismarckienne et de son habileté électorale — qui leur a rapporté presque 48 0/0 des voix exprimées et la majorité des mandats — ont à enregistrer une diminution progressive du nombre de leurs voix, qui accroît en petite part aux antisémites petits bourgeois réactionnaires, et qui, en majeure partie, est purement et simplement une perte pour les partis bourgeois. Ainsi donc, la « politique d'alliance » Miquel-Posadowsky, unissant dans une même attitude agressive les éléments hautement protectionnistes aux éléments réactionnaires extrêmes, a fait un fiasco complet. Les partis de « l'Alliance », au lieu de gagner, ont perdu voix et mandats et, à l'avenir, dépendront encore davantage du Centre, dans la formation d'une majorité. Et alors même que la majorité du nouveau Reichstag serait agraire et réactionnaire, la précédente ne l'était pas moins. Quant aux traités de commerce, auxquels sont intéressés à un égal degré les agrariens et les industriels, il se trouvera aussi pour les voter, quand le gouvernement le voudra, une majorité. La Ligue agraire, une des organisations politiques les plus étendues et les plus arrogantes de notre temps, est parvenue, par une attitude tranchante, à se servir de la plupart des partis de droite. Elle n'a cependant fait passer que peu de leurs candidats ; et là, où les partis réactionnaires ont eu le courage de repousser les prétentions immodérées de la Ligue, ils n'ont pas eu résultat pire. Ces derniers partis, d'ailleurs, ont combattu les candidats agraires d'extrême bord, de sorte que la majorité agraire n'a pas augmenté. D'élection en élection, les libéraux de diverses nuances perdent de l'importance. Ce n'est que parce que, au ballottage, ils reçoivent des secours des partis adverses, qu'ils parviennent à former encore de petites troupes, non du reste sans avoir acheté ce secours au prix du plus honteux des trafics et de l'abnégation de tout principe libéral. Des deux seuls candidats libéraux qui furent élus au premier tour, l'un ne serait même pas venu en ballottage sans le secours du Centre, alors que l'autre était le candidat de tous les partis bourgeois, depuis les Conservateurs jusqu'aux Alsaciens. Le libéralisme perd

de plus en plus de part et d'autre. Les antagonismes s'aiguisent et ne laissent plus place à des partis intermédiaires.

Cette expérience, le Centre la fera à son tour. Il a gagné dans ces élections une quantité de mandats et il a conservé au premier tour 85 de ses anciennes circonscriptions. Il reste le parti qui donne l'orientation au Parlement. Cela peut paraître un succès éclatant. Mais si l'on regarde de plus près, on voit vite, ici encore, le commencement de la décomposition. Il ne suffirait peut-être pas pour le faire apparaître, de la perte seule de 150.000 voix, car dans la somme de voix du Centre, il y a une oscillation habituelle de plus de 100.000. Mais ce qui accuse son ébranlement, c'est que précisément au temps des plus fortes attaques des anciens partisans de la Ligue des Paysans bavarois, comme en face du violent contre-courant polonais et social démocrate dans la Haute Silésie, il a subi en Bavière une perte de 36.000 voix, tandis que la Ligue des Paysans enregistrait un gain de 69.000 suffrages. C'est là une rude défaite, qui s'aggrave de ce fait qu'elle coïncide avec la scission des agrariens dans le Bas-Rhin et en Westphalie. Toutefois, ce qui paraît le plus étonnant, c'est la résistance opposée avec succès par le Centre aux attaques de la social-démocratie. La social-démocratie n'a enlevé aucun mandat au Centre; il en a, au contraire, gagné trois contre elle, en comparaison avec 1893, grâce au secours des autres partis bourgeois. De plus, ce sont précisément les cercles industriels catholiques qui ont donné au Centre un accroissement considérable de voix, (dans les 4 circonscriptions du pays de la Ruhr, il est passé de 67.300 en 1893, 65.300 en 1890 à 99.200, tandis que la social-démocratie n'est montée seulement que de 48.740 en 1893, 25.300 en 1890, à 54.500)

Les petits groupes particularistes et nationaux (Polonais, Welfes, Alsaciens, etc.) subissent des pertes continuelles. Si dans le duché de Brunswick, les Welfes ont obtenu un nombre de voix considérable, c'est seulement en retour des bienfaits de l'administration prussienne. De même le mouvement lithuanien doit être considéré comme une protestation populaire contre la domination tyrannique des Junkers, chauvinistes encore depuis la fondation de l'Empire. Du reste, on finit par s'accoutumer aux conditions existantes et c'est sur ce terrain qu'on cherche à collaborer, en abandonnant les inutiles protestations inspirées du passé. C'est ainsi que le Centre devenu gouvernemental réussit à faire son entrée dans les circonscriptions catholiques polonaises et alsaciennes. Comme les écrevisses d'un cadavre en décomposition, le parti antisémite vit socialement de la ruine de la petite bourgeoisie individualiste et politiquement des mixtures réactionnaires. Il a eu, pareillement aux purs agrariens de la Ligue agraire, un accroissement de voix dans diverses circonscriptions rurales. Mais dans ses places fortes, le royaume de Saxe et les Deux Hesse, où l'on considère son agitation comme la mesure réelle de toute son action politique et économique, il a, malgré l'appui du Kartel Saxon, perdu un grand nombre de voix et de mandats.

C'est au cri de « Ton temps est fini! A nous la place! », qu'au jour de la venue au monde, à Erfurt, en 1896, du parti national-social, le professeur Sohm avait interpellé la social-démocratie. Ce romantique théologiste-juriste, qui a dit tant de vérités amères à ses amis les Conservateurs, s'est montré ici mauvais prophète. Il n'y a pas une circonscription où, en dépit de leur agitation fébrile, les Nationaux-sociaux aient réussi à venir en ballottage. Et quant à ce qu'ils pouvaient avoir d'importance politique propre, ils l'ont enterré, au second tour, par le zèle avec lequel ils soutinrent le Kartel conservateur, mettant en place de leur visage « social » un visage « national », et jetant partout dans la balance, en faveur ou d'un réactionnaire ou d'un

libéral, leurs faibles forces contre la social-démocratie. Juxtaposition de membres épars des divers partis bourgeois, quelque peu cultivés mais singulièrement confus, dans le genre de M. von Egidy, tel est ce parti : il ne saurait prétendre à davantage.

En somme, très satisfaisant est le caractère qu'a revêtu le résultat des élections. Les vieux partis battent en retraite, menacés dans leurs propres retranchements par la ronflante démagogie petite-bourgeoise et réactionnaire, tandis que, continuellement, progresse l'idée de la refonte de notre ordre politique et social, que représente la social-démocratie, qui, cette fois, plus que dans les élections des dix dernières années, a, dans divers pays, mis au premier plan les questions fondamentales. En 1887, il ne s'agissait que du militarisme; de même en 1893. En 1890, c'était la lutte contre Bismark. Cette fois, pas de plate-forme électorale : on était heureusement en obligation et en état de développer positivement notre programme, débarrassé enfin du cliquetis des grands mots révolutionnaires. D'ailleurs, si l'on prend cette expression « révolutionnaire » dans son sens habituel d'actes de violences et de rupture de la légalité, alors la Révolution est en route. Ce n'est pas autre chose qu'une révolution conduite par les Junkers contre le droit électoral constitutionnel — c'est-à-dire une révolution au sens le plus brutal du mot — que la façon dont les élections ont été menées dans les pays bénis de l'est de l'Elbe, de la Prusse orientale, de la Posnanie, de la Silésie, etc... De cela, on aura à parler sérieusement au Reichstag. Au reste, cette manière éhontée de fausser les élections — rappelant la pression exercée par les potentats de l'industrie dans le pays de la Ruhr, dans le district de la Saar, etc. — amènera, plutôt que ces messieurs ne le peuvent croire, le peuple politiquement attardé et opprimé, à distinguer le vrai caractère de cette société et le sens social de ses représentants. Ce n'est pas parmi les « masses excitées » des arrondissements social-démocrates, mais dans quelques districts de mineurs qui ont des représentants fidèles au roi et au capital, qu'on peut entendre proférer bien des menaces sanglantes et bien des malédictions, de la part de gens qui n'osent même pas tenir dans leurs mains les feuilles électorales de la social-démocratie. Sur ce terrain obscur l'éducation socialiste répandra aussi des connaissances purifiées. Que ces seigneurs du knout et de l'épée ne s'imaginent pas qu'ils sont capables de quelque chose, en en appelant aux masses attardées pour quelque coup d'Etat. Le résultat nous dira si c'est contre les révolutionnaires exécrés — ou contre d'autres — que se retourneront les fourches et les gourdins.

L'augmentation est grande des voix socialistes dans certaines circonscriptions. Dans la Haute-Silésie, elles passent de 4.969 à 25.485 et dans les circonscriptions purement industrielles, elles s'élèvent jusqu'à 30 fois plus. Mais, comme le prouve l'expérience du pays de la Saar (environ 17.800 voix en 1890, et seulement 2.300 en 1893), on ne doit pas regarder ces conquêtes comme définitives; il faudra beaucoup de temps encore pour y asseoir une situation ferme. Déjà, contre des centaines de pauvres mineurs, les persécutions ont commencé. Déjà, les autorités civiles et cléricales, unies au capital sacré, cherchent à surpasser encore leurs précédents exploits, dans le sauvetage, par eux entrepris, du peuple égaré par les révolutionnaires. Dans les circonscriptions de la Prusse orientale, le chiffre de nos voix est monté de 12,400 à 31.000. Le Wurtemberg, le duché de Bade, la Hesse, le Mecklenburg-Schwerin signalent sur 1893 une augmentation de 30 à 50 0/0. Dans le royaume de Saxe, avec 300.000 voix, nous avons frôlé presque la majorité des suffrages exprimés, et, sans les procédés électoraux usités dans ce pays par les partis capitalistes et leurs organes officiels, ce chiffre aurait été dépassé. Dans la

province de Saxe, dans la Thüringe, le Anhalt et le Brünswick, au cœur même de l'Allemagne, où la grosse industrie et l'industrie à domicile ont tout envahi, où presque partout aussi l'agriculture est exploitée capitalistiquement, le nombre des mandats que nous avons gagnés est de 23 sur 60, et la différence des voix au deuxième tour a souvent été si faible, qu'une nouvelle consultation électorale équivaudrait pour nous à une augmentation de mandats presque certaine. Dans ces régions, les forces de la social-démocratie sont si également distribuées, la peur qu'on avait d'elle, dans les circonscriptions électorales aux mains des autres partis oppositionnels, est à ce point disparue, qu'elle y dispose déjà d'un nombre de mandats répondant exactement au nombre de ses voix. Pareil phénomène se produira aussi dans les autres circonscriptions : et, si le suffrage universel conservait sa forme actuelle, on pourrait très bien compter qu'à la troisième consultation électorale à venir la révolution serait un fait accompli, après lequel le nombre de nos mandats montera en rapport du nombre de nos voix et dans la suite même plus fortement encore. C'est une considération de nature à rendre les partis dominants favorables au système de la proportionnalité, en place du système actuel des « majorités », qu'ils défendent avec une brutalité immodérée de privilégiés.

Dans d'autres parties du pays, il n'y a seulement à noter qu'un léger accroissement de voix depuis 1893, et en partie même une diminution. Dans le royaume de Saxe nous avons gagné dans 15 circonscriptions environ 34.000 voix dont 23.500 dans 10 arrondissements de la Saxe orientale et nous avons perdu dans 8 autres circonscriptions 4.800 voix. En opposition au brillant succès qu'on a remporté dans la Haute-Silésie, succès dû d'ailleurs à des causes momentanées et locales (les prohibitions douanières portées dans l'intérêt des gros agrariens spéculant sur la viande), nous constatons des pertes de voix dans 4 arrondissements paysans, de même que dans chacune des 4 circonscriptions rurales du Würtemberg et du Sleswig-Holstein. Nous avons déjà signalé la stagnation dans le pays de la Ruhr, ainsi que dans le Bas-Rhin où on a eu, dans les 5 circonscriptions principales, 38.000 voix contre 30.600 et 27.200 aux élections précédentes. Ce qu'il y a de plus frappant, c'est la stagnation à Berlin, où 2 circonscriptions gagnées en 1893 n'ont pas pu être gardées, où notre nombre de voix a crû d'environ 151.000 dans l'année 1893 (126.300 en 1890) sur 155.400, et où les 4 premières circonscriptions ont à noter une diminution et les 5e et 6e seulement un accroissement. Le nombre des adversaires est descendu d'environ 107.900 à 105.800 pendant que le nombre des électeurs est monté de 373.900 à 397.200. Le *Vorwärtz* a cherché à en tirer la preuve, surtout en ce qui concerne la diminution des voix de nos adversaires, d'un succès relatif (en tout à Berlin 59,5 0/0 des voix exprimées contre 56 0/0 en 1893), même dans les circonscriptions où il y a à noter un affaiblissement des voix. Il a cherché à expliquer cette stagnation, à Berlin surtout, en mettant en avant le délogement des ouvriers et leur refoulement dans les faubourgs. Mais un compagnon a montré, à l'encontre des dires du *Vorwärtz*, que c'est un essai d'explication faux et que c'est en relation du nombre des électeurs qu'il faut, en général, établir une diminution. Or, si l'on prend ensemble, pour laisser de côté la question des émigrations intérieures, les circonscriptions de faubourgs Nieder-Barnim et Teltow-Charlottenburg et Berlin, comme cela correspond au caractère à peu près égal de sa population, on a, pour les 8 circonscriptions, les chiffres précis suivants :

	1893		1898	
	—		—	
Electeurs...........	507.000		589.000	
Suffrages exprimés..	360.400	71,1 0[0 des électeurs.	396.400	67,3 0[0 des électeurs.
Social-démocrates...	199.400		220.400	
P. cent des voix.....	55,15		55,6	
P. cent des électeurs.	39,3		37,4	
Adversaires.........	161.000		176.000	
P. cent des voix	44,85		44,4	
P. cent des électeurs	31,8		29,9	

D'après cela, le nombre absolu des voix social-démocrates s'est accru de 210.000, ce qui, en comparaison avec les votes exprimés, n'est qu'une très faible augmentation, si l'on considère surtout que le nombre des électeurs n'a pas beaucoup diminué. De plus, ce fait que le chiffre des voix de nos adversaires, malgré un accroissement absolu de 15.000, n'est relativement qu'à peine plus plus fort que le nôtre, ne peut pas nous cacher la stagnation du mouvement berlinois.

Dans la Haute-Bavière également, il y a un abaissement du nombre de voix à signaler. L'agitation rurale de Vollmar — que quelque critique en prenne note ! — ne pouvant s'appuyer sur aucun programme agraire, n'a jusqu'ici profité qu'à la Ligue des Paysans. Notre nombre de voix dans la Bavière a été dépassé de 3.000. L'accroissement de 12.000 (137.000 contre 125.000 en 1893) vient des régions industrielles de la Franconie moyenne et du Palatinat. De même je voudrais faire toutes mes réserves, jusqu'à plus ample informé, sur l'opinion exprimée dans l'*Egalité* par notre camarade Clara Zetkin et,d'après laquelle,dans les 2.000 voix d'accroissement en Würtemberg, il faudrait compter un nombre considérable de voix paysannes (elle parle d'une agitation suivie de succès parmi les petits paysans). Mais un examen postérieur et plus exact des diverses parties des circonscriptions qui ont à noter une augmentation de voix rurales, comme dans la Haute-Hesse, montre qu'ici encore ce sont surtout des voix ouvrières qui viennent nous accroître. L'extraordinaire montée du nombre de nos voix dans la Prusse orientale, le Mecklembourg, semblable à celle qui s'est produite il y a cinq ans dans la Poméranie Antérieure et quelques parties du Brandebourg et de la province de Saxe, ne contredit en rien à nos affirmations. Là éclate le contraste entre l'ouvrier privé de toute propriété et le patron capitaliste, plus fortement encore que dans beaucoup d'industries, en tout cas sous un rapport social plus exact que dans les moyennes et petites entreprises. Là, soit que les habitants aient un degré de culture inférieure, soit que les hobereaux — ce qui devient toujours plus rare — leur imposent une brutale dépendance patriarcale, qui va d'accord avec la privation des droits politiques des ouvriers agricoles, il est peut-être possible de ralentir ou de rendre plus difficile la pénétration du mouvement prolétarien. Mais de l'empêcher, jamais ! D'ailleurs cette pénétration est activée non seulement par les émigrations ouvrières — travailleurs du bâtiment, ouvriers de Silésie ou de Pologne venant chercher du travail en Saxe — mais encore par le service militaire, qui met en contact les travailleurs des champs avec les aspects et les exigences de la vie moderne. Mais plus que tout, le facteur important ici, c'est l'indépendance peu à peu grandissante des ouvriers de la terre, résultant du manque de bras et rendant inefficace le vieux système d'intimidation patronale — le patron dépendant souvent plus de l'ouvrier que celui-ci de lui.

Il en est autrement avec la population petite paysanne. Au milieu de régions entièrement conquises à la social-démocratie, habitées par une population en partie déjà ouvrière, et de plus en constante communication et en permanentes relations d'affaires avec la ville, les villages petits paysans forment le mur d'appui du système dominant, que peut à peine ébranler la plus vive agitation. Cela est dû moins à la religion — car les ouvriers catholiques aussi accroissent peu à peu nos rangs dans des proportions toujours plus fortes — qu'à la peur insensée des « partageux » qu'ont les petits domaines. Mieux encore peut-être, cela s'explique par la défiance compréhensible que ces petits producteurs, qui voient le fondement même de leur existence précisément dans cette petite production, ont contre une agitation qui prend peu garde à leur situation spéciale, ou qui, lorsqu'elle bat le rappel de l'union des « petits », « du peuple travailleur de la ville et de la campagne », se montre toujours à eux, dans les questions essentielles, comme l'agitation d'un parti uniquement de consommateurs. Voilà ce qui prévient le paysan contre nous, même là où il est plutôt travailleur que possesseur. Et celui-là risquerait fort de se tromper qui compterait sur une prolétarisation prochaine de cette masse paysanne, qui se compte encore par millions et qui forme la grande majorité de la population dans de nombreuses régions du centre, du sud et de l'ouest de l'Allemagne. Il nous faut donc renoncer à la grosse quantité des voix rurales — quelques-unes se détachent sans doute vers nous, mais ce ne sont toujours depuis quelques années que des voix isolées — et nous n'avons qu'à nous en remettre à l'industrialisation croissante qui, avec le temps, nous fera d'elle-même obtenir la majorité. Mais c'est là une solution qui ne nous libère pas de ce problème de la question agraire. A moins que, sans nous bercer d'illusions, que l'expérience se charge de détruire d'ailleurs, nous nous décidions à compter avec l'existence d'une masse petite paysanne, capable de vivre, et de vivre très énergiquement, c'est-à-dire d'une masse qui s'accroche à l'indépendance économique.

Et dans ce cas, il ne nous reste qu'à chercher les moyens capables d'élever la situation des paysans et de les gagner à nous. Il s'agit de leur montrer l'union de leurs intérêts avec les nôtres, avec ceux de la classe ouvrière ; d'activer le développement de l'esprit d'association qui est déjà assez fort chez eux ; de les libérer de leurs dettes et d'améliorer la technique des moyens d'exploitation ; de les délivrer du joug de ceux-ci, comme la classe ouvrière opprimée veut se soustraire à l'exploitation du capital : et leur donner, dans l'intérêt général, la possibilité d'une production rationnelle dans un degré de perfectionnement technique très avancé.

L'élément révolutionnaire, qu'on a regretté de ne pas voir dans le programme agraire de 1895, devait s'appuyer principalement sur le contraste existant entre la propriété foncière capitaliste et la propriété petite paysanne, comme je l'ai exigé alors, et devait réclamer l'expropriation des grandes possessions. On laissait par contre de côté la question de la forme d'exploitation la plus perfectionnée, qui n'est pas encore aujourd'hui résolue, et qui, dépendant sans doute de la nature du terrain et du but de la culture, comme de l'histoire et du caractère de la population, recevra des solutions diverses. A côté de cette question, il y avait encore celle de la forme de la possession, qui en dépend et qui n'a auprès d'elle que la valeur d'une question formelle — propriété privée avec droit de l'Etat ou de la communauté de réglementation et d'imposition ? ou propriété commune avec complète liberté de disposition des cultivateurs seuls ou réunis en association à bail éternel et à loyer modéré ? — dont la résolution devait être abandonnée à la libre volonté des ayants droit. Dans l'espace de temps qui nous sépare des prochaines

élections, il est possible d'arriver dans le parti à une certaine clarté sur cette question, ce qui rendra possible l'élaboration d'un programme, à une plus grande unanimité. En attendant, le mur formé par les « poils anti-collectivistes des paysans » restera inébranlable et notre mouvement demeurera un mouvement exclusivement prolétarien, mais par là même territorialement et socialement un mouvement partiel. C'est ainsi que nous avons eu dans les 35 circonscriptions formées par les capitales encore 29,50 0/0 (1893 : 31, 1 0/0) de nos voix, en y ajoutant les arrondissements de faubourgs, ce qui ne fait pas tout à fait le quart de la population, mais ce qui équivaut à un peu moins de la moitié totale des voix. D'ailleurs, nous avons eu aux dernières élections la grosse majorité des voix dans les circonscriptions des grandes villes : 790.000 contre 605.000 à nos adversaires (1893 : encore 589.000 contre 592.000). Il n'y a que dans les villes du Rhin où domine encore le Centre.

Quelques-uns des nôtres ont présenté le résultat obtenu comme « dépassant toutes les espérances ». Il faut insister fortement sur ce fait qu'au contraire l'accroissement de nos voix a été, en général, bien inférieur à ce qu'on attendait dans maintes circonscriptions du parti. C'était là une façon d'arranger les choses qui pouvait peut-être donner une orgueilleuse confiance à nos camarades, mais à coup sûr ce n'était qu'une fausse modestie dans leurs prétentions.

Bien que la social-démocratie ait le droit et le devoir d'avoir de grandes prétentions, surtout si l'on considère le développement des dernières années: les progrès gigantesques de la grande industrie, tels que la statistique les a signalés, la marche en avant de la social-démocratie, le dernier renchérissement du pain, — et à côté de cela la politique révolutionnaire et restrictive, la faillite du Centre dans la question de la flotte, le militarisme croissant, la marche à l'absolutisme, les discours impériaux, les procès de lèse-majesté, etc., etc.. quelle abondance de matériaux, d'explosifs pour les masses! Et cependant nous n'avons eu qu'un succès relatif. Les jugements optimistes qu'on ne manque jamais de porter sur les résultats électoraux viennent en partie de la forte impression que produisent les premières nouvelles qui arrivent des circonscriptions industrielles et des grandes villes, et qui font l'opinion à l'étranger. Et puis aussi de ce fait que la presse officieuse et capitaliste se plaît à exagérer nos succès, avant les ballottages, pour réveiller la bourgeoisie philistine. Comme dernière raison, il y a enfin une forfanterie bien en usage chez nous, dont est surtout responsable le *Vorwärtz*, et qui a pour conséquence de donner, avant les élections, des espérances exagérées, et de faire ensuite les efforts les plus désespérés pour empêcher tout affaiblissement de la conscience qu'on a de la victoire. Un peu plus de connaissance de soi-même serait ici appréciable.

Au reste, même la portée de notre accroissement n'est pas à exagérer, comme pourraient le faire quelques camarades trop zélés. Une poussée en avant comme celle qui a marqué l'année 1890, bien entendu à la suite d'une agitation de beaucoup inférieure à celle qu'on mène aujourd'hui, était conditionnée par tant de causes, et surtout résultait d'une oppression à ce point intensive, qu'un tel succès n'est pas deux fois possible. Et je ne sache pas que cela soit tant à regretter. Ne voit-on pas les conséquences de ces trop glorieuses victoires électorales ? Ne voit-on pas que les plus clairs résultats en sont une exagération de nos forces dans la vaste étendue de notre parti, ainsi que des luttes intérieures pleines de haine et grosses de bouleversements ? On conviendra facilement qu'un accroissement lent, mais continu, est bien préférable à une augmentation spasmodique, à laquelle manquent

nécessairement ensuite les forces intellectuelles capables de pénétrer les masses nouvellement conquises, en même temps que fait défaut aussi une organisation solide, squelette indispensable du parti.

Là où nous parvenons enfin à renverser le mur artificiel que, contre notre marche en avant, dressent sur notre chemin l'oppression et la calomnie, tout craque alors, comme lorsque la flamme s'attaque à des brindilles de bois sec, et tous les éléments, qui, d'une façon latente, étaient prêts à venir à nous, sont instantanément entraînés dans le mouvement. Il en a été ainsi en 1893 dans le pays de la Ruhr, cette fois dans la Prusse Orientale et dans la Haute-Silésie. Si le bois sec est vite consumé, le vert offre à la flamme une tout autre résistance et ne se laisse pas si facilement dévorer. Il faut ajouter à cela qu'il est des espérances exagérées qui ne sont pas remplies, et que beaucoup d'éléments à sang trop ardent souffrent trop facilement de voir diminuer l'enthousiasme primitif — comme cela s'est produit dans le Bas-Rhin et peut-être aussi à Berlin —, mal que nos adversaires connaissent d'ailleurs autant que nous Dans les pays protestants bat son plein une oppression formidable, qui finalement ne peut que nous servir, mais qui, pour le moment, surtout à la campagne, ne manque jamais son but. Les « armes intellectuelles » n'ont pas grand effet ici, où le peuple à un niveau intellectuel supérieur à l'ordinaire, et où, au contraire, ceux qui dominent ont une éducation politique inférieure à celle des circonscriptions catholiques. Dans les pays catholiques, il y a plus encore que cette brutale oppression matérielle, qui tantôt ici amène la ruine de l'existence, qui tantôt prend la forme d'une sorte de passion d'amour chrétienne féconde en revenus, et qui toujours vient s'ajouter, par l'intermédiaire de la femme fanatisée par la religion, à un terrorisme de la vie de famille, incompréhensible pour tous ceux qui ne l'ont vu que du dehors. Il y a encore, à côté de cela, une organisation et une agitation merveilleusement comprises et d'une très grande efficacité, qui très souvent sont supérieures à notre propre action. Une grosse partie du clergé a une très grande autorité extérieure, car il sort la plupart du temps du peuple, et puis aussi parce qu'il en connaît bien la vie de tous les jours, par les visites des malades, par l'assistance des pauvres et par la confession. Il a de plus une éducation politique et sociale, et, ce qui manque si souvent à nos agitateurs, même à ceux qui sortent de la classe ouvrière, il a le don de parler au peuple, souvent sans doute avec un esprit un peu lourd, mais toujours avec succès. Ces avantages, qui ont plus de valeur pour l'Allemagne catholique de l'Ouest que pour la Bavière et pour l'Est, où le clergé est moins cultivé, vont de pair avec une agitation aveugle et sans scrupules. Le fanatisme religieux est inlassablement surexcité ; il n'est pas un mot de notre littérature ou de notre presse dont on ne s'efforce de dénaturer le sens ; et contre nous, dépouillant toute conscience, on avive les préjugés et on répand les plus insipides calomnies, — toutes choses dont l'effet se fait toujours sentir. De plus, nous sommes en présence d'une organisation soigneusement édifiée, composée d'ouvriers catholiques, d'associations de paysans, d'associations fraternelles assurant à leurs membres, tels des agneaux dociles, des faveurs nombreuses dans les conditions du travail et dans la vie commerciale. A côté de cela, les associations de bienfaisance et les services ecclésiastiques font luire des avantages d'une autre espèce. Bref, il y a là une puissance vraiment forte, qui se fortifie toujours plus, grâce à l'afflux continuel des forces ouvrières cléricalisées venues des cercles ruraux catholiques. Et pourtant elle ne s'affirme pas comme devant résister au temps. L'organisation ouvrière catholique est une concession déjà faite au mouvement ouvrier, et lentement, très lentement, mais sûrement, ses adhérents

reçoivent en eux l'esprit nouveau socialiste. Si bien que, il est des circonscriptions catholiques, où, ainsi que le reconnaît la *Kölnische Volkszeitung*, dans une correspondance attristée de Hesse, la Social-démocratie s'avance irrésistiblement. A Mayence, par exemple, le candidat du Centre n'a été élu qu'à l'aide unanime des paysans protestants de la circonscription Oppenheim, alors que la population catholique ouvrière urbaine votait en masse pour le social-démocrate. Aussi est-ce ici bien moins la question religieuse que le contraste économique, qui sépare le paysan de l'ouvrier, et fait de lui un rempart de la réaction. La question religieuse est au second plan, dans cette union des Nationaux Libéraux et du Centre. C'est pourquoi, dans l'exposé de ses principes et de son agitation, notre parti ne donne au point de vue religieux que la place qui lui est due.

S'il n'est pas possible, toutes ces conditions étant posées, d'attendre pour notre parti une augmentation énorme de voix, du moins le résultat en gros — en détail, il serait un peu différent — est satisfaisant assez pour nous promettre un avenir gros d'espérances.

Toutefois, on n'estime pas suffisamment, dans des cercles quelque peu étendus, le suffrage universel à sa juste importance. En tant que représentant de l'orthodoxie anarchiste, M. Weider, qui déjà commence a être jugé du point de vue critique dans son propre camp, pouvait bien écrire, il y a quelque temps, dans les *Sozialistische Monatshefte* (1898, n° 6), qu'une suppression du droit de suffrage conduirait les ouvriers allemands sur son propre chemin. Il est évident que s'ils n'avaient plus le droit électoral, les ouvriers ne voteraient plus ! Mais il y aurait seulement un autre mot d'ordre donné dans la lutte : Reprise du droit de suffrage volé ! Et une reprise du droit électoral entrainerait la discussion des questions autrement importantes que celle qui nous occupe, fruit de la politique de fer bismarckienne, telles que la question de la monarchie et d'autres du même genre. Et de ce point de vue, on désirerait même alors des attentats contre le suffrage universel.

D'ailleurs, il n'y a pas à attendre du Reichstag actuel une atteinte portée à ce droit. Les tenants de la « politique d'alliance » voudraient bien, à la vérité, en finir avec ce symbole exécré de la souveraineté populaire, dont la classe ouvrière reconnaît de plus en plus l'importance. L'insuccès de leur rapacité d'oiseau de proie a été misérable à ce point, qu'ils n'ont même pas pu grouper sous leur drapeau le tiers du nombre total des voix, malgré toute la pression des potentats politiques et sociaux ! Mais le centre doit compter avec les masses prolétariennes et petites bourgeoises sur lesquelles il s'appuie, et qui, aux époques de Kulturkampf ont toujours des tendances démocratiques et oppositionnelles. A ses aspirations du passé, le centre a pu dire adieu ; il ne peut pas demander l'abolition du droit électoral après une lutte électorale menée sur cette plateforme : Protection du droit de suffrage ! Mais il pourrait bien du moins pencher vers une restriction de ce droit, et de ce côté là du moins, nous ne sommes pas protégés contre une amputation des droits du peuple.

Le Centre pourra encore être gagné sur d'autres points, et consentir à une aggravation — dans l'intérêt des agrariens — de notre législation douanière, ainsi que satisfaire aux exigences militaires et maritimes du Gouvernement. Qu'on ajoute à cela qu'il a modifié ses revendications sociales et ses aspirations réformatrices d'autrefois, dans « l'esprit politique » de Hertling et Cie, et qu'il ne manquera de prendre parti pour toute restriction de la liberté sociale et intellectuelle, selon le sens de ses projets de rénovation de 1895.

Qu'on songe d'autre part que le Centre fait la majorité, avec les conservateurs des deux fractions, avec les Antisémites et les Polonais, et l'on peut s'attendre à de lourdes mesures réactionnaires prises sur le terrain économique et politique, que ne contrebalanceront pas quelques mesures réformatrices insignifiantes, ou même douteuses. Le temps est passé des grandes luttes parlementaires. Contre la social-démocratie ne se dresse plus d'opposition vraiment sérieuse. Le petit nombre de voix de la fraction libérale ne s'élèvera pas : elle a peu d'électeurs, et elle perd toujours plus de son importance, par la tristesse des moyens auxquels elle doit une victoire, qu'elle n'a remportée que grâce aux secours de la réaction. Quant aux autres partis bourgeois, ils courent tous après les faveurs gouvernementales, en quête des morceaux les plus gras que les classes et les cliques qu'ils représentent peuvent pêcher dans la marmite politique. C'est ainsi que les négociations politiques ont lieu dans les Chambres des ministres ou à la table de la Cour, et que le parlementarisme devient la risée des enfants, comme cela existe depuis longtemps en Bavière, où sont aux prises les deux « grands » partis gouvernementaux concurrents.

Pour nous, cela importe peu. Cela prouve simplement la décomposition continue des partis adverses. Le Parlement restera simplement à l'avenir ce qu'il est aujourd'hui : une défense contre toute mesure extérieure de l'oppression populaire et de l'absolutisme, — au demeurant un lieu d'agitation très efficace pour les masses. Si, à chaque coup porté par la réaction on riposte par un contre-coup révolutionnaire, se traduisant sous l'espèce de projets de réformes fondamentales mais immédiatement réalisables; si sans tergiversations et sans souci des usages parlementaires, on emploie la tribune du Parlement « pour dire ce qui est », sans tenir compte des questions de personne ; si nos députés prennent conscience du formidable travail historique qui leur est dévolu en tant que messagers du plus grand mouvement de civilisation et de liberté qu'ait connu l'histoire ; alors vraiment l'action parlementaire deviendra une source de forces intarissables, un réservoir jamais épuisé où le parti tout entier trouvera les matériaux nécessaires à son labeur, dans sa noble et grande lutte pour l'émancipation humaine.

Mais y a là tant de « si » !

J'ai le sentiment — et les précédentes explications prouvent à quel point je tiens en estime l'action parlementaire, même sous des conditions si défavorables, et je sais d'ailleurs quelle somme de dévouement et d'expérience est dépensée pour ce travail — qu'il est nécessaire d'exercer sur nous et sur le parti un très sévère contrôle. Il y a un péril très grave à s'imaginer que, sous de telles conditions, il n'y a pas de chance de succès possible : ou bien l'on tombe dans un radicalisme infertile, négatif, rempli de tirades vides — ce péril d'ailleurs n'existe pas aujourd'hui —, ou bien l'on s'accoutume à prévoir toujours l'insuccès de ses efforts, à se contenter des protestations purement formelles, et à prendre au sérieux le parlementarisme, qui n'est jusqu'ici qu'une farce. Et ce péril, c'est-à-dire l'aplatissement et l'affaissement du mouvement, est un péril réel.

Un parti comme le nôtre peut, sur le terrain parlementaire, tel qu'il existe chez nous, prétendre à deux sortes de succès. Ou bien des succès extérieurs, lorsqu'il forme, entre des partis égaux et opposés, le fléau de la balance; de cela, il n'est guère plus question aujourd'hui, et il n'en sera probablement plus jamais question, parce que la vieille expression « d'une seule masse réactionnaire » devient de plus en plus pour les partis dominants une réalité vivante. Ou bien notre parti peut s'attaquer à cette petite portion de la société qui détient les sièges du Parlement, grâce à une exploitation habile de

son pouvoir étatique et social. Il peut se dresser, en face d'un système électoral brutal et menteur, qui exclut de l'urne les trois cinquièmes du peuple majeur et travailleur, et se poser comme le représentant des véritables titulaires dépouillés par ruse et par force de leur droit et de leur pouvoir.

La social-démocratie,qui ne possède à peine qu'un septième des sièges parlementaires, représente plus du quart des électeurs allemands, et elle a pour elle, en fait, la majorité du peuple. Voilà le terrain de notre droit, que nous devons opposer au droit qui est sur le papier et qu'appuient les bayonnettes dissimulées derrière les documents menteurs et corrupteurs. Et c'est là un terrain qu'il ne nous faut pas perdre.

Mais pour cela, il faut que le rapport le plus intime existe entre nous et les forces vivantes de la vie populaire. Et c'est ce qui manque trop souvent aujourd'hui. La stagnation, à Berlin, n'est pas un accident fortuit et unique. Sans doute, elle est due en partie aux vices de notre organisation, que nous devons encore énergiquement élargir et réformer davantage. Mais la cause principale en est justement dans cette absence de relations profondes entre la direction politique et la force motrice populaire. Et ces rapports, et la vie qui en découle, feront défaut tant que notre organe central, qui parfois comme collection de matériaux est excellent, exclura les discussions les plus importantes sur les questions syndicales, sur les questions de tactiques, etc., tant qu'il se regardera comme un journal officiel, dont l'unique mission consiste à dispenser au troupeau fidèle de nos compagnons, comme on offre un plat exquis, ses sentences *ex cathedra*. Encore une fois, un tel encroûtement est seulement le signe de la stagnation de la vie politique, dont la littérature doit être la forme et l'expression. Et c'est parce qu'il lui manque la nourriture appropriée que la vie politique a si lents les battements de son pouls. La politique n'est que la mise en action formelle des forces sociales. Une concentration sur le terrain politique de toutes les activités sociales réunies n'est seulement possible que dans un moment de crise, qui promet une solution rapide, ou bien sous l'influence d'une illusion qui fait espérer une victoire prochaine. Ce sommet élevé paraît reculé dans le lointain, et le développement antérieur nous promet seulement, pour dans vingt ans, la majorité,—pas plutôt. Le pied du voyageur s'arrête, car il s'est tant de fois trompé, car il a si souvent erré dans le voisinage des « buts derniers », « dont tout assistant ici, disait Bebel à Erfurt en 1891, doit voir encore la réalisation ».Non ! nous allons simplement comme des voyageurs tranquilles, qui savent de quelle durée doit être la marche, et nous apprenons à estimer les petits succès, et par cela même à ne rien attendre que de nos efforts.

Un succès comme celui de 1890 ne s'improvise pas. Aussi bien la force de l'agitation et la puissance de l'enthousiasme sont les effets et les symptômes de changements sociaux et intellectuels qui ont des causes plus profondes. Mais, sous toutes ces conditions, la volonté et l'intelligence peuvent beaucoup. L'histoire est faite par les hommes, et ce qui est encore le plus sûr garant du succès, c'est précisément la connaissance critique des conditions mêmes du développement. « Porter les moments de la lutte politique à leur maximum d'acuité », ainsi que le recommande la « Sächsische Arbeiter-Zeilung », cela peut conduire peut-être à des succès momentanés, mais il en résulte toujours comme contre-coup des réactions, et des diminutions. Un travail efficace ne peut pas avoir pour base une exagération des forces dont on dispose. Il suppose, au contraire, une tension extrême de l'esprit et une constante investigation.

Il ne faut pas compter renverser la société actuelle par une victoire prochaine. (« Nous balaierons la racaille, quand viendra l'occasion », disait une

fois, il y a dix ans, dans le *Sozialdemokrat* de Zurich, Bernstein, qui depuis, après une parole aussi exagérée, a appris le chemin de la réaction.) C'est pourquoi nous ne devons pas chercher à nous y faire une place commode, ni oublier à quel péril nous exposerait un parlementarisme, un mouvement syndical et coopératif, qui ne seraient pas inspirés de nos idées. De même, pour une action municipale qui s'embourberait dans les détails. Notre effort constant doit tendre plus haut : il doit consister à nous rapprocher pas à pas, et en nous servant de tous ces moyens, de ce but final auquel nous aspirons : la réunion de toutes les forces politiques dans le peuple, de toutes les forces sociales dans les mains des travailleurs. Ce chemin est celui du travail social pratique, ainsi que celui de la discussion théorique approfondie. Politique municipale, syndicats, coopératives de consommation, et avec cela de la discipline dans la liberté, ce qui n'exclut aucune opinion sur le terrain commun, et ce qui tend à réaliser déjà, dès maintenant, dans la vie du parti, le but qu'atteindra une société socialiste vraiment libre, qui sera loin d'être un régime collectiviste bureaucratique ! Un travail social et intellectuel, combinant et mettant en activité toutes les aspirations vers la délivrance que contient la lutte politique et parlementaire, — telle doit être la devise du mouvement ouvrier. Et alors, dans ce sens, tout succès signifie un pas sûr fait vers la victoire, et tout insuccès est une raison pour examiner plus attentivement notre action, et préparer des triomphes nouveaux et durables.

Nous avons un travail difficile : agir socialement à l'intérieur de la société actuelle, sans pactiser politiquement avec sa forme d'oppression, — qui n'est pas arrivée à complet développement et qui se rabougrit, — avec un Etat pseudo-parlementaire et plus qu'à moitié absolu. C'est pourquoi nous devons inlassablement poursuivre l'organisation de la classe ouvrière, germe et masse de notre armée, sur le terrain politique et social. Et nous devons aussi chercher la formule qui permet sans porter atteinte au progrès technique et social, de tenir compte, au besoin, des éléments populaires qui ne sont pas encore prolétarisés et qui ne le seront peut-être jamais dans aucun avenir. Le problème est difficile, non insoluble. Et si nous nous gardons surtout d'un dogmatisme déplacé, d'un amoindrissement de nos libres forces intellectuelles, des exagérations de nos succès extérieurs, souvent apparents seulement, de tout mépris des facteurs lents et invisibles, mais profondément efficaces et durables, qui préparent le travail de lutte et de rénovation sociales, si nous faisons cela, alors jamais ne peut nous manquer ni force, ni perspicacité, pour notre action concentrée. Les conceptions ont encore de l'influence. Mais la masse commence à y voir clair. Et bientôt la révision des bases théoriques et pratiques de notre action, de notre programme, ne pourra plus être pour longtemps différés.

Elle brûle encore, la flamme ancienne qui éclaira et échauffa tant de milliers de nos compagnons, aux heures douloureuses des persécutions. Quel parti pourrait citer de si éclatants témoignages de dévouement, que ceux donnés par le vieil Audorf, qui, mourant, s'est traîné chancelant à l'urne, ou par notre compagnon Martikke, qui, de la tribune, est tombé dans son lit de mort, ou encore par ce compagnon de Solingue, qui, pour la gloire de notre parti, a transporté jusqu'au vote un vieillard boiteux et un autre aveugle ? Et il y en a encore des milliers et des milliers qui, à travers toutes les souffrances et tous les périls, sont prêts au libre sacrifice, à celui qui ne procure pas de récompense. Voilà des éléments, comme aucun général n'en a jamais eu de pareils sous la main ! La postérité en témoignera : nulle force n'est en vain dissipée, tout est dirigé vers la victoire, vers un travail longuement préparé, fécond en résultats et nourri de grandes aspirations.

(*Traduit de l'allemand* par HUBERT LAGARDELLE.) SIMON KATZENSTEIN.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Nos Alpins, par Tézier et Henri Second. — *Niels Lyhne*, par J. P. Jacobsen. — *L'amour par principes*, par Pierre Valdague. — *Chair*, par Eugène Montfort. — *Exposé du naturisme*, par Maurice Leblond. — *Le Conte de l'Or et du Silence*, par Gustave Kahn.

« M. Horace Vernet est un militaire qui fait de la peinture. Je hais cet art improvisé au roulement du tambour, ces toiles badigeonnées au galop, cette peinture fabriquée à coup de pistolet, comme je hais l'armée, la force armée, et tout ce qui traîne des armes bruyantes dans un lieu pacifique. » Charles Baudelaire, l'auteur de l'admirable phrase que nous venons de citer, prouvait en outre la sombre imbécillité des écrivains atteints de chauvinisme par telle anecdote : au bas d'une estampe figurant la conclusion d'un traité de paix, le texte louait l'artiste d'avoir su exprimer la force morale des Français par l'énergie des muscles et chez les autres la lâcheté et la faiblesse par une rondeur de formes toute féminine ! Nous pensions que d'aussi parfaits témoignages d'aberration n'étaient constatables chez nos compatriotes que depuis la guerre de 1870 ; Baudelaire nous montre que certains de nos aïeux méritaient déjà la douche bienfaisante, en attendant le royaume des cieux.

Le Journalisme contemporain foisonne d'exemples aussi tristement amusants, mais prendre la peine de les ramasser en cet endroit serait accorder une dérisoire importance à leurs auteurs. Citons simplement cette note de M. Gustave Merlet dans ses extraits classiques des *Grands écrivains du* XVI*e siècle* : « Epier vient du haut allemand Speken. Le mot *espion* devait être nécessairement germanique. » Toute l'étroitesse d'idées, toute la rage de vaincus ne pouvant accepter leur défaite suppurent de lignes semblables, choisies à dessein par nous dans un livre écrit pour l'instruction de nos fils. Bien mieux, une littérature existe pour la glorification du meurtre; des poëtes jettent de la poudre d'or sur les flaques de sang et exaltent sous les euphémismes de « moissonneurs de lauriers » et de « chasseurs de gloires » les professionnels du métier militaire. Pourtant une observation est à faire : pres-

que tous les chants qu'inspira l'amour de l'armée sont d'une indiscutable médiocrité et bons tout au plus à être récités sur des scènes de province par des garçonnets en culotte de gymnaste. N'est-ce pas le signe le plus probant de la décadence du peuple français qu'il ait accepté comme barde de son deuil le grotesque Don Quichotte qui fit les *Chants du soldat*?

Le clairon est un vieux brave,
Et lorsque la lutte est *grave*,
C'est un rude compagnon.....

De tels vers réveillent les instincts meurtriers de ronds-de-cuir. Les heures tragiques des patries violées firent pousser des rugissements au poète de *La Légende des siècles* et à Leconte de Lisle. M. Paul Déroulède poussa des braiements prolongés, et ce fut vers l'âne l'inévitable acclamation des multitudes. Il eut l'honneur de donner au public le goût des vers ! Par lui des électeurs, incapables de s'intéresser à la poésie, crurent s'apprivoiser avec elle en se délectant aux belliqueux accents de son mirliton. Cela se mariait fort bien avec les images d'Epinal crûment coloriées où des obus éclatent en éclaboussures de carmin, avec les suppléments de petits journaux où les deux geignardes femelles en vêtements noirs attendent toujours de nouvelles fessées. M. Paul Déroulède continue toujours à faire l'homme de bronze devant les foules plauditeuses, figé dans les gestes héroïques rappelant les beaux jours où, ordonnance d'un général falot, il ramassait le crottin de son cheval noir. Ces gestes ne sont pas seulement risibles malheureusement, car c'est par eux que les masses s'encouragent à siffler Wagner, à s'agenouiller devant les galons, à faire montre envers les étrangers d'une grossiéreté jusqu'alors inconnue aux pays d'Europe.

Parler des écrivains patriotiques serait trop long ; ce sujet exige de longs développements que nous nous promettons d'exposer lorsque le hasard d'une œuvre chauvine nous le permettra. Mais il existe une presse et des livres militaristes, ce qui est plus grave. L'outrecuidance des chefs de l'armée, dans tous les pays, est née de cette littérature — toujours l'histoire des gens à qui on laisse prendre trop d'initiative dans une maison. En quoi l'homme qui déserte la vie avec ses luttes plus cruelles souvent que des batailles, l'homme qui, plutôt que d'être un libre citoyen, préfère être l'exécuteur passif de tous les gouvernements, est-il digne de susciter les dithyrambes ? Ne suffit-il pas de lui donner une médaille lorsqu'il a des durillons au derrière ainsi que l'on récompense les serves qui se rancirent au service d'un maître unique ? Des lyres ne s'accordent point pour la célébration des valets de chambre. Et pourtant ?

Les mercenaires jadis ne s'illusionnaient point sur leur domesticité ; ceux d'aujourd'hui affectent de mépriser les « pékins » qui leur donnent leurs gages. On s'expose aux révoltes de l'office quand on met trop de rubans sur les habits des torche-marmites. La Patrie dont ils parlent avec d'emphatiques démonstrations d'amour, n'est grandie que par le génie de ses penseurs et de ses savants. Cet amour fort compréhensible ne doit point suggérer d'attendrissements, car la patrie — à eux seuls — met de l'or sur les manches et dans le porte-monnaie. On leur fait gloire d'en être les « serviteurs ». Que cela leur suffise.

Un livre écrit pour la solennisation des actes de caserne, rencontré parmi ceux qui, chaque mois, réclament notre jugement, nous semble le clairon qui, dans la tendresse pleine de songes de certains soirs nous rappelle brutalement l'esclavage et l'incurable crétinisme des hommes. *Nos Alpins* (1), tel est le titre d'un

(1) Album in 4° de 104 p. Librairie Dauphinoise. Grenoble 1898.

album dû à la complicité de MM. Tézier et Henri Second. Une charogne poussée du pied par quelque savant lui est une cause de copieuses dissertations zoologiques ; nous excusons par ce parallèle les très longues réflexions auxquelles nous poussèrent la langue baveuse et le crayon folâtre des deux auteurs. Les gens qui ont vu ce grand cahier écrit et illustré avec la stupidité idoine aux œuvres d'art militaire s'étonneront de notre condescendance à en citer même le titre ; mais il était nécessaire selon nous — afin que la sottise d'enfants ne s'aggrave en le lisant — de le déchirer en lambeaux avant de le jeter dans la boite aux ordures.

Le roman étranger nous offre la séduction d'images curieuses et de détails ethniques qui étonnent souvent. Surtout lorsque, comme dans *Niels Lyhne* (1) du grand romancier danois Jacobsen les traducteurs se sont ingéniés à en respecter l'âme en lui laissant d'indigènes tournures de phrase et de savoureuses expressions de terroir. C'est une très émouvante histoire où est exposée une fois de plus la rivalité de l'intelligence et de la foi, où des caractères s'opposent avec une admirable acuité de rendu. Certains personnages, comme celui de la femme se plaignant d'être trop la courtisane de son mari, nous fournissent des notes intéressantes sur des états d'âmes particuliers au pays. Trop de métaphores peut-être encombrent le style. Jadis, avant l'arrivée des naturalistes, le français n'aimait pas les ouvrages étrangers, trouvés le plus souvent trop dépourvus d'inventions romanesques; Dickens par exemple, pour citer un des majeurs, était peu goûté. Nous étions tellement habitués aux anecdotes, aux intrigues grossière, aux travaux hérakléens de mousquetaires que la vérité nous touchait peu. En réalité, malgré les chefs-d'œuvre de Flaubert et de Zola, elle n'est point encore appréciée de tous. C'est pourquoi des écrivains contaminent encore les lettres françaises de romans sans observation.. *L'Amour par Principes* (2) de M. Pierre Valdague, est de ce genre ; toutes les pages en sont cantharidées pour bourgeois rétifs. Ce sont les cuisiniers de telles sauces pimentées qui ostentent le plus beau dédain pour les mélodramatiques produits de M. Xavier de Montépin. Ce monsieur à particule fait pourtant un métier plus propre. Il est la coqueluche des repasseuses, soit ! Ses héros animent les conversations de gîtes populeux les jours où des querelles de palier n'ont pas lieu; mais, tout en poussant à tort au respect du policier, il contente la soif de justice de la masse en faisant pincer les malfaiteurs au dernier acte de ses tragédies. M. Xavier de Montépin donne le prix Montyon à la vertu ; dans son œuvre, d'une invraisemblance sans bornes, les assassins sont arrêtés ! la femme qui a « eu des malheurs » trouve un père à son enfant dans un jeune homme de bonne famille aimant l'ouvrage tout fait ; et la comtesse, l'arrogante comtesse du début, qui faisait sa fière, mèdème la comtesse, en est réduite au lit d'hôpital ou au tricotage de bas rouges dans un asile. Ce feuilletoniste est le Saint-Pierre des classes pauvres, il leur ouvre avec des clefs grossières les portes du Paradis.

M. Valdague est de ceux qui alignent des mots à double sens pour la joie des bas-ventres. C'est le roman pour gens du monde qui veulent la vertu punie et le vice récompensé, avec l'éternelle excitation à l'adultère qui attire toujours la clientèle. En effet de même que l'exposition dans un livre d'idées qui nous sont chères nous en rend la lecture plus attrayante, la bourgeoisie trouve la justification de sa saleté morale dans de tels romans. L'oisiveté des femmes surtout y trouve l'excuse décisive de la faute ; Mme Prud'homme ne met plus de brides à son

(1) Vol. in-8, 3 fr. 50. Maisonneuve, éditeur. Traduction de MM. Sten Byelke et Sébastien Voirol.

(2(Vol. in-12, 3 fr. 50. Ollendorff, éditeur, Paris.



chapeau pour pouvoir l'ôter plus facilement durant certaines visites, et son mari s'exerce au croc-en-jambe conjugal avec la désinvolture d'un gentleman. Les personnages en lesquels ils se mirent et s'admirent ne sont même point *vivants* et ceux de l'*Amour par principes* ne sont que des pantins assez bien articulés d'ailleurs, pour qui les soucis d'argent n'existent pas bien entendu, et qui se trouvent conduits dans la vie par un sexe toujours en arrêt.

Cette occupation d'entremetteuse ouvrant la chambre au déduit avec un clin d'œil salace enrichit nombre de romanciers, parmi lesquels M. René Maizeroy, dont la maîtrise ne se discute plus. Ce furent ces gens-là qui jetèrent des cailloux sur le chemin de M. Zola, lors de ses débuts. Le rut bestial des prolétaires répugnait à Mme Bovary. Le musée d'anatomie morale, mettant à nu la luxure, était trop l'antithèse des lupanars aristocratiques où des dames décolletées allumaient les descendants de reîtres glorieux.

Pourtant M. Zola ne fut pas asphyxié par ces odeurs de cuvette. Il fit en sorte que le roman restât dans la littérature à la hauteur où l'avait placé Balzac. « Avec beaucoup de patience et de courage, écrivait ce dernier, je réaliserais, sur la France au XIXe siècle, ce livre que nous regrettons tous, que Rome, Athènes, Tyr, Memphis, la Perse, l'Inde ne nous ont malheureusement pas laissé sur leurs civilisations. » M. Zola a fait mieux encore; il a courbé le front des puissants vers la misère humaine, sans écouter leurs accents de colère, sans voir leurs gestes de dégoût; il a érigé à la vie intellectuelle des parias trouvés dans la boue des villes, dont la soûlerie éclairera l'avenir comme la démence d'un empereur. La morale qui découle des faits de l'existence intime égale celle des évènements historiques ; les contrats traduits sur les briques vernissées de Babilou en disent plus sur la civilisation de cette ville que les actes mémorables du roi Nébucadnetzar.

Le naturalisme qui fut pourtant impersonnel et qui affecta de peindre les mœurs sans émotion, en visant simplement à l'exactitude du décor et à la vraisemblance des caractères, prépara la voie du roman à thèses, à tendances nettement combattives qu'illustrèrent MM. Descaves, Darien, Fèvre, etc. Des critiques prétendent qu'il donna naissance aussi à ce cryptogame inoffensif : le naturisme.

Chair (1) de M. Eugène Montfort est un échantillon de la littérature naturiste. Ce livre est beaucoup plus près de *Mademoiselle de Maupin* de Gautier, que de la *Faute de l'Abbé Mouret* par exemple; c'est bien l'exaltation romantique avec les périodes redondantes pour exprimer des sentiments fort banals. M. Montfort a fait faire la roue à son cœur :

> Penches-toi sur moi, prends ma bouche; penches-toi sur moi, prends mes yeux. Ecoute, je suis plein de toi; tu es dans mon sang, prends mon sang; écoute, tu es toute en moi, prends-moi; tu m'as chassé de moi, tu t'es mise en moi, ce n'est plus en moi que je vis, c'est en toi. Prends-moi. Prends-moi dans ton ventre, dans ta tête et dans ton cœur. Je ne suis plus moi, je suis toi. Je suis toi, ne me laisse pas loin de toi, je suis quelque chose de toi séparé de toi. Marthe! ah! ne le sens-tu pas? Marthe, ne souffres-tu pas, parce que je ne suis pas en toi? Tout ce que j'ai en moi, pourtant, est parti de toi. J'ai de ton souffle et de ta vie, tu dois être plus faible en souffle et en vie. J'ai tes veines et j'ai de ton sang, ah! tu dois avoir moins de sang!

Par ce fragment de *Chair*, on peut se convaincre que M. Montfort n'en est encore qu'au bégaiement. Les naturistes ont brouté dans les parcs fastueux de Chateaubriand, dans les sylves bien peignées de Bernardin de Saint-Pierre, dans

(1) Vol in-18. Edition du « Mercure de France ». 2 francs.

le Paradou de Zola; M. de Bouhélier, leur maître, a accaparé les héros, les statues, les guerriers, les savants, les champs, la plaine, la montagne, les laboureurs, les torrents, la pluie et le beau temps, la lune et les étoiles. Leur amour affecté de la nature, s'il ne les dote point d'ancêtres à l'époque où Corneille et Racine ne connurent le soleil que de réputation, selon le mot de Méry, rappelle plutôt les poètes du XVIe siècle si riches en descriptions champêtres, et qui, en somme, ont surtout herborisé et cueilli des fruits dans les jardins des antiques. Le mal est qu'ils ne demeurent point tranquilles dans leur nature comme des épouvantails à moineaux; ils sont méchants, ils ont mordu jusqu'au sang M. Francis Jammes, un chevreau malicieux qui voulait leur manger l'herbe sous le pied.

M. Montfort a mal au cœur et il déboutonne son âme en public à en être gênant comme les jeunes mariés qui se lèchent devant témoins.

« Nous sommes des eaux qui se mêlent... ô joie! ce qui est, en moi coule en toi, ce qui est en toi coule en moi... ô délice, tu n'es plus trop en moi comme je suis en toi, je suis en toi comme je suis en moi... Bonheur! nous coulons l'un dans l'autre... Nous sommes des eaux mêlées! nous sommes des eaux mêlées!... »

L'union de ce lac et de ce jet d'eau constitue presque un attentat à la pudeur. M. Montfort masque sous une prodigalité de mots sonnant faux et incolores, la pauvreté de son cerveau. M. Maurice Leblond qui est un des naturistes les plus connus, prouve une belle faculté de jugement et une nette érudition. La muse de M. Bouhélier — surtout quand elle ne lui dicte pas de vers — est assez orgueilleuse, bien que souvent vêtue avec des laissés pour compte de la maison Hugo ; mais celle de M. Montfort est bien chétive, bien minée par des flueurs blanches!

Cet écrivain, dans l'*Exposé du naturisme* (1) qu'il prononça au congrès de Bruxelles en février dernier, a peine à nous expliquer l'esthétique nullement nouvelle de l'école, surtout étayée par sa dissemblance avec les symbolistes que les polémiques littéraires seules aidèrent à vivoter. Les naturistes ne sont pas bien stables dans la littérature; et appuyés sur les saules pleureurs romantiques qui n'ont jamais eu que l'écorce, accrochés d'un côté aux branches de chêne du naturalisme, de l'autre — sournoisement — à l'échalas de M. Barrès, ils font le plus de bruit possible pour attirer l'attention des gens paisibles. Mais les gens paisibles sont des gens peu éduqués qui ne s'intéressent qu'aux bœufs puissants des labours, qu'aux gros chevaux tirant les charrues, et dédaignent les animalcules. Plus tard peut-être... car quelles espérances ne doit-on pas fonder sur cette bienfaisante instruction obligatoire qui procure de plus en plus de lecteurs à l'excellent père de famille qu'est M. Edmond Lepelletier ?

Voici un des plus beaux livres de prose qui aient été écrits depuis de longues années et dans une langue frappée d'éclairs, éblouissante, — profonde. Le *Conte de l'Or et du Silence* (2) embrasse le monde; il va du manteau du prophète au casque enchanté des chevaliers de la Table-Ronde. La Judée nous découvre son impérissable azur, les colonnes de ses temples; le Christ rayonne sur le berceau d'Israël. Puis des âges plus près de nous sortent de l'ombre : Artus, les fêtes célébrées dans l'éclat des buccins et l'arroi somptueux des bannières sous la grâce fleurie des châtelaines. M. Gustave Kahn n'est plus le chanteur subtil des *Palais nomades* ni le conteur ironique du *Roi fou*, c'est un grand prosateur emporté par la splendeur de son sujet et craintif devant la révélation des mys-

(1) Brochure. Edition de la Lutte. Bruxelles; épuisée.
(2) Vol. in-12, 3 fr. 50. Société du « Mercure de France », éditeur.

tères. Les siècles s'ouvrent comme des cratères pour laisser passer des flammes. Des chansons s'élèvent des pierres parmi les nuits lumineuses, chansons pleines de baisers et de sang et qui sont bien l'âme de l'antique Cybèle qui portait le disque et dont les vêtements étaient couverts de fleurs. De tels livres témoignent de la pérennité de la vie; ils défient la traîtrise des sables et la furie des vents qui jouèrent avec la houlette du pâtre et les hochets royaux. Par eux, les temples s'habillent de leurs ruines pour la résurrection des dieux, les inscriptions fulgurent de nouveau sur les vases sacrés, des étoiles perdues dans la nuit des temps revivent, des lueurs remontent de la tombe des idoles où se cramponnèrent des mains cupides d'infini, des êtres reviennent du passé avec des roses aux lèvres et des cœurs point éteints. Mais c'est la vie et son éternel mirage et le cri universel de la Douleur; le vol des corbeaux et des colombes qui se succèdent sous les cieux. M. Gustave Kahn ressemble aux sculpteurs des histoires lointaines qui surent marquer le cours des jours et le dictame du silence sur le bouclier des héros voués à la mort.

Toute une humanité est venue bouillonner dans le creuset magique de son style, mais une humanité sur laquelle les hivers paraissent n'avoir pas passé. Les grands vieillards Balthazar Ezra et le Juif Errant sont les contemplateurs qui guérissent les âmes, et qui, témoins souriants des transformations, savent l'inutilité de la colère.

Ces légendes sont des rayons de miel trouvés dans les creux de rochers qui furent des pierres vivantes et des chairs de maisons.

Malheureusement, l'unité de ce livre n'est pas assez captivante pour enchaîner les imaginations. *Ahasvérus* d'Edgar Quinet (que vous connaissez, M. Kahn ?) doit à ce défaut l'oubli où l'ont tenu les nouvelles générations. Le *Conte de l'Or et du Silence* est une épopée narrée par un écrivain d'un talent trop grand, et que le désir des ratifications publiques ne possède point. Les concepts demeurent trop dans la pénombre comme ces rêves qui semblent déchirer le voile de l'inconnu et qui s'évanouissent trop tôt. Nous croyons que M. Gustave Kahn n'a pas voulu jeter aux pourceaux les perles lumineuses du Passé. *Que les portes soient fermées pour les profanes* ! criait Orphée, et des poètes répètent encore ce cri. Mais la statue du temple de Sérapis avec son doigt sur les lèvres — *digito labiis impresso*, dit Varron — s'est écroulée; le signe de l'ésotérisme de la main d'Isis tenant le rameau fleuri n'est plus compris que de quelques initiés. Il faut aujourd'hui ouvrir à deux battants les portes de la Vérité. Qu'importe si on ne s'y précipite pas : la grandeur d'un acte ne se mesure point à son résultat. Le poète aura ainsi la satisfaction d'être un noble artisan, et il le doit sous peine de mort, puisque les barbares ont brisé les pentacles où s'inscrivait le bonheur humain et que les foules, trop longtemps asservies, tâtonnent encore dans la lumière. Il ne faut pas craindre d'être compris du peuple, tout en gardant une sérénité d'attitude et de pensées qui nous fasse inaccessible à ses défaillances. Auguste Comte a voulu le poète *utile*; ne rougissons pas de cette épithète dont nos maîtres immédiats n'auraient pas voulu, car c'est par leur faute que Tolstoï a pu flétrir l'Art sans proférer un blasphème. Un de vos personnages, M. Gustave Kahn, dit cette admirable chose : — « Pourquoi ne point se mêler à la vie agissante, à la vie qui sourit et crée, et pleure, je le veux bien, mais rit aussi autour de nous ! »

ALBERT LANTOINE.

REVUE DES REVUES

REVUES DE LANGUE ANGLAISE

Le système pénitentiaire russe en Sibérie, par STEPHEN BONSAL (*Harpers Magazine*, août). Les conclusions de l'article de M. Bonsal sur le système pénitentiaire sibérien sont toutes à l'avantage de ce dernier. L'auteur, qui a peut-être vu en rose la vie des déportés en Sibérie, paraît au moins convaincu de ce qu'il avance. Débarqué à Vladivostock, il n'a visité en somme que la prison de Khararovka; mais d'après lui cette prison, la maison centrale de la province, est pareille aux autres maisons de détention en Sibérie. Elle consiste en un long bâtiment entouré d'une palissade bardée de fer et gardée par des sentinelles de 50 mètres en 50 mètres. La prison ne comporte pas le régime cellulaire. Les détenus habitent en commun au nombre de 4 ou 5 par chambre, celle-ci ayant une dimension de 30 pieds sur 20. Ils restent internés dans cette chambre, sauf pendant 2 heures par jour pendant lesquelles ils peuvent sortir dans la cour. Ils mangent par conséquent dans cette pièce où se trouvent leurs lits en fer. M. Bonsal qui visita la prison sous la conduite du directeur ne vit que quelques détenus ayant les menottes et déclare que la prison ne possède pas de knout, bien que l'usage n'en ait pas été aboli en Sibérie. Les hommes sont divisés administrativement en groupes de 10. Chaque groupe élit un starosta responsable. A l'entrée du directeur et de son invité, les détenus répétaient en chœur : « Bonjour Vos Seigneuries », et, à leur départ : « Nous sommes toujours heureux de l'approbation de Votre Seigneurie ». Ils répétaient cette formule « d'une voix forte et joyeuse », dit M. Bonsal. La dernière salle de détenus hommes était occupée par des libérés, attendant d'être réexpédiés en Europe. Au second étage se trouvent les pièces occupées par les détenues qui habitent également par groupes. La porte fut ouverte aux visiteurs par une gardienne habillée de noir et portant un pistolet à la ceinture. Aucune des femmes n'avait les menottes. Plusieurs avaient avec elles leurs enfants. M. Bonsal visita également l'hôpital et un vaisseau amenant à Vladivostock un convoi de déportés qui, arrivés au port, grimpèrent dans la mâture en poussant des cris de joie, tant ils étaient heureux d'être parvenus en Sibérie. M. Bonsal s'étonna de ce que les 1100 transportés à bord, n'étaient gardés que par une vingtaine de soldats, dont quelques-uns, seulement, étaient armés. Les transportés, ajoute l'auteur, sont maintenus dans les fers pendant les premiers quinze jours du voyage, mais on les leur enlève pendant le reste de la traversée. La conclusion générale de l'article est en faveur du système pénitentiaire russe, opposé surtout au système cellulaire appliqué dans la plupart des autres pays. Les détenus en Sibérie comprennent, d'après M. Bonsal, d'abord les condamnés de droit

commun, ensuite les transportés expédiés comme colons surveillés par leur Mir, parce que celui-ci juge qu'ils ne veulent pas travailler au bien commun; M. Bonsal n'a vu aucun prisonnier politique actuellement détenu en Sibérie, mais en rencontra quelques-uns qui, libérés, s'étaient fixés dans le pays (sans doute sous la surveillance de la police, mais M. Bonsal a l'air de dire le contraire). M. Bonsal nie que le voyage des détenus de la Russie en Sibérie soit accompagné de mauvais traitements pour ces derniers, et déclare que le transport des condamnés a lieu, en général aujourd'hui, par mer.

Ce qui est possible sous le régime industriel actuel, par PAUL MONROE (*American journal of Sociology*, mai). — L'établissement industriel de la compagnie nationale du Cash Registrar (Appareil enregistreur de comptabilité) à Doyton, Etat d'Ohio, serait, d'après M. Monroe, l'idéal sous tous les rapports de ce que le progrès industriel peut réaliser sans modifier le régime acuel, idéal qui n'est pas loin, l'auteur de l'article semble tenté de le croire, de la perfection absolue. De fait l'établissement en question, tel que M. Monroe le décrit, paraît être un modèle du genre. En cinq ans les propriétaires de cette entreprise qui périclitait l'ont reconstruite sur de nouvelles bases, et actuellement elle est florissante. La nouvelle tactique industrielle qu'ils ont suivie et qui leur a réussi, est simple. Elle a consisté à tenir compte des besoins de leurs employés, à leur assurer un bien-être matériel suffisant et à s'assurer leur coopération intelligente. Les détails pratiques de l'entreprise telle qu'elle se poursuit actuellement, sont intéressants. L'usine où sont employés 1700 hommes et femmes, occupe 8 acres 1/2 de terrain dont trois sont aménagés en jardins. La décoration intérieure du bâtiment est confiée à un comité d'ouvrières. L'allée centrale de l'usine à machines est pourvue de massifs de plantes vertes. L'usine comprend : Des salles de bains et de repos, une salle de lecture avec bibliothèque « circulante », une salle de réparations pour les bicyclettes des ouvriers, un restaurant avec cuisine où des leçons de cuisine sont données aux ouvrières, si elles le désirent, une école pour les commis-voyageurs de la compagnie, une école primaire, un théâtre et salle de conférence où se tiennent les réunions des deux cercles d'ouvriers, l'Advance Club des hommes et la Women's Century Club, ce dernier affilié à la National Federation of Women's Clubs, enfin des terrains où se pratique le jardinage par 40 jeunes gens choisis par une autre association, la Guilde des Mères, en vue des prix offerts par la compagnie aux jardins les mieux aménagés. Je note en particulier la salle de repos des ouvrières qui, d'après la photographie reproduite dans l'article, a l'air d'un salon à la mode anglaise. Le principe de la coopération est appliqué par la compagnie, mais non en ce qui regarde les salaires des employés et les bénéfices de l'entreprise. La direction générale est confiée à un comité de 8 personnes présidé par les 2 propriétaires de l'usine. De plus, chaque branche de l'entreprise est administrée par un comité spécial. Celui qui dirige l'usine proprement dite comprend cinq membres, celui des bureaux en compte seize. Les machines de l'usine sont chacune à la charge d'un comité spécial. Les ouvriers sont tenus très complètement et très exactement au courant de la marche de l'entreprise, grâce à différentes publications hebdomadaires et mensuelles imprimées par l'imprimerie de la compagnie. Des registres sont placés dans les usines sur lesquels les ouvriers peuvent consigner leurs observations au sujet de perfectionnements à apporter dans la marche de l'entreprise ou de plaintes qu'ils auraient à formuler. Des prix sont donnés aux auteurs d'améliorations mises en pratique et reconnues utiles. L'état de la production des usines, des ventes et des profits, est publié dans les journaux des ouvriers. La compagnie a, du reste, perfectionné les moyens de statistique. Chaque groupement d'ouvriers dans les différentes branches spéciales de l'entreprise possède une « planche monitrice » où sont indiqués, au moyen d'une échelle de chiffres, l'état de la santé de chaque ouvrier, la quantité et la qualité du travail qu'il fournit, son exactitude et sa promptitude à l'ouvrage. On établit des moyennes et chaque mois le groupe, dont la moyenne est la plus élevée, obtient un prix. Les employés de la compagnie travaillent 9 heures 1/2 par jour, les femmes moins de 8 heures. L'auteur de l'article ne donne pas le chiffre des salaires.

LAURENCE JERROLD

REVUES DE LANGUE BULGARE

Le servage dans la Bulgarie ancienne, par le Dr N. B. (*Novo Vreme*, juillet-août 1898). — En Bulgarie, comme dans tous les pays anciens, les travailleurs ont cherché à obtenir la protection gouvernementale et sont devenus par cela même les esclaves de l'Etat. Dans la Bulgarie ancienne c'étaient les Boliars qui étaient les gouvernants et qui profitaient de leur pouvoir pour exploiter le travailleur. Ils étaient, avant l'avènement du roi Kroum, tout-puissants sur le prolétariat. Kroum essaya de limiter cet arbitraire en ordonnant, « que les personnes qui se plaignent injustement soient tués; que l'on brise les os aux concussionnaires et aux voleurs; que l'on détruise toutes leurs vignes; que l'on satisfasse les pauvres de façon qu'ils n'aient plus rien à demander, et que l'on punisse ensuite ceux qui ne sont pas contents de leur état. » Kroum avait fait cette loi après avoir demandé aux Avars qu'il avait vaincus quelles étaient les causes qui les avaient perdus. Mais ce sont les Boliars qui ont profité de cette loi et, longtemps encore, la Bulgarie devait être gouvernée par leur bon plaisir et par les habitudes locales. On distinguait parmi les serfs, les *paritzchy* (gr. *parikos*, lat. colonus), les *atrotzchy* et les *technitari*, (gr. *technitis*). Le *paric* était un agriculteur lié au Boliar par la terre que celui-ci lui avait donnée. La terre lui était concédée à condition qu'il travaillât pour le Boliar un certain nombre de jours par semaine ou par an; qu'il lui payât un impôt, soit en travail, soit en produits naturels, soit en argent. Le paric avait le droit de posséder un terrain et pouvait se libérer en acquérant un bien propre. L'*atroc* était attaché non seulement à la terre, mais aussi à son patron; il n'avait aucun droit et son maître pouvait le traiter comme une chose. Cette différence fut supprimée au temps du roi Chichman et le paric, comme l'atroc devint l'esclave de son maître. Le *technitar* ou artisan, ne dépendait des Boliars, rois dans leur régions, que comme les prêtres et tous les officiers civils et militaires.

K. N. G.

REVUES DE LANGUES ESPAGNOLES

Paterno et ses Sampagnitas par le Dr CALATRAVENO (*Revista contemporanea*, 15 juillet 1898). — L'auteur de cet article a connu, il y a quelque vingt ans, les frères Paterno, alors étudiants à Madrid, aujourd'hui au premier rang dans le mouvement nationaliste tagal. A titre d'ami, il reçut de Pedro Alejandro Paterno, que le pacte de Biac-na-bato a depuis rendu célèbre, un exemplaire de ses *Sampagnitas*. Le recueil de ces jolies poésies porte le nom de fleurs odorantes de Manille dont le parfum et la blancheur rappellent le jasmin. Les citations empruntées à ce recueil par le Dr C. donnent l'impression d'une œuvre ingénue et curieuse.

Questions d'actualité : la paix ou la guerre, par J. V. D. (*El mercurio de america*, Buenos-Aires, juillet 1898). — L'article de M. J. V. D. que nous apporte, avec de beaux vers du poète Ruben Dario et une étude de Jose Ingegnieros sur la *Psychologie de l'anarchiste-socialiste* de M. A. Hamon, dont la traduction espagnole vient de paraître à Buenos-Aires, le premier numéro de cette revue argentine, expose avec une certaine brièveté les origines et les causes du conflit argentino-chilien. La querelle en somme paraît se reduire à ceci : Les documents historiques antérieurs à l'indépendance du Chili et de l'Argentine indiquent comme limite la chaîne des Andes; mais, comme d'ailleurs la plupart des chaînes de montagne, les Andes ne sont pas une chaîne unique, mais une série de chaînes et de chaînons parallèles ici, formant là chapelet interrompu. D'autre part le Chili, pays agricole et pays de mines, a besoin de bestiaux pour l'engrais et les charrois : les pâturages d'outre-cordillière entrevus par les brèches de la montagne, lui sont nécessaires pour les nourrir et c'est parce qu'il a besoin, un urgent, un vital besoin de ces pâturages qu'il les discute à l'Argentine. Or comme il a les canons, les navires et les soldats que n'a pas l'Argentine, il voudrait essayer de prendre par *la force* ce que *la raison* ne lui donne pas. La terrible devise se plie de la sorte à toutes les tactiques. Généralement

son histoire ne le montre pas conquérant *par la raison* : il a détroussé la Bolivie et le Pérou avec une désinvolture un peu effrayante, même pour un peuple qui n'a pas de pâturages et pas de nitrates. L'Argentine a donc quelque raison de se tenir sur la défensive et de désirer voir fermées à tout événement les fenêtres qui, par-dessus les Andes, donnent sur ses provinces les plus fertiles. Mais avec le Chili, on ne sait jamais à quoi s'en tenir. Quand M. J. V. écrivit son article, la guerre semblait immédiate ; quand il fut mis sous presse l'incident paraissait apaisé et maintenant la question est soumise à l'arbitrage de la reine Victoria qui, je suppose, doit avoir de médiocres connaissances en orographie et en hydrographie.

A. Savine,

REVUES DE LANGUE FRANÇAISE

La Propagande socialiste en Allemagne, par Edgard Milhaud (*Revue de Paris*, 15 juin 1898). — Partis en 1871 avec un peu moins de 125.000 voix, les socialistes allemands en ont réuni en 1893 près de 1.800.000, c'est-à-dire près du quart des suffrages exprimés. Ces chiffres suffisent à indiquer l'intérêt qu'éveille l'étude de M. M. sur le fonctionnement actif de la propagande qui a amené des résultats aussi rapides : comité de direction émanant d'une assemblée générale, chargé de la conduite des affaires et relié aux camarades des diverses localités groupés sous la forme des cercles électoraux ou tout autre rubrique par des « hommes de confiance ». M. M. indique fort bien le souci qu'ont eu les socialistes allemands, comme d'ailleurs les socialistes anglais, d'être un parti riche. Les ressources du comité central se sont élevées pour 1896 à près de 275000 marks, ce qui permet au parti d'assurer la vie de tous ceux qui travaillent pour lui ; président de comité, caissier, secrétaires, députés. Le revers de la médaille, c'est que la propagande devient une profession et que des propagandistes gagés attirent moins les sympathies de la foule que les hommes qu'on a appelés un peu ironiquement peut-être les « divinités du parti » les Bebel, les Liebknecht, les Singer. La difficulté la plus grande pour les socialistes a été de s'assurer des salles de réunion. Sur ce terrain il s'est livré de véritables batailles de boycott entre les socialistes et les autorités allemandes. Les autorités millitaires mettant en interdit, c'est-à-dire exposant à la ruine les restaurateurs qui accueillaient les socialistes, ceux-ci ont mis en interdit pour toute la population ouvrière recevant leur mot d'ordre les restaurateurs qui leur refusaient leurs salles. Ailleurs on a tenté, malgré les entraves de l'administration et les taquineries de la police, l'organisation de comices ouvriers : ailleurs, enfin, dans les campagnes, on a employé les réunions en plein air et parlé dans des prairies. Mais ici la police est intervenue, il est interdit de parler en plein air. Or la loi sur les réunions s'exerce vis-à-vis des socialistes avec le maximum de sévérité prescrit en plusieurs occasions par les ministres de l'Intérieur des royaumes allemands. De même la liberté de la parole a été réfrénée dans des conditions inouïes. Aussi en 1896 il a été prononcé contre les socialistes 118 ans 8 mois et 3 jours de prison et près de 29.000 marks d'amendes réglés pour la plupart par la caisse du parti. Comme partout de semblables rigueurs n'ont qu'un résultat ; elles brisent des existences, font souffrir des individus mais activent, au lieu de l'arrêter, la marche en avant. La répression entraîne aux idées des gens qui n'en avaient nul souci la veille. Sur le terrain électoral la propagande est plus active encore. Aussi a-t-on dit que les élections étaient pour les socialistes « comme des grandes marées qui laissent, après elles, dans tout le pays de petites mares » d'où la propagande gagne progressivement les environs. L'agitation commencée par les électeurs se poursuit au Reichstag par les projets de loi et les discours que la presse multiplie par tout le pays. Aussi en 1893 le discours de Bebel sur l'*Etat de l'avenir* fut tiré à 1.700,000 exemplaires, M. M. n'oublie pas de passer en revue l'appoint des forces fournies par les syndicats professionnels d'ouvriers en dépit de la loi sur les associations. Il apporte ici des souvenirs personnels ayant vu les propagandistes à l'œuvre dans un des faubourgs de Leipzig où il s'agissait de former un noyau d'adhérentes parmi les tisseuses des fabriques. Débutant ainsi très petitement, les groupements finissent par constituer de puissants syndicats ayant des conférences d'études, des bibliothèques dont quelques-unes sont très

riches. Depuis le retrait de la loi des socialistes l'activité des clubs de lecture et d'instruction a diminué : ils n'ont plus besoin d'aborder de biais la question sociale; mais ces clubs ont créé un mouvement d'idées, ont éveillé des goûts artistiques jusque-là endormis dans l'âme populaire allemande. Le théâtre d'Ibsen a été un excellent outil de propagande et le théâtre libre du peuple qui a compté jusqu'à 7.000 membres a interprété *La fin de Sodome*, de Sudermann et les *Tisserands* d'Hauptmann.

Le partage de la Chine, par Paul Louis (*Revue socialiste*, avril 1898). — Au rebours de ceux qui parlent de l'invasion jaune comme du péril de demain l'auteur de cet article estime qu'à cette heure le partage de l'héritage de l'homme malade de Pékin est question plus actuelle que celui de l'héritage de l'homme malade de Constantinople. A ses yeux, pour le dire en une phrase brève, le partage de la Chine est commencé : seulement on n'en est encore qu'aux préliminaires, aux plans. C'est la défaite de l'Empire du Milieu par le Japon, en 1894-1895, qui en a démontré la faiblesse à l'Europe et a installé au chevet du malade tant de médecins que le mieux qu'il en puisse faire c'est d'agoniser sous leurs yeux. M. P. L. étudie en traits rapides et significatifs le rôle de la Russie et de l'Allemagne dans ce qu'il appelle d'un mot heureux la prise d'hypothèque. Il en profite une fois de plus pour esquisser le procès de nos relations avec la Russie. Au point de vue commercial, se demande l'auteur de cet article, au point de vue du prolétariat occidental le débouché ouvert en Chine sera-t-il fructueux ? Pendant un stade relativement court l'industrie américano-européenne sera renouvelée par ce nouveau marché, mais la Chine ne restera pas longtemps en dehors du cycle industriel et, de même que l'Inde a, par une évolution analogue, porté atteinte à la production du Lancashire qui avait, dans cette péninsule, un débouché assuré, de même le jour ou la Chine outillée fabriquera, l'industrie américano-européenne pourra chercher de nouveaux débouchés, s'il en existe. Déjà, à la suite du voyage de Li-Hung-Chang en Europe, les premiers indices de la création d'un mouvement industriel chinois se révèlent aux yeux de l'observateur. Que sera-ce quand, l'outillage créé, le capitalisme chinois luttera avec la production européenne ? Le dérisoire salaire journalier de 30 cent. à 50 centimes n'aura pas de peine à triompher de la journée de l'ouvrier américano-européen et c'est alors que la grande crise sociale éclatera.

Une campagne contre l'Eglise d'Amérique, par H. Delorme (*Le Correspondant*, 25 juin 1898). — L'incident auquel M. D. consacre un article est, en lui-même, et il en convient, secondaire : le pamphlet de l'abbé Maignen contre les prélats américains et le père Hecker, malgré l'*imprimatur* du maître du Sacré palais de Rome n'aurait en soi qu'une faible importance s'il n'était l'indice brutalement mis a nu des dissentiments qui séparent en deux camps les catholiques d'Europe en face des hardiesses du clergé américain. Sur ces dissentiments M. D. est d'une très grande discrétion, mais il en laisse entrevoir la portée, tout en marquant visiblement sa sympathie pour l'Eglise américaine continuatrice de la politique de Montalembert.

L'Allemagne contemporaine, par Jean Poinsard (*La Science sociale*, mars et avril 1898). — M. P. consacre ces deux études aux populations sociales de l'Ouest, du Nord, et de l'Est de l'Allemagne. Il voit dans le paysan hanovrien pauvre et simple le gardien de la pureté de la race forte qui essaime chaque année sur des terres plus riches et conquiert pied à pied la moitié du monde. Les populations du nord ouest lui paraissent correspondre à trois types principaux : le paysan des pays de tourbières laborieux et pauvre sans espoir de secouer le joug de la misère ; le paysan des pays de sable maître d'un pays qui ne permet que la petite propriété, habitué à la vie communautaire que seule favorise suffisamment la lutte pour l'existence ; enfin le paysan des terres conquises sur la mer, région fertile ou le patron enrichi trop vite prend des habitudes d'oisiveté qui gagnent facilement le paysan. Quant aux plaines du nord et de l'est il nous les montre mal organisées au point de vue du travail et de la propriété, avec une médiocre aptitude au progrès, une tendance marquée au recours, à l'intervention de l'Etat et au crédit. La crise y est intense et le sera, pense-t-il, aussi longtemps que le riche voudra jouir sans souci de ses devoirs et que le paysan s'engourdira dans l'apathie et l'indifférence au progrès.

A. Savine.

Le Démonisme, par Elie Reclus. (*Revue Universitaire* n° 3-4), — L'A. poursuit dans cet article, ses admirables recherches sur l'influence des mythes et des religions. Le démonisme et le fétichisme, comme il le dit lui-même, mesurent quelques étapes du chemin qui va de la brutalité primitive à la civilisation présente. Ce ne sont pas les bons, les sages qui furent divinisés ; mais devinrent dieu où démon, ceux qui étaient parvenus à se faire craindre et à inspirer la peur. Ces dieux tyrans se rencontrent dans toute la civilisation primitive. Le démonisme est un état d'âme, qui se maintient avec l'ignorance et mesure exactement la quantité de niaiserie encore diffuse dans nos sociétés. En dernière analyse, le démonisme ou le déisme, constituent l'idée maîtresse des religions qui s'inspirent de la crainte d'un maître.

Les prophétesses de la Révolution, par Rienzi (Van Rol) — (*Avenir social*, n° 6, 1898). Article consacré à deux figures hystériques Suzette La Brousse et Cathérine Théot, qui eurent quelque influence sur la Révolution dont l'A. développe la signification historique. Toutes les deux sont hallucinées par l'égalité et la justice. Elles se voient inspirées par un être supérieur duquel elles ne font que suivre les ordres. Aussi les voyons-nous discourir révolutionnairement devant de nombreux auditoires. Leur cerveau d'une sensibilité extrême semble être déséquilibré par le fort courant d'idées qui se manifesta dans cette fin de siècle.

Le rôle révolutionnaire des femmes, par Rienzi (Van Rol.) (*Avenir Social* n° 7, 1898). On les vit partout les premières, montrant l'exemple de la bravoure et ranimant le courage de ceux qui s'étaient lancés dans cette tourmente qui aboutit à la Déclaration des droits de l'homme. Elles emploient tour à tour la persuasion, la douceur, la violence, la beauté et la cruauté pour faire triompher leurs droits. Et cette égalité qu'elles avaient mis tant d'héroïsme à conquérir, elles se la virent refuser par le sexe fort. Leurs clubs, car elles en avaient créés sous la révolution, réclamaient l'égalité complète de l'homme et de la femme, et leurs orateurs, véritables tribuns, claironnaient cette idée dans l'âme du peuple. Ce mouvement s'éteint avec la Révolution, malgré les effets des réformateurs pour le faire vivre. Et, depuis, la lutte a repris quand même, car sans l'égalité point de repos, point de paix, point de trêve aussi longtemps, qu'il manquera aux femmes la plénitude de leurs droits humains.

Qu'est-ce que le progrès. — E. De Roberty (*Revue Universitaire*, n° 4-5, 1898). — Le progrès est le « passage graduel non d'un état quelconque à un autre état, mais d'un état jugé mauvais ou pire à un état estimé bon ou meilleur. » L'auteur considère l'interprétation matérialiste ou économique de l'histoire et le déterminisme historique, comme un acheminement au progrès et non progrès même. Selon lui le seul phénomène et facteur de progrès, dans lequel se réduisent tous les autres est le phénomène psychique. Il le conçoit alors comme une évolution nécessaire qui est toujours le développement de l'altruisme, de la sociabilité, un, passage de l'organique à l'hyperorganique, une marche vers l'idée et l'idéal. Car nier, dit-il, en ce sens large, le progrès, c'est nier l'ordre naturel ou la nature elle-même.

Paul Deutscher.

Problèmes de criminalité, par G. Tarde (*Archives d'Anthropologie criminelle*, 15 juillet 1898). — L'éminent criminaliste établit, en se basant sur des documents recueillis par M. Kovalewsky, que la notion du crime s'épure progressivement et que le crime, considéré autrefois comme une violation du droit individuel, est regardé aujourd'hui comme une violation du droit de la collectivité. C'est la réponse à la question qu'il pose en commençant son article : *Y a-t-il une loi des transformations de la notion du délit*? M. Tarde a jugé nécessaire pour le prouver d'attaquer l'école positiviste italienne, ce qui se peut admettre ; mais ce qui s'admet plus difficilement, c'est qu'il dénature singulièrement la pensée de l'un des auteurs italiens, Enrico Ferri. Selon M. Tarde, les conceptions de M. Ferri sont analogues à celles des Ossètes, car, pour le criminologue italien, il n'y a pas — interprète Tarde — il n'y a pas à distinguer entre l'homicide commis par un fou et l'homicide prémédité par un assassin. J'ai consulté le résumé du cours de M. Ferri à l'*Université Nouvelle de Bruxelles* et voici ce que j'ai trouvé à ce sujet :

« La discussion des preuves sera le seul objet du jugement pénal, en dehors de

toute dosimétrie de culpabilité morale... La base du jugement pénal sera l'expertise psycho-anthropologique sur le prévenu, car il sera bien plus une clinique morale qu'une œuvre de prétendue justice rétributive. » (*La Justice pénale*, par E. Ferri. Bruxelles. 1898. p. 61-62.)

On le voit, M. Tarde a interprété étrangement la pensée de M. Ferri. Je veux croire que c'est sans mauvaise intention. La deuxième partie de l'étude est consacrée à formuler les transformations subies par la nature des actes auxquels la notion de crime a été appliquée. Après examen, l'auteur conclut que le changement d'état est accompagné d'une crise morale : « L'état naissant de la civilisation est *criminogéne*. » D'autre part, la qualité des crimes change, et l'on peut dire que la criminalité devient moins violente à mesure que les peuples se civilisent et qu'elle devient, en même temps, plus cupide, plus astucieuse, plus voluptueuse. M. Sighele a exprimé la même opinion dans la *Delinquenzia Settaria*.

La Restauration de l'autorité, par G. Belot. (*Revue de Métaphysique et de morale*, juillet 1898). — L'auteur pose en principe au début de son étude que « l'autorité est une condition essentielle de la liberté. » L'affirmation paraît paradoxale tout d'abord car, comme le dit M. Belot, le seul mot d'autorité éveille chez nous des images peu plaisantes telles que : bastilles, sabres, buchers, chevalets, etc. Mais, après un peu de réflexion, on comprend parfaitement l'idée de l'auteur, juste idée de l'autorité, qui lui fait dire qu'il aurait pu tout aussi bien intituler son étude *la restauration de la liberté*. M. Belot le démontre, il prouve qu'il défend la liberté et se déclare partisan de l'individualisme anglo-saxon, *i. e.* l'individualisme *social*, si j'ose m'exprimer ainsi ; sa thèse nous paraît juste et nous renvoyons le lecteur à cette intéressante étude pour plus complète intelligence. Je releverai, pourtant, quelques affirmations qui me paraissent être erronées. Ainsi : « Un droit n'est un droit que parce que la société l'accorde, en fait ou en principe. » A mon avis, c'est l'Etat qui l'accorde et non la société ; et l'Etat, ce n'est pas nous, comme le dit M. Belot, mais bien, dans la société actuelle, le groupe politique le plus fort de la classe dominante. Mais passons... La fin de l'étude de M. Belot vaut d'être citée : « Sachons donc... nous considérer comme exerçant une véritable fonction, qui nous confère une autorité en même temps qu'elle nous impose une règle .. Il (le devoir actuel) n'est pas de nous *intérioriser*, il est de nous *socialiser*. » Voilà le *devoir* socialiste !

G. Gressent

Le Roy, roman, par M. Albert Delacour. (*Mercure de France*, juin-septembre). — Henry, fils du dernier prince français et d'une géante folle, promène à travers de singulières aventures, sa vertu royale, sa force et sa volonté. M. Delacour, qui nous avait, naguère, offert le paradoxe des Césars romains anarchistes, nous évoque, dans une vie moderne et symbolique, une sorte de jeune Néron passionné. Mais ce *Prince* a eu pour maîtres, plutôt que le vieux Florentin, Nietzsche et Stirner. Le roman se déroule en une suite de scènes violentes et grossières ; le héros passe, tumultueux, parmi la foule ignoble et tremblante. Et, cependant, que ce fou ne nous intéresse guère ! Et que nous aimions mieux de simples gens, dans cette foule, qui tâchent à dire aussi « beauté, force, liberté ! » sans tant de pompe et sans tant d'emphase !

La question des études classiques d'après la psychologie expérimentale, par M. A. Binet (*Revue des revues*, 1er septembre). — M. Binet conclut, très logiquement, que la solution la plus immédiate à donner au problème de l'enseignement serait l'application directe, à l'examen des élèves, de la *psychologie individuelle*, qui permettrait de reconnaître chez eux les facultés dominantes ; on voit que c'est là, d'ailleurs, la méthode usuelle des gens raisonnables. M. Binet propose plusieurs modes d'investigation, et donne quelques résultats obtenus dans ses expériences.

Lucien Jean.

Les lois naturelles de l'économie politique, par G. Rouanet (*Revue socialiste*, 15 septembre). — L'auteur expose les principaux résultats obtenus par M. Juglar dans l'étude des crises ; il voit bien que les signes caractéristiques ne sont pas les causes explicatives ; mais il attribue aux économistes contemporains des idées naïves

qu'ils n'ont pas ; s'il avait lu le Cours de M. Pareto, il aurait vu que les économistes s'occupent très sérieusement des crises, mais qu'on ne possède pas encore de moyens de dire sur ce sujet plus qu'ils ne disent. Il ne paraît pas connaître les idées émises récemment par Bernstein (Cf. aussi *Sozialistiche Monatshefte*, octobre 1897, p, 545). Fourrier n'a rien écrit d'intéressant sur les crises et n'a point préparé les voies à M. Juglar, comme le croit l'auteur (p. 362).

G. SOREL.

INDEX. — *La concurrence économique et la concurrence politique*, discussion à la Société d'économie politique (*Journal des économistes*, 15 septembre). Très intéressante discussion sur le rôle de la concurrence ; bonnes observations sur les effets des monopoles. — *La caisse des incendiés du département de la Meuse* par P. SALMON-LEGAGNEUR (*Réforme sociale*, 1er et 18 septembre). Cette caisse départementale d'assurance est la transformation d'une ancienne caisse de secours fondée sous l'ancien régime ; l'auteur, très compétent, critique les projets de caisse d'assurance agricole qu'on a voulu établir dans ces derniers temps. — *Le type Rochelais* par J. PÉRIER (*Science sociale*, septembre). Bonne monographie du commerce de La Rochelle au moyen âge. — *La révision d'un jugement militaire en* 1778, par H. VIAL et G. CAPOU. (*Revue Blanche*, 1er août). Etude d'une saisissante actualité; à lire la lettre de Mme de Bellegarde, veuve de la victime, au duc de Biron, «...*Cette passion que M. de Saint-Auban* (l'accusateur) *semblait communiquer à M. de Monteynard et que ce ministre a fait éclater sur tous les officiers vertueux qui osaient offrir la vérité et auxquels on imposait silence par les punitions...* ». — *Tolstoï*, par JULES DE GAUTHIER (*Revue Blanche*, 15 septembre) ; une très intéressante étude, concluant à l'inanité de la philosophie de Tolstoï, mais constatant dans son œuvre « une beauté unique, qui vivifiant tous les autres dons de l'écrivain, dirigeant cette imagination d'une richesse, d'une netteté, d'une minutie incomparables, fait de *La guerre et la paix* un de ces grands miroirs d'art, où, à travers les siècles, l'humanité vient rechercher son image ». — *La philosophie thomiste en Portugal*, par le Dr FERREIRA DEUSDADO. (*Revue néo-scolastique*, août 1898.). M. F. D. publie d'intéressantes notes concernant le thomisme en Portugal, fait de briéves biographies des philosophes thomistes et donne une bibliographie de leurs ouvrages; le tout pour servir à l'histoire de la philosophie en Portugal. — *Qu'est-ce que la philosophie scolastique?* par M. de WULF. (*Revue néo-scolastique*, août 1898). L'auteur critique les nombreuses définitions de la philosophie scolastique, et passe en revue les notions fausses ou incomplètes que l'on en possède; il montre qu'elle n'est pas l'œuvre d'un jour, qu'elle n'est pas née du génie d'Albert le Grand ou de Saint Thomas. Dans un prochain article il en donnera une définition doctrinale. — *Adoption en France de l'heure légale et de l'heure décimale*, par V. TILMANT (*Ciel et Terre*, 16 juillet 1898); Enumération des avantages que donnera l'adoption en France du système horaire des fuseaux et de la division décimale de l'heure; systèmes très avantageux, en effet, que l'on s'étonne de ne pas voir appliqués plus rapidement. — *Devant Fourès*, par CHARLES BRUN (*Midi Fédéral*, 13 août 1898); déclaration, à l'inauguration du monument d'Auguste Fourès, au sujet du félibrige: « le félibrige, largement compris, au lieu de servir un parti politique doit être une formule qui déclasse tous les partis et réunisse dans une œuvre commune tous les Occitans de volonté. » L'auteur au nom de la ligue Occitane, des groupes de l'*Effort* et du *Midi Fédéral* célèbre Fourès parce que fédéraliste... — *La langue des vaincus*, par PAUL REDONNEL *Midi Fédéral*, 13 août 1898); brève allocution, à l'inauguration du monument Fourès pour célèbrer la langue d'Oc, langue des opprimés, mais langue des forts.

REVUES DE LANGUE ITALIENNE

Le Maître du Corrège, par ADOLFO VENTURI (*L'Arte*, septembre). — Cette magnifique revue illustrée, qui n'est que la transformation de l'ancien *Archivio storico dell'arte*, contient dans ce numéro de septembre, entre autres importants articles, une reconstruction élaborée, documentée par la reproduction des œuvres principales de Francesco de Bianco, Ferraro, l'obscur mais délicat artiste qui a été le maître du divin Corrège. L'auteur a eu la chance de trouver un tableau de Fran-

cesco *Cristo nell'orto*, et de s'assurer de son authenticité absolue : ce qui lui permet de constater les caractères propres de la peinture du Maître, et de reconnaître pour sien le « Petit Saint-Jean » du Louvre, et plusieurs autres œuvres d'attribution incertaine ou erronée, éparpillées par les galeries d'Europe et de s'assurer, par contre, que beaucoup des tableaux qu'on lui attribue ne sont point de lui : par exemple, la « Vierge entre les saints Bernardin et Quinton », du Louvre, qui doit être apportée, selon toute probabilité, à Michel Magrola.

Le Moretto da Brescia, par UGO FLEVES (*Rivista d'Italia*, 15 septembre). — A l'occasion du centenaire de ce peintre de la Renaissance italienne, et de l'inauguration du monument que sa ville natale lui a érigé, presque toutes nos revues en évoquent la figure et les œuvres : entre autres, la *Nuova Antologia* du 1er septembre, par un savant article de Pompeo Molmenti, et la *Rivista d'Italia*, par celui-ci de Ugo Fleves : même, on n'écrit plus presque d'autres choses que d'art ancien, en Italie, et du centenaire de Léopardi, depuis qu'il est devenu imprudent et dangereux d'écrire politique et sociologie. Le Moretto (Alessandro Bonvicino) naquit en 1498 d'une famille de peintres distingués ; il eut une longue période d'éclectisme et de tâtonnements, et ce n'est qu'à la suite d'un voyage à Venise qu'il prit décidément place parmi les peintres vénitiens, en s'emparant de leurs secrets de la couleur et de la lumière ; c'est comme le trait d'union entre Titien et ses contemporains d'une part, et Paolo Véronèse et Jacopo Tintoretto de l'autre, qu'il doit s'asseoir dans l'histoire de l'art. L'auteur de l'article en énumère les œuvres de date constatée, et note le prodigieux déséquilibre, soit comme valeur, soit comme style, de sa très riche production artistique : sa vie tranquille, sédentaire, sans aventures et sans émotions, n'explique point cette étrange inégalité. Par une double série de comparaisons esthétiques et statistiques, M. Flèves constate l'énorme supériorité des œuvres de la vie du peintre de Brescia ; à cela il fait suivre la discussion sur les peintures d'attribution controversée ; et son étude s'achève en établissant les traits caractéristiques de l'art du Moretto, qui est sain, robuste, calme, harmonique, doux, sincère, et par conséquent fort personnel, à travers les profonds changements, tout comme la simple et noble âme dont il émane.

MARIO PILO.

La filosofia eticogiuridica dai primordi fino ad Aristotele, par G. d'AGUANNO (*Rivista i storia e di filosofia del diritto*, août). — L'A. résume très clairement des questions fort difficiles ; il montre bien le rôle des sophistes (ramenant tout au succès) et de cyniques (niant la cité antique). Je dois cependant faire quelques observations sur les opinions d'Aristote : 1° Celui-ci n'a pas soutenu que *tous* les esclaves sont des êtres inférieurs, mais qu'il y a des esclaves de nature ; cela suffisait pour justifier l'institution et ne rendait pas impossible que des esclaves pussent devenir exceptionnellement des hommes libres ; je ne pense donc pas qu'il y ait contradiction ; 2° la raison qu'Aristote donne pour montrer la nécessité de l'esclavage s'applique seulement à l'esclavage domestique dans des sociétés, à l'économie familiale, où les vêtements sont faits à la maison par les esclaves remplaçant les femmes ; 3° la subordination de la morale à la politique me semble explicable si on admet que la morale repose sur l'organisation de la famille ; il est certain que celle-ci était pourtant subordonnée à l'organisation politique.

G. SOREL.

INDEX. — *L'ingratudine dei monarchici* (*Rivista popolare*, 30 août). L'auteur anonyme accuse le parti social-démocrate italien d'avoir disloqué les vieux partis républicains et d'avoir ainsi contribué à maintenir la monarchie. — *Mirzogiomo e Lettrutione d'Italie*, par E. CICCOTTI (*Rivista popolare*, 15 et 30 août, 15 septembre). Excellente monographie ; le midi a la situation des vaincus de la lutte capitaliste, l'unification lui a fait plus de mal que de bien. — *L'élévation du niveau moyen intellectuel italien*, par CARLO TIVARONI (*Vita internazionale*, 20 août). Le mal de l'Italie consiste, selon l'auteur, dans les malheureuses conditions économiques des multitudes ; mais la cause principale de ces conditions, c'est leur niveau intellectuel inférieur et espérer de créer une meilleure condition économique sans obtenir préalablement un état de culture plus élevé, c'est mettre, comme l'on dit vulgairement, la charrue avant les bœufs. — *Monarchia, Garibaldi e moderati*, par A. FAZZARI

(*Rivista politica e litteraria*, juillet). Souvenirs assez piquants où s'opposent le désintéressement et l'abnégation de Garibaldi à l'égoïsme féroce des monarchistes et des représentants officiels de l'ordre.

REVUE DE LANGUE POLONAISE

Les anciens à la lumière de récentes recherches, par A. CHUDZINSKI (*Ateneum*, juillet 1898). — L'auteur s'élève contre « l'idolâtrie » que tous les intellectuels professent envers l'antiquité. Ni les Romains, ni les Hellènes ne méritèrent jamais, à son avis, l'admiration dont nous entourons les légendes héroïques dues à la fantaisie des poètes. L'auteur cite les noms autorisés de grands savants allemands qui se sont consacrés spécialement à l'étude de l'antiquité, comme Niebuhr, Momsen, Bœckh, et beaucoup d'autres; grâce à leur esprit impartial, on peut réduire le culte de l'antiquité à ses justes proportions. La fameuse constitution athénienne possède de nombreux défauts; l'histoire, basée sur les documents incontestables, démontre l'inanité de ces vertus civiques qu'on s'est habitué de nous donner en exemple. Selon l'auteur, qui est en ceci d'accord avec les nombreux détracteurs de l'antiquité, l'étude de la démocratie athénienne découvre un état de choses absolument différent de celui dont on nous a présenté le tableau merveilleux, fixé dans l'imagination des foules par l'intermédiaire de l'école.

De la création, par ANTOINE LANGE (*Glos*, nos 36 et 37, septembre). — L'auteur réfute la théorie qui assimile le génie créateur aux anormalités constatées chez les aliénés et les criminels. Il affirme que certaines analogies entre l'homme de génie et le criminel, sont purement artificielles. Le génie créateur est déterminé par l'évolution de la nature humaine; il manifeste la vie concentrée et puissante, l'intuition du passé et de l'avenir; tandis que le criminel, dont le but est négatif et pratique en même temps, suit son idée fixe, représentant ainsi une parcelle de la vie déviée et éparpillée par la démence ou la dégénération.

MARYA-CHÉLIGA.

INDEX. — *Une femme émancipée au* XVIe *siècle, essai biographique sur Olimpia Morata*, par KORCZAK (*Ateneum*, août 1898). — Silhouette intéressante et documents inédits sur la très savante et très célébrée jadis poétesse italienne, femme d'André Grunthler, professeur à l'Université de Heidelberg. — *La Société et le militarisme* (*Przglad Wszechpolski*, n° 17, 1er mai). Article anonyme; l'auteur déplore l'influence néfaste du militarisme sur la conscience populaire. Un paysan ayant reçu « l'éducation militaire » devient une véritable brute, cruelle, arrogante, démoralisée et dangereuse pour la société. Cette « éducation » devrait être profondément modifiée, selon l'auteur, indigné par les abus quotidiens commis par les ex-militaires sur les « civils », leurs véritables victimes.

REVUES DE LANGUE RUSSE

La situation économique des paysans en Russie, par Th. TERNER (*Wiestnik Evropy*, juillet). En constatant que depuis l'affranchissement des serfs, le développement économique en Russie a en général marché d'un pas gigantesque, l'A. pose cette question : le bien-être économique de la population rurale a-t-il progressé dans la même proportion ? Dans son étude très détaillée et bien documentée, l'A. démontre que dans les deux ou trois années qui ont suivi l'affranchissement des paysans en Russie, leur bien-être n'augmenta point; la cause de cet état stationnaire était le changement du tout au tout des conditions de leur vie sociale. Mais après cette courte période d'accommodation économique, le bien-être des travailleurs ruraux commença à s'élever rapidement. En même temps le chiffre des mariages monta considérablement, et jusqu'en 1885, il y eut un accroissement extraordinaire de la population. Mais vers cette époque, les lots de terre, partagés en proportion, devinrent trop exigus; un grand nombre de ceux-ci atteignirent la limite à laquelle ils devenaient plutôt un fardeau, les récoltes qu'ils produisaient ne pouvant plus nourrir le cultivateur.

Aussi, le moindre lopin de terre boisée se prêtant à la culture fût-il mis en friche, de là, la disparition entière de petites rivières et le dessèchement du sol, causes essentielles de mauvaises récoltes ultérieures. Malgré cela, la production du blé, en général, augmenta de 12 pour 100, mais la consommation de blé par tête alla toujours en diminuant, se remplaçant au fur et à mesure par les pommes de terre dont la production augmentait progressivement. Le même phénomène s'observe pour l'alimentation du peuple par les produits animaux; la consommation du lait et de la viande a baissé. La quantité de chevaux n'ayant pas progressé proportionnellement à l'augmentation de la population, il s'ensuivit que dans beaucoup de localités, le nombre des familles *sans cheval* a atteint le chiffre de 50 pour 100. L'A. constate l'état déjà stable de la population dans plusieurs provinces, ce qui annonce le commencement de la dépopulation.

Il montre clairement que la situation économique des paysans en Russie, en général, a empiré depuis 1885; certes, il se produit des oscillations selon la bonne ou la mauvaise récolte de l'année, mais le total indique la baisse générale du bien-être de la population rurale. La mauvaise récolte, en 1891, lui a porté le dernier coup; le relèvement est d'autant plus difficile, que les impôts absorbent toute économie qu'une famille paysanne est en mesure de réaliser pendant les bonnes années. Une autre cause de la décadence économique des paysans, l'A. la voit dans la culture trop négligée des champs qui, pourtant, pourrait être améliorée sans tenter de changer complètement le système actuel de la culture intensive, trop coûteuse et par ce fait même impossible à introduire dans les villages russes. Il conclut à l'urgence de mesures appliquées par l'Etat, qui arrêteraient et empêcheraient la décadence de la culture chez les paysans et la ruine complète de leur bien-être qui est la base fondamentale de la prospérité du pays lui-même.

Marie Stromberg.

Index. — *Notre entraînement après la mode* (*Obrazovanié*, juillet-août). L'auteur anonyme de cet article est un adversaire acharné de l'enseignement du travail manuel dans les écoles primaires, surtout dans les écoles russes, où le temps d'études déjà très limité est encore abrégé dans les campagnes, attendu que depuis le mois d'avril, les enfants sont obligés d'aider leurs parents à leurs travaux des champs qui ne finissent guère qu'avec les premières gelées. *Henrik Ibsen*, par N. Mirovitch. (*Obrazovanié*, juillet-août). Après avoir tracé la biographie du célèbre auteur norvégien, l'Auteur fait l'analyse de plusieurs de ses œuvres. Il conclut qu'il serait difficile de résumer son action littéraire, vu la multiplicité des questions de la première importance dans le domaine de l'éthique et de la psychologie qu'il avait abordées dans ses œuvres. Bien qu'il n'en ait pas donné la solution, Ibsen a le grand mérite d'avoir éveillé la pensée en les soulevant. Dans toutes ses œuvres, l'auteur dramatique norvégien se révolte contre les vices inhérents à la société actuelle; il les condamne, les flagelle sans merci et, n'admettant pas le moindre compromis, demande la réorganisation entière de l'ordre social actuel. Selon Ibsen, les hommes en se perfectionnant individuellement feront adopter leurs principes par la Société.

REVUES DE LANGUES SCANDINAVES

L'éducation des enfants assistés en Angleterre par R. G. H. v. K. (*Dagny*, septembre) — S'appuyant sur l'autorité d'un livre récemment publié en Angleterre par M. W. Chance, l'A. aborde la discussion du douloureux problème de l'éducation des enfants assistés, et critique le système adopté dans les *Workhouse School* de la Grande-Bretagne. Il reproche à cette institution : 1° l'absence complète du caractère familial ; 2° la vie trop uniforme et trop monotone, particulièrement nuisible pour les jeunes filles. Evidemment beaucoup pourrait être fait pour remédier à cet état de choses, l'A préconise l'organisation d'excursions scolaires en été, l'autorisation pour les jeunes filles de se livrer elles-mêmes à leurs petits achats dans les boutiques de la ville, ainsi que la libre disposition de leur argent de poche — ce qui les initierait à la vie pratique et développerait en elles les qualités d'ordre et d'économie; 3° le luxe des écoles, qui n'est pas en rapport avec la condition modeste

à laquelle resteront soumis plus tard la plupart de ces malheureux ; 4° la réunion d'un grand nombre d'enfants dans un même local et en général l'éducation en commun ; 5° le coût très élevé du système employé ; enfin la possibilité de transmission des maladies contagieuses. L'A. fait, au contraire, l'éloge de l'institution des *Cottages-home*, principalement du « Villahem » suédois. Là, les petits pensionnaires ne sont pas réunis dans un même établissement, mais disséminés dans de petites agglomérations ou villas contenant de 15 à 40 enfants. Chaque villa possède son installation spéciale et indépendante ; la jeune fille s'y initie très tôt à la vie ménagère, y acquiert des notions d'ordre et d'économie. Un « papa » ou une « maman » — tels sont les vocables donnés aux directeurs ou directrices de ces villas afin de donner à l'institution l'apparence d'une famille véritable — dirige et gouverne le petit monde commis à ses soins. Les enfants et les filles sont élevés en commun jusqu'à l'âge de sept ans. Un autre système existe encore, et paraît, selon l'A., égalemeut recommandable, c'est celui des « asiles séparés ». Les asiles sont disséminés dans la contrée et ne se distinguent pas des habitations qui les environnent. L'enfant partage presque la vie commune et ne s'aperçoit guére de sa situation d'*assisté* ; il est élevé dans les écoles communales, enfin garçons et filles sont élevés en commun dans les asiles jusqu'à l'âge de 13 ans. L'adoption universelle d'un de ces deux systèmes, infiniment plus rationnels que les errements jusqu'ici suivis, aurait une importance considérable dans l'économie sociale et humaine en rendant mieux armés et plus forts, pour le combat vital tant d'êtres qui semblaient voués par leur naissance, à la décrépitude et à la souffrance.

A. de R.

REVUE DES LIVRES

LIVRES DE LANGUE ALLEMANDE

Ein Blick in den Zukunfsstaat. Produktion und Konsum im Sozial staat. par ATLANTICUS, avec une préface de Karl Kautsky ; vol. in-18 de 104 p.; 1 mark 50 ; J. H. W. Dietz, Nachf, éditeur, Stuttgart 1898. — Kautsky explique dans sa préface les conditions dans lesquelles ce livre a paru. C'était d'abord un article destiné à la « *Neue Zeit* » et que l'on s'est décidé à éditer isolément comme brochure de propagande bien que l'auteur ne fût par un social démocrate. L'auteur recherche s'il est pratiquement possible, grâce aux progrès de la technique et de la science et à un meilleur emploi des facteurs naturels, d'arriver à une augmentation de la production Son but est de montrer qu'après la prise de possession des moyens de production par la collectivité, une organisation systématique de l'industrie et une adaptation stricte de la production aux besoins de la consommation amèneront non seulement un bien-être général, mais encore une diminution des heures de travail. L'auteur s'appuie sur de nombreuses données statistiques et déclare s'embarrasser assez peu des théories adoptées généralement. L'ouvrage est intéressant et mérite d'être lu. Il réagit contre la répugnance invincible, qu'ont certains socialistes, à se faire une idée un peu exacte de la société future, même en partant des phénomènes actuels. Il raille en plusieurs endroits cette tendance ; son étude montre qu'on peut, en effet, préciser ses idées sur la société socialiste sans pour cela verser dans l'utopie fantaisiste. L'auteur passe successivement en revue différentes sphères économiques ; il les étudie dans leur état actuel et recherche s'il n'y aurait pas moyen de les mieux organiser. Il s'occupe successivement ainsi de l'agriculture (augmentation de la production, la propriété foncière, les engrais, etc.), de l'industrie (industrie des moyens de subsistance, du vêtement, industrie textile, industries métallurgiques, extractives, etc., industries du bois, du bâtiment, d'éclairage, etc.), des transports, etc.

LÉON RÉMY.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE. — *Die Loge der Malzindustrie in Œsterreich Ungarn ; eine wirthschaftliche Studie im Interesse unserer Malzindustrie, unserer Landwirthschaft und unseres Gerste Exportes*, von THEODOR EHRENSTEIN ; brochure in-8 de 18 pages ; Breitenstein, éditeur, Vienne 1898. C'est une petite brochure de 18 pages, destinée à protester contre les tarifs douaniers qui frappent la malterie autrichienne. L'auteur demande qu'ils soient modifiés.

LIVRES DE LANGUE ANGLAISE

Sir Thômas More's Utopia, translated into English by Raphe Robynson (London, J. M. Dent à Co, petit in-18, 183 p., 1 s. 6. d.). — M. Robert Steele publie dans la collection des *Temple classics*, de M. Israël Gollancz, une nouvelle et très élégante édition de la traduction de la célèbre Utopie du chancelier d'Angleterre, par Raphe Robynson. C'est le texte de 1556 que M. Steele reproduit, mais il y a ajouté la dédicace du traducteur à « Maister William Cecylle » qui ne se trouve que dans la première édition, celle de 1516. Lors de la publication de la deuxième, le secrétaire d'Etat Cecil avait perdu son emploi, ce qui explique sans doute l'omission. Le petit volume se termine par des notes, peu copieuses mais suffisantes. Une seule me choque : M. Steele, parlant d'Alde, l'appelle dédaigneusement *commercial printer*. L'illustre maître-imprimeur, le restaurateur des lettres grecques et latines, était autre chose, nous semble-t-il, qu'un simple boutiquier. Le glossaire aussi est suffisant et l'appendice bibliographique donne, de 1516 à 1898, 77 éditions de l'Utopie, parmi lesquelles 23 latines, 8 allemandes, 2 italiennes, 11 françaises, 2 néerlandaises, 4 espagnoles et 27 anglaises. La 28e, parmi ces dernières, celle de M. Steele, n'est certes pas la moins intéressante.

An Eight hours day, par W. J. Shaxby; vol. in-18, 133 p., 2 shellings 6 pence the « Liberty Review Publishing Co »; Londres 1898. — Livre de propagande bourgeoise et réactionnaire qui tend à prouver que ce n'est pas l'affaire des Parlements de fixer légalement le nombre d'heures pendant lesquelles les ouvriers adultes doivent travailler; que la question de la règlementation devrait faire l'objet de négociations et d'arrangements distincts dans chaque industrie, négociations à conclure entre patrons et ouvriers, sans ingérence aucune des autorités; que l'interdiction de travailler plus de huit heures amènerait infailliblement à sa suite une réduction sérieuse dans les salaires; qu'enfin le fait de faire du travail de huit heures une obligation avec sanction légale conduirait directement d'une part à l'adoption du système protecteur et d'autre part à la destruction inévitable de certaines industries et par conséquent à l'augmentation du nombre des ouvriers sans travail.

L'auteur croit avoir victorieusement établi sa thèse quand il a développé cet argument et il ne tient aucun compte des raisons bien autrement impérieuses qui militent en faveur de l'adoption de la journée de huit heures. Le temps souvent illimité que l'ouvrier consacre aujourd'hui à son labeur quotidien ruine sa santé et, dans mainte industrie, est en outre une cause de danger permanent pour le public en général. L'absorption d'une grande partie des ouvriers sans travail dans les rangs des travailleurs occupés contribuerait pour une large part à la solution d'un des problèmes les plus épineux de la question sociale. L'augmentation des salaires suivant l'adoption de la journée de huit heures amènerait une répartition plus équitable de la richesse créée par le travail. Le désir de s'instruire qui tend à augmenter parmi les travailleurs, au fur et à mesure des progrès de la civilisation générale, exige qu'on lui donne les moyens de pourvoir à ce développement intellectuel plus intense. Du reste, les lois déjà existantes — *Factory Acts* — bien que mal appliquées et protégeant peu le travail, sont un précédent à invoquer en faveur de la fixation d'une limite légale des heures à passer dans les ateliers. L'auteur ne se préoccupe pas davantage de la question de savoir si le système actuel de concurrence acharnée à laquelle se livrent les patrons et qui produit des conséquences économiques si désastreuses, ne serait pas dans une très large mesure annihilé par l'adoption d'une mesure uniforme du temps de travail. Notons en passant que ce qui précède est dit au point de vue des conditions actuelles, dans l'état de choses actuel; au point de vue de l'avenir, après une transformation radicale de la société, la question prendrait un tout autre aspect, que l'auteur ne touche pas, cela va sans dire, et dont nous n'avons pas à parler ici.

Victor Dave.

Index bibliographique. — *How we may dispose of our surplus Products and how we may employ our surplus Labor*, par J. Alfred Kinghorn-Jonos ; brochure in-32 de 16 pages ; 0 fr. 50 ; San Francisco 1898. Bien inutile de lire cette brochure.

— *The new philosophy of money*, par ALFRED B. WESTRUP; 1 vol. in-8°, 192 p.; 1 dollar; Minneapolis, F. E. Léonard. Traité pratique sur la nature et l'office de l'argent. L'auteur est un spécialiste des questions monétaires, fondateur d'une association de crédit mutuel à Minneapolis, Minnesota. — *The financial problem*, par A. B. Westrup; brochure in-8°, 30 p., New-York. Exposition des principes de la science monétaire, démontrant l'inévitabilité de l'abolition de l'intérêt. — *Citizen's money*, par A. A. WESTRUP ; br. in-8° de 27 p., New-York. Conférence sur la liberté des banques. — *Correspondance between an amateur and a professor of political economy*, par le Dr T. H. Benton DE WITT ; br. in 8°, 19 p.; Philadelphia, San José. Controverse au sujet de *Progress and Poverty* de HENRY GEORGE. — *The emancipation of Society from government*, par Dallan Doyle ; publications de la *Free Society Publishing Co*, brochure in 8° 16 p.; San Francisco ; Nécessité de l'abolition des gouvernements. — *Mating or Marrying which* ? par W. H. van Ornum ; *Free Society Publishing Co*, br. in-8°, 16 p. ; démontre la supériorité de l'union libre sur le mariage légal. — *The Physiology of love* par H. Seymour ; vol. in-16 ; 100 p.; 1 sh ; Londres et New York, 1898 Fowler et Co éditeur ; Etude pseudo-scientifique de stirpiculture, sous forme de réclame commerciale, l'auteur annonçant que, pour 5 et 10 shellings, il donne des consultations, écrites ou verbales, aux « ladies and gentlemen » qui lui enverront leur photographie, la mesure de leur taille, la couleur de leurs cheveux etc. Discrétion absolue !

LIVRES DE LANGUE BULGARE

La Russie en Orient, par le Dr G. RAKOWSKY ; vol. in-8, 253 p. Varna, 1898. — L'auteur commence son livre par le « Licht, mehr lichte » de Gœthe et nous pouvons affirmer qu'il a trouvé la lumière là où les diplomates aveugles ne voient rien. Documents en main, il montre la logique de la politique russe et son but final ; où d'autres ne trouvent que contradictions, puisqu'ils étudient isolément les actes de la Russie tsarienne, l'auteur voit une chaîne ininterrompue d'actes dictés par la même intention, parce qu'il étudie les faits avec les circonstances qui les enveloppent. Ainsi, Rakowsky prétend que le but final de la politique russe est Constantinople et les bords du Bosphore, et que la question d'Orient git dans l'antagonisme des intérêts russes et des intérêts européens. La Russie se croit l'héritière légitime de la Turquie et jamais ses tsars n'ont proposé le partage de la Porte entre les puissances comme ils l'ont fait pour la Pologne avec l'Allemagne et l'Autriche.

La guerre de 1876-77, que les russophiles nous présentent comme un acte désintéressé, n'a eu d'autre but, d'après l'auteur, que de rapprocher la Russie de Stamboul ; le gouvernement russe a voulu l'indépendance bulgare pour imposer, plus tard, son protectorat à la Bulgarie et répéter ce qu'il a fait pour la Crimée.

En effet, les événements qui ont eu lieu en Bulgarie après la délivrance nous prouvent que l'auteur a raison. L'Europe a eu peur de laisser la Bulgarie dans les limites fixées au Congrès de San-Stéfano. Elle a cru que la Russie pourrait se servir de cette principauté, mais elle a reconnu sa propre faute, et voilà pourquoi toutes les puissances européennes, sauf la Russie, ont reconnu l'union de la Bulgarie du Congrès de Berlin avec la Roumélie. La Russie seule s'y opposa, et ce, sous prétexte de sauvegarder les décrets du Congrès de Berlin qui étaient depuis longtemps violés par l'Autriche et par la Turquie. D'ailleurs, ils furent violés plus tard par la Russie elle-même, comme on le verra plus loin. Mais la vérité n'est pas là, l'auteur la trouve dans les complots que les commissaires russes organisèrent en Bulgarie et en Serbie, à la suite desquels eurent lieu la guerre fratricide et l'abdication du prince Alexandre de Battemberg. La Bulgarie a refait un peu de l'histoire polonaise mais heureusement le résultat ne fut pas aussi funeste.

Les patriotes bulgares ont sauvé leur pays du général Kaulbars, qui vint immédiatement après l'abdication, comme commissaire extraordinaire du Czar, malgré le Congrès de Berlin que la Russie prétendait défendre. Kaulbars n'a pu rien faire, il a quitté la Bulgarie. La Sobranié a élu le prince actuel que la Russie a refusé de reconnaître jusqu'en 1896. Aujourd'hui, Ferdinand fait des visites à Nicolas et, en Russie, on croit que c'est le plus sûr moyen d'arriver au but que l'on espère ! Mais que l'on n'oublie pas qu'il est des Bulgares qui veillent et s'intéressent à ce qui se passe dans

les palais. L'auteur conseille à la Bulgarie une politique défensive contre la Russie; il suffit que l'on se garde toujours de l'ours blanc. Comme socialiste, il ne peut que désirer des réformes intérieures en Russie, car, dit-il en terminant son livre, « nous n'avons pas peur d'une Russie constitutionnelle et démocratique. »

K. N. G.

LIVRES DE LANGUE FRANÇAISE

L'aventure de Jean Michel, par HENRY L'HUISSIER; (1 vol. in-18°, 3 fr. 50; Société libre d'édition, éditeur; Paris 1898. — M. L'Huissier aurait dû publier cet interminable roman au rez-de-chaussée d'un journal plutôt comateux comme *La Liberté* (le journal y eut gagné des milliers d'abonnés), ensuite le présenter à un entrepreneur de publications illustrées à 0 fr. 10 la tranche de 8 pages (l'entrepreneur eût fait fortune!) Mais *l'aventure de Jean Michel* est triste et sans séductions dans le format in-8°, malgré les petites agaceries de l'auteur en tête des chapitres : « On pourrait trouver et dire que j'ai quelque peu négligé le sympathique Zozim. Depuis déjà deux chapitres qu'il est retrouvé... » ou encore : « Ma toute charmante lectrice, *puisque vous êtes reposée et bien disposée*, je me mets à vos ordres pour continuer notre petite histoire. » Que la charmante lectrice se montre reconnaissante de tant d'attentions envers ce monsieur si prodigue (666 pages sans la table!) malgré son nom terrible à provoquer l'assassinat!

Quand même, par LÉON BERTHAUT (vol. in-18 de 290 pages, 3 fr. 50; Société d'éditions littéraires, Paris 1898). — Le roman vaut mieux que le titre niais qui servit de plaque indicatrice à la Ligue des Pieds commandée jadis par le grand poète des *Chants du soldat*. Quelques pages sur l'horreur de la guerre supportent la lecture. Mais l'auteur a l'audace de dédier son livre aux femmes qui sont mères — lesquelles donneraient plutôt à l'Allemagne (et avec raison!) la partie de la Lorraine que nous possédons encore, que d'envoyer leurs fils se faire tuer pour reprendre celle qui nous a été ravie.

Cœur d'enfant, par MAX LYAN; vol. in-8° de 284 pages; 3 fr.; 50; Société libre d'édition des gens de lettres, Paris, 1898. — Il y a dans ce livre d'émouvantes choses sur l'état d'âme d'une petite fille condamnée à passer toute sa jeunesse dans un pensionnat. La profonde saleté morale de la grande majorité de ses compagnes forcées à l'hypocrisie et flelleuses est cruellement étudiée. Mais ces fillettes de 12 ans ont des raisonnements bien au-dessus de leur âge; c'est un des rares reproches à faire à ce roman, hautement moral, que l'Académie française devrait tenir à honneur de signaler par une de ses récompenses.

Les Pierres qui pleurent, par HENRY BOURGEREL; vol. in-8° de 364 pages, 3 fr. 50: Société du Mercure de France, éditeur; Paris 1898; — Voici un roman bien troublant, plein de choses profondes et d'aperçus enfantins qui a ce charme de ne point ressembler à d'autres. Tout s'y passe en conversations entre rêveurs tourmentés du mal de vivre, en conversations qui agacent, qui séduisent et qui fatiguent aussi : on espère toujours — vainement — voir se dégager quelque action du brouillard lointain où des gestes semblent s'esquisser. C'est un livre de début fort déconcertant, mais qui vaut — certes! — qu'on le remarque.

Poèmes confiants, par HENRI VAN DE PUTTE; vol. de 63 pages sur Hollande, 2 fr.: Georges Balat, éditeur, Bruxelles, 1898. — Nous n'aimons pas beaucoup ce dernier livre de M. H. Van de Putte. Il dit, certes, la joie d'aimer et la saveur de la nature complice avec des mots très subtils et troublants, mais en beaucoup de vers, il semble trop insoucieux du rhythme et de la forme...

... Et si les grillons chantent toujours murmure...

Il est mort! il aimait les fleurs!
Il ne pourra plus les contempler,
Il ne pourra plus... mais que lui importe

Il n'existe plus ! Il est mort ! Qu'y faire ?
Les adverbes, trop nombreux, sont rarement heureux !
Un spleen amer navrait mon cœur saumâtrement.

Certes, il est louable de ne pas vouloir refréner son inspiration par des régles trop étroites, mais encore ne faut-il pas, sous prétexte que l'on écrit des vers, s'abandonner à des négligences que l'on ne se permettrait pas dans une œuvre de prose. La fadeur est à craindre pour quiconque ose désirer l'admirable qualité d'être simple.

Villoré, par Mme HENRY GRÉVILLE; 1 vol. in-18 de 276 pages, 3 fr. 50; Plon et Nourrit, éditeurs; Paris 1898. — Et les volumes de Mme H. G. montaient toujours ! La production littéraire chez certaines femmes-auteurs est prodigieuse, trop prodigieuse même parce qu'elle est trop facile. Dans ce livre, Mme G. nous raconte les aventures d'un jeune poète décadent échoué en province et qui roule des yeux blancs en récitant ses vers à faire pâmer d'aise les caillettes de l'endroit. Là-dessus viennent se greffer des histoires et des potins ruraux n'ayant aucun rapport avec le sujet de ce roman plutôt banal, inférieur aux œuvres précédentes du même auteur.

Le tribunal de Vuillermoz, par ANTOINE BAUMANN; vol. in-18 de 448 pages, 3 fr. 50; Perrin et Cie, éditeur; Paris 1898. — M. B. raconte, d'une façon très intéressante, quoique un peu lourde, toute la vie d'un tribunal de province, les dessous de la magistrature omnipotente et partiale. Nous assistons à tous les tripotages, à tous les compromis de la justice dérisoire telle qu'elle s'exerce de nos jours; et c'est un remerciement sincère que nous devons à l'auteur pour nous avoir dévoilé, lui aussi, les monstruosités de cette institution caduque et néfaste contre laquelle on ne saurait trop s'élever.

Calvaire, par M. REEPMAKER; vol. in-18 de 300 pages, 3 fr. 50; P. V. Stock, éditeur; Paris 1897.— Une femme mariée, mère de famille, qui, craignant de céder à un amour défendu, tue le monsieur qui le lui inspire pour n'avoir pas à succomber, tel est le sujet du roman de M. R. Dans une préface l'A. veut nous convaincre de la justice de l'acte qu'il décrit — qu'un meurtre peut être excusable en dépit de tous les préjugés qui nous régissent. Celui-là nous semble pourtant trop invraisemblable, bien qu'intéressant, et la torture morale de l'héroïne ne parvient pas à nous la rendre sympathique.

ALBERT LANTOINE.

Un essai de religion scientifique. Introduction à Wronski par CHRISTIAN CHERFILS; vol. in-8; Fischbacher éditeur; Paris 1898. — On conte que Socrate trouvait sa morale embellie, lorsqu'elle passait par la bouche de Platon; je pense que si Wronski, qui n'a d'ailleurs rien de commun avec Socrate, revenait au monde, il éprouverait une joie véritable en se voyant aussi heureusement et complètement expliqué par M. Cherfils. Heureusement ? certes oui, car je ne pense point qu'un sujet aussi ardu puisse être traité mieux qu'il ne l'a été par M. Cherfils. Complètement? je ne l'affirmerais peut-être pas, car il n'est pas de métaphysicien plus diffus et plus obscur que Wronski. Cet ancien panslaviste, lieutenant-colonel russe à 19 ans, qui fut professeur en France où il passa sa vie, était un mathématicien remarquable; malheureusement il eut l'ambition d'utiliser les mathématiques pour édifier une philosophie et même une religion, sorte de catholicisme vague et déformé. Le point de départ (les mathématiques, bases de la philosophie) et le point d'arrivée (suprématie du catholicisme) étant connus de l'auteur, il a agencé et fait cadrer tous les éléments d'un ensemble, auquel on ne peut refuser l'originalité. Rien n'est moins scientifique qu'un pareil procédé, et ce nous est une preuve de plus que souvent les mathématiciens sont inaptes à se défendre de supposer le problème résolu, et d'agir en des sujets qui ne les comportent pas par des procédés mathématiques. Aussi tours de passe-passe intellectuels, cercles vicieux, fautes de raisonnement, hypothèses injustifiables, sans compter l'ignorance de ce que sont le bouddhisme, le brahmanisme, le mahométanisme, la méconnaissance du christianisme vrai, voilà, exprimé en un langage qui nous fait regretter que Wronski n'ait pas écrit en

russe, ce que l'on peut trouver chez ce philosophe dont les œuvres incarnent tout ce que l'ancienne métaphysique a produit de dévergondage intellectuel. Et je ne fais point ici le procès de la métaphysique ni des métaphysiciens. Descartes, Spinoza, Leibnitz, Kant pour citer seulement ceux que je préfère, seront toujours profitables à l'homme de science. Leur génie est incontestable, leur influence considérable. Je ne crois Wronski ni philosophe, ni réformateur, ni précurseur. Tout au plus quelques chercheurs patients pourront-ils extraire de son fatras des curiosités ingénieuses; et en glanant dans les œuvres du mathématicien russe, trouver matière à dissertation sur « le savoir se donnant sans être et créant sa propre existence » sur « la création de la réalité absolue par l'homme afin qu'il se rende intime l'essence du Créateur et qu'il se donne ainsi l'immortalité », etc.

A ces curieux, l'ouvrage de M. Cherfils sera fort utile; M. Cherfils explique, il commente, il complète, il est très supérieur à Wronski; je suis très heureux d'avoir lu l'essai de religion scientifique; au bénéfice d'avoir vécu quelques heures avec un esprit aussi distingué que M. Cherfils, s'ajoute, malgré la sincérité de l'admiration de l'auteur de « l'introduction à Wronski », celui d'être suffisamment renseigné désormais sur le philosophe russe pour l'éviter soigneusement à l'avenir.

Dr L.

Campagnes de Crimée, d'Italie, d'Afrique, de Chine et de Syrie, 1849-1862; vol. in-8, de 434 pages avec 3 cartes; 7 fr. 50; Plon, Nourrit et Cie éditeurs; Paris 1898. — Ce volume est un recueil de lettres adressées au maréchal de Castellane par les maréchaux Baraguey d'Hilliers, Niel, Bosquet, Pélissier, Vaillant, et les généraux Changarnier, Cler, Mellinet, Douai, etc., etc. Il est la suite logique du volume que la même maison d'édition a publié sous le titre *Campagnes d'Afrique* dont il a été parlé dans l'*Humanité Nouvelle*. Ce livre est moins intéressant que le précédent, mais il vaut tout de même la peine d'être lu par tous ceux qui ont de l'attrait pour les questions historiques. En ce récit des incidents, des épisodes, des campagnes de Crimée, d'Italie, par des officiers supérieurs ou généraux qui étaient présents, on recueille maintes notions qui peignent l'état mental professionnel de ces militaires. Il est là foule de notes qui confirment — nous ne saurions trop le redire — les conclusions de notre *Psychologie du militaire professionnel*. Il y a, en outre, dans plusieurs lettres, des passages suggestifs pour qui étudie le rôle des armées en temps de paix, comme troupes de police, maintenant l'ordre du moment. Défenseurs du capitalisme, ces professionnels militaires s'affirment en de nombreuses lettres. Il y a en ces lettres des suppressions, des coupures; je crains bien que ce ne soient des fragments très intéressants, trop intéressants qui ont été supprimés. En somme, bonne contribution à l'histoire, et un peu moins bonne à la psychologie ou individuelle ou professionnelle.

A. HAMON

L'Insurrection crétoise et la guerre gréco-turque, par HENRI TUROT; vol. in-16 de IV-225 pages; 4 fr. avec cartes et 74 illustrations; Hachette éditeur, Paris 1898. — L'auteur alla en Grèce, en Macédoine et en Crète comme correspondant de l'*Eclair*. C'est le récit de ce qu'il vit, ou tout au moins de partie de ce qu'il vit, qu'il donne en ce livre qui fait partie de la collection des voyages illustrés que publie la maison Hachette. Trois parties en ce volume: la Crète; préparatifs de guerre; la guerre. M. Turot est favorable aux insurgés crétois qui luttent pour leur liberté et aux Grecs qui combattaient pour leurs frères. Mais il a raconté en témoin impartial les événements auxquels il assistait et a montré les Grecs surtout comme des fanfarons, une armée grecque très mal commandée par des officiers supérieurs — le fils du roi — qui ne songeaient qu'à la fuite. L'auteur, en son livre destiné à une lecture rapide par un public de jeunes gens, ne pouvait tirer des conclusions politiques, économiques et sociales; il se borne à dire qu'il ressort de cette guerre le rôle considérable joué par l'artillerie qui inutilise la cavalerie et annihile beaucoup l'infanterie. La guerre hispano-américaine montre le même phénomène. Ce volume d'une lecture aisée et attrayante est illustrée de soixante-quatorze illustrations d'après les photographies de l'auteur.

L'Orient et l'Europe depuis le XVIIe *siècle jusqu'aujourd'hui* par le baron AMAURY

DE LA BARRE DE NANTEUIL; vol. in-8 de xx-251 pages; 7 fr. 50; Firmin Didot éditeurs Paris 1898. — L'auteur étudie les rapports de l'Orient et de l'Europe depuis deux siècles; c'est donc un livre d'histoire relatant les luttes d'influence entre les notions européennes (Suède, Russie, Autriche, France, Angleterre, Allemagne) sur l'Empire ottoman, montrant les diverses phases de ces luttes et les diverses péripéties qui en résultaient pour la Turquie. C'est le deuxième livre consacré au XIXe siècle qui est le plus important du volume. Des cartes montrent la diminution progressive de l'Empire ottoman depuis 1698 avant le traité de Carlowitz jusqu'en 1898. Encore, dans cette dernière carte, l'Egypte et la Crète sont indiquées comme appartenant à cet empire, alors que réellement ces régions n'en font plus partie. Selon M. de la Barre de Nanteuil, qui, en son livre ,a analysé les causes profondes de la faiblesse ottomane, la Turquie puise un semblant de force dans les divisions de ses adversaires. Longtemps encore, au dire de l'auteur, les Turcs resteront à Constantinople grâce aux jalousies des puissances européennes. Le plus sûr garant du *statu quo* est, dit-il, l'antagonisme violent de la Russie et de l'Angleterre.

Le superbe Orénoque par JULES VERNE; 1re partie; volume in-18 de 306 pages, illustrations de Georges Roux; 3 fr.; J. Hetzel et Cie, Paris 1898. — Tout le monde connaît la merveilleuse série des « voyages extraordinaires » que,depuis plus de 30 ans, Jules Verne publie pour le plus grand amusement de la jeunesse du monde entier, car ces livres sont traduits en différentes langues. Cette collection vient de s'enrichir d'un nouveau volume contant les aventures d'une jeune Bretonne — déguisée en un jeune homme sous le nom de Jean — à la recherche de son père. Elle est suivie d'un pseudo oncle, vieux grognard; elle rencontre deux jeunes géographes et explorateurs français qui se résolvent à accompagner *ce jeune* compatriote, et trois géographes vénézuéliens qui, se disputant sur un problème géographique — la question du cours de l'Orénoque,— étaient partis pour le résoudre. La lecture de ce livre charme et instruit, car l'auteur a soin de ne donner sur les régions dont il parle que des renseignements très précis. A maintes reprises, il cite des fragments des chapitres que notre collaborateur Elisée Reclus a consacrés à l'Orénoque dans sa célèbre *Géographie*.

S. L.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE. — *Livre d'hommages des lettres françaises à Emile Zola*; vol. in-8 de VI-207 et 261 pages; 3 fr. 50; Société libre d'édition des gens de lettres, Paris. Georges Balat, éditeur, Bruxelles, 1898; ce volume se compose d'une série de lettres ou même d'articles inédits ou reproduits relatifs à l'affaire Zola, approuvant et célébrant l'auteur de *Rome*, il y a 81 lettres; ensuite se trouvent les impressions d'audiences du procès Zola par Séverine, réimpression de *La Fronde*, croyons-nous; en une deuxième partie sont les protestations, lettres et télégrammes qui furent publiés lors de ce procès dans les journaux. Il y a deux sortes de protestations et on retrouve les noms des mêmes personnes très souvent deux fois et parfois trois ou quatre fois; cela aurait eu besoin d'être expurgé. La plaidoierie de Me Labori termine ce volume qu'il est impossible de lire, mais qui a une valeur documentaire certaine. — *Les faussaires* (affaire Dreyfus) par JUNIUS; volume petit in-8 de 135 pages; P. V. Stock éditeur, Paris 1898; reproductions d'articles du journal *Le Siècle*; discussion sur les lettres et télégrammes « Speranza » attribués aux officiers Esterhazy et Du Paty de Clam; conclut qu'ils en sont les auteurs; une ordonnance de non-lieu a dit le contraire. — *Esterhazy?* vol. in-18 de XVI-460 pages; *Le lieutenant-colonel Picquart?* vol. in-18 de 439 pages; *Le capitaine Lebrun-Renault?*; vol. in-18 XXVI-438 pages; tous ces volumes par le capitaine PAUL MARIN; 3 fr. 50 chaque; P. V. Stock éditeur Paris 1898; examen de l'affaire Dreyfus, du procès Zola, et de la foule de procès ou d'affaires annexes; nombreuses citations de pièces — c'est-à-dire d'articles de journaux, de témoignages divers, de lettres, etc., toujours reproduits des gazettes; il n'y a pas de pièces inédites; — ces pièces sont étudiées, analysées, disséquées par l'auteur. Mais l'étude est très superficielle; travail hâtif, très hâtif, insuffisamment élaboré; n'a de valeur qu'au point de vue documentaire et évitera des recherches dans les quotidiens à ceux qui voudront étudier impartialement et à fond cette obscure affaire Dreyfus; l'auteur avait écrit avant ces livres un précédent ouvrage sous le titre *Dreyfus?*; il nous promet une suite, au moins 2 volumes. — *Lettres d'un innocent*, par le capitaine ALFRED DREYFUS; vol.

petit in-18 de 279 pages; 1 fr. ; P.V. Stock éditeur, Paris 1898; il y a une autre édition de ces lettres en in-18, sur beau papier, à 2 fr. 50, publication de lettres de M. l'officier A. Dreyfus du 5 décembre 1894 au 5 mars 1898; en toutes ces lettres, M. Dreyfus affirme son innocence et incite à rechercher le vrai coupable; la lecture n'en est rien moins qu'intéressante; c'est un document de plus. — *Dreyfus intime*, par H. VILLEMAR; brochure in-18 de 76 pages; 1 fr.; P. V. Stock éditeur; Paris 1898; mise en œuvre des lettres du capitaine Dreyfus qui, au dire de l'auteur « forment un un recueil d'édification » (!!); apologie du professionnel militaire Dreyfus qui est présenté comme un saint et un martyr; document curieux à consulter pour le penseur mais sans intérêt pour le public. — *Propos sur l'armée* par un ANCIEN OFFICIER; brochure in-18 de 34 pages; 1 fr; Société libre d'édition des gens de lettres; Paris 1898; ce petit opuscule est évidemment né de l'affaire Dreyfus, mais s'il est relatif à l'armée il ne parle pour ainsi dire point de cette affaire; il renferme foule de vérités et d'excellents conseils qui ne sont point nouveaux, car on put les lire sous une forme moins vulgarisatrice dans la *Psychologie du militaire Professionnel* de M. A. Hamon publiée en 1893; cette brochure d'un « ancien officier » est très bonne en son ensemble et mériterait d'être répandue. — *L'armée de Condé*, par URBAIN GOHIER; brochure in-8 de 68 pages; 1 fr.; P. V. Stock éditeur; Paris 1898; M. Urbain Gohier, dont la presse parle fort depuis quelque temps pour de bruyants articles sur l'armée dans lesquels il répète, comme des nouveautés, sous une forme passionnée, des vérités froidement dites il y a quelques années par MM. Colajanni, Corre, Hamon et d'autres. a recherché dans l'armée de Condé (1792-94) les noms des nobles qui combattaient contre la France d'alors, nobles dont les descendants sont actuellement dans l'armée française; il publie cette liste très suggestive; M. Urbain Gohier vient encore là après d'autres, car M. Charles Détré, collaborateur de *L'Humanité Nouvelle*, avait fait d'analogues recherches qu'il utilisa dans un ouvrage encore manuscrit — des fragments ont été publiés en cette revue — *La Grande Duperie* dont M. A. Hamon parle dans sa défense de la *Psychologie du Militaire professionnel*, édition de 1895; quoiqu'il en soit de ces questions de priorité, bonne brochure pour la propagande antimilitaire; elle serait meilleure si elle était moins imprégnée de passion. — *A M. Emile Zola*, par CHARLES ALBERT; brochure in-18 de 12 pages; bibliothèque des *Temps Nouveaux*; Bruxelles 1898; reproduction d'un bel article de M. Charles Albert publié par les *Temps Nouveaux*, l'organe anarchiste parisien. — *Conseils aux avocats et aux professeurs de la Diction* par LOUIS FAVRE, brochure in-18 de 36 pages; Giard et Brière éditeurs; Paris 1897; excellents conseils pour tous ceux qui sont appelés à parler en public : utile à lire par suite et à méditer. — *L'éducation et les colonies* par J. CHAILLEY BERT; brochure in-16 de 61 pages; 1 fr. A. Colin, éditeur; Paris 1898. Trois parties : Les futurs colons, l'instruction et l'éducation générales, l'instruction et l'éducation techniques; brochure bien faite sous tous les rapports et spécialement la deuxième partie; il y a sur ce que devraient être l'enseignement et l'éducation quelques pages qui valent d'être méditées par tous. — *Unité, Attractions, Progrès* par P. GAVALLET; vol. in-18 de 104 pages ; 2 fr. Société d'éditions littéraires, Paris 1898 ; inutile de lire cette élucubration. — *Les étapes d'un intellectuel* par A. RÉVILLE ; vol. in-18 de 131 pages ; 2 fr. P. V. Stock éditeur ; Paris 1898 ; opuscule qui entend donner l'évolution d'un intellectuel, d'abord convaincu de la culpabilité de M. Dreyfus, et venu peu à peu à la conviction de son innocence ; on sent le parti pris de l'auteur de plaider pour M. le capitaine Dreyfus. — *Nouveau Larousse illustré*; in-4; 0 fr.50 le fascicule; Librairie Larousse; fascicules 73 à 81 allant jusqu'au mot Canton; signalons parmi les articles ceux consacrés à Bonaparte, Bolivie, Acide borique, Boston, Bouchardat, Bouddhisme, Boulangerie, Bourreau, Bourse, Bretagne, etc ; toujours illustrations et cartes très bien faites. — *Le dossier du lieutenant Fabry* par ED. HÉMEL et HENRI VARENNES; brochure in-18 de 71 pages ; 1 fr.; P. V. Stock éditeur, Paris 1898 ; brochure suscitée par l'affaire Dreyfus, encore qu'elle relate une erreur judiciaire ou plutôt une iniquité judiciaire et militaire commise en 1813 ; trop brève cette brochure, car on ne voit pas assez en détail les ignominies commises ; document intéressant pour la psychologie des militaires professionnels et pour la criminalité professionnelle ; comme actualité, son mérite est très mince, pour ne pas dire nul. — *L'éducation présente* par le PÈRE DIDON ; volume in-18 de XVI 415 pages ; 3 fr. 50; Plon et Nourrit éditeurs : recueil de discours de forme plutôt belle, de fond plutôt mauvais ; beaucoup de rhétorique et de déclamation ; le temps passé à la lecture

de ce livre ne correspond pas au bénéfice intellectuel qu'on en retire ; les clichés habituels aux esprits arriérés y sont mis en valeur par une langue forte, vigoureuse, cet ouvrage est approuvé par l'ordre des Frères Prêcheurs (Saint-Dominique). — *La plate-forme électorale, les Principes, l'Action parlementaire* par A. MILLERAND ; brochure in-18 petit de 40 pages ; 0 fr. 10 Librairie de la *Revue Socialiste* ; Paris 1898 ; opuscule de propagande électorale socialiste, collectivisme d'Etat ; il est des social-démocrates étrangers qui prétendent que ce programme —lancé dans le monde lors d'un banquet à Saint-Mandé en 1896 — n'est pas du socialisme marxiste orthodoxe. — *La Femme au XX[e] siecle* par ELIZABETH RENAUD ; brochure in-18 de 36 pages ; imprimerie J. Allemane ; Paris 1898, c'est la reproduction en brochure de l'étude que Mme Renaud a publié dans l'*Humanité Nouvelle*, T. I. p. 337 et 454, mars, avril, mai 1898 ; vol. II. — *M. Edouard Drumont* par MAURICE LAUZEL ; brochure in-18 de 71 pages ; 0 fr. 25 ; Librairie de la *Revue Socialiste* ; Paris 1898 ; critique des agissements de M. Drumont ; violente attaque contre l'antisémitisme et son protagoniste qu'il considère comme un clérical et un jésuite de « robe courte » ; brochure de propagande. — *Les Anarchistes et les syndicats*, par le groupe des ETUDIANTS SOCIALISTES, RÉVOLUTIONNAIRES, INTERNATIONALISTES ; brochure in-18 de 31 pages ; 0 fr. 15 ; Librairie des Temps Nouveaux ; Paris 1898 ; excellente brochure de propagande du communisme anarchique, montrant l'attitude que les adeptes de cette doctrine doivent avoir vis-à-vis les syndicats ; cet opuscule préconise l'action syndicale. — *Rapport sur le mouvement éthique* par le Dr F. W. FŒRSTER ; brochure in-8 de 51 pages ; Berne 1898 ; cette publication faite sous la direction de la Ligue éthique (Zurich) donne un bref aperçu du mouvement en faveur de la culture éthique en Amérique, Allemagne, Angleterre, France, Italie, Autriche, Suisse. — *Le Barreau de Paris, Réformes pratiques* par M. PAUL MOYSEN ; brochure in-8 de 39 pages ; Paris 1898 ; critique assez vive de la condition actuelle du Barreau ; exposé du remède et des réformes proposées par l'auteur ; en appendice, il y a la relation brève de l'organisation de divers barreaux étrangers. — *M. Eugène Pouillet au Congrès international pour la protection de la propriété industrielle* (1898), par LOUIS DONZEL ; brochure in 8 de 32 pages ; très vive attaque contre M. Pouillet-avocat, spécialiste en propriété industrielle par un autre avocat, spécialiste en même matière ; l'attaque semble bien justifiée. — *George Sand*, par ALBERT LACROIX ; brochure grand in-8 de 47 pages ; Librairie de la *Nouvelle Revue Internationale* ; Paris 1898 ; ces fragments des souvenirs d'un éditeur, malgré des longueurs trop nombreuses, sont fort intéressants ; ils renferment la relation de faits curieux relatifs à G. Sand, Victor Hugo, Alexandre Dumas. etc. — *Nice en Carnaval* par MARS ; album grand in-8 ; 1 fr. 25 ; Société française d'éditions d'Art ; Paris 1898 ; texte inintéressant, nombreux dessins un peu plus amusants.

LIVRES DE LANGUE ITALIENNE

Pei regni dell'arte, par VITTORIO AMEDEO ARULLANI. 1 vol., 175 pages ; Giusti, éditeur ; Livourne, 1898. — Ce sont des essais très intéressants et élégamment écrits dont le premier sur le paysage dans la poésie française moderne. Il en démontre la grande valeur, et le rôle important qu'il y joue ainsi que dans presque toute la poésie contemporaine : certes, aucun âge n'a senti la nature comme nous la sentons ; aucun âge ne l'a fait participer comme nous aux jouissances et aux angoisses humaines. Le deuxième essai se compose d'une série de pensées sur l'art et sur les artistes ; la définition de l'art, la classification et les frontières des arts différents, le but idéal du travail artistique. Dans le troisième, sur Xavier de Maistre et le « Voyage autour de ma chambre », ce livre si original est analysé avec un esprit critique non moins délicat que profond ; parmi les précieusetés artificielles et convulsives d'aujourd'hui, on se sent bien à son aise en relisant les pages de de Maistre, si spontanées, si sincères, si équilibrées et pleines de bon sens, où les meilleurs effets artistiques sont atteints par la plus grande simplicité de moyens. Les origines du dessin sont le sujet du quatrième essai : exposition et discussion des diverses théories contemporaines sur ce sujet. Et le dernier et plus volumineux de ces essais étudie la douleur dans la vie et sa représentation dans l'art ancien, dans l'art plastique, littéraire et musical moderne, italien et étranger ; il ébauche des prévisions sur son rôle dans l'avenir.

Il duello, par le capitaine de cavalerie Filippo Abignente ; 1 vol. 192 pages, typographie éditrice de Brescia, 1898. — La petite brochure contient une étude originale de l'auteur sur le duel, à ses différents points de vue; une lettre de Paulo Fambri (une autorité reconnue en matière chevaleresque), en défense de cette manière violente de solution des questions d'honneur. Elle est accompagnée de répliques documentées et de réfutations logiques de l'auteur. Puis, viennent des observations originales sur le duel dans l'armée; la pétition contre le duel, adressée à la Chambre française par le colonel Perrone di San Martino, commandeur de la Légion d'honneur et très brave soldat; et enfin la conclusion de l'auteur, qui réclame l'égalité de tous les citoyens devant la loi, l'abolition de tout traitement spécial pour les crimes de duel, vu qu'il n'est qu'une rixe de gentilshommes semblable aux rixes plébéiennes avec ou sans témoins et en tout cas sans médecins : « On sait bien, désormais (qu'on se souvienne que c'est un capitaine de cavalerie qui parle), que dans les veines du prince et dans celles du prolétaire coule le même sang, avec les mêmes globules et de la même couleur: et il n'y a pas d'autres aristocraties qui pourraient invoquer des droits particuliers, si ce n'est celles de l'intelligence et de la vertu. Mais elles ne demandent ni des privilèges ni des immunités, et elles savent, au contraire, s'assujettir à des responsabilités bien plus graves que celles qui pèsent sur le vulgaire. Le temps du privilège est passé, et le duel, manière privilégiée d'égorger presque impunément son proche, devra bientôt disparaître de nos mœurs. »

Pour son compte, le capitaine Abignente est fier d'avoir toujours respecté et de s'être également fait respecter par tout le monde, sans recourir à aucune violence. « Mais, dit-il, si l'avenir me réservait cette épreuve douloureuse, je *devrais* la subir comme l'exige ma condition de soldat ; mais non sans remords, ni sans honte, pour n'avoir pas eu le courage de me conduire en honnête homme, pour m'être plié à la force du préjugé, pour avoir foulé aux pieds ma raison, mon véritable honneur, les principes de ma foi dans la justice et dans la vérité. » Mario Pilo.

Index bibliographique. — *Tramonti e viventi*, par Enrico Panzacchi; Giannotta, éditeur; Catania, 1898. Recueil de critiques et de discussions sur l'art et sur les artistes du passé et d'aujourd'hui, que l'illustre auteur a semé d'observations très fines et orné de son éloquence exquise et brillante. — *Cipro antica e moderna*, par le sénateur Tullo Massarani; Forzani, éditeur à Rome, 1898. Erudite contribution à une histoire future des Italiens à l'étranger, où sont mis en lumière les services du général Luigi Palma di Cesnola, pour la découverte, peut-on dire, de la Chypre antique, et pour l'évocation des trésors des quatre civilisations ensevelies dans son sol. — *Cinquant'anni di storia parlamentare*, par Edoardo Arbib, député; premier volume, 1848-1853; Rome, typographie de la Chambre, 1898. L'auteur, qui connait à fond la vie et les batailles parlementaires, nous fait vivre ici, par une véritable évocation tout impartiale et objective, cette importante époque de luttes mémorables entre le Piémont et l'Autriche, ensuite entre l'Etat et l'Eglise, entre les partis conservateurs et les progressistes. — *La verginita*, par Enrico Corradini, Florence, éditions du « Marzocco », 1898; roman de profonde analyse psychologique et d'art exquis de la parole. — *Guida del compratore*, par Luigi Buffoli; Civelli, éditeur, Milan, 1898. Brochure très utile par la défense du public contre l'avidité et la fraude des commerçants sans conscience ni pudeur, et en faveur du système coopératif. — *Pensieri di varia filosofia e di bella litteratura*, par Giacomo Leopardi Le Monnier, éditeur; Florence, 1898. Premier volume de 480 pages, des manuscrits inédits du grand pessimiste; il suffit d'en donner l'annonce. — *Saggio sui numeri-indici dell' educazione popolare in Italia e presso gli attri popoli civili*, par Eudo Monti; Agnelli, éditeur, Milan, 1898. Beau livre, plein de données du plus haut intérêt, et bonne action inspirée par le plus sain et illuminé sentiment de patrie.— *Lenau e Leopardi*, étude psychologique-esthétique, avec un essai de versions poétiques de Lenau, par Adolfo Faggi; Réber, éditeur, Palerme, 1898.

Le Directeur-Gérant : A. Hamon.

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — *Téléphone.*

Pour paraitre dans les prochains numéros

Les dessous de la Propagande chrétienne au premier siècle, par A. Chirac. — *Objectifs révolutionnaires*, par Gabriel De La Salle. — *Les doctrines anarchistes et leurs rapports avec le Communisme*, par I. Bloch. — *Au nom de la loi*, par Machtète. — *La Genèse du Socialiste Anarchiste*, par A. Hamon. — *L'évolution du Darwinisme sociologique*, par C. Fages. — *La Ville*, par Lucien Jean. — *Le Socialisme en Argentine*, par J. Ingegnieros. — *Expériences communistes*, par Ladislas Gumplowicz. — *L'harmonie dans la vie*, par Pierre Kropotkine. — *L'amour comme facteur de l'évolution*, par le Dr Woods Hutchinson. — *Quelques objections au matérialisme économique*, par G. Sorel. — *Déterminisme et responsabilité*, par le Dr Laupts. — *Histoire naturelle de Jésus*, par G. Lejeal. — *La question agraire et les systèmes économiques*, par Henri Dagan. — *L'hyperpositivisme de M. de Roberty*, par O. d'Araujo. — *L'idée du Progrès et l'Anarchisme*, par M. D. — *Le Mouvement insurrectionnel en Macédoine*, par G. Ciancabilla. — *Récit d'un Communard*, par A. Agresti. — *Le Socialisme des paysans en Hongrie*, par Eugène-Henri Schmitt. — *Une visite au sanctuaire d'Olympie*, par Léon Hennebicq. — *La danseuse*, par par Herman Bang. — *Psychologie du Mouvement socialiste en Italie*, par Ettore Ciccotti. — *La tristesse d'Ulad*, par Fiona Macleod. — *Le Poète*, par J.-J. Barionan. — *Michel Bakounine*, par Victor Dave. — *Le Spectre*, par Zabel Ohannessian. — Etc., etc.

L'HUMANITÉ NOUVELLE forme par an deux beaux volumes de près de 750 pages chacun, avec un index alphabétique des auteurs et des matières.

L'HUMANITÉ NOUVELLE

REVUE INTERNATIONALE MENSUELLE

Abonnements :		UN AN	SIX MOIS	LE NUMÉRO
	France et Belgique........	12 fr.	7 fr.	1 fr. 25
	Etranger (Union postale)..	15 fr.	8 fr.	1 fr. 50

Les abonnements partent de Janvier et de Juillet.

On trouve l'HUMANITÉ NOUVELLE dans toutes les Librairies de Paris, des départements et de la Belgique. A l'Etranger elle se trouve chez :

Aix-la-Chapelle
Barth, R.
Alexandrie
Stivala.
Amsterdam
Foikema Caarelsen et Cie.
Meulenhoff.
Meyer.
Nilsson et Lamm.
Athènes
Beck.
Bâle
Librairie Georg.
Barcelone
Mlle E. Piaget.
Verdaguer.
Berlin
Asher et Cie.
Friedlænder et fils.
Libr. Hirschwald.
Prausnitz.
Berne
Jent et Reinert.
Koerber.
Schmid Francke et Cie.
Bologne
Virano.
Zanichelli.
Bonn-sur-Rhin
Friedrich Cohen.
Boston
Little Brown et Cie.
Brunswick
Vieweg et fils,
Bucarest
Nerly.
Socecu et Cie.
Buda-Pesth
Killiau.
Revai frères.
Caire (Le)
Mme Barbier.
Diémer.
Cincinnatti
Wilde et Cie.
Coïmbra
Franca Amado.
Melchiadès et Cie
Colmar
Barth.
Prudhomme,
Constantinople
Baudin.
Heydrich.
Keil.
Sarafian.
Vafiadis.
Copenhague
Host et fils.
Tillgés Boghandel.
Hagerup.
Cracovie
Gebethner et Cie.
Francfort-sur-M.
Keller.
Fribourg
Veith.
Galatz
Nebuneli et fils.
Gênes
Beuf.
Donath.
Genève
Alioth.
Beroud et Jeheber.
Burkhardt.
Dürr.
Eggimann et Cie.
Georg et Kündig.
Jullien.
Robert H.
Stapelmohr.
Glascow
Bauermeister.
Greifswald
Bamberg.
Groningue
Noordhoff.
Hambourg
Brockhaus.
Rudolphi.
Heidelberg
Gross.
Helsingfors
Wasénius.
Jassy
Barasch.
Iliescu et Grossu.
Saraga frères.
Kieff
Idzikowski.
Kissingen
Weinberger.
La Haye
Belinfante frères.
Van Stockum et fils.
Lausanne
Benda.
Duvoisin.
Payot.
Rouge.
Leipzig
Brockhaus.
Hinrichs'sche Buch.
Haessel.
Hiersemann.
Hermann.
Kœhler.
Thomas.
Twietmeyer.
Leyde
Brill.
Lisbonne
Ferin et Cie.
Ferreira.
Gomès.
Monteiro et Cie.
Rodrigues.
Londres
Asher et Cie.
Dulau et Cie.
Grevel et Cie.
Kegan Paul, Trench, Trübner et Cie.
Nutt.
Quaritch.
Sampson Low et Cie.
Siegle.
Thacker et Cie
Williams et Norgate.
Madrid
Barrias.
Capdeville.
Fernando Fé.
Heriz.
Murillo.
Romo y Fussel.
J. Ruiz Cie.
Mayence
Lesimple.
Messine
Principato G.
Metz
Even frères.
Scriba.
Milan
Bocca frères.
Hœpli.
Monte-Carlo
Heuchy-Wandenberg.
Montreux
Monnerat.
Moscou
Tastevin.
Mulhouse
Baby, Ch.
Seiffer Vve.
Stuckelberger.
Munich
Ackermann.
Haas.
Riedel.
Naples
Prass.
Marghieri.
Neuchâtel
Berthoud.
Delachaux et Niestlé.
New-York
Dyrsen et Pfeiffer.
J. Jacobs.
Lemcke et Buechner.
Schmidt et Cie.
Stéchert.
E.-B. Wilson.
Odessa
G. Rousseau.
Mosketti.
Stadelmeyer.
Ouro-Preto
Numan et Cie.
Oxford
Parker et Cie.
Padoue
Drucker frères.
Palerme
Reber.
Saudron.
Philippopoli
Cravareff frères.
Pise
Spoerri.
Porto
Magalhaès et Moniz.
Martin.
Posen
Leitgeber et Cie.
Prague
Topic.
Rivnac.
Québec
Pruneau et Kirouac.
Réval
Klüge et Strohm.
Riga
Kymmel.
Stieda.
Rio-de-Janeiro
Briguiet et Cie.
Rome
Bocca frères.
Loescher et Cie.
Lux.
Modes et Mendel.
Molino.
Spithœver.
Rosario-de-Santa-Fé
Zacutti.
Rotterdam
Kramers et fils.
Saarbruck
Klingebeil.
Saint-Pétersbourg
Eggers et Cie.
Librairie des Novosti.
Ricker.
Schmitzdorff.
M. O. Wolff.
Santiago
Roberto Miranda.
Sienne
Torrini.
Stockholm
Fritze.
Loostrœm et Cie.
Norstedt et Sœner.
Samson et Wallin.
Strasbourg
Derivaux.
d'Oleire.
G. Rettig.
Staat.
Singer.
Treuttel et Würtz.
Trübner
Thorn
Zablocki.
Trèves
Lintz.
Turin
Bocca frères.
Bréro.
Casanova.
Clausen.
Lattès et Cie.
Rosenberg et Sellier.
Strèglio.
Utrecht
Beijers.
Varsovie
Gebethner et Wolff.
Hœsick.
Orgelbrand.
Wende et Cie.
Venise
Debon.
Ongania.
Vérone
Drucker frères.
Vevey
Schlesinger.
Vienne
Braumüller et fils.
Brockhaus.
Frick.
Gerold et Cie.
Wiesbaden
Bergmann.
Wurzbourg
Stahel.
Zurich
Meyer et Zeller.
Ebell.

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — *Téléphone.*

O[illegible]

2e Année. XVII Novembre 1898.

L'Humanité Nouvelle

REVUE INTERNATIONALE

SCIENCES ET ARTS

Sommaire :

PARIS
Librairie C. Reinwald
SCHLEICHER frères, Editeurs
15, rue des Saints-Pères

BRUXELLES
Librairie Spineux
62, rue Montagne de la Cour

PRIX DU NUMÉRO :

France et Belgique....... 1 fr. 25
Étranger............ 1 fr. 50

L'Humanité Nouvelle

REVUE INTERNATIONALE
SCIENCES ET ARTS

paraît mensuellement en un volume in-8 d'au moins 128 pages

Rédaction : 3, Boulevard Berthier, Paris (XVIIe Arr.) ; le jeudi de 2 à 6 heures.
Administration : Librairie C. Reinwald, Schleicher frères, éditeurs
15, rue des Saints-Pères, Paris (VIe Arr.)

Rédaction pour la Belgique : 1, rue de Lausanne, Bruxelles.

ABONNEMENTS :

	Un an	Six mois
France et Belgique	12 francs	7 francs
Etranger (Union postale) . . .	15 francs	8 francs

Les Abonnements partent de Janvier et de Juillet.

L'Humanité Nouvelle contient des articles de sciences sociales, physique, chimique, naturelles, de philosophie, d'histoire, de critiques sociale, politique, littéraire, artistique, musicale, des nouvelles, des vers, des contes, dus aux meilleurs auteurs de tous les pays. Dans chaque numéro, il y a régulièrement une chronique littéraire, une revue des revues de toutes langues, une revue des livres, une vie littéraire, une vie sociale et politique. Le lecteur pourra ainsi suivre d'une manière exacte et approfondie l'évolution sociale, scientifique et artistique de tous les pays.

PRINCIPAUX COLLABORATEURS :

Henri Albert; Grant Allen; Ch. Andler ; J. Baissac ; Herman Bang ; A.-D. Bancel; L. Bazalgette ; I. Bloch ; J. Borchardt; Frédéric Borde ; Brieux ; C. Brunellière ; E. Cammaerts ; E. Carpenter ; Victor Charbonnel ; M. Charnay ; Marya Cheliga ; A. Chirac ; Ettore Ciccotti ; Judith Cladel ; N. Colajanni; Vte de Colleville ; C. Cornelissen ; J. Coucke ; Benedetto Croce ; Jules Dallemagne ; Victor Dave ;G. De Greef ; Gabriel De La Salle ; Léon Delbos ; Pierre Delsol ; Célestin Demblon ; H. Denis ; Agathon De Potter ; Désiré Descamps ; Jules Destrée ; Ch. Détré ; P. Deutscher ; P. Dorado ; Holger Drachmann ; L. Dumont, ; G. Eekhoud; Havelock Ellis ; Emilio ; G. Ferrero ; E. Ferri ; H. Fèvre ; André Fontainas ; P. Fort ; Ed. Fuchs ; Henri Galiment ; Patrick Geddes ; G. Geffroy ; Ch. Gide ; Paul Gille ; Urbain Gohier ; J. Grave ; Ladislas Gumplowicz ; A. Hamon ; Gunnar Heiberg ; L. Hennebicq ; Mme A. Henry ; A -F. Hérold; Paul-Armand Hirsch ; V. Horta ; Mme J. Hudry-Menos ; Ibsen ; J. Ingegnieros ; Théodore Jean ; J.-P. Jacobsen ; L. Jerrold ; Simon Katzenstein ; G. Khnopff ; Maxime Kovalewsky ; C. de Kellès-Krauz ; P. Kropotkine ; Hubert Lagardelle ; Aug. Lameere ; Albert Lantoine ; Henry Lucas ; P. Lavroff ; James Leakey ; G. Lejeal ; C. Lemonnier ; Hipp. Lencou ; Ch. Letourneau ; Magalhaes Lima ; A.-N. Loock ; A. Loria ; Fiona Macleod ; Errico Malatesta ; Ch. Malato ; Marie Mali ; Tom Mann : Roland de Marès ; R. Mella ; S. Merlino ; Stuart Merril ; J. Mesnil ; Minovici ; Monseur ; Amy-C. Morant ; Eug. Morel ; Charles Morice ; Louis Mullem ; Nadar ; M. Nettlau ; Domela Nieuwenhuis ; Nikitine ; Gabriel Nissen ; J. Novicow ; E. Nys ; Alessandro Padoa ; F. Pelloutier ; J. Perry ; Edmond Picard ; M. Pilo ; G. Platon ; Paul Pourot ; Yvanhoe Rambosson ; Elie et Elisée Reclus ; Georges Renard ; Mme Elizabeth Renaud ; L. Retté ; Xavier de Ricard ; Jehan Rictus ; Dr J. Rizal ; J.-M. Robertson ; E. de Roberty ; Clémence Royer ; A. Ruijters ; A. Savine ; Savioz ; Robert Scheffer ; Eugène H. Schmitt ; Dr E. Segard ; L. de Seilhac ; Bernard Shaw ; Sibiriak ; G. Sorel ; Sorgue ; Robert de Souza ; Fred. Stackelberg ; C.-N. Starcke ; Marie Stromberg ; K. Tarassof ; Tcherkesof ; Eug. Thébault ; Léon Tolstoï ; G. Treille ; Van den Borren ; H. Vandeputte ; H. Vandevelde ; E. Vandervelde ; Van Kol (Rienzi) ; E. Verhaeren ; P. Verheyden ; E. Vinck ; A. Russel Wallace ; Walter-Jourde ; L. Winiarski ; Fritz de Zepelin ; etc.

La Revue ne publie rien que de l'inédit

ESSAIS

SUR

LA MONNAIE, LE CRÉDIT ET LES BANQUES

ORIGINES SOCIALISTES DU PROBLÈME AVANT LE XVIII[e] SIÈCLE

(*Suite*) (1).

La critique de la société tout entière s'était étalée sur le théâtre avec Aristophane et les grands tragiques grecs, avec Prométhée et Antigone, s'étaient insurgés à la fois contre Zeus et contre la Loi; quoi de plus admirable que l'éloquent rappel au droit naturel de l'individu, au droit anarchique, contre le droit de la cité que le sublime passage où la sœur des deux frères ennemis s'élève au nom du moi humain contre l'ordre légal de la collectivité! Elle ne recule pas devant le mot: l'Anarchie!

Or, c'est précisément ce triomphe de l'anarchie du moi, coïncidant avec la dissolution de la cité et avec l'avènement des puissances capitalistes qui justifie l'apparition du socialisme comme revendication des intérêts et des droits méconnus de la collectivité.

Avec le clair et profond regard du génie, Platon voit que les métaux précieux sont le symbole du mal moral et de l'inégalité économique. Nous avons déjà exposé sa théorie; nous n'y revenons qu'à notre nou-

(1) Voir l'*Humanité Nouvelle*; T. II; page 416; vol. III.

veau point de vue socialiste. « Les trapezites sont le pire fléau d'Athènes » (1); telle était depuis longtemps la conviction ou, si l'on veut, la croyance populaire. Platon, au nom de la philosophie, proclame que « l'or et la vertu sont comme deux poids mis dans les plateaux d'une balance et dont l'un ne peut monter que l'autre ne s'abaisse. » Il reconnaît parfaitement que l'or et l'argent sont une marchandise, car, dans sa division en sept classes des choses susceptibles d'acquisition, division qui constitue une des premières et des plus remarquables classifications méthodiques des métiers, il place d'abord tout ce qui fournit la matière première, sur laquelle opèrent tous les arts manuels destinés à la transformer et en première ligne l'or, l'argent et tous les autres métaux extraits des mines.

Tout le huitième livre de la *République* est consacré à la description de la lutte des classes spécialement sur le terrain économique. Dans l'Etat anarchique actuellement existant, le contrat est de part et d'autre une duperie; l'échange est vicié. Il n'y a plus de « valeur vraie » des produits. De ce vice fondamental, dérivent tous les maux de la société; il n'y a plus que la valeur marchande, celle de spéculation, tout l'opposé de la première. La valeur vraie est basée sur le prix de revient; la méconnaissance de cette loi altère à son tour toute l'économie de la production et celle de la répartition. La spéculation est, au contraire, l'âme du commerce; elle est purement égoïste; son but est la richesse, le capital, l'accumulation de l'or. C'est là une fausse économie politique, une pratique antinaturelle. C'est l'accumulation de l'or qui a rendu possible cette perversion de l'économie naturelle par son rôle d'intermédiaire obligatoire dans les transactions. Il faut donc proscrire l'usage des métaux précieux à l'intérieur. Cela est possible par la création d'une monnaie purement idéale, de véritables bons d'échange non utilisables pour le commerce extérieur.

On le voit, le problème était nettement posé sinon résolu; la théorie de la valeur de Platon annonçait celle de Marx; sa conclusion était celle des écoles socialistes contemporaines les plus avancées; c'est celle de R. Owen et de M. Solvay. Elle est plus logique et plus vraie que celle de Marx en ce qu'elle considère l'échange, la circulation, comme le facteur économique le plus général, celui dont la perturbation agit directement sur l'ordre de la production et de la répartition des richesses.

Pour le surplus, les solutions de Platon étaient simplistes; comprenant fort bien que l'intérêt est la conséquence de la plus-value capitaliste et ne concevant pas encore la possibilité de son élimination progressive par l'organisation du crédit mutuel, collectif et gratuit, il proscrit purement et simplement toute transaction basée sur le crédit, comme si toute transformation de la matière par le travail n'impliquait pas un interrègne jusqu'à son accomplissement, lequel lui-même n'est qu'une fin provisoire dans cette transformation continue. Pour lui, le crédit est la raison de l'intérêt; celui-ci étant le mal, il supprimait le crédit;

(1) Antiph. ap. Ath. VI, 226 d.

la vente-achat devait-être identique et ramenée à l'échange direct et immédiat, car la vente-achat ne diffère du troc qu'en ce que la contre-prestation est une quantité de numéraire.

La valeur vraie des utilités étant basée sur leur prix de revient, il restait cependant à en fixer le prix exprimé en numéraire idéal ou bons d'échange. Dans ses Lois 920 *b*, il conclut pratiquement que la valeur objective des produits, leur *juste prix*, sera déterminé par l'Etat, au moyen de l'intermédiaire des nomophylaques assistés d'experts compétents dans chaque spécialité. Cette conclusion était parfaitement logique du moment qu'est supprimé le régime du marché par la loi de l'offre et la demande; alors les prix ne peuvent être établis que par des tarifs administratifs ou par des traités entre les groupes de producteurs-consommateurs-échangistes. Ce dernier système, le plus démocratique, suppose une organisation de la force collective ouvrière qui était encore rudimentaire en Grèce; Platon ne pouvait conclure qu'à l'intervention de l'Etat. Cependant, rendons justice à cet immortel génie; dans *Les Lois* mêmes, il proclame que l'Etat, dans sa conception, n'est plus une classe distincte, l'Etat c'est tout le corps social, gouvernants et gouvernés.

Il semble du reste comprendre que son plan de réforme pratique est trop simpliste pour pouvoir s'adapter à la masse et à la complexité des relations économiques nées du développement de la circulation et de l'industrialisme; il veut en effet revenir à l'économie agricole, à ce stade où chacun ne produisant que le nécessaire à lui-même et aux siens, le commerce et aussi l'inégalité étaient exclus de la cité en même temps que le luxe. Mais encore, dans cette supposition, sa théorie de la valeur et des prix n'était-elle pas incomplète? Quelle était l'unité de mesure empruntée au prix de revient; quelle quantité de production ou de travail représentait-elle? Ici Platon, idéaliste en économie comme en philosophie, aboutit, comme nous l'avons vu, à la création d'une monnaie purement idéale, valable uniquement à l'intérieur; ainsi, dès lors, était soulevé le problème repris à nouveau par M. Solvay. Observons cependant que la solution de Platon était plus idéaliste en apparence qu'en réalité; cette mesure de la valeur, qui cessait d'être objective et concrète, était reconstituée en fait : c'était l'Etat, par ses fonctionnaires et ses experts, qui devenait le mètre vivant mais collectif de la valeur; une estimation générale et commune était substituée à la spéculation égoïste; même cette estimation collective, dans la pratique, était basée sur le prix de revient. Il n'en est pas moins vrai que la théorie platonicienne de la valeur était insuffisante et subjective dans son application à la fixation des prix. Comme l'ensemble de la doctrine, elle est essentiellement socialiste et c'est avec raison que Platon a été et restera considéré comme le précurseur génial de toutes les écoles réformatrices subséquentes qui, jusqu'à nos jours, par une succession ininterrompue, nous ont transmis son héritage intellectuel de mieux en mieux amendé et développé.

Ce qu'il est essentiel de signaler maintenant, parce que les théoriciens de l'économie et de la politique orthodoxes et doctrinaires l'ont méconnu trop longtemps et, à leur suite, beaucoup d'esprits indépendants même

parmi les socialistes, c'est que le second grand penseur dont l'œuvre couronne si admirablement l'évolution du génie grec au moment où il s'épand sur le monde en brisant l'ancien cadre de la cité, n'est nullement l'antithèse absolue de Platon, qu'il se rattache lui aussi au socialisme suivant la définition que nous en avons donnée en commençant ce chapitre.

Chez Platon, il est vrai, l'Etat, c'est-à-dire la société, est au premier plan ; la vie individuelle ne vaut que parsa valeur collective; mais il en résulte le bonheur individuel comme conséquence du bonheur général. Chez Aristote, l'individu est le facteur ou plutôt la fin dont la considération doit être prédominante, mais l'Etat est l'instrument consacré à la réalisation de son bonheur. La formule est renversée ; mais, dans la réalité où est la différence? La conception d'Aristote est-elle individualiste ? L'Etat, dont la fonction est le bonheur de l'individu, n'est-il pas un Etat socialiste, un état interventionniste et pas du tout manchestérien, comme nous dirions aujourd'hui? La vérité est qu'Aristote est le premier des sociologues; qu'il n'est ni socialiste ni individualiste absolu ; qu'il recherche avant tout à déterminer les fonctions corrélatives de l'individu, de l'Etat et de la société qu'il envisage comme des organismes interdépendants.

Aristote, dès lors, se rattache au socialisme déjà scientifique. Ce caractère apparaît avec évidence notamment dans la *Morale à Nicomaque*, spécialement dans sa théorie de la justice commutative dans les rapports économiques :

« Tout le droit des associations, basées sur un contrat d'échange, repose sur l'exacte réciprocité de traitement des individus entre eux, de même indirectement, toute la société. » Seulement à la différence de Platon, il admet le numéraire comme intermédiaire des échanges et mesure des valeurs. Dans tout contrat, la vente par exemple, l'échange a pour objet des prestations équivalentes; mais une chose vaut plus qu'une autre; il faut donc trouver le moyen de les comparer entre elles pour assurer l'égalité des prestations ; la monnaie joue le rôle de commune mesure. « Pour qu'il y ait échange, il faut que toutes choses soient comparables d'une certaine manière. C'est à cela que sert l'argent qui joue ainsi le rôle d'intermédiaire. Il mesure toutes choses, en accuse l'excellence ou le peu de valeur, il indique, par suite, le nombre de souliers correspondant, par exemple, à la valeur d'une maison ou d'une quantité d'aliments. »

La monnaie idéale de Platon reposait sur une expertise des produits, sur leur tarification d'après leur prix de revient, l'unité objective de mesure faisait défaut. Il en est de même chez Aristote qui admet que l'échange ne peut toujours être immédiat et direct et dès lors admet logiquement la nécessité d'un numéraire et du crédit. Quelle est en effet la valeur même de l'argent qui, outre ses fonctions de mètre et de médium, est lui-même une marchandise? Quel est le caractère qu'il a en commun avec tous les autres produits et qui lui permet de les mesurer? Le problème on le voit, n'est pas résolu et le communisme platonicien basé sur l'échange immédiat et direct est plus logique;

même le bon d'échange étant un titre délivré par la société, permet les transactions à terme, sans recourir en réalité au crédit et sans subir l'intérêt qui en est le corollaire dans tout système monétaire métallique.

Peut-être cependant Aristote entrevoit-il que la mesure de la valeur est le travail incorporé dans le produit; il observe, en effet, que le travail de l'un n'est pas égal à celui de l'autre tout comme il proclame que les hommes ne sont pas naturellement égaux entre eux. Ainsi, il abandonne dans sa justice distributive individualiste les principes de sa justice commutative par lesquels il se rattachait au socialisme. Il ne voyait pas que les travaux individuels, au point de vue de la quantité et de la qualité se rapprochent en général d'une moyenne qui, dès lors, peut être admise comme mesure sociale de la valeur dans l'espace et dans le temps. Les millions de feuilles des arbres de même espèce d'une forêt, bien que toutes différentes entre elles, présentent un caractère spécifique commun où se fondent leurs particularités accessoires.

Dans tous les cas Aristote n'est pas individualiste, ni antisocialiste. Il a vu clairement que l'inégalité économique est destructive du corps social; il réagit, au nom de l'Etat, contre l'individualisme. Dans la vie économique, l'intérêt de l'individu et celui du prochain doivent se combiner dans l'intérêt du corps social. Ainsi, l'individu ne doit pas demander pour ses produits le prix le plus élevé, pour l'argent prêté l'intérêt le plus haut; le salaire, le prix, l'intérêt doivent être déterminés par le droit et l'équité. Notre co-contractant, notre ouvrier, ne sont pas de simples instruments de lucre pour nous; ils sont des hommes unis à nous par des liens non seulement économiques, mais moraux et sociaux. Dès lors, le *prix* doit être *juste* à tous ces points de vue.

Comme chez Platon une haute doctrine morale venait chez Aristote suppléer à l'insuffisance de la théorie économique. Cette même insuffisance explique que, dans la suite et même jusque vers le XIX[e] siècle, le socialisme sera surtout déduit de principes moraux et continuera sous ce rapport l'antique tradition idéaliste; le christianisme à son stade communiste primitif sera d'autant plus imbu de ce caractère qu'il coïncidera avec l'atermoiement réclamé par la civilisation à son avènement, atermoiement que le progrès scientifique postérieur a seul empêché de devenir une banqueroute.

C'est à cause de l'imperfection et de la faiblesse des bases de son droit économique qu'Aristote, disciple fidèle en cela de Platon, donne pour couronnement à la justice et à l'équité, la sympathie, l'aspiration vers la vie idéale ; l'un et l'autre exaltent la contemplation au détriment de l'action. Une bienveillance soutenue vis-à-vis de nos semblables devient ainsi le véritable ciment social. Cette philia a pour domaine les formes les plus diverses de la vie collective; corporations, communautés et groupes en général qui dépassent la vie individuelle.

En réalité, Platon et Aristote furent la source inaltérable et commune où s'abreuvèrent non seulement le christianisme et l'église catholique jusques et y compris Léon XIII, mais tous les réformateurs sociaux et, qui plus est, surtout en ce qui regarde l'illustre péripatéticien, les précurseurs et les fondateurs de la sociologie positive.

Aristote est le penseur le plus complexe de la civilisation gréco-asiatique; nous n'avons fait ici qu'esquisser un de ses multiples aspects, ses rapports avec le socialisme (1). Il n'est pas simplement le critique de Platon, il est aussi son continuateur, mais surtout il est lui-même un maître. Aucune secte n'a le droit d'invoquer à elle seule son nom glorieux; toutes au contraire ont subi son influence; la plus grave de toutes les erreurs serait d'opposer son individualisme au communisme de Platon. Aristote, au contraire, et c'est là son grand service sociologique, s'érige en adversaire, comme il le déclare formellement, de la doctrine individualiste de la liberté abstraite d'Hippodamos et contre celle plus absolue et plus radicale encore de Lycophron d'après laquelle l'Etat n'existe que pour assurer l'exécution des contrats; pour Aristote, l'Etat est un organe spécial de la société, un organe supérieur de bien-être général, de culture et de moralité (2).

Après Aristote, pendant les derniers siècles avant notre ère, l'Epicurisme et le Stoïcisme sont les doctrines dominantes; toutes deux se rattachent à Socrate et à Platon, la première par les Cyrénaïques, la seconde par les Cyniques. Toutes concluent au mépris et au renoncement lointain des richesses; toutes aussi, avec Aristote, pensent que le bien suprême est la vertu. Elles suppriment ou plutôt négligent le problème monétaire et du crédit; la question économique est avant tout une question morale. Les stoïciens surtout sont cosmopolites et fraternitaires; ils conçoivent une société universelle basée sur la raison et fondent le droit naturel.

J'ai décrit ailleurs l'évolution de la monnaie et du crédit dans le monde romain et montré ses rapports avec la circulation générale des richesses et les transformations de la propriété. La pensée romaine, par ses représentants les plus distingués, aboutit, comme en Grèce et du reste sous l'influence de celle-ci, à des conclusions socialistes. Tandis que la réforme agraire agite les populations, on comprend aussi que les vices de la propriété sont une des manifestations du capitalisme; celui-ci est à ce moment représenté par l'or et l'argent dont l'accumulation domine l'activité commerciale, industrielle et même agricole. La banque apparaît déjà comme l'organe par excellence du capitalisme; les banquiers, plus peut-être que les grands propriétaires, attirent sur eux la haine et le mépris populaires; ils semblent représenter et concentrer en eux tout le parasitisme social. Plaute soulève tous les applaudissements quand il assimile les banquiers aux *lenones* (3). C'est du reste l'opinion des écrivains les plus illustres et nullement révolutionnaires. Pline déplore l'introduction de l'or comme moyen d'échange; il préfère les échanges en nature; il englobe dans la même condamnation la monnaie métallique et la formation des latifundia; ces deux phénomènes lui apparaissent avec raison comme connexes; il

(1) Lire à titre de complément nos observations sur Aristote dans nos Essais précédents dans les *Annales de l'Institut des sciences sociales*. Année 1897.

(2) G. Platon. *Le socialisme en Grèce*. Paris, 1894. — Joh. Huber. Der socialismus, Rückblick auf das Alterthum, 1898.

(3) Curc., IV, 2, 21.

n'admet pas la productivité de la monnaie. Caton, l'agronome, dit : « Ce que c'est que prêter à intérêt? Tu le demandes! Demande alors ce que c'est que de tuer un homme! » Le célèbre prototype de Thiers, le farouche adversaire de Catilina, dans son *Traité des devoirs*, constate le mépris professé avec raison à l'égard des banquiers, des prêteurs d'argent. Sénèque, rencontrant l'argument ultime invoqué par le plus remarquable défenseur de l'intérêt à notre époque, M. Böhm-Bawerk, s'indigne qu'on vende « *le temps* »; il l'appelle l'usure « *sanglante* », seulement il ne voyait pas que le temps ne pouvait-être éliminé du calcul de l'estimation des valeurs que par des institutions sociales de crédit collectif et mutuel.

Du reste la protestation jusqu'à la fin est aussi continue que violente. Au IIe siècle de notre ère, Plutarque écrit un traité spécial où il déconseille et condamne le crédit et les emprunts ; on ne peut, d'après lui, emprunter sans s'exposer à mentir : « Quoi ! ajoute-t-il, vous êtes homme, vous avez des pieds, des mains, une voix et vous ne savez comment vous nourrir ! Les fourmis ne prêtent ni n'empruntent ; elles n'ont cependant ni mains, ni arts, ni raison ; elles vivent néanmoins de leur travail, parce qu'elles se contentent du nécessaire. Si l'on voulait se contenter du nécessaire, il n'y aurait pas plus d'usuriers qu'il n'y a de centaures. »

Ainsi tout aboutissait à la doctrine de la résignation et du renoncement volontaire ; en réalité, le socialisme n'avait plus de valeur que comme protestation ; du reste l'évolution économique elle-même allait bientôt faire de ce renoncement aux richesses une nécessité ; l'or et même l'argent allaient disparaître de la circulation et le christianisme, coïncider avec l'effondrement des richesses d'une civilisation minée et épuisée par le développement même du capitalisme ; la pauvreté deviendra d'autant plus facile qu'elle s'imposera ; l'intérêt de l'or et de l'argent sera d'autant plus aisé à supprimer qu'ils vont aller en se raréfiant de plus en plus et que l'on va revenir à la phase économique des prestations en nature. Les hommes allaient s'élever à la pensée d'une fraternité égalitaire dans la misère, n'ayant pu résoudre le problème de la valeur et de la juste répartition des richesses.

Les dernières écoles philosophiques d'Athènes, de Byzance et d'Alexandrie se fondirent naturellement dans le christianisme ; de même que l'âme était séparée du corps, le problème social fut conçu comme essentiellement moral et séparé des méprisables intérêts terrestres ; dans cette séparation même était le but de la vie ; le but était la purification et la mort était, comme disait Plotin, l'affranchissement par excellence.

Le christianisme primitif représente un état de conscience collectif connexe avec la situation sociale générale ; il conseilla et pratiqua un renoncement qui s'imposait ; le travail fut envisagé comme une peine salutaire ; cessant d'avoir pour but la richesse pour elle-même mais surtout l'amendement humain, il devait se limiter à la satisfaction des besoins les plus simples ; l'or et l'argent, l'intérêt, dans ces conditions, n'avaient pas de raison d'être ; à quoi bon même l'échange en

nature? Le type social de la société devenant la famille communiste, n'était-il pas tout indiqué de tout mettre en commun, chacun suivant ses facultés et de tout répartir à chacun suivant ses besoins dans la mesure indiquée par l'idéal de bonheur résidant dans le renoncement le plus complet possible aux superfluités et même aux nécessités matérielles?

C'est ainsi que la doctrine négative du renoncement se compléta logiquement et naturellement par une doctrine de la production et de la répartition, et que la protestation socialiste, d'abord réduite à être purement passive et négative après l'échec des révoltes d'esclaves et des réformes agraires et monétaires, aboutit à un plan positif de communisme.

Ainsi, dès l'antiquité avec Platon, Aristote et les écoles philosophiques postérieures, la protestation sociale contre le capitalisme avait été continue et l'histoire nous renseigne parallèlement sur les péripéties sanglantes de la lutte des classes. Avec Aristote, la science sociale positive s'était jointe au socialisme pour condamner l'intérêt de l'argent; sur ce dernier point il y avait unanimité. Plus logiques, les communistes platoniciens excluaient l'argent même et le commerce ; celui-ci était un des instruments d'exploitation des possesseurs de capitaux. Ceux-ci en effet ne comprennent pas seulement la terre, mère des matières premières, et les outils, mais les travailleurs eux-mêmes. C'étaient en réalité, on le comprenait, ces instruments vivants qui créaient et l'outillage et les matières premières et les subsistances ainsi que les revenus. Le capital ne venait donc pas de l'épargne, mais du travail non payé et qui, lui, pouvait être épargné ; de même le revenu. Aristote avait protesté avec raison contre le préjugé qui établissait des rapports de cause à effet, de mère à enfant, τοκος, entre le capital et le revenu, entre l'argent et l'intérêt. Capital, revenu, intérêt naissent du travail ; capital et travail ne sont pas en principe ni même historiquement et primitivement distincts ; Platon les ramenait par son communisme à leur indivision nécessaire. A ce moment, le travail-capital était représenté par les esclaves ; c'étaient eux qui épargnaient mais en faveur de leur maîtres, avec les instruments naturels ou artificiels, terre, outils et machines qu'eux seuls mettaient en valeur, même au point de vue de la direction, car les ingénieurs, contre-maîtres, comptables, etc., étaient eux-mêmes généralement des esclaves, parfois des affranchis. La séparation du capital d'avec le travail et la domination du premier sur le second étaient le fait des institutions historiques de l'évolution économique et pour une grande part, de la violence et de la conquête. Platon, supérieur en cela à Aristote, avait compris que l'argent était et ne devait être qu'un mode de liquidation des transactions entre échangistes, un instrument comme la balance pour l'estimation des poids ; il n'est pas nécessaire qu'il soit lui-même une marchandise ; c'était seulement par le vice inhérent aux institutions que l'argent pouvait être considéré comme un capital productif de revenu ; capitaux et revenus sont le produit du travail et doivent retourner aux travailleurs spoliés. L'argent n'est pas productif, ajoutait Aristote,

il est seulement le lien, l'intermédiaire, entre les divers agents de la production aux divers stades de transformation de la matière.

Mais Aristote se trompait en conservant l'usage de la monnaie métallique ; celle-ci n'est pas seulement un bon d'échange, mais une marchandise ; comme on l'a dit : 100 francs payables dans un an ont moins de prix que 100 francs payables de suite, de même que le pain dont j'ai besoin sur l'heure a plus de prix pour moi qu'un pain livrable dans un délai quelconque. Platon est plus logique, il supprime la monnaie marchandise ; la société communiste n'a besoin que d'échanger directement et immédiatement ; c'était une autre erreur ; tout travail implique du temps, donc du crédit. Le problème était d'organiser la force collective des producteurs-consommateurs-échangistes et d'annihiler par la solidarité non seulement le temps, mais l'espace, le risque, le poids mort de la circulation économique représenté par la monnaie métallique ; cela n'était possible que par la création d'organes sociaux plus parfaits. Ceux-ci faisant défaut, et les évènements politiques aidant par surcroît, l'évolution économique poursuivit son cours inconscient et il ne subsista plus pendant longtemps qu'un idéalisme communiste plus ou moins révolutionnaire, incapable de s'emparer de la direction sociale effective, mais qui devait servir de transition entre le monde ancien et la renaissance future du socialisme en affirmant sans interruption la légitimité constante des besoins dont le socialisme est l'expression.

Le christianisme primitif n'eut pas cependant pour unique affluent le socialisme gréco-romain ; celui-ci s'était lui-même accru des apports de la pensée orientale et notamment du judaïsme. Le Deutéronome interdisait le prêt à intérêt entre Israëlistes. Le livre de Néhémie nous montre celui-ci obligeant les prêteurs à rendre aux emprunteurs leurs champs, leurs vignes, leurs oliviers, leurs maisons et à renoncer au centième de l'argent, du blé, du vin ou de l'huile qu'ils avaient demandé à titre d'intérêt (1). Ainsi, le christianisme, aussi bien directement que par les sectes et les hérésies dont il ne triompha qu'en se dénaturant en partie lui-même au point de n'être plus dans la suite reconnaissable dans son rejeton catholique, se rattachait en outre à la loi de Moïse qu'il avait la prétention de remplacer. Le Mosaïsme était en effet lui-même communiste. Dieu était le propriétaire de la terre dont les hommes ne sont que les fermiers. De même que Dieu s'est reposé le 7e jour de la création, de même les travaux de l'agriculture sont suspendus tous les sept jours, et tous les sept ans sont abolies ou remises toutes les dettes et tous les quarante ans les propriétés grevées ou aliénées retournent libres aux possesseurs primitifs. (C'était l'année du Jubilé où également tous les esclaves devaient être rendus à la liberté.)

Plus d'un siècle avant le christianisme, les Esséniens, sur la rive Occidentale de la mer Morte, vivaient sans femmes, sans argent, en communauté ; de même les thérapeutes d'Egypte, et bien avant tous, les Cénobites brahmaniques et bouddhiques. Apollonius de Thyane, le

(1) Renan, Histoire d'Israël. Darmesteter. Les Prophètes Hébreux.

Christ avorté contemporain de Jésus, allait prêchant le communisme. Sérapiens et Ebionites, Zélateurs ou Galiléens, formèrent également des sectes religieuses excluant toute propriété privée, toute monnaie. vivant d'un travail modéré et d'aumônes.

Si le christianisme à son origine fut surtout une école de résignation et de renoncement volontaire, il ne tarda pas cependant, à mesure qu'il se propageait et se fortifiait, à se transformer et à donner naissance à un communisme véritablement révolutionnaire dont Saint Paul peut être considéré comme le premier et le plus puissant inspirateur. Saint Paul fut le K. Marx de son temps. Il formule et précise la doctrine communiste, encore vague et contradictoire dans les Evangiles :

« Tous ceux qui se convertissent à la foi mettent leurs biens, leurs travaux, leur vie en commun ; ils n'ont tous qu'un cœur, qu'une âme ; ils ne forment tous ensemble qu'un même corps. Nul ne possède rien en particulier, mais toutes choses sont communes entre eux ; c'est pourquoi il n'y a pas de pauvres parmi eux. Tous ceux qui ont des biens les vendent et en mettent le prix à la disposition des apôtres qui le distribuent ensuite *à chacun selon ses besoins*, » (Act. des Apôt. 11, 44 ; IV, 32).

« Dans un seul corps, il y a plusieurs membres, mais tous ces membres n'ont pas la même fonction ; de même tous les fidèles, quoique plusieurs. ne sont néanmoins qu'un seul corps en Jésus-Christ, étant tous réciproquement membres les uns des autres. » (Aux Corinthiens. XII, 4 et 55) « Qui ne travaille pas ne doit pas manger. » Ainsi il opposait la société communiste basée sur l'association, la solidarité et le travail à la société capitaliste vivant de l'exploitation des travailleurs. La monnaie et le crédit n'ont pas de rôle dans son système ; l'agent de la circulation et de la répartition des produits du travail, c'est l'apôtre qui les distribue suivant les besoins dans la limite des ressources de la communauté , sans considération de valeur ni de prix, le problème est résolu car il n'existe plus.

Le christianisme primitif représentait un état de conscience corrélatif à une dépression économique et sociale générale ; en réalité il faisait de nécessité vertu ; en renonçant à la richesse la masse en réalité ne renonçait à rien ; la doctrine encore une fois ne faisait que suivre les faits à la remorque avec la prétention non seulement de les coordonner mais de les créer. Cette évolution en grande partie inconsciente se traduisait dans la conscience collective par des préceptes conscients ; en somme c'était une rétrogradation parallèle à la vie économique et de l'intellectualité scientifique. Seulement le retour aux formes primitives remettait en pleine lumière l'iniquité du capitalisme représenté par la propriété, la monnaie métallique et l'intérêt de l'argent : la solution de leurs injustices apparaissait d'autant plus aisée que la chute économique était plus profonde.

Nous avons vu que si le christianisme à ses origines fut tout d'abord une doctrine communiste de renoncement et de fraternité, un état d'âme de résignation, déjà avec Paul il revêtait des allures plus positives et combatives. Il ne tarde pas à se partager en deux écoles, l'une

révolutionnaire, l'autre opportuniste et de même, tout à fait comme dans l'Empire Romain, une distinction s'opère entre l'Eglise d'Orient et celle d'Occident. L'Orient dont l'appauvrissement est moindre, où les capitaux monétaires ont en partie reflué, où l'activité économique est moins atteinte, renoncera la première à la pureté de la doctrine; celle-ci s'affirmera surtout en Occident et ici, ce sera la Gaule, la moins appauvrie, qui résistera le plus longtemps à l'introduction des commandements évangéliques.

En Orient l'intransigeance de Saint Basile, pour qui « le riche est un larron » ne prévaut pas contre la législation opportuniste de Justinien réglant simplement le taux de l'intérêt. Cependant tous les Pères de l'Eglise sont communistes, sans distinction et condamnent non seulement l'intérêt de l'argent, mais celui-ci même. « Nous apportons tout ce que nous possédons, nous partageons tout avec les indigents », dit Saint Justin. « Tout est commun entre nous, excepté les femmes », déclare formellement Saint Augustin. « La terre, dit Saint Ambroise, a été donnée en commun aux riches et aux pauvres. Pourquoi, riches, vous en arroger à vous seuls la propriété ? La nature a mis tout en commun pour l'usage de tous... La nature a créé le droit commun, l'usurpation le droit privé » formule tout à fait révolutionnaire et que nous retrouvons chez les théoriciens du droit naturel. Ambroise appartient du reste à l'Eglise d'Occident, comme Saint Jérôme qui, avant Brissot et Proudhon, proclame que « l'opulence est toujours le produit d'un vol ; si celui-ci n'a été commis par le propriétaire actuel, il l'a été par ses ancêtres. »

Moins absolu apparaît Saint Jean Chrysostome; pour lui, « la pauvreté est le bien par excellence. Le Christ l'a embrassée et a dit : « le fils « de l'homme n'a plus où reposer sa tête » et s'adressant à ses disciples: « Ne possédez ni or, ni argent, ni deux tuniques. » Son idéal ne s'impose que comme conseil : « il faut qu'il se fasse une espèce d'égalité en se donnant l'un à l'autre le superflu ; il vaudrait mieux que tous les biens fussent en commun. » Saint Clément, plus affirmatif disait avec Jérome : « En bonne justice tout devrait appartenir à tous, c'est l'iniquité qui a fait la propriété privée. »

Ainsi dans la doctrine communiste il n'y a plus ni échange, ni propriété ; la monnaie n'a pas de raison d'être. A plus forte raison sont exclus et condamnés le gain industriel et commercial, le crédit, surtout à intérêt ; tout cela était conforme à l'ancien et au nouveau testament.

Aux IVe et Ve siècles une foule de communautés d'hommes et de femmes existent sur ces bases et se multiplient ; cependant ces premières expérimentations socialistes n'étaient en somme que des îlots dans le vaste monde laïque qui les entourait et, par cela même, imposaient des pratiques moins rigoureuses ; l'école opportuniste orientale, à l'exception de Basile, représente surtout cette nécessité transactionnelle. Clément d'Alexandrie ne croit pas qu'il faille se dépouiller de son argent et y renoncer : quand le Christ dit : « Vends ce que tu as », il a voulu parler seulement de « l'amour effrené de l'or », sinon les pauvres seraient les plus vertueux par le fait même de leur pauvreté ; le sacri-

fice ne serait plus la vertu par excellence ; « Ne vaut-il donc pas mieux que chacun, en conservant des richesses médiocres, évite pour lui-même l'adversité et vienne au secours des besoigneux ? Quel partage pourrait-il y avoir entre les hommes si personne ne possédait rien ? »

Saint-Augustin traçait la ligne de démarcation entre la religion et le droit et concluait ainsi à leur conciliation ; la propriété est le droit humain, mais le droit humain c'est le droit impérial, or puisque c'est par les princes que Dieu distribue la justice au genre humain, le droit divin est par conséquent humain.

L'idéal restait certainement le communisme, mais on concédait une richesse, une propriété médiocre. La porte s'ouvrait maintenant à l'entrée en scène de la scolastique. La terre promise allait de plus en plus être reléguée dans les nuages paradisiaques; la richesse médiocre concédée pour le moment était tout ce que les privilégiés pouvaient ambitionner dans la détresse commune; quant aux pauvres, l'espoir d'une vie future plus heureuse est une véritable largesse, une libéralité surabondante même, puisque la mort à elle seule suffit à mettre fin à leurs misères à tel point que l'Eglise croit devoir faire du suicide un crime.

La doctrine communiste, du moins dans son application à l'intérêt de l'argent qui est l'aspect concret, le nœud vital du problème monétaire, avait cependant failli prévaloir dans la législation et ce d'autant plus facilement que la Rome païenne avait fourni plusieurs précédents à cette mesure (1). L'empire grec résista naturellement, comme nous l'avons dit à raison de sa prospérité relative, le plus longtemps. L'usure avait commencé par être interdite aux clercs ; mais enfin, l'Empereur Basile, 867-886, fait de la loi religieuse la loi de l'Etat : « Bien que la plupart de nos ancêtres aient cru bon de tolérer le prêt a intérêt, *peut-être pour limiter la dureté et l'inhumanité des prêteurs*, nous avons pensé que cette pratique est tout à fait indigne d'un *Etat chrétien* comme le nôtre et en doit être bannie, comme contraire au droit divin ; en conséquence, notre Sérénité veut qu'il ne soit permis *absolument à personne*, *dans aucune affaire*, de recevoir des intérêts, car nous craindrions, par notre attachement excessif au *droit*, de violer *la loi de Dieu*. Si quelqu'un accepte le moindre intérêt, que la somme soit imputée sur le capital ».

Ainsi la Cité de Dieu tentait de se substituer à la Cité antique, mais la contradiction était flagrante et plus profonde ; le prince l'avouait ; l'interdiction de l'intérêt rendait les prêteurs rigoureux moins accessibles ; ce qu'il fallait organiser c'était le crédit collectif ; le crédit étant une nécessité, un individu ne prêtera jamais rien à un individu pour rien, l'intérêt est la mesure de leurs actions. La tentative du socialisme impérial et chrétien était et devait être vaine ; aussi ne fut-elle qu'éphémère dans l'empire d'Orient et tôt submergée par le flot persistant de la vie économique, réfugiée dans cette partie du monde.

En Occident, où la vie économique avait été plus fortement déprimée,

(1) Voir le chapitre spécial consacré à l'évolution romaine de la monnaie, du crédit et des banques.

où la monnaie d'or et même d'argent avait presque complètement disparu de la circulation, où les banques avaient cessé d'exister, où l'ancienne organisation postale était désorganisée et les grandes voies de communication négligées, où, en un mot, avec le ralentissement de toute circulation, l'activité économique s'était contractée et localisée, la force de pénétration de la doctrine évangélique, en ce qui concerne spécialement la monnaie et l'intérêt de l'argent, fut nécessairement plus puissante. Là devait surtout être accueillie avec faveur la formule de Grégoire de Naziance empruntée à Aristote : « Supprimons ces enfantements monstrueux de l'or et de l'argent, tarissons cette fécondité empestée ! »

Dès 446, le pape Saint Léon avait tenté la réforme, mais son autorité temporelle étant insuffisante, elle n'avait pas été efficace. Ce fut Charlemagne qui la réalisa par ses capitulaires : « Il est absolument interdit, proclama-t-il, de donner quoi que ce soit à usure (denrée ou argent). Non seulement les clercs, mais même les laïques *chrétiens* ne doivent demander une usure. »... « Il y a usure quand on demande plus qu'on n'a donné... le prêt légitime consiste à ne rien demander en plus de ce qu'on a prêté ». Il proscrit même le gain commercial : « Quiconque, au temps de la moisson ou de la vendange, achète du blé ou du vin, non parce qu'il en a besoin, mais par cupidité, achetant, par exemple, deux deniers une mesure, et la garde jusqu'à ce qu'il puisse la revendre quatre deniers ou plus, voilà ce que nous appelons gain coupable ». Il devait dès lors logiquement tarifer le prix des denrées, pour empêcher le lucre ; c'est ce qu'il fit.

Ainsi la société chrétienne s'affirmait comme une collectivité basée sur l'égal échange; la mesure de la valeur était une mesure vivante, subjective, l'empereur; celui-ci tenait évidemment compte de la valeur objective des produits, en évaluant les divers éléments qui peuvent et doivent entrer dans cette appréciation, la rareté ou l'abondance, le travail incorporé, l'estimation qualitative de celui-ci, etc. C'était une solution autoritaire et simple, dans une société également hiérarchisée et simple. Remarquons, en outre, que la mesure n'était générale et radicale qu'entre chrétiens. Une porte restait ouverte. Ce qui était interdit aux chrétiens ne l'était pas aux juifs ; en fait la fonction du crédit n'étant pas supprimée, elle était spécialisée et déplacée. Les juifs devaient donc naturellement s'en charger et c'est le christianisme même qui a investi ceux qu'il persécuta et que nous continuons hypocritement à insulter et à molester, de la charge historiquement inévitable et déshonorante que les circonstances attribuèrent aux plus aptes en ce moment où le génie commercial s'était réfugié vers l'Orient dont les juifs étaient les représentants et les commis-voyageurs cosmopolites.

A ce moment, en Occident, l'Etat et l'Eglise se prêtent un mutuel appui. Le 6e concile de Paris, celui de Meaux, en 845, suivi d'un nouveau concile à Paris cinq ans plus tard, le concile de Valence, en 855, le concile général de Latran flétrissent et excommunient les prêteurs à intérêt que la législation laïque frappe, de son côté, rigoureusement.

Le concile de Vienne excommunie en outre les magistrats qui tolèrent les prêts plus ou moins déguisés. Ceci, cependant, prouve que les concessions pratiques persistaient en partie; il en était bien ainsi, car Saint Louis, allant plus loin que Charlemagne et ce, malgré les observations qui lui sont présentées sur la nécessité du crédit et sur l'intérêt contraire des seigneurs, dont les juifs constituaient la source d'un revenu très précieux, interdit le prêt à intérêt même aux juifs, sous peine d'expulsion; il autorise les barons à confisquer les biens des usuriers en général; par surcroît, ils avaient à subir les peines prononcées par l'Eglise pour le pêché, peines dont le pouvoir laïque assurait l'exécution. Comme Charlemagne, Saint Louis tarifie nécessairement le prix des denrées.

Cependant le courant évangélique n'était pas le seul; en fait, le droit romain ne cessa pas d'être appliqué dans certaines parties de l'Europe et il reprit peu à peu son antique autorité. Cette persistance et ce retour s'affirment par l'édit de Théodoric, roi des Ostrogoths, dès 501, par le Bréviaire d'Alaric, roi des Visigoths, dès 506. Au VI[e] siècle, paraît le *Responsum Papiani*, recueil en vigueur dans la Haute-Alsace, la Bourgogne et la Franche-Comté; dès 1100, l'enseignement de l'ancien droit réapparaît, comme le montre un *Brachylogus* ou Abrégé rédigé à ce moment par un anonyme, un certain Irnerius, croit-on.

C'est le moment où commencent à se fonder en Italie, puis en France, en Espagne et en Allemagne, les célèbres universités du moyen-âge, qui devaient successivement se poser en antagonistes de l'Eglise, sur la question du prêt à intérêt, telles les Universités d'Alcala, de Salamanque, d'Ingolstadt, de Fribourg en Brisgau, de Mayence, de Cologne et de Trèves qui, successivement, déclarèrent se rattacher aux principes du droit romain en la matière. Du reste, en France, dans les provinces du droit écrit, l'ancienne tradition n'avait jamais été complètement brisée.

Il était clair au surplus qu'après la fin de la décadence profonde des premiers siècles et la vraie renaissance sociale qui allait s'accentuer, un socialisme autoritaire et simpliste, procédant uniquement par voie de prohibitions et de tarifications plus ou moins arbitraires, devait devenir un obstacle à tout développement et, dès lors, être sacrifié en vue d'une adaptation sociale plus complexe à des conditions également plus compliquées. Le commerce s'était étendu, de grands marchés se tenaient à des époques périodiques; Juifs et Lombards se partageaient le monde des affaires; le crédit redevenait une nécessité, et avec lui, le prêt à intérêt, la société chrétienne ayant été impuissante à organiser l'égal échange et à supprimer la monnaie métallique qui est le pivot de la structure capitaliste. Les Juifs, en France, sont autorisés à prêter à 43 et au XIV[e] siècle à 86 p. 100, tant sont grands les besoins de capitaux monétaires! Ils sont à la fois changeurs et banquiers; pendant le temps de foire, il est permis même aux chrétiens, de prêter à 15 p. 100. C'est le premier pas vers l'abandon de l'état chrétien rêvé par Charlemagne et Saint-Louis.

Dès le XIII[e] siècle, en France, réapparaît la lettre de change pour les

règlements à distance, bien entendu encore accompagnée de procuration et sans la simplification postérieure de l'endossement. Non seulement le prêt à intérêt commence à être exceptionnellement permis en matière de commerce, non seulement il est généralement toléré, mais tel est le besoin de monnaie et de crédit qu'on en arrive à l'ordonner ! En 1327, il est enjoint par Charles-le-Bel « aux Italiens et Oultremontains, presteurs et casseniers (banquiers) de fréquenter les foires de Champagne, à peine d'expulsion du royaume. » La situation, on le voit, est renversée (1).

Ce fut le rôle de la scolastique, en se rattachant à l'école opportuniste dont nous avons montré l'existence dans le christianisme primitif, de servir de transition doctrinale entre la faillite de l'idéal évangélique et les nécessités nouvelles.

Il nous reste à montrer que, même pendant cette période, puis pendant la Renaissance et la Réforme et jusqu'au XVIII[e] siècle, le courant socialiste en ce qui concerne spécialement l'argent et l'intérêt de l'argent ne fut jamais interrompu et qu'au contraire, tout retour à un individualisme excessif, du reste généralement correspondant à un renforcement des pouvoirs politiques, eût toujours pour contrepartie une recrudescence de socialisme, aussi bien actif que théorique; quand la pensée semble faiblir, dans tous les cas, comme chez l'individu, les actes, le geste, les mouvements révolutionnaires réflexes, violents et subits persistent pour interrompre la prescription, en faveur du droit social, ignoré ou violé.

Millénaires, Gnostiques, Carpocratiens, Manichéens, toutes les sectes considérées par l'Eglise comme hérétiques, avaient été, à des degrés divers, communistes, de même les Nestoriens en Arménie, aux XI[e] et XII[e] siècles; ils étaient un reproche et un remord continus pour le catholicisme transigeant avec les nécessités temporelles, s'inclinant de plus en plus devant les puissances et se modelant sur la hiérarchie féodale, dont elle n'était plus que l'esprit, l'ombre, le double fidèle. En dehors des sectes religieuses et communistes, ce sont les insurrections plébéiennes qui, du X[e] au XII[e] siècles continuent par l'action, la tradition socialiste.

Comme la structure sociale est surtout agricole et militaire, que la monnaie est rare, que le commerce et l'industrie sont restreints à quelques centres urbains et que les prélèvements des seigneurs sur le travail, se traduisent principalement en prestations en nature et en corvées, les révoltes sont surtout agraires; les mêmes secousses font trembler toute l'Europe occidentale et centrale : insurrection des paysans normands en 997, des Pastoureaux, en 1250 et, vers la même époque des Birkeinbenher en Norwège, des Jacques, en 1358, des paysans du Valais et du Piémont, en 1307, des Lollards et de leur chef brûlé

(1) Pour l'histoire générale de l'économie politique au moyen-âge, je m'en refère spécialement à Cibrario, *Histoire de l'Economie politique au moyen-âge*, 1839; Inama-Sternegg, *Histoire de l'économie politique allemande*, 1879; Pigeonneau, *Histoire du commerce de la France*, 1885; Lamprecht, *La vie économique en Allemagne*; Cunningham, *Développement de l'industrie et du commerce en Angleterre*, 1890.

vif à Cologne, en 1322, des paysans anglais avec Wat Tyler et Straw, en 1381, des Ciompi de Florence, en 1378; de Wiclef (1324-1384) et de Jacques Cade, de nouveau en Angleterre. Jacques Cade propose au roi tout un plan d'organisation du travail communiste; de même que Wiclef, il demande l'application de sa théorie communiste intégrale, tout d'abord et immédiatement à l'Eglise et aux fondations monastiques qui détenaient à ce moment le tiers du territoire anglais. Toutes ces révoltes avortent et sont étouffées dans le feu et le sang. Jean Huss est brûlé vif par jugement du concile de Constance, ainsi que son disciple Jérome de Prague. Tous sont communistes; de même Jean Ziska et les Hussites et Taborites de Bohème, dont le formidable soulèvement ne peut être écrasé en 1434, qu'après dix-sept années de guerres épouvantables. Les survivants fondent en 1457 les premières communautés des frères Moraves, grâce à des concessions de terres qui leur furent faites; elles ont persisté jusqu'aujourd'hui. C'est, en effet, aux communautés des frères bohèmes fondées après la guerre des Hussites par des sectateurs de Jean Huss joints à des fugitifs Vaudois, mais presque disparues à la suite d'incessantes persécutions, que se rattachent les autres communautés des frères Moraves créées en 1722, au village d'Herrnhutt, dans la Haute-Lusace, sur des terres du comte de Zinzendorf, d'où leur nom d'Herrnhutter. Ces communautés se sont introduites de là aux Etats-Unis.

Partout l'Eglise catholique fit cause commune avec les vainqueurs et ce fut l'œuvre de la scolastique, de plier la pure doctrine évangélique fraternitaire et communiste à l'ordre nouveau qui allait permettre au capitalisme commercial et industriel, de se reconstituer surtout dès qu'il aurait retrouvé son instrument de domination indispensable, la monnaie métallique. Cependant la scolastique elle-même n'est pas sans hésitation, ni contradiction, et bien des passages de ses plus illustres représentants peuvent être invoqués par le socialisme, comme nous allons le voir en ce qui concerne le problème de la valeur, de la monnaie et du crédit. Chez eux, il y a également une école orthodoxe et opportuniste et une école de réformateurs plus ou moins révolutionnaires.

Raymond de Pennafort (1175-1275) admet en principe que tout gain est prohibé, mais il est intéressant de constater qu'il fait exception en faveur des artisans qui transforment la matière première, le fer, le plomb, le cuivre, acquis par eux; ils peuvent bénéficier sur la revente à titre de rémunération de leur travail; ils ont, en effet, augmenté la valeur de cette matière première de tout le travail qu'ils y ont incorporé. L'argument est du plus pur marxisme.

Henri de Gand (1220-1295) soutient la même thèse, mais en la renforçant par des arguments, et en même temps il l'affaiblit par l'extension qu'il lui donna: « N'est-il pas juste de tenir compte des changements que les denrées subissent entre les mains de négociants qui les achètent pour les revendre, changements de lieu, changements de temps, changements de condition? Telle marchandise est vendue à vil prix dans le pays où elle abonde, qui se vendra fort cher dans un

autre pays où elle est rare. Le commerçant qui a pris soin de la transporter est en droit de la vendre ce qu'elle vaut, quoiqu'il l'ait payée moins cher; car, contre le prix d'acquisition, l'acheteur doit rembourser les frais de transport. Ainsi, de même l'artisan qui a forgé une barre de fer doit recevoir à la fois le prix du métal et le prix de son travail ». Sans doute, mais remarquez comment subrepticement dans la thèse, a été introduite la notion de l'abondance ou de la rareté de la marchandise. Est-ce la loi de l'offre et de la demande, ou le travail qui détermine la valeur? L'hésitation naît dans la doctrine.

Gilles de Rome, mort en 1316, devient absolument opportuniste. Dans son *De regimine principum*, il se base sur la raison naturelle, pour justifier la propriété; celle-ci est, il est vrai, une création de l'Etat, mais l'Etat est lui aussi naturel, au même titre que la famille. L'Etat, au contraire de la loi divine, ne poursuit qu'une perfection relative dans l'intérêt social. Le commerce d'importation doit être autorisé, et aussi le commerce de l'argent, « car les monnaies qui sont en circulation dans les différentes contrées, n'étant pas les mêmes et n'ayant pas la même valeur, il faut bien que les habitants puissent, en cas de besoin, se procurer par voie de change, le genre de monnaie qui leur est nécessaire pour leurs transactions en pays étranger. Ainsi, il justifiait la propriété par le commerce, le commerce par la monnaie et la monnaie par la nécessité du change !

D'après François de Mayronis, mort en 1325, « le commerce est nécessaire à la vie humaine. Les hommes ont besoin communément de choses de même espèce. Or, toutes les régions n'ont pas des produits semblables. Les unes ont du vin, les autres des figues. Le commerce est donc nécessaire pour que ces produits soient portés de l'une à l'autre. De même qu'il y a un art de commerce naturel et licite, ainsi les échanges d'argent ou les changes proprements dits sont naturels et licites, parce qu'une monnaie a cours dans un pays et non dans un autre » (1). Certainement la division du travail social, si l'on écarte la thèse du communisme absolu, implique l'échange et le commerce ; mais le commerce même ne suppose pas nécessairement le gain commercial; quant à l'échange, l'égalité est son principe. La scolastique tournait évidemment dans un cercle vicieux de syllogismes.

Les mêmes hésitations et contradictions se manifestent naturellement en ce qui concerne l'intérêt de l'argent. Les scolastiques connaissaient l'objection que le prêt est à temps; le temps, ils le reconnaissaient, est à Dieu, et c'est un péché de le faire payer, mais ici, encore une fois, se rencontre l'argument opportuniste tiré de l'utilité générale, du bien de l'Etat.

Albert le Grand (1205-1280), dans sa *République*, tolère l'usure en vertu de l'intérêt supérieur de l'Etat. Fr. de Mayronis invoque le même argument. Les choses ne sont, du reste, ni fécondes, ni stériles *in se*, mais suivant leur usage et c'est le cas de l'argent.

La scolastique tendait donc malgré ses distinctions et sa cauteleuse

(1) *In quatuor libros sententarium*, liv. IV, dist, 169.4.

casuistique à se réconcilier avec l'utilitarisme des romanistes et des légistes. Légistes et canonistes luttaient d'opportunisme, s'imputaient les uns aux autres le mépris des principes. C'est ainsi qu'Henri de Gand combat les légistes, non parce que favorables à l'usure, mais parce qu'ils se permettaient de soutenir qu'elle n'est pas directement interdite par les lois civiles, qu'elle n'est illicite qu'en vertu des lois de l'Eglise ; d'après lui, « tout au contraire, les lois de l'Eglise ne la défendent que parce qu'elle est illicite *en soi*. »

L'utilité générale, tel était aussi le critérium de Buridan, le célèbre recteur de l'Université de Paris en 1327 et aussi de Durand de Saint-Pourçain qui admet que *le particulier* ne peut sans péché, ni prêter, ni emprunter à intérêt ; seulement l'Etat ayant intérêt à favoriser le crédit, Durand propose que l'Etat institue une espèce de banque de prêt public sous la direction d'un fonctionnaire. Pensée profonde, grosse d'avenir, véritable éclair dans les nuages médiévaux, permettant d'entrevoir l'évolution future du crédit, la solution sociale du problème où se débattaient encore les théories inspirées par Platon et Aristote, dans des contradictions sans issue.

Si le crédit est d'intérêt général, l'organisation du crédit doit être également collective. Ainsi, malgré l'autorité encore dominante d'Aristote, du Maître, dont la doctrine monétaire s'était retrouvée dès avant le milieu du XIII[e] siècle fort bien exposée dans un chapitre d'un ouvrage *De l'Image du monde* et intitulé : « Pourquoi la monnaie fut establie » on aboutissait à cette conclusion pratique que la monnaie et le crédit sont des nécessités d'Etat.

Buridan adopta et défendit cette théorie, mais moins génial que Durand de Saint Pourçain, il n'en tire que certaines déductions empiriques, bien que très importantes dans un temps où les princes altéraient généralement les monnaies, tant pour obvier à leur rareté, que pour se créer une ressource, du reste précaire, de revenus. Il ne s'agit plus maintenant de socialisme ; l'aspect social intégral du problème est perdu de vue, il n'est plus envisagé qu'au point de vue de l'intérêt général de l'Etat, c'est-à-dire d'un organe spécial de la société, de la fonction rectrice dont la fonction, précisément au fur et à mesure que le socialisme est relégué au second plan, apparaît comme le lien de coordination indispensable, à défaut d'institutions économiques que le socialisme militant ou théorique a été incapable ou empêché de réaliser. Cette évolution est dès lors parallèle du XIV[e] au XVII[e] siècles avec la constitution des Etats forts et centralisés où l'individualisme, en apparence vainqueur, est comme toujours et nécessairement contrebalancé par le pouvoir public représentant l'intérêt général ou supposé tel.

Ce caractère apparaît nettement dans les considérations du célèbre universitaire sur la monnaie ; il s'y montre le véritable précurseur de Bodin :

« Il n'est permis en aucun cas de faire un changement dans la monnaie *en vue d'un intérêt privé*. Mais il est des cas nombreux où des changements sont licites *en vue de l'intérêt général*... Ainsi quand la matière

qui composait la monnaie, le fer par exemple, est devenue très commune, il est avantageux au public et il est permis, en conséquence, d'y substituer une autre matière plus rare. Le prince peut également, pour le même motif, changer ou le poids ou le titre, ou même à la fois le titre et le poids d'une pièce de monnaie. Ainsi, l'on peut frapper de nouvelles pièces de même métal qui aient moins de poids et dès lors moins que les anciennes, mais ce qui n'est pas permis, c'est d'attribuer la même valeur à des monnaies inégales en poids et en titre et d'espérer de tels changements d'une façon arbitraire, *sans aucun avantage pour la communauté* ».

Dans la conception de Buridan, comme plus tard dans celle de Bodin, l'Etat représentait donc la communauté, son pouvoir n'était pas arbitraire; la nécessité de la monnaie métallique n'était plus discutée, mais cette monnaie devait être honnête. Universitaires et canonistes semblaient d'accord. La contradiction était dans le fait que pour le moment, la royauté représentait en réalité l'intérêt d'une caste dominante, tout en s'appuyant souvent sur le peuple, pour réduire la puissance féodale au profit de l'autorité centrale. Quant à l'Eglise, si elle renonçait de plus en plus à la doctrine socialiste, c'était bien moins, malgré ses déclarations, dans l'intérêt général, que dans celui de sa propre puissance temporelle ; ses restrictions à cet égard n'étaient plus que des mots destinés à couvrir son hypocrisie profonde consciente ou non. Ecoutons, par exemple, Gerson. « Qui ne sait, dit-il, que l'usure doit être extirpée ! » Voilà qui est net, mais il ajoute immédiatement : « mais il serait bon de dire dans quel cas, il y a vraiment péché d'usure, afin de ne pas confondre le juste avec l'impie et de ne pas qualifier d'usuraires certains contrats forts légitimes et de ne pas s'exposer par une rigueur mal entendue à *compromettre les revenus mêmes de beaucoup d'églises* » (1).

Voilà l'explication de la trahison de l'Eglise ; elle était elle-même propriétaire, le plus riche de tous à ce moment dans la plupart des pays européens. Son socialisme s'est réfugié dans les Ordres mendiants ; celui de Saint-François surtout réagit contre le courant économique. En 1332, sous la présidence de Michel de Césène, il se réunit à Pérouse et adopte la décision suivante : « Ayant examiné la question avec les preuves alléguées de part et d'autre, nous tenons fermement à la décision de la Sainte Eglise romaine et nous disons unanimement que ce n'est pas une proposition hérétique, mais saine et catholique, de dire que Jésus-Christ, montrant le chemin de la perfection, et les apôtres, marchant après lui et voulant conduire les autres, n'ont rien eu par droit de propriété, *ni en particulier ni en commun.* » Ce manifeste important était signé notamment de l'illustre Guillaume d'Ockam.

En réalité, bien que l'Ordre des franciscains invoquât l'autorité de l'Eglise à l'appui de sa décision, celle-ci était une véritable protestation

(1) Charles Jourdain. Mémoire sur les commencements de l'Economie politique dans les Ecoles du Moyen-âge *in* Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, t. XXVIII, 1874.



et presque un manifeste révolutionnaire. L'église n'oscillait même plus qu'en apparence entre la doctrine évangélique et ses intérêts temporels et capitalistes étroitement unis à ceux des puissances dominantes ; seulement elle éprouvait une certaine honte, sinon des remords à renier ainsi son passé et ses propres fondateurs. Jésus et les apôtres devenaient de plus en plus des ancêtres glorieux mais gênants dont le souvenir et l'autorité n'étaient plus invoqués que par les écoles dites révolutionnaires, parce qu'elles protestaient en actes et en paroles contre le courant égoïste, unilatéral et inégalitaire qui prétendait représenter le cours intégral de l'humanité.

(*Pour finir*). GUILLAUME DE GREEF.

La Tristesse d'Ulad

Poème.

Dans le lac marin maintenant connu pour être le Tarbert de Loch Fyne, mais dans les très anciens jours nommé le Haven du Foray (1), il y avait une fois un grianân (2), un bosquet solaire d'une si grande beauté, que les cordes des clarsachs (3) des chanteurs y vibraient même jusqu'en la bien distante Irlande.

Ceci fut dans les jours antérieurs à ceux où les hommes à jaune chevelure de Lochlin (4) vinrent en foule dans leurs galères, le long des lochs (5) et des fjords de l'ouest. Si lointain était cela que nul ne sait si Ulad chanta son chant à Fand avant que le beau Diarmid ait été tué sur le détroit entre les deux lochs, ou si ce fut lorsque les robes blanches de Colum (6) avaient coutume de venir de la pleine mer sur le Loch des Cygnes, maintenant le West Loch Tarbert, afin de gagner l'intérieur.

Mais qu'importe la date exacte des jours d'autrefois où le récit des années et des générations est comme les feuilles d'automne.

Ulad y était le poète-roi et Fand son amour : et la Vie et la Mort.

Ian Môr, de qui j'ai parlé, me raconta le conte, il y a beaucoup

(1) L'asile des Incurseurs.

(2) Habitation des femmes dans le sens poétique du rayonnement de leur beauté, *grianan* étant dérivé de *grian*, soleil en langue celtique.

(3) Harpes.

(4) Scandinavie.

(5) Lacs.

(6) Les moines de Saint Columba.



d'années. Je ne puis me souvenir de tout ce qu'il dit et je sais bien que l'écho d'ancienne musique qui était sous ses paroles comme il parla dans le crépuscule devant la tourbe, et dans la vieille langue de notre nation, n'est plus maintenant ce qu'il était alors.

Nul ne sait d'où vint Ulad. Dans les îles de l'Ouest, les hommes disaient qu'il fut prince du royaume des Ultoniens; mais là au nord d'Eiré, ils disaient qu'il fut roi dans les pays du sud. Art le Blanc, le sage et vénérable Ardrigh (1) des peuples qui vécurent parmi les pays lacustres au loin du sud, dit d'Ulad, qu'il naquit sous une étoile solitaire la nuit de la Fête de Beltane (2), et qu'il vint d'un pays ancien au nord ou au sud de Muirnict, la mer qui baigne les pieds des Galles et du Cornwall, du côté où le soleil se lève, et les rochers et les sables d'Armorique, là où la lumière rougit l'ouest. Mais sur Ioua, qui est maintenant Iona, il en était un plus sage qu'Art le Blanc, Duàch le druide et lorsqu'on le questionna sur Ulad, le poète-roi, il dit qu'il était de l'ancien peuple qui vécut parmi les terres intérieures d'Alba, la vieille race qui a connu le monde divin, les Tuatha-de-Danann (3), lorsqu'ils étaient visibles pour les hommes et qu'aucune mortalité n'était sur leur douce argile. Les insulaires furent ravis par ce que Duàch leur dit, car quelle sorte d'homme pouvait être celui qui avait vu Merlin allant extatique à travers les bois, jouant sur un roseau, caressé par des loups, et accompagné par le bruit des ailes d'aigles qui battaient les vertes ombres de la forêt au-dessus de sa tête?

Et de Fand que sait-on?

Bêl le Harpeur dont les chants et le jeu firent fondre comme cire les cœurs des femmes et qui chez les hommes fit naître un désir intolérable ou leur mit de soudaines flammes vives dans le sang, la chanta. Et ce qu'il chanta fut: qu'Ulad voyagea une fois vers Hy Brazil (4), et que là il trouva un bosquet de blanches fleurs, d'un parfum odoriférant et merveilleux, sous la plus proche base d'un arc-en-ciel. Ces fleurs il les cueillit et les réchauffa toute la nuit contre son sein, et à l'aurore il leur insuffla son souffle. Lorsque le soleil levant traça une ligne le long de l'aurore, il souffla un souffle à travers la paume de sa main gauche. Ce qui avait été de blanches fleurs, rougi par son haleine et chauffé contre son sein, fut une femme. C'était Fand.

Et qui peut dire si Ulad était vieux ou jeune, lorsqu'il vint au

(1) Le grand roi.
(2) 1er mai.
(3) Une des races légendaires qui ont peuplé l'Irlande.
(4) Le pays enchanté.

Haven du Foray? Il possédait la très ancienne sagesse, et peut-être sut-il comment s'envelopper de la verte vie qui ne finit point.

Nul ne connut rien de son existence dans cet endroit, jusqu'à l'aube d'un jour de désastre où une galère fut chassée devant la tempête balayant la mer, de l'île d'Arran jusqu'au grand lac marin de Fionn. Les rameurs respirèrent lorsque les promontoires furent franchis et regardèrent alors avec étonnement. Vis-à-vis la baie dans le petit promontoire rocheux du côté du nord était une maison étrangement bâtie, et là où aucune maison ne s'était élevée, et d'une forme qu'aucun d'eux n'avait vue, et tous s'émerveillèrent avec des yeux grands ouverts. Le soleil couchant flamba sur elle tant que ses murs brillants en devinrent glorieux. Ce n'était qu'un petit grianân arrondi, mais entièrement bâti de blocs et de pierres de cristal de roche, et élevé sur quatre grandes poutres de sapin enfoncées profondément dans l'herbe échevelée et dans le sable, et auxquelles pendaient des peaux de cerfs, de loups et autres sauvageries.

Devant ce grianân, les hommes de la galère, sur lesquels le silence était tombé, et dont les rames fatiguées ne faisaient aucun lapement sur les petites vagues saillissantes écumeuses et blanches du havre, virent un homme couché la face contre terre.

Pour un temps ils crurent que l'homme était mort. C'en fut un, dirent-ils, un très grand qui a péri aux pieds de son désir. D'autres pensèrent que c'était un roi qui était venu là pour mourir seul, comme fit Conn le Solitaire, lorsqu'il eut connu tout ce qu'un homme peut connaître. Quelques-uns craignirent que l'homme couché fut un démon et le brillant grianân un lieu terrible d'enchantements. Le hurlement d'un loup, dans le vallon opposé qu'on appelle Strathnamara, leur mit la sueur au dos; car lorsque les semi-humains désirent que mal tombe sur les hommes ils cachent leurs faces, et le hurlement d'une louve est entendu.

Mais soudain le pilote fit un signe. « C'est Ulad » murmura-t-il d'une voix enrouée par le sel entré dans sa gorge après ce jour de fuite et de longue fatigue. « C'est Ulad l'Artisan-des-Merveilles. »

Alors tous furent joyeux là, car chaque homme savait qu'Ulad, l'Artisan-des-Merveilles, qui était poète et roi, ne causa mal à aucun clan, et que n'importe où il était, les épées dormaient.

Néanmoins ils s'émerveillèrent beaucoup, qu'il fut là, seul, et dans ce silence avec sa face contre le désert, tandis que le soleil couchant flamboyait contre le grianân qui maintenant était pareil à du vin, ou à un sang jaillissant volumineux et prodigieux. Mais comme la marée et le vent ramenaient la galère vers la plage, ils entendirent un bruit double, une rumeur étrange. Ils se regar-

dèrent l'un l'autre, avec un étonnement qui se changea en effroi. Car le double son était composé des pleurs et des prières étouffées de l'homme couché sur l'herbe et du rire de la femme invisible, mais qui était dans le grianân.

Connla, le pilote et le chef des hommes de mer, fit signe à ses camarades de pousser la galère parmi les masses d'algues qui pendaient des rochers. Quand la galère y reposa presque entièrement cachée, et la tête de chaque homme au-dessous des algues, Connla se leva. Lentement il alla vers l'endroit où Ulad était couché, la face contre terre, sur le banc de sable et de roche brisée qui était devant le grianân. Mais avant qu'il put parler, le jeune roi se dressa ne voyant pas le nouveau venu, et fixant le bosquet où soudainement s'arrêta le rire, il éleva ses bras.

Alors quand il eut élevé ses bras, un chant fut sur ses lèvres. Connla entendit un chant étrange dans lequel était le son du vent sur les mers lointaines, ou d'une tempête passant à travers les bruyères sans arbres, lugubre, sauvage, plein de la tristesse ancienne, et d'un pleur que nul ne peut traduire. Et ces mots, familiers au pilote, encore empreints d'une saveur étrange de vie, furent ceux-ci :

Ah! vous, là dans le grianân, dont le rire est sur moi comme flamme de feu,
Que dire de la tristesse des tristesses qui est mienne à cause de mon amour.
Vous qui vîntes à moi de là où les arcs-en-ciel sont bâtis,
Est-ce femme que vous êtes, ô Fand qui riez là-haut dans le silence?

Certes, je t'ai aimée à travers la tempête et la paix, à travers le jour et la nuit;
Certes, j'ai convié le chanteur de chants à un merveilleux chant du cygne pour toi,
Et j'ai bravé la mort, et j'ai bravé la vie, et la terreur et le tombeau,
Et pourtant, ô Fand, tu jettes ton rire sur ma peine, sur ma peine, ô Fand.

J'ai prodigué toutes choses joyeusement, rien que pour te conquérir. —
Royauté et domination des hommes, la gloire de l'épée, et toutes choses excellentes. —
Car en toi, à la fin, j'ai rêvé, en toi, ô Fand, reine parmi les femmes,
J'avais trouvé tout ce qu'un homme peut trouver, et j'étais comme les dieux qui ne meurent pas.

Mais qu'est tout ceci pour moi, qui suis Ulad le roi, le harpeur,
Ulad le chanteur de chants qui sont feu dans les cœurs de ceux qui écoutent,
Ulad l'Artisan-des-Merveilles, qui peut refréner les vents et les vagues,
Qui peut dévaster les Dûns (1) les plus grands ou bâtir des grianâns dans ce désert. —

Qu'est tout ceci pour moi qui suis seulement un homme qui cherche,
Qui cherche pour toujours et toujours l'âme sœur de la sienne. —
L'âme que tu es, ô Fand, qui naquis des fleurs sous l'arc-en-ciel,
Vivifiée par mon souffle, réchauffée sur mon sein, ô Fand, que j'aime et adore.

(1) Forteresse celtique.

Car toute choses sont vaines pour moi, sauf une seule chose, et celle-là n'est pas vaine. —
Mon rêve, ma passion, mon espérance, ma Fand, que j'ai conquise de Hy Brazil :
O rêve de ma vie, ma gloire, ô rose de l'univers, mon rêve,
Vois, la mort est pour Ulad le roi si tu déchois. encore que je sois des Danann qui ne meu-
[rent pas (1).

Et lorsqu'il eut chanté ces paroles, Ulad, qui était jeune et d'une beauté merveilleuse à voir tendit ses bras vers Fand qu'il ne voyait pas encore. car elle restait à l'intérieur du grianân.

« Eh bien, si ce n'est pas pour l'aube du jour », murmura le roi, « la patience sera sur moi jusqu'à la venue d'un nouveau jour, et alors « peut-être que Fand entendra ma prière. »

Et ainsi tomba la nuit. Mais lorsque les cris des hirondelles de mer vinrent sur le loch et que la plainte aiguë des vanneaux fut sur la bruyère, et que l'odeur d'onéroid et de fougère fut lourde dans la solitude du vent abaissé, Ulad se retourna, car il sentit qu'on lui touchait l'épaule.

C'était Connla qui le touchait, et il reconnut l'homme. Il possédait l'antique sagesse de savoir tout ce qui est dans l'esprit en regardant au fond des yeux, et il sut pourquoi l'homme était venu là.

« Que les hommes qui sont vos hommes, ô Connla, s'éloignent d'ici dans leur galère, et qu'ils aillent plus loin dans le havre. »

Et parce qu'il était un Artisan-des-Merveilles, et savait tout, l'insulaire fit comme Ulad ordonnait et sans une question. Mais lorsqu'ils furent seuls de nouveau, il parla.

« Ulad, grand seigneur, je suis un homme qui est comme le sable paresseux au-dessous de vos pieds, vous qui connaissez l'ancienne sagesse, et qui êtes jeune d'années impérissables, et qui êtes un grand roi en quelque terre que je ne connais pas — soit, du moins, selon ce que disent les hommes. Mais je sais une chose que vous ne savez pas. »

« Si vous voulez me dire une chose que je ne sais pas, ô Connla, vous aurez le désir de votre cœur. »

Connla rit à cela.

« Pas même vous, ô Ulad, ne pouvez me donner le désir de mon cœur. »

« Et que peut donc être ce désir, vous que les hommes des îles nomment Connla le Sage ? »

« Qu'on puisse voir dans la rosée la trace des pas du retour des vieilles années. »

« Cette chose, Connla, je ne puis la faire. »

(1) Le chant d'Ulad vient d'être publié, d'autre part, avec une aquarelle de M. Bergson Mac Grégor et une adaptation musicale, par M. Edmond Bailly.



« Et cependant tu voudrais faire une chose qui est vaine autant que cela. »

« Parle, j'écouterai. »

Alors Connla se rapprocha d'Ulad, et lui chuchota à l'oreille. Ensuite il lui donna un roseau évidé percé de trous, tel que les bergers en ont sur les collines. Et après cela, il disparut dans l'obscurité.

Quand la lune s'éleva, Ulad prit le roseau et en joua. Pendant qu'il jouait, des écailles tombèrent de ses yeux ; et les rêves s'évanouirent en son cerveau, et son cœur s'éclaira. Alors il chanta :

Sors, Fand, sors, belle Fand, ma femelle, mon faon,
Le parfum de ta chevelure tombante est doux comme le souffle de l'églantine. —
Je suis las de cette blanche clarté lunaire qui aime mieux les blancs disques de tes seins,
Et le chant secret des dieux est fade à côté de l'ardeur de mon sang.

Fand, Fand, Fand, la blanche qui n'est pas un rêve, mais une femme,
Sors du grianân, ou par ma parole à moi, Ulad le Roi,
Tu viendras comme une louve, et ne seras plus une femme.
Viens à moi, Fand, à moi qui suis maintenant comme une flamme pour ton feu !

A ces mots, un doux rire se fit entendre, et Fand sortit du grianân. Blanche et belle elle était, la plus belle parmi les femmes et Ulad se réjouit. Lorsqu'elle se fut approchée, elle lui chuchota aux oreilles, et la main dans la main ils s'en retournèrent dans le grianân.

A l'aurore Ulad contempla la beauté de Fand, et il vit qu'elle était comme une fleur.

« O doux et beau rêve », soupira-t-il, — mais soudain Fand rit dans son sommeil, et il se souvint de ce que Connla le Sage lui avait dit.

« Femme », murmura Ulad, « je vois bien que tu n'es pas mon Rêve, mais seulement une femme. » Et sur ce, il se leva à moitié d'à côté d'elle.

Fand ouvrit ses yeux, et leur beauté s'augmenta du feu qui y était.

« Alors tu n'es qu'Ulad, un homme ? » s'écria-t-elle, et elle mit ses bras autour de lui, et le baisa sur les lèvres et sur le sein, pleurant bas comme d'une joie étrange. — « Je te suivrai, Ulad, à la mort, car je suis ta femme. »

« Ah ! » fit-il regardant au-delà d'elle, « si je te nourris et t'appelle ma femme et trouve plaisir en toi, et te donne ma force de mâle. »

« Et que voudrais-tu davantage, Ulad ? » demande Fand étonnée.

« Je suis Ulad le Solitaire », répondit-il : « ceci et rien de plus. »

Puis plus tard, il reprit le roseau creux, et de nouveau en joua.

Et lorsqu'il eut joué il regarda Fand. Il vit dans son cœur, dans son cerveau.

« J'ai rêvé mon rêve », dit-il, « mais je suis toujours Ulad, l'Artisan-des-Merveilles. »

Ce pendant il souffla un souffle à travers la paume de sa main gauche, et dit cette chose : —

« O femme qui ne voulut point venir à moi, lorsque je t'appelai par tout ce qui est en moi, qui est Moi, adieu ! »

Et à ces mots, là sur les peaux de cerfs, Fand fut un flocon de blanches fleurs.

Alors une fois de plus, Ulad parla.

« O femme, qui n'écouta point l'âpre prière que j'ai faite, mais qui à la fin vint seulement comme une louve au loup, adieu ! »

Et ceci dit, un vent tourbillonnant dispersa les blanches fleurs sur les peaux de cerfs, et elles vacillèrent çà et là. et quelques-unes furent teintes par les pâles feux errants d'un arc-en-ciel qui flottait sur ce lieu, alors comme maintenant, hanté par ces splendeurs nuageuses tissées pour l'éternité de soleil et de brume.

A midi, les hommes de mer vinrent vers le grianân avec des chants et des offrandes.

Mais Ulad n'était point là.

FIONA MACLEOD.

(*Traduit de l'anglais* par MM. Bergson Mac Grégor et Ed. Bailly.)

L'AIDE MUTUELLE

Dans la Cité Médiévale

(*Suite*) (1)

Cependant, à côté du principe de la communauté villageoise, il fallait un autre élément pour donner à ces centres de liberté et de lumière grandissants l'unité de pensée et d'action, et les pouvoirs d'initiative qui firent leur force aux XIIe et XIIIe siècles. Avec la diversité croissante des occupations, des métiers et des arts, et avec l'accroissement du commerce en des pays lointains, une nouvelle forme d'union devint nécessaire, et ce nouvel élément indispensable fut trouvé dans les *gildes*. Des volumes et encore des volumes ont été écrits à propos de ces unions qui, sous le nom de gildes, confréries, serments, *minne*, *artels* en Russie, *esnaifs* en Serbie et en Turquie, *amkari* en Géorgie et ainsi de suite, prirent un si formidable développement au moyen-âge et jouèrent un rôle si important dans l'émancipation des villes. Mais les historiens durent écrire pendant plus de soixante ans avant que l'universalité de cette institution et son caractère véritable ne fussent compris. Aujourd'hui seulement, après que des centaines de statuts de gildes ont été publiés et étudiés, après que les rapports des confréries avec les *collegiœ* romains et les anciennes unions en Grèce et dans l'Inde (2) ont été mis en évidence. nous pouvons affirmer en toute conscience que ces confréries ne furent qu'un développement consé-

(1) Voir l'*Humanité Nouvelle*, T. II; page 413; vol. III.

(2) On trouvera des faits très intéressants, relatifs à l'universalité des gildes, dans *Two Thousand Years of Gild life*, par le Rév. J.-M. LAMBERT (Hull, 1891). Pour les *amkari* de Géorgie, voir S. EGHIAZAROV, *Gorodskiye Zekhi* (Organisation des amkari transcaucasiens) dans les « Mémoires de la Société géographique caucasienne ».

quent de ces mêmes principes que nous avons vu à l'œuvre dans les *gens* et la communauté villageoise.

Rien ne caractérise mieux les confréries médiévales que ces gildes temporaires que l'on formait à bord des navires. Lorsqu'un vaisseau de la ligue hanséatique avait accompli un trajet d'une demi-journée après avoir quitté le port, le capitaine (*Schiffer*) rassemblait tout le personnel et tous les passagers sur le pont et leur tenait ce langage, que nous rapporte un contemporain :

« Comme nous voici à la merci de Dieu et des flots, chacun doit être l'égal de chacun. Et puisque nous sommes environnés de tempêtes, de hautes vagues, de pirates et d'autres dangers, nous devons garder l'ordre le plus parfait, afin de mener notre voyage à bonne fin. C'est pourquoi nous ferons une prière pour avoir un vent favorable et un plein succès et, selon la loi de la marine, nous nommerons les occupants des bancs de juge (*Schoffenstellen*). » Là-dessus on choisissait un *vogt* et quatre *scabini* comme juges. A la fin du voyage, le *vogt* et les quatre *scabini* abdiquaient leurs fonctions et s'adressaient à leurs compagnons de voyage en ces termes : « Ce qui est arrivé à bord, nous devons le pardonner réciproquement et le considérer comme mort (*todt und ab sein lassen*). Ce que nous avons jugé en bon droit, c'était pour la cause de la justice. C'est pourquoi nous vous prions tous, au nom de l'honnête justice, d'oublier toute animosité ou rancune que l'un de vous, pouvait garder contre un autre, et de jurer sur le pain et le sel de n'y point penser avec quelque idée mauvaise. Si quelqu'un, néanmoins, se croit lésé, il doit en appeler au *vogt* du pays et lui demander justice avant le coucher du soleil ». En débarquant, on remettait le montant des amendes (*fred*) au *vogt* du port de mer, pour que celui-ci le distribuât aux pauvres (1).

Ce simple récit, mieux que toute autre chose peut-être, dépeint l'esprit des gildes médiévales. Des organisations semblables se formaient partout où un groupe d'hommes — pêcheurs, chasseurs, marchands ambulants, maçons ou artisans établis — s'assemblaient dans un but commun. Ainsi, à bord du vaisseau, il y avait l'autorité navale du capitaine, mais pour le succès même de l'entreprise commune, tous, riches et pauvres, maîtres et équipage, capitaine et matelots, consentaient à être égaux dans leurs relations mutuelles, à être simplement des hommes, unis pour s'aider mutuellement. et pour déférer leurs disputes éventuelles à des juges élus par eux tous. De même lorsqu'un certain nombre d'artisans — des maçons, des charpentiers, des tailleurs de pierres, etc. — s'assemblaient pour bâtir, par exemple, une cathédrale, ils appartenaient tous à une même ville ayant son organisation politique, et chacun d'eux appartenait en outre à son métier propre ; mais, en outre, puisqu'ils étaient liés par leur entreprise commune, qu'ils connaissaient mieux que tout autre, ils formaient un corps, uni par des liens plus solides quoique temporaires ; ils fondaient la gilde pour la construction de la cathédrale (2). Nous pouvons remarquer la même chose actuellement encore, dans le *çof* des Kabyles (3). Ceux-ci ont leur communauté villageoise, mais ce lien ne

(1) J.-D. WUNDERER, *Reisebericht*, dans FICHARD, *Frankfurter Arch.* II, 245, cité par JANSSEN, *Geschichte des Deutschen Volkes*, I, 355.
(2) Dr LEONARD ENNEN, *Der Dom zu Köln Historische Einleitung*, Cologne 1891 pp. 46-50.
(3) Voir *Société nouvelle*.

suffit pas aux besoins d'union ayant un caractère politique, commercial ou individuel, et l'on constitue la confrérie plus intime du *çof*.

Quant aux caractères sociaux de la gilde médiévale, le règlement d'une gilde quelconque les fera ressortir. Prenons, par exemple, le *skraa* d'une gilde danoise primitive ; nous y trouvons d'abord des renseignements relatifs aux sentiments fraternels en général qui doivent régner dans la gilde ; viennent ensuite les dispositions concernant la juridiction par la gilde, dans les querelles qui peuvent s'élever entre deux frères, ou bien entre un frère et un étranger; enfin, le *skraa* énumère les devoirs sociaux des frères. Si la maison d'un frère est incendiée, s'il a perdu son vaisseau, s'il a souffert des dommages pendant un pélerinage, tous les frères doivent le secourir. Si un frère tombe dangereusement malade, deux frères doivent faire la garde près de son lit jusqu'à ce qu'il soit hors de danger, et s'il meurt, les frères doivent l'enterrer — une affaire importante en ces temps de pestes — et suivre sa dépouille à l'église et jusqu'à la tombe. Après sa mort, ils doivent travailler pour ses enfants lorsque ceux-ci sont dans le besoin ; très souvent, la veuve devient une sœur de la gilde (1).

Ces deux traits fondamentaux reviennent dans chaque confrérie formée pour tous les buts possibles. Dans tous les cas, les membres se traitaient en frères et sœurs et s'appelaient mutuellement ainsi (2). Tous étaient égaux devant la gilde. Ils possédaient quelque propriété en commun (bétail, terrain, bâtiments, ateliers ou provisions). Les frères juraient d'abandonner toute rancune ancienne et, sans s'imposer mutuellement l'obligation de ne plus se quereller, il était convenu entre eux qu'une dispute ne dégénérerait pas en vengeance sanglante et n'aurait de suites judiciaires devant un tribunal autre que celui des frères mêmes. Et si un frère s'était pris de dispute avec un homme étranger à la gilde, il était convenu entre tous les membres de le soutenir « pour le mal comme pour le bien », c'est-à-dire qu'ils devaient l'aider et tâcher d'amener l'arrangement par compensation, fût-il injustement accusé d'agression ou fût-il l'agresseur même. Aussi longtemps qu'il n'avait pas commis d'agression secrète — auquel cas on l'aurait déclaré hors la loi — la confrérie l'assistait (3). Si les parents de l'insulté avaient l'intention de venger l'offense par une nouvelle attaque, la confrérie procurait au coupable un cheval pour faciliter sa fuite, ou bien une barque, une paire de rames, un couteau et un

(1) KOFOD AUCHER, *Om gamle Danske gilder ag deres Undergang*. Copenhague 1875, Statuts d'une gilde de l'époque de Canut.

(2) Pour ce qui regarde la position des femmes dans la gilde, voir les remarques d'introduction de Mlle Toulmin Smith au livre de son père : *The English Gilds*. L'une des chartes de Cambridge (p. 281) de 1503 est très positive dans l'expression suivante : *Thys statute is made by the comyne assent of ale tho bretherne and sisterns of alhallowe yelde* (cette charte est faite par le consentement de tous les frères et sœurs de la gilde entière).

(3) Au moyen-âge, l'agression secrète seule était considérée comme assassinat La vengeance sanglante en plein jour, c'était justice ; tuer dans un combat, ce n'était pas assassiner, du moment que l'agresseur montrait sa bonne volonté à se repentir et à réparer le mal qu'il avait causé. Des traces profondes de cette distinction existent encore dans la loi criminelle, surtout en Russie.

briquet à battre du feu ; s'il ne quittait pas la ville, douze frères l'accompagnaient pour le protéger, et entre temps ils réglaient la compensation. Ils allaient au tribunal pour certifier sous serment la véracité de ses déclarations, et s'il était jugé coupable, ils ne l'abandonnaient pas à sa perte et ne toléraient point qu'il fût réduit en esclavage, faute de payer l'amende : ils se cotisaient pour la payer, selon l'ancien usage de la tribu. Dans le seul cas où un frère était parjure envers ses confrères ou envers d'autres, il était exclu de la confrérie « avec un nom de rien « (*tha scal han maeles af brœdrescap met nidingsnafn*)(1).

Telles furent les conceptions fondamentales de ces confréries qui graduellement englobèrent toute la vie médiévale. En effet, nous connaissons des gildes dans toutes les professions possibles : gildes de serfs (2) ; gildes d'hommes libres et gildes de serfs et d'hommes libres mêlés ensemble ; gildes créées dans le but spécial de la pêche, de la chasse ou d'une expédition marchande, dissoutes après que le but spécial eût été atteint ; gildes subsistant durant des siècles dans un métier déterminé. Et à mesure que la vie prenait une variété d'objets toujours plus grande, la variété des gildes augmentait constamment. Ainsi, nous ne voyons pas seulement réunis en gildes des marchands, des artisans, des chasseurs, des paysans, nous voyons aussi se former des gildes de prêtres, de professeurs d'école primaire et d'université ; nous voyons des gildes pour la représentation du jeu de la Passion, pour la construction d'une église, pour le développement et l'application du « secret » d'une école d'art ou d'industrie déterminée, ou bien ayant un but de pure récréation ; nous voyons même apparaître des gildes de mendiants, de bourreaux et de femmes perdues, toutes organisées sur le double principe de l'autojuridiction et de l'aide mutuelle. Pour ce qui concerne la Russie, on peut dire que la formation même de la nation russe fut autant l'œuvre de ces *artels* de chasseurs, de pêcheurs et d'artisans que des florissantes communautés villageoises, et jusqu'à ce jour le pays est couvert d'*artels* (3).

Ces quelques remarques montrent combien incorrecte était l'opinion admise par quelques-uns des premiers auteurs qui s'occupèrent des gildes, lorsqu'il crurent voir l'essence de cette institution dans sa fête annuelle. En réalité, le jour du repas commun était toujours celui ou le lendemain de l'élection du doyen ou de la discussion de changements aux statuts, et très souvent le jour du jugement de disputes qui s'étaient élevées entre les frères (4) ou du renouvellement du serment de fidélité

(1) KOFOD ANCHER, *loc. cit.* Ce vieux livre contient mainte chose négligée par les chercheurs modernes.

(2) Elles jouèrent un rôle important dans les révoltes des serfs et furent défendues pour cette raison plusieurs fois après la seconde moitié du IXe siècle. Du reste, les défenses royales demeurèrent lettre morte.

(3) Les ouvrages principaux relatifs aux *artels* sont énumérés dans l'article « Russia » de l'*Encycloyedia Brittanica*, p. 84.

(4) Voyez par exemple les chartes des gildes de Cambridge, publiés par TOULMIN SMITH (*The English Gilds*, London, 1870, pp. 271-276), dont il ressort que « le jour général et principal » était « le jour de l'élection » ; ou C. M. CLODE, *The Early History of the Guild of the Merchant Taylors*, Londres, 1888. I, 45, etc. Quant au renou-

envers la gilde. Le repas commun, comme le festival de l'ancienne assemblée dans la tribu, — le *maht* ou *malum*, ou l'*ababouriate*, la fête paroissiale, la kermesse, le souper de la maison, — n'était qu'une affirmation de la fraternité. Il symbolisait les temps où toute chose était possédée en commun par le clan. Ce jour-là, du moins appartenait à tous; tous s'asseyaient à la même table et partageaient le même diner. Plusieurs siècles après encore, le pensionnaire de l'hospice d'une gilde londonnienne était assis, le jour du banquet, à côté du riche doyen. Quant à la distinction que différents auteurs ont essayé d'établir entre la vieille « frith gild » saxonne et les gildes appelées « sociales » ou « religieuses » — toutes étaient des « frith gilds » dans le sens que nous avons donné, et toutes étaient religieuses de la même façon qu'une communauté villageoise ou une ville placée sous la protection d'un saint spécial est sociale et religieuse. Si l'institution de la gilde a pris une extension tellement immense en Asie, en Afrique et en Europe, si elle a vécu des milliers d'années, réapparaissant chaque fois que des conditions identiques lui permettaient de se former, c'est parce qu'elle était plus qu'une association ayant pour but de manger, d'aller à l'église un jour fixe, ou d'enterrer ses membres. Elle répondait à un besoin

vellement du serment de fidélité, voir la « Jomsviking saga », mentionnée dans les *Altdænische Schutzgilden* de Papenheim (Breslau, 1885, p. 67). Il semble très probable que lorsque les gildes commençaient à être persécutées, plusieurs d'entre elles ne fixaient dans leurs statuts que le jour de banquet et les devoirs pieux seuls, ne faisant allusion aux fonctions judiciaires qu'en termes vagues; mais cette fonction ne disparut que bien plus tard. La question « Qui sera mon juge ? » n'a plus de signification aujourd'hui, puisque l'Etat s'est approprié l'organisation de la justice pour sa bureaucratie; mais elle était d'une importance capitale au moyen-âge, d'autant plus que l'autojuridiction signifiait l'autre administration. Il faut remarquer aussi que la traduction du saxon et du danois « gild bretheren » ou « brodrœ » (frères) par le latin *Convivii*, doit avoir contribué à la confusion.

Tous ceux qui appartiennent à la confrérie de la ville — ainsi parle une charte donnée en 1188 aux bourgeois d'Aire, par Philippe comte de Flandre — ont promis et confirmé par foi et serment de vouloir s'aider mutuellement comme frères, en tout ce qui est utile et honnête. Que si l'un commet envers un autre une offense en paroles ou en actions, celui qui a souffert de ce chef n'en tirera pas vengeance, ni lui-même, ni les siens..., il adressera une plainte et l'offenseur rétablira son offense selon l'arrêt de douze élus, agissant comme arbitres. Et si l'offenseur ou l'offensé, après avoir été averti trois fois, ne se soumet pas à la décision des arbitres, il sera exclu de la communauté comme un homme mauvais et parjure (*a*).

« Chaque membre de la commune sera fidèle à son conjuré, et lui donnera aide et avis, selon que la justice lui dictera », — disent les chartes d'Amiens et d'Abbeville « Les citoyens s'aideront mutuellement selon leur pouvoir, à l'intérieur des limites de la commune, et ne souffriront pas que quelqu'un prenne ce qui appartient à l'un d'entre eux, ou lui fasse payer contribution » — voilà ce que nous lisons dans les chartes de Soissons, de Compiègne, de Senlis et dans beaucoup d'autres du même type (*b*). Et ainsi de suite, avec des variations innombrables sur le même thème.

La commune, écrit Guilbert de Nogent, est un serment d'aide mutuelle (*mutui adjutorii conjuratio*)... un mot nouveau et détestable. Par lui, les serfs (*capite sensi*) sont affranchis de toute servitude; par lui, ils ne peuvent être condamnés que dans un but légalement déterminé, pour avoir violé la loi; par lui, ils sont exemptés de payer des taxes que les serfs ont toujours payées (*c*).

(*a*) *Recueil des ordonnances des rois de France*, t. XII, 562, cité par Aug. Thierry, dans les *Considérations sur l'histoire de France*, p. 196, édit. in-12.
(*b*) A. Luchaire. *Les Communes françaises*, pp. 45-46.
(*c*) Guilbert de Nogent. *De vita sua*, cité par Luchaire, *loc. cit.*, p. 13.

profondément enraciné de la nature humaine, et elle incorporait toutes les fonctions dont plus tard l'Etat chargea sa bureaucratie et sa police, et bien davantage encore. C'était une association de secours mutuels « par actes et conseils » dans toutes les circonstances et dans toutes les éventualités de la vie, c'était une organisation pour le maintien de la justice, différant de l'Etat en ce que, dans chaque cas, intervenait un élément humain et fraternel, tandis que la formalité est la caractéristique essentielle de l'intervention de l'Etat. Même en comparaissant devant le tribunal de la gilde, le frère répondait devant des hommes qui le connaissaient très bien et qui avaient toujours été ses compagnons de travail quotidiens, ses convives aux repas communs, ses camarades dans l'accomplissement de leurs devoirs fraternels; devant des hommes qui étaient réellement ses égaux et ses frères, et non des théoriciens de la loi ou les défenseurs d'intérêts étrangers.

Il est évident qu'une institution si bien appropriée à satisfaire le besoin d'union, sans priver l'individu de son initiative, ne pouvait que s'étendre, croître et se fortifier. La difficulté consistait uniquement à trouver une forme de fédération qui permettrait de former des gildes sans entraver les unions de la communauté villageoise, et de fédérer les deux en un tout harmonique. Et lorsque cette forme de combinaison fut trouvée, lorsqu'une suite de circonstances favorables eut permis aux cités d'affirmer leur indépendance, elles le firent avec une unité de pensée qui ne peut qu'exciter notre admiration, même en notre siècle de chemins de fer, de télégraphes et de presse. Des centaines de chartes nous sont parvenues, dans lesquelles les villes inscrivaient leur affranchissement, et à travers toutes on reconnaît l'idée dominante, — malgré l'infinie variété des détails qui dépendent du degré plus ou moins grand d'émancipation. La ville s'organisait comme une fédération à la fois de petites communautés villageoises et de gildes.

Au XIIe siècle, le même courant d'émancipation traversa toutes les parties du continent, enveloppant aussi bien les riches cités, telles que les républiques italiennes, que les villes les plus pauvres. Et si nous pouvons dire que les cités italiennes furent généralement les premières à s'affranchir, nous ne pouvons déterminer le centre d'où le mouvement se serait répandu. Très souvent une bourgade prit la tête pour sa région, et de grosses agglomérations prirent la charte de la petite ville comme modèle pour la leur. Ainsi, la charte d'une ville peu importante, Lorris fut adoptée par quatre-vingt-trois villes du sud-ouest de la France, et celle de Beaumont devint le modèle qui servit à plus de cinq cent villes en Belgique et en France. Les cités envoyaient des députations spéciales à leurs voisines pour obtenir une copie des chartes de celles-ci, et l'on prenait ce modèle comme canevas de la nouvelle constitution. Cependant, les villes ne se copiaient pas l'une l'autre; elles rédigeaient leurs propres chartes en tenant compte des concessions qu'elles avaient obtenues de leurs seigneurs; il en résulta, ainsi qu'un historien l'a fait observer, que les chartes des communes médiévales offrent la même

variété que l'architecture gothique de leurs églises et cathédrales. Dans toutes on retrouve les mêmes idées directrices et la même variété infiniment riche des détails.

La juridiction exercée par la commune même était la chose principale, car elle signifiait en même temps l'administration de la commune par la commune même. Mais celle-ci n'était pas seulement une partie « autonome » de l'Etat, — de tels mots ambigus n'avaient pas encore été inventés en ce temps-là, — c'était un Etat en elle-même. Elle avait le le droit de paix et de guerre, de fédèration et d'alliance avec les voisins. Elle était souveraine dans ses propres affaires, et personne n'avait à y intervenir. Le pouvoir politique suprême pouvait être entièrement exercé par une assemblée démocratique, comme à Pskvo, où la *vyeche* envoyait et recevait des ambassadeurs, concluait des traités, acceptait et renvoyait des princes ou se passait d'eux durant des douzaines d'années ; ou bien ce pouvoir était usurpé par une aristocratie de marchands ou même de nobles, comme dans des centaines de villes d'Italie et de l'Europe centrale. Le principe, néanmoins, restait le même ; la cité était un Etat, et que le pouvoir souverain restât avec l'assemblée plénière des habitants, ou qu'il fût usurpé par une aristocratie de marchands, ou même de nobles, — ce qui rendait le cas d'autant plus remarquable, — la vie intérieure de la cité et le caractère démocratique de sa vie quotidienne ne dépendaient que faiblement de ce qu'on peut appeler la forme politique de l'Etat.

Le secret de cette anomalie apparente se trouve dans le fait que la cité médiévale n'était point un Etat centralisé ; à peine pouvait-on l'appeler un Etat par rapport à son organisation intérieure, car le Moyen Age ignorait autant la centralisation des fonctions que la centralisation territoriale actuelles. Chaque groupe avait sa part de souveraineté. D'habitude, la ville était divisée en quatre quartiers, ou bien en cinq à sept sections correspondant à peu près à un métier ou une profession principale, mais renfermant néanmoins des habitants de positions sociales et d'occupations différentes, des nobles, des artisans, ou même des demi serfs ; et chaque section ou quartier constituait une agglomération parfaitement indépendante. A Venise, chaque île était une communauté politique indépendante. Elle avait ses propres métiers organisés. son propre commerce de sel, sa juridiction et son administration exercées par elle-même, et son propre forum ; la nomination d'un doge par la cité entière ne changeait en rien l'indépendance intérieure des sections (1). A Cologne, nous voyons les habitants divisés en *Geburschaften* (voisinages) et *Heimschaften* (*vicinæ*) c'est-à-dire gildes de voisins, qui dataient de la période franconienne. Chacune d'elles avait son juge (*Burrichter*) et les douze arbitres élus d'usage (*Schoffen*), son *Vogt* et son *Greve* ou commandant de la milice locale (2). « L'histoire de l'an-

(1) LEBRET, *Histoire de Venise* : 393 ; et MORIN, cité par LEO et BOTTA dans *l'histoire d'Italie*, édit. française, 1844, t. 1, 509.

(2) Dr W. ARNOLD, *Verfassungsgeschichte der Deutschen Freistadte*, 1854, vol. II, 227 *seq* ; ENNEN, *Geschichte der Stadt Koln*, vol. I, 228-229. Voir aussi les documents publiés par ENNEN et ECKERT.

cienne ville de Londres avant la conquête — dit M. Green — est celle d'un nombre de petits groupes dispersés çà et là dans l'espace enclos par les murs, chaque groupe ayant sa propre vie et ses propres institutions, gildes, *sokes*, maisons religieuses, etc., retenu par un lien assez faible dans l'union municipale » (1). En consultant les annales des villes russes Novgorod et Pskov, lesquelles sont relativement riches en détails, nous voyons que la section (*konets*) consistait en rues indépendantes (*ulitsa*) ; quoique peuplée principalement d'artisans d'un même métier, chaque rue comptait aussi des marchands et des propriétaires fonciers parmi ses habitants et formait une communauté distincte Elle avait la responsabilité communale de tous ses membres en cas de crime, sa juridiction et son administration propres exercées par des anciens de rue « (*ulichanskiye starosty*) », son propre sceau et sa propre assemblée populaire.; elle avait en outre en cas de danger, sa milice à elle, les prêtres élus par elle-même. Bref elle avait sa propre existence et ses entreprises collectives (2).

La cité médiévale apparaît donc comme une double fédération : celle de tous les ménages réunis en une petite union territoriale — la rue, le quartier, la paroisse, la section — et celle des individus unis par serment en gildes, selon leur profession ; la première de ces fédérations étant un produit de la communauté villageoise, tandis que la seconde est une création plus moderne, suscitée par des conditions nouvelles.

Pour garantir la liberté, la paix était, avec l'administration exercée par elle-même, le but principal de la cité médiévale ; et le travail, ainsi que nous le verrons en parlant des gildes de métiers, était sa base première. Mais la production n'absorbait pas toute l'attention de l'économiste du moyen-âge. Avec son esprit pratique, il comprenait que la « consommation devait être garantie pour qu'il y eût production » ; et pour cela, pourvoir « aux nécessités communes et au logement, tant du pauvre que du riche » *gemeine Notdürft und Gemach Armer und Richer* (3) était le principe fondamental de toute ville. L'achat de nourriture et d'autres objets de première nécessité (charbons, bois, laine, etc.) avant que les marchandises eussent atteint le marché, ou du moins dans des conditions spécialement favorables dont les autres auraient été exclus — la *preempcio* en un mot — était absolument défendu. Tout devait venir au marché pour y être offert à tous les besoins, jusqu'à ce que le son de la cloche eût annoncé la fermeture du marché. Alors le détaillant pouvait acheter le reste et dans ce cas même, son profit ne pouvait être qu'un profit honnête (4). En outre,

(1) *Conquest of England*, 1883, p. 453.
(2) BYELAEFF, *Histoire de Russie*, vol. II et III.
(3) W. GRANICH, *Verfassung-und Verwaltungsgeschichte der Stad Würzburg in 13 bis zum 15. Jahrhundert*, Würzburg, 1882, p. 34.
(4) Lorsqu'un vaisseau apportait une cargaison de charbon à Würzburg, le charbon ne pouvait être vendu qu'en détail pendant les huit premiers jours, et chaque famille ne pouvait acheter plus de cinquante paniers. Le restant de la cargaison pouvait être vendu en gros, mais il n'était permis au détaillant que de prélever un

lorsqu'un boulanger achetait du blé en gros après la fermeture du marché, chaque citoyen avait le droit de réclamer sa part du grain (environ un demi-quart) pour sa propre consommation, au prix du gros, s'il le faisait avant la conclusion définitive de l'achat et réciproquement tout boulanger pouvait réclamer la même chose, lorsqu'un citoyen cherchait à acquérir du blé pour le revendre. Dans le premier cas, le blé devait être simplement apporté au moulin de la ville pour y être moulu à son tour moyennant une redevance fixe, et le pain pouvait être cuit au *four banal* ou four communal (1). En somme, lorsque la disette frappait la ville, tous en souffraient plus ou moins ; mais, en dehors des calamités, aussi longtemps que les villes libres existèrent, personne n'y serait mort de privations, ainsi qu'il arrive malheureusement trop souvent de nos jours.

Cependant, tous ces règlements appartiennent aux périodes plus modernes de la vie des cités, tandis que, dans une période primitive, c'était la ville elle-même qui d'habitude achetait tous les vivres pour la consommation des citoyens. Les documents récemment publiés par M. Gross, sont fort positifs à ce sujet et confirment entièrement sa conclusion « que certains officiers civiques acquéraient au nom de la ville les cargaisons de vivres et les distribuaient ensuite aux bourgeois marchands, aucun de ceux-ci ne pouvant acheter des denrées déchargées au port à moins que les autorités municipales n'eussent refusé de les acheter. Cela semble, ajoute t-il, avoir été un usage commun en Angleterre, en Irlande, au pays de Galles et en Ecosse » (2). Et nous trouvons que, même au XVI[e] siècle, les achats de blé par la commune étaient faits pour « la commodité et le profit en toute chose de cette Ville et Chambre de Londres et de tous les habitants et citoyens de celle-ci, autant que possible », ainsi que le Mayor écrivait en 1565 (3). On sait qu'à Venise tout le commerce de blé restait entre les mains de la ville, les quartiers étant obligés, après avoir reçu les céréales du

sittlicher (honnête) profit, le profit malhonnête (*unzittlich*) étant sévèrement défendu (GRANICH, *loc. cit.*). La même chose existait à Londres (*Liber albus*, cité par OCHENKOWSKI, p. 161) et, en réalité, partout ailleurs.

(1) Voir FAGNIEZ, *Etudes sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au* XIII[e] *et au* XIV[e] *siècle*, Paris, 1877, p. 155, *seq*. Il est à peine nécessaire d'ajouter que la taxe sur le pain et la bière fut établie après des expériences soigneuses quant à la quantité de pain et de bière fournie par une quantité donnée de blé. Les archives d'Amiens contiennent les notes fournies par des expériences semblables (A. DE CALONNE, *loc. cit.* pp. 77, 93). Celles de Londres aussi. (OCHENKOWSKI, *England's wirthschaftliche Entwickelung*, etc., Jena, 1879, p. 165).

(2) CH. GROSS *The Gild Merchant*, Oxford, 1890, I, 135. Les documents prouvent que cette pratique existait à Liverpool (II, 148-150) à Waterford, en Irlande, à Neath au pays de Galles, à Linlithgow et à Thurso en Ecosse. Les écrits de M. Gross montrent aussi que les achats se faisaient pour la distribution, non seulement parm les bourgeois marchands, mais parmi tous les citoyens et communiers (*upon all citisains and commynalte*) (p. 136, note) ou, comme dit l'ordonnance de Thurso datant du XVII[e] siècle, pour « donner aux marchands, artisans *et habitants* de la dite ville le droit d'en avoir leur part proportionnelle, selon leur nécessité ».

(3) *The Early hystory of the Guild of Merchant Taylors*, par CH.-M. CLODE, Londres, 1888, I, 361, append. 10 et suivant, qui montre que l'on faisait les mêmes achats en 1546.

conseil qui administrait les importations, d'envoyer à la demeure de chaque citoyen la quantité qui lui était allouée (1). En France, la ville d'Amiens avait l'habitude d'acheter du sel et de le distribuer à tous les citoyens au prix coûtant (2); et même actuellement, on voit dans plusieurs villes françaises les *halles*, qui auparavant servaient de dépôts de blé et de sel (3). En Russie, c'était une coutume régulière à Novgorod et à Pskov.

Tout ce qui est relatif aux achats communaux pour l'usage des citoyens et à la manière dont les achats s'accomplissaient d'ordinaire, n'a pas encore reçu, des historiens de cette période, l'attention nécessaire; pourtant, on rencontre çà et là quelques faits très intéressants qui font mieux ressortir la chose. Parmi les documents de M. Gross, il y a, par exemple, une ordonnance de Kilkenny de l'année 1367, qui nous apprend comment on établissait le prix des marchandises. « Les marchands, navigateurs et bateliers, dit M. Gross, devaient mentionner sous la foi du serment la valeur première des marchandises et les frais de transport. Puis le maïeur de la ville et deux prud'hommes fixaient le prix auquel les marchandises devaient être vendues ». La même règle était applicable à Thurso pour les marchandises venant « par terre ou par mer ». Cette façon de « nommer le prix » répond si bien aux conceptions du commerce qui avaient cours au moyen âge qu'elle doit avoir été universelle. La fixation du prix par une tierce personne était une coutume très ancienne, et pour toute transaction effectuée dans la cité même, il était certainement d'un usage très répandu d'abandonner l'établissement du prix de vente à « des hommes discrets », à des prud'hommes, — à une tierce partie — et non au vendeur ou à l'acheteur. Mais cet ordre de choses nous ramène de plus en plus en arrière dans l'histoire du commerce — vers une époque, notamment, où le commerce en produits emmagasinés était fait par la ville entière, et où les marchands n'étaient que les commissionnaires, les dépositaires de la cité pour la vente des biens qu'elle exportait. Une ordonnance de Waterford, publiée par M. Gross, dit « que toutes sortes de marchandises, *de quelque espèce qu'elles soient...*, seront achetées par le maire et par des baillis, ceux-ci étant acheteurs communs (pour la ville) en cette occurrence, et seront distribuées par eux aux hommes libres de la cité (à l'exception, toutefois, des biens propres aux citoyens et habitants libres » (4). Il serait difficile d'interpréter cette ordonnance autrement qu'en admettant que tout le commerce extérieur de

(1) CIBRARIO, *Les Conditions économiques de l'Italie à l'époque du Dante*, Paris. 1865, p. 44.

(2) A. DE CALONNE, *La Vie municipale au* XVᵉ *siècle dans le Nord de la France*, Paris, 1880, pp. 12-16, En 1485, la ville permet d'exposer à Anvers une certaine quantité de blé, « les habitants d'Anvers étant toujours prêts à être agréables aux marchands et bourgeois d'Amiens » (*Ibid.*, pp. 75-77 et textes.)

(3) A. BABEAU, *La Ville sous l'ancien régime*, Paris, 1880.

(4)... *that all manere of marchandis what so ever kynde thei be of... shall be bought by the Maire and balives which bene commene biers for the time being, and to distribute the same on freemen of the citie (the propre goods of free citisains and inhabitants excepted).*

la ville était fait par les agents de celle-ci. En outre, nous avons la certitude directe que cela se faisait à Novgorod et à Pskov. C'étaient le seigneur Novgorod et le seigneur Pskov qui envoyaient leurs caravanes de marchands aux pays lointains.

Nous savons aussi que, dans presque toutes les cités médiévales de l'Europe centrale et occidentale, les gildes de métiers avaient coutume d'acheter, en corps, toutes les matières premières nécessaires, et de vendre le produit de leur travail par l'intermédiaire de leurs employés; il est presque impossible d'admettre que l'on n'agissait pas de la même manière pour ce qui concerne le commerce extérieur, d'autant plus que chacun sait qu'avant le XIIIe siècle, non seulement tous les marchands d'une ville étaient considérés à l'étranger comme solidairement responsables pour des dettes contractées par l'un d'eux, mais que la cité entière répondait des dettes de chacun de ses marchands. Au XIIe et XIIIe siècles seulement, les villes du Rhin contractaient des traités spéciaux abolissant cette responsabilité (1). Et enfin nous avons le remarquable document d'Ipswich publié par M. Gross, qui nous apprend que la gilde des marchands de cette ville était formée par tous ceux qui jouissaient de la liberté et des privilèges de la ville et qui voulaient payer leur contribution (*their hanse*) à la gilde, la communauté entière discutant ensemble comment on soutiendrait le mieux la gilde marchande et lui donnant certains privilèges. La gilde marchande d'Ipswich semble donc plutôt un corps d'administration de la ville qu'une gilde privée ordinaire.

En somme, mieux nous commençons à connaître la cité médiévale, mieux nous voyons qu'elle n'était pas une simple organisation politique pour la protection de certaines libertés politiques. C'était une tentative pour organiser, sur une échelle bien plus étendue que dans la communauté villageoise, une union solide pour l'aide et le secours mutuels, pour la consommation et la production, et pour la vie sociale en même temps, sans imposer aux hommes l'esclavage de l'Etat, mais en donnant pleine liberté d'expression au génie créateur de chaque groupe distinct d'individus en matière d'art, d'industrie, de science, de commerce et d'organisation politique. Quel fut le succès de cette tentative, c'est ce que nous verrons le mieux quand nous aurons analysé, dans la seconde partie de cette étude, l'organisation du travail dans la cité médiévale, quand nous aurons établi les relations entre les villes, la population des campagnes environnantes et les autres villes, quand nous aurons étudié les progrès intellectuels, industriels et artistiques réalisés, et les causes qui amenèrent enfin la chute de ces organisations admirables.

PIERRE KROPOTKINE.

(*A suivre*).

(1) ENNEN, *Geschicht der Stad Köln*, I, 191, 492 et textes.

DÉTERMINISME

ET

RESPONSABILITÉ

(A PROPOS DE L'OUVRAGE DE M. A. HAMON).

M. Hamon publie en un volume sept leçons, professées à l'Université nouvelle de Bruxelles. C'est une introduction à un cours complet de criminologie, et nous aurons, paraît-il, la suite d'années en années. Le titre de l'ouvrage est *Déterminisme et Responsabilité*; il étaye une théorie et traite de trois points, bases d'une doctrine : le libre arbitre n'existe pas; — le crime est l'acte conscient qui lèse la liberté d'agir d'un individu de même espèce que l'auteur de l'acte ; — la responsabilité n'existe pas.

L'œuvre de M. Hamon a des mérites ; les plus importants sont la clarté et la précision; de plus, elle est logique et parfaitement coordonnée d'un bout à l'autre. On ne trouve pas, au moins dans le corps même de la doctrine, de ces contradictions dont fourmillent tant d'ouvrages de ce genre. M. Hamon en dénonce beaucoup et généralement avec bonheur dans les travaux de ses adversaires. Au mérite de l'originalité, il ajoute celui de nous remémorer tout ce que l'on a écrit d'important sur la question.

Dans le domaine de la science et de la philosophie où vient d'entrer M. Hamon, — et, espérons-le, pour n'en plus sortir, — il nous est possible de discuter comme peuvent faire deux personnes dont la foi, les tendances, les idées sont diamétralement et

irréductiblement opposées, mais qui n'ont ni haine ni passion et qui opposent faits à faits, arguments à arguments.

Et, tout d'abord, je chercherai noise à M. Hamon de ce qu'il nous présente le déterminisme comme irréfutablement établi. M. Hamon est déterministe, ceci n'a rien que de très naturel; en tout temps, à toute époque, en tous lieux, des hommes de toutes sectes, de toutes religions, ou encore ne relevant d'aucune religion, d'aucune secte, furent des déterministes convaincus. Mais qu'il assure que désormais le déterminisme soit *scientifiquement* démontré, ceci je ne l'admets pas du tout. M. Hamon recommande sans cesse, — et à juste titre, — aux gens de science, l'impersonnalité, l'impartialité, l'absence de préférence pour telle ou telle doctrine, fût-elle chère, lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'un fait scientifique. Il ne nous en voudra pas, si nous nous refusons à trouver dans toute la littérature contemporaine, une démonstration *scientifique* irréfutable du déterminisme; par scientifique, j'entends, bien entendu, établie sur des faits évaluables, fondée sur des rapports définis, tels que tout homme de bonne foi, soit obligé de les admettre sous peine d'attenter à la raison et à la logique. Je laisse évidemment de côté toutes les explications psychologiques ou métaphysiques du déterminisme; elles ont leur valeur, mais aussi un défaut capital : elles sont toujours niables. Je n'admettrai, scientifiquement parlant, le déterminisme que le jour, — qui n'est pas encore très proche, — où quelque biologiste m'aura donné l'équivalent mécanique, physique, thermique de la pensée. Les timides essais tentés dans ce sens ne signifient pas grand'chose. Nous savons, certes, que le cerveau est un organe, qu'il se nourrit, reçoit et dépense, absorbe et élimine, qu'il s'y produit des travaux d'intégration et de désintégration moléculaire. Que vaut tout cela contre la distinction de Descartes entre la *res cogitans* et la *res extensa*? Est-ce que dans l'hypothèse spiritualiste, le cerveau, actionné par une force spéciale, n'élimine pas? ne rend-il pas de la chaleur, de la force sous une forme quelconque? L'idée n'est venue à personne de nier que le tissu cérébral soit un tissu organisé et, comme tel, soumis aux lois d'échange. aux phénomènes de synthèse et d'élimination, qui sont les conditions mêmes de la vie.

Mon objection, certes, étonnera et choquera M. Hamon; le dogme du déterminisme est tellement ancré en lui qu'il me considerera comme un attardé, un arriéré. Peut-être aura-t-il tort, car mon but n'est point de déceler mes idées, peut-être voisines de celles de M. Hamon sur le déterminisme, mais de lui faire toucher du doigt que les théories actuelles sont de simples hypo-

thèses et que la plus probable, — admettons que ce soit le déterminisme, — n'est pas démontrée.

La faute de cette exagération qui consiste à nous présenter comme acquis des faits encore hypothétiques, revient à la science actuelle ou plutôt à de nombreux savants qui prennent leurs désirs pour des réalités. Mais la science, c'est l'incessante transformation. C'est la mer au moment du flux : la vague apporte ce que la vague suivante emportera et la marche très lente des flots, met des heures à conquérir un bout de plage ; ainsi la science progresse par des hypothèses successives et souvent contradictoires qu'elle érige momentanément en dogmes, aujourd'hui tout puissants, demain raillés et méprisés, ne laissant qu'un peu de connaissances acquises au bout du siècle.

De nos jours, l'influence des physiologistes est prépondérante ; le physiologiste a une supériorité ; alors que le psychologue ne remue que des idées et peut toujours être contredit, le vivisecteur agit sur l'animal et constate qu'à l'excitation de tel point répond une réaction en tel autre. Cette science a fait éclore des travaux admirables ; des merveilles d'ingéniosité et souvent de justesse ont éclairé, guidé, couronné de superbes expériences. Mais d'expliquer le jeu des centres cérébraux supérieurs, de ceux où s'élaborent pensée, volition, raisonnement, aucun physiologiste ne l'a tenté à moins que par des hypothèses.

Pour certains le réflexe explique tout ; n'en déplaise à M. Hamon, la définition même du réflexe implique absence de réflexion ; ce qui se passe dans les parties les plus « intellectuelles » du cerveau n'est donc point du réflexe pur ; c'est au moins du réflexe perfectionné ; soit ; mais entre le réflexe perfectionné et le réflexe pur et simple, il est peut-être autant de différences qu'entre le réflexe pur et simple et le mouvement amiboïde, entre le mouvement amiboïde et l'affinité chimique. C'est se contenter de peu qu'expliquer le mécanisme cérébral en disant « tout est réflexe ou de nature réflexe ».

M. Hamon me trouvera sans doute sévère pour une hypothèse généralement admise et pour les écoles modernes qui la professent. Entendons-nous bien : je n'attaque point le déterminisme en ce moment, je me refuse à le dire *scientifiquement* démontré, de même que toute autre théorie adverse, d'ailleurs. Scientifiquement, M. Hamon devra donc, à mon sens, se contenter d'appuyer ses déductions sur une hypothèse qu'il considère comme infiniment probable et non sur un fait.

Je comprends que ce sacrifice lui soit pénible ; mais il ne me semble pas plus permis d'affirmer le déterminisme scientifique-

ment prouvé que de proclamer acquis le problème de l'aviation, fut-on convaincu de l'existence prochaine de machines volantes dont le fonctionnement ne laisserait point à désirer. Il ne faut pas juger avec précipitation ; la découverte des rayons Rœntgen a étonné et quelque peu déconcerté ; il reste beaucoup d'inconnus dans le problème de la cérébration et, pour mon compte, je préférerais encore, en l'état actuel de nos connaissances, défendre le déterminisme par des arguments d'ordre philosophique que par la seule physiologie. M. Hamon lui-même la sent insuffisante puisqu'il ne dédaigne point de recourir, et non sans succès, à la psychologie ; reconnaissons aussi qu'associée à la physique, à la chimie et, d'une façon générale, à la biologie, la physiologie peut nous fournir non des preuves, mais des arguments qui ne sont point à dédaigner (1).

Résumons-nous ; le problème de la pensée n'est point résolu ; la solution n'est point donnée ; et nous en sommes réduits encore aux conjectures dont certaines paraissent avoir des chances sérieuses de devenir réalités ; il n'est point défendu de faire des hypothèses ; elles sont parfois d'un grand secours aux savants, mais il faut les présenter comme telles et non comme des faits.

Quoi qu'il en soit, et ce serait mauvaise grâce que prolonger ce débat, M. Hamon est nettement déterministe ! il fait de la doctrine et des faits sur lesquels elle s'appuie, un exposé net et logique. Les raisons qu'il invoque sont généralement bonnes ; il en est de discutables ; celle-ci entre autres : « L'hypnotisme guérit de l'illusion du libre-arbitre ; en exécutant pendant la veille l'ordre suggéré au cours du sommeil, l'hypnotisé se croit libre d'agir comme il le fait. » Je suis persuadé, au contraire, que, dans l'immense majorité des cas, le sujet, surtout s'il doit exécuter des actes qui ne cadrent point avec ses habitudes, son caractère, ses idées, éprouve, au moment d'accomplir l'ordre reçu, de l'anxiété, de l'angoisse, la sensation d'être dans un état anormal. Il ne faut pas juger sur les dires du suggestionné qui sont quelconques, alors que les centres de mémoire vibrent selon l'ordre reçu, mais sur son état intime qui est tout d'effarement. La vérité de ce que j'avance, c'est que souvent l'hypnotisé réagit, qu'il n'accomplit qu'imparfaitement l'acte prescrit ou même ne l'exécute pas du tout ; certains éclatent en sanglots ; interrogés sur les motifs de leur action, ils répondent : « je ne sais vraiment pas pourquoi j'ai agi ainsi ; » ou bien donnent des raisons dictées au moment de la suggestion.

C'est une petite critique de détail ; elle ne vise qu'indirectement

(1) Cf. Ribot ; *les maladies de la volonté.*

M. Hamon qui nous déclare avoir emprunté cet argument à un philosophe éminent, M. Tarde.

J'aurais préféré aussi que M. Hamon s'étendît davantage sur la contradiction observée entre le déterminisme et la liberté de l'homme, apparente, selon M. Hamon et son école. C'est un point capital; il ne peut être étudié trop longuement. Il faut avouer que, dans la pratique, le mécanisme cérébral permet des combinaisons compliquées et bizarres, dignes d'attention. Soit un sujet A..., désireux d'échapper à son auto-déterminisme, c'est-à-dire à *ce qui lui agrée le plus* y compris bien entendu *les motifs de contradiction*. Il tire au sort en des conditions telles qu'il n'y ait pas rapport entre son état mental et le résultat fourni par le sort. Exécutant l'intention qu'il avait de faire ainsi avant l'expérience, il agit selon la réponse du hasard; il s'est donc, en quelque sorte, échappé de son auto-déterminisme. A... pourra décider d'étendre le procédé à tous les actes importants de sa vie. Il lui era encore loisible de consulter le sort pour savoir si, oui ou non, il prendra cette décision. B... ne fera pas comme A... mais s'en rapportera entièrement à la décision de C... Tout cela est du pur déterminisme bien entendu, mais le jeu en est singulier qui permet à un individu de s'évader de son propre déterminisme pour se soumettre à celui du monde entier.

Ainsi peut-on poser beaucoup de problèmes qui méritent réflexion; il faudra, d'une façon générale, chercher la solution dans l'action aidante et inhibante de chacun des centres nerveux pour les autres, dans l'existence du pouvoir prépondérant dévolu aux centres supérieurs, dans la nature même d'un excitant d'ordre spécial, cette force en puissance : l'idée.

Je n'insiste point davantage et passe au second point traité par M. Hamon : le crime.

M. Hamon étudie et critique avec beaucoup de justesse les différentes définitions qui ont été données du crime. En vérité, rien ne peut davantage nous enseigner la modestie que la lecture de cette partie de l'ouvrage. Phrases, idées, faits ont été torturés, en ces derniers temps, pour tirer d'un malheureux mot, une définition qui tienne compte des opinions actuelles, des idées scientifiques, des tendances altruistes, tout en conservant une valeur générale et universelle, applicable à tous les temps, en tous lieux, à tous les hommes, à toutes les civilisations. Des déterministes donnent des définitions sans s'apercevoir, — et M. Hamon le leur fait justement remarquer, — sans s'apercevoir qu'il ne peut y avoir à leurs yeux ni action honteuse, ni action vertueuse, et que nous ne devons scientifiquement ni approuver,

ni blâmer. D'autres ne sentent point que, pour donner du crime une définition de valeur universelle, il faudrait qu'il y eut une morale immuable, de valeur universelle, ce qui n'est point puisque les religions elles-mêmes diffèrent beaucoup en des points importants de la morale. L'axiome « Tu ne tueras pas » n'est pas loi en certains pays, où s'y soustraire n'est pas crime. Certains cherchent à mettre leur définition en concordance avec l'idéal humanitaire et scientifique qui est le leur ; ils ne s'aperçoivent point de leur manque de logique ; ce qu'ils appellent crime est crime pour eux et pour les adeptes de leur foi, et serait crime dans la société rêvée par eux.

Il ne me semble pas qu'il y ait lieu de changer l'acception des mots « délit » et « crime ». Ce sont des termes de droit, accepté par le langage courant, parfaitement compris de tous. Le délit est une faute contre la loi et le crime est une appellation réservée à certains délits graves, ceux qui impliquent, par exemple, incendie, assassinat, de même que l'on désigne sous le nom de fraude et de contravention, certains délits légers ou parfois d'ordre commercial.

Voilà ce qu'en bon français on doit appeler crime et délit. Peu importe que la loi soit bien ou mal faite, transitoire ou permanente, ce qu'elle atteint légalement est crime ou délit. Les lois sont faites pour établir la résultante moyenne des tendances d'une société, synthétiser ses désirs et ses réprobations, empêcher l'action des écarts individuels d'opinion, légitimer les appréciations courantes de cette société qui fait crime ce qu'une société autre, née d'elle, ou dont elle est née, ou tout à fait différente d'elle, ne fera pas crime mais peut-être action indifférente, mais peut-être action louable. Comme les conceptions des hommes sont en voie de perpétuelle transformation, il faut sans cesse modifier les lois ; c'est ce à quoi servent les gouvernements ; — quand par inhabileté ou par défaut de clairvoyance, ils manquent à cette tâche ou vont contre les idées et contre les mœurs, apparaissent l'angoisse, l'anxiété morale, le trouble des consciences, l'aconnaissance du licite et du non licite, parfois la révolution. Aux époques révolutionnaires, crimes et délits ne sont point, puisqu'ils ne sont jugés tels que par des individualités ou par des groupes qui n'ont plus pour criterium la loi du pays où vit le délinquant. Celui-ci ne relève plus que de l'opinion, de la morale de la religion, de l'histoire ; elles le condamneront à une époque, l'absoudront à une autre.

Plus il y a concordance entre la loi et le désir de tous, mieux cette loi répond au consensus universel, plus, — fut-elle cruelle. —

l'équilibre est solide, *plus il y a de bonheur social*. Le moyen âge, criminel pour qui, à l'heure actuelle, n'est pas homme de science, est profondément logique ; ce fut une belle époque d'équilibre moral. Les hommes que nous exhumons pour en faire des héros étaient des anormaux, précurseurs fous ou géniaux, criminels en tout cas aux yeux de leurs contemporains. Nous les glorifions comme nos descendants glorifieront tels, de nos jours honnis.

Il n'est pas de morale universelle, donc il n'est pas de définition universelle possible du crime, hors celle que nous avons signalée. La meilleure de toute celles récemment proposées « le crime est l'acte l'anti-social » ne vaut rien puisque des lois peuvent ne pas poursuivre et des civilisations glorifier des actes anti-sociaux.

Donc le crime c'est l'offense faite aux lois et la *criminologie* c'est l'étude des lois, des délits et des crimes, des rapports des premières avec les autres, de la variabilité de tous deux, de leurs relations avec les idées et les tendances d'une époque, avec le mouvement intellectuel, la nature et l'âge de la civilisation, avec les conditions biologiques, telluriques, climatériques, avec l'état de santé et de maladie... etc.

C'est une étude passionnante et variée entre toutes.

Libre à l'homme de science, au *scientiste* de M. Hamon, de constater que tel acte est crime en presque tous les temps, en presque tous les pays (ainsi l'assassinat d'un concitoyen) : que tel autre est crime en Europe, vertu en Chine, vilipendé à Rome, exalté en Egypte....

Ou bien le crime existe aux yeux de Dieu qui seul à le droit de le qualifier crime, ou bien il n'existe que par rapport aux sociétés et n'est crime que vis à vis de celles dont il lèse les lois. Les sociétés et les morales auxquelles elles s'attachent, se modifiant sans cesse, le crime de la veille est la vertu du lendemain, la honte d'un siècle l'honneur du suivant. Un acte n'est crime qu'au regard d'une société, et chercher en dehors de cette constatation une définition de valeur générale c'est, à moins de s'appuyer sur des raisons d'ordre métaphysique, vouloir concilier l'inconciliable, réaliser l'impossible. Autant chercher la quadrature du cercle ou le mouvement perpétuel.

M. Hamon le fait observer heureusement ; il n'a eu garde pour son propre compte de tomber dans la même faute, mais avant que d'examiner sa définition, encore un mot. Bien que dans sa préface, M. Hamon paraisse d'avis que l'acte anti-social est la règle et l'homme social l'exception, il semble qu'au cours de son ouvrage, les conceptions de l'auteur se modifient quelque peu, et

qu'elles tendent à l'entraîner vers cette idée que les criminels sont surtout des malades et des anormaux. Quelques écoles modernes, énivrées de la gloire de Lombroso, l'affirment ; elles font du délinquant et du criminel un malade. Le diagnostic de l'affection est aisé : un peu d'asymétrie cranienne ou faciale, une petite tare physique suffisent. Ainsi en d'autres milieux scientifiques, la moindre phobie ou philie, la plus innocente manie, — au sens vulgaire du mot, — paraissent revélatriees de lésions graves, à tout le moins de la degénérescence. Il y a là des exagérations manifestes : toutes les écoles nouvelles en professent. A mon avis *nous sommes tous des criminels en puissance* ; les délinquants et les criminels sont en majorité des normaux. Beaucoup d'hommes sont criminels par l'effet de maladies ou de tares héréditaires, mais parmi les condamnés, ce sont encore les exceptions. Or c'est à cause d'eux qu'on a voulu changer la définition du crime. C'est une faute contre la logique. Ce n'est pas, — et ceci ne s'adresse pas à M. Hamon, — parce qu'on a découvert des criminels dont l'acte délictueux est le résultat d'un accident, d'une maladie ou d'une lésion congénitale ou acquise qu'il faut changer le sens du mot crime ; c'est le nom de ces criminels qu'il faut caractériser par un mot qui ne prête point à équivoque. Parlez nous de criminels-nés ou mieux, comme je l'ai proposé de *destructeurs-nés* (1), d'ictus d'impulsus criminel ou délictueux, de criminophilie, de délinquomanie... etc., mais ne faites point de crime un mot qui signifie que celui qui le commet est fou ou malade; certains criminels en pourraient être à juste titre humiliés, et nous ne leur devons point ce châtiment. Sommes-nous tous fous et malades ? Si oui, cela revient à dire qu'aucun de nous ne l'est.

M. Hamon affirme qu'il y a beaucoup d'aliénés dans les prisons. En est-il sûr ? Puis l'internement suscite des bizarreries et des tics, même chez les normaux. Pourquoi la prison ne développerait-elle pas des anomalies chez les condamnés ? Ce sera une raison pour que M. Hamon la considère comme funeste.

(*A finir*). D[r] LAUPTS.

(1) Le mot de *criminel-né* est mauvais, puisque ce qui est crime aujourd'hui, peut être vertu demain, ce qui est vertu en France est crime en Espagne, etc.; on ne comprend donc pas que des criminels-nés puissent exister ; on conçoit très bien au contraire qu'il y ait des *voleurs-nés*, et aussi des gens chez lesquels les instincts de destruction soient anormalement puissants ou déviés par rapport à la moyenne : *des destructeurs-nés*.

L'IDÉE DU PROGRÈS ET L'ANARCHISME

Sur la route âpre et douloureuse du Progrès, l'Humanité marche toujours en avant. Des arrêts, même des reculs en arrière se produisent de temps à autre, mais ils sont de peu de durée, éphémères parfois; aussi, ce sont des moments de repos pendant lesquels elle emmagasine de nouvelles forces motrices qu'elle transformera plus tard en conceptions et idées nouvelles. Irrésistiblement, celles-ci l'entraînent vers l'Idéal lumineux qui, toujours recherché et jamais atteint, scintille éternellement sur le vaste horizon.

Cependant, théoriquement et *à priori*, il semble presque impossible que le progrès puisse s'effectuer. Toujours, dans tous les lieux, dans tous les temps, dans tous les corps sociaux c'est l'esprit conservateur, je pourrais dire rétrograde, qui prédomine; partout, le champ de l'intelligence humaine est ensemencé d'innombrables préjugés, de coutumes imbéciles et barbares devant lesquelles pourtant tous doivent s'incliner et auxquelles il n'est permis à personne de toucher; partout c'est le culte des âges passés qu'on célèbre de préférence. Si les hommes sont malheureux c'est parce qu'ordinairement leur vie réelle ne correspond pas à la vie idéale à laquelle ils aspirent; or, cette vie idéale ce n'est pas dans l'avenir qu'ils la placent, mais dans le passé. Parmi les légendes que nous ont léguées toutes les vieilles civilisations, presque toujours revient celle de l'âge d'or qui autrefois régnait sur la terre, âge où tous étaient parfaitement heureux et où étaient inconnues la douleur et la souffrance. Presque toujours, c'est à cette source, le passé, que les hommes vont puiser toutes les consolations et aussi toutes les forces nécessaires pour résister au poids écrasant de maux et de misères qui les accablent. « Ah! autrefois dans le bon vieux temps, c'était bien mieux! » Journellement, qui de vous n'entend pas ce soupir bourdonner

à ses oreilles? D'ailleurs, c'est un phénomène très facile à expliquer. L'être humain est tel que la douleur provoque en lui une réaction beaucoup plus violente, beaucoup plus intense que le plaisir; en revanche, quand il s'agit d'une douleur ou d'un plaisir passé, c'est le souvenir du plaisir qui est le moins effacé, le plus net. Si donc, dans le présent la douleur l'emporte sur le plaisir, dans le souvenir du passé c'est tout le contraire, de là résulte cette illusion psychologique, comme dit Guyau, qui fait croire à l'homme qu'autrefois il était plus heureux. Et, aussi bien qu'à l'individu, ceci est applicable à une société entière: il suffit qu'un rayon de bonheur traverse à un moment donné son existence faite de douleurs et de souffrances pour que ce rayon les éclipse toutes dans ses souvenirs et couvre le passé d'un voile doré : de là l'âge d'or de la fable.

Quoi qu'il en soit, les hommes s'attachent désespérément au passé qu'ils voudraient ressusciter; et aussi étrange, aussi paradoxal que cela paraisse, c'est encore aux vieux dogmes, aux vieux principes de leurs ancêtres d'il y a quelques mille ans qu'ils obéissent! Et ceci est tellement vrai que lors même que ces dogmes et ces principes deviennent incompatibles avec les exigences du temps et des conditions extérieures qui changent, ils ne se décident pas à les abandonner mais ils s'efforcent de les transformer sans les entamer, de les rajuster pour ainsi dire aux formes nouvelles de la vie sociale. Ces changements superficiels ne sont qu'un vernis à l'aide duquel ils veulent se tromper eux-mêmes, ce qui ne réussit que fort rarement, car le moindre grattage fait aussitôt apparaître tous les vestiges de l'ancienne barbarie dont notre civilisation aux dehors brillants est entachée, selon la remarque si judicieuse de M. Bergeret. Ainsi, quand il était impossible de concilier l'esprit de la démocratie naissante avec l'ancienne formule de « tel est notre bon plaisir » des rois, on remplaça celle-ci par une fiction tout aussi despotique et arbitraire : la loi. On jetait impitoyablement à la Bastille, si on ne les tuait pas, tous ceux qui osaient opposer la moindre résistance au « bon plaisir », et mille bastilles s'ouvrent à présent sur celui à qui la loi n'inspire pas la quantité dûe de respect. La différence? — c'est que le « bon plaisir » émanait d'un seul, du roi, tandis que la loi est édictée par quelques centaines de législateurs, par un roi fragmenté en petits morceaux. Avouons que pour l'homme que celle-ci tyrannise, cette différence est d'un intérêt plus que minime... La loi n'est donc que l'ancien « bon plaisir » assaisonné de modernité. Autre exemple : l'esclavage choquait trop notre délicatesse d'hommes du XIX[e] siècle et nous l'avons aboli. Mais a-t-il vraiment disparu de nos mœurs? Personne n'est assez dupe pour le croire, même parmi ceux qui clament le plus haut les gloires de la liberté du travail; le salariat n'est que le vieil esclavage transformé pour les besoins du moment. On le voit, l'analyse la moins approfondie montre aussitôt les fondements très anciens de notre régime appelé nouveau, fondements que les hommes ne peuvent se résigner à changer, complètement respectueux qu'ils sont de tout ce qui porte le cachet des temps éloignés... C'est de cet amour pour l'antique que provient la crainte, la peur presque instinctive de tout

nouveau qui les caractérise. Et ceci étant, n'est-il pas surprenant que toute idée nouvelle aussitôt éclose ne soit pas étouffée, anéantie par la force brutale, toujours à la disposition de ceux qu'effraie l'avenir?

Le fait est que plus d'une fois on a essayé de le faire, mais jamais on n'y est parvenu. L'humanité a chèrement payé la moindre de ses conquêtes. Toute conception, toute idée qui porte par trop atteinte au domaine sacré des préjugés séculaires fait couler des océans de larmes et de sang, sème la route de l'Idéal d'innombrables cadavres. C'est dans la douleur que sont enfantées toutes les grandes vérités qui constituent le patrimoine de l'homme moderne. Et néanmoins, aussi loin qu'on remonte le cours de l'histoire, on peut constater que toutes les fois que l'Idée venait heurter contre le mur infranchissable des survivances antiques, le choc était toujours irrésistible, et après un intervalle de temps plus ou moins long la brèche se déclarait... Jaillie de quelques cerveaux seulement elle résiste à toutes les forces de l'esprit conservateur qui se coalisent pour la détruire, se propage avec une rapidité inouïe, gagne puissamment du terrain, s'infiltre dans toutes les couches sociales, des plus hautes aux plus basses et enfin... reste seule maîtresse du champ de bataille qui est le monde entier. D'où lui vient donc cette étrange et mystérieuse puissance qui, malgré toutes les oppositions et tous les obstacles toujours la fait infailliblement triompher?...

La question posée, on y répond ordinairement en disant que c'est parce qu'une idée ne peut pas être arrêtée dans sa marche... que c'est une loi de l'évolution générale, loi que l'homme n'est pas en état de modifier et à laquelle bon gré mal gré il faut qu'il obéisse... etc. Chose frappante! C'est qu'au fond de toutes ces réponses que tout le monde accepte sans discussion, que tout le monde considère comme suffisantes, au fond de toutes ces réponses, dis-je, il n'y a rien, absolument rien, et elles n'expliquent pas le moins du monde le problème qu'elles prétendent résoudre. Encore ici, comme cela arrive très souvent, les phrases, les mots ont l'apparence de renfermer quelque sens, tandis qu'en réalité ils sont complètement vides. « Quelle est ou quelles sont les causes, demandez-vous, qui toujours rendent l'Idée victorieuse? » « C'est que, vous répond-on doctement, c'est que l'Idée ne peut pas être vaincue... » Parfaitement, monsieur, votre fille est muette parce qu'elle a perdu la parole... Et cette loi de l'évolution générale qu'on invoque, tranche-t-elle au moins la question? fait-elle apparaître les causes primordiales grâce auxquelles l'Idée a toujours le dessus? Nullement. Qu'est-ce qu'une loi, au fond? — Lorsqu'un fait, une manifestation quelconque vient frapper notre esprit et lorsque ce fait ou cette manifestation, toutes les fois que les mêmes conditions se reproduisent, se répète immanquablement elle aussi, nous formulons notre pensée en disant que les mêmes conditions appellent les mêmes faits, ou en d'autres termes : les mêmes causes produisent les mêmes effets : voilà une loi; elle n'est donc que la constatation pure et simple des faits que nous observons ou que nous réalisons nous-mêmes artificiellement. On le voit : il ne suffit point pour l'explication d'un phénomène, de dire que c'est en vertu de telle loi ou de telle autre qu'il a lieu; la loi elle-

même est incompréhensible si l'on n'indique pas les causes plus immédiates qui président à sa production. Ainsi donc, répondre que c'est parce que la loi de l'évolution générale le veut que l'Idée triomphe toujours, ce n'est point répondre du tout : c'est constater un fait sans en donner la raison d'être.

Toute idée véritablement grande vient toujours à temps, juste au moment où le besoin s'en fait le plus sentir. Une idée, en effet, ne germe pas d'emblée, elle n'est pas la sécrétion de la mentalité de l'homme de génie qui le premier la formule. A une époque donnée, elle n'est que le résultat de toutes les aspirations populaires du moment. Certes, en feuilletant l'histoire, on s'aperçoit que très souvent les idées hâtent les événements; mais les idées elles-mêmes n'augmentent-elles pas quand les événements se multiplient? Ce sont les temps historiques les plus mouvementés qui ont vu les plus belles floraisons d'idées. Personne ne songera à nier l'incontestable influence qu'ont eue les philosophes du XVIII[e] siècle sur l'éclosion de la grande Révolution française dont ils ont précipité l'avènement; mais Voltaire, Diderot, Rousseau et les autres seraient-ils devenus ce qu'ils ont été en effet et auraient-ils même été compris par leurs contemporains, si l'esprit révolutionnaire n'avait pas été l'esprit dominant de leur époque, si le souffle puissant et irrésistible, émané du peuple révolté, n'avait pas passé sur eux, avant de changer la face de presque toute l'Europe? Ils ont profondément, prodigieusement influencé leur siècle, c'est certain; mais avant tout, c'est le siècle qui leur a fourni les armes, qui les a créés, qui les a formés eux-mêmes.

Toute idée nouvelle est l'expression d'un besoin nouveau, et par là, je n'entends pas seulement les besoins matériels qui, pour l'école socialiste allemande, constituent le pivot unique de l'histoire. Dans la vie sociale, le rôle du jeu des forces économiques est considérable, mais ces forces ne sont pas les seules. D'une complexité admirable, l'être humain se manifeste par des désirs et des tendances variés à l'infini et qui très souvent ne découlent point de son instinct de conservation, de son instinct économique; les mobiles de ses actions ne sont pas toujours des facteurs économiques, et prétendre le contraire, c'est le diminuer singulièrement, c'est négliger une foule de phénomènes sociaux qui ont leur raison d'être en son moi intellectuel, psychique et affectif. Dans l'histoire, que d'exemples qui nous montrent les hommes agissant intentionnellement à l'encontre de leurs intérêts, que de mouvements importants et désintéressés que le matérialisme économique, trop étroit, ne parvient ni à comprendre, ni à expliquer!...

Toute idée nouvelle est l'expression d'un besoin nouveau, et c'est au sein de la foule, je veux dire de cette masse compacte d'hommes sur laquelle les mauvaises institutions sociales pèsent le plus lourdement et dont l'esprit par conséquent est toujours à l'affût de quelque amélioration, de quelque changement ou réforme, c'est au sein de la foule qu'elle prend naissance; mais cette foule est ordinairement peu instruite et incapable de généralisations, de vastes spéculations intellectuelles; toutes ses conceptions sont vagues, imprécises, dépourvues de netteté

et de coordination. Il faut donc que ces conceptions ou plutôt ces aspirations populaires soient reprises par les quelques intelligences supérieures de l'époque, que celles-ci les transforment, les épurent, rejettent l'enveloppe de superstitions et de préjugés qui les enserre, qu'ils les classent et les développent et que sous cette forme nouvelle, plus conforme à la logique des choses, elles les présentent à la foule d'où elles sont primitivement parties. Or, la foule n'a fourni que la matière première pour ainsi dire et dans les idées nouvelles, cristallisées, que les penseurs de l'époque lui apportent, après y avoir imprimé leur cachet individuel, elle ne peut reconnaître les siennes propres remaniées. Considérées comme hasardeuses et souvent comme criminelles, elles sont combattues à outrance par les hommes dont les intérêts sont en jeu, par l'esprit conservateur que j'ai signalé plus haut, par tous ceux enfin que l'inconnu épouvante ou que l'habitude et l'indifférence ont rendu lâches. Mais les idées représentent les besoins, et ceux-ci une fois nés s'accusent, s'accentuent chaque jour davantage; parallèlement la conscience de la foule s'accroît, s'éclaircit de plus en plus; elle commence à discerner, à distinguer dans les idées contre lesquelles elle s'insurge, les éléments qui lui appartiennent, les produits de sa propre pensée; graduellement l'opposition faiblit, perd de sa violence, et le moment arrive enfin où elle devient nulle.

C'est donc dans l'impossibilité absolue d'anéantir les besoins qu'il faut chercher les causes de la mystérieuse puissance de l'Idée. Toutes les armes viennent se briser contre sa carapace parce que la détruire, c'est détruire les besoins, c'est annihiler la vie, l'homme lui-même. Voilà pourquoi elle triomphe toujours, et c'est ainsi que, à travers les âges, le Progrès s'est poursuivi...

En parcourant les pages de l'histoire, on peut facilement constater qu'à chaque époque correspond une idée maîtresse, c'est-à-dire une idée qui reproduit, résume, synthétise les aspirations, les tendances et les conceptions diverses, éparses et disséminées dans tous les esprits. Cette idée, résultant de la situation économique et sociale et de l'état où en est arrivé le développement de la pensée humaine, pénètre dans le domaine intellectuel et moral de ce temps et y détermine des courants nouveaux qui modifient et révolutionnent les rapports sociaux existants. Ainsi, qui de nous ne se rend pas compte de l'immense rôle joué par le Christianisme, par exemple? Notre éthique et nos croyances de la fin du XIX[e] siècle se ressentent encore assez du spiritualisme du moyen-âge pour que nous puissions juger de son action, et les écoles philosophiques allemandes et françaises : le criticisme, l'hégélianisme, le positivisme pour n'en citer que quelques-unes, sont encore trop modernes pour que leur influence puisse être oubliée ou dépréciée. Aucun mouvement historique tant soit peu considérable ne s'est jamais effectué sans qu'il ait été provoqué par une idée générale quelconque. Or, à l'aurore du XX[e] siècle dont les premières lueurs apparaissent déjà à l'horizon, quelle est l'idée assez forte et assez large à la fois pour embrasser dans leur plénitude toutes les aspirations multiples de la

pensée, pour exprimer tout ce qui torture, tout ce qui angoisse la conscience humaine contemporaine?

Pour répondre je n'hésite pas un seul instant: cette idée, c'est l'Anarchisme.

Je ne ferai qu'effleurer le côté économique de la doctrine anarchiste, ou le socialisme proprement dit. Certes, toujours les classes dépossédées et malheureuses s'efforçaient de se relever, de changer les conditions inexorables de leur existence ; toujours elles étouffaient, elles dépérissaient dans la cité de misères et de souffrances où les antagonismes sociaux les parquaient et cherchaient, quoique vainement, à en sortir ; toujours elles luttaient pour s'affranchir, pour conquérir le droit à la vie qu'on leur refusait obstinément... Mais jamais, à aucun moment de l'histoire, cette poussée vers le bien-être et la liberté n'a été aussi intense, aussi vigoureuse qu'à présent ; jamais cette ascension des classes placées au bas de l'échelle sociale aux régions ensoleillées du bonheur n'a été aussi éclatante, aussi vertigineuse qu'au XIX[e] siècle ! Ce n'est plus de réformes, de changements toujours inefficaces, de palliatifs, de petites concessions ou même de grandes que les parias, les déshérités se contenteront désormais, ce n'est plus au mal du moment qu'ils s'en prennent. Instruits par une longue et douloureuse expérience, ils ont compris enfin qu'il ne sert à rien de détruire le mal si en même temps on ne détruit pas aussi les causes qui le font naître. Désillusionnés, ils n'attendent plus rien de la bonne volonté des gouvernements, de la philanthropie et de la bonté patronales ou bourgeoises. Un rêve de transformation sociale les hante ; ils aspirent à un état de choses où, le capital n'existant plus, cette bonté hypocrite et cette philanthropie avilissante n'auront plus de raison d'être ; dans l'ordre nouveau qu'ils veulent établir toutes les bases, toutes les formes actuelles de la vie changeront, les rapports entre les hommes seront véritablement humains, l'égoïsme féroce cédera sa place à la solidarité. Les classes privilégiées doivent disparaître, car tous, absolument tous, ont le droit de s'asseoir au joyeux banquet de la nature. Voilà quel est le sentiment de la masse prolétaire lasse enfin de souffrir, voilà la grande vérité qui de plus en plus l'anime et la pénètre. La conscience de ses propres forces se réveille enfin en elle, et déjà au bruit de ses revendications la citadelle vermoulue du vieux monde chancelle et va bientôt s'effondrer...

Au cours de cette étude je me suis efforcé de démontrer qu'au sein de la foule les besoins ressentis se traduisent par des aspirations plus ou moins vagues et que celles-ci, recueillies et développées par les penseurs et les philosophes, constituent les idées proprement dites. Ces conditions étant données, l'état d'âme populaire doit nécessairement se répercuter dans toutes les productions intellectuelles de l'époque ; et c'est ce que nous voyons en effet se produire. « Il n'y a pas de question sociale », a-t-on dit en France, après avoir, avec une cruauté inouïe et barbare, écrasé la Commune ; mais la bourgeoisie triomphante n'avait seulement pas eu le temps de se laver les mains dégoutantes encore du sang des Parisiens égorgés ; son chant d'allégresse n'avait pas

encore expiré sur ses lèvres que déjà le socialisme, terrassé un instant se redressait devant elle, plus fort, plus menaçant, plus terrifiant que jamais !... Evidemment, elle s'est trompée ; la question sociale dont elle niait énergiquement l'existence existe toujours, et ceci à un tel point même qu'elle apparaît au fond de toutes les manifestations de la pensée moderne. La science, l'art, la littérature, le théâtre : elle pénètre tout, elle imprègne tout, elle envahit tout, jusqu'aux salons mondains et demi-mondains où l'on finit bien par commencer à s'inquiéter. Or, ce n'est pas le bien-être économique, justement réclamé par les classes dépossédées, qui provoque seul la question sociale ; une des causes principales qui la déterminent, qui la font naître dans notre société déséquilibrée, c'est la tendance des hommes au bien-être moral impossible, ni même convenable, hors la liberté. C'est la recherche de celle-ci, le désir ardent et passionné de l'atteindre enfin et d'en goûter les délices qu'exprime admirablement bien l'idividualisme (1).

L'individualisme !... Voilà un mot qui a suscité bien des controverses et donné lieu à d'innombrables discussions. En effet, depuis les temps les plus reculés on était accoutumé à ne considérer l'individu que comme une quantité négligeable, comme un zéro qui par lui-même n'a point de valeur. Esclave, serf, manant, sujet, citoyen tour à tour : jamais il n'a été libre, jamais il n'a été lui-même, c'est-à-dire une unité plus ou moins marquée, plus ou moins distincte dans l'enchevêtrement social, unité en possession d'un certain nombre de droits en équivalence des obligations multiples qu'on lui imposait. Sacrifié autrefois au droit divin sous lequel s'abritaient les despotes et les rois, il est immolé aujourd'hui sur l'autel de la patrie et de l'intérêt social, deux entités qui ne sont au fond que le droit divin modernisé, et dont la classe dominante se sert merveilleusement pour subjuguer la foule. Quoique cellule primordiale de l'organisme social, ce ne sont point ses désirs qui présidaient à tous les arrangements sociaux, ce ne sont point ses besoins que les législateurs avaient ordinairement en vue en édictant leurs lois, jamais on ne comptait avec lui, jamais on ne pensait à lui, sauf quand il s'agissait de lui appliquer des mesures coercitives, la seule chose que la vie sociale procurait en abondance... Et pour montrer combien est encore générale cette manière de voir qui annihile totalement l'individu, il me suffira de rappeler qu'elle a été adoptée par un

(1) Quand le sens renfermé dans un mot provoque beaucoup de critiques, il arrive presque toujours qu'à force de discuter on finit par en défigurer complètement la signification ; c'est le cas pour le mot « Individualisme », en France notamment. On l'a si bien mutilé que, à côté du petit nombre d'hommes qui ont compris sa véritable portée, beaucoup d'autres encore se sont même demandé sérieusement s'il ne veut pas transformer tous les hommes en Robinsons !... Je préviens donc les lecteurs que je ne parlerai ici ni de l'individualisme de Stirner, ni de celui de Nietzsche : tous les deux, en spiritualisant pour ainsi dire l'individu, en créant une véritable métaphysique du « moi », ont, en partie du moins, contribué à la confusion inextricable qui règne à présent dans les intelligences et qui permet à peine de se rendre bien compte de l'objet en question. Par individualisme j'entends la tendance de l'homme moderne à s'affranchir de la tutelle trop oppressive de l'Etat ou plutôt de l'ordre social qu'il représente et à édifier une nouvelle structure sociale qui aurait pour base le respect de sa liberté et de ses droits.

parti qui, il faut l'avouer, est certainement parmi les plus avancés de ce temps, je veux dire : les socialistes de l'école allemande. Eux aussi se soucient très peu de l'individu et dans le nouvel édifice social qu'ils veulent ériger, ce n'est point lui qu'ils prennent pour point de départ. L'individu devra continuer à abdiquer sa volonté et sa liberté, non plus, il est vrai, en faveur d'un seul homme ou d'une classe, mais en faveur de la collectivité, de la société entière, ce qui ne change point la valeur du fait lui-même. Loin de réduire la concentration despotique où fatalement les intérêts individuels ne peuvent être pris en considération, ils ne songent au contraire qu'à l'accroître, la consolider, la généraliser encore davantage ; et ils ne s'aperçoivent pas qu'en tenant si peu compte de l'individualité ils rendent par là même impossible le bonheur qu'ils nous promettent, car partout où il y a concentration, il y a pression, et celle-ci (si l'on excepte la France où l'on s'ingénie, paraît-il, à concilier la fraternité avec la Roquette...) celle-ci, dis-je, est incompatible avec la liberté; or, pour jouir aussi bien que pour souffrir les hommes veulent avant tout être libres ; la jouissance elle-même, si elle est obligatoire, devient une souffrance... Pour résoudre le problème social il faut donc que la centralisation, sous toutes ses formes, disparaisse, il faut que l'individu cesse d'être un simple rouage et recouvre enfin son intégrité ; c'est le respect de sa personnalité, c'est son moi s'affirmant librement, c'est son autonomie qui doit être la base de l'ordre social futur : le bonheur de l'Humanité entière est à ce prix !

On conçoit aisément, d'après les considérations qui précèdent, quel fut l'accueil fait aux premières manifestations de l'individualisme. Qu'un individu, à bout de patience et de force, brise tout d'une coup les chaînes qui l'entravent, se révolte contre les institutions sociales qu'il trouve iniques, ceci tout le monde le comprenait, car les faits de ce genre sont innombrables et n'ont, par conséquent, rien de surprenant. Mais ce qui était nouveau, inattendu, ce qui ne s'était jamais vu, c'est que la révolte fût érigée en doctrine, en philosophie. En effet, l'individu ne revendiquait plus ses droits au nom de la justice seulement, mais en s'appuyant aussi sur la science et la logique de choses, mais en invoquant l'histoire du passé et du présent d'où il tirait par raisonnement des prévisions concernant l'avenir. La question était de savoir d'où provenaient les antagonismes sociaux et à quoi il fallait les attribuer ? A la mauvaise nature humaine, disaient les uns, à la loi générale de la lutte pour l'existence, enseignaient les autres. Eh bien ! la science démontrait que les deux théories étaient également inexactes, également fausses ; elle niait que la nature humaine fût essentiellement mauvaise, comme on le prétendait, et elle prouvait que s'il y a une loi générale qui régit les sociétés humaines, cette loi, loin d'être la lutte pour l'existence, est au contraire l'association pour la lutte ; c'est grâce à cette association que l'homme est parvenu à dompter les forces hostiles de la nature ; elle découvrait les causes immédiates des entre-déchirements qui meurtrissaient toutes les sociétés antiques et dont souffrent encore toutes les sociétés modernes elle découvrait ces causes dis-

je, dans les actes de lèse-individualité, dans le fait de dépouiller éternellement l'individu de sa liberté et de ses droits, car de ce fait deux conséquences découlaient : d'un coté, le dépouillement s'effectuant toujours au profit de quelques uns (hommes ou classes : n'importe) ces quelques uns se trouvaient munis d'une plus grande quantité de droits que les autres ; inévitablement ils devaient s'efforcer d'en profiter et de la sorte se développait en eux l'instinct despotique d'ordonner et de commander ; d'un autre côté, la diminution de droits de l'individu entraînant fatalement l'augmentation de ses devoirs, la pression qu'il subissait devenait de plus en plus intolérable et il vouait une haine atroce à ses oppresseurs. Donc, si dans la société contemporaine des forces contraires ne cessent de se heurter et de s'entre-choquer, c'est parce que l'équilibre est rompu au désavantage de l'individu et au profit des hommes ou des classes qui ont la prétention de représenter l'ordre social. La lutte continuera donc, désastreuse et implacable, tant que l'individu n'aura pas reconquis ses droits, tant que subsistera le moindre obstacle sur sa route vers le progrès, tant qu'il ne sera pas libre. Voilà les conclusions auxquelles l'individualisme arrive et on s'explique très bien la tempête qu'il déchaîna et continue encore à soulever dans le camp de ceux qui, avec Hégel, pensent que tout ce qui existe est bon et que tout ce qui est bon existe...

Je conclus.

Le bien-être physique et moral : tel est le but unique vers lequel, de tous les temps et dans tous les lieux, convergent les aspirations humaines. Au XIXe siècle ces aspirations se formulent en deux expressions bien déterminées, bien nettes ; le socialisme au point de vue économique, l'individualisme au point de vue politique : mais ce ne sont là que les parties constituantes de l'anarchisme ; celui-ci est donc bien ce qu'on peut appeler l'idée de ce temps. Et j'ai d'autant plus raison de le nommer ainsi qu'il n'est pas la doctrine d'une seule classe, il pénètre partout, et partout, à son approche, les individualités éclairées se réveillent et s'insurgent... Du haut en bas de l'échelle sociale la lutte est engagée... Il est impossible de dire quand elle finira ; peut être plustôt qu'on ne le croit, peut-être plus tard qu'on ne l'espère... L'anarchisme triomphera-t il ? C'est inévitable, parce qu'il exprime et résume tous les desiderata du moment historique que nous traversons. Rendra-t-il en effet les hommes heureux ?. Je crois que oui, mais à cette question on ne peut répondre ni par affirmation, ni par négation absolue. Auguste Comte disait du communisme qu'il ne comporte d'autre réfutation que la solution du problème qu'il pose ; de l'anarchisme, on peut dire qu'il ne comporte d'autre démonstration que la réalisation de son idéal.

M. D.

LA DANSEUSE [1]

I

Pour Saint-Georges de Bouhélier.
Les Traducteurs.

Ce fut le fils du maire de la localité qui, un dimanche, devant l'église, annonça que mademoiselle Irène, danseuse du Théâtre-Royal, ouvrirait le premier novembre, à l'auberge, son cours de maintien et de danse, cours où seraient admis les enfants, les adolescents, les messieurs et les dames, si un nombre suffisant d'adhérents voulait bien s'inscrire. Le prix de ces leçons était de sept francs pour un enfant, avec une notable diminution en faveur des frères et sœurs.

Sept élèves s'inscrivirent aussitôt et Jean Larsen consentit à envoyer au cours ses trois enfants, en réclamant la diminution promise.

Mlle Irène considéra ce nombre comme suffisant et elle arriva un soir de la fin octobre. Elle descendit à l'auberge avec son bagage constitué par un vieux panier à champagne attaché par une corde.

Elle paraissait toute petite, fanée et vieillotte, avec sa figure singulière de fillette de quarante ans émergeant d'une toque de fourrure.

Le s poignets étaient entortillés de vieux linge pour les défendre contre les menaces du rhumatisme. Elle prononçait en par-

(1) Cette nouvelle fera partie des *Nouvelles Scandinaves* (en préparation), par le Vicomte de Colleville et F. de Zepelin.

lant toutes les consonnes et disait avec un air ahuri : « Merci, oh! merci, je peux très bien », chaque fois qu'on lui venait en aide.

Elle ne consentit à tremper ses lèvres qu'en une tasse de thé et se mit ensuite au lit dans la petite chambre située derrière la salle des festins, claquant des dents, tant elle avait frayeur des revenants. Le lendemain elle apparut avec les cheveux bouclés, dans une attitude raide, le corps enveloppé d'un manteau à taille bordé de fourrures, d'une mode surannée. Elle allait ainsi rendre visite *aux honorables parents*, et il lui fallut s'informer des adresses et du chemin qu'elle devait prendre.

Mme Henriksen sortit sur le seuil de sa maison et indiqua du doigt les fermes qui apparaissaient par delà les prairies.

Reconnaissante, mademoiselle Irène s'inclina profondément jusqu'au bas des trois marches de l'escalier.

— La pauvre fille ! fit Madame Henriksen, et elle demeura un instant sur la porte, regardant s'éloigner la danseuse vers la demeure de Jean Larsen —, Mlle Irène marchait avec précaution sur le bord du fossé pour épargner ses chaussures,des souliers en peau de chèvre sur des bas à côtes...

Après avoir visité les parents —, Jean Larsen ayant consenti à donner onze francs pour ses trois petits, Mlle Irène se mit en quête d'un logement. Elle découvrit une chambrette blanchie à la chaux, chez le maréchal ferrant. L'ameublement consistait en une commode, un lit et une chaise ; entre la commode et la fenêtre fut placé le panier à champagne.

Mlle Irène prit alors possession du local. Elle donna toute sa matinée à des soins capillaires avec l'aide de fers à friser, prépara du thé, puis, satisfaite de la façon dont les boucles de ses cheveux étaient accomodées, elle mit tout en ordre dans son logis, et passa son après-midi à faire du *crochet*.

Soudain la femme du maréchal entra,s'assit sur la chaise de bois et se mit à causer, tandis que la danseuse écoutait en souriant, approuvait par de gracieuses inclinaisons de sa tête bouclée les paroles de la visiteuse. Cette visite dura jusqu'à l'heure du souper et se renouvela chaque jour. Mais Mlle Irène comprenait à peine ce qu'on lui disait ; hors la danse, ses poses et ses pas. hors le compte du boulanger d'une effroyable longueur,les choses de ce monde restaient presque inexplicables pour le cerveau un peu obtus de la danseuse.

Silencieuse, elle demeurait assise sur le panier, les mains aux genoux, les yeux perdus vers l'étroite bande de lumière qui s'échappait de la porte du maréchal. Elle ne sortait jamais, prise d'effroi à la vue de cette plaine qui s'allongeait déserte devant sa

fenêtre, et puis elle avait une si grande frayeur des taureaux et des chevaux emportés ! Le soir venu elle faisait bouillir l'eau sur le poêle et préparait le thé. Puis elle travaillait longuement à ses *papillotes*, retirait enfin ses vêtements et en pantalon elle commençait à faire des *pas* au pied du lit.

Le maréchal ferrant et sa femme ne quittaient pas le trou de la serrure, ils pouvaient ainsi voir les pieds de la danseuse s'agiter, tandis que sur son front se hérissaient les papillottes.

Mlle Irène se passionnait si fort pour son *exercice* qu'elle chantonnait à mi-voix, montant et descendant en cadence le parquet étroit de la chambre. A ce moment là, à la serrure, le maréchal, sa femme et ses mioches se disputaient toujours à qui verrait cette partie du spectacle.

Quand Mlle Irène avait cessé, rapidement elle s'enveloppait dans ses draps et songeait presque toujours au temps où elle était à l'école de danse, et elle éclatait d'un rire de gamine en constatant l'endroit où elle était couchée maintenant.

Enfin, elle s'endormait, rêvant sans cesse à cet heureux temps gai, si gai ! et elle se revoyait aux répétitions lorsque entre camarades elles se piquaient les mollets avec des épingles et criaient. Ensuite au soir dans les coulisses, et elle entendait distinctement encore le bruit tumultueux des voix, coupé soudain par le son de la cloche du régisseur.

Mlle Irène se réveillait même souvent la nuit quand elle avait rêvé qu'elle venait de manquer son entrée.

II

— Une, deux ! — mademoiselle Irène releva sa robe et avança le pied — « Les pieds en dehors... une, deux, une, deux... trois ! »

Mais les sept écoliers tournaient les pieds en dedans, et introduisaient leurs doigts dans leur bouche en sautillant.

« Petit-Jean, les pieds en dehors...une,deux, trois... encore une fois ! »

Les trois enfants de Jean Larsen firent la révérence, la langue toute droite sortant de la bouche. « Petite Maren, c'est à droite qu'il faut tourner... une, deux, trois », mais Maren s'obstinait à aller à gauche.

— « Autant... une, deux, trois », la danseuse ce disant, sautait elle-même comme une jeune chèvre.

Le cours était maintenant sérieusement organisé : trois fois la semaine les enfants dansaient dans la salle de l'auberge, éclairée par deux lampes suspendues à une poutre. La poussière amassée

là depuis longtemps tournoyait sous les pas dans l'air froid. Les sept enfants s'agitaient dans l'espace comme une volée de pies et Mlle Irène courait redresser les dos et arrondir les bras.

— « Une, deux, trois — battez ! une, deux, trois — battez », et les sept moutards retombaient à terre les jambes écartées, pendant que mademoiselle Irène à force de crier s'emplissait la gorge de poussière.

Les enfants devaient valser deux à deux, et gênés, quand ils se tenaient éloignés l'un de l'autre, les bras raidis, tournant comme en rêve, Mlle Irène les interpellait : « Bien tournez ..quatre, cinq ! Tournez encore petite Jette », et la danseuse s'acharnait contre le cadet de Jean Torsen et aussi contre la petite Jette, elle les faisait pivoter comme des toupies : « Bien, c'est très bien, petite Jette ».

La mère de *petite Jette* assistait curieusement à la leçon Les paysannes, en effet, arrivaient, les rubans de leurs chapeaux attachés en des nœuds rigides, et assises le long du mur elles contemplaient, immobiles, leurs enfants, sans échanger une parole et les mains liées aux genoux. Mlle Irène appelait ces femmes « Madame » et leur souriait pendant les *battements* (1).

Le tour des *Lanciers* arriva. Les trois enfants de Jean Larsen se mirent à sauter aussitôt, le bout de leurs souliers regardant le ciel.

— La dame à droite, bien petite Jette ! trois pas à gauche, bien petite Jette !

Mlle Irène gémissait, geignait, épuisée par la danse et surtout par les commandements. Elle s'appuyait parfois au mur et ses tempes battaient cruellement son cerveau comme des coups de marteau. Les yeux de la vieille danseuse brûlaient irrités par toute cette poussière. Longtemps encore les sept élèves continuaient à sautiller en tournant au milieu de la salle dans une demie obscurité.

Lorsque Mlle Irène revenait de son cours de danse, elle enveloppait d'un mouchoir sa tête bouclée, et malgré cette précaution elle était toujours aux prises avec un éternel corysa. Aussi pendant ses loisirs, demeurait-elle presque toujours placée devant un bol d'eau chaude, dont elle aspirait la vapeur par le nez, afin de combattre les progrès du mal.

On découvrit un musicien, pour accompagner Mlle Irène en ses leçons —, c'était un M. Brodersen qui jouait du violon. Aussitôt deux nouveaux élèves plus instruits s'inscrivirent. Et tous sau-

(1) Paysannes et femmes du peuple ne sont pas appelées « Madame » en Danemark. (Note des traducteurs).

tillèrent en rond plus que jamais, au son de l'instrument du tailleur Brodersen, tandis que la poussière montait en nuages vers le plafond, et que le poêle s'ébranlait sous la cadence des pas. Les assistants aussi se multiplièrent. On venait parfois de chez le pasteur: la fille de celui-ci, le vicaire et le chantre voulaient voir.

Mlle Irène dansait alors pour donner l'exemple; la poitrine bombée, la jambe tendue elle tournait sous les deux lampes suspendues à la poutre.

— Les pieds en avant... mes enfants, en avant, comme cela ! et Mlle Irène lançait les pieds, en relevant sa robe.

Le public était là !

Chaque semaine Mlle Irène envoyait à Copenhague l'ouvrage qu'elle avait effectué à l'aide du crochet; c'était l'instituteur qui était chargé de cette commission, car c'était lui qui s'occupait du courrier. Chaque fois le paquet était mal fait et l'adresse incorrectement écrite et l'instituteur devait de nouveau remettre le tout en ordre. La danseuse pendant ce temps demeurait debout, souriait timidement comme une fillette de quinze ans.

L'instituteur, lorsque le courrier arrivait, étalait les lettres et les journaux sur son pupitre afin d'en faciliter la distribution. Un jour Mlle Irène demanda si on voulait bien lui permettre de jeter un coup d'œil sur *Berlingski-Journal* (1); avant de risquer cette requête la danseuse avait contemplé pendant huit grands jours le tas des journaux, sans avoir osé formuler sa demande. Elle vint ensuite tous les jours vers midi et l'instituteur devinait aussitôt sa présence à la façon délicate dont la visiteuse frappait du doigt à la porte.

— Entrez ma petite demoiselle, disait- il aussitôt, le bureau est ouvert.

Elle allait de suite prendre *Berlingski* parmi les journaux. Elle parcourait d'abord les annonces des théâtres, et lisait aussi les critiques auxquelles elle ne comprenait absolument rien : mais qu'importe! cela concernait *les amis de là-bas*.

Elle mettait un long temps à parcourir une colonne de la feuille, et de son *index* elle suivait gracieusement chaque ligne du texte.

Le journal lu, l'instituteur demandait à la danseuse.

— Eh bien! y a-t-il quelque chose de nouveau à la ville?

— Oh non ! je voulais seulement lire quelques lignes sur *les amis de là-bas*. Vous savez : les vieilles habitudes.

— Pauvre petiote! disait l'instituteur en la regardant s'éloigner et Mlle Irène rentrait travailler à son crochet.

(1) *Journal officiel* du Danemark. (Note des traducteurs).

— Pauvre petiote ! répéta-t-il un jour, elle est toute émotionnée.

C'est qu'un ballet allait être dansé au *Théâtre-Royal* sous la direction d'un nouveau maître de danse et Mlle Irène savait tous les noms des danseurs, connaissait les premiers sujets. Nous avons tous été ensemble à l'école, disait-elle.

Le soir de la *première* elle eut la fièvre comme si elle devait danser elle-même. Elle alluma les deux bougies jaunes de vieillesse qui étaient placées sur la commode de chaque côté d'un Christ en plâtre de Thorvaldsen, et elle s'assit sur le panier à champagne regardant vaguement la lumière.

Mais elle ne pouvait demeurer seule, toute l'ancienne fièvre du théâtre l'agitait ; la danseuse entra donc chez le maréchal, qui soupait et elle s'assit sur la chaise à côté de la pendule. La pauvre fille causa plus en quelques instants qu'elle ne faisait d'habitude en une année tout entière. Elle conta tous ses souvenirs, toutes ses impressions de théâtre, elle dit le talent des premiers sujets de la danse, leurs *pas* fameux. Et elle se balançait en chantonnant.

Le maréchal fut mis en si belle humeur par tout cela que lui aussi chanta une vieille chanson militaire, puis il conclut :

— Eh ! la mère, il nous faut boire un bol de punch là-dessus, un arrach et du pur !

Le punch fut confectionné et les deux bougies de la commode furent disposées sur la table, et l'on but et parla longuement, mais, soudain, au milieu du festin, Mlle Irène s'attrista et deux grosses larmes s'échappèrent de ses yeux.

Alors elle se leva et rentra ; assise sur son panier elle éclata en sanglots et demeura longtemps ainsi avant de se déshabiller et se coucher. Ce soir là, elle ne fit pas ses *pas* au pied du lit.

Cette pensée seule occupait son esprit : le premier sujet avait été à l'école avec elle.

Elle demeurait immobile dans le lit, de temps à autre elle poussait un long soupir qui résonnait dans l'obscurité de la nuit et elle remuait un peu la tête sur l'oreiller, car elle entendait sans cesse la voix violente de son maître de danse lui criant :

— Irène, tu manques d'élan... pas d'énergie, et il clamait ces mots qui retentissaient sonores à travers la salle.

Oui, elle les entendait distinctement ces mots, elle revoyait même parfaitement la salle de danse. Les figurantes, s'agitant automatiquement l'une derrière l'autre ; fatiguée, la pauvre Irène s'appuyait parfois au mur, tant ses membres brisés parais-

saient se détacher de son corps, alors de nouveau retentissait la voix du maître :

— Tu n'as donc pas d'ambition, Irène?

Maintenant elle revoyait leur triste chambre à la maison : la mère gémissant en son fauteuil, la sœur activant l'assommante machine à coudre sous la lumière de la lampe, et elle entendait encore, dans son esprit tourmenté par ce souvenir, sa mère lui demandant :

— Anna Stein a dansé comme première ?

— Oui, maman.

— La danse napolitaine, sans doute?

— Oui, maman.

— Elle était avec toi à l'école ?, ajoutait la vieille, en regardant sa fille derrière la lampe.

— Mais oui, maman !

...Et elle voyait Anna Stein, dans sa jupe bariolée, garnie de rubans flottants, si vivante et si rieuse dans la lumière de la rampe, au milieu du grand *Solo*...

Soudain elle enfonça la tête dans les coussins et, surprise par les affres d'une indicible douleur, elle se mit à sangloter violemment.

L'aube était venue et elle ne dormait pas encore.

Le ballet avait eu du succès. Mlle Irène en lut le compte-rendu à l'école. Tout en parcourant le journal d'abondantes larmes tombaient de ses paupières enflammées.

Il arriva des lettres de sa sœur, c'étaient des lettres de misère et qui renfermaient des billets du Mont-de-Piété. Les jours où elle recevait ces épîtres, Mlle Irène oubliait le crochet et restait toute pensive, les mains collées aux tempes, la lettre ouverte sur les genoux. Puis, elle allait chez les parents de ses élèves, et rouge et pâle, tour à tour, demandait la moitié de son salaire, qu'elle envoyait à la maison.

Les jours passèrent. La danseuse, toute à ses leçons, allait et venait. Il lui vint de nouveaux élèves ; c'étaient une dizaine de jeunes fermiers qui s'étaient associés. Ils prenaient leurs leçons trois fois par semaine dans la grande salle de Peter Madsen, près de la forêt. Pour s'y rendre, Mlle Irène devait marcher une lieue au milieu des ténèbres de l'hiver.

Peureuse comme un lièvre, obsédée par tous les anciens contes de revenants de l'école de ballet, obligée de passer devant un étang entouré de saules, elle tenait continuellement les yeux fixés sur les arbres qui étendaient leurs grands bras dans l'obscurité. Elle se sentait le cœur immobile comme une pierre froide dans sa poitrine.

Les jeunes fermiers dansaient pendant trois heures. Elle commandait. Elle tournait. Elle dansait avec ses élèves jusqu'à ce que ses pommettes se colorassent de rouge vif. Alors il lui fallait s'en retourner. Le porte de Peter Madsen était fermée. Le garçon la reconduisait avec la lanterne et, ouvrant le portail, il tenait un instant la lanterne, haute, tandis que la danseuse s'enfonçait dans l'obscurité. Et elle entendait le *bonsoir*, que lui adressait le garçon derrière elle, tandis que le battant du portail traînait sur le pavé et se fermait.

Et silencieuse, elle parcourait le chemin qui, dans cette première partie, était bordé d'arbustes et de buissons, qui s'inclinaient en murmurant....

III

Le printemps s'annonçait. Mademoiselle Irène termina son cours. La division de Peter Madsen résolut de le clôturer par une danse finale à l'auberge.

La fête fut grandiose. Un transparent portant ce mot « *Bienvenue* » avait été mis sur la porte de la salle. Un souper froid à trois francs par tête, que le vicaire et la fille du pasteur honorèrent de leur présence, servait de préface.

Mlle Irène était en robe de barège avec des garnitures et des rubans à la romaine autour de la tête. Ses doigts garnis de bagues lui rappelaient les heureux jours de sa prime jeunesse. Pendant les intervalles des danses elle aspergeait les hommes avec de l'eau de lavande et menaçait les « *dames* » avec le flacon. Cette soirée, qui clôturait si dignement son cours, l'avait comme rajeunie.

On dansa tout d'abord des quadrilles. Les parents se tenaient le long des murs et dans l'encognure des portes, chacun suivant les siens des yeux. Les jeunes se mouvaient dans les quadrilles, les visages immobiles comme des masques, marchant avec des précautions infinies, comme s'ils avaient des poids sous les pieds.

Mlle Irène, souriante, prononçait à mi-voix des expressions françaises de circonstance. L'orchestre était composé de MM. Brodersen et fils ; ce dernier s'était mis au piano, que le pasteur avait gracieusement prêté pour la fête, et régalait l'auditoire de morceaux finement enlevés.

On commença le cotillon. L'animation augmenta. Les hommes s'en allèrent prendre le punch dans la chambre du milieu et les jeunes fermiers engagèrent Mlle Irène à danser. La tête de côté,

se haussant sur la pointe des pieds, elle semblait avoir retrouvé sa grâce de seize ans.

Peu à peu les couples cessèrent progressivement la danse et Mlle Irène et son cavalier restèrent seuls. Les hommes s'avancèrent sur le pas de la porte de la petite chambre et se prirent d'enthousiasme pour la danseuse qui, la taille cambrée, les hanches gracieusement balancées, avançait un peu plus les pieds sous la robe. Après une mazurka, l'instituteur, gagné à son tour cria : *bravo, bravo* ! et toute l'assistance de battre les mains. Mlle Irène s'inclina et fit une gracieuse révérence. Sur le point de se mettre à table, elle proposa une *Polonaise*.

Cette proposition obtint l'approbation générale. Tous voulurent en être ; ce fut une bousculade parmi les femmes. On entendait les hommes crier :

— Eh bien ! la mère... alors c'est à nous.

Quelques-uns entonnèrent le chant national, battant la mesure avec les pieds. A table, Mlle Irène se trouvait placé à côté de l'instituteur et sous le buste de S. M. le roi Christian IX.

On redevint grave. Seule la vieille danseuse, au contact de cette atmosphère fébrile et théâtrale, avait repris son langage pompeux et étudié comme celui des personnages de Scribe. Peu à peu. les estomacs étant satisfaits, la conversation devint plus animée. Les hommes se mirent à boire en choquant les verres par dessus la table. Du côté des jeunes il fallut un moment pour pouvoir rétablir le silence et permettre à l'instituteur de se lever afin de prendre la parole et boire en l'honneur de Mlle Irène et des neufs Muses. Il parla longtemps. Les yeux des convives étaient fixés sur les assiettes. Bientot les visages prirent une expression plus solennelle, comme lorsque. à l'église, à la porte du chœur, le sacristain roule des boulettes de pain entre ses doigts.

L'orateur arriva à Frejo (1) avec ses deux chats et pria l'assistance d'entonner un vivat en l'honneur de Mlle Irène, la prêtresse de l'art. On cria neufs hourrahs formidables et chacun but à la santé de Mlle Irène.

Bien qu'elle n'eût rien compris au discours de l'orateur, elle se trouva néanmoins très flattée. Elle se leva, le verre à la main et s'inclina gracieusement. La poudre de riz, dont elle avait usé pour l'occasion, avait disparu sous l'action de la chaleur et ses joues s'étaient coloriées d'un pourpe vif.

Il se fit un grand tumulte. Les jeunes commencèrent à chanter, les vieux à boire. Se levant de leurs places, ils allaient mutuelle-

(1) Sorte de Vénus dans la mythologie danoise. (Les traducteurs.)

ment se taper sur l'épaule ou se frapper sur le ventre au milieu de la salle, en riant bruyamment. Les femmes, soucieuses de la dignité de leurs époux, commençaient à jeter des coups d'œil sévères.

Au milieu de la gaîté générale, on entendait Mlle Irène, qui, très égayée riait d'un rire de gamine, comme trente ans auparavant elle faisait à l'école de danse.

L'instituteur eut une idée : Mlle Irène ne devrait-elle pas danser ?

Elle avait déjà dansé !

— Oui,... mais danser pour eux... un Solo... ce serait quelque chose !

Mlle Irène avait compris de suite. Une envie terrible s'éveilla en elle : Oh ! si elle pouvait danser ! Mais elle se mit à rire et dit à la femme de Peter Madsen :

— Ah ! monsieur l'instituteur voudrait que je danse ! — comme si c'était la chose la plus ridicule du monde.

Les plus rapprochés l'entendirent et il y eut un cri général :

— Oui, il faut que vous dansiez...

Mlle Irène, rouge comme une pivoine semblait craindre que la gaîté ne dégénérât...

— Et d'ailleurs, il n'y avait pas de musique.,. puis on ne dansait pas en jupes longues.

Un garçon de ferme cria à travers la salle : on les relève. Puis tous se mirent à rire et à la prier de nouveau.

— Eh bien ! oui ! si la demoiselle du pasteur voulait jouer une Tarentelle...

On entoura la fille du pasteur. Elle était prête et ferait de son mieux. L'instituteur se leva et frappa sur son verre : Mesdames Messieurs, dit-il, Mlle Irène va nous faire l'honneur de danser !

On entonna encore un « *vivat* », suivi d'un « hourrah » ! et on se leva de table. La danseuse et la fille du pasteur entrèrent pour régler la musique. Nerveuse, Mlle Irène allait de long en large en étendant les pieds. Elle désigna les planches du plancher qui semblaient osciller, et dit :

— On n'a pourtant pas l'habitude de danser dans un cirque.

Puis elle ajouta :

— Allons-y, que la fête commence. — Elle avait la voix brisée par l'émotion.

— Je viens, continua-t-elle, après l'ouverture. Je ferai des signaux,... et elle entra dans la petite salle pour attendre.

Le public curieux chuchotant se plaça en rond. L'instituteur prit les bougies de la table et les posa sur le bord des fenêtres,

comme pour une illumination. A ce moment, on entendit frapper à la porte de la petite chambre. La fille du pasteur se mit à jouer pendant que tous regardaient vers la porte. La porte s'ouvrit et des applaudissements frénétiques saluèrent la danseuse qui apparaissait la robe relevée et ceinte d'une écharpe romaine.

C'était la « *Grande Napolitaine* » qu'elle allait mimer.

Elle marchait sur la pointe des pieds et tournoyait. Ses pieds, qui se mouvaient rapides comme des baguettes de tambour, stupéfiaient l'assistance d'admiration. Ce fut du délire quand elle se reposa net sur une jambe.

Elle disait : plus vite ! et recommençait à tournoyer, souriant, saluant. Du torse, des bras, elle faisait une mimique indescriptible. Elle ne voyait plus le visage des assistants, elle ouvrait la bouche, souriait, montrait toutes ses dents (d'horribles dents) — elle saluait, posait — et, toute à son art, ne savait, ne sentait que le *Solo*.

Le *Solo !*

Ce n'était plus la « *Grande Napolitaine* ». C'était Fenella, Fenella qui s'agenouillait, Fenella qui priait, — la Fenella tragique...

— Elle ignorait comment elle s'était relevée, comment elle était sortie. Elle n'avait entendu que la musique, qui s'arrêta tout à coup — et les rires — les rires, tandis que soudain, elle vit tous ces visages. Elle s'était relevée et elle avait étendu les bras une dernière fois — par habitude — et elle s'était inclinée, tandis qu'ils criaient...

Dans la petite chambre elle demeura un instant près de la table.. c'était si sombre autour d'elle, si infiniment vide. Alors elle détacha lentement l'écharpe, les mains singulièrement raides, baissa la robe et rentra silencieusement, — tandis qu'ils continuaient à applaudir. Elle alla près du piano, et fit une révérence, mais sans quitter le plancher des yeux.

Ils avaient hâte de recommencer la danse. Mlle Irène, pensive et silencieuse, fit ses adieux aux parents et à ses élèves. Ceux-ci lui pressaient la main et lui remettaient l'argent de ses leçons, qu'ils avaient discrètement enveloppé dans un papier.

La femme de Peter Madsen l'aida à revêtir ses habits. Puis la fille du pasteur et le vicaire firent route ensemble avec elle. Ils allèrent silencieusement le long du chemin. La fille du pasteur, s'associant à la douleur de la vieille danseuse, cherchait à la réconforter et à la distraire, mais elle ne savait que dire. Mlle Irène, pâle et silencieuse, continuait à marcher à côté d'eux. Après un moment le vicaire chercha à briser la glace :

— Voyez-vous mademoiselle, ces personnes n'ont pas le goût du tragique.

Mlle Irène ne pouvait arriver à rompre le silence ; devant la maison du maréchal, elle s'inclina en tendant la main. La fille du pasteur l'entoura de ses bras et, l'embrassant, elle dit d'une voix mal assurée : Bonsoir mademoiselle !

Le vicaire et elle restèrent sur la route et ne se décidèrent à partir que lorsqu'ils eurent vu la lumière dans la chambrette de la danseuse.

...Mlle Irène enleva sa robe de barêge et la plia. Elle sortit l'argent des enveloppes, le compta et le serra précieusement dans une petite pochette de son corsage. Assise devant sa bougie, elle se sentit toute gauche en tirant l'aiguille pour réparer ses pauvres hardes.

Le lendemain, elle chargea son panier à champagne sur la voiture publique ; comme il pleuvait elle s'accroupit sous un vieux parapluie, replia ses jambes sous ses jupes et ainsi assise sur son panier, elle donna libre cours à ses pensées.

Le cocher marchait à côté de la voiture, traînée par une rosse et ne pouvant supporter plus d'un voyageur. Tout à coup l'on vit arriver sur la route la fille du pasteur, tenant un panier blanc à la main. Ne fallait-il pas, comme elle disait, quelques provisions pour le voyage. Puis elle se pencha sous le parapluie, prit Mlle Irène par le cou et l'embrassa deux fois. .

Cette marque d'amitié émut la vieille danseuse. Elle éclata en sanglots, et, saisissant la main de la jeune fille, elle la baisa.

La demoiselle du pasteur resta sur la route et regarda le vieux parapluie s'éloigner aussi longtemps qu'elle put l'apercevoir.

Mlle Irène avait ouvert un « *Cours de printemps pour danses de salon* », dans une paroisse voisine. Six élèves s'étaient inscrits. Elle s'était rendue en cette localité pour y continuer ce que l'on appelle la vie.

HERMAN BANG.

Traduit du Danois par le Vte COLLEVILLE et F. DE ZEPELIN.

LA QUESTION JUIVE [1]

Bauer trouve que : « Le chrétien n'a qu'un seul obstacle, sa religion à surmonter, pour effacer la religion en général, c'est-à-dire pour devenir libre ; le Juif, au contraire, doit d'abord rompre avec sa religion juive et puis avec le degré supérieur, le christianisme, qui est le perfectionnement du judaïsme ; mais ce perfectionnement lui est resté étranger (p. 71). »

Bauer transforme donc ici la question de l'émancipation des juifs en une question simplement religieuse. Le vieux scrupule théologique sur la plus grande espérance du juif ou du chrétien d'obtenir le bonheur céleste, se répète dans cette forme plus civilisée : « Qui des deux est plus capable d'être émancipé ? » Bauer ne demande pas : Lequel des deux rend le plus libre, du christianisme ou du judaïsme ? Mais il demande le contraire : Laquelle des deux négations rend plus libre, celle du christianisme ou celle du judaïsme ?

« Si les Juifs veulent en effet s'affranchir, dit-il, p. 70, ils ne devront point se faire baptiser ; ils devront plutôt embrasser le christianisme en dissolution, la religion dissoute, c'est-à-dire les lumières, la critique, et l'humanisme, qui en est l'immanquable résultat. »

(1) En 1843, Bruno Bauer publia en Allemagne une brochure : *La Question juive* (*Die Juden Frage*) et un article « sur la Faculté des juifs et des chrétiens d'aujourd'hui de devenir libres ». Dans les *Deutsch-Französische Jahrbucher*, Karl Marx donna une très importante critique de ces deux travaux (Paris, 1844). *Die Juden Frage* de Karl Marx est en général peu connue. Les Allemands ne peuvent la lire en effet que dans la revue même où elle a été publiée et cette revue est très rare. Cette brochure n'a pas été traduite en une autre langue, sauf en français en 1850, et tout dernièrement (en 1898), en polonais par les soins du parti socialiste polonais. Bien que le Dr Herman Ewerbeck en ait publié la traduction en 1850, dans un gros volume in-8, *Qu'est-ce que la Bible ?* le public de langue française ignore cette œuvre de Karl Marx.

Dans les pages ci-dessus, nous reproduisons seulement une partie de la critique des écrits de Bruno Bauer, celle relative à la deuxième étude de cet auteur. La traduction que nous donnons est celle d'Ewerbeck, c'est donc une reproduction d'un travail publié il y a quarante-huit ans. Le nom de l'auteur, l'importance des idées émises et du sujet traité, encore d'actualité, l'ignorance dans laquelle est le public pour cette œuvre d'un des plus éminents penseurs de ce siècle, nous ont paru raisons suffisantes pour donner une *reproduction*.

A. H.

Il s'agit donc ici, chez Bauer, toujours d'une confession de la part du juif, d'une confession non en chrétien, mais en non chrétien. L'écrivain exige des Juifs de rompre avec l'essence de la religion chrétienne, ce qui, dit-il, ne s'entend pas de soi-même par le développement de l'essence du judaïsme.

Bauer, après n'avoir compris, à la fin de son traité précédent (*la Question Juive*), le judaïsme que comme une critique religieuse peu tranchante lancée contre le christianisme, poursuit dans le traité présent cette route idéologiste; à ses yeux l'émancipation juive se transforme en un acte philosophique et théologique.

Bauer prend l'essence abstraite et idéaliste du Juif, sa religion juive pour l'essence *totale* du juif. Il a donc raison de dire : « Le Juif ne donne rien à l'humanité, quand il rejette sa loi mosaïque bornée, quand il efface son judaïsme tout entier. » (p. 65).

Le rapport entre Juif et chrétien en devient par là le suivant : le seul intérêt que le chrétien puisse avoir à l'émancipation juive, est un intérêt universellement humain, un intérêt théorique; le judaïsme est un fait accompli qui affecte désagréablement l'œil religieux du chrétien ; aussitôt que cet œil cesse d'être religieux, le fait accompli cesse d'être désagréable ; l'émancipation juive en elle-même n'est point une tâche à remplir par le chrétien. Le Juif, de son côté, devra, pour s'affranchir, non seulement, remplir sa tâche spéciale (c'est-à-dire rompre avec son udaïsme), mais aussi faire le travail du chrétien qui s'émancipe (c'est-à-dire étudier et adopter la *Vie de Jésus*, la *Critique des Synoptiques*, etc). Bauer s'écrie à la fin : « Que les juifs y regardent eux-mêmes, ils se prépareront eux-mêmes leur sort; l'histoire du monde ne permet à personne de se moquer d'elle, etc. (p. 71). »

Tâchons, de notre côté de briser le cadre théologique que Bauer a donné à cette question.

La question de la faculté du Juif de s'émanciper, se change pour nous en cette autre question : « Quel élément social particulier doit être renversé, pour effacer le judaïsme ? » Car la faculté du Juif d'aujourd'hui d'être émancipé, c'est le rapport du judaïsme à l'émancipation du monde actuel. Ce rapport découle avec nécessité de la position particulière du judaïsme dans le monde asservi d'aujourd'hui.

Observons le Juif de tous les jours, le Juif ordinaire ; et non, comme Bauer le fait, le Juif du sabbat. Ne cherchons pas le mystère du Juif dans sa religion, mais cherchons le mystère de sa religion dans le Juif réel.

Quelle est donc la base *mondaine* du judaïsme? c'est le besoin pratique, l'égoïsme.

Quel est le culte *mondain* du Juif ? c'est le trafic.

Quelle est la divinité *mondaine* du Juif? c'est l'argent.

Eh bien, s'émanciper du trafic et de l'argent, c'est-à-dire du judaïsme pratique et réel, serait donc la grande émancipation si nécessaire à notre époque.

Une organisation de la société, qui effacerait les suppositions, les bases du trafic et par conséquent le trafic lui-même, rendrait le Juif impossible ; sa conscience religieuse de Juif s'évaporerait et disparaîtrait

comme un tout mince brouillard dans la véritable atmosphère vitale de la société. D'un autre côté, si le Juif reconnaît comme nulle et détruite cette essence *pratique* juive (égoïsme — trafic — argent), alors le Juif s'élève tout à coup de son marais actuel, alors le Juif travaille au service de l'idée émancipatrice universelle, alors le Juif se tourne en vaillant lutteur contre l'expression extrême de l'aliénation humaine.

Nous reconnaissons donc au judaïsme un élément anti-social universellement répandu, qui a été poussé à la hauteur actuelle par le courant de l'histoire, sous la collaboration des Juifs, mais cet élément anti-social ne pourra pas s'y fondre et disparaître. Les temps approchent...

L'émancipation juive, dans sa signification extrême, c'est l'émancipation de l'humanité des liens que le judaïsme lui impose.

Le Juif s'est émancipé d'une façon juive : « A Vienne (Autriche), par exemple, le juif, qui n'y existe que comme toléré, détermine par ses forces pécuniaires le sort de l'empire tout entier. Le Juif qui, dans le plus petit Etat de tous les Etats germaniques, peut-être dépourvu de droits, décide sur le sort de l'Europe. Les corporations chrétiennes repoussent le Juif, ou lui sont opposées ; mais l'audace industrielle du Juif se moque de l'entêtement des corporations, misérables résidus du moyen âge », dit Bauer, p. 14, dans sa *Question juive*.

Et, en effet, ce n'est pas là un fait isolé. Le juif s'est émancipé de la façon juive ; non seulement en s'emparant de la puissance financière, mais aussi en contribuant pour sa part à mettre l'argent sur le trône du monde, et à rendre l'esprit juif pratique le remplissant de l'esprit pratique chez toutes les nations chrétiennes.

Les Juifs se sont émancipés en tant que les chrétiens sont devenus Juifs.

« L'habitant pieux et politiquement libre de la Nouvelle-Angleterre, raconte le colonel Hamilton, est une espèce de Laocoon, qui ne fait pas le moindre effort pour se débarrasser des serpents qui le compriment. L'idole de ces Américains du Nord s'appelle Mammon, ils l'adorent non avec leurs lèvres seulement, mais avec toutes les forces de leurs corps et de leurs âmes. La terre, à leurs yeux, n'est qu'un palais de bourse ; ils sont convaincus de n'avoir pas d'autre destination que de se rendre plus riches que leurs voisins. Le trafic a troublé leur tête, il s'est emparé de toutes leurs idées, et leur unique édification c'est de faire l'échange. En voyageant ils portent sur le dos, pour ainsi dire, leur comptoir et leur magasin ; ils ne parlent que d'intérêts et de capital, et quand ils mettent de côté leurs affaires personnelles, cela ne se fait que pour un moment et dans le seul but de fouiller dans celles d'autrui ».

En effet, la domination pratique du judaïsme sur le monde chrétien est montée en Amérique septentrionale à un degré naïf et normal à la fois, la fonction de prédicateur chrétien y est devenue un article de commerce, et un négociant qui a fait banqueroute *travaille* dans l'Evangile comme un évangéliste devenu riche *travaille* dans tel ou tel genre d'affaires. M. de Beaumont dit (p. 185) : « Tel que vous voyez à la tête d'une congrégation respectable, a commencé par être marchand ; son commerce étant tombé, il s'est fait ministre ; cet autre a débuté par le sacerdoce, mais dès qu'il a eu quelque somme d'argent à sa disposition, il

a laissé la chaire pour le négoce. Aux yeux d'un grand nombre, le ministère religieux est une véritable carrière industrielle. »

Bauer voit « un mensonge et même une perfidie, quand on refuse théoriquement les droits politiques au Juif qui possède en pratique un pouvoir immense, et qui excerce son influence politique en gros, aussitôt qu'on la lui affaiblit en détail. (*Question juive*, p. 14).

La contradiction entre la puissance politique du Juif et ses droits politiques, c'est la contradiction entre la politique et la force financière. La politique, tout en se figurant être au-dessus de celle-ci, est devenue sa servante.

Le judaïsme s'est maintenu à côté du chistianisme. C'est vrai. Mais il s'est maintenu non-seulement comme critique religieuse du christianisme, non seulement comme le doute incorporé de la discordance religieuse du christianisme : — mais aussi bien parce que l'esprit juif pratique, le judaïsme actif, s'est conservé dans la société chrétienne, il y a même obtenu son plus haut, son plus large, son plus profond développement. Le Juif qui existe comme un membre particulier dans la société bourgeoise, n'est que la manifestation du judaïsme de la société bourgeoise.

Le Juif ne s'est pas conservé *malgré* l'histoire, mais *par* elle.

La société bourgeoise produit continuellement, de ses propres entrailles, le Juif ; car enfin, quel était à lui-même le fondement de la religion juive? évidemment le besoin pratique, l'égoïsme. Le monothéisme du Juif est donc, à la vérité, le polythéisme des nombreux besoins qui se font sentir à l'individu ; un polythéisme qui a fait même du lieu d'aisance un objet de la loi divine. Le besoin pratique, l'égoïsme est le principe de la société bourgeoise, et se montre ouvert et pur aussitôt que la société bourgeoise a complètement enfanté l'état politique. Le dieu du besoin pratique et de l'égoisme, c'est l'argent.

L'Argent, voilà le dieu jaloux d'Israël, devant qui aucun autre dieu ne saurait subsister. L'Argent abaisse tous les dieux de l'homme, en les transformant en marchandise. L'Argent a par là dérobé la valeur spécifique au monde tout entier, au monde humain, à la nature. L'Argent, c'est l'essence du travail et de l'existence de l'homme aliénée à l'homme ; et c'est cette essence humaine, ainsi devenue inhumaine ou antihumaine, sous laquelle l'homme se courbe en l'adorant.

Le dieu des Juifs s'est rendu mondain ; il est vraiment devenu dieu du monde. Le change et l'échange, voilà le dieu réel du Juif : son dieu n'est que le change illusoire.

Sous la domination de la propriété individuelle et de l'argent, on apprend le mépris réel de la nature, la dégradation pratique de la nature ; cela existe aussi dans la religion juive, mais seulement en imagination. C'est dans ce sens-là que Thomas Münzer a dit : « Il est intolérable que toute créature soit faite propriété individuelle, les poissons dans l'eau, les oiseaux dans l'air, les plantes sur la terre ; je vous le dis, la créature, elle aussi, doit, désormais, devenir libre. »

Dans la religion juive on trouve exprimé, d'une manière abstraite, le mépris envers toute théorie, envers l'art, envers l'histoire, bref envers

l'homme comme ayant son but en lui-même. Cet effroyable mépris devient, dans l'homme d'argent,le point de vue avoué,réel, dont il a pleine conscience.

La nationalité chimérique du juif, c'est la nationalité du marchand, de l'homme d'argent en général.

La loi juive,sans base et sans limite, sans raison et sans signification, n'est que la caricature religieuse de la moralité et du droit sans base et sans limite, sans raison et sans signification ; la caricature des rites sèchement et imbécillement formulés, dont s'entoure le monde de l'égoïsme.

Ici, comme là, la situation la plus élevée de l'homme s'appelle la situation *légale et légitime*, une situation fondée sur des lois qui, bien entendu, n'ont de valeur pour lui que parce qu'elles existent et le gouvernent, et que la désobéissance envers elles est vengée. L'homme, placé sur ce degré, ne se souvient point que ces lois-là sont produites par son cerveau.

Le jésuitisme juif, le même jésuitisme pratique que Bruno Bauer a réussi à montrer dans le Talmud, c'est le rapport du monde égoïste aux lois établies qui y gouvernent ; *éviter* ces lois-là, c'est la sagesse et l'art de ce monde établi.

Et le mouvement tout entier que ce monde fait dans le cercle de ses lois, est nécessairement une infraction permanente aux lois.

Le judaïsme n'a pu se déployer davantage comme religion et théorie, parce que le besoin pratique est bien pauvre d'idées, et qu'il épuise vite le peu d'idées qu'il possède.

La religion du besoin *pratique* n'a pu trouver son perfectionnement dans la théorie, mais dans la *pratique*, précisément parce qu'elle n'est vraie que dans la *pratique*.

Le judaïsme, incapable de créer un nouveau monde, n'a pu qu'attirer, dans le cercle de son action, les nouvelles productions et les nouveaux rapports, parce que le besoin pratique, dont le raisonnement s'appelle égoïsme, reste toujours passif sans s'amplifier à son gré. Le besoin pratique se *trouve* amplifié et avancé par l'amplification et l'avancement des choses sociales.

Le judaïsme monte sur son point culminant, quand la société bourgeoise s'est parfaitement développée ; or, cela n'a lieu que dans le monde chrétien. Le christianisme fait ce qu'aucune autre religion n'a su faire : il rend toutes les relations nationales, naturelles, morales, théoriques, des relations extrinsèques ou étrangères à l'homme ; ce n'est donc que le christianisme qui ait pu séparer radicalement la société bourgeoise et la vie politique, déchirer tous les liens généraux et génériques de l'homme, les remplacer par l'égoïsme et par le besoin égoïste ; bref, le christianisme seul a été capable de dissoudre le monde humain en un monde composé d'atomes vivants, ou d'individus hostiles qui ne font que se montrer les dents les uns aux autres.

Le christianisme a pris naissance dans le judaïsme ; le christianisme a fini par se replonger dans sa source, dans le judaïsme.

Le chrétien était, dès le commencement, le Juif *théorisant*, le Juif est

donc le chrétien *pratiquant*, et le chrétien pratiquant est redevenu Juif.

Le christianisme n'a vaincu le judaïsme réel que d'une manière spécieuse ; il était trop hautain, trop spiritualiste, trop aristocrate, pour vaincre le besoin pratique et matériel autrement que par le commandement de — s'élever dans l'air et dans les nuages.

Le christianisme, c'est l'idée sublime et poétique du judaïsme ; le judaïsme, c'est la prosaïque mise en pratique du christianisme. Mais cette utilisation n'a pu se généraliser quand le christianisme, devenu la *Religion* par excellence, avait théoriquement achevé l'acte colossal que nous appelons l'aliénation (l'éloignement) de l'homme de lui-même et de la nature.

Alors, et non avant, le judaïsme a pu arriver à la domination universelle, et déprimer formellement les hommes, éloignés d'eux-mêmes et de la nature, jusqu'à devenir de simples *objets à acheter et à vendre*, de simples objets de l'esclavage matérialiste, du besoin égoïste du trafic.

Acheter et vendre, voilà un acte qu'on ne fait que quand un objet est devenu marchandise, c'est-à-dire étrangère à l'essence humaine. L'homme religieux ne sait objectiver son essence qu'en la faisant *un être étranger à lui*, un être divin, une divinité imaginaire ; de même cet homme, sous la domination du besoin égoïste, ne peut agir pratiquement qu'en mettant ses produits et son activité sous la domination *d'un être étranger à lui*, qui est l'argent, et en leur imprimant la valeur de cet être étranger, la valeur pécuniaire. *Dieu* devient *Argent*.

L'égoïsme chrétien, qui court après le bonheur céleste, devient, quand il se développe parfaitement dans la pratique, l'égoïsme juif qui court après le bonheur matériel ; le besoin du ciel se change en besoin de la terre, le subjectivisme se transforme en égoïsme. Nous expliquons la ténacité du Juif, non par sa religion, mais par la base humaine de sa religion, par le besoin pratique ; par l'égoïsme.

L'essence réelle du Juif ne s'étant pas universellement manifestée dans la société bourgeoise, celle-ci n'a pu convaincre le Juif de la non-réalité de son essence religieuse, qui précisément n'est que l'idéalisation du besoin pratique. Ce n'est donc pas dans le Pentateuque et dans le Talmud, mais bien dans la société actuelle, que nous trouvons l'essence du Juif actuel ; nous l'y trouvons, non comme une essence *abstraite*, mais comme une essence on ne peut plus *empirique* ; ce n'est pas seulement l'étroitesse du judaïsme, mais bien l'étroitesse juive de la société.

Quand la société aura réussi à effacer l'essence empirique du judaïsme, le trafic et ses bases, alors le Juif sera devenu impossible, parce que sa conscience n'aura plus d'objet, parce que le fondement subjectif du judaïsme (le besoin pratique) aura été humanisé ; parce que, enfin, le conflit aura cessé entre l'existence individuelle de l'homme et son existence générique, ou générale, ou sociale.

L'émancipation sociale du Juif est donc l'émancipation de la société du joug du judaïsme.

KARL MARX.

(*Traduction Hermann Ewerbeck*).

L'ÉVOLUTION DU SOCIALISME (1)

V

SOLVITUR AMBULANDO.

Il convient, avant d'arriver aux solutions pratiques, avant d'entrer dans les régions où réellement : « Solvitur Ambulando », il convient de résumer les conclusions de notre précédente étude.

Nous avons vu que l'Idéal socialiste n'est ni un simple système politique, ni une forme spéciale de la propriété, mais qu'il est une condition de la vie humaine dont le progrès du monde poursuit constamment la réalisation, bouleversant empires, Etats, modes, à mesure que chacun de ces phénomènes épuise ses propres facultés à l'établir. Les feuilles tombent des arbres et gisent, leur beauté flétrie; mais elles vont accomplir, dans leur décomposition, leur tâche, qui est de fertiliser le sol pour les semences à venir. Et, au prochain printemps, d'autres feuilles pousseront à leur place. Nous avons vu qu'il y a deux traits caractéristiques dans le genre de vie auquel aspire le socialisme : *la coopération organisée et la liberté des unités*; qu'il y a un équilibre, une harmonie d'action entre ces deux éléments, dont l'homme s'approche progressivement.

Remarquons, à ce sujet que, lorsque l'ordre est obtenu aux dépens de la liberté, il y a arrêt dans la vie de la société et l'état social tombe en ruines, mais, lorsque le contraire a lieu, les résultats sont identiques, quoique se manifestant de façon différente. En effet, lorsque la liberté

(1) Voir *L'Humanité nouvelle*, T. I, n° XI, mai-juin 1898. vol. II, p. 575.

individuelle est considérée comme autorisant l'extrême licence et l'exercice sans frein des passions humaines, l'ordre disparaît et la destruction de l'édifice social a lieu dans des catastrophes violentes. De plus, nous avons vu que chacune des diverses races offre sa personnelle contribution à cette grande expérience, et que, aussi bien au point de vue national qu'au point de vue international, la libre coopération est le but du progrès.

Nous avons montré, à grands traits et au moyen de quelques exemples caractéristiques, que, dans les conflits provoqués par la manifestation de volontés et d'opinions contraires, la force physique est encore un des moyens d'arbitrage les plus employés (au sein des nations, par le système de la police ; entre nations, par l'application du militarisme : la guerre). Mais ce moyen n'est pas le seul par lequel, dans certains cas, l'ordre peut être obtenu, aux dépens de la liberté. En évoluant, l'homme a abandonné en partie la force physique mise au service de ses fins personnelles et, tombé dans les erreurs inhérentes au prochain degré de développement, il s'efforce d'armer son égoïsme des forces mentales de la ruse, de ce que l'on pourrait appeler la *stratégie spirituelle*, courbant les forces physiques tournées contre lui en invoquant contre elles les terreurs de l'inconnu. De là naît l'alliance néfaste entre l'Eglise et l'Etat, au moyen de laquelle, en tous temps, les prêtres et les fondateurs ecclésiastiques — des Brahmanes et des Pharisiens jusqu'aux Papes et aux Patriarches — ont dénaturé la pensée et les paroles profondes des prophètes et des maîtres religieux du monde. *Le blé et l'ivraie poussent côte à côte, mais celui qui ne peut pas distinguer l'un de l'autre ne réussira pas à trouver son pain.*

Les libertés de manger, de boire, de dormir, ne constituent pas, à elles seules, le domaine de la liberté: la vraie liberté comprend aussi : la liberté de *penser*, de *croître* intellectuellement, moralement, spirituellement. Et c'est en vue de la réalisation de ceci que toutes les forces de l'univers se trouvent mises en jeu.

Plus profondément encore, nous avons vu que l'homme reconnaît n'être pas le seul à accomplir cette tâche ; car, de même que sa science physique dépasse les bornes de la vie planétaire, sa science de l'âme l'élève à la communion des êtres dans le monde de la pensée et lui révèle les sources et les origines intimes d'une vie pure et saine. Ceci reconnu, la mort elle-même ne peut l'effrayer, et la douleur physique, qui ne fait que passer, ne peut atteindre en lui ce qui a ses racines hors du monde changeant.

Guidés par cette brève esquisse de la grande pensée qui germe aujourd'hui dans la vie de tous les pays, quelle attitude prendrons-nous en face des problèmes immédiats de politique pratique que les socialistes sont appelés à traiter ? La déterminer par rapport aux principaux groupements — éducation, commerce, industrie, politique — est l'objet de cet article.

En tête de notre liste, dominant et comprenant en quelque sorte toutes les autres branches de l'activité humaine, vient l'*Education*, ce

que nous avons appelé « les intentions de l'homme à l'égard de ses descendants », héritiers naturels de son expérience séculaire.

Etant donné que la tâche de l'éducation est d'adapter les hommes à la coopération, à la coopération libre, le socialiste estime qu'il est temps d'abandonner un système basé sur la nécessité supposée d'adapter les hommes à la concurrence en premier lieu, et qui, en second lieu, encore pris dans les mailles du filet jeté sur lui par l'alliance de l'Eglise et de l'Etat, s'oppose à un plus parfait épanouissement de la liberté et de l'indépendance de la pensée. En effet, par suite de l'alliance dont nous avons parlé, toutes les forces pénales et coercitives de l'Etat sont employées pour imposer aux jeunes esprits toutes les chaînes mentales et spirituelles forgées pour les assujettir aux orthodoxies dominantes du passé, qu'elles soient théologiques ou scientifiques.

Le socialiste mettrait à la portée de tout enfant la meilleure éducation que son pays peut lui donner, en abolissant tous les frais scolaires ou universitaires, sachant bien que la gratuité de l'enseignement aurait pour conséquence de laisser vides les prisons et les asiles de mendicité, ce qui équilibrerait le budget national. Il encouragerait l'enseignement de la religion par la force de conviction du maître sans imposer de conditions d'orthodoxie; il s'opposerait en même temps à ce que les écoles du peuple fussent conduites par d'autres que les représentants responsables du peuple. Il encouragerait la méthode d'enseignement par classes peu nombreuses, afin que les enfants pussent être instruits selon leur capacité, au lieu d'être enrégimentés dans un système dont les conclusions préconçues auraient été inspirées par les nécessités supposées de la défense nationale et de l'industrie.

Reconnaissant, en outre, l'urgence de la coopération libre et intelligente des sexes dans tous les problèmes et dans tous les genres de l'activité sociale, il encouragerait d'abord la méthode coéducative, consistant à donner l'instruction aux filles et aux garçons réunis dans les mêmes salles, dans tout ordre et à tous les degrés de la vie scolaire. Il exigerait, ensuite l'enseignement régulier de la physiologie végétale et animale suivant des principes purs, naturels et sains, afin de faire disparaître la servitude qui, pour les hommes et les femmes, gît, ainsi que nous l'avons vu, dans l'ignorance, créatrice de superstitions, *dans les terreurs de l'inconnu*.

Enfin, en vue des besoins de la coopération entre les nations et entre les races dans tous les arts et toutes les industries, il encouragera aussi deux autres mouvements. En première ligne : la création d'écoles et de centres internationaux, de bourses de voyages grâce auxquelles ses compatriotes pourront étudier les langues et les méthodes des autres grands groupes humains qui sont en contact avec eux, par suite de leurs entreprises coloniales en Asie, en Afrique et ailleurs. Une intelligente appréciation de ces groupes est pour nous, aujourd'hui, une nécessité de premier ordre. D'autre part, avec plus d'empressement encore, il encouragera, dans les écoles privées ou publiques de tous les pays du groupe européen, concurremment avec la langue mater-

nelle, l'enseignement d'une langue commune, intermédiaire indispensable aux relations internationales, langue officielle reconnue des congrès scientifiques, socialistes, humanitaires, industriels, religieux et autres.

Nous pensons qu'il reconnaîtra dans peu de temps qu'une langue se prête admirablement à cette fin : *la langue latine*, qu'il pourra, sans grand effort, employer aisément. Déjà, elle est la propriété commune de toutes les universités et elle présente l'avantage d'être placée en dehors de toutes les rivalités politiques et nationales ; elle a des attaches linguistiques plus ou moins fortes avec toutes les langues modernes de l'Europe et elle a conservé une vigueur et un génie grâce auxquels elle pourra, n'étant la propriété d'aucun peuple, servir comme facteur puissant pour la pacification du monde occidental.

VI

Le monde prosaïque.
« The work-a-day world ».

Quels sont donc, en peu de mots, les traits essentiels de la perspective présente du côté commercial?

Au XVI[e] siècle, le monde, soudainement, s'élargissait pour l'homme de l'Occident ; l'un après l'autre, se succédant avec rapidité, de vastes continents s'offraient à lui, de nouveaux horizons se montraient. Pendant quatre cents ans, il dirigea son activité vers la recherche de son chemin et de son adaptation dans les vastes espaces du monde nouveau. Il eut à faire l'inventaire du sol et du sous-sol, il eut à s'expliquer, lentement, l'énigme des races multicolores qu'il y trouva, les unes représentant des empires disparus et des civilisations éteintes, les autres, noyaux de races ou de civilisations embryonnaires.

Il a employé les cent dernières années à perfectionner les moyens de transport pour les voyageurs et les produits de son industrie, aussi les moyens de communication de la pensée et de l'action. Par l'effet de ces forces conquises ou créées, le flot énorme d'émigration a porté, à l'étonnement des statisticiens, des populations entières vers toutes les régions des antipodes.

Le résultat de ce phénomène a été de simplifier son activité tout en lui donnant un essor considérable. Aujourd'hui, dans tous les centres de civilisation, l'homme sait ce que font ses semblables dans toutes les parties du monde ; chaque peuple, chaque gouvernement n'ignore pas que ses actions ont lieu en présence de tous les autres ; les bourses — nom moderne du système commercial moderne — sont dans ce cas.

Le commmerce, alors, ne peut plus opérer par surprise. La spéculation, qu'elle se fasse sur l'or ou sur l'argent, sur les marchandises, les chevaux ou les hommes, devient rapidement une ruse éventée ; le jeu du commerce ne peut être couronné de succès s'il se passe dans l'ombre et s'il spécule sur l'ignorance des autres joueurs.

Comme « *the noble game of cricket* » (le noble jeu de cricket), il doit se jouer suivant des règles et tenir compte implicitement qu'il s'agit d'obtenir les meilleurs résultats pour tous les joueurs, en vue d'élever le niveau général de l'habileté dans ce département de la vie, et non en vue de l'avantage personnel d'un seul individu.

Cela revient à dire que les jours des monopoles locaux ou nationaux sont comptés ; que la lutte pour la suprématie commerciale universelle n'est pas de circonstance. Elle existe de la même manière que les rêves des cerveaux intoxiqués par les vapeurs du « millionairisme ».

Les concurrents capables et zélés ne font pas défaut: bien plus, il ne manque pas d'affaires pour eux tous, quoique nul ne puisse prétendre à monopoliser la production d'une denrée quelconque ou l'exploitation d'une entreprise. Si, pour des causes climatériques, nous ne pouvons pas faire cultiver la canne à sucre en Europe, il nous est possible de cultiver la betterave et d'en extraire le sucre dont nous avons besoin. Si les vins de France sont, à cause de la cherté du transport, d'un prix inabordable pour nous, il nous est possible de cultiver nos propres vignes, soit dans la Californie, soit dans la Nouvelle-Galles du Sud. Si notre situation géographique ne nous permet pas de nous procurer du charbon dans des conditions avantageuses, nous imaginerons quelque autre moyen de chauffage ; nous inventerons un nouveau moteur aussi puissant que le moteur à vapeur, nous emploierons le moteur à air de Keeley ou nous utiliserons la force des marées ou... que sais-je, enfin?

Suivons cette règle : que chacun se suffise pour les choses de première nécessité ; pour le reste, échangeons constamment nos vues avec les autres nations, pour notre mutuelle amélioration, comme le cœur nous le conseillera.

Ainsi l'Angleterre elle-même multiplie ses fruits, ses légumes, ses céréales et se prépare à mettre en meilleur ordre ses lois foncières avec le même grand objet en vue. Le monde ne veut plus la pourvoir des matières alimentaires nécessaires en échange de la fourniture de machines qu'elle ne peut plus monopoliser. Ayons la terre alors pour l'alimentation du peuple et remédions du même coup aux maux ravageurs de notre vie urbaine entassée. Libre-échange contre protection, comme un cri de ralliement, fut isolé et temporaire et n'est déjà plus de date. Il fut fait, en Angleterre, un appel en faveur du monopole britannique, et l'Angleterre est maintenant un peu mieux avisée. La futile guerre des tarifs en Amérique, en France et ailleurs, est à son déclin, cédant à l'inexorable logique des faits. Le commerce sera libre, et, en même temps, les industries nationales protégées — par l'éducation, par l'exploitation des ressources intérieures — parmi toutes les nations sur lesquelles repose l'avenir.

L'Allemagne est, de même, pleine d'entrain pour son développement agraire, et la France, malgré le militarisme, n'a pas perdu son génie patient et industrieux qu'elle adapta aux fins agricoles.

Un autre fait non moins important dans le monde commercial, c'est le développement des méthodes d'action commune et de responsabilité collective, par la substitution progressive de la compagnie (ayant ou

non des droits réguliers), de la société (anonyme ou autre), du conseil d'administration, à l'ancienne unité d'action et de contrôle monétaire du marchand et de l'entrepreneur unicorporel.

Une longue série de crises industrielles et monétaires, pendant toute la durée du siècle, a lentement et péniblement fait pénétrer la morale de cette leçon dans l'esprit de l'homme de l'Occident. Il s'accommode maintenant à la pratique du commerce collectif, et, tout en donnant ses soins à son industrie nationale, il veut améliorer ses méthodes en collaborant avec les experts du monde, sans exclure l'art si délicat du Japonais ou le talent séculairement acquis de l'artiste indien, passé maître dans la couleur et la fabrication.

Nous devons dire un mot sur la question monétaire si débattue à cause de son influence sur la politique commerciale. Elle n'est pourtant en aucune façon d'une importance aussi capitale et aussi vitale que ses passionnés l'imaginent. La « libre frappe » de l'argent dans le mouvement de Bryan en Amérique n'était qu'un cri de ralliement passager, de même que le libre-échange en Angleterre.

Quand nous disons que cette question monétaire n'est pas de premier ordre, nous avons dans l'esprit le fait bien connu et incontestable que la circulation des pièces, soit d'or ou d'argent, diminue rapidement et constamment au dedans et au dehors.

En effet, les pièces s'emploient seulement aujourd'hui pour « la liquidation » et pour les transactions de détail, tandis que la plus grande partie des échanges de marchandises s'opèrent directement par des chiffres ou au moyen des divers papiers qui ont une relation fixe avec l'étalon monétaire, mais qui ne pourraient nullement, en aucun pays, être tous échangés contre des pièces. L'homme est déjà aussi éloigné du besoin d'un symbole visible et pondérable de l'argent, que du besoin d'employer ses dix doigts pour compter. Un inconvénient sérieux de ces symboles est l'occasion qu'ils fournissent à l'agiotage au sein des gouvernements et entre eux ; de même, les fluctuations du coût de leur fabrication et la tendance qu'ils ont à désorganiser artificiellement les relations de prix entre les autres denrées et services. Il semble donc que l'homme n'ait qu'un pas à faire — dans une direction toute indiquée par le développement naturel de sa carrière financière — pour substituer, à la monnaie d'or et d'argent, *une unité abstraite de valeur*, comme l'unité de grandeur, de poids, de volume, une échelle métrique destinée à estimer les denrées et les services qui doivent encore être équilibrés (nous avons vu qu'ils tendent de plus en plus à devenir gratuits) pour les besoins du commerce et de l'industrie.

La comptabilité, pour les denrées et les services, pourrait se faire au moyen de cette unité aussi facilement qu'avec les moyens d'aujourd'hui. L'or et l'argent retourneraient alors à leur condition naturelle de matières premières, de métaux précieux, comme les autres métaux de même genre, les pierres fines, employés dans l'art, la décoration, la parure ou l'industrie.

VII

La Marche des Travailleurs

Les travailleurs s'organisent de plus en plus méthodiquement; de plus en plus, ils ont conscience de leur but et de leur objet. Les armes et les méthodes du mouvement ouvrier trouvent dans le monde une ample justification. Ce qui caractérise les Trades-Unions et les coopérateurs, c'est surtout la coopération pour des fins communes, le dédain de la politique pure, l'effort fait pour tenter de relever, d'améliorer les conditions du travail pour les ouvriers et les hommes de peine, et, dans ce but, la résistance à la tyrannie des superfluités. Par eux, l'esprit du monde a jeté les bases du meilleur système social à venir. Et les esprits larges et ouverts se convertissent rapidement à ces vues; cela est prouvé par le manifeste du maître de Balliol et de quelques-uns de ses collègues de l'Université d'Oxford à propos de la grève récente des mécaniciens. Ils reconnaissent clairement dans ce document « l'intérêt social vital » qui se trouve menacé par la tentative avouée d'un parti patronal « de renverser le principe de réglement collectif ». La déclaration que Lord Monkswell fit dans *The Times* est encore plus significative. « Un consentement forcé, disait-il substantiellement, un acquiescement forcé des hommes aux conditions des patrons laisserait les choses dans l'état où elles étaient auparavant; aucun membre de l'union ne pourra passer un contrat individuel pour travailler pendant un plus grand nombre d'heures ou pour un salaire moindre que ceux fixés par l'Union, *de même qu'un membre du barreau ne peut demander moins que le minimum fixé pour ses honoraires*... L'opinion publique, dans les classes ouvrières, continuera de flétrir du nom de *blackleg* tout ouvrier qui offre ses services à vil prix, nuisant ainsi aux intérêts de ses camarades. »

Lord Monkswell a parfaitement raison, et l'honorable profession des mécaniciens, et les honorables professions des travailleurs des ports, des rivières et des champs, commencent à prendre place parmi les organisateurs actifs d'une vie sociale plus forte et plus saine. Ils donnent l'exemple de la mise en ordre du travail du grand nombre des individus moyens tout en respectant les intérêts possibles du petit nombre des hommes de talent — comme l'homme de métier a toujours respecté l'artiste; — ils enseignent aussi comment l'on met en commun toutes les ressources pour parer aux désastres particuliers et aux infirmités accidentelles ou autres.

Vainement clament ceux qui voudraient ramener en arrière les aiguilles de l'horloge en essayant de faire considérer comme un simple démêlé entre *patrons et salariés*, ce combat glorieux que livre le travail dans le monde entier.

Déjà, la conscience publique s'émeut de ces luttes industrielles; on reconnaît qu'un « intérêt social vital » est en danger, et tôt ou tard,

plutôt tôt que tard, l'ordre du jour sera affirmé et la place nettoyée pour une réorganisation de l'industrie, l'ordre de l'avenir émergeant du chaos commercial d'aujourd'hui.

Et les faits déjà signalés ont aussi leur portée dans la politique coloniale. Car, dès qu'une méthode a été éprouvée, son application plus étendue n'est plus qu'une affaire de temps et de courage. Le mot d'ordre est devenu celui du monde entier et les travailleurs se comprennent tous. Les intérêts des colonies sont les intérêts de la métropole et ceux-là seuls qui voudraient diviser pour régner essaient de les séparer. Les vastes territoires de l'Asie et de l'Afrique, quoique soumis à un régime ploutocratique par les exploiteurs commerciaux, seront enfin placés dans les bornes de l'ordre et de l'harmonie par la main ferme et persévérante des meilleures méthodes de l'ère nouvelle.

Nous ne pouvons plus dissimuler le fait qu'aucune nation d'aujourd'hui ne peut occuper des territoires, grands et petits, sans le consentement tacite ou exprimé des autres nations. Nulle nation occupante ne peut « civiliser » sans obéir aux réquisitions du nouvel ordre social jaillissant de l'intérieur.

Le jeu de conquête simulé à la façon des Cecil Rhodes sera inéluctablement remplacé par la réapparition de l'antique et belle idée romaine, pré-impériale et pré-papale : des liens élastiques existant entre maints peuples divers reconnaissant un lieu social commun ; soit un effort glorieux pour fonder sur le travail la grande fraternité humaine.

Il nous reste à indiquer par quels moyens politiques intérieurs et extérieurs, le développement du nouveau lien socialisateur peut être favorisé dans toutes les nations du monde.

VIII

La chute des formes et des méthodes politiques au rang de simples moyens pour les hommes égoïstes et ambitieux ne doit pas nous aveugler sur l'importance réelle du rôle qu'elles jouent dans la vie humaine. Les formes politiques sont simplement les empreintes de la vie associée : en tant que formes, elles sont nécessairement changeantes, évoluant sans cesse, se dissolvant ou fusionnant.

Leur valeur décide seulement dans la fin qu'elles sont destinées à réaliser et leur mérite ou démérite dans leur aptitude ou leur inaptitude à atteindre cette fin dans un temps et lieu donnés.

De là vient que les vues des socialistes se rencontrent avec celles de feu le professeur Seeley sur ce point : que des formes de gouvernement différentes peuvent réaliser la même fin à des époques différentes et au milieu de peuples différents; par exemple, une république, une monarchie constitutionnelle, un Etat fédéral (Bundes Staat), une union d'états fédérés (Staaten Bund) peuvent, suivant le génie et les conditions environnantes de la race ou du groupe de races particulier, représenter une moyenne assez équivalente de bien-être et de liberté politique et économique. Nous en pouvons encore tirer cette conclusion : que ces

formes variables de gouvernement n'opposent aucun obstacle réel à l'agglomération des peuples unis par le lien d'une commune coopération, telle celle que les socialistes désirent établir en tous lieux et en tous temps propices à son établissement.

De plus, les expériences des Anglais en Afrique et aux Indes, de même que celles des Romains dans les premiers jours de leurs fédérations de cités, montrent que l'on s'est approché de très près d'une forme satisfaisante d'association (encore qu'elle n'ait été atteinte en aucune façon), là où le gouvernement central n'a pas été exercé directement, mais seulement par délégation aux institutions indigènes, comme c'est le cas dans les protectorats (The Independent or protected native States of India).

Ce que l'on appelle aujourd'hui le monde civilisé est représenté par le monde européen seul, car l'Amérique septentrionale et australe, quoique politiquement distincts, ne forme nullement une civilisation indépendante.

La grande question politique de notre temps est donc de trouver pour l'Europe, y compris l'Amérique, un lien unificateur, lien plus élastique et plus durable qu'un concert appelé à l'existence pour surveiller extérieurement dans l'intérêt des parties contractantes, la distribution des prises de guerre entre deux combattants faibles.

Nous, socialistes, nous pensons qu'un tel lien est possible et nous cherchons à le trouver. Il s'agirait :

1° De cultiver le rapprochement international des travailleurs.

2° D'encourager un échange constant d'opinions et de sympathies entre les nations et de leur donner à toutes une intelligence plus grande des méthodes politiques de chacune.

3° D'adopter une langue internationale dans le but de rendre possible l'entente mutuelle et l'action commune.

L'échec de la tentative d'arbitrage permanent entre l'Angleterre et l'Amérique a refroidi l'ardeur d'un grand nombre de champions de la paix et a amené quelques-uns à prendre une attitude pessimiste en face des événements. Mais, il est de toute évidence que l'on doit s'attendre à bien des essais infructueux avant qu'une si grande entreprise soit couronnée de succès. Et les socialistes, avec leur intuition de l'avenir n'ont nullement à partager les craintes des timides.

Qui eût cru, il y a cent ans, que le besoin des expositions industrielles internationales deviendrait aussi impérieux qu'il l'est aujourd'hui? Pourtant, le fait est là, et il est assez frappant pour retenir ceux qui croient encore que les rivalités nationales, industrielles et autres, nécessitent des armements considérables et des fonds consacrés au service secret. La tardive compréhension de la morale de l'affaire Dreyfus, en France, sortira de la considération de faits de ce genre : à savoir, que les nations de l'Europe agiraient mieux en n'ayant pas de secrets les unes pour les autres (en fait, elles n'en ont guère) et, ainsi, personne ne pourrait être accusé de les trahir !

Notons encore quelques faits significatifs. Dans le passé les hommes ont exercé leur tyrannie aussi bien pour des croyances que pour des

territoires ; mais ce siècle a vu ce phénomène extraordinaire : le Parlement des religions à Chicago, dont la clôture a été signalée par la victoire de ceux qui professent l'unité fondamentale de toute pensée et de toute vie et les attaches essentielles qui existent entre toutes les formes des grandes religions, au-dessus des mesquines considérations rituelles et des divergences superficielles des professions de foi.

Et, pour en venir enfin à un ordre d'idées plus familier au socialiste ordinaire : qui aurait pensé, il y a cent ans, qu'un souverain européen, invitant des délégués des autres puissances à conférer sur les détails de leur organisation intérieure du travail, en vue d'élever les conditions sociales de l'Europe entière, qui aurait pensé que ce souverain aurait trouvé une réponse si satisfaisante, après tout, et eût pu remplir avec autant d'harmonie et de bonne volonté un programme aussi complexe que celui du Congrès du travail, à Berlin ?

Qu'est-ce qui empêche donc de convoquer, dans des temps prochains, — de préférence sur le territoire suisse parce qu'il est déjà neutralisé du consentement de toutes les puissances — un congrès international officiel pour considérer et mettre en forme une proposition acceptable de fédération pour l'Europe et l'Amérique, avec leurs dépendances, sur les principes d'autonomie locale et d'interdépendance ?

Il ne manque que l'initiative : les éléments sont là ; qui saura les combiner ?

Nous sommes au seuil de ce qui est pour nous presque un nouveau monde : les vastes régions de la Chine et de l'Extrême-Orient éloignées de notre compréhension et à peine touchées par la civilisation telle que nous la comprenons.

Il serait de bonne politique de mettre un peu d'ordre dans nos propres maisons et d'adopter une forme raisonnable d'association pour nous-mêmes, avant de tenter d'assimiler à notre idéal et à nos institutions ces héritiers d'un passé lointain...

Nous parlons dans le mouvement socialiste d'une bannière internationale que nous déploierons le premier mai dans toutes les parties du monde socialiste.

Et sur cette bannière, nous voudrions inscrire en lettres d'or :

FÉDÉRATION DES PEUPLES
AU NOM DE LA PAIX,
ET DE LA BONNE VOLONTÉ DES
TRAVAILLEURS DU MONDE.

AMY C. MORANT.

LA RELIGION

PROPORTIONS NATURELLES DU CHRISTIANISME (1)

Les Dieux de l'âge barbare n'étaient ni très bons ni très puissants ; ce n'étaient pas de vrais Dieux ; la divinité proprement dite n'appartient qu'à un être en possession de la puissance suprême ou de la suprême bonté, et mieux encore, de toutes les deux en même temps, car ces deux attributs s'appellent l'un l'autre, la perfection morale apparaissant comme un titre à la maîtrise du monde et, réciproquement, la maîtrise du monde comme un appel à la perfection. Ce sont là les deux pôles de la nature divine. Tantôt l'un, tantôt l'autre exerce une attraction prépondérante sur l'âme des peuples et des individus ; le vrai nom de Dieu est pour les Juifs le Tout-Puissant, et pour les chrétiens le Père céleste ; de même, Newton le comprend surtout comme maître et Leibnitz comme bienfaiteur.

Mais, je le répète, l'alliance de ces deux idées est naturelle à l'esprit humain. Quand donc se développèrent en Grèce le sentiment de l'unité dans le gouvernement du monde et la notion des qualités morales propres à légitimer ce gouvernement, l'idée d'un Dieu, souverain tout à la fois par la puissance et par l'excellence, se forma dans quelques esprits. Bientôt les poètes se chargèrent de la propager en transfigurant au moral le roi de l'Olympe. Aussi M. Michel Bréal a-t-il pu dire : « Je suis prêt à admirer le Jupiter de Pindare et de Sophocle, auteur des lois, ennemi de la tyrannie, protecteur des opprimés, gardien du foyer, vengeur de la justice, refuge des malheureux. » Ainsi se préparait la conception définitive de la divinité. Mais peut-on dire qu'elle s'acheva de même par un

(1) Extrait de *Essai d'une Philosophie nouvelle suggérée par la science*; vol. grand in-8° à paraître prochainement.

simple agrandissement des plus hauts attributs de notre nature, ou suppose-t-elle quelque faculté transcendante qui, au terme d'une ascension graduelle, nous permettrait de franchir le dernier pas?

Si cette faculté existe, elle appartient à l'ordre ou de l'intelligence ou du sentiment. Cette deuxième façon de l'entendre est plus spéciale à la religion, l'autre à la philosophie : « Voilà ce que c'est que la foi, a dit Pascal, Dieu sensible au cœur, non à la raison. » Renvoyons donc à la critique du déisme l'examen de la faculté rationnelle; je n'ai à considérer actuellement que la présence ou l'absence dans la foi religieuse d'une perception directe de l'être divin. En quoi consiste au juste cette perception? On a souvent essayé de la préciser en l'appelant sentiment de l'infini; sentiment et non pas notion, quoique, sans la notion plus ou moins confuse, il semble au premier abord difficile que le sentiment puisse s'éveiller. Eh bien ! cette expression, qu'on rencontre à chaque pas dans les livres de critique, ceux qui l'emploient couramment y ont-ils assez songé? Le sentiment de l'infini! Ne craint-on pas que l'âme en soit écrasée? M. P. Bourget explique la doctrine du *Nirvana*, c'est-à-dire le rêve de l'anéantissement personnel qui fait le fond du Bouddhisme, par « la démesurée, la monstrueuse poussée de la création » sous le climat de l'Inde. Mais quoi? si le spectacle d'une végétation et d'une animalité puissantes suffit pour que l'homme se sente comme oppressé par le poids des choses, et cherche à s'y dérober en se réfugiant dans le sein de Dieu, que devrait-il donc éprouver au contact de l'infini? Le sublime ne nous écrase pas absolument, parce qu'il garde encore des proportions entrevues : il étonne, il enlève, il transporte les âmes; mais le sentiment de l'infini, s'il était possible, et heureusement il ne l'est pas, y mettrait l'effroi, l'horreur, l'épouvante : seul état psychique dont soit capable un être fini devant une immensité qui lui donnerait la sensation de l'engloutissement.

Donc le sens du divin n'est certainement pas le sentiment de l'infini. Une manière de le concevoir bien plus spécieuse le ramène au sentiment de l'idéal. Cependant l'idéal a bien des formes diverses, dont plusieurs nous sont apparues sur le chemin déjà parcouru. Sera-t-on religieux pour être sensible à un idéal de beauté plastique, poétique, musicale? ou à un idéal de vertu, d'héroïsme, de dévouement? Oui, répondrait Renan, car Dieu est la catégorie de l'idéal. Mais une catégorie est une vue de l'esprit et non pas un être. Dieu, s'il existe, est le principe réel de toutes les manifestations idéales, parce qu'il est lui-même l'idéal par excellence, l'absolu de la perfection. La religion ne se laisse pas ainsi démembrer : elle ne connait qu'un objet, l'être divin.

Quel est donc le sentiment qui pourra nous attester l'existence d'un tel être? Ce ne sera certes pas le sentiment de l'amour, comme on le répète souvent; car l'amour suppose l'objet aimé déjà perçu par quelque autre voie : l'amour embrasse son objet, il ne le révèle pas. Cela est évident quant à l'amour de nos semblables, puisqu'il consiste à vouloir le bien, le bonheur d'autrui et à lui faire des sacrifices personnels. Il est vrai que l'amour de Dieu ne saurait avoir la même nature : vouloir le bien, le bonheur d'un être qui jouit d'une félicité inaltérable et lui offrir des

sacrifices dans cette pensée serait un non-sens. Aimer Dieu, c'est donc, à proprement parler, souhaiter d'entrer avec Dieu dans un commerce intime pour bénéficier soi-même du contact de sa perfection ; cet amour, en un mot, est aspiration et non pas dévouement. Or il n'est pas douteux que les âmes humaines peuvent se sentir comme attirées par un aimant mystérieux ; c'est la première note originale qu'ait donnée la voix de Lamartine :

Que ne puis-je, porté sur le char de l'Aurore,
Vague objet de mes vœux, m'élancer jusqu'à toi!

Croira-t-on cependant que ces élans incertains étaient capables de le porter par eux-mêmes jusqu'au Dieu de ses *Harmonies religieuses* ? Comment l'auraient-il pu ? non plus que l'amour dévouement, l'amour aspiration ne révèle rien ; il annonce confusément quelque chose, mais ce quelque chose ne peut être atteint et déterminé que par une perception ; et, puisqu'il n'est pas ici question de faculté proprement intellectuelle, le seul mode possible d'une perception de ce genre est le sentiment intime et immédiat de la présence de Dieu dans notre sein.

Un tel sentiment reste généralement à l'état confus et indistinct, même chez les esprits les plus réfléchis ; ce qui déjà doit nous mettre en défiance quant à la réalité de son objet. On a cru cependant trouver la preuve d'une communion substantielle de l'âme avec Dieu dans certains cas exceptionnels où elle serait devenue manifeste. Il est très vrai que le sentiment, illusoire ou non, de cette communion intime, ayant pris de l'intensité dans un esprit attentif à sa vie intérieure, a quelquefois amené un état psychique extraordinaire dont la description nous a été laissée par des mystiques de la philosophie et de la religion, lesquels se sont accordés pour lui donner le nom d'extase quand il arrive à sa plénitude. Et ils se sont accordés, non seulement sur le mot, mais sur la chose ; ce qui est tout naturel, le mysticisme philosophique ayant un caractère éminemment religieux. Sa thèse fondamentale, c'est que les plus hauts sommets de l'existence sont ineffables, c'est-à-dire échappent aux prises de la raison, étant situés par delà le monde intelligible ; en sorte qu'une faculté de plus haut vol, parce qu'elle est d'essence plus divine, est seule capable de les aborder. Aussi l'extase de Plotin ressemble-t-elle beaucoup à celle de sainte Thérèse, malgré la différence qui résulte d'un moindre degré d'exaltation. De part et d'autre la révélation extatique est préparée par l'intelligence, provoquée par l'amour, accomplie par une intime possession de l'être divin.

Je dirai maintenant à ceux qui ont pris connaissances des textes : Que faut-il penser d'une semblable psychologie ? L'extase y est sans doute fidèlement décrite, quant à ses préliminaires et quant aux phénomènes affectifs qui l'accompagnent ; mais ce ravissement d'esprit est-il vraiment produit par la possession intime de l'être divin ou par l'idée illusoire d'une telle possession ? Et ce mutisme de la pensée témoigne-t-il d'une abstention de l'intelligence devant un objet qui la dépasse ou de l'absence de tout objet au delà de ce que l'intelligence a conçu ? Cette dernière crainte paraît avoir arrêté plus d'un esprit sur le chemin qui mène à l'extase :

« Toutes les fois, dit Plotin, que l'âme s'avance vers celui qui est sans « forme, ne pouvant le comprendre parce qu'il n'est point déterminé et « parce qu'il n'a point reçu, pour ainsi dire, l'empreinte d'un titre dis- « tinctif, elle s'en écarte, parce qu'elle craint de n'avoir devant elle que « le néant. Aussi se trouble-t-elle et se hâte-t-elle de redescendre, se « laissant en quelque sorte tomber, jusqu'à ce qu'elle rencontre un objet « sensible, sur lequel elle s'arrête et s'affermit. » Ce retour de la pensée à quelque objet sensible et, partant, intelligible, Plotin le considérait comme une chute : n'était-ce pas bien plutôt un simple retour à la raison? Oui, sans doute, et il nous sera permis de conclure qu'on ne découvre dans l'extase examinée de près qu'une sorte d'ivresse des idées d'unité, d'infini et de perfection, produite par l'intensité d'un sentiment d'adoration et d'amour, et accompagnée de la joie d'une possession imaginaire.

C'est donc vainement qu'on essaierait de donner pour première assise à la religion une faculté transcendante ; nos facultés naturelles, ci-dessus constatées, nous rendent capables d'imaginer des êtres, de les idéaliser, d'y croire, de les aimer, de les craindre et, en général, d'entretenir avec eux par la pensée toutes les relations qui nous paraissent résulter de leur nature et de la nôtre. La base psychologique fait donc défaut : voyons si la base historique mettrait mieux en relief quelque puissance supérieure aux forces de l'humanité.

Les fondateurs de religions ne se sont jamais bornés à prêcher leur foi ; pour la propager ils paraissent avoir moins compté sur son excellence que sur les prodiges destinés à la mettre en crédit auprès des foules. Le miracle, en effet, est le fondement historique de toutes les religions positives. Elles en supposent au moins un, celui de la révélation ; mais elles en admettent toujours un grand nombre. On ne s'attend pas à ce que je discute ici la réalité du miracle : c'est une question depuis longtemps jugée ; mais je dois en signaler le vrai caractère, qui n'est pas toujours exactement défini.

Il y a des prodiges de deux sortes ou de deux degrés : les uns sont des interventions exceptionnelles d'êtres supérieurs qui viennent déranger le cours ordinaire des choses, mais par le simple exercice de leurs facultés particulières et sans déroger aux lois essentielles de la nature. Ainsi font les Dieux d'Homère, lorsqu'ils montent et descendent les pentes de l'Olympe d'un pas léger ; ainsi Mercure, que ses petites ailes emportent si vite ; ainsi Neptune, qui soulève les flots d'un coup de son trident, comme nous faisons une tempête avec une canne dans un bassin. Si les poissons de ce bassin avaient l'idée du régime normal de leur milieu, ils verraient sans doute un miracle dans ce trouble singulier : en quoi ils se tromperaient. Les hommes, au contraire, ne se trompent pas, quand ils appellent miracle, de la part d'un être d'os et de chair, le fait de marcher sur les eaux, ou de s'élever dans les airs, ou de ressusciter d'entre les morts. Et s'ils ont beaucoup tardé à qualifier ainsi les événements de ce genre, c'est que l'idée des lois de la nature a été longue à s'implanter dans les esprits. Mais, une fois établie, elle a donné par contre-coup un caractère grave à tout ce qui venait troubler l'ordre qu'elle avait fait

concevoir. Un tel renversement, en effet, ravale le monde naturel au profit d'un autre monde en qui seul réside la puissance et d'où partent des volontés que ne paraît entraver aucun obstacle. La souveraineté du surnaturel est ce que les chrétiens ont appelé le règne de la Grâce. Pour ceux qui y croient fermement, la physionomie des choses physiques et morales se trouvent entièrement changée ; ils ne mettent plus leur espérance ni en eux-mêmes, ni en la bonne nature ; l'obtention des faveurs célestes est devenue à leurs yeux la grande affaire de la vie ; une profonde révolution intellectuelle les a transformés.

Comment s'est généralisée cette révolution dans notre Occident, Renan nous l'a magistralement exposé dans l'*Histoire des origines du christianisme*. On y voit clairement le rôle joué par deux miracles décisifs : la résurrection d'abord ; car la forte impression faite sur un petit cercle de disciples illettrés par « ce jeune Juif à la fois doux et terrible, fin et im« périeux, naïf et profond, rempli du zèle désintéressé d'une moralité « sublime et de l'ardeur d'une personnalité exaltée », cette forte impression, dis-je, serait restée stérile sans ce miracle. Supposez le corps de Jésus resté dans le tombeau ; alors, selon toute vraisemblance, le petit groupe des disciples, frappé d'un découragement mortel, se fût dispersé, et il n'y aurait pas eu de secte nazaréenne. Et, quant au second miracle, la secte juive des Nazaréens ne se serait pas transformée en une religion nouvelle sans l'apparition du chemin de Damas. Paul, en effet, fut le véritable fondateur du christianisme. Sans doute, Jésus supprimé, Paul disparaît du même coup ; mais, réciproquement, supprimez Paul et vous retranchez la portée immense qui fut donnée à la prédication du prophète de Nazareth. Le Jésus de l'histoire ne parla jamais de la conversion des gentils. Pour rappeler les Juifs à l'adoration de Dieu en esprit et en vérité, c'est un autre Isaïe ; pour une œuvre plus vaste, il fallait une plus large ouverture d'esprit ; l'idée d'une foi appropriée aux nations de l'Occident ne devait pas naître dans son sein ; sa haute et mystérieuse personnalité fut donc seulement comme un levain qui fit fermenter l'âme de Paul et en féconda les germes puissants. Se croyant appelé de celui dont il persécutait les disciples avec toute l'ardeur du fanatisme, ce nouvel apôtre, qui n'avait pas connu le maître, mais qui, en revanche, était versé dans les lettres hébraïques, initié aux lettres grecques et en possession du titre de citoyen romain, essaya d'abord de prêcher le nom de Jésus aux enfants d'Israël, à l'exemple des disciples immédiats ; mais bientôt, laissant de côté les synagogues, sourdes à sa parole, et rompant avec l'exclusivisme judaïque, il se tourna vers le monde grec et y fonda nombre de petites sociétés religieuses animées d'un esprit nouveau de fraternité universelle, lesquelles, en se multipliant et en s'élargissant, sont devenues l'Eglise chrétienne.

Il manquait à la primitive Eglise deux choses essentielles : une doctrine savante et une solide organisation ; car, sous ces deux rapports, l'œuvre de Paul était restée à l'état d'ébauche. L'esprit grec lui donna la première ; l'administration romaine, la seconde. Deux phrases de Renan mettent en relief ce double emprunt. Il nous dit, en effet, quant à la doctrine : « L'auteur du quatrième Evangile a tiré Jésus de la réalité

« judaïque où il se perdait, et l'a lancé en pleine métaphysique »; et quant à l'organisation : « L'empire fut comme le moule où la reli-« gion nouvelle se coagula. La charpente intérieure, les disivions hiérar-« chiques furent celles de l'Empire. »

Enfin le christianisme trouva dans Constantin le prince dont la protection devait assurer son triomphe, et le concile de Nicée (325 après J.-C.) le constitua définitivement. L'Arianisme, qui aurait pu le rapprocher d'une religion philosophique, ayant été solennellement condamné désormais, le surnaturel régna sans partage.

Ainsi se fonde une religion; elle établit le règne du surnaturel sur les esprits, sans devoir elle-même son existence qu'à des événements très naturels. Ce qui achèvera de le démontrer, c'est la médiocrité des résultats obtenus par une institution prétendue divine, en ce qui concerne les besoins qu'elle se dit appelée à satisfaire. Demandons-nous, en effet, maintenant ce qu'a donné la meilleure des religions, et comme explication du monde et comme soutien de la moralité. L'expérience nous répond : quelque chose assurément, mais beaucoup moins qu'on ne le croit en général, dans les siècles d'ignorance et de corruption; presque rien à une époque où la science et la conscience ont élévé leur niveau. Plaçons-nous d'abord au point de vue de l'explication.

Les deux premiers chapitres de la Genèse, monument vénérable comme essai primitif d'une cosmogonie empirique (emprunté par les Juifs à la Chaldée), jettent une certaine clarté sur les choses pour des esprits restés étrangers à toute culture, même indirecte, comme l'est nécessairement celle des masses; mais que peut dire à d'autres esprits vivant en pleine atmosphère intellectuelle une conception du monde étroite et disproportionnée à ce point, une conception naïve, telle que la vision la plus superficielle de la réalité pouvait la suggérer à une réflexion rudimentaire! S'il ne s'agit plus du monde mais de l'homme, la religion chrétienne se trouve sur un meilleur terrain; on considère même généralement ses solutions relatives à notre nature et à notre destinée comme revêtues d'une haute valeur. Il semble inutile de les rappeler : comment ne les connaîtrions-nous pas parfaitement? elles nous sont familières depuis l'enfance. Mais, précisément, cette familiarité nous en dissimule le vrai caractére. C'est pourquoi, m'adressant à ceux qui ne les ont jamais envisagées en face avec une entière liberté d'esprit, je crois devoir remettre sous leurs yeux les principales, en ces quelques lignes qui les traduisent fidèlement.

Un couple est créé dans l'état d'innocence. Il pèche pourtant, et par son péché il vicie radicalement toute sa descendance, laquelle n'est autre que le genre humain. La corruption se répand donc sur toute la Terre. Un premier châtiment, qui ne laisse subsister qu'une famille, est inefficace. La corruption reprenant son cours, Dieu se choisit un peuple et conclut avec lui un pacte d'alliance. Ce peuple néanmoins multiplie ses infidélités. Dans le même temps, une race non élue se signale par les œuvres variées d'une brillante civilisation. Mais la Divinité ne veut pas supporter plus longtemps l'iniquité de ses créatures. Elle les châtiera donc de nouveau, si sa juste colère n'est pas apaisée par une satisfaction propor-

tionnée à l'offense. Quelle sera la victime expiatoire? Elle descendra du ciel même. La Divinité, en effet, est un seul Dieu, mais en trois personnes. Alors la personne du Père envoie sur la Terre la personne du Fils, afin que, revêtant notre forme corporelle, le Fils s'offre au Père en holocauste pour le rachat du genre humain. Les hommes dans leur ensemble doivent donc leur salut à ce divin sacrifice. Toutefois le salut de chacun n'est obtenu qu'à certaines conditions d'œuvres personnelles et de grâces divines, auxquelles se dérobe le plus souvent la malice originelle, que le baptême n'a pas éteinte ; en sorte que la béatitude éternelle est le lot de quelques-uns et un supplice éternel celui du grand nombre.

Voilà donc comment le péché originel, la trinité et la rédemption rendent compte de notre nature et de notre destinée. Or, je le demande à tout esprit libre de ses jugements, quoi de plus étrange que de pareils thèmes, et de plus inconciliable avec les vérités de fait et de principe les mieux établies? Et sans doute sur ce fond les esprits méditatifs des grandes races ont brodé plus d'un bel ornement ; mais le tissu qui les porte : quel informe canevas ! quelle trame lâche et défectueuse ! Il a fallu l'art génial de Bossuet pour le faire admirer par des intelligences cultivées ; Voltaire et Diderot n'ont pas eu de peine à le mettre en pièces ; Chateaubriand n'a fait qu'en poétiser les lambeaux ; aujourd'hui notre indifférence laisse dire et paraît croire qu'il a pu être restauré : on sent combien la tâche était impossible.

Cette tâche a été pourtant abordée dans ces derniers temps par les partisans d'une nouvelle critique religieuse. L'innovation consiste à abandonner le sens littéral des récits et des dogmes sur lesquels repose la foi chrétienne, et à les prendre pour de purs symboles. Nous avions déjà la symbolique du polythéisme gréco-romain, nous aurons bientôt la symbolique du christianisme, plus articielle et plus vaine encore que l'autre, par la raison qu'elle s'attaque à des textes bien plus précis. Voyez en effet : quand les auteurs de la Bible, des Evangiles et autres textes sacrés ont eu recours au symbole, à la parabole, à l'allégorie, ils l'ont laissé voir clairement tout comme les écrivains profanes, et par suite, ni plus ni moins que ces derniers, quand ils n'ont accusé aucune intention de ce genre, ils n'ont voulu rien dire au delà de ce qu'ils ont dit. Comment dès lors peut-on, sans scrupule, fausser leur parole en lui faisant signifier des choses auxquelles ils n'ont pas songé?

Pour justifier tant bien que mal un pareil système d'interprétation, il faut supposer que les auteurs de ces textes ont fait du symbolisme sans le savoir, que, sous l'empire de quelque influence secrète, ils ont formulé des symboles inconscients. Mais cela ne soutient pas l'examen : le système arrive trop tard ; les prétendus sens symboliques ont été ignorés trop longtemps. Encore, s'ils n'avaient échappé qu'à des simples d'esprit ; mais ils sont restés lettre close pour tous les grands docteurs de l'Eglise. Combien il est invraisemblable que les saint Augustin, les saint Thomas, les Bossuet aient médité sur ces récits et sur ces dogmes sans en apercevoir la véritable portée ! et combien il est significatif que leur sens caché soit apparu seulement à une époque où leur sens naturel était devenu tout à fait choquant ! L'hypothèse, on le voit, est aussi fragile

que forcée, et assurément elle n'est pas faite pour ébranler cette conclusion que le christianisme ne jette pas beaucoup plus de lumière sur l'humanité que sur la nature (1).

D'ailleurs, à un point de vue général, quels que soient les dogmes d'une religion particulière, rapporter directement à la Divinité tout ce dont on ignore la nature ou la cause, cela est-il bien instructif? Un musulman auquel on montrait les chefs-d'œuvre de notre imprimerie nationale n'était pas autrement étonné : Allah est grand, répétait-il. En vérité, c'est trop tôt parler d'Allah. On est plus sage évidemment lorsqu'on ne le fait intervenir que pour trancher les nœuds difficiles, lorsqu'on lui réserve seulement soit les derniers mots de tous les problèmes, soit les problèmes d'un certain ordre. Les deux systèmes ont trouvé des partisans. « Là, dit M. Renouvier, où il n'est permis à la science ni d'affirmer ni « de nier, le champ est vaste, la carrière est libre ; l'instinct et le senti« ment s'y porteront toujours, et la spéculation elle-même s'exercera « sur les probables. » Dans cette manière de voir, la foi, comme la spéculation philosophique, prendrait les questions à la limite où la raison les aurait laissées. M. F. Brunetière est plus radical. Considérant la science comme incompétente pour traiter toutes les questions d'origine et de fin en ce qui concerne l'homme moral, il réserve à la religion le secret de les poser convenablement comme le don de les résoudre. Ce n'est plus ici un prolongement de la science, c'est l'exploitation parallèle d'un domaine propre et singulièrement étendu. La différence est grande entre ces deux points de vue ; ils ont toutefois ceci de commun qu'ils retirent à la science une partie du domaine de la pensée pour l'attribuer à la religion. Mais, s'il est vrai de dire que la foi au surnaturel apporte la paix à une conscience, elle ne lui donne pas la lumière ; elle répond à un besoin de tranquillité, de calme, de repos intellectuel, et non à ce désir d'y voir clair autour de soi, à cette avidité d'une possession contemplative des choses qui s'appelle la curiosité. « On ne saurait trop le répéter, dit Scherer, le surnaturel, « qui dans un sens répond à tout, dans un autre sens ne répond à rien. Il « n'est pas plus une explication pour les difficultés de la philosophie

(1) Quant au but pratique du symbolisme, c'est tout simplement de nous rattacher par un lien factice à une foi doublement ruinée : ruinée, au siècle dernier, par le bon sens railleur de l'esprit gaulois; ruinée, en celui-ci, par la science de tous les pays intellectuels. La première défaite n'était pas définitive. Bien des lecteurs de Chateaubriand, séduits par la magie de ses tableaux, éprouvèrent comme un remords d'avoir bafoué des choses si belles, si nobles, si pures. De là une réaction de respect et un retour de sympathie que les politiques mirent à profit. Mais quel remords peut exciter l'adhésion à des vérités scientifiquement démontrées? Il faut donc ou laisser périr la foi ou la faire vivre en bonne intelligence avec ce qui est plus fort qu'elle; et c'est ce qu'on essaie aujourd'hui. L'entreprise est favorisée par le discrédit trop répandu de la franchise d'allures intellectuelles. Au XVIII[e] siècle, on était croyant ou incrédule, chrétien ou libre penseur : au XIX[e], nombre d'esprits cultivés, incrédules de fond, croyants de surface, éprouvent un vif éloignement pour les positions nettes. Entre la raison et la foi ils se garderaient bien de prendre parti ; quoique devant presque tout à l'une, ils aiment à se déclarer les obligés de l'autre ; et c'est pourquoi on les voit se montrer tout heureux de la ressource que leur offre le symbolisme pour rester quand même dans la religion, quoiqu'en réalité ils en soient sortis.

« qu'il n'en est une pour les obscurités de l'histoire. » Et en effet, il répond à tout pour celui qui le met de parti pris dans tout ce qu'il ne comprend pas, et il ne répond à rien, car il n'aide en rien à le comprendre.

Passons maintenant au second point. Il faut le reconnaître, l'efficacité moralisatrice de la religion est plus grande que son pouvoir éclairant; à la condition toutefois qu'on pratique la religion dans son esprit et que cette vie intérieure ait un certain degré de ferveur. Alors le croyant trouvera évidemment des forces pour le bien dans le commerce fréquent de sa pensée avec un être qu'il humanise toujours plus ou moins et en qui il voit, non seulement un incomparable modèle, mais un bienfaiteur, un confident, un père et finalement un juge disposant des récompenses les plus désirables et des plus redoutables châtiments. Il paraît donc qu'en principe la vertu doit trouver un appui dans la religion. Je dis un appui non une base. Pratiquement, en effet, aussi bien que théoriquement, le bien moral a ses racines propres, c'est-à-dire que la moralité, comme la morale, existe indépendamment de tout système philosophique ou religieux. Il n'est ici question que d'apprécier le secours prêté par la religion à l'honnêteté.

Or en fait, comme l'histoire le démontre, ce secours est faible. Cela vient-il de ce que, après la période d'enthousiasme, les religions dégénèrent en pratiques extérieures; de ce que les vertus qu'elles prêchent sont souvent impraticables par leur exagération; de ce que la foi s'affaiblit, entamée sourdement par la nature, qui reprend ses droits quand elle est par trop violentée? Ce qu'il y a de certain, c'est que la moralité n'est pas dans un rapport étroit avec la foi religieuse. Cournot, qui était un croyant sincère autant qu'éclairé, et dont le jugement a par suite une grande valeur en cette matière, après avoir montré que souvent la religion concorde avec les mœurs, ajoute : « Mais souvent aussi les peuples les « plus enchaînés par les liens religieux se montrent les plus cruels et « les plus dépravés. »

M. Aug. Sabatier reconnaît à son tour le divorce trop fréquent de la religion et de la morale; il va même plus loin que Cournot, lorsqu'il écrit : « Le sentiment religieux est si bien distinct du sentiment moral, « qu'à l'origine on le voit exister seul et s'exprimer de la façon la plus « égoïste et la plus féroce. Que de crimes a toujours fait commettre la « religion; à quelle bassesse de calculs et d'intérêts ne la trouve-t-on pas « associée de la façon la plus sincère! » De même, M. Lavisse, dans un article sur la *foi et la morale des Francs*, a peint en traits vifs et forts la corruption brutale de la société mérovingienne au VIe siècle. La religion, entendue comme elle l'était alors en Gaule, ne pouvait y produire, selon lui, que la superstition et l'immoralité. Les évêques eux-mêmes ne valaient pas mieux que leurs contemporains, et si Grégoire de Tours et quelques autres faisaient exception, ils ne le devaient qu'à la bonté particulière de leur naturel. Ainsi, étant données l'âme et la religion de la société mérovingienne, cette âme vicieuse, bien loin de s'amender au contact de la religion, l'avait corrompue; tant il est vrai de dire avec Renan : « C'est une erreur de croire que les religions valent par elles- « mêmes d'une manière absolue. Les religions valent par les peuples qui

« les acceptent. » Une manière élevée d'entendre la religion suppose donc une nature morale élevée ; de telle sorte que, quand la foi paraît présider à la pratique des vertus privées et publiques, elle ne fait en réalité que marcher de pair avec elles. Et sans doute vertu et croyance réagissent en quelque degré l'une sur l'autre ; mais la vérité est que, pour les peuples comme pour les particuliers, une vie honnête et une foi pure ont ensemble leurs racines dans un fonds psychique de qualité supérieure, que la race, les traditions historiques et de famille, le milieu social, l'atmosphère intellectuelle, d'autres influences encore, ont contribué à former.

Cependant on croira peut-être que j'ai fait tort à la religion en indiquant à peine l'heureuse influence que doit exercer sur la conduite des hommes la foi à l'immortalité de l'âme et, par suite, aux châtiments et aux récompenses d'une autre vie. Je vais donc toucher ces derniers points. Je n'insisterai pas sur l'observation déjà présentée que cette préoccupation, quand elle est dominante, déprécie les vertus qu'elle soutient. Admettons qu'elle soit secondaire ; ne regardons pas d'ailleurs de trop près au titre des vertus pourvu qu'on les pratique, et tolérons un certain alliage dans ces joyaux de l'âme comme dans ceux dont on fait l'ornement du corps. Que l'immortalité de l'âme ait donc une valeur moralisatrice, j'y consens ; mais est-ce bien à la religion qu'il faut en faire honneur ? Non, car ce n'est pas un dogme d'origine religieuse ; c'est une doctrine philsophique que la religion s'est incorporée. Lorsque Socrate, au moment de boire la ciguë (399 avant J.-C.) tenait à ses disciples les discours sur la vie future dont Platon a pris texte pour composer son dialogue du *Phédon*, le peuple religieux par excellence, le peuple juif, en était encore pour plus de deux siècles à ignorer cette vie et à ne connaître que les biens et les maux du séjour terrestre : les seuls dont il fût jamais question dans ses psaumes et chez ses prophètes. Il fallut l'horrible martyre des Macchabées pour ébranler fortement la conscience des croyants de Iahvé à la justice d'ici-bas. Dès lors ils se partagèrent : les uns, comme les Sadducéens, restèrent fidèles aux vieilles idées ; les autres, comme les Pharisiens, adoptèrent l'idée nouvelle. Quant aux Chrétiens, ils crurent d'abord à la très prochaine résurrection de tous les morts et à un dernier jugement qui établirait à jamais la justice sur la Terre, devenue le royaume de Dieu après son renouvellement par une palingénésie. Mais, comme ils ne voyaient pas arriver la crise suprême et comme, d'ailleurs, les théories helléniques les dominaient de plus en plus, ils transportèrent la vie future dans une patrie céleste d'où les corps furent avec le temps presque entièrement éliminés. Aujourd'hui tous les fidèles de la religion professent la croyance à l'immortalité de l'âme, tandis que ceux de la pensée libre s'en sont détachés en très grand nombre. Les rôles se trouvent ainsi renversés entre la philosophie et la religion. C'est qu'une théorie sans assiette scientifique. que le progrès de la réflexion apporta autrefois et menace d'emporter aujourd'hui, s'est consolidée en devenant dogme. Je dis consolidée seulement et non pas immobilisée. La prétention de la foi religieuse à l'immutabilité est conforme sans doute à l'hypothèse de la révélation, mais nullement justifiée par le fait. Les dogmes ne se bornent pas à se développer et à se compléter, ils se modifient, se corrigent,

se transforment avec le temps, comme toutes les autres manifestations de la vie intellectuelle. Ceux qui subsistent prennent un sens nouveau, beaucoup s'effacent, quelques-uns sont introduits : témoin celui de l'immortalité spirituelle.

Il est clair que l'orthodoxie ne peut pas avouer l'emprunt, et elle trouve un appui dans l'étrange thèse, mise en avant par quelques nouveaux logiciens, que ce n'est pas là matière à discussion, mais de ces choses qu'on affirme ou qu'on nie, auxquelles on croit ou on ne croit pas, sans qu'il soit besoin de s'en expliquer. Il y a sans doute de telles choses, quoique, en cherchant des exemples, je sois assez embarrassé d'en trouver de bons. J'admettrai cependant, si l'on veut, la vérité du proverbe qu'il ne faut pas disputer des goûts et des couleurs. Soit donc quant aux couleurs et aux goûts ; mais l'affranchissement de la mort pour l'être pensant ! mais une existence consciente d'outre-tombe ! Le fait ne pouvant être constaté, d'où vient qu'on l'affirme ? Est-ce qu'on en a la révélation directe, immédiate, mystérieuse ? Une telle révélation n'est certainement pas un instinct général ; ce serait alors un beau privilège ; je doute pourtant que personne avoue la prétention de se l'attribuer.

D'ailleurs, je le répète, cette doctrine a une histoire ; la foi aveugle qu'on veut lui accorder aujourd'hui systématiquement n'empêche pas qu'elle soit une croyance née à son heure et fondée sur des raisons longtemps considérées comme solides. Depuis que cette solidité apparente a été ébranlée par la critique, le débat est rouvert entre philosophes, et quoique la religion s'attribue bien à tort le droit de s'en désintéresser, s'il conclut définitivement à la négative, elle ressentira le contre-coup. Elle peut même s'y préparer d'avance, car tout fait prévoir que la thèse affirmative succombera. La situation logique notamment est loin d'être égale entre les deux parties. Dans toute discussion, en effet, le moins favorisé est celui auquel incombe la preuve. Or telle est ici la condition des tenants de l'immortalité. Comme leur doctrine n'est pas un objet d'intuition et j'ajoute : comme elle a contre elle le gros bon sens, la vraisemblance empirique, de laquelle on doit toujours partir, il leur faut suivre l'exemple de Socrate et de Platon ; il leur faut apporter des arguments, soit qu'ils rajeunissent les anciens, soit qu'ils en inventent de nouveaux ; les uns et les autres ajustés au niveau d'une raison plus éclairée et plus exigeante qu'elle ne l'était autrefois. C'est ce qu'a compris M. Renouvier (1).

Son invention toutefois ne s'est portée ni sur les preuves mêmes, car il se borne à en retenir deux parmi les anciennes : l'instinct de l'immortalité (posé comme un fait), et la conception du souverain bien (union du bonheur et de la vertu), ni sur leur valeur démonstrative, car selon lui nous sommes ici dans la région des probables. Il fait même une grave concession lorsqu'il dit : « Avouons donc le raisonnement : nous affir- « mons ce que nous désirons, parce que nous le désirons » (632). Voilà une logique bien accommodante. Après tout cependant, si ce qui est désirable est possible, pourquoi ne pas y ajouter foi ? M. Renouvier porte

(1) Voir *Essais de critique générale*, II, p. 615-664.

donc son principal effort sur cette possibilité. Il la fait d'abord dépendre de « l'harmonie du monde » réalisable « sous une condition de temps ». Et puis il admet qu'elle peut être en effet réalisée par diverses hypothèses, telles que : l'hypothèse d'une palingénésie cosmique (celle-là suggérée par la loi d'intermittence)(650); l'hypothèse de la compénétration de deux mondes insensibles l'un á l'autre (652) ; l'hypothèse d'organismes latents, enveloppants ou enveloppés (660) (cette dernière était aussi celle de Jean Reynaud).

Je n'entreprendrai pas de les discuter ; j'ai voulu seulement mettre sous les yeux du lecteur ce qui a été imaginé de moins chimérique par un esprit supérieur, pour maintenir la réalité de cet au-delà auquel s'adressent des aspirations et se consacrent des veilles qui, à mon sens, seraient plus fécondes si elles visaient un autre avenir.

En résumé, la religion, même sous sa forme la plus élevée, n'atteste ni une faculté spéciale de l'homme ni une intervention particulière de la Divinité. Quoiqu'elle ne se réclame que du surnaturel, elle sort très naturellement du cours normal des choses humaines. Elle naît, en des temps où la maîtrise de la Raison n'est pas encore établie, du besoin qu'éprouvent alors les intelligences peu cultivées d'une autorité souveraine qui leur donne confiance dans le bien et assure leurs pas à travers les mystères de la nature et de la vie. Les conceptions répondant à ce besoin sont quelquefois nombreuses aux heures critiques de l'histoire ; elles flottent, pour ainsi dire, dans l'atmosphère intellectuelle d'une époque. Alors, si l'une d'elles est servie par quelques hasards heureux, si surtout elle rencontre quelque homme puissant par le cœur et par l'esprit qui la fasse sienne, elle prend corps, devient une force et s'élance de son berceau pour aller remplir au loin l'attente des âmes. C'est ici la part de la fortune dans l'événement : sans de tels hasards et sans de tels hommes le Christianisme ne serait pas plus sorti de la Judée que le Bouddhisme de l'Inde et l'Islamisme de l'Arabie. Une religion donne à ses adeptes, sinon la lumière, du moins le repos de l'esprit ; elle prête quelques appuis à la morale ; à l'art, des sujets ; la science est son écueil. Comme elle prétend la remplacer, au moins dans toutes ses branches supérieures, quand la science a pris confiance en sa propre force, une lutte, tantôt sourde, tantôt déclarée, s'engage entre la Foi et la Raison, ces deux institutrices rivales de l'humanité.

LÉONCE RIBERT.

Le Théâtre

Odéon : COLINETTE, par MM. Lenôtre et Gabriel Martin. — *Nouveau-Théâtre* : REMBRANDT, par MM. Virgile Josz et Louis Dumur. — *Théâtre-Antoine* : ROLANDE, par M. Louis de Grammont. — *Gymnase* : MARRAINE, par M. Janvier de la Motte. — *Renaissance* : MÉDÉE, par M. Catulle Mendès.

En automne, l'Art est loin d'être fécond comme la Nature, et les directeurs de théâtre, en général, gâchent à l'envi cette âpre et riche période où, sous les lanières légères des brises rafraîchies, se surveillent et bouillonnent les activités avides de manifestations. Ces hommes-là ignorent la joie du *recommencement* qui saisit cependant, jusqu'au moindre écolier grisé par la senteur d'encre fraîche de ses livres nouveaux, impatient de griffonner sur des cahiers immaculés, aux pages encore collées. De caractère peu intuitif, ils négligent une disposition de l'âme humaine, à cette époque affamée d'inédit, d'action, une disposition magnifique qui pourrait être — dominante considération ! — salutaire à leur caisse, et donnent, en spectacles d'ouverture, ce qui tombe sous leur main indifférente, n'importe quelle piécette, fût-elle vieille, banale, connue comme une valse célèbre.

Il est donc inutile de parler ici de *Colinette*, anecdote illustrée en quatre actes, de MM. Lenôtre et Gabriel Martin, montée très soigneusement par l'*Odéon*, mais montée, montée comme un bateau ! Mieux vaudra s'arrêter à la tentative très intéressante d'un jeune acteur, mime de grand talent, qui laisse généreusement sa personnalité de côté pour devenir, lui aussi, directeur de théâtre. Ce qui pousse Paul Franck vers ces périlleuses fonctions, ce n'est point la passion du gain, aimant principal des actions de presque tous ses confrères, c'est le noble désir de fonder un théâtre populaire, accessible par le prix modique des places, à la vraie foule, à celle qui ne peut guère rétribuer ses plaisirs et attirant par le choix artistique des pièces jouées. Voilà un projet qui va réunir de bien nombreuses sympathies dont beaucoup souhaiteront être efficaces, car il est temps, vraiment, que le bourgeois riche et le décrocheur de billets ne soient plus les seuls composés du public, pour

qui tant de naïfs auteurs rêvent de verser, dans une œuvre dramatique, toute la force de leur cœur et de leur pensée. Nous sommes sûrs que le jour où les écrivains pourront rassembler devant les planches, un véritable auditoire d'êtres simples, instinctifs, heureux de s'enthousiasmer et de se sentir émus, ce jour-là naîtront les drames nouveaux et puissants, ce jour-là jaillira, le grand, le noble, le vrai théâtre! Il faut donc se montrer reconnaissant envers Paul Franck d'un tel effort et lui donner le temps de faire ses preuves, puisque la pièce qu'il vient de représenter, *Rembrandt* de Virgile Josz et Louis Dumur, n'est pas celle qui assurera tout de suite le triomphe de son idée.

Cependant, constatons aussitôt que le plan de ces deux collaborateurs n'était point sans ampleur ni belle ambition : montrer une existence d'homme de génie, griffée, déchirée, et finalement brisée par l'incompréhension et la cruauté de la foule, engendrer une suite de tableaux tragiques et lourde d'oppressants souvenirs; malheureusement, le secret des malheurs d'un si merveilleux artiste fut mal mis en lumière par MM. Josz et Dumur. Peut-être est-ce qu'ils ont trop pensé à leur pièce et que, malgré un désir visible de nouveauté dans la mise à la scène d'une conception de ce genre, ils ont eu le souci d'en faire une œuvre théâtrale, susceptible d'adaptation aux exigences scéniques? Peut-être est-ce qu'ils n'ont pas suffisamment laissé leur pensée se plonger dans le cruel contraste de la géniale splendeur de Rembrandt et de la misérable mesquinerie des préoccupations pécuniaires et ménagères qui l'asservissaient aux heures de repos? Ils ont donné au peintre immortel un piètre rival, dans la personne d'Albertus van Loo qui veut épouser la même femme que Rembrandt; ils nous ont exposé sa vie sentimentale, sans relief, et l'amour jaloux de Saskia pour son illustre époux à qui elle défend de se remarier, quand elle sera morte, et la débandade, l'acharnement des créanciers, éperonnés par van Loo, ce méchant, ce vilain, ce troisième rôle de mélodrame!

Ah! n'eût-il pas été plus beau d'évoquer simplement la meute d'Erynnies-fantoches, interrompant par ses clameurs et ses réclamations le travail vainqueur du pinceau magicien? n'eût-il pas été plus poignant, de voir l'Epicier, le Boulanger, le Bottier, horrible vermine suscitée par une fatalité à la fois grandiose et grotesque, miner lentement cette vie productrice de touchants prodiges? car, c'est une erreur de rendre responsable de ces crimes de lèse-génialité la foule toute entière, le foule des laborieux, des besogneux; non ceux-là, institués juges, eussent reconnus Rembrandt pour un de leurs frères, opiniâtre et mâle artisan comme eux, travaillant avec ses crayons et ses brosses comme eux avec leur pioches ou leurs truelles, digne de pitié et d'amour comme eux. Les réels malfaiteurs, l'Ennemi, c'étaient le Marchand de chandelles, le Vendeur de soupe, le Tailleur de bottes, commerçants établis, gens respectant la Loi, le Doit et l'Avoir, graine de bourgeois, bête et maléficieuse, plaie des hommes de conscience et de beauté. Par défaut de larges vues le drame a paru plutôt puéril, malgré des scènes d'émotion et de grâce, entre autres celle de la rencontre de Rembrandt et de Ruysdaël, errant dans la campagne, égaux en détresse et en douleur.

Le Nouveau-Théâtre a recherché le pittoresque dans la mise en scène et a confié l'interprétation à M. Abel Devàl qui eut grande allure dans le rôle de Rembrandt vieilli, solitaire, et à Mme Marcelle Valdey, frêle et sensible.

***

Au Théâtre-Antoine, reprise de *Rolande*, cette pièce qui se compose d'un

seul rôle, jouée jadis au Théâtre-Libre. De belles scènes où resplendit, pure et fatale, une fille honnête qui force son faible père, entortillé et deshonoré par une petite coureuse, habile à le gruger et à l'abandonner, à se faire sauter la cervelle. Pourtant, nous ne comprenons plus guère, aujourd'hui, pourquoi, comment un coup de revolver rend l'honneur à un homme et rétablit, en une seconde, une réputation souillée de vilenies, durant de longues années. Nous savons que la seconde est dure à passer, que la mort ennoblit, mais, enfin, ce sont des idées de réparation trop rapide et approximative qui deviennent plutôt des dénouements de mélodrames que l'essence de la réalité.

Gémier, magnifique mouchard, et Mlle Mellot, ferme comme un glaive, grave comme un ange, ont excellemment joué les intéressants tableaux de mœurs de M. de Grammont.

*
* *

Tableaux de mœurs aussi, au Gymnase, et quelles mœurs! avec *Marraine* de M. Ambroise Janvier de la Motte. Décidément, la bourgeoisie, la classe bâtarde, est joliment portraicturée, au théâtre. Le bourgeois, ici, c'est un membre influent et fortuné de la Société du Rachat de l'Enfance galante, qui venu chez une grande cocotte pour la sermonner, puis pour obtenir d'elle qu'elle confie sa fille à ladite Société, est séduit, embobiné, ligoté par cette charmante et capiteuse personne et devient son heureux et généreux propriétaire. Tout ceci est très drôle et ne traîne pas. Cette comédie de *Marraine*, débute à grand orchestre, avec des apparences de vouloir cingler le beau monde: noceurs, théâtreuses, banquiers, à bonne volée de lanières dûment accentuées de griffes de fer et de morceaux d'os; elle fourmille de *mots*, de ces mots qui restent dans le cerveau tels des tatouages sur la peau, mais, tout à coup, tourne et s'achève en bouffonnerie, non sans donner la déception d'une semblable métamorphose. Quand M. Janvier de la Motte, en possession d'un bon sujet, s'ingéniera à le conduire jusqu'au bout, patiemment, avec cette humour cruelle et brillante qui rend si savoureux le premier acte de ses pièces, nous aurons là un spectacle à voir et à revoir.

*
* *

C'est une chose pleine de grandeur et de mélancolie que l'action du Temps, inflexible metteur au point, sur ce qui semble à nos esprits lents et naïfs, devoir lui résister, inébranlablement, sur l'Art.

L'Art! en cette époque où, comme toujours, plus que jamais même, ceux qui le révèrent avec une véritable ferveur sont à peu près exilés ou malmenés par la foule des autres hommes, où ceux qui se vouèrent à lui ne parviennent que rarement, sauf en leur maturité, fatiguée de tant de luttes, à faire jouer, entendre, lire ou voir leurs œuvres, nous fûmes heureux d'apprendre que M. Catulle Mendès, qui sans trêve, sans défaillance, tout au long de sa carrière organisa tant de tournois brillants et rompit de si fortes lances en l'honneur de l'Art divin, allait donner une tragédie, montée de telle manière, confiée à telle interprète, que, pour le poète désintéressé, cette mise à la scène c'était déjà une joie qui pâlirait celle du succès.

Et nos vœux furent pour l'apparition, encore jamais vue, inoubliable et triomphante de l'œuvre annoncée.

L'œuvre est belle, enveloppée d'une robe délicieusement tramée de fleurs, et constellée de joyaux; à travers cette robe apparait parfois la chair d'un corps

noblement charpenté et de proportions harmonieuses. L'unique regret qu'elle nous laisse vient de ce que ce corps si noble et si paré n'ait pas trouvé pour nous des mouvements inédits et des poses de terreur ou de félicité que nul n'eût dessinés avant lui.

Et c'est pourquoi, aujourd'hui, parlant de cette fuite du Temps-sorcier qui change nos points de vue et nos idées, j'en éprouve quelque tristesse.

Voilà donc une pièce française, comme il ne nous fut pas donné d'en savourer depuis des années, composée par un clair esprit, un somptueux écrivain et qui, malgré de si hauts prestiges, n'a point fait gronder dans nos cœurs l'écho total d'émotion que nous espérions, que nous attendions !

Pourquoi ? Parce que l'Art change, sauf quand il est Homère, Eschyle ou Shakespeare. Parce que nous voulons et qu'il nous faut d'autres sensations, d'autres angoisses, d'autres bonheurs autrement criés ! Parce que le romantisme, splendide école qui, ce dernier soir encore, descendait vers l'horizon avec des éclats de soleil couchant, a donné tout ce qu'il pouvait donner. Parce que la vie est là, mouvante, mystérieuse, multiple et que pour la suivre et se laisser porter par elle, l'Art doit être multiple, mystérieux et mouvant.

Sans doute les générations qui suivront la nôtre, tout aussi exigeantes envers les œuvres de leur temps, le seront moins à l'égard de celles de nos jours. La *Médée* de Catulle Mendès provoquera des admirations exemptes de restrictions, et ceux qui en salueront les beautés n'entendront pas leurs esprits chercheurs se demander pourquoi l'écrivain qui plonge en pleine existence actuelle, où lui-même joue son rôle sur la scène du monde, pourquoi cet homme de sang moderne « chargé de mille poisons, de mille parfums » et d'âme nouvelle, complexe et pénétrante, au lieu de nous la livrer cette âme, toute bouillonnante de ses fièvres, toute chantante de ses plaisirs, s'évertue à se refaire l'âme simple des Grecs, l'esprit superstitieux, vaste et puéril des contemporains d'Euripide !

Car *Médée* est ainsi. Avec un goût qu'on ne saurait que qualifier d'absolu et d'exquis, Catulle Mendès a choisi toutes les perles éparses dans le drame antique et les a rassemblées et serties à nouveau, en y mêlant beaucoup de pierreries de son propre trésor. Est-ce donc mieux qu'Euripide? Oui, car le poème alors apparaît entier, séducteur, s'élevant en un crescendo plein de force. Non, car débarrassé de ses heurts, de ses longueurs et même de ses violences barbares, il perd ce qu'Edgar Poë nomme impeccablement la Majesté du Vrai ! Il est aux grandes tragédies hellènes ce qu'est une statue du XVIIIe siècle, élégante et drapée dans les plis voluptueux et fins, à la haute sculpture des Antiques.

Dans les rochers surplombant le palais où se célébreront tantôt, au milieu des festins et des chants, les noces du héros Jason avec la jeune Créuse, fille de roi, Médée, première épouse du guerrier, répudiée, abandonnée, brame de douleur et rugit de colère. Le roi Créon, épouvanté du renom de magicienne de Médée et des sortilèges funestes qu'elle pourrait répandre sur le nouveau couple, la chasse de la ville ; mais, abusé par sa feinte douceur, lui permet de rester un jour encore, réfugiée dans le temple d'Hécate, la farouche déesse, dont elle est la fille, farouche aussi. Un jour suffira à la femme astucieuse pour la plus cruelle vengeance; elle l'affirme au Chœur épouvanté de jeunes filles et de femmes qui entendent en frémissant tomber ses sinistres imprécations. A Créuse, elle enverra des présents : un voile merveilleux, mais trempé de venin, une couronne d'or éblouissante et mortelle. Pourtant Jason lui-même, craintif et sachant quels crimes oserait commettre par haine celle qui en a tant commis par amour de lui, vient, rusé comme elle, charmant comme elle, essayer de la désarmer. Il épouse Créuse, dit-il,

pour avoir le sceptre du vieux roi, pour assurer la fortune à Médée, à ses fils, et, le jour où le pouvoir lui appartiendra, il rappellera la bannie et la rétablira dans les honneurs et dans le bonheur. Il ment! il ment! Médée le sait, elle qui lui apprit à mentir. Elle ne croira le bien-aimé trompeur que si, ce soir, le soir même de ses noces avec Créuse, il délaisse la vierge pour rejoindre sa Médée triomphante et ravie dans le temple d'Hécate, décoré et embaumé comme une chambre nuptiale.

Et voici le soir. Le Chœur tremblant de tant d'angoisses et de malheurs en suspens, invoque Hécate, la triple Hécate, reine à la fois de la terre, du ciel, et des enfers; Hécate la traître et étrange lune, qui, aux peuples anciens, ignorants de la réalité, voyant l'astre capricieux se lever au milieu de l'inconnu nocturne, varier chaque jour (tantôt disque, tantôt croissant) de forme et de lumière, en avaient fait une effrayante déesse. Et la prière de tant de cœurs serrés dans la main du Destin s'élève très belle et touchante, dite par le double groupe des jeunes filles et des aïeules. Les convives sortent du Palais. Jason n'est pas encore venu. Médée, déjà battue par le doute, les interroge. Le héros est là-bas, auprès de Créuse, souriant et lui parlant bas. Médée comprend et, deux fois trahie, met la troupe passante en fuite par ses imprécations et ses hurlements. Son espoir est mort. Les serviteurs ferment les portes. Mais pas avant que l'amante jalouse n'envoie ses deux petits enfants vers Créuse, chargés des dons pernicieux. Et elle attend, elle attend en suppliant sa mère Hécate. Et la déesse l'exaucera, car voici, en présage, son globe d'or qui devient sanglant aux clameurs désespérées du Chœur.

Aussitôt la riche demeure retentit de cris et de gémissements que domine la voix sauvage de Médée, délirante d'épouvantable joie! Créuse est morte : la belle couronne placée sur sa tête s'est fondue en un torrent de braises; le voile d'or, devenu de flamme, a consumé ses chairs ; le roi Créon en la voulant sauver a succombé avec elle; mais la louve, plus que jamais ivre de carnage, parce qu'elle a vu Jason éperdu, serrer contre lui les membres calcinés de sa jeune épouse, immole encore ses deux fils, et, traquée dans le temple par les guerriers que conduit le héros furieux et fou, elle s'échappe, invulnérable, dans le char que lui envoie pour la sauver, son père le Soleil.

Si le premier acte ne s'est point déroulé sans quelques parties un peu longues et froides, le deuxième avec les mutines gaietés du Chœur et sa vibrante scène de passion, le troisième avec l'interrogatoire tragique des convives par Médée, prête au débordement des calamités, sont d'une parfaite ordonnance théâtrale.

Quant à la langue de cette œuvre, on sait trop à quelle souplesse, à quelle fluidité Catulle Mendès a forcé le vers pour qu'on puisse le répéter encore sans regretter, d'ailleurs, qu'ayant conquis une telle habileté, il ne se résigne pas à n'être plus habile du tout et à laisser sa Muse, liée jusqu'ici par les mille bandelettes de la prosodie s'ébattre et gambader, nue et plus forte d'être délivrée, aux champs à peine foulés du vers libre!

Un peu de musique de M. Vincent d'Indy accompagnait la tragédie : introductions, marche, préludes. En vérité, un poète aussi musicien que l'est M. Mendès, une œuvre prêtant à une puissance mélodique de premier ordre exigeaient davantage, et tout autre chose, surtout, du compositeur peu imaginatif, mais riche en harmonies, de *Fervaal*, que ce frisselis d'ailes de moustiques grésillant contre une mousseline, qui escorta des vers robustes et beaucoup plus sonores que la mélodie elle-même. Wagner a ses formules comme Meyerbeer ou autres, il faut les leur laisser; et le trémolo au suraigu appuyant un petit thème fredonné en sourdine devient aussi obsédant que les

accords parfaits qui terminent invariablement trios et septuors de tout vieil opéra français.

Une mise en scène ravissante : adolescentes aux tuniques d'or ou de rose, femmes aux diaphanes péplums, ciel empourpré de soleil, nuit glacée de lune, fut le digne cadre de *Médée*.

Mlle Blanche Defrène, voix grave et légère de charme et d'ampleur, a su se faire applaudir auprès de la souveraine Sarah; et M. Albert Darmont, souvent trop figé dans sa fière prestance, s'est montré passionné et plein d'ardeur jeune et sonore dans le grand duo amoureux.

Quant à Sarah, c'était Sarah, mais avec je ne sais quoi en plus, la joie de porter des rimes d'or sur sa voix d'or, la joie d'être formidable et de faire peur, d'être douce et de se faire adorer, sombre enchanteresse, à la robe de nuit et de pleurs semée, lumineuse charmeuse, à la robe de jour et de rayons, et les rayons c'étaient ses gestes. Car nous, qui suivons cette femme extraordinaire à travers toutes ses créations, dans un intérêt incessamment émerveillé, ce que nous avons remarqué le plus, ce sont *les gestes*. Ni d'autres, ni d'elle, nous n'en vîmes de plus beaux : courbes du corps, ploiements de tête, vol des bras; c'était une sorte de danse lente, rythmée par le sentiment, une sorte d'incantation continue. Et le moins magnifique ne fut certes pas celui par lequel, du haut du char céleste, au moment où l'on prononça, au milieu des bravos, le nom du poète, elle leva sa main, bien loin au-dessus de sa tête, comme pour brandir une palme.

JUDITH CLADEL.

CHRONIQUE ARTISTIQUE

A l'Exposition Rembrandt

C'est le retour. A nouveau, le rapide, aux larges croisées, fait tournoyer la valse affairée des haies proches et la promenade alanguie des horizons plats où se bombent des saules et se profilent des dentelures de cités. Du ciel lumineusement brouillé d'ondées brouillardeuses et confuses, des rais de clarté fusent; les verts ambrés et transparents des prairies grasses, où paissent de grands bœufs blancs et rouges, éclatants comme des fleurs vivantes, chantent de profondes harmonies. Rectilignes épées, la lame luisante des grands canaux entre dans l'horizon rose et rouge comme dans une chair blessée. Soudain le soleil s'éteint. La nue grêlante galope sur nous. Un jour surnaturel s'exhale, un jour jaune, éperdu, fou qui semble rire.

L'ai-je assez vu, de sa blafarde et puissante clarté intérieure, illuminer l'œuvre du Maître! C'est par une ondée rousse comme celle-ci que j'allai du Dam au Musée, le long de ces petites maisons régulières, tristes, et d'une propreté britannique, avec leurs poutrelles sortant du pignon, des poulies et des cordes pendantes comme une infinité de gibets. Et pour la galerie de mes souvenirs, ce n'est pas dans le piteux rectangle de cette salle d'exposition banale, au jour gris et nu, que figurent ces chefs-d'œuvre, mais dans cette transparence miraculeuse de nimbe irréel.

Tout est miraculeux, étrange, fantômatique dans cette existence, dans ce génie. Ainsi que dans Shakespeare et dans Eschyle la volonté des choses, plus grande que la volonté des maîtres, impose les chefs-d'œuvre et, comme sa lumière est celle de l'ondée passante et rousse, ce n'est pas Rembrandt qui est grand, mais la Vie, dont l'incohérence se mire en lui.

Nulle existence et nul talent ne furent plus divers, plus puissants, plus sincères, plus vrais. Nul plus divers! Est-ce de Rembrandt ou d'un ancien maître hollandais de la fin du moyen âge, ce petit portrait où un vieil homm

en barrette noire, son frère sans doute, regarde de profil, un binocle à la la main (1)? Est-ce un Italien de l'école lombarde qui tint le pinceau, lorsqu'il fit apparaître sur la toile cette tête d'angelot frisé, aux joues rouges, aux cheveux bruns, aux yeux bordés (2)? C'est à travers quelque Toscan de la fin du xve siècle qu'il a vu cette blême médaille de femme; autour du cou, la guimpe est plus dorée peut-être, des perles nacrées scintillent dans les cheveux, l'ombre de la poitrine se marque d'un ruban vert, c'est la même finesse d'âme, sûre d'elle et heureuse. Qu'on voit bien l'amitié qu'il eut pour Frans Hals! Elle s'exprime dans ce dur gaillard noir à la moustache noire, au grand couvre-chef noir, au manteau bitumeux (3) et dans ses *Syndics* plus puissants, plus dorés, plus joyeux que les Syndics de Frans Hals à Harlem (4), mais impétueusement empâtés comme eux. Il connut Velasquez puisqu'il a donné à ce petit page chaperonné l'allure de marionnettes ou de fantoches des figures déclinantes de la noble Espagne! Et ce portrait de grasse beauté blonde (5) paresseusement rubénien n'a-t-il pas la facile gaîté pompeusement catholique du maître anversois?

Ah! certes nul ne fut plus divers mais nul ne fut, aussi, plus sincère, plus vrai, nul n'exprima mieux en ses œuvres, ses intimités douloureuses ou joyeuses, nul ne mêla davantage soi-même et les choses, et ne se maria plus profondément aux fatalités de la Vie.

C'est à travers la représentation de ses traits que l'on peut lire les aventures de son âme, comment le monde fut à lui. A La Haye, on le voit jeune garçon de moins de vingt-cinq ans, blond, insouciant, curieux, naïf. La vie s'ouvre gaie et facile. Il devient aisément célèbre. Il aime Saskia et l'épouse. Toutes ses facultés se tendent vers une beauté pleine de magnificence. C'est un bel officier, empanaché de plumes, des fourrures aux épaules, des ruisseaux de bijouteries sur le torse, un sabre à la main. Pourtant, l'âme reste fine; prise dans les réseaux de la richesse, elle s'y meut avec une fantaisiste liberté. C'est ce que j'appellerais le *Rembrandt enchanté*. Je songe à la belle dame en robe de velours qui est, semble-t-il, à sa toilette (6). Le jour fantômal caresse son front trop large et ses yeux égarés d'être ailleurs. Elle est parsemée du scintillement stellaire des pierreries et des ors. Est-ce une de ces belles fées des contes frisons qui suit du songe le chemin de son protégé? Ce n'est pas une femme. Elle a pris pour un instant la familière incarnation d'une riche bourgeoise du xviie siècle, mais on la sent rattachée à quelque société invisible, idées dont le souffle et le parfum traversent son immuable et heureuse rêverie. Le Wallon Watteau eut, avec la vivacité plus nerveuse et plus agitée d'une nature de clair soleil et de clair vent, et d'un peuple fou de chansons et de danse, la même rêveuse, fantaisiste et subtile beauté. Ici le pays est de brume : on songe au coin du feu. C'est au reflet mouvant du foyer et des lumières que l'on espère et que les contes de fées du désir se chuchotent à soi-même d'héroïques aventures et de fortuneuses destinées. C'est dans ce monde intérieur qu'il composa ses tableaux légendaires, ses grisailles hébraïques, ce fourmillement oriental et luxueux, où passent des princes de Golconde et des rabbins sous de hauts parasols.

Ce sont des départs à la Baudelaire, intimes et lointains voyages, où la vision d'Israël ou de Malabar n'est qu'une exploration de soi-même. Mais un

(1) N° 73 du Catalogue.
(2) N° 30, id.
(3) N° 70, id.
(4) N° 90 du Musée.
(5) N° 32 du Catalogue.
(6) N° 20, id.

pli d'inquiétude plisse le front de l'homme dont l'existence trop douce pressent l'inévitable revanche de la changeante destinée (1). Un jour terreux et gris éclaire des scènes de plus en plus folles, celles que tu aimais tant et que tu fis revivre, Goya !

Plus de belles dames richardes, de pompeux rabbins, et de bijouteries clinquantes ! Rembrandt ruiné, saisi, vendu, est pauvre. Quelque coup de bourse d'un des Juifs dont il a peint le haut turban, aura mis le vieillard face à face avec les réalités de la vie, abandonnées si longtemps pour le doux sommeil des songes et pour la convention d'une fantaisie qui devenait monotone. Il ne faut point l'en plaindre, mais en être heureux et tout en ricanant à part soi qu'il est vraiment bien ironique, le Sort, qui fait à cette Exposition solennelle de Rembrandt, l'affluence d'un succès triomphal, dans la même ville et par les fils de ceux qui furent au XVIIe siècle ses bourreaux, il vaut mieux se dire que c'est à cette secousse que sont dus ses chefs-d'œuvre.

Ceux qui ont traversé la deuxième salle se souviendront éternellement du terrible vieillard. De bijoux point. Quelque bure brune voile la chemise ouverte et la rude carrure. Un linge, comme à un blessé, remplace la toque luxueusement piqué d'ors ou balançante de plumes. Les cheveux gris et désordonnés s'emmèchent au bas du crâne dénudé. L'ombre engloutit tous les traits, une vague lumière de crépuscule au bonnet, et sur le fond grisâtre la silhouette s'enleve tragique. Nul paysage n'est plus admirable dans sa splendeur qu'au moment désolé de la déchéance du soir. L'horizon rougeoie, flamboie, s'épuise.

Ainsi dans les quelques années suprêmes de sa pauvreté, le grand artiste monta aux sublimes audaces. Sa facture impétueuse emporta comme un torrent, roula et modela les visions linéaires des corps, les gestes, et toute l'antique précision de son dessin d'autrefois. Sauvage, sublime, farouche, est aussi le monde de ses pensées. Grand fauve traqué par les recors et jeté dans quelque antre de misère, il pose sur toutes ses œuvres, l'angoisse effrayante d'un perpétuel souci. Chairs de vie, chairs de boucherie, charognes. La vie qui l'a si durement labouré ne débite-t-elle pas la chair humaine? Chair à souffrance ! chair d'hôpital ! Il dut peindre avec passion et user au travail l'âpreté hautaine de sa chute car nombreuses sont les œuvres de ce que j'appellerais le *Rembrandt terrible*.

Pourtant, influencé par d'autres grands maîtres, magnifique reflet des volontés hasardeuses de la vie, il demeura lui-même en tout. Il est le cousin de Jan Steen, de Teniers, de Breughel, de Jordaens et de Rubens. Il est le frère de Frans Hals. Le même sang, les mêmes ciels, la même nature épaisse et riche, les ont menés de l'enfance à la mort. C'est la santé sensuelle de cette joviale race qui lui fit peindre tant de portraits desquels l'âme est absente. L'âme est absente de cette bonne fille dont les boucles brunes encadrent les joues d'ombre et où un ton clair joue sur la chemisette (2). Plus de songe. Plus de fée. De bonnes servantes aux mains rougeaudes ou de petites femmes courtes au nez rond, aux yeux rieurs, parées et tout éveillées au plaisir (3) ou encore l'indolente qui, les bras accoudés aux hanches, tient de ses doigts chlorotiques une plume blanche. La guimpe et les manchettes éclatent. La bouche de chèvre à la lippe en bourrelet proémine et l'air général est ébaubi comme d'un poisson tiré de l'eau (4) ou enfin cette blonde douceâtre au nez long et gros du bout, aux joues un peu creusées, à la lèvre surmontante, au menton fuyant et carré dont le regard réfléchi vous caresse

(1) N° 60, du Catalogue.
(2) N° 104, id.
(3) N° 40, id.
(4) N° 111, id.

et qui, appuyée de la main gauche au cadre, porte son corps invisible et noir sur une hanche (1). Elles étaient dans la salle, les unes et les autres, et parfois le spectacle était plaisant de les voir se regarder comme dans des miroirs sans qu'elles sussent qu'elles étaient semblables et que, depuis Rembrandt, les Hollandais avaient gardé cet air sensuel et jovial, anémique ou réfléchi sur leurs grosses figures trop rondes ou sur leurs trop maigres profils.

Mais qu'on regarde Rembrandt dans sa vie ou dans sa race, nul ne fait frissonner l'âme et entrer en mélancolie notre sensibilité, comme le rouge peintre des *Syndics*, de *La Ronde de nuit* et de la *Leçon d'anatomie*. Non celle de la Haye, banale et facile, mais celle du musée d'Amsterdam, dont on ne parle jamais et qui est un chef-d'œuvre. Il est en elles tout ce qu'il put être. Sa race, son tempérament personnel, y chantent. Avec la « Ronde de nuit » où dans cette clarté de songe joyeux passent d'heureuses figures humaines, c'est la Hollande victorieuse et riche, c'est Rembrandt heureux, Rembrandt enchanté. Avec les *Syndics* et la *Leçon d'anatomie*, c'est un Rembrandt terrible. Dans toutes, c'est un Rembrandt puissant.

Et tandis que le rapide trouait la campagne fourrée d'or rouge et de vert de cuivre, je revoyais en cette époque où la nature semblait oubliée encore, où le paysage venait de naître, où l'orgueil du peintre était encore étroitement humain, la vision farouche du Rembrandt paysagiste, des grands arbres tordus, des routes tannées de pluie, de la campagne d'or et de cuivre vert et la puissance avec laquelle le Maître, à qui seul Courbet allait avec Decamps tendre la main plus tard, avait jeté sur les spectacles les plus ordinaires de son pays, le coin d'un bois, l'orée d'un champ, le manteau divin de la Fatalité tragique.

LÉON HENNEBICQ.

(1) N° 51, du Catalogue.



REVUE DES REVUES

REVUES DE LANGUE ANGLAISE

Le procès Bedborough et l'University Magazine. (***University Magazine*** septembre, journaux quotidiens de Londres, 1er nov.) — On se rappelle le procès intenté à M. Georges Bedborough secrétaire de la *Legitimation league* inculpé d'avoir mis en vente une *publication obscène* qui n'était autre que le volume du Dr Havelock Ellis, *Studies in the psychology of sex. I. sexual inversion.* (Voir *Humanité Nouvelle*, p. 516, t. 1 vol. II, et p. 236, T. II, vol. 3.)

Ce procès vient de se terminer d'une curieuse façon devant la cour de l'Old Bailey. M. Bedborough, par mesure de prudence, a « plaidé coupable. » Le *recorder*, c'est-à-dire, en l'espèce, le juge, l'a alors renvoyé, mais sous caution et sous la réserve du droit de l'appeler de nouveau, devant le tribunal, si, à un moment quelconque pendant une période de cinq ans à dater de ce jour, le tribunal jugeait nécessaire de rouvrir le procès. C'est-à-dire que M. Bedborough doit se tenir pendant cinq ans à la disposition de la justice, et que la police le gardera sous sa surveillance. Le recorder n'a pris cette décision, qu'il qualifie d'indulgente, que parce que l'inculpé a plaidé coupable, et qu'en outre il a déclaré au juge qu'il avait rompu toute relation avec la Legitimation League, ainsi qu'avec son organe l'*Adult*.

Il y a un autre détail à noter dans ce procès. Le « conseil du parti poursuivant » a fait observer que l'University Press était dirigée par « un certain docteur de Villiers », qu'il « était en fuite », et qu'un mandat d'amener était lancé contre lui qui serait mis en exécution le jour où il reparaîtrait en Angleterre.

Il est donc avéré que les poursuites dirigées contre M. Bedborough avaient reelment pour objet d'attaquer l'University Press, et que l'attentat contre la liberté de penser et d'écrire, dont j'ai parlé ici au mois d'Août dernier vient d'être consommé avec succès. Je n'entends plus parler en effet du comité pour la défense de la liberté de la presse, dont j'ai annoncé à la même occasion la formation, et je ne sais ni les efforts qu'il a pu faire, ni le résultat auquel ils ont pu aboutir. Il y a ceci de certain, c'est qu'unanimement la presse quotidienne de Londres a eu peur d'entreprendre une campagne pour la défense de ses libertés, et qu'unanimement encore, elle a pris parti pour la police, soit en applaudissant ouvertement à son action, soit en faisant autour de l'affaire la conspiration du silence.

Le procès Bedborough peut avoir les plus graves conséquences. Déjà il a eu pour résultat de forcer les éditeurs d'une des plus intéressantes revues anglaises contemporaines à en cesser la publication. Le numéro de septembre d'*University Magazine* est le dernier qui ait paru, et il n'en paraîtra plus. Voici la raison, en quelques

mots, de cette décision prise par le Dr de Villiers. Au lendemain du procès Bedborough, tous les libraires qui prenaient en dépôt la revue, reçurent une lettre datée de Scotland Yard (la Sureté de Londres) et signée « Un Chrétien ». On les y avertissait que, s'ils continuaient à vendre l'*University Magazine*, ils se verraient très probablement poursuivis, comme M. Bedborough. Le résultat fut que 50 p. 100 de ces libraires écrivirent à l'University Press de cesser l'envoi de la revue. Le système de l'abonnement sans intermédiaire existant très peu en Angleterre, il fut impossible à l'University Press de tenir tête au boycottage des libraires. Elle annonce cependant qu'elle publiera un volume annuel qui remplacera la revue. Mais il est malheureusement à craindre que la campagne entreprise contre la liberté de la presse avec le succès qu'on sait ne fasse avorter ce projet.

LAURENCE JERROLD.

Boarding Clubs for women in America (*Bulletin of the département of Labor*, Washington, 1898). — Description de nombreux établissements qui existent depuis vingt ans en Amérique sous le nom de Boarding-Clubs, homes, unions ou associations. Ils sont destinés aux femmes et jeunes filles gagnant leur vie elles-mêmes et qui sont payées chaque semaine. Presque toutes les grandes villes d'Amérique possèdent un de ces « Boarding Clubs »; les résultats qu'ils ont donnés sont excellents. Du rapport envoyé au département du travail, il ressort que l'on a apporté, dans tous ces clubs, de grands soins à l'hygiène et au confort. Dans la plupart, chaque pensionnaire a une chambre à coucher, dans laquelle souvent se trouve un « tub ». Il y a toujours une salle de bains pour l'usage commun. Les salles à manger et les salons sont communs et les jeunes filles sont encouragées à inviter leurs amis des deux sexes. On trouve souvent, dans ces « homes », des classes du soir pour la culture mentale et morale des pensionnaires. Dans certains, un département est réservé aux femmes sans travail qui sont nourries et logées gratuitement pendant un temps fixé. Le prix de la pension varie de 3 à 8 dollars par semaine, on n'admet que des femmes ayant un salaire maximum de 10 dollars. Toutes les professions sont représentées dans les *Boarding Clubs*. La *Youngs Women's Christian Association* (Association chrétienne des jeunes femmes) possède plusieurs de ces « homes » dans l'Amérique; le modèle du confort est celui de New-York : Margaret Louisa Home, don magnifique d'un particulier.

C'est un vaste édifice à 6 étages, en pierre brune, meublé avec beaucoup de goût et de confortable. Il contient 46 chambres à un lit et 31 à deux lits; les chambres sont chauffées à la vapeur, éclairées au gaz et à l'électricité. Les salles de bains sont à la disposition de toutes les pensionnaires. Le prix des chambres à un lit, est de 2 fr. 50 par jour, celui des chambres à deux lits 4 fr. 20; le prix du déjeuner est de 1 franc; du dîner, 1 fr. 80. Le menu du déjeuner comprend : café, thé ou chocolat, trois sortes de soupes, deux plats de viande, pommes de terre petits pains au beurre, crêpes, gaufres; le dîner : potage, plats de viande ou de poisson, trois légumes, trois desserts avec pain, beurre, fruits, et, en outre, thé ou café. La Y. W. C. A. possède un autre établissementant au 453 de la 47e rue de l'Ouest. Le prix de la pension y est de 15 à 17 fr. 50 par semaine. Pendant l'été les pensionnaires peuvent, sur demande, être envoyées aux « homes » de la mer et de la campagne. Toutes ces institutions, comme celles de la *Ladie'sChristian Union* sont établies, sur le même principe et s'efforcent de donner le maximum du confort pour un prix minimum.

C. DE P.

REVUES DE LANGUES ESPAGNOLES

Diplomatie et politique coloniale de l'ancien Régime dans la crise de notre Empire d'Amérique, par J. SANCHEZ DE TOCA, (*Revista contemporanea*, 30 juillet 1898). — La chute de la puissance coloniale de l'Espagne attire la curiosité des érudits sur la politique suivie par cette puissance à l'égard de ses colonies depuis un siècle. M. S. de T., dans un article qui paraît être le premier d'une série, indique une orientation nouvelle des aspirations espagnoles. En traits rapides, il esquisse l'attitude des vice-royautés et des capitaineries-générales américaines en face de Napoléon et des cortès de Cadix, montre la Péninsule recouvrant son roi après la

captivité de Valençay, mais ne recouvrant jamais ses colonies qui pendant l'interrègne ont compris qu'elles pouvaient se suffire. C'est que, à son avis, au XVIII[e] siècle en face de l'émancipation des colonies anglaises, la politique espagnole dévie lamentablement. Le comte d'Aranda, le célèbre ministre de Carlos III, effrayé des conséquences de l'indépendance des Etats-Unis, lui suggéra, pour en parer les menaces, la pensée de faire de chaque vice-royauté et de chaque capitainerie un *tout* indépendant réuni à la monarchie par les liens d'une fédération étroite. Mais l'Espagne coloniale était alors régie par le conseil des Indes immobilisé dans des pratiques bureaucratiques routinières et pour qui, depuis trois siècles, l'unique raison d'être des Indes occidentales étaient les envois réguliers de galions chargés d'or. Aussi pleinement inconscient des périls de l'avenir, ce conseil laissa écrouler la monarchie des Bourbons sous la botte de Napoléon sans avoir rien fait pour le salut des Amériques. Alors les Etats-Unis et l'Angleterre cuisinèrent à leur gré la politique espagnole. Chateaubriand fit donner par Ferdinand VII la liberté commerciale aux colonies espagnoles et le détachement de la mère patrie n'en fut point entravé, au contraire, puisque la liberté du commerce colonial facilita l'action anglo-saxonne dans l'Amérique espagnole. Le libérateur Bolivar rêva bien un instant d'instituer à Panama un congrès des états hispano-américains, mais il se heurta à l'opposition des Etats-Unis, qui ne voyaient pas la nécessité de grouper les petites Républiques qu'isolement ils régenteraient bien plus facilement. C'est le programme d'Aranda et de Bolivar dont M. Sanchez de Toca préconise la reprise. « Nos liens de langue et de race avec le Sud-Amérique, nos titres historiques sans pareils sont, dit-il, autant de matériaux d'un inappréciable prix pour constituer à travers les Océans, et sans que l'autonomie d'aucun des Etats souverains en puisse concevoir quelque crainte, une patrie unie par une solidarité permanente, par des intérêts collectifs et une communauté d'aspirations et de vue ». C'est ce qu'on appelle l'Espana mayor. Ce beau rêve est-il condamné à ne demeurer qu'un rêve ! Il a sa grandeur et son utilité pratique. Les hommes d'Etat du Chili, par exemple, instruits par l'expérience, ne répèteraient plus ce qu'ils disaient, il y a un quart de siécle, que « le plus grand bonheur pour leur pays natal serait la colonisation de la Patagonie australe par des émigrations anglo-saxonnes qui y apporteraient la civilisation ». Aujourd'hui le Mexique, tout le premier menacé, que dis-je ? dépouillé depuis 50 ans du Texas et de la Californie, l'Equateur, la République argentine font preuve des plus sincères sympathies pour la vaincue de Cavite et de Santiago. Le canal de Nicaragua, aux mains d'une compagnie américaine, peut devenir contre les Etats du Sud-Amérique ce qu'à été contre l'Egypte Suez aux mains des Anglais : l'instrument d'asservissement et de ruine. En possession de la mer Caraïbe, maîtres du canal interocéanique, les Yankees cerneront le Centre-Amérique. Les frontières du Rio-Grande sont donc non seulement pour le Mexique mais pour toute l'Amérique méridionale un boulevard défensif nécessaire. Aussi la prudence conseillerait-elle à toutes ces républiques, trop désunies, l'alliance contre ce danger commun : les exigences de plus en plus grandes de l'appétit anglo-saxon. Ce doit être d'abord une sorte de zollverein commercial et politique qui formerait une digue infranchissable contre les efforts de l'envahisseur, fils d'une autre race. Seulement, quoiqu'en pense M. S. de T., le Chili ou l'Argentine, qui marchent à la tête des Etats hispano-américains par la prospérité et la richesse seraient plus indiqués pour prendre la direction de ce mouvement que l'Espagne, maintenant bien détachée des destinées américaines.

A. SAVINE.

REVUES DE LANGUE FRANCAISE

Le Féminisme en Allemagne, par KÆTHE SCHIRMACHER (*La Revue de Paris*, 1[er] juillet 1898). — Mme Schirmacher est une adhérente du féminisme allemand, mais en même temps une adversaire avouée du socialisme. Elle écrit, dans la pensée qu'il n'est pas de mission plus belle et qui convienne mieux à la femme qu'une « mission de paix » et propose en modèles les féministes de la bourgeoisie allemande qui veulent « rester en dehors des divisions politiques et sociales » et à qui les revendications des ouvrières demeurent à peu près indifférentes, résolues qu'elles sont de s'en prendre « non au capitalisme, à l'iniquité sociale » mais « à la domination de

l'homme sur la femme ». Les renseignements qu'elle fournit dans son article assez documenté peuvent se résumer à quelques données principales.

La moitié de la population de l'Allemagne est féminine ; mais, sur les 26 millions et demi de femmes allemandes, il n'y en a guère que 50.000 qui soient des féministes. Celles-ci se rencontrent dans la bourgeoisie d'abord, dans la noblesse ruinée ensuite et pour une très faible partie dans le peuple. D'autre part la féministe est généralement célibataire, veuve ou séparée, Mme S. divise les bourgeoises allemandes en trois groupes : ménagères, compagnes et mondaines. La mondaine et la ménagère sont absorbées par des soucis tout à fait étrangers au féminisme. C'est parmi celles que leur vie intellectuelle et morale fait les compagnes plus intimes de l'homme que peuvent se recruter, celles qui sympathisent, platoniquement le plus souvent, avec le féminisme. Dans la noblesse, sauf des exceptions comme la comtesse Bulow et la comtesse von Linden, ce sont les femmes pauvres, la misère titrée et dissimulant la nécessité vitale du travail, qui ont adhéré au féminisme, mais la masse n'a point osé heurter les idées reçues.

Le développement du féminisme a coïncidé avec l'ère de la grande industrie ouverte vers 1850 et s'est accentué, dans l'Est de l'Allemagne notamment, après la crise agricole et industrielle qui a rejeté dans les classes laborieuses tant de familles de la haute et moyenne bourgeoisie. Ce sont ces déclassées par la révolution des fortunes, qui ont fourni au féminisme son plus nombreux contingent. Evidemment elles ont souffert doublement de la nécessité du labeur et du défaut de bien-être, puisqu'elles avaient connu la vie facile et les joies de l'aisance. Auprès d'elles se sont rangées les filles d'officiers ou de fonctionnaires que le manque de dot obligent au travail. Toutes ont reçu cette éducation dans laquelle Mme S. croit voir la source des « qualités solides » de travail et d'énergie « qui, dit-elle, sont le fruit de la discipline protestante ». Elles sont un million de plus qu'en 1882, paraît-il. Mme S., déplore qu'on ne leur ait appris rien « de l'économie politique, ni de la constitution du pays, ni du droit civil », mais il paraît que Irving, Schiller et Goethe les ont préparées aux luttes de la vie, si toutefois elles les ont compris.

Généralement le professorat les attire, mais il ne leur offre qu'un nombre de places très restreint, toutes exigeant des brevets. Aussi se produit-il une émigration relativement considérable de ces jeunes filles qui, dirigée souvent vers des contrées lointaines où la femme européenne est en petit nombre, facilite le mariage à celles qui avaient peu de chance de trouver époux en Allemagne. Celles qui restent sont les militantes, adhérentes pour la plupart à la *Société générale des femmes allemandes* fondée à Leipzig en 1865 ou à la *Société générale des institutrices allemandes* créée en 1890 à Berlin et qui compte dix mille membres. Mlle Lange, créatrice de cette dernière société, fait depuis près de vingt ans campagne pour obtenir du gouvernement allemand que les universités soient ouvertes aux femmes professeurs. En 1888, elle a réussi à faire créer à Berlin des cours d'agrégation qui assurent aux agrégées qui les ont suivis, des places dans les lycées de jeunes filles sur le pied d'égalité avec les professeurs-hommes. En attendant mieux, elle a fondé une école réale, bientôt imitée à Cologne, à Dantzig, et à Kœnigsberg, et forcé la main au pouvoir pour obtenir le baccalauréat féminin (1893). L'*Association des femmes allemandes* soutient depuis 1894 un gymnase de jeunes filles à Leipzig.

Ce droit d'être étudiante que les féministes allemandes n'ont pu faire reconnaître officiellement, elles l'ont pris à l'étranger. Beaucoup vont étudier en France, en Suisse, en Belgique, en Angleterre et même en Amérique. Ensuite elles retournent en Allemagne, elles y sont professeurs libres, infirmières ; elles y exercent la médecine, malgré les persécutions officielles, car la loi n'admet pas l'entière équivalence des titres conférés par les universités étrangères.

L'*Association pour le bien de la femme*, fondée par Mme Caner à Berlin n'a rien de commun avec les associations déjà mentionnées. Son but c'est l'obtention du suffrage politique. Elle est appuyée et complétée par l'*Association des employées de commerce de Berlin* et la *Société pour la protection de la jeunesse*. En province le mouvement a pris dans certaines villes, notamment à Dresde, une très grande extension. Ce sont ces sociétés qui ont pris la direction du mouvement pour la réforme du nouveau code civil qui doit être mis en vigueur en 1900 et règle dans le sens du code Napoléon la situation de la femme, mais l'opposition féministe, ne s'étant produite qu'à la dernière heure, n'a pu avoir aucune influence sur le vote

aujourd'hui acquis du Reichstag et c'est au nouveau Reichstag que les féministes demandent la révision de l'œuvre de leurs prédécesseurs.

Sur les féministes socialistes, Mme S. paraît beaucoup moins instruite que sur les féministes bourgeoises. Elle les montre au congrès féministe international de Berlin (1896) mais sans en indiquer ni leur programme ni leurs origines et, cependant, comme le disaient fort bien les féministes socialistes à ce congrès, sur 100 femmes en Allemagne 75 vivent de leur travail. Quelques chapeaux de docteurs, quelques gymnases ne suffiront pas à soulager le sort malheureux de la masse de ces travailleuses. Ni Mme S., ni Mme Schwerin, qui leur répondit que les femmes n'ont pas une mission de haine, n'ont infirmé la force de l'argumentation socialiste. « La domination de l'homme, c'est celle du capitalisme, c'est le capitalisme qui est l'ennemi terrible de l'ouvrière » Mme S. reconnaît d'ailleurs que les députés socialistes ont vigoureusement secondé les réclamations des ouvrières, mais elle ne dissimule pas que ces réclamations ne sont pas de son goût. Les universités lui suffisent.

La femme italienne dans les différentes régions de la péninsule, par D. Melegari (*Le Correspondant*. du 10 juillet 1898). — Ennuyée d'entendre l'apologie de la femme du Nord au détriment de la femme du Midi, l'auteur de cet article a entrepris de faire connaître la femme ou plutôt les femmes italiennes. Peut-être fait-elle trop bon marché des Espagnoles et des Portugaises qu'elle ne connait, sans doute pas plus que les écrivains allemands et anglais auxquels elle reproche justement leur altier dédain. Quoi qu'il en soit, les renseignements que cette Italienne nous fournit sur ses compatriotes méritent l'attention.

Mme D. M. indique tout d'abord que, s'il y a une distance énorme entre la Palermitaine et la Turinaise, la différence est sensible surtout dans la classe populaire, toutes les aristocraties de la péninsule s'étant étrangement confondues depuis 1860. La femme aristocratique italienne, si remarquable au XVIe siècle par sa personnalité, est tombée en décadence pendant les deux siècles suivants. Au début de ce siècle, notre Stendhal en a fait un portrait qui durera, mais qui ne s'applique pas aux Piémontaises dont l'austérité tranchait avec le laisser-aller des Napolitaines ou des Romaines. A celles-ci les persécutions politiques qui tant de fois mirent le romanesque dans la vie de famille n'avaient pas grand'chose à apprendre, mais aux autres la période héroïque de 1830 à 1860 inspira ce désir d'être vraiment la compagne de l'homme en partageant son exil, sa pauvreté, ses luttes. Aujourd'hui que les temps héroïques ne sont plus, il s'est fait un tassement et l'Italienne s'est jetée avec passion dans la maternité.

La classe populaire a mieux conservé ses qualités locales. La Romaine demeure la fière créature rebelle au travail : elle exige le partage des plaisirs et non celui des labeurs, mais cette impassible Junon qui semble ignorer la gaieté joue un rôle dans des drames trop souvent sanglants. La Napolitaine est toujours la créature de nerf et de sensualité que la passion domine et emporte, ignorante mais capable d'apprendre, paresseuse mais capable de travailler. La Toscane, habile et sceptique, travailleuse et colère, a conscience de ses droits : elle a un fond révolutionnaire qui éclate en révoltes furieuses en face de l'injustice ou de l'exploitation. Grosse travailleuse, la Piémontaise avoisine la Française, tandis que la Lombarde aime le luxe et l'or. Mme M. paraît moins bien connaître la Vénitienne, la Ligurienne, la Sarde, la Sicilienne et la Romagnole qui méritaient mieux que les quelques lignes qu'elle leur consacre.

A. Savine.

A propos d'un pied de Chinoise, par le Dr J. Mattignon (*Archives d'Anthropologie criminelle*, 15 juillet 1898). — L'auteur étudie les déformations d'un pied de Chinoise qu'il a eu le bonheur de pouvoir disséquer. Il nous apprend, en outre, que la beauté chinoise réside en grande partie dans le pied qui joue un gand rôle dans les relations sexuelles, ce qui prouve la relativité de l'esthétique. M. Mattignon termine en faisant remarquer que nous trouvons cette déformation ridicule chez les Chinoises et que nous trouvons logique la déformation de l'estomac chez les Européennes.

« Déformation pour déformation, dit-il, quelle est la plus ridicule ; celle qui a

comme résultat de produire une certaine gêne de la marche ou celle qui, comprimant l'estomac, luxant le rein, écrasant le foie, gênant le cœur, empêche souvent les femmes de faire de beaux enfants? » On reconnaîtra que le rapprochement est juste et il serait à souhaiter que toutes les femmes entendissent ces paroles.

G. GRESSENT.

Arrière les dogmes, par VAN KOL (*Revue socialiste*, oct.). — Article très important. L'auteur, bien connu comme l'un des coryphées de la social-démocratie allemande, reconnaît loyalement que les théories du *marxisme officiel* sont fausses ou incomplètes, que la terminologie ne correspond pas à la réalité. Je regrette qu'il ait omis de citer M. Merlino parmi les auteurs qui ont travaillé à dissiper les erreurs de l'école; nul n'y a plus contribué que lui. Malheureusement les marxistes ne cherchent pas à utiliser l'œuvre de leur maître, en pénétrant sa pensée; ils se lancent dans un empirisme suranné; ils croient qu'il s'agit d'ajouter des *facteurs moraux* aux *facteurs économiques*! Un pareil procédé est la négation même de la *raison spéculative* et supprime tout ce qu'il y a de fécond et de profond dans le marxisme. Comme nouveauté, on nous offre des théories copiées sur celles de Taine. Serait-il donc vrai que les écrivains de la social-démocratie, qui prétendaient, il n'y a pas longtemps encore, imposer au monde leur science sociale, fussent en retard d'une trentaine d'années sur la sociologie et la psychologie françaises?

La statistique monétaire par H. DENIS (*Annales de l'Institut des sciences sociales*, août). — Résumé critique de tout ce que l'on sait sur la question d'après les recherches de Sœtber et des directeurs de la Monnaie américains et les compilations de M. de Foville. Toutes les causes d'erreur (et elles sont nombreuses) sont examinées d'une manière méticuleuse; les opinions paradoxales (comme celles de M. Leroy-Beaulieu sur l'indéfinie dépréciation de l'argent), sont combattues avec prudence et sagacité.

G. SOREL.

INDEX. — *Les finances de la Prusse*, par A. RAFFALOVITCH (*Journal des économistes*, oct.). Résumé très clair et complet de la situation créée par les réformes de M. Miquel; l'œuvre de ce grand financier (l'un des plus grands du siècle) est appréciée d'une manière favorable; elle mériterait d'être étudiée de près par nos législateurs. — *Le type rochélais*, par J. PÉRIER (*Science sociale*, oct). Suite d'un article déjà signalé; au XVII[e] siècle la répartition des Fermes et les guerres avec l'Angleterre (qui ruinent les ports normands) sont favorables à La Rochelle; les protestants, ne pouvant plus exercer autrement leur activité, se lancent dans le grand commerce. — *L'office central des institutions charitables à Roubaix*, par E. MATHUS (*Réforme sociale*, 1[er] oct.). Petit article très important à étudier, parce qu'il montre comment les patrons organisent la défense contre la propagande subversive. — *Les aumôniers du travail*, par G. FALLON (*Revue sociale catholique*). Note sur la propagande cléricale dans les milieux ouvriers où le socialisme a déjà pénétré, notamment à Seraing. — *La guerre aux Philippines*, par le lieutenant X (*Revue de Paris*, 1 et 15 août 1898). Intéressant travail sur la lutte maritime entre Espagnols et Américains à Cavite par un officier de la flotte française, qui est arrivé sur le théâtre du combat au lendemain de la destruction de la flotte de l'amiral Montojo. Conclusion: les Espagnols sont braves, mais commandés par des vieillards sans énergie ni initiative. — *Les jardins ouvriers*, par J. B. PIOLET (*Le Correspondant*, 10 et 25 juillet 1898), étude intéressante mais d'une longueur exagérée sur l'organisation de jardins ouvriers à Saint-Étienne par le jésuite Volpette et les tentatives analogues faites à Sedan et autres villes. L'auteur pense que, du jour où cent mille familles jouiraient d'un coin de terre et d'une maison à elles, la question sociale serait singulièrement rapprochée de sa solution. — *Les élections allemandes*, par A. KANNENGIESSER (*Le Correspondant*, 10 juillet 1898). L'auteur célèbre la victoire du « Centre intangible » et constate les pas de géant faits par le socialisme qui a effrité tous les autres partis. Il démontre que le centre devient le parti de la politique impériale. Seul il peut former la majorité avec les conservateurs, le parti de l'Empire et partie des Polonais et Alsaciens: seul, il peut assurer la liberté et le suffrage universel avec le concours des socialistes, des Alsaciens et de partie des progressistes.

REVUES DE LANGUE ITALIENNE

L'initiative du Tsar et sa réalisation pratique, par UN DÉPUTÉ (*Nuova Antologia*, 16 septembre). — La généreuse initiative du Tsar a suscité trop d'espérances et trop de craintes; la circulaire Mouravieff ne fait aucune allusion au désarmement proprement dit, mais elle note tout simplement l'augmentation désastreuse des armements dans toute l'Europe, qui seront bientôt insupportables. Le problème présente trois solutions différentes : limitation des accroissements annuels des dépenses militaires; fixation des chiffres actuels; diminution des budgets. Et toutes les trois présentent des difficultés pratiques presque insurmontables. Il indique, comme remèdes plus positifs, l'organisation permanente de quelque forme de concert européen, la nationalisation du commerce des armes, l'institution d'un arbitrage international pour toute question non territoriale, la proclamation et la garantie réciproque du *statu quo* entre les puissances. Diminuer la pression des dépenses militaires et des armements et tourner à la conquête du bien-être populaire les grandes ressources de la civilisation moderne, voilà un concept inspiré aux plus hauts principes de la sagesse politique et de la science sociale. S'il y a des gouvernements et des peuples assez aveugles pour ne pas voir les dangers qui menacent de toute part les sociétés modernes, qu'ils demeurent abandonnés à eux-mêmes : les autres ne doivent pas les suivre sur le chemin de l'erreur et de la ruine commune.

Les industries mécaniques italiennes à l'Exposition de Turin, par l'ex-ministre GIUSEPPE COLOMBO (*Nuova Antologia*, 1er octobre). — A l'Exposition de 1881, à Milan, les galeries des machines et du travail ne présentaient encore que beaucoup de promesses, mais bien peu de réalisations; aujourd'hui, à Turin, nous avons les preuves des progrès bien positifs et concrets que nous avons accomplis en ces dix-sept ans, bien qu'ils n'y soient pas tous, ni très complètement représentés. Désormais, le matériel nécessaire aux constructions métalliques nous vient des forges nationales de Turin, de la Toscane, de la Rivière, de Vobarno; la marine militaire peut faire construire ses navires dans les chantiers de MM. Ansaldo, Odero et Orlando, et les fournir de machines motrices, de cuirasses et d'artillerie sans avoir recours à l'étranger; même, nous en exportons maintenant. C'est un événement des plus significatifs et importants dans l'histoire de l'industrie nationale. Les constructions du matériel des chemins de fer ont pris aussi, depuis quelques années, un pareil développement : la plus grande partie des locomotives et des wagons est faite en Italie, et uniquement par exception et en petite proportion, on importe du matériel étranger, pendant que nos fabriques en exportent aussi quelque peu. De même, nous commençons à nous émanciper pour le matériel fixe nécessaire à l'armement des lignes et des gares, aussi bien des chemins de fer que des tramways. Un progrès, vraiment inattendu, a été fait récemment dans la fabrication des machines à vapeur fixes, et nous devons surtout à l'ingénieur Tosi, le grand industriel de Legnano, la forte exportation qui a commencé ; ses machines à très grande vitesse ont eu un succès énorme, non seulement chez nous, mais dans tout le monde, et surtout dans l'Amérique du Sud.

L'Italie, qui possède une si grande richesse de courants d'eau, descendant de ses hautes montagnes, peut entrer en première ligne parmi les nations industrielles, et même dépasser les plus florissantes, pourvu qu'on fasse vite. A présent, nous avons déjà plusieurs installations importantes, comme celles de Paderno et de Vizzola: mais, en fait de moteurs et de dynamos, nous sommes encore tributaires, pour une grande partie, de l'étranger, bien que nous nous trouvions en des conditions bien meilleures pour les conducteurs électriques, dont nous avons une très importante exportation, et pour les moteurs hydrauliques pour transmission de force à distance.

Ce grand élan, qui fait que nos industries se sont mises, en si peu d'années, en condition, non seulement de subvenir aux besoins du pays, mais aussi de s'ouvrir des nouveaux marchés à l'étranger, est vraiment admirable, en présence des impôts, des fiscalités, des mille entraves bureaucratiques qui paralysent chez nous toute manifestation d'initiative privée. Ceux qui pensent que l'Italie ne doit être qu'un pays agricole ne cultivent qu'une dangereuse illusion : notre avenir économique ne peut

être assuré que par l'industrie ; elle seule peut créer des richesses nouvelles, diminuer l'importation encore excessive des manufactures, et initier un courant fécond d'exportation; et, d'autre part, l'agriculture, ne saurait prospérer sans industrie car elle ne peut devenir intensive qu'à l'aide des nouveaux capitaux que les revenus de l'industrie peuvent seuls lui fournir.

INDEX. — *Constantin Meunier*, par ENRICO THOVEZ (*Emporium*, septembre). L'auteur expose la vie et l'œuvre du grand artiste belge, qui, sans s'éloigner du plus positif réalisme, a su donner une grande et tragique idéalité à la plastique moderne, en reproduisant par le corps l'âme des mineurs et des forgerons, le poème de la misère et du travail. Splendides illustrations, comme dans tous les numéros de cette revue. — *La Réaction honnête*, par ADOLFO ZERBOGLIO (*Rivista popolare*, 15 octobre). C'est la grande armée des gens honnêtes mais ignorants et routiniers, celle qui fait la force de la réaction : il faut des illuminés. — *Les rêves des névropathiques et des fous* (*Archivio di psichiatria*, vol. XIX, fasc. IV),recherches cliniques par SANTE DE SANCTIS, pour enrichir les formes mentales d'une nouvelle donnée séméiologique et illustrer l'influence réciproque des maladies nerveuses et de la vie des rêves : y sont étudiés à part, parmi les névropathiques, les hystériques, les épileptiques, les neurasthéniques; et, parmi les fous, les hallucinés, les phrénasthéniques, les paranoïques. — *Couteau et revolver*, notes de psychologie criminelle, par ALFREDO ANGIOLINI (*Rivista moderna di cultura*, 31 août). La différence substantielle entre le criminel qui se sert du couteau et celui qui use du revolver, c'est que le premier est un atavique, un barbare, qui couve dans ses veines l'ancienne passion pour les luttes musculaires corps à corps, et qui voit son triomphe dans l'effusion du sang; tandis que le second est un moderne, qui a l'horreur du massacre brutal, qui a l'horreur de l'aggression personnelle, et qui ne voit que confusément l'agonie de sa victime. — *Le mouvement sociologique en Italie*, par ALFREDO ANGIOLINI (*Rivista moderna di cultura*, 30 septembre). L'auteur se plaint justement du silence et de l'ignorance des étrangers sur notre littérature sociologique; il rappelle les précurseurs italiens des doctrines sociologiques actuelles, et parle de nos sociologues vivants : Ardigo, Asturaro, Loria, Labriola, Schiattavella, Salvioli, Vaccaro, Colajanni, Ferri, Sighele, Ferrero, Virgili, et autres, qui ont donné à l'Italie une place importante dans la production sociologique cotemporaine. — *Les nations latines sont-elles déchues?* par GIUSEPPE SERGI. (*Vita internazionale*, 20 octobre). Nos désastres militaires de 1866, ceux de la France en 1870, ceux de la Grèce et de l'Espagne en ces deux dernières années, démontrent-ils une décadence fatale des peuples méditerranéens? M. Sergi affirme résolument que non : cette inhabileté à la guerre, c'est-à-dire à une fonction sociale typique des peuples barbares et primitifs, est, au contraire, selon lui, l'indice d'une supériorité que ces peuples ont acquise à travers l'histoire et les événements; c'est le commencement d'une nouvelle direction, d'une évolution sociale plus élevée. — *Souvenirs et conseils de psychologie oratoire*, par ENRICO FERRI (*Scuola Positiva*, septembre). Article que l'auteur même résume en disant qu'une défense pénale, pour être puissante, doit être non seulement dite, mais vécue, avec les éclairs du cerveau, avec les battements du cœur : les luttes judiciaires sont en fait parmi les plus ardentes de la vie intellectuelle et morale, et représentent comme le reflet encore chaud et ému des drames réels de la vie sociale. MARIO PILO.

REVUES DE LANGUE NÉERLANDAISE

Quelques pages de l'histoire du développement de la Hollande, pendant ce dernier demi-siècle, par le Dr BLINK; (*Vragen van den dag*, Amsterdam, septembre). — Tout le numéro de septembre de cet intéressant *Magazine* est consacré à cette question. Le Dr Blink, son rédacteur en chef, divise son travail en cinq chapitres : I. Développement des grandes voies de communication en Hollande; *a*, extension des routes de grande et petite voirie ; *b*, histoire de la canalisation en général : *c*, les canaux d'Amsterdam à la mer; *d*, les canaux de Rotterdam à la mer; *e*, extension du réseau des chemins de fer. II. Développement du système des postes, télégraphes et téléphones. III. Histoire du sol et des cours d'eau; *a*, les assèchements

en Hollande; *b*, l'amélioration du cours des grandes rivières; *c*, les petits cours d'eau. IV. Développement de l'industrie. V. Progrès du commerce. — Ce travail, fait d'une manière très consciencieuse et appuyé sur nombre de documents officiels, statistiques et autres, prouve que le XIXe siècle a été, pour la Hollande, une véritable époque de renaissance dans tous les domaines de l'activité matérielle. En terminant, l'auteur exprime l'espoir que le siècle qui s'ouvre fasse, pour l'avancement des lettres, des sciences et des arts, autant et plus que le siècle qui finit, a réalisé pour le développement économique de la vieille terre batave. Mais le Dr Blink ne semble pas se douter qu'il y a, à ce beau tableau de la richesse de son pays, une ombre immense qui obscurcit de plus en plus l'horizon : le prolétariat qui grandit en raison directe du développement du système capitaliste!

Le projet de désarmement du czar, par M. BRENKELMAN (*Vragen van den dag*, octobre). — L'auteur est depuis longtemps un partisan convaincu des idées antimilitaristes et c'est avec enthousiasme qu'il salue le projet de l'autocrate russe. Il craint que la France, à cause de la question toujours ouverte de l'Alsace-Lorraine, soit le seul pays qui mettra des obstacles sérieux à la réalisation des idées généreuses de l'empereur. Son étude, pleine de bonnes intentions, est incomplète, car il ne s'occupe absolument pas du côté *économique* de la question, et c'est celui-là qui, à notre humble avis, classera le projet, pour longtemps encore, dans le dossier, déjà si volumineux, des vœux platoniques.

Le système social des Naturiens, par M. P. B. VAN DE VOO (*Vragen van den dag*, octobre). — L'auteur étudie avec complaisance et sympathie ce système social. Il semble avoir été initié à la doctrine par le créateur même du mouvement, M. Emile Gravelle, dont Henry Zisly, dans les *Profils montmartrois*, a dit qu'il était « ennemi de la civilisation par dégoût et dessinateur par nécessité ». Nous ne dirons rien du système lui-même, il est assez connu : mais n'est-il pas *excessif* de faire défiler devant nous, comme faisant partie de la société naturienne, tour à tour Aristote et André Theuriet, Sully et Herbert Spencer, de Quatrefages et Bernardin de Saint-Pierre, Edgar Poë et Pierre Kropotkine, Chateaubriand et Elie Reclus, Abel Turigny et Paul Brulat. Baudrillart lui-même, parce qu'il aurait dit que le déboisement des forêts est le signe avant-coureur de la ruine des peuples? J'aime mieux le poète Grandmougin, il y va plus carrément, lui :

« Hommes, qu'espérez-vous des nations lointaines
Qui, profanant le flot sacré de nos fontaines,
Troublent notre silence et souillent notre sol?
Nos grands oiseaux n'ont pas attendu dans les nues
Le passage bruyant d'espèces inconnues
Pour savoir être heureux et pour régler leur vol! »

Etude sur les elfes, par le Dr KNAPPERT (*De Tijdspiegel*, Amsterdam, septembre). — L'auteur termine dans ce numéro son étude intéressante de folk-lorisme, dont nous avons dit quelques mots dans une livraison précédente. Il accompagne son travail de notes bibliographiques très abondantes et qui lui donnent un véritable intérêt scientifique.

L'interdiction des liqueurs alcooliques et le droit musulman, par M. SCHUMAN (*De Tijdspiegel*, septembre). — L'auteur se demande si les nombreuses sociétés de tempérance qui poussent, dit-il, comme des champignons depuis quelques années en Hollande, donneront les résultats heureux qu'en attendent les promoteurs et, à ce sujet, il étudie les prescriptions du droit musulman dans ses rapports avec la question de la tempérance. Il démontre que, malgré les lois et les peines parfois sévères édictées contre ceux qui les transgressaient, les musulmans n'ont jamais cessé, quoi qu'on en dise, d'aimer et de cultiver la dive bouteille et il arrive à cette conclusion, venue d'un peu loin, il faut l'avouer, que là où un *prophète* a fait faillite, le bon bourgeois de Hollande ne réussira pas davantage. Du reste, M. Schuman ne croit pas qu'il soit absolument utile d'être... si abstenant que cela!

VICTOR DAVE.

REVUE DE LANGUE RUSSE

Ce qu'il nous faut? par P. D. (*Obrazovanié*, juillet, août). — Cet article de tête, très bien à sa place dans une revue pédagogique scientifique et populaire, est un éloquent et chaleureux plaidoyer pour l'instruction générale et obligatoire du peuple russe; il convient surtout à une revue se dévouant à la cause de l'enseignement, de s'occuper et d'approfondir cette question qui, actuellement en Russie est à l'ordre du jour et qui s'impose à tout esprit préoccupé de la prospérité de son pays. Dans son étude, l'A. apporte aussi des statistiques intéressantes qui démontrent qu'au point de vue de l'instruction publique demeure en tête la Suisse qui est le plus petit Etat de l'Europe, tandis que la Russie, qui a la plus grande superficie et qui tient le premier rang parmi les grandes puissances, marche en queue, après le Portugal, lui-même précédé par l'Espagne, la Roumanie et l'Italie.

En effet, en Suisse (canton de Zürich), l'enseignement est obligatoire de 6 à 16 ans; dans le canton de Berne, de 6 à 15 ans. Il l'est de 7 à 15 ans en Saxe avec un cours supplémentaire suivi de 14 à 17 ans. En Italie, il n'est obligatoire que de 7 à 9 ans. En Russie, non seulement l'enseignement primaire n'est pas obligatoire, mais encore les écoles qui existent ne sont pas en état de recevoir le grand nombre d'enfants se présentant annuellement. La plupart de ceux-ci sont obligés d'attendre au moins deux ans au risque de dépasser la limite d'âge.

Les Etats-Unis dépensent le plus pour l'instruction de leurs futurs citoyens, le total de la somme monte à 884 millions de francs. De tous les pays, la Russie dépense le moins pour l'instruction publique, son budget est même inférieur (en proportion) à celui du Portugal. En Angleterre, sur 100 habitants 18,1 fréquentent l'école. En Portugal, la proportion n'est que de 4,7 pour 100, en Russie, seulement *trois* habitants sur cent. L'A. fait ensuite un historique de l'enseignement primaire en France, en se basant sur les données réunies dans le beau livre de M. Levasseur : *L'Enseignement primaire dans les pays civilisés*. En comparant la situation de l'instituteur russe avec celle d'un instituteur français, il fait cette observation : « *tant que l'instituteur* (en Russie) *sera tenu à faire preuve d'un dévouement héroïque*, la cause de l'enseigement populaire n'aura pas de terrain solide et sera assujettie à tous les hasards ».

MARIE STROMBERG.

REVUE DES LIVRES

LIVRES DE LANGUE ANGLAISE

The case against picketing, par W. J. SHAXBY ; vol. in-18, 86 p., 1 shelling 6 pence. the Liberty Review Publishing Co, Londres, 1898. — On entend en anglais par le mot *picketing* l'acte de personnes se tenant aux portes des usines, ateliers, docks, etc., surveillant ceux qui y entrent ou ceux qui en sortent, et les provoquant à faire grève. C'est ce qu'on appelle en France faire acte d'intimidation. En Angleterre, il y a l'intimidation « légale » et l'intimidation « criminelle », mais lord Bramwell, dans un discours du 6 mars 1891 à la Chambre des lords a essayé de prouver que, en fait, l'intimidation légale, si elle peut se comprendre en théorie, n'existe jamais dans la pratique, en temps de grève. Partant de là, M. Shaxby voudrait que le Parlement stipulât une fois pour toutes que ces rassemblements aux portes des usines et ateliers en grève en vue d'empêcher les « bons » ouvriers, même par la persuasion, sans violence d'aucune sorte, de continuer leur travail, constituent des actes illégaux et par conséquent condamnables. L'auteur cependant, ce qui est bien aimable de sa part, ne veut pas porter atteinte à la liberté de la parole, il admet que les ouvriers discutent leurs intérêts dans les meetings, mais il demande que la loi s'oppose énergiquement au « terrorisme » du « picketing », qu'il appelle dans certain endroit de son livre, une instigation au « suicide » du travail. Il examine ensuite l'état de la législation pénale par rapport à la liberté du travail et à l'intimidation aux Etats-Unis, dans le Newfoundlaud, au Canada, en Australie, en Italie, en Allemagne, en France, en Russie, en Suisse, en Suède, au Danemark et en Hongrie, et il en conclut que, dans la plupart de ces pays, la législation est plus « avancée », c'est-à-dire est moins libérale qu'en Angleterre; il demande qu'on renforce considérablement les dispositions de la loi de 1876 dite : *Conspiracy and Protection of Property Act*. VICTOR DAVE.

LIVRES DE LANGUE FRANÇAISE

Les Français d'aujourd'hui, par EDMOND DEMOLINS, vol. in-18 de XII-465 p. ; 3 fr.50; Firmin Didot, éditeur ; Paris 1898. — Dans la dernière ligne de son ouvrage, l'auteur nous annonce la publication future de volumes qui en justifieront le titre. Dans le livre actuel, il ne s'agit que des « Types sociaux du Midi et du Centre », et seulement d'un petit nombre de ces types, déterminés par le relief, la nature du sol

et le mode d'exploitation qui en est la conséquence. Ces personnages typiques sont dépeints d'une manière admirable, et c'est avec un intérêt passionné que j'ai lu les descriptions des clans, des familles et des individus représentatifs qu'il fait défiler devant nous, dans les Pyrénées et dans les Alpes, en Auvergne, dans la Marche, en Corse et en Provence. Mais il nous semble que M. Demolins s'est trop hâté de tirer des conclusions générales des exemples si intéressants qu'il nous a cités. Pour nous peindre en pied le « Français d'aujourd'hui », il faut avoir pris de nombreuses esquisses représentant non seulement les ruraux de toutes les provinces, mais aussi les citadins de la petite ville et les urbains par excellence, ceux de Paris, où se mêlent tant d'éléments divers et qui, disons-le, comptent individuellement beaucoup plus que les frustes exemplaires des régions écartées. Il se constitue un type nouveau, dans lequel se retrouvent, en proportions fort difficiles à mesurer, les traits de tous les types antérieurs. Dans cette grande capitale, de même que dans les autres centres cosmopolites de l'activité mondiale, se forment des représentants de l'humanité tout entière, supérieurs à tous les types nationaux d'autrefois, Français, Anglais ou Américains.

En réalité, l'impression générale que je reçois de l'ouvrage de M. Demolins, sans préjuger les modifications qu'y apportera la continuation de la série, est que le titre est mal choisi. Le Français que l'on montre à nos yeux est beaucoup plus celui d'hier que celui d'aujourd'hui, et même ce n'est pas le Français que M. Demolins analyse devant nous, ce sont les provinciaux : Béarnais et Dauphinois, Caussenards, Limousins et Provençaux. L'étude de M. Demolins est tellement spécialisée que le livre se rapporte plus aux origines de la nation française qu'à son état actuel, ceci dit sans vouloir diminuer la valeur de l'œuvre dont nous parlons, bien au contraire. L'arbre n'est point connu tant qu'on n'a pas suivi les vibrations de la vie jusque dans le réseau mystérieux de ses racines.

C'est à ce point de vue que l'auteur dissèque le montagnard qui pérégrine des hauts pâturages à la plaine et de la plaine aux pâturages des monts pour trouver dans ce pâtre la cellule originaire des paysans du Béarn et du Dauphiné. Avec la même sagacité et la même acuité de perception, il nous montre les beaux herbages de l'Auvergne qui ont fait le superbe bétail de Salers et qui, par contre-coup, ont enrichi le propriétaire, ont assoupli ses facultés commerçantes, ont fait son éducation de maquignon émérite. Arrivé dans la Provence et le Comtat-Venaissin, l'auteur nous expose aussi ingénieusement comment le paysan de ces contrées est devenu petit propriétaire, grâce à la culture des arbres fruitiers, qui n'exige ni grande main-d'œuvre ni forts capitaux, ni connaissances supérieures ; il nous dit aussi comment ce même Méridional, exploitant ses arbres fruitiers, a développé ses aptitudes de petit commerçant pour l'huile, le savon, les amandes ; enfin, à force de prouver, il finit par trop prouver, lorsqu'il cherche à établir que le Méridional a, sinon inventé du moins pratiqué plus en grand que tout autre ce qu'il appelle la « politique de la cueillette » — non pas seulement la cueillette des fruits, mais aussi la cueillette des places. — Sans doute dans les communes et les cités du Midi, le parti vainqueur s'empare de toutes les dépouilles du parti vaincu. Comme de droit naturel, il s'accorde les places, les bourses, les faveurs, le budget. Toutefois est-il exact de flétrir ces contrées du Midi comme celles où fleurit le plus la cueillette des places ? L'histoire de tout le deuxième demi-siècle dans lequel nous vivons, clame qu'il n'est pas un syndicat, pas un *ring* de pillage qui ait dépassé ou même atteint celui de New-York, cité qui n'est ni grecque ni latine, dans l'art de voler ou de piller le peuple. Est-ce la cueillette des fruits qui a rendu les politiciens de Tammany Hall si adroits à se faire verser les pots de vin ? N'est-ce pas la transformation rapide de la politique en grande industrie, sous la direction de sociétés anonymes, qu'il faut en accuser ? Nous y voyons surtout les suites directes d'une situation économique qui dérive de l'accaparement des fortunes. M. Edmond Demolins se fait la part trop belle lorsqu'il affirme triomphalement (p. 116) que « toutes ces conséquences considérables ont pour point de départ et cause principale le développement extraordinaire des productions fruitières du Midi ! »

Je reprocherai : également à l'auteur de donner certaines hypothèses comme vérités établies, sans prendre la peine de les étayer d'une argumentation quelconque. Ainsi les « Pyrénéens, anciens Ibères, appartenant au type des populations arrivées des déserts de l'Afrique » ! Voilà ce que l'on nous déclare en toute assurance (p. 154),

comme devant nous aider à comprendre l'organisation de la famille en Armagnac. De même, on nous affirme en parfaite tranquillité d'esprit que les Celtes, se dirigeant vers les Gaules, « y arrivèrent en droite ligne à leur sortie de la vallée du Danube ». L'auteur nous dit également comment « ils descendirent cette vallée de la Loire, où ils purent continuer à mener leur vie à demi pastorale, grâce à la large bande de prairies qui bordent les rives du fleuve..... Depuis qu'ils étaient sortis de la puzta hongroise pour s'engager, bien plus de force que de gré, dans la partie étroite du haut Danube, pareille bonne fortune ne leur était pas arrivée ». Ce sont là des assertions tranchantes, fort audacieuses dans la bouche d'un observateur qui se plaît aux méticuleuses recherches sur l'histoire précise, détaillée, des familles et des villages.

Des faits, tels qu'il les a vus et interprétés, M. Demolins déduit très nettement des conclusions et les formule comme des lois. A ses yeux, la grande propriété tient dans ses flancs les progrès de l'agriculture; le petit paysan, prolétaire agricole, est à jamais incapable de faire quoi que ce soit pour l'amélioration du sol : il est condamné d'avance à se tourner vers le capitaliste comme vers un libérateur. « L'avenir de la culture est uniquement dans l'initiative éclairée des hommes qui possèdent les capitaux » (p. 332). Dans un autre passage (p. 329), l'auteur nous montre le propriétaire intelligent « aux prises avec les métayers dont il a entrepris de faire des hommes nouveaux : en effet, ce n'est pas seulement le bétail et les procédés de culture qu'il faut renouveler, c'est l'homme ».

Nous souhaitons toute chance à ce capitaliste luttant contre la routine, mais cela ne nous empêche point de professer une doctrine tout à fait contraire à celle de M. Demolins. En agriculture, aussi bien que dans toutes les autres branches du travail humain, l'émancipation des travailleurs ne viendra que des travailleurs eux-mêmes. Certes, si d'illustres agronomes ont introduit dans certains pays d'excellentes méthodes de culture, s'ils ont fait connaître des espèces nouvelles de plantes ou d'animaux, ou bien encore pratiqué des industries que l'on ignorait avant eux, il ne faut pas oublier que la grande propriété dans son essence comporte fatalement la privation de la propriété pour le plus grand nombre. Si quelques-uns ont beaucoup, c'est parce que la grande majorité a peu de chose, que des multitudes n'ont rien du tout. De grands propriétaires saisis par la passion du sol peuvent devenir des bienfaiteurs locaux, mais la grande propriété elle-même est un désastre à peine moindre que la dévastation et l'incendie : elle finit d'ailleurs par arriver au même résultat, c'est-à-dire à la ruine des populations et le plus souvent à celle de la terre elle-même. Sans doute le seigneur intelligent arrive à former d'excellents valets de ferme; il aura des domestiques d'une irréprochable correction ; mais en supposant même que l'industrie féconde inaugurée par lui donne à toute la population environnante un travail surabondant, n'est-il pas inévitable que par sa façon de dicter le travail, il fasse des sujets avilis au lieu de préparer de nobles égaux? Tous ces hauts personnages terriens s'efforcent, nous le savons, de conserver une société à caractère essentiellement monarchique; bien plus, ils cherchent à revenir vers le passé, à détruire dans leur milieu tous les éléments démocratiques, à reconstituer un monde féodal où le pouvoir appartienne à ceux qu'ils jugent le plus méritants — c'est-à-dire à eux-mêmes, — et à défaut de mérite, aux mieux apanagés. Une carte de France indiquant la répartition de la terre indique aussi la distribution des partis politiques : le mur des grands parcs mure aussi les esprits. Parmi les raisons qui livrent d'avance tel canton à des représentants et à des maîtres réactionnaires, à la fois cléricaux et militaristes, il n'en est pas de plus décisive que l'influence des puissants gentilshommes. Sans même se donner la peine de faire voter leur valetaille et leurs fermiers, ils les dirigent par le fait même de leur pouvoir dans une voie d'abaissement moral. Toute la séquelle vote sincèrement en vue d'un régime d'obéissance envers le maître héréditaire : c'est le même esprit qui dicte les suffrages des larbins et des fournisseurs dans les quartiers élégants des cités et des villes d'eaux. Qu'on lise les admirables monographies de communes, dressées avec tant de soin et de scrupule par M. Arsène Dumont, qu'on étudie surtout celles qui se rapportent au canton de Beaumont-Hague, et l'on verra combien effroyable est la malédiction que le régime de la grande propriété fait peser sur les communes rurales.

Toute l'argumentation de M. Demolins relativement à l'avantage de vastes domai-

nes de culture repose sur cette hypothèse, que le possesseur fortuné de ces immeubles se considère comme un éducateur de ses paysans, comme un dispensateur responsable de ses revenus; mais cette supposition est souvent gratuite. L'histoire nous dit que la plupart des propriétaires de grands domaines sont des jouisseurs qui reçoivent comme un dû le produit du travail d'autrui et ne donnent rien en échange. Plusieurs ne font pas même à leurs corvéables l'aumône de leur présence; pratiquant « l'absentéisme », ils dépensent dans une capitale et dans les villes d'eaux et de jeux l'argent qu'il coûte si cher à leurs paysans de ramasser; à l'égard de ces hommes dont ils sont en équité les fidei-commissaires, ils se mettent dans une situation qui entraîne fatalement des sentiments de haine, d'envie, d'abhorrence réciproque et qui contient en germe, soit la décadence, soit la révolution. Et, pour quelques magnifiques domaines dirigés avec science comme des usines pourvues des plus récents procédés, que de vastes étendues possédées par un seul, où la terre se trouve encore à l'abandon, où nul agronome ne dose la teneur des terres pour leur confier précisément les plantes qui leur conviennent et mesurer à celles-ci exactement la nourriture voulue. Si dans l'économie générale de la France, on pouvait établir en détail d'un côté la somme de tous les excédents de bénéfice dus à la gérance d'un seul dans les grands domaines, et de l'autre côté le total de toute la déperdition causée dans les communes par la substitution des parcs, des territoires de chasse et des landes aux petites propriétés dépossédées, nul doute que la balance ne penchât beaucoup du côté de l'appauvrissement. Il en resterait acquis que la grande propriété est bien pour les peuples modernes ce qu'elle fut pour les peuples anciens, le fléau de la mort. La situation de l'Angleterre, que l'on aime à nous citer comme modèle de pays agricole, parce que les rares terres à blé, choisies parmi les meilleurs sols, donnent des récoltes supérieures à celles des autres pays, cette situation est-elle donc si enviable? Produire pour douze ou quatorze semaines de nourriture seulement et vivre, pendant les trois quarts de l'année, d'aliments importés, ce sont là certainement des conditions redoutables d'existence nationale.

Heureusement le régime de la grande propriété n'a point prévalu d'une manière absolue et l'initiative individuelle a trouvé de nombreux dérivatifs en notre monde bouleversé par les révolutions. Quoi qu'on en dise, cette initiative s'est fait jour, surtout parmi les maraîchers et même parmi les petits cultivateurs de campagne, quoiqu'avec moins de faste, moins de littérature et de banquets que parmi les riches agronomes. Je connais en province un notaire agriculteur, dont l'étude ne désemplit pas de paysans qui viennent lui demander avis sur engrais et semences, sur labourage et drainage. Sans doute, le pauvre est routinier et n'aventure son obole rognée par le fisc et l'usure qu'avec une extrême prudence, mais il l'aventure pourtant : il sait observer, expérimenter, apprendre; les générations et les siècles ne passent pas sur lui sans qu'il réalise des progrès durables. La terre de l'âpre paysan rapporte aujourd'hui plus du double de ce qu'elle rapportait lorsque Arthur Young parcourait les terres de France au siècle dernier et qu'il en constatait la pauvreté désolante. Il y a progrès par le fait de l'initiative isolée et cependant l'union des forces, qui joint tous les avantages de la grande et de la petite propriété, n'est presque pas intervenue. Elle ne fait que s'annoncer par des syndicats de culture, par des achats ou des locations de machines en commun, et quoique cette œuvre de collaboration soit à peine commencée, les conséquences heureuses s'en font déjà puissamment sentir.

Voilà bien des chicanes, dira-t-on! Puisque l'ouvrage de M. Demolins offre à la lecture un puissant intérêt, pourquoi ne pas se borner à le recommander avec instance au public? Mais c'est précisément parce que les *Français d'aujourd'hui* sont un livre de haute valeur, qu'il convient de s'en saisir et de le discuter en toute franchise, non seulement dans ses détails, mais aussi dans son principe même. Oui, dans son principe! Car on peut se demander si la science sociale, telle que la comprennent M. Demolins et ses disciples ne repose pas sur une classification erronée des faits. A l'entendre, cette classification, établie par M. de Tourville, est un instrument de travail aussi précieux pour les progrès de la sociologie que le fut la nomenclature chimique pour les progrès de la chimie (p. 133). Grâce à son emploi, rien ne serait plus facile que « d'analyser exactement et rapidement les sociétés les plus compliquées ». Mais, au contraire, il nous semble que cet instrument, fort dangereux entre les mains de chercheurs maladroits, peut les entraîner aisément

à toutes les absurdités, car il n'y a point de classification régulière et constante des faits sociaux. La nomenclature à dresser varie pour l'étude de chaque groupe social, puisque l'importance des faits se modifie sans cesse suivant les temps et les lieux, aussi bien pour les peuples que pour les individus. Des civilisés et sur-civilisés baignent en un milieu tout différent que celui dans lequel se trouvent des primitifs, et soumettre les uns et les autres à un même questionnaire, rédigé dans le même ordre, c'est aboutir fatalement à la confusion des langues, autour d'un nouveau temple de Babel. ELISÉE RECLUS.

La Photographie de l'Invisible; les rayons X, par L. AUBERT; vol. petit in-18 de 191 pages; 1 franc. Collection des Livres d'or de la Science; Schleicher, éditeur, Paris, 1898. — M. A. fait l'historique de la découverte des rayons X; explique ce que la Science nous apprend sur eux à l'heure actuelle et montre leurs diverses applications. Bon livre où le souci de la clarté n'exclut pas l'érudition, peut-être même l'auteur est-il trop savant: on sent des réticences brusques; certains phénomènes sont insuffisamment expliqués. Peut-être aussi l'auteur exalte-t-il trop le mérite de Rœntgen aux dépens des savants qui le précédèrent. Mais, malgré tout, bon livre qui atteindra assez facilement son but d'éducation populaire et surtout livre utile.

La révision de la Constitution, par HENRI SOULIER, brochure in-8°, 64 pages, 1 franc; Giard et Brière, éditeurs, Paris 1898. — L'auteur trouve anti-démocratique la constitution qui nous régit. Une révision lui paraît nécessaire. M. S. affirme que malgré les apparences contraires, le peuple veut cette révision; il dit le contraire parce qu'il a peur. Donc, il faut la faire et la faire de suite. Suit une énumération des bonnes choses qu'elle contiendra. Parmi les éternelles garanties, signalons la gratuité de la justice, la souveraineté du peuple et le respect de la liberté. Comme système politique l'A. préconise une seule Assemblée nationale, se sectionnant elle-même en deux Chambres qui, en cas de conflit, sont départagées par le peuple. Ce système me semble avoir surtout le mérite de la nouveauté.

Des origines et de l'état social de la nation française, par HENRI SOULIER, 1 vol. in-8° de 520 pages, 8 francs; Giard et Brière, éditeurs, Paris 1898. — Ce livre est surtout un plaidoyer. Au reste l'auteur ne s'en cache pas : en sa préface, il avoue que l'histoire lui apparut en un temps comme la seule ressource pour ouvrir les yeux à un peuple opprimé. Le temps a coulé; l'oppresseur a disparu et, avec lui, la tyrannie; mais l'auteur a gardé ses conceptions. L'histoire lui est encore un moyen de convaincre. En une première partie du livre, M. S. brosse quelques tableaux de notre histoire sociale. Ces tableaux ne sont point complets; bien des détails manquent et quelquefois même d'importants. Mais l'impression d'ensemble paraît assez juste. La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à la discussion des différents systèmes proposés pour la solution du problème obscur encore de nos origines. Enfin, une conclusion résume l'actuel état de la France et même prétend nous donner une idée de l'avenir. Ici, les tendances de l'auteur vers un plaidoyer s'accentuent. L'historien a disparu : il ne nous reste plus qu'un homme de parti, un politicien qui nous vante sa panacée. M. S. est commis en Panacée radicale : impôt global, suppression du sénat, séparation de l'Eglise et de l'Etat, accompagnés de l'éreintement habituel des doctrines socialistes. Retenons seulement cet aveu : « Il est difficile de dire quels seraient les effets d'un régime dont on n'a jamais fait l'expérience... » Alors, à quoi bon le condamner en affirmant qu'il serait « nuisible à la Société et à l'Individu... » ?

L'Homme nouveau, par CH. MALATO, brochure in-18 jésus de 62 pages; 1 franc. P. V. Stock, éditeur; Paris, 1898. — L'auteur a fait récemment une *Philosophie de l'anarchie*, qui a été accueillie ici-même avec éloges. Cette fois, avec l'*Homme Nouveau*, M. Malato a moins bien réussi. L'homme est variable, il évolue incessamment. Voilà ce que l'auteur a voulu démontrer. La brochure renferme à chaque page une répétition nouvelle de cet axiome, présenté chaque fois sous une nouvelle forme. Clou bien martelé n'entre que plus avant, dit-on souvent. Pourtant cette

vérité est tellement commune et elle est si peu contestée (du moins théoriquement), qu'il semblait inutile d'y insister autant. En somme, brochure bonne pour la propagande, mais peu propre à jeter des notions nouvelles dans l'esprit du lecteur.

G. CHARLIER.

A propos d'Eusapia Paladino, par GUILLAUME DE FONTENAY ; un vol. in-8, 280 p. avec photographies. Société d'éditions scientifiques, éditeur. Paris 1898. — J'ai lu, sans parti pris, ce compte-rendu scientifique des trois séances que le médium bien connu de Lombroso, Richet, etc., donna à Montfort-L'Amaury du 25 au 28 juillet 1897. On croirait lire le compte-rendu d'une expérience de laboratoire, tellement tout est prévu, analysé, toutes les précautions minutieusement prises, le contrôle rigoureux ; bref tout est scientifiquement fait. Le livre mériterait une analyse approfondie et non un bref compte rendu, ce qui, il est vrai, nous amènerait à reviser le procès du spiritisme. Il est vrai qu'après cette revision, j'innocenterai complètement le spiritisme de tous les griefs. La lecture de ce livre, que je recommande à tout chercheur, m'a convaincu qu'il y avait dans le spiritisme quelque chose de vrai, de scientifiquable si l'on peut dire et qu'au lieu de railler les spiritistes, pour la plupart hommes de grande valeur et habitués aux recherches scientifiques comme Crookes, Aksakoff, de Rochas, Charles Richet, Lombroso, etc., on ferait mieux de lire, de voir, d'expérimenter à son tour si possible et de se dire que bientôt le domaine des esprits sera aussi scientifiquement exploré et connu que l'est celui des êtres et des choses. La lecture du *Sic cogito* de *Hajden*, du livre de *Carl du Preel* et du présent livre ont fait de moi un ami de ceux qui cherchent la vérité dans ce domaine aussi. Une chose, il est vrai, vous froisse dans toutes les expériences spirites, c'est que les soi-disant esprits se manifestent de ridicule manière comme lévitations des tables, pincements, coups, sons d'instruments de musique, etc. ; mais la faute en est peut-être aux expérimentateurs qui se bornent à cela seulement. Il est vrai qu'au commencement on se livrait pour l'électricité à d'aussi puériles expériences, ce qui n'a pas empêché l'électricité de progresser à pas de géant et de se manifester par les machines, l'éclairage, etc.

Le livre est divisé en trois parties : 1 les faits, c'est-à-dire le compte rendu des trois séances, le contrôle ; 2° les témoignages des assistants ; 3° une explication propre de l'auteur, du spiritisme et de tous les phénomènes. C'est la partie la plus originale de l'ouvrage, c'est une explication scientifique de tous phénomènes spirites. Le texte est illustré de plusieurs photographies de la table en lévitation, des moulages des empreintes des doigts et de la face de *John*, le soi-disant esprit d'Eusapia Paladino, obtenues pour la première fois, je crois. Pour finir citons et méditons la maxime que l'auteur met à son livre : « Nous appelons contre nature ce qui advient contre la coustume » (*Essais* de Montaigne).

Dr P. J. ST.

La Russie économique et sociale à l'avènement de S. M. Nicolas II par le Vte COMBES DE LESTRADE ; vol. in-8 de X-459 pages ; 6 fr. ; Guillaumin éditeur, Paris 1897. — Ce qui saute aux yeux dans cet ouvrage, c'est l'admiration de l'auteur pour la Russie officielle, la Russie du tzar, et son ignorance de la situation véritable du pays qu'il décrit. L'introduction et la conclusion ne présentent qu'une série d'éloges à l'adresse du gouvernement russe et surtout de la politique d'Alexandre III qui, comme s'exprime l'auteur, a « russifié » la Russie, lui a rendu son vrai caractère national et dont le règne a paru trop bref à « l'amour du peuple russe » et au « respect de l'Europe ». (Ce que l'auteur ne dit pas, c'est que ce règne n'a été pour la Russie qu'une longue nuit de réaction et que la mort d'Alexandre III a été accueillie par une grande partie de la population russe comme une délivrance). « La Russie est calme, heureuse, prospère », affirme M. Combes de Lestrade — et la Russie souffre actuellement d'une famine dont la population aura beaucoup de peine à se relever. « Les gens qui veulent des réformes sont heureusement peu nombreux », dit-il encore — et le mécontentement grandit en Russie de plus en plus, gagnant non seulement les « intellectuels », mais peu à peu aussi les masses ouvrières. Le gouvernement russe semble à l'auteur un modèle de bonté, un gouvernement tout paternel. « De même qu'un père ne refusera jamais d'entendre ses enfants dans leurs griefs

et leurs plaintes, dit-il, de même l'empereur de Russie ou ceux qui ont la délégation de son pouvoir, ne fermeront jamais l'oreille aux requêtes des sujets. » En cela l'auteur est parfaitement d'accord avec ces réactionnaires russes qui voudraient ôter au peuple toute possibilité de s'instruire, supprimer toute pensée vivante dans le pays, complètement abrutir les élèves des collèges en bornant leurs études aux langues anciennes, ces réactionnaires qui rêvent de défendre aux sujets russes toute lecture, de faire taire la presse, qui tiennent à conserver les peines corporelles pour les paysans, etc. Mais au moins les réactionnaires russes sont-ils logiques : ils partent d'un point de vue général et combattent partout les moindres traces du libéralisme. L'auteur de la « Russie économique et sociale », en sa qualité de citoyen d'un pays républicain, est plus ou moins libéral; comment alors arrive-t-il à sortir de cette contradiction. Entre la Russie et l'Occident, dit-il, il n'y a rien de commun: ce qui est bon pour nous est mauvais pour les Russes et inversement. Les Russes n'ont aucun besoin des libertés dont jouissent les autres pays; ces libertés leur seraient même funestes, tandis que maintenant ils vivent dans un bonheur parfait. Peut-être le système des passeports est-il un peu vexatoire, mais il est bon de ne pas trop s'en plaindre, de peur de faire croire au reste de l'Europe que la Russie vit sous un régime de tyrannie policière. En réalité l'aristocratie russe, si paternelle, n'a rien de commun avec le despotisme et les Russes en sont très satisfaits. C'est ainsi que M. Combes de Lestrade arrive à concilier son libéralisme avec son admiration pour le régime de la Russie — ce qu'il fait d'autant plus facilement que lui-même n'a pas à souffrir des inconvénients de ce régime.

Le livre tout entier est fait dans ce sens. L'auteur passe en revue l'organisation politique et juridique de la Russie, ses finances, son agriculture, son industrie, et partout il admire sans réserves. Les mauvais côtés des institutions sont laissés dans l'ombre, aucun mot n'indique la situation misérable de la masse du peuple. Ce caractère ôte à l'ouvrage la valeur qu'il aurait pu avoir comme recueil de renseignements.

J. M.....EFF.

Un prolétariat méconnu. Etude sur la situation sociale et économique des ouvriers juifs, par L. SOLOWEITSHICK. vol. in-8, 128 p. Bruxelles, H. Lamertin éditeur, 1898. — Le titre de ce livre nous semble juste. Le prolétariat dont il est question est non seulement inconnu, mais réellement méconnu. L'A. nous fait connaître la situation de ce peuple, voué à une haine implacable qui le poursuit partout. A côté du faste que peuvent afficher quelques-uns de cette race, quel amas de misère, car dans la description que nous fait l'A. il n'est pas de peuple qui ait plus souffert, qui ait subi et subisse encore tous les jours de si flagrantes inégalités. C'est en Hollande, c'est dans l'East-End de Londres, quartier foncièrement juif, c'est aux Etats-Unis, en Russie et ailleurs où la race juive s'est retranchée, qu'elle exerce les professions les plus diverses, depuis la taille du diamant jusqu'à la fabrication des cigarettes. Partout elle est soumise au sweating system, de travailler pour des salaires si dérisoires qu'ils ne suffisent pas à son entretien. L'héroïsme avec lequel elle supporte toutes ces avanies est réellement étonnant, et malgré cela elle cherche à relever son niveau moral et matériel. Si dans nos pays occidentaux, les juifs sont non pas adversaires, mais indifférents à l'organisation ouvrière, aux Etats-Unis au contraire, ils en deviennent les principaux promoteurs. Cette étude que complète une bibliographie de la question est digne d'être lue avec attention. Elle nous montre d'une façon claire un sujet qui a rarement été traité d'une façon si complète.

PAUL DEUTSCHER.

Les Sélections sociales par G. VACHER DE LAPOUGE; volume in-8 de XII-503 p.; 10 fr.; A. Fontemoing éditeur; Paris 1896. — Cet ouvrage déjà ancien a soulevé des polémiques nombreuses et parfois vives; on se l'explique aisément en le lisant. Faire une critique sérieuse, c'est-à-dire adéquate à l'ouvrage même, de l'œuvre de M. de Lapouge est impossible en cette simple revue bibliographique. Il faudrait écrire un ouvrage au moins égal à *Sélections sociales*. Nous nous bornerons à indiquer ce qu'est l'œuvre de M. de Lapouge, en notant qu'il renferme des assertions, des déductions, très originales toujours, très aventurées, très risquées souvent.

L'auteur a divisé ses *Sélections sociales* en quinze chapitres dont voici les titres:

1° Le Darwinisme dans la science sociale; 2° Lois de la vie et de la mort des nations; 3° Transmutation et sélection; 4° Agents de transmutation, éducation; 5° Climat, régime; 6° Croisements, métissage; 7° Sélection naturelle et Sélection sociale; 8° Sélection militaire; 9° Sélection politique; 10° Sélection religieuse; 11° Sélection morale; 12° Sélection légale; 13° Sélection économique; 14° L'ancienne Grèce et la sélection sociale; 15° la Sélection systématique.

Cette œuvre fait penser et soulève de nombreux problèmes sociaux. Elle conclut à la prédisposition de certaines races à la domination sur d'autres races. Nous ne saurions trop conseiller de lire avec soin l'ouvrage de M. Lapouge et nous souhaitons qu'il provoque des études de même nature qui viendront ou confirmer ou infirmer la thèse hardie de cet anthropologiste. S. L.

Les origines du socialisme d'Etat en Allemagne, par Ch. Andler. 1 vol. in-8 de 492 pages, Alcan éditeur, Paris, 1897. — La notion de socialisme d'Etat est un peu obscure pour nous autres Français; elle me semble pouvoir être définie en ce qui concerne l'Allemagne : la notion d'une monarchie sociale (liquidant les formes du passé, préparant les voies de l'avenir, équilibrant les forces économiques) fondée sur la tradition idéalisée de l'Etat prussien et sur la conception juridique née du contact entre une philosophie développée et des survivances du droit germanique. En Prusse l'Etat n'a jamais cessé de créer des moyens de production, de distribuer les terres, de coloniser à l'intérieur. Les formes de propriété germanique permettent aux Allemands de comprendre tout autrement que nous ce qui est *social*: plutôt nous comprenons ce terme dans le sens *d'addition d'unités* que dans celui de *combinaison*. — Le socialisme d'Etat se pose, tout d'abord, comme une théorie formelle du droit et se propose de savoir ce qu'il faut penser de la propriété et de la liquidation de la propriété. L'A. traite ces questions en trois chapitres, prenant pour chaque question le problème à son origine et l'amenant jusqu'à l'époque de Rodbertus; le point culminant de cette discussion est la théorie des droits acquis, par laquelle Lassalle se constitue le maître de la pensée nouvelle. Il faut ensuite étudier le contenu du droit, avant que le droit ait encore placé son empreinte attributive : l'économie fait l'objet du second livre, où l'on examine le besoin, l'utilité, le travail, toutes les catégories économiques dans le genre social. Les recherches ingénieuses de Thünen et les thèses de List, qui ont exercé une si grande influence en Allemagne, sont ici mises à contribution; l'A. résume les théories historiques de Rodbertus sur l'organisation du travail dans les *latifundia* de l'Empire romain et sur la transformation de l'esclavage en colonat. La troisième partie de l'œuvre est consacrée à l'étude des questions où les socialistes d'Etat me semblent avoir été peu heureux; ils prétendent, en effet, calculer le salaire naturel, le taux naturel de l'intérêt et donner des formules pour faire disparaître ce que les revenus ont d'inconciliable avec le droit. Les calculs mathématiques de Thünen sont soumis à une vérification rigoureuse, qui ne leur est pas toujours favorable. — Rodbertus, dans l'œuvre duquel se condense tout ce qu'a de plus essentiel le socialisme d'Etat, pensait que la liquidation sociale pourrait se faire par extinction graduelle des propriétaires, que les travailleurs intellectuels auraient à se partager une somme voisine de celle qu'on paie aux propriétaires et aux capitalistes, que les ouvriers verraient leur sort s'améliorer du fait de la meilleure organisation du travail (p. 458). Il y a dans ce vœu un peu trop du fonctionnaire prussien! Ce livre me semble surtout remarquable par la grande unité qu'il établit dans la pensée allemande depuis Hégel jusqu'à Rodbertus. Il serait utile qu'il fût complété par un autre livre montrant l'influence que les doctrines révolutionnaires ont eue sur les socialistes d'Etat et ce que les marxistes ont pris à leurs adversaires. On sait avec quelle animosité des discussions de priorité ont été soulevées entre les écoles de Marx et de Rodbertus.

La philosophie de Nietzsche, par Henri Lichtenberger 1 vol. in-12 de 186 pages, Alcan éditeur, Paris, 1898. — Nietzsche a laissé une œuvre considérable, mais inachevée touffue, difficile à interpréter. Il fut surtout un grand artiste, dont la vie a été un long martyre. L'A a très bien réussi à mettre en lumière les points essentiels de cette œuvre; il n'admet point, comme l'ont fait des critiques superficiels, que N. ait été dérangé d'esprit avant la catastrophe de 1889. La biographie de N. est résumée d'une manière très claire; l'A. nous montre comment, après avoir été un admirateur enthousiaste de

Schopenhauer et de Wagner, son esprit s'émancipa complètement; peut-être aurait-il été utile d'insister un peu plus sur un trait remarquable de la constitution psychologique de N., chez lequel le travail de la pensée était très en retard sur le développement subconscient (p. 68). — Des écrits composés de 1883 à 1888 l'A. tire une belle exposition des théories de l'homme et du surhomme; je me demande toutefois si la conception éthique qui doit sortir de l'œuvre de N est vraiment aristocratique: N. a horreur de M. Homais, du démocrate-philistin (p. 57); il comprend que leur démocratie est, au fond, identique à la doctrine chrétienne (p. 123); il n'admet pas la religion de la souffrance (p. 129); il n'entend pas que « l'individu doit trouver son bonheur dans le bonheur du corps social » (p. 124); le *socialisme servil* lui est donc odieux. Si N. conçoit le surhomme comme aristocrate, c'est qu'il fait de la solution darwinienne un dogme, un impératif de la Nature; mais si l'on rejette cette superstition, a théorie du surhomme pourrait se résumer en ceci : l'humanité doit s'émanciper de tous les préjugés issus de la tradition bourgeoise. Rien ne prouve que la *volonté de puissance* qui est si bien mise en évidence par N. doive toujours s'exercer sur l'homme. N. croit que de la souffrance sortira le salut de l'humanité (p. 148); c'est un peu chimérique. — Cette philosophie est couronnée par l'hypothèse du *retour éternel* des choses (p. 19), qui me semble contraire aux idées de la physique moderne.

L'œuvre économique de K. MARLO, par E. ALLIX; vol. in-8 de 283 pages, Giard et Brière éditeurs, Paris, 1898. — Karl Georg Winkelbrech, plus connu sous le pseudonyme de Marlo, a publié de 1850 à 1865 un très gros volume sur l'organisation du travail; ce livre est resté inachevé. Il est presque entièrement consacré à discuter les théories de l'école libérale et les projets de réformateurs sociaux antérieurs à 1848; les idées de Marlo sont assez difficiles à bien saisir. M. Andler nous a appris que cet ouvrage n'a eu aucune influence sur le socialisme d'Etat allemand; M. Allix s'illusionne beaucoup quand il écrit que Marlo peut ouvrir des voies nouvelles aux réformateurs contemporains (p. 274), quand il affirme que beaucoup de mesures préconisées par Marlo ont été réalisées : « réglementation étroite de l'industrie, prohibition de la spéculation et des jeux de Bourse, établissement des corporations dans un sens plus moderne » (p. 269) — Marlo manque d'originalité; l'auteur n'a pas été heureux dans la recherche des sources de cet éclectisme; il s'est contenté de relever des analogies accessoires, au lieu de déterminer les tendances que l'écrivain allemand avait en commun avec les grandes écoles contemporaines. — L'auteur n'a pas observé que dans les écrits des moralistes, il y a toujours une grande différence entre les déclarations théoriques et les propositions pratiques : l'économie doit nous procurer le bonheur (p. 25); nous pouvons tous revendiquer une « égale prérogative » — *Gleiche Berechtigung* (p. 32); nous devons pouvoir développer complètement notre personnalité (p. 70); nous avons droit non seulement au travail, mais aussi au travail le plus fructueux (p. 104); — l'application se réduit à un système de corporations étroitement réglementées par l'Etat et à l'établissement d'ateliers de travaux publics pour les sans-travail. Marlo attachait une grande importance aux problèmes de la population; il reprochait aux libéraux de laisser faire, alors que l'Etat, en réglementant le mariage pourrait obvier à la surpopulation (p. 249). Il ignorait qu'à notre époque le produit augmente plus vite que la population. — Les critiques de Marlo sont parfois étranges; ainsi il s'élève contre les institutions de prévoyance; sans elles beaucoup d'ouvriers disparaitraient en temps de crise et les salaires pourraient ensuite augmenter (p. 154). — L'Etat joue un grand rôle dans ce système; « l'œuvre gouvernementale est le plus important et le plus productif des travaux » (p. 238); aussi Marlo imagine-t-il une combinaison d'élection populaire et de hiérarchie des talents (p. 235). — Marlo voulait (comme Le Play) fonder le droit économique sur la morale chrétienne; il considérait le christianisme à un point de vue qui rappelle souvent celui de Rousseau et pensait qu'au Moyen-Age on n'avait eu qu'un paganisme mitigé (p. 34). L'auteur rapproche les idées religieuses de Marlo de celles de Saint-Simon (p. 36); je crois que c'est à tort; il aurait dû montrer qu'on ne peut passer de la morale au droit sans un postulat religieux. — Marlo signale les profondes différences qui existent entre la conception philosophique de la Cité chez les Grecs et les théories du droit civil de Rome (p. 147); il ne cesse de décla-

mer contre le droit romain: il existe encore en Allemagne (surtout parmi les catholiques) beaucoup de gens qui ne peuvent pardonner aux légistes d'avoir bouleversé le droit du Moyen-Age. Ce que dit Marlo sur ces questions est assez faible : il n'était ni historien, ni juriste.

G. SOREL.

L'activité de l'homme, par W. TENICHEFF, traduit du russe par l'auteur ; vol. in-8, 261 pages ; Cornély, éditeur, Paris, 1898. — L'auteur de ce livre expose les principes qui doivent servir de règle à l'étude de l'activité de l'homme. Les actes et la conduite de l'homme, dans des circonstances données, dépendent des besoins de sa vie et de sa situation sociale. Les deux premiers chapitres sont consacrés à l'analyse de ces besoins et des difficultés que leur satisfaction peut rencontrer dans le milieu où ils sont appelés à se satisfaire. Le troisième chapitre donne une classification des connaissances indispensables pour juger et prévoir !!! les actes et la conduite d'une personne appartenant à telle ou telle peuplade, à telle ou telle classe d'une nation. Dans un quatrième et dernier chapitre, le plus long et le plus intéressant, l'auteur résume, d'après Cranz et Klutschak, ce qu'on sait des tribus d'Esquimaux avant l'influence européenne.

Les populations primitives, par le GÉNÉRAL POTHIER. Essai d'interprétation des documents archéologiques par la géologie et les textes ; avec deux cartes ; vol. in-8 ; Champion, éditeur, Paris, 1898. — Livre fort intéressant, et, ce qui ne gâte rien, agréable à lire, que nous recommandons à ceux qui sont curieux d'hypothèses sur la préhistoire. La plupart de celles que propose l'auteur nous paraissent très vraisemblables. Parmi les souvenirs que nous ont légués les anciens âges, dit-il, les tombeaux jettent plus que tous autres une vive lumière sur les aspirations morales et religieuses des populations primitives, et, d'un autre point de vue, l'étude des territoires parcourus par elles, aidée de l'interprétation des textes, nous fait connaître les phases de leur évolution et la suite de leurs conditions sociales. L'auteur eût pu se dispenser d'invoquer dans les premières lignes de son ouvrage une providence dont il ne semble pas se soucier beaucoup dans le reste du volume.

C. FAGES.

LIVRES DE LANGUE ITALIENNE

Federico Nietzsche: La filosofia religiosa, la morale, l'estetica, par ETTORE ZOCCOLI vol. in-16°, 365 pages, Vincenzi, éditeur. Modène. 1898. — Le beau livre de M. Zoccoli se compose d'une éloquente préface, d'une riche bibliographie des œuvres du philosophe de Roecken et de ses commentateurs et adversaires et de l'étude approfondie de sa position en rapport avec le public, les circonstances extérieures de sa vie, et de ses opinions: c'est-à-dire, dans le domaine religieux, ses négations abstraites, ses négations historiques, ses négations sentimentales ; dans le domaine moral, que l'auteur appelle du « dilettantisme éthique », ses prémices critiques, sa construction abstraite, ses enseignements pratiques ; enfin, dans le domaine esthétique, ses idées générales, ses admirations de l'art wagnérien, puis sa révolte contre l'auteur de *Goetterdaemmerung*. Le livre est terminé par une vingtaine de pages de conclusions, où l'auteur résume son travail patient et éclairé par une critique large et sagace. Il se propose en son livre si élégalement symétrique de tirer une philosophie générale des aphorismes, des sentences, des fragments décousus dont se compose l'œuvre étrange et puissante du philosophe allemand ; en cette œuvre il n'y a pas de question de la pensée ou de la vie qui ne trouve une solution originale, ou au moins inattendue ; parmi les nombreuses contradictions, un lien subtil et intime unit les pensées incoordonnées; aucun ne peut assurément souscrire à toute sa doctrine, mais de même aucun ne peut se soustraire à toutes les suggestions qui émanent de sa personnalité souvent incohérente mais toujours énergique. Qu'importe, si les idées-mères de Nietzsche nous apparaissent dépourvues de fondement, même à une observation vulgaire ? Ce qui est bien sûr, c'est qu'elles ont un pouvoir de diffusion extraordinaire, et que cela est un fait très significatif dans le développement de la vie mentale contemporaine. Mais en outre, derrière cette doctrine dont M. Zoccoli nous trace les lignes fondamentales et nous fixe les détails les plus

compréhensifs, il y a bien un homme ; et un homme dont la vie fourmille d'inconnues psychologiques, jusqu'à l'inconnue la plus terrible et tragique, celle de la folie, qui depuis bien des années l'a soustrait au commerce intellectuel de ses semblables; un homme, donc, qui pour son génie et par son malheur a bien droit à ce que la critique lui soit respectueuse et délicate, malgré la violence d'expression dont il a revêtu des idées souvent criminelles, et presque toujours haïssables: c'est ce que fait, avec une finesse et une acuité vraiment extraordinaires, M. Zoccoli, qui arrive jusqu'à aimer son sujet, sans, par cela, lui céder un seul pouce de terrain dans la discussion théorique. La silhouette morale et intellectuelle de Nietzsche, dans ses traits les plus caractéristiques, est sous la plume de l'auteur bien nette et la place de son individualisme anarchique dans l'histoire de la pensée contemporaine, est déterminée avec une assurance que seule l'excellente méthode critique de l'auteur pouvait, à travers une étude si large et approfondie, lui fournir : dans la première méthode de son activité, Nietzsche peut-être considéré comme le plus génial des continuateurs de Schopenhauer ; depuis, en se détachant de lui, Nietzsche refuse de faire adhésion à aucun des courants de la pensée scientifique allemande, au sentiment national, à l'agitation romantique, aux tendances conservatrices, aux aspirations socialistes ; même, son individualisme anarchique ne peut se rattacher à celui de Spencer, ni des autres individualistes anglais : mais il se réduit, comme déjà l'avait observé M. Petrone, à un bizarre phénomène d'atavisme, à une monstrueuse exhumation morale de Thrasimaque et de Calliclès. Oserait-on dire, par exemple, que l'âme contemporaine puisse trouver soulagement à ses angoisses dans les doctrines de Nietzsche ? Nous avons tous un peu, dit M. Zoccoli, faim et soif de justice humaine, que nous voudrions voir répandue dans la vie pratique et dans les intimités de l'esprit ; qu'elle vienne donc, et qu'aucun ne l'en empêche ; qu'elle soit de telle nature qu'elle conduise à détester le rêve comme une chose fausse qui conduit dans le monde de l'insconcient, où le bien peut être vaincu par le mal ; et qu'elle soit telle aussi, qu'elle déteste également l'égoïsme, le sentiment funeste qui tue toute bonne énergie fleurissante dans le cœur des hommes.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE. — *Profilo antropologico dell'Italia*, par F. L. PULLÉ, Landi, éditeur, Florence, 1898. Important mémoire, couronné par la société italienne d'anthropologie et d'ethnographie, avec un petit atlas des races italiennes à travers les âges. — *La donna nuova*, par SCIPIO SIGHELE, Voghera éditeur, Rome, 1898. Petite brochure sur la question féministe, pleine de brillants aperçus et d'importantes données de fait. — *La proprieta sociale*, deux volumes, par ALESSANDRO GARELLI, Hœpli éditeur, Milan, 1898. L'auteur s'efforce de concilier les droits de l'individu sur la propriété privée, protégés par l'école libérale, avec ceux de la société dont le socialisme affirme la revendication. — *La scuola delinquente e ribelle*, notes et discussions par ANGELO SICCHIROLLO, Vallardi éditeur, Milan, 1898. Opuscule publié par l'Association professorale milanaise en défense de l'école contre les sottes accusations qui lui ont été lancées: par les amis de l'ignorance et de l'obscurité, à l'occassions des troubles récents, défense sereine et faite d'excellentes raisons. — *Per l'interpretazione economica della storia*; quelques notes sur l'assignation « coloniarie » dans le droit et dans la vie romaine, par A. OLIVETTI, Vivano éditeur, Bologne, 1898. L'auteur démontre que cette assignation constitue la source continuelle de la genèse et de tout le développement de la civilisation romaine. — *L'unità della coscienza*; 7e volume des œuvres philosophiques complètes de ROBERTO ARDIGO, Dragli éditeur, Padoue. 1898. La première partie de cette œuvre traite de la continuité dans la pensée comme dans la nature ; la deuxième, de la confluence mentale (l'ancienne et vulgaire association des idées); et la troisième de l'unité métaphysique, physique et psychique. — *La volonta umana in rapporto all'organismo naturale, sociale e giuridico*, par GIUSEPPE CIMBALI, 2e édition revue et corrigée, Bocca, éditeur, Rome, 1898 : violente et agressive polémique, souvent assaisonnée d'insultes gratuites et personnelles, contre le déterminisme, et en faveur des idées « classiques » dans la science et dans la philosophie du droit. — *Geografia commerciale economica universale*, par P. LANZONI, Hœpli éditeur Milan, 1898 : manuel très original et très pratique, plein de données utiles sur les produits naturels et industriels des divers pays, sur les moyens de communication, sur les commerces de tous les peuples civilisés et de leurs colonies. — *Un accademico pontaniano*, par le Dr FRANCESCO LO PARCO, Aviano di Puglia, stabilimento

tipografico appulo-irpino, 1898; c'est une bonne contribution à l'histoire de l'Humanisme et de la culture italienne au XVIe siècle. L'auteur y analyse la vie de Gerolamo Angeriano, ses œuvres, sa place parmi les écrivains de la Renaissance et démontre qu'il a été un précurseur d'Arioste et de Parini. — *La borsa ed il capitale improduttivo*, par CAMILLO SUPINO, Hœpli éditeur, Milan, 1898. L'auteur démontre que la bourse est presque le pouls et la synthèse de tous les phénomènes économiques, et étudie le capital improductif qui s'y concentre en des spéculations stériles et désastreuses, en détruisant une forte partie de la richesse nationale, en ralentissant l'accumulation du capital vraiment utile, en renforçant le profit, et en réduisant les salaires. — *Battaglie per un'idea*, par NEERA (Mme RADIUS), Baldini et Castoldi éditeurs, Milan 1898. Trois groupes d'articles de revue sur les plus ardentes questions d'esthétique et de morale, dans le but d'amener à un noble idéal cette partie du public qui, moins accessible aux difficiles raisonnements de la science, concentre malgré cela son attention vers ce qui la conduit à une haute conception de la vie.

MARIO PILO.

LIVRES DE LANGUES SCANDINAVES

Alinder (Souvenirs), par CARIT ETLAR ; Ernest Bojesen, éditeur, Copenhague. — Carit Etlar est le pseudonyme du Walter-Scott populaire, si populaire même que de ses romans (sans parler des traductions suédoises, allemandes et russes) 400.000 exemplaires ont été vendus en Danemark. Chiffre énorme pour un si petit pays où d'habitude les acheteurs de livres sont peu nombreux. Georges Brandes m'a écrit dernièrement qu'une édition de 1.000 exemplaires de son livre, *L'Ecole romantique en France* suffisait pour plus de dix ans.

Carit Etlar (ou plutôt Carl Brosboll), — nous nous réservons pour plus tard d'esquisser un portrait de ce conteur — s'est, à l'instar de Goncourt, laissé décider à publier ses mémoires avant sa mort. Le public lui en sera reconnaissant. Carit Etlar a aujourd'hui plus de 80 ans et c'est l'histoire de sa longue vie qu'il nous narre avec une simplicité attrayante et dans une belle et forte langue.

Carit Etlar a beaucoup vécu et beaucoup vu et il fait défiler devant nos yeux nombre de personnages historiques (par ex. le roi Frédérik VII) et de grands artistes et écrivains du « bon vieux temps ». Il nous peint de façon fort amusante une petite ville de province de 1830 ; il dessine quelques portraits de gens du peuple et, derrière ces pages évocatrices, se devine une droite et noble personnalité, un grand et bon vieillard, très indulgent et très heureux au soir de sa vie.

Folkeraadet (Le Conseil du Peuple), par GUNNAR HEIBERG, comédie en 5 actes, Gyldendahl. éditeur, Copenhague. — Le jeune et vaillant dramaturge norvégien Gunnar Heiberg, n'est point un inconnu pour les lecteurs de cette revue, puisqu'ici même nous avons publié une traduction du *Gros Lot*, l'un de ses drames. *Le Conseil du Peuple*, comédie évidemment très gaie, parfois même très *charge*, est pourtant une satire sociale aussi cruelle, aussi amèrement ironique que *Le gros lot*. Admirablement fait au point de vue *Sarcey* — n'oublions pas que Heiberg a été, pendant de longues années, directeur du théâtre à Bergen. — *Le Conseil du Peuple* fait table rase du Parlementarisme, du Militarisme et du Chauvinisme. Quoique écrite depuis quelque temps déjà, cette pièce, quand elle sera représentée à Paris, soulèvera des discussions très vives. On y voudra voir plus d'une allusion à l'*affaire*, qui, on le sait, a eu le don de passionner tous les esprits du Nord.

Ungdomsdigte (Poésies de jeunesse), par HOLGER DRACHMANN : par fascicules. Copenhague, éditeur Gyldendahl. — Drachmann est indiscutablement le plus grand poète lyrique moderne de toute la Scandinavie et aussi le public s'arrache-t-il la très belle et très soignée édition des poésies de jeunesse de ce poète.

L'*Humanité Nouvelle* a publié dernièrement une de ces poésies, non pas la moins puissante : *Socialistes anglais*. Mais Drachmann a d'autres cordes à sa lyre : il est avant tout un lyrique et un inimitable peintre de la mer et des gens de mer. Tout dernièrement ce poète a publié dans un grand journal de Copenhague (*Politiken*,

l'organe des frères Brandès) des vers : *Bravo Zola* ! vers qui firent, on s'en souvient. beaucoup de bruit dans la presse européenne. Heiberg, Björnson, Brandes... puis Drachmann ! Si les poétes aussi s'en mêlent, où s'arrêtera donc l'*affaire* ?

FRITZ DE ZEPELIN.

LIVRES DE LANGUES DIVERSES

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE. — *Puscariile* par P. KROPOTKINE; brochure in-18 petit de 59 pages; 0 fr. 20; Bucharest 1898; traduction roumaine par P. Musoïu de la célèbre brochure *Les Prisons*. — *Ciuma Religioasa* par J. MOST; brochure in-18 petit de 31 pages; 0 fr. 20; Bucharest 1898; traduction roumaine par P. Musoïu du retentissant opuscule *Peste Religieuse* que Most écrivait il y a une dizaine d'années. — *L'anarchisme fait-il partie du socialisme?* par A. HAMON; brochure in-18 de 35 pages: librairie Goulabchev; Routschouk 1898; traduction bulgare faite d'après la traduction allemande abrégée d'une étude de M. A. Hamon parue dans la *Société Nouvelle* sous le titre « Un Anarchisme, fraction du Socialisme? ». —*Gesprek tusschen Twee Bærenarbeiders* par ENRICO MALATESTA; brochure in-18 de 70 pages; 0 fr. 10; bibliothèque des Temps Nouveaux, Bruxelles 1897; traduction flamande de la fameuse brochure de propagande anarchiste communiste *Entre Paysans* que Malatesta écrivit en 1884 et qui a été traduite en au moins dix langues.

Le Directeur-Gérant : A. HAMON.

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. *Téléphone.*

Supplément à *L'Humanité Nouvelle*

UNIVERSITÉ NOUVELLE DE BRUXELLES

Séance solennelle de rentrée du 17 octobre 1898

Discours de M. Guillaume DE GREEF

Recteur

Au moment où l'*Université nouvelle* inaugure la cinquième année de sa laborieuse et féconde existence, il convient de jeter un coup d'œil sur le chemin parcouru, les œuvres accomplies, ainsi que sur sa situation matérielle et morale et ses conditions d'avenir.

Les causes et les origines occasionnelles de sa fondation vous sont suffisamment connues : l'abandon persistant, dans l'Université libre, des principes du libre examen et l'atteinte finale portée à l'indépendance scientifique de ses professeurs. Il en était cependant de plus générales et de plus profondes.

L'enseignement supérieur, en Belgique, avait été jusque là le monopole de quatre Universités, dont deux de l'Etat suivaient, dans leur enseignement et dans la composition de leur personnel les délicates et si peu nuancées variations de la politique clérico-doctrinaire ; deux autres étaient dites libres en ce sens que, tout en ne l'étant pas dans leur enseignement, elles n'appartenaient pas à l'Etat.

Cette structure d'une symétrie et d'une simplicité rudimentaires semblait tellement normale qu'elle apparaissait aux yeux mêmes du

public comme revêtue du caractère divin de l'éternité; les Universités se faisaient une concurrence plutôt matérielle qu'intellectuelle; un *modus vivendi* s'était tacitement établi; les hostilités étaient des parades en vue du public; si ce n'était pas encore la quadruple alliance, c'était déjà la partie carrée.

Le grand principe de la liberté de l'enseignement inscrit dans notre droit public était oublié; le parti clérical et le parti doctrinaire avaient eurs universités; pouvait-on demander davantage?

*
* *

Il fallut la crise sociale de 1886 et la révolution pacifique qui amena à la vie politique les couches profondes du peuple belge, avec des besoins, des aspirations et des idées plus larges et plus généreuses que celles des anciennes classes dirigeantes, pour modifier cet état de marasme où le pays était plongé comme dans un bourbier. Les questions sociales furent dès lors au premier plan des préoccupations et une véritable résurrection intellectuelle se produisit. Les vieux bonzes doctrinaires ne comprirent rien à ce mouvement; ils se contentèrent de réagir par simple instinct de caste; l'irrésistible courant les brisa ou plutôt les jeta, flasques et inertes, à la côte en poursuivant sa marche ininterrompue et majestueuse; ils crurent qu'on les attaquait, alors que le progrès n'avait fait que passer outre.

C'est ainsi que la vieille Université de Bruxelles, constituée malheureusement en chapelle doctrinaire, au lieu de prendre la direction du mouvement de rénovation, persista dans ses formes et dans ses idées surannées; elle cessa d'être à la hauteur des circonstances. Ainsi la naissance d'une Université nouvelle fut une nécessité, la conséquence naturelle de l'évolution sociale et intellectuelle accomplie.

*
* *

Rien n'était plus normal, plus régulier, plus prévu même que sa création; il n'y eut d'étonnant que l'étonnement vieillot et naïf des anciens universitaires; il semblait qu'on les expropriât d'un bien qui leur appartenait exclusivement. Cependant, en dehors de la Constitution, la loi même de 1890-1891 sur l'enseignement supérieur proclamait la liberté de celui-ci. Il importe de le rappeler pour montrer au public les difficultés que nous avons eu et que nous aurons peut-être encore à surmonter, avant que les pouvoirs publics consentent à nous appliquer la loi commune qui régit les universités.

Aux termes de l'article 31 des lois sur la collation des grades académiques, les diplômes universitaires sont délivrés soit par une université de l'Etat, soit par une université libre, soit par des jurys constitués par le gouvernement. Et l'article 32 ajoute : « Est considéré comme université, tout établissement d'instruction supérieure composé de quatre facultés au moins, comprenant l'enseignement de la philosophie et des lettres, du droit, des sciences physiques, mathématiques et naturelles, de la médecine, de la chirurgie et des accouchements et dont le programme embrasse toutes les matières prescrites par la loi pour les examens dans chacune de ces branches. »

La loi est formelle; l'Université Nouvelle embrasse non seulement tout le programme officiel dans son enseignement, mais celui-ci s'étend bien au delà.

La vérité est que si nos législateurs, heureusement à courte vue, avaient pu prévoir en 1890 qu'il serait un jour fait usage des principes légaux qu'ils proclamaient si vaillamment, quand aucun danger n'apparaissait à le faire, sans doute malgré la Constitution même, ils auraient élevé contre l'application à d'autres qu'à eux et à leurs partenaires, des barrières sinon infranchissables, dans tous les cas plus élevées.

Il faut être juste cependant. Dès la première année de l'existence de l'Université Nouvelle, alors que nous ne possédions encore que les deux Facultés de philosophie et lettres et de droit, le gouvernement appliquait la loi en leur accordant des jurys mixtes, c'est-à-dire composés moitié de professeurs de l'Etat, moitié de professeurs de notre établissement. M. de Burlet, esprit nullement sectaire, partisan du principe de la liberté en matière d'enseignement au point de tendre même à la suppression de l'enseignement de l'Etat, reconnaissait l'incontestable valeur de notre corps professoral. Sa décision ne fut pas pour plaire au vieux parti doctrinaire, mais les anciens partis, à ce moment, ne songeaient pas encore à opérer cette fusion dans laquelle j'estime que l'un perdra le peu de conscience qui lui reste de la grandeur de son rôle historique; quant à l'autre, il n'a plus rien à perdre ni à gagner.

Dès la fin de la première année de son existence, l'Université possédait les quatre Facultés légales; à partir de la deuxième année, elle possédait tous les laboratoires nécessaires et ils n'ont fait que se développer depuis.

Mais, dit-on, la loi doit être interprétée rationnellement; il ne suffit pas que tous les cours soient donnés, que les laboratoires fonctionnent;

il faut la preuve que votre enseignement est efficace en ce sens qu'il donne satisfaction aux exigences du programme officiel. On n'a pas la prétention, espérons-le, de s'ériger en juges de la valeur intrinsèque de nos idées et de nos tendances, car ce serait inconstitutionnel et illégal; ce serait, en outre, une arme à deux tranchants terrible en cas de représailles, mais on élargit le texte légal en soumettant l'efficacité de notre enseignement, au point de vue de ses résultats pratiques, à une espèce d'épreuve officielle. Cette interprétation dangereuse de la loi est, paraît-il, soutenable. Soit, acceptons la thèse pour ce qu'elle vaut, comme hypothèse. Nous répondons qu'en ce qui concerne l'efficacité de son enseignement, l'Université Nouvelle a fait depuis longtemps ses preuves et que son droit à délivrer librement des diplômes est indiscutable. C'est le gouvernement même qui, par son interprétation de la loi, nous a permis d'en faire la démonstration.

*
* *

Devant les jurys spéciaux de Droit et de Philosophie, sur 39 étudiants belges qui, de 1895 à 1897, se sont présentés, 33 ont réussi, dont plusieurs avec distinction, grande distinction et la plus grande distinction.

Quant aux étudiants belges en Sciences et en Médecine qui, pendant la même période, se sont présentés devant le jury central, sur 11 qui ont subi les examens en 1897, 9 ont réussi. Les résultats de l'année écoulée ne seront connus définitivement que dans un mois. Signalons cependant, qu'en 1898, une de nos étudiantes en philosophie, M[lle] M. Janson, a subi avec succès devant le jury central l'examen de première candidature en philosophie et lettres. Nous tenons à l'en féliciter ici publiquement, d'abord parce que par son ardeur au travail elle a servi la cause même de l'Université, et ensuite dans l'espoir que son exemple sera un stimulant pour les étudiants qui appartiennent au sexe qui aime à s'intituler le sexe fort.

Devant les jurys spéciaux et devant le jury central, nous avons donc prouvé l'efficacité de notre enseignement; insistons sur ce fait pour les parents et les étudiants qui semblent redouter d'une façon exagérée ces épreuves; malgré les difficultés incontestables qu'elles présentent, notre enseignement a été tellement intense et complet que ces obstacles mêmes ont été pour nous l'occasion d'un triomphe et que si nous avions à tenir compte seulement des résultats obtenus et non de la triste impression qui nous est restée de l'arbitraire décision du gou-

vernement, nous aurions peut-être à remercier celui-ci de nous avoir fourni si complaisamment et même en faussant la loi à notre profit, l'occasion de prouver, ***urbi et orbi***, la solidité de notre enseignement.

*
* *

Il montre même dans ses complaisances vis-à-vis de nous un arbitraire exagéré et dont nous rougissons pour lui. Ainsi, un mois environ avant les examens, le ***Moniteur*** invitait officiellement nos étudiants de Philosophie à prendre leurs inscriptions pour les épreuves à subir devant le jury spécial, ainsi que cela s'était fait depuis la première année d'existence de notre Université. Trois étudiants belges obtempérèrent à cette invitation et versèrent entre les mains officielles consacrées à ce saint ministère le montant du droit d'inscription. Il n'y avait eu que trois candidats belges en philosophie l'année précédente; cependant, sous prétexte de ce nombre restreint, le gouvernement revint sur sa décision antérieure, retira le jury, mais, circonstance atténuante, rendît l'argent. C'est ainsi, paraît-il, que cela se pratique dans les petits théâtres de province, à Louvain par exemple; quand la recette est insuffisante, on rembourse le public; c'est là sans doute qu'a été emprunté cet étrange procédé administratif.

Ainsi, on se base maintenant sur le nombre restreint de nos étudiants belges pour nous dénier un droit légal et même constitutionnel! L'argument ou plutôt le prétexte constitue un cercle vicieux; si malheureusement le nombre des étudiants belges est moins considérable chez nous qu'il ne devrait et pourrait être, une des causes principales n'est-elle pas précisément l'inobservation de la légalité à notre égard? Si la loi nous était appliquée d'une façon égale, comme elle doit l'être à toutes les universités, par cela même la raison invoquée pour ne pas l'appliquer cesserait d'exister, le chiffre des étudiants belges serait immédiatement aussi considérable chez nous que partout ailleurs; on viole donc la loi pour réduire le nombre de nos étudiants et puis on invoque le résultat prémédité pour essayer de justifier la violation. Ce qu'on appréhende, c'est notre inévitable succès, même au point de vue simplement numérique des étudiants.

Nous tenions à vous signaler le procédé et à vous en laisser juges.

*
* *

On nous a dit : Présentez vos diplômes à la commission d'entérinement; le ministère est incompétent, il n'a pas d'ordres à donner; la

commission est libre d'entériner ou non vos diplômes ; son pouvoir est souverain. C'est exact, mais les membres de la commission sont choisis par le gouvernement. Il est à regretter qu'en matière administrative et dans un pays démocratique, il puisse exister encore des pouvoirs dont les décisions échappent à toute juridiction et à tout contrôle, sauf celui de l'opinion publique. Quoi qu'il en soit, nous suivrons la voie indiquée ; confiants dans la valeur de notre enseignement, nous réitérerons aussi l'invitation déjà adressée à la commission d'entérinement de visiter nos laboratoires et de se rendre compte de tous nos travaux ; c'est là le premier devoir d'un juge impartial ; nous avons la conviction que la commission saura le remplir avec d'autant plus d'indépendance que sa décision est sans appel ; nous espérons du reste qu'une prochaine réorganisation de l'enseignement supérieur nous délivrera de ces chinoiseries ; les Universités ne doivent être que des établissements d'instruction délivrant uniquement des diplômes scientifiques ; si l'exercice de certaines professions libérales et autres ou des fonctions publiques réclame des garanties spéciales, il appartient aux collectivités et à l'Etat d'instituer des jurys d'examen à cet effet. En ordre subsidiaire, nous sommes d'avis que l'organisation de jurys mixtes est, dans tous les cas, préférable au système abusif actuel, à condition, bien entendu, que cette organisation soit appliquée à toutes les Universités. Il n'est pas admissible que, sous un régime politique où le diplôme universitaire confère un privilège électoral, la délivrance même des diplômes soit abandonnée sans contrôle à la concurrence privée des Universités ; une telle licence ne peut que dénaturer leur caractère scientifique fondamental.

* * *

On le voit, les difficultés ne nous ont pas été épargnées et elles ne provenaient pas exclusivement du gouvernement. A la guerre d'abord violente de ceux dont nous venions troubler la somnolence et les intérêts, succédèrent bientôt, à mesure que notre œuvre se consolidait, des hostilités sourdes et perfides qui allaient jusqu'à essayer de nous desservir en nous calomniant auprès des gouvernements étrangers. Ces manœuvres ont misérablement avorté, nos diplômes continuent à être valables à l'étranger au même titre que ceux des autres Universités du pays ; nos examens sont du reste très consciencieux ; sur 113 étudiants étrangers qui s'étaient présentés devant nous de 1896 au 1er février 1898, vingt-sept ont échoué.

A la guerre violente avait succédé la guerre sourde et perfide, le tout en vain. Nous sommes maintenant arrivés à la troisième phase de transformation, celle de l'imitation ; la ville va créer un nouvel Institut industriel, l'Etat un Musée d'hygiène sur le modèle des nôtres ; l'Université libre développe son Ecole des sciences sociales ; la secousse que nous lui avons imprimée l'a ramenée à l'état intermédiaire entre la veille et le sommeil. N'eussions-nous rendu que ce service, notre œuvre serait déjà considérable et digne de louange ; elle a en partie guéri les torpeurs et les habitudes invétérées ; la concurrence intellectuelle s'est imposée et c'est la seule qui devrait exister entre nous. Nous pourrions nous féliciter et nous déclarer satisfaits de notre œuvre, si les tentatives de nos vieilles Universités devaient prochainement aboutir à une résurrection complète ; nous le désirons, car nos vues sont plus hautes que celles d'une concurrence matérielle. Malheureusement les institutions ne peuvent se rénover qu'en rompant leurs attaches rétrogrades, politiques et autres ; elles ne peuvent accueillir les idées nouvelles, et il y en a et il y en aura toujours, qu'en évoluant avec le progrès général. Nous continuons et nous continuerons sans doute longtemps encore à avoir notre raison d'être, heureux si l'avenir nous démentait, mais résolus à ne pas désarmer dans la lutte pour la vérité et la justice dont l'idéal progressif est éternel et qui auront toujours besoin d'une avant-garde vigilante et valeureuse.

***

Déjà l'œuvre réalisée est considérable :

En 1894, création de la Faculté de philosophie et lettres, de la Faculté de droit et de l'Institut des Hautes-Etudes ;

En 1895-1896, création de la Faculté des sciences, de la Faculté de médecine, de l'Institut des fermentations, d'une bibliothèque ;

En 1896-1897, création de l'Institut d'hygiène avec un Musée et des laboratoires spéciaux, sous la direction de M. le docteur Bonmariage ; de l'Institut d'histoire naturelle générale des sciences, des arts et des métiers, sous la présidence d'honneur de M. Wechniakoff ;

En 1897-1898, création de l'Institut industriel ; adjonction à l'Institut d'Hygiène d'un laboratoire spécialement destiné aux analyses des denrées alimentaires. L'Institut industriel formera l'élite de nos travailleurs industriels et donnera à l'école polytechnique une base manuelle nécessaire ; il sera la pépinière de bons contremaîtres et conducteurs de travaux ; en outre, par son enseignement général, il

facilitera l'incorporation de la classe laborieuse à la vie sociale la plus haute. L'institut industriel et le laboratoire d'analyse sont des institutions d'utilité générale qui ont droit aux encouragements non seulement des particuliers, mais des administrations et des pouvoirs publics;

Enfin, en 1898 encore, création de l'Institut de Géographie, sous la direction du plus illustre géographe de notre époque, avec une bibliothèque spéciale et une collection de cartes; les études y seront à la fois théoriques et pratiques; elles comprendront notamment des travaux de cartographie et l'édition de cartes et reliefs; publication par l'Université Nouvelle d'une Revue internationale d'enseignement supérieur et organisation rationnelle de la Faculté des sciences sociales.

Notre Université possède un laboratoire de physique avec salle de mesures; des laboratoires de chimie, botanique, zoologie, physiologie, anatomie, médecine légale, enfin un laboratoire d'hygiène, de biologie générale et de bactériologie avec un cabinet d'anthropologie et une section d'ethnographie, un musée d'hygiène avec atelier de mécanique et de construction et un cabinet spécial de radiographie.

Ces diverses institutions sont actuellement réparties dans quatre immeubles déjà devenus insuffisants.

A l'aide de quelles ressources avons-nous développé ainsi notre œuvre, certes au delà même des espérances que nous pouvions concevoir à l'origine?

L'Université Nouvelle a vécu jusqu'ici du produit des inscriptions de ses étudiants, des donations provenant en grande partie de son corps professoral et de quelques amis dévoués, ainsi que des subsides de quelques communes.

Depuis sa création jusqu'au 1er octobre actuel, elle a dépensé fr. 328,360.89 auxquels il faudrait ajouter un million si nos professeurs étaient rémunérés comme ils le sont dans la plus modeste des Universités.

En dehors des frais généraux, nous avons consacré plus de cent cinquante mille francs à nos divers laboratoires et nous sommes donc en possession d'un actif mobilier d'une importance sérieuse.

Notre corps professoral, limité à soixante membres à l'origine, s'élève actuellement à cent trente-neuf et, malgré son admirable dévouement, son nombre est encore insuffisant, car la spécialisation croissante des sciences et l'adaptation corrélative de leur enseignement exigent de plus en plus une spécialisation parallèle des cours favorable à leur valeur intensive. Nous atteindrons d'autant plus facilement ce

résultat, que chez nous, le cumul des cours n'exerce aucune influence sur la rémunération de nos professeurs.

Quant à notre population estudiantine, elle s'est régulièrement accrue d'année en année; de 23 qu'il était la première année, le chiffre des étudiants s'est successivement élevé à 134 en 1895-1896, 170 en 1896-1897, 219 en 1897-1898, non compris plus de trois cents auditeurs environ à l'Institut des Hautes-Etudes et à celui des Fermentations.

*
* *

Les difficultés de tous genres, hostilités violentes ou perfidies sourdes que nous avons rencontrées sur notre route, loin de nous décourager, ont été d'heureux stimulants; ces obstacles sont précisément notre raison d'être; nés de la lutte et pour la lutte, nous sommes cuirassés et armés contre toutes les injustices; nous irons jusqu'au bout dans l'accomplissement des devoirs que nous nous sommes volontairement imposés. Il convient d'ajouter cependant maintenant, que les difficultés inévitables dont nous sommesentourés imposent aussi à la partie du public qui jusqu'ici nous a été si sympathique des devoirs corrélatifs, des parts de responsabilité et une solidarité active sur lesquels nous avons le droit de compter au même titre qu'il a celui d'exiger de nous le dévouement le plus absolu.

Les étudiants tout d'abord ont des devoirs envers l'Université Nouvelle; notre œuvre est la leur, ils doivent y collaborer. Sans négliger leur avenir professionnel et pour l'assurer même davantage, ils ont l'obligation de développer et de fortifier leur instruction générale. Ce ne sont pas seulement des avocats, des ingénieurs, des industriels, des physiciens, des chimistes, des médecins qui doivent sortir de chez nous, mais des hommes dans la plus large, dans la plus haute acception du mot; c'est chez nous également que doit se former la pépinière des professeurs destinés à nous compléter et à nous succéder. La poursuite des diplômes est bien, mais elle ne doit être que la préoccupation accessoire relativement à l'acquisition réelle du savoir. Nous comptons donc sur une collaboration sérieuse des étudiants.

En dehors des dévouements certainement acquis du corps professoral et des étudiants, pour que l'Université Nouvelle puisse efficacement poursuivre son œuvre et surtout la développer, il faut que le public ami la soutienne. L'attitude injustifiée et même illégale du gouvernement à notre égard est certainement une des causes de la fréquentation trop restreinte des étudiants belges dans certaines de

nos Facultés; qu'un gouvernement oublie qu'il doit être national et non sectaire, qu'il aille jusqu'à mettre certains partis et certaines idées hors la loi et hors la nation, il faut savoir lui résister Il est nécessaire que le public belge qui est avec nous de cœur se montre moins timoré dans sa conduite; la foi sans les œuvres est une foi morte. Trop souvent nous avons eu à constater que des parents qui nous applaudissaient ici-même avec enthousiasme n'osaient pas nous confier leurs jeunes gens et s'opposaient même à la généreuse ardeur qui les poussait vers nous. Triste spectacle pour nous, triste leçon surtout pour la jeunesse à son entrée dans la vie sociale, où elle aura besoin de tant de vaillance! On brise le caractère du jeune homme, son épée, avant la bataille, quelle folie, quelle honte!

Nous avons prouvé cependant que les appréhensions des parents, même en ce qu'elles peuvent avoir de légitime, c'est-à-dire au point de vue du succès dans les examens, ne sont justifiées en rien, au contraire. On réussit chez nous plus et mieux qu'ailleurs.

Mais en somme, pourquoi cette faiblesse, pourquoi plier toujours devant une minorité qui n'est forte que parce que vous êtes pusillanimes? Nos maîtres ne le sont et ne le resteront que si vous, qui êtes à la fois et le nombre et le droit, vous ne savez pas conformer vos actes à vos pensées; contentez vous d'agir suivant vos intérêts et votre idéal, dès lors la réaction sera impuissante. En réalité nous ne sommes surtout esclaves que de nous-mêmes; il faut secouer soi-même ses chaînes pour conquérir la liberté et rester dignes de la conserver. Notre siècle ne manque ni de sensibilité, ni de savoir, l'aboulie voilà la grande maladie du temps.

Votre premier devoir est donc de ne pas craindre de confier votre jeunesse à l'Université Nouvelle ou plutôt, ce qui est plus facile encore, simplement de ne pas vous opposer aux sentiments vaillants et généreux qui la poussent naturellement vers nous.

* * *

En même temps que le public nous donne ainsi l'appui moral qu'il nous doit, il développera nos ressources matérielles; celles-ci seront toujours insuffisantes parce que toujours notre outillage scientifique devra se compléter et se perfectionner.

Nous réclamons le même appui du public non seulement belge mais international; ceci est encore notre droit et son devoir. En effet,

l'Université Nouvelle n'est pas seulement une Ecole nationale d'enseignement supérieur; elle est à la fois libre et internationale; libre, car toutes les doctrines, toutes les idées peuvent y être scientifiquement exposées sans aucune considération d'opportunité; la vérité est toujours opportune même réduite à sa recherche; internationale, notre Université l'est incontestablement; elle l'est non seulement par son titre même, mais surtout par le réconfortant concours des nombreux savants qui depuis sa fondation ont afflué vers le foyer lumineux constitué par notre Institut des Hautes-Etudes. Notre œuvre est cosmopolite; la science ne connaît pas de frontières; c'est elle qui prépare la nouvelle catholicité, réellement universelle, dont le centre sera partout et les limites nulle part.

Les méthodes mêmes de notre enseignement sont internationales,car elles sont essentiellement positives. A ce titre, nous nous rattachons à ce grand mouvement philosophique dont A. Comte et ses disciples, ainsi que les savants les plus illustres de notre siècle, mais plus indépendants de la doctrine positiviste, ont jeté les bases inébranlables. Nos méthodes d'investigation et de démonstration sont exclusivement scientifiques et toujours en même temps, dans notre enseignement, la considération générale de l'ensemble du savoir encyclopédique domine celle des aspects particuliers des branches spéciales de nos connaissances. Nous sommes véritablement, du moins à notre connaissance, la première Université où les doctrines et surtout les méthodes positives aient acquis une place prépondérante. Il serait donc du devoir des positivistes, dont les adhérents et les cercles sont répandus dans le monde entier, de nous donner leur appui le plus complet.

La création successive de notre Institut des Hautes-Etudes et de la Faculté des Sciences Sociales, l'organisation d'un Institut industriel légitiment de même l'intervention de toutes les sympathies belges et internationales; puisque ces Instituts ont surtout en vue le progrès de la civilisation par l'incorporation régulière du quatrième État à la vie sociale intégrale, il est juste que tous les organismes démocratiques, socialistes et progressistes, nous apportent leur concours.

Puisque notre libre Université est née de l'opinion publique à la fois nationale et internationale, puisque le but assigné à ses efforts est absolument scientifique et humanitaire, nous avions le droit et le devoir de faire appel à toutes les forces vives de cette humanité dont nous sommes les serviteurs; les professeurs, les étudiants, les ressources matérielles ne nous ont pas manqué jusqu'ici, il faut que ce courant de généreuse fraternité se développe de plus en plus pour

rendre plus éclatant encore le foyer lumineux de l'entretien duquel nous sommes tous également responsables.

C'est avec la plus grande confiance dans le concours de tous les efforts et dès lors dans le développement progressif de notre chère Université, que je déclare ouverte l'année académique de 1898-1899.

Un Officier

2e Année. XVIII Décembre 1898.

L'Humanité Nouvelle

REVUE INTERNATIONALE

SCIENCES, LETTRES ET ARTS

Sommaire :

PARIS
Librairie C. Reinwald
SCHLEICHER frères, Editeurs
15, rue des Saints-Pères

BRUXELLES
Librairie Spineux
62, rue Montagne de la Cour

PRIX DU NUMÉRO :

France et Belgique ...... 1 fr. 25
Étranger .... 1 fr. 50

ESSAIS

SUR

LA MONNAIE, LE CRÉDIT ET LES BANQUES

ORIGINES SOCIALISTES DU PROBLÈME AVANT LE XVIIIe SIÈCLE

(*FIN*) (1).

Les Apostolici, secte communiste qui déclarait se rattacher directement aux apôtres, avaient été condamnés par l'Eglise et ses chefs conduits au bûcher ; ce fait est caractéristique. Toutefois il fallait et il faut encore sauver les apparences, ménager les transitions et voiler la turpitude ; il manquait à l'Eglise une théorie mixte, basée à la fois sur la doctrine réligieuse et sur la raison, lui permettant de s'appuyer sur les puissances économiques et politiques du monde sans rompre complètement avec la démocratie d'où elle était sortie, à laquelle il lui serait nécessaire peut-être de revenir un jour et dont l'appui lui était nécessaire pour ne pas être absorbée et dominée par les puissances devant lesquelles ses intérêts égoïstes forçaient son orgueil à s'incliner jusque dans la boue.

Cette mission difficile avait été remplie dès le XIIIe siècle par Saint Thomas d'Aquin avec tant de succès qu'encore aujourd'hui, c'est sa doctrine qui pousse Léon XIII à continuer le jeu de bascule qui per-

(1) Voir l'*Humanité Nouvelle*; T. I, vol. III, octobre 1898, n° XVI, p. 446 et novembre 1898, n° XVII, p. 513.

met à la Papauté de se rendre complice de toutes les réactions et de toutes les répressions, tout en conservant une apparence de démocratie du reste de plus en plus illusoire et percée à jour par le socialisme contemporain dont la direction lui échappe complétement. Par un phénomène remarquable, c'étaient les doctrines aristotéliciennes qui allaient servir d'appui à l'Eglise tandis que le socialisme allait se retremper au communisme idéaliste et autoritaire de Platon.

La *Summa thèologica* du célèbre dominicain, comme la plupart des traités postérieurs, est une véritable encyclopédie générale ; c'est une sociologie mais théocratique où la foi et le dogme essaient de se concilier, par la syllogistique la plus habile, avec le raisonnement. De ce débat stérile et énervant, les principes sociaux sortent toujours amoindris et sacrifiés ; c'est le triomphe de l'opportunisme le plus complet non sans ressemblance avec celui des nombreux manuels et traités des disciples de Smith et de Ricardo.

Le commerce est malhonnête, le gain étant son essence ; mais sa fin peut être ennoblie quand elle poursuit l'entretien de la famille, la charité, le service de la patrie ; alors le gain devient licite. Si donc l'Etat autorise le commerce, par cela même il le rend conforme à la loi naturelle et à la loi divine ; dès lors l'Eglise ne peut le condamner absolument. Ce même raisonnement est repris par Duns Scot (1274-1308).

En ce qui concerne l'usure, Saint-Thomas reproduit l'argumentation d'Aristote et des Canonistes. Il faut distinguer parmi les utilités, les fongibles et les non-fongibles. Pour une maison, il y a d'abord l'objet même qu'il ne faut pas confondre avec son usage ; il y a donc deux choses à restituer par celui à qui elle est prêtée ; la maison même et le prix de son usage ; dans ce cas, en effet, il n'y a pas de transfert de la propriété comme dans le prêt du vin, du blé ; utiliser ceux-ci, c'est les consommer ; la propriété en est transférée par le prêt même.

C'est aussi le cas de l'argent ; sa fin essentielle est de servir aux échanges, d'être dépensé en achats comme la fin du blé est d'être mangé ; l'usage en est transféré avec la proprieté ; le prêteur n'a droit qu'à la somme prêtée. Le point de départ du raisonnement est l'hypothèse que l'argent, le capital ne peuvent être que consommés improductivement, sinon, pourquoi le prêteur ne participerait-il pas à la plus-value, au gain ; car, nous l'avons vu, le gain est licite. La contradiction est flagrante.

Encore fallait-il concilier cette doctrine avec les déclarations si catégoriques des fondateurs de l'Eglise ; ici Thomas d'Aquin se servait habilement des concessions déjà faites, comme nous l'avons vu, par les premiers opportunistes du christianisme primitif. Tout se résolvait par la charité. Saint Augustin (*Enarratio in Ps.* 147,12) n'avait-il pas dit : «*le superflu* des riches est le nécessaire des pauvres, on possède le bien d'autrui lorsqu'on possède le superflu ? » Saint Ambroise, lui-même, ne prétendait pas autre chose, quand dans son *Expositio in Psalmum* 118 *sermo* 8,22 et dans le *sermo* 81, il déclarait : « Comme le Seigneur Dieu a voulu avant tout que cette terre fût la possession com-

mune de tous les hommes et que ses fruits fussent à la disposition de tous, au contraire l'avarice a distribué des droits exclusifs de possession. Il est donc juste, si tu revendiques à titre privé quelque chose qui est attribué en commun au genre humain et même à tous les êtres animés, que du moins tu en répandes quelque chose sur les pauvres afin que tu ne refuses pas la subsistance à ceux à qui tu dois le *Consortium* de ce droit ».

Ainsi le principe communiste n'était qu'un idéal qui sur terre se transformait en propriété et en aumônes, moyennant quoi Dieu d'une part, la société de l'autre avaient satisfaction.

C'est ce qu'avait parfaitement compris et proclamé, en vertu de son autorité divine, Grégoire I[er] dans sa *Pastoralis Curœ* (*B. G. goni Pars III Admonitio* 22) : « Il faut avertir soigneusement ceux qui ne convoitent pas le bien d'autrui et ne distribuent pas le leur, qu'ils sachent bien que cette terre dont ils sont tirés est commune et ainsi produit aussi la subsistance pour la communauté. C'est en vain que ceux-là se figurent être innocents, qui s'attribuent exclusivement ce qui est le don de Dieu, qui ne distribuent pas les fruits, s'engraissent de la mort de leur prochain *dont à peu près chaque jour il meurt un nombre proportionnel à la quantité de subsistances accaparées par les riches.*»

C'était encore du socialisme mais à l'usage des riches et surtout de l'Eglise qui sauvait non seulement sa propriété mais ses revenus, tout en faisant la part du feu ; toutefois cette part n'était plus déterminée que par une obligation morale dont chaque conscience individuelle était la mesure.

Fort de ces autorités, Saint Thomas d'Aquin (*Summa Théologiœ* T. II, 66[e] quest. art. 2) ne craint pas de proclamer à nouveau le principe chrétien : « Il est évident, dit-il, qu'il n'est permis à personne de posséder quelque chose. En effet, tout ce qui est contraire au droit naturel, est illicite. Or, selon le droit naturel toutes choses sont communes, la propriété des possessions est donc contraire à cette communauté, donc il est illicite à un homme quelconque de s'approprier un objet extérieur. » Il invoque même l'autorité de Basile qui, commentant les paroles de l'homme riche de l'Evangile, assimilait cette appropriation au fait de celui qui venant avant les autres aux spectacles, en défendrait l'accès aux arrivants en accaparant toutes les places installées pour l'usage commun. Ce n'est pas encore Thomas d'Aquin qui se serait permis la désolante formule de Malthus écartant du banquet de la vie tous ceux qui s'y présentaient alors que toutes les places étaient occupées. Il approuvait au contraire Basile d'avoir dit : « mais il serait illicite de fermer la route à d'autres pour s'approprier les biens communs, et il est donc illicite de s'approprier une chose extérieure quelconque. »

Comment cependant va-t-il concilier ce socialisme avec son enseignement ? Toujours par des distinctions et un subtil éclectisme.

En effet, malgré l'évidence de ces principes du christianisme, Saint Augustin dans son ouvrage sur les Hérésies n'a-t-il pas dit : «On appelle Apostolici ceux qui se sont orgueilleusement parés de ce nom,

parce qu'ils n'admettent pas dans leur communauté les gens mariés et les propriétaires, ainsi que pratique l'Eglise catholique pour les moines et la plupart des clercs. Mais ce sont des hérétiques par le motif que, se séparant de l'Eglise, ils pensent que ceux-là sont perdus sans espoir qui font usage de choses dont eux-mêmes sont privés. C'est donc une erreur de dire qu'il n'est pas permis à un homme de posséder des choses en propre. »

Ainsi la communauté est le principe, mais il faut d'abord distinguer entre clercs et laïques et même entre clercs ; ensuite la propriété n'est pas un péché irrémissible ; il y a le dogme fondamental de la pénitence, l'oublier est une hérésie. Ceci explique pourquoi, au moyen âge la plupart des questions économiques sont traitées à propos de la confession et de la pénitence. Celles-ci venaient heureusement opérer le sauvetage de la théologie aux abois.

Dès lors, avec une impertubable sérénité de conscience, l'habile dialecticien concluait : « Bien qu'il ne convienne pas qu'un homme possède l'usage exclusif de quelque chose, il est cependant faux d'affirmer qu'il ne puisse rien avoir en propre afin de le soigner et de le gérer. Je réponds qu'il faut dire que, en ce qui concerne un objet extérieur, deux droits compètent à l'homme ; l'un est le pouvoir de soigner et de gérer et, dans cette mesure, il est permis à l'homme de posséder des choses en propre. En outre cela est nécessaire à la vie humaine pour trois raisons : Premièrement, chacun est davantage sollicité à soigner ce qui compète à lui seul, que ce qui est commun à tous ou à un grand nombre ; en effet, chacun fuyant le travail, laisse à autrui le soin de ce qui est à la communauté, comme il arrive malheureusement là où il y a une multitude de serviteurs (1). Ensuite, parce que les choses humaines se traitent avec plus d'ordre, si à un seul incombe la tâche spéciale d'un travail ; il y aurait, au contraire, confusion, si chacun à son gré et indistinctement s'occupait indifféremment de tout. Troisièmement, par ce moyen, l'état pacifique de l'homme est mieux assuré, puisque chacun est content de la chose qui est sienne. Nous voyons qu'entre ceux qui possèdent en communauté et par indivis quelque chose, fréquemment naissent des querelles. »

« Autre chose, à la vérité, est ce qui compète à l'homme relativement aux choses extérieures, c'est-à-dire, leur usage. Quant à celui-ci, l'homme ne doit pas posséder les choses extérieures comme lui étant propres, mais comme communes, afin qu'on puisse facilement les mettre à la disposition d'autrui en cas de besoin. C'est ainsi que l'apôtre, dans la première lettre à Timothée, dit : « aux riches de ce siècle enseigne qu'il doit être facile de donner et de communiquer leur bien. »

« Donc, en premier lieu, il faut dire que la communauté des biens, est conforme au droit naturel, non parce que le droit naturel commande que tout doit être possédé en commun et que rien ne puisse être possédé en propre, mais parce que, selon le droit naturel, il n'y a pas

(1) J'attire l'attention sur cet argument Aristotélicien qui constitue une des plus importantes objections contre le collectivisme contemporain ; on voit qu'elle est loin d'être nouvelle.

de distinction entre les possessions, mais bien plus selon les principes humains qui ont rapport au droit positif, comme il est dit ci-dessus. Il suit de là que la propriété des possessions n'est pas contre le droit naturel, mais est surajoutée au droit naturel par une invention de la raison humaine ».

« En second lieu, il faut dire, que celui qui, arrivant d'avance au spectacle, en prépare aux autres l'accès, n'agirait pas illicitement; mais en cela il agirait mal, s'il en empêchait l'accès. De même, le riche n'agit pas illicitement, s'il se réserve d'avance une chose qui était antérieurement commune, mais il pêche s'il empêche indiscrètement d'autres de disposer de l'usage de cette chose. C'est ce qui fait dire à Basile au même endroit : Pourquoi es-tu dans l'abondance, alors que celui-là mendie, si ce n'est pour te rendre utile et nécessaire en communiquant ton bien et afin que le malheureux soit récompensé pour sa patience.

« En troisième lieu, il faut admettre que si Ambroise dit : que personne n'appelle propre ce qui est commun, il parle de la propriété quant à l'usage. Aussi ajoute-t-il : ce qui dépasse le strict nécessaire à la dépense est obtenu par la violence » (1).

En somme la théorie de Saint Thomas d'Aquin n'était pas une réfutation du socialisme ; Platon aussi avait insisté sur l'importance et la nécessité de la division du travail et de l'échange ; ceux-ci ne sont pas exclusifs du socialisme, tout au plus du communisme absolu ; Platon, plus logique, avait exclu la monnaie métallique et montré la possibilité de se passer de celle-ci comme intermédiaire des échanges sur la base de sa théorie de la valeur ramenée au prix de revient; pour le penseur médiéval le travail était considéré toujours comme une peine ; pour s'y astreindre l'homme devait avoir le stimulus de la propriété, de son intérêt égoïste ; cependant, il n'était pas vrai de soutenir que l'intérêt individuel disparaît dans le socialisme, il est seulement lié à l'intérêt général et plus la société est prospère, plus le bien-être de l'individu se développe. La doctrine de Saint-Thomas était surtout un effort d'adaptation de l'idéal chrétien et païen socialiste aux conditions existantes que l'Eglise par le fait renonçait à modifier, préférant s'y plier, sauf à modérer par des préceptes purement moraux les injustices trop criantes de l'ordre actuel.

Cette abdication cependant et heureusement ne devait pas être générale et bientôt, par opposition à l'Aristote de la Scolastique, il se produisit un retour vers le communisme de Platon.

Les grands mouvements socialistes du xe au xve siècle n'avaient pas abouti à la formation de grandes sociétés communistes comme l'avaient rêvé les masses agricoles ; ils avaient toutefois concouru à la dissolution du système féodal et à l'accroissement du pouvoir royal parallèlement à l'affaiblissement du pouvoir spirituel et moral de la Papauté et de l'Eglise catholique.

Cependant l'agitation et la propagande socialistes ne furent à aucun

(1) Ch. Cornelissen. Sur la propriété et les Pères de l'Eglise. *Revue Socialiste*, n° 163, juillet 1898.



moment interrompues ; l'Italie, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Angleterre, tous les pays où, avec le développement économique, le capitalisme était dominant, devinrent des centres de protestation et d'idées révolutionnaires.

En Italie déjà, Dante s'était élevé avec indignation contre les princes faux monnayeurs et ses lamentations sur les changements éprouvés par sa patrie dans son système monétaire et, par suite, dans ses coutumes et ses institutions, étaient le violent et triste écho de tous ceux qui aspiraient vers une société nouvelle d'où seraient exclus tous les tyrans que son verbe vengeur précipitait au fond des enfers :

« Quanto volte nel tempo che rimembre
Legge, moneta ed uficio, e costume
Hai mutato ! »

Campanella exclut de sa Cité du Soleil toute monnaie ; en fait de commerce, il n'admet que l'échange en nature, avec les étrangers, du superflu des Solariens ; les étrangers ne peuvent même s'établir dans la Cité, « toute vente et tout achat se font aux portes de la ville ».

Le *Reggimento dei populi* de Savonarole (1452-1498) n'a aucune importance au point de vue des doctrines économiques et spécialement monétaires. Francesco Doni (1503-1574) traduit l'utopie de Th. More et publie lui-même un plan de reconstruction sociale, communiste, égalitaire et, chose rare à cette époque, libertaire. Le commerce y est supprimé ; l'hypothèse est encore toujours qu'il y a abondance de tout et que tous les hommes, étant égaux, seront honnêtes naturellement et sans effort ; la question morale était donc subordonnée à la question économique ; son *Mondosario. V. mondi celesti, terrestri ed infernale degli Academici Pellegrini* (1) est donc une date importante dans l'évolution des théories socialistes ; le communisme libertaire de Doni a son analogue en France dans l'*Abbaye de Thélème* de Rabelais.

La *Republica delle api* de Giovanni Bonifacio est également communiste mais non libertaire ; car les abeilles ont un gouvernement et une organisation très systématiques et autoritaires.

Tous ces plans communistes, libertaires ou non, sont exclusifs de la monnaie.

Le communisme libertaire devait naturellement prendre naissance en même temps que partout se formaient les États absolus et fermés ; au XVIe siècle en Italie, tous les princes étaient absolus ; le même phénomène se produisit en Espagne avec Charles-Quint et Philippe II, en France avec François Ier et Henri II, en Angleterre sous Henri VIII ; tous leurs Etats sont des Etats fermés antagonistes ; en Allemagne l'évolution politique est moins développée dans ce sens.

Une grande révolution s'accomplit dans la circulation économique et se répercute sur tout le reste de la vie sociale ; jusqu'à la prise de Constantinople par les Turcs, en 1453, le bassin de la Méditerranée n'avait pas cessé d'être la grande voie maritime internationale comme

(1) Vinegia, 1562.

au temps des Phéniciens, des Carthaginois, des Grecs et des Romains, mais, à ce moment, les Italiens sont chassés de leurs colonies d'Asie Mineure ; Venise et Gênes, perdent leur clientèle commerciale et déclinent. Le commerce de l'Europe avec le Levant est pendant un certain temps interrompu ; les marchands achètent à haut prix les produits de l'Inde aux Arabes. Il devenait donc du plus haut intérêt de trouver une route directe vers les Indes Occidentales ; cette route fut découverte vers l'Est et le Cap de Bonne Espérance par Vasco de Gama, celle des Antilles par Colomb, Cabot ouvre celle de l'Amérique du nord, Magellan la route de l'ouest. Ces voyages de découverte se continuent jusqu'au commencement du XVII[e] siècle. La vie économique et intellectuelle se déplace vers l'Occident de l'Europe. Là aussi le capitalisme foncier industriel, commercial revêt ses formes les plus intenses, mais le socialisme partout l'accompagne pas à pas comme son ombre parfois exagérée et agrandie, parfois réduite, mais toujours soit terrible, soit mélancolique et attristée comme un remords.

Communistes sont également les théoriciens socialistes français comme ce Guillaume Postel qui, dès le XVI[e] siècle, fut le précurseur du culte Saint-Simonien de la femme et par conséquent d'un des idéals les plus humains de notre temps ; comme le communisme allemand, son socialisme est encore évangélique, mais bien moins âpre et biblique ; un grand souffle d'humanité l'inspire, souffle bien français et bienfaisant qui est la vertu de ce noble peuple et ira en se fortifiant vivifier les siècles suivants jusqu'à nous où le chauvinisme militaire, triste effet de la guerre, essaie, en vain, espérons le, de l'étouffer.

Communiste anarchiste est l'organisation de l'Abbaye de Thélème de Rabelais ; c'est déjà l'embryon du phalanstère démocratique et des harmonies sociales de Ch. Fourier (1). L'échange n'y est pas aboli, mais il se transforme en une réciprocité de services, en prêts mutuels sans intérêt, sans ventes ni achats proprement dits, dès lors sans monnaie : « Représentez-vous un autre monde, auquel chacun prête, où chacun doive ; *tous* soient *débiteurs*, *tous* soient *prêteurs*. O quelle harmonie sera parmi les réguliers mouvements des cieux ! O comment nature s'y délectera en ses œuvres et productions ! Je me perds en cette contemplation ! Entre les humains, paix, amour, dilection, fidélité, joie, repos, liesse ! Nul procès, nul débat, nulle guerre, nul n'y sera usurier, nul eschart, nul chicart, nul refusant. Vray Dieu, ne sera-ce l'âge d'or, le règne de Saturne, l'idée de ces régions olympiques, dans lesquelles toutes autres vertus cessant, fraternité seule règne, régente, domine, triomphe ! Tous seront bons, tous seront heureux, tous seront beaux, tous seront justes ! O monde heureux ! Car *la nature n'a créé l'homme que pour prêter et emprunter*. »

Ce n'était plus déjà le communisme absolu ; celui-ci est en principe incompatible avec l'échange et le prêt qui impliquent non seulement la division du travail, mais tout au moins une possession dans le chef des individus ou des groupes d'individus. Ainsi, le socialisme tendait à

(1) E. de Pompery : *les Thélémites de Rabelais et les Harmonies de Fourier* (appel aux vrais socialistes).

s'adapter aux conditions imposées par la société existante en même temps qu'à se dépouiller de son ancienne structure hiérarchique et autoritaire ; cependant il restait toujours idéaliste et ses méthodes continuaient à être subjectives et déductives.

Nous avons déjà vu comment Bodin et les continuateurs de la philosophie stoïcienne réagirent en France contre le communisme platonicien. Ce qui manquait au socialisme c'était une observation et une explication suffisantes des faits sociaux et spécialement des phénomènes monétaires ; les solutions simplistes et purement politiques et gouvernementales des sociétés antiques n'étaient plus de saison et c'était au socialisme à se transformer et à se plier aux exigences de la nouvelle science économique qui partout allait se constituer.

Le grand service rendu par Bodin fut d'introduire dans l'étude de la science politique et économique la recherche des conditions et des lois des phénomènes et d'y appliquer, comme plus tard Montesquieu, la méthode historique. C'est ainsi qu'en 1568, dans sa *Réponse aux paradoxes de M. de Malestroit touchant le fait des monnaies et l'enrichissement de toutes choses*, il signale comme causes: 1° l'abondance des métaux précieux ; 2° les monopoles ; 3° la disette; 4° le luxe des cours. Il revendique comme inventeur la priorité du principe que l'abondance de tout produit échangeable entraîne son avilissement ; par application de ce principe, quand le produit surabondant est « ce qui donne estimation et prix aux choses », alors la dépréciation est générale. Le socialisme était la critique de la société existante ; mais cette critique était encore insuffisante en ce qu'elle n'était pas basée sur la connaissance scientifique de son mécanisme et de ses lois tout au moins concrètes et historiques. Bodin montra l'accroissement de la circulation d'or et d'argent ; cet accroissement s'était produit parallèlement à l'extension et à l'intensité progressives des relations commerciales ; celles-ci ont même été plus rapides que l'afflux monétaire ; la Banque à Lyon prend l'argent à 10, 16 et même 20 0/0, aussi l'étranger l'y apporte. « Le Castillan, ayant mis sous sa puissance les terres neuves pleines d'or et d'argent, en a rempli l'Espagne », mais l'Espagne ne vit que de la France, dont elle tire le blé, la toile, les draps, etc., et nous donne ses métaux. L'Europe du Nord-Ouest échange aussi les produits de ses mines..... L'Espagne est stérile ; ses laboureurs, ses ouvriers sont français..... « L'Espagnol est paresseux à merveille, hors le fait des armes et du trafic ». N'était-ce pas au fond la critique de l'économie métallique ? N'était-ce pas là les armes dont la critique socialiste devait faire usage ? Il montrait alors qu'il y avait beaucoup plus d'or et d'argent en Espagne qu'en Italie, et en Italie qu'en France ; aussi tout était plus cher en Espagne, qu'en Italie, en Italie qu'en France. L'or et l'argent n'étaient donc pas la richesse par excellence ; la richesse découlait avant tout du travail productif ; observant ensuite la division de celui-ci entre nations, il montrait la nécessité de leurs concours pacifique ; le commerce extérieur s'impose, mais il doit être libre et cette liberté, loin d'augmenter les prix, tend au contraire à créer le bon marché dans l'intérêt général (1).

(1) Baudrillart, *Bodin et son temps*. Paris 1853.

Cependant, en France, le socialisme ne devait pas de sitôt se plier aux exigences de la critique scientifique et des méthodes de réformation sociale ; chez elle, comme en Italie, l'idéalisme sentimental et révolutionnaire devait persister jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle ; la tradition communiste encore persistante çà et là dans certaines communautés villageoises, se réduit chez les écrivains, pendant le XVII[e] siècle, à un communisme d'une simplicité enfantine ; on pouvait dès lors prévoir l'évolution économique qui allait aboutir au triomphe de la bourgeoisie. L'auteur probable de *Les aventures de Jacques Sadeur* (Vannes, 1676), le cordelier Gabriel Foigny, est un communiste absolu ; chez lui il n'est plus même question, d'échange, ni de monnaie ; il simplifie tout à ce point que même les relations entre les sexes et tous les problèmes qu'ils peuvent soulever et auxquels le communisme avait généralement cessé d'étendre son principe sont supprimés de la façon la plus radicale. Son héros principal est en effet un hermaphrodite que ses aventures conduisent chez une population australienne de même constitution physique. Naturellement « ils ne savent ce que c'est que le mien et le tien, tout est commun entre eux avec une bonne foi et un désintéressement qui me charmèrent. » La solution économique était tout aussi aisée : « Tous les Australiens *ont en abondance ce qui est nécessaire à leur entretien*, mais ils ne savent ce que c'est que d'amasser, ni même de garder quelque chose pour le lendemain ; et leur manière de vivre peut passer pour une image parfaite de l'état de l'homme jouissant de la béatitude naturelle sur la terre. » Le bon cordelier avait vraiment eu la main malheureuse en choisissant comme idéal de société heureuse précisément les populations qui figurent au degré le plus bas de la civilisation ; son excuse est qu'il ne les connaissait pas. Cependant alors depuis quelque temps, les populations primitives commençaient à être connues par les récits des missionnaires et des navigateurs et l'Ancien Pérou avait montré aux yeux étonnés de ses conquérants avides et barbares l'existence d'une grande civilisation communiste, bien que hiérarchique, où l'échange et la monnaie étaient inconnus et où la production, la répartition et la consommation de toutes les utilités se réglaient par l'organe du pouvoir central et de ses délégués (1). De même, à l'arrivée de Cortez à Mexico, les Aztèques avaient à peine des poids rudimentaires ; il n'existait pas de monnaie métallique dans les contrées déjà très avancées qui allaient en inonder l'Europe. En fait, l'amétallisme et même l'absence de toute monnaie n'étaient et ne sont pas des utopies ; l'erreur du communisme français au XVII[e] siècle consistait uniquement à être rétrograde et à ne pouvoir introduire un plan d'organisation non monétaire dans une société où la division du travail et l'échange étaient de plus en plus une nécessité vitale inéluctable. Ni le communisme autoritaire et inégalitaire, ni le communisme égalitaire, ni le communisme libertaire ne sont, à vrai dire, des utopies soit historiques soit doctrinales ; ils ne sont pas utopiques par essence, à la différence de l'individualisme absolu ; mais leur

(1) G. De Greef. *L'Evolution des croyances et des doctrines politiques*, Paris. Alcan 1896.

vitalité effective dépend toujours de leur correspondance avec les conditions générales de structure des milieux sociaux.

Le socialisme français au XVIIe siècle poursuivant son rêve idéal, néglige donc absolument le problème monétaire ou du moins il imagine une société à la fois simple et parfaite, où, comme dans un passé lointain et chez les *bons sauvages* supposés de l'époque, la monnaie n'avait pas de raison d'être ; cette négation absolue avait au moins ce mérite de rappeler que la monnaie était une institution historique.

L'*Histoire des Sèvarambes*, parue en 1677 et dont l'auteur probable est Vairasse d'Alais présente les mêmes caractères (1); cependant déjà la critique sociale y est plus serrée et le plan de construction plus détaillé ; cette œuvre dont le procédé est emprunté à *l'Utopie* de Th. More, est une attaque directe contre la propriété privée et l'inégalité des biens ; son point de départ est la fiction de peuples et de lois imaginaires ; au XVIIIe siècle seulement apparaîtront dans la littérature socialiste des descriptions plus ou moins exactes de peuples réels mais encore insuffisamment connus ; les observations positives et méthodiques succéderont à celles-ci dans le siècle actuel.

N'ayant pas en vue ici une histoire du socialisme, il nous suffit de noter que, dans l'Etat des Sévarambes, dont l'organisation « est l'un des plus parfaits modèles de gouvernement qu'on ait jamais vus », les causes principales des misères sociales sont avant tout morales ; le plan social imaginé est donc avant tout *déduit* de principes moraux, déduits eux-mêmes de la raison pure. Ce qu'il s'agit de combattre, c'est l'avarice, l'orgueil, l'oisiveté, l'envie, le vol, etc. ; c'est pour cela que la propriété privée doit être abolie et la terre et toutes les richesses naturelles attribuées à l'Etat ; c'est celui-ci qui, par l'intermédiaire des magistrats et sous une royauté absolue considérée comme ayant organisé rationnellement la société, opérera la distribution et la répartition de toutes les utilités, ; les particuliers ne peuvent rien tirer du sol ni des matières premières que ce qu'il plaît au magistrat de leur donner. La société est donc communiste et égalitaire, sauf les magistrats et la supériorité résultant de l'âge.

Le magistrat accorde à chacun ce qui est nécessaire à ses besoins y compris le logement dans les *Osmasies* (2), la monnaie est donc inutile ; par contre chaque citoyen est obligé, par son travail, de contribuer au bien-être général. Sévarius, l'organisateur de l'Etat, a du reste limité le travail, « il partagea le jour en trois parties égales et il destina la première de ces parties au travail, la seconde au plaisir et la troisième au repos ». Il y a des magasins publics ; la pauvreté est inconnue, car tout est en abondance.

Ce socialisme autoritaire et symétrique était dans l'esprit général du temps ; il dénotait une absence absolue de méthode critique et organique et son insuffisance au point de vue d'une adaptation aux conditions

(1) Edition de Paris. 1698. 2 vol. in-12.

(2) Grands bâtiments carrés, tous semblables, contenant au moins mille personnes par Osalanasie. Ceci prépare le phalanstère de Fourier.

sociales réelles du temps devait admirablement faciliter l'œuvre d'appropriation capitaliste à laquelle la bourgeoisie allait mettre le sceau par la conquête du pouvoir politique.

Bossuet lui-même n'hésitait pas à emprunter au socialisme des formules fraternitaires en même temps qu'il reprenait à nouveau les arguments de la scolastique et d'Aristote contre l'usure. Dans son *Traité sur l'usure*, il condamne le prêt à intérêt et impose au riche l'obligatien de mettre entre les mains du pauvre, et cela gratuitement, l'argent qui lui est nécessaire,

Dans le *Sermon sur la dignité des pauvres dans l'Eglise*, il disait encore : « Dieu m'a envoyé, dit le Sauveur, pour annoncer l'Evangile aux pauvres. *Evangelisare pauperibus misit me.* Il ne souffre les riches que pour assister les pauvres. C'est pourquoi, dans l'ancienne Eglise, on mettait tout en commun de peur de se rendre coupable de la nécessité de quelqu'un... Car, quelle injustice, mes frères, que les pauvres portent tout le fardeau et que tout le poids des misères aille fondre sur leurs épaules! S'ils s'en plaignent et s'ils en murmurent contre la Providence divine, Seigneur, permettez-moi de le dire, c'est avec quelque couleur de justice, car étant tous pétris d'une même masse et ne pouvant y avoir grande différence entre de la boue et de la boue, pourquoi verrons-nous d'un côté la joie, la faveur, l'affluence, et de l'autre la tristesse et l'extrême désespoir, l'extrême nécessité et, plus encore, le mépris et la servitude ! Pourquoi cet homme si fortuné vivrait-il dans une telle abondance et pourrait-il contenter jusqu'aux désirs les plus inutiles d'une curiosité étudiée, pendant qu'un misérable, homme toutefois aussi bien que lui, ne pourrait soutenir sa propre famille, ni soulager la faim qui le presse ? »

Et dans son *Sermon sur les dispositions relativement aux nécessités de la vie :* « Les murmures des pauvres sont justes. Pourquoi cette *inégalité des conditions*? Tous étant formés d'une même boue, nul moyen de justifier ceci,sinon en disant que Dieu a recommandé les pauvres aux riches et leur a assigné leur vie sur leur superflu. *Ut fiat aequalitas*, comme dit Saint-Paul (Corinthiens, VIII. 14). »

Sous le brillant décor de phrases éloquentes, avec Bossuet le communisme évangélique résolvait le problème de la propriété et du crédit par la charité; c'était la banqueroute finale du socialisme chrétien.

Rappelons que parmi les précurseurs du socialisme contemporain, il faut placer les théoriciens du droit naturel au XVIIe siècle en tant qu'ils reconnaissaient un droit primitif de communauté ; mais leurs écrits ont peu d'importance en ce qui concerne la monnaie et le crédit; nous les avons du reste signalés dans nos études antérieures.

En Allemagne, dans les Pays-Bas et en Angleterre, le socialisme revêtit des caractères plus originaux. La Réforme ne fut pas, comme l'a écrit B. Malon, « une œuvre de simple réaction religieuse » ; du reste, notre illustre ami reconnaissait lui-même que « les peuples l'acclamaient en foule, lui demandant plus de liberté et de bien-être ». C'est qu'en effet, par divers de ses côtés, la doctrine de Luther se rattachait aux aspirations socialistes de l'époque ; K. Marx cite souvent Luther

comme un précurseur et c'est ce qui a été parfaitement établi dans la remarquable thèse latine présentée par J. Jaurès à la Sorbonne et traduite depuis sous le titre de : « *Les premiers linéaments du socialisme allemand chez Luther, Kant, Fichte et Hegel considérés dans leurs rapports avec Marx, Lassalle et B. Malon* ».

Luther peut être considéré comme socialiste notamment en ce qu'il condamne le prêt à intérêt : « Tout usurier est un voleur digne du gibet. » Il s'élève avec non moins d'âpreté contre les monopoles artificiels créés, par exemple, par les riches marchands de céréales, qui « ainsi font la cherté et la rareté des céréales et autres objets de vente. » Socialiste est aussi sa doctrine en ce qu'elle proclame que le pauvre n'est pas libre et que la loi doit intervenir en faveur des faibles. Malheureusement Luther ne prit point parti en faveur de ces derniers et il mit, comme l'église catholique, sa puissance spirituelle au service des intérêts politiques des princes allemands. Cependant plusieurs de ses contemporains et disciples réclamèrent aussi l'égalité non seulement dans le ciel mais sur la terre. Deux pamphlets, analysés par Jenssens et intitulés l'un : *Constitution de l'Empereur Frédéric*, l'autre : *Réforme de l'Empereur Sigismond* concluent à un collectivisme agraire et même industriel spécialement pour les grandes fabriques. Ce qui est remarquable, c'est que ce collectivisme ou communisme réduit et pratique se concilie avec l'usage de la monnaie et de l'échange; il devait avoir pour conséquence la vente des produits agricoles au juste prix, au prix de revient.

Si Luther et ses disciples n'étaient pas des communistes absolus, il en était autrement des Anabaptistes dont la doctrine répandue en 1521, par Storck-Munzer, aboutissait à la communauté absolue de tous les biens et supprimait ainsi le problème monétaire. On s'explique dès lors en partie que Luther ait poussé les princes qui avaient adhéré à sa réforme à la répression des révoltes des paysans allemands, tous communistes, de Souabe, de Thuringe et de Franconie. De là, la révolution, comme un incendie, s'étendit en Alsace-Lorraine et en Suisse. Le programme des paysans alsaciens-lorrains sort déjà du vague communisme allemand : plus de dîme, réduction à 5 pour 100 de l'intérêt sur les terres, liberté des eaux, retour des forêts à la commune, abolition du servage, restitution à la communauté des terres appropriées par les seigneurs. On pressent déjà les cahiers de 1789. Telle est l'influence des milieux qu'à l'inverse de Luther, Calvin dans une République de marchands et de banquiers, sans agriculture, défend vigoureusement le prêt à intérêt.

Les anabaptistes de Zurich, réfugiés à Zolicorne, y proclament un *symbole* de doctrines; cette profession de foi adoptée par les socialistes suisses en 1525 est essentiellement communiste et même anarchiste : communauté absolue des biens, plus de magistrats, refus par tous les adhérents du service militaire. Il n'y est plus question ni d'échange, ni de vente, ni de prix, ni par conséquent de monnaie. La propagande fut arrêtée par la cruelle répression du Sénat de Zurich en 1528-1529. Les fugitifs fondèrent des établissements communistes en Moravie sous

la direction de Hutten et de G. Scherding. Leurs colonies agricoles prenaient à bail les propriétés de la noblesse; elles prospérèrent assez longtemps mais sous une direction hiérarchique chargée de la répartition des revenus et des fruits du travail commun. Même à partir de 1531, le principe de la propriété individuelle l'emporta, les colonies se désagrégèrent et les colons qui s'étaient élevés jusqu'au nombre de sept mille errèrent dans la plus profonde misère (1).

Ce fut parmi les anabaptistes réfugiés aux Pays-Bas et dans le nord-ouest de l'Allemagne que le communisme s'affirma avec le plus d'audace et de violence. Au contraire de ceux de Moravie qui étaient restés soumis aux puissances politiques, les sectateurs de Melchior Hoffmann, le prophète Elie, sont de véritables révoltés; Strasbourg est d'abord leur centre de rayonnement; après l'emprisonnement d'Hoffmann et leur bannissement, ils s'étendent dans les Pays-Bas Jean Mathias, le prophète Enoch, et ses douze apôtres sont leurs nouveaux chefs. Le *Rétablissement* est leur manifeste. Il est communiste au sens le plus absolu; la doctrine se rattachait aux croyances des *Millénaires* ou *Chiliastes*, dérivées elles-mêmes des écrits de Papias mort en 163; elle annonçait la royauté terrestre de Jésus pendant mille ans avant le jugement dernier; l'heure du *royaume de Dieu* avait sonné, le Christ allait revenir, mais avant il fallait exterminer les méchants et les puissants. Ces idées se propageaient non seulement sous le couvert des Evangiles mais de la Bible; celle en langue vulgaire était au surplus seule admise, car le mouvement était essentiellement populaire. C'est Mathias qui répartit les subsistances et les revenus aux membres de la communauté; à sa mort, Jean de Leyde lui succède dans la même fonction. Münzer avait dit notamment à Mülhausen : « La terre est un héritage commun... quand donc vous avons-nous cédé notre part de l'hérédité paternelle?.,. A la naissance de la religion, n'a-t-on pas vu les apôtres n'avoir égard qu'aux besoins de chaque fidèle dans la répartition de l'argent qu'on apportait à leurs pieds? »

L'anabaptisme communiste fut écrasé. Ce n'est qu'en 1535, après 117 années de luttes inaugurées par Jean Ziska que la révolution communiste fut étouffée par la prise de Munster et le supplice de Jean Bocold de Leyde. Depuis, bien que divisé par de nombreux schismes, il s'est conservé à l'état sporadique en Hollande, en Allemagne, en Suisse, aux Pays-Bas et, par immigration, aux Etats-Unis; ses partisans jouèrent aussi un rôle dans la Révolution d'Angleterre (2).

Dans *Scuole economiche della Germania in rapporta colla questione*

(1) Les communautés de Frères Moraves créés en Moravie sous la direction de Hutten et de Gabriel Scherding sont tout à fait distinctes de celles fondées antérieurement par les Hussites; la constitution de ces communautés était communiste à l'intérieur, mais il ne semble pas que l'échange et la monnaie en fussent exclus au point de vue des relations extérieures entre les divers groupes, car un économe, annuellement élu, était chargé des recettes et des dépenses. C'est de ce milieu socialiste que sortit le célèbre pédagogue slave Jean Amos, dit Comenius, le précurseur de Rousseau, Frœbel, Pestalozzi et Fourier.

(2) Sur l'anabaptisme, lire Richard Heath dans *Société Nouvelle* nos 129 et 130, 1895.

sociale, Cusumano signale encore comme théoriciens socialistes en Allemagne, au XVI[e] siècle : Bobein, Sébastien Franck, Eberlin de Günsberg, Gaspard de Schwenkfeld ; leurs écrits me sont malheureusement inconnus (1).

Notons pour mémoire que le plus grand philosophe du XVII[e] siècle, B. de Spinosa, dans son *Tractatus politicus*, Cap, VI, § XII se déclarait partisan de la nationalisation du sol et de la suppression des impôts, l'Etat ne devant avoir pour revenu que la rente de la terre, c'est-à-dire le revenu naturel produit par le progrès collectif.

Nous avons montré antérieurement que la Hollande et puis l'Angleterre prirent successivement la direction de la pratique et de la théorie économiques. C'est également en Angleterre qu'il faut se transporter maintenant pour sortir du vague des doctrines fraternitaires et communistes.

Les premières conceptions socialistes avaient emprunté principalement leur idéal au passé ; il en avait été ainsi depuis et y compris Platon dont la pensée théorique n'avait jusqu'ici pas été dépassée ; la végétation continue des écrits communistes avait été à peu près aussi spontanée que les révoltes et les sentiments populaires dont ils étaient la projection idéale mais encore vague et flottante ; il manquait au socialisme une base critique et positive des conditions économiques et morales de la société ainsi que la notion scientifique de la continuité de développement des phénomènes sociaux indispensable à leur réformation méthodique.

Au XVI[e] siècle, avec Thomas More, l'idéal est placé davantage dans l'avenir, il a pour point de départ une description et une connaissance plus exactes, une critique plus serrée et plus précise des formes sociales existantes ; enfin, on commence à mieux se rendre compte des liens qui unissent l'avenir au présent et, par ce dernier, au passé. Critiques et plans de réformation seront d'autant plus scientifiques que leurs auteurs, comme l'illustre disciple de Platon et plus tard le chancelier Bacon et Harrington, ne seront pas toujours de purs théoriciens, mais des hommes d'Etat rompus au maniement des affaires publiques.

L'*Utopie* de Th. More (1480-1535) est le premier monument du socialisme scientifique, c'est-à-dire de la Sociologie dans l'Europe occidentale. Elle fut publiée en 1516, à Louvain, sous le titre de : *De optimæ Reipublicæ statu, deque nova Insula Utopia*. Elle se distingue tout d'abord de la République de Platon, en ce que le plan de réorganisation ne comprend pas de castes, en outre le travail manuel est honoré ; la direction sociale y appartient à des magistrats élus et il y a un organisme représentatif élu par les familles.

La tolérance religieuse y est égale à la liberté politique ; la famille, dont les relations sont naturellement communistes, est à la base de la société. Maintenant, et ceci est capital, la description critique de l'état économique de l'Angleterre à ce moment de son histoire est de la plus

(1) Pour S. Franck (1500-1545) voir W. Roscher dans Geschichte der National-Oekonomik in Deutschland.

admirable exactitude et nullement exagérée; elle a été depuis absolument corroborée par les travaux modernes, notamment par les laborieuses recherches de Th. Rogers; c'est le plus bel éloge que l'on puisse faire de l'honnêteté scientifique de Th. More. Sa théorie est communiste, mais ni autoritaire, ni anarchiste d'une façon absolue; aussi bien que Platon, il comprend la nécessité et l'utilité de la division du travail, cependant l'échange et la monnaie sont exclus de sa république. Les produits du travail sont emmagasinés et puis distribués par les magistrats suivant les besoins rationnels de chacun; un travail quotidien de six heures assure une subsistance suffisante, avec un intervalle de repos de deux heures, huit heures de loisir sont utilisées à volonté, huit autres consacrées au sommeil; des salles publiques d'études sont ouvertes à tous, de même les salons de musique, etc. Il n'y a pas de commerce intérieur; s'il y a pénurie d'un produit dans une localité, elle est compensée par l'excès qui se produit en d'autres. Le superflu général de la société est exporté, mais uniquement contre des produits exotiques; malgré l'échange, il n'y a donc pas de monnaie même pour le commerce extérieur; à l'intérieur c'est le communisme sans échange malgré la division du travail; à l'extérieur seul, il y a échange. More n'indique pas d'après quelles bases; mais dans aucun cas, il n'y a d'instrument monétaire servant d'intermédiaire et de mesure des valeurs; les magistrats élus sont les vrais appréciateurs des besoins de la collectivité; ils sont en réalité encore une fois la mesure vivante des utilités échangeables. Supérieur à Platon au point de vue de la critique socialiste, More lui est évidemment inférieur en ce que le réformateur grec, n'étendant pas son communisme absolu à la société entière, aboutit à une théorie de la valeur basée sur le travail et le prix de revient avec, semble-t-il, l'usage de bons d'échange comme intermédiaires de la circulation. En revanche, More dépasse le philosophe grec en ce qu'il distingue nettement l'influence prépondérante du facteur économique sur les facteurs moraux, juridiques et même politiques de la société; c'est ainsi par exemple qu'il montre l'action exercée par la transformation des terres en pâturages sur le vice et sur la criminalité, et parmi les facteurs économiques, celui qui lui paraît symboliser pour ainsi dire et résumer en lui toutes les iniquités, toutes les misères sociales, c'est la Monnaie :

« Les heureux républicains d'Utopie ne se soucient nullement de dame Monnaie, cette Reine de notre monde; ils n'ont que du mépris pour elle; la soif inextinguible de l'or et de l'argent, cette hydropisie pécuniaire dont les grands et les petits sont attaqués parmi nous, ne se trouve point en Utopie, et par là, quelle source féconde, copieuse, abondante de chagrins et d'inquiétude est tarie! Quelle prodigieuse moisson de crimes et de scélératesse est arrachée jusqu'à la racine! Car qui ne sait que la fraude et la fourberie, la rapine et le larcin, les querelles, les tumultes, les différends, les séditions, les meurtres, les trahisons, les emprisonnements, enfin tant d'autres forfaits qu'on punit à la vérité par les tortures et par les supplices, *mais dont on n'arrête pas le cours quelque exemple qu'on en fasse*, qui ne sait, dis-je, *qu'en*

tuant la Monnaie, il faut nécessairement que tous ces monstres moraux crèvent et périssent. Ajoutez à cela que la crainte, l'inquiétude, les soins, les travaux forcés, les veilles, toutes ces perturbations de la vie humaine, s'évanouissent dès qu'on pourra éteindre l'amour de l'argent. La pauvreté même qui seule a paru avoir besoin de Monnaie, si on supprimait partout les espèces monnayées, oui, la pauvreté même diminuerait. »

Par son *Atlantis Nova*, ouvrage inachevé écrit en 1620, François Bacon (1561-1626) qui fut pendant trois années, de 1618 à 1621, chancelier d'Angleterre, se rattache au socialisme; cet écrit est cependant plutôt philosophique qu'économique. Bensalem est la capitale de l'Atlantide; là est installé un Institut central de tous les arts et de toutes les sciences, conception qui sera réalisée en partie par la création de l'Institut de France, sous la Révolution. La nation est divisée en familles; chaque famille a un chef et un domaine suffisant attribué par l'Etat. L'égalité n'est pas absolue, mais tout étant en abondance, il n'y a pas de pauvres. C'est une espèce de communisme familial, il n'y est question ni d'échange ni de monnaie. Il faut mettre cette idée en rapport avec celles exprimées dans ses autres ouvrages et notamment dans le *De dignitate et augmentis scientiarum* où il démontre d'une façon très positive que tout l'ordre social repose sur la structure de la propriété (1).

L'instinct populaire continuait du reste à poursuivre de sa haine les usuriers et, d'une façon plus abstraite, l'or et l'argent, symboles de toutes les tyrannies et de toutes les misères; comme en Grèce et à Rome, le théâtre reflétait parfaitement l'état de l'opinion publique. Dans Hamlet, Shakespeare montre que tout emprunt est désastreux aussi bien pour l'emprunteur que pour le prêteur; chez le premier, il tue l'esprit d'économie et il est une cause de ruine; quant au prêteur, le plus souvent il perd à la fois le capital et l'ami auquel il l'a avancé. Tout le *Timon d'Athènes* est une émouvante philippique contre l'iniquité et la malfaisance de l'or. C'est surtout naturellement le Juif que les conditions historiques ont investi de l'odieuse fonction usuraire qui est l'objet de toutes les malédictions; le *Marchand de Venise* en est le portrait ineffaçable; l'intérêt et le capital, à défaut d'argent, se paient par la chair et le sang du débiteur; ce n'était pas là une pure fiction du grand poète dramatique; nous savons aujourd'hui, et sans doute il n'ignorait pas, que cette coutume féroce avait été en vigueur, puisqu'une trace en apparaissait encore au commencement de notre siècle dans une loi de Norwège permettant au créancier d'amener son débiteur devant le tribunal et de *lui couper ce qui lui plairait sur son corps en haut ou en bas*. On peut supposer que de Norwège, cette coutume cruelle s'était introduite en Angleterre.

Du théâtre, l'action ne tarde pas à se transporter dans la vie politique. En 1648, Charles Ier est exécuté, mais si une république autori-

(1) Voir les citations y relatives dans mon *Evolution des Croyances et des Doctrines politiques*.

taire, bourgeoise et piétiste parvient à s'établir, ce n'est qu'après les massacres d'Irlande par Knox, le gendre de Cromwell; les sectes millénaires et bibliques, en général communistes, Quakers de W. Penn, Tunkers, Shakers ont émigré en Amérique. En Angleterre même, les *Levellers* et leur chef John Lilburne, bien que leur programme soit bien plus pratique et moins absolu, voulaient une République égalitaire, une société chrétienne (1). Cromwell étouffa ce mouvement dans le sang. C'était en réalité la bourgeoisie qui triomphait; maîtresse du commerce et de l'industrie, elle avait affirmé sa supériorité politique sur les seigneurs de la terre et maintenant elle se retournait contre le socialisme qui l'avait aidée dans son œuvre de classe.

C'est précisément à ce moment qu'Harrington, véritable précurseur en cela du socialisme contemporain, de K. Marx et de Loria, montre dans ses *Aphorismes politiques* que le pouvoir politique suit toujours la propriété; j'ajoute, que là où la monnaie existe, la propriété suit toujours la monnaie; celle-ci est le canal par lequel la propriété circule et se distribue.

Dans *Oceana* (1659) Harrington propose de limiter à 50.000 francs le chiffre de revenus autorisé en terres. Il répète que la structure de l'Etat repose toujours sur celle de la propriété. Celle-ci peut appartenir à un seul, à quelques-uns ou au plus grand nombre. Il est partisan d'une répartition agraire relative, dès lors, la propriété étant équilibrée, il y aurait aussi équilibration sociale pour le reste et notamment équilibration politique. Ses disciples Tolland et Henry Neville, ce dernier dans *Plato redivivus*, accentuèrent sa doctrine. Thomas Holles qui essaya de fonder une république en Corse s'inspira des mêmes idées.

Ainsi finit le XVII[e] siècle socialiste. Avec Th. More, Fr. Bacon, Harringgton le socialisme a revêtu en partie, un caractère scientifique incontestable; comme son idéal n'est plus exclusivement dans le passé, comme il se base sur une observation plus exacte des conditions existantes, comme il comprend de mieux en mieux la loi de continuité du développement historique et du déterminisme universel, il se rapproche de plus en plus de la réalité et renforce ainsi son action sur l'avenir. Savoir en effet, c'est prévoir. Harrington prédit la Révolution française: l'Espagne, l'Italie, la France sont malades; d'après lui, la France se guérira la première; son génie dès lors étonnera et gouvernera le monde.

Si nous essayons de nous représenter les caractères généraux du socialisme pendant la période de plus de vingt siècles que nous venons de parcourir, nous croyons qu'ils peuvent se résumer comme suit :

I. — A l'inverse de l'économie politique proprement dite, émanée principalement des classes supérieures et privilégiées même au point de vue de l'instruction, le socialisme naît spontanément dans les couches inférieures et opprimées des sociétés. Il y passe progressivement de la vie inconsciente et des actes réflexes à la vie consciente et à une activité méthodique et raisonnée; il se manifeste successivement :

(1) Leur programme peut être appelé *radical* : liberté individuelle, gratuité de la justice; république démocratique; avec une convention populaire, amélioration du sort du peuple, abolition des privilèges civils, religieux et militaires.

a) Par des révoltes ;

b) Par des pensées et des symboles poétiques et littéraires;

c) Par des programmes;

d) Par des écrits, des plans sociaux contenus ou non dans une philosophie générale.

II. — Il est l'expression d'un inéquilibre social, spécialement économique, où l'intérêt général est sacrifié à l'égoïsme d'individus ou de classes.

III. — Ses conceptions, tout en n'étant pas essentiellement rétrogrades, sont caractérisées tout d'abord par une tendance naturelle au retour vers les formes communautaires et simplistes primitives.

IV. — Il est communiste en général. Sa formule de répartition est : *à chacun selon ses besoins*.

V. — Cette formule se complète et se rectifie bientôt par l'addition d'un principe moral : à chacun selon ses besoins *rationnels*.

VI. — La méthode du socialisme est tout d'abord subjective et déductive; il est généralement idéaliste; les règles économiques sont les corollaires de principes moraux; en dernier lieu, la morale, le droit, la politique sont enfin conçus comme subordonnés à l'organisation économique.

VII. — Le socialisme communiste est tout d'abord autoritaire et même théocratique et hiérarchique; le communisme anarchique n'apparaît que postérieurement et à l'état d'exception.

VIII. — Les premiers plans de reconstruction sociale sont en général le contre-pied de la société existante; la critique des conditions existantes y est nulle ou très faible ; cette critique et la description exacte des milieux sociaux n'apparaissent que très tard; celle-ci est précédée par des descriptions de peuples imaginaires, plus tard de peuples imparfaitement connus. Importance sous ce rapport des voyages de découvertes notamment dans le Nouveau-Monde.

IX. — Le lien de continuité entre l'état existant et l'état futur est peu ou même pas du tout observé; il se dégage avec les progrès de l'observation et de la critique, d'abord : *a*) dans les programmes pratiques, puis *b*) chez les théoriciens.

X. — Comme conséquences, les méthodes de transformation sont négligées, les transitions non indiquées, il y a un abîme entre l'état existant et l'état rêvé.

XI. — Généralement la structure de la société est considérée comme l'œuvre artificielle d'un législateur, d'un souverain, d'un réformateur; ce caractère est commun au socialisme et aux doctrines dirigeantes; il s'explique par le fait même de la structure corrélative des sociétés; le socialisme gouvernemental s'adapte à la fonction gouvernementale du temps; il n'est pas en contradiction avec le droit public en vigueur. Dans toute l'antiquité et au moyen-âge, il y a un véritable socialisme pratique et d'Etat qui se confond avec le socialisme populaire et théorique et suscite au contraire la révolte du moi, d'où le droit humain. le droit naturel.

XII. — Certaines utopies arrivent cependant à substituer le régime

électif et représentatif et même certaines formes de législation directe ou de referendum au système autoritaire.

XIII. — Le socialisme manifeste une tendance progressive à considérer les réformes économiques comme fondamentales; il conçoit finalement la corrélation et la subordination de la structure politique à l'égard de la structure économique et spécialement des formes de propriété; de même la corrélation de la paix, de la condition des femmes, de la criminalité, de l'immoralité et de l'ignorance avec l'égalité économique.

XIV. — Le socialisme tend toujours à être intégral, c'est-à-dire sociologique.

XV. — Le socialisme tend toujours à pénétrer les classes dirigeantes et spécialement celle des hommes d'État.

XVI. — Le socialisme se préoccupe surtout du problème de la répartition des richesses.

XVII. — Le mot n'existe pas plus à la fin du XVIIe siècle que le mot individualisme ; ils ne sont donc qu'historiquement antithétiques et plus tard.

En ce qui concerne la monnaie et le crédit, les caractères spéciaux du socialisme jusqu'à la fin du XVIIe siècle sont nécessairement en rapport avec ses caractères généraux.

L'observation impartiale des faits nous paraît fournir les conclusions suivantes :

I. — L'économie amonétaire n'est pas une utopie en elle-même ; cette économie a existé et existe encore dans des sociétés communautaires, égalitaires et même inégalitaires (ancien Pérou) et dans celles où les prestations se faisaient en nature comme par exemple et surtout dans les sociétés agricoles.

II. — Dans la plupart des civilisations amonétaires et despotiques, le chef directement ou par ses délégués est la mesure vivante des valeurs; cette même fonction lui est attribuée dans la plupart des utopies communistes ; le magistrat y est l'organe de la distribution et de la répartition des produits.

III. —La monnaie, sous diverses formes, suivant les stades de civilisation, apparaît dans les sociétés à mesure que les fonctions sociales se différencient, donc avec la division du travail et l'échange.

IV. — La monnaie n'est pas non plus nécessairement métallique; celle-ci est en général ignorée des peuples chasseurs, pêcheurs, pasteurs, agricoles et même industriels ; elle naît naturellement chez les peuples industriels métallurgiques.

V. — L'usage de la monnaie est d'abord externe; à l'intérieur la société peut rester amonétaire; de même pour l'usage de la monnaie métallique; quand la société a une monnaie métallique, elle peut se contenter à l'intérieur d'une monnaie inférieure (Sparte). Les utopies sociales reflètent cette évolution naturelle ; les unes suppriment l'échange et la monnaie tant à l'intérieur que pour l'extérieur, d'autres pour l'intérieur seul, certaines admettent l'échange seul sans monnaie pour l'intérieur et l'exterieur, quelques-unes pour l'extérieur seulement.

VI. — Les théories monétaires socialistes suivent de très loin les faits



comme du reste les théories dirigeantes. Leur idéal est naturellement tout d'abord dans le passé; elles font abstraction des nécessités nouvelles.

VII. — Le communisme absolu, autoritaire ou anarchiste est nécessairement amonétaire.

VIII. — Ce sont le développement social et l'incoordination transitoire résultant des variations nouvelles qui nécessitent l'intervention du socialisme dans le problème monétaire en opposition avec l'égoïsme individuel ou de classe produit par cette incoordination. Cet antagonisme s'accentue avec le développement de l'économie capitaliste monétaire spécialement métallique; en effet quand l'économie devient *monnayée*, naturellement l'intérêt capitaliste devient tout puissant.

IX. — La protestation du socialisme contre la monnaie et spécialement contre la monnaie métallique est historique, ininterrompue; l'instinct populaire et les plus hauts génies de l'humanité s'accordent sur ce point; cette protestation continue a une signification et ne peut être écartée systématiquement. *Il faut tuer la monnaie.*

X. — Antérieurement au XVIII[e] siècle, déjà avec Platon, le socialisme affirme que les produits s'échangent toujours contre des produits et il proclame que l'échange doit être égal. Platon émet le premier une théorie de la valeur: la valeur, c'est le prix de revient. C'est ce qu'entendent aussi par *justum pretium* les scolastiques et, parmi eux, le plus considérable saint Thomas d'Aquin.

XI. — Le socialisme avec Platon proclame non seulement que l'échange doit être *direct* mais *immédiat*. Il *supprime* les opérations à terme et le crédit; c'est une solution simpliste. En régime individualiste ou de classe le crédit est une nécessité; il l'est également en régime socialiste.

XII. — Durand de Saint-Pourçain comprend le premier la contradiction qu'il y a entre la conservation des formes du crédit individualiste et l'abolition de l'intérêt; il propose la création d'une banque d'Etat de prêt; Rabelais formule rudimentairement les principes de la mutualité. Dans une société où tous sont à la fois prêteurs et emprunteurs, il n'y a plus de place pour l'intérêt.

XIII. — Le problème monétaire et celui du crédit s'imposent surtout et sont agités quand la monnaie est insuffisante pour les transactions ou quand elle s'est écoulée. Exemples : le Christianisme primitif, la féodalité et le moyen âge; l'époque contemporaine avec sa contraction monétaire. Le problème dévie chaque fois par la découverte des mines d'or et d'argent.

XIV. — Le socialisme amonétaire n'est pas essentiellement en contradiction avec l'économie dirigeante; celle-ci historiquement (voir nos études antérieures) aboutit non seulement à l'élimination de la monnaie métallique et même à une économie que l'on peut considérer comme amonétaire, tels que la compensation, le virement, le comptabilisme social de M. Solvay, en un mot à toutes les opérations qui se règlent par de simples écritures.

Ainsi l'idéal de Platon, l'*échange direct et immédiat*, loin d'être con-

trarié et contredit par l'évolution des faits et des théories économiques, tend de plus en plus à devenir un idéal pratique et positif.

En ce qui concerne la monnaie, le problème était et est encore, tout en conservant la division du travail et l'échange national et international, d'abolir l'intervention d'un intermédiaire onéreux et dangereux : la monnaie-marchandise ; c'était le vœu du socialisme ; l'économie pratique l'a déjà en partie mais encore insuffisamment réalisé. Pourquoi conserver comme pivot de la circulation ce qui n'en est plus qu'un élément accessoire et perturbateur ?

La difficulté est que le métal précieux a en outre pour fonction d'être la mesure de la valeur. C'est là un fait important; il y a accumulation indivise sur un seul organe de fonctions divisibles. Le métal précieux est à la fois marchandise, agent de thésaurisation, étalon, mesure, intermédiaire des échanges.

Le socialisme et l'économie orthodoxe, à la suite des faits eux-mêmes ont démontré que ces fonctions ne sont pas nécessairement indivises ; ici, encore une fois, le progrès est dans la différenciation organique des fonctions complétée par une nouvelle et supérieure coordination.

Les signes intermédiaires des échanges peuvent et doivent être sans valeur intrinsèque, ils ne doivent être que des titres d'acquisition et de libération, des expressions symboliques des valeurs échangeables, des signes sociaux, une monnaie de compte idéale en tant que médium comme le voulait Platon.

Ces signes ne peuvent être que des unités numériques. C'est à ce moment que surgit le problème de la valeur. Toute valeur est l'expression d'un rapport entre des utilités échangeables, et en ce sens il n'y a pas de valeur absolue d'un produit même celle déterminée par le dernier besoin satisfait, puisque cette valeur est toujours appréciée en une mesure qui est elle-même de valeur variable, surtout si elle est métallique comme dans la théorie de M. Walras.

Quelle est la mesure de la valeur des unités écriturées soit sur les billets de banque, soit sur les bons d'échange, soit dans le carnet de M. Solvay ? L'or et l'argent ne peuvent être évidemment cette mesure ; ils sont marchandises et varient eux-mêmes de valeur, malgré leur stabilité supérieure. Est-ce le travail incorporé dans le produit ? Ce travail a une valeur également variable. Marx le reconnaît puisqu'il propose la durée normale du travail dans un temps et un espace limités. Soyons encore plus rigoureux, ramenons la mesure de la valeur à la calorie ou au kilogrammètre, il n'en reste pas moins vrai que *l'effort économique* est variable. Il n'y a pas en sociologie d'unités ou de points fixes ; on en revient donc toujours à l'évaluation de chaque produit par tous les autres produits et, pour la facilité, à la comparaison avec un produit adopté comme dénominateur commun, mais de valeur toujours variable.

Que l'or et l'argent perdent leur fonction de médium ; qu'importe qu'ils conservent celle de marchandise et surtout celle de mesure et d'étalon des valeurs ; cela n'ajoutera rien à leur valeur marchande. Où est le mal ? Où est le danger ? S'il faut une mesure, un étalon, autant ceux-là qu'un

autre, un bœuf par exemple. La question restera toujours de savoir *quelle est la mesure de la mesure adoptée*. La marchandise la plus abstraite de toutes étant l'effort économique, le travail, cette mesure étant encore relativement la plus stable de toutes, car elle ne suit que très lentement même les variations de valeur de l'or et de l'argent, j'incline toujours à croire que le travail incorporé dans le produit est la mesure *la plus naturelle* de sa valeur. Mais le travail lui-même est plus ou moins qualifié non seulement suivant les professions mais suivant les stades de civilisation; à l'origine le travail même n'est nullement apprécié et aujourd'hui encore les économistes les plus éminents, en dressant leurs index-numbers, n'y font pas même figurer cette marchandise, la plus importante de toutes, puisqu'elle se retrouve dans toutes les autres.

En somme je pense qu'il n'y a d'absolu et de fixe que la loi de relativité. De même que nous ne connaissons le monde phénoménal, et par conséquent sa valeur, que par la représentation que nous nous en faisons; de même en ce qui concerne le monde social, sa valeur spécialement économique est toujours relative. Elle l'est non seulement au point de vue objectif des rapports entre les produits, mais au point de vue subjectif de leur valeur suivant nos besoins et nos désirs, selon notre propre appréciation. Seulement l'appréciation de la valeur économique, comme celle de toutes les autres valeurs sociales, est surtout collective et c'est, d'après sa propre organisation, suivant le processus de sa sensibilité plus ou moins éclairée et consciente, que chaque société procède à l'évaluation de toutes choses. Ce sont les institutions sociales qui sont les organes de cette sensibilité collective. Ainsi l'antiquité et le moyen âge n'étaient pas sans savoir que le travail est le facteur essentiel de la richesse, mais ils n'appréciaient pas le travail; les institutions, les organes d'alors ne permettaient pas de l'apprécier.

La théorie de la mesure de la valeur est donc subordonnée à la théorie de l'organisation sociale entière; c'est, pratiquement, un perpétuel devenir, comme l'évolution organique même des sociétés.

L'essentiel à retenir de notre rapide étude c'est que l'échange doit et peut être direct, c'est le problème monétaire; il doit aussi être immédiat, c'est le problème, du crédit, de l'intérêt (1); le progrès est dans l'économie à réaliser d'un côté dans le médium de circulation, de l'autre dans le coût du temps et du risque. Toute la philosophie de la vie nutritive des sociétés n'est-elle pas ainsi contenue dans ce simple mot Economie dont nous entrevoyons enfin le sens profond et si longtemps mystérieux?

GUILLAUME DE GREEF.

(1) La solution du problème monétaire est dans l'émission d'une monnaie sociale, billets ou unités comptabilistes, dont l'import ne dépasse jamais les transactions réelles: cette solution semble au premier abord incompatible avec les nécessités du crédit. Peut-on émettre des signes fiduciaires pour des opérations à terme? Oui, en ramenant ces opérations, par l'escompte, à des opérations, à des échanges directs. Alors, par son intervention, la société supprime en réalité le temps et le risque ou plutôt elle les prend à sa charge par une assurance mutuelle de tous ses membres. Dès lors l'intérêt lui-même peut être éliminé ou bien il est perçu au profit de tous les membres de la société.

Les Récits de ma Grand'mère

NASTENKA BOROVKOVA

— Grand'mère !
— Quoi, mon chéri?
— Et la promesse d'hier ?
— Quelle promessse. mon petit?
— De me raconter l'histoire de Nastasia Petrovna.
— De Nastenka? Te l'avais-je promis, Andriouchka ?
— L'aviez-vous oublié, grand'mère?
— Je ne m'en souviens pas, mon amour. Ma parole, je ne m'en souviens pas. Ma mémoire me fait défaut, je ne sais pas pourquoi.
— C'est la vieillesse, grand'mère.
— Tais-toi donc,polisson que tu es, cesse de te moquer de ta grand'mère, tu es encore trop jeune, tu as encore aux lèvres le lait de ta mère. La vieillesse!..... Mon âge est-il si avancé? soixante-sept ou soixante-huit ans, est-ce grand chose? Ma grand'mère la princesse Maria Iourievna Sviblova a vécu, ce que l'on peut appeler vivre... en effet, elle atteignit la vieillesse! Elle mourut à cent-dix ans. Elle se rappelait le tzar Alexis Mikhaïlovitch... Lorsque celui-ci perdit sa femme, son veuvage lui étant bientôt à charge, il ordonna de réunir à Moscou les plus belles filles des boyards de tout l'Empire et choisit parmi elles sa tzarine. Ma grand'mère fut du nombre de ces jeunes filles et le souverain vint la contempler dans son lit pendant son sommeil..... C'était le jour de Saint-Spiridon, le 12 décembre..... Ma grand'mère était issue de la race

des prince Soutzef..... Le souverain ne daigna pas la trouver à son goût, et ce fut Natalia Kirilovna Narichkine qui devint tzarine..... Dans sa jeunesse, ma grand'mère était dame du palais auprès de la tzarine Agafia Séménovna et, après la mort de celle-ci, elle passa chez la tzarine Tatiana Mikhaïlovna, et se consacra à la confection et à la broderie des bonnets d'évêques..... Et que de choses intéressantes, elle narrait, la défunte,..... au sujet des troubles des Streletzs, des sectaires et des Allemands établis à Kokoui (1) ! Ma grand'mère n'aimait guère ces derniers : elle ne pouvait les souffrir : ce n'était, disait-elle, qu'un tas de coquins et d'ivrognes. Frantz Iakovlef Lefort demeurait de ce temps-là parmi eux à Kokoui, et il y organisait de tels festins et de telles réunions qu'en y songeant, à Moscou, on faisaitle signe de la croix et on murmurait une prière... Ces réunions avaient lieu de préférence chez le marchand de vins Maus, dont la fille Anne était la maîtresse en titre de ce Lefort. Ma grand'mère, la princesse Maria Iourievna, connaissait personnellement cette Maus. Elle disait que cette fille, malgré sa conduite déréglée, était d'une beauté merveilleuse, d'une beauté telle qu'il était de toute impossibilité de la décrire..... D'ailleurs cette Maus fit elle-même fortune et tous ses parents eurent de brillantes carrières. Sa sœur fut dame de palais, son frère Wassili fut chambellan et cependant, sur la fin du règne de Pierre-le-Grand. on lui trancha la tête pour toutes sortes de méfaits (2). Sa tête fut longtemps exposée au bout d'une haute perche... Tais-toi, Andriouchka, sois sage, et un jour. je te redirai tout ce que ma grand'mère m'a raconté au sujet de cet événement..... C'est une histoire bien curieuse, mon pigeonneau. bien intéressante : il y a de quoi conter, il y a de quoi prêter l'oreille..... Mais au fait de quoi causions-nous ?

— Vous vouliez nous parler de Nastasia Petrovna, grand'mère.

— C'est cela, c'est juste, mon bijou, de Nastasia Pétrovna, de la Sokolova. Elle était née Borovkof, la fille du général-lieutenant Piotre Andreitch Borovkof, mon cœur. Je l'ai connue intimement dès son bas-âge. Elle était plus jeune que moi, je pense. de sept à huit ans. Pourtant nous avons joué à la poupée ensemble. Il faut avouer que j'étais déjà mariée, lorsque Nastenka n'avait encore que huit ans. Je me suis mariée assez jeune, Andriouchka. je n'avais pas encore quatorze ans accomplis; aussi, les trois premières années de mon mariage, j'avais conservé mes habitudes d'enfance... Ton aïeul, Fedor Andreicht me faisait présent, à chaque

(1) Bourg allemand de Moscou.
(2) Maus fut l'amant de Catherine I, femme de Pierre-le-Grand.

fête, d'une poupée. « C'est pour toi, ma petite enfant de femme, disait-il, amuse-toi, distrais-toi ! » Il m'aimait bien, le défunt, Dieu donne la paix à sonâme. Et qu'elles étaient belles, ces poupées, Andriouchka!.... C'étaient des poupées de Nuremberg..... Elles étaient si curieuses, si amusantes que j'aurais joué toute ma vie avec..... Des poupées merveilleuses !..... Aujourd'hui, mon cœur, on n'en voit plus..... Des poupées de Nuremberg..... tout ce qui faisait les délices de notre siècle, tout cela a disparu !..... Et que disais-je, Andriouchka?

— Vous parliez de Nastasia Petrovna Borovkova, grand'-mère !

— Oui, c'est cela..... de Nastenka. Je la connaissais très intimement, mon cœur..... Je l'ai connue enfant...... et ensuite à la cour de l'impératrice Catherine II. A l'époque où les courtisans les plus hauts placés craignaient sa mauvaise langue autant que le feu... Dans sa jeunesse, c'était une personne charmante et agréable sous tous les rapports : la fille d'un général ayant une grosse fortune et si belle que tous les petits-maîtres en devenaient follement amoureux. Bon nombre de ces petits messieurs souffraient à cause d'elle..... Vraiment elle était d'une beauté rare !... Ses toilettes étaient recherchées et du meilleur goût... Je la vois d'ici, à ses débuts dans le monde.

C'était au bal chez la duchesse de Courlande, celle qui s'était enfuie de Iaroslav, de chez ses parents, et avait embrassé notre religion orthodoxe.

L'impératrice Elisabeth la maria au prince Chtcherkosof... Elle était bossue et laide... Ce soir-là Nastenka fut adorable... merveilleusement belle ! L'impératrice la remarqua et daigna lui donner sa main à baiser,.. Elle portait une robe de brocard blanc, ornée de dentelles de Brabant, à paniers relevés ; elle était comme de raison, poudrée et coiffée à la Crochet, avec des boucles qui lui tombaient sur les épaules. Son teint était d'une fraîcheur incomparable, son sourire était enchanteur, ses sourcils. de la vraie zibeline de Sibérie ; quelques mouches étaient collées sur son gracieux visage : une au-dessous du sourcil gauche, une autre sur le front, près de la tempe. Ces mouches faisaient le désespoir des petits-maîtres, car celle du sourcil signifiait une volonté inflexible, et celle du front marquait le sang-froid.

Nastenka dansait à ravir et était l'objet de l'admiration générale. Quelle était gracieuse dans la polonaise ! La taille légèrement penchée, l'éventail aux lèvres... elle était délicieuse... Et quelle taille, quelle souplesse ! En un mot une taille svelte et bien proportionnée. Une reine, une vraie reine !...

Elle était la première élève de Landais.

Oh non!... Pardon, Andriouchka... c'est moi qui étais l'élève de Landais... Il était le premier maître de ballet du temps de l'impératrice Elisabeth et c'est lui qui donnait des leçons de danse à l'empereur Pierre III et à l'impératrice Catherine lorsque celle-ci n'était que fiancée... Nastenka ne put avoir pour maître de danse Landais, car il mourut du temps qu'elle était encore enfant...

Elle eut pour maître de danse Granger, un maître de ballet comme lui aussi... Il montait de brillants ballets au théâtre de l'Ermitage : *Faune jaloux*, *Apollon et Daphnis*...Comme maître de danse, il avait un grand succès, car Panine le chargea de donner des leçons de danse à l'empereur Paul...

Donc Nastenka était son élève, et elle était si gracieuse qu'on l'invita à plusieurs reprises au théâtre du Palais d'hiver pour remplir le rôle de Galatée... et qu'elle était délicieuse en Galatée! Un papillon d'or à la main, elle dansait un pas de trois avec les comtesses Chtchernychef...

Vois-tu, Andriouchka, la Chtchoglokova, Sophia Nikolaevna, que l'empereur Pierre III appela la *fresle* de la cour, (1) dansait merveilleusement, n'est-ce pas? Elle faisait l'admiration de tout le monde : eh bien! il arrivait à Nastenka de la surpasser en grâce. Elle dansait la manimasque et les matradours mieux que la Chtchoglokova. Celle-ci faillit en mourir de rage, et dans les menuets, Nastenka ne lui cédait en rien... Oui, mon cher!... elle était si modeste, si douce, si bonne, si affable!... Vraiment, mon cœur, à l'âge de seize ans ou dix-sept ans, tout le monde la considérait comme un ange descendu du ciel. Oui, mon ami, c'était une personne compatissante et sensible.

Son père et sa mère l'adoraient, elle était leur fille unique, un enfant qu'ils avaient longtemps demandé à Dieu. Ils n'avaient d'yeux que pour elle. Mais ils lui rendirent un mauvais service en lui donnant dès son enfance pleine liberté d'agir à sa guise. Nastenka ne fut jamais contrariée en rien, ne connut que sa volonté, n'eut jamais de réprimandes, au fond si salutaires. Eh bien! elle finit par mal tourner!... Elle sortit complètement de la bonne voie... Son esprit s'égara à tel point qu'à vingt ans elle devint méconnaissable.

Toujours les livres!...

A force de lectures, ses idées se brouillèrent. Elle lisait tout ce qui lui tombait sous la main, sans distinction, sans discernement. Ses parents ne le lui défendaient pas : « Lis ce que bon te semble », disaient-ils.

(1 *Fraulein*, demoiselles.

Aussi Nastenka se bourra la tête d'idées absurdes et incohérentes et se perdit sans retour.

Encore enfant, elle se passionnait pour ces lectures. Tout en jouant aux poupées, elle récitait des tirades, des tragédies de Racine. Elle savait par cœur la *Henriade*. Elle étalait les poupées sur la table et leur déclamait des passages de *Médée*. Ces livres-là, à la rigueur, pouvaient être tolérés, c'étaient de bons livres... mais à l'âge de dix-sept ans, il lui tomba sous la main l'*Enfant Prodigue* de Lachaussaie. Nastenka le lut et se jeta à corps perdu dans les comédies larmoyantes. Elle se passionna pour Jean-Jacques Rousseau, et devînt d'une sensibilité exagérée. Elle ne parlait que de *nature* et Dieu sait, de *quels droits de l'humanité.*

En un mot elle divaguait.

Selon moi, mon bijou, si elle avait un penchant si irrésistible pour la lecture, elle aurait dû lire des romans. C'est bien plus agréable... et on ne court pas le danger de mal tourner. Dans le vieux temps, Andriouchka, on publiait des romans vraiment remarquables... Aujourd'hui, je pense, mon pigeonneau, on ne sait plus en écrire de semblables. Vois par exemple le roman de le Sage, *Gil Blas*, ou le *Diable boiteux*... Que ces romans étaient entraînants !... Les as-tu lus, Andriouchka ?

— Je les ai lus, grand'mère.

— Ce sont de très bons livres. Lis-les-moi un jour, cela me fera grand plaisir, car ces romans sont incomparables... Nous avions encore des livres d'un autre genre, tout ce qu'il y a de plus intéressant. As-tu lu Boccace ?

— Je le connais, grand'mère !

— Et les contes de la Fontaine, pas les fables, ses contes, ses contes ?

— Je connais aussi ses contes, grand'mère !

— Ah !... fripon, tu as déjà eu le temps ! Tu ne m'en lis jamais pour faire plaisir à ta vieille grand'mère. N'est-ce pas que ces contes sont amusants, tout ce qu'il y a de plus délicieux ?.... Il faut avouer que nous toutes nous goûtions fort ces contes-là. Mais Nastenka ne les lisait pas et n'avait jamais aimé les romans.

Elle s'était passionnée, vois-tu, pour la philosophie, elle ne citait que Montesquieu, Diderot, Jean-Jacques. Il est vrai qu'alors c'était la mode à la cour. Même l'impératrice correspondait avec Voltaire. Aussi, tout le monde devint philosophe...

Cela ne dura pas longtemps, car on s'aperçut que la philosophie ne nous convenait guère...

C'est à cette époque que Nastenka se mit à divaguer : « C'est l'âge d'or qui est arrivé, disait-elle : on peut parler de tout en pleine liberté. » Et la voilà partie, partie. Son bavardage aboutit

à lui faire visiter les villes de la Sibérie. Voilà ce que fut son âge d'or.

— Grand'mère, que lui arriva-t-il donc ?

— Mais naturellement, elle perdit complètement la raison. Elle commença par tourner en ridicule ceux qui entretenaient des fous et des bouffons. « C'est une honteuse coutume, disait-elle, digne des barbares »,.. Il faisait beau l'entendre !

— Mais n'avait-elle pas raison, grand'mère ?

— Raison ?... Comment raison ? Et pourquoi un gentilhomme devrait-il se priver de bouffons ?... c'est fort amusant... N'oublie pas, mon pigeonneau. que non seulement il y en avait à la suite des grands seigneurs, mais que, même à la cour des souverains, ils ont subsisté de tout temps...

Nous avions aussi à Pétersbourg des bouffons, à la cour de l'impératrice Anne, et quels bouffons !... Le prince Volkonsky remplissait la fonction de gouverneur des chiens de l'Impératrice. On maria le prince Galitzine à une naine kalmouke, et on les logea dans le palais de glace... L'empereur Pierre le Grand eut pour bouffon Balakisef, un homme aussi de bonne race et toute une collection de cardinaux, et à leur tête était le prince pape. En premier lieu, ce fut Zotof, le précepteur de l'empereur, et plus tard Boutourline... Voilà de quelle qualité étaient ces gens !...

L'impératrice avait aussi une bouffonne, Matrevna Danilovna. Celle-ci lui rapportait tous les racontars de la ville...Les courtisans la craignaient beaucoup... ils briguaient ses bonnes grâces. Rileef,le maître de police, offrait un cadeau à Matrevna Danilovna à chaque fête, afin qu'elle n'aiguisa pas trop sa langue contre lui. Je l'ai aussi connue, cette Matrevna Danilovna, connue personnellement même.

Nastenka n'approuvait pas ausssi la coutume des gens de qualité d'entretenir dans leur maison des pique-assiettes.On les appelait des parasites. Ils étaient quelquefois au nombre d'une douzaine et même plus, et servaient à divertir leur bienfaiteur. Ceux qui excellaient dans la danse devaient danser, ceux qui savaient rimer des vers étaient obligés de composer des odes, et ceux qui avaient le vin drôle étaient constamment tenus en état d'ivresse; on les faisait boire du matin au soir comme des cochons... Aussi en raison des distractions qu'ils procuraient à leur protecteur, ils étaient nourris, et les jours de fête, on leur faisait don des vieux habits des maîtres... Que peut-on trouver à y redire, mon petit !... Ce n'était que charité chrétienne...

Ah oui !... les grands seigneurs de ce temps aimaient à secourir les malheureux. Ils vivaient largement, et procuraient à leur prochain le moyen de subsister... Et s'il arrivait quelquefois que

sans distinction de rang la parenté fut fustigée, le malheur n'était pas irréparable : son dos n'avait pas été acheté au poids de l'or. Si les os restent intacts, la chair reprendra ses droits, et recouvrira les endroits endommagés... Les gens de qualité n'avaient-ils pas le droit de se distraire ?

Eh bien ! Nastenka envisageait les choses différemment. « Tout cela, disait-elle, c'est de l'esclavage tartare »...

Voilà quelles opinions elle se permettait d'émettre... Elle divaguait sans mesure ! Encore si elle se fût contentée de radoter ces sottises chez elle, entre quatre murs ! Mais non, elle les criait tout haut dans le monde, en société. Elle ne se gênait nulle part et devant personne, aux réceptions de la cour, chez Locatelli (1), et aux réunions du grand monde... Elle ne tenait même pas compte de la présence du prince Grigori Orlof, mais ce prince lui-même n'aimait-il pas aussi parfois à confirmer les dires de Nastenka et à prendre le parti des manants ? Cela froissait les personnes honorables, les courtisans ; ils en étaient à juste titre offensés.

Quant aux petits-maîtres, épris de la beauté de Nastenka, ils couraient à elle comme des brebis attirées par le sel. Elle leur contait un tas d'invraisemblances et ceux-ci l'écoutaient de toutes leurs oreilles et faisaient chorus avec elle... Il y en avait qui, afin de gagner ses bonnes grâces, répétaient ses absurdités dans le monde... Elle perdit tous les jeunes gens : son influence fut on ne peut plus pernicieuse.

Elle n'observait pas les jeûnes... Un jour, je lui conseillais d'interroger l'avenir au moyen du café... Eh bien, mon petit, elle ne croyait plus en l'efficacité du café !...

Voilà ce que c'est que les livres de philosophie ? Ne les lis pas, Andriouchka !

Elle s'en prit aussi aux demoiselles élevées par les gens riches. Que lui avaient-elles fait ces demoiselles ! Je n'ai jamais pu le comprendre.

De mon temps, mon ami, c'était la mode d'avoir dans chaque maison noble des demoiselles qu'on élevait. Les dames, qui n'avaient pas d'enfants, et surtout les vieilles filles, aimaient à s'en entourer. Moscou surpassait Pétersbourg sous ce rapport, et là, ces demoiselles étaient nombreuses. On ramassait les petites mendiantes ou bien l'on prenait les filles de roturiers ou de gens de la petite noblesse. Dans chaque maison il s'en trouvait deux ou trois,

(1) Ancien maître de ballet, entrepreneur de bals masqués fréquentés par la haute société.

et les personnes de qualité en avaient des dizaines. On s'amusait à les élever, et en même temps on faisait leur bonheur.

D'ailleurs, les vieilles filles et certaines dames le faisaient pour rendre la maison plus gaie et plus attrayante. Les jeunes gens n'étaient plus assidus auprès des dames mûres et ne les fréquentaient que les jours de fêtes, pour les dîners ou sur invitation Aussi manquaient-ils à ces dames habituées à leur société, et, afin de les attirer chez elles, elles ornaient leurs maisons de demoiselles pauvres, mais jeunes...

Plus ces demoiselles étaient jolies, plus les visites des petits-maîtres devenaient fréquentes. Elles les attiraient comme le miel les mouches, ce qui causait bien du plaisir aux vieilles dames que cela amusait de se voir entourées de jeunes gens et qui se souvenaient de leur jeunesse hélas ! passée.

Nastenka trouva à redire à cet usage. Elle criait à pleins poumons que ce n'était pas un bienfait, mais une dépravation, un genre d'esclavage, de joug tartare. « Ces demoiselles, disait-elle, passent de l'état libre à l'état de servitude. »

Elle le proclamait ouvertement dans ces termes devant tout le monde. Aussi comme ces vieilles dames la détestaient ! Il lui arrivait de parler ainsi en société. Et les vieilles filles présentes, assises aux tables de jeux, tout en s'offrant en silence une prise de tabac, lui lançaient des regards pleins de haine. Aussi, elles ne la ménageaient pas. Elles faisaient courir sur son compte les bruits les plus absurdes, les commérages les plus invraisemblables, s'efforçant de nuire en toute façon à sa réputation...

Elles sont méchantes les vieilles filles, mon ami !...

Je disais un jour à Nastenka :

— De grâce, ma bonne, d'où te viennent de semblables idées ? Comment peut-tu dire que ce n'est pas un bienfait d'élever ces demoiselles ? Le Seigneur ne nous a-t-il pas recommandé de secourir les orphelines ?

Elle me répondit ceci :

— Beau secours, ma foi ! On recueille de pauvres fillettes pour les martyriser toute leur vie.

— Comment mon ange, les martyriser ? Mais n'est-ce pas un bonheur pour ces petites gueuses d'avoir pour maître de danse, le maître de ballet de la cour, d'avoir pour maîtresse de français une *Madame* qu'on fait venir de l'étranger et enfin d'avoir tout ce qu'il leur faut ? N'est-ce pas un bonheur pour ces filles de rien d'être élevées dans la société des princesses et des comtesses, et d'être les compagnes des *fresles* de la cour ? N'est-ce pas un bonheur pour ces filles de manants ou de petits gentilshommes d'être courtisées par des petits-maîtres qui, dès leur berceau,

furent promus au grade de sergent de la garde? Ma foi! Nastenka, tu es ridicule... Tu as perdu la tête, mon amour!... Tu ne raisonnes pas en fille de noble, ma délicieuse!

Elle me répliquait :

— Ce n'est pas cela qui fait le bonheur de l'humanité. Elle est heureuse, l'existence échue aux demoiselles élevées par la princesse Doudenef!... L'une d'elles est la surveillante des petits chiens. Une autre est obligée de courir du matin au soir les magasins et les couturières et, le soir, de lui dire la bonne aventure ou bien de lui lire à haute voix les *Tcheti Minei* (1). Aujourd'hui, demain, la vie durant, c'est de même... Elles doivent supporter tous les caprices de la princesse, toutes ses boutades, ses injures, ses accès de folie, et à tout propos lui baiser la main... N'est-ce pas de l'esclavage, de la servitude? Qu'en penses-tu? Et puis si un misérable neveu de leur bienfaitrice fait à l'une d'elles des propositions outrageantes et qu'elles refusent de se plier à ses exigences immorales, on les chasse de la maison dans l'état dans lequel elles sont venues au monde.

En effet, Andriouchka, il y eut un cas semblable. Ceci se passa chez la princesse Toumaskoï, une vieille fille.

Son neveu, le lieutenant baron de Lederleikher s'éprit d'une demoiselle élevée par sa tante. Le père de cette jeune fille avait été tué pendant la campagne de Prusse, et sa mère était morte de misère. Aussi la comtesse, par charité chrétienne, l'avait-elle recueillie, et l'élevait dans sa maison... Lorsque le baron pressa la jeune fille de céder à ses désirs, elle se révolta et refusa net... Il ne put en venir à bout et recourut à l'aide de sa tante.

Or, la comtesse adorait ce neveu qui était son enfant gâté. Elle exhorta la jeune fille du major à ne pas faire la cruelle, mais celle-ci ne céda pas. « Qu'il m'épouse », disait-elle! Elle n'était pas dégoûtée! Vois-tu, elle désirait être baronne!...

Elle causa beaucoup de peine à la pauvre comtesse : les bonnes paroles, les menaces n'eurent aucun effet.

La comtesse lui coupa ses tresses, l'enferma dans la cave, la priva de nourriture; même résultat. Elle resta inébranlable. C'était une vraie têtue. Que faire? La comtesse se vit obligée de la mettre à la porte avec l'héritage de ses parents qui ne comportait qu'une petite croix et un anneau d'alliance.

Plus tard, le bruit se répandit qu'elle s'était jetée tête basse dans la galanterie et qu'elle était pensionnaire d'une maison mal famée.

N'était-ce pas une sotte, mon pigeonneau!

N'aurait-il pas été plus convenable de devenir la maîtresse du

(1) *Vies des Saints.*

baron au lieu de faire tant de honte à la comtesse ? Chacun savait qu'elle avait été élevée dans sa maison ! Voilà de quelle façon elle reconnut les bienfaits de sa bienfaitrice !

La pauvre comtesse versa alors beaucoup de larmes à cause de ce déshonneur.

— Les péchés de cette jeune fille retomberont sur sa tête, grand' mère.

— Comment !... comment ! Comparer une fille débauchée à une comtesse... Aie honte, mon cœur ! c'est honteux, très honteux, mon cœur, de manquer ainsi de respect aux personnes de qualité... Ce n'est pas à toi de te faire leur juge. Tu es encore trop jeune et d'un rang trop modeste, souviens t'en bien...

Autrefois Nastenka parlait comme toi... et qu'advint-il ? Elle disparut, cette petite femme, sans laisser de traces...

Je la sermonnais bien souvent sur ses discours absurdes, comme je te fais la leçon à toi.

— Tu bats la campagne, ma délicieuse, lui disais-je, tu t'es emplie la cervelle d'idées malsaines... Elever des demoiselles est une œuvre chrétienne.

— Toi, ma belle, tu n'y comprends rien, quoique tu sois mariée et que tu sois plus âgée que moi.

Qu'y avait-il à comprendre ? Elle divaguait, cette chérie, elle divaguait tout bonnement.

Elle ne toléra pas que ses parents élevassent des demoiselles. Du temps de son enfance, les Borovkof en avaient trois : la fille d'un secrétaire, et deux filles de pauvres gentilshommes... Dès que Nastenka fut d'âge de se charger de la direction de la maison, car, sa mère atteinte de maladie avait perdu l'usage des pieds et des mains, elle demanda à ses parents d'éloigner ces demoiselles de la maison. Elle insista si fort que les Borovkof s'en séparèrent.

Le fit-elle par méchanceté, ou vraiment afin de rendre service à ces filles, je ne saurais le dire.

Le fait est que voici ce qui se passa.

Peu de temps avant le départ de ces filles, une d'elle fut atteinte de la petite vérole. Cette maladie est affreuse, quand elle ne tue pas, elle défigure toujours, et en plus elle est contagieuse... Le docteur fit transporter la malade dans une aile éloignée, et en défendit l'approche à tous ceux qui n'avaient pas eu la petite vérole.

Eh bien !... imagine-toi que Nastenka voulut soigner elle-même la malade... En vérité elle avait perdu la raison ! Soigner une varioleuse !.. Son père et sa mère ne purent l'en dissuader. Ce fut à grand'peine que Piotre Andreitch parvint à lui faire entendre raison... Nastenka se calma... mais la nuit, quand dans la maison

tout dormait, elle se chaussait sans bruit, couvrait ses épaules d'un manteau, traversait la cour à pas de loup et allait soigner la malade...

Et figure-toi, Andriouchka, que la petite vérole l'épargna...

Aussi, quand la princesse Doudenef eut vent de son équipée, elle ne la ménagea pas et jura ses grands dieux que Nastenka se rendait dans l'aile non pour soigner la malade mais pour voir ses amants.

Longtemps après, Borovkof dit un jour à sa fille.

— Tu t'ennuies, mon enfant, tu es toujours seule. Il te faudrait une compagne. Hier, au bal de Locatelli, j'ai entendu parler d'un capitaine de l'armée qui est venu à Pétersbourg avec une nombreuse famille, et qui y est mort subitement. Il a laissé six orphelins en bas âge : ils n'ont ni père, ni père, ni avoir, ni abri, ils sont dans la misère, on les distribue parmi les riches maisons. Pourquoi ne prendrions-nous pas une des filles de ce capitaine ? On m'a dit qu'il avait une fillette de quinze ans : elle peut te convenir.

— Non, mon père, répliqua Nastenka. Ne la prenez pas. La vie d'une orpheline est dure, mais elle l'est encore plus en la maison d'autrui. Au nom de Dieu, mon père, ne le faites pas. Allez plutôt voir Betzky et demandez-lui qu'on reçoive les orphelines au couvent de Smolnoi, et s'il n'y a pas de vacance aux frais de la couronne, vendez mes diamants et assurez leur entretien.... Dimanche à la réception de la cour, je prierai de mon côté la princesse Catherine et la de Lapoune (1).

Nastenka se donna tant de peine que deux filles de ce capitaine furent reçues à Smolnoi et lorsqu'elles eurent achevé leurs études, les Borovkof les marièrent. Nastenka leur fit un superbe trousseau !..,.

Elle en faisait bien d'autres, mon pigeonneau ; elle tenait des discours très téméraires !... Jette un coup d'œil par derrière la porte, Andriouchka, vois s'il n'y a pas de fille de chambre par là... qu'elles ne surprennent pas notre conversation ! Il ne leur convient pas d'entendre parler de ces choses.

Enfin, continua ma grand'mère, elle arriva au point, — ici, ma grand'mère baissa la voix — que, partout où elle se trouvait, elle répétait, comme une crécelle, que la noblesse n'a pas le droit de posséder des serfs,.. « Ce sont, disait-elle, des êtres humains aussi bien que nous... »

(1) La princesse Catherine Dolgorouky était la première directrice du couvent de Smolnoi, établissement d'éducation pour les jeunes filles nobles. De Lapoune était son adjointe.

Entends-tu, mon petit?.. Elle se comparait elle-même à ses valets... « Personne, disait-elle, n'a le droit de châtier lui-même un serf. »... Saisis-tu, mon ami, la portée de ces paroles ! Toujours cette philosophie et ces mauvais livres qu'elle passait des nuits à lire ! Elle ne faisait que citer Jean-Jacques, et toujours Jean-Jacques; voilà où ce Jean-Jacques l'a fait aboutir ! L'affranchissement des serfs ! mais l'état de liberté, mon pigeonneau, est le privilège de la noblesse acquis par les services rendus au pays par plusieurs générations, et Nastasia Petrovna aurait voulu rendre la liberté à toute cette race de vilains !...

En haut lieu, on fut très mécontent de l'entendre parler ainsi, et on menaça de la calmer, de l'enfermer dans un cloître, ou de l'installer dans une maison de fous derrière une bonne grille. Elle eut peur et cessa de tenir ses pernicieux propos...

Juge toi-même, mon pigeonneau : est-il convenable à une jeune fille de raisonner ainsi ? Non seulement ce n est pas convenable mais encore c'est très maladroit. Sa tête avait toujours été mal équilibrée : aussi on disait qu'on lui avait jeté un sort.

Il lui passait par la tête des folies de tout genre.

En été, les Borovkof louaient une campagne ; mais, du vivant de la mère de Nastenka, ils allaient passer la belle saison dans leur propriété aux environs de Moscou. Et que faisait-elle à la campagne ? Elle recherchait la société des femmes et des filles du village, voilà jusqu'à quel degré elle s'abaissait !

Et qu'imagina-t-elle encore. Elle demanda à son père de faire venir un diacre, afin qu'il apprît aux enfants du village à lire et à écrire. Tout à fait ridicule !... Conçois-tu la nécessité d'instruire le paysan ! En a-t-il besoin ? Le paysan doit savoir labourer la terre, battre le blé, faucher le foin. Pour quelle raison lui mettre un livre en main ? Mais ce livre, il le boira au cabaret.

Piotre Andreitch Borovkof ne se plia pas aux exigences si extravagantes de Nastenka. Et comme alors survint la maladie de sa femme et qu'ils n'allèrent plus dans leurs terres, la folie de sa fille n'eut pas de suite.

Elle avait déjà trente ans, mais elle était toujours merveilleusement belle; et même avec l'âge elle avait encore gagné en beauté... elle ne se mariait pas, et elle ne désirait pas se marier.

Bien des petits-maîtres de la haute société étaient fous d'elle, mais elle ne leur prêtait aucune attention ; elle continuait à porter des mouches au-dessus du sourcil gauche et sur la tempe. Elle ne manquait ni de soupirants ni de partis. D'ailleurs cela se comprend, elle possédait plus de quinze cents âmes dans le gouvernement de Zimogorsk, et sa beauté était vraiment rare.

Les courtisans et les officiers de la garde la pressaient de déclarations, mais Nastenka faisait la sourde oreille.

Personne ne parvint à la décider à porter une mouche sur le côté droit de la bouche, ce qui signifiait « osez et parlez ».

Il y en avait qui, selon l'ancien usage, recouraient à des intermédiaires, mais ceux-là aussi n'eurent aucun succès.

Borovkof éconduisait brutalement ceux qui se présentaient de de la part de gens qui n'avaient pas de très belles positions dans le monde.

Qu'attendait donc Nastenka ? Un prince du sang ? Ou une tête couronnée, je ne saurais le dire.

Il faut pourtant avouer, mon cœur, qu'il y eût en effet un prince du sang qui la rechercha en mariage. Mais elle refusa. « C'est un ivrogne, disait-elle, et puis il a un trop grand nez. »

Ce prince était un étranger. Il venait de la Georgie ou de l'Iméréthie. De mon temps, plusieurs princes de ce genre demeuraient à Moscou. Seulement, ce n'étaient que des imbéciles et de plus ils s'adonnaient à la boisson et avaient un caractère querelleur.

Avec le temps tout le monde détesta Nastenka.

Chacun avait une dent contre elle : les vieilles filles et les dames à cause de ses propos au sujet des jeunes filles qu'elles élevaient et de son habileté à tirer au clair leurs commérages ; les jeunes, portant envie à sa beauté ; les petits-maîtres froissés de son indifférence ; la noblesse, à cause de ses discours absurdes sur l'état des serfs.

Elle se fit des ennemis des personnes les plus haut placées.

Pense donc, mon pigeonneau, qu'elle se laissa aller à qualifier publiquement, sans aucune pudeur, de voleurs et de spoliateurs les fonctionnaires les plus importants, les soutiens, pour ainsi dire, du trône ; elle était réellement folle !...

Souvent, ne nommant pas la personne, elle dévoilait sans la moindre gêne ses actes illégaux et causait ainsi bien du tort à beaucoup de monde. Aussi on la détestait de plus en plus. Une fille de rien se mêler des affaires de l'Etat !

On craignait surtout que l'Impératrice ne rapprochât de sa personne cette fille si funeste, qu'elle n'en fit sa confidente ou sa demoiselle d'honneur !... Aux réceptions de la cour et à l'Ermitage, l'Impératrice lui témoignait une bienveillance hors ligne ; et, un jour même, elle s'entretint avec elle d'affaires graves La princesse Dachkova en fut extrêmement froissée...

Du reste, mon petit, chacun ne pense qu'à soi, et on la craignait.

Tout de même, pendant un certain temps, on supporta Nas-

tenka. « Elle finira pas se lasser, disait-on ; les propos d'une jeune fille n'ont pas d'importance. »

Mais quand elle fit encourir à Gavrilo Petrovitch Mikianine le courroux de l'Impératrice, on commença à songer à trouver un moyen d'éloigner de Pétersbourg cette fille incommode, de délivrer la capitale de sa présence, de la reléguer dans quelque trou de campagne pour qu'elle ne puisse plus donner signe de vie, et même, avec l'aide de Dieu, de lui faire prendre le chemin de l'exil.

Et voilà comment Nastenka fut cause de la disgrâce de Gavrilo Petrovitch Mikianine.

Les Borovkof avaient une campagne sur la route de Peterhof.

Ils y passaient les étés depuis la maladie de la mère de Nastenka.

Une paysanne d'un village voisin du nom d'Agrafena apportait chaque année à Nastenka des champignons, des fraises et des fruits de saison.

Un été, les Borovkof se rendirent comme d'habitude à la campagne. Agrafena ne vint pas les visiter : la saison des morilles passa, puis celle des fraises ; les framboises commencèrent à murir. Agrafena n'apparaissait pas. Nastenka en conclut qu'elle était morte. Et cela lui fit beaucoup de peine. Elle s'attachait toujours à ces gens du peuple.

Vers la fin de l'été, un beau matin, Nastenka reconnut une voix qui criait au dehors : «Des concombres verts, des haricots turcs, des pommes nouvelles ! »

Nastenka courut à la paysanne et la questionna sur la cause de son absence pendant la plus grande partie de la saison.

Celle-ci fondit en larmes en disant :

— Ah ! ma bonne demoiselle ! Nous avons dû pécher aux yeux du Seigneur, car il nous a envoyé un grand malheur... Nous sommes tombés dans une bien triste affaire. Nous allons être complètement ruinés, nous serons forcés de mendier notre pain.

— Qu'est-ce donc ? demanda Nastenka.

— Voilà la septième semaine que mon mari est en prison.

— Comment cela ?

— C'est ainsi, ma bonne demoiselle, on l'a enfermé, et voilà.

— Qu'a-t-il fait ?

— Ah ! mon Dieu ! c'est une telle affaire, ma petite mère, que je ne sais comment te la dire. Il est coupable, mon Trifonitch, mon aimable demoiselle. Il est coupable et il ne nie pas sa faute. « En effet, dit-il, le malheur s'est abattu sur moi. Je suis fautif. » On dit qu'il sera exilé en Sibérie et moi aussi. Moi, je n'y suis pour rien. J'ai seulement chauffé le four et cuit les pains.

— Mais qu'a-t-il donc fait ? est-il accusé de vol ou de meurtre ?

— Ah non, ma bonne demoiselle ! mon Trifonitch est-il un homme capable de faire cela ? Le bon Dieu lui a accordé le moyen de s'instruire. Il lit les livres religieux. Peut-il donc commettre un tel crime ? Mais à te parler franchement, ma belle demoiselle, moi, dans ma simplicité, je me dis souvent qu'il eût mieux valu pour Trifonitch d'être accusé de vol ou de meurtre. Dans ces sortes d'affaires, il arrive, quoique rarement, de sortir de prison et d'être acquitté. Or, mon Trifonitch, par sa bêtise et sa simplicité, s'est embourbé dans une telle affaire qu'il est impossible de s'en tirer.

— Mais qu'a-t-il donc fait ?

— Ah ! ma petite mère, il a commis un grand crime, il a brûlé un aigle pendant douze ans.

— Comment, il a brûlé un aigle ? Quel aigle ?

— Un aigle, ma petite mère, en vérité un aigle. Il l'a brûlé dans un four durant douze années. C'est vrai qu'il l'a brûlé pendant douze années, mademoiselle !

— Mais parle donc clairement, qu'est-ce ?

— Vois-tu, ma belle demoiselle, nous avions dans le four au centre du foyer un aigle, et on faisait chaque jour du feu sur cet aigle et on cuisait des pains. Trifonitch le brûlait, ma bonne, il faut convenir qu'il le brûlait.

Nastenka ne parvint pas à pénétrer le sens de ce récit, mais elle n'abandonna pas l'affaire. Elle alla aux renseignements, et voilà, mon cœur, ce qu'elle apprit.

Lorsque le palais d'hiver fut élevé, l'empereur Pierre III voulut à tout prix y célébrer la fête de Pâques. Tout le grand carême des milliers d'ouvriers travaillèrent nuit et jour, se hâtant de terminer l'ouvrage, mais on n'en vint à bout que juste avant les matines de la grande fête et le pré qui s'étendait devant le palais ne put être déblayé. Il était encombré d'une quantité de maisonnettes et de cabanes où logeaient les ouvriers et de restes de matériel de tout genre qui avaient servi à la construction du palais.

On s'aperçut qu'il faudrait six mois pour débarrasser la place de ces déblais et que cela occasionnerait de grandes dépenses. Or, l'empereur avait manifesté le désir formel de voir le pré déblayé le dimanche de Pâques. Que faire, qu'entreprendre ? Le baron Korf, le grand maître de police, s'en alla trouver l'empereur.

— Votre Majesté ne veut-elle pas avoir la générosité d'abandonner tous ces débris aux habitants de Pétersbourg, si bien que chacun puisse sans payer aucune rétribution, prendre dans ce pré ce que bon lui semblerait : les planches, les poutres, les briques, etc. ?

L'empereur Pierre lui donna son assentiment.

Aussitôt, des dragons parcoururent la ville, et annoncèrent à tout le monde que chacun était libre d'aller à la place du palais et et de s'approprier ce qui lui conviendrait. Tout Pétersbourg se mit sur pied : de tous côtés on se hâtait de se rendre sur le pré du palais...

Et figure-toi, mon pigeonneau, qu'en vingt-quatre heures le pré fut complétement déblayé.

C'était le jour du Vendredi-Saint.

Nous envoyâmes aussi nos gens avec des charrettes, et nous fîmes une provision de bois de chauffage qui dura un an et demi. L'idée était bonne : tout le monde l'avait approuvée.

Saveli Trifonitch, le mari d'Agrafena, se trouvait justement de passage à Pétersbourg. Ayant appris que la police convoquait le peuple sur la place du palais, il s'y rendit comme tout le monde, le cher homme, et ramassa un tombereau de faïence et de briques de Hollande. Son four était en mauvais état. Aussi le répara-t-il avec les briques du palais... Il eût le malheur de poser au centre du foyer un carreau de faïence avec l'aigle impérial.

Douze ans s'écoulèrent.

Trifonitch, lors des réformes apportées par l'impératrice Catherine dans l'état des serfs de la couronne, fut élu syndic dans son baillage.

Son chef immédiat, Chtchekatounof Iakiof Sergueitch, qui admnistrait les biens de l'Etat, le prit en grippe....

Je le vois d'ici : c'était un petit vieux aux cheveux grisonnants, qui avait l'air d'un filou, il faut l'avouer...

Dans sa jeunesse, du temps de l'impératrice Anne, il était officier de l'armée, et l'on dit que quand il faisait partie de la chancellerie secrète de la Petite Russie, il opprimait avec grande cruauté les contribuables retardataires.

Trifonitch, à ce qui paraît, ne lui graissait pas la patte. Aussi le prit-il en adversion. Pourtant, malgré tous les pièges qu'il lui tendit, il fut impuissant à lui nuire. L'époque n'était plus la même. Le temps de Biron était passé.

Un jour, Chtchekatounof se rendit dans le baillage de Trifouitch, et comme de raison s'arrêta dans sa maison, car malgré l'animosité qu'il lui portait, il exigeait que celui-ci le traitât de son mieux...

Agrafena présenta sur la table un pâté entier.

— Découpez-le vous-même, votre Honneur, dit-elle, comme il plaira à votre grâce.

Chtchekatounof coupa un morceau de pâté, et s'aperçut que sous la croûte de dessous il y avait l'empreinte d'un aigle.

— Qu'est ceci ? s'écria-t-il, d'une voix courroucée.

— C'est un aigle, répondit Trifonitch, un aigle, votre Honneur!

— Aurais-tu du pain impérial? L'aurais-tu volé au palais? Réponds!

— Peut-on me soupçonner d'une telle action, votre Honneur? répliqua Trifonitch. Quelle idée! Voler au palais de l'empereur! daignez jeter un coup d'œil dans le four. Là, dans le foyer, il y a un carreau de faïence avec un aigle, et son empreinte s'est reproduite sur la croûte du pâté.

Chtchekatounof regarda dans le four, et vit en effet qu'il y avait un aigle.

— Où as-tu pris ce carreau! demanda-t-il.

— Sur le pré du palais, répondit Trifonitch, le jour où l'Empereur fit don à son peuple des matériaux restés de la construction de son palais.

— Et ainsi pendant douze ans tu as brûlé l'aigle impérial, s'écria Chtchekatounof, saisissant Trifonitch au collet. Ah! comprends-tu, scélérat, que tu as mérité la Sibérie?

Trifonitch se jeta à ses pieds.

Mais Chtchekatounof lui fit mettre les fers aux pieds et l'envoya en prison sous une forte escorte.

L'affaire fit une tournure grave.

C'était le temps des troubles de Pougatchef. Chtchekatounof rapporta à son chef Gavrilo Petrovitch Mikianine que Trifonitch était le complice de ce criminel d'Etat, et qu'il avait l'intention de soulever le peuple à Pétersbourg. Trifonitch était un paysan riche. Son coffre-fort renfermait pas mal de roubles en argent : tout son avoir fut gaspillé.

Nastenka, ayant reçu ces renseignements, n'en dit rien à son père, mais fit grande toilette et se rendit en carrosse à Tzarskoe-Selo, la résidence d'été de l'impératrice.

Elle partit de grand matin et entrevit l'Impératrice à la promenade qu'elle avait l'habitude de faire sur les sept heures.

Nastenka se plaça près d'une pelouse de fleurs que l'Impératrice aimait à arroser elle-même. Bientôt apparurent en gambadant, deux petits chiens suivis par l'Impératice en robe de chambre du matin, un chapeau et une petite canne à la main. Maria Savickna Perekousikhina (1) l'accompagnait, et un chasseur les suivait.

Nastenka tomba aussitôt à genoux.

— Qu'avez-vous, ma chère? de quoi êtes-vous si émue? lui demanda l'Impératrice.

(1) Confidente de l'Impératrice.

— J'implore la justice et la miséricorde de Votre Majesté.

L'impératrice sourit.

— J'implore Votre Majesté pour celui pour qui personne n'intercède, continua Nastenka. Pour un simple paysan qui est la victime innocente de la scélératesse et de la cupidité. Il est en prison. Son bien est dilapidé. L'honnête Saveli Trifonitch, qui était un riche paysan, est réduit à la mendicité.

Nastenka eut à peine prononcé ces paroles que l'Impératrice fronça les sourcils, son teint s'anima. C'était un signe visible, mon cœur, de sa contrariété.

— Vous ne savez pas en faveur de qui vous intercédez ! dit l'impératrice avec colère. Trifonitch est un scélérat, c'est le complice d'un criminel d'Etat.

— Votre Majesté, on a calomnié un pauvre paysan sans défense. Dieu et vous peuvent seuls le sauver. Examinez son dossier.

L'Impératrice ne lui répondit pas, se détourna et gagna une autre allée...

Nastenka resta seule à genoux.

Trois semaines après, Trifonitch fut mis en liberté et tout son bien lui fut rendu,

Chtchekatounof fut révoqué et Mikianine reçut l'ordre d'aller habiter ses terres.

Le dimanche suivant, Nastenka fut mandée à la réception de la Cour. L'Impératrice l'accueillit avec beaucoup de bienveillance et, devant tout le monde, l'embrassa à plusieurs reprises.

— Je vous remercie, lui dit-elle, de m'avoir épargné le plus grand malheur des souverains, commettre une injustice. Nous avons basé notre règne sur la miséricorde et l'humanité, mais la perfidie de méchantes gens a failli me faire faire une injustice. Le Seigneur vous en récompensera.

Chacun s'empressa de féliciter Nastenka.

Le lendemain, tout le grand monde fit visite aux Borovkof, même ceux qui demeuraient à douze ou vingt verstes de leur campagne.

Nastenka et l'infamie de Mikianine et de Chtchekatonnof faisaient le sujet de toutes les conversations.

Pourtant, les personnes haut placées ruminaient un autre projet. Elles songeaient au moyen de se défaire de Nastenka.

A cette époque, mon ami, le courtisan le plus en faveur était Liof Alexandritch Narichkine... Il était toujours de joyeuse humeur, et il excellait dans l'organisation de divertissements de tous genres. Il aimait à tourner en ridicule son prochain, mais ses saillies très mordantes avaient toujours l'air de résulter de sa

simplicité, de sa naïveté. L'Impératrice lui témoignait beaucoup de bienveillance. Du temps qu'elle n'était que grande-duchesse, elle l'honorait de sa confiance, et lorsqu'elle monta sur le trône elle le combla de faveurs. S'il arrivait qu'aux réceptions de la Cour, on ne s'amusât pas et que Narichkine ne fût pas présent. l'Impératrice disait toujours :

— On voit bien que Liof Alexandritch est absent.

Ma parole, il était capable de faire sourire un mort.

Il donnait de telles fêtes, que non seulement nous autres, mais les étrangers, en étaient émerveillés. Il donnait un bal dans sa splendide maison de campagne sur la route de Peterhof. Quels feux d'artifice il y brûlait ! Quelles étaient belles ces illuminations allégoriques ! Il est impossible de les décrire, mon bijou !

Galouppy lui-même dirigeait l'orchestre : c'était un homme vieux, bien vieux, mais dès qu'il se plaçait à son pupitre, ses yeux brillaient d'un feu aussi éclatant que ceux d'un petit-maître, lorsqu'il presse la main de la dame de son cœur. Qu'ils étaient beaux, les jardins de Narichkine, quelles fontaines ! Ma parole, quand on entrait dans ces jardins illuminés, on perdait la raison : un paradis terrestre, le royaume des cieux, en un mot... parole d'honneur, mon petit ! Un beau jour, je m'en souviens comme si c'était aujourd'hui, Nastenka vint me voir. C'était la veille de la Saint-Elie.

— Vas-tu demain à la fête de Narichkine ? me demanda-t-elle.

— Non, ma délicieuse, lui dis-je, je n'y vais pas. Je n'ai pas reçu d'invitation,

J'en étais vraiment contrariée,.. Comment ? Les Borovkof y seront, et nous ne sommes pas invités !... c'est froissant ! J'étais alors jeune et, en outre, je n'étais pas la première venue... Mon mari avait le grade de général. Comment ne pas être contrariée ? N'est-ce pas, mon pigeonneau?

— Je te félicite, ma délicieuse, je te félicite, lui dis-je, d'être invitée chez Narichkine... Nous sommes, nous autres, de petites gens sans importance : nous convient-il d'aller chez Narichkine ?

— Ce qui m'étonne, dit entre autres choses Nastenka, c'est qu'à cette fête ne sont invitées que les personnes du plus grand monde. Parmi les demoiselles Annette Nedeleva, les deux Chtchérémétef, la Panina, la Khitsevo... toute la fine fleur de la Cour... Pour quelle raison suis-je de ce nombre? Je ne puis me l'expliquer.

— Cela veut dire, ma douceur, que tu fais partie de la fine fleur de la cour. Tu seras en faveur, lui dis-je, ne nous oublie pas alors.

Nastenka se mit à rire, à rire de bon cœur.

— Tu as découvert, dit-elle, la fine fleur de la cour! Ma parole, comme cela me sied.

Ce disant, elle se mirait dans la glace.. L'instinct féminin, mon cœur, se dévoile toujours. Est-il une jeune femme qui passera devant une glace sans y jeter un coup d'œil! Pas une ne résistera à la tentation, mon pigeonneau, sois-en certain, pas une... car chacune d'elle, à toute heure, n'a qu'un désir, celui d'attirer à elle les hommes...

Mon cœur,ne les juge pas d'après leur silence et leurs airs hautains. ajoute foi aux paroles de ta grand'mère, mon ami, quand elle te dit que toute femme, dès l'âge de quatorze ans, n'a qu'une seule préoccupation, celle de mener une intrigue d'amour... je te le jure, mon cher...

Ne te laisse pas jouer par la dissimulation... sois audacieux avec celle qui te plaît... Tôt ou tard elle te cédera, crois-moi,mon bijou, je te parle en connaissance de cause... Mon ami, sois seulement plus entreprenant, et lorsque tu te verras près d'atteindre le but, ose tout... ne prête aucune attention aux larmes et aux prières... Ces supplications et ces larmes ne sont que convenances... Vois-tu, mon petit, ta grand'mère t'initie à la sagesse de la vie... Plus tard tu t'en souviendras, souvent, et tu me seras reconnaissant de mes conseils de bonne vieille.

Crois-moi, mon agneau, aujourd'hui comme de mon temps, pour toute femme et pour toute fille, il n'y a rien d'aussi doux que les étreintes de l'homme...

Serre-les, mon petit, de toutes tes forces, ne crains pas de les chiffonner, de leur broyer les os, plus tu y mettras de vigueur, plus tu causeras de plaisir... Au fait, de quoi parlions-nous, Andriouchka?

— Mais toujours de la Borovkova, grand'mère... comme elle s'apprêtait pour le bal de Narichkine et se mirait dans la glace...

— En effet, mon ami, c'est cela... Elle pencha un peu la taille, en appuyant ses petites mains sur ses hanches, et ses yeux brillaient de mille feux... Dieu qu'elle était belle, merveilleusement belle !.. Elle aimait à feindre qu'elle se croyait un laideron... et tout à coup elle devint soucieuse.

— Non, dit-elle, Paracha, quelle fine fleur de la cour je suis! Et pourquoi l'Impératrice ne me chargerait-elle pas des fonctions de Matrevna Danilovna.

— Que le bon Dieu te bénisse, Nastenka. Tu ne te rends pas compte de ce que tu babilles... tu aspirerais à être bouffonne !... Quelle gloire, ma délicieuse.

— Le plaisir serait grand, dit-elle. Si j'étais homme, j'aurais voulu être procureur général, afin de pouvoir, à toute heure,

rapporter à ma souveraine combien le peuple souffre, combien d'efforts il fait pour obtenir la justice qu'il ne parvient pas à trouver. Comme je suis née femme, je voudrais être bouffonne... Ah ! si je pouvais me parer du bonnet à grelots !... Que de vérités je dirais à la tzarine !..,

— Tu divagues, Nastenka ! Tantôt tu dis qu'il n'est pas convenable d'entretenir des fous, tantôt, tu désires toi-même être bouffonne !

— Tu ne comprends rien du tout, me répliqua-t-elle.

Nous en restâmes là.

A cette fête de Narichkine, l'Impératrice annonça de bonnes nouvelles : la paix avec la Turquie était conclue. Cette nouvelle lui avait été apportée par le premier major Sokolof. Narichkine avait invité ce Sokolof à la fête sur l'ordre de l'Impératrice.

Or, ce premier major Sokolof était tout fait déplacé dans la haute société et personne des gens de qualité ne le connaissait.

Arrivé chez Narichkine, il se sentit si dépaysé qu'il fut sur le point de prendre la fuite. Il s'adossa à une fenêtre en se disant : Devrai-je longtemps endurer cette torture ?

Nastenka, ayant remarqué l'embarras de Sokolof, s'approcha de lui et le questionna snr les us et coutumes des pays où il avait fait la guerre...

Le major, ébloui de sa beauté, s'éprit d'elle sur-le-champ.

Ils causaient ainsi à l'écart, lorsque tout à coup il se fit une rumeur parmi les invités, la foule s'agita. Narichkine et sa femme se précipitèrent sur le perron, Galouppy frappa de sa baguette, et la musique joua une polonaise : l'Impératrice venait d'arriver..

Sokolof offrit le bras à Nastenka, et, après la polonaise, il fut accosté par le prince Orlof qui était arrivé avec l'Impératrice.

— Ah ! Bah ! bah ! dit-il. Comment vas-tu, Sokolenko, par quel hasard te trouves-tu ici ?

Sokolof fit un profond salut et rapporta au prince qu'il avait été envoyé de l'armée avec la nouvelle de la conclusion de la paix.

— Je suis vraiment ravi de te trouver ici et de te voir en bonne santé, lui dit le prince, et il l'embrassa... Viens donc nous voir, mon camarade, ne l'oublie pas, Sokolenko.,.

Aussitôt on s'empressa près de Sokolof, Chacun tenait à faire sa connaissance.

L'Impératrice ayant remarqué l'affabilité du prince pour Sokolof lui demanda où il l'avait connu.

— C'est un des nôtres, il était à Kœnigsberg. Pendant la campagne de Prusse, nous occupions le même logement. C'est un vieil ami.

C'était par affection que le prince appelait le major Sokolenko.

Il avait l'habitude de donner aux Russes des surnoms petits russiens et aux Petits Russiens des surnoms russes.

Le prince observa que Sokolof ne perdait pas des yeux Nastenka.

— Te serais-tu enflammé? lui demanda-t-il.

Le major garda le silence, mais son visage s'empourpra.

— Elle est certes plus gentille que que la Lotchen, dit le prince. Te souviens-tu de cette Lotchen ?...

Sokolof était tout à fait désorienté. N'étant pas au courant de l'étiquette de la cour, il ne savait que répondre à ces aimables paroles. Il se perdait en conjectures...

— Elle a une bonne dot : quinze cents âmes, continuait le prince, et elle a tant d'esprit qu'elle rendrait des points aux professeurs de Kœnigsberg?... En veux-tu?

Le major se taisait toujours.

— Attends, lui dit le prince, je te présenterai à son père.

Et prenant Sokolof par le bras, il l'amena vers Bourovkof auquel il dit :

— Voici, Excellence, mon meilleur ami, mon camarade intime, Anton Vassilitch Sokolenko... Faites-moi le plaisir de l'honorer de votre amitié.

Ils lièrent connaissance.

Ce n'était pas une bagatelle : le prince Orlof lui-même les avait mis en rapport.

Le lendemain, le major fit une visite aux Borovkof à leur campagne.

Il revint deux jours après.

Ses visites devinrent de plus en plus fréquentes. Cela dura ainsi deux semaines.

Un beau jour, Borovkof reçut un ordre de se présenter à l'Impératrice à Tzarskoe-Selo.

Quand il revint chez lui, il était plus pâle que la mort. Il se rendit dans la chambre de sa femme malade... Nastenka y fut aussitôt mandée.

— Sais-tu, mon amour, dit Piotre Andreitch, pourquoi l'Impératrice a daigné me mander?

Nastenka garda le silence, mais pâlit affreusement.

Son cœur pressentait un malheur.

— Elle désire te marier.

— Avec qui? demanda Nastenka.

— Avec Sokolof, ce major qui a apporté de Turquie la nouvelle de la paix.

Nastenka se taisait.

— Il paraît que c'est un excellent homme. Il est lié d'amitié

avec le prince Orlof lui-même, et notre mère notre souveraine l'honore de sa faveur...

Nastenka ne proféra pas un mot.

— Lorsque je fus admis en la présence de l'Impératrice, elle daigna me dire : « Je recherche ta fille en mariage, Piotre Andreitch. Tu as la marchandise, moi, j'ai l'acheteur. » Je répondis par un salut, elle m'accorda sa main à baiser et m'ordonna de m'asseoir. « Tu connais, dit-elle, le premier major Sokolof qui a apporté la nouvelle de la paix. C'est un excellent homme. Le prince Orlof le connaît intimement et en dit beaucoup de bien. » Je me taisais... L'Impératrice, en souriant, me tendit encore une fois la main. Je fis le baise-mains, et Sa Majesté, en me congédiant me dit : « Il m'arrive pour la première fois d'être l'intermédiaire d'un mariage. Piotre Andreitch, ne me fais pas affront. »

Pourtant, j'ai balbutié : « Mais ce n'est pas moi qui doit vivre avec lui. Que ma fille décide elle-même ! » Alors, elle m'a répliqué : « Dis-lui de ma part que je l'aime bien et que je lui conseille de se rendre à ma prière, »

Nastenka ne dit rien. Elle se tenait immobile, fixant des yeux la fenêtre. Puis elle se retourna, se signa, et dit à son père, d'une voix ferme :

— Rapportez à l'Impératri ce queson ordre impérial sera exécuté.

La maison fut bientôt sens dessus dessous : on apprêtait le trousseau.

Du matin au soir, les demoiselles et les filles de chambre travaillaient et chantaient des chansons de noce.

Le fiancé fit ses preuves avant le mariage. Un soir, étant pris de vin, il imagina de représenter à l'aide de la vaisselle la prise de Silestrie par Roumiantzef et en sortant de table, il rossa le valet de chambre de Piotre Andreitch.

La cérémonie nuptiale eut lieu au palais. J'étais dans le cortège et l'Impératrice, mon pigeonneau, daigna m'entretenir... Je fus bien heureuse de cette faveur...

De quelles splendides parures elle fit présent à Nastenka : de beaux diamants de la plus belle eau et d'une émeraude plus grosse qu'une cerise, bien plus grosse.

Une semaine après le mariage, Sokolof fut nommé voyévode dans une ville de Sibérie, Kalivane.

Avec les premières neiges, Nastenka prit le chemin de la Sibérie.

Ce n'étaient ni le prince Orlof ni Narichkine qui avaient bâclé ce mariage et fait des démarches pour qu'un poste en Sibérie fût confié à Sokolof; c'étaient ceux qui craignaient la méchante langue de Nastenka. Cela se sut plus tard... Voilà !...

ANDRE PETCHERSKY.

(*Traduit du Russe par* A. Poggio et A. Savine.)

DÉTERMINISME
ET
RESPONSABILITÉ

(A PROPOS DE L'OUVRAGE DE M. A. HAMON).

(*FIN*) (1)

Passons à la définition du crime. Elle est entièrement logique et parfaite de simplicité et de clarté ; je ne ferai à M. Hamon qu'une seule objection : il définit autre chose que le crime.

Le crime est tout acte conscient qui lèse la liberté d'agir d'un individu de même espèce que l'auteur de l'acte.

Ainsi M. Hamon a senti chancelantes toutes les définitions du crime autres que celle que je signalais à l'instant et qui ne peut évidemment pas le satisfaire. Ce que cherche M. Hamon c'est une base sur laquelle il puisse édifier toute une doctrine ; — cette base doit être solide et ne point crouler au premier choc. Or, c'est absolument le droit de M. Hamon de nous dire. « J'appelle crime, tout acte conscient qui lèse la liberté d'agir d'un individu de même espèce que l'auteur de l'acte. » Il ne s'agit point de savoir ce que vous pensez du crime. C'est purement et simplement une définition. Tout de même un savant peut écrire un volume de criminologie en prévenant le lecteur qu'il appellera crime la vertu et vertu le crime. Il tient sa promesse et passe pour original. Si

(1) Voir *L'Humanité Nouvelle*, T. II, vol. III, novembre 1898, n° XVII, p. 551.

l'ouvrage est bon il pourra néanmoins rendre service au lecteur et à la science.

Je n'accuse pas M. Hamon d'une semblable excentricité ; je regrette seulement qu'il ait cru devoir appliquer le mot crime qui pour la masse a un sens précis, impliquant offense à la loi, — donc offense aux règles de morale de valeur courante dans le pays que régit cette loi —, donc par conséquent blâme pour l'acte qualifié crime, — à une série de phénomènes qui, à la mesure des idées généralement reçues, ne comporte aucunement le blâme. Ainsi sera criminel le professeur qui prive de sortie ses élèves, le citoyen qui arrête le bras de l'assassin, et par un effet indirect mais réel, peut être M. Hamon lui-même, si, sachant que son cours de plus en plus suivi empêche, faute d'auditeurs, ses émules de professer, il ne continue pas moins à parler.

J'aurais préféré que M. Hamon employât un autre mot que celui de crime : Restriction — Opposition — Nuisance ; d'autant qu'à l'Université Nouvelle de Bruxelles, M. Hamon traitera de criminel quiconque exerce une autorité : le patron, le chef, le magistrat, l'officier, etc.; il lui sera impossible de répéter à tout instant sa définition et qu'elle n'implique pour l'acte qualifié crime aucun blâme ; il restera certainement dans l'esprit du lecteur ou de l'auditeur inattentif, mal renseigné ou peu intelligent quelque chose de défavorable pour les criminels de M. Hamon. Est-ce juste ?

C'est pour cette classe de lecteurs ou d'auditeurs insuffisament prévenus que je réclame également contre les mots *liberté d'agir*. Sans doute pour l'édification de son système social, M. Hamon aura besoin du mot de liberté ; je pense qu'il eût mieux fait d'attendre qu'il traitât de la restriction et de la non restriction, imposées aux manifestations de l'existence des individus par le fait qu'ils vivent en groupe, pour prononcer le mot de liberté. Liberté d'agir, n'en déplaise à tel physiologiste, signifie de faire ou de ne pas faire telle chose. J'entends bien que M. Hamon certifie que nous sommes déterminés inéluctablement mais que nos réactions ne se peuvent exprimer au dehors que s'il n'y a pas offense à leurs liberté d'expansion c'est-à-dire s'il n'y a pas paralysie des systèmes d'extériorisation, ou réaction victorieuse des éléments étrangers, (dont l'homme.) Pour ne pas créer de confusion j'aurais préféré : « *tout acte conscient qui lèse les actions ou réactions d'un individu...* », etc.

Mais il n'y a pas seulement que la liberté d'agir, la réaction, il y a aussi l'apport et la liberté de recevoir. M. Hamon y a-t-il songé ? La formule, non du crime, mais de la nuisance engloberait alors tous les actes conscients qui rendent moins favorables les conditions d'existence d'un individu de même espèce que l'auteur de l'acte.

Et ceci ne me suffit pas encore, car un acte peut être conscient sans avoir été réfléchi ; le réflexe est souvent conscient ; l'individu piqué porte la main au siège de la piqûre : c'est un réflexe perçu par les centres cérébraux ; la marche est un réflexe conscient. Un alcoolique peut exécuter des mouvements dont il a conscience mais qu'il n'est pas maître de réfréner. Aussi dirais-je, à la place de M. Hamon : « *Est nuisant* (1) *tout acte conscient, normalement réfléchi et effectué qui rend moins favorables les conditions d'existence d'un individu de même espèce que l'auteur de l'acte.* » Arrêter le bras de l'assassin ne sera crime non plus que nuisance ; ce sera rendre plus favorables les conditions d'existence de l'agresseur même, puisque l'empêcher de commettre son attentat sera sans doute le sauver de l'échafaud. Il est vrai qu'arrêter le criminel après l'assassinat sera toujours pour lui nuisance.

On prévoit aisément que M. Hamon ne s'en tiendra pas à sa définition du crime. A l'encontre du *crime* selon M. Hamon, vient à l'examen toute une série d'actes qui seront la contre-partie : ce sont *tous les actes conscients qui facilitent la liberté d'agir d'un individu de même espèce que l'auteur de ces actes.* (2)

Comment M. Hamon les qualifiera-t-il, ces actes ? Seront-ils *vertu* pour lui ? je ne le lui conseille pas. Un déterministe pour rester logique, — et M. Hamon, à l'encontre de beaucoup de sociologues et de criminologues, est un bon logicien, — un déterministe, dis-je, doit éviter l'emploi de termes qui impliquent blâme ou éloge. Or, crime et vertu sont mots qui pendant des siècles encore signifieront pour les hommes : le premier, action blâmable ; le second : manière d'agir louable. Sur quoi M. Hamon fera-t-il reposer sa morale ; je suis impatient de le savoir. Il nous parle en quelque passage de son livre de morale affinée. Que veut-il dire ? Nous a-t-il expliqué, défini la morale ? Si morale signifie manière de penser et d'agir, nous devons reconnaître qu'il est des manières plus compliquées que d'autres, différentes les uns des autres. Pour laquelle nous déciderons-nous ? Pour celle de Néron qui ne manquait point d'affinement ou pour celle de Saint-Vincent de Paul. En quoi est plus affinée la conduite du pauvre ouvrier qui partage un misérable morceau de pain avec un camarade, que celle de l'hétaïre, experte en raffinements de volupté, qui prête tout son corps à l'inconnu riche.

Avant de faire de la morale (3) un argument il faudrait nous

(1) On pourrait réserver le mot de *nocif* aux actes inconscients de l'homme aux réactions de l'animal, aux actions des éléments qui rendraient moins favorables les conditions d'existence de l'individu ; de même *nocivité* serait opposé à *nuisance.*

(2) Bien entendu au lieu de « qui facilitent la liberté d'agir » nous dirions qui améliorent les conditions d'existence.

(3) V. p. 105.



définir la morale. Ce n'est pas facile. Sans doute M. Hamon la suppose fondée sur l'altruisme. Pourquoi ? Qui nous le fait prévoir ? rien dans ce livre ne donne à penser que l'altruisme doive guider le monde. Pourquoi plutôt l'altruisme que l'instinct conservateur ; ce dernier est prépondérant en l'homme ; n'est-ce pas lui qui bridé par la loi devra nous diriger ? Quelles seront les lois de la morale de M. Hamon ? Pourquoi la bonté, la justice l'égalité ? Pourquoi pas aussi bien l'égoïsme ? Faudra-t-il fuir le crime selon M. Hamon ? — et encore ce dernier nous a défini une sorte de crime et non dit de l'éviter. Pourquoi pas la cruauté, la violence, la domination du plus fort ?

Bien entendu je n'expose pas d'idées personnelles, je fais des objections à M. Hamon et lui reproche de parler de morale affinée sans nous avoir expliqué quelle était sa morale que, d'ailleurs, sans prodige d'imagination, nous pouvons deviner à peu près telle : *Toute licence sauf contre la liberté d'autrui*.

Ce mot de morale affinée est évidemment un lapsus ; il n'est pas à sa place dans ce livre, il est en avance, et M. Hamon avant de l'employer devra nous en expliquer la signification en des ouvrages ultérieurs.

La tâche de M. Hamon semble devoir être fort intéressante. Elle est loin d'être terminée et sera longue surtout s'il veut tirer de ces prémisses tout un système philosophique. En attendant, — c'est la dernière partie du travail (Ch. V. VI. VII), — il a traité *de la responsabilite*.

Un résumé assez heureux nous montre l'évolution de l'idée de responsabilité, née de la réaction individuelle et de l'instinct de défense. A la riposte reflexe succède la vengeance différée, puis vient la vengeance indirecte exercée non plus seulement sur l'agresseur mais sur les siens ; enfin la vengeance collective se manifeste dans une société à la fois contre l'ennemi extérieur, et à l'intérieur contre le perturbateur ; d'où les codes. Inutile de suivre pas à pas l'exposé de l'auteur ; il est bien fait ; — je critiquerai volontiers certains points : ainsi je ne suis pas certain, comme l'est M. Hamon, que la réaction différée ou vengeance ne se soit manifestée en l'homme qu'une fois celui-ci sorti de l'animalité ; il me semble au contraire que mémoire, rancune, vengeance sont appréciables chez certains animaux : le cheval, le mulet, le dromadaire par exemple ; je ne crois pas non plus au parallélisme strict entre le développement de la mémoire et celui de l'intelligence. Certains animaux, d'intelligence médiocre se souviennent fort bien ; le cheval a très bonne mémoire.

Ces détails importent peu. M. Hamon nous explique bien les théo-

ries actuelles et les différences qui selon moi mériteraient de subsister entre la *responsabilité atténuée*, incapacité congénitale ou acquise, permanente ou passagère, à savoir les relations exactes entre les choses et la *responsabilité partielle* qui comporte l'irresponsabilité du sujet en une série déterminée de faits et d'actes.

Je n'admets point l'argument suivant de M. Hamon : « Il est impossible d'assurer que l'acte d'un individu chez lequel on admet une irresponsabilité partielle, n'est pas dû à cette irresponsabilité partielle, car il y a connexion étroite de mécanisme entre les différents groupes cérébraux ; cet individu devra donc bénéficier de l'impunité ». A ce compte la moindre tare doit conférer l'immunité totale. Il me semble au contraire que X... inverti sexuel, et de plus, soumis pour la satisfaction de sa passion contre nature à des impulsions irrésistibles peut trouver indulgence s'il vole pour satisfaire cette passion et pas du tout si c'est dans quelque autre but.

Nous ne pouvons pas savoir, même chez l'homme normal si l'acte délictueux n'a point pour origine quelque cause pathologique légère ou passagère. Cependant la répression est indispensable. N'en déplaise à M. Hamon le *motif d'intimidation* est tout puissant. *Timor judicis initium sapientiæ*. Ne punissez jamais ; crimes et délits décupleront. Les hystériques à tout le moins, s'offriront le plaisir affiné de commettre quelque crime ou quelque action nocive. La peur n'est-elle pas un sentiment puissant entre tous ceux qui déterminent l'homme ? Il me semble au contraire qu'il est des plus forts. Si la crainte sert au bien général pourquoi ne pas l'utiliser ?

M. Hamon se moque à très juste titre des adeptes du déterminisme qui veulent à tout prix maintenir la responsabilité de l'homme d'après sa faculté de choisir entre le bien et le mal, c'est-à-dire d'après le libre arbitre. Il nous signale la gymnastique élégante, les merveilleux tours de force, tout le talent dépensé à cet effet. Si le but n'a pas été atteint reconnaissons que bien des vues ingénieuses et profitables sont écloses de ces recherches.

Toutes les tendances à la conciliation entre la déterminisme et la responsabilité, proviennent à mon sens, de ce que les savants qui se considérent comme le plus émancipés, le plus dégagés de ces affreuses idées métaphysiques qu'ils dédaignent, sont jusqu'aux moelles imbus de notions purement métaphysiques. C'est leur tunique de Nessus ; elle les brule et ils ne peuvent s'en débarrasser. Il leur répugne de punir l'homme parce qu'il est irresponsable. Pourquoi ? C'est tout à fait illogique. Est-ce que la plante ou l'animal ont souci du mérite ou du démérite, de la responsabilité de ceux que lèsent leurs réactions ? Tout organisme vivant

et sain tend à agir au mieux de ses intérêts. Pourquoi les sociétés humaines ne réagiraient-elles pas? Que nous importe si le gêneur est fatalement déterminé? Tant pis pour lui. L'individu doit être sacrifié au groupe, non le groupe à l'individu. Que le groupe donne satisfaction à ses besoins d'altruisme en adoucissant le sort du malade, celui de l'aliéné, atteints par lui; à son désir de justice en ne punissant que celui qui a enfreint la loi, et en protégeant toujours l'innocent, c'est-à-dire celui qui a respecté cette loi, voilà ce qu'un déterministe peut admettre. Il faut avoir le cerveau pétri d'idées métaphysiques pour vouloir, quand on se pique d'être déterministe, n'atteindre que le responsable au sens ancien ou plutôt habituel du mot.

Je dis au sens habituel du mot parce que la définition du mot responsabilité, tout aussi bien que celle du mot crime, peut-être modifiée et qu'on peut n'y faire entrer aucune supposition de libre arbitre. Ainsi la responsabilité d'un individu A., vis-à-vis d'un autre individu B., de l'opinion, de la morale, de la loi, pourra se définir : dépendance dans laquelle mettent A. vis-à-vis des réactions de B., de l'opinion, de la morale, de la loi, les actes conscients, normalement réfléchis et exécutés par A., possédant en agissant la notion qu'il lèse A., l'opinion, la morale ou la loi.

L'individu, la société peuvent n'avoir que des moyens de réaction anodins détournés ou qui n'impliquent pas la contrainte physique; ce seront: la mésestime, la cessation des relations, la ridiculisation; la religion se défendra par l'anathème, l'excommunication; la loi atteindra le responsable selon cette définition: « responsabilité : *dépendance dans laquelle l'acte conscient, normalement réfléchi et exécuté par un individu possédant en agissant la notion qu'il offense la loi, met cet individu vis-à-vis de la loi* ». Les faits qui lèsent et qui sont dus à la négligence, à l'oubli, à l'inconscience mériteraient une définition à part et des répressions spéciales et atténuées. La responsabilité vraie n'atteindrait ni l'acte inconscient, ni l'acte anormal réaction d'un cerveau malade au moment où cet acte est effectué.

C'est une définition voisine de celle de la *réactivité* de M. Hamon qui, peut-être à raison, désire changer le mot de responsabilité en celui de réactivité. Bien qu'il paraisse d'abord incertain sur le choix d'une doctrine, M. Hamon finit par se ranger à cette opinion que les réactions de la société contre l'individu qui la trouble sont normales. Voici ce qu'il dit :

« Il suffit qu'il y ait dissonance de certains actes pour que la « conséquence en soit la repression, la prévention. La réactivité « individuelle ou sociale est la conséquence inéluctable de l'ac-

« tivité individuelle ou sociale. Elle se manifeste par des procédés « de correction, de traitement préventif ou suppressif, si les actes « ont détonné dans le milieu, s'ils ont été jugés nuisibles par la « majorité des membres de la collectivité. »

» Nous estimons donc qu'il faut remplacer le terme de respon- « sabilité sociale par celui de réactivité sociale, car le concept « entendu sous le premier terme ne correspond pas à l'idée com- « mune, classique de la responsabilité. La réactivité sociale a « pour produit nécessaire, au lieu de peines et châtiments, un « traitement préventif, une hygiène et une thérapeutique sociales, « s'adressant plus haut que l'individu agent, aux causes mêmes « des actes dissonnants. »

Ce traitement, cette hygiène, cette thérapeutique existent déjà; nous devons reconnaître qu'il reste beaucoup à faire, bien que nos idées sur ce point soient très probablement assez différentes des projets de M. Hamon

L'ouvrage ne va pas plus loin ; il suffit pour le moment à l'auteur d'être arrivé aux conclusions qui vienent d'être citées. Je regrette, que pour les établir, M. Hamon ne nous ait point parlé, au moins en philosophe, du facteur religieux. Il n'y fait aucune allusion. Pourquoi ce parti pris? Ce sont les religions qui fournissent aux morales des sociétés humaines leurs bases, et aux lois leurs principaux points d'appui. Ce fait vaut une discussion.

Je reproche aussi à l'auteur de *Déterminisme et responsabilite* de passer trop vite sur les idées de Binet, sur la doctrine de Tarde, sur les réflexions de Dubuisson, qu'il ridiculise un peu, ce qui est plus facile que de les réfuter ; elle révèlent cependant un grand sens pratique surtout en ce qui concerne l'*intimidation*.

Enfin M. Hamon me permettra d'exprimer un regret tout à fait personnel. Il examine et critique bien des théories ; quelques-unes sont fort ingénieuses, beaucoup franchement mauvaises. Il n'a point fait à l'une d'entre elles, que j'ai exposée il y a deux ans (1), l'honneur de la discuter. Je souhaite à mes idées plus de bonheur à l'avenir et qu'on daigne les prendre en considération ; je vais en attendant les exposer brièvement :

Je reconnais comme M. Hamon, que le système actuel en matière de repression est tout à fait mauvais. Les variations individuelles sur la notion de la responsabilité, dans laquelle chacun selon ses idées et selon son caractère met plus ou moins, la fragmentation de cette responsabilité en tiers, en quart de responsabilité, l'impossibilité de lui trouver juridiquement ou scientifiquement un criterium, toutes ces causes d'incertitude exposent le juge à

(1) Perversion et perversité sexuelles — 1 vol., Carré éditeur. Paris 1896.

de graves erreurs. Entre le magistrat qui ne veut pas comprendre et le médecin légiste qui ne peut pas expliquer, le conflit est incessant.

Où ce médecin légiste, demande ironiquement avec raison M. Hamon, trouvera-t-il le mètre indispensable pour mesurer cette responsabilité mal définie sur laquelle il doit se prononcer; où la balance et le poids qui lui permettront d'opérer en connaissance de cause? Le médecin légiste est du plus grand secours pour la solution des questions que son instruction professionnelle lui permettent de résoudre : découvrir, si en tel cas, il y eut ou non agression, empoisonnement ou accident, crime ou suicide. Mais de quel droit nous impose-t-il son opinion sur la responsabilité, lui qui, pas plus que tout autre, ne sait ce qu'elle est ni même si elle existe. Encore si les questions étaient posées logiquement, scientifiquement: « y a-t-il anomalie dans le fonctionnement cérébral de tel inculpé? ces anomalies ont-elles pu influer sur le fait incriminé...? »

Tout médecin peut être médecin légiste : beaucoup de médecins ignorent et méprisent les sciences psychologiques ; tout médecin légiste a le droit d'être spiritualiste ou déterministe, de croire au libre arbitre ou à l'irresponsabilité totale et absolue de tous les hommes. Au moins serait-il nécessaire que les médecins légistes fussent formés à l'étude de la criminologie et de ses complexités; une éducation spéciale leur serait indispensable ; elle est énergiquement réclamée par certains d'entre eux dont un illustre, Lacassagne. Il faudrait aussi qu'on perdît l'habitude de parler de responsabilité ou de non-responsabilité, mais seulement d'état normal ou d'anomalie.

Et ce n'est point en ce qui concerne la responsabilité du prévenu, au cours du débat que le médecin légiste devrait être consulté. Je propose que ce soit après. A l'audience l'intervention du médecin est nuisible; elle jette le trouble dans l'esprit des juges ou des jurés, fait acquitter ici, condamner là, au petit bonheur, selon les idées de l'expert médical, et selon la façon dont il les exprime ; l'impression du moment emporte le verdict; ce n'est pas la justice. Parfois le prévenu, acquitté parce qu'il est irresponsable est rendu à la société ; il y sera d'autant plus dangereux que la constatation légale de son état mental le rend libre de recommencer l'acte délictueux ; le motif d'intimidation n'a plus de raison d'être pour lui.

A mon avis les jurés ou les magistrats devraient déclarer coupable ou non et appliquer les peines selon la loi, en leur conscience, *sans entendre de médecins légistes au sujet de l'état mental du prévenu*. Libre au juge de donner les circonstances atté-

nuantes d'après l'historique des faits et d'après le sens commun, le bon sens; d'accorder des adoucissements dans l'application de peines rigoureuses, de faire usage de quelque loi Bérenger, surtout si la nature du délit ne fait point craindre qu'il se répande. Voilà le rôle du magistrat; le changer, introduire au cours des débats un médecin légiste, faire entrer en ligue de compte d'incertaines notions de responsabilité: entière, mitigée, atténuée, partielle, que chacun voit selon son optique individuelle, c'est créer la confusion, l'incertitude, l'erreur.

C'est une fois le rôle du magistrat terminé, que doit seulement commencer celui du médecin. Le jugement prononcé le condamné est soumis à l'examen du médecin légiste ou mieux à celui d'une commission composée de médecins et de magistrats ayant fait des études spéciales. Le condamné pourra être examiné à loisir, sans l'énervement, sans l'influence mobile et mauvaise du public, sans le tournoi oratoire des avocats, l'égoïsme professionnel du requérant, sans l'idée qu'un peu d'indulgence dans une appréciation scientifique évitera peut-être un châtiment, sans non plus l'intrasigeance pseudo-scientifique qui, à d'autres moments, impose ce châtiment, enfin avec moins de dissimulation du prévenu qui n'aura plus le même intérêt à cacher son état mental réel.

Alors, en tout état de cause, les antécédents fouillés, l'examen scientifique fait avec le calme nécessaire, les médecins pourront décider si la peine doit être subie en prison où à l'hôpital, en cellule ou en cabanon, si le condamné relève de l'infirmier ou du geolier.

Si le résultat de l'examen implique l'envoi à l'hôpital, il sera donné acte au prévenu où à ses représentants que le fait puni a été considéré comme dû au mauvais état de l'appareil cérébral et ce sera une satisfaction au moins pour les partisans du libre arbitre, longtemps encore nombreux en nos civilisations, ce sera une satisfaction de savoir le condamné irresponsable et la peine non infamante.

Donc séparer le rôle du magistrat de celui du médecin. Le premier juge, réagit au nom de la société en appliquant la peine: le second décide s'il y a ou non maladie c'est-à-dire s'il y a lieu d'envoyer le condamne en prison ou à l'hôpital.

Ajoutons: de même que, de nos jours, la grâce abrège la peine du condamné, de même la cessation anticipée ou la prolongation au-delà du temps fixé par la sentence de l'internement du *condamné aliéné*, seraient légalement décidées, *non par grâce, mais par droit* sur le vu de certificats médicaux constatant, dans le premier cas guérison complète, absence de dangers résultant de la

libération anticipée ; dans la deuxième nécessité de prolonger le traitement, impóssibilité de rendre sans inconvénients le malade à la société. Ainsi l'irresponsable, le condamné, cérébralement malade, *condamné non à la prison mais au traitement* — ce qui paraît bien logique, —pourra être relaché sur le vu de documents d'ordre scientifique certifiant guérison, ou maintenu en traitement au dela du temps fixé, d'après l'autorité de documents identiques assurant la nécessité de prolonger l'internement

Donc scission complète entre le rôle du medecin et celui du magistrat : le premier juge réagit au nom de la société; le deuxième décide hôpital ou prison.

Tel est le système ; je le crois absolument pratique et d'accord avec la logique. Aussi n'a-t-il aucune chance d'être discuté même par le logicien M. Hamon.

Je termine. Ai-je donné une notion exacte de l'ouvrage de M. Hamon? En ai-je dit tout le bien qu'il mérite? Je répète : il est original et en même temps nous remémore tout ce qui vaut d'être noté sur le déterminisme et sur la responsabilité. L'ai-je trop critiqué ? Je l'ai fait en toute sincérité, j'ai taché d'éviter tout facteur personnel ; je me suis efforcé d'être impartial, de repousser les tendances qui m'auraient conduit à plus de dureté et d'apreté dans le débat.

M. Hamon a des idées arrêtées ; j'en ai qui sont aussi fermes que les siennes et leur sont tout opposées. Il exalte l'individu. C'est à mon sens au détriment du groupe. Il croit au nouveau, au progrès moral. Fortifier l'individu, c'est affaiblir la société ; c'est au fond une tendance égoïste qui devient prépondérante aux fins d'époque, aux fins de civilisation, aux fins de race. Si on sape tout ce qui existe, si on détruit l'autorité, on conduit l'homme non à la liberté, mais au désarroi ; il ne lui reste plus que la culture du « moi » qui mène au décadentisme, à la stérilité, à l'effémination, à la suppression et à l'asservissement du groupe par quelque voisin vigoureux. M. Hamon déclare qu'il n'a souci des conséquences de ce qui est vérité à ses yeux. Je veux aussi la vérité, mais une des premières c'est que n'est vraiment sociologue que le prévoyant, et que lâcher la bride non à l'altruisme comme le croit M. Hamon, mais à l'égoïsme qui toujours sollicite l'homme, c'est vouloir l'épanouissement de sentiments compliqués et pernicieux, telles de belles plantes vénéneuses, sentiments qui sont l'indice de la déchéance.

Déchéance d'un groupe, progrès de l'humanité, dit M. Hamon. Ce n'est point sûr, et je ne vois point qu'il soit indispensable que nous fassions les frais de l'expérience.

En fin d'analyse, tout se résume à savoir si l'humanité peut

existser autrement que fragmentée en groupes, rivaux de par la concurrence vitale. Que décidera l'avenir ? Nos arrières-neveux seront peut-être au même point que nous, agitant les mêmes éternels problèmes insolubles.« *Civis sum totius orbis.* »Ce fut dit,il y a fort longtemps et,si je ne m'abuse,en langue grecque.Est-il possible que l'homme,ou plutôt est-il possible que les hommes soient citoyens du monde entier avant que de l'être du pays où ils sont nés ? M. Hamon pense que oui. Moi,je dis non ; c'est mon absolue et inébranlable conviction. J'ai pour moi tout le présent, tout le passé et aussi qu'il n'est rien de nouveau sous le soleil. M. Hamon croit à l'avenir.

Dr. LAUPTS.

LES BOURSES DU TRAVAIL DE FRANCE

Du jour où, grâce à l'acuité de la crise économique et aux études positives faites par l'*Association internationale des Travailleurs*, le socialisme sortit du domaine de l'utopie pour entrer dans celui de l'expérimentation, deux conceptions principales se partagèrent les esprits, touchant le mode d'organisation socialiste de la collectivité humaine. L'une, professée par des hommes ignorants et routiniers (en dépit de leurs connaissances économiques), s'inspirait uniquement des faits visibles et, croyant que l'Etat, instrument de l'organisation sociale, en avait été l'ouvrier, le considérait comme indispensable au perfectionnement des sociétés et, par suite, tendait à élargir ses attributions, en y ajoutant celles de producteur et de répartiteur de la richesse publique. L'autre, émanée d'hommes chez qui l'intuition suppléait au défaut de science économique, considérait que les *fonctions sociales* peuvent et doivent se limiter à la satisfaction des besoins humains de tout ordre, et, constatant que l'État n'a pour raison d'être que la sauvegarde d'intérêts politiques inutiles, concluait à sa suppression et à son remplacement par la libre association des producteurs. Ces deux conceptions se concrétèrent, la première sous la forme des Partis ouvriers, la seconde sous la forme des Syndicats, ou sociétés de résistance, et des sociétés coopératives.

Les partis ouvriers

Le Parti Ouvrier se constitua en 1879 avec un double programme : politique et économique. Son programme politique (objet principal de sa sollicitude) comportait les revendications suivantes : abolition de toutes les lois sur la presse, les réunions et les associations ; suppression du livret ; suppression du budget des cultes et retour à la nation des biens dits de main-morte appartenant aux corporations religieuses ; suppression du budget de la Dette publique ; abolition des armées permanentes et armement général du peuple ; la commune maitresse de son administration et de sa police. Son programme économique (d'importance secondaire et qui avait surtout pour but de conquérir la masse ouvrière au mode d'action

préconisé pour aboutir à l'« appropriation collective des moyens de production »), son programme économique revendiquait : l'interdiction *légale* pour les employeurs de faire travailler plus de six jours sur sept ; la réduction *légale* de la journée de travail ; la fixation *légale* d'un salaire minimum ; l'interdiction *légale* aux patrons d'employer les ouvriers étrangers pour un salaire inférieur à celui des ouvriers français ; l'instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants *par l'Etat* et *par la Commune*, etc. Bref, le Parti ouvrier réclamait en matière politique l'épuration et, pour ainsi dire la moralisation de l'Etat ; en matière économique, l'extension de ses pouvoirs jusqu'aux extrêmes limites de la liberté individuelle (1).

Bien qu'il fût l'œuvre d'hommes intelligents et instruits, ce programme, on le voit, était d'une simplicité peu commune ; il était, en même temps, d'une antiquité respectable, la plupart de ses articles ayant déjà fait la fortune des diverses fractions républicaines qui, tour à tour et depuis 1848, avaient brigué le pouvoir. Il avait ce double avantage, en outre, de dispenser ses adeptes de toute contention d'esprit et de les affranchir de toute responsabilité en cas d'insuccès. Sa réalisation, en effet, était subordonnée à la prise de possession du pouvoir politique. Or, pour accomplir cette prise de possion, que fallait-il ? *Avoir organisé le prolétariat en parti politique distinct*, c'est-à-dire avoir rallié au socialisme un nombre d'électeurs suffisant pour obtenir dans le Parlement la majorité absolue. L'action nécessaire (qui pouvait exiger une longue suite d'années) devait donc se borner au commentaire, par la voix des journaux, des brochures et des réunions électorales, des dix-sept articles du programme, et il suffisait, pour faciliter cette tâche, « pour fournir à tous les militants du Parti un *arsenal* pour leur lutte quo« tidienne contre l'ordre actuel, de prendre le programme article par article, « phrase par phrase, et d'en montrer le bien fondé tant au point de vue « scientifique qu'au point de vue tactique ». Quant à l'éducation économique du prolétariat, à la culture de son esprit d'initiative, à son façonnement aux modalités d'un organisme socialiste, fadaises ! « L'émancipation sociale subordonnée à l'appropriation collective des moyens de production ; cette appropriation subordonnée elle-même à l'action révolutionnaire du prolétariat organisé en parti politique distinct » : voilà tout ce qu'il importait de savoir. « On se contenterait d'être certains, suivant une expression toute récente de M. Filippo Turati, de la grande ligne directrice de l'évolution et des *bases granitiques* de la lutte des classes ».

Malgré sa simplicité, pourtant, ce programme rencontra un obstacle imprévu ; n'exigeant aucune réflexion, aucune étude, promettant à quiconque se sentait la parole facile, les succès peu estimables des tréteaux populaires, il offrait carrière à toutes les ambitions et provoquait le concours de toutes les médiocrités. Aussi chacun des hommes mis par le hasard à la tête du Parti désira-t-il être le seul à diriger l'action collective. Et, sous prétexte que la division des forces était la condition même du développement du Parti, en réalité pour servir leurs propres intérêts, les uns et les autres ne tardèrent pas à se séparer, entraînant leurs fidèles et constituant de petites sectes sans principes. Qu'arriva-t-il ? Que, d'une part, les propagandistes, plus soucieux du nombre des élections que de leur valeur, et croyant de bonne foi que le nom du candidat heureux suppléerait, pour caractériser chaque succès électoral, au défaut de principes, allèrent jusqu'à atténuer le programme transactionnel du Parti, jusqu'à supprimer même tel ou tel de

(1) Le programme du Parti ouvrier, ses considérants, ses articles, par Jules Guesde et Paul Lafargue.

ses articles suivant le lieu et les circonstances ; que, d'autre part, la foule, tenue dans l'ignorance des véritables principes socialistes, vit dans les candidats du nouveau Parti, non pas les représentants d'une doctrine supérieure, mais uniquement une nouvelle couche d'aspirants-politiciens, à peine différents des radicaux et dépourvus du prestige, alors incontestable, des députés de l'Extrême-Gauche. Aussi le corps électoral, pour qui le mot de socialisme ne semblait représenter aucune idée nouvelle, se gardait-il de donner ses suffrages à des inconnus, mettant ainsi le Parti dans l'impossibilité d'offrir aucun des avantages qu'il avait promis.

Pour achever de discréditer le parlementarisme préconisé par le Parti, il ne fallait plus que l'adoption par les chambres de quelques lois « sociales ». Expérimentalement, le peuple se convaincrait que, non seulement ces lois étaient ou incomplètes ou inapplicables, mais qu'elles ne pouvaient pas ne pas l'être, l'argent plaçant les hommes au-dessus de la loi, leur soumettant tous les pouvoirs, juridiques et politiques, et (à défaut même de ces avantages) leur assurant la faculté de rejeter sur la classe qui produit, le poids des charges légales dont ils viendraient à être frappés. C'est ce que permirent, en effet, de constater, outre la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures, celles du 12 juillet 1880 supprimant l'interdiction de travail prononcée par la loi du 18 novembre 1814 pendant certains jours de l'année ; du 16 février 1883, qui remettait en vigueur celle du 9 septembre 1848 sur la durée des heures de travail et n'a jamais été appliquée ; du 10 décembre 1884 sur les conseils de prud'hommes, le décret du 3 avril 1889, qui apporta des exceptions à l'article 1er de la loi du 9 septembre 1848, l'arrêté du Conseil d'Etat en date du 21 mars 1890 et relatif aux travaux publics communaux, du 8 juillet 1890, relative aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes, des filles mineures et des enfants, et enfin du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Toutes ces lois, rendues inapplicables par le judaïsme des interprétations, par la fertilité d'esprit des employeurs (prompts à substituer aux moyens d'exploitation interdits des moyens plus oppressifs encore), éclairèrent les hommes qui composaient les diverses fractions du Parti sur la valeur de l'action parlementaire. Insensiblement mais incessamment les rangs s'éclaircirent, les membres des groupes les plus modérés entrant, pour en ressortir bientôt, dans les groupes plus révolutionnaires, devenant peu à peu des négateurs de toute action législative et remplacés par de petits bourgeois désireux de jouer aux dépens des masses, d'autant plus confiantes qu'aveugles, un rôle politique.

Les associations ouvrières

Antérieurement au Parti ouvrier s'étaient constituées entre travailleurs de professions diverses des associations purement professionnelles, qui, à l'encontre du Parti, se défendaient de professer le socialisme et n'avaient même pas été éloignées de se réjouir, originairement, de la défaite subie par les révolutionnaires en mai 1871. Ces associations cherchaient ouvertement les moyens de « concilier le travail et le capital », c'est-à-dire d'obtenir par leur sagesse et leur modération seules des salaires constamment proportionnés au coût de la vie et, par surcroît, prétendirent tirer de leur propre fonds une protection suffisante contre le chômage, les accidents, les maladies, la vieillesse.

Le syndicat, qui répudiait jusqu'à l'ancienne forme de société de résis-

tance, bornait son ambition à instituer des comités d'arbitrage, chargés de résoudre avec les employeurs les litiges professionnels, et à organiser un enseignement technique intégral qui permît à l'ouvrier, *spécialisé* par les découvertes mécaniques, de pénétrer tous les secrets du métier et, conséquemment, de rendre à l'industrie nationale une supériorité qui déterminerait, avec le relèvement des prix de vente, le relèvement des salaires.

L'association coopérative de consommation n'avait pour but que de diminuer le prix des choses nécessaires à l'existence; l'association coopérative de production, que d'élever jusqu'au patronat de petits groupes d'ouvriers; les sociétés de secours mutuels, les caisses de secours, de voyage, etc., ne visaient qu'à obtenir de l'ouvrier une prévoyance, une auto-protection que lui seul se devait, et les membres de ces sociétés se confondaient en témoignages de reconnaissance lorsqu'un patron tenait à affirmer par une contribution pécuniaire sa « sollicitude pour les travailleurs ».

Ainsi, les associations ouvrières et le Parti ouvrier partaient d'un principe diamétralement opposé. L'émancipation sociale, disait le Parti, ne peut résulter que de la « socialisation » des moyens de production, et cette socia lisation sera le fruit de l'action révolutionnaire du prolétariat organisé en parti socialiste distinct. « Ce que nous voulons, répliquaient les associations ouvrières, c'est faire que l'ouvrier laborieux ne manque jamais d'ouvrage, c'est que le prix du travail soit véritablement rémunérateur, c'est que l'ouvrier ait le moyen de s'assurer contre le chômage, la maladie et la vieillesse... » (1) On comprend pourquoi en 1881, au lendemain de l'amnistie, les jacobins qui, réfugiés à Londres, avaient achevé de désorganiser l'Internationale en tant qu'union d'ouvriers, mirent les « travailleurs socialistes en garde contre des associations créées et entretenues par les patrons et les gouvernants. »

Mais, de même que les rédacteurs du programme socialiste s'étaient, malgré leur érudition économique, montrés en cette œuvre de piètres économistes, de même, en traitant de haut les associations ouvrières, ils méconnurent (s'ils ne l'ignoraient pas) la tendance fatale de la partie pensante de l'humanité vers la nouveauté des idées et des vues, source du progrès. Eux qui affirmaient l'impossibilité en régime capitaliste de toute conciliation entre le travail et le capital, eux qui proclamaient l'inéluctabilité de la lutte de classes, ils ne songèrent pas que les évènements eux-mêmes se chargeraient de modifier les résolutions de sagesse prises par les associations ouvrières. ce qui permettrait de les conquérir, dans un délai pour ainsi dire déterminé au socialisme; ils ne songèrent pas davantage que les membres des associations préférant aux formules creuses du Parti les expériences pratiques et personnelles, peut-être serait-il politique de les ménager pour que, le jour où ils se seraient ralliés au socialisme, l'organisation politique (espérée sinon acquise) du Parti s'augmentât de leur organisation administrative.

En conséquence de cette faute, le fossé se creusa de plus en plus entre le Parti et les associations ouvrières. De temps à autre, quelque socialiste avisé préconisait l'entente; mais la faillite chaque jour plus évidente des sectes politiques et les dissentiments qu'introduisaient dans les syndicats les discussions sur l'action électorale, détournaient ceux-ci d'un rapprochement dont ils pressentaient confusément qu'ils seraient les victimes; et, quant aux chefs du Parti, ils entendaient que les syndicats leur fussent subordonnés, l'émancipation économique, disaient-ils, devant être, non la cause, mais la

(1) Rapport lu à la séance d'ouverture du Congrès ouvrier de France tenu à Paris en 1876 (Cité par l'*Ouvrier des Deux Mondes*, n° 19, p 290.)

conséquence de l'affranchissement politique. Et c'est ainsi qu'allaient rester distincts, sinon antagoniques, les efforts accomplis par les deux formes de l'organisation prolétarienne.

Evolution des associations ouvrières.

Pendant que les diverses fractions socialistes, divisées jusqu'à l'émiettement, condamnées par suite à restreindre et à atténuer de plus en plus leurs revendications, révélaient l'impuissance réformatrice de l'action parlementaire, les organisations ouvrières commençaient à reconnaître combien étaient chimériques leurs projets de conciliation entre le manouvrier et l'employeur. Ces comités d'arbitrage sur lesquels elles avaient fondé tant d'espérances, qu'avaient-ils produit? Rien, le patronat se refusant jusqu'à accepter le débat sur les conditions du travail. Aussi la grève, que certains syndicats avaient condamnée comme étant de nature à compromettre l'industrie française sans avantage pour l'ouvrier, la grève était-elle redevenue l'arme nécessaire et la déclarait-on obligatoire lorsque les travailleurs se voyaient menacés d'une diminution de salaire. Le divorce entre les corporations et les pouvoirs publics, prononcé déjà en 1876 par le refus des ouvriers de Paris d'accepter la subvention de 100.000 francs relative à l'exposition de Philadelphie, avait été définitivement consommé par la rupture de tout lien entre les syndicats « barberetistes » et les syndicats socialistes. C'est alors que ceux-ci, revenus de l'illusion que l'accord fût possible avec les employeurs, entrèrent dans la deuxième phase de leur évolution. Croyant que la faillite faite par les diverses écoles politiques était imputable à la défectuosité de leur tactique, ils aspirèrent, tout en poursuivant leur action syndicale, c'est-à-dire l'organisation du placement, l'institution de services de mutualité, etc., à jouer le rôle de législateurs et à présenter au Parlement, par l'intermédiaire de députés sortis de leurs rangs, des projets de réformes économiques élaborés dans leur sein.

Ce qu'ils demandèrent? Ce fut la réduction à huit heures au maximum de la durée quotidienne du travail, avec fixation d'un salaire minimum déterminé par le prix moyen des denrées dans chaque région; l'obligation d'un jour de repos sur sept; l'application du décret-loi du 2 mars 1848, qui interdit « l'exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage », la suppression des bureaux de placement libres ; la suppression des adjudications,qui entraînent soit la diminution des salaires, soit la malfaçon des travaux, et leur remplacement par le travail en régie; la reconnaissance de la responsabilité patronale en matière d'accidents ; la substitution aux compagnies d'assurances de caisses alimentées par les patrons et gérées par les municipalités ; la nomination des inspecteurs du travail par les syndicats ; la suppression du travail des prisons, couvents et ouvroirs; l'extension de la prudhomie à tous les salariés ; l'appréciation par des commissions syndicales des mesures d'hygiène à introduire dans les chantiers et dans les ateliers.

Est-ce à dire que ce programme marquât, explicitement ou implicitement, une adhésion à la méthode de propagande recommandée par le parti ouvrier? Pas le moins du monde. Il y avait, en effet, entre le programme économique du parti et celui des associations ouvrières, ces deux différences essentielles: que l'un était considéré comme accessoire, tandis que l'autre était l'objectif *unique*, et que, si le Parti ouvrier comptait exclusivement pour réaliser le sien, sur la formation d'une majorité parlementaire socialiste, les syndicats, au contraire, distinguant entre les articles du leur, n'abandonnaient à la « vigilance et à la sollicitude des pouvoirs publics » que ceux dont il leur

était manifestement impossible de s'occuper eux-mêmes ; quant aux autres, ils émettaient la prétention de les faire respecter à l'aide de leurs propres moyens, n'ayant dans le zèle des administrations publiques qu'une confiance limitée. En outre, les réformes préconisées par les syndicats, à la différence de celles que préconisait le Parti ouvrier, s'inspiraient, non d'une division de classes théorique et, partant, platonique, mais d'une division réelle, créée par les souffrances matérielles et morales de chaque jour, particulièrement propre, par conséquent, à rendre de plus en plus aigu le conflit social. Enfin (et il n'est pas inutile de le redire), les syndicats ne croyaient point, comme le Parti ouvrier, que la propagande spéciale nécessitée pour l'obtention de la journée de huit heures ou d'un jour de repos par semaine, les dispensât désormais de toute autre forme d'activité. Ils ne cessaient, au contraire, de perfectionner le merveilleux réseau d'institutions à bases mutuellistes qui, en attendant une problématique protection gouvernementale, leur permettait de se protéger eux-mêmes dans une certaine mesure contre l'exploitation capitaliste.

Telle était la situation en 1886. C'est alors que quelques hommes, qui étaient à la fois membres d'associations ouvrières et du *Parti ouvrier français*, croyant apercevoir dans le nouveau programme syndical la preuve que les organisations ouvrières étaient définitivement acquises au socialisme parlementaire et comprenant en même temps que les syndicats constituaient une force qu'il devenait puéril de dédaigner, projetèrent de réunir tous les syndicats dans une association nationale.

En fait, une union des syndicats était nécessaire et c'est parce qu'elle avait manqué jusqu'alors que les institutions diverses créées par les unions ouvrières avaient quelque peu déçu l'espoir de leurs fondateurs. En effet, l'ignorance du mode d'organisation et de fonctionnement de ces institutions suivant les contrées où elles avaient surgi, de leurs résultats et parfois même de leur existence, empêchait les syndicats de mettre mutuellement à profit leur expérience, provoquait la création de services inutiles ou détestables ou retardait celle de services reconnus excellents, bref, déterminait un gaspillage considérable de forces; et les syndicats, tout en *pressentant* que leurs travaux tendaient plus sûrement au but socialiste que les efforts du Parti ouvrier, étaient incapables d'en acquérir cette certitude qui eût doublé leur énergie. Guidés par l'idée générale de libre association et d'initiative personnelle, ils ignoraient les résultats acquis et se voyaient menacés d'être arrêtés sur la voie si délibérément parcourue. L'union fédérative seule pouvait retremper leur ardeur.

En apparence, la fédération projetée devait être une union professionnelle; en réalité, elle fut une machine de guerre mise au service du *Parti ouvrier français* pour aider au succès de l'action électorale engagée par cette école. Conçue et dirigée par des hommes qui visaient, non pas à établir patiemment et silencieusement une série d'institutions économiques socialistes ayant pour conséquence d'éliminer mécaniquement les institutions capitalistes correspondantes, mais à apporter au mouvement politique un appoint considérable, elle se donna un programme rudimentaire. « Le but de la fédération, dit sa *Déclaration de principes*, est d'arriver à l'affranchissement de tous ceux qui travaillent, de soutenir plus efficacement la lutte entre les intérêts opposés des employeurs et des producteurs, de relever l'énergie des travailleurs en présentant un plus large front de résistance ». C'était là une déclaration très vague ; mais ce défaut avait moins pour cause l'ignorance économique de ses auteurs, qui auraient pu, tout au moins, paraphraser le programme du parti auquel ils appartenaient, que leur souci de dissimuler

sous le voile de l'association corporative, une association exclusivement destinée à remplir les cadres de leur parti.

Les attributions de la fédération ne furent pas mieux précisées. Des trois commissions que devait former le conseil national, une, la commission de propagande, chargée « de tout ce qui pourrait faire connaître la fédération et son but », ne fonctionna jamais ; la seconde avait pour mission d'éditer un bulletin mensuel ; ce bulletin ne publia jamais une statistique et ne présenta aucun plan d'organisation ou d'action ; la troisième, dite commission de statistique, devait recueillir tous les documents utiles sur la production de la France et de l'étranger, établir le prix de revient des matières brutes, indiquer le prix de vente des matières ouvrées et calculer, en tenant compte des prix de façon, le bénéfice prélevé par le capital ; comparer pour chaque localité le taux des salaires avec le taux des objets de consommation, des loyers, etc., et faire connaître ainsi la différence entre le salaire reçu et le salaire nécessaire. Quels travaux accomplit cette commission ? Quelles enquêtes mena-t-elle à bonne fin ? Là-dessus nous confessons notre ignorance ; mais le fait est que, comme nous l'avons déjà dit, le bulletin de la fédération, premier instrument de publicité dont disposât le conseil fédéral, n'apporta jamais aux syndicats fédérés un renseignement économique. Au titre des grèves, enfin, les statuts disaient que chaque organisation adhérente était seule juge de l'opportunité d'une grève ; elle était seulement invitée à informer le conseil national de sa décision, afin que, le cas échéant, celui-ci, « si la caisse le permettait », pût prendre les mesures nécessaires pour assurer le succès de l'action engagée.

La *Fédération des syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France* n'était pas seulement dépourvue de programme ; il lui manqua encore pendant sa courte carrière, le mode d'organisation seul susceptible de suppléer à l'insuffisance de son mode de constitution ; elle ne put jamais créer, entre elle et les syndicats dont elle se composait, d'unions locales ou régionales, qui, en rapports immédiats avec les syndicats et bien placées pour connaître et formuler les ressources et les besoins de la vie ouvrière locale, lui eussent préparé une partie de la besogne dont l'avait chargée le congrès de Lyon. Par suite, elle resta toujours sans moyens devant une tâche gigantesque et ressembla à un pouvoir central qui prétendrait administrer une nation sans l'aide d'assemblées intermédiaires.

Enfin, ses congrès mêmes n'introduisirent jamais dans l'organisation corporative le moindre progrès. D'une part, les unités syndicales, par leur isolement et leur défaut de renseignements sur les services institués par chacune d'elles, étaient condamnées, sans mériter le moindre reproche, à piétiner toujours dans le même cercle de revendications et à demander constamment l'étude de problèmes cent fois résolus ; d'autre part, les membres des conseils nationaux successifs (en mesure de dégager des correspondances reçues les tendances économiques des syndicats et qui, conséquemment, auraient pu rénover les congrès corporatifs et les rendre profitables au développement des idées d'association), ces membres, ne croyant pas à l'efficacité de l'action syndicale, dédaignèrent jusqu'à la fin de rechercher ce qui pouvait être de nature à fortifier les syndicats. Enfin, les congrès de la fédération, organisés toujours dans le même lieu et à la même époque que les congrès politiques du *Parti ouvrier français*, dirigés par les mêmes leaders, n'avaient pour objectif que d'augmenter le lustre de cette école. De là vient que les réunions fédérales annuelles ne s'entretinrent jamais que des questions inscrites précédemment dans le programme du Parti ouvrier et se bornèrent à confirmer les solutions par trop simples qu'il en avait données.

A moins donc que les associations ouvrières n'eussent abandonné l'objectif syndical et accepté le mode exclusif d'action préconisé par le Parti ouvrier (et nous avons vu qu'il était loin d'en être ainsi), la *Fédération des syndicats* était vouée à la dissolution. Deux circonstances hâtèrent sa fin.

L'année même où s'était constituée la Fédération était née la Bourse du travail de Paris. Le titre de Bourse du travail dit clairement ce que devait être l'institution nouvelle. Le rapport déposé à son sujet sur le bureau du Conseil Municipal s'exprimait ainsi : « Sans la Bourse du travail, l'existence des chambres syndicales sera toujours précaire, les charges qu'elles imposent éloignant d'elles le plus grand nombre des ouvriers. Il importe donc qu'elles aient des locaux et des bureaux où chacun pourra venir sans crainte d'avoir à faire des sacrifices de temps et d'argent au-dessus de ses ressources ; la libre et permanente disposition des salles de réunion permettra aux travailleurs de discuter avec plus de maturité et de précision les questions multiples qui intéressent leur industrie et influent sur les salaires ; ils auront pour les guider et les éclairer tous les moyens d'information et de correspondance, les éléments fournis par la statistique, une bibliothèque économique, industrielle et commerciale, le mouvement de la production pour chaque industrie, non seulement en France mais dans le monde entier ».

Ainsi, la Bourse du travail, centre de réunion des organisations ouvrières, allait avoir pour premier résultat de nouer entre elles de solides et permanentes relations, c'est-à-dire de leur permettre cette entente, cette éducation mutuelle dont l'absence avait été jusqu'alors l'insurmontable obstacle à leur développement et à leur efficacité. Grâce à la Bourse, les syndicats pourraient s'unir, d'abord, par professions similaires pour la garde et la défense de leurs intérêts professionnels, comparer avec les ressources particulières de leur industrie, la durée de leur labeur et le taux de leur salaire, et (si cette durée était excessive, si ce taux était dérisoire) rechercher de combien une suspension de travail augmenterait la valeur de leur force productive ; ils pourraient, d'autre part, se fédérer sans distinction de métiers, pour réfléchir sur leur condition, dégager les données générales du problème économique, étudier le mécanisme des échanges, bref, chercher dans le système social actuel les éléments d'un système nouveau et, en même temps, éviter les efforts incohérents faits jusqu'à ce jour et qui auraient fini par livrer les travailleurs désarmés à la puissance politique, financière et morale du Capital.

La Bourse du travail légitimait donc les plus brillantes espérances et nul ne doutait qu'elle n'apportât dans l'économie syndicale une véritable révolution. Mais quelles ambitions ne conçut-on pas quand on vit surgir les Bourses du travail de Béziers, Montpellier, Cette, Lyon, Marseille, Saint-Etienne, Nîmes, Toulouse, Bordeaux, Toulon, Cholet ?

Outre le service fondamental du placement des ouvriers, toutes ces Bourses du travail possédaient bibliothèque, cours professionnels, conférences économiques, scientifiques et techniques, service d'hospitalisation des compagnons de passage; elles avaient, dès leur ouverture, permis la suppression dans chaque syndicat de services qui, nécessaires tant que les syndicats avaient vécu isolés, devenaient inutiles dès qu'une administration commune était en mesure d'y pourvoir; elles avaient déjà coordonné les revendications, le plus souvent incohérentes, parfois même contradictoires, établies par les groupes corporatifs sur des données économiques insuffisantes; en un mot, elles avaient, en moins de six années, accompli chacune dans sa sphère une tâche dont la Fédération des Syndicats n'avait même pas soupçonné l'importance et l'opportunité.

L'idée de fédérer ces Bourses du travail était inévitable. Nous devons à la vérité de reconnaître qu'elle eut une origine plus politique qu'économique. Elle vint à quelques membres de la Bourse de Paris qui, adhérents à des groupes socialistes rivaux du *Parti ouvrier français* et mécontents de ce que la *Fédération des syndicats* fût entre les mains de ce parti, souhaitaient la création d'une association concurrente, dont le siège pût être fixé à Paris et qui devînt ainsi leur chose. La Bourse de Paris patronna cette idée, la soumit au Congrès tenu à Saint-Etienne le 7 février 1892, et obtint la création de la *Fédération des Bourses du travail*, après assurance donnée au délégué de Lyon que l'association nouvelle avait un but spécial qui laisserait intacte la *Fédération des syndicats*.

Il existait donc maintenant deux organisations corporatives centrales. Mais quelle disproportion entre leurs ressources et leurs moyens d'action! La *Fédération des syndicats*, rappelons-le, avait cette double tare : de n'offrir ni programme ni organisation fédérative susceptibles d'intéresser les syndicats à son maintien; puis, d'être une machine politique, c'est-à-dire d'aspirer à un rôle que refusait aux unions corporatives, l'immense majorité des ouvriers; aussi les syndicats qui ne négligeaient point d'assister à ses congrès, parce qu'il n'en existait pas d'autres, semblaient-ils, le reste de l'année, avoir totalement oublié son existence.

La *Fédération des Bourses du travail*, au contraire, possédait tous les éléments de succès. Elle se composait d'unions locales qui joignaient à l'attrait de la nouveauté, l'avantage de répondre à un besoin, et dont l'administration était personnellement, directement intéressée au développement des syndicats et au progrès des études économiques. En conséquence, non seulement ces unions étaient assurées du concours des unités syndicales, mais à son tour, le Comité fédéral était certain de trouver dans les unions une collaboration féconde et incessante. Chaque Bourse, en outre, ayant des ressources supérieures à celles qu'auraient pu espérer les conseils locaux de la *Fédération des syndicats* et s'interdisant toute action politique, s'obligeait, en quelque sorte, à édifier sur le terrain économique une œuvre quelconque, si modeste fût-elle; de son côté, le Comité fédéral avait à faire connaître à toutes les Bourses, les résultats obtenus par chacune d'elles; dès lors et l'émulation aidant, quels progrès ne réaliseraient pas les unions adhérentes à la fédération nouvelle? Et comment la *Fédération des syndicats* (à moins d'une transformation complète) pourrait-elle éviter la dissolution?

Elle ne l'évita pas : une cause plus sérieuse encore que la rivalité dont nous venons d'exposer les phases, lui porta le coup mortel. Convaincues depuis dix ans qu'elles n'obtiendraient jamais des employeurs le respect de leurs intérêts, devenues sceptiques quant à la réalisation de leur programme économique par le Parlement, les associations ouvrières, touchant au dernier terme de l'évolution, cherchaient sans trève un moyen d'action qui, pourvu d'un caractère nettement économique, mît surtout en œuvre l'énergie ouvrière. A peu près guéries des politiciens, réconfortées par d'importantes institutions dues à leur initiative, elles aspiraient à devenir les propres agents de leur émancipation. Or, le moyen qu'elles cherchaient avec opiniâtreté se trouva inopinément soumis en septembre 1892, au Congrès de la *Fédération des syndicats*, tenu à Marseille.

Quelques jours auparavant, les Bourses du travail de Saint-Nazaire et de Nantes avaient déjà fait adopter par un congrès tenu à Tours une proposition ainsi conçue :

» Considérant :

« Que la formidable organisation sociale dont dispose la classe dirigeante

rend impuissantes et vaines les tentatives amiables d'émancipation faites depuis un demi-siècle par la démocratie socialiste;

« Qu'il existe entre le capital et le salariat une opposition d'intérêts que la législation actuelle, prétendue libérale, n'a pu ou voulu détruire;

« Qu'après avoir fait aux pouvoirs publics de nombreux et inutiles appels pour obtenir le droit à l'existence, le parti socialiste a acquis la certitude que seule une révolution pourra lui donner la liberté économique et le bien-être matériel conformes aux principes les plus élémentaires du droit naturel ;

« Que le peuple n'a jamais conquis aucun avantage aux révolutions sanglantes dont ont seuls bénéficié et les agitateurs et la bourgeoisie;

« Qu'en présence d'ailleurs de la puissance militaire mise au service du capital, une insurrection à main armée n'offrirait aux classes dirigeantes qu'une occasion nouvelle d'étouffer les revendications sociales dans le sang des travailleurs ;

« Que, parmi les moyens pacifiques et légaux inconsciemment accordés au parti ouvrier pour faire triompher ses légitimes aspirations, il en est un qui doit hâter la transformation économique et assurer sans réaction possible, le succès du quatrième Etat;

« Que ce moyen est la suspension universelle et simultanée de la force productrice, c'est-à-dire la grève générale, qui, même limitée à une période relativement restreinte, conduirait infailliblement le parti ouvrier au triomphe des revendications formulées dans son programme ;

« Le congrès régional ouvrier de l'Ouest, réuni à Tours les 3, 4 et 5 septembre 1892, prend en considération la proposition de grève universelle déposée par le citoyen Fernand Pelloutier et décide qu'il y a lieu de procéder à une organisation spéciale du parti ouvrier français, dans le but de fournir au Congrès international de Zurich, en 1893, un projet complet de grève universelle » (1).

Les Bourses du travail de Saint-Nazaire et de Nantes commentèrent devant le congrès de Marseille cette proposition, exposèrent les avantages incomparables qu'offrait l'idée de la grève générale, tant pour le développement de l'organisation ouvrière que pour le relèvement des énergies individuelles, en sorte que les associations séduites acclamèrent d'enthousiasme un moyen qui répondait si bien à leur désir.

Cette décision était la première manifestation publique d'un désaccord entre la tactique du parti ouvrier et celle des syndicats. Aussi, le *Parti ouvrier français*, dont le congrès, nous l'avons déjà dit, suivait toujours celui de la *Fédération des syndicats*, n'y attacha-t-il pas une grande importance. Ne pouvant admettre que « le prolétariat jugeât désormais inutile tout appel aux pouvoirs publics » et convaincu qu'un avertissement *ex cathedrâ* suffirait pour ramener dans le sentier politique les travailleurs un moment égarés dans ce que, huit mois plus tard, on appela l'impasse syndicaliste, il se borna purement et simplement à déclarer utopique l'idée d'une grève générale.

On ne laissa pas cependant, dans les groupes politiques comme dans les sociétés corporatives, de se demander ce qu'il allait advenir de cette divergence de vues sur une question essentielle. Si, comme le croyaient les membres du *Parti ouvrier français*, les associations ouvrières acceptaient de la *Fédération des syndicats*, non seulement son caractère professionnel,

(1) L'auteur croit utile de faire remarquer qu'en 1894, c'est-à-dire deux ans après la tenue du congrès de Tours, il avait déjà modifié certains passages de cette proposition, et qu'aujourd'hui il en répudierait plusieurs paragraphes.

mais encore son esprit politique, nul doute que dès leur plus prochain congrès (fixé pour 1894 à Nantes), elles ne reconnussent l'erreur commise par elles à Marseille et n'abandonnassent un moyen d'action contraire aux principes du *Parti* ; mais si, au contraire, il était vrai qu'elles fussent animées d'un esprit nouveau, elles maintiendraient certainement leur décision et, en ce cas, elles sépareraient la Fédération du *Parti* ou se sépareraient elles-mêmes de la Fédération. En toute occurrence, l'association ouvrière française était arrivée à une époque décisive de sa carrière.

A peu près vers le même temps, les Bourses du travail réunies à Toulouse, décidaient l'organisation à Paris, pendant le mois de juin 1893, d'un congrès général des syndicats. Retardé de quelques jours par le conflit qui s'engagea entre le gouvernement et ceux des syndicats parisiens qui refusaient de reconnaître la loi du 21 mars 1884, ce congrès ne se réunit qu'au lendemain de la fermeture de la Bourse du travail de Paris. Mais il emprunta à ce coup de force une importance et une gravité exceptionnelles, et l'irritation des syndicats contre le cabinet Dupuy était si vive qu'un enthousiasme plus grand que celui de l'année précédente, accueillit la proposition de grève générale inscrite à l'ordre du jour, et que vingt-cinq délégués allèrent jusqu'à demander la déclaration immédiate de la grève.

L'épreuve était-elle concluante? Pas suffisamment encore, car le vote du Congrès pouvait être considéré comme l'effet d'une colère légitime, comme la manifestation irréfléchie d'un désir momentané de révolte; et cette façon d'envisager le vote était d'autant plus plausible qu'une affiche venait d'être apposée, invitant les syndicats parisiens à abandonner les ateliers et signée des notabilités mêmes du *Parti ouvrier français*, théoriquement hostiles cependant à la suspension générale du travail. Mais le congrès qui venait de se séparer avait chargé la Fédération des Bourses de réunir un nouveau congrès l'année suivante à Nantes ; les décisions qui y seraient prises par le congrès de la *Fédération des syndicats*, d'une part, par le congrès de la *Fédération des Bourses du travail*, d'autre part, renseigneraient définitivement le prolétariat et sur l'importance numérique des deux fédérations rivales et sur l'état d'esprit des syndicats ouvriers. L'organisation même de ces congrès permit une sorte d'avant-consultation des syndicats. La Bourse du travail de Nantes, estimant que rien n'exigeait la tenue de deux congrès et que tout, au contraire, militait en faveur d'un congrès unique, sollicita des deux fédérations l'autorisation nécessaire pour réunir tous les syndicats. La *Fédération des Bourses* l'accorda sans difficulté ; mais, comme il fallait s'y attendre, la *Fédération des syndicats* la refusa obstinément, formulant d'amères récriminations sur « l'intention évidente qu'on avait de la supprimer », allant jusqu'à taxer la commission nantaise de trahison et essayant même d'obtenir que la Bourse du travail de Saint-Nazaire (qui déclina l'offre) organisât son congrès. La Bourse du travail de Nantes, persévérant dans ses intentions, trancha la difficulté en consultant les syndicats ouvriers. Comme ceux-ci approuvèrent son projet, la Fédération des syndicats dut enfin faire à mauvaise fortune bon visage et accepter le « VI[e] Congrès national des syndicats de France ».

C'était un rude échec, présage d'échecs peut-être plus graves encore. Le *Parti ouvrier français* le comprit si bien que, cette fois, il tint son congrès particulier avant le congrès corporatif et renouvela sur la question de la grève générale, l'opinion qu'il avait exprimée deux ans auparavant. Il espérait ainsi influencer les délégués du congrès corporatif. Vain espoir! Inutile effort ! Fédération des syndicats, direction politique du Parti ouvrier français, revendications parlementaires : le congrès balaya tout; sa rupture avec

les principes de l'émancipation politique fut si nette, nous pourrions dire si brutale, que l'état-major de la *Fédération des syndicats* ne crut pas même devoir prendre part aux dernières délibérations du congrès. Il disparut n'emportant d'une association digne d'un sort meilleur qu'un titre aujourd'hui tombé dans les oubliettes de l'histoire.

LES BOURSES DU TRAVAIL

La Fédération des Bourses du travail resta donc la seule organisation vivante; et comme, bien qu'elle ne puisse admettre dans son sein que des *Fédérations de syndicats*, elle compte aujourd'hui plus du tiers des syndicats ouvriers. Exposer ses travaux, ce n'est pas seulement faire une monographie c'est aussi noter avec les étapes franchies par le prolétariat sur la voie du, socialisme *théorique*, les progrès *positifs* accomplis par lui depuis cinq ans. Ne l'oublions pas : si, de 1887 à 1894, les Bourses du travail, reflétant « l'état d'âme » des groupements ouvriers sur lesquels elles réagissaient à leur tour, avaient, par une série brillante d'institutions, donné corps au secret désir des ouvriers de secouer toute tutelle et de puiser désormais en eux-mêmes les éléments de leur émancipation, elles n'avaient pas pu, du moins, faute de se connaître suffisamment les unes les autres, percevoir encore toute l'importance de leur mission, toute la portée de leurs entreprises, et mesurer d'un coup d'œil la carrière ouverte à leur activité. Cette conscience, la fédération seule pouvait la leur donner.

On leur avait d'ailleurs si souvent affirmé : les docteurs parlementaires, que toute transformation sociale est subordonnée à la conquête du pouvoir politique; les docteurs révolutionnaires, qu'aucune entreprise socialiste ne sera possible avant le cataclysme rédempteur, qu'elles s'étaient toujours laissé inspirer et guider par les nécessités de l'heure présente : de là l'incohérence de leurs institutions.

Mais quand, dans la période comprise entre 1894 et 1896, les Bourses du travail eurent complété leurs services; que chacune d'elles eut solidement organisé son bureau de placement, ses secours aux ouvriers de passage, ses secours contre le chômage, la maladie et les accidents, sa caisse de grève; qu'elle posséda un enseignement technique, scientifique et économique complet et une bibliothèque bien pourvue; que ses commissions d'étude eurent ouvert aux yeux des syndicats des horizons jusqu'alors insoupçonnés, les Bourses du travail, au lieu de continuer à opérer au hasard et de ne devoir qu'aux circonstances telle ou telle innovation, songèrent à raisonner, à systématiser leur propagande. Elles apercevaient maintenant entre toutes leurs entreprises un lien mystérieux; elles constataient que leur initiative s'était, à leur insu même, étendue à la plus grande partie des manifestations de la vie sociale, et que partout, bien qu'à des degrés divers, cette initiative avait exercé, non seulement une influence morale sur la direction du mouvement socialiste et plus généralement sur l'ensemble des classes sociales, mais encore une influence matérielle sur les conditions du travail; elles se sentirent donc de remarquables « facultés d'adaptation à un ordre social supérieur » (1); elles comprirent qu'elles pouvaient élaborer dès à présent les éléments d'une société nouvelle, et à l'idée, déjà ancienne en leur esprit, que la transformation économique doit être l'œuvre des exploités eux-mêmes, s'ajouta l'ambition de constituer dans l'État bourgeois un véritable État socialiste (économique et an-archique), d'éliminer progressivement les formes d'association,

(1) Claude Gignoux et Victorien Bruguier, *Du rôle des Bourses du travail dans la société future.*

de production et de consommation capitalistes par des formes correspondantes communistes.

Ici, des citations deviennent nécessaires, pour ne laisser croire à personne que nous attribuions aux Bourses du travail des prétentions réformatrices imaginaires. A l'ordre du jour du V[e] Congrès des Bourses du travail, tenu à Tours en 1896, figurait cette question : *Du rôle des Bourses du travail dans la société future*. « Va-t-on, demanda à ce propos la Bourse du travail de Nîmes, sur la question de la production, de l'échange et de la consommation dans la société future, échafauder un nouveau plan, créer une nouvelle doctrine ? Ou bien, tenant compte du rôle important qu'auraient à jouer les Bourses du travail actuellement, si leurs ressources leur permettaient partout leur complet développement, va-t-on transporter ces organisations, perfectionnées au dernier degré, au lendemain d'une transformation sociale ? Il nous semble, à nous, qu'il est préférable, pour l'instant, d'envisager la question sous cet aspect... On conviendra qu'il était temps de définir, avec autant de précision que possible, le rôle présent et futur assigné aux Bourses du travail, que les uns considèrent comme bonnes tout au plus à servir d'intermédiaires entre l'offre et la demande de travail, tandis que pour d'autres, elles ne sont qu'un foyer révolutionnaire en ébullition... »

Et voici comment le rapport établi au nom de la Bourse du travail de Nîmes, par les camarades Claude Gignoux et Victorien Bruguier, résolvait la question posée : Quelles sont les attributions des Bourses du travail ? se demandait le rapport. C'est d'abord de connaître à tout instant, avec exactitude et pour chaque profession, le nombre des ouvriers inoccupés, ainsi que les causes multiples des perturbations introduites chaque jour dans les conditions du travail et de la vie ouvrière ; c'est ensuite d'emprunter à la statistique, « cette science nouvelle appelée à prendre une place de plus en plus prépondérante dans la vie des sociétés », « le coût de l'entretien de chaque individu, comparativement aux salaires accordés ; le nombre de professions, de travailleurs compris dans chacune d'elles, de produits fabriqués, extraits ou récoltés et, par réciproque, la totalité des produits nécessaires à l'alimentation et à l'entretien de la population dans toute la région sur laquelle elle (la Bourse du travail) rayonne ».

Supposons maintenant, continuait le rapport, que, les Bourses remplissant convenablement ce rôle, l'action socialiste et corporative ait amené une transformation sociale, que feront les Bourses ? Et le rapport répondait : « Chaque métier est organisé en syndicat ; chaque syndicat nomme un conseil, que nous pourrions appeler conseil professionnel du travail ; ces syndicats sont à leur tour fédérés par métier, nationalement et internationalement.

« La propriété n'est plus individuelle : la terre, les mines, les usines, les ateliers, les moyens de transport, les maisons, etc., sont devenus propriétés sociales. Propriétés sociales ! entendons-nous bien, et non propriété exclusive et inaliénable des travailleurs qui les mettent en valeur, si l'on ne voulait voir s'élever entre les corporations les conflits qui s'élevaient entre les capitalistes, et la société être de nouveau victime de la concurrence — concurrence des collectivités corporatives au lieu des individualités capitalistes !...

« Il faut à la société tant de blé, tant de vêtements ; les agriculteurs et les tailleurs d'habits reçoivent de la société, soit en argent, tant que celui-ci subsistera, soit en valeur d'échange, les moyens de consommer ou d'user des produits fabriqués par les autres travailleurs. Voilà sur quelles bases devra être organisé le travail pour que la société soit vraiment égalitaire...

« Les Bourses, connaissant la quantité de produits qui doivent être fabriqués, en avisent les conseils professionnels du travail de chaque corpora-

tion, qui emploient à la fabrication des produits nécessaires, tous les membres de la profession... Par leurs statistiques, les Bourses connaissent la production excédante ou manquante de leurs milieux; elles détermineront donc l'échange des produits entre les territoires doués par la nature pour une production spéciale. Ainsi le Creuzot, par exemple, pour la métallurgie, Limoges pour les porcelaines, Elbeuf, pour les draps, nos pays pour les vins, produisent des objets moyennant lesquels leurs populations pourront s'approvisionner de tout ce qui sera nécessaire à leur entretien et à leur développement intellectuel...

« L'outillage se perfectionnant de plus en plus, la science faisant chaque jour de nouvelles conquêtes, les ouvriers ayant alors un grand intérêt immédiat à seconder et à intensifier la marche du progrès, la société pouvant mettre en valeur les richesses et les forces naturelles qu'est obligée d'abandonner notre société capitaliste, la richesse sociale s'accroîtra dans des proportions considérables; de même, la consommation, car nul ne sera plus obligé de se priver d'aliments, de vêtements, de meubles, de luxe et d'art, ces deux facteurs essentiels du goût et de l'intelligence !... »

Enfin, non moins prudente que hardie, la Bourse du travail de Nîmes concluait : « Cet aperçu trop sommaire ne fait que donner aux habitués du mouvement corporatif une idée du rôle qui incombe et incombera aux Bourses... Rien ne servirait de hâter les décisions; la poursuite avec méthode du développement de nos institutions est suffisante pour arriver au but et éviter bien des déceptions et des retours en arrière... C'est à nous, qui héritons de la pensée et de la science de tous ceux qui nous ont précédés, qu'il appartient de faire que tant de richesses et de bien-être dus à leur génie n'aboutissent pas à engendrer la misère et l'injustice, mais à l'harmonie des intérêts par l'égalité des droits et la solidarité entre tous les êtres humains ».

A son tour, le comité fédéral des Bourses du travail, en un rapport sur la même question, disait : «... La révolution sociale doit donc avoir pour objectif de supprimer la valeur d'échange, le capital qu'elle engendre, les institutions qu'elle crée. Nous partons de ce principe, que l'œuvre révolutionnaire doit être de libérer les hommes, non seulement de toute autorité, mais encore de toute institution qui n'a pas essentiellement pour but le développement de la production. Par conséquent, nous ne pouvons imaginer la société future autrement que comme « l'association volontaire et libre des producteurs ». Or, quel est le rôle de ces associations? «... Chacune d'elles a le soin d'une branche de la production... Les unes et les autres doivent s'enquérir tout d'abord des besoins de la consommation, puis des ressources dont elles disposent pour y satisfaire. Combien faut-il chaque jour extraire de granit, moudre de farine, organiser de spectacles pour une population donnée? Ces quantités connues, combien de granit, de farine peuvent être obtenus sur place? Combien de spectacles organisés? Combien d'ouvriers, d'artistes sont nécessaires? Combien de matériaux ou de producteurs faut-il demander aux associations voisines? Comment diviser la tâche? Comment établir les entrepôts publics? Comment utiliser, aussitôt connues, les découvertes scientifiques?

« ... Connaissant, en premier lieu, le rapport de la production à la consommation, les associations ouvrières utilisent les matériaux produits ou extraits par leurs membres. Connaissant également la quantité des produits qui leur manquent et de ceux qu'elles ont en excédent, elles demandent ailleurs soit les associés dont elles ont besoin, soit les produits spéciaux que la nature a refusés à leur sol... La conséquence de ce nouvel état, de cette suppression des organes sociaux inutiles, de cette simplification des rouages

nécessaires, c'est que l'homme produit mieux, davantage et plus rapidement, qu'il peut, par suite, consacrer de longues heures à son développement intellectuel, accélérer ainsi les progrès de la mécanique, s'exonérer de plus en plus de la pénible main-d'œuvre et ordonner son existence d'une façon plus conforme aux instinctives aspirations vers le studieux repos. »

Ainsi s'élevait de plus en plus l'idéal des Bourses du travail. Leur ambition était-elle téméraire ? On en jugera par l'œuvre qu'elles accomplirent en ces dernières années. Le premier effet de leurs études économiques fut de modifier le caractère sentimental qu'avaient revêtu antérieurement la plupart de leurs institutions et qui en faisait de véritables institutions de charité. Les secours de chômage, de voyage, etc., considérés jusqu'alors comme uniquement destinés à « aider les compagnons malheureux » apparurent comme instruments de résistance à l'exploitation ; le secours de voyage devint le moyen de supprimer les agglomérations de travailleurs disponibles, susceptibles d'offrir leurs bras à bas prix ; le secours de chômage fut le lot des ouvriers que leur situation particulière mettait dans l'impossibilité de voyager ; les cours professionnels, jadis pépinières d'apprentis, devinrent l'instrument de perfectionnement des ouvriers déjà familiarisés avec le métier (1) ; l'association coopérative ne fut plus le lieu de retraite d'ouvriers privilégiés ; ce fut, en même temps que l'abri pour les victimes de la guerre sociale, une école d'administration et de travail libre et la banque nécessaire pour de nouvelles entreprises économiques.

Là ne se borna pas l'évolution des Bourses du travail. Jusqu'en 1896, elles n'avaient rayonné que sur les syndicats de leur localité ; à cette époque, le comité fédéral, pensant que désormais il devait moins chercher à augmenter outre mesure le nombre des Bourses que s'efforcer d'augmenter la puissance des Bourses existantes, conseilla à celles-ci de s'incorporer les syndicats de leur ressort que l'isolement empêchait de se fédérer sur place. « Observons tout d'abord, disait-il, que les Bourses nouvelles tendent toutes à cette incorporation. Rouen comprend la majeure partie des syndicats de la Seine-Inférieure, Niort rayonne jusqu'à Saint-Maixent ; Dijon jusqu'à Montceau-les-Mines, Amiens ambitionne de fédérer tous les syndicats de la Somme ; Nevers vient de créer un important syndicat à Fourchambault. Et même parmi les Bourses constituées antérieurement, n'en est-il pas un certain nombre qui ont obtenu l'adhésion de syndicats placés en dehors de la localité ? Saint-Nazaire : le syndicat des métallurgistes de Trignac ; Montpellier : les travailleurs de terre de Cournonterral ; Perpignan : les espadrilleurs de Saint-Laurens-de-Cerdans, etc. ? C'est cette tendance que le comité fédéral voudrait, si c'est possible, systématiser, pensant que deux ou trois Bourses par département grouperaient plus rapidement les travailleurs, et au prix de moins d'efforts que sept ou huit, nécessairement débiles ».

Ce Conseil fut entendu, car, un an plus tard, le rapport du Comité signalait l'incorporation à la Bourse du travail de Nîmes du syndicat des ouvriers agricoles d'Aigues-Mortes, à celle d'Amiens des syndicats des mouleurs et des métallurgistes d'Albert, à celle de Dijon de divers syndicats de la Côte-d'Or, notamment de ceux de Comblanchien, de Renazé, de Pouilly-sur-Saône.

Dans le même ordre d'idées, le comité songea à faire entreprendre par les

(1) Effectuant un nouveau progrès, les Bourses du travail veulent aujourd'hui « connaître les conséquences produites par leurs cours professionnels », en d'autres termes, savoir si ces cours ont fait des ouvriers conscients de leur valeur et de leur dignité ou des sous-patrons ennemis de leurs compagnons de travail.



Bourses du travail une propagande spéciale auprès des ouvriers des campagnes. L'organisation des ouvriers industriels s'étendait de plus en plus, les grèves se généralisaient; bref, disait le comité, nous apercevons déjà le jour où tous les prolétaires des villes, soit par le raisonnement, soit par les nécessités économiques, seront amenés à se coaliser pour l'inévitable conflit qui jettera bas l'organisme capitaliste. Il reste donc, concluait-il, à persuader les travailleurs des campagnes qu'ils ont, eux aussi, intérêt à mener la guerre contre le capital.

En conséquence, le congrès de Toulouse (1897) fut saisi d'un plan de propagande agraire qui consistait à former des associations rurales à caractère mixte : sociétés de résistance pour les journaliers, ouvriers, domestiques de ferme, salariés de toute sorte; sociétés coopératives à base communiste pour les métayers, fermiers et propriétaires possédant moins de 10 hectares en cultures diverses et 1 hectare en vignes à complant.

« L'union, disent les statuts, se préoccupera d'abord des conditions du travail, s'efforcera non seulement de maintenir, mais d'élever par tous les moyens possibles le taux des salaires ; interviendra dans les discussions et les conflits qui naîtront entre les patrons et les ouvriers; se mettra en rapports avec les propriétaires et tâchera d'obtenir d'eux les conditions les meilleures, s'efforcera de procurer des emplois à ses membres, de façon à amener progressivement la diminution, puis la disparition des *louées* publiques ; elle exigera des propriétaires admis qu'ils n'emploient, le cas échéant, d'autres ouvriers, journaliers et domestiques que ceux ayant adhéré à ses statuts, et elle établira avec eux le taux des salaires à payer; elle organisera ou encouragera les entreprises de travail en commun...

« Pour aider au développement moral de ses membres, l'union créera une bibliothèque. Elle organisera, en outre, des conférences périodiques ayant pour but : 1° d'exposer les avantages du syndicat au point de vue de l'amélioration immédiate du sort des travailleurs ; 2° d'indiquer pourquoi cette amélioration ne peut être que temporaire et est subordonnée à l'aggravation du sort d'autres groupes d'individus, la fin nécessaire de toute association de producteurs étant ainsi la suppression de la propriété individuelle ; 3° d'exposer le fonctionnement économique de la société et de montrer qu'en même temps que les méthodes de production nouvelles augmentent de plus en plus la richesse générale, le nombre de ceux qui possèdent moins que le nécessaire devient de plus en plus considérable ; 4° de montrer les avantages de l'association et du travail en commun à l'aide d'instruments mécaniques... »

Restait à catéchiser une dernière catégorie de producteurs : les pêcheurs et les marins. Contrairement à ses habitudes, la Fédération des Bourses du travail commença la propagande spéciale à ces ouvriers avant que sa propagande rurale eût produit des résultats appréciables. Plusieurs circonstances l'y obligèrent : d'abord, l'état d'irritation où la crise de la pêche a plongé depuis quelques années les pêcheurs des côtes de l'Océan ; puis, les tentatives faites par les chambres de commerce, les conseils généraux, les armateurs de quelques grands ports pour capter la confiance des marins à l'aide de *sailors'home*, et des pêcheurs, à l'aide de syndicats soi-disant coopératifs.

« Au moment, écrivait le Comité fédéral, où s'agite la population qui vit de la pêche et où dirigeants et capitalistes s'efforcent, les uns d'exploiter au profit de leurs intérêts économiques le mécontentement des pêcheurs contre les fabricants de conserves, les autres de servir leurs intérêts politiques en ouvrant aux marins, pendant leurs séjours à terre, des asiles où ils puissent

les soustraire à la prédication socialiste, il est urgent que les syndicats ouvriers mettent toute l'énergie et toute la force dont ils disposent au service des exploités de la mer. Et, comme ces travailleurs sont d'humeur indépendante et vivent peu à terre, le seul moyen de les attirer et de les obliger, en quelque sorte, à recevoir notre enseignement, c'est de leur offrir : aux marins, ce que leur offrent les *sailors'home* capitalistes, le placement rapide et, dans l'intervalle de leurs campagnes, l'alimentation saine et économique d'une maison ouvrière; aux pêcheurs : l'écoulement du produit de leur travail. Entrés ainsi les uns et les autres dans l'organisation corporative, rien ne sera plus facile que de les y retenir, en leur ouvrant nos livres et nos journaux et en leur exposant les principes d'association économique et de liberté individuelle qui sont toute la doctrine socialiste. »

Nous franchirions le cadre de cette étude si nous essayions d'indiquer par quels moyens et à l'aide de quelles ressources les Bourses du travail espèrent réaliser un si vaste programme. Ces moyens, ces ressources, le Congrès de Toulouse en enregistra l'énumération. Un délégué y « expose la nécessité pour les Bourses, si, au lieu de se confiner dans le placement de leurs adhérents, elles veulent en même temps former des hommes, d'organiser d'abord, comme l'a fait Saint-Etienne, une commission qui étudie successivement tous les problèmes économiques et les soumette à une discussion contradictoire en réunion plénière des syndicats ; il faut ensuite que les propagandistes, formés à cette école, aillent hebdomadairement dans les villes et les villages qui entourent les Bourses du travail faire connaître l'objet de leurs études.

« Le moment est également venu de mettre à profit l'état d'esprit communiste,qui est celui de tant de travailleurs agricoles,en organisant sur les bases socialistes des syndicats qui les détachent des syndicats patronaux. De l'enquête qu'il a ouverte à ce sujet, le comité fédéral emporte la conviction qu'avec le concours des ouvriers qui, dans chaque village, *exercent une des professions annexes à celles de l'agriculture*, il serait possible de créer des groupements qui, protégeant le métayer et l'ouvrier de ferme contre les exactions du propriétaire foncier et du patron, organisant des services de transport en commun, d'achats collectifs, familiariseraient les cultivateurs avec le socialisme et dissiperaient le malentendu, créé par les conservateurs, qui existe entre les travailleurs des campagnes et ceux des villes.

« Il importe également pour le prolétariat organisé de diriger son attention sur les travailleurs de la mer. Ceux-ci — pêcheurs, marins, dockers — restés à l'écart du groupement ouvrier, mais qui commencent à se révolter contre l'exploitation dont ils sont victimes, demandent une protection quelconque. Or, les dirigeants feignent de la leur apporter en créant des hôtels de marins, en essayant de monopoliser, sous couleur d'association coopérative, le produit de la pêche. Si donc nous voulons éviter aux travailleurs de la mer qu'ils ne secouent un joug que pour en subir un autre, nous devons faire pour eux, mais sur des bases socialistes et révolutionnaires, ce que font les municipalités, conseils généraux, chambres de commerce. Il faut que les Bourses du travail, *d'accord avec les sociétés coopératives* et en exigeant le concours pécuniaire des conseils municipaux, bâtissent à côté des maisons de marins bourgeoises, des maisons de marins ouvrières qui placent leurs membres, qui admettent les marins de toute nationalité, qui, au lieu de vendre au cours marchand les denrées nécessaires à l'existence, les vendent au prix de revient ; il faut encore que les Bourses syndiquent les pêcheurs et, de concert avec la *Bourse des sociétés coopératives ouvrières de consommation* de Paris, assurent le transport et la vente directe des produits des lieux de pêche sur le carreau des Halles.

« Pour la constitution des Bourses du travail maritimes, ajoute-t-on, le concours des coopératives est nécessaire, mais il y a intérêt à l'obtenir, à lier indissolublement l'intérêt commercial qui anime les coopérateurs à l'intérêt moral qui dirige les syndiqués, de telle sorte que le jour (et il n'est pas loin) où la bourgeoisie voudra briser la force ouvrière, elle soulève contre elle, non seulement les socialistes, mais aussi ceux qui auront avec les groupements ouvriers des intérêts matériels solides ».

« La Bourse d'Alger déclare qu'elle a ouvert une série de conférences économiques ; et, pour que la besogne faite soit bonne, le conférencier ne peut pas être contredit immédiatement ; les camarades qui veulent lui répondre ne doivent le faire que dans la réunion suivante ». Alger estime que, de cette façon, l'argumentation sera plus substantielle.

« Boulogne-sur-Mer demande que tout membre d'un syndicat de travailleurs agricoles qui a quelque chose à vendre le fasse connaître au syndicat, qu'ainsi le syndicat serve de moyen d'échange entre ses membres. Que, de même, le syndicat, le jour où le propriétaire foncier a besoin de faucheurs, de moissonneurs, déclare qu'il ne les fournira que moyennant un taux de salaire déterminé ; qu'enfin, le syndicat exonère les cultivateurs des lourds frais que leur imposent les assurances capitalistes, en créant un service d'assurances mutuelles. Tout cela concourt à l'éducation communiste ».

Tel était l'état d'esprit des Bourses du travail en 1897. L'année qui vient de s'écouler leur a inspiré des idées nouvelles. En dehors du rapport demandé à chaque Bourse de travail sur sa méthode de propagande, les services créés par elle et les résultats obtenus, le congrès qui s'est tenu à Rennes en septembre dernier devait entendre l'avis des délégués sur l'organisation des *secours de route* (*viaticum*) pour la totalité des ouvriers fédérés et les réformes à introduire dans les sociétés coopératives formées par les Bourses du travail ou sous leurs auspices.

Les deux questions ont une égale importance parce qu'elles confirment à la fois la volonté formelle des Bourses de se développer par elles-mêmes et leur persévérance à séparer les intérêts ouvriers des intérêts « sociaux ». L'institution d'un viaticum général, c'est la consécration éclatante de l'existence des classes, le prolétariat déclarant qu'il ne compte plus sur la bienveillance des autres catégories sociales pour le protéger contre les conséquences de l'inégalité économique et s'armant lui-même pour la guerre contre le capital ; la réforme des sociétés coopératives (déjà poursuivie par toute une école dont l'ouvrage de A.-D. Bancel a merveilleusement formulé le programme), c'est la mise en pratique immédiate et aussi complète que possible du système économique défini par Bakounine, la libre association des producteurs.

« Nous n'avons pas la prétention de supposer, dit la Bourse du travail de Nîmes à propos du viaticum, que parce qu'ils toucheront un secours dans chaque ville où une section existera, tous les travailleurs, sans exception, banniront la mendicité... Mais ce modeste secours sera une puissante et nouvelle arme entre les mains des travailleurs ; car, tout en initiant les uns, ceux qui ont une stabilité assurée, à secourir les autres, ceux que l'on appelle vulgairement les trimardeurs, le viaticum... poussera ceux qui sont prêts à vivre de rapines et d'abus plus ou moins frauduleux, à se ressaisir et à rejeter toutes les mauvaises tentations vers lesquelles la faim les poussait. Ils viendront également, *avec l'esprit indépendant qu'on leur connaît*, grossir les forces prolétariennes et se joindre à ceux qui, depuis longtemps, luttent pour un état de choses meilleur... »

Ainsi, avant toute discussion (car ce rapport est antérieur au Congrès), il

est bien entendu que le viaticum projeté ne sera pas l'œuvre philanthropique qu'il eût été quinze ans plus tôt; ce ne sera pas davantage un service de mutualité; ce doit être uniquement le moyen de défendre l'ouvrier sans travail contre les suggestions patronales et d'attirer dans l'organisation ouvrière les sans-métier.

De même, quelles réformes le Comité fédéral propose-t-il d'introduire dans les sociétés coopératives? La suppression du travail aux pièces, la substitution au salaire proportionnel de la commandite égalitaire, l'égalité de la répartition entre les non associés et les associés; l'ouverture de relations d'affaires entre coopératives. Quoi! des ouvriers associés commenceraient par violer chez eux le premier des principes socialistes, celui qui consiste à équilibrer les faiblesses avec les forces! Quoi! pouvant se répartir le produit du travail sans tenir compte des différences de production, ils continueraient à respecter, au détriment des estomacs, cette inégalité des muscles ou du cerveau dont personne n'est responsable! Quoi! les associés paieraient au rabais les bras rendus nécessaires par un surcroît inusité de travail! Quoi! pouvant s'assurer avec les autres coopératives des débouchés nécessaires, ils négligeraient ce moyen de s'exonérer de la concurrence, dépréciatrice des salaires! Non, non, tout cela, il suffisait de le leur indiquer; d'un commun accord, les membres du Congrès acceptent les réformes proposées et invitent les Bourses du travail à en poursuivre la réalisation dans les sociétés fondées par elles ou sous leurs auspices. Et voilà quelques pierres de plus à cet édifice social déjà considérable, que personne n'aurait cru possible, il y a six ou sept ans, et qui lentement se consolide tandis que tombe en ruines l'édifice capitaliste.

Conclusion.

Est-ce à dire que tout soit fait? Non certes, et la première œuvre que devront tenter les Bourses du travail, dès que le leur permettra l'état de leur enseignement, ce sera de former des coopératives scolaires pour augmenter le nombre de leurs élèves et en même temps étendre les branches de leur enseignement. Toute entreprise, en effet, ne sera que provisoire tant que les Bourses du travail ne posséderont pas un enseignement primaire complet, donné sous leur contrôle et avec des ouvrages conçus pour elles; le jour, au contraire, où, dès le bas-âge, la jeunesse ouvrière recevra d'elles, avec les connaissances qui font que l'homme n'est étranger à aucune situation, les leçons d'activité et d'énergie qui l'habituent à ne compter jamais que sur lui-même, que d'œuvres leur deviendront possibles, si surtout elles savent toujours proportionner leurs entreprises à leurs moyens!

Devant elles s'ouvre la plus vaste carrière: adjoindre aux ouvriers des villes ceux des campagnes et ceux de la mer, faciliter aux uns et aux autres le placement et l'association, qui fortifient pour la lutte et instruisent pour l'action; s'initier aux lois de la production, de la consommation et de l'échange et multiplier autour d'elles les sociétés qui produisent et qui répartissent, créer un enseignement social, bref, former un Etat dans l'Etat et se rendre aptes à remplacer l'organisme capitaliste, voilà ce que peuvent les Bourses du travail.

Est-ce assez dire? Non, car cette œuvre est déjà plus qu'ébauchée. Tandis que sur la scène s'agite, mourant, le socialisme politique, depuis longtemps dédaigné des militants syndicaux, toute une société s'élabore dans le silence et le recueillement. Encore quelques années et la classe ouvrière possédera, formées par ses soins et ses sacrifices, toutes les institutions que, depuis des

années, elle demandait en vain aux pouvoirs publics. Elle pourra s'instruire, débattre les conditions de sa vie, se procurer la subsistance, s'assurer contre le chômage, la maladie, la vieillesse, tout cela par ses propres moyens ; elle se sera accoutumée à ne compter que sur son énergie, à ne prendre ordres et conseil que d'elle-même, à sentir l'utilité de ses institutions économiques et à ignorer celle des institutions politiques. Qu'éclate alors une révolution, et croit-on que la classe ouvrière songera comme jadis à confier ses destinées à des sauveurs politiques ? Non. De même que, pendant cette grève formidable des terrassiers et des ouvriers du bâtiment dont les derniers échos vibrent encore, les socialistes parlementaires furent impitoyablement tenus à l'écart, de même le prolétariat saura, le cas échéant, déclarer qu'habile à ordonner sa vie, il veut vivre désormais sans maîtres.

FERNAND PELLOUTIER.

A propos de Fashoda

Point de vue anglais.

On parlait déjà depuis quelque temps dans nos journaux anglais de l'armée du Nil : tel bataillon avait reçu ordre d'avancer, tel autre s'apprêtait à le suivre; le public lisait ces entrefilets journaliers sans plus s'en émouvoir que des vols, des suicides, des représentations et des débats du jour ; n'avons-nous pas toujours, du reste, soit en Afrique, soit en Asie, souvent même sur les deux continents à la fois, une ou deux armées occupées à mitrailler des indigènes pour leur apprendre à s'aimer les uns les autres ?

Peu à peu les bruits venant du Nil grossissent, les télégrammes se multiplient, l'attention publique se concentre; Kitchener, le *Sirdar*, vise Khartoum; les journaux remplacent leurs entrefilets par des morceaux pittoresques où figurent des chameaux, des bivouacs, les Derviches, Gordon; ensuite les Gardes, les fameux *Guards* qui ne quittent pas Londres, s'embarquent pour le Caire; évidemment il se passe des événements graves. Désormais, on ne parle plus que de l'Egypte, on se rappelle qu'il y a Gordon à venger, Gordon qu'on avait oublié depuis quinze ans.

Tel était à peu près l'état d'esprit du gros public qui ne réfléchit qu'à demi, lorsque soudain arrive la nouvelle d'une grande bataille : défaite de milliers de Derviches, entrée triomphale de notre armée à Omdurman, Gordon vengé, rites religieux solennels sur les lieux où il tomba, fuite du Khalifa, intrépidité extraordinaire de nos troupes, et ainsi de suite.

Tout le monde est enthousiasmé, on applaudit des deux mains la victoire, quitte à se demander plus tard à propos de quoi la guerre; Kitchener est fait Lord, nouveaux applaudissements ; ensuite peu à peu se dessine la perspective d'un chemin de fer du Caire au Cap de Bonne-Espérance, nébuleuse jusqu'alors, frappante aujourd'hui; l'imagination populaire est saisie, on est content de soi.

C'est précisément à ce moment psychique qu'arrive la nouvelle que des Européens, des blancs quelconques, sont à Fashoda au delà de Khartoum et que Kitchener s'en va à leur rencontre. Ce sont peut-être des Belges du Congo, des Français peut-être ou des Portugais, en tous cas des amis.

Jugez de l'indignation qui éclate lorsque deux jours plus tard les journaux, nous apprennent que ce sont des Français venus exprès pour nous barrer le chemin ! Faire mine d'arracher un os à un chien au moment où il s'apprête à le ronger à son aise, voilà à peu près le tableau de la situation ainsi créée.

Ajoutez si vous voulez, que l'os a été volé, ou pis encore, qu'il fait partie d'un mouton volé tout entier... Rehaussez encore l'effet en signalant que

l'indiscret, qui s'approche ainsi du dogue, le taquine déjà depuis longtemps sur divers points, et vous verrez que le moment est critique, et pour un individu paisible, est assez mal choisi !

Le peuple s'excite, on sent se réveiller ces instincts belliqueux qui sommeillent sous le flegme britannique et que réprime à peine, sous le gilet anglais, ce pli tout moderne de boutiquier prospère ; les journaux se mettent à assaisonner tous les jours leurs articles d'odieuses fanfaronnades, non pas comme on a l'habitude de le dire, pour amener une guerre, mais tout bonnement pour vendre de plus gros tirages. Ne vous en prenez pas aux journaux : sacrifier l'intérêt public à son gain personnel, c'est l'essence même du commerce.

Les hommes d'Etat, sans croire eux-mêmes à la guerre, font mine de suivre l'opinion publique, d'autant plus que le désarroi momentané de la France sous l'obsession de la question Dreyfus le leur permet impunément ; les politiciens donc, après avoir tâté le pouls populaire, se déclarent à haute voix en faveur d'une politique ferme pour ne pas dire menaçante : en de telles circonstances le gouvernement anglais a fait la seule chose possible, mobilisé de suite.

Telle est l'histoire de l'épisode de Fashoda : peu s'en est fallu que la guerre n'éclatât et que nos deux pays, quel que fût le vainqueur, ne l'expiassent ensuite par trente ans d'amertume !

A ce propos, il est instructif de lire ce que dit *Justice*, l'organe de la Social Democratic Federation, dans un article intitulé : « La fièvre belliqueuse de l'Angleterre. »

« Nous pouvons être sûrs, dit *Justice*, que le gouvernement ne dépenserait « pas des millions sterling en mobilisation et en préparatifs de guerre si les « ministres n'avaient pas de fortes raisons. Le dommage fait au commerce « par cette période d'inquiétude prolongée suffirait pour les en empêcher. Ils « ont probablement pour but de montrer non seulement à la France, mais à « l'alliée de la France, que nous sommes dès maintenant prêts à faire face « à la combinaison que l'on voulait bien préparer à notre intention pour le « commencement du siècle prochain, et que la Grande-Bretagne pourrait même « obliger à la lutte de suite et mettre tout en règle pour un bon bout de temps, « à moins que ses ennemis possibles ne changent leur tactique.

« Nous sommes entièrement pour la paix et nous regarderions une guerre « entre la France et l'Angleterre comme un crime. Cependant il faut prendre « le monde comme on le trouve, et il est impossible de nier que la conduite « du gouvernement français et des journaux français a été depuis quelques « années intentionnellement provocatrice au Siam, à Madagascar, à Tunis, « en Terre-Neuve, en Egypte, sur le Niger, et partout enfin où les deux « nations se sont trouvées en contact. On peut réellement dire sans exagé- « ration que la France et la Russie, mais surtout la première, ont exploité « sans relâche notre amour de la paix. Il en résulte et il est inutile de se le « dissimuler, qu'une majorité écrasante d'Anglais est aujourd'hui tout aussi « disposée à faire la guerre à la France, ou même à la France et la Russie « réunies, qu'à s'en abstenir.

« Ils ne disent pas un dixième de ce que la presse dit pour eux, mais ils « pensent encore bien plus.

« Personne n'ayant moins de 90 ans, n'a été témoin d'un tel mouvement de « sentiment national. Nous le regrettons, nous en regrettons la cause, mais « le fait est là. La nation, comme nation, a retrouvé les sentiments qui l'ani- « maient aux premiers jours de ce siècle. La reine, le prince de Galles, lord « Salisbury et d'autres sont, croyons-nous, aussi désireux de la paix que le

« sont les socialistes, mais c'est la masse du peuple qui est belliqueuse; et « voilà ce que la France ne comprend pas encore.

« C'est à nous autres, socialistes, de seconder les efforts de nos confrères « d'outre-mer en montrant sans cesse à nos compatriotes que quoique nous « puissions avoir raison sur la question technique, il n'y a rien que nous « puissions gagner en Afrique qui nous compenserait d'une guerre avec la « la France; tandis qu'il en résulterait inévitablement une réaction autant « ici que là. »

Pour arriver aux causes qui,pas à pas,ont amené les deux nations si près du point culminant de la folie, il faut remonter le cours des événements jusqu'au jour de la révolte d'Arabie en Egypte.

La finance, comme toujours, est la coupable principale, c'est elle qui cherche sans cesse de nouveaux terrains à exploiter, c'est elle qui demande des régions où le vendeur ignore la valeur de son bien, ou ne sait le défendre; c'est elle qui a soif d'une main d'œuvre innocente à duper, épuiser, gaspiller; c'est elle qui tourmente les nations pour les pousser aux conquêtes; elle, qui n'a ni siège ni patrie, vante le patriotisme et flatte le militaire.

La France et l'Angleterre veillaient ensemble en Egypte dans l'intérêt des financiers d'Europe, à l'exploitation réglée du peuple, lorsque le patriote Arabi, par un formidable effort, faillit secouer le joug de ces usuriers rapaces. La France à ce moment se retire discrètement laissant seule l'Angleterre qui écrase Arabi, raffermit le joug financier et s'asseoit en maitresse sur le sol égyptien.

La France aussitôt fait des reproches à son ancienne compagne, elle demande à rentrer en Egypte pour participer à l'exploitation comme jadis, elle prend ainsi le rôle de la petite fille qui reproche à son jeune frère d'avoir arraché les deux ailes à une pauvre mouche, mais qui ajoute naïvement ensuite que c'est parce qu'elle voulait en arracher une elle-même!

Querelle entre voleurs. L'Angleterre ne cède pas. Il en résulte une espèce de vendetta où la France s'évertue à dresser partout devant l'Angleterre, surtout dans sa politique coloniale, des embarras et des embûches.

Qu'elle soit justifiée ou non, cette petite politique de vendetta, tout en étant moins sérieuse que la grande revanche contre l'Allemagne dont la France a si longtemps bercé l'espoir, est effectivement plus désagréable.

Vis à vis de l'Allemagne, la France maintient son profond grief avec une dignité courtoise telle qu'on la voit entre deux hommes qui se préparent à un duel mortel; tandis que vis à vis de l'Angleterre, la France, ou plutôt la diplomatie française, car le peuple des deux pays est absolument innocent, la diplomatie française, dis-je, se comporte comme un rustre maussade envers son rival qui courtise la même fille au village; il s'arrange de manière à lui marcher par accident sur le talon en allant à la messe, et à l'éclabousser un peu en roulant au marché.

L'Angleterre a tort de rester en Egypte, elle mérite des déboires; mais il est permis de se demander si la France, qui n'aurait aucun scrupule à se mettre à sa place et qui du reste est à peu près dans les mêmes draps à Tunis, est appelée à les lui octroyer.

Quant à la promesse de se retirer de l'Egypte dans un certain délai, il est à peu près certain que nos diplomates la firent de bonne foi, le public anglais s'attendait à voir s'opérer l'évacuation, mais les esprits, hélas ! se laissèrent trop complaisamment corrompre dans la suite par le puissant groupe financier sud-africain dont Cecil Rhodes est l'âme.

C'est dans ce groupe que surgit l'idée d'abord d'une ligne télégraphique et ensuite d'une voie ferrée; du Cap au Caire, c'est ce groupe qui intrigue pour

nous rendre impossible la reddition de l'Egypte, et qui nous couvre de honte en nous faisant manquer à notre parole.

La puissante Imperial British East Africa Company dont le duc de Fife, beau-frère du prince de Galles, est un des directeurs et dont Rhodes est le fondateur, et qui compte un bon nombre, dit-on, de capitalistes français possède une immense influence qu'elle exerce sans scrupule sur les plus hauts personnages des deux partis politiques.

C'est elle qui est responsable de l'occupation prolongée de l'Egypte, c'est elle qui prépara le coup maladroit du Dr Jameson au Transvaal, c'est elle qui pousse à la conquête du Soudan, comme autant d'étapes dans l'accomplissement de ses gigantesques desseins.

Grâce à son influence dans la presse, l'imagination populaire en Grande-Bretagne est aujourd'hui acquise à son projet d'une ligne africaine transcontinentale du Sud au Nord; le projet est certes grandiose et il est à supposer qu'il s'accomplira, car les Anglais sont doués de cette ferveur naïve qui leur fait rattacher la religion, la morale, le bien être de l'humanité tout entière à l'accomplissement de leurs projets.

A propos de cette ferveur, que les Russes possèdent aussi, il ne faut pas la confondre avec l'hypocrisie, quoi qu'elle en soit souvent doublée. Un certain égoïsme neuf et inconscient se retrouve plus ou moins chez tous les peuples; en France au lieu de religion, morale etc., on entend les mots lumière, civilisation, arts; c'est à peu près la même chose, mais la ferveur est moins intense.

La possession de l'Inde, l'abolition de l'esclavage, le maintien de la flotte, ces idées sont devenues chez notre peuple des articles de foi, il va sans doute en être de même de la construction de ce chemin de fer africain.

Le gros public, tant bourgeois que prolétaire, se laisse prendre volontiers et embrasse chaudement ces entreprises qui lui paraissent combiner la philantropie et le gain. Le public ne voit pas plus en Angleterre qu'ailleurs l'exploitation impersonelle par le capital dont il est à la fois un rouage et une victime ; il cherche à entraîner dans ces rouages ces infortunées peuplades pour leur bien et pour le sien. Tel un chasseur ardent persuadé que sans lui le renard languirait et le chevreuil mourrait d'ennui, il les invite à entrer dans le régime capitalisie, il les y convie même au besoin par une de ces boucheries mécaniques que nous appelons la guerre, puis vainqueur et vaincu, avec une simplicité touchante, s'assoient ensemble pour se faire tondre et dévaliser par le capitaliste impartial !

C'est dans ce sens que l'Afrique commence à prendre dans la préoccupation nationale la place prépondérante dont, depuis trois siècles, avait joui l'Asie; l'Anglais vient de s'apercevoir combien lui est devenu cher son projet africain. C'est ce revirement inattendu, dont il ne se doutait pas et que le Français à plus forte raison ignorait entièrement qui a été cause du choc soudain dont nous venons d'être témoins à Fashoda.

Tout ceci n'empêche pas que les Français sont comme toujours personnellement aimés en Angleterre, la France pour les Anglais est toujours la belle France. Il y a longtemps que nous avons appris à distinguer la France propre de la France diplomatique et tout le monde l'autre jour à Londres a applaudi lorsqu'un Irlandais impulsif passant dans Fleet street a cassé d'un coup de parapluie la vitrine de *Punch* pour avoir publié une caricature qui lui paraissait insultante pour nos voisins d'outre-Manche.

JAMES LEAKEY.

COMMENT

Le Gouvernement Prussien

FAIT LES ÉLECTIONS

Il est incontestable que, dans tous les pays, les autorités usent de leur puissance pour influencer les élections, mais la part active des gouvernants, leur rôle officiel et officieux n'est pas partout le même. Les moyens dont les autorités se servent pour faire triompher leurs candidats sont bien différents. Ainsi les agissements louches du gouvernement en Serbie ou en Galicie diffèrent considérablement de ceux de la Suisse ou de l'Angleterre.

Le gouvernement prussien favorise les partis bien-pensants, les conservateurs, par le système spécial qu'il a adopté dans la division des circonscriptions électorales. *La différente grandeur des circonscriptions et l'arrangement* (Wahlkreisgeometrie) *même* de ces circonscriptions électorales contribuent en grande partie au succès des conservateurs. Il est étonnant que dans les grandes villes et dans les arrondissements industriels où la population est plutôt libérale, où le nombre des électeurs est souvent cinq et dix fois plus grand que dans les circonscriptions avec une population rare et appartenant en grande partie à la classe des grands propriétaires, le nombre des députés soit le même. Ainsi, Berlin qui, en raison du nombre de ses habitants devrait envoyer à la Diète 69 députés n'y est représenté que par 9. Cette anomalie tout en faveur des conservateurs s'accentue de plus en plus, la population dans les villes et dans les centres industriels augmentant et les campagnes se dépeuplant. Le gouvernement prussien au lieu de remédier à ces inconvénients tâche de les maintenir. Une loi qui forcerait le gouvernement à prendre des mesures nécessaires pour rétablir l'équilibre, comme c'est le cas en France et en Belgique n'existe malheureusement pas en Allemagne. Par conséquent, le soi-disant arrangement (terme spécial pour Wahlkreisgeometrie) des circonscriptions électorales renforce la prépondérance du parti conservateur, ce qui n'aurait pas lieu si on prenait pour principe de la division et de l'arrangement des circonscriptions la justice, car, dans ce cas, les circonscriptions électorales ne seraient que des territoires arrondis et bien délimités qui correspondraient aux districts. Mais en réalité, le gouvernement procède arbitrairement dans la division des circonscriptions électorales. Souvent il unit même quatre ou cinq morceaux détachés pour former une nouvelle circonscription. Ce procédé a pour but

d'éliminer d'une circonscription conservatrice, favorable au gouvernement, les éléments libéraux qu'on annexe aux circonscriptions industrielles. Ces dernières contaminées par la social-démocratie, par conséquent hostiles au gouvernement, sont considérées d'avance pour perdues. Il en résulte que les circonscriptions électorales dans leur état présent contribuent au triomphe du gouvernement dans les élections et sont un moyen sûr et durable pour faciliter les agissements louches des autorités en Prusse.

Mais le gouvernement prussien dispose de beaucoup d'autres moyens pour entraver la marche normale des élections.

En premier lieu le ministère de l'intérieur nomme un agent électoral (un décernant) pour diriger les élections. Depuis quelques années, c'est M. Philippsborn, conseiller privé, qui remplit ces fonctions. Les quelques gouttes de sang sémite qui coulent dans les veines de M. Philippsborn le mettent au-dessus de ses collègues, bureaucrates pédants, et le rendent tout à fait apte à la tâche qui lui est confiée. Le ministère d'Etat indique à M. Philippsborn les partis à combattre et les partis à soutenir et à protéger. La réalisation complète du plan d'action incombe à l'agent ministériel qui, dans la mesure du possible, agit dans les vues du gouvernement. C'est dans ce but que M. Philippsborn se met en relations avec les autorités des provinces, c'est-à-dire avec les présidents et surtout avec les conseillers provinciaux ou sous-préfets. S'il arrive que plusieurs candidats se présentent aux élections, le conseiller reçoit l'ordre de soutenir le candidat officiel. L'agent électoral ne reste neutre que lorsqu'il sait que le gouvernement ne prend parti ni pour l'un ni pour l'autre candidat. Il arrive quelquefois que deux candidats sont favorables au gouvernement. Dans ce cas l'un se retire immédiatement afin de ne point empêcher la concentration des voix électorales en faveur de son camarade, car la division des électeurs du parti conservateur pourrait avoir des suites funestes pour le gouvernement et faire même triompher l'opposition. Les ballottages des candidats sont toujours dirigés par l'agent du gouvernement; il est l'âme du mouvement électoral officiel.

Les principaux collaborateurs, les aides intimes de l'agent électoral sont les conseillers provinciaux qui le soutiennent dans sa nouvelle tâche. Le rôle des conseillers provinciaux dans l'organisation de l'Etat en Prusse est énorme et un étranger ne peut s'en faire une idée juste. Le conseiller provincial jouit dans sa province d'une autorité illimitée: c'est un roitelet dont la position politique et sociale n'a pas d'égale. Le gouvernement connaissant le rôle important de ces fonctionnaires ne fait pas moins de cas de leur influence politique que de leur activité administrative. Il est bien rare de rencontrer un conseiller provincial, qui, au lieu de se mettre au service du gouvernement, soutienne le candidat de l'opposition. Et lorsque ce cas arrive, ou bien moins, si le conseiller n'a pas fait tous les efforts nécessaires pour contribuer au triomphe du candidat officiel, sa position sociale est compromise, il perd sa place, sans aucune espérance d'en acquérir une autre. Les exemples nombreux nous le prouvent. Le premier devoir d'un conseiller provin-

cial est d'user de toute son autorité, de toute son influence officielle et privée pour assurer l'élection du candidat gouvernemental, mais son rôle dans les élections doit passer inaperçu, car le parlement actuel aux tendances anti-conservatrices considérerait l'activité du conseiller comme illégale et invaliderait les élections. Il est permis, il est même indiqué au conseiller provincial de signer le manifeste électoral des partis conservateur et national-libéral, qui sont les seuls que le gouvernement patrone et protège, mais le conseiller appose sa signature non en qualité de fonctionnaire, mais en qualité de « particulier ».C'est aussi en qualité de « particulier » qu'il parcourt avec le candidat dans la voiture que le gouvernement lui paye la circonscription électorale. C'est encore en qualité de « particulier » qu'il écrit à tous les maires en leur recommandant le candidat qu'un vrai patriote doit et peut élire. C'est toujours en qualité de « particulier » qu'il préside les réunions où il prend la parole. Mais c'est déjà en qualité de conseiller qu'il convoque les paysans de sa province ou les chefs de son discrict, pour délibérer sur une question officielle. Cette délibération n'est qu'un prétexte : après la discussion qui, d'ordinairement n'est pas longue, le conseiller dit : « Les affaires sont terminées, causons un peu. Je ne suis plus votre supérieur, vous n'êtes plus les représentants de la commune ; je suis un simple électeur et vous l'êtes de même. Et bien comment vont les affaires dans notre circonscription électorale ? Dites donc ! » Et c'est alors qu'on commence à parler des élections, des candidats à élire, de leurs adversaires, et les paysans loyaux, leurs chefs avides d'avancement s'éloignent édifiés sur tous les points.

«Si vous voulez,leur dit le conseiller, qu'on nous accorde le chemin de fer projeté ou la station d'omnibus tant désirée ou une chaussée ou des subventions pour la construction de votre église etc... il faut absolument que Monsieur un tel soit élu. »

Ce n'est pas tout à fait en ces termes que le conseiller provincial énonce ses pensées, ses désirs, il serait trop imprudent de parler avec tant de franchise, mais les allusions qu'il fait ne sont pas perdues pour les paysans rusés et fins qui comprennent certaines choses, sans qu'on ait besoin d'y insister. D'autant plus qu'ils savent par expérience que les garnisons ont été retirées à certaines localités, qu'à d'autres on a refusé la concession d'un chemin de fer projeté..... Et pourquoi ? Quelle est la cause de toutes ces rigueurs ? On voulait frapper les habitants pour avoir manifesté certaines opinions pendant les élections.

Et comme on ne devient sage qu'à ses dépens et que la chemise est plus près du corps que le veston, le candidat de Monsieur le conseiller est élu, même s'il déplait aux électeurs. La station de l'omnibus a plus d'importance pour le paysan que les péroraisons les plus éloquentes du Reischstag.

Nombreux sont les moyens dont dispose le conseiller pour influencer le mouvement électoral ! Gare aux tenanciers qui favorisent les candidats de l'opposition. Si un tenancier ose louer sa salle au candidat anti-gouvernemental il sera en butte à toutes les calamités possibles : le conseiller ordonnera que son établissement soit boycotté ; il sera

interdit à la garnison de le fréquenter par un arrêt de police; l'heure de clôture de l'établissement en question sera avancée ; on retirera à l'aubergiste récalcitrant l'autorisation de donner des bals, des fêtes; sa famille sera en disgrâce et jamais son fils n'obtiendra la concession d'un débit de vin ; le contrôle que les autorités exercent à l'égard d'un tenancier libéral ou social-démocrate est excessif : la police et les gendarmes sont toujours à ses trousses.

Mais il suffit au tenancier de soutenir le candidat officiel pour que toutes ces mesures tombent. Il n'est pas difficile de comprendre que la majorité des aubergistes et hôteliers laisse de côté les principes politiques et ne s'occupe que de son bien-être personnel.

Une autre arme électorale des plus efficaces est la presse. Le conseiller provincial en use dans la plus haute mesure. Chaque circonscription électorale a son organe. Souvent, la feuille locale est simplement rédigée par les autorités de céans, mais parfois, c'est une entreprise privée. Dans ce cas, le rédacteur ne reçoit les avis officiels qu'à condition d'être un fidèle et dévoué serviteur du conseiller provincial. Tous les articles que ce dernier envoie à la feuille doivent être publiés immédiatement et, en même temps, il est sévèrement interdit au journal de faire paraître des renseignements, des annonces, des affiches non approuvés « d'en haut ». Il en résulte que la propagande, la réclame en faveur du candidat officiel, bat son plein pendant la période électorale. Et en même temps les affiches du parti antigouvernemental ne trouvent même pas de place dans la feuille locale qui est la source principale de toute propagande électorale, car la majorité des électeurs ne lit que le journal de la circonscription. La plus grande partie de la population n'a à sa disposition que la feuille locale dont l'abonnement est même obligatoire pour les chefs des communes, pour les fonctionnaires, pour les aubergistes, etc... En un mot, pour des milliers de gens, le journal de l'endroit est la seule pâture intellectuelle.....

Mais le conseiller provincial n'est pas le seul à servir le gouvernement. Beaucoup d'autres fonctionnaires se dévouent à la noble cause. Les gardes forestiers généraux sont à signaler pour leur zèle. Ils usent largement de leur autorité et ayant sous leurs ordres les forestiers et les travailleurs des forêts très mal rétribués et poings et pieds liés à leurs patrons, ils en font des instruments électoraux en faveur du gouvernement. Les gardes-forestiers généraux, pour faire montre de leurs sentiments loyaux, dirigent quelquefois en personne les élections. Après les gardes-forestiers viennent les employés des postes et des chemins de fer, et les ouvriers des usines et des chantiers de l'Etat. Tous ces malheureux constituent une armée bien disciplinée qui vote pour le gouvernement, craignant de perdre son morceau de pain. Et les maîtres des écoles ! Les inspecteurs et les conseillers scolaires, presque tous partisans de l'ordre régnant, usent à l'égard de leurs subordonnés de moyens répressifs et récompensent au contraire ceux d'entre eux qui sont disposés à agir en faveur des candidats officiels. Mais la plupart des maîtres étant plutôt libéraux que conservateurs se soumettent aux ordres de leurs supérieurs dans les élections de la Diète, qui sont

publiques, mais dans les élections secrètes du Reichstag la majorité du corps de l'enseignement vote pour les candidats libéraux ou social-démocrates. Un des présidents de la régence à Gumbinnen, M. Steinmann, célèbre par son activité électorale gouvernementale trouva un moyen sûr pour contraindre les maîtres des écoles à voter en faveur du parti conservateur. Il déclara que pour avoir de l'avancement ou un supplément de gages, il ne suffisait pas que le maître seul fût favorable aux candidats officiels, car peu importe une voix de plus ou une voix de moins, qu'il est même difficile de contrôler. Le maître d'école, d'après M. Steinmann, n'est digne de récompense que lorsque la majorité des habitants de l'endroit vote pour le gouvernement, ce qui est un signe de la bonne influence que le maître exerce sur son entourage. Le procédé du célèbre M. Steinmann eut des résultats brillants : le parti conservateur acquit spontanément une foule d'agents électoraux, car il est incontestable qu'un grand nombre de maîtres, pour améliorer leur situation misérable, passent sous les fourches caudines. Ceux qui refusèrent de se soumettre n'avaient aucun espoir d'avancer ; ils restèrent toute leur vie dans les plus mauvaises places et traînèrent le boulet jusqu'à la mort. D'autant plus que l'ingénieux Steinmann avait une excellente mémoire pour le personnel qui était sous sa direction .Quoique son district fût assez étendu (la moitié de la Prusse Orientale) il connaissait l'activité politique de tout maître d'école, ce qui lui a valu l'admiration et l'étonnement de tous ses camarades.

Les associations d'anciens militaires sont aussi une arme dont le gouvernement se sert de plus en plus. Dans le début de leur fondation, ces associations étaient de simples réunions destinées à soutenir des relations fraternelles entre les militaires. Mais le gouvernement comprit bientôt que ces associations pouvaient lui rendre dans les élections des services éminents et prouver ainsi leurs sentiments patriotiques. On a donc établi un usage d'après lequel les membres des associations militaires se réunissent à la veille des élections et c'est dans ces réunions que les associations militaires prennent des décisions dans l'une ou dans l'autre question. Aux dernières élections du Reichstag, sous le prétexte de fêter le 15 juin le jubilé du dixième anniversaire du règne de l'empereur, on organisa de nombreuses fêtes dans les associations d'anciens militaires. La plupart des orateurs qui y prirent la parole, des chefs de districts ou des officiers en retraite, se prononcèrent nettement en faveur des candidats du gouvernement. Ceux des membres qui osent voter pour un candidat socialiste ou polonais sont immédiatement exclus de l'association. Ceux qui se rangent au parti libéral deviennent suspects et peuvent même attirer sur toute l'association la défaveur des officiers supérieurs.

En un mot on y fait de la vraie politique, quoiqu'on croie généralement dans le pays que la politique est complètement bannie de ces associations d'anciens militaires. Ces associations jouissent en Allemagne de toutes les faveurs possibles ; elles sont protégées par le gouvernement, et leurs membres, au nombre de trois millions, forment une armée d'électeurs directement influencée par les autorités du pays.

L'exclusion d'un membre d'une de ces associations militaires, mesure que le gouvernement a toujours sous la main pour frapper un militaire récalcitrant, a pour ce dernier des suites si funestes dans la vie privée qu'il préfère souvent la parfaite soumission à toute tentative de révolte. Quand le Reichstag doit se prononcer sur une question importante comme par exemple un crédit subventionnel pour l'armée ou pour la flotte, le gouvernement commence à préparer le terrain avant les élections, en usant à cet effet de tous les moyens possibles. Les dépenses que le gouvernement fait pour avoir une majorité dans les élections sont énormes. Ainsi en 1882 et en 1893, lors de la dissolution du Reichstag, le pays fut littéralement inondé de feuilles destinées à la propagande en faveur des candidats officiels. Tout candidat officiel demandant mille exemplaires en recevait dix mille. On distribuait sur tous les points du littoral des cartes géographiques avec des chiffres sur les effectifs de toutes les puissances européennes. L'exactitude de ces renseignements laissait souvent à désirer ; il arrivait que l'effectif de l'armée française, pris en temps de guerre, était comparé à celui de l'Allemagne en temps de paix. Un grand nombre de fonctionnaires civils et militaires étaient occupés à la composition de ce rapport qui, au lieu d'éclairer le peuple, l'induisait en erreur. Toute cette propagande gouvernementale coûte des millions. C'est le fonds guelfe qui servait à couvrir ces folles dépenses et c'est ce même fonds qui, accaparé sous prétexte de défense contre les agissements hostiles du roi Georges de Hanovre et de ses partisans, fut transformé en fonds secrets ou fonds « de reptiles » servant à payer tous les agents de la presse officielle. Mais depuis que ce fonds a été restitué à qui de droit, la création des sommes nécessaires pour la campagne électorale officielle offre de grandes difficultés au gouvernement quoique les autorités aient toujours à leur disposition des fonds secrets considérables.

Dans des cas exceptionnels, lorsque le gouvernement a besoin de faire des dépenses extraordinaires, on a recours à des listes de souscription qu'on fait circuler dans les banques et chez les représentants de la haute finance. Les banquiers et les financiers sont heureux d'être dans les bonnes grâces du gouvernement en sacrifiant quelques centaines de mille francs, d'autant plus que c'est de leur part un acte de haut patriotisme.

Ajoutons à tout ce que nous venons de dire que l'application des lois de réunion et d'association, des lois sur la presse, « sur le repos du dimanche, etc. » n'est pas la même à l'égard de l'opposition et du parti officiel et nous aurons épuisé tous les moyens, tous les procédés du gouvernement pour influencer la marche des élections en Allemagne. Le système électoral adopté par le gouvernement prussien n'est pas toujours couronné d'un succès complet, comme c'est le cas en Bulgarie et en Hongrie, mais il est indiscutable qu'il rend des services considérables aux conservateurs et contribue souvent au triomphe du gouvernement sur l'opposition.

(*Traduit de l'allemand de* Die Zeit *par* Mme Dora Epstein).

H. DE GERLACH.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Les Chansons Eternelles, par Paul Redonnel. — *L'Anarchie littéraire*, par Charles Recolin. — *Etudes de littérature contemporaine*, par G. Pellissier. — *L'Esprit nouveau*, par Léon Bazalgette. — *Talentiers*, par André Ibels. — *L'Enfance du Christ*, par J. G. Prod'homme. — *Réponse à Tolstoï*, par le Sâr Peladan.

« Rien ne vaut, pour vous entretenir en souplesse et en force, la huée des imbéciles ». Emile Zola nous devait aussi cette vérité, qui explique la séduction du métier de critique pour certains tempéraments. Car écraser des crapauds dans leurs proses limoneuses, fustiger avec des phrases plombées d'épithètes choisies les rédacteurs de torchons pour belles petites, les escarpes de lettres, les progénitures d'hommes célèbres et surtout les bons poètes à plumets chéris de la plèbe — et d'autre part tresser des couronnes à quelque noble écrivain, glorifié par l'indifférence publique, ce sont là des gestes délicieux et dignes d'enchanter un honnête homme. Nous voulons surtout parler du critique *qui est du métier*, c'est-à-dire qui a déjà poussé des grognements dans la ménagerie littéraire et présenté des enfants de son cerveau — bien ou mal venus, qu'importe ? — aux estocs des belluaires. Théophile Gautier a comparé les autres à des eunuques platoniquement intéressés aux ébats du sultan tisonnant ses odalisques, et cette comparaison ne manque pas de justesse. Les critiques professionnels, issus d'écoles supérieures plus ou moins normales, gardent toute leur vie une intelligence de pions de collège, bons tout au plus à annoter, par des exclamations admiratives, le lyrisme de Boileau. Ils ergotent, font et cherchent la petite bête, se grossissent les yeux et non le regard avec une loupe, ont la haine ou la louange rétives, ne possèdent pas pour un sou de poison, ne sont pas sucrés non plus, et finissent par vagir des choses pénibles où les éloges sont tenus en laisse, et les dards enrubannés de métaphores qui sont des emplâtres préventifs pour les blessures. On doit s'attendre à plus de franchise chez l'écrivain qui s'érige occasionnellement en juge. Sujet à des crises d'admiration et à des accès de colère, il piédestalera un auteur sans expliquer suffisamment peut-être les raisons de ses dithyrambes, comme il tuera tel gâcheur de papier sans diagnostiquer trop longuement sa maladie. Le purgatoire, séjour des âmes moyennes, sera peu peuplé. Mais par contre on peut craindre chez lui le parti pris et surtout le besoin de plaire à quelque seigneur ès lettres françaises. Et ces craintes ne sont malheu-

reusement pas vaines. Le fameux article sur la camaraderie que Hyacinthe de Latouche publia en 1829 dans la *Revue de Paris* et qui perturba tant les grenouilles des mares romantiques, est toujours de puissante actualité. Cette camaraderie pourrit la littérature. Le liseur intelligent qui, sur la foi des appréciations de journaux achète un livre et ne parvient pas à s'y intéresser, se doute du compérage et se méfie des charlatans qui veulent le filouter. Et il a raison, la plume ne servant chez beaucoup qu'à prouver leur reconnaissance pour la tasse de thé du confrère, ou pour l'aménité excessive de sa femme. Un tas de critiques gobeurs ou reconnaissants ont ainsi donné une sorte d'existence à une secte littéraire comme le symbolisme qui n'a rien produit ; et ils avaient tellement gonflé leurs bonshommes avec de faux sexes en baudruche, que quiconque aujourd'hui, voulant réagir contre cette erreur ou cette plaisanterie, refuse de les prendre au sérieux, s'expose à de multiples vociférations — même de ceux qui, les jugeant mauvais, ont été pris par leur air de pince-sans-rire. Et c'est pourquoi les amateurs de livres en sont arrivés à ouvrir des volumes avec l'impression d'entrer dans un musée de grotesques, ébahis devant des Chinois comme Stéphane Mallarmé ou devant des bébés à grosse tête, qu'on leur présente comme des prodiges, et qui ne savent encore en littérature que le vers de Charles Cros.

Joujou ! Pipi ! Caca ! Dodo !

On se perd parmi les congratulations de commande : Le moindre poétaillon trouve moyen de faire passer en troisième page des gazettes des prières d'insérer où il prouve son cousinage avec Victor Hugo — et ce, grâce à la complicité de quelque reporter, valet à tout faire, chargé de noter les plaisanteries des présidents d'assises ou de répandre des compliments fleuris sur la charogne de quelque colonel.

Or le devoir du critique est de réagir contre cette camaraderie et d'émettre *sincèrement* son opinion, dût cette opinion sembler parfois inordinaire, voire même régressive. Certes il fera l'effet d'un faucon passant au-dessus d'une basse-cour ; le gloussement des dindes et des pintades se mariera au battement d'ailes des oies et des paons ; mais, en réalité, il rendra un signalé service aux lettres françaises. La foule a un instinct sûr qui la dirige vers l'atrocité, vers la laideur, vers la scatologie, vers la stupidité ; elle s'y vautre comme un pourceau dans son purin ; elle stagne voluptueusement dans les faits divers, les aventures de Ronchonot et les mémoires de M. Goron. Or, le devoir du critique est de ne point flatter les goûts de ce Peuple-Roi et de ne point imiter la platitude des politiciens ; il faut, devant la révolte des groins, clamer l'éternité sacrée des belles œuvres et des beaux gestes. Les fripouilles seront un jour châtiées dans leurs progénitures qui nous comprendront.

Ce long préambule n'est point superflu en tête d'une chronique où ne doivent être examinés que des livres de critique. A l'exception d'un seul volume pourtant dont le tirage restreint nous force ne point retarder notre appel à l'attention publique. La nouvelle édition des *Chansons éternelles* (1) de Paul Redonnel vaut cet empressement. Des artistes comme Grasset, Mucha, Courtines, Boutet, Rassenfosse, Osbert, Detouche, Lobel, Vibert et tant d'autres l'ont illustrée. Toutes les pages sont embellies de dessins savoureux et de lettres aux ornements parfois impurs. Et ce sont des seins, des bras nus, des sourires et des hanches, des poses alanguies parmi des chevelures, toute une floraison capiteuse de nudités qui parfume délicieusement cette œuvre d'un mystique voluptueux.

M. Charles Recolin, l'auteur de l'*Anarchie littéraire* (2) a excité le rire de

(1) In-8° colombier, illustrations et hors-texte, couverture de Mucha, 25 francs. Bibliothèque artistique et littéraire.

(2) Vol. in-16 ; xv-312 pages ; Perrin, éditeur, 3 fr. 50.

quelques savants du journalisme par certains passages bizarres de son livre. Certes, comparer M. Gaston Deschamps à Eros est d'une audace qui voisine la démence, mais une remarque plus importante sur l'esprit critique de l'auteur est à faire. Or cet esprit est nettement rétrograde et se borne à un tel concept : « réintégrer dans notre littérature un peu du vieux bon sens français ». Ce « vieux bon sens français » nous agace les dents avec une efficacité presque égale à celle de la « vieille gaîté française ». Il faudrait jeter au fumier définitivement ces rogatons moisis trouvés dans l'armoire des ancêtres et que des rats de bibliothèque s'obstinent à offrir à nos cerveaux. Toute la sottise coriace qui champignonne dans les lettres actuelles, toute la gauloiserie issue des cabinets de MM. Silvestre, Jarry et autres sous-Richer, se recommandent des appétences de nos pères. Nos pères, porte-coton de monarques, ou esclaves de la glèbe étaient d'ailleurs tellement bêtes!

Ce vieux bon sens français occasionne les pleurs de M. Recolin constatant, avec quelle amertume! que le service militaire et les lois ne résistent pas « aux railleries brutales » de M. Anatole France, « dissimulées, ajoute-t-il, sans l'élégance de l'expression ». Nous n'avons pas l'intention d'accompagner ce jugement de commentaires, car si nous voulions glaner dans les livres de critique toutes les opinions que nous ne partageons pas, le numéro entier de cette revue ne suffirait point à leur discussion. Il nous plaît seulement de relever quelques affirmations générales donnant plutôt la « note » du volume :

« Le salut par la science ! s'écrie M. Recolin ! M. Zola en est encore là après un siècle où la misère s'est accrue en proportion des progrès scientifiques... Un moyen extérieur comme la science pourrait changer la face du monde ! » La myopie d'un critique (pour ne pas dire son étroitesse d'esprit ou son crétinisme) se révèle d'une façon éclatante en de telles sorties. Ce ridicule principal de lycée, M. Brunetière, constatant la faillite de la science a contaminé l'encéphale de nombreux professeurs adonnés, leurs classes finies, à la correction des devoirs de littérateurs. Ils conspuent la science comme les potaches ou les étudiants mal lavés conspuaient leur cours. Et M. Recolin a publié cette ânerie toureiffellienne : « Un moyen *extérieur* comme la science », sans réfléchir que la science signifie surtout le « savoir » et que même acceptée dans sa trop étroite synonymie d'*invention*, elle ne peut que perfectionner l'individu, d'une façon indirecte, en lui laissant les loisirs d'embellir son âme. On ne peut juger de son utilité par ce qui se passe sous nos yeux, par la perturbation qu'elle semble jeter parmi la société actuelle et par la misère qui, indiscutablement, en découle. Nous sommes à une époque transitoire où le monde n'arrive pas à prendre son équilibre, où les vieilles formes sociales, quoique vermoulues, résistent toujours; nous vivons dans un temps de fièvre où le progrès ne prouve sa bonté qu'aux seuls possesseurs. Mais n'est-il pas évident que ce mal engendrera un grand bien plus tard, de même qu'un mieux se constate dans la constitution d'un peuple aux lendemains d'aurore de sanglantes révolutions? C'est l'espoir qu'avoue aussi un autre grand écrivain, M. Bjornstjerne-Bjornson lorsque dans *Au-dessus des Forces*, après les angoisses des miséreux et la débâcle des âmes, il ose prophétiser la science libératrice.

Nous ne voulons pas quitter M. Charles Recolin sans détacher de son œuvre cette autre perle :

« Il serait facile de faire voir que tout grand mouvement littéraire a été préparé et provoqué par la critique, comme par exemple le Romantisme qui est tout entier contenu dans le *Génie du christianisme*. » Montrer en quoi l'idée émise dans la seconde partie de cette phrase prouve une ignorance presque égale à celle d'un Botocudos, cela nécessiterait de trop longs développements, mais nous tenons à modérer l'outrecuidance du juge se voulant précurseur. En vérité la critique

n'eut jamais qu'une influence très modérée, et elle dut presque toujours se contenter de suivre chaque mouvement intellectuel. On s'exagère trop son importance. Et si elle peut diriger un peu le goût public, elle n'a, par contre, jamais corrigé un écrivain de ses défauts. Comment les critiques seraient-ils écoutés, eux qui ne sont la plupart du temps que les fruits secs de la littérature? Le palais de rêves et de merveilles les a séduits, mais manquant d'haleine pour en forcer les portes ou de courage pour se contenter de quelque échoppe, boutique d'épicerie ou bazar à treize, ils ont préféré garder le seuil en bons chiens qu'affriandent les confitures de quelque Jean Rameau, ou en dogues mal rassasiés par les croûtes de M. Henri de Bornier. Certes ils ne sont pas déplaisants quand ils sont sincères et que leurs gloses sur tels ouvrages les incitent à d'originales déductions, mais ils s'obstinent pour la plupart à juger d'après des règles, à avoir un critérium autre que l'impression reçue. Ils passent le conseil de revision des auteurs avec des mesures démodées (comme M. Recolin avec « le vieux bon sens français »), et, eux qui ne purent jamais copuler, les examinent depuis la tête jusqu'aux pieds pour voir s'ils sont bien constitués.

Le libraire Perrin a fait mieux en publiant les *Etudes de littérature contemporaine* (1) de M. Pelissier ; ce sont plutôt que des critiques de courtes études sur les œuvres de quelques écrivains, avec des aperçus pas bien nouveaux, des concepts pas bien profonds, mais donnant l'impression de leur talent. Il n'a pas comme M. Recolin la manie de les cataloguer en pessimistes, mystiques, idéalistes, etc., et de reprocher à certains la diversité de leur talent qui les rend difficiles à classer, M. Pelissier nous parle de M. Anatole France, de Verlaine, de MM. J. de Heredia, Barrès,— et aussi de M. André Bellessort et de M. Fustel de Coulanges. Les critiques professionnels nous procurent de ces surprises ; il n'est point blâmable, certes, de louanger quelques auteurs d'un talent discret que la grosse réclame des journaux ne veut pas connaître, mais cela donne au livre un air vieillot, sorbonnier, journal des débats..... Malgré ce très discutable défaut, les études de M. Pellissier savent intéresser.

Nous n'en dirons pas autant à M. Bazalgette ; tout en disant d'excellentes choses, tout en visant au noble but de glorifier l'*Esprit nouveau* (2) qui est pour lui « le triomphe de la Pensée, le respect de la réalité, l'élargissement de la conscience », il ne sait pas habiller ses phrases d'une façon assez attrayante. Le style, un peu gris, est encombré de termes ardus et décélant quelque pédantisme. Pourtant, à l'exception de l'article sur Zola où M. Bazalgette a le tort de juger cet écrivain d'après ses idées critiques alors qu'il ne les met que rarement en pratique comme romancier, tous les chapitres ont une valeur indiscutable et défendent des théories à la réalisation desquelles nous devons travailler de toutes nos forces, — mais malheureusement avec trop peu de vigueur pour frapper les imaginations et pour que ce livre soit vraiment utile.

Avant d'arriver au beau livre de M. Péladan contre M. Tolstoï, nous voulons signaler le petit pamphlet : Talentiers (3) que M. André Ibels, sous le pseudonyme de Roy Lear, vient de faire paraître, pour la joie méchante de quelques-uns. Ce sont des « Ballades libres », très libres à la façon de Laurent Tailhade, faites de potins littéraires, ramassés au hasard des fréquentations et auxquelles il ne faut attacher aucune importance critique nonobstant l'ambitieuse épigraphe

(1) Vol. in-16 ; 3 fr. 50. Perrin, éditeur.
(2) In-16. Société d'éditions littéraires, 3 fr. 50.
(3) In-16. 3 fr. 50. Bibliothèque de la critique.

prise à M. Bernard Lazare. Ces boutades peuvent récréer, grâce surtout à la complicité de M. Ernest La Jeunesse qui parsema le livre de croquis-charges fort caustiques et pour la plupart assez bien réussis.

Et nous voulons aussi recommander l'*Enfance du Christ* où M. J.-G. Prod'homme (1) nous montre une fois de plus sa profonde érudition. Sa compétence reconnue en matière musicale, le succès de son précédent livre la *Damnation de Faust*, nous font un devoir de ne pas oublier dans cette chronique consacrée à la critique cette nouvelle œuvre si agréablement écrite et bondée de renseignements curieux.

M. Péladan a voulu, au nom des lettres françaises, répondre à l'œuvre de M. Léon Tolstoï *Qu'est-ce que l'Art* et il l'a fait avec une âpreté répréhensible et un admirable talent. M. Péladan vient encore de nous donner une nouvelle preuve de l'inutilité de son charlatanisme ; il n'avait pas besoin pour raccrocher l'opinion publique d'user de pommades capillaires et de se dire le bâtard lointain de mages de légende. La beauté de son œuvre mérite tous les suffrages. Il est vrai qu'il avait peut-être l'ambition d'essuyer les risées, car la haine de la multitude est la consécration dont un noble écrivain puisse actuellement se glorifier. Nous sommes personnellement d'autant plus heureux de la valeur de *La Réponse à Tolstoï* (2) que nous tenions depuis longtemps en très haute estime M. Joséphin Péladan, le prophète de la décadence latine. Ses romans, à part quelques-uns comme *Curieuse*, feuilleton digne de voisiner la prose d'un Judet, l'imposent un des plus beaux artistes de la seconde partie de ce siècle ; ils foisonnent d'idées neuves contre la sottise et les préjugés des hommes. Son mépris de l'armée s'affiche en remarques mordantes en tous ses écrits et principalement en l'*Initiation sentimentale* où abondent des phrases de cette ironie :

« La caserne et le lupanar sont parallèles ; on prête son corps au premier venu, aux deux endroits, là pour une caresse, ici, pour une blessure. Or, je conteste à la société le droit de recruter des soldats comme on lui conteste, en principe, celui de recruter des filles. Le service personnel, au lupanar, aurait tout aussi bien sa raison d'être, pour toutes les Françaises que le service personnel à la caserne pour tous les Français. La guerre et la prostitution portent le même titre « des maux nécessaires... »

Nous aurions pu prendre dans le livre que nous examinons aujourd'hui des exemples encore plus cinglants :

« Tout officier est un antéchrist ; l'incendie, la destruction systématique, voilà l'esprit de l'armée dont les chefs sont bercés sur les genoux des jésuites. Oh ! détruire des moissons, couper dix mille oliviers !... L'écrivain qui prend son mot d'ordre du Divin Crucifié, doit réserver sa colère pour l'énorme amas de crimes incarnés sous la forme coloniale ; les peuples cruels n'eurent jamais d'art et la France, l'ignominieuse France, incendiaire des blés et destructive des arbres, ne peut plus avoir que des garde-chiourmes et le protectorat russe. »

M. Péladan semble oublier malheureusement que l'armée n'est pas la seule citadelle maléfique où s'emprisonne la société et qu'il existe d'autres monuments de la bêtise des hommes dont la destruction serait tout aussi louable. Et c'est pourquoi Tolstoï élargit plus justement notre mission lorsqu'il dit que l'art doit être « un perfectionnement pour l'humanité qui l'aidera à réaliser, dans le monde, l'amour, l'union et le bonheur ».

La suprême insulte que vous adressez au grand écrivain russe, M. Péladan, est celle « d'ancien officier ». Vous expliquez par cette épithète son opinion sur

(1) In-16 carré. 2 fr. 50. Mercure de France.
(2) Vol. in-16.; 273 pages ; 3 fr. 50. Chamuel, éditeur.

Beethoven, sur Villiers et sur Vagner. « Il faut avoir été officier » pour ne pas aimer Baudelaire, assurez-vous ? M. Teodor de Wyzeva entre autres, nous prouve que cela n'est pas nécessaire. Certes, beaucoup de passages dans l'œuvre de Tolstoï et l'esprit même de sa critique sont fort blâmables et peu de temps après l'apparition de *Qu'est-ce que l'Art*, nous avons ici-même relevé de nombreuses erreurs que nous avons été heureux de trouver également signalées dans votre réponse. Mais vous avez l'indignation trop virulente. Vous n'auriez pas dû adresser une injure aussi flétrissante à l'apôtre du désarmement. L'homme qui prêche la rébellion contre les pourvoyeurs de casernes, l'homme qui a osé, dans un pays d'intolérance et de servilisme, crier l'ignominie des laquais chargés des meurtres, qui vient de demander le prix Nobel pour l'admirable secte des Doukhobortzis en rébellion contre les ukases impériaux ; qui, dans le cas cité par vous de Van der Weer a risqué le knout et les bagnes de Sibérie, cet homme ne doit pas être traité « d'ancien officier », car il a admirablement expié par sa vie d'abnégation et de courage, la faute commise en sa jeunesse. Votre reproche est peu généreux.

Combien vous avez raison, par contre, lorsque vous montrez la puérilité de ses doléances sur le sort des gens que l'Art aide à vivre, en opposant l'existence autrement stupide et autrement néfaste des soldats. M. Tolstoï, sur ce point, a l'opinion des socialos de réunion publique qui trouvent que l'art est inutile, et affectent de le dédaigner. On pourrait lui faire remarquer qu'il n'est pas toujours facile de juger de l'utilité des choses. Certes les recherches vaines peuvent être nuisibles en entraînant l'esprit des hommes dans une impasse. Mais telles connaissances peuvent ne pas avoir de résultats immédiats. De certains faits peut dérouler un enseignement pour les générations futures et à ce sujet les romans de mœurs rétrospectives nous seront en une autre chronique une cause de plus longs arguments. Les calculs des mathématiciens d'Alexandre ne servirent que deux mille ans après à donner l'explication du système solaire. Lorsque nous prenons des notes dans des ouvrages qui nous intéressent, nous pourrions difficilement assurer qu'elles nous serviront un jour. On nous objectera que toute œuvre où des idées ne sont point émises, que toute sculpture, toute peinture ne sont nullement nécessitées par les besoins du peuple. C'est nier sottement la puissance morale de l'Art. La beauté par son essence même, ennoblit l'individu et éveille en lui des sentiments meilleurs. Logez un ouvrier inculte dans un somptueux appartement, il modèrera les éclats de son verbe, crachera moins dans les escaliers, se pochardera peut-être plus rarement moins, subissant ainsi sans s'en douter une transformation à son avantage. Le valet de ferme qui obtient les galons de sous-officier ou d'officier — la beauté est relative selon les êtres — sera plus vil, mais tiendra à se montrer dans la vie d'une plus amène sociabilité. Les affiches de Chéret ont beaucoup fait pour épurer le goût public, et Mlle Cléo de Mérode a certainement fait éclore des sentiments très-purs par sa prestigieuse beauté — avant que Falguière n'eut cru bon de dégrafer sa robe et d'attirer vers elle, comme vers quelque princesse pour tziganes, le reniflement des gorets.

Mais nous avouons pourtant que la beauté n'est qu'une chose secondaire, lorsqu'elle n'est pas animée par une conception altruiste.

« Le Beau, c'est le Vrai sensible, dit le Sar Péladan, le Vrai, c'est le Beau conceptible, le Bien c'est le Beau et le Vrai réalisés. » Or l'art complet est le Bien. Et M. Tolstoï se rapproche plus que M. Péladan de cette définition malgré la nécessité qu'il préconise d'être compris par les prostituées et les garçons de bains.

M. Péladan n'a pas assez tenu compte des qualités du « moujick », et son emportement l'aveugle à un degré tel qu'il n'hésite pas à écrire des phrases comme celle-ci.

« Ce n'est pas la peine de bafouiller que la neuvième symphonie divise les hommes quand on est compatriote de Skobeleff. »

Tolstoï, compatriote de Skobeleff, n'est que plus grand, car il a fallu à cet homme d'autant plus de mérite pour se libérer des antiques errements, que son pays était fruste et arriéré. Et avons-nous le droit d'élever ainsi la voix, nous autres Français, pour lesquels des philosophes ont donné leur vie, et qui nous accroupissons devant les culottes de peau? Comment des gens, dont les ancêtres servirent Napoléon, osent-ils reprocher aux autres nations la scélératesse de leurs bandits?

« Chez l'intellectuel, dit M. Péladan, tout devient cérébral, même la concupiscence, et les œuvres d'un artiste sont d'autant plus impures que sa vie est plus continente. » L'auteur propage aussi cette erreur sur la dualité de l'écrivain qui veut que son œuvre soit rarement le reflet de sa nature. L'exemple classique de Beaumarchais et de Molière, atrabilaires auteurs comiques, n'est guère probant en raison de la morale plutôt triste de leurs pièces. Nous croyons au contraire que l'âme d'un auteur s'anudit presque toujours dans ses ouvrages, et cela pour tout observateur qui sait la voir. Le *moi* qui n'est nullement haïssable et qui seul est une raison d'originalité est visible pour un critique perspicace — et c'est pourquoi il est admissible, selon nous, que l'on attaque l'auteur derrière son travail, que l'on devine sous un ton faussement élégiaque la puanteur morale d'un individu, et que l'on administre les étrivières à des gazetiers fangeux osant parler de leur honneur d'écrivain.

En résumé, malgré de regrettables écarts de langage, vous avez écrit, Monsieur Péladan, un bon livre à la gloire du Beau et pour la flagellation des tragédiens du glaive. Mais votre fureur contre les exactions dont nous souffrons n'a qu'une portée sociale fort bornée, parce qu'on la sent inspirée par une vengeance égoïste. Vous avez depuis longtemps, au cours de vos romans, plaint le sort des cérébraux condamnés à porter le sac et à subir les duretés de l'existence matérielle, et cela, parce que vous admettez le travail intellectuel supérieur à tout autre : pensée injuste si on la pousse à l'extrême. Pourquoi la société nourrirait-elle des êtres de luxe? L'idée de l'art utilitaire s'accorde mieux avec l'évolution. Vous pouvez, poètes, réclamer votre dû social, mais pas plus que tel employé des pompes funèbres. Avec raison le philosophe — tel que fut Comte par exemple — qui ouvre des voies à la sociologie, qui vit et meurt dans la misère, a le droit de vous crier : « Que réclamez-vous donc? La société que j'ai préparée, moi, aux rénovations, m'a-t-elle mieux traité que vous, artistes? Vous n'êtes pour la plupart qne chanteurs agréables et vous vous étonnez que la démocratie de plus en plus industrielle ne vous accorde pas ce rang de haute domesticité que vous occupiez dans les cours des tyrans ». C'est à peine si l'on peut comparer l'importance sociale du plus grand génie littéraire à celle du vulgarisateur de la pomme de terre. L'homme qui a découvert ou qui découvrira la direction des ballons aura peut-être autant de droits que Victor Hugo — sinon plus — aux cryptes du Panthéon.

Dans les âges futurs, quand l'équilibre harmonique sera établi, le poète occupera en effet la première place. Aujourd'hui il doit — sans déchoir certes ! — se rendre compte de son rôle nettement combattif. Il y a pour lui une grande œuvre de salubrité à accomplir, pendant que des camelots beuglent *l'Anti-juif* et l'*Anti-Prussien* pour la nourriture intellectuelle des arsouilles.

ALBERT LANTOINE.

Le Théâtre

Théâtre-Antoine : JUDITH RENAUDIN, par M. Pierre Loti. — *Nouveau-Théâtre :* AUX COURSES, par M. Emile Veyrin. — *Ambigu :* PAPA LA VERTU, par MM. René Maizeroy et Pierre Decourcelles. — *Français :* STRUENSÉE, par M. Paul Meurice. — *Grand-Guignol :* LE DROIT DE TUER, par Mme Tony d'Ulmès. — *Odéon :* DÉJANIRE, par Louis Gallet. — *Folies-Bergère :* LES LEVRIERS SAUTEURS, CHARMION, LOÏE FULLER.

Serait-ce une illusion d'un optimisme dû tout simplement à la chaleur encore neuve et franche du sang de nos veines, mais il nous semble à nous, jeunes gens, que les temps actuels, si décriés et trop copieusement arrosés par les lamentations d'une foule de Jérémies, d'ailleurs tout à fait détachés de l'intérêt général, ne manquent ni de beauté, ni de fermentante grandeur. Ils ont l'odeur de la peste et du renouveau, des champs fumés où, sous la senteur des immondices, perce le vivant arôme des pousses jaillissant du sol. Dans leur atmosphère de brumes et d'ors se heurtent, en cliquetant, les spectres du Passé et les beaux fantômes à vaste envergure de l'Avenir.

L'Art, fleuve emprisonné, miroir infidèle, aujourd'hui, ne reflète guère la magnifique bataille des Idées. Si, dans le livre, il s'évertue parfois, à retracer la sourde épopée de cette fin de siècle, il y renonce au théâtre. C'est, je pense, que les moyens scéniques, moins souples, moins en nuances que ceux du roman et du pamphlet, ont encore trop de secrets pour les auteurs contemporains. Leurs consciences savent mal se révéler par la pièce. On aurait pu croire, cependant, qu'ils prendraient un tout puissant exemple dans l'œuvre d'Ibsen. Qui, depuis les Grecs, a su comme lui, mettre en scène, non non seulement le Sentiment, ainsi que Shakespeare, mais la Pensée? Il est très curieux que le poète scandinave de ce siècle, soit beaucoup plus près d'Eschyle que tous les versificateurs qui se donnèrent pour tâche de refaire la tragédie grecque en alexandrins français, non sans côtoyer le texte antique de très près, mais en ne s'apercevant pas qu'ils ont laissé filtrer l'essence de l'œuvre entre la recherche de leurs images et de leurs harmonies combinées.

Les Illustres suffisent seulement à donner leur somme d'art et à montrer aux suivants l'altitude des sommets à gravir, sans leur en enseigner les che-

mins. Chaque peuple travaille pour lui-même, et, vraiment, le génie russe, avec Tolstoï, le génie scandinave avec Ibsen, eurent bien peu d'influence sur le français. Leur égal est encore à naître dans notre pays ; sûrement, il y aura entre lui et ses superbes devanciers des liens de fraternité : ils se retrouveront aux grands carrefours de la Pensée, mais le dernier venu y parviendra par des routes et des expédients absolument différents.

Et, en l'attendant, le Théâtre, vieillot, paisible, caduc, dit ses mêmes tirades, ses mêmes chansons, danse ses mêmes gavottes et ses mêmes cancans devant les mêmes rampes qui voudraient bien éclairer autre chose.

Même au Théâtre-Antoine, où un directeur beaucoup plus jeune et plus vivant que les autres essaie d'offrir à son public des spectacles moins ressassés, nous avons vu *Judith Renaudin*, de Pierre Loti.

Il faut constater que le très séduisant romancier n'a pas eu la préméditation d'écrire un « drame à succès », *a money-making work* ; une plus louable intention imprègne son premier essai de théâtre : il a choisi un sujet qui lui a paru intéressant, quoique sévère, et il a tâché de le réaliser. Pourtant, nous avons cru sentir que ce sujet ne tremblait pas, avec ses diverses phases de vie, au fond de l'âme de M. Loti. Ce n'est pas un thème doucement chargé de poésie parfumée et sensuelle comme ceux que l'auteur d'*Azyadée* sait si charmeusement mettre au jour, qui a soudain jailli en son imagination. Sous sa plume gracieuse et zézayante de femme créole, l'aventure de Judith Renaudin garde des raideurs de devoir de collège infligé à une rêveuse nature d'élève-poète, tourmenté des songeries de l'adolescence. De temps à autre la grâce domine et fleurit, mais en des moments rapides, vite évanouis et il ne reste du drame, rien de fort, ni de terrible, seulement des tableaux agréablement composés, sans solide raison d'être.

C'est d'abord une famille protestante du temps de Louis XIV, vivant à l'île d'Oléron : le père, homme pieux et grave ; l'aïeule, aveugle, de style classique, donneuse de bénédictions et de larmoiements ; les fils, comparses ; un jeune neveu, Daniel, amoureux pâlot, causeur à la Jean-Jacques Rousseau ; les petits-enfants, insouciants et gentils ; enfin Judith Renaudin, vierge très sage et fière, bien silencieuse aussi.

Les parents voudraient lui faire épouser Daniel, son cousin, mais son cœur, à elle, a été fatalement frappé par le regard du comte d'Estelan, martial jeune premier, capitaine de dragons, envoyé du roi, convertisseur des huguenots au catholicisme à coups de meurtres, d'incendies, de viols et de pillages. Seulement, l'aimable reître, chez qui la vocation est assez mal définie, se sent arrêté dans sa carrière de méfaits ; la douceur de la belle Judith l'a troublé. Il voudrait l'épouser et va se confier, à cet effet, à un brave vieux curé qui recueille dans son presbytère tous les petits huguenots persécutés. Le prêtre qui comprend à merveille la rigueur calviniste, ne lui laissant aucun espoir sur le résultat de sa demande en mariage, le capitaine risque une petite dragonnade dont le résultat est la mort de quelques malheureux bambins.

Les réformés, bien raréfiés, conduits par les jeunes gens de la famille Renaudin, Judith en tête, complotent de s'enfuir en Hollande. Afin d'assurer leur salut, la protestante se hasarde à aller implorer d'Estelan. Celui-ci, plein de respect et de bonnes manières, quoique irrité par le refus de son offre, ne s'engage à aucune clémence. Pourtant, la demoiselle Renaudin lui laisse entre les mains, à tout hasard et comme souvenir, une bible.

Aussi, quand le lendemain soir, les émigrants s'apprêtent au départ, ils apprennent tout à coup, que le capitaine, ivre des horreurs de son état de

gendarme, et touché par la grâce, protègera leur fuite et les accompagnera en Hollande, où rien ne l'empêchera de devenir l'époux de Judith.

Il est à remarquer que cet ouvrage d'un écrivain qui se vante de ne pas lire les livres des autres, comporte, sans les trouvailles d'un esprit non défloré par les lectures et les spectacles, sans non plus, les maladresses adjacentes, tout ce que nous qui lisons, nous avons rencontré maintes fois, en de très nombreux volumes, souvent avec plus de caractère, de couleur que n'en possèdent les personnages égaux et ternes de la pièce susdite.

Antoine, dont l'intéressante troupe composée de Mlle Mellot, fine et mystérieuse, de M. de Max, de Mme Marie Laurent au jeu plein de fermeté, n'a cependant pas eu l'occasion de développer tous ses moyens, Antoine a soigné la mise en scène. Deux décors de M. Jusseaume, dont l'un inoubliable, ont eu les applaudissements de toute la salle au lever du rideau : c'est une grève, où conduit un chemin bordé de quelques arbres pauvres, dépouillés par la bise saline et serrant en croissant de faucille la mer luisante comme une cuvette de mercure en ébullition, sur laquelle la lune verse l'ondée de ses rayons glacés. Ce tableau, fait d'après nature, sans doute, est un modèle pour les décorateurs de qui l'art, en général précieux et mou, manque du haut relief pris à la réalité.

* * *

Les drames qui représentent minutieusement la misère du peuple, ne sont pas destinés au peuple lui-même. Il a assez de ses malheurs sans vouloir les revoir, le soir, sur la scène. Ce qui lui plairait plutôt, ce sont les féeries à grand spectacle ou les vraies comédies, les comédies frondeuses, satiriques, telles celles d'Aristophane.

De plus, le peuple ne va pas au théâtre, ou à peine. Nous n'avons jamais su ce que le vrai public, constitué par les réunions populaires, pensait d'une œuvre ou de l'autre. Public admirable, pourtant ; on peut le constater aux séances données dans les salles de mairie, ou dans les écoles, public tout d'instinct, de spontanéité, d'enthousiasme singulièrement sensitif, soulignant avec une certitude déroutante le côté artistique des discours ou des auditions auxquels il assiste, par des bravos remarquablement distribués.

Ceux qui, après les riches, viennent voir les pièces nouvelles, sont les petits marchands, les employés, les voyageurs de commerce, tous les gens en possession d'une mince et sûre situation, bourgeoisie en herbe, déjà calculatrice et raisonneuse. Mais la masse reste hors de la vie artistique.

Nous nous demandons quel accueil cette foule, privée du pain de l'esprit, accorderait au spectacle *Aux Courses*, s'il lui était permis d'y assister. Avec effroi et chagrin, peut-être, verrait-elle un lambeau de son existence, étalant ses trous de ténèbres, ses taches de fange et de sang aux yeux de tous. L'œuvre est trop noire. Ceux qui veulent écrire l'histoire de la Misère plongent rarement en pleine réalité. Ils ne savent point trouver et révéler le secret de la constance, de l'endurance des malheureux. Une force d'âme, connue de ces parias seuls et non de nous, échappe aux artistes. En somme les suicides tels que celui qui termine la pièce de M. Emile Veyrin, sont rares, par rapport à la multitude des misérables, comme est rare la mort volontaire des amants, aux amours désespérées, par rapport à l'ensemble des êtres qui s'aiment et que les choses séparent.

Dans *Aux Courses*, ce que l'on aime, c'est une sorte de bravoure, d'indignation contre l'injustice éternelle, l'inquiétude qui écarte un écrivain jeune et de tempérament, des banales combinaisons plus ou moins bien menées,

d'amourettes, d'adultères, de chic enfin, pour le jeter, sombre et frémissant devant le gouffre au fond duquel bouillonne la mêlée sociale. Là, il voudrait jeter une torche, il voudrait éclairer ces profondeurs empoisonnées, en une elle lumière que jamais plus ce tableau de malheur ne s'efface de devant les yeux qui s'y attachèrent. Il n'a pas réussi entièrement, par défaut de mise au point ; il donne plutôt l'espoir d'une future réalisation définitive qu'une totalité, par cet essai où se mêlent trop de réminiscences de gros mélodrames à des scènes bien venues et très fortes.

Antoine Gautier, ouvrier, père de famille, nature faible et flâneuse, entraîne toute sa nichée dans les derniers bas-fonds de la pauvreté, en jouant un peu d'argent aux courses. Pourquoi l'auteur a-t-il pris ce prétexte du jeu à la détresse de ses personnages? Nous n'en savons rien. C'est une idée accessoire, déplacée. Malins et filous, les Gautier eussent gagné et trouvé la richesse. Prisonniers de la misère ils n'avaient pas besoin de ce lien : la perte à la loterie, pour rester bloqués dans ses latomies. La femme, vaillante, révoltée, marchande de quatre-saisons, puis mendiante, est fourrée au poste; la fille à quinze ans, dans l'espoir de sauver ses puînés de la famine, se prostitue sans bénéfice ; le père, abruti, passe ses journées dans des assommoirs qui sont aussi des bouges, jusqu'au jour où on vient l'y chercher, afin de lui montrer les siens, grands et petits cadavres, allongés côte à côte dans la mansarde, parmi les émanations endormeuses d'acide carbonique.

Il serait injuste de ne point parler des protagonistes de *Aux Courses*, car ils ont témoigné d'une trop consciencieuse étude des gens de la basse, pour n'en point être félicités. Ce furent Mme Tessandier, à la bravoure brutale, large, révolutionnaire, M. Bour, si vrai, si pauvre pochard d'un comique navrant, d'une douloureuse extravagance, M. Pollet, émouvant et lyrique en son personnage muet et Mlle Maud Amy, touchante et résignée, si tendrement, à tant d'horreurs.

*
* *

On voit parfois certains tableaux habilement brossés, sans dessin bien sévère ni couleur rare; mais c'est attrayant et ça vous prend l'œil par de l'allure, du *chien*, et vous amuse en satisfaisant un goût un peu canaille, lie qui repose sous le vin clair et chaud de l'émotion artistique. Telle m'est apparue *Papa la Vertu*, la pièce de M. Maizeroy et Decourcelles, avec sa belle dompteuse qui ensorcelle un adjudant à la faible chair, lequel détourne les lettres chargées des hommes de son régiment et abandonne sa pupille pour suivre la capiteuse saltimbanque qui a vite fait de le réduire aux dernières humiliations : balayage des cages à lions, soins à donner aux fauves et respect dû à l'amant de cœur de la dame.

Toutes ces aberrations se réparent par le départ de l'*honnête* sous-officier pour le Tonkin.

On admire sur la scène de l'Ambigu, des lions, des drapeaux, des pantalons rouges, et la plantureuse beauté en maillot de Mlle Lender. Le succès est très grand.

*
* *

Tout au contraire, à la Comédie-française, spectacle distingué, moral, un de ceux où les parents peuvent conduire leurs enfants à marier, en vue des présentations classiques, du Victor Hugo matrimonial.

M. Paul Meurice, dans *Struensée*, a bien placé ce qu'on nomme des pensées

généreuses. Il glorifie l'affranchissement des serfs, la beauté de l'amour qui passe par-dessus les conventions du rang social. Son héros, révolutionnaire, a l'âme cornélienne. Il veut délivrer le peuple de la tyrannie, mais il s'aplatit dans une idolâtrie singulière, devant un fantoche de monarque qui ne lui veut que du mal. Et, comme il a commis le crime de compromettre une petite reine qui joue à la grande poupée avec lui, il plante là ses hauts projets pour mourir volontairement, malgré tout, sans se soucier de ce qu'amènera sa disparition, non-seulement au pays qu'il a troublé par l'énonciation de pensées de liberté, mais pas même à la « reinette » dont le maniaque époux enverra les vingt-cinq printemps moisir dans un triste château.

Je me souviens d'avoir longuement regardé, à Copenhague, au castelet de Rosenborg, (sorte de petit Versailles où sont religieusement conservés quantité de souvenirs royaux), trois toiles, reliées par la mémoire de l'aventure amoureuse et sanglante de Struensée : « le mâle portrait du premier ministre, au nez busqué, aux grands yeux fiers, et celui de sa maîtresse la reine Mathilde Caroline, aux lèvres humides et sensuelles, voisinant avec l'effigie de son triste époux Christian VII, dressant hors de ses habits de couronnement, sa pauvre tête d'innocent trouée d'yeux effarés et charentonesques. »

Et devant ce trio de personnages historiques, derrière les cadres dédorés de qui, au delà des murailles séculaires semblait s'agiter la vision de leurs tumultes de cœur et d'esprit, ce n'était point la fable pâlote de ce médecin-philosophe troubadour, sauvant la vie du prince au péril de la sienne et périssant pour sauvegarder l'honneur de sa souveraine, qui surgissait à notre évocation, telle que dans des coquetteries de décors et de costumes sinon de langage, M. Paul Meurice l'a dénouée sur la scène des Français.

Ce que disait le gros visage de la reine, une de ces Allemandes bien beurrées et bien lactées dont parle Michelet, ce que disaient aussi les traits plein d'une séduisante équivoque, faite de hardiesse et de rouerie, de générosité et de vice, du beau favori, enfin ce que révélaient le masque osseux, et comprimé, le bizarre profil d'ovipare (car ces rois ont parfois de si étranges physiques, qu'on a peine à les croire engendrés par les moyens accoutumés des autres hommes) une excellente chronique d'Henry Bauër, publiée cette semaine dans *Le Journal*, l'exprime avec une âpreté et une rare vitalité d'expression, en démêlant « quels merveilleux éléments dramatiques et pittoresques gisent dans ces pages de l'histoire de Danemark ; le roi, gringalet, usé et falot, cocu volontaire, avorton mélancolique, sarcastique et furieux que ses valets corrigent à coups de fouet et battent jusqu'au sang ; Don Juan médecin et philosophe, mélange d'admirable dons et de vilenie abjecte ; la reine, l'une des plus charmantes et héroïques figures du monde de l'amour ; du comique, du tragique, du passionné, du voluptueux et de l'obscène, de l'ironie, des baisers, des fêtes, des larmes et du sang, du libertinage et de l'hypocrisie, de la philosophie et du préjugé, de l'excessive civilisation dans l'excès de la barbarie, voilà un sujet de drame au pays d'Hamlet. »

Le monarque enragé fut remarquablement représenté par M. Le Bargy qui s'est montré tel que le dépeint Henry Bauer, Ecumant de fureur et d'invectives à la vue de Struensée qu'il voudrait déchirer de ses propres mains, misérable polichinelle, dont, tout à coup, les fils se cassent et qui tombe, sur le tapis, terrassé par une crise d'épilepsie. Toute la froideur, le convenu de la Comédie-française, à part quelque élégance superflue dans la tenue, ont disparu du jeu de cet acteur. La scène, d'ailleurs est bonne, et, si le caractère du ministre y avait eu la vérité et la passion de son bourreau, l'auteur pendant un acte, se fût évadé complètement de la banalité qui marque son ouvrage.

*
* *

Le droit de tuer est le début, au théâtre, d'une femme, Mme Tony d'Ulmès un acte exposé, combiné et dénoué avec une rapidité et une logique des évènements dont il faut noter la rareté, accompagnée de cette audace qu'ont parfois les natures féminines, délivrées des enfantillages, qui de coutume, les captent.

Une femme fut mariée à un débauché, que la persistance de ses vices a conduit à la folie. Pendant que ce malheureux interné rêve, en ses moments de calme, au jour béni de liberté où il pourra recommencer la perpétuelle noce, sa femme a pris un brave garçon comme amant, en se désolant de ne pouvoir s'unir légitimement à lui. Le fou guérit. On le lâche. Il rentre chez lui, retrouve sa femme, veut aller courir les cabarets et les cafés concerts en sa compagnie, car elle lui semble embellie et tentante, et, comme elle laisse voir son trouble, sa répulsion, il la brutalise et l'injurie. L'amant survient et, indigné, assomme l'insensé.

Il y a, dans cette situation dramatique, très nettement développée et dialoguée, non-seulement une promesse pour l'avenir littéraire de l'auteur, mais déjà une réalisation. Elle se dresse plutôt en fait-divers qu'en thèse ; la vie n'est point si précise, ni si absolue. Il y avait dix moyens d'échapper à ce fou, autres que de l'abattre ; ce que nous avons préféré, n'est point cette fin théâtrale, mais bien la misère de la pauvre femme que son mauvais sort et la loi tiennent entre leurs doubles griffes. M. Séverin Mars, d'une démence à grand effet, concentrée, effrayante souvent, M. Caillard, et Mlle Juliette Blum, très simple et exacte, ont soutenu comme il le fallait cette heureuse tentative.

*
* *

Comprenant mal les *adaptations* des chefs d'œuvre d'une langue étrangère à la scène française, ne saisissant point quel sentiment pousse un écrivain (qui doit avoir au moins la modestie de ne pas se comparer aux plus éclatants génies) à tripoter les productions d'Eschyle, de Shakespeare ou de Calderon, selon son idée personnelle, je ne saurai qu'insuffisamment rendre compte de *Déjanire*, arrangement, par M. Louis Gallet des *Trakhiniennes* de Sophocle. Si le public français, très loin de l'âme grecque, ne sait goûter les grands drames de l'antiquité, il faudrait l'y habituer, croyons-nous, en les lui offrant avec une interprétation, une mise en scène hors ligne, escortées des explications lucides et respectueuses de quelque conférencier ; mais il lui est plutôt funeste à lui, au théâtre et à l'œuvre, de lui présenter lesdites adaptations le plus souvent froides, dépourvues de la véritable inspiration d'art qui guida le créateur de la tragédie ainsi que de la beauté spéciale qu'on y révère.

Les Trakhiniennes, c'est la mort d'Hercule, tué par la ruse de Déjanire qui espérait au contraire le ramener à l'amour ; c'est la Force utile, cédant sous l'empire de la Fatalité à la Ruse stérile. Une muette figure donne au drame bref et terrible, plein de divinité, le côté mystérieux qui l'agrandit encore : Iolé, la captive, Iolé qui ne gémit, ni ne prie, et ne fait que pleurer en se taisant toujours, sans qu'on sache si ce silence inviolable est un extrême désespoir, ou, au contraire, un amour un peu honteux pour le héros dont elle est prisonnière.

La *Déjanire* de l'Odéon, ce n'est que l'épouse banalement jalouse, l'époux attiré par une autre femme, et ceci se compliquant de l'amour de Iolé pour Philoctète, le fidèle ami du roi.

Cette aventure de ménage nous paraîtrait agréable à voir, si nous ne savions pas l'existence du formidable modèle grec; car l'agencement des scènes est habile, certaines sont gracieuses, malgré le peu d'ingéniosité des vers froids et moyens, d'autres ont de ce qu'en langage de coulisses, on nomme du mouvement et le dénouement arrive à point.

M. Saint-Saëns a paraphrasé la tragédie par une musique d'une élégance très souvent charmante,mais fort peu en rapport avec la grande action qu'elle eut dû évoquer. Sur cet accompagnement les voix puissantes de M. Dorival et de Mlle Laparcerie, tous les deux beaux et passionnés artistes, ont magnifiquement retenti.

*
* *

Un des théâtres de Paris où la Beauté plastique est le mieux honorée, ce sont les Folies-Bergère. Nous y admirâmes, ces derniers soirs, parmi l'amusement d'un gracieux ballet de MM. Adrien Vély et Charles Dutreil composé sur ce joli thème : *l'Enlèvement des Sabines*, trois *numéros* du programme qui offrent aux yeux un vrai festin de joie : les lévriers sauteurs, la trapéziste Charmion, et la danseuse Loïe Fuller.

Il y a d'abord le plaisir de voir une vingtaine de lévriers et de caniches sur la scène, aboyant et jappant avec l'air de beaucoup s'amuser ; les premiers,graves artistes de noble allure, les seconds, farceurs,clowns, ne cessant de parodier les autres.

Les lévriers doublent des obstacles de 3 m. 14 en hauteur et de 4 m. 35 en largeur ; ils bondissent, déployant leurs admirables formes, animaux volants, étranges, comme on en voit au pinacle des cathédrales gothiques, apportant parmi ce spectacle parisien, un éclair de vie sauvage, l'élan d'une chasse à courre de la beauté libre et carnassière.

Charmion, elle, arrive devant l'orchestre, en toilette de dame, ruisselante de jayets et de perles, son chapeau sur la tête, son ombrelle à la main. Elle se fait hisser, telle quelle,jusqu'à son trapèze,et là, assise sur la barre de bois, non moins confortablement qu'une professionnelle beauté dans un moelleux fauteuil, après quelques minauderies, elle se dégante, retire son corsage, sa longue jupe, apparaît en cotillon court, en corset, défait une à une toutes les pièces légères de ses vêtements de chiffons et de dentelles, en une telle grâce de mouvements, en une telle sûreté de gestes, malgré le péril qu'aucun filet tendu n'atténue, qu'il n'y a là rien que de gamin, de savoureux, d'audacieux et de réjouissant, et que, lorsque sa chemise jetée sur les planches, la belle fille apparaît moulée dans son maillot de soie rose et simplement ceinturée de violettes de parme, c'est une petite aurore éclairant le ciel de toile peinte et les arbres de carton du cirque.

D'où vient cette Loïe Fuller qui ressuscite les danses pompéïennes et les diapre des nuances dérobées aux matins et aux couchants splendides par la chimie moderne ? Ne serait-ce pas l'âme d'une danseuse antique, réincarnée non-seulement en ce frêle corps, mais aussi dans les voltigeantes étoffes de de gaze qui en semblent le prolongement ? N'est-ce pas d'une autre époque que la nôtre, ce rêve à la fois digne de sortir des chatoyantes inspirations de Théophile Gautier et d'Edgar Poë?

Oui, la solennité de la noble minute est intensément troublante, lorsqu'elle se découvre sur ces tréteaux tendus de velours noirs comme un échafaud royal. Lointaine, aérienne, telle une idole devinée en la pénombre d'un temple hindou. La musique la caresse, la musique commence à agiter ses voiles: des fleurs monstrueuses s'ouvrent, et se ferment ; une tête souriante apparaît perdue parmi l'écume multicolore de vagues de mousselines que nuancent

les feux d'une aurore boréale ; puis c'est une géante méduse sous-marine, étendant à travers les transparences bleues des eaux, ses tentacules moelleuses, incessamment mouvantes ; c'est l'âme même de la flamme, souple et dévorante, qui se tord au milieu d'un incendie de pourpre ; c'est la déesse de l'or émergeant du sol, derrière les brouillards et les fumées jaunes, ruisselantes de clartés safranées ; c'est l'être angélique, Séraphîtus-Séraphîta, frôlant de ses ailes les cîmes chargées de neiges éternelles qu'éclaboussent d'azur et de feu les soleils de minuit. Puis enfin, dans un rythme lent et soutenu, la mystérieuse figure tourne sur elle-même, ses draperies s'enroulent, entourent étroitement ses pieds, s'écartent de son corps en entonnoir : on dirait un immense volubilis, et, de plus en plus vaste, une trombe neigeuse sur qui se ruent les changeantes lumières, et dont le mouvement persistant, d'une douce et immuable harmonie, telle celle qui régit la course des astres, ne s'apaise, ne s'éteint, ne s'endort que sous une prodigieuse avalanche de roses, pareille à ces présents que les Grecs offraient à la mer irritée pour en calmer la fureur.

Et comment, comment, après ce drame pathétique de la couleur, une affreuse chanteuse, déhanchée, braillarde, canaille à faire pleurer, vient-elle balayer par ses nauséeuses indécences, les rayons de poésie, tombés pendant la danse merveilleuse, sur la salle silencieuse et émue, en pluie bienfaisante?

JUDITH CLADEL.

REVUE DES REVUES

REVUES DE LANGUE ANGLAISE

La philosophie de l'évolution, par le professeur C. Lloyd Morgan (*The Monist*, juillet). — Le professeur Morgan vient de compléter les précédentes études qu'il a publiées sur la philosophie de l'évolution. Il avait précédemment entrepris de démontrer que « partant de l'unité de l'expérience des sensations, nous arrivions à distinguer deux aspects, objectif et subjectif, produits de l'analyse de cette expérience. » Mais d'autre part l'expérience ne nous présente que des successions que nous observons, dont nous retenons le souvenir et dont nous prévoyons la répétition.

Dans cette expérience nous faisons entrer l'idée de l'ordre métaphysique, de causalité. Le dualisme de l'expérience des sensations comprend donc et enveloppe un second dualisme, celui des produits de la pensée, celui de la raison. Or, ce double dualisme est la correspondance et la représentation du dualisme auquel se réduit par l'analyse la totalité de la réalité, c'est-à-dire du monde des noumènes. Mais une objection se pose. Etant donné que la formule du double dualisme dans l'individu, représentation d'un double dualisme correspondant dans le non individu, peut se figurer par le schéma suivant :

Aspect objectif.

la pensée	noumène cause — objet de la sensation noumène sujet — sensation	les sens

Aspect subjectif.

il ne s'ensuit pas d'explication du fait que le noumène cause agit sur le noumène sujet par l'intermédiaire du phénomène des sens.

Mais M. Morgan explique ce phénomène auquel toute la métaphysique s'est arrêtée, par l'évolution. Quelle est, en effet, dit-il, la conception fondamentale de l'évolution ? C'est la différenciation, d'où naît l'action et la réaction réciproques. L'individu et le non individu peuvent alors être définis deux produits de la différenciation d'une même substance. Leur action et leur réaction réciproques constituent l'expérience, la connaissance. Ils gardent « l'indépendance qui dérive de leur différenciation avec l'unité qu'ils tiennent de leur origine. »

La solution qu'apporte M. Morgan au problème consiste donc en somme à transposer dans le domaine métaphysique des noumènes, c'est-à-dire dans ce que Herbert Spencer nomme l'inconnaissable, la définition que donne Spencer de l'évolution, définition qui dans la pensée de son auteur, ne s'appliquait qu'au monde « connaissable ».

LAURENCE JERROLD.

REVUE DE LANGUE ARMENIENNE.

L'Ere, par ARCHAG TCHOBANIAN (*Anahit*, n° 1), — M. Tchobanian vient de fonder, à Paris, une revue mensuelle de langue arménienne à laquelle il a donné le nom de « *Anahit* ». Nous espérons que cette entreprise, exclusivement littéraire et artistique, et dont le but est de réunir des pages de la vie et de la littérature orientales et occidentales obtiendra un grand succès parmi les Arméniens et qu'ils lui feront bon accueil. La revue commence par un article de M. Tchobanian ; cet article intitulé l'*Ere* est un aperçu très important sur la révolution arménienne, ses causes, sa marche, et enfin l'effet qu'elle produit aujourd'hui. Il montre la nécessité de tout le sang versé pour réveiller un peuple endormi depuis plus de cinq siècles. Déjà l'on voit que, parmi ces ruines, l'âme de la race est vivante ; les forces brisées s'unissent et tout le monde a compris qu'il fallait s'unir pour lutter contre l'ennemi séculaire. Depuis, plusieurs écoles ont été fondées, on fait des efforts extraordinaires pour réparer les pertes. Notre unique force consiste dans nos forces morales et intellectuelles, puissantes lorsqu'il s'agit de combattre un élément qui, pour des causes inconnues, a fermé son esprit à tout affranchissement et qui voudrait encore, par conséquent, empêcher l'évolution mentale de toutes les races voisines.

La névrosité de l'Arménien, par le Dr COLOLIAN, (*Anahit*, n° 1). — L'auteur explique que l'action héréditaire de l'alcoolisme, aussi et surtout l'obsession des tourments séculaires nous a fait devenir une race nerveuse. Tous ces massacres et la terreur constante de la mort ont épuisé notre race qui, à la longue, dégénère : « Les mères dit M. Cololian, enfantent dans l'angoisse..., puis elles élèvent leurs enfants dans l'esclavage ou dans un milieu mélancolique. Cette disposition nerveuse donne naissance aux types extraordinaires, à des forces excessives, mais devenant un état normal, elle altère la santé générale de la race.

ZABEL OHANESSIAN.

REVUES DE LANGUE POLONAISE

Giacomo Leopardi, par G. B. (*Ateneum*, septembre et octobre). — L'auteur, à l'occasion du centenaire consacre au poète italien une étude des plus documentées. Il reconstitue l'histoire de sa vie et de ses œuvres, nous fait connaître les influences qui déterminèrent la profonde mélancolie dans cette âme noble et généreuse, mais rongée aussi par le pessimisme. Il esquisse l'intéressante physionomie de son dévoué ami, Ranieri, l'auteur de *Ginevra*, le premier roman à thèse sociale, publié bien avant les *Mystères de Paris* et le *Juif errant* d'Eugène Suë, considéré ordinairement comme le père du genre. Après avoir constaté la parenté intellectuelle entre Léopardi et Schopenhauer—bien que le premier n'ait jamais eu connaissance de la philosophie amère du second et aussi avec Byron, Paters, Heine, Puszkin, Michiewicz, tous atteints pendant un certain temps de la maladie du désespoir, que le mot allemand *Weltsmerz* caractérise le mieux, l'auteur conclut que l'état d'âme de Léopardi, dépendait certes, malgré ses dénégations, de quelques motifs personnels et affirme que les principes métaphysiques, en général, répercutent la subjectivité de celui qui les proclame. Dans le monde matériel, on trouve des certitudes que personne ne songe à contester : le champ de la métaphysique reste éternellement ouvert aux tournois d'esprit, la victoire d'un principe ne peut-être que momentanée, ce que nous voyons, du reste, dans l'histoire des différents courants métaphysiques tantôt dominant l'humanité, tantôt abandonnés par elle. L'auteur nous montre la fin du *Weltsmerz* et la nouvelle génération de poètes et d'écrivains italiens, depuis Ranieri jusqu'au *vérisme* de Carducci et Stecchetti, la note sociale d'Ada Negri et les symboliques œuvres de d'Annunzio. Le pessimisme de Léopardi paraît vaincu par le courant nouveau ; néanmoins, il restera comme un grand poète, une des gloires littéraires de son pays. Qu'il nous soit permis d'exprimer un peu d'étonnement, que l'auteur ait omis en citant les poètes pessimistes de tous les pays, le nom de Mme Ackermann, qui seule en France, fut le poète du Weltsmerz et de la douleur universelle. MARYA CHELIGA.

REVUE DES LIVRES

LIVRES DE LANGUE ANGLAISE

Leo Tolstoy : the Grand Mujik : a study in personal evolution, par G .K. Perris. 1 vol. 236 p., 5 sh; T. Fisher Unwin, éditeur, Londres, 1898. — Le titre du volume explique suffisamment l'intention qu'a voulu y mettre l'auteur. Il ne l'y a mise qu'à moitié. Le livre de M. Perris est le récit, limpide, écrit dans un style courant, de la vie de Tolstoï, ainsi qu'un aperçu du rôle qu'a joué Tolstoï dans les questions et les mouvements de son temps. Mais le livre s'adresse manifestement et exclusivement au public anglais qui ne connaît pas Tolstoï, au public un peu obtus qui le comprend et l'apprécie difficilement. Il en résulte que l'auteur dépense de longs et pénibles efforts à expliquer à l'Anglais d'intelligence moyenne et d'esprit peu subtil et un peu lourd, le caractère russe fait de subtilités et de nuances. M. Perris fait ainsi dévoyer quelque peu son œuvre. Elle aboutit en grande partie à un simple parallèle entre les caractères nationaux russe et anglais, une comparaison exposée, du reste, sans grande profondeur. A ce sujet, M. Perris consacre un grand nombre de pages à faire ressortir l'aspect très différent qu'a pris, en Russie et en Angleterre, la question économique.

L'objet que s'est proposé M. Perris semble d'ailleurs être, en grande partie, de faire voir que des hommes comme Tolstoï peuvent servir de trait d'union entre les caractères diamétralement opposés — selon lui — des deux nations. C'est ainsi qu'il étudie la philosophie pratique, c'est-à-dire la morale de Tolstoï au point de vue exclusivement anglais et qu'il y voit un correctif utile au positivisme et au matérialisme — je ne parle que du domaine de la morale — de l'esprit anglais. D'ailleurs, la philosophie et la doctrine de Tolstoï ne sont exposées qu'assez sommairement par M. Perris; sa religion, le côté mystique et spirituel du caractère du « grand moujik », ne font dans le volume l'objet d'aucune analyse. Mais Tolstoï l'homme, et l'homme très humain, Tolstoï le travailleur et le philosophe très pratique, qui non seulement dit aux hommes « entr'aidez-vous », mais met lui-même la main à l'ouvrage et aide autrui de bon cœur et de toutes ses forces, a été compris et bien compris par M. Perris dont le livre fera comprendre Tolstoï, à ce point de vue, de beaucoup de gens qui n'ont vu jusqu'ici en lui qu'un énigmatique rêveur.

J'ajoute que le volume est suivi d'un index chronologique très utile à tous ceux qui voudront avoir sous les yeux une biographie rapide, complète et exacte de Tolstoï.

Laurence Jerrold.

LIVRES DE LANGUE FRANCAISE

La conscience nationale, par HENRY BÉRENGER, 1 vol. in-18; A. Colin et Cie, éditeurs; Paris, 1898. — Ce livre, dit l'auteur, est un acte de foi critique dans la survie de la conscience nationale. Il semble plutôt que nous assistions à une dissolution de cette conscience, à lire les enquêtes de M. Bérenger sur les crises que traversent la politique, la religion, la presse, l'enseignement à tous les degrés, l'armée, et à voir comme il s'emploie, avec talent d'ailleurs, à combattre l'anarchie intellectuelle et sociale... qui ne fait que grandir, nous parlons de cette anarchie qui se manifeste par le trouble des intelligences, le désarroi des cœurs et des volontés au spectacle d'un régime de société qui vit de mensonge, d'exploitation et d'injustice.

Guerre et Christianisme, par JEAN DE TRIAC; 1 vol., in-12, 400 pages, 4 fr. 50 Firmin Didot, éditeur, Paris, 1896. — L'auteur a écrit, en ordre dispersé, diffus et confus, avec des redites continuelles, quatre cents pages pour prouver, à l'encontre de J. de Maistre, Louis Veuillot et autres docteurs de l'Eglise catholique, que la guerre n'est pas d'institution divine — nous ne nous refusons pas à le croire — et que le cinquième commandement du Décalogue : « Tu ne tueras point » n'a généralement pas été compris — c'est regrettable. La guerre est l'œuvre des hommes. On s'en doutait un peu. — A signaler une abondance indigeste de citations, qui remplissent une bonne moitié du livre. Si, au lieu d'écrire en l'an de grâce 1896, l'auteur eût écrit deux ans plus tard, il eût sans doute dit leur fait au père Didon et au père Ollivier, comme il le dit à Mgr Freppel et à Mgr d'Hulst. Il est piquant de voir Jean de Triac montrer à ce dernier que son enseignement contient la justification implicite de la propagande par le fait (p. 254). Ceci n'est pas pour déplaire aux anarchistes. En somme, bien que l'intention en soit louable, ce livre est sans intérêt.

C. FAGES.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE. — *Philosophie du droit et droit naturel*, par L. HENNEBICQ, brochure in-8 de 115 pages. Larcier, éditeur, Bruxelles, 1898. Syllabus d'un cours de l'Université nouvelle de Bruxelles, remarquable pour la précision des définitions et par la netteté avec laquelle sont séparés les points de vue anciens des théories issues de l'école historique. — *La vie sociale moderne*, par M. HEINS, brochure in-8 de 151 pages. Hoste, éditeur, Gand, 1898. Exposé élémentaire, mais très complet, des notions usuelles, que beaucoup ignorent ; malheureusement trop d'optimisme ; on nous apprend que l'industriel « procure du travail à une petite armée d'employés et d'ouvriers et développe leur intelligence » (p. 25) — *Les caisses patronales des retraites des établissements industriels*, par l'OFFICE DU TRAVAIL, 1898. Les chiffres suivants résument la situation de l'enquête de 1896 : les établissements privés comptent 98.656 participants, les manufactures de l'Etat 17 240, les mines 165,378, les chemins de fer 186 029, et les autres entreprises de transport 10.748, soit en tout 478.051. — *L'ouvrier libre*, par E. KELLER; vol. in-32 de 164 pages. Lecoffre, éditeur, Paris, 1898 Histoire et sociologie suivant les principes du P. Longuet; les ouvriers ruinés par la Réforme et la Révolution n'ont plus d'espoir que dans l'Eglise. Celle-ci les rendra plus dociles et augmentera les bénéfices des patrons (p. 89). Ce livre a été présenté à l'Académie des sciences morales avec les plus grands éloges par le duc de Broglie. — *La politique agricole*, par E. COHEN. Brochure in-8 de 62 pages. Guillaumin, éditeur, Paris. On n'y trouve guère qu'un commentaire des discours de M. Deschanel sur la question agraire; l'auteur signale bien l'ignorance des radicaux en matière économique (p. 17) ; il se trompe quand il croit que dans les campagnes ne peut pas se produire un mouvement contre la grande propriété (p. 27). — *La citoyenne Tallien*, par JOSEPH TURQUAN ; vol. in-18 de 352 pages ; 3 fr. 50. Montgrédien et Cie, éditeurs; Paris, 1898. Volume d'une lecture aisée avec d'amusantes anecdotes sur l'héroïne du livre, sur Tallien, Barras, Joséphine, etc. ; étude d'ailleurs superficielle, intéressante pour le grand public qui aime à se récréer et inutile au travailleur, au penseur. — *L'Eglise à travers l'histoire*, par PAUL GALIMANT; vol. in-18 de xv-343 pages ; 3 fr. 50. V. Giard et E. Brière, éditeurs, Paris 1898. Etude historique pour la propagande anticléricale, par suite étude partiale, passionnée; le ton en est violent, ce qui enlève de la valeur à cette étude: le livre

prend l'Eglise au VIe siècle et la conduit jusqu'à notre époque ; malgré sa passion, sa violence et sa partialité anticléricale, ce livre est à lire car il contient foule de choses utiles à connaître et qu'en général, on ignore ; l'auteur eut augmenté la valeur intrinsèque et de propagande de son ouvrage s'il eut gardé la sérénité, l'impartialité de l'homme de science. — *Histoire du Comité Révolutionnaire de Quimper*, par J. Trévédy ; vol. in-8 de 160 pages ; brochure in-8 de 45 pages. Lafolye, éditeur, Vannes 1897 et 1898. L'auteur, en cette étude, s'est servi des procès-verbaux inédits du dit comité, qui se trouvent dans les Archives du Finistère ; c'est une utile contribution à l'étude de l'époque de la Révolution Française ; il est à regretter que l'auteur ait cru bon de ne pas donner les noms de tous les membres du comité par des scrupules qui ne doivent pas exister chez un historien ; il est regrettable aussi que l'impartialité ne soit pas la qualité maîtresse de M. de Trévédy qui, en trop de passages, flagelle les membres du comité alors qu'il eût dû se borner à exposer leur conduite ; l'auteur n'est point du tout psychologue et sait mal fouiller, analyser les états mentaux des hommes ; M. Trévédy est manifestement pour les royalistes contre les républicains et les révolutionnaires. — *Les compagnons bretons de Jeanne d'Arc*, par J. Trévédy ; 2 brochures, in-8 de 23 et 30 pages. Imprimerie René Prud'homme, Saint-Brieuc, 1897 et 1898. Etude historique très intéressante sur quatre seigneurs bretons qui combattaient aux côtés de Jeanne d'Arc ; ce sont : Pierre de Rostreven, Tugdual de Kermoysan, Guy comte de Laval, André de Laval de Lohéac. — *Les hommes de la Révolution de* 1871, *Delescluze*, par Charles Prolès ; vol. in-18 de 143 pages, avec portrait ; 1 fr. Librairie de la Revue socialiste, Paris, 1898. Petit volume de propagande socialiste et révolutionnaire racontant la vie de Delescluze et par suite les évènements politiques et sociaux auxquels il fut mêlé de 1830 à 1871 ; c'est une histoire de Delescluze sur un ton modéré, sans passion qui rétablit la vérité historique en face des violences passionnées de Maxime du Camp ; toutefois il semble que cette histoire soit un peu trop glorificatrice de Delescluze et n'ait pas toute l'impartialité désirable. — *Le Vieux et l'Amour*, par Armand Dubarry ; vol. in-18 de 314 p., 3 fr. 50. Chamuel, éditeur, Paris, 1898. Papier noirci qu'il est inutile d'acheter et de lire. — *Crispi, Bismarck et la Triple Alliance en caricature*, par John Grand Carteret ; vol. in-18 de 315 p., 3 fr. 50, Delagrave éditeur, Paris, 1896. Reproduction de 140 caricatures italiennes, françaises, allemandes, etc., accompagnées d'un texte explicatif et critique ; document utile à l'historien, et amusant pour le curieux. — *Philosophie et Pratique du collectivisme intégral révolutionnaire* par Edouard Boulard ; vol. in-18 de 324 pages ; 3 fr.. Société libre d'édition des gens de lettres, Paris, 1898. Exposé du collectivisme selon la conception de l'auteur. — *La morale anarchiste*, par Pierre Kropotkine ; brochure in-18 de 32 pages. 0 fr. 15. Les Temps Nouveaux, éditeur, Paris, 1898. Nouvelle édition de la très célèbre brochure de notre collaborateur, avec une couverture illustrée. — *Almanach du Père Peinard pour* 1899 ; brochure petit in-8 ; 64 pages, 0 fr. 25 ; couverture en couleur. Le Père Peinard, éditeur, Paris 1898. La note pour insertions envoyée avec l'almanach dit : « Il est farci d'histoires galbeuses et le texte est accompagné d'illustrations chouettes » ; cette note dit l'exacte vérité et la lecture de cet almanach pour qui comprend la langue plus ou moins argotique et rabelaisienne tient « la rate en bonne humeur et décrasse les boyaux de la tête ». — *Les noces d'or du socialisme international*, par Emile Vandervelde ; brochure in-8, de 15 pages, 0 fr. 50. Librairie de la Revue Socialiste, éditeur, Paris, 1898. Tirage à part d'un article de la « Revue Socialiste » à propos du cinquantenaire du Manifeste du Parti communiste de 1848. — *Mouvements sociaux en Italie*, par le Dr Napoleone Colajanni ; brochure in-8 de 32 pages, 1 fr. Librairie de la Revue Socialiste, Paris, 1898. Tirage à part d'une étude publiée dans la Revue Socialiste surtout sur les récents événements d'Italie dont M. Nino Samaja a parlé dans *L'Humanité Nouvelle*.

TABLES

TABLES

INDEX ALPHABETIQUE DES AUTEURS (1)

La lettre R. indique qu'il s'agit de la Revue des revues.
Les lettres R. L. indiquent qu'il s'agit de la Revue des livres.
Les lettres C. L. indiquent qu'il s'agit de la Chronique littéraire.
Les lettres C. A. indiquent qu'il s'agit de la Chronique artistique.
La lettre T. indique qu'il s'agit du du théâtre.

A

B

(1) Elles ont été dressées par M. B. Leleu, que nous prions d'agréer nos remerciements pour le travail fastidieux dont il a bien voulu se charger.

E

F

G

H

I. J

K

L

T

U V

INDEX ALPHABETIQUE DES MATIÈRES

A

D

E

T

Le Directeur-Gérant : A. HAMON.

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — Téléphone

Pour paraître dans les prochains numéros

Les dessous de la Propagande chrétienne au premier siècle, par A. Chirac. — *Objectifs révolutionnaires,* par Gabriel De La Salle. — *Les doctrines anarchistes et leurs rapports avec le Communisme,* par I. Bloch. — *Au nom de la loi,* par Machtète. — *La Genèse du Socialiste Anarchiste*, par A. Hamon. — *L'évolution du Darwinisme sociologique,* par C. Fages. — *La Ville,* par Lucien Jean. — *Le Socialisme en Argentine,* par J. Ingegnieros. — *Expériences communistes,* par Ladislas Gumplowicz. — *Autour d'une vie,* par Pierre Kropotkine. — *L'amour comme facteur de l'évolution,* par le Dr Woods Hutchinson. — *Quelques objections au matérialisme économique,* par G. Sorel. — *Histoire naturelle de Jésus,* par G. Lejeal. — *La question agraire et les systèmes économiques,* par Henri Dagan. — *L'hyperpositivisme de M. de Roberty*, par O. d'Araujo. — *Récit d'un Communard*, par A. Agresti. — *Le Socialisme des paysans en Hongrie*, par Eugène-Henri Schmitt. — *Une visite au sanctuaire d'Olympie,* par Léon Hennebicq. — *Psychologie du Mouvement socialiste en Italie*, par Ettore Ciccotti. — *Le Poète*, par J.-J. Baronian. — *Michel Bakounine*, par Victor Dave. — *Le Spectre*, par Zabel Ohannessian. — *Les Illusions du Socialisme,* par G. Bernard Shaw. — *Ritspa,* par Albert Lantoine. — *Socialistes polonais et russes*, par Elehard Esse. — Etc., etc.

L'HUMANITÉ NOUVELLE est l'organe des tendances les plus larges et les plus indépendantes en matières scientifiques et artistiques.

Les manuscrits non insérés sont rendus.

L'HUMANITÉ NOUVELLE forme par an deux beaux volumes de près de 750 pages chacun, avec un index alphabétique des auteurs et des matières.

L'HUMANITÉ NOUVELLE

REVUE INTERNATIONALE MENSUELLE

Abonnements :		UN AN	SIX MOIS	LE NUMÉRO
	France et Belgique........	**12 fr.**	**7 fr.**	**1 fr. 25**
	Etranger (Union postale)..	**15 fr.**	**8 fr.**	**1 fr. 50**

Les abonnements partent de Janvier et de Juillet.

On trouve l'HUMANITÉ NOUVELLE dans toutes les Librairies de Paris, des départements et de la Belgique. A l'Etranger elle se trouve chez :

Aix-la-Chapelle
Barth, R.
Alexandrie
Stivala.
Amsterdam
Feikema Caarelsen et Cie.
Meulenhoff.
Meyer.
Nilsson et Lamm.
Athènes
Beck.
Bâle
Librairie Georg.
Barcelone
Mlle E. Piaget.
Verdaguer.
Berlin
Asher et Cie.
Friedlænder et fils.
Libr. Hirschwald.
Prausnitz.
Berne
Jent et Reinert.
Koerber.
Schmid Francke et Cie.
Bologne
Virano.
Zanichelli.
Bonn-sur-Rhin
Friedrich Cohen.
Boston
Little Brown et Cie.
Brunswick
Vieweg et fils.
Bucarest
Nerly.
Socecu et Cie.
Buda-Pesth
Killian.
Revai frères.
Caire (Le)
Mme Barbier.
Diémer.
Cincinnatti
Wilde et Cie.
Coïmbra
Franca Amado.
Melchiadès et Cie
Colmar
Barth.
Prudhomme.
Constantinople
Baudin.
Heydrich.
Keil.
Sarafian.
Vafiadis.
Copenhague
Host et fils.
Tillgés Boghandel.
Hagerup.
Cracovie
Gebethner et Cie.
Francfort sur-M.
Keller.
Fribourg
Veith.
Galatz
Nebuneh et fils.
Gênes
Beuf.
Donath.
Genève
Alioth.
Beroud et Jebeber.
Burkbardt.
Dürr.
Eggimann et Cie.
Georg et Kündig.
Jullien.
Robert H.
Stapelmohr.
Glascow
Bauermeister.
Greifswald
Bamberg.
Groningue
Noordhoff.
Hambourg
Brockhaus.
Rudolphi.
Heidelberg
Gross.
Helsingfors
Wasénius.
Jassy
Barasch.
Iliescu et Grossu.
Saraga frères.
Kieff
Idzikowski.
Kissingen
Weinberger.
La Haye
Belinfante frères.
Van Stockum et fils.
Lausanne
Benda.
Duvoisin.
Payot.
Rouge.
Leipzig
Brockhaus.
Hinrichs'sche Buch.
Haessel.
Hiersemann.
Hermann.
Kœhler.
Thomas.
Twietmeyer.
Leyde
Brill.
Lisbonne
Ferin et Cie.
Ferreira.
Gomès.
Monteiro et Cie.
Rodrigues.
Londres
Asher et Cie.
Dulau et Cie.
Grevel et Cie.
Kegan Paul, Trench, Trübner et Cie.
Nutt.
Quaritch.
Sampson Low et Cie.
Siegle.
Thacker et Cie
Williams et Norgate.
Madrid
Barras.
Capdeville.
Fernando Fé.
Heriz.
Murillo.
Romo y Fussel.
J. Ruiz Cie.
Mayence
Lesimple.
Messine
Principato G.
Metz
Even frères.
Scriba.
Milan
Bocca frères.
Hœpli.
Monte-Carlo
Heuchy-Wandenberg.
Montreux
Monnerat.
Moscou
Tastevin.
Mulhouse
Bahy, Ch.
Seiffer Vve.
Stuckelberger.
Munich
Ackermann.
Haas.
Riedel.
Naples
Prass.
Marghieri.
Neuchâtel
Berthoud.
Delachaux et Niestlé.
New-York
Dyrsen et Pfeiffer.
J. Jacobs.
Lemcke et Buechner.
Schmidt et Cie.
Stéchert.
E.-B. Wilson.
Odessa
G. Rousseau.
Mosketti.
Stadelmeyer.
Ouro-Preto
Numan et Cie.
Oxford
Parker et Cie.
Padoue
Drucker frères.
Palerme
Reber.
Saudron.
Philippopoli
Cravareff frères.
Pise
Spoerri.
Porto
Magalhaès et Moniz.
Martin.
Posen
Letgeber et Cie.
Prague
Topic.
Rivnac.
Québec
Pruneau et Kirouac.
Réval
Klüge et Strœhm.
Riga
Kymmel.
Stieda.
Rio-de-Janeiro
Briguiet et Cie.
Rome
Bocca frères.
Loescher et Cie.
Lux.
Modes et Mendel.
Molino.
Spithœver.
Rosario-de-Santa-Fé
Zacutti.
Rotterdam
Kramers et fils.
Saarbruck
Klingebeil.
Saint-Pétersbourg
Eggers et Cie.
Librairie des Novosti.
Ricker.
Schmitzdorff.
M. O. Wolff.
Santiago
Roberto Miranda.
Sienne
Torrini.
Stockholm
Fritze.
Loostrœm et Cie.
Norstedt et Sœner.
Samson et Wallin.
Strasbourg
Derivaux.
d'Oleire.
G. Rettig.
Staat.
Singer.
Treuttel et Würtz.
Trübner
Thorn
Zablocki.
Trèves
Lintz.
Turin
Bocca frères.
Bréro.
Casanova.
Clausen.
Lattès et Cie.
Rosenberg et Sellier
Stréglio.
Utrecht
Beijers.
Varsovie
Gebethner et Wolff.
Hœsick.
Orgelbrand.
Wende et Cie.
Venise
Debon.
Ongania.
Vérone
Drucker frères.
Vevey
Schlesinger.
Vienne
Braumüller et fils.
Brockhaus.
Frick.
Gerold et Cie.
Wiesbaden
Bergmann.
Wurzbourg
Stahel.
Zurich
Meyer et Zeller.
Ebell.

Paris. - Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — *Téléphone.*


UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 05603 4724




Digitized by Google

